communauté de l'auxerrois

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Auxerre, le 27 août 2020

Mesdames et Messieurs les conseillers communautaires

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous convier à participer à la prochaine réunion du conseil communautaire qui se tiendra exceptionnellement le

Jeudi 3 septembre 2020

09h00

à Auxerrexpo

En cas d'absence, vous trouverez, à la fin des délibérations, un modèle de pouvoir à remplir.

Le Président

Crescent MARAULT

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Jeudi 03 septembre 2020

ORDRE DU JOUR

ET

PROJETS DE DELIBERATIONS

Pour accéder aux délibérations, cliquez sur le titre

- Procès verbal de la séance du 30 juillet 2020 – Adoption

Rapporteur : Président

GOUVERNANCE de la Communauté

1. Vice-Présidents - Détermination du nombre

Rapporteur : Président

2. Vice-Présidents - Election

Rapporteur : Président

3. Bureau communautaire - Détermination du nombre de membres

Rapporteur : Président

4. Bureau communautaire - Election des membres

Rapporteur : Président

5. Elus communautaires – Fixation des indemnités

Rapporteur : Président

6. Relations entre l'EPCI et les communes – Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance

Rapporteur : Président

DESIGNATIONS DANS LES ORGANISMES

7. Levée du scrutin secret

Rapporteur : Président

HABITAT

8. Office Auxerrois de l'Habitat – Désignation des personnalités qualifiées

Rapporteur : Président

9. Conseil d'administration de SOLIHA 89-58 - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

10. Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

11. Commission de médiation - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

12. Agence Economique Régionale de Bourgogne Franche-Comté - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

13. Association « AGTLI » (tiers lieu icaunais) - Désignation de quatre représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

14. Incubateur régional Déca Bourgogne Franche Comté - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

15. Yonne Equipement / Yonne Développement - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (trois représentants Yonne Equipement et un représentant Yonne Développement)

Rapporteur : Président

NUMERIQUE

16. GIP Territoires numériques - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois au sein de l'assemblée générale (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

17. Association des Villes et Collectivités pour les Communication électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

ENVIRONNEMENT

18. Association pour la qualité de l'eau potable - Désignation de dix représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

19. Syndicat mixte « Fédération des eaux de Puisaye Forterre » - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois (deux titulaires et deux suppléants)

Rapporteur : Président

20. Commission consultative mixte paritaire du Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

INSERTION SOCIALE PAR L'EMPLOI

21. Association AMIDON 89 - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

22. Maison de l'Emploi et de la Formation de l'auxerrois - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

23. Mission Locale - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

24. Résidence des Jeunes de l'Yonne - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

SANTE

25. Conseil de surveillance du Centre Hospitalier d'Auxerre - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

26. Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Spécialisé d'Auxerre - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

27. EPHAD des Coteaux à Saint Bris - Désignation de trois représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

MOBILITES

28. Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

AMENAGEMENT

29. Etablissement Public Foncier de Bourgogne Franche-Comté - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (deux titulaires et deux suppléants)

Rapporteur : Président

ENSEIGNEMENT

30. Conseils d'administration des collèges et des lycées de l'auxerrois - Désignation de dix représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

RESSOURCES HUMAINES

31. Commission de réforme - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

Rapporteur : Président

32. Comité National d'Action Sociale (CNAS) - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

DESIGNATIONS PAR ARRETE DU PRESIDENT

33. Comité Technique - Désignation des six titulaires et six suppléants (3 représentants titulaires de la CA et 3 représentants titulaires de la VA - 3 représentants suppléants de la CA et 3 représentants suppléants de la VA)

Rapporteur : Président

34. Comité d'Hygiène, de la Santé et des Conditions de travail - Désignation des six titulaires et six suppléants (3 représentants titulaires de la CA et 3 représentants titulaires de la VA - 3 représentants suppléants de la CA et 3 représentants suppléants de la VA)

Rapporteur : Président

35. Commissions Administratives Paritaires - Désignation des six titulaires et six suppléants (3 représentants titulaires de la CA et 3 représentants titulaires de la VA - 3 représentants suppléants de la CA et 3 représentants suppléants de la VA)

Rapporteur : Président

36. Commissions consultatives paritaires - Désignation des trois titulaires et trois suppléants (2 représentants titulaires de la VA et 1 représentant titulaire de la CA - 1 représentant suppléant de la VA et 2 représentants suppléants de la CA)

Rapporteur : Président

37. Commission départementale de sécurité et d'accessibilité et sous-commissions thématiques - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Rapporteur : Président

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

38. ZAE AuxR Parc - Conventions relatives aux différentes mesures mises en œuvre afin de compenser les effets vis-à-vis des zones humides et des espèces animales protégées

Rapporteur : Président

39. ZAE AuxR Parc Parcelles boisées sur AUGY et MONETEAU - Application du régime forestier

Rapporteur : Président

40. ZAE AuxR Parc – Vente de parcelles n° 8 et n° 9

Rapporteur : Président

41. ZAE AuxR Parc – Vente de parcelle n° 23

Rapporteur : Président

42. Aides économiques liées à la crise sanitaire - Pacte régional avec les territoires

Rapporteur : Président

DEVELOPPEMENT DURABLE

43. Service Public d'Assainissement Collectif – Convention financière avec le syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne pour une extension de ligne électrique nécessaire à la Station d'Epuration de Venoy-Soleines

Rapporteur : Pascal BARBERET

44. Service Public d'Assainissement Collectif – Convention financière avec le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne pour une extension de la ligne électrique nécessaire à la station d'épuration de Venoy-Montallery

Rapporteur : Pascal BARBERET

45. Service Public d'Assainissement Collectif – Subvention pour pompe de relevage

Rapporteur : Pascal BARBERET

46. Service Public d'Assainissement Non Collectif – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Pascal BARBERET

47. Service Public d'Assainissement Collectif – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Pascal BARBERET

48. Service Public d'Assainissement Collectif – Rapport d'activités DSP

Rapporteur : Pascal BARBERET

49. Service Public d'Assainissement Collectif - Règlement de dépotage des matières de curage, de vidanges et des graisses de la station d'épuration d'Appoigny

Rapporteur : Pascal BARBERET

50. Réseau d'eau potable – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Rapporteur : Mickaël TATON

51. Réseau d'eau potable – Rapport d'activités DSP

Rapporteur : Mickaël TATON

MOBILITES

52. Concession de service public de transport de personnes et de location de bicyclettes - Rapport d'activités DSP

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

53. Concession de service public de transport de personnes et de location de bicyclettes - Avenant n° 1

Rapporteur : Magloire SIOPATHIS

HABITAT

54. Programme local de l'habitat (PLH) – Octroi des subventions pour la production de logements sociaux pour l'année 2020

Rapporteur : Christophe BONNEFOND

RESSOURCES HUMAINES

55. Emploi de collaborateur de cabinet - Création

Rapporteur : Gérard DELILLE

56. Personnel communautaire – Actualisation du régime indemnitaire

Rapporteur : Gérard DELILLE

57. Personnel communautaire – Modification de l'effectif réglementaire

Rapporteur : Gérard DELILLE

58. Interventions des agents de la Communauté de l'Auxerrois – Tarifs 2020

Rapporteur : Gérard DELILLE

ADMINISTRATION GENERALE

59. Dépenses engagées par la Communauté de l'Auxerrois au profit du syndicat mixte Yonne Médian - Convention de remboursement

Rapporteur : Président

60 Fourniture de télécommunication – Groupement de commandes entre la Communauté de l'auxerrois et la Ville d'Auxerre

Rapporteur : Président

61. Fourniture de serrures électroniques - Convention de groupement de commandes entre la Communauté de l'auxerrois, la ville d'Auxerre et le CCAS

Rapporteur : Président

62. Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil communautaire

Rapporteur : Président

63. Commissions thématiques - Création et composition

Rapporteur : Président

communauté
de l'auxerrois

1. Vice-Présidents - Détermination du nombre

En application du droit commun, le nombre de délégués communautaires est fixé à 64.

Conformément à l'article L. 5211-10 du CGCT, le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.
Le nombre maximum de vice-présidents est alors de 13.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des dispositions précédentes, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze.
Dans ce cas, le nombre maximum de vice présidents est alors de 15.

A cours de la séance d'installation du 10 juillet 2020, le conseil a adopté la délibération 2020-30 pour fixer le nombre de vice-présidents à 2.

Il est aujourd'hui proposé au conseil de compléter cette délibération en déterminant un nouveau nombre de vice-présidents.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de fixer le nombre de Vice-Présidents à 11

communauté
de l'auxerrois

2. Vice-Présidents - Election

Par délibération, le Conseil communautaire a fixé le nombre de Vice-présidents à 11.

Le Président invite les conseillers communautaires à procéder à l'élection des Vice-Présidents.

Après appel à candidatures, les élections se déroulent au scrutin uninominal secret.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Les candidats ayant obtenu la majorité des voix sont proclamés vice-présidents de la Communauté de l'auxerrois et sont immédiatement installés dans leurs fonctions.

Le rang des vice-présidents résulte de l'ordre de leur élection.

communauté
de l'auxerrois

3. Bureau communautaire - Détermination du nombre de membres

Conformément à l'article L. 5211-10, le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice présidents étant de 11, il est proposé d'élargir le bureau afin d'intégrer également les conseillers communautaires titulaires d'une délégation.

Le bureau serait ainsi composé des 18 membres suivants :
- 1 Président
- 11 Vice-Présidents
- 6 conseillers délégués

Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de fixer le nombre de membres du Bureau communautaire à 18 membres.

communauté
de l'auxerrois

4. Bureau communautaire – Election des membres

Conformément à l'article L. 5211-10, le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Par délibération, le Conseil communautaire a fixé le nombre de membres du Bureau à 18.

Le Président ainsi que les 11 vice-présidents étant déjà membres de droit du bureau, il reste 6 sièges à pourvoir.
Le Président invite les conseillers communautaires à procéder à l'élection des 6 autres membres du bureau.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner les membres qui siégeront au Bureau communautaire.

communauté
de l'auxerrois

5. Elus communautaires – Fixation des indemnités

Les indemnités de fonction constituent une dépense obligatoire pour les collectivités locales. Elles sont établies en référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique, selon un pourcentage croissant avec la population.

L'article L.5211-12 du code général des collectivités territoriales prévoit que les indemnités votées par les organes délibérants des Communautés d'Agglomération pour l'exercice effectif des fonctions de Président ou de Vice-président sont déterminées en appliquant un taux au montant du traitement mensuel correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique :

	Président	Vice-Présidents
Population totale	Taux maximal (en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique)	Taux maximal (en % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique :
De 50 000 à 99 999 habitants	110	44

ENVELOPPE INDEMNITAIRE GLOBALE

Elle est déterminée en additionnant les indemnités maximales annuelles pour l'exercice effectif des fonctions de Président et de Vice-présidents sur la base d'un effectif de 11 Vice-présidents.

L'enveloppe maximale annuelle calculée pour la Communauté de l'auxerrois sur la base des taux maximum s'élève à 277 236 €.

INDEMNITE DU PRESIDENT

Les indemnités de fonction du Président de la Communauté de l'auxerrois sont fixées à 102% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

INDEMNITE DES VICE-PRESIDENTS

Les indemnités de fonction des Vice-présidents de la Communauté de l'auxerrois sont fixées à 41 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique.

INDEMNITES DES CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES DELEGUES

En application des dispositions combinées des articles L. 5216-4 et L. 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales, il est possible de verser une indemnité complémentaire, plafonnée à 6 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction publique, aux conseillers communautaires auxquels le Président délègue une partie de ses fonctions. Toutefois, le total de ces indemnités complémentaires et de celles versées au Président et aux vice-présidents ne doit pas dépasser l'enveloppe constituée du montant des sommes maximales susceptibles d'être allouées aux seuls président et aux vice-présidents. De ce fait, l'enveloppe restant disponible, après affectation des crédits alloués aux indemnités du Président et des Vice-Présidents, peut être redistribuée comme suit :

Les indemnités de fonction des Conseillers communautaires délégués sont fixées à 6 % de l'indice terminal brut de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

L'enveloppe annuelle globale retenue s'élève par conséquent à 274 902 €.

- DATE D'EFFET

Les indemnités du président, des premier et deuxième vice-présidents seront versées à effet du 10 juillet 2020. Les indemnités des autres vice-présidents et délégués seront versées dès la prise d'effet de leur délégation.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De fixer le montant des indemnités de fonction du Président, des Vice-présidents, et conseillers communautaires délégués conformément aux dispositions ci-dessus ;

Fonction	Nombre d'élu(s)	Modalités de calcul de l'indemnité	Coût mensuel total brut par fonction
Président	1	102% de l'indice brut terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique	3967,19
Vice-présidents	11	41% de l'indice brut terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique	1594,65
Conseillers communautaires délégués	6	6% de l'indice brut terminal de l'échelle de la rémunération de la fonction publique	233,36

- De dire que que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal, chapitre 65 de l'exercice 2020.

communauté
de l'auxerrois

6. Relations entre l'EPCI et les communes - Débat sur l'élaboration d'un pacte de gouvernance

La loi Engagement et Proximité cherche à améliorer les relations entre EPCI et communes membres pour fluidifier la gouvernance du bloc communal.

Ainsi, une de ses dispositions, codifiée à l'article L 5211-11-2 du CGCT prévoit que les membres du conseil communautaire doivent débattre de l'adoption d'un pacte de gouvernance après le renouvellement des élus.

En matière de contenu du pacte, les élus sont libres car aucune obligation n'est prévue par la loi.
Cependant, le pacte peut prévoir :

1° Les conditions de concertation avec la commune seule concernée par une décision de l'EPCI.

2° Les conditions dans lesquelles le bureau de l'EPCI peut proposer de réunir la conférence des maires pour avis sur des sujets d'intérêt communautaire ;

3° Les conditions dans lesquelles l'établissement public peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres ;

4° La création de commissions spécialisées associant les maires. Le pacte détermine alors leur organisation, leur fonctionnement et leurs missions. Le pacte fixe, le cas échéant, les modalités de fonctionnement des commissions ;

5° La création de conférences territoriales des maires, selon des périmètres géographiques et des périmètres de compétences qu'il détermine. Les conférences territoriales des maires peuvent être consultées lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Les modalités de fonctionnement des conférences territoriales des maires sont déterminées par le règlement intérieur de l'organe délibérant de l'établissement public ;

6° Les conditions dans lesquelles le président de l'établissement public peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien courant d'infrastructures ou de bâtiments communautaires. Dans ce cas, le pacte fixe également les conditions dans lesquelles le maire dispose d'une autorité fonctionnelle sur les services de l'établissement public, dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services ;

7° Les orientations en matière de mutualisation de services entre les services de l'établissement public et ceux des communes membres afin d'assurer une meilleure organisation des services ;

8° Les objectifs à poursuivre en matière d'égale représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions de l'établissement public.

En matière d'élaboration du pacte, l'EPCI l'adopte dans un délai de neuf mois à compter du renouvellement général des élus, après avis des conseils municipaux des communes membres, rendu dans un délai de deux mois après la transmission du projet de pacte.

Le pacte peut être modifié à tout moment du mandat à condition de suivre la même procédure que lors de son élaboration.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prendre acte de la tenue du débat relatif à l'élaboration d'un pacte de gouvernance entre les communes et l'EPCI ;
- D'élaborer un projet de pacte de gouvernance dans le délai de 9 mois à compter du renouvellement général des élus ;
- De soumettre le projet de pacte à l'avis des conseils municipaux des communes membres.

communauté
de l'auxerrois

7. Levée du scrutin secret

Le Code général des collectivités territoriales, dans son article L 2121-21, dispose que le vote se déroule au scrutin secret « *lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation* ».

Toutefois, le conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De ne pas voter au scrutin secret la désignation des représentants de l'assemblée dans les délibérations suivantes.

communauté
de l'auxerrois

8. Office Auxerrois de l'Habitat – Désignation des sept personnalités qualifiées

L'Office Auxerrois de l'Habitat (OAH), créé en 1930 est un bailleur social. Il gère en moyenne 6195 logements sur 28 communes.

Il est rattaché à la Communauté de l'Auxerrois depuis le 1er janvier 2017.

Selon l'article R. 421-4 du Code de la construction et de l'habitation, « *le nombre des membres du conseil d'administration d'un office public de l'habitat ayant voix délibérative est fixé à vingt-trois ou à vingt-sept, par décision de l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale de rattachement, compte tenu notamment de la répartition géographique du patrimoine de l'office ou de l'importance de son parc* ».

L'article R. 421-5 dispose que « *Lorsque l'effectif des membres ayant voix délibérative est fixé à vingt-trois, ils sont ainsi répartis :*

1° Treize sont les représentants de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale de rattachement désignés par son organe délibérant, dont six en son sein, les autres représentants, qui ne sont pas des élus de la collectivité ou de l'établissement public de rattachement, étant choisis en qualité de personnalités qualifiées en matière d'urbanisme, de logement, d'environnement et de financement de ces politiques, ou en matière d'affaires sociales. Deux des personnalités qualifiées ont la qualité d'élu d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale du ressort de compétence de l'office, autre que celle ou celui de rattachement ;

2° Un membre est désigné par la ou les caisses d'allocations familiales du département du siège de l'office ;

3° Un membre est désigné par l'union départementale des associations familiales du département du siège de l'office ;

4° Un membre est désigné par les associés des collecteurs de la participation des employeurs à l'effort de construction dans le département du siège ;

5° Deux membres sont désignés par les organisations syndicales de salariés les plus représentatives dans le département du siège ;

6° Un membre représente les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ;

7° Quatre membres sont les représentants des locataires. »

Enfin, l'article R 421-6 dispose que : « *IV. - Le membre ou les membres représentant les associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées sont désignés par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération intercommunale de rattachement de l'office* ».

Il revient donc à la Communauté de l'Auxerrois de désigner pour siéger au conseil d'administration de l'OAH :

- six membres élus au sein du conseil communautaire ;

- sept personnes qualifiées ;

- un membre représentant les associations d'insertion.

Lors de la séance du 30 juillet 2020, le conseil communautaire a désigné les six élus suivants pour siéger au conseil d'administration :
Vincent VALLÉ
Christophe BONNEFOND
Bernard RIANT
Patricia VOYE
Ana CONTANT
Mathieu DEBAIN

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner pour siéger au sein de l'Office Auxerrois de l'Habitat :

1) Au titre des personnes qualifiées :
Valérie Giabbani
Christiane Antenni
Yves Lagarrigue
Mahiedine Chenouna
Alain Thuault
Isabelle Joaquina (conseillère départementale de l'Yonne)
Raymonde Delage (conseillère municipale d'Auxerre)

2) Au titre du représentant des associations d'insertion :
Elisabeth Gerard-Billebaut

communauté
de l'auxerrois

9. Conseil d'administration de SOLHIA 89-58 - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

SOLHIA 89 est un réseau associatif national au service des personnes et de leur habitat. Il déploie sur l'ensemble du territoire, un socle commun d'interventions en faveur des personnes défavorisées, fragiles ou vulnérables sur deux axes : le maintien et l'accès dans le logement.

Les principales missions de l'association sont les suivantes :

- Produire un logement décent pour tous
- Développer une offre de logements à loyers abordables
- Revitaliser bourgs et quartiers
- Proposer un Habitat économe et durable

Selon ses statuts, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant pour siéger au sein de SOLHIA 89-58.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- désigner un représentant pour siéger au sein du Conseil d'administration de SOLHIA 89-58.

communauté
de l'auxerrois

10. Agence Départementale d'Information sur le Logement (ADIL) - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

L'ADIL conseille et informe les particuliers sur toutes les questions juridiques, financières et fiscales du logement.

L'ADIL a pour objectif de permettre à tout accédant de mener son projet d'accession à la propriété en toute sécurité financière et juridique.

Selon les statuts de l'ADIL, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant pour siéger en son sein.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- désigner un représentant pour siéger au sein de l'Agence Départementale d'Information sur le Logement.

communauté
de l'auxerrois

11. Commission de médiation - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Dans chaque département, une ou plusieurs commissions de médiation sont créées auprès du représentant de l'Etat dans le département.

Cette commission peut être saisie par toute personne qui, satisfaisant aux conditions réglementaires d'accès à un logement locatif social, n'a reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande de logement dans le délai déterminé par la loi.

Cette commission peut également être saisie sans condition de délai lorsque le demandeur, de bonne foi, est dépourvu de logement, menacé d'expulsion sans relogement, hébergé ou logé temporairement dans un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, logé dans des locaux impropres à l'habitation ou présentant un caractère insalubre ou dangereux. Elle peut également être saisie, sans condition de délai, lorsque le demandeur est logé dans des locaux manifestement sur occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent, s'il a au moins un enfant mineur, s'il présente un handicap au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles ou s'il a au moins une personne à charge présentant un tel handicap.

Selon l'article L. 441-2-3 du Code de la construction et de l'habitation, la commission de médiation est composée de représentants de l'Etat ; de représentants du département, des établissements publics de coopération intercommunale mentionné au vingt-troisième alinéa de l'article L. 441-1, de représentants des organismes bailleurs et des organismes chargés de la gestion d'une structure d'hébergement, d'un établissement ou d'un logement de transition, d'un logement-foyer ou d'une résidence hôtelière à vocation sociale, œuvrant dans le département ; de représentants des associations de locataires et des associations et organisations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, œuvrant dans le département ; de représentants des associations de défense des personnes en situation d'exclusion œuvrant dans le département et de représentants désignés par les instances mentionnées à l'article L. 115-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- Désigner un représentant titulaire et un suppléant à la Commission de médiation.

communauté
de l'auxerrois

12. Agence Economique Régionale de Bourgogne Franche-Comté - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

L'agence économique régionale (AER) est une société publique locale dont le capital est détenu par les collectivités territoriales de la région.

L'AER Bourgogne-Franche-Comté a pour missions d'accompagner le maintien et le développement de l'activité économique et l'emploi sur le territoire, de promouvoir l'attractivité du territoire, de soutenir et de développer l'innovation et l'éco-innovation.

La société exerce ses missions pour le compte exclusif de ses actionnaires sur la base de conventions de prestations de services.

Selon ses statuts, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant pour siéger à l'assemblée générale et un représentant pour siéger à l'assemblée spéciale.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- désigner un représentant pour siéger au sein de l'Agence Economique Régionale de Bourgogne Franche-Comte.

communauté
de l'auxerrois

13. Association « AGTLI » (tiers lieu icaunais) - Désignation de quatre représentants de la Communauté de l'auxerrois

Le Tiers-Lieu est un espace de travail dédié à l'expérimentation et au partage autours de sujets émergents comme le numérique, le développement durable et l'innovation au sens large. C'est un espace qui permet les synergies en favorisant la rencontre de personnes aux compétences variées provenant d'horizons différents dont les destins n'auraient pas vocation

à se croiser naturellement. Le tiers-Lieu est un catalyseur territorial de créativité et de mixité.

L'association de gestion du tiers-lieux icaunais (AGTLI) porte le projet de tiers-lieu du territoire (Tiers-Lieu Les Riverains) dont les éléments constitutifs s'adressent au grand public (Fablab, Repair'Café, Bar Associatif, Jardins Partagés), aux entrepreneurs et aux entreprises (Coworking, Makerspace, Les Devs du Samedi), aux scolaires (Les Petits Débrouillards), ou à tous les publics *via* une offre de services adaptée (Recyclerie Au bonheur Des Chutes, Médialab).

La vocation du Tiers-Lieu est de proposer une offre de services favorisant l'agilité des entreprises sur des thématiques émergentes tout en réunissant les conditions favorables à l'apparition de synergies entre les différents usagers.

Selon les statuts de l'association, le conseil communautaire est appelé à désigner 4 représentants pour siéger au sein de celle-ci.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- désigner quatre représentants pour siéger au sein de l'association « AGTLI ».

communauté
de l'auxerrois

14. Incubateur régional Déca Bourgogne Franche Comté - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

Créé en novembre 2017 à l'initiative de huit établissements sous l'impulsion de l'Etat et du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, l'incubateur intervient pour les projets d'entreprise innovante qui s'inscrivent dans les axes d'excellence de ses membres.

La mission de DECA-BFC est de favoriser la création d'entreprises innovantes à partir de projets scientifiques ou technologiques, issus ou liés à la recherche.
Ses objectifs sont les suivants :

- Être un outil au service des établissements d'enseignement supérieur
- Participer à l'animation du réseau des dispositifs académiques d'entrepreneuriat
- Associer le monde économique
- Être un partenaire des collectivités pour un maillage territorial
- Travailler en collaboration avec les acteurs de l'écosystème de l'innovation

La Communauté de l'Auxerrois y adhère et le conseil communautaire est appelé, à ce titre, à désigner un représentant pour siéger au sein de cet incubateur.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner un représentant suivant pour siéger au sein de l'incubateur régional Déca BFC.

communauté
de l'auxerrois

15. Yonne Equipement / Yonne Développement - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (trois représentants Yonne Equipement et un représentant Yonne Développement)

Créée en 1995, Yonne Équipement est une société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration qui réalise des accompagnements dans des projets d'immobilier d'entreprise, à savoir :

- définition d'une typologie du bâtiment
- élaboration d'un cahier des charges
- construction
- aide au financement

Créée en 1989, Yonne Développement est une association qui accompagne les différents stades des projets d'entreprises, à savoir :

- Création, développement, rachat ou restructuration d'entreprise
- Augmentation du capital
- Achat de matériels
- Montage de dossiers de financement
- Prospection et détection des projets d'investissement

Selon les statuts de Yonne Équipement et Yonne Développement, le conseil communautaire est appelé à désigner des représentants pour y siéger.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner :

- 3 représentants au sein de Yonne Equipement,
- 1 représentant au sein de Yonne Développement.

communauté
de l'auxerrois

16. GIP Territoires numériques - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois au sein de l'assemblée générale (un titulaire et un suppléant)

Le groupement d'intérêt public (G.I.P) Territoires numériques s'adresse aux organismes publics concernés par la transition numérique.

Ses principales missions principales sont :

- Déployer des outils et services mutualisés,
- Valoriser les données publiques,
- Fournir du conseil et vous accompagner dans vos projets numériques.

Le GIP propose des solutions pratiques et concrètes à ses adhérents : salle des marchés publics, dématérialisation des actes, portail de la donnée, système d'information géographique, sites Web et services aux citoyens, outil RGPD…

La Communauté de l'Auxerrois y adhère et à ce titre, le conseil communautaire doit désigner des représentants pour siéger au sein du G.I.P Territoires Numériques.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner :

- un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein de l'Assemblée générale du G.I.P Territoires numériques.

communauté
de l'auxerrois

17. Association des Villes et Collectivités pour les Communication électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'Auxerrois

L'Avicca regroupe les collectivités engagées dans le numérique, pour faciliter l'échange des pratiques et agir ensemble au plan national. Au-delà des infrastructures et des réseaux, les

axes de travail de l'Avicca incluent notamment le numérique éducatif, les SIG, les territoires intelligents, la communication territoriale sur les déploiements, l'audiovisuel.

La Communauté de l'Auxerrois y adhère et doit à ce titre désigner un représentant pour siéger au sein de cette association.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner un représentant pour siéger au sein de l'Association des Villes et Collectivités pour les Communication électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA).

communauté
de l'auxerrois

18. Association pour la qualité de l'eau potable - Désignation de dix représentants de la Communauté de l'auxerrois

Conformément à l'article L 2121-33 du CGCT, l*e conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.*

L'Association pour la qualité de l'eau potable a pour objectifs :

- de déterminer, promouvoir et d'assurer la mise en œuvre des pratiques agricoles garantissant une bonne qualité des eaux de capatages de l'auxerrois destinées à la consommation humaine,
- de coordonner les actions agricoles,
- d'être l'interlocuteur privilégié des différentes instances locales, départementales et régionales ou autres concernées par ces actions,
- de chercher et gérer, par voie conventionnelle, les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ces actions (moyens financiers, partenaires et prestataires…)
- d'évaluer l'effet des pratiques agricoles,

L'association pour la qualité de l'eau potable a pour territoire d'action l'aire d'alimentation des captages de la Communauté de l'auxerrois qui comprend des communes hors agglomération, à savoir Migé, Mouff, Charentenay et Val de Mercy.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein de l'Association pour la qualité de l'eau potable :

10 représentants pour siéger au sein de l'assemblée générale :
-
-
-
-
-
-
-
-
-
-

communauté
de l'auxerrois

19. Syndicat mixte « Fédération des eaux de Puisaye Forterre » - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois (deux titulaires et deux suppléants)

Le syndicat mixte fermé « Fédération des eaux de Puisaye Forterre » est un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) auquel des communes et des groupements de communes de l'Yonne, du Loiret et de la Nièvre ont transféré leur compétence en matière d'eau potable, de gestion des rivières et d'assainissement non collectif. La compétence « assainissement non collectif » consiste à contrôler les installations d'assainissement non collectif, leur entretien et leur réhabilitation, dans les conditions fixées par l'article L.2224-8 III du Code général des collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2020, conformément à la loi NOTRe, la Communauté de l'Auxerrois dispose de la compétence assainissement au lieu et place des communes.

Les communes de Coulanges la Vineuse, Escamps, Escolives Sainte Camille, Gy Lévêque, Vincelles et Vincelottes avaient confié l'exercice de leur compétence assainissement non collectif au syndicat mixte « Fédération des eaux de Puisaye Forterre ».

Par délibération du conseil communautaire du 13 février 2020, la communauté de l'Auxerrois a pris la décision de reprendre la gestion de la compétence assainissement non collectif pour ces six communes. La reprise de compétence sera effective à compter du 1er janvier 2021.

La commune d'Escamps avait également transféré sa compétence eau potable au syndicat mixte. Ce transfert n'est pas concerné par la délibération de retrait du 13 février 2020.

Aussi, il revient à la Communauté de l'Auxerrois, de siéger au sein du syndicat mixte « Fédération des eaux de Puisaye Forterre » pour la représentation des six communes concernées par l'assainissement non collectif jusqu'au 31 décembre 2020 et pour la représentation de la commune d'Escamps pour la compétence eau potable.

Les statuts de ce syndicat prévoient que la Communauté de l'Auxerrois est représentée, au sein du comité syndical, par deux titulaires et deux suppléants.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner :

2 titulaires :
-
-

2 suppléants :
-
-

communauté
de l'auxerrois

20. Commission consultative mixte paritaire du Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Au service des communes de l'Yonne, le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne (SDEY) est un EPCI *(Établissement Public de Coopération Intercommunale)*. Propriétaire des réseaux basse et moyenne tension, il gère pour le compte des communes les réseaux électriques et gaz. Le SDEY a également d'autres missions : *éclairage public, achat d'énergie, télécommunication, optimisation énergétique, installation bornes de charge pour véhicules électriques…*

Selon les statuts du SDEY, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein de la commission consultative mixte paritaire.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein de la Commission consultative mixte paritaire du Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne :

1 Titulaire :

1 Suppléant :

communauté
de l'auxerrois

21. Association AMIDON 89 - Désignation d'un représentant de la Communauté de l'auxerrois

L'association AMIDON 89 a pour objectif l'insertion sociale et professionnelle de personnes en très grandes difficultés tant sociales que professionnelles, en priorité bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et habitant des quartiers défavorisés, par la remise en situation de travail se rapprochant le plus possible d'une activité économique normale pouvant déboucher à terme sur un emploi dans le secteur marchand ou non, au travers d'une activité de repassage en ateliers au service de particuliers adhérant à l'association.

Selon les statuts de l'association, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant pour siéger au conseil d'administration.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner un représentant pour siéger au sein de l'association AMIDON 89.

communauté
de l'auxerrois

22. Maison de l'Emploi et de la Formation de l'auxerrois - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Le rôle des Maisons de l'emploi au sein du service public de l'emploi est fédérateur de l'action des partenaires publics et privés, en particulier en permettant l'association des collectivités territoriales à la mise en œuvre des politiques de l'emploi au niveau local.

Dans l'auxerrois, elle existe depuis plus de 13 ans. L'association est organisée en 3 services distincts et parfaitement complémentaires, non seulement en interne, mais également avec tous les acteurs de l'insertion professionnelle, de la formation, de l'emploi et de la lutte contre les exclusions et pour l'égalité sur ses différents territoires relevant de nos compétences.
Elle propose les services suivants :

- Le Centre de Ressources, avec notamment sa Cyber-base, sa documentation, ses conseillers (CEP, VAE, AIO) et ses actions (Moissons de l'Emploi, Tapis Rouge pour l'Emploi) cherche toujours à valoriser auprès de son public une information fiable, de qualité et d'actualité,
- Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) travaille chaque jour dans le but de favoriser le retour ou l'accès à l'emploi des personnes les plus en difficulté,
- La Facilitatrice, dont l'objectif est de permettre la promotion et le développement du recours aux Clauses Sociales par les collectivités puis de garantir leurs bonnes mises en œuvre, coordonne et anime un guichet unique territorial qui se veut être l'interface entre les acheteurs publics, les entreprises et les acteurs de l'insertion.
-

D'après les statuts de l'association, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger au sein du conseil d'administration.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein de la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'auxerrois :

1 titulaire :

1 suppléant :

communauté
de l'auxerrois

23. Mission Locale - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

La mission locale est un espace d'intervention au service des jeunes. Chaque jeune accueilli bénéficie d'un suivi personnalisé dans le cadre de ses démarches. Les structures d'accueil doivent apporter des réponses aux questions d'emploi, de formation mais aussi sur le logement ou la santé.

La Mission locale a pour objectifs de proposer des offres de service à destination des jeunes de 16 à 25 ans telles que :

•Repérer, accueillir, informer, orienter et accompagner les jeunes en élaborant avec chacun un parcours personnalisé vers l'emploi.
•Mobiliser l'offre d'insertion disponible sur un territoire avec les partenaires locaux.
•Soutenir les jeunes dans leur recherche d'emploi ainsi que dans leurs démarches d'orientation professionnelle, d'accès à la formation, à la santé, au logement, aux droits, à la citoyenneté et à la mobilité.

-Elle propose également des offres de service à destination des entreprises comme :
•Aider au recrutement grâce à l'analyse des besoins de l'entreprise, la proposition de candidats et la construction d'une réponse individualisée (type de contrat, aides mobilisables, formation…).
•Accompagner dans l'emploi : suivi du jeune dans la phase d'intégration sur son poste de travail, bilans réguliers dans l'entreprise, médiation si nécessaire.
•Valoriser les entreprises locales grâce à l'information des jeunes et des professionnels sur le secteur et les métiers exercés (visites, stages découverte des métiers, etc.) et la communication des bonnes pratiques de recrutement sur le territoire.

Selon les statuts de la mission locale, le conseil communautaire est appelé à désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger en son sein.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein de la Mission Locale :

1 titulaire :

1 suppléant :

communauté
de l'auxerrois

24. Résidence des Jeunes de l'Yonne - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

L'association "Résidences Jeunes de l'Yonne" est un Foyer de jeunes travailleurs appelé « Logement habitat jeunes ».

Les foyers de jeunes travailleurs (FJT) sont des structures associatives à but non lucratif ayant pour missions d'accueillir des jeunes en cours d'insertion sociale et professionnelle en leur proposant un logement temporaire adapté à leurs besoins et des prestations socio-éducatives.

Ce qui caractérise les FJT, c'est l'approche globale des jeunes. Les actions qu'ils mènent sont structurées par un projet socio-éducatif dont la finalité est l'accès à l'autonomie et au logement indépendant des jeunes qu'ils accueillent. (Fonction habitat, fonction restauration et fonction socio-éducative).

Selon les statuts de l'association, le conseil communautaire est appelé à désigner deux représentants pour siéger en son sein.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein de la Résidence des Jeunes de l'Yonne :

2 représentants :

-
-

communauté
de l'auxerrois

25. Conseil de surveillance du Centre Hospitalier d'Auxerre - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

Le Conseil de surveillance a pour missions principales de se prononcer sur la stratégie de l'établissement et d'exercer à son égard le contrôle permanent de sa gestion.

Le conseil communautaire dispose de deux sièges auprès du conseil de surveillance du centre hospitalier d'Auxerre.

Conformément à l'article L 2121-33 du CGCT, l*e conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.*

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner deux représentants pour siéger au sein du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier d'Auxerre.

communauté
de l'auxerrois

26. Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Spécialisé d'Auxerre - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

Le Conseil de surveillance a pour missions principales de se prononcer sur la stratégie de l'établissement et d'exercer à son égard le contrôle permanent de sa gestion.

Le conseil communautaire dispose de deux sièges auprès du conseil de surveillance du centre hospitalier spécialisé de l'Yonne.

Conformément à l'article L 2121-33 du CGCT, l*e conseil communautaire procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions*

assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de désigner deux représentants pour siéger au sein du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier Spécialisé de l'Yonne.

communauté
de l'auxerrois

27. EPHAD des Coteaux à St Bris - Désignation de trois représentants de la Communauté de l'auxerrois

La résidence des Coteaux à Saint Bris le Vineux est un établissement public intercommunal médico-social.

Il est administré par un conseil d'administration dont la composition est arrêtée par les statuts de l'établissement.

La composition du conseil est la suivante :

3 représentants de la CA
1 représentant de la commune où est implanté l'établissement
3 représentants du Conseil Départemental
2 représentants au moins du Conseil de la vie Sociale
2 représentants au moins du personnel
2 personnes qualifiées

Aussi, il revient à la Communauté de l'Auxerrois, de désigner ses 3 représentants pour siéger à la résidence des Coteaux.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner :

- 3 représentants pour siéger au Conseil d'administration de l'EPHAD des Côteaux à Saint Bris le Vineux.

communauté
de l'auxerrois

28. Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Les missions du GART sont les suivantes :

- assurer les échanges d'informations entre les élus responsables de transports collectifs, des déplacements de personnes et des transports de marchandises et fédérer les acteurs de la filière « Transport » pour bâtir la mobilité de demain ;
ouvrir le dialogue et animer le débat avec tous les acteurs concernés par les déplacements ;
- être l'interprète, le conseil et le porte-parole des autorités organisatrices de transport pour toutes les questions relatives aux déplacements de personnes et aux transports de marchandises auprès de l'État et de l'Union européenne ;
- développer les échanges et valoriser les bonnes pratiques en matière de transports collectifs, de déplacements de personnes et de transports de marchandises, avec les collectivités territoriales aux niveaux européen et mondial.

Son objectif est de permettre l'amélioration des déplacements en accompagnant et en développant la mobilité durable grâce aux transports publics et aux modes alternatifs à la voiture utilisée de manière individuelle.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein du Groupement des Autorités Responsables des Transports (GART) :

1 Titulaire :

1 Suppléant :

communauté
de l'auxerrois

29. Etablissement Public Foncier de Bourgogne Franche-Comté - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (deux titulaires et deux suppléants)

L'EPF BFC est représenté par une assemblée générale comprenant un délégué par collectivité plus 1 délégué par tranche de 25 000 habitants. L'assemblée générale élit un Conseil d'Administration qui traite les dossiers de l'Établissement.

L'EPF intervient pour le compte des Communautés de communes membres, des Communautés d'agglomération, des communes de l'EPCI et de toutes personnes publiques sur sollicitation de ces organismes et décision du Conseil d'administration.

L'EPF a vocation à acquérir directement des biens fonciers et immobiliers, les porter, les gérer, puis les rétrocéder à la collectivité membre lorsqu'elle est prête à lancer son projet. Les intercommunalités membres lui proposent chaque année un programme annuel d'acquisition. Les communes, bien que non membres à titre individuel compte tenu de leur nombre potentiel, peuvent bénéficier des services de l'E.P.F. dès lors que l'EPCI auquel elles appartiennent est membre de l'EPF.

La Communauté de l'Auxerois y adhère.

Selon les statuts de l'EPF-BFC, le conseil communautaire est appelé à désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour siéger au sein de l'établissement.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein de l'Établissement Public Foncier de Bourgogne Franche-Comté :

2 titulaires :
-
-

2 suppléants :
-
-

communauté
de l'auxerrois

30. Conseils d'administration des collèges et des lycées de l'auxerrois - Désignation des dix représentants de la Communauté de l'auxerrois

Le conseil d'administration est l'assemblée qui prend les décisions importantes de l'organisation de l'établissement. Il est composé notamment de membres de l'établissement et de représentants élus. Il se réunit au moins 3 fois par an pour adopter des décisions ou donner son avis sur des sujets particuliers.

Il y a donc lieu pour chaque établissement de procéder à la désignation d'un représentant du conseil communautaire pour siéger au sein du conseil d'administration.

Il est proposé au Conseil communautaire :

-de désigner les représentants suivants pour siéger au sein des Conseils d'administrations respectifs des établissements ci-dessous :

Établissements	Représentants
Collège Albert Camus	
Collège Denfert Rochereau	
Collège Jean Bertin	
Collège Paul Bert	
Lycée Albert Schweitzer	
Lycée Auxerre-Labrosse	
Lycée Jacques Amyot	
Lycée Joseph Fourier	
Lycée Saint-Germain	
Lycée des métiers Vauban	

communauté
de l'auxerrois

31. Commission de réforme - Désignation de deux représentants de la Communauté de l'auxerrois

La commission de réforme est une instance médicale consultative de la fonction publique. Elle est chargée de donner des avis à l'employeur lui permettant de prendre des décisions relatives à la situation administrative des agents.

Cette commission est régie par l'arrêté du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière.

Elle est notamment consultée sur les sujets suivants :

- Détermination du lien entre une maladie ou un accident et le service (sauf si l'administration reconnaît d'emblée l'imputabilité au service)
- Situation du fonctionnaire à la fin de la dernière période d'un congé de longue maladie (CLM) ou d'un congé de longue durée (CLD) lorsque le comité médical a présumé le fonctionnaire définitivement inapte lors du dernier renouvellement de son congé
- Reconnaissance et détermination du taux de l'invalidité temporaire ouvrant droit à l'allocation d'invalidité temporaire (AIT)
- Réalité des infirmités suite à un accident de travail/une maladie professionnelle, leur lien avec le service, le taux d'invalidité en vue de l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité (ATI)
- Dernier renouvellement d'une disponibilité d'office pour raison de santé

La commission de réforme comprend deux membres du comité médical, deux représentants l'administration et deux représentants du personnel.

Les membres de l'administration sont désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres du personnel sont désignés par les deux organisations syndicales disposant du plus grand nombre de sièges au sein de la commission administrative paritaire compétente à l'égard de l'agent dont le cas est examiné.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de désigner les deux représentants de l'administration suivants :

communauté
de l'auxerrois

32. Comité National d'Action Sociale (CNAS) - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Le Comité national d'action sociale (CNAS) est une association à laquelle les élus des collectivités territoriales et les responsables de leurs établissements publics peuvent adhérer pour faire bénéficier leurs salariés de prestations et d'aides dans le cadre de l'action sociale. Depuis une loi de 2007, c'est une obligation pour ces collectivités de donner accès à l'aide sociale aux agents publics territoriaux.

De la même façon que les comités d'entreprise dans le secteur privé, le CNAS propose des chèques de réduction dans le domaine culturel ou sportif, des tarifs préférentiels dans les musées ou les sites touristiques. D'un point de vue financier, le CNAS fournit des aides pour partir en vacances aux agents de la fonction publique territoriale sous forme de prêts avantageux ou de chèques vacances. Le CNAS a aussi pour mission d'apporter des conseils aux agents en matière juridique et dans le domaine du logement.

Il est proposé au Conseil communautaire de désigner les représentants suivants pour siéger au sein du CNAS :

1 Titulaire :

1 Suppléant :

communauté
de l'auxerrois

33. Comité Technique - Désignation des six titulaires et six suppléants (3 représentants titulaires de la CA et 3 représentants titulaires de la VA - 3 représentants suppléants de la CA et 3 représentants suppléants de la VA)

Le Comité technique est un organe consultatif qui émet des avis obligatoires, préalables aux décisions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, aux modernisations des méthodes et techniques de travail.

Par délibération n° 2019-057 du 04 avril 2019, le conseil communautaire a créé un comité technique commun entre la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois et a fixé à six le nombre des représentants titulaires (et suppléants) du personnel au Comité Technique et à six le nombre de représentants titulaires de la collectivité.

Il est proposé au conseil communautaire :

- de prendre acte que cette désignation fera l'objet d'un arrêté pris par le Président de la Communauté de l'auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

34. Comité d'Hygiène, de la Santé et des Conditions de travail - Désignation des six titulaires et six suppléants (3 représentants titulaires de la CA et 3 représentants titulaires de la VA - 3 représentants suppléants de la CA et 3 représentants suppléants de la VA)

Par délibération 2019-262 du 16 décembre 2019 du Conseil communautaire, un comité d'hygiène, de la santé et des Conditions de travail commun a été instauré et placé auprès de la Communauté de l'Auxerrois.

Des élections professionnelles ont été organisés le 05 décembre 2019 et ont permis d'élire les représentants du personnel de cette instance de dialogue social.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de prendre acte que cette désignation fera l'objet d'un arrêté pris par le Président de la Communauté de l'auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

35. Commissions Administratives Paritaires - Désignation des six titulaires et six suppléants (3 représentants titulaires de la CA et 3 représentants titulaires de la VA - 3 représentants suppléants de la CA et 3 représentants suppléants de la VA)

Les commissions administratives paritaires sont des instances consultatives compétentes à l'égard des agents fonctionnaires.

La Communauté et la Ville d'Auxerre, dont l'organisation des services est à présent mutualisée, ont décidé, par délibérations concordantes, de créer une CAP commune, compétente à l'égard des fonctionnaires des deux structures.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de prendre acte que cette désignation fera l'objet d'un arrêté pris par le Président de la Communauté de l'auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

36. Commissions consultatives paritaires - Désignation des trois titulaires et trois suppléants (2 représentants titulaires de la VA et 1 représentant titulaire de la CA - 1 représentant suppléant de la VA et 2 représentants suppléants de la CA)

Les commissions consultatives paritaires sont des instances consultatives compétentes à l'égard des agents contractuels de droit public. Elles sont consultées sur des questions d'ordre individuel concernant les fonctionnaires.

La Communauté de l'auxerrois a décidé de se désaffilier du centre de gestion à compter du 01/01/2020 et d'instituer des commissions consultatives placées à la Communauté et communes à la Ville d'Auxerre et la Communauté de l'Auxerrois.

La Ville et la communauté de l'Auxerrois se sont réparti les sièges des représentants par moitié.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de prendre acte que cette désignation fera l'objet d'un arrêté pris par le Président de la Communauté de l'auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

37. Commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et sous-commissions thématiques - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois (un titulaire et un suppléant)

Dans chaque département, une commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est instituée par arrêté préfectoral.

Le préfet peut en outre créer :

- des sous-commissions spécialisées ;

- des commissions d'arrondissement ;

- des commissions communales ou intercommunales.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité est l'organisme compétent, à l'échelon du département, pour donner des avis à l'autorité investie du pouvoir de police.
Ces avis ne lient par l'autorité de police sauf dans le cas où des dispositions réglementaires prévoient un avis conforme.

La commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité exerce sa mission dans les domaines suivants et dans les conditions où sa consultation est imposée par les lois et règlements en vigueur, à savoir :

1. La sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, ;

2. L'accessibilité aux personnes handicapées ;

3. Les dérogations aux règles de prévention d'incendie et d'évacuation des lieux de travail ;

4. La protection des forêts contre les risques d'incendie ;

5. L'homologation des enceintes destinées à recevoir des manifestations sportives ;

6. Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation permettant d'assurer la sécurité des occupants des terrains de camping et de stationnement de caravanes ;

7. La sécurité des infrastructures et systèmes de transport ;

8. Les études de sécurité publique.

Ainsi, il est proposé de désigner un titulaire et un suppléant pour siéger au sein de cette commission.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de prendre acte que cette désignation fera l’objet d’un arrêté pris par le Président de la Communauté de l’auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

38. ZAE AuxR Parc - Conventions relatives aux différentes mesures mises en œuvre afin de compenser les effets vis-à-vis des zones humides et des espèces animales protégées

La ZAC « AuxR_Parc » a fait l'objet d'une étude d'impact, d'autorisations loi sur l'eau, de défrichement et de dérogations au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement (destruction d'habitats d'espèces animales protégées, destruction et perturbation d'espèces animales protégées par l'arrêté préfectoral du 21 Juillet 2014).

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 susvisé, prescrit que la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois mandate un organisme compétent pour assurer un suivi scientifique des mesures prises pour les batraciens jusqu'en 2024.

La Communauté de l'auxerrois s'est rapproché du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne (CENB) ce qui a permis la définition d'un partenarial global se traduisant par :

1. Une convention-cadre définissant ce partenariat global, d'une durée de 20 ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties ;

2. Des conventions d'application définissant, pour chaque site de compensation situé à Appoigny, Augy et Monéteau, l'ensemble des actions et suivis envisagés.

C'est l'ensemble des conventions qu'il est proposé au Conseil communautaire d'adopter sachant qu'elles ont fait l'objet d'un avis favorable sans réserve de la part de la direction départementale des territoires le 25 août 2020.

Pour la réalisation des actions, la Communauté de l'auxerrois bénéficiera d'un accompagnement par le CENB, qui assurera le pilotage d'une équipe scientifique associant la Ligue pour la Protection des Oiseaux (PLO) et la Société d'Histoire Naturelle d'Autun.

Au stade de cette contractualisation, l'estimation moyenne annuelle du coût des conventions se décompose comme suit :

Site	**Coût moyen annuel**
Appoigny	3 856, 25 €
Augy	1 113, 75 €
Monéteau	2 440, 00 €
Total annuel HT	**7 410, 00 €**

La déclination annuelle ainsi que le détail des protocoles seront définis dans les bons de commande réalisés annuellement. Chaque programme annuel donnera lieu à une évaluation.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter la convention-cadre et les conventions d'application à conclure avec le CENB et d'en permettre la signature par son Président,
- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

39. ZAE AuxR Parc Parcelles boisées sur AUGY et MONETEAU - Application du régime forestier

A la suite de l'acquisition par la Communauté de l'auxerrois de parcelles boisées dans le cadre des mesures compensatoires de la création de la zone d'activités « AuxR_Parc », il apparait que 17 ha 92 a 63 ca de forêts peuvent bénéficier du régime forestier selon la décomposition suivante :

Territoire Communal	Section et n° de parcelle	Lieu-dit	Superficie
AUGY	A 4	La champagne	1ha 57a 43ca
AUGY	A 5	La champagne	3ha 60ha 30ca
MONETEAU	A 634	La concise	12ha 74a 90ca
Total	**3 parcelles**		**17ha 92a 63ca**

Ces parcelles sont cadastrées sous les références inscrites sur les extraits de matrices cadastrales certifiés par Monsieur le Président de la Communauté de l'auxerrois et joints à la présente délibération.

Au titre du Régime Forestier, l'ONF assurera des missions de surveillance générale, un document d'aménagement (ou plan de gestion), le martelage et la mise en vente des coupes, la surveillance des exploitations, et la production d'un programme annuel (si nécessaire) des coupes et des travaux.

Les autres actions de l'ONF relèvent du domaine contractuel (réalisation des travaux par exemple, ou expertises particulières), et font donc l'objet de devis, non compris dans la présente.

La CA finance les missions du Régime Forestier par les frais de garderie, soit 12% TTC du montant des recettes HT et 2 euros/ha et par an. En l'absence de recettes, le coût pour la collectivité sera donc de 35 euros HT par an.

Pour les 20 années à venir, les recettes seront modiques et les frais de garderie ne couvriront pas le temps passé par l'ONF. Celui-ci est financé par l'Etat au titre des missions de service public.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'accepter les propositions de l'Office National des Forêts,
- De demander à faire bénéficier du Régime Forestier les 3 parcelles citées ci-dessus, pour une superficie totale de 17 ha 92a 63ca,
- D'autoriser le Président à signer tous documents relatifs à la présente délibération.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

40. ZAE AuxR Parc – Vente de parcelles n° 8 et n° 9

Par délibération n°2017-181 du 05 octobre 2017 la Communauté de l'Auxerrois a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) dite « Parc d'Activités à Appoigny ».

La viabilisation de cette zone a permis un découpage parcellaire permettant de procéder à la vente des terrains.

Dans le cadre de son projet de construction sur l'Agglomération de l'Auxerrois, la société Enedis a fait savoir son intérêt pour une implantation sur la ZAC AuxR_Parc.

Dans cette perspective, elle a publié le 22 décembre 2019 un appel à candidature relatif à la construction d'un centre d'exploitation industrielle. A l'issue de cette consultation, la société PHM INVEST a été sélectionnée pour porter ce projet comprenant, au stade de la demande de permis de construire, les principales caractéristiques suivantes :

3. Implantation sur les lots 8 et 9 ;
4. Un bâtiment de bureaux d'environ 2 618 m² de plancher ;
5. Un parking pour véhicules légers de 194 places, couvert avec des ombrières photovoltaïques sur une surface d'environ 550 m² ;
6. Des locaux techniques annexes (LTA) et garage d'environ 1 047 m² ;
7. Des abris véhicules d'une surface d'environ 1 060 m².

Il est convenu que l'acquisition foncière soit réalisée par l'opérateur retenu dans les conditions d'acquisition établies entre ENEDIS et la Communauté de l'Auxerrois. PHM INVEST sera propriétaire du foncier et des bâtiments, ENEDIS sera locataire des installations sur une période longue.

Il ressort de la réunion des lots 8 et 9 une emprise foncière globale à céder à PHM INVEST de 21 929 m².

L'estimation de France Domaine en date du 27 juin 2018 s'établie, pour ces terrains situées en zone 2 c'est-à-dire en retrait par rapport à l'autoroute A6, à 34 € HT / m².

Le prix de vente convenu est fixé, pour l'ensemble des lots d'AuxR_Parc sauf le n° 23, à 45€ HT / m² soit un total du prix de vente de 986 805, 00 € HT (1 184 166, 00 € TTC).

Par courrier du 31 juillet 2020, ENEDIS a confirmé son intérêt pour ce projet.

Le Conseil Communautaire est ainsi sollicité pour autoriser, dans un premier temps, la signature du compromis de vente, puis dans un second temps, la signature de l'acte de vente au profit de la société PHM INVEST, pour un montant de 986 805, 00 € HT (1 184 166, 00 € TTC).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser le Président ou son représentant à signer le compromis de vente puis les actes de vente ainsi que tous les documents nécessaires aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

41. ZAE AuxR Parc – Vente de parcelle n° 23

Une société, spécialisée dans la vente, l'entretien, la maintenance de matériel pour les carrières et les gros chantiers, s'est positionnée pour s'implanter sur la ZAC AuxR_Parc.

Le projet porte sur la construction d'un bâtiment d'une surface plancher de 1 673 m² voué à accueillir les bureaux, l'atelier de réparation et le magasin de pièces détachées et d'autre part un auvent ouvert de 288 m² d'emprise implanté le long de la voie de desserte.

Il est rappelé que par délibération n° 2019-214 du 16 décembre 2019, le Conseil Communautaire a approuvé la vente, au profit de la société YCARE, du lot n°23 au prix de 22 € HT/ m² pour une superficie de 28 895 m² soit un prix de vente total de 635 690,00 € HT (762 828,00 € TTC).

Il est demandé que la promesse de vente, puis l'acte, soient régularisés entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et la société YONNE EQUIPEMENT, avec une faculté de substitution au profit de la société CREDIT MUTUEL REAL ESTATE LEASE via un contrat de crédit-bail.

In fine, l'ensemble immobilier sera sous-loué à l'entreprise YCARE avec une option d'achat à compter de la 5ème année.

Par ailleurs, au vu du projet actualisé de division, tel qu'établi par la société GEOMEXPERT le 12 mars 2020, la surface du lot n°23 est de 29 567 m² soit, à raison de 22 €/m², un prix de vente total de 650 474,00 € HT (780 568,80 € TTC).

Compte tenu de ces nouveaux éléments, le Conseil communautaire est ainsi sollicité pour autoriser, dans un premier temps, la signature du compromis de vente, puis dans un second temps, la signature de l'acte de vente au profit de la SEM YONNE EQUIPEMENT, avec une faculté de substitution au profit de la société CREDIT MUTUEL REAL ESTATE LEASE, pour un montant de 650 474,00 € HT (780 568,80 € TTC).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

.- D'autoriser le Président ou son représentant à signer le compromis de vente puis l'acte de vente ainsi que tous les documents nécessaires aux fins d'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

42. Aides économiques liées à la crise sanitaire - Pacte régional avec les territoires

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région et les EPCI conviennent d'un Pacte régional pour l'économie de proximité.

L'engagement de la Région est une contribution de 6 € par habitant et l'engagement global des EPCI est une contribution de 2 € par habitant.

Les deux fonds de ce dispositif sont dédiés à cette cible des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté,

Ce Pacte régional repose sur deux fonds :

-Un fonds régional d'avances remboursables, mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de 1€ par habitant.
-Un fonds régional des territoires de subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5€ par habitant.

La Région agit dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et en vertu du rôle de coordonateur de l'action économique donné par la loi NOTRe. Il est donc proposé la création au côté des EPCI et avec la Banque des territoires la création de deux fonds de dispositif de soutien à l'économie de proximité pour un montant total qui sera au minimum de 27 millions d'euros (soit l'engagement des parties plus la contribution de la Banque des territoires).

Les deux fonds de ce Pacte sont complémentaires :

Un fonds régional d'avances remboursables

Fonds doté de 10,2 M€ euros
La contribution à ce fonds est de 10.2 M€ pour la Région dont 2,8 M€ proviennent de la contribution des EPCI (soit 1€ par habitant), et 3,4 M€ pour la Banque des territoires.
La contribution des EPCI à ce fonds est une contrepartie indissociable du fonds régional des territoires ci-dessous détaillé. Cette contribution des EPCI au fonds régional sera versée à la Région pour la constitution du fonds géré par la régie ARDEA.

Fonds régional des territoires délégué aux EPCI en soutien à l'Economie de proximité
Fonds doté de 16,8 M € minimum financé par :
-la Région à hauteur de 5 € par habitant (14 046 900 €) dont 1 € en fonctionnement (2 809 380 €)
-les EPCI à hauteur d'au moins 1 € par habitant (2.8M € minimum) au libre choix en fonctionnement ou investissement.

Chaque EPCI dispose donc des fonds de la Région et de sa propre contribution soit 6 € minimum par habitant (base INSEE) pour le fonds régional des territoires.

Ce fonds fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI, prévue dans la convention de délégation ci-après, conformément aux dispositions prévues par la Loi Notre.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- De valider la convention de partenariat entre la Région Bourgogne Franche Comté et la Communauté de l'Auxerrois pour le fonds régional d'avances remboursables,

- De valider la convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne Franche Comté et d'autorisation d'intervention à la Communauté de l'Auxerrois pour le fonds régional des territoires,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente décision.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

43. Service Public d'Assainissement Collectif – Convention financière avec le syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne pour une extension de ligne électrique nécessaire à la Station d'Epuration de Montallery à Venoy-Soleines

Dans le cadre de la réalisation de la station d'épuration de Venoy-Soleines, il a été nécessaire d'étendre le réseau électrique.
A cette fin, une convention entre la commune de Venoy et le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne (SDEY) a été signée le 20 mai 2019.

Cette convention fixait notamment l'estimation financière des travaux et la part à la charge de la commune de Venoy qui était de 15 129,12€ HT.

Courant 2019, la commune de Venoy a versé un acompte de 11 939,73 € HT et le solde reste à devoir par la communauté de l'Auxerrois à savoir : 3 189,39 € HT.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'autoriser le Président à signer l'avenant à la convention financière avec le SDEY jointe en annexe,
- de dire que les crédits nécessaires à ces travaux sont inscrits au budget annexe d'assainissement collectif.

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

44. Service Public d'Assainissement Collectif – Convention financière avec le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne pour une extension de la ligne électrique nécessaire à la station d'épuration de Venoy-Montallery

Dans le cadre de la réalisation de la station d'épuration de Venoy-Montallery, il est nécessaire d'étendre le réseau électrique.

A cette fin, une convention entre la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois et le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne (SDEY) est proposée.

Cette convention fixe notamment l'estimation financière des travaux et la part à la charge de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois qui est de 19 951,45 € HT.

Cette convention prévoit un acompte de 9 975,72 € HT et le solde à la réception des travaux.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'autoriser le Président à signer la convention financière avec le SDEY jointe en annexe,
- de dire que les crédits nécessaires à ces travaux sont inscrits au budget annexe d'assainissement collectif.

communauté
de l'auxerrois

45. Service Public d'Assainissement Collectif – Subvention pour pompe de relevage

Dans sa délibération en date du 15 janvier 2019, la commune de Charbuy a décidé dans le cadre des travaux d'assainissement 2018-2019 des Courlis et des Ponceaux :

- d'octroyer une aide financière aux Charbuysiens dont le raccordement au réseau d'assainissement nécessite une pompe de relevage,
- de fixer au maximum à 1 500 € cette aide par pompe de relevage et de la verser au professionnel en charge de l'installation du matériel, sur présentation d'une facture au plus à ce montant établie au nom de la maire. Le solde, l'entretien et le renouvellement futur du matériel reste à la charge de l'habitant.

Dix pompes de relevage sont susceptibles d'être installées, mais à ce jour une seule demande est parvenue à la Communauté de l'Auxerrois de la part de Monsieur et Madame Gérard DYKSTRA sise 20 rue des Maraîchers à Charbuy.

L'article L.5211-5 du Code général des collectivités territoriales prévoit que "l'établissement public de coopération intercommunale est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux communes qui le créent dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes."

Aussi, il est proposé de poursuivre l'engagement pris par la Commune de Charbuy mais d'en modifier les modalités de mise en place, à savoir de verser la subvention non pas à l'entreprise mais au propriétaire raccordé et de limiter l'opération dans le temps.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d’accorder une subvention de 1 500 € au plus pour l’installation d’une pompe de relevage dans le cadre du branchement au réseau d’assainissement collectif lié aux travaux d’assainissement 2018-2019 des Courlis et des Ponceaux à Charbuy,
- de verser cette subvention au propriétaire de la propriété raccordée au réseau d’assainissement sur présentation d’une facture et après vérification de la conformité du branchement,
- de dire que cette aide n’est valable que dans les 2 ans qui suivent la date de réception des travaux d’assainissement effectué dans la rue des riverains concernés,
- d’accorder cette subvention à Monsieur et Madame DYKSTRA sise 20 rue des Maraîchers à Charbuy, ansi qu’aux propriétaires des propriétés situées 23 rue des Bruyères, 9 rue des Bruyères, 4 rue de l’Ancienne École, 2 route des Vernes de Lavaut, 4 route des Vernes de Lavaut, 4bis route des Vernes de Lavaut, 6 route des Vernes de lavaut, 6bis route des Vernes de Lavaut, 8 route des Vernes de Lavaut, 16bis rue des Maraichers à Charbuy, s’ils en font la demande, dans le cadre des conditions précitées,
- d’autoriser le Président à signer tous actes à venir nécessaires au versement des subventions,
- de dire que les crédits nécessaires à cette subvention sont inscrits au budget annexe d’assainissement collectif.

communauté
de l’auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

46. Service Public d’Assainissement Non Collectif – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans l’article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, le président doit présenter au conseil communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service pour les services publics d’eau potable et d’assainissement.

Il a pour objectifs de fournir des informations permettant d’apprécier la qualité de gestion du service public, ses évolutions et ses facteurs explicatifs.

Il vise également à assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers, et à inciter de ce fait à une meilleure maîtrise des coûts de ce service.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.

Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Le rapport relatif au service public d'assainissement non collectif est en annexe.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prendre acte du rapport.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

47. Service Public d'Assainissement Collectif – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, le président doit présenter au conseil communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service pour les services publics d'eau potable et d'assainissement.

Il a pour objectifs de fournir des informations permettant d'apprécier la qualité de gestion du service public, ses évolutions et ses facteurs explicatifs.
Il vise également à assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers, et à inciter de ce fait à une meilleure maîtrise des coûts de ce service.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.
Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Le rapport relatif au service public d'assainissement collectif est en annexe.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prendre acte du rapport.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

48. Service Public d'Assainissement Collectif – Rapport d'activités DSP

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Les rapports d'activité des délégataires relatifs à l'assainissement collectifs sont en pièces jointes :

Rapport annuel de VEOLIA pour la collectivité d'Auxerre
Rapport annuel de BERTRAND pour la collectivité de Monéteau
Rapport annuel de BERTRAND pour la collectivité d'Appoigny
Rapport annuel de BERTRAND pour la collectivité de Perrigny
Rapport annuel de BERTRAND pour la collectivité de Gurgy
Rapport annuel de BERTRAND pour la collectivité de Chevannes
Rapport annuel de SUEZ pour la collectivité de Saint Georges Sur Baulches
Rapport annuel de SUEZ pour la collectivité de Villefargeau
Rapport annuel de SUEZ pour la collectivité de Venoy
Rapport annuel de SUEZ pour le syndicat du Val de Baulche
Rapport annuel de SUEZ pour la collectivité de Champs sur Yonne

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prendre acte des rapports d'activité 2019 des DSP assainissement.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

49. Service Public d'Assainissement Collectif - Règlement de dépotage des matières de curage, de vidanges et des graisses de la station d'épuration d'Appoigny

Le règlement a pour objet de fixer les règles d'acceptation et de traitement des matières de vidange, des matières de curage et des graisses extérieures ainsi que les tarifs.

Le règlement définit les conditions générales d'accès, les quantités admissibles, la provenance des déchets, les contrôles et les conditions des refus, les obligations réciproques.

Les types de produits admis sont :

Les matières de vidange : fosse étanche, fosse septique, fosse toutes eaux, curage de puisard et boues liquide de station d'épuration (sous restrictions et prescriptions particulières),

Les matières de curage : canalisations eaux usées, chambres à sables de réseaux et balayeuses (sous restrictions et prescriptions particulières),

Les graisses : bacs à graisse individuels ou d'établissements de restauration ou alimentaire.

Les produits collectés le seront sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois. A titre exceptionnel, il pourra éventuellement être admis des matières d'autres communes sous couvert que la capacité de la station le permette.

Le dépotage des produits se fera dans le cadre de conventions. Les dépôts exceptionnels pourront se faire avec une autorisation préalable.

Les tarifs en vigueur sont ceux pris par la délibération du 2 décembre 2015 du SIETUEA et sont les suivants :

- Part fixe mensuelle de 95,00 € HT par client,
- Matière de vidange : 10,00 € HT par tonne,
- Matière de curage : 48,00 € HT par tonne,
- Graisses : 72,00 € HT par tonne.

Pour les dépotages exceptionnels le règlement de service actuel et proposé prévoit une majoration des prix de 20 % de la part variable. Ainsi les tarifs sont :

- pour les matières de vidange : 12,00 € HT par tonne,
- pour les matières de curage : 57,60 € HT par tonne,
- pour les graisses : 86,40 € HT par tonne.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver le nouveau le règlement de dépotages des matières de curage, de vidanges, et des graisses de la station d'épuration d'Appoigny,
- de maintenir les tarifs délibérés par le SIETUEA le 2 décembre 2015.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

50. Réseau d'eau potable – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

En application de l'article 73 de la loi du 2 février 1995, repris dans l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, le président doit présenter au conseil communautaire un rapport annuel sur le prix et la qualité du service pour les services publics d'eau potable et d'assainissement.

Il a pour objectifs de fournir des informations permettant d'apprécier la qualité de gestion du service public, ses évolutions et ses facteurs explicatifs.

Il vise également à assurer une plus grande transparence sur la gestion du service public vis-à-vis des usagers, et à inciter de ce fait à une meilleure maîtrise des coûts de ce service.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Le conseil municipal de chaque commune adhérant à un établissement public de coopération intercommunale est destinataire du rapport annuel adopté par cet établissement.
Dans chaque commune ayant transféré l'une au moins de ses compétences en matière d'eau potable ou d'assainissement à un ou plusieurs établissements publics de coopération intercommunale, le maire présente au conseil municipal, au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale ci-dessus mentionnés.

Le rapport relatif au service public d'eau potable est en annexe.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prendre acte du rapport.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

51. Réseau d'eau potable – Rapport d'activités DSP

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Le Président doit présenter au conseil communautaire le rapport d'activité des délégataires de l'année 2019, soit celui de la société Veolia pour la distribution d'eau potable sur la commune de Chitry le Fort et celui de la société Suez pour la distribution d'eau potable sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois à l'exception des communes d'Escamps et de Chitry le Fort.

Les rapports d'activité des délégataires sont joints en annexe.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De prendre acte des rapports d'activité 2019 des délégations de service public d'eau potable.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

52. Concession de service public de transport de personnes et de location de bicyclettes - Rapport d'activités DSP

Le concessionnaire produit chaque année un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services.

Lorsque la gestion d'un service public est concédée, ce rapport permet en outre aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

La Communauté de l'Auxerrois a confié le service public de transport de personnes et de location de bicyclettes, à travers une concession, à la société Transdev Auxerrois à compter du 1er septembre 2018 pour une durée de cinq ans.

Présentation de l'offre

C'est un réseau qui comprend :

- 1 navette de centre-ville électrique
- 1 ligne forte toutes les 15 minutes
- 2 lignes urbaines structurantes toutes les 20/30 minutes
- 4 lignes urbaines de maillage toutes les 40/60 minutes
- 1 service de transport à la demande périurbain avec 3 allers et 3 retours par jour
- 47 lignes scolaires

Les modes actifs

C'est un service de location d'engins de déplacement personnel depuis avril 2019 :

- 60 vélos à assistance électrique
- 15 trottinettes électriques
- 25 vélos classiques

Cette offre a engendré un véritable engouement auprès des usagers. Ainsi, l'ensemble de la flotte est loué et une liste d'attente a été mise en place.

Faits marquants

• Notification du marché de fourniture de 5 bus hydrogène
• Intégration du site internet Léo à celui de la Communauté de l'Auxerrois
• Inauguration de la maison des mobilités le 10 mai 2019 : lieu d'information et de vente pour les usagers

Indicateurs

1,6 millions de kilomètres parcourus par les transports en commun
1,9 millions de voyages effectués par les usagers

7,1 millions d'euros de coût d'exploitation
1,09 M € de recettes commerciales

170 locations de modes actifs
12,6 K € de recettes de location

6 M € de contribution forfaitaire versée par la Communauté à Transdev mobilité

1 300 personnes accueillies à la maison des mobilités

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de prendre acte du rapport annuel de la délégation de service public de transport joint à la présente délibération

communauté de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

53. Concession de service public de transport de personnes et de location de bicyclettes - Avenant n° 1

Par délibération du 21 juin 2018, le Conseil Communautaire a attribué la concession de service public de transport de personnes et de location de bicyclette à la société Transdev Auxerrois (anciennement nommée Auxerrois Mobilités) à compter du 1er septembre 2018 pour une durée de cinq ans.

Un avenant à ce contrat est nécessaire afin d'intégrer :

- ✔ les ajustements techniques et financiers justifiés par des évolutions de l'offre, du patrimoine et des systèmes,
- ✔ les conséquences techniques et financières du report de quelques mois du projet hydrogène,
- ✔ la modification du régime fiscal,
- ✔ la mise à jour d'articles de la DSP et de certaines annexes.

L'évolution de l'offre, du patrimoine et des systèmes correspondent à :

- des investissements qui avait été intégrés dans le programme pluriannuel du délégataire mais la Communauté de l'Auxerrois a fait le choix de porter en directe l'outil billettique et d'annuler les investissements correspondants à l'extranet et à la refonte du site internet. L'économie sur ce poste est de **275 562,81 € ;**
- des modifications de l'offre de transport sur les lignes de transport. L'impact financier sur le contrat est de moins **590 875,97 € ;**

- des ajustements de l'offre de service et à une rationalisation des dépenses correspondantes. L'économie est de **258 363,54 €.**

Concernant le **projet hydrogène**, le contrat initial prévoyait une mise à disposition des bus hydrogène au 1er septembre 2019. Compte tenu de la nature expérimentale de ce projet et de la complexité de son montage avec notamment la création de la station de production hydrogène qui pourrait aussi servir à l'exploitation de trains à hydrogène par la région Bourgogne-Franche-Comté, la mise en service des bus hydrogène a été décalée.

Le Compte d'Exploitation prévisionnel – CEP – du délégataire a été construit sur la base d'une mise à disposition par la Communauté de l'Auxerrois de cinq bus hydrogène à compter du 1er septembre 2019. Il convient donc d'ajuster le CEP afin de tenir compte du décalage du calendrier qui va nécessiter la prise en compte de frais kilométriques (carburant, fourniture et pièces détachées) supplémentaires et des coûts de maintenance complémentaires pour les 4 bus traditionnels qui seront remplacés à terme par les véhicules hydrogènes. L'impact financier sur la contribution financière et forfaitaire est de **233 336,24 €** sur la durée du contrat.

La **modification du régime fiscal et financier** du contrat consiste à mettre en place un régime fiscal alternatif. A terme, cette modification permettra de faire une économie sur le contrat de **118 152,67 €.**
Désormais, la communauté de l'Auxerrois va percevoir les recettes tarifaires à la place du délégataire. En contre-partie, la communauté de l'Auxerrois va verser un forfait de charges (égal à l'ancienne contribution financière forfaitaire à laquelle s'ajoutent les recettes tarifaires encaissées par la Communauté de l'Auxerrois).

Enfin, cet avenant va permettre de mettre à jour certains articles du contrat notamment pour le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) prévu par l'article 244 quater C du Code Général des Impôts en vigueur à la date de signature du contrat de concession. A partir du 1er janvier 2019, le CICE est supprimé et remplacé par un allègement des charges sociales employeurs. L'impact sur le contrat est de **345 237,20 €** mais ce coût sera compensé par l'abaissement de 6 points des cotisations sociales d'assurance maladie et sera automatiquement répercuté sur le Forfait de charges (ex contribution financière forfaitaire).

Les évolutions décrites ci-dessus vont permettre de diminuer le Forfait de charge payé par la collectivité au délégataire de la manière suivante :

	Sept 2018	2019	2020	2021	2022	août 2023	TOTAL
FC N €HT	2 359 331,00 €	6 094 623,00 €	6 174 148,00 €	6 088 856,00 €	6 121 071,00 €	3 920 318,00 €	**30 758 347,00 €**
Avenant 1	0,00 €	0,00 €	-20 991,82 €	-205 373,65 €	-279 918,06 €	-186 062,72 €	**-692 346,24 €**
FC N €HT actualisé	**2 359 331,00 €**	**6 094 623,00 €**	**6 153 156,18 €**	**5 883 482,35 €**	**5 841 152,94 €**	**3 734 255,28 €**	**30 066 000,76 €**

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 de la concession de service public de transport et de personnes et de location de bicyclettes joint à la présente délibération,

- d'autoriser le Président à signer l'avenant n°1 avec la société Transdev Mobilité.

communauté
de l'auxerrois

54. Programme local de l'habitat (PLH) – Octroi des subventions pour la production de logements sociaux pour l'année 2020

Depuis le 3 février 2011, la Communauté de l'auxerrois soutient les initiatives de réalisation de logements locatifs sociaux.

La participation communautaire est versée aux opérateurs sociaux agrées par l'Etat sous la forme d'une subvention directe à l'opération :

- Financement des PLAI à hauteur de 2 000 euros ; 3 000 € en cas d'acquisition-amélioration (A/A)
- Financement des PLUS à hauteur de 1 000 euros ; 1 500 € en cas d'acquisition-amélioration (A/A)

Les subventions sont versées en deux temps : 50% au dépôt du dossier après accord du Conseil communautaire et 50% à la livraison des logements.

Le tableau ci-dessous fait état des demandes de subventions pour l'année 2020 :

Organisme	**Communes**	**Adresse**	**Nombre et typologie logement**	**Montant subvention CA (€)**
O.A.H.	Appoigny	« La Fontaine Gilotte »	3 PLUS 2 PLAI	7 000 €
TOTAL			**3 PLUS 2 PLAI**	**7 000 €**

La présente opération répond aux objectifs de déconcentration de l'offre locative sociale au profit des communes périphériques d'Auxerre.

Il est proposé au Conseil communautaire:

- d'octroyer les demandes de subventions pour les opérations précitées,
- de verser les subventions à l'Office Auxerrois de l'Habitat, selon les modalités précitées,
- de dire que les crédits nécessaires sont à inscrire au budget de l'exercice 2020.

communauté
de l'auxerrois

55. Emploi de collaborateur de cabinet – Création

L'autorité territoriale peut recruter un collaborateur pour former le cabinet dans la limite d'un effectif fixé en fonction de la population de la collectivité, soit 3 postes pour la strate démographique de la Communauté de l'auxerrois.

Aux termes de l'article 3 du décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales, l'organe délibérant vote le nombre d'emplois créés et veille à la disponibilité des crédits affectés à la rémunération de ces emplois.

La Communauté de l'auxerrois souhaite disposer d'un poste de collaborateur de cabinet à temps complet pour exercer les missions de directeur du cabinet mutualisé.

Conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :

> D'une part, le traitement indiciaire du collaborateur de cabinet ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité,

> D'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi administratif de référence mentionné ci-dessus.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De créer un emploi de collaborateur de cabinet, à temps complet ;

- D'affecter les crédits nécessaires au traitement indiciaire et au régime indemnitaire de l'agent ;

- De dire que les crédits seront prélevés sur le chapitre 012, article 64131 et 6413 inscrits au BP 2020.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

56. Personnel communautaire – Actualisation du régime indemnitaire

Conformément à l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État. Les régimes indemnitaires peuvent tenir compte des conditions d'exercice, des fonctions et de l'engagement professionnel des agents. Lorsque les services de l'État servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État.

Les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en application des dispositions réglementaires antérieures.

Par délibération n°2017-246 du 12 décembre 2017, afin de se conformer au décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, la Communauté de l'Auxerois a mis en place, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle,
- le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

Le décret 2020-182 du 27 février 2020 actualise les équivalences avec la fonction publique de l'État des différents cadres d'emplois de la fonction publique territoriale pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux.
Ainsi, il convient de modifier le RIFSEEP pour intégrer les cadres d'emplois des techniciens territoriaux et des ingénieurs territoriaux.

Par ailleurs, en vue de procéder au recrutement d'agents sur des cadres d'emplois inexistants à la communauté de l'auxerrois il convient d'actualiser la délibération 2019-260.

Le comité technique a été consulté le 28 juin 2019, le 16 septembre 2019, le 22 novembre 2019 et le 13 mars 2020.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter le régime indemnitaire tel que défini en annexe,
- D'autoriser le versement du régime indemnitaire tel que décrit dans la présente délibération,
- D'autoriser le président à signer les actes à venir, en application de la présente délibération,
- De dire que les crédits nécessaires seront proposés au vote du budget, chapitre 012.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

57. Personnel communautaire – Modification de l'effectif réglementaire

Conformément aux dispositions de l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, *« les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement »*

L'effectif réglementaire du personnel de la Communauté de l'Auxerrois doit être modifié pour tenir compte des avancements de grades et promotions internes ainsi que des mouvements.

Au titre des avancements de grades et promotions internes, les grades suivants sont créés : 1 rédacteur principal 2ème classe, 3 rédacteurs, 2 adjoints administratifs principaux 1ère classe, 1 adjoint administratif principal 1ère classe, 1 ingénieur principal, 1 technicien principal 2ème classe,, 1 agent de maîtrise principal, 8 adjoints techniques principaux 1ère classe, 4 adjoints techniques principaux 2ème classe.

En parallèle, les grades occupés jusqu'à présent par les agents qui seront promus sont supprimés, excepté un poste sur le grade d'adjoint administratif principal 1ère classe car la nomination de l'agent au titre de la promotion interne ne pourra intervenir que 2 mois après l'ouverture du poste. La suppression du grade initial pourra donc être effectuée passé ce délai.

Au titre des mouvements, les modifications sont les suivantes :
- suppression d'un poste de conseiller socio-éducatif (poste de responsable de la prévention des risques professionnels supprimé suite mutualisation puis départ de l'agent)
- changements de filière ou grade : création d'un adjoint administratif principal 1ère classe et suppression parallèle d'un adjoint technique principal 1ère classe, création d'un adjoint administratif et suppression parallèle d'un adjoint technique principal 1ère classe, création d'un technicien principal 1ère classe et suppression parallèle d'un technicien.

Les postes peuvent être pourvus par voie statutaire ou à défaut par voie contractuelle sur le fondement de l'article 3-3 de la loi n°84-53 modifiée.

Un tableau récapitulatif des postes susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle est annexé à la présente délibération.

Le comité technique paritaire a été consulté.

Par ailleurs, afin de permettre le remplacement du directeur général des services absent pendant plusieurs mois, pour congés avant sa retraite, un emploi non permanent de DGS est créé et sera pourvu par un agent contractuel.

Il est proposé au Conseil communautaire :

.D'approuver l'effectif réglementaire tel qu'il apparaît dans le tableau ci-joint ;

.D'autoriser le Président à signer tous actes à intervenir, en application de la présente délibération ;

.De dire que les crédits nécessaires au financement des dépenses de personnel correspondant aux effectifs autorisés sont inscrits au budget, au chapitre 012.

communauté
de l'auxerrois

58. Interventions des agents de la Communauté de l'Auxerrois – Tarifs 2020

Il est proposé de mettre en place des tarifs pour l'année 2020 concernant les interventions des agents de la Communauté de l'Auxerrois à savoir :

INTERVENTIONS DES AGENTS DE LA COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS		
Date d'application : 1er janvier 2020		
Objet du droit	**Unité**	**Tarif**
Coût horaire d'intervention d'un agent de la Communauté de l'auxerrois (7 h – 22 h)	Heure	21,87 €
Coût horaire d'intervention d'un agent de la Communauté de l'auxerrois **nuit** (22 h – 7 h)	Heure	37,34 €
Coût horaire d'intervention d'un agent de la Communauté de l'auxerrois **service maintenance mécanique**	Heure	42,72 €

Coût horaire d'intervention d'un agent de la Communauté de l'auxerrois **dimanche et jour férié tombant un week-end**	Heure	32,80 €
Coût horaire d'intervention d'un agent de la Communauté de l'auxerrois **jour férié de la semaine**	Heure	43,74 €

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De mettre en place des tarifs pour l'année 2020 concernant les interventions des agents de la Communauté de l'Auxerrois.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

59. Dépenses engagées par la Communauté de l'Auxerrois au profit du syndicat mixte Yonne Médian - Convention de remboursement

Par délibération n°2017-142 du 12 décembre 2017, la Communauté de l'Auxerrois a créé le Syndicat Mixte Yonne Médian et lui a transféré l'exercice de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

Le Syndicat Mixte Yonne Médian dispose depuis le 1er janvier 2020, de deux agents techniques, qui sont installés dans des locaux loués à la Ville d'Auxerre.

Le Syndicat Mixte Yonne Médian n'était pas assez structuré, à cette date, pour permettre une prise de poste effectif de ces deux agents sur le plan matériel. La Communauté de l'Auxerrois disposant des moyens nécessaires, elle a fourni du matériel informatique et des fournitures administratives à ces deux agents du Syndicat Mixte Yonne Médian, indispensables pour leur travail.

Une convention doit régir les montants et modalités de remboursement de ce matériel par le Syndicat Mixte Yonne Médian.

Les frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois pour le Syndicat Mixte Yonne Médian s'élèvent à 3 674,66 euros TTC.

La convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2020.

Les modalités et engagements particuliers sont prévus dans la convention annexée à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'adopter les termes de la convention,
- D'autoriser le Président à signer la convention et tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

60. Fourniture de télécommunication – Groupement de commandes entre la Communauté de l'auxerrois et la Ville d'Auxerre

La Ville d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont des besoins communs en matière de fourniture de services de télécommunication.

Dans le but d'optimiser l'efficacité économique des achats et rationaliser les coûts de gestion, il est proposé de créer un groupement de commandes pour la passation d'un ou plusieurs contrats de la commande publique pour la fourniture de services de télécommunication.

Les articles L 2123-6 et suivants du Code de la commande publique prévoient que des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés. La convention constitutive du groupement, signée par ses membres, en définit les règles de fonctionnement.

La Ville d'Auxerre est à ce titre désignée coordonnateur du groupement et sera notamment chargée d'organiser la consultation relative au(x) contrat(s), en conformité avec les règles de la commande publique.

Les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que la répartition des missions sont détaillées dans la convention ci-annexée.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'autoriser le Président à signer la convention de groupement de commandes ci-annexée, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

Pour accéder à l'annexe, cliquez ici

61. Fourniture de serrures électroniques - Convention de groupement de commandes entre la Communauté de l'auxerrois, la ville d'Auxerre et le CCAS

La Ville d'Auxerre, le CCAS et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois ont des besoins communs en matière de fourniture de serrures électroniques.

Dans le but d'optimiser l'efficacité économique des achats et rationaliser les coûts de gestion, il est proposé de créer un groupement de commandes pour la passation d'un ou plusieurs contrats de la commande publique pour la fourniture de serrures électroniques.

Les articles L 2123-6 et suivants du Code de la commande publique prévoient que des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés. La convention constitutive du groupement, signée par ses membres, en définit les règles de fonctionnement.

La Ville d'Auxerre est à ce titre désignée coordonnateur du groupement et sera notamment chargée d'organiser la consultation relative au(x) contrat(s), en conformité avec les règles de la commande publique.

Les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que la répartition des missions sont détaillées dans la convention ci-annexée.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- D'autoriser le Président à signer la convention de groupement de commandes ci-annexée, ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

communauté
de l'auxerrois

62. Compte rendu des décisions prises par délégation du Conseil communautaire

Par délibération le conseil communautaire a donné délégation au Président pour signer des actes de gestion courante.

Le Conseil communautaire doit être informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Les décisions suivantes ont été prises :

Décisions du Président :

N°	Date	Objet
ADM-003-2020	17.02.20	Il est conclu un avenant n°1 au lot n°4 du marché n° 2017-12 relatif à la réalisation d'un pôle environnemental communautaire, ayant pour objet la prise en compte d'évolutions techniques du projet. L'avenant d'un montant de 31 063,79 € HT (soit un écart de 5,83 %) porte le montant initial du marché de 533 516,24 € HT à un montant de 564 580,03 € HT.

ADM-005-2020	02.03.20	Il est conclu un avenant n°2 au marché n°2017-21 relatif à la maîtrise d'oeuvre pour l'évaluation et l'élaboration du programme local de l'habitat, ayant pour objet l'amélioration du PLH en collaboration avec les services de la Préfecture. L'avenant d'un montant de 7 000,00 € HT (soit un écart de 30,11 % cumulé avec l'avenant 1) porte le montant initial du marché de 69 750,00 € HT à un montant de 90 750,00 € HT (avenants 1 et 2 cumulés).
ADM-006-2020	24.02.20	Il est conclu un avenant n°3 au marché n°2017-07 relatif à la location et à l'entretien des vêtements de protection individuelle à haute visibilité des agents des services déchets de la Communauté de l'auxerrois, qui annule et remplace l'avenant n°1. L'avenant d'un montant de 15 113,83 € HT (soit un écart de 20 %) porte le montant initial du marché de 75 569,14 € HT à un montant de 90 682,97 € HT.
ADM-007-2020	13.02.20	Il est conclu un avenant n°2 au lot n°1 du marché n°2019-04 relatif à la connexion du réseau d'eau potable de Chitry Le Fort, ayant pour objet d'intégrer de nouveaux prix au bordereau des prix unitaires. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.
ADM-008-2020	26.02.20	Il est conclu deux conventions portant autorisation d'occupation du domaine public et relatives à la mise en place et la gestion de distributeurs automatiques pour les années 2020 à 2023. La convention pour le lot n°1 :Distributeurs de produits alimentaires a été conclue avec la société ETS PATOUILLET, 4 avenue de la gare 21110 GENLIS. Le montant de la redevance correspond à 40 % du chiffre d'affaires hors taxes sur tous les produits avec un minimum garanti annuel de 5 000 € HT. L'autorisation, accordée à compter du 1er avril 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, est reconductible 3 fois pour une durée d'un an. La convention pour le lot n°2 :Distributeurs d'articles et accessoires de piscine a été conclue avec la société TOPSEC FRANCE, 19 rue de la Baignade 94400 VITRY SUR SEINE. Le montant de la redevance correspond à 20% du chiffre d'affaires hors taxes sur tous les produits avec un minimum garanti annuel de 1 000 € HT. L'autorisation, accordée à compter du 1er janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2020, est reconductible 3 fois pour une durée d'un an.

ADM-009-2020	19.02.20	Il est conclu un avenant n°1 au marché n°2019-17 relatif à la remise à niveau des voiries des Zones d'Activités Économiques, ayant pour objet l'augmentation des quantités prévues initialement. L'avenant d'un montant de 18 107,62 € HT (soit un écart de 12,38%) porte le montant initial du marché de 146 221,53 € HT à un montant de 164 329,15 € HT.
ADM-010-2020	11.03.20	Il est conclu un avenant n° 3 au lot n° 2 du marché n° 2019-20 relatif aux travaux sur le réseau d'eau potable (conduites, branchements et divers) - Programme 2018, ayant pour objet de modifier le profil et le tracé des forages dirigés sous le domaine autoroutier. L'avenant d'un montant de 11 780,24 € HT (soit un augmentation de 9,08%) porte le montant initial du marché de 129 741,40 € HT à 141 521,64 € HT.
ADM-012-2020	25.03.20	Il est conclu un avenant n°3 au marché n°2018-03 relatif à l'acquisition et maintenance d'une solution logicielle full-web globale pour la gestion et la consultation de données géographiques en ligne et l'instruction des autorisations d'urbanisme et compétences associées ayant pour objet de rectifier des montants de l'avenant n°2 et de modifier la répartition d'une journée de formation. L'avenant d'un montant de 10 400,00 € HT porte le montant initial du marché de 168 995,76 € HT à 185 055,76 € HT (soit un augmentation de 9,50%, tous avenants confondus).
ADM-013-2020	06.07.20	Il est conclu un avenant n°4 au lot n°1 du marché n°2018-30 relatif aux travaux sur le réseau d'eau potable (conduites, branchements et divers) - Programme 2018, ayant pour objet la création d'un nouveau prix au bordereau des prix unitaires afin de procéder au déploiement de compteurs de sectorisation sur trois tronçons concernés par le marché. L'avenant d'un montant de 23 179,11 € HT (soit un augmentation de 6,31%, tous avenants confondus) porte le montant initial du marché de 3 171 848,62 € HT à 3 372 138,64 € HT.
ADM-015-2020	20.04.20	Il est conclu un avenant n°1 au marché n°19VA17 relatif à l'aménagement du tiers lieu dans le bâtiment vestiaire de l'usine Guilliet. L'avenant d'un montant de 25 160,00 € HT (soit un augmentation de 46,52%) porte le montant initial du

		marché de 54 080,00 € HT à 79 240,00 € HT.
ADM-016-2020	29.04.20	Il est conclu un avenant n°6 au lot n°1 du marché n°2017-11 relatif à des travaux sur le réseau d'eau potable (conduites, branchements et divers) - Programme 2017. L'avenant d'un montant de 9 350,00 € HT (soit une augmentation de 0,71% tous avenants confondus) porte le montant initial du marché de 1 029 559,31 € HT à 1 037 153,21 € HT.
ADM-017-2020	19.05.20	Il est conclu un avenant n°3 au lot n°1 du marché n°2017-12 relatif à la réalisation d'un Pole Environnemental Communautaire. L'avenant d'un montant de 5 492,00 € HT (soit une augmentation de 3% tous avenants confondus) porte le montant initial du marché de 180 969.25 € HT à 186 461,25 € HT.
ADM-018-2020	04.05.20	Il est conclu un avenant n°2 au lot n°7 du marché n°2017-12 relatif à la réalisation d'un Pole Environnemental Communautaire. L'avenant d'un montant de 2 240,00 € HT (soit une augmentation de 6,96% tous avenants confondus) porte le montant initial du marché de 63 355,00 € HT à 65 595 € HT.
ADM-019-2020	05.05.20	Il est conclu un avenant n°2 au lot n°9 du marché n°2017-30 relatif à la réalisation d'un Pole Environnemental Communautaire. L'avenant d'un montant de – 488,84 € HT (soit une augmentation de 16,07 % tous avenants confondus) porte le montant initial du marché de 139 437,72 € HT à 161 839,94 € HT.
ADM-020-2020	18.05.20	Il est conclu un avenant n°2 au lot n°14 du marché n°2017-30 relatif à la réalisation d'un pôle environnemental communautaire. L'avenant d'un montant de 13 158,78 € HT (soit un écart de 13,43% tous avenants cumulés) porte le montant initial du marché de 176 086,60 €HT à un montant de 199 731,84 € HT.
ADM-022-2020	18.06.20	Il est conclu un marché n°20CA04 « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre De centrales photovoltaïques au sol et ombrières de parking », conclu avec HESPUL, 242 B boulevard Saint Germain 75007 PARIS. Le montant de son offre s'élève à 7 700,00 € HT. La mission débute à la date de notification du marché et prend fin à l'acceptation par la maîtrise d'ouvrage du rapport d'analyse des offres définitif.

ADM-023-2020	18.06.20	Il est conclu un marché n° 20CA05 « Relance - Étude préalable à la révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur d'Auxerre », conclu avec PARIS U, 35 rue du Sentier, 75002 PARIS. Le montant de son offre s'élève à 79 840,00 € HT. Cette étude se déroulera sur 24 mois fermes à compter de la notification du marché.
ADM-024-2020	19.06.20	Il est conclu un avenant n°2 au marché n°2016-11 « Etude complémentaire à la connaissance du champ captant de la Plaine des Isles préalable à sa protection », ayant pour objet la prolongation du délai d'exécution du marché à un délai d'exécution de 36 mois. Le montant initial du marché reste inchangé.
ADM-025-2020	17.06.20	Il est conclu un avenant n° 4 au marché n°2017-07 relatif à la location et à l'entretien des vêtements de protection individuelle à haute visibilité des agents des services déchets de la Communauté de l'auxerrois, ayant pour objet la location et l'entretien de vêtements complémentaires ainsi que la modification de la date de fin de marché. L'avenant d'un montant de 22 670,74 € HT (soit un écart de 50 % tous avenants confondus) porte le montant initial du marché de 75 569,14 € HT à un montant de 113 353,71 € HT.
ADM-026-2020	03.07.20	Il est conclu un avenant n°1 au marché n°ASS-VE1 « TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE STATION D'ÉPURATION DE VENOY ET DE RÉHABILITATION DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT – LOT 2 : STATION D'EPURATION », ayant pour objet la prolongation du délai d'exécution d'1 mois, soit 16 mois d'exécution au total. Le montant contractuel du marché est augmenté de 79 612,50 € HT, le nouveau montant du marché est donc de 1 729 612,50 € HT, soit 2 075 535,00 € TTC, soit une augmentation de 4,83 %.
ADM-027-2020	03.07.20	Il est conclu un marché n° 20CA02 relatif au nettoyage et à l'entretien du Pôle Environnemental Communautaire, conclu avec la société DECA PROPRETE, 24, Rue des Champoulains, 89000 AUXERRE. Le marché est conclu pour un montant de 1 698,45 € HT mensuel, soit 2 038,18 € TTC mensuel. Le marché est conclu de sa date de notification au 31 décembre 2020.

ADM-028-2020	13.08.20	En application des articles R2185-1 et R2185-2 du Code de la commande publique, le marché ASS-GU1 de réhabilitation du réseau d'assainissement de la commune de GURGY est déclaré sans suite pour un motif d'intérêt général en raison d'une erreur affectant la procédure.
ADM-029-2020	06.08.20	En application de l'article R2185-1 du Code de la commande publique, le lot 1 (Installations de chantier – Dépose) du marché 20CA09 Travaux de réhabilitation des anciens vestiaires de l'Usine Guillet en Tiers-Lieu est déclaré infructueux en raison d'une absence d'offre.
ADM-030-2020	06.08.20	En application de l'article R2185-1 du Code de la commande publique, le lot 4 (Façade et revêtements extérieurs) du marché 20CA09 Travaux de réhabilitation des anciens vestiaires de l'Usine Guillet en Tiers-Lieu est déclaré infructueux en raison d'une absence d'offre.
DCG-001-2020	11.02.20	Demande de subvention auprès de l'État pour financer l'installation de videoprotection dans les bus à hydrogène.
DCG-002-2020	18.02.20	Demande de subvention auprès de l'État pour financer la sécurisation des sites sensibles du réseau d'eau potable.
DCG-003-2020	03.03.20	Portant demande de subvention auprès du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté.
DCG-004-2020	29.04.20	Demande de subvention auprès de l'État pour financer l'installation de vidéoprotection dans les bus à hydrogène.
DCG-005-2020	05.05.20	Demande de subvention auprès de l'ADEME afin de financer l'achat de cinq bus à hydrogène.
DCG-006-2020	14.05.20	Demande de subvention auprès de l'État pour financer la sécurisation des sites sensibles du réseau d'eau potable.
DCG-007-2020	19.05.20	Demande de subvention auprès de l'État pour financer les travaux de requalification du fond de bassin au Stade Nautique de l'Arbre Sec à Auxerre.
DCG-008-2020	26.05.20	Demande de subvention auprès de l'État (DETR 2020) pour financer la sécurisation du pôle d'échange multimodal.
DCG-009-2020	29.05.20	Portant demande de subvention pour le remplacement de l'éclairage aquatique du Staude Nautique par des LED.
DCG-010-2020	29.05.20	Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour le financement des travaux de sectorisation de compteurs d'eau potable.

DCG-011-2020	11.06.20	Demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour financer la mise en compostage des boues de la lagune de Venoy.
DCG-012-2020	24.06.20	Demande de subvention auprès de l'État (DETR 2020) pour financer la sécurisation de la circulation sur l'aire d'accueil des gens du voyage.
FB-002-2020	08.04.20	Versement du solde de la subvention de fonctionnement d'un montant de 120 000 € à l'Office de tourisme auxerrois.
FB-003-2020	08.04.20	Versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 1 600 € à l'association de gestion du tiers lieu (AGTLI).
FB-004-2020	28.04.20	Versement d'une subvention d'un montant de 22 000 € à l'association de gestion du tiers lieu (AGTLI).
FB-005-2020	13.05.20	Versement de la cotisation annuelle d'un montant de 700 € à l'Ordre des architectes.
FB-006-2020	08.06.20	Versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 10 000 € à l'entreprise Baudoin Thillien.
FB-007-2020	08.06.20	Versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 1 000 € à Madame Dias-Savery.
FB-008-2020	08.06.20	Versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 2 500 € à Madame Lehen.
FB-009-2020	08.06.20	Versement d'une aide à l'immobilier d'entreprise d'un montant de 1 050 € à Madame Jozon.
FB-010-2020	09.06.20	Versement d'une aide aux loyers d'un montant de 3 000 € à Monsieur et Madame Trégouet.
FB-011-2020	10.06.20	Versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 70 000 € à la Maison de l'Emploi et de la Formation de l'Auxerrois.

Le conseil communautaire prend acte des décisions prises ci-dessus.

communauté
de l'auxerrois

63. Commissions thématiques – Création et composition

Le conseil communautaire peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres.

Le conseil communautaire souhaite créer 5 commissions thématiques avec les périmètres suivants :

1) Environnement : Eau, assainissement, déchets, tri, énergie ;

2) Economie : Développement économique, tourisme, formation, TIC, zones d'activités ;

3) Finances : Budget, évaluation des charges transférées, mutualisation, communication ;

4) Mobilités : transport, déplacements, voies douces ;

5) Infrastructures : Logement, habitat, urbanisme, aménagements.

Ces commissions seront composées de 30 membres soit 1 par commune et 2 pour Auxerre.

Chaque commune désignera directement son représentant au sein de chacune des commissions.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- De créer 5 commissions thématiques dont les périmètres sont définis ci-dessus ;
- De fixer la composition de chaque commission à 30 membres soit 1 par commune et 2 pour Auxerre ;
- De demander à chaque commune de désigner ses représentants dans les différentes commissions thématiques.

POUVOIR

Je soussigné(e) M……. donne pouvoir à M…….. pour me représenter et voter au Conseil communautaire du …….

Fait à ……., le …….

Signature

communauté
de l'auxerrois

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU

JEUDI 30 JUILLET 2020

Le conseil de la Communauté de l'auxerrois, convoqué le 15 juillet 2020, s'est réuni le 30 juillet 2020 à 09 h 00 à AUXERREXPO, sous la présidence du Président, Crescent MARAULT.

Nombre de membres

en exercice : 64

présents : 56

votants : 64 dont 8 pouvoirs

Etaient présents :

Stéphane ANTUNES, Céline BAHR, Patrick BARBOTIN, Marie-Ange BAULU, Christophe BONNEFOND, Michel BOUBOULEIX, Anna CONTANT, Nordine BOUCHROU, Fabrice JACQUOT, Auria BOUROUBA, Marc THUBET, Nicolas BRIOLLAND, Carole CRESSON GIRAUD, Mani CAMBEFORT, Raymonde DELAGE, Mathieu DEBAIN, Gérard DELILLE, Michel DUCROUX, Sébastien DOLOZILEK, Hicham EL MEHDI, Margaux GRANDRUE, Olivier FELIX, Pascal HENRIAT, Francis HEURLEY, Laurent HOURDRY, Emilie LAFORGE, Julien JOUVET, Chrystelle EDOUARD, Jean-Luc LIVERNEAUX, Crescent MARAULT, Florence LOURY, Bruno MARMAGNE, Rémi MÉLINE, Odile MALTOFF, Lionel MION, Frédéric PETIT, Marie-Agnès MAURICE, Gilles PEYLET, Patrick PICARD, Emmanuelle MIREDIN, Stephan PODOR, Laurent PONROY, Maryse NAUDIN, Bernard RIANT, Guido ROMANO, Maud NAVARRE, Maryvonne RAPHAT, Denis ROYCOURT, Magloire SIOPATHIS, Sylvie PREAU, Mickaël TATON, Dominique TORCOL, Vincent VALLÉ, Philippe VANTHEEMSCHE, Yves VECTEN, Patricia VOYE.

Pouvoirs :

Pascal BARBERET à Bernard RIANT, Christian BOULEY à Francis HEURLEY, Dominique CHAMBENOIT à Ana CONTANT, Sophie FEVRE à Mathieu DEBAIN, Arminda GUIBLAIN à Daniel CRENE, Isabelle JOAQUINA à Carole CRESSON GIRAUD, Souleymane KONE à Vincent VALLÉ, Maryline SAINT-ANTONIN à Gilles PEYLET.

Secrétaire de séance :

Marie-Agnès MAURICE

Pascal HENRIAT présente les orientations budgétaires, les comptes administratifs et les budgets 2020 de la Communauté de l'Auxerrois. Il insiste sur le fait que ce budget est un budget de crise, et qu'il a été préparé par la mandature précédente.

Maud NAVARRE demande sur quels budgets seront financées les mobilités douces telles que les trottinettes ou vélos électriques. Le Président lui indique que ces dépenses seront pris en charge sur le budget principal.

Crescent MARAULT ajoute que le budget 2021 sera également un budget de crise. D'autres sujets devront être évoqués afin de constituer ce budget comme les attributions de compensation négatives pour certaines communes, le transfert des eaux pluviales urbaines dans la compétence eau et assainissement, le sujet de l'achat de bus et de la mise en place d'une centrale hydrogène sur le territoire.

Nécessiteront également d'être abordés, la mutualisation car des ajustements restent à faire, l'harmonisation des services en matière de déchets, les enjeux d'AuxR_Parc et l'eau potable en terme de qualité et de quantité.

Denis ROYCOURT demande si le choix de la récupération de la TVA sur le budget transport est de l'équipe précédente et souhaite connaître le montant estimé de la récupération de celle-ci.

Le Président lui indique que c'est une décision de l'équipe précédente.

Mani CAMBEFORT intervient sur plusieurs aspects du budget. La situation financière est plutôt saine et est en excédent depuis plusieurs années ce qui a permis d'absorber les dépenses et les pertes de recettes liées à la crise. Il affirme que c'est une bonne chose de poursuivre la mutualisation. C'est un budget de crise pour préparer la crise économique, sociale et écologique. Il dit, en revanche, que peu d'intentions de projets de la Communauté de l'Auxerrois sont inscrits dans ce budget. Sur la question des excédents, Crescent MARAULT indique qu'il n'a pas la même analyse car l'excédent permet simplement d'équilibrer tous les ans le budget général et que la réserve s'amenuise.

Mani CAMBEFORT demande si un comité d'urgence avec les acteurs économiques s'est déroulé et si des pistes d'aides en dehors du fonds d'aide régional ont déjà été trouvées. Le Président dit qu'il n'a pas d'idées arrêtées et souhaite une co-construction. Le fonds d'aide régional est en train de se

mettre en œuvre et il reviendra à la Communauté de l'Auxerrois de définir un règlement d'intervention.

Il s'interroge, par ailleurs, sur l'inscription au budget du montant de 1,4 million d'euros d'imprévus. Le Président lui indique qu'il est nécessaire en cas de crise de prévoir un montant raisonnable afin de pouvoir y faire face.

Concernant le budget du parc d'activités d'Appoigny, il sollicite une réponse sur le nombre d'entreprises installées et les perspectives de vente dans ces prochains mois. Crescent MARAULT lui répond qu'il n'y a pas encore de projets fermes mais que 3 dossiers sont entre 3 et 4 degrés de maturité.

Sur le budget redevance incitative, il demande quel est le choix du mode de tarification : taxe ou redevance. Il prend l'exemple du jovinien qui a mis en place la redevance incitative qui, selon lui, fonctionne bien et demande si des résultats d'études pour la Communauté de l'Auxerrois sont en cours.

Crescent MARAULT indique qu'en redevance incitative la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) va doubler et qu'il faut en tenir compte. Il faut également faire le point sur les problèmes des points d'apports volontaires. Denis ROYCOURT ajoute que les analyses du bureau d'études sont faites.

S'agissant du budget mobilité, il se félicite de l'achat des bus hydrogène qui est une innovation et affirme que le déficit est structurel. Crescent MARAULT ajoute que la précédente mandature souhaitait réduire l'offre pour financer l'hydrogène ce qui est selon lui, contraire à la qualité du service rendu à l'usager.

Mani CAMBEFORT estime qu'un budget doit refléter une structure, une gouvernance, une ligne politique ce qui n'est pas le cas selon lui. Aussi, il s'abstiendra pour le vote de ce budget.

Vincent VALLÉ demande le nombre de bus hydrogènes achetés et le nombre de lignes qui seront desservis par ces bus. Crescent MARAULT répond que 5 bus ont été achetés avec contrat de maintenance pour 3,6 millions d'euros. Il souhaite qu'un débat ait lieu sur ce sujet car même si c'est un projet innovant, il nécessite beaucoup d'investissements avec encore beaucoup trop d'interrogations sur la mise en place.

Maud NAVARRE indique que les bus hydrogènes desserviront essentiellement la ligne 1.

Elle poursuit en évoquant l'anachronisme de ce budget. Elle souhaite savoir comment va être anticipée la crise, les axes d'interventions pour relancer le territoire. Pour elle, l'écologie est indispensable à la relance. Elle regrette qu'il n'y ait pas, dans ce budget, des éléments sur le développement durable tels que sur la centrale hydrogène. Elle demande si un appel d'offres est lancé sur ce sujet.

Elle mentionne que beaucoup de projets sont à l'arrêt. Le temps s'accélère pour étudier des questions essentielles telles que les embauches au pôle environnemental, l'ouverture du pôle environnemental, les orientations économiques et écologiques de ce pôle. Mais également, la question du service public d'efficacité énergétique, les documents de planification de de

développement durable comme le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et le plan alimentation territorial (PAT). Les demandes d'alimentation bio et locale sont fortes et nous ne sommes pas en capacité de l'organiser. C'est ce que pourrait prévoir le PAT.

Crescent MARAULT s'inquiète car 5 bus ont été achetés pour 3,6 millions sous la mandature précédente sans toutes les informations nécessaires à la bonne compréhension de ce dossier. Il en va de même pour le pôle environnemental, 4 millions d'euros ont été engagés par l'équipe précédente et il est encore posé la question de la destination du pôle. Il souhaite avoir une véritable stratégie avant de lancer de tels projets. Concernant le PAT, il dépasse le périmètre de l'alimentation, il n'est pas aussi réducteur. C'est un projet ambitieux avec la notion d'économie circulaire qui nécessite des phases de diagnostics.

Christophe BONNEFOND se pose la question si on arriverait à obtenir un fournisseur local pour l'hydrogène car si un transport conséquent est nécessaire, cette situation perd toute dimension écologique. Par ailleurs, l'entretien des bus est prévu sur 15 ans alors que le prêt sur 20 ans, cela a été peu calibré. Il faut, selon lui, apporter une meilleure offre de transport. Sur la question du pôle environnemental, il souligne que ce projet dure depuis 5 ans et qu'il n'a toujours pas été acté les types d'activités qui y seront consacrés.

Pour Denis ROYCOURT, il faut voir l'hydrogène comme une stratégie globale, faire un système économique autour de l'hydrogène.

Pour Florence LOURY, le budget a été certes hérité mais elle aurait souhaité des compléments notamment au niveau du développement durable. Florence LOURY et Denis ROYCOURT s'abstiendront de vote le budget pour cette raison. Ils souhaitent que lors du DOB 2021, la Communauté de l'Auxerrois s'engage fortement dans une transition écologique. Le climat étant un enjeux depuis plusieurs années. La réduction du $C0^2$ sur le territoire devrait être une priorité.

Crescent MARAULT est d'accord et souhaite travailler en concertation sur des dossiers prioritaires comme la rénovation thermique des bâtiments et la mobilité.

Magloire SIOPATHIS prévient qu'il est attendu une baisse du versement transport pour l'année 2020.

Mathieu DEBAIN indique qu'il sera le seul élu de l'opposition à voter le budget. Il estime que ce budget a été mis en place par Guy FEREZ et que si celui-ci lui avait proposé, il l'aurait voté. Il souligne que la majorité qui va voter le budget valide les choix de Guy FEREZ et reconnaît le travail entrepris par son équipe et les remercie.

N° 2020-033
Objet : Rapport sur la situation en matière d'égalité hommes-femmes – Exercice 2019

Le conseil communautaire a pris acte du rapport.

N° 2020-034
Objet : Compte administratif 2019 – Approbation budget principal et budgets annexes

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- D'approuver le compte administratif 2019 – Budget principal et budgets annexes.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 61
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 1 Crescent MARAULT

N° 2020-035
Objet : Compte de gestion 2019 – Approbation budget principal et budgets annexes

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De déclarer que le compte de gestion dressé par le receveur, certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-036
Objet : Affectation du résultat 2019 Budget principal et budgets annexes - Approbation

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'affecter 200 000 € au compte 1068 du budget principal, 1 600 000 € au compte 1068 du budget annexe de l'eau potable ;
- de dire que ces sommes, arrondies, permettent de compéter l'excédent d'investissement arrêté au 31 décembre 2019 pour couvrir la totalité des restes à réaliser.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 62
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 0

N° 2020-037
Objet : Budget redevance incitative - Affectation du résultat d'investissement

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- De transférer de la section d'investissement à la section de fonctionnement du budget annexe de la redevance incitative la somme de 70 000 €,

- De dire que cette opération se traduira dans le budget par une écriture d'ordre budgétaire pour laquelle les crédits seront inscrits au budget 2020.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-038
Objet : Budget 2020 - Débat d'orientations budgétaires

Le conseil communautaire a débattu des orientations budgétaires.

N° 2020-039
Objet : Budget primitif 2020 - budget principal et budgets annexes

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'adopter le budget principal et les budgets annexes, chapitre par chapitre, ainsi que les opérations listées dans le document budgétaire,
- de combler le déficit du budget annexe des transports urbains par le versement d'une subvention exceptionnelle d'équilibre.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Denis ROYCOURT, Florence LOURY, Rémi MÉLINE, Maud NAVARRE, Mani CAMBEFORT, Maryvonne RAPHAT, Sophie FEVRE
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 0

N° 2020-040
Objet : Attributions de compensation provisoires 2020 – Ajustement

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- d'adopter l'ajustement des attributions de compensation provisoires 2020

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 57
- voix contre : 0
- abstentions : 7 Denis ROYCOURT, Florence LOURY, Rémi MÉLINE, Maud NAVARRE, Mani CAMBEFORT, Maryvonne RAPHAT, Sophie FEVRE

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

N° 2020-041
Objet : Subventions 2020 – Attributions

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

- De verser les subventions ;

- De dire que crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice 2020.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63

- voix contre : 0

- abstentions : 1 Carole CRESSON GIRAUD

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

Nicolas BRIOLLAND précise que pour l'association handball club auxerrois c'est la démarche des JO 2024 qui est financée et non le fonctionnement de l'association.

N° 2020-042
Objet : Autorisations de programme/crédits de paiement – Création

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'ouvrir les 11 autorisations de programme sur le budget Principal et les budgets annexe Mobilité durable, Eau Potable et Assainissement listées ci-dessus,

- De dire que les Crédits de Paiement seront inscrits au budget primitif 2020.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 62

- voix contre : 0

- abstentions : 2 Florence LOURY, Denis ROYCOURT

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

N° 2020-043
Objet : Garantie d'emprunt réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations par l'Office Auxerrois de l'Habitat – Réaménagement de différentes lignes de prêts

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'accorder la garantie d'emprunt.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Sébastien DOLOZILEK
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 0

N° 2020-044
Objet : Cotisations aux syndicats 2020

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- d'adopter globalement les cotisations qui suivent pour l'année 2020 :

Organisme bénéficiaire	**Montant annuel**	
Syndicat mixte d'étude pour le traitement des déchets du Centre Yonne	0.60 €/h. suivant population municipale au 1er janvier de l'exercice concerné (INSEE)	**41 000€**
Syndicat Aérodrome d'Auxerre-Branches	Convention	**148 000€**
Syndicat mixte de la fourrière animale	1 €/h suivant population municipale entrant en vigueur au 1er janvier de l'exercice concerné (INSEE)	**68 187€**

PETR	1 € par habitant suivant population	**71 444€**
Syndicat mixte Yonne Médian (GEMAPI)	1 € par habitant suivant population municipale entrant en vigueur au 1er janvier de l'exercice concerné (INSEE)	**71 000€**

- de dire que les crédits sont inscrits au budget.

Ces montants sont établis en fonction des dernières données connues et peuvent éventuellement être modifiés suivant l'évolution de la population et la revalorisation des tarifs des organismes.*

**(chiffres INSEE disponibles courant décembre)*

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 0

N° 2020-045
Objet : Stade Nautique de l'Arbre Sec – Création d'un tarif

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

- D'adopter le nouveau tarif de 2 € pour un créneau horaire de 2 heures maximum par baigneur (enfant ou adulte) pour la période du 26 juin au 30 août,

- De décider d'encaisser les recettes afférentes sur la Régie de recettes du Stade Nautique,

- D'autoriser le Président à signer tout document aux fins de l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

N° 2020-046

Objet : Compte administratif 2019 Syndicat d'alimentation en eau potable et d'assainissement Vincelles-Vincelottes (SAEPA Vincelles-Vincelottes) - Approbation

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- D'approuver le compte administratif 2019 – Syndicat d'alimentation en eau potable et d'assainissement Vincelles-Vincelottes (SAEPA Vincelles-Vincelottes).

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 1 Crescent MARAULT**

N° 2020-047

Objet : Compte de gestion 2019 Syndicat d'alimentation en eau potable et d'assainissement Vincelles-Vincelottes (SAEPA Vincelles-Vincelottes) – Approbation

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- De déclarer que le compte de gestion dressé par le receveur, certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-048

Objet : Compte administratif 2019 Syndicat intercommunal à vocation unique du Val de Baulche (SIVU du Val de Baulche) – Approbation

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- D'approuver le compte administratif 2019 – Syndicat intercommunal à vocation unique du Val de Baulche (SIVU du Val de Baulche).

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 1 Crescent MARAULT**

N° 2020-049

Objet : Compte de gestion 2019 Syndicat intercommunal à vocation unique du Val de Baulche (SIVU du Val de Baulche) - Approbation

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- De déclarer que le compte de gestion dressé par le receveur, certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-050

Objet : Compte administratif 2019 Syndicat intercommunal d'épuration et de traitement des eaux usées de l'Auxerrois (SIETEUA) – Approbation

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- D'approuver le compte administratif 2019 – Syndicat intercommunal d'épuration et de traitement des eaux usées de l'Auxerrois.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 1 Crescent MARAULT**

N° 2020-051

Objet : Compte de gestion 2019 Syndicat intercommunal d'épuration et de traitement des eaux usées de l'Auxerrois (SIETEUA) – Approbation

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- De déclarer que le compte de gestion dressé par le receveur, certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observations ni réserves de sa part.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-052

Objet : Délibération n° 2019-09 du Syndicat intercommunal d'épuration et de traitement des eaux usées de l'auxerrois (SIETEUA) – Retrait

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- De retirer la délibération n°2019-09 du 04 décembre 2019 du SIETEUA ;

- D'autoriser le Président à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64

- voix contre : 0

- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

N° 2020-053

Objet : Fonds de concours - Attribution à la commune de Villeneuve Saint Salves

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- d'approuver le versement de ce fonds de concours.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64

- voix contre : 0

- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

N° 2020-054

Objet : Contrat de ville de l'Auxerrois - Validation de la programmation 2020

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- De valider la programmation 2020 du contrat de ville dans laquelle l'enveloppe financière de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois est positionnée ;

- D'attribuer les subventions sollicitées aux différents porteurs de projets ;

- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget du service politique de la ville.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 0

N° 2020-055

Objet : Levée du scrutin secret

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- De ne pas voter au scrutin secret la désignation des représentants de l'assemblée dans les délibérations n°2020-056 à n°2020-065.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-056

Objet : Commission d'appel d'offres – Constitution

Après avoir délibéré, il est décidé par le conseil communautaire :

- de désigner les 5 représentants titulaires suivants :
  - Christophe BONNEFOND
  - Gérard DELILLE
  - Stéphane ANTUNES
  - Francis HEURLEY
  - Maryvonne RAPHAT

- de désigner les 5 représentants suppléants suivants :
  - Patrick PICARD
  - Yves VECTEN
  - Pascal HENRIAT
  - Carole CRESSON GIRAUD
  - Mani CAMBEFORT

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-057

Objet : Composition de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) et de la commission suivi mutualisation

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de déterminer la composition de la CLECT entre la Communauté de l'Auxerrois et de ses 29 communes membres par la nomination de 30 membres titulaires et de 30 membres suppléants représentants chacun une commune du territoire de l'EPCI à l'exception d'Auxerre qui désignera deux représentants ;

- d'autoriser le président à solliciter les communes pour qu'elles désignent par délibération les membres titulaires et suppléants de sa commune.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- absents lors du vote : 0

N° 2020-058

Objet : Syndicat mixte bassin du Serein - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner Dominique TORCOL en tant que titulaire et Frédéric PETIT en tant que suppléant pour siéger au sein du bassin du Serein.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0
N° 2020-059

Objet : Syndicat mixte Yonne Médian - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner, pour siéger au sein du SMYM les cinq titulaires suivants :

- Maryse NAUDIN

- Denis ROYCOURT

- Pascal BARBERET

- Yves VECTEN

- Stéphane ANTUNES

- de désigner, pour siéger au sein du SMYM les cinq suppléants suivants :

- Maud NAVARRE

- Nicolas BRIOLLAND

- Margaux GRANDRUE

- Nordine BOUCHROU

-Rémi MÉLINE

- de désigner en tant que titulaire Denis ROYCOURT et en tant que suppléant Yves VECTEN pour siéger au sein du comité de sous-bassins de la rive gauche de l'Yonne et de la rive droite de l'Yonne.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64

- voix contre : 0

- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

N° 2020-060

Objet : Pôle d'équilibre Territorial et Rural du Grand Auxerrois - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner les treize représentants titulaires suivants pour siéger au sein du PETR :

- Bernard RIANT
- Jean-Luc LIVERNEAUX
- Magloire SIOPATHIS
- Christophe BONNEFOND
- Chrystelle EDOUARD
- Stéphane ANTUNES
- Arminda GUIBLAIN
- Mani CAMBEFORT
- Céline BÄHR
- Emmanuelle MIREDIN
- Sébastien DOLOZILEK
- Crescent MARAULT
- Denis ROYCOURT

- de désigner les trois représentants suppléants suivants pour siéger au sein du PETR :

- Lionel MION
- Odile MALTOFF
- Dominique CHAMBENOIT

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-061

Objet : EPIC Office du tourisme de l'auxerrois – Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner les treize représentants titulaires suivants pour siéger au sein de l'EPIC office du tourisme :

- Odile MALTOFF
- Jean-Luc LIVERNEAUX
- Christian BOULEY
- Dominique TORCOL
- Guido ROMANO
- Patrick BARBOTIN
- Michel DUCROUX
- Nicolas BRIOLLAND
- Maud NAVARRE
- Florence LOURY
- Carole CRESSON GIRAUD
- Marie-Ange BAULU
- Magloire SIOPATHIS

- de désigner les treize représentants suppléants suivants pour siéger au sein du l'EPIC office du tourisme :

- Mathieu DEBAIN
- Maryse NAUDIN
- Stéphane ANTUNES
- Philippe VANTHEEMSCHE
- Gérard DELILLE
- Francis HEURLEY
- Rémi MÉLINE
- Patricia VOYE

- Auria BOUROUBA
- Souleymane KONE
- Gilles PEYLET
- Margaux GRANDRUE
- Bruno MARMAGNE

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-062

Objet : Syndicat mixte de la fourrière animale du Centre Yonne - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner les trois représentants titulaires suivants pour siéger au sein du syndicat mixte de la fourrière animale :

- Dominique CHAMBENOIT
- Émilie LAFORGE
- Frédéric PETIT

- de désigner les trois représentants suppléants suivants pour siéger au sein du syndicat mixte de la fourrière animale :

- Maryse NAUDIN
- Sophie FEVRE
- Sébastien DOLOZILEK

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-063

Objet : Syndicat mixte d'étude pour le traitement et la valorisation des déchets du Centre Yonne - Désignation des représentants de la Communauté de l'auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner les sept représentants titulaires suivants pour siéger au sein du syndicat mixte d'étude traitement valorisation des déchets centre Yonne :

- Christophe MOUY
- Patrick BARBOTIN
- Lionel MION
- Mani CAMBEFORT
- Maud NAVARRE
- Denis ROYCOURT
- Frédéric PETIT

- de désigner les sept représentants suppléants suivants pour siéger au sein du syndicat mixte d'étude traitement valorisation des déchets centre Yonne :

- Jean-Luc LIVERNEAUX
- Dominique TORCOL
- Yves VECTEN
- Christian BOULEY
- Sophie FEVRE
- Marie-Agnès MAURICE
- Francis HEURLEY

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64
- voix contre : 0
- abstentions : 0
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-064

Objet : Office Auxerrois de l'Habitat - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner les six représentants suivants pour siéger au sein du conseil d'administration de l'OAH :

- Vincent VALLÉ
- Christophe BONNEFOND
- Bernard RIANT
- Patricia VOYE
- Ana CONTANT
- Mathieu DEBAIN

- de dire que les sept personnes qualifiées seront désignées ultérieurement.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 63
- voix contre : 0
- abstentions : 1 Sébastien DOLOZILEK
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-065

Objet : Groupe Domanys – Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- de désigner les deux représentants suivants pour siéger au sein du conseil d'administration de Domanys :

- Nordine BOUCHROU
- Lionel MION

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 62
- voix contre : 0
- abstentions : 2 Isabelle JOAQUINA, Pascal HENRIAT
- n'a pas pris part au vote : 0
- **absents lors du vote : 0**

N° 2020-066

Objet : Syndicat mixte de l'aéroport - Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'élire les représentants au scrutin secret.

Une seule liste (liste Auxerrois) a été déposée.

La liste comprend :

- Titulaires : Magloire SIOPATHIS, Nicolas BRIOLLAND, Dominique CHAMBENOIT

- Suppléants : Lionel MION, Emmanuel CHANUT, Francis HEURLEY

1er tour de scrutin :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	**64**
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	**9**
Reste, pour le nombre des suffrages exprimés	**55**
Majorité absolue des suffrages exprimés	**28**
A obtenu : Liste Auxerrois	**55**

Sont élus pour siéger au sein du syndicat mixte de l'aéroport d'Auxerre-Branches:

Titulaires : Magloire SIOPATHIS, Nicolas BRIOLLAND, Dominique CHAMBENOIT

- Suppléants : Lionel MION, Emmanuel CHANUT, Francis HEURLEY

N° 2020-067

Objet : Syndicat mixte d'animation et de développement touristique du Canal du Nivernais – Désignation des représentants de la Communauté de l'Auxerrois

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- d'élire les représentants au scrutin secret.

Une seule liste (liste Auxerrois) a été déposée.

La liste comprend :

- Titulaires : Carole CRESSON GIRAUD, Philippe VANTHEEMSCHE

- Suppléants : Nicolas BRIOLLAND, Margaux GRANDRUE

1er tour de scrutin :

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne	**64**
A déduire : bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante ou dans lesquels les votants se sont fait connaître	**9**
Reste, pour le nombre des suffrages exprimés	**55**
Majorité absolue des suffrages exprimés	**28**
A obtenu : Liste Auxerrois	**5**

N° 2020-068

Objet : Plan Local d'Urbanisme de Champs-sur-Yonne - Approbation de la modification simplifiée

Après avoir délibéré, le conseil communautaire décide :

- D'approuver la modification simplifiée du PLU de Champs-sur-Yonne,

- D'autoriser le Président à signer tous actes et documents aux fins d'exécution de la présente délibération.

Vote du conseil communautaire :

- voix pour : 64

- voix contre : 0

- abstentions : 0

- n'a pas pris part au vote : 0

- absents lors du vote : 0

Denis ROYCOURT demande si pour les PLU des règles particulières concernant l'intérêt général sont regardées ou si un engagement de la Communauté de l'Auxerrois est pris envers la commune.

Crescent MARAULT indique le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) deviendra obligatoire en 2022 et qu'il sera donc très rapidement évoqués ces sujets à l'échelle intercommunale.

Pour clore cette séance, Crescent MARAULT indique qu'un conseil des maires aura lieu le 26 août 2020 et qu'un conseil communautaire aura lieu le 03 septembre 2020. A la fin de l'été, un calendrier de toutes les instances jusqu'à la fin de l'année sera transmis.

Mani CAMBEFORT remercie le Président pour la tenue d'une commission générale avant le conseil communautaire qui a permis de trouver des consensus. Il demande à ce que les conseils communautaires se tiennent le soir plutôt que le matin et qu'il puisse siéger au sein du conseil des maires.

Crescent MARAULT lui répond que pour des raisons organisationnelles, il est préférable que le conseil communautaire se tienne le matin. Il ajoute que le conseil des maires est par définition réservé aux maires mais qu'une discussion va être lancée avec les conseillers communautaires pour envisager une intégration de l'opposition au bureau de la Communauté de l'Auxerrois.

Denis ROYCOURT demande si le règlement du conseil communautaire régira la question des vœux car il en a un à soumettre concernant un appel à projet.

Sébastien DOLOZILEK alerte sur l'urgence de la situation du syndicat mixte de la fourrière animale centre yonne et invite les élus désignés à y siéger à prendre en main le dossier rapidement.

Il demande à ce que soit adoptés les procès-verbaux des séances précédentes.

Fin de la séance 11h42.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

CONVENTION–CADRE

relative aux différentes mesures mises en œuvre afin de compenser les effets d'AuxR_Parc vis-à-vis des zones humides et des espèces animales protégées

entre

La Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

et

Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne

Table des matières

PREAMBULE....3
Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION-CADRE....4
Article 2 - COORDINATION DES PROGRAMMES & METHODE DE TRAVAIL....5
Article 3 - RESPONSABILITES....6
Article 4 - DUREE DE LA CONVENTION-CADRE....6
Article 5 - CIRCULATION DE LA CONVENTION-CADRE....6
Article 6 - RESILIATION DE LA CONVENTION-CADRE....6
Annexe à la convention – cadre : cartographie des sites de compensation....8
Convention d'application n°1 relative à la gestion du site d'Appoigny – Les Bries....9
Art. 1 : Champ d'application et nature du projet....9
Art. 2 : Engagement de la Communauté de l'Auxerrois....10
Art. 3 : Engagement du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne....10
Art. 4 : Durée....10
Art. 5 : Conditions financières....10
Art. 6 : Référents / Coordonnées....11
Art.7 : liste des annexes :....11
Cartographie du site d'Appoigny....12
Convention d'application n°2 relative à la gestion du site des prés d'Augy....13
Art. 1 : Champ d'application et nature du projet....14
Art. 2 : Engagement de la Communauté de l'Auxerrois....14
Art. 3 : Engagement du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne....14
Art. 4 : Durée....14
Art. 5 : Conditions financières....14
Art. 6 : Référents / Coordonnées....15
Art.7 : liste des annexes :....15
Cartographie du site d'Augy....16
Convention d'application n°3 relative à la gestion du site du bois de la Concise de Monéteau....17
Art. 1 : Champ d'application et nature du projet....17
Art. 2 : Engagement de la Communauté de l'Auxerrois....17
Art. 3 : Engagement du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne....17
Art. 4 : Durée....18
Art. 5 : Conditions financières....18
Art. 6 : Référents / Coordonnées....18
Art.7 : liste des annexes :....18
Cartographie du site de Monéteau....19

PREAMBULE

La Communauté de l'Auxerrois est la plus importante communauté d'agglomération de l'Yonne. Elle se compose d'environ de 71 700 habitants.
La Zone d'Aménagement Concertée à Appoigny (89), dénommée « AuxR_Parc », d'une superficie de 51 hectares, est portée par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois (CA). Elle a fait l'objet d'une étude d'impact, d'autorisations Loi sur l'eau (arrêté préfectoral du 21 juillet 2016), de défrichement et de dérogations au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement (destruction d'habitats d'espèces animales protégées, destruction et perturbation d'espèces animales protégées par l'arrêté préfectoral du 21 Juillet 2014).

Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne mène depuis 1986 des actions visant à conserver les espaces naturels majeurs et le patrimoine naturel de l'ancienne Région Bourgogne en s'appuyant, notamment, sur l'inventaire des ZNIEFF ainsi que sur le réseau des sites d'intérêt communautaire. Il effectue des maîtrises foncières par acquisition, location ou convention, des expertises scientifiques et des plans de gestion, des travaux de restauration ou d'entretien, des mises en valeur pédagogique conformément à ses statuts.
Il conduit des actions de partenariat avec les acteurs de la gestion du territoire dans la perspective d'améliorer globalement la gestion de la biodiversité par le biais de la mise en réseau des acteurs et de leurs actions. L'ensemble de son périmètre d'activité et les missions qu'il déploie intervient en application de son agrément au titre de l'art. L 414-11 du Code de l'environnement.

La présente Convention-cadre vient définir le partenariat global entre ces deux structures sur les mesures compensatoires. Des conventions d'application définiront par site l'ensemble des actions et suivis envisagés. La déclination annuelle ainsi que le détail des protocoles seront définis dans les bons de commande réalisés annuellement.

Ainsi,

IL EST CONVENU ENTRE :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, collectivité territoriale,

Représentée par son Président, Monsieur Crescent MARAULT, dont le siège administratif est situé 6, bis Place du Maréchal LECLERC 89000 AUXERRE, ci-après désignée « la CA »

Le Conseil communautaire du **03/09/2020** s'est prononcé favorablement pour la signature du projet de convention

ET

Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne, représenté par son Président, Monsieur Daniel SIRUGUE, dont le siège social est sis Maison du Parc 58230 Saint Brisson et le siège administratif Chemin du Moulin des Étangs 21600 FENAY, ci-après désigné « le Conservatoire ».

Ci-après désignés « les parties »

CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION-CADRE

La présente convention-cadre vise une coordination et une articulation des activités des deux parties au profit des espaces naturels et de la conservation du patrimoine naturel sur les sites sur lesquels les parties sont amenées à intervenir.

Ces sites potentiels d'intervention correspondent aux sites de compensations définis dans le cadre du projet d'AuxR_Parc, composés d'une part de terrains maîtrisés par la CA, d'autre part de deux parcelles en convention avec messieurs Boursin où des mares compensatoires ont été réalisées.

Les sites potentiels d'intervention se situent :

Commune	Section Cadastre	Numéro Cadastral	Surface	Propriété	Modes de gestion
Appoigny	BM	83	16ha 37a 98ca	MM BOURSIN Frères	Mares n°1 et 2
Appoigny	BL	12	1ha 03a 40ca	CA en totalité	Unité parcellaire 1 « Accrus forestiers »
Appoigny	BL	14 à 21	4ha 13a 22ca	CA en totalité	Unité parcellaire 2 « Prairie » compris les mares n°5 et 6 ci-après
Appoigny	BL	Partie de la parcelle 149 correspondante aux anciennes parcelles 50 et 51	39a 55ca	CA en totalité	Unité parcellaire 3 « Robineraie »
Appoigny	BL	52 et 53	1ha 37a 34ca		
Appoigny	BL	54	35a 22ca	CA en totalité	Mares n°3 et 4
Appoigny	BL	16 et 17	1ha 09a 55ca	CA en totalité	Mare n°5 (l'étang)
Appoigny	BL	20	64a 62ca	CA en totalité	Mare n°6
Appoigny	BS	467	58a 09ca	MM BOURSIN Frères	Mare n°7 Unité parcellaire 4 « Chênaie »
Augy	A	4	1ha 57a 43ca	CA en totalité	Parcelles soumises au régime forestier, boisements gérés par l'ONF et gestion écologique de milieu forestier de type alluvial
Augy	A	5	3ha 60a 30ca	CA en totalité	
Monéteau	A	634	12ha 74a 90ca	CA en totalité	Parcelles soumises au régime forestier, boisements gérés par l'ONF
Monéteau	A	723	2ha 01a 39ca	CA 1ha 60a 89ca	
Monéteau	A	1 209	6ha 79a 15ca	CA en totalité	Gestion conservatoire

La localisation des sites concernés figure en annexe de la présente convention.

Les activités visées par la présente convention-cadre peuvent relever de façon non exhaustive des champs suivants :

- les expertises écologiques de sites, les plans de gestion écologique,
- la localisation et la nature des actions,
- la durée de la convention,
- le rôle et les obligations des parties,
- les conditions financières.

En ce qui concerne la maîtrise foncière d'espaces naturels, ces situations seront réglées au cas par cas dans des conventions d'application spécifiques ou dans le cadre de baux ou d'autres actes notariés. Des parcelles à fort enjeux de biodiversité pourront faire l'objet d'un bail avec le Conservatoire. Concernant les parcelles de Augy et celles de Monéteau qui relèveront du régime forestier, la gestion est prévue d'être assurée par l'Office National des Forêts. Le Conservatoire assurera le suivi de mesures sur ces terrains.

En application de la charte éthique des Conservatoires d'Espaces Naturels, le Conservatoire sera vigilant à ne pouvoir être suspecté d'un statut de « juges et parties ». Autrement dit, il ne pourra pas être à la fois contributeur à l'élaboration d'une mesure compensatoire et porteur de cette même mesure. Le Conservatoire privilégiera donc la mise en œuvre des mesures compensatoires à la réalisation d'études préliminaires.

La réalisation des missions d'expertise et de suivi est pilotée par le Conservatoire qui s'appuie sur les partenaires et experts de son choix, et notamment :
- la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) ;
- la Société d'Histoire Naturelle et des amis du muséum d'Autun (SHNA).

Le Conservatoire est l'interlocuteur unique de la CA au titre de la gestion de la convention.
Pour ce faire il désigne un « responsable de la convention » dont l'identité est communiquée à la CA.
La CA est informée de tout changement du « responsable de la convention ».

Les projets de conventions ont fait l'objet de l'avis favorable du 25 août 2020 de la Direction départementale des Territoires de l'Yonne.

Article 2 - COORDINATION DES PROGRAMMES & METHODE DE TRAVAIL

De façon générale, la présente convention fixe le cadre générique des partenariats opérationnels et bilatéraux entre les 2 parties.

Les actions à réaliser sur la durée des mesures compensatoires telles que définies dans l'arrêté sont listées par site dans les **Conventions d'Application** avec un chiffrage indicatif.

Les deux parties s'obligent à, au moins une réunion annuelle de coordination portant sur les actions visées à l'article 1 si des actions seront mises en œuvre l'année suivante ou à une réunion au moins tous les 3 ans, dans le cadre d'un comité de pilotage. Cette réunion pourrait être organisée en décembre de chaque année de façon à pouvoir faire le point sur le déroulement de l'année en cours et programmer les actions pour l'année suivante.

Ce comité est composé d'un représentant de la CA et d'un représentant du Conservatoire. Ils pourront s'entourer de toute personne concernée par l'objet de la réunion.
Seront invitées les autres structures partenaires dans le suivi des mesures :
- la LPO ;
- la SHNA.

La Direction Des Territoires (DDT) de l'Yonne en charge du contrôle de la mise en œuvre des mesures compensatoires prescrites par arrêté préfectoral sera également conviée à la réunion annuelle de coordination.

Au cours de ces réunions, les deux parties font état du bilan des actions entreprises et exposent leurs projets pour l'année suivante. Au vu de ces projets, elles choisissent ceux qui pourraient faire l'objet d'une collaboration et les présentent pour avis à leurs instances délibératives et décisionnelles.

Après accord des deux parties, des **Devis annuels** découlant de la présente convention-cadre et des conventions d'application, sont établis pour chaque site par le CEN. Ils donnent lieux à l'émission, par la CA des bons de commande correspondants.
Ces Devis annuels ont pour objet d'établir précisément, pour chaque site ou pour chaque programme retenu :

- Les types d'actions entreprises ;
- Les prestations éventuelles ;
- Les modalités administratives (durée, échéancier, responsabilités, communication…) ;
- La liste des personnels et bénévoles habilités par le conservatoire et autorisés à agir en son nom.

Article 3 - RESPONSABILITES

Les parties reconnaissent assumer de façon pérenne l'entière responsabilité des dommages qui pourraient être causés à l'occasion de leurs interventions, à charge pour eux de se faire garantir par les intervenants extérieurs qui pourraient être à l'origine du sinistre.
D'une façon générale, le Conservatoire s'engage à respecter les procédures de sécurité inhérente à l'éventuelle activité d'exploitation. Le Conservatoire s'engage à avoir un régime d'assurance couvrant l'intervention de ses salariés ou bénévoles ou à ce que les sous-traitants éventuels respectent cet engagement.

Article 4 - DUREE DE LA CONVENTION-CADRE

La présente convention-cadre prend effet à la date de sa signature pour une durée de vingt ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties. 6 mois avant la date d'échéance du contrat, une réunion sera programmée entre les deux parties. Elle permettra de dresser le bilan des actions entreprises pendant la période et de donner, les orientations pour l'avenir, une nouvelle convention de partenariat indépendamment de mesures compensatoires pouvant être alors signée.

Article 5 - CIRCULATION DE LA CONVENTION-CADRE

La CA pourra céder (par cession, apport, fusion, location-gérance ou autre) tout ou partie des droits que lui confèrent la présente convention-cadre à toute personne physique ou morale, à charge pour celle-ci de s'engager à exécuter le présent contrat aux lieu et place de la CA. Cette dernière en sera libérée après avoir fait connaître son successeur par simple courrier au Conservatoire. Si nécessaire, une réunion du comité de pilotage sera programmée dans le mois qui suit l'envoi de ce courrier, de façon à informer l'ensemble des parties prenantes et de faire un point sur les actions en cours. Cette procédure ne concerne en rien les conventions ou baux concernant les maîtrises foncières dont les modalités de circulation cession sont stipulées dans les documents concernés.

Article 6 - RESILIATION DE LA CONVENTION-CADRE

Une résiliation anticipée du contrat peut être décidée en cas de non-respect des termes de la convention-cadre ou par simple volonté exprimée par les instances délibératives ou décisionnelles d'une ou des deux parties.
Au préalable, une tentative de conciliation sera entreprise au cours d'une réunion exceptionnelle.
En cas d'échec de la conciliation, la dénonciation sera confirmée par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les conventions d'application feront l'objet d'un examen individuel afin d'étudier les modalités garantissant une bonne fin des programmes en cours et une pérennité de la conservation des sites.
Les conventions d'application co-signées avec des tiers ne seront pas affectées, sauf volonté de désengagement de ces tiers.

La convention est établie en deux exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Fait à AUXERRE, le xx / xx / 2020
Pour la Communauté de l'Auxerrois

Le Président,
Crescent MARAULT

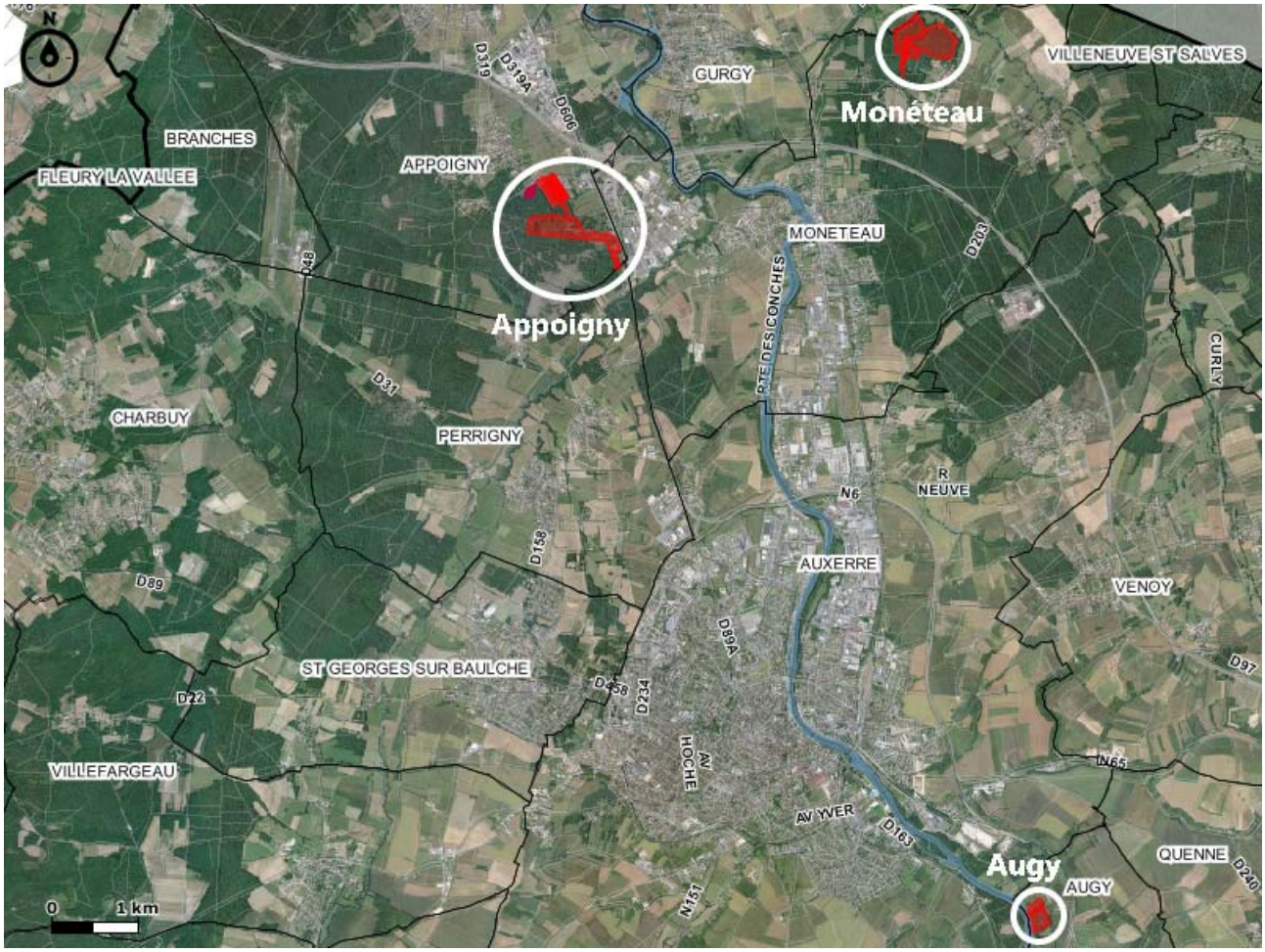
Fait à FENAY, le xx / xx / 2020
Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

Le Président,
Daniel SIRUGUE

Ampliations :

Monsieur le Directeur de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté
Monsieur le Préfet de l'Yonne – Direction départementale des Territoires
Madame la Présidente du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté

Annexe à la convention – cadre : cartographie des sites de compensation



Convention d'application n°1 relative à la gestion du site d'Appoigny – Les Bries

Les présentes sont rattachées à la convention cadre signée entre le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne, dit « le Conservatoire » et la Communauté de l'Auxerrois, dite « la CA » le **xx/xx/2020**

L'ensemble des actions couvertes par la présente convention d'application sont donc régies par les principes énumérés dans la convention-cadre.

Art. 1 : Champ d'application et nature du projet

La présente convention d'application vise à encadrer les activités de suivis et de gestion écologiques développées par le Conservatoire et ses partenaires (LPO & SHNA), sur le site des Bries à Appoigny.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune	Section Cadastre	Numéro Cadastral	Surface	Propriété	Modes de gestion
Appoigny	BM	83	16ha 37a 98ca	MM BOURSIN Frères	Mares n°1 et 2
Appoigny	BL	12	1ha 03a 40ca	CA en totalité	Unité parcellaire 1 « Accrus forestiers »
Appoigny	BL	14 à 21	4ha 13a 22ca	CA en totalité	Unité parcellaire 2 « Prairie » compris les mares n°5 et 6 ci-après
Appoigny	BL	Partie de la parcelle 149 correspondante aux anciennes parcelles 50 et 51	39a 55ca	CA en totalité	Unité parcellaire 3 « Robineraie »
Appoigny	BL	52 et 53	1ha 37a 34ca		
Appoigny	BL	54	35a 22ca	CA en totalité	Mares n°3 et 4
Appoigny	BL	16 et 17	1ha 09a 55ca	CA en totalité	Mare n°5 (l'étang)
Appoigny	BL	20	64a 62ca	CA en totalité	Mare n°6
Appoigny	BS	467	58a 09ca	MM BOURSIN Frères	Mare n°7 Unité parcellaire 4 « Chênaie »

Ces actions visent :
- le suivi des barrières amphibiens,
- le suivi écologique du site par la flore,
- le suivi des populations d'amphibiens dans les mares de compensation (protocole Popamphibien),
- le suivi des pratiques de gestion sur la prairie, les haies et mares,
- le suivi des populations de reptiles et des micro habitats, (protocole défini par Biotope)
- la prise en compte dans la gestion des espèces exotiques envahissantes.

Art. 2 : Engagement de la Communauté de l'Auxerrois

Au titre de mesures compensatoires, la CA s'engage à :
- réaliser l'entretien des mares en accord avec les préconisations, notamment les préconisations sur l'étang qui découleront de l'étude sur la population de crapauds ;
- réaliser l'entretien des prairies et haies, et des micro-habitats à reptiles ;
- réaliser des interventions d'entretien de la barrière à amphibiens avant la période de migration, ainsi que des interventions ponctuelles si des observations en font sentir le besoin ;
- assurer la gestion des espèces exotiques envahissantes éventuellement observées.

Art. 3 : Engagement du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne

Le CENB s'engage :
- à mettre en œuvre un suivi des gestions réalisées sur le site ;
- à formuler des préconisations pour adapter la gestion des micro-habitats, des entretiens des mares, haies, prairies et boisements ;
- à accompagner la gestion agricole des prairies cadrée par une convention ;
- à suivre les espèces invasives et à formuler des recommandations pour la maitrise ou suppression de ces espèces ;
- à mettre en œuvre des mesures de suivi écologique du site : flore (RhoMéO 8 placettes), reptiles (cf. protocole défini par BIOTOPE) et amphibiens (PopAmphibien), cartographie des habitats tous les 5 ans ;
- à rédiger un rapport annuel des suivis qui sera transmis à la CA et à la DDT ;
- à rédiger des fiches d'observations sur les besoins de travaux sur les différents points du site permettant une intervention rapide et efficace.

Art. 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 20 ans.

Art. 5 : Conditions financières

Les montants ci-après sont indicatifs. Les montants exacts seront précisés dans le bon de commande, adaptés chaque année selon le programme des actions retenues.

Référence Action	**Action globale**	**Contenu CENB et partenaires**	**Coût non assujetti à TVA**	**Parcelles**
Action n°1	Entretenir le réseau de mares, le plan d'eau et leurs abords (berges et clairières)	- suivi des interventions de gestion et préconisations d'entretien,	16 200, 00 €	BM 83, BL 54, BL 16 et 17, BL 20, BS 467
Action n°2, 3 et 4	Gérer les prairies Gérer les haies et les arbres isolés	- suivi des interventions de gestion et préconisations d'entretien,		BL 15 à 21
Action n°5	Gérer les boisements	- accompagner la communauté dans ses choix pour la gestion des boisements	1 650, 00 €	BL 14, 18, 19, BS 467,
Action n°6	Gérer la clôture à amphibiens		1 600, 00 €	Depuis le giratoire Sud jusqu'à l'entrée du hameau des Bries
Action n°7	Réalisation d'un suivi scientifique des populations d'amphibiens sur les sites de compensation	- suivi de la colonisation des points d'eau par les amphibiens et succès de reproduction (émergence de juvéniles), -suivi de la colonisation de l'étang par	30 500, 00 €	BM 83, BL 54, BL 16 et 17, BL 20, BS 467

		les crapauds		
Action n°8 et 9	Suivi des reptiles et Entretenir les micro habitats	- Suivi des micro habitats pour les reptiles et préconisations d'intervention - suivi des reptiles (observations des individus dans le cadre d'un protocole)	3 300, 00 €	L'ensemble des parcelles
Action n°10	Gérer les espèces végétales exotiques envahissantes	- Observation d'apparition et de l'évolution de plantes exotiques envahissantes	6 000, 00 €	L'ensemble des parcelles
Action ZH n°2	Gérer les boisements	- Indicateurs des plantes de milieux humides, - cartographie des habitats	17 875, 00 €	L'ensemble des parcelles
Estimation totale des actions sur 20 ans			**77 125, 00 €**	
Moyenne annuelle des actions			**3 856, 25 €**	

Un suivi de la colonisation de l'étang par les crapauds sera mené et aboutira à des préconisations de gestion notamment en lien avec une alimentation suffisante en eau. Le choix de gestion qui en découlera permettra de définir une nouvelle convention d'application concernant le site d'Appoigny en adaptant la fiche action n°1 sur l'entretien des mares et étang.

Art. 6 : Référents / Coordonnées

En cas de difficultés opérationnelles liées au déploiement des actions les personnes référentes à contacter en priorité sont :

- Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

M. Romain GAMELON / Directeur
Tél : 03 80 79 25 99

- Pour la Communauté de l'Auxerrois,

Tristan TREBOUTA, Directeur du Développement Économique
Tél : 03 86 72 25 60 – Port. 07 87 69 23 76
ou
Rodolphe MATTMANN, Responsable parcs d'activités
Tél. 03 86 72 21 12 - Port. 06 38 94 26 62

Art.7 : liste des annexes :

- Cartographie du site,

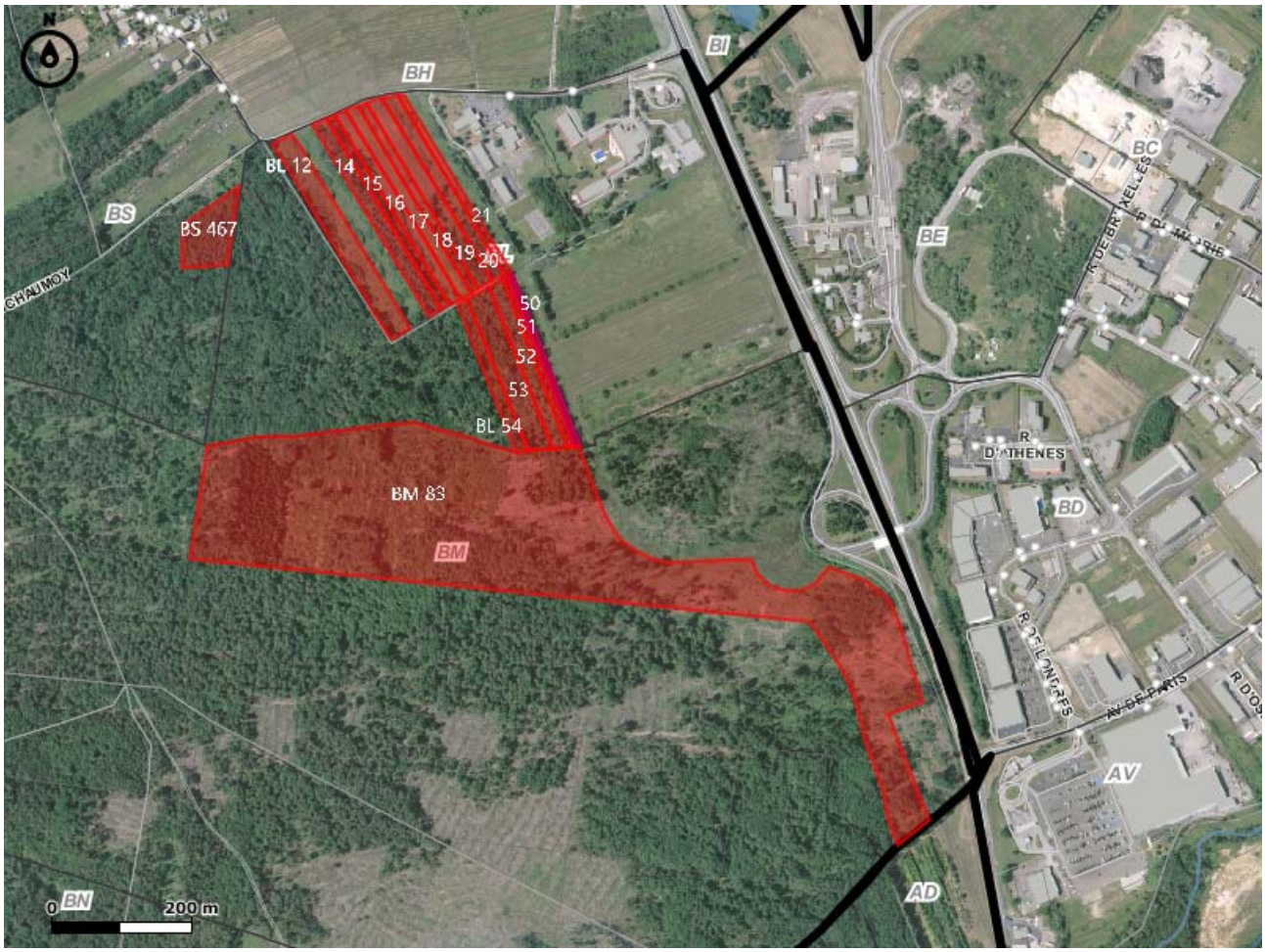
Fait à AUXERRE, le xx / xx / 2020
Pour la Communauté de l'Auxerrois

Le Président,
Crescent MARAULT

Fait à FENAY, le xx / xx / 2020
Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

Le Président,
Daniel SIRUGUE

Cartographie du site d'Appoigny



Convention d'application n°2 relative à la gestion du site des prés d'Augy

Les présentes sont rattachées à la convention cadre signée entre le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne dit « le Conservatoire » et la Communauté de l'Auxerrois dite « la CA » le **xx / xx / 2020**

L'ensemble des actions couvertes par la présente convention d'application sont donc régie par les principes énumérés dans la convention-cadre.

La Communauté d'Agglomération a acquis des parcelles pour la mise en œuvre des mesures compensatoires, notamment plus de 5 ha sur la commune d'Augy couverts par les parcelles A4 et A5.

Dans le cadre des mesures compensatoires, il était envisagé des actions ciblant la restauration de prairies de fauche en lieu et place d'une peupleraie sur un secteur de la commune d'Augy. La Communauté d'agglomération souhaite opter pour une gestion forestière en favorisant un boisement naturel en respect du statut d'espace boisé classé de ces parcelles.

Les objectifs des mesures compensatoires de ce projet sont la restauration des milieux humides d'intérêt écologique et notamment des habitats menacés ou l'amélioration de la typicité des habitats naturels boisés humides ainsi que la gestion conservatoire des milieux humides préexistants (Biotope, 2017, Plan de gestion dans le cadre de l'application des mesures compensatoires du Parc d'Activités à Appoigny (89), Volet 2 : Zones humides). Une analyse au niveau de ce secteur de l'Yonne met en avant une pression forte des cultures et des peupleraies. Les prairies de fauches mais aussi les boisements naturels sont rares dans la vallée. À condition de mettre en œuvre une gestion favorisant la biodiversité et conservant du bois mort, l'orientation forestière de ce secteur répond bien à l'objectif de ces mesures.

Vu l'absence totale de dynamique forestière sous la peupleraie et sa jeunesse (plantation postérieure à 2002), il est préconisé une restauration du site en prairie de fauche, en lien avec le contexte écologique des boucles de l'Yonne.

Il ressort d'une visite du site effectuée début 2020 par la CA, le CENB et l'ONF, que depuis cette période, le milieu a évolué. Certains secteurs présentent des accrus d'aulnes glutineux ainsi que des frênes et quelques chênes. Une partie des peupliers sont en âge d'être exploités voire en état de dépérissement. Certains bois abritent des microdendrohabitats, qui sont porteurs de biodiversité forestière. Ainsi, la préservation d'une partie (libre évolution) et l'accompagnement d'une évolution naturelle sur d'autres parties peuvent assurer le développement d'une biodiversité forestière. Une plantation sur les secteurs restant est alors nécessaire, en choisissant des essences locales et adaptées au contexte. L'orientation forestière est donc bien en adéquation avec le potentiel des parcelles.

En termes de fonctionnalités des zones humides, il faut relever que le secteur de la ZAC présentait des zones humides « Non associées à un réseau hydrographique pérenne (vallée alluviale, prairie inondable, sources), les fonctionnalités hydrologiques et biologiques de ces zones humides sont plutôt restreintes. » Une gestion forestière du site d'Augy permettrait tout autant d'assurer une fonctionnalité hydraulique forte compte tenu de la localisation, proche de l'Yonne.

Une nouvelle visite du site en présence de la DDT, le 25 juin 2020, a permis de confirmer les principes de gestions exposés ci-dessus.

Art. 1 : Champ d'application et nature du projet

La présente convention d'application vise à encadrer les activités de gestion et de suivis écologiques développées par le Conservatoire et ses partenaires (LPO & SHNA), sur le site des prés d'Augy.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune	Section Cadastre	Numéro Cadastre	Surface	Propriété	Modes de gestion
Augy	A	4	1ha 57a 43 ca	CA en totalité	Parcelles soumises au régime forestier, boisements gérés par l'ONF (1) et gestion écologique de milieu forestier de type alluvial
Augy	A	5	3ha 60a 30 ca	CA en totalité	

(1) Au titre du Régime Forestier, l'ONF assure des missions de surveillance générale, un document d'aménagement (ou plan de gestion), le martelage et la mise en vente des coupes, la surveillance des exploitations, et la production d'un programme annuel (si nécessaire) des coupes et des travaux.

Art. 2 : Engagement de la Communauté de l'Auxerrois

Au titre de mesures compensatoires, la Communauté de l'Auxerrois s'engage mettre en œuvre une gestion écologique du site permettant une conversion vers un boisement alluvial avec des essences autochtones.
Afin de prendre en considération la fragilité du milieu, le matériel utilisé sera adapté aux terrains humides et aux spécificités des parcelles en termes de portance des sols (matériel léger, pneus basse pression…). Dans le cas d'une forte instabilité du sol en conditions humides, l'utilisation d'engins lourds pour l'abattage et le débardage des arbres sera proscrite.

Art. 3 : Engagement du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne

Le Conservatoire s'engage :
- à accompagner la CA dans la redéfinition du processus de gestion du site et sa validation par la DDT,
- à mettre en œuvre des mesures de suivi écologique du site par des transects ciblant la flore (RhoMéO) et cartographie des habitats tous les 5 ans, comprenant le suivi des mesures écologiques sur les parcelles soumises au régime forestier gérées par l'ONF,
- à rédiger un rapport annuel des suivis qui sera transmis à la CA et à la DDT.

Art. 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 20 ans.

Art. 5 : Conditions financières

Référence Action	Action globale Contenu CENB et partenaires	Coût non assujetti à TVA	Parcelles
Action ZH n°1	Redéfinition de la gestion	2 200, 00 €	A0004 et A0005
Action ZH n°2	Accompagnement à la gestion du site	2 200, 00 €	
Action 6	Suivi écologique du site	12 375, 00 €	

	Cartographie du site	5 500, 00 €	
Estimation totale des actions sur 20 ans		**22 275, 00 €**	
Moyenne annuelle des actions		**1 113, 75 €**	

Art. 6 : Référents / Coordonnées

En cas de difficultés opérationnelles liées au déploiement des actions les personnes référentes à contacter en priorité sont :

- Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

M. Romain GAMELON / Directeur
Tél : 03 80 79 25 99

- Pour la Communauté de l'Auxerrois,

Tristan TREBOUTA, Directeur du Développement Économique
Tél : 03 86 72 25 60 – Port. 07 87 69 23 76
ou
Rodolphe MATTMANN, Responsable parcs d'activités
Tél. 03 86 72 21 12 - Port. 06 38 94 26 62

Art.7 : liste des annexes :

- Cartographie du site,

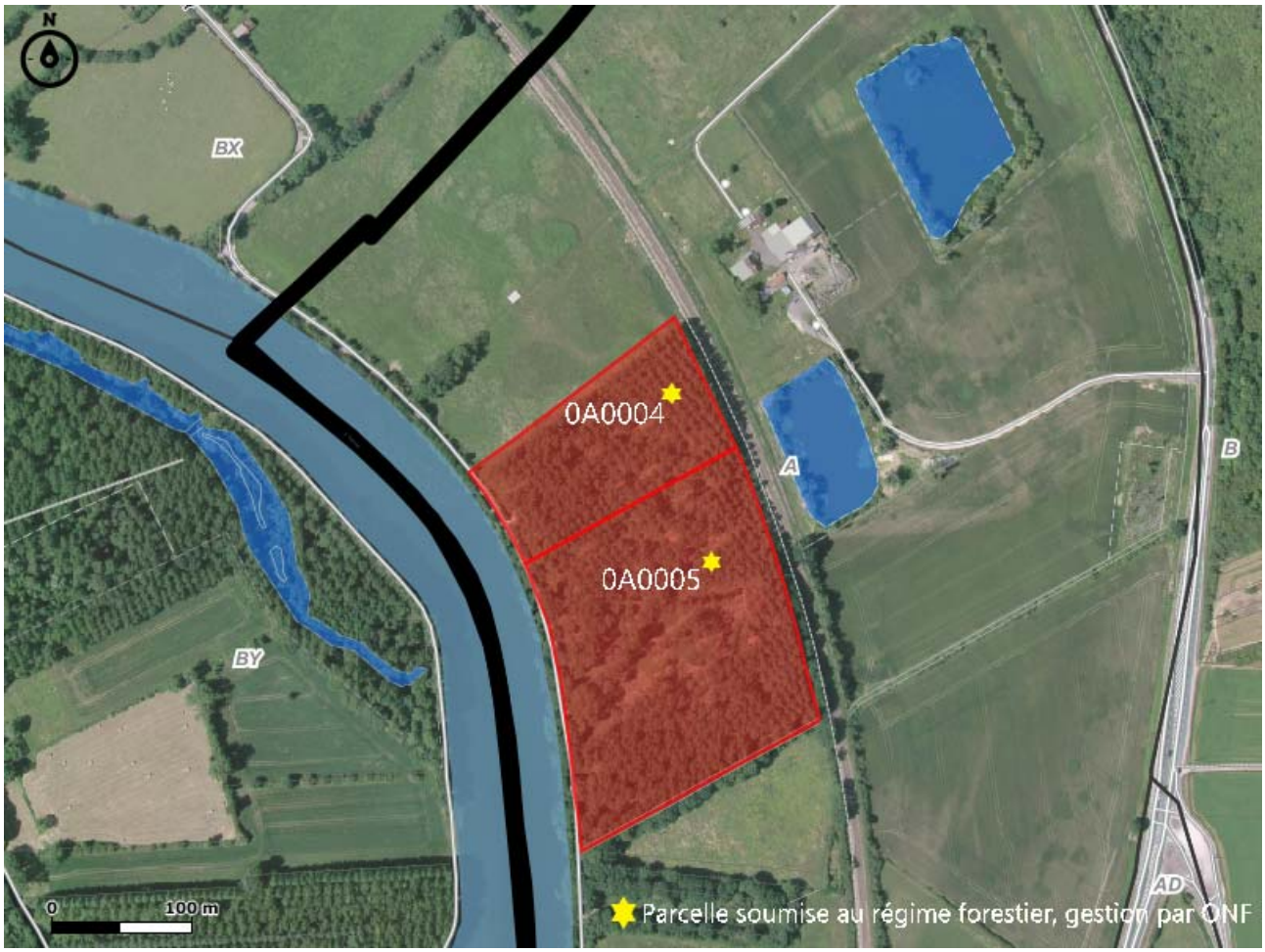
Fait à AUXERRE, le xx / xx / 2020
Pour la Communauté de l'Auxerrois

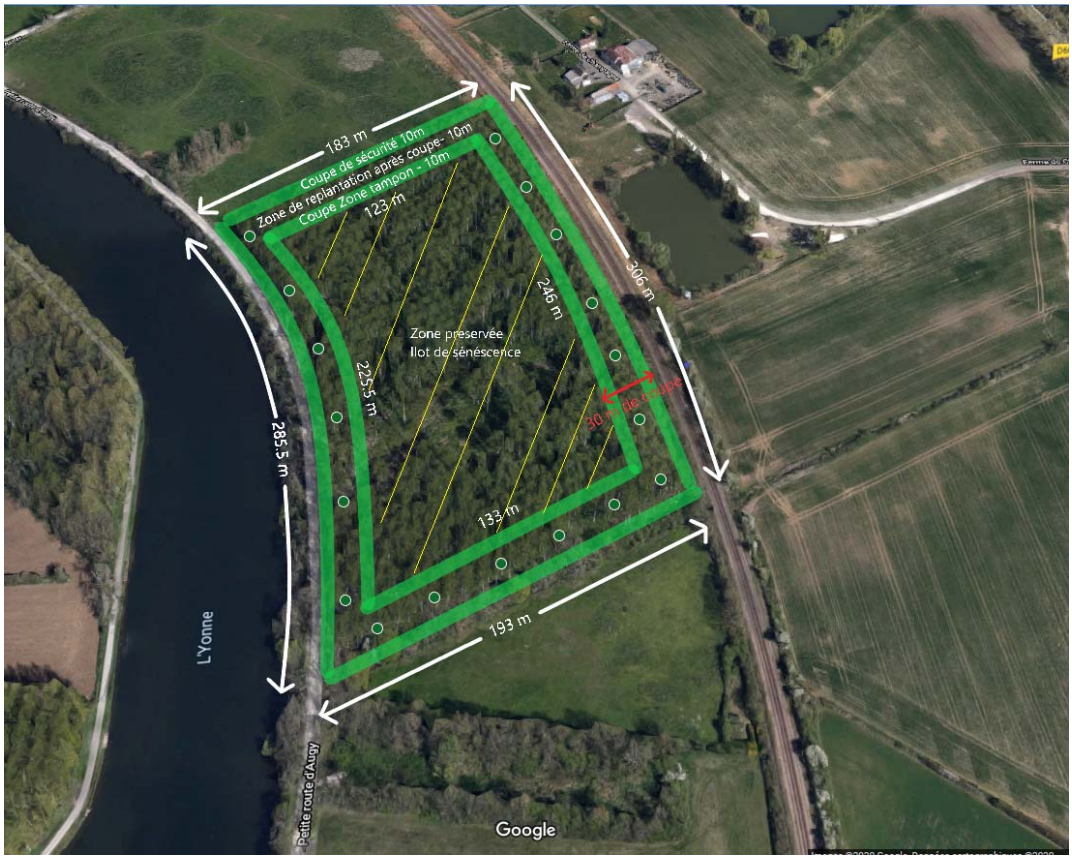
Le Président,
Crescent MARAULT

Fait à FENAY, le xx / xx / 2020
Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

Le Président,
Daniel SIRUGUE

Cartographie du site d'Augy





zonage envisagé

Convention d'application n°3 relative à la gestion du site du bois de la Concise de Monéteau

Les présentes sont rattachées à la convention cadre signée entre le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne dit « le Conservatoire » et la Communauté de l'Auxerrois dite « la CA », le **xx / xx / 2020**

L'ensemble des actions couvertes par la présente convention d'application sont donc régie par les principes énumérés dans la convention-cadre.

Art. 1 : Champ d'application et nature du projet

La présente convention d'application vise à encadrer les activités de gestion et de suivis écologiques développées par le Conservatoire sur le Bois de la Concise à Monéteau.
Les parcelles concernées sont les suivantes :

Commune	Section Cadastre	Numéro Cadastre	Surface	Propriété	Modes de gestion
Monéteau	A	634	12ha 74a 90 ca	CA en totalité	Parcelles soumises au régime forestier, boisements gérés par l'ONF (1)
Monéteau	A	723	2ha 01a 39 ca	CA 1ha 60a 89ca	
Monéteau	A	1 209	6ha 79a 15 ca	CA en totalité	Gestion conservatoire

(1) Au titre du Régime Forestier, l'ONF assure des missions de surveillance générale, un document d'aménagement (ou plan de gestion), le martelage et la mise en vente des coupes, la surveillance des exploitations, et la production d'un programme annuel (si nécessaire) des coupes et des travaux.

Art. 2 : Engagement de la Communauté de l'Auxerrois

Au titre de mesures compensatoires, la CA s'engage à signer un bail emphytéotique pour une durée de 20 ans avec le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne Elle s'engage à financer la rédaction et la mise en œuvre de plans de gestion de la parcelle 1209 et les suivis écologiques sur l'ensemble du boisement maitrisé.

La parcelle A 1209 ne fera pas l'objet d'opérations de coupes et ne sera pas soumise au régime forestier. Cette parcelle présentant des enjeux élevés en termes de biodiversité (zone de boulaie pubescente à sphaignes avec présence de l'osmonde royale, espèce protégée) fera l'objet d'un bail par lequel la CA délèguera la gestion de ce site et les suivis au Conservatoire.

Le projet de bail donnera lieu à une présentation ultérieure au Conseil communautaire pour autoriser sa signature.

Le site intègrera le réseau de sites des Conservatoires où une gestion conservatoire sera mise en place avec validation du plan de gestion par la CA. Il s'agit ainsi de reconnaître la dimension patrimoniale forte de ce boisement. Cela permettra de réaliser des suivis plus importants de biodiversité, étant convenu que la CA ne financera que le plan de gestion et les suivis notés dans l'arrêté.

Art. 3 : Engagement du Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne

Le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne s'engage :
- à rédiger un Plan de gestion sur la parcelle 1209 section A, d'une durée de 10 ans, d'en faire le bilan à échéance et d'en rédiger un nouveau pour 10 ans ;
- à mettre en œuvre une gestion conservatoire du boisement sur cette parcelle ;
- à mettre en œuvre des mesures de suivi écologique du boisement des trois parcelles (espèces indicatrices RhoMéO 10 placettes, espèces invasives, cartographie des habitats tous les 5 ans) ;

- à assurer le suivi des mesures écologiques sur les parcelles soumises au régime forestier gérées par l'ONF.

Art. 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 20 ans.

Art. 5 : Conditions financières

Référence Action	Action globale Contenu CENB et partenaires	Coût non assujetti à TVA
Action n°2	Bail emphytéotique	1 500, 00 €
	Gérer les boisements : rédaction du plan de gestion	11 000, 00 €
Action n°2	Mise en œuvre du plan de gestion	14 300, 00 €
Action n°5	Gérer les espèces exotiques envahissantes	Cf. mise en œuvre plan de gestion
Action n°6	Suivi écologique du site : suivi flore	16 500, 00 €
	Suivi écologique du site : cartographie	5 500, 00 €
	Suivi écologique du site : suivi faunistique	Hors financement Communauté d'Agglomération
	Suivi écologique du site : suivi Osmonde Royale	Cf. mise en œuvre plan de gestion
Estimation totale des actions sur 20 ans		**48 800, 00 €**
Moyenne annuelle des actions		**2 440, 00 €**

Art. 6 : Référents / Coordonnées

En cas de difficultés opérationnelles liées au déploiement des actions les personnes référentes à contacter en priorité sont :

- Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

M. Romain GAMELON / Directeur
Tél : 03 80 79 25 99

- Pour la Communauté de l'Auxerrois,

Tristan TREBOUTA, Directeur du Développement Économique
Tél : 03 86 72 25 60 – Port. 07 87 69 23 76
ou
Rodolphe MATTMANN, Responsable parcs d'activités
Tél. 03 86 72 21 12 - Port. 06 38 94 26 62

Art.7 : liste des annexes :

- Cartographie du site,

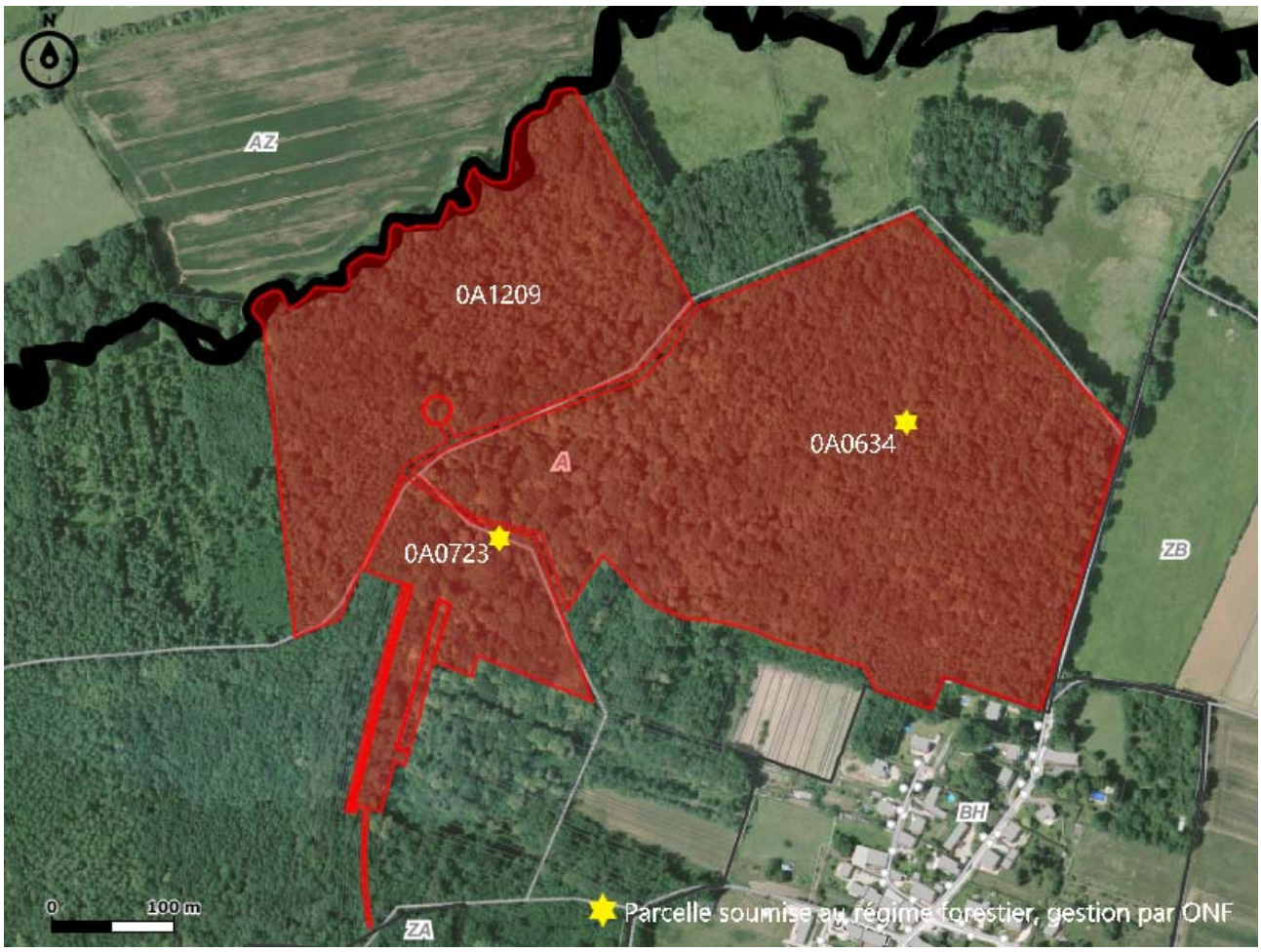
Fait à AUXERRE, le xx / xx / 2020
Pour la Communauté de l'Auxerrois

Le Président,
Crescent MARAULT

Fait à FENAY, le xx / xx / 2020
Pour le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne,

Le Président,
Daniel SIRUGUE

Cartographie du site de Monéteau



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 7300-SD
(septembre 2016)

DIJON, le 27/06/2018

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
ET DU DÉPARTEMENT DE LA CÔTE-D'OR
POLE EVALUATION DOMANIALE
25 RUE DE LA BOUDRONNEE
21047 DIJON CEDEX

POUR NOUS JOINDRE :

Évaluateur : Emmanuelle DEHEDIN SAUVANET
Téléphone : 03 80 28 66 05
Courriel : drfip21.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Réf. LIDO : 2017-89013V0335

POLE EVALUATION DOMANIALE
25 RUE DE LA BOUDRONNEE
21047 DIJON CEDEX

COMMUNAUTE D AGGLOMÉRATION DE L'AUXERROIS
TREBOUTA TRISTAN
PLACE DU MAL LECLERC
BP 58
89010 AUXERRE CEDEX

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Désignation du bien : Terrains à bâtir

Adresse du bien : RD 319 Les Bries, 89380 APPOIGNY

VALEUR VÉNALE : 12 437 470 € HT et hors droits d'enregistrement
- zone 1 : 42 €/m²
- zone 2 : 34 €/m²
- zone 3 : 25 €/m²

1 – Service consultant :	CA de l'Auxerrois
Affaire suivie par :	TREBOUTA Tristan
2 – Date de consultation	06/04/2018
Date de réception	11/04/2018
Date de visite	23/05/2018
Date de constitution du dossier « en état »	25/06/2018

3 – Opération soumise à l'avis du Domaine – description du projet envisagé

Cession de 33 lots de 1300 à 21 300 m² à destination d'activités économiques constituant un futur parc d'activité dans la CA de l'Auxerrois.

4 – Description du bien

Références cadastrales : 304 parcelles concernées sur les feuilles BC, BD, BE, BH, BL dont une partie partiellement. Le découpage cadastral reste à réaliser pour constituer les lots. Contenance totale de la zone à aménager : 515 600 m². Contenance totale des lots à céder : 337 730 m².
Description des biens à évaluer : emprises discontinues de terrain à bâtir, en cours d'aménagement, de formes régulières, longeant l'A6 et jouxtant le hameau des Bries, proche de la zone d'activités de Monéteau.
Les terrains forment 33 lots de 1 350 m² à 21 310 m² pour une contenance totale à céder de 337 730 m². Le reste de la superficie se répartit en voiries, voies mixtes piétons et cyclistes, espaces verts, bassins d'orage et de zone humide.

3 zones différentes se dessinent :
- zone 1 : terrains le long de l'autoroute et de la RN6, dont la visibilité et l'accessibilité sont les plus favorables (144 880 m²).
- zone 2 : terrains en retrait des grands axes (170 140 m²).
- zone 3 : terrains pollués (22 710 m²).

5 – Situation juridique

- nom du propriétaire : CA de l'Auxerrois.
- situation d'occupation : biens évalués libres d'occupation.

6 – Urbanisme et réseaux

Emprise située en zone UEc du PLU en vigueur. La zone UE correspond à une zone urbaine. Y sont notamment interdits les bâtiments à usage agricole, le stationnement isolé de caravanes ainsi que les terrains de camping ou de caravaning, les dépôts d'ordures ménagères et les résidus urbains, les constructions légères sans fondation à usage d'habitation, l'ouverture et l'exploitation de carrières, les hôtels. Dans le seul secteur UEc, sont également interdits les commerces. En complément des dispositions générales et sous réserve d'être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation, sont admises : les constructions, installations et extensions des constructions, installations classées pour la protection de l'environnement ou non, à vocation industrielle, artisanale, d'entrepôt et de bureau, sous conditions.
La desserte en VRD sera assurée après achèvement des travaux d'aménagement.

7 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée d'une part par la méthode par comparaison, et sera corroborée d'autre part par une compte à rebours promoteur.

La méthode par comparaison consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Compte tenu des caractéristiques des biens, de leur nature, de leur situation, et des données récentes des cessions similaires dans la commune et les communes alentour, la valeur vénale du bien est estimée à **12 437 470 € HT et hors droits d'enregistrement** et répartie comme suit :

N° lot	Superficie (m²)	N° zone	Superficie totale	Valeur vénale (€/m²)	Valeur vénale totale €
1	16 510	1	144 880	42	**6 084 960 €**
2	14 100	1			
3	12 970	1			
4	13 380	1			
5	17 420	1			
6	17 180	1			
13	14 360	1			
14	21 310	1			
16	7 090	1			
17	10 560	1			
7	6 920	2	170 140	34	**5 784 760 €**
8	12 170	2			
9	10 650	2			
10	15 030	2			
11	13 990	2			
12	13 810	2			
15	18 220	2			
18	4 200	2			
19	6 160	2			
20	6 200	2			
21	5 940	2			
23	8 940	2			
24	7 790	2			
25	7 660	2			
26	2 380	2			
27	3 460	2			
28	5 430	2			
29	7 350	2			
32	10 750	2			
34	1 350	2			
35	1 740	2			
30	11 250	3	22 710	25	**567 750 €**
31	11 460	3			
	337 730				**12 437 470 €**

8 – Durée de validité

La durée de validité du présent avis est de 18 mois.

9 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La directrice régionale des finances publiques
de Bourgogne-Franche-Comté et du département de la Côte-d'Or,

Martine VIALLET
Administratrice générale des finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

communauté de l'auxerrois



Pacte Régional pour l'économie de proximité

www.agglo-auxerrois.fr

Sommaire

- Le contexte
- Le Fonds régional d’avance remboursable (le FARCT)
- Le fonds régional des territoires (le FRT)
- Pistes de réflexion

Le contexte

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

L'ÉTAT EN 1ÈRE LIGNE POUR PALIER L'URGENCE LIÉE À LA CRISE

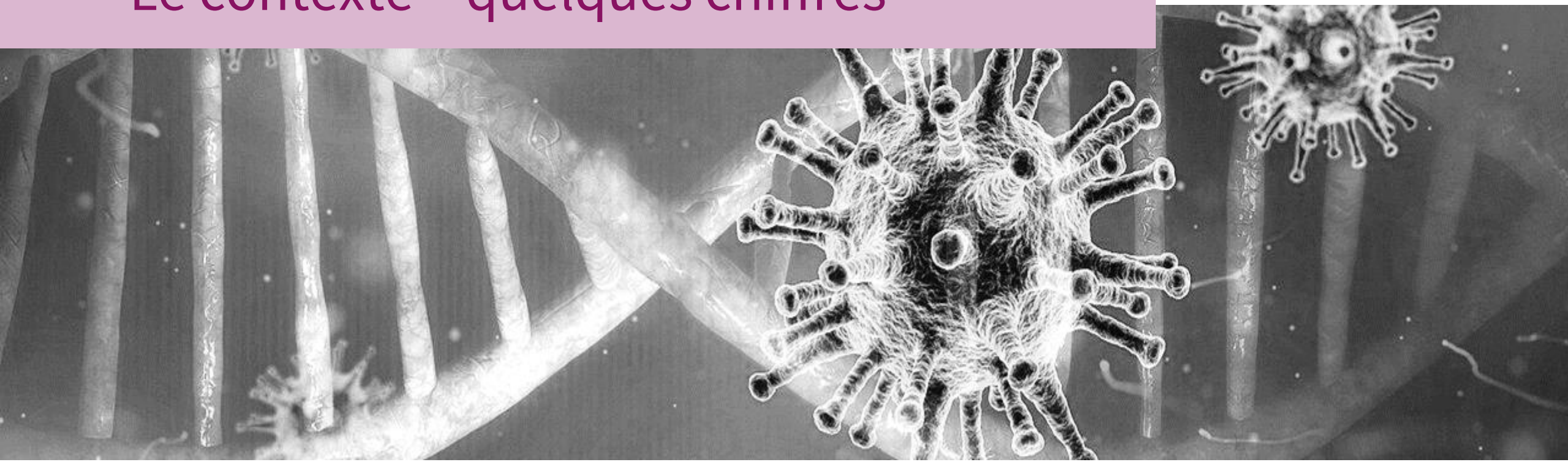
- *Fonds de solidarité national (FSN – 1500€/mois)*
- *Chômage partiel*
- *Prêts Garantis par l'Etat (PGE)*
- *Report de charges*

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE

LA RÉGION AU COTÉ DES EPCI POUR UNE RELANCE PÉRENNE

- *Fonds de relance sectoriel (évènementiel, tourisme…)*
- *Report d'échéances*
- ***Pacte avec les EPCI >> Création de 2 fonds mutualisés***

Le contexte – quelques chiffres



142 M€

Montant du FSN versé aux entreprises de la Région (53 000 entreprises)

2 Mds

Montant des PGE accordés aux entreprises de la Région BFC

22 Millions

Heures de chômage partiel attribuées aux entreprises de l'Yonne

Le fonds régional d'avance remboursable (FARCT)

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

LE FONDS REGIONAL D'AVANCE REMBOURSABLE

Fonds régional mutualisé de 10 M€
Participation de 70k€ de la CAA
1100 dossiers prévus au niveau régional (~9000 €/dossier)

> Pour qui?
TPE ≤ 10 salariés

> Détails du dispositif :
Prêt à taux zéro sans garantie personnelle
Étalement sur 7 ans, différé de 2 ans



Le fonds régional des territoires (FRT)

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

> Fonds territorial de 420 k€, Participation de 70k€ de la CAA (instruction CAA)

VOLET 1 : AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES

> Pour qui?

PME (sens Européen)
Effectif ≤ 250 salariés
CA < 50 M€

> Détails du dispositif :

Investissement matériel ou immatériel
Possibilité de remboursement en capital
Subvention jusqu'à 10 000€ / dossier

VOLET 2 : ACTIONS COLLECTIVES

> Pour qui?

Commune, EPCI, Associations…
(sauf entreprises)

> Détails du dispositif :

Subvention d'investissement
(ex: plate-forme numérique, signalétique…)
Subvention de fonctionnement
(ex: animations commerciales, formations…)

Pistes de réflexion

- Engagement de la CAA sur ces 2 fonds (indissociables)?

- Pour le FRT :
  - Définition du montant investissement / fonctionnement (Convention)
  - Définition des règlements d'intervention

    critères d'éligibilité
    assiette éligible
    taux/montant d'intervention…

- Prévoir un passage en conseil communautaire?

Tableau de synthèse du Pacte Régional

	FONDS MUTUALISÉ D'AVANCE REMBOURSABLE	FONDS RÉGIONAL DES TERRITOIRES	
		Volet 1 (Aides directes)	Volet 2 (Actions collectives)
Montant total	10 000 000€	420 000 € (280 k€ minimum pour investissements)	
Participation CAA	70 000 k€	70 000 €	
Pour qui?	TPE ≤ 10 salariés	PME (sens Européen) Effectif ≤ 250 salariés CA < 50 M€	Commune EPCI Associations… (sauf entreprises)
Détail	Prêt à taux zéro sans garantie personnelle Étalement sur 7 ans, différé de 2 ans Dossier déposé avant le 31/12/2021	Investissement matériel ou immatériel Possibilité de remboursement en capital Subvention jusqu'à 10000€ / dossier	Subvention d'investissement (plate-forme numérique, signalétique…) Ou subvention de fonctionnement (animations commerciales, formations…)

Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité :

Fonds Régional d'avances remboursables

Entre :

La région Bourgogne-Franche-Comté (ci-après « la Région »)

Et

L'établissement public de coopération intercommunale « La Communauté de l'Auxerrois» (ci-après « l'EPCI)

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région et les EPCI conviennent d'un Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité.

L'engagement de la Région est une contribution de 6€ par habitant et l'engagement global des EPCI est une contribution de 2€ par habitant.

Les deux fonds de ce dispositif sont dédiés à cette cible des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté,

Ce Pacte régional repose sur deux fonds :

- Un **fonds régional** d'avances remboursables, mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de 1€ par habitant.
- Un **fonds régional des territoires en** subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5€ par habitant.

La Région agit dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et en vertu du rôle de coordinateur de l'action économique donné par la loi NOTRe. Il est donc proposé la création au côté des EPCI et avec la Banque des territoires la création de deux fonds de dispositif de soutien à l'Economie de proximité pour un montant total qui sera au minimum de 27 millions d'euros (soit l'engagement des parties plus la contribution de la Banque des territoires).

Les deux fonds de ce Pacte sont complémentaires :

Un **fonds régional** d'avances remboursables

Fonds doté de 10,2 M€ euros

La contribution à ce fonds est de 10.2 M€ pour la Région dont 2,8 M€ proviennent de la contribution des EPCI (soit 1€ par habitant), et 3,4 M€ pour la Banque des territoires.

La contribution des EPCI à ce fonds est une contrepartie indissociable du fonds régional des territoires ci-dessous détaillé. Cette contribution des EPCI au fonds régional sera versée à la Région pour la constitution du fonds géré par la régie ARDEA.

Fonds régional des territoires, délégué aux EPCI en soutien à l'Economie de proximité

Fonds doté de 16.8M€ minimum financé par :

- la Région à hauteur de 5€ par habitant (14 046 900€) dont 1€ en fonctionnement (2 809 380 €)
- les EPCI à hauteur d'au moins 1€ par habitant (2.8M€ minimum) au libre choix en fonctionnement ou investissement.

Chaque EPCI dispose donc des fonds de la Région et de sa propre contribution soit 6€ minimum par habitant (base INSEE) pour le fonds régional des territoires.

Ce fonds fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI, prévue dans la convention de délégation ci-après, conformément aux dispositions prévues par la Loi Notre.

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

communauté de l'auxerrois

Convention de partenariat entre la Région Bourgogne France Comte et la Communauté de l'Auxerrois

Pour le fonds régional d'avances remboursables

Entre

La région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANCON CEDEX, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n° ……en date 24 avril 2020, ci-après désignée par le terme « la Région »

et

La Communauté de l'Auxerrois ci-après désignée par le terme E.P.C.I. « Etablissement Public de Coopération Intercommunale », représenté par Monsieur Crescent MARAULT, président, dûment habilité à l'effet de signer la présente convention.

- VU l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01)
- Vu Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux Aides de Minimis, publiés au JOUE L 352 du 24 décembre 2013
- VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

- VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,
- VU le CGCT
- VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi NOTRe,
- VU l'ordonnance n° 2020-330 du 25 mars 2020 relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19,
- VU la convention pour la création d'un fonds de prêt régional pour la consolidation de la trésorerie des Très Petites Entreprises – Plan de relance COVID 19 « fonds régional d'avances remboursables » en région Bourgogne-Franche-Comté entre le conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, la Caisse des Dépôts et de Consignations
-VU la convention « fonds régional d'avances remboursables » entre l'ARDEA et la région Bourgogne Franche Comte en date du 25 et 26 juin 2020

- VU le règlement d'intervention « fonds régional d'avances remboursables » en date du 25 et 26 juin 2020

- VU la délibération du Conseil Régional en date des 25 et 26 juin 2020,

- VU la délibération du Conseil …….. en date du …….

I. PREALABLEMENT, IL EST RAPPELE :

Pour soutenir les petites entreprises rencontrant des difficultés conjoncturelles, la Région souhaite mettre en place des mesures de relance post crise, permettant notamment à ces entreprises touchées par la crise du COVID 19 de renforcer leur structure financière dans une logique d'ingénierie financière. Pour cela, la Région a choisi de créer fonds en avances remboursables aux côtés de la Caisse des dépôts (Banque des Territoires) et les EPCI, pour la mise en place d'aides financières au profit des entreprises, et notamment des TPE (commerces, artisanat, services). Ce nouveau fonds est intitulé « fonds régional d'avances remboursables »

Dans ce cadre, la régie ARDEA aura pour mission de gérer l'enveloppe financière destinée au financement des prêts, avec l'appui de partenaires techniques choisis dans le cadre d'un marché. Ce prêt régional pourra être accordé, selon les besoins et la situation économique du bénéficiaire, sous forme de prêt à l'entreprise (avance remboursable), pour des entreprises locales déjà immatriculées. Les prêts consentis seront compris entre 3 000 € et 15 000 €, sans garantie personnelle, à taux zéro et avec la possibilité pour le bénéficiaire de disposer d'un différé de 2 ans et d'étaler son remboursement jusqu'à 7 ans.

Le financement par la Région de cet outil financier intègre, de manière mutualisée à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, une participation financière des EPCI.

La Région souhaite par la présente convention autoriser l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) à intervenir en complémentarité de ses aides dans le cadre de ce fonds régional d'avances remboursables et définir les conditions et les modalités dans lesquelles ont lieu cette intervention.

II. IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de permettre à la Communauté de l'Auxerrois de participer au financement du dispositif « fonds régional d'avances remboursables ».

La Région autorise donc l'E.P.C.I. à intervenir en complémentarité de la collectivité sur ce dispositif conformément aux dispositions de l'article L.1511-2 CGCT.

Elle définit également les engagements réciproques de la région et de l'E.P.C.I., concernant les modalités de mise en œuvre et de participation financière de l'E.P.C.I.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

Au titre de sa compétence exclusive en matière d'aide aux entreprises, la région abonde des outils financiers, soit en portage propre (régie…), soit par l'intermédiaire d'opérateurs habilités à gérer des outils financiers. La Région a décidé de soutenir les TPE à travers un fonds géré par sa régie l'ARDEA. A ce titre, la Région engage la totalité de l'aide prévue sur ce fonds régional d'avances remboursables pour la part régionale et pour la part intercommunale en commission permanente.

Dans le cadre d'un objectif de mutualisation des moyens budgétaires attribués à ce dispositif à l'échelle de la Bourgogne-Franche-Comté, l'E.P.C.I. s'engage à rembourser à la Région sa participation financière à l'aide versée selon les modalités définies à l'article 4 de la présente convention. Un reporting sera réalisé par la Région auprès de l'E.P.C.I., à savoir un état trimestriel des demandes et un état trimestriel des dossiers instruits couvrant le territoire de l'E.P.C.I., dont le nom de l'entreprise bénéficiaire et le montant d'aide attribuée.

ARTICLE 3 : BENEFICIAIRES DU DISPOSITIF FOND REGIONAL D'AVANCES REMBOURSABLES

Les bénéficiaires du dispositif « fonds régional d'avances remboursables » sont définis dans le règlement d'intervention en annexe à cette convention.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

L'E.P.C.I. complète les aides accordées par la Région selon les modalités suivantes : chaque EPCI verse une participation au fonds régional d'avances remboursables au prorata de sa population (selon la dernière source INSEE connue) sur la base d'un euro par habitant. Cette participation vise à soutenir les TPE de l'ensemble du territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté car le fonds régional d'avances remboursables est un fonds mutualisé à l'échelle régionale. Cette participation financière de l'EPCI viendra exclusivement alimenter l'enveloppe budgétaire du fonds régional d'avances remboursables.

En conséquence, la Communauté de l'Auxerrois s'engage à verser à la Région sa participation d'un montant de 67 832 euros calculé sur la base de son nombre d'habitant (soit 1 euro x 67 832 habitants) dès la signature de la présente convention.

Le fonds régional d'avances remboursables est un dispositif imputé en dépenses d'investissement.

ARTICLE 5 : MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

Une fois l'aide versée par la région, l'E.P.C.I. sera informé par la Région des bénéficiaires du fonds de son territoire, à savoir un état trimestriel des demandes et un état trimestriel des dossiers instruits couvrant le territoire de l'E.P.C.I., dont le nom de l'entreprise bénéficiaire et le montant d'aide attribuée.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 7 : RESILIATION

La convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités par la Région en cas de :

- manquement total ou partiel de l'E.PC.I. à l'un des engagements de la présente convention,
- d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par l'E.P.C.I. à la région,
- d'arrêt du dispositif fonds régional d'avances remboursables de la Région. Dans ce cas, la Région devra en informer l'E.P.C.I dans les plus brefs délais.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

La Région s'engage à informer l'entreprise bénéficiaire de la participation de l'E.P.C.I. à l'aide versée dans tous les documents relatifs à l'opération « fonds régional d'avances remboursables ».

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant qui ne peut avoir pour objet de modifier l'objet de la convention telle que prévu à l'article 1er.

ARTICLE 10 : REGLEMENT AMIABLE ET JURIDICTION COMPETENTE

En cas de litiges éventuels nés du fait de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties sont tenues de mettre tous leurs efforts en œuvre afin de résoudre leur différend de façon amiable et de bonne foi, avant de soumettre le litige au tribunal administratif de Besançon.

Fait à Besançon, le

La Présidente du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté	Le Président de l'EPCI Commaunuté de l'Auxerrois
Marie-Guite DUFAY	Créscent MARAULT

Annexe 5

Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité :

Fonds régional des territoires

Entre :

La région Bourgogne-Franche-Comté (ci-après « la Région »)

Et

L'établissement public de coopération intercommunale «La Communauté de l'Auxerrois» (ci-après « l'EPCI)

La crise sanitaire liée au coronavirus et le confinement qui en a résulté ont mis en grande difficulté économique et financière les entreprises de l'économie de proximité. A ce titre, la Région et les EPCI conviennent d'un Pacte régional avec les territoires pour l'économie de proximité.

L'engagement de la Région est une contribution de 6€ par habitant et l'engagement global des EPCI est une contribution de 2€ par habitant.

Les deux fonds de ce dispositif sont dédiés à cette cible des TPE (très petites entreprises de 0 à 10 salariés) de l'économie de proximité de la Bourgogne-Franche-Comté,

Ce Pacte régional repose sur deux fonds :

- Un **fonds régional** d'avances remboursables, mutualisé et solidaire, auquel les EPCI contribuent par un versement à la Région à hauteur de 1€ par habitant.

- Un **fonds régional des territoires** de subventions opéré par les EPCI, auquel la Région contribue par un versement à chaque EPCI à hauteur de 5€ par habitant.

La Région agit dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique et en vertu du rôle de coordinateur de l'action économique donné par la loi NOTRe. Il est donc proposé la création au côté des EPCI et avec la Banque des territoires la création de deux fonds de dispositif de soutien à l'Economie de proximité pour un montant total qui sera au minimum de 27 millions d'euros (soit l'engagement des parties plus la contribution de la Banque des territoires).

Les deux fonds de ce Pacte sont complémentaires :

Un **fonds régional** d'avances remboursables

Fonds doté de 10,2 M€ euros

La contribution à ce fonds est de 10.2 M€ pour la Région dont 2,8 M€ proviennent de la contribution des EPCI (soit 1€ par habitant), et 3,4 M€ pour la Banque des territoires.

La contribution des EPCI à ce fonds est une contrepartie indissociable du fonds régional des territoires ci-dessous détaillé. Cette contribution des EPCI au fonds régional sera versée à la Région pour la constitution du fonds géré par la régie ARDEA.

Fonds régional des territoires délégué aux EPCI en soutien à l'Economie de proximité

Fonds doté de 16.8M€ minimum financé par :

- la Région à hauteur de 5€ par habitant (14 046 900€) dont 1€ en fonctionnement (2 809 380 €)
- les EPCI à hauteur d'au moins 1€ par habitant (2.8M€ minimum) au libre choix en fonctionnement ou investissement.

Chaque EPCI dispose donc des fonds de la Région et de sa propre contribution soit 6€ minimum par habitant (base INSEE) pour le fonds régional des territoires.

Ce fonds fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI, prévue dans la convention de délégation ci-après, conformément aux dispositions prévues par la Loi Notre.

RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ

communauté de l'auxerrois

Convention de délégation d'octroi des aides par la Région Bourgogne Franche Comte et d'autorisation d'intervention à la Communauté de l'Auxerrois

Pour le Fonds régional des territoires Délégué

Entre

La région Bourgogne-Franche-Comté, sise 4, square Castan - CS 51857 - 25031 BESANCON CEDEX, représentée par Madame Marie-Guite DUFAY, Présidente du Conseil régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente par délibération du Conseil régional n° ……en date 24 avril 2020, ci-après désignée par le terme « la Région »

et

La Communauté de l'Auxerrois ci-après désignée par le terme E.P.C.I. « Etablissement Public de Coopération Intercommunale », représenté par Monsieur Crescent MARAULT, président.e, dûment habilité.e à l'effet de signer la présente convention.

VU le Règlement Général d'Exemption par Catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 :

Vu le Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale pour la période 2014-2020 ;

Vu le Régime cadre exempté n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 ;

VU le Régime d'aides exempté n° SA.40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020,

Vu l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 du 20/03/2020 (Journal officiel de l'Union européenne / 2020/C 91 I/01).

VU le Règlement UE n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis,

VU le Régime SA n°56985 (2020/N) – France – COVID-19: Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises

VU les articles L.1511-1 à L.1511-8 et notamment l'article L.1511-2, L.1111-8 et R.1111-1 du Code général des Collectivités territoriales (CGCT),

VU la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPTAM,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe,

VU l'instruction NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015 relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi NOTRe,

VU le règlement budgétaire et financier adopté …….

VU le règlement d'intervention régionale adopté en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020 ;

VU la délibération du Conseil Communautaire en date du ….

VU la délibération du Conseil Régional en date des 25 et 26 juin 2020

Préambule

Le Fonds régional des territoires a pour objet de soutenir l'Economie de proximité. Il fait l'objet d'une délégation d'octroi des aides par la Région aux EPCI, prévue dans la présente convention, conformément aux dispositions prévues par la Loi Notre, pour la durée et dans les formes prévues dans la présente convention.

En outre, aux termes de l'article L.1511-2 du CGCT, modifié par l'article 3 de la loi du 7 aout 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) : « *le conseil régional est seul compétent pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région* ».

Toutefois aux termes du même article : *« dans le cadre d'une convention passée avec la région, les communes et leurs groupements peuvent participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la région* ».

Par ailleurs, l'article L.1511-2 prévoit également que « *le conseil régional peut déléguer l'octroi de tout ou partie des aides aux communes et à leurs groupements dans les conditions prévues à l'article L.1111-8 ».*

Aussi, la Région souhaite par la présente convention :

- autoriser l'EPCI « … » à intervenir en complémentarité de ses aides et régimes d'aides et définir les conditions et les modalités dans lesquelles ont lieu cette intervention.
- Déléguer à l'EPCI « … » l'octroi des régimes d'aides dans le cadre du fonds régional des territoires (en annexé 1 et 2 de la convention) et en définir les conditions d'application.

Il a été convenu

Article 1 : Objet de la convention

La convention a pour objet de définir les modalités de délégation d'octroi des aides relatives au fonds régional des territoires de la Région à l'EPCI telles que prévues par les articles L.1511-2 et L.1111-8 CGCT.

Conformément à l'article L.1111-8 CGCT cette délégation est exercée au nom et pour le compte de la Région.

Article 2 : Objet de la délégation

Article 2.1 : Périmètre de la délégation d'octroi :

Dans le respect des articles L.1511-2 et L.1111-8 CGCT, l'EPCI se voit déléguer l'octroi des aides adoptés par la Région et relatifs à

- l'investissement pour les entreprises de 0 à 10 salariés dont le régime d'aide votée par la Région est annexé à la présente (annexe 1).-

- des investissements économiques portés par l'EPCI, ou une commune ou tout autre bénéficiaire prévus par le régime d'aide voté par la Région est annexé à la présente (annexe 2).

- des prestations en ingénierie, actions de communication, actions collectives au bénéfice des entreprises de l'Economie de proximité dont le régime d'aide est voté par la Région est annexé à la présente (annexe 2)

Cette délégation s'exerce dans les conditions et formes prévues par la présente à l'exception de toutes autres aides directes relevant de la seule compétence de la Région.

A ce titre, la Région confie à l'EPCI la compétence d'octroyer en son nom et pour son compte les aides ci-dessus mentionnées et telles que prévues par les règlements d'intervention joints en annexe 1 et 2, tel qu'adoptés en assemblée plénière des 25 et 26 juin 2020.

Cette délégation est autorisée conformément à la durée de la convention prévue à l'article 5 sans possibilité de renouvellement.

Article 2.2 : Compétences de la région

Concernant les aides aux entreprises, la Région est seule compétente pour définir les régimes d'aides et les aides aux entreprises hors du champ de l'immobilier. Dans le cadre de la délégation de compétence d'octroi d'aides aux entreprises, la Région a défini ses régimes d'aide par le biais des règlements d'intervention joints en annexe 1 et 2. La Région avisera l'EPCI de toute modification apportée à ces règlements d'intervention.

Article 2.3 : Obligations de l'EPCI dans le cadre de la mise en œuvre de la délégation

L'EPCI s'engage à mettre en œuvre la délégation qui lui est consentie conformément à cette convention et aux règlements d'intervention adoptés par la Région en :

- accusant réception et en instruisant les demandes d'aides formulées par les bénéficiaires
- versant les aides directement au bénéficiaire dans la limite des crédits apportés par la région dans le cadre du Fonds régional des territoires.
- L'EPCI abondera ces aides à hauteur au minimum de 1€ par habitant et pourra toutefois abonder au-delà de cet engagement, qui constitue donc un plancher mais pas un plafond. Les modalités financières sont détaillées à l'article 3 de la présente.
- assurant la communication sur le fonds régional des territoires.

Article 2.4 : Objectifs à atteindre et indicateurs de suivi

La Région demande à l'EPCI d'atteindre les objectifs suivant :

- Faciliter le montage des dossiers dans le cadre de cette délégation
- Informer trimestriellement la Région de l'avancée des dossiers
- D'assurer une communication sur la contribution de la Région

Les indicateurs de suivi porteront sur le nombre de dossiers accompagnés et le nombre d'aides distribuées.

Article 2.5 : Contrôles de la Région :

L'EPCI s'engage à des remontées trimestrielles des aides attribuées et versées au titre de la présente délégation.

Elle s'engage également à l'établissement d'un bilan complet des aides versées aux bénéficiaires et des actions engagées au plus tard dans les 6 mois à compter de la fin de la convention comprenant une note de synthèse qualitative de l'utilisation des fonds et le relevé des aides attribués sur l'ensemble de la durée de convention

En outre, elle s'oblige à laisser la Région effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'elle jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que cette dernière soit en mesure de vérifier qu'il satisfait pleinement aux obligations et engagements issus des présentes.

Article 2.6 : suivi de la délégation

- L'EPCI s'engage à fournir à la région un état trimestriel des aides attribuées et des sommes versées auprès des bénéficiaires avec les éléments suivants :

Tableau synthétique trimestriel:

Nombre de structures aidées	montant total du projet	Montant total des aides	Montant total de l'aide régional

Tableau détaillé trimestriel

Dénomination de l'entreprise	SIREN	Effectifs	Régime juridique	Nom du projet	Montant total projet	Montant de l'aide	Date de décision	Date de versement

- D'assurer le reporting annuel des aides attribuées en application de l'article L.1511-1 CGCT dans le cadre du bilan annuel quantitatif et qualitatif des aides aux entreprises La Région devant rendre compte à l'Etat des aides octroyées sur son territoire cette formalité est indispensable dans le cadre de la délégation d'octroi.

.

Article 3 : Objet l'autorisation :

Conformément à l'article L.1511-2 alinéa 3 du CGCT, la Région Bourgogne Franche-Comté autorise l'EPCI « Communauté d el'Auxerrois» à octroyer une aide financière pour les projets relevant des règlements d'intervention annexés à la présente. Dans ce cadre, L'aide apportée par l'EPCI «Communauté de l'Auxerrois» intervient en complément de l'aide accordée par la Région.

L'EPCI « Communauté de l'Auxerrois » s'engage à respecter la réglementation relative aux aides d'Etat La Région pourra effectuer un contrôle sur le respect des régimes communautaires relatifs aux aides d'Etat dans le cadre de l'attribution des aides.

Article 4 : Conditions et modalités financières :

la Région contribue à hauteur de 271 328 € en investissement et 67 832 € en fonctionnement. La contribution de l'EPCI « Communauté de l'Auxerrois» s'élève à 67 832 €.

Ce fonds faisant l'objet d'une délégation de compétence d'octroi, la Région s'engage à verser la somme prévue ci-dessus à l'EPCI selon la modalité suivante :

La Région réalise une avance de 70% sur les crédits de fonctionnement et une avance 70% sur les crédits d'investissement à la signature de la convention puis 30% de solde sur justification par l'EPCI de l'utilisation des fonds :

Le solde, calculé au prorata des dépenses réalisées, est versé sur présentation :

- du bilan financier de l'opération signé de la personne compétente
- des justificatifs de dépenses : **état détaillé des mandats visé du comptable public** distinguant les dépenses d'investissement et de fonctionnement
- de la contribution donnée à la Région au titre du fonds régional en avances remboursables.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 6 mois à compter de la fin de la convention pour produire sa demande de versement du solde accompagnée des pièces justificatives exigées.

Passé ce délai, la subvention régionale ne pourra plus faire l'objet d'aucun versement.

La contrepartie de l'EPCI peut être en fonctionnement ou en investissement.

La contribution régionale au fonds régional des territoires est soumise à la contribution obligatoire de l'EPCI au fonds régional d'avance remboursable. Dans le cas où l'EPCI ne justifie pas de sa contribution au fonds régional, le solde ne lui serait pas versé.

S'il s'avère au terme de la convention, que les sommes utilisées soient inférieures au montant perçu lors de l'acompte, un reversement du trop-perçu sera demandé

Article 5 : Durée de convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature par les deux parties et jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 6 : Communication

Le bénéficiaire d'une aide régionale est tenu de mentionner le concours financier de la Région, dans l'objectif d'assurer la transparence sur l'octroi de fonds publics et la valorisation de l'action de la collectivité régionale.

En outre l'EPCI s'engage à :

- Notifier par un courrier avec le logo de la Région la décision d'octroi de l'aide au bénéficiaire.
- Mentionner la part du co-financement de la Région dans les courriers d'attribution des aides prévues à l'article 2.1.
- Inviter la Région lors des inaugurations d'équipements, ou visites de structures financées par ce dispositif.

La Région Bourgogne-Franche-Comté est identifiée notamment par le logotype suivant :



Dans le cadre de la présente convention, la Région demande au bénéficiaire de faire usage de ce logotype, dans les conditions de la charte d'usage disponible sur son site internet (kit communication dans la rubrique « en pratique ») afin de l'apposer sur la vitrine, à l'entrée de l'entreprise ou du commerce ou sur tout investissement réalisé dans le cadre du fonds régional des territoires

Le versement du solde de l'aide régionale sera conditionné au strict respect de ces dispositions que l'EPCI devra justifier.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, sous réserve de l'absence de modification de l'économie générale de la convention. Celui-ci précisera les éléments modifiés mais qui ne pourront remettre en cause l'objet de la convention tel que défini aux articles 1 à 3.

Article 8 : Résiliation

La convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités par la Région en cas de :

- Manquement total ou partiel de l'E.P.C.I. à ses engagements tels que définis par la présente,
- Inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par l'EPCI à la Région,

Article 9 : Règlement amiable

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont, par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

Article 10 : Juridiction compétente

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, le tribunal administratif de Besançon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Article 11 : Dispositions diverses

Les annexes 1 et 2 relatives aux règlements d'intervention font partie de la présente convention

Fait à Besançon, le

La Présidente du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté	Le Président de l'EPCI la Communauté de l'Auxerrois
Marie-Guite DUFAY	Créscent MARAULT

Syndicat Départemental d'Énergies de l'Yonne

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Commissions Locales d'Énergies

CONVENTION FINANCIÈRE

Avenant à la convention signée par la commune de Venoy

Description des travaux : Extension

Commune : VENOY

SDEY réf. : N° 19S2047EX

Entre

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne dont le siège est situé 4, Avenue FOCH, 89000 Auxerre
Représenté par Jean-Noël LOURY son Président en exercice **dûment habilité** par délibération N°79/2018 en date du 11/12/2018 et désigné ci-après par le terme « SDEY »,

et

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois **représentée par son Président**
Monsieur Crescent Marault , dûment habilité et désigné ci-après par le terme « demandeur »,

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I

Article I – Objet De La Convention

Suite au transfert de compétence « Assainissement collectif, non-collectif et eaux pluviales » imposé par la loi NOTRe en date du 1er janvier 2020, la présente convention a pour objet de définir les conditions de financement **pour solder les travaux d'Extension CONSTRUCTION STEP réalisées par le SDEY sur la commune de VENOY** selon les modalités définit dans le III de l'article L5211-5 du CGCT.

CHAPITRE II

Article I – Description Des Travaux

TRAVAUX D'EXTENSION CONSTRUCTION STEP

Le SDEY sera Maître d'Ouvrage et le Bureau d'étude assurera la maîtrise d'œuvre.
Les prestations du SDEY ne comprendront pas les branchements, ni les coffrets de comptages qui seront réalisés et facturés par ENEDIS. Yonne, sur demande expresse de la société et après que celle-ci ait choisi son fournisseur d'énergie.
Les travaux, objet de la présente convention, seront réalisés par le groupement d'entreprises adjudicataire du SDEY dans le cadre des marchés de travaux en cours, à l'exception des branchements et des coffrets de comptage qui seront mis en place par ENEDIS Yonne.

Article II – Plans D'exécution - Piquetage

Les plans d'exécution seront soumis par le SDEY à l'avis de tous les services et collectivités locales concernées.

Chapitre III – Montant définitif des travaux

Type de travaux	Montant HT	TVA (Récupérée par le SDEY)	Part commune 66% HT	SDEY 34% HT
Basse Tension	22 922.91 €	4 584.58 €	15 129.12 €	7 793.79 €

Tableau ci-dessus selon le règlement financier voté le 11/12/2018

Chapitre IV – Règlement Des Dépenses

un acompte de 50% du montant estimatif, à savoir 11939.73 € a été demandé à la commune de Venoy après réception de la présente convention signée des deux parties, préalablement au passage de la commande.

Il reste à devoir par la communauté d'agglomération de l'Auxerrois la somme de 3 189.39 € pour solder l'affaire.

Ce versement sera effectué sous forme d'un mandat administratif à verser à la Paierie Départementale de l'Yonne 68 rue du Pont 89000 Auxerre, après réception de l'avis des sommes à payer envoyé par celle-ci, suite à l'émission du titre de recettes correspondant par le SDEY.

À Auxerre le 03 AOUT 2020

Pour le SDEY
Le Président
Jean-Noël LOURY

Pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Le Président
Crescent MARAULT

DÉPARTEMENT DE L'YONNE
COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

sdey

Syndicat Départemental d'Énergies de l'Yonne

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Commissions Locales d'Énergies

CONVENTION FINANCIÈRE

Description des travaux : Extension v2

Commune : VENOY

SDEY réf. : N° 20S2002EX

Entre

Le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne dont le siège est situé 4, Avenue FOCH, 89000 Auxerre
Représenté par Jean-Noël LOURY son Président en exercice **dûment habilité** par délibération N°80/2019 en date du 9/12/2019 et désigné ci-après par le terme « SDEY »,

et

La communauté d'agglomération de l'Auxerrois **représentée par son Président Monsieur Crescent Marault**, dûment habilité et désigné ci-après par le terme « demandeur »,

Il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I

Article I – Objet De La Convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'études, de réalisation, de financement des travaux d'Extension POMPE DE RELEVAGE p/Montallery réalisées par le SDEY sur la commune de VENOY.

CHAPITRE II

Article I – Description Des Travaux

TRAVAUX D' EXTENSION POMPE DE RELEVAGE P/MONTALLERY v2

Le SDEY sera Maître d'Ouvrage et le Bureau d'étude assurera la maîtrise d'œuvre.
Les prestations du SDEY ne comprendront pas les branchements, ni les coffrets de comptages qui seront réalisés et facturés par ENEDIS. Yonne, sur demande expresse de la société et après que celle-ci ait choisi son fournisseur d'énergie.
Les travaux, objet de la présente convention, seront réalisés par le groupement d'entreprises adjudicataire du SDEY dans le cadre des marchés de travaux en cours, à l'exception des branchements et des coffrets de comptage qui seront mis en place par ENEDIS Yonne.
Les travaux de réseau de télécommunication signalés « RT » dans le tableau de l'article III font l'objet d'une convention avec Orange.

Article II – Plans D'exécution - Piquetage

Les plans d'exécution seront soumis par le SDEY à l'avis de tous les services et collectivités locales concernées.

Chapitre III – Montant estimatif des travaux

Type de travaux	Montant TTC	Montant HT	TVA (Récupérée par le SDEY)	Part demandeur 66% HT	SDEY 34% HT
Basse Tension	36 275.36 €	30 229.47 €	6 045.89 €	19 951.45 €	10 278.02€

Tableau ci-dessus selon le règlement financier voté le 9/12/2019

La participation du demandeur est calculée selon une estimation, qui reprend le montant des travaux et de la maitrise d'œuvre externe ou interne, fournie par le Maitre d'œuvre. Ce chiffrage est donc susceptible de variation.
Pour les travaux électriques et d'éclairage public, la TVA est entièrement récupérée par le SDEY.
Si les travaux ne sont pas acceptés, le montant de l'avant-projet sera intégralement à la charge du demandeur, soit 250 €.

Chapitre IV – Règlement Des Dépenses

Avant les travaux : **Uniquement pour les travaux supérieurs à 15 000€ TTC, un acompte de 50% du montant estimatif, à savoir 9975.72 €** sera demandé après réception de la présente convention signée des deux parties, préalablement au passage de la commande.

A réception des travaux : Pour tous les types de travaux, le solde sera demandé sur la totalité des travaux de l'affaire (avant-projet, missions de maîtrise d'œuvre, étude et travaux et travaux supplémentaires tels que dépose de poteaux et groupes électrogènes).
Ces versements seront effectués sous forme d'un mandat administratif à verser à la Paierie Départementale de l'Yonne 68 rue du Pont 89000 Auxerre, après réception de l'avis des sommes à payer envoyé par celle-ci, suite à l'émission du titre de recettes correspondant par le SDEY.

À Auxerre le 03 AOUT 2020

Pour le SDEY
Le Président
Jean-Noël LOURY

sdey
Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne
4 avenue Foch 89000 Auxerre
Tél. 03 86 52 29 60 www.sdey.fr

DÉPARTEMENT DE L'YONNE
COMMUNAUTÉ DE L'AUXERROIS

Pour la communauté d'agglomération de l'Auxerrois
Le Président
Crescent MARAULT

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Communauté de l'Auxerrois

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'Assainissement Non Collectif

Exercice 2019

Caractérisation technique du service

1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau intercommunal

- Nom de la collectivité : Communauté d'agglomération de l'auxerrois
- Caractéristique : Etablissement public de coopération intercommunale
- Compétence liée au service : Contrôle des installations
- Territoire desservi: Le SPANC communautaire s'exerce sur l'ensemble du territoire de la communauté de l'auxerrois, sauf sur les commune de Coulanges la Vineuse, d'Escamps, d'Escolives Sainte Camille, de Gy l'Evêque, de Vincelles et de Vincelottes. En effet, elles ont confié son exercice à la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre avant leur rattachement à la Communauté de l'auxerrois.
- Existence d'une commission consultative des services publics locaux : oui
- Existence de zonage d'assainissement (exception faite pour les communes de Branches, Chevannes, Escamps, Quenne, et Villeneuve Saint Salves)
- Existence d'un règlement de service : Oui, approuvé par le Conseil Communautaire le 4 décembre 2008, modifié le 13 décembre 2012.
- Dans sa délibération n°2016-076 en date du 9 juin 2016 le Conseil communautaire a décidé de passer la périodicité des contrôles de 4 à 8 ans.

2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en régie avec prestation de service.

Descriptif du contrat de prestation de service :

- Type de contrat : marché à ordre de service
- Missions du prestataire : Contrôle des installations d'assainissement non collectif

Société Véolia	
Date de début de contrat	8 septembre 2016
Durée du contrat	1 an reconductible 3 fois

3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.
Cette donnée n'est pas connue.
La population résidant sur le territoire de la Communauté de l'auxerrois était de 71 268 habitants au 1er janvier 2018.

4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service.

Autres communes que Branches, Quenne et Villeneuve Saint Salves

		Branches, Quenne, Villeneuve St Salves	Autres communes
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	0	20
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	20	20
30	Pour les installations neuves ou à réhabiliter, la délivrance de rapports de vérification de l'exécution évaluant la conformité de l'installation au regard des prestations réglementaires	30	30

30	Pour les autres installations, la délivrance de rapports de visite établis dans le cadre de la mission de contrôle du fonctionnement et de l'entretien	30	30
	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	80	80

Tarification de l'assainissement et recettes du service

5. Modalités de tarification

Au 1er janvier de chaque année :

Tarif du contrôle des in							
Tarif du contrôle							

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération n°94 du 12 décembre 2013 effective à compter du 01/01/2014
- Délibération n°13 du 12 février 2015 effective à compter du 12/02/2015
- Délibération n°201 du 14 décembre 2015 effective à partir du 01/01/2016
- Délibération n°2017-093 du 23 mars 2017 effective à partir du 29/03/2017
- Délibération n°2017-268 du 12 décembre 2017 effective à partir du 01/01/2018
- Délibération n°2018-183 du 20 décembre 2018 effective à partir du 01/01/2019
- Délibération n°2019-189 du 16 décembre 2019 effective à partir du 01/01/2020

6. Recettes/Dépenses

Recettes						
Redevance (70128)						
Produit exceptionnel (778						
Excédent reporté						

3. Indicateurs de performance

7. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Année	Nom d'ins d'ass non zone d'ass					

La communauté de l'auxerrois a procédé en 2019 a 96 contrôles dont 83 en zone d'assainissement non collectif se décomposant de la manière qui suit :

- 6 contrôles de conception conforme,
- 35 contrôles d'installations jugées conforme,
- 23 contrôles d'installations non conformes ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement
- 10 contrôles d'installations non conforme - Travaux obligatoire sous 4 ans
- 9 contrôles constatant l'absence d'installation imposant des travaux dans les meilleurs délais

4. Financement des investissements

Sans objet

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT VILLE D'AUXERRE

EXERCICE 2019

Table des matières

CHAPITRE 1. Les caractéristiques générales du service....3

1.1 Le territoire....3

1.2 Compétence Épuration des eaux usées....3

1.2.1 – Statuts du SIETEUA :....3

1.2.2 – Gestion du service public d'épuration des eaux usées :....3

1.3 Compétence Collecte des eaux usées....3

1.3.1 – Contrat d'affermage à partir du 1er janvier 2015 :....3

1.3.2 - Le contenu de l'affermage....3

CHAPITRE 2. Le contrat d'affermage du service de collecte des eaux usées, unitaires et pluviales....4

2.1 Les principales dispositions du contrat....4

2.2 Les indicateurs du contrat....5

2.2.1 – Indicateurs techniques :....5

2.2.2 – Indicateurs financiers :....5

CHAPITRE 3. Les Indicateurs Techniques....5

3.1 Description du schéma d'assainissement des eaux usées....5

3.2 La communication sur le contrat....6

3.3 Les indicateurs techniques 2018 pour le système de collecte....6

3.4 Le diagnostic permanent des réseaux - Bilan débit pollution....7

3.5 Mesures environnementales....8

3.6 Système d'Information Géographique....10

3,7 Les indicateurs réglementaires – Année 2019....10

3.8 Les indicateurs financiers 2019 pour le système de collecte....11

3.8.1 Volumes consommés....11

3.8.2 Compte annuel de résultat de l'exploitation (CARE)VEOLIA....11

3.8.3 Renouvellement....12

3.8.4 Travaux sur le branchement eaux usées et unitaire :....12

CHAPITRE 4. Programme pluriannuel de travaux sur le système des eaux usées....12

CHAPITRE 5. Prix du Service de l'assainissement....13

5.1 Les éléments constitutifs de la facture....13

5.1.1 Part fermière....13

5.1.2 Part communautaire....13

5.1.3 Redevances de l'Agence de l'eau....13

5.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)....13

5.2 Décomposition du prix du service collecte et traitement des eaux usées....14

5.3 Répartition des recettes par bénéficiaire....14

5.4 Analyse comparée de deux factures de 120m3....15

5.5 Détail du calcul de la rémunération du fermier....18

CHAPITRE 6. Éléments financiers du service....18

6.1 Présentation des autres recettes d'exploitation du fermier....18

6.2 Encours de la dette supporté par la ville....18

ANNEXE....19

CHAPITRE 1. Les caractéristiques générales du service

1.1 Le territoire

Le service de collecte et d'épuration des eaux usées s'étend sur l'ensemble du territoire de la commune d**'Auxerre** y compris la commune associée de **Vaux** et les hameaux de **Jonches, Laborde et les Chesnez**.
La compétence collecte est assurée par la Ville d'Auxerre.
La compétence épuration a été transférée au Syndicat Intercommunal d'Epuration et de Traitement des Eaux Usées de l'Auxerrois **(SIETEUA)** le 1er avril 2004.

1.2 Compétence Épuration des eaux usées

1.2.1 – Statuts du SIETEUA :

Afin de gérer ensemble et de manière globale l'épuration et le traitement des eaux usées, les communes d'**Appoigny**, **Gurgy**, **Monéteau**, **Perrigny** et **Auxerre** ont décidé de créer un syndicat intercommunal à vocation unique.
Un arrêté préfectoral du 8 juin 1998 a ainsi créé le **Syndicat Intercommunal d'Epuration et de Traitement des Eaux Usées de l'Auxerrois (SIETEUA).**

1.2.2 – Gestion du service public d'épuration des eaux usées :

Depuis le 31 décembre 2008, le mode de gestion du SIETEUA est dorénavant assuré en régie directe avec un prestataire de service intervenant en tant que conseil. Cette prestation est assurée par la société Lyonnaise des Eaux France (2015-2022).

1.3 Compétence Collecte des eaux usées

1.3.1 – Contrat d'affermage à partir du 1er janvier 2015 :

Le contrat d'affermage, signé avec la société VEOLIA Eau, a pris effet à compter du 1er janvier 2015, pour une durée de huit ans.
Le fermier a le droit exclusif d'assurer les activités de collecte sur le territoire communal. Le contrat met à sa charge des obligations de résultat en terme de qualité des rejets et de permanence du service. En contrepartie de ses obligations, le fermier est autorisé par le contrat à percevoir auprès des usagers la redevance d'assainissement des eaux usées. Il est lié envers les usagers par le règlement du service annexé au contrat.
Le montant de la redevance du fermier au 1er janvier 2019 est de **0,2705** euros HT par mètre cube d'eau facturé pour l'exploitation des réseaux d'eaux usées, des réseaux unitaires et des ouvrages.
L'exploitation des réseaux d'eaux pluviales est facturée sur le budget principal, semestriellement. Le montant du forfait annuel pour 2019 est de **165 181 euros HT.** Ce prix sera actualisé chaque année conformément au contrat.

La commune est chargée du contrôle de la bonne exécution du contrat.

1.3.2 - Le contenu de l'affermage

Les compétences déléguées à la société VEOLIA sont les suivantes :

- l'exploitation des installations de collecte des eaux usées, unitaires et pluviales,
- la surveillance, l'entretien et la réparation des canalisations, des branchements et des postes de relevage,
- le contrôle de conformité des branchements domestiques,
- l'assistance pour la mise en place de conventions de déversements industriels,
- la détection et la correction des anomalies des réseaux,
- le conseil et l'assistance technique sur les ouvrages et le fonctionnement du service,
- les mesures environnementales : la neutralité carbone du service, la performance énergétique pour optimiser le fonctionnement .
-

CHAPITRE 2. Le contrat d'affermage du service de collecte des eaux usées, unitaires et pluviales

2.1 Les principales dispositions du contrat

Communication vers les usagers

- Permanence téléphonique en continu pour les clients.
- Service à la clientèle accueil téléphonique et physique aux heures de bureau
- Envoi du règlement de service et de "Le Petit Journal de l'Eau" aux usagers
- Action de sensibilisation auprès des enfants

Communication avec la collectivité

- Comité technique mensuel + de pilotage semestriel
- Consultation à distance des documents de l'exploitation via un portail technique
- Veille juridique nouveaux textes réglementaires impactant le service

SIG (Système d'information géographique)

- Proposer une visualisation du SIG à la collectivité dans les 6 premiers mois;
- Intégration des emplacements et caractéristiques des réseaux et ouvrages ;
- Intégration des interventions sur le réseau (Géolocalisation des boîtes de branchements, interventions préventives et curatives, intégration des ITV et des enquêtes de conformité;)

Exploitation courante

- Curage : des réseaux, des avaloirs et des postes de relèvement
- Entretien des bassins d'orage
- Réalisation d'enquêtes de conformité

Programme d'intervention sur les réseaux et ouvrages

- Travaux d'entretien et de réparations courantes des installations
- Travaux de renouvellement (matériel lié au poste de relevage) et fourniture de tampons
- Pose de boites de branchement sur les réseaux unitaires ou eaux usées (15 unités/an)
- Bilan débit pollution
- Inspections télévisées et inspections nocturnes

Rejet des activités

- Contrôle avec analyse annuelle des usagers non domestiques qui bénéficient d'une convention de rejet
- Etablissement d'une liste des établissements susceptibles d'être concernés par une convention
- Contrôle tous les 2 ans des usagers assimilés domestiques
- Mesure de pollution (métaux lourds) à l'aide de capteurs passifs installés dans le réseau
- Concertation avec les industriels concernés
- Proposition de prescriptions techniques particulières pour les non domestiques et pour les assimilés domestiques à annexer au règlement de service

Gestion globale des réseaux et ouvrages

- Diagnostic permanent des réseaux avec le suivi des postes de relèvement plus 3 points
- Suite aux ITV, notation des tronçons et analyse avec proposition de renouvellement

Mesures environnementales

- Audit énergétique et moyens mis en œuvre pour optimiser la performance énergétique
- Bilan des GES (Gaz à Effet de Serre) avec objectif chiffré pour réduire les GES et arriver à la neutralité carbone
- Autosurveillance des points réglementés de déversement au milieu
- Etude de faisabilité pour récupérer la chaleur des eaux usées

Aspects financiers

- Le reversement de la redevance assainissement communale dans un délai de quinze jours après le reversement du délégataire assurant la facture, Suez
- L'engagement du délégataire sur un montant minimal de renouvellement,
- Le reversement à la collectivité d'une redevance annuelle pour contrôle et une seconde pour l'occupation du domaine public

2.2 Les indicateurs du contrat

2.2.1 – Indicateurs techniques :

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

2.2.2 – Indicateurs financiers :

Le Délégataire doit fournir le détail des charges et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur (personnel avec fourniture de l'organigramme du service, matériel, matériaux, énergie, frais généraux, travaux de renouvellement effectués et frais financiers).

Les charges sont décomposées selon les trois catégories suivantes :

- les charges directes, qui peuvent être rattachées à une pièce comptable. Il s'agit des dépenses d'électricité des installations, des charges de personnel attaché au contrat, des analyses ;
- les charges réparties, qui correspondent à une charge commune à plusieurs contrats. Les charges réparties seront décomposées par niveau hiérarchique (par exemple : frais de siège national, de direction régionale) et justifiées ;
- les charges calculées, qui correspondent à un calcul propre au contrat. Il s'agit par exemple de calculs d'amortissement ou des dotations pour renouvellement.

Le Délégataire doit aussi transmettre le détail des recettes de l'exploitation faisant apparaître les produits de chaque part de la rémunération du délégataire avec indication de leur assiette, les produits des travaux et des prestations exécutées en application du contrat.

CHAPITRE 3. Les Indicateurs Techniques

3.1 Description du schéma d'assainissement des eaux usées

Le système d'épuration :

La station d'épuration d'Appoigny recueille les eaux usées de cinq communes de l'agglomération auxerroise (données INSEE 2013)

	AUXERRE	APPOIGNY	GURGY	MONETEAU	PERRIGNY
Nombre d'habitants	36 862	3 187	1 609	4 114	1 609

Le traitement des eaux usées est de type boues activées forte charge (85 000 équivalent-habitants).
La capacité de la station d'épuration est définie en équivalent-habitants, c'est-à-dire sur la base du nombre de personnes dont elle serait en mesure de traiter les effluents si elle ne recevait que des effluents domestiques.

Le système de collecte :

Le réseau est en partie unitaire sur Auxerre (45%) et Appoigny; séparatif sur Monéteau, Gurgy et Perrigny.
Au 31 décembre 2019, le linéaire réel (d'après le SIG) de réseau appartenant à la Ville d'Auxerre est de 290 km environ (hors refoulement), répartis de la façon suivante :

	Données réelles d'après le SIG
Réseaux unitaires	75,251 km(75 km au 1/12/2014)
Réseaux eaux usées (en gravitaire)	103,976 km (99km au 1/12/2014)
Réseaux eaux usées (en refoulement)	4,5 km
Réseaux eaux pluviales	112,273 km (110 km au 1/12/2014)

Linéaire total des réseaux (hors refoulement)	295,9 km (284 km au 1/12/2014)
Postes de refoulement (dont 1 à l'arrêt	17 unités
Avaloirs	5 255 unités

3.2 La communication sur le contrat

La communication avec la collectivité est assurée dès le début du contrat avec la mise en place des outils suivants :

- Consultation à distance des documents de l'exploitation via un portail technique
- Traitement direct des "allo mairie"
- Veille juridique nouveaux textes réglementaires impactant le service

Des réunions techniques mensuelles sont mises en place en plus des points réguliers.

3.3 Les indicateurs techniques 2018 pour le système de collecte

Les indicateurs figurent dans le rapport technique et financier du délégataire, joint en annexe.
Le contrat a débuté le 1er janvier 2015. Les objectifs de curage et d'ITV sont les suivants :

- **Curage des réseaux :**

L'objectif total de curage préventif pour l'année 2019 est de 30 000 ml.

- Eaux Usées : 15 000 ml
- Eaux Pluviales : 8 000 ml
- Unitaires : 7 000 ml

Le délégataire a réalisé les prestations ci après :

Prestations diverses Curage préventif	objectif annuel 2015	cumul annuel	% de réalisation	objectif annuel 2016	cumul annuel	% de réalisation	objectif annuel 2017	cumul annuel	% de réalisation	objectif annuel 2018	cumul annuel	% de réalisation	objectif annuel 2019	cumul annuel	% de réalisation
réseau unitaire	7000ml	5181ml	74%	**8819ml**	8275ml	94%	**7544ml**	8881ml	118%	**5663ml**	9118ml	161%	**3545ml**	6057ml	171%
réseau séparatif eaux usées	15000ml	17989ml	120%	**12011ml**	14840ml	124%	**12171ml**	14706ml	121%	**12465ml**	14029ml	113%	**13436ml**	17583ml	131%
réseau séparatif eaux pluviales	8000ml	6341ml	79%	**9659ml**	6946ml	72%	**10713ml**	9319ml	87%	**9394ml**	8457ml	90%	**8937ml**	11550ml	129%
Total réseau	30000ml	29511ml	98%	**30489ml**	30061ml	99%	**30428ml**	32906ml	108%	**27522ml**	31604ml	115%	**25918ml**	35190ml	136%
Chambres à Sables	18	19	106%	**18**	17	94%	**18**	19	106%	**18**	20	111%	**18**	18	100%
Avaloirs															
centre ville	36*23	805	97%	**828**	828	100%	**828**	828	100%	**828**	805	97%	**828**	805	97%
hors centre ville	5 102	5 075	99%	**5102**	4 981	98%	**5223**	4 610	88%	**5715**	4 826	84%	**5991**	4 924	82%
curage des séparateurs	1*5	5	100%	**1*5**	5	100%	**1*5**	5	100%	**1*5**	5	0%	**1*5**	5	100%
Curage des bassins pluviaux	1*2	7		**1*2**	4		**1*2**			**1*2**	0		**1*2**	0	0%
Entretien poste de relèvement	79	78	100%	**79**	73	92%	**79**	80	101%	**79**	80	101%	**79**	77	97%
Entretien DO															
Supérieur à 2 000 EH	12 *2	26	108%	**12 *2**	5	21%	**12 *2**	0	0%	**12 *2**	0	0%	**12 *2**	0	0%
Inférieur à 2 000 EH	1 *19	18	95%	**1 *19**	7	37%	**1 *19**	1	5%	**1 *15**	1	5%	**1 *15**	1	5%
Curage Bassin d'orage	1*3			**3*1**			**1*3**			**1*3**			**1*3**		
Bassin de la chaînette	12	11	92%	**12**	10	83%	**12**	15	125%	**12**	7	58%	**12**	10	83%
Autre bassin	5	3	60%	**5**	0	0%	**5**	0	0%	**5**	0	0%	**5**	0	0%

Dans l'ensemble, le délégataire a respecté les engagements contractuels.

***Détail des quantités des déchets évacués*:**

	2015	2016	2017	2018	2019
sables	411,87	256,78	209,49	200,94	247,48
boues	58,31	147,1	189,25	182,7	76,8
hydrocarbure	14,5	6,04	0	3,34	11,92
graisses	0	18,02	0	0	6
Total	**484,68**	**427,94**	**398,74**	**386,98**	**342,2**
% (n/n-1)		-11,71 %	-6,82 %	-2,95 %	-11,57 %

Le tonnage de déchets évacués a diminué assez fortement. Cela est peut être lié aux faibles précipitations de l'année 2019.

- **Inspection vidéo des réseaux :**

Dans le cadre du précédent contrat près de 245 km de réseaux ont été inspectés.
L'objectif du nouveau contrat est d'arriver à inspecter l'ensemble du linéaire des réseaux au terme du contrat, soit 7 000ml/an.
VEOLIA devait inspecter sur l'année 209, 8 486 ml car l'objectif total 2018 n'avait pas été atteint.
L'objectif 2019 n'est également pas respecté. Le linéaire sera ajouté à l'objectif annuel 2020, soit +4 087 ml à inspecter de l'objectif de base (7 000ml)

Prestations	objectif annuel 2019	cumul annuel	% de réalisation
Inspections télévisées	8486	4399	51,84 %

- **Enquêtes de conformité :**

L'objectif annuel contractuel était de 1 000 enquêtes. La ville et VEOLIA ont signé au 1er janvier 2018 un avenant incluant la diminution du nombre d'enquête à **500 /an.**
La valeur des contrôles manquant sur les années 2015 et 2016 ont été intégrés dans l'avenant.
En revanche, les 196 contrôles manquant sur l'année 2017 sont intégrés à l'objectif 2018, soit au total 696 contrôles.
Les 37 enquêtes manquantes sur l'année 2018 seront ajoutées à l'objectif 2019, soit au total 537 contrôles.

	2015	2016	2017	2018	2019
Objectif	754	735	804	696	537
Enquêtes réalisées	753	732	805	659	621
% de réalisation	99,87 %	99,59 %	100,12 %	94,68 %	115,64 %
vente	305	318	651	524	499
campagne	448	414	154	135	122
Nombre de non conforme	279	125	116	119	133
% de non conforme	37,8 %**	17,08 %	14,41 %	18,06 %	21,42 %

**Pour mémoire : Le pourcentage de non conforme de l'année 2015 est surévalué. Il comprend la campagne du secteur sud avec la future mise en séparatif des réseaux actuellement en unitaire. Lors du contrôle les usagers sont identifiés non conformes par rapport à notre futur projet. Or, à ce jour ils sont conformes vis à vis du réseau unitaire existant*.

Les non conformes restent toujours proche des 20 % , alors que la moyenne habituelle est de 20 %.

3.4 Le diagnostic permanent des réseaux - Bilan débit pollution

- Diagnostic permanent

Ce diagnostic a pour objectif de mettre en évidence des désordres sur certains secteurs et de cibler les actions à réaliser sur le réseau.
Grâce au suivi permanent des postes de refoulement avec l'enregistrement du temps de fonctionnement des pompes, la société VEOLIA a mis en évidence sur certains bassins versants :

- les apports de claires permanentes (eau de nappe / drainage)
- les apports d'eaux pluviales

Le résultat de ce diagnostic varie en fonction des précipitations et de leur intensité. L'année 2019 a été particulièrement sèche (592 mm contre en moyenne 675mm). Les résultats de l'année 2019 sur le suivi des postes sont globalement meilleurs, près de 20 % en moins d'eau claire dans arrivant aux principaux postes.

3.5 Mesures environnementales

Dans le cadre de son contrat, VEOLIA a réalisé plusieurs études environnementales sur l'année 2019 :

- Autosurveillance des points réglementés de déversement au milieu

Le système de collecte de la ville d'Auxerre est soumis à la réglementation de l'autosurveillance et plus particulièrement les points suivants :

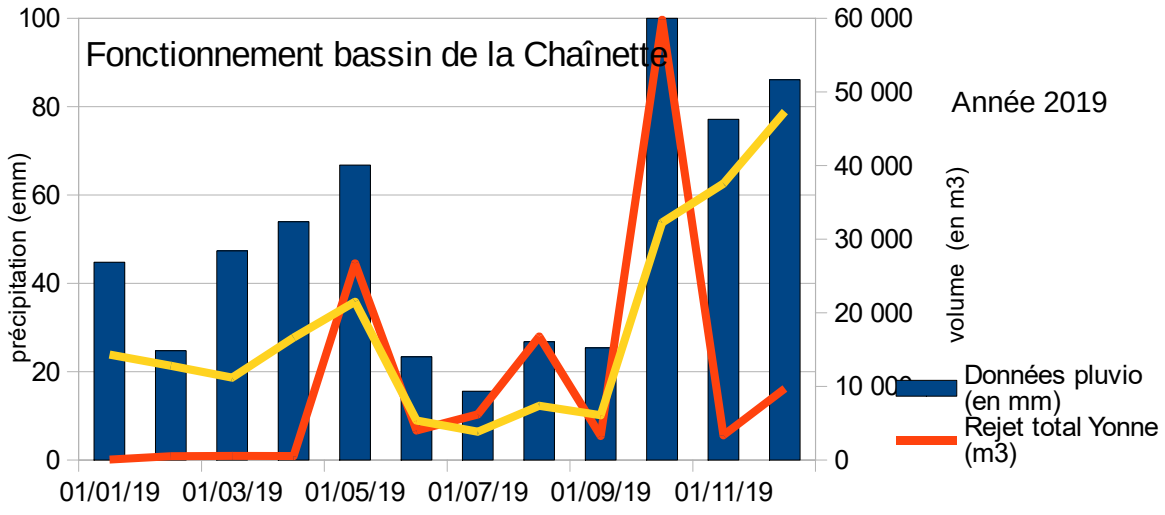
Nom	***Bassin versant***	***Mesures réglementaires(2016)***	***Résultat 2016*** *Pluviométrie : 747mm*	***Résultat 2017*** *Pluviométrie : 572mm*	***Résultat 2018*** *Pluviométrie : 571mm*	***Résultat 2019*** *Pluviométrie : 592 mm*
DOC	Boulevard de la Chaînette 134 ha plus maillage (13860 hab)	*Mesure volume et charge déversée à l'yonne*	29 déversements	24 déversements	24 déversements	28 déversements
Chambre JB*	Rond point de la Chaînette ; bassin versant : 65 ha	*Mesure volume et estimation charge déversée à l'yonne*	93 déversements	54 déversements	20 déversements	22 déversements
DOJ	Site de la prévention routière		déversement à chaque grosse pluie			

Pour mémoire *: Courant 2016, la chambre JB indiquait un déversement même pour une très faible pluie (0,2mm). Ce dernier était lié à un défaut de la sonde. Le problème est solutionné depuis la fin du premier semestre 2017, d'où la présence encore de 54 déversements;*

Important : la police de l'Eau définit comme déversement, tout jour de déversement quelque soit la durée du déversement (de 1 minute à 24 heures)

Sur l'année 2019, le volume collecté par le bassin d'orage de la Chaînette et restitué au réseau d'assainissement représente plus de 80 % du volume total collecté par les réseaux de son bassin versant (voir diagramme ci après). Ce qui signifie que moins de 20 % du volume total par temps de pluie rejoignent le milieu naturel, l'yonne.

Les périodes de déversement dans l'yonne correspondent souvent à des périodes de pluies intenses.



- Autosurveillance des autres points de déversement au milieu

Depuis le début de l'année 2013, la ville d'Auxerre s'est fixée pour objectif de suivre sur une période représentative (au minimum un an) l'ensemble des déversoirs d'orage non suivis même s'ils ne sont pas soumis à la réglementation de l'autosurveillance.
Pour cela, elle s'est équipée de 2 détecteurs dits "mobiles" qui permettent de suivre pendant un an chaque déversoirs d'orage.
Cette opération a permis de supprimer 4 déversoirs d'orage qui ne déversait jamais et d'en ré-hausser un qui déversait trop souvent.
A ce jour sur le 17 déversoirs existants, 4 restent à surveiller.

- ***Audit énergétique de tous les postes sur Auxerre***

Objectif contrat : 23 W/m³ d'eau relevé
Estimation de 2015 : 38,4 W/m³ d'eau présent en aval d'Auxerre

	Cons élec de tous les postes	Quantité mesurée en aval d'Auxerre	Ratio W/ m³
2016	174 389 kwh	4 358 868 m3	40 W/m³ d'eau relevé
2017	106 283 kwh	3 515 333m3	30 W/m³ d'eau relevé
2018	114 773 kwh	3 685 712m3*	31 W/m³ d'eau relevé
2019	102 930 kwh	3 361000m3*	30,6 W/m³ d'eau relevé

** 80 % du volume arrivant à la station d'épuration*

Le ratio consommation énergétique par mètre cube rejeté par la ville d'Auxerre est stable depuis 3 an et l'objectif n'est pas atteint.

Remarque : le volume retenu reste une estimation tant que le débitmètre situé en aval d'Auxerre ne fonctionne pas.
La réalisation d'amélioration du poste de la Noue aura un impact qu'en 2020.

- ***Bilan carbone - Gaz à effet de serre***

Le délégataire a réalisé en 2015 un bilan des GES (Gaz à Effet de Serre) avec des objectifs chiffrés pour les réduire et arriver à la neutralité carbone.
Le bilan carbone repose sur les points suivants :

- Energie liée au réseau de collecte, au chauffage des bureaux
- Déplacements domicile/travail et déplacements professionnels
- Achat de matériels / Réparations, scellements et travaux divers
- Activité de curage, d'inspection télévisée
- Traitement aval et valorisation de matière de curage

Le résultat global du bilan carbone du contrat est comme suit :

	Tonne eq CO2	Tonne eq CO 2évitées	Tonne eq CO2 évitée par achat d'énergie renouvelable
2015	229 t	3,2t	
2016	366 t	1 t	365 t
2017	206 t	1 t	205 t
2018	273 t	1,4 t	272 t
2019	279 t	0,5 t	278 t

La consommation des tonnes eqCO2 en 2019 est liée principalement au linéaire de curage effectué.
L'entreprise VEOLIA s'est donc engagée à compenser les 278t eq CO2 dans une action de reforestation au Pérou avec une valeur de 12€TTC/ t soit un montant total reversé pour cette action de 3 336€ TTC.

- ***Recherche de la pollution par métaux lourds*** à partir de la pose de pieuvres* dans les réseaux .
VEOLIA doit la recherche des métaux lourds sur 5 points par an. Ces paramètres sont très variables et les points de mesures doivent être relativement rapprochés pour être représentatifs. D'un commun

accord entre la ville et VEOLIA sur l'année 2017, aucune mesure n'a été effectuée et dix l'ont été en 2018, sur le secteur industrialisé de l'avenue Jean Mermoz.
Les mesures ont révélé des quantités élevées en chrome et cuivre au poste allée des Bourdillats.
Des visites des activités étaient programmées courant 2019 et sont reportées en 2020 ;
Soit 20 visites sur l'année 2020 dont Yonne Républicaine, qui normalement n'a pas ses eaux industrielles de raccordées au réseau.
**pieuvre est un support composé de plusieurs lacets qui permet de capter les micropolluants métalliques présents dans les eaux usées.*

- ***Rejet des effluents non domestiques et assimilés domestiques***

VEOLIA a effectué 12 analyses sur les principaux rejets industriels qui bénéficient d'une autorisation de déversement.

3.6 Système d'Information Géographique

Le SIG VEOLIA présente plusieurs anomalies découvertes par la ville.
Le SIG étant un SIG national, les modifications sont longues et non achevées à ce jour notamment la vérifications du raccordement des branchements sur le réseau.

La mise à jour des plans de récolement est régulière.

3,7 Les indicateurs réglementaires – Année 2019

Référence	Intitulé de l'indicateur	Valeur de l'indicateur	Unité
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	36 836	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement	25	
D 204.0	Prix du service de l'assainissement seul au m3 TTC	2,2	€/m3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées ; nombre de raccordés en 2019 environ : 18 911	95	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	115/120	points
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fonds de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (les usagers doivent porter plainte pour que le désordre soit pris en compte)	0.00	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0,55	nb/100 km
P 253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées		%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité		an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (2015)	3	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Détail de certains indicateurs :

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**

Suite à l'arrêté du 2 décembre 2013, le calcul de cet indice est modifié. La note de 40 est obtenue si la date de la pose (ou de la réhabilitation) des réseaux est connue sur l'ensemble du territoire de la ville.
La mise en place du SIG a permis d'avoir une connaissance détaillée des réseaux de collecte. La totalité du linéaire de réseaux est intégrée dans le système. Les interventions sont localisées dans une base de données

en parallèle. La date de pose des réseaux est connue sur environ la moitié du linéaire et a été renseignée courant 2016.

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indice est compris entre 0 et 120. Actuellement, il est de 80 points ce qui correspond à la connaissance des exutoires lors de la mise en place du SIG et au suivi du bassin d'orage de la Chaînette.
En effet, la création du bassin d'orage de la Chaînette et son suivi permettent d'avoir une connaissance plus précise des rejets au milieu naturel. La pollution collectée à ce bassin est estimée à plus d'1/3 de la pollution totale de la ville d'Auxerre. Son suivi est opérationnel depuis 2013, le volume déversé à l'Yonne représente environ 30% du volume total arrivant au bassin. Ces résultats corroborent les précédentes études.

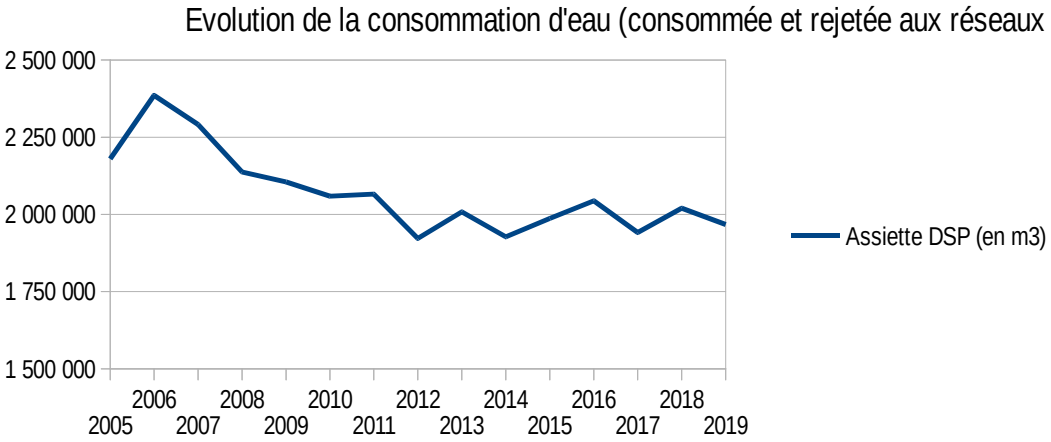
3.8 Les indicateurs financiers 2019 pour le système de collecte

3.8.1 Volumes consommés

Les volumes consommés correspondant à l'assainissement pour l'année 2019 sont de 1 967 189m3, soit une baisse de 2,62% par rapport à l'année 2018

Le tableau ci dessous détaille l'évolution de l'assiette DSP et communale :

	2015	2016	2017	2018	2019
Assiette DSP (en m3)	1 986 876	2 043 819	1 941 745	2 020 217	1 967 189
Assiette communale (en m3)	1 934 736	1 991 791	1 899 692	1 941 481	1 954 524
Variation de l'assiette DSP, P/R à l'année n-1		2,87%	-4,99%	4,04%	-2,62%



Depuis l'année 2005, la consommation a diminué de près de 10 % et se stabilise depuis 2011.

3.8.2 Compte annuel de résultat de l'exploitation (CARE)VEOLIA

Le détail des éléments financiers de VEOLIA figure dans le mémoire joint au rapport.
Le compte du délégataire est, depuis le début du contrat, négatif et est pour l'année 2019 de **-45 189 €.**

Résultat du CARE	Montant en €
2015	-334 992,00 €
2016	-119 436,00 €
2017	-84 787,00 €
2018	-85 181,00 €
2019	-47 189,00 €
Total	-671 585,00 €

Pour mémoire : L'année 2015 est faussée, une partie de la redevance 2015 a été perçue sur l'année 2016. On peut considérer que VEOLIA n'a reçu que 75 % de la redevance 2015 avant le 31/12/2015.

3.8.3 Renouvellement

Les montants consacrés au renouvellement dans le contrat sont consommés comme suit :

	dotation /an	Budget dépensé	Solde dotation	Cumul dotation	Montant cumulé	cumul solde
2015	27 436,00 €	25 844,24 €	1 591,76 €	27 436,00 €	25 844,24 €	1 591,76 €
2016	27 274,16 €	24 422,55 €	2 851,61 €	54 710,16 €	50 266,79 €	4 443,37 €
2017	27 228,28 €	19 616,30 €	7 611,98 €	81 938,44 €	69 883,09 €	12 055,35 €
2018	27 581,88 €	48 575,95 €	-20 994,07 €	109 520,32 €	118 459,04 €	-8 938,72 €
2019	29 381,32 €	22 552,88 €	6 828,44 €	138 901,64 €	141 011,92 €	-2 110,28 €

Dépense principale de l'année 2019 : la fin du renouvellement du poste de refoulement du CIGA et le changement des pompes du PR RN6.

3.8.4 Travaux sur le branchement eaux usées et unitaire :

Depuis l'avenant de 2018, VEOLIA doit contractuellement la création de 8 boîtes de branchement sur les réseaux eaux usées ou unitaires.
Sur l'année 2019, seulement 5 boîtes de branchement ont été effectuées.

CHAPITRE 4. Programme pluriannuel de travaux sur le système des eaux usées

La ville d'Auxerre poursuit son programme d'investissement sur les réseaux et ouvrages d'assainissement, les investissements concernent :

- les travaux de remplacement de réseaux anciens
- la mise en séparatif des réseaux
- l'aménagement des déversoirs d'orage et l'autosurveillance des réseaux
- l'étude et la suppression des eaux parasites permanentes
- la création de bassins de rétention et d'infiltration des eaux pluviales

Depuis 2009, pour la programmation des travaux, les services de la ville disposent d'un diagnostic interne. Cette analyse s'appuie sur le Système d'Information Géographique, lié au contrat d'affermage, sur la connaissance des réseaux et sur l'analyse des inspections télévisuelles.

A ce jour, environ 255 km d'inspections télévisuelles sont disponibles.
Ces inspections ont permis de comptabiliser le nombre et le type d'anomalies de chaque tronçon et par conséquent d'en définir l'état général du tronçon.
Le programme de travaux d'assainissement est également lié au programme de voirie.

Programme de travaux 2019

Les **tableaux** ci-après présentent la liste des opérations relatives au programme de travaux d'assainissement **2019.**
En 2019, le taux de renouvellement des réseaux d'eaux usées et unitaires de 0,65 %. Ce pourcentage, sous la moyenne habituelle de 1% s'explique par a réalisation de mise en séparatif des réseaux du secteur sud et la réalisation et le suivi des travaux de mise en conformité en domaine privé. Travaux très chronophages.

Localisation	Type de travaux		Montant HT
L Braille 2 / Tassigny	mise séparatif, pose de réseau d'eaux usées	1017ml	806 843,00 €
louis Braille 2	Travaux en domaine privé	45 u	128 023,88 €
Denfert Rochereau	DO+ surverse	1 u	78 255,00 €
Restif de la Bretonne	création Unit	50ml + 5bts	43 803,85 €
Bourgogne	création Unit	98ml	67 113,38 €
Montant Total			**1 124 039,11 €**
Linéaire total (ml)		**1165**	

Prévision de programme de travaux 2020 sur Auxerre en eaux usées

Poursuite du programme de mise en séparatif du secteur sud avec :
- Travaux pour la mise en séparatif de la rue Louis Braille II et Avenue de Lattre de Tassigny
- Travaux de mise en conformité en domaine privé de ce même secteur

Extension de réseau : rue des Boutilliers / Rue de Vallan à Vaux

CHAPITRE 5. Prix du Service de l'assainissement

5.1 Les éléments constitutifs de la facture

5.1.1 Part fermière

Cette part correspond à la partie nette des recettes qui revient au délégataire pour le service qu'il fournit aux usagers. Elle est fonction des volumes consommés.
Ce prix correspond aux coûts d'exploitation des réseaux d'assainissement.

5.1.2 Part communautaire

Depuis le transfert de la compétence assainissement le 1 janvier 2020, **le conseil communautaire** fixe chaque année le montant de la part collecte et traitement applicable à chaque m3 consommé. Elle permet d'équilibrer le budget annexe de l'assainissement de la collectivité qui finance les investissements de premier établissement nécessaires au développement de ce service.
Pour l'année 2020, il a été décidé de conserver le montant des redevances de l'année 2019, à savoir :

	1er janvier 2005	à	1er janvier 2014	1er janvier 2015	1er janvier 2016	1er janvier 2017	1er janvier 2018	1er janvier 2019	1er janvier 2020	Évolution (année n /année n-1)
Redevance réseaux (€ HT)	0,4159		0,4159	0,6099	0,6404	0,6724	0,7060	0,7413	0,7413	0%
Redevance traitement (€ HT)			0,8370	0,8370	0,8370	0,8370	0,800	0,800	0,800	0%

5.1.3 Redevances de l'Agence de l'eau

L'**Agence de l'eau** perçoit auprès des abonnés des sommes qui ont pour objet : la préservation des ressources en eau et la lutte contre la pollution. Ces deux redevances sont assises sur les volumes d'eau potable consommés et incluses dans la part «eau potable» de la facture d'eau. Une troisième redevance est indexée sur le volume d'eau potable consommé et redevable sur la part assainissement

de la facture d'eau, la taxe « modernisation des réseaux ». Elle correspond à une mutualisation, au niveau du bassin Seine Normandie, des investissements nécessaires pour maintenir et améliorer le niveau de l'assainissement des eaux usées.
Les **six Agences de l'eau** sont des établissements publics d'études et d'intervention qui ont pour mission de coordonner la préservation et l'utilisation des ressources en eau. Elles contribuent à établir la politique de l'eau dans chaque bassin hydrographique et aident financièrement les communes à s'équiper conformément à des programmes pluriannuels qu'elles arrêtent.

5.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Depuis le 1er janvier 2014 les taux de la TVA ont été modifiés comme suit :
- la TVA sur la part eau potable est à 5,5 %
- la TVA sur la part assainissement est à 10 %

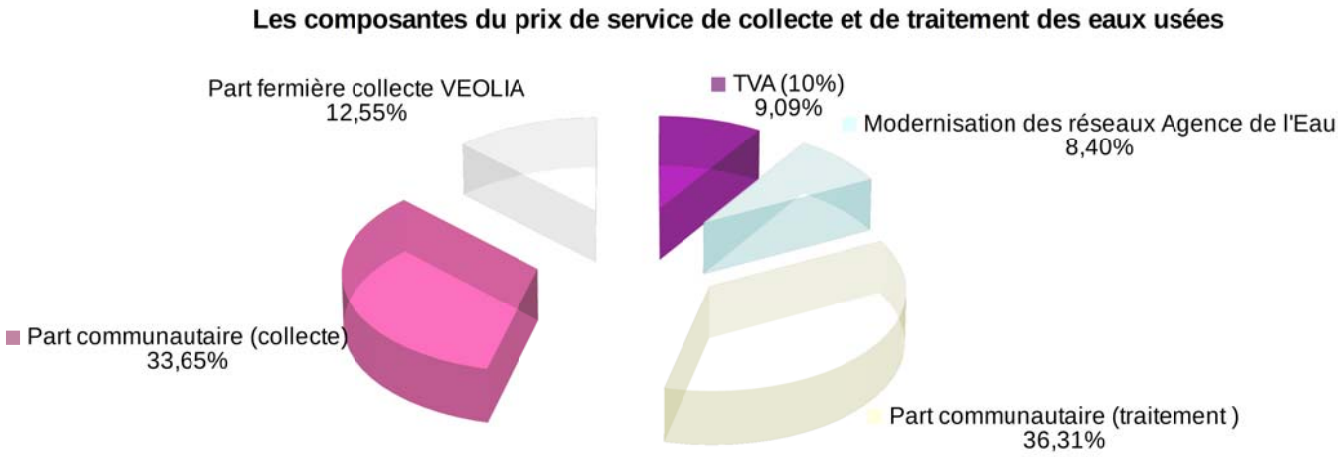
5.2 Décomposition du prix du service collecte et traitement des eaux usées

Au **1er janvier 2020,** le prix de la collecte et du traitement des eaux usées comprend les éléments suivants (sur la base d'une facture de 120 m³) ÷

	prix /m3	Euros pour 120 m3
Part fermière station Lyonnaise des Eaux		
Part fermière collecte VEOLIA	0,2765	33,18
Part communautaire (collecte)	0,7413	88,96
Part communautaire (traitement)	0,8000	96,00
Modernisation des réseaux Agence de l'Eau	0,1850	22,20
TVA **(10%)**	0,2003	24,03
Prix total de l'assainissement TTC	2,2031	**264,37**
Prix TTC ramené au m3		***2,2031***

Important : Le prix de l'assainissement indiqué dans le rapport du délégataire ne tient pas compte de la part traitement (SIETEUA) .

5.3 Répartition des recettes par bénéficiaire



5.4 Analyse comparée de deux factures de 120m3

La consommation de référence, définie par l' Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, pour le calcul des factures d'eau prévu par le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 est la consommation:
- d'un abonné domestique habitant une résidence principale,
- ayant une consommation annuelle de 120 m3 d'eau potable,
- avec un branchement de diamètre 20 mm.

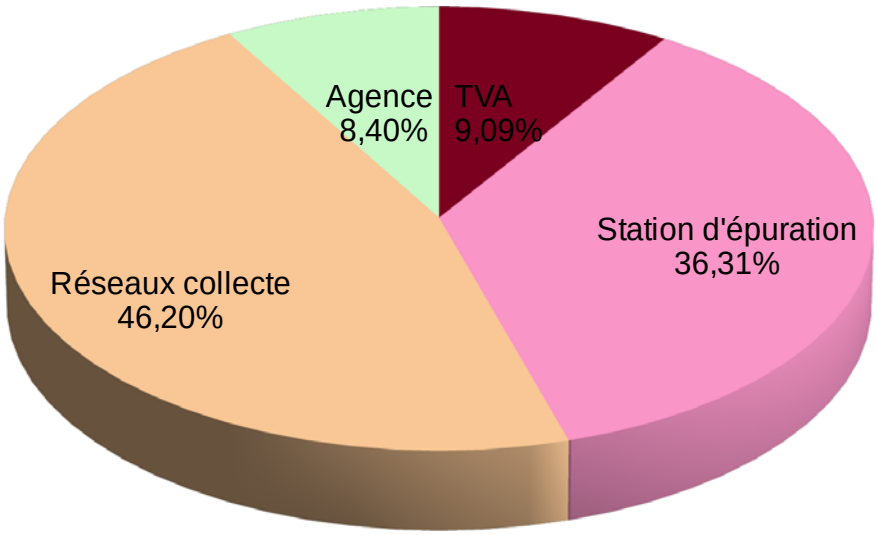
L'encadré ci-dessous reconstitue le détail d'une facture théorique des services de distribution d'eau potable et de l'assainissement pour une consommation annuelle de 120 m3. Les chiffres indiqués sont ceux **applicables au 1er janvier** des deux années considérées.

Service d'eau	**Jan 2019**	**Jan 2020**	**Variation**	**Prix au m3 janvier 2020**
	€uros			
Part du délégataire sur partie fixe	31,61	32,26	2,01%	0,2688
Part du délégataire sur consommations	47,52	48,51	2,03%	0,4042
Part communautaire sur consommations	103,2	110,4	6,52%	0,9200
Taxes et redevances				
Préservation de la Ressource (Agence de l'eau)	8,4	8,4	0,00%	0,0700
Lutte contre pollution (Agence de l'eau)	45,6	45,6	0,00%	0,3800
TOTAL H.T. (5,5)	236,33	245,17	3,60%	2,0430
TVA	13,00	13,48	3,60%	0,1124
SOUS TOTAL EAU POTABLE T.T.C.	**249,33**	**258,65**	3,60%	2,1554
PRIX RAMENE AU m3	2,0777	2,1554	3,60%	
Service assainissement	**Jan 2019**	**Jan 2020**	**Variation**	**Prix au m3 janvier 2020**
Part délégataire réseaux (VEOLIA)	32,460	33,180	2,17%	0,2765
Part communautaire collecte	88,956	88,956	0,00%	0,7413
Part communautaire traitement	96,000	96,000	0,00%	0,8000
Taxes et redevances				
Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau)	22,200	22,200	0,00%	0,1850
TOTAL H.T.	239,62	240,34	0,30%	2,0028
TVA (10%)	23,96	24,03	0,30%	0,2003
SOUS TOTAL ASSAINISSEMENT	**263,58**	**264,37**	0,30%	2,2031
PRIX RAMENE AU m3	**2,1965**	**2,2031**	0,30%	0,0184
TOTAL FACTURE	**512,91**	**523,02**	1,93%	4,3585
PRIX RAMENE AU m³ (eau + ass)	**4,2742**	**4,3585**	1,93%	

L'augmentation globale de la facture « 120m3 » est principalement liée à l'augmentation de la redevance collectivité pour l'eau potable.

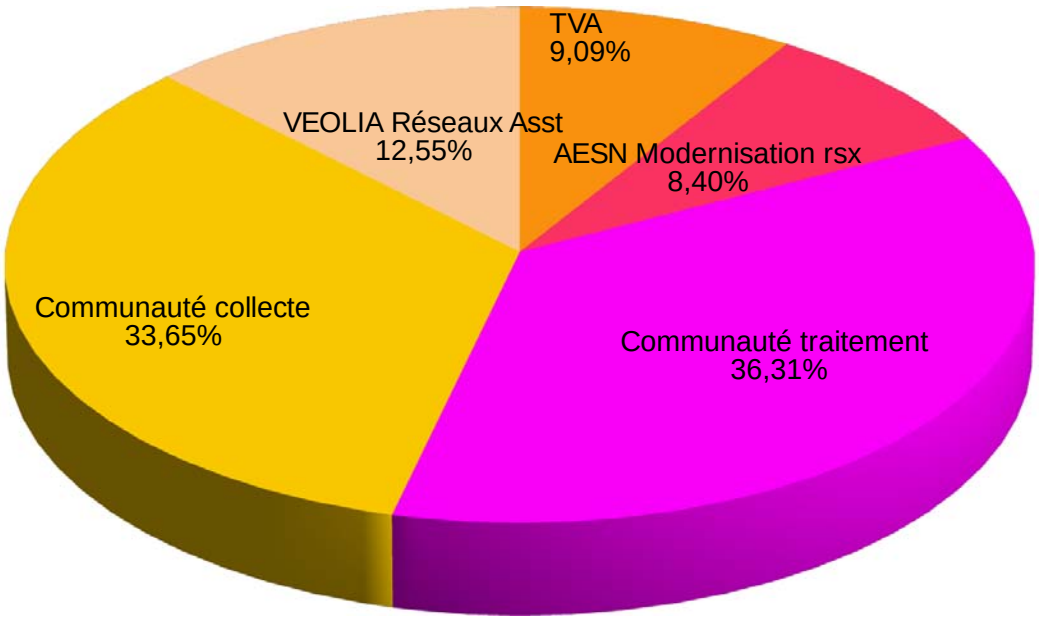
Répartition du prix de l'assainissement au 1er janvier 2020

(2,2031 euros TTC)



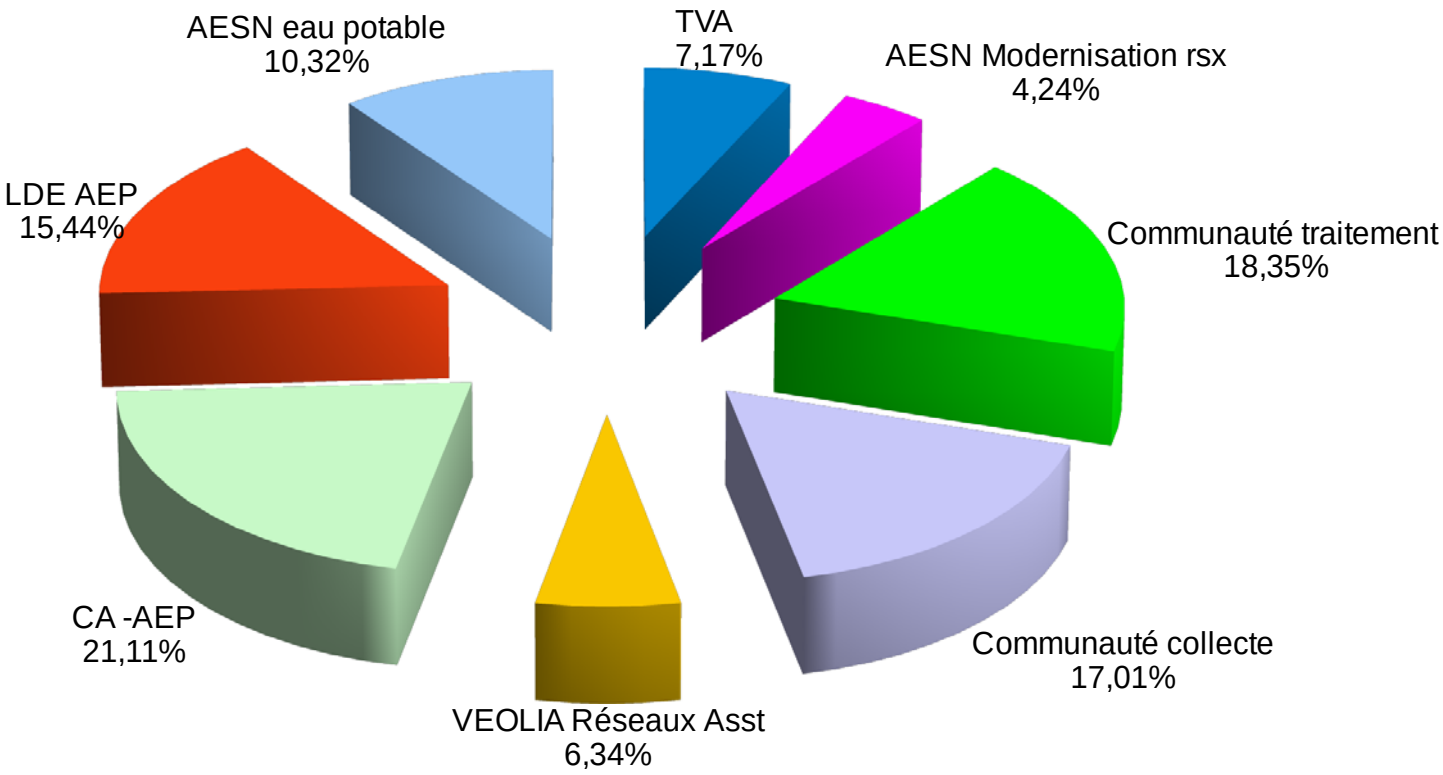
Décomposition de la partie assainissement au 1er janvier 2020

(2,2031 euros TTC)



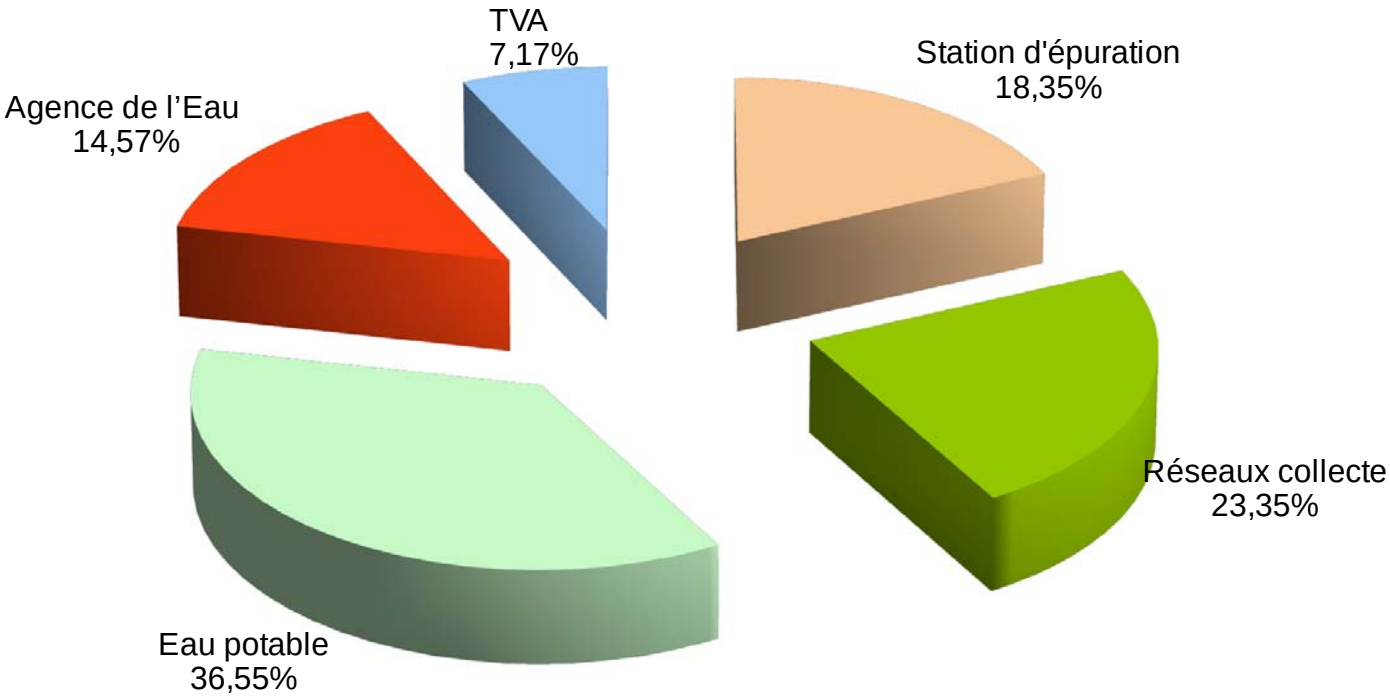
Décomposition du prix de l'eau au 1er janvier 2020

(4,3585 euros TTC)



Répartition du prix de l'eau au 1er janvier 2020

(4,3585 euros TTC)

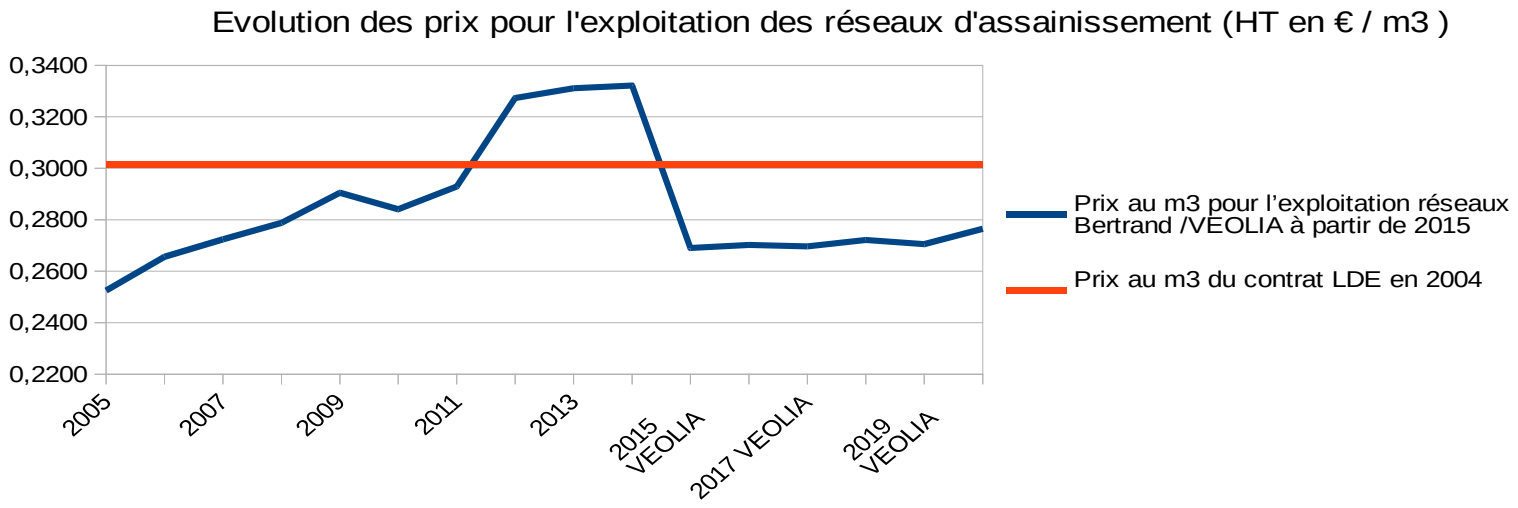


5.5 Détail du calcul de la rémunération du fermier

Évolution des rémunérations des délégataires entre 2014 et le 1/01/2020

Evolution de la redevance réseaux	2014	2015 VEOLIA	2016 VEOLIA	2017 VEOLIA	2018 VEOLIA	2019 VEOLIA	2020 VEOLIA
Prix au m3 pour l'exploitation réseaux Bertrand /VEOLIA à partir de 2015	0,3322	0,2690	0,2702	0,2697	0,2722	0,2705	0,2765
Prix au m3 du contrat LDE en 2004	0,3017	0,3017	0,3017	0,3017	0,3017	0,3017	0,3017
Evolution avec l'année n-1 en %	0,33	-19,02	0,45	-0,19	0,93	-0,62	2,22

Depuis le nouveau contrat avec VEOLIA, le prix du m3 d'eau pour l'exploitation des réseaux a fortement diminué et est repassé sous le prix du contrat de 2004.



CHAPITRE 6. Éléments financiers du service

6.1 Présentation des autres recettes d'exploitation du fermier

La rémunération du service eaux pluviales pour l'année 2019 est de : 165 181 euros HT.

6.2 Encours de la dette supporté par la ville

Encours au 1er janvier 2019 : 3 762 908 €
Encours au 31 décembre 2019 : 3 402 348 €

Montant des annuités 2019 : 360 559 €

Suite au transfert de la compétence assainissement à la communauté de l'Auxerrois, le montant de la dette pour le service de la ville d'Auxerre n'existe plus.

ANNEXE

- **Rapport annuel technique et financier sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement VEOLIA EAU – Réseaux d'assainissement exercice 2019**

communauté
de l'auxerrois

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT Commune de Monéteau

EXERCICE 2019

Table des matières

CHAPITRE 1. Les caractéristiques générales du service....3

1.1 Le territoire....3

1.2 Compétence Épuration des eaux usées....3

1.2.1 – Statuts du SIETEUA :....3

1.2.2 – Gestion du service public d'épuration des eaux usées :....3

1.3 Compétence Collecte des eaux usées....3

1.3.1 – Contrat d'affermage à partir du 1er janvier 2015 :....3

1.3.2 - Le contenu de l'affermage....3

CHAPITRE 2. Le contrat d'affermage du service de collecte des eaux usées, unitaires et pluviales....4

2.1 Les principales dispositions du contrat....4

2.2 Les indicateurs du contrat....4

2.2.1 – Indicateurs techniques :....4

2.2.2 – Indicateurs financiers :....4

CHAPITRE 3. Les Indicateurs Techniques....5

3.1 Description du schéma d'assainissement des eaux usées....5

3.3 Les indicateurs techniques 2019 pour le système de collecte....5

3,7 Les indicateurs réglementaires – Année 2019....6

3.8 Les indicateurs financiers 2019 pour le système de collecte....7

3.8.1 Volumes consommés....7

3.8.2 Compte annuel de résultat de l'exploitation (CARE)....7

3.8.3 Renouvellement....7

CHAPITRE 4. Programme pluriannuel de travaux sur le système des eaux usées....7

CHAPITRE 5. Prix du Service de l'assainissement....8

5.1 Les éléments constitutifs de la facture....8

5.1.1 Part fermière....8

5.1.2 Part communautaire....8

5.1.3 Redevances de l'Agence de l'eau....8

5.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)....8

5.2 Décomposition du prix du service collecte et traitement des eaux usées....9

5.3 Répartition des recettes par bénéficiaire....9

5.4 Analyse comparée de deux factures de 120m3....10

5.5 Détail du calcul de la rémunération du fermier....12

CHAPITRE 6. Éléments financiers du service....12

6.1 Présentation des autres recettes d'exploitation du fermier....12

6.2 Encours de la dette supporté par la ville....12

ANNEXE....13

CHAPITRE 1. Les caractéristiques générales du service

1.1 Le territoire

Le service de collecte et d'épuration des eaux usées s'étend sur l'ensemble du territoire de la commune de Monéteau et des hameaux de Sougères sur Sinotte et de Pien.

La compétence épuration a été transférée au Syndicat Intercommunal d'Epuration et de Traitement des Eaux Usées de l'Auxerrois **(SIETEUA)** le 1er avril 2004.

1.2 Compétence Épuration des eaux usées

1.2.1 – Statuts du SIETEUA :

Afin de gérer ensemble et de manière globale l'épuration et le traitement des eaux usées, les communes d'**Appoigny**, **Gurgy**, **Monéteau**, **Perrigny** et **Auxerre** ont décidé de créer un syndicat intercommunal à vocation unique.
Un arrêté préfectoral du 8 juin 1998 a ainsi créé le **Syndicat Intercommunal d'Epuration et de Traitement des Eaux Usées de l'Auxerrois (SIETEUA).**

1.2.2 – Gestion du service public d'épuration des eaux usées :

Depuis le 31 décembre 2008, le mode de gestion du SIETEUA est dorénavant assuré en régie directe avec un prestataire de service intervenant en tant que conseil. Cette prestation est assurée par la société Lyonnaise des Eaux France (2015-2022).

1.3 Compétence Collecte des eaux usées

1.3.1 – Contrat d'affermage à partir du 1er janvier 2015 :

Le contrat d'affermage, signé avec la société Bertrand a pris effet à compter du 1er janvier 2015, pour une durée de huit ans.
Le fermier a le droit exclusif d'assurer les activités de collecte sur le territoire communal. Le contrat met à sa charge des obligations de résultat en terme de qualité des rejets et de permanence du service. En contrepartie de ses obligations, le fermier est autorisé par le contrat à percevoir auprès des usagers la redevance d'assainissement des eaux usées. Il est lié envers les usagers par le règlement du service annexé au contrat.
Le montant de la redevance du fermier au 1er janvier 2019 est de

- **0,3256** euros HT par mètre cube d'eau facturé pour les 90 premiers mètres cubes
- **0,3877** euros HT par mètre cube d'eau facturé pour les 30 mètres cubes suivants

L'exploitation des réseaux d'eaux pluviales est facturée sur le budget principal, semestriellement. Le montant du forfait annuel pour 2019 est de **12 369 euros HT.** Ce prix sera actualisé chaque année conformément au contrat.

La commune est chargée du contrôle de la bonne exécution du contrat.

1.3.2 - Le contenu de l'affermage

Les compétences déléguées à la société Bertrand sont les suivantes :

- l'exploitation des installations de collecte des eaux usées, unitaires et pluviales,
- la surveillance, l'entretien et la réparation des canalisations, des branchements et des postes de relevage,
- le contrôle de conformité des branchements domestiques,
- l'assistance pour la mise en place de conventions de déversements industriels,
- la détection et la correction des anomalies des réseaux,
- le conseil et l'assistance technique sur les ouvrages et le fonctionnement du service,

CHAPITRE 2. Le contrat d'affermage du service de collecte des eaux usées, unitaires et pluviales

2.1 Les principales dispositions du contrat

Exploitation courante

- Curage : des réseaux, des avaloirs et des postes de relèvement
- Entretien des bassins d'orage
- Réalisation d'enquêtes de conformité

Programme d'intervention sur les réseaux et ouvrages

- Travaux d'entretien et de réparations courantes des installations
- Travaux de renouvellement (matériel lié au poste de relevage) et fourniture de tampons
- Pose de boites de branchement sur les réseaux unitaires ou eaux usées (15 unités/an)
- Inspections télévisées et inspections nocturnes

Rejet des activités

- Contrôle avec analyse annuelle des usagers non domestiques qui bénéficient d'une convention de rejet

Aspects financiers

- Le reversement de la redevance assainissement communale dans un délai de quinze jours après le reversement du délégataire assurant la facture, Suez
- L'engagement du délégataire sur un montant minimal de renouvellement,

2.2 Les indicateurs du contrat

2.2.1 – Indicateurs techniques :

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

2.2.2 – Indicateurs financiers :

Le Délégataire doit fournir le détail des charges et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur (personnel avec fourniture de l'organigramme du service, matériel, matériaux, énergie, frais généraux, travaux de renouvellement effectués et frais financiers).

Les charges sont décomposées selon les trois catégories suivantes :

- les charges directes, qui peuvent être rattachées à une pièce comptable. Il s'agit des dépenses d'électricité des installations, des charges de personnel attaché au contrat, des analyses ;
- les charges réparties, qui correspondent à une charge commune à plusieurs contrats. Les charges réparties seront décomposées par niveau hiérarchique (par exemple : frais de siège national, de direction régionale) et justifiées ;
- les charges calculées, qui correspondent à un calcul propre au contrat. Il s'agit par exemple de calculs d'amortissement ou des dotations pour renouvellement.

Le Délégataire doit aussi transmettre le détail des recettes de l'exploitation faisant apparaître les produits de chaque part de la rémunération du délégataire avec indication de leur assiette, les produits des travaux et des prestations exécutées en application du contrat.

CHAPITRE 3. Les Indicateurs Techniques

3.1 Description du schéma d'assainissement des eaux usées

Le système d'épuration :

La station d'épuration d'Appoigny recueille les eaux usées de cinq communes de l'agglomération auxerroise (données INSEE 2013)

	AUXERRE	APPOIGNY	GURGY	MONETEAU	PERRIGNY
Nombre d'habitants	36 862	3 187	1 609	4 114	1 609

Le traitement des eaux usées est de type boues activées forte charge (85 000 équivalent-habitants).
La capacité de la station d'épuration est définie en équivalent-habitants, c'est-à-dire sur la base du nombre de personnes dont elle serait en mesure de traiter les effluents si elle ne recevait que des effluents domestiques.

Le système de collecte :

Le réseau est en partie unitaire sur Auxerre (45%) et Appoigny; séparatif sur Monéteau, Gurgy et Perrigny.
Au 31 décembre 2019, le linéaire de réseau appartenant à Monéteau d'environ 63km environ répartis de la façon suivante :

	Données réelles d'après le SIG
Réseaux eaux usées (en gravitaire)	33 195 ml
Réseaux eaux usées (en refoulement)	1910 ml
Réseaux eaux pluviales	27 595 ml
Linéaire total des réseaux	62 700ml
Postes de refoulement	18 unités
Avaloirs	513 unités

3.3 Les indicateurs techniques 2019 pour le système de collecte

Les indicateurs figurent dans le rapport technique et financier du délégataire, joint en annexe.
Le contrat a débuté le 1er janvier 2015. Les objectifs de curage et d'ITV sont les suivants :

- **Curage des réseaux :**

L'objectif total de curage préventif pour l'année 2019 est de 6 700 ml.

- Eaux Usées : 4610 ml
- Eaux pluviales : 1700 ml

Le délégataire a réalisé les prestations ci après :

Type	Objectif	2019
EU	4 610 ml	4 650 ml
EP	1 700 ml	2 125 ml

Le délégataire a respecté les engagements contractuels.

- **Inspection vidéo des réseaux :** objectif : 2000ml/ an

Bertand ne respecte pas ses engagements d'inspection vidéo, aucune inspection n'a été effectuée courant 2019.

- **Enquêtes de conformité :**

L'objectif annuel contractuel était de 95 enquêtes. La société Bertrand ne n'atteint également pas son objectif contractuel pour cette prestation :

	objectif annuel	2015	2016	2017	2018	2019	Total réalisé	Total contractuel
Enquêtes de conformité des branchements	95	16	13	63	66	37	195	475
conforme		14	9	54	51	31	159	
non conforme		2	4	9	15	6	36	

3,7 Les indicateurs réglementaires – Année 2019

Référence	Intitulé de l'indicateur	Valeur de l'indicateur	Unité
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	4 122	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement	3	
D 204.0	Prix du service de l'assainissement seul au m3 TTC	2,28	€/m3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées ; nombre de raccordés en 2019	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35/120	points
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fonds de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (les usagers doivent porter plainte pour que le désordre soit pris en compte)	0.00	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0,08	nb/100 km
P 253.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité		an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (2015)	8,33	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Détail de certains indicateurs :

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**

Suite à l'arrêté du 2 décembre 2013, le calcul de cet indice est modifié. La note de 40 est obtenue si la date de la pose (ou de la réhabilitation) des réseaux est connue sur l'ensemble du territoire de la ville.
La mise en place du SIG a permis d'avoir une connaissance détaillée des réseaux de collecte. La totalité du linéaire de réseaux est intégrée dans le système. Les interventions sont localisées dans une base de données en parallèle. La date de pose des réseaux est connue sur environ la moitié du linéaire et a été renseignée courant 2016.

- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées**

Cet indice est compris entre 0 et 120. Actuellement, il est de 80 points ce qui correspond à la connaissance des exutoires lors de la mise en place du SIG et au suivi du bassin d'orage de la Chaînette.
En effet, la création du bassin d'orage de la Chaînette et son suivi permettent d'avoir une connaissance plus précise des rejets au milieu naturel. La pollution collectée à ce bassin est estimée à plus d'1/3 de la pollution totale de la ville d'Auxerre. Son suivi est opérationnel depuis 2013, le volume déversé à l'Yonne représente environ 30% du volume total arrivant au bassin. Ces résultats corroborent les précédentes études.

3.8 Les indicateurs financiers 2019 pour le système de collecte

3.8.1 Volumes consommés

Les volumes consommés correspondant à l'assainissement pour l'année 2019 sont de 208 712 m3, soit un volume stable par rapport à l'année 2018

Le tableau ci dessous détaille l'évolution de l'assiette DSP et communale :

	2015	2016	2017	2018	2019
Assiette DSP (en m3)	225 344,00	194 569,00	213 083,00	208 920,00	208 712,00
Evolution avec l'année n-1 en %		-13,66 %	9,52 %	-1,95 %	-0,10 %

Il est à noter qu'à partir de 2020 les volumes vont augmenter avec la prise en compte des nouveaux clients en assainissement collectif, à avoir le hameau de Sougères Sur Sinotte et Pien.

3.8.2 Compte annuel de résultat de l'exploitation (CARE)

Le détail des éléments financiers de BERTRAND figure dans le mémoire joint au rapport.
Le compte du délégataire est, depuis le début du contrat, négatif et est pour l'année 2019 de **-6 017,97€.**

	2015	2016	2017	2018	2019	**Total contrat**
Résultat du CARE	-5 847,24 €	-11 702,82 €	-16 361,95 €	-15 888,43 €	-6 017,97 €	**-55 818,41 €**

3.8.3 Renouvellement

Les montants consacrés au renouvellement dans le contrat sont consommés comme suit :

- Renouvellement matériel tournant :

Renouvellement matériel tournant	**objectif annuel**	2015	2016	2017	2018	2019
Evolution renouvellement	8 935,75 €	8 740,05 €	8 740,05 €	8 488,96 €	8 821,37 €	8 759,53 €
Dépenses renou		6 133,00 €	8 851,00 €	6 056,64 €	1 750,00 €	1 000,00 €
solde		2 607,05 €	-110,95 €	2 432,32 €	7 071,37 €	7 759,53 €
Solde majoré cumulé		2 607,05 €	2 598,56 €	5 030,88 €	12 197,11 €	20 231,01 €

- Renouvellement travaux sur réseau :

Renouvellement réseau	**objectif annuel**	2015	2016	2017	2018	2019
Evolution renouvellement	5 836,88 €	5 836,88 €	5 709,05 €	5 720,14 €	5 762,17 €	6 022,09 €
Dépenses renouvellement		5 503,91 €	5 732,34 €	5 416,20 €	6 777,07 €	5 464,09 €
solde		332,97 €	-23,29 €	303,94 €	-1 014,90 €	558,00 €
Solde cumulé		332,97 €	309,68 €	613,62 €	-401,28 €	156,72 €

Les dépenses de renouvellement sont dépensées pour les réparations sur le réseau. En revanche le solde des dépenses pour le matériel tournant est positif.
Néanmoins, le remplacement d'un équipement sur la commune de Monéteau est très onéreux (poste de refoulement important), le solde peut être consommé.

CHAPITRE 4. Programme pluriannuel de travaux sur le système des eaux usées

Jusqu'à la fin 2019, la commune de Monéteau a effectué un programme de travaux conséquent avec la création d'un réseau d'eau usées sur la totalité du hameau de Sougères Sur Sinotte et de Pien

Programme de travaux 2020

-extension du réseau des eaux usées, rue des Conches

CHAPITRE 5. Prix du Service de l'assainissement

5.1 Les éléments constitutifs de la facture

5.1.1 Part fermière

Cette part correspond à la partie nette des recettes qui revient au délégataire pour le service qu'il fournit aux usagers. Elle est fonction des volumes consommés.
Ce prix correspond aux coûts d'exploitation des réseaux d'assainissement.

5.1.2 Part communautaire

Depuis le transfert de la compétence assainissement le 1 janvier 2020, **le conseil communautaire** fixe chaque année le montant de la part collecte et traitement applicable à chaque m3 consommé. Elle permet d'équilibrer le budget annexe de l'assainissement de la collectivité qui finance les investissements de premier établissement nécessaires au développement de ce service.
Pour l'année 2020, il a été décidé de conserver le montant des redevances de l'année 2019, à savoir :

	1er janvier 2019	1er janvier 2020	Évolution (année n /année n-1)
Redevance réseaux (€ HT)	0,7413	0,7413	0%
Redevance traitement (€ HT)	0,800	0,800	0%

5.1.3 Redevances de l'Agence de l'eau

L'**Agence de l'eau** perçoit auprès des abonnés des sommes qui ont pour objet : la préservation des ressources en eau et la lutte contre la pollution. Ces deux redevances sont assises sur les volumes d'eau potable consommés et incluses dans la part «eau potable» de la facture d'eau. Une troisième redevance est indexée sur le volume d'eau potable consommé et redevable sur la part assainissement de la facture d'eau, la taxe « modernisation des réseaux ». Elle correspond à une mutualisation, au niveau du bassin Seine Normandie, des investissements nécessaires pour maintenir et améliorer le niveau de l'assainissement des eaux usées.
Les **six Agences de l'eau** sont des établissements publics d'études et d'intervention qui ont pour mission de coordonner la préservation et l'utilisation des ressources en eau. Elles contribuent à établir la politique de l'eau dans chaque bassin hydrographique et aident financièrement les communes à s'équiper conformément à des programmes pluriannuels qu'elles arrêtent.

5.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

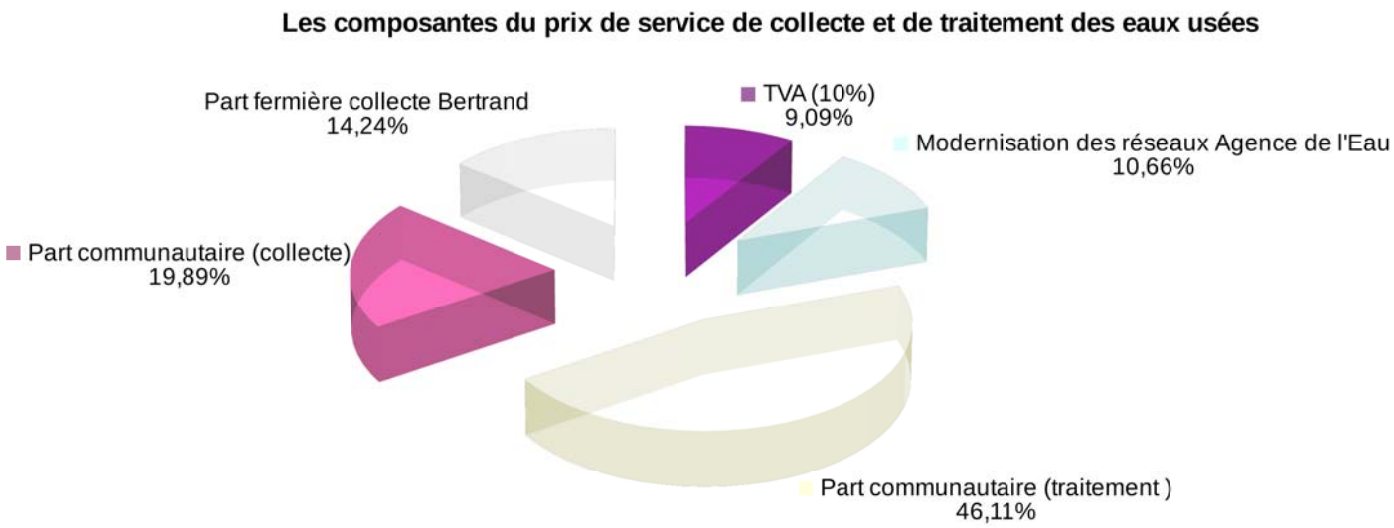
Depuis le 1er janvier 2014 les taux de la TVA ont été modifiés comme suit :
- la TVA sur la part eau potable est à 5,5 %
- la TVA sur la part assainissement est à 10 %

5.2 Décomposition du prix du service collecte et traitement des eaux usées

Au **1er janvier 2020,** le prix de la collecte et du traitement des eaux usées comprend les éléments suivants (sur la base d'une facture de 120 m³) ÷

	prix /m3	Euros pour 120 m3
Part fermière collecte Bertrand	0,2471	29,65
Part communautaire (collecte)	0,3451	41,41
Part communautaire (traitement)	0,8000	96,00
Modernisation des réseaux Agence de l'Eau	0,1850	22,20
TVA **(10%)**	0,1577	18,93
Prix total de l'assainissement TTC	1,7349	**208,18**
Prix TTC ramené au m3		***1,7349***

5.3 Répartition des recettes par bénéficiaire



5.4 Analyse comparée de deux factures de 120m3

La consommation de référence, définie par l' Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, pour le calcul des factures d'eau prévu par le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 est la consommation:
- d'un abonné domestique habitant une résidence principale,
- ayant une consommation annuelle de 120 m3 d'eau potable,
- avec un branchement de diamètre 20 mm.

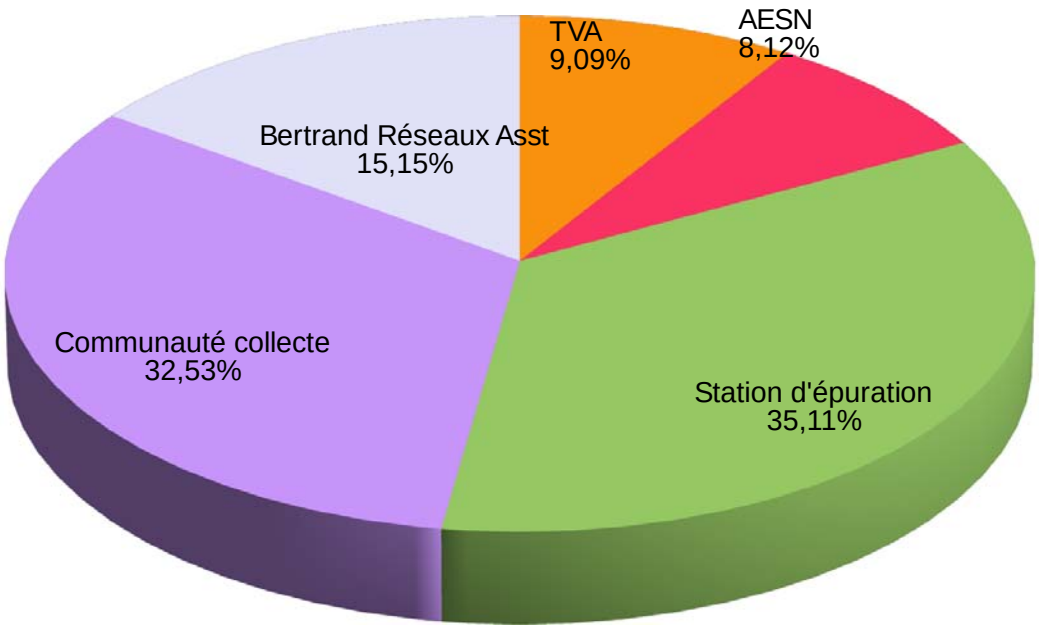
L'encadré ci-dessous reconstitue le détail d'une facture théorique des services de distribution d'eau potable et de l'assainissement pour une consommation annuelle de 120 m3. Les chiffres indiqués sont ceux **applicables au 1er janvier** des deux années considérées.

Service d'eau	**Jan 2019**	**Jan 2020**	**Variation**	**Prix au m3 janvier 2020**
	€uros			
Part du délégataire sur partie fixe	31,61	32,26	2,01%	0,2688
Part du délégataire sur consommations	47,52	48,51	2,03%	0,4042
Part communautaire sur consommations	103,2	110,4	6,52%	0,9200
Taxes et redevances				
Préservation de la Ressource (Agence de l'eau)	8,4	8,4	0,00%	0,0700
Lutte contre pollution (Agence de l'eau)	45,6	45,6	0,00%	0,3800
TOTAL H.T. (5,5)	236,33	245,17	3,60%	2,0430
TVA	13,00	13,48	3,60%	0,1124
SOUS TOTAL EAU POTABLE T.T.C.	**249,33**	**258,65**	3,60%	2,1554
PRIX RAMENE AU m3	2,0777	2,1554	3,60%	
Service assainissement	**Jan 2019**	**Jan 2020**	**Variation**	**Prix au m3 janvier 2020**
Part délégataire réseaux(0-90m3)	29,30 €	29,65 €	1,15%	0,3294
Part délégataire réseaux(90-120m3)	11,63 €	11,77 €	1,15%	0,3922
Part communautaire collecte	88,96 €	88,96 €	0,00%	0,7413
Part communautaire traitement	96,00 €	96,00 €	0,00%	0,8000
Taxes et redevances				
Modernisation des réseaux (Agence de l'Eau)	22,20 €	22,20 €	0,00%	0,1850
TOTAL H.T.	248,09 €	248,57 €	0,19%	2,0714
TVA (10%)	24,81 €	24,86 €	0,19%	0,2071
SOUS TOTAL ASSAINISSEMENT	**272,90 €**	**273,42 €**	0,19%	2,28 €
PRIX RAMENE AU m3	**2,27 €**	**2,28 €**	0,19%	
TOTAL FACTURE	**522,23 €**	**532,07 €**	1,85%	4,43 €
PRIX RAMENE AU m³ (eau + ass)	**4,35 €**	**4,43 €**	1,85%	

L'augmentation globale de la facture « 120m3 » est principalement liée à l'augmentation de la redevance collectivité pour l'eau potable.

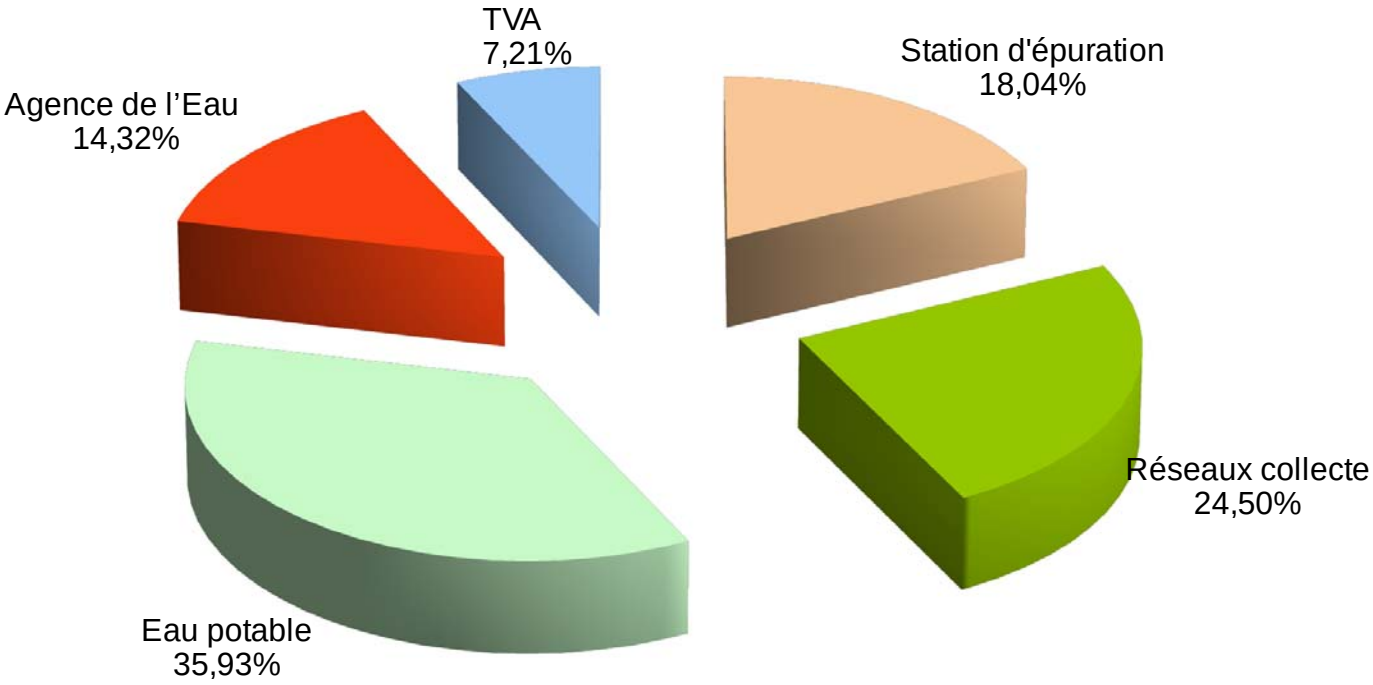
Décomposition de la partie assainissement au 1er janvier 2020

(2,28 euros TTC)



Répartition du prix de l'eau au 1er janvier 2020

(4,43 euros TTC)

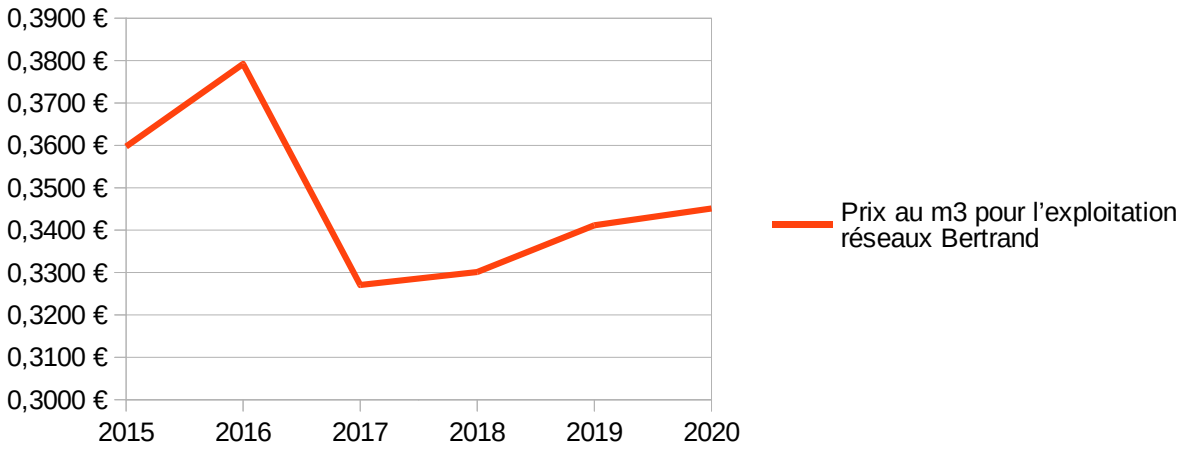


5.5 Détail du calcul de la rémunération du fermier

Évolution des rémunérations du délégataire depuis le contrat (2015)

Evolution de la redevance réseaux	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prix au m3 pour l'exploitation réseaux Bertrand	0,3597 €	0,3792 €	0,3271 €	0,3301 €	0,3411 €	0,3451 €
Evolution avec l'année n-1 en %		5,41 %	-13,75 %	0,93 %	3,34 %	1,17 %

La redevance du délégataire au 1/1/2020 est inférieure à la redevance du début du contrat.



CHAPITRE 6. Éléments financiers du service

6.1 Présentation des autres recettes d'exploitation du fermier

La rémunération du service eaux pluviales pour l'année 2019 est de : 12 369 euros HT.

6.2 Encours de la dette supporté par la ville

Suite au transfert de la compétence assainissement à la communauté de l'Auxerrois, le montant de la dette pour le service assainissement de la commune de Monéteau n'existe plus.

ANNEXE

- **Rapport annuel technique et financier sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement BERTRAND – Réseaux d’assainissement exercice 2019**

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Ville de GURGY

Rapport Annuel Délégataire

Année 2019.

Service de l'assainissement

SOMMAIRE :

Synthèse de l'année
- 1.1 Les Chiffres Clés
- 1.2 L'essentiel de l'année

L'exécution du service
- 2.1 Le contrat
- 2.2 Le patrimoine du service
- 2.3 L'organisation de la société

Bilan d'exploitation technique
- 3.1 Système de collecte
- 3.2 Branchements
- 3.3 Travaux
- 3.4 Etudes de conformité
- 3.5 Curage
- 3.6 Interventions curatives
- 3.7 Dératisation
- 3.8 Inspection vidéo
- 3.9 Convention de déversement
- 3.10 Système d'information géographique (SIG)
- 3.11 Postes de refoulement

Pistes d'amélioration et remarques

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
- 4.1 Le CARE

Les indicateurs

Glossaire

Annexes

Synthèse de l'année

1.1 Les Chiffres Clés

1 975 ml de curage.

6 interventions d'urgence (avaloirs et boîtes de branchement).

168 avaloirs curés sur l'année.

0 ml d'inspection vidéo.

14 enquêtes de conformité.

815 clients facturés au service de l'assainissement.

2.2872 € TTC/m^3 pour la part assainissement.

3.76 % de taux d'impayés.

1.2 L'essentiel de l'année

Suivi du Système d'Information Géographique (S.I.G.).

Continuité du diagnostic des réseaux via les inspections vidéo.

Campagne de curage préventif

L'exécution du service

2.1 Le contrat

La gestion du service a été confiée à notre société par contrat de type affermage en date du 1er JANVIER 2015 pour une durée de 8 ans.

Dans ce cadre, la société BERTRAND assure les prestations suivantes :

- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et les réparations (inférieures à 10 ml) des canalisations destinées à la collecte des effluents ;
- ✓ l'entretien, les réparations et le contrôle de la conformité des branchements au réseau public ;
- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement du matériel des postes de refoulement ;
- ✓ la mise en place d'un système d'information géographique des réseaux de collecte ;
- ✓ la dératisation.

2.2 Le patrimoine du service

La S.A.S. BERTRAND assure la continuité du service d'assainissement pour les habitants de la commune de Gurgy.

Afin d'assurer cette fonctionnalité, le patrimoine du service est doté de :

- ⇨ 19 710 ml de canalisation reparti en :
  - ✓ - réseaux eaux usées 10 900 ml
  - ✓ - réseaux eaux pluviales 4 310 ml
- ⇨ 2 postes de relèvement
- ⇨ 170 grilles et avaloirs
- ⇨ 14 puisards

Nombre de points de rejet vers le milieu naturel par type d'ouvrage :

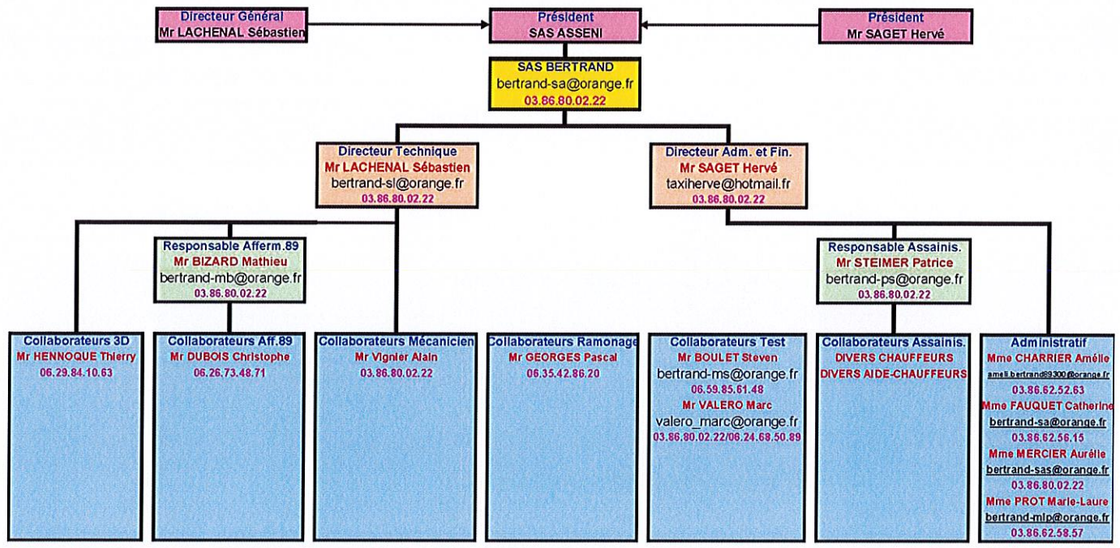
- ⇨ 1 trop plein du PR chemin de Halage inférieur à 2 000 éq/hab

2.3 *L'organisation de la société*

⇨ Le siège et le département DSP

SAS BERTRAND

ORGANIGRAMME AU 31/03/2019



⇨ Gestion locale :

Gestion du contrat agence de JOIGNY :

6 rue Robert Petit
89300 JOIGNY
Tel : 03.86.80.02.22 - Fax : 03.86.62.11.92
E-Mail : bertrand-dsp@wanadoo.fr

Accueil de la clientèle :

Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30

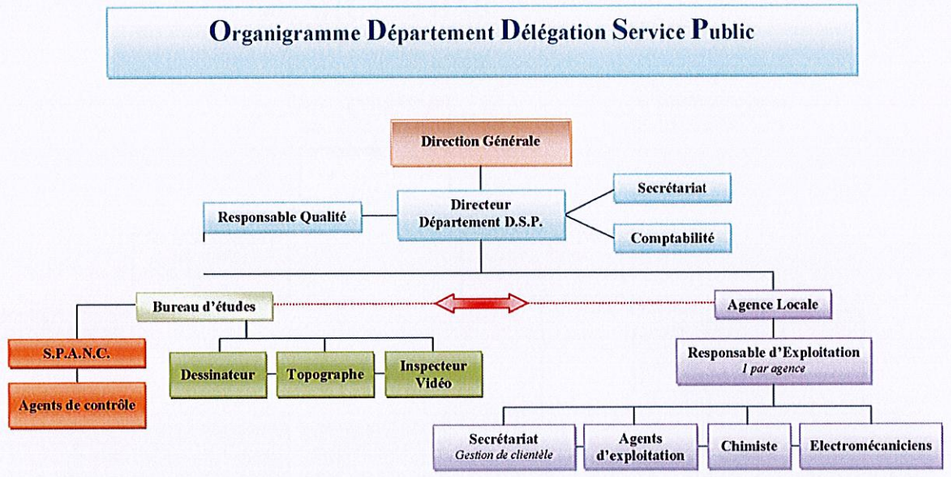
⇨ Astreinte :

La gestion de l'eau et de l'assainissement d'une commune nécessite un service d'astreinte organisé, dont les compétences sont reconnues pour traiter les urgences de l'exploitation. Notre société maîtrise cette mission depuis bon nombre d'années.

Elle met à disposition de l'exploitation, son service d'astreinte assuré 24/24, samedi, dimanche et jours fériés.

En cas d'anomalie ou d'incident, ses véhicules équipés en matériel d'intervention permettent à nos agents disposant de téléphones portables d'être aussitôt prévenus et d'intervenir quelle que soit l'heure et dans les meilleurs délais.

⇨ Organisation du département :



⇨ Moyens supplémentaires :

En cas de besoins supplémentaires tant humains que matériels, une mutualisation est mise en place au niveau de nos agences pour un détachement rapide et efficace sur le terrain.

⇨ Certification ISO 9001 (version 2008) :


Certificat
Certificate

N° 2006/28214c

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by :

BERTRAND SA
Département DSP

pour les activités suivantes :
for the following activities

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS.
TRAVAUX ET PRESTATION DE SERVICE EN ASSAINISSEMENT.
GESTION DES SERVICES A LA CLIENTELE.

EFFLUENT COLLECTION AND TREATMENT.
WORKS EXECUTION AND PROVISION OF SERVICES RELATED TO SEWERAGE.
CUSTOMER RELATIONSHIP MANAGEMENT.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of :

ISO 9001 : 2008

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations :

32, avenue Gambetta FR 89000 AUXERRE
Les Prés Renardey FR 21490 CLENAY SAINT JULIEN
Rd 154 C FR 21410 MALAIN
Route de la Motte FR 89120 CHARNY
Route de Verdun Sur le Doubs FR 21320 SEURRE

Ce certificat est valable à compter du (première émission) :
This certificate is valid from (first issue) : 2010-12-07

valable jusqu'au :
(date) : 2012-11-17

Directrice Générale d'AFNOR Certification

Managing Director of AFNOR Certification

BEAUX

afnor

La qualité du service du département DSP est garantie via la certification ISO 9001 (version 2008).

Bilan d'exploitation technique

3.1 Système de collecte.

Ouvrages	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EU	10 900 ml	10 900 ml	10 900 ml	11 086 ml				
EP	4 310 ml	4 310 ml	4 310 ml	4 496 ml				
Avaloirs	170 U	170 U	170 ml	180 ml				

TOTAL (ml) : 15 582

Les linéaires dans ce tableau sont l'évolution de ceux transmis en début de contrat.

3.2 Branchements.

Nouveaux	Nb EU - Unitaire	Nb EP
2015	0	0
2016	3	0
2017	2	1
2018	1	0
2019	2	0
2020		
2021		
2022		

Le tableau ci-dessus n'intègre pas les nouveaux branchements créés dans le cadre des travaux neufs de type remplacement ou extension ville.

Détail des branchements en **annexe 1**

3.3 Travaux.

2 opérations de réparation ou de création ont été réalisées sur les réseaux de collecte.

Le tableau joint en annexe 2 détaille ces travaux.

3.4 Etudes de conformité.

13 enquêtes de conformité ont été réalisées, dont 0 Non Conforme.

Toutes les conformités et non-conformités sont transmises en Mairie avec pour chaque non-conformité :

- ✓ le certificat ;
- ✓ une estimation des travaux à réaliser (public et privé) ;
- ✓ un schéma des installations existantes et à créer.

Les enquêtes de conformité réalisées à la demande d'un notaire sont transmises directement à ce dernier avec copie.
Le tableau récapitulatif joint en **annexe 3** fait apparaître :

- ✓ - le numéro de la fiche ;
- ✓ - le numéro dans la rue ;
- ✓ - le nom de la rue ;
- ✓ - la commune ;
- ✓ - le nom du propriétaire de l'immeuble ;
- ✓ - le bilan du contrôle par type de rejet ;

3.5 Curage.

Réseaux

Type	Objectif	2018
EU	1 400 ml	1 305 ml
EP	500 ml	670 ml
TOTAL	**1 900 ml**	**1 975 ml**

Le tableau joint en annexe 4 détaille l'ensemble des interventions de curage réalisé sur cet exercice.

Avaloirs

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Réalisé	157 U	167 U	138 U	177 U	168 U		

3.6 Interventions curatives.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Avaloirs	0 U	0 U	0 U	0 U	0 U			
Brch/cana	2 U	4 U	5 U	4 U	6 U			
Moyenne/mois	**0,17 U**	**0,33 U**	**0,42 U**	**0,33 U**	**0,50 U**			

Le tableau joint en annexe 4 détaille les interventions réalisées sur cet exercice.

3.7 Dératisation.

La dératisation est réalisée en continu par les équipes de curage ainsi qu'un technicien.

3.8 *Inspection vidéo.*

0 ml d'inspection vidéo réalisé sur cet exercice. (Détail joint en annexe 4).

3.9 *Convention de déversement.*

Aucune convention de déversement signée en 2018.

3.10 *S.I.G.*

Le SIG est terminé. En effet, la totalité des relevés est réalisée et la saisie est également terminée.

3.11 *Postes de refoulement.*

Bilan énergétique

Nom	Energie
Chemin de Halage	18 610 Kwa
Rue du stade	271 Kwa
Rue des Meuniers	180 Kwa
Total	19 061 Kwa

Les relevés EDF sont réalisés en fin de mois sur l'ensemble des postes.

Renouvellement

Matériel électromécanique.

Réfection pompe chemin de halage.
Poires de niveau chemin de halage (x4)
Carte Com et parafoudre Sofrel chemin de halage

Détecteurs de niveau ou sondes

Nom	Détecteurs	Sondes
Chemin de Halage	*4*	
Rue du stade	*3*	
Rue des Meuniers	*3*	

Il n'y a pas eu d'interruption de service au niveau des postes de relèvement pendant cet exercice.

Réhabilitation

Sans objet durant cet exercice.



Opérations de maintenance

Les postes de relèvement sont curés en moyenne 4 fois par an, exception faite pour.
Les poires de niveau et les sondes sont vérifiées et nettoyées régulièrement, celles-ci sont remplacées en cas d'anomalies ou préventivement
Réparations et améliorations diverses (modification du câblage d'armoire afin de permettre de commander les pompes à distance, mise en place de clapets, de contacteurs, de batteries...)
Petites fournitures
Nous utilisons une quantité importante de petites fournitures pour l'entretien des postes :

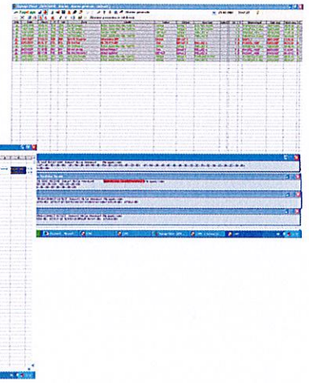
- ✓ fusibles ;
- ✓ contacteurs ;
- ✓ relais ;
- ✓ thermiques ;
- ✓ voyants de contrôle ;
- ✓ câbles électriques ;
- ✓ chaînes ;
- ✓ manilles ;
- ✓ boites de dérivation ;
- ✓ dominos ;
- ✓ graisse ;
- ✓ …

L'ensemble des opérations de maintenance est consigné.

Télésurveillance

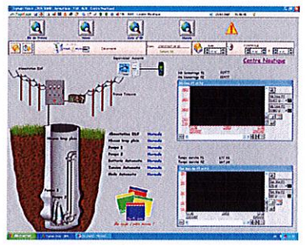
La surveillance des postes de refoulement est réalisée à l'aide du logiciel TOPKAPI, qui nous permet de notifier les alarmes aux opérateurs d'astreinte et de palier aux dysfonctionnements.

Nom	Type d'automate
Stade 2000	
Chemin de Halage	*S 530*
Rue des Meuniers	*S 530*



Conformités électriques

Un rapport de vérification de chaque installation électrique est établi par le Cabinet des Epris
Ces visites se sont déroulées le 22 Octobre 2018.
Il résulte de ces contrôles que toutes les armoires sont conformes aux normes et en parfait état de fonctionnement.



Pistes d'amélioration et remarques

Pistes d'amélioration des réseaux

- ✓ Le poste de relèvement chemin de Halage se trouve fréquemment très encrassé par de nombreuses lingettes qui proviennent de l'escale fluviale.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE)

4.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

	2018	*2019*	*Ecart en %*
PRODUITS	**62 742,88 €**	**62 136,34 €**	**-0,97%**
Exploitation du service	23 168,68 €	23 325,71 €	
Collectivités et autres organismes publics	39 574,20 €	38 810,63 €	
Travaux attribués à titre exclusif			
CHARGES	**70 254,91 €**	**66 486,40 €**	**-5,36%**
Personnel	13 057,56 €	13 898,64 €	
Energie électrique	1 456,21 €	1 621,27 €	
Evacuation boues et sous produits	286,47 €	306,46 €	
Produits de traitement			
Analyses et contrôles divers			
Sous-traitance, matières et fournitures	2 001,12 €	2 128,93 €	
Impôts locaux, taxes			
Autres dépenses d'exploitation, dont :			
• *Télécommunication, postes et télégestion*	569,29 €	608,71 €	
• *Engins et véhicules*	1 885,46 €	2 123,42 €	
• *Informatique*	150,00 €	150,00 €	
• *Assurances*	701,25 €	732,28 €	
• *Locaux*			
• *Autres*			
Frais de contrôle			
Contribution des services centraux et de recherche	245,00 €	245,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	39 574,20 €	38 810,63 €	
Charges relatives aux renouvellements			
• *Pour garantie de continuité du service*			
Charges relatives aux investissements	4 323,86 €	3 524,74 €	
Charges relatives aux investissements du domaine privé			
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement			
Impayés	6 004,49 €	2 336,32 €	
RESULTAT avant IMPÔT	**- 7 512,03 €**	**- 4 350,06 €**	**-42,09%**
RESULTAT	**- 7 512,03 €**	**- 4 350,06 €**	**-42,09%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

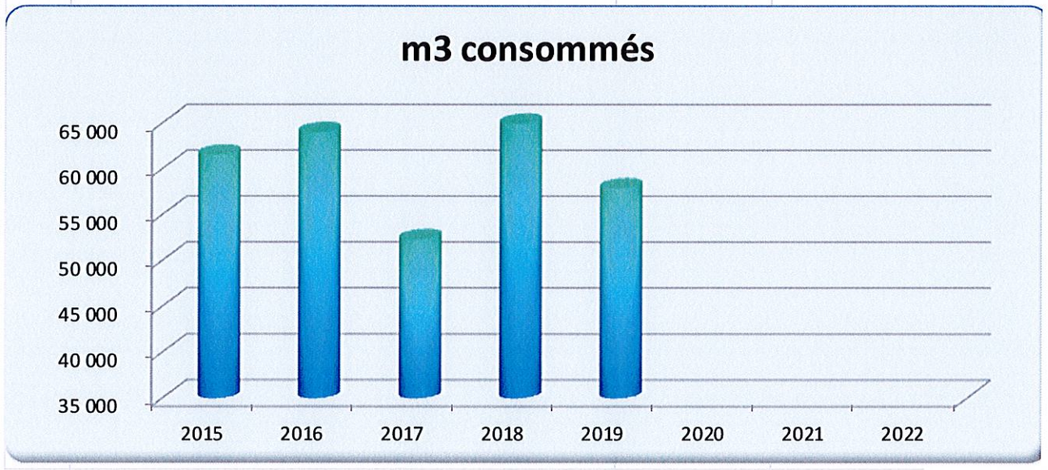
Détail des produits

	2018	*2019*	*Ecart en %*
TOTAL	**65 096,92 €**	**64 537,92 €**	**-0,86%**
Exploitation du service	25 522,72 €	25 727,29 €	**0,80%**
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	23 168,68 €	23 325,71 €	
· *Pluvial*	2 354,04 €	2 401,58 €	
· *Prime épuration*			
Collectivités et autres organismes publics	39 574,20 €	38 810,63 €	**-1,93%**
· *Part Collectivité*	39 574,20 €	38 810,63 €	
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	39 574,20 €	38 810,63 €	
· *Part modernisation des réseaux*			
Travaux attribués à titre exclusif			
Produits accessoires			

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Evolution m^3

	2018	*2019*	*Ecart en %*
Collectivité	64 895 m3	57 859 m3	**-10,84%**
Société BERTRAND	64 895 m3	57 859 m3	**-10,84%**



Volume 120 m3

Type de client: particulier (compteur diam 15)

Type de facturation : semestrielle

Échéance : Janvier - Juillet

Gurgy

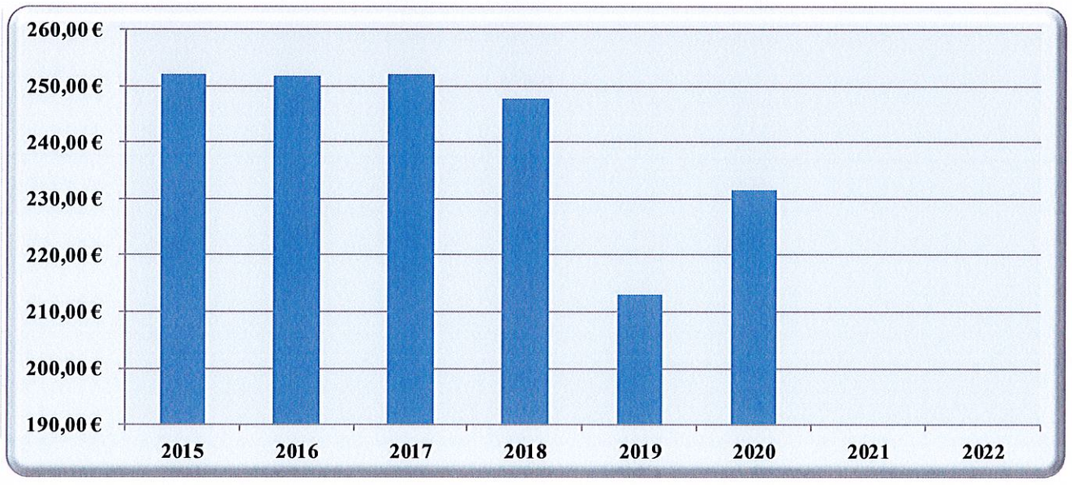
Service de l'assainissement

	Quantité en m3	Prix unitaire m3 HT	Montant 120m3 HT	Prix unitaire m3 HT	Montant 120m3 HT	Variation
		2019		2020		
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES						
Collecte et traitement						
Part communale	120	0,6098	**73,18**	0,6098	**73,18**	0,00%
Part redevance SIETEUA	120	0,8000	**96,00**	0,8000	**96,00**	0,00%
Part redevance SA Bertrand collecte	120	0,3660	**43,92**	0,3695	**44,34**	0,96%
Sous Total 'collecte et traitement'		1,7758	**213,10**	1,7793	**213,52**	0,20%
ORGANISMES PUBLICS						
Modernisation des réseaux de collecte	120	0,3000	**36,00**	0,3000	**36,00**	0,00%
Sous Total 'organisme public'		0,3000	**36,00**	0,3000	**36,00**	0,00%
Montant HT		2,0758	**249,10**	2,0793	**249,52**	0,17%
Montant TVA à 10 %		0,2076	**24,91**	0,2079	**24,95**	0,17%
Montant TTC		2,2834	**274,01**	2,2872	**274,47**	0,17%

	Prix m3 TTC	Prix m3 TTC	
	2,2834	**2,2872**	0,17%
Part Assainissement			
part fixe	**0,00**	**0,00**	
part variable	**213,10**	**213,52**	0,20%
% Part fixe	**0,00%**	**0,00%**	

Le tarif SIETEUA est celui de 2019 car pas de donnée de SUEZ

Evolution facture type assainissement pour 120 m^3 d'eau H.T.



Evolution de la rémunération du Délégataire K1

Eaux usées

$$0{,}15 + 0{,}47\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_0} + 0{,}08\,\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_0} + 0{,}04\,\frac{351107}{351107_0} \times \frac{35111403}{35111403_0} \times \frac{010534766}{010534766_0} + 0{,}26\,\frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_0}$$

$$0{,}15 + 0{,}47\,\frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}08\,\frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}04\,\frac{138{,}20}{126{,}50} \times \frac{122{,}10}{121{,}20} \times \frac{101{,}00}{92{,}80} + 0{,}26\,\frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}47\ 1{,}07 + 0{,}08\ 1{,}04 + 0{,}04\ 1{,}09 \times 1{,}01 \times 1{,}09 + 0{,}26\ 1{,}03$$

$$0{,}15 + 0{,}50 + 0{,}08 + 0{,}05 + 0{,}27$$

K1 = 1,0505

Dernière valeur connue au 01/10/N-1

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19	Tarif EU au 1er Janvier 2020
TP10a	=	110,80	1-juin-19	0,3725 €
010534766	=	101,00	1-juin-19	
FSD2	=	131,10	1-août-19	
ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14	Tarif EU au 1er janvier 2015
TP10a	=	107,00	1-sept.-14	0,3546 €
351107	=	126,50	1-avr.-14	
FSD2	=	127,20	1-avr.-14	
010534766_0	=	92,80	1-févr.-18	
35111403	=	121,20	1-janv.-16	
35111403	=	122,10	1-janv.-18	Supprimé en Janvier 2018
351107	=	138,20	1-janv.-16	Supprimé en Janvier 2016

Evolution de la rémunération du Délégataire K2

Eaux pluviales

$$0{,}15 + 0{,}60\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}18\,\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o} + 0{,}07\,\frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}60\,\frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}18\,\frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}07\,\frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}60 \times 1{,}07 + 0{,}18 \times 1{,}04 + 0{,}07 \times 1{,}03$$

$$0{,}15 + 0{,}64 + 0{,}19 + 0{,}07$$

K2 = 1,0491

Dernière valeur connue au 01/10/N-1

ICHT- =	115,40	1-mars-19	
TP10a =	110,80	1-juin-19	
FSD2 =	131,10	1-août-19	Tarif EP au 1er Janvier 2020
			1 219,19 €
ICHT- =	108,10	1-avr.-14	
TP10a =	107,00	1-avr.-14	
FSD2 =	127,20	1-avr.-14	Tarif EP au 1er janvier 2015 (6 mois)
			1 162,18 €

Bordereau des prix K3

$$0{,}15 + 0{,}50\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}35\,\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}50\,\frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}35\,\frac{110{,}80}{107{,}00}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \times 1{,}07 + 0{,}35 \times 1{,}04$$

$$0{,}15 + 0{,}53 + 0{,}36$$

K3 = 1,0462

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19
TP10a	=	110,80	1-juin-19
ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14
TP10a	=	107,00	1-avr.-14

Evolution K4 (renouvellement)

$$0{,}15 + 0{,}57 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0{,}28 \frac{ICHT\text{-}E}{ICHT\text{-}E_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}57 \frac{131{,}00}{127{,}20} + 0{,}28 \frac{116{,}60}{108{,}10}$$

$$0{,}15 + 0{,}57 \times 1{,}03 + 0{,}28 \times 1{,}08$$

$$0{,}15 + 0{,}59 + 0{,}30$$

K4 = 1,0390

Dernière valeur connue au 01/11/N-1

ICHT-E	=	116,60	1-juin-19
FSD2	=	131,00	1-sept.-19

ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14
FSD2	=	127,20	1-avr.-14

Dotation de départ	3 721,50 €	TOTAL
	950,00 €	Collecte EU etr Unitaire
	2 771,50 €	P.R.
Dotation 2020	3 866,81 €	TOTAL
	987,09 €	Collecte EU etr Unitaire
	2 879,71 €	P.R.

Renouvellement Electro

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Remise état pompe	1	*PR Chemin de Halage*	1971,00 €
Poire de niveau	4	*PR Chemin de Halage*	800,00 €
Carte com et parafoudre	1	*PR Chemin de Halage*	473,00 €

Total 3244,00 €

Renouvellement TP

Type	Lieu	Montant H.T.
Réparation tampon	*Rue du gué*	190.74 €
Calage 3 tampons	*Rue du gué*	90,00 €

Total 280,74 €

Total renouvellement 3524,74 €

Evolution fond de renouvellement

Prévisionnel	2 771,50 €

	Evolution	Renouvellement	Différence	Solde majoré au :		S_N
2015		5 551,42 €	- 2 779,92 €	- 2 779,92 €	31-déc.-15	
2016	2 753,21 €	4 408,75 €	- 1 686,60 €	- 4 466,52 €	31-déc.-16	
2017	2 743,38 €	7 943,30 €	- 5 199,92 €	- 9 666,44 €	31-déc.-17	
2018	2 748,35 €	3 661,01 €	- 912,66 €	- 10 579,10 €	31-déc.-18	
2019	2879,71 €	3244,00 €	- 364.29 €	- 10943.39 €	31-déc-19	
2020						
2021						
2022						
2023						

Indicateurs de performance :

Indicateurs descriptifs des services			
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	1 252	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	unité
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	L.D.E.	tMS
D 204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	2.2872	€/m^3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35	points
P 203 .3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 204 .3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	L.D.E.	%
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0.012	nb/100 km
P 253.2	Taux moyens de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0	%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	L.D.E.	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	???	an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3.76	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Glossaire:

Amont : Partie du cours d'eau située entre la source et le point considéré.

Assainissement : Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement

Assainissement autonome : L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

Assainissement collectif : C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

Auto surveillance : Suivi des rejets (débits, concentrations) d'un établissement ou du fonctionnement d'un système d'assainissement par l'établissement lui-même ou par le ou les gestionnaires du système d'assainissement. Les modalités de ce suivi sont fixées, pour les stations d'épuration collectives, par l'arrêté du 22 décembre 1994.

Bassin de décantation : En séjournant un temps dans ce bassin, l'eau chargée en polluants, issue d'un processus industriel, ou de la récupération des eaux de ruissellement, va se débarrasser de ses impuretés en les laissant se déposer au fond du bassin.

Bassin d'orage : Bassin de retenue destiné à stocker provisoirement l'excédent d'eau amené par une pluie dans le réseau d'égout. Ultérieurement, à petit débit cette eau sera emmenée vers la station d'épuration pour y être traitée.

Biodégradable : Un produit est dit biodégradable si, une fois consommé, il peut être décomposé par des organismes vivants. Notion importante : capacité de l'écosystème à absorber les produits biodégradables limitée, risque d'engorgement (exemple : eutrophisation).
La biodégradation se traduit par une simplification progressive de la structure chimique d'un composé organique de formule Cx Hy Oz Nt Pu avec la minéralisation du carbone (sous forme de dioxyde de carbone) et l'obtention de métabolites de faible poids moléculaire, disponible alors pour la synthèse de constituants cellulaires.
Intérêt et signification : La biodégradabilité est un des paramètres les plus importants pour caractériser l'impact d'un produit organique sur l'environnement. Elle est liée à l'aptitude et à la vitesse de disparition du produit en milieu biologique naturel.

Clapet antiretour : Dispositif mécanique qui empêche la circulation de l'eau dans le sens inverse.

Collecteur : Egout qui reçoit les eaux usées des particuliers.

Convention de déversement : Document contractuel multipartite (entreprise, collectivité, délégataire…) de droit privé qui définit les droits et les devoirs de chacun. C'est un partenariat. Chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

Curage : Rétablissement du cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelle.

D.B.O.5 (Demande Biochimique d'Oxygène sur 5 jours) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques dans une eau, avec le concours des micro-organismes se développant dans le milieu, dans des conditions données.

D.C.O. (Demande Chimique d'Oxygène) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire pour l'oxydation d'eaux contenant des substances réductrices.

Débit : En hydrométrie, quantité d'eau écoulée par unité de temps. Les débits « horaires », « journaliers », « mensuels » sont les moyennes des débits observés respectivement pendant une heure, un jour, un mois. L'expression « débit moyen journalier » peut donc être considérée comme un pléonasme (un débit est toujours moyen) et les hydrologues tendent de plus en plus à réserver l'adjectif « moyen » aux variables calculées sur plusieurs années. Suivant l'importance, les débits sont exprimés en m^3/s ou en l/s.

Débit moyen : L'usage veut que l'on réserve l'adjectif moyen aux débits calculés sur plusieurs années (on peut également parler de débit moyen interannuel). Ainsi le « débit moyen mensuel de mai » est la moyenne de tous les débits mensuels connus pour le mois de mai. Pour le débit moyen annuel, on parle souvent de module (interannuel).

Décantation : Séparation des matières solides (plus lourdes que l'eau) qui se déposent au fond, par effet de gravité.

Dégrilleur : Appareil pour retenir les particules grossières et arrêter les corps flottants, dès la prise d'eau de surface. L'appareil est constitué de grilles, bandes mobiles, disques ou tambours rotatifs.

Déversoir (d'orage) : En cas de pluies importantes le déversoir a pour mission de limiter l'arrivée d'eau de pluie sur la station d'épuration des eaux usées. Une partie des eaux repartiront donc sans traitement vers le milieu naturel, sauf s'il y a un bassin d'orage pour les accueillir.

Eaux usées (eaux résiduaires) : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

Effluent : Ensemble des produits polluants qui s'écoulent dans les eaux. Ils contiennent des matières en suspension, des matières organiques oxydables, des nitrates ou des sulfates.

Egout : Canalisation souterraine qui permet de véhiculer les eaux usées et les eaux pluviales.

Epuration : Purifier l'eau, la débarrasser de ses polluants.

Exutoire : Point le plus bas d'un réseau hydraulique ou hydrographique par où passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin.

Graisse : Substance lipidique onctueuse fondant entre 25 et 50°C.

Infiltration : Rejet d'eaux usées prétraitées ou traitées vers le sous-sol sans objectif agricole. Exemple: infiltrations dans un puits, d'infiltration par tranchée ou par épandage souterrain. Passage lent d'un liquide à travers un corps solide.

Lagunage : Traitement biochimique : stockage de l'eau résiduaire durant le temps nécessaire à la production de la dégradation de la matière organique par bactéries hétérotrophes. Les lagunes sont constituées de plans d'eau peu profonds, en général au nombre de trois. L'apport d'oxygène naturel, par échange avec l'atmosphère ou par photosynthèse des algues de surface, peut être complété exceptionnellement par des aérateurs pour stimuler l'activité biologique et diminuer les surfaces.

Maître d'œuvre : Concepteur de l'ouvrage ou directeur des travaux.

Maître d'ouvrage : Propriétaire et financeur de l'ouvrage.

Nappe Phréatique : Nappe d'eau souterraine, créée par l'infiltration des eaux de pluie ou les lits souterrains des rivières. Les roches poreuses et les sables qui constituent le sol assurent une filtration naturelle à l'eau qui est donc en général de très bonne qualité. La nappe d'eau est dite libre, lorsqu'elle est directement alimentée par les précipitations qui s'infiltrent depuis la surface du sol. Au contraire, elle est dite captive, lorsqu'une couche de terrains imperméables (argiles) la sépare de la surface.

Niveau de rejet : Dans les autorisations administratives délivrées pour autoriser des rejets polluants dans le milieu naturel sont précisés les différents paramètres à respecter

Pollution accidentelle : Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

Pollution bactériologique : Impact négatif d'un rejet contenant des germes bactériens d'origine intestinale.

Pollution diffuse : Pollution des eaux du non pas à des rejets ponctuels et identifiables, mais à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entraînement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruissellent.

Pollution dispersée : Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concerné est important.

Pollution domestique : Impact négatif d'un rejet contenant des matières polluantes d'origine domestique (activité des ménages).

Pollution : Dégradation naturelle ou du fait de l'action de l'homme de l'aptitude de l'eau à un emploi déterminé. Définition donnée par des experts européens réunis à Genève en 1961 : " un cours d'eau est considéré comme étant pollué lorsque la composition ou l'état de ses eaux sont, directement ou indirectement, modifiés du fait de l'action de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel, ou à certaines d'entre elles ".

Programme d'assainissement : Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.

Redevance : Une redevance est, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, définie comme une somme demandée aux usagers d'un service public en vue de couvrir les charges de ce service. En ce sens la "redevance pollution" perçue par les Agences de l'eau ne correspondant pas à un service rendu ne peut donc être considérée comme une redevance mais comme un impôt.

Refoulement (Poste de... ou de Relevage) : Ouvrage constitué d'une bâche et de pompes, pour remonter l'eau

Regard : Ouverture, accès constitué d'un réceptacle visitable.

Rejets : Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

Rendement : Mesure de l'efficacité d'un procédé.

Réservoir : Bassin où l'on garde de l'eau en réserve. Il peut être en hauteur, ou souterrain.

Schéma d'assainissement : Ensemble des plans et textes qui décrivent l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations).

Système d'assainissement : Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées : c'est-à-dire les eaux issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Annexes :

- ***Annexe 1 : Travaux et Réparation.***
- ***Annexe 2 : Etude de conformité.***
- ***Annexe 3 : Récapitulatif interventions.***
- ***Annexe 4 : Récapitulatif ITV .***

Une équipe à votre service!

ANNEXE 1

- ***Travaux de branchement.***

SANS OBJET.

Bertrand

Une équipe à votre service!

ANNEXE 2

- ***Travaux et Réparation.***

Bertrand
Une équipe à votre service!

ANNEXE 3

- *Etude de conformité.*

Bertrand

Une équipe à votre service!

ANNEXE 4

- ***Récapitulatif interventions.***

DOTATION TRAVAUX 2019 - GURGY

Date	Désignation	Adresse	Origine de la demande
07/08/2019	Mise en place d'un joint sur 3 tampon	Rue du gué	M.Satre
07/08/2019	**Mise en place d'un joint sur 3 tampon**	**Rue du gué**	**M.Satre**
13/09/2019	Réparation Tampon	Rue du gué	
	Réparation Tampon	**rue du gué**	

Suivi des dossiers de raccordement

TRAVAUX SNATP

Facturé

Travaux programmés

Acompte OK, attente des travaux

Sans suite

HUISSIER

DATE	REF	N°	Nom	rue	CP	Ville	TVA 10%	Travaux
22/03/19	GUR0319	0925	HAMELIN	1 Petite rue du Gué	89250	GURGY		EU
11/06/19	GUR0619	0931	DOUGY	14 Quai des Fontaines	89250	GURGY		

RECAPITULATIF CONFORMITES

Non Conforme	n Contrôlé, retours de courrier ou ann NFORME suite raccordement
Conforme	Contrôle impossible

Année	Date Rapport	Date de saisie	N° de fiche	N° de rue	Rue	Ville	Nom	Prénom	Conforme			Non-conforme			Profondeur boîte			
									EU	EP	Unitaire	EU	EP	Unitaire	EU	Chute	EP	Chute
19	09/01/19	17/01/19	9643	9	Petite Rue du Gué	GURGY	MAILLAUT	Pierre	x	x					1,10			
19	22/01/19	22/01/19	9653	1	Rue des Roses	GURGY	Succession HAGE	Margueritte	x						1,18			
19	04/02/19	04/02/19	9663	8	Rue de l'Abbaye	GURGY	Succession AZOUNKED		x						1,03			
19	04/04/19	24/04/19	9711	14	Chemin des Champlots	GURGY	Succession MAGNIER		x	x								
19	20/08/19	20/08/19	9825	33	Rue du Saulcis	GURGY	GOUMY	Dominique	x									
19	28/09/19	28/08/19	9833	4	Rue des Jardins	GURGY	BOULARD	Colette	x	x						0,10		
19	12/09/19	13/09/19	9849	10	Rue de la Rivière	GURGY	FRIZOT	Jean-Jacques	x	x					1,20		1,00	
19	01/10/19	02/10/19	9868	30	Rue du Saulcis	GURGY	MORLE	Patricia	x	x								
19	22/10/19	22/10/19	9876	15	Rue de la Ronde	GURGY	JOLIBOIS		x	x					1,07			
19	13/11/19	13/11/19	9888	8	Rue de la Procession	GURGY	BARDIN	Jean-Paul	x	x								
19	13/11/19	15/11/19	9890	7	Rue Saint André	GURGY	BROSSARD	Monique	x						1,00			
19	28/11/19	17/12/19	9893	30	Rue de la Procession	GURGY	COTO	Vasilisa	x	x					1,72			
19	06/12/19	09/12/19	9908	11	Impasse de l'Abbaye	GURGY	GUILLOTON	Corinne	x	x					2,10			

Suivi du curage sur réseaux

GURGY

Date	Lieu exact	Intervenant	URGENCE					PREVENTIF							PR	CD	DO	Autre	Commentaires
			EU			EP		EU		EP		Unitaire		Avaloir					
			Branche	Canalisation		Canalisation		ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	Nb					
			Nb	ml	Diam	ml	Diam												
04/01/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
09/01/2019	Rue des 3 Cailloux	Dubois		10	200														
25/01/2019	Rue des Pature	Bezet Charreau		20	200														
06/02/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
20/03/2019	20 Rue des fauvettes	Roth Moreira	1	3	125														
04/03/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
08/04/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
02/05/2019	Rue du gué de la baume	Girault		20	200														
03/05/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
09/05/2019	rue saint andré	Girault		200	100														
07/06/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
05/07/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
17/07/2019	Nettoyage PR	Girault													2				Nettoyage pompage PR
09/08/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
03/09/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
07/10/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
24/10/2019	Impasse et rue des varennes	Girault						330	200										
	Rue des patures	Girault						350	200										
	Rue du gué							315	200										
	Rue de l'abbaye							90	200										
	Chemin des Champs l'eau							220	200										
04/11/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
26/11/2019	Rue de l'ile chamond	Girault								410	300								
	Chemin de l'orme	Girault								260	400								
29/11/2019	13 Rue de la Fontaine lison	Ravaut E	1	5	100														
03/12/2019	Poste de relevage	Hetroy M																3	Contrôles PR et relevé d'index
16/12/2019	rue de varennes	Charreau N												8					
	impasse de varennes													2					
	chemin de l'orme													11					
	chemin des champs													4					
	allée des bleuets													3					
	allée des pervenches													4					
	allée des myosotis													1					
	impasse de l'orme													2					
	rue de l'abbé pierre													3					
	rue de la procession													18					
	rue des mesanges													3					
	rue de la cannetiere													6					
	chemin de veron													1					
	Rue des 3 Cailloux													3					
17/12/2019	Impasse des fontaines	Charreau N												2					
	rue des bouvreuils													3					
	rue des pâtures													1					
	impasse des 3 maison													3					
	route des chaules													4					
	Rue de la fontaine													11					
18/12/2019	Rue du château	Dubesset S												1					
	impasse de varennes													2					
	rue du cimetierre													11					
	rue de la fontaine lison													2					
	rue du hallage													13					
	grand rue													8					
19/12/2019	rue des coulemines	Dubesset S												5					
	chemin des coulemines													19					
	chemin des bas de bréande													4					
	rue des sarmant													1					
	place de la hotte													9					
19/12/2019	Gurgy	Girault																8	Nettoyage Puisard
	Gurgy	Girault																6	Nettoyage Puisard

Ville de MONETEAU

Rapport Annuel Délégataire

Année 2019.

Service de l'assainissement

SOMMAIRE :

Synthèse de l'année
- 1.1 Les Chiffres Clés 3
- 1.2 L'essentiel de l'année 3

L'exécution du service
- 2.1 Le contrat 4
- 2.2 Le patrimoine du service 4
- 2.3 L'organisation de la société 5

Bilan d'exploitation technique
- 3.1 Système de collecte 7
- 3.2 Branchements 8
- 3.3 Travaux 8
- 3.4 Etudes de conformité 8
- 3.5 Curage 9
- 3.6 Interventions curatives 10
- 3.7 Dératisation 10
- 3.8 Inspection vidéo 11
- 3.9 Convention de déversement 11
- 3.10 Système d'information géographique (SIG) 11
- 3.11 Postes de refoulement 12

Pistes d'amélioration et remarques 16

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
- 4.1 Le CARE 18
- 4.2 Comptes d'exploitations détaillés (EU-EP) 19

Les indicateurs 20

Glossaire 21

Annexes 24

Synthèse de l'année

1.1 Les Chiffres Clés

6 775 ml de curage.

11 interventions d'urgence (avaloirs et boîtes de branchement).

754 avaloirs curés sur l'année.

0 ml d'inspection vidéo.

37 enquêtes de conformité.

1859 clients facturés au service de l'assainissement.

2,2881 € TTC/m^3 pour la part assainissement.

8.33 % de taux d'impayés.

1.2 L'essentiel de l'année

Suivi du Système d'Information Géographique (S.I.G.).

Continuité du diagnostic des réseaux via les inspections vidéo.

Suivi et optimisation des postes de relèvements.

Suivi du programme de travaux neufs.

L'exécution du service

2.1 Le contrat

La gestion du service a été confiée à notre société par contrat de type affermage en date du 1er JANVIER 2015 pour une durée de 8 ans.

Dans ce cadre, la société BERTRAND assure les prestations suivantes :

- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et les réparations (inférieures à 6 ml) des canalisations destinées à la collecte des effluents ;
- ✓ l'entretien, les réparations et le contrôle de la conformité des branchements au réseau public ;
- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement du matériel des postes de refoulement ;
- ✓ la mise en place d'un système d'information géographique des réseaux de collecte ;
- ✓ la dératisation.

2.2 Le patrimoine du service

La S.A.S. BERTRAND assure la continuité du service d'assainissement pour les habitants de la commune de MONETEAU.

Afin d'assurer cette fonctionnalité, le patrimoine du service est doté de :

⇨ 64 675 ml de canalisation reparti en :

✓ - réseaux unitaires	3 885 ml
✓ - réseaux eaux usées	33 195 ml
✓ - réseaux eaux pluviales	27 595 ml

⇨ 18 postes de relèvement

⇨ 513 grilles et avaloirs

⇨ 1 chambre à sable.

Nombre de points de rejet vers le milieu naturel par type d'ouvrage :

⇨ 0 déversoir d'orage.

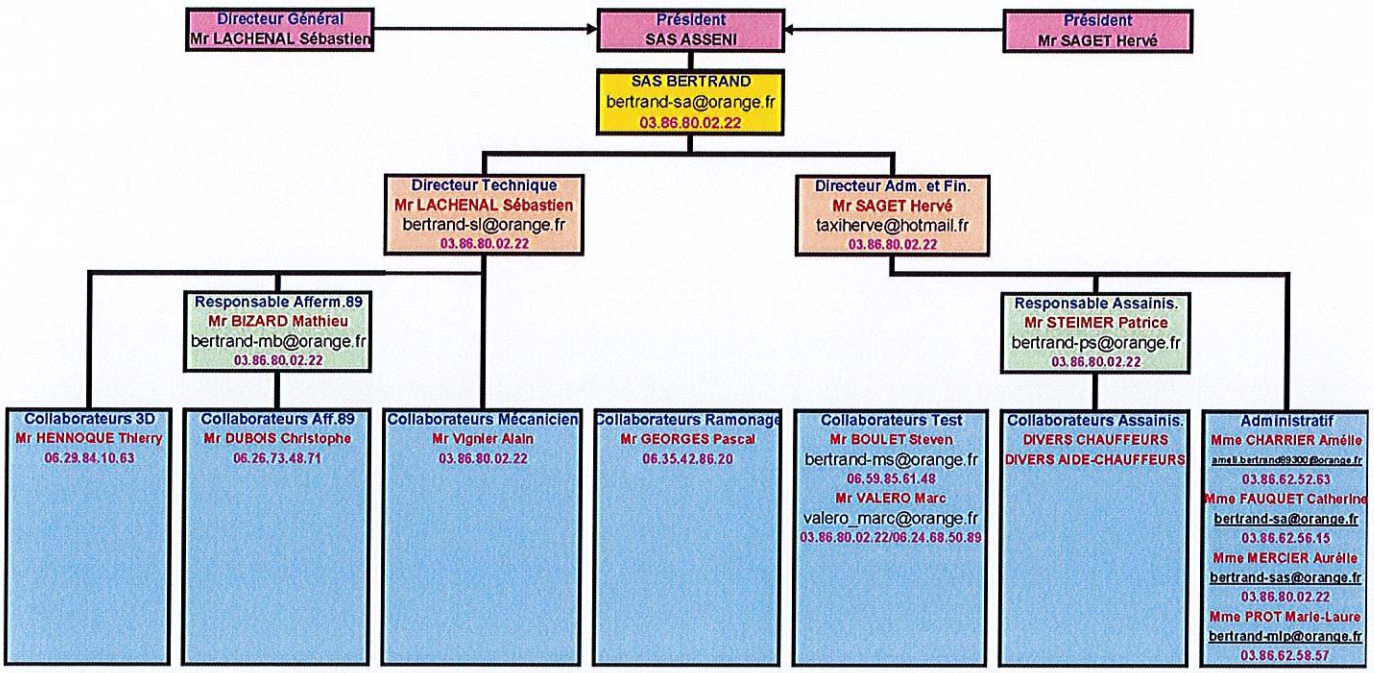
⇨ 19 collecteurs d'eaux pluviales

2.3 *L'organisation de la société*

⇨ Le siège et le département DSP

SAS BERTRAND

ORGANIGRAMME AU 31/03/2019



⇨ Gestion locale :

Gestion du contrat agence de JOIGNY :

29B Route de Chamvres
89300 JOIGNY
Tel : 03.86.80.02.22
E-Mail : contact.dsp@bertrand-sas.com

Accueil de la clientèle :

Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30

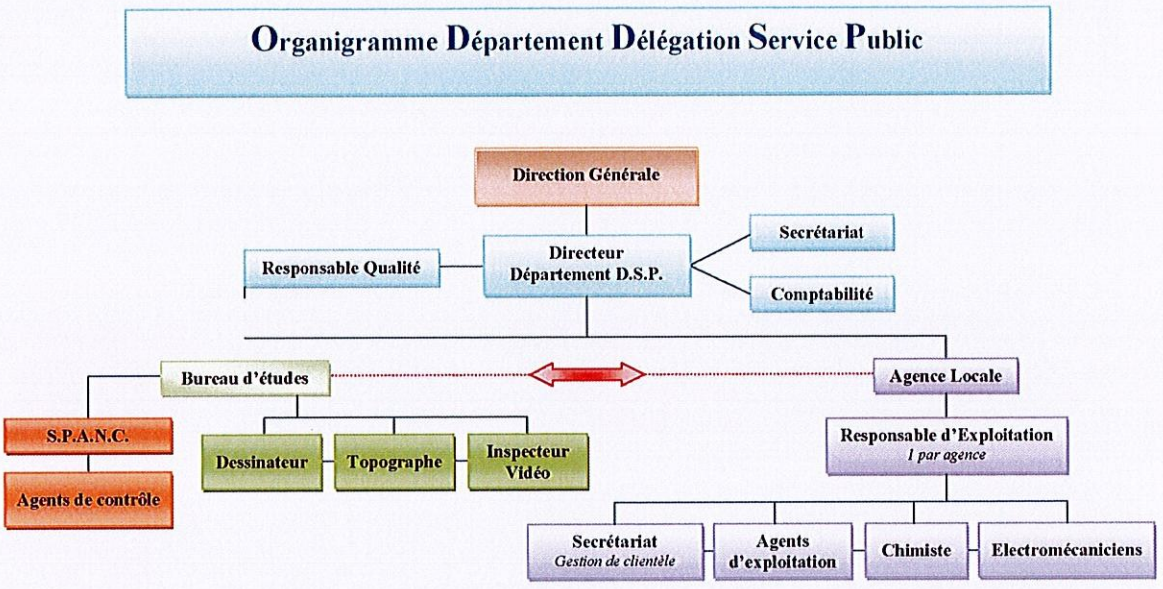
⇨ Astreinte :

La gestion de l'eau et de l'assainissement d'une commune nécessite un service d'astreinte organisé, dont les compétences sont reconnues pour traiter les urgences de l'exploitation. Notre société maîtrise cette mission depuis bon nombre d'années.

Elle met à disposition de l'exploitation, son service d'astreinte assuré 24/24, samedi, dimanche et jours fériés.

En cas d'anomalie ou d'incident, ses véhicules équipés en matériel d'intervention permettent à nos agents disposant de téléphones portables d'être aussitôt prévenus et d'intervenir quelle que soit l'heure et dans les meilleurs délais.

⇨ Organisation du département :



⇨ Moyens supplémentaires :

En cas de besoins supplémentaires tant humains que matériels, une mutualisation est mise en place au niveau de nos agences pour un détachement rapide et efficace sur le terrain.

⇨ Certification ISO 9001 (version 2008) :


AFAQ

Certificat
Certificate

N° 2006/28214c

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by

BERTRAND SA
Département DSP

pour les activités suivantes :
for the following activities

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS.
TRAVAUX ET PRESTATION DE SERVICE EN ASSAINISSEMENT.
GESTION DES SERVICES A LA CLIENTELE.

EFFLUENT COLLECTION AND TREATMENT.
WORKS EXECUTION AND PROVISION OF SERVICES RELATED TO SEWERAGE.
CUSTOMER RELATIONSHIP MANAGEMENT.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of

ISO 9001 : 2008

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations

32, avenue Gambetta FR-89000 AUXERRE
Les Prés Renardey FR-21490 CLENAY SAINT JULIEN
Rd 104 C FR-21410 MALAIN
Route de la Motte FR-89120 CHARNY
Route de Verdun Sur le Doubs FR-21250 SEURRE

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)
This certificate is valid from (year/month/day) 2010-12-07 Jusqu'au / Until 2012-11-17

Directrice Générale d'AFNOR Certification

Managing Director of AFNOR Certification

MEAUX

afnor

Certificat

La qualité du service du département DSP est garantie via la certification ISO 9001 (version 2008).

Bilan d'exploitation technique

3.1 Système de collecte.

Ouvrages	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EU	30 730 ml	30 730 ml	30 730 ml	30 730 ml	33 195 ml			
EP	27 595 ml	27 595 ml	27 595 ml	27 595 ml	27 595 ml			
Unitaire	3 885 ml	3 885 ml	3 885 ml	3 885 ml	3 885 ml			
Avaloirs	440 U	440 U	440 U	440 U	513 U			

TOTAL (ml) : 62 210

Les linéaires dans ce tableau sont l'évolution de ceux transmis en début de contrat.

3.2 Branchements.

Nouveaux	Nb EU - Unitaire	Nb EP
2015	1	2
2016	1	0
2017	2	0
2018	0	0
2019	1	0
2020		
2021		
2022		

Le tableau ci-dessus n'intègre pas les nouveaux branchements créés dans le cadre des travaux neufs de type remplacement ou extension ville.

Détail des branchements en **annexe 1**

3.3 Travaux.

5 opérations de réparation ou de création ont été réalisées sur les réseaux de collecte.

Le tableau joint en annexe 2 détaille ces travaux.

3.4 Etudes de conformité.

37 enquêtes de conformité ont été réalisées, dont 6 Non Conforme.

Toutes les conformités et non-conformités sont transmises en Mairie avec pour chaque non-conformité :

- ✓ le certificat ;
- ✓ une estimation des travaux à réaliser (public et privé) ;
- ✓ un schéma des installations existantes et à créer.

Les enquêtes de conformité réalisées à la demande d'un notaire sont transmises directement à ce dernier avec copie.
Le tableau récapitulatif joint en **annexe 3** fait apparaître :

- ✓ - le numéro de la fiche ;
- ✓ - le numéro dans la rue ;
- ✓ - le nom de la rue ;
- ✓ - la commune ;
- ✓ - le nom du propriétaire de l'immeuble ;
- ✓ - le bilan du contrôle par type de rejet ;

3.5 *Curage.*

Réseaux

Type	Objectif	2019
EU	4 610 ml	4 650 ml
EP	1 700 ml	2 125 ml
Unitaire	390 ml	0 ml
TOTAL	**6 700 ml**	**6 775 ml**

Le tableau joint en annexe 4 détaille l'ensemble des interventions de curage réalisé sur cet exercice.

Avaloirs

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Réalisé	329 U	412 U	452 U	567 U	754 U		

Chambre à sable

La chambre à sable correspond au siphon du pont de la Mouille. Celle-ci a été curée 2 fois.
Nous insistons sur l'aspect préventif afin d'éviter tout risque de débordement à cet endroit.
En effet, en cas d'orage ou de pluie prolongée, le volume d'eau transitant par cet ouvrage est très important.

Bassin d'orage

A ce jour aucun bassin d'orage n'est en exploitation sur le périmètre de la commune.

3.6 *Interventions curatives.*

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Avaloirs	27 U	4 U	0 U	0 U	2 U			
Brch/cana	16 U	5 U	11 U	11 U	11 U			
Moyenne/mois	**3,58 U**	**0,75 U**	**0,92 U**	**0,92 U**	**1,08 U**			

Le tableau joint en annexe 4 détaille les interventions réalisées sur cet exercice.

3.7 *Dératisation.*

La dératisation est réalisée en continu par les équipes de curage ainsi qu'un technicien.
Rue des mésanges, Rue Picasso, Rue de Paris sont traitées plus fréquemment.

3.8 Inspection vidéo.

0 ml d'inspection vidéo réalisé sur cet exercice. (Détail joint en annexe 4).

3.9 Convention de déversement.

Pas de nouvelle convention de déversement a été signée cette année.

3.10 S.I.G.

Le SIG est terminé. En effet, la totalité des relevés est réalisée et la saisie est également terminée.

3.11 Postes de refoulement.

Bilan énergétique

Nom	Energie
L'Yonne 1	687 Kwa
Gué de la Baume	18 610 Kwa
Les Mariniers	594 Kwa
Quai de l'Yonne n°2	394 Kwa
Quai de l'Yonne n°1 les Boisseaux	voir Yonne 2
Gué de l'Epine	339 Kwa
Oslo	716 Kwa
Tennis	
La Poste Bruxelles	
Pien (autoroute)	1 603 Kwa
Pien le Moulin	1 933 Kwa
Pien les Hardies	309 Kwa
Chemin du Pissoir	11 Kwa
PR Saint Laurent	
PR Rue des Prés	
	25 196 Kwa

Les relevés EDF sont réalisés en fin de mois sur l'ensemble des postes.

Renouvellement

Télésurveillance

Aucun automate de remplacé durant cette période.

Matériel tournant

- Poire de niveau PR Gué de la Baume (x4)

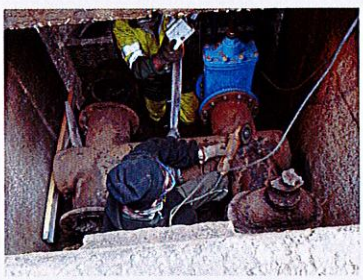
Renouvellement détecteurs de niveau ou sondes

Nom	Détecteurs	Sondes
L'Yonne 1		
Gué de la baume	*5*	
Les Mariniers	*2*	
Quai de l'Yonne n°2		
Quai de l'Yonne n°1		
Gué de l'Epine		
Oslo		
Tennis	*3*	
La Poste Bruxelles		
Pien (Autoroute)		
Pien Le Moulin		
Pien Les Hardies		
Chemin du Pissoir		

Il n'y a pas eu d'interruption de service au niveau des postes de relèvement pendant sur cet exercice.

Réhabilitation

Sans objet durant cet exercice.



Opérations de maintenance

Les postes de relèvement sont curés en moyenne 4 fois par an, exception faite pour les postes Gué de la Baume et Les Mariniers dont le curage est effectué plus souvent.
Les poires de niveau et les sondes sont vérifiées et nettoyées régulièrement, celles-ci sont remplacées en cas d'anomalies ou préventivement
Réparations et améliorations diverses (modification du câblage d'armoire afin de permettre de commander les pompes à distance, mise en place de clapets, de contacteurs, de batteries...)
Petites fournitures
Nous utilisons une quantité importante de petites fournitures pour l'entretien des postes :

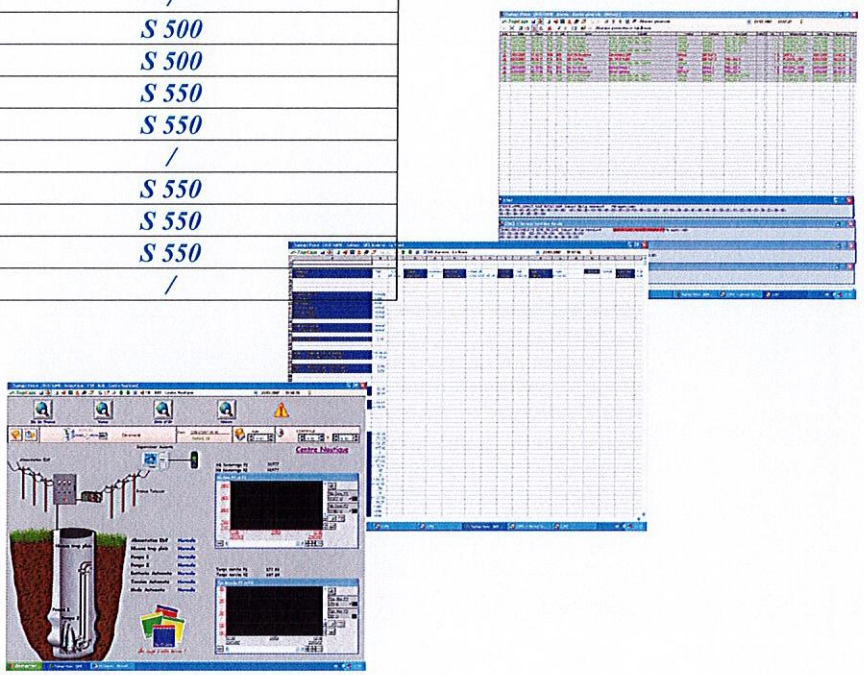
- ✓ fusibles ;
- ✓ contacteurs ;
- ✓ relais ;
- ✓ thermiques ;
- ✓ voyants de contrôle ;
- ✓ câbles électriques ;
- ✓ chaînes ;
- ✓ manilles ;
- ✓ boites de dérivation ;
- ✓ dominos ;
- ✓ graisse ;
- ✓ …

L'ensemble des opérations de maintenance est consigné.

Télésurveillance

La surveillance des postes de refoulement est réalisée à l'aide du logiciel TOPKAPI, qui nous permet de notifier les alarmes aux opérateurs d'astreinte et de palier aux dysfonctionnements.

Nom	Type d'automate
L'Yonne 1	/
Gué de la baume	*S 530*
Les Mariniers	*S 50*
Quai de l'Yonne n°2	/
Quai de l'Yonne n°1	*S 500*
Gué de l'Epine	*S 500*
Oslo	*S 550*
Tennis	*S 550*
La Poste Bruxelles	/
Pien Autoroute	*S 550*
Pien Le Moulin	*S 550*
Pien Les Hardies	*S 550*
Chemin du Pissoir	/



Conformités électriques

Un rapport de vérification de chaque installation électrique est établi par le Cabinet des Epris
Ces visites se sont déroulées le 22 octobre 2019.
Il résulte de ces contrôles que toutes les armoires sont conformes aux normes et en parfait état de fonctionnement.

Pistes d'amélioration et remarques

Pistes d'amélioration des réseaux

- ✓ Un volume d'eau très important transite par le siphon du pont de la Mouille en cas d'orage ou de fortes précipitations. Cet ouvrage est un point sensible. Un exutoire supplémentaire ou un bassin de rétention serait à prévoir.
  La création d'un ouvrage incombe à la collectivité.
- ✓ Les réseaux Avenue de la Seiglée sont envahis de racines perturbant ou bloquant l'écoulement.
- ✓ Le réseau des eaux pluviales de Sougères sur Sinotte est en mauvais état.
- ✓ Le réseau d'assainissement qui relie Pien à Monéteau via le poste situé près de l'autoroute à des infiltrations dans certains regards.
  L'étanchéité doit être reprise par la société qui a réalisé les travaux.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE)

4.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

	2018	*2019*	*Ecart*
PRODUITS	**207 902,14 €**	**230 954,15 €**	**11,09%**
Exploitation du service	72 096,39 €	81 716,50 €	
Collectivités et autres organismes publics	135 805,75 €	149 237,65 €	
Travaux attribués à titre exclusif			
CHARGES	**223 790,57 €**	**236 972,12 €**	**5,89%**
Personnel	33 259,35 €	33 875,24 €	
Energie électrique	4 889,31 €	5 687,18 €	
Evacuation boues et sous-produits	772,54 €	1 125,04 €	
Produits de traitement			
Analyses et contrôles divers	2 105,20 €	2 257,20 €	
Sous-traitance, matières et fournitures	1 004,87 €	1 239,54 €	
Impôts locaux, taxes			
Autres dépenses d'exploitation, dont :			
• *Télécommunication, postes et télégestion*	979,63 €	1 214,29 €	
• *Engins et véhicules*	4 887,19 €	5 367,42 €	
• *Informatique*	450,00 €	450,00 €	
• *Assurances*	1 345,00 €	1 353,28 €	
• *Locaux*	1 585,00 €	1 585,00 €	
• *Autres*	6 002,71 €	6 002,71 €	
Frais de contrôle			
Contribution des services centraux et de recherche	1 450,00 €	1 450,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	135 805,75 €	149 237,65 €	
Charges relatives aux renouvellements			
• *Pour garantie de continuité du service*	8 527,07 €	6 464,09 €	
Charges relatives aux investissements	425,00 €	425,00 €	
Charges relatives aux investissements du domaine privé			
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement	904,68 €		
Impayés	19 397,27 €	19 238,48 €	
RESULTAT avant IMPÔT	**- 15 888,43 €**	**- 6 017,97 €**	**-62,12%**
RESULTAT	**- 15 888,43 €**	**- 6 017,97 €**	**-62,12%**
Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006			

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

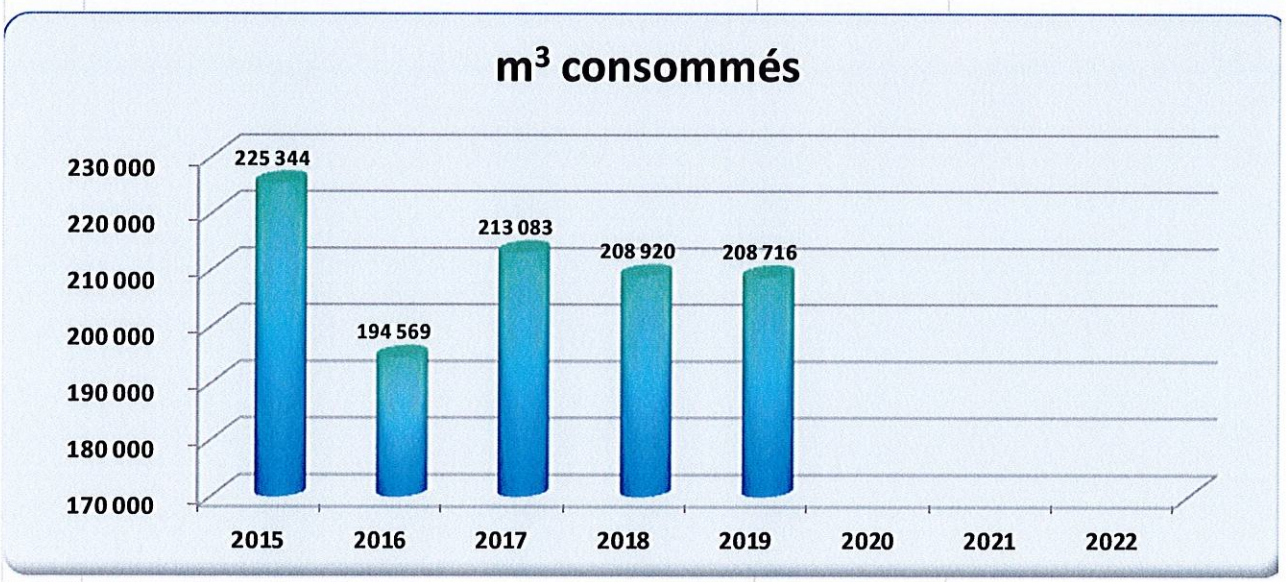
Détail des produits

	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**220 023,96 €**	**243 323,13 €**	**10,59%**
Exploitation du service	84 218,21 €	94 085,48 €	**11,72%**
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	72 096,39 €	81 716,50 €	
· *Pluvial*	12 121,82 €	12 368,98 €	
· *Redevance transport des effluents*	2 040,00 €	2 040,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	135 805,75 €	149 237,65 €	**9,89%**
· *Part Collectivité*	135 805,75 €	149 237,65 €	
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	135 805,75 €	149 237,65 €	
· *Part modernisation des réseaux*			
Travaux attribués à titre exclusif			
Produits accessoires			

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Evolution m^3

	2018	2019	Ecart en %
Collectivité	208 920 m3	208 712 m3	**-0,10%**
Société BERTRAND	208 920 m3	208 716 m3	**-0,10%**

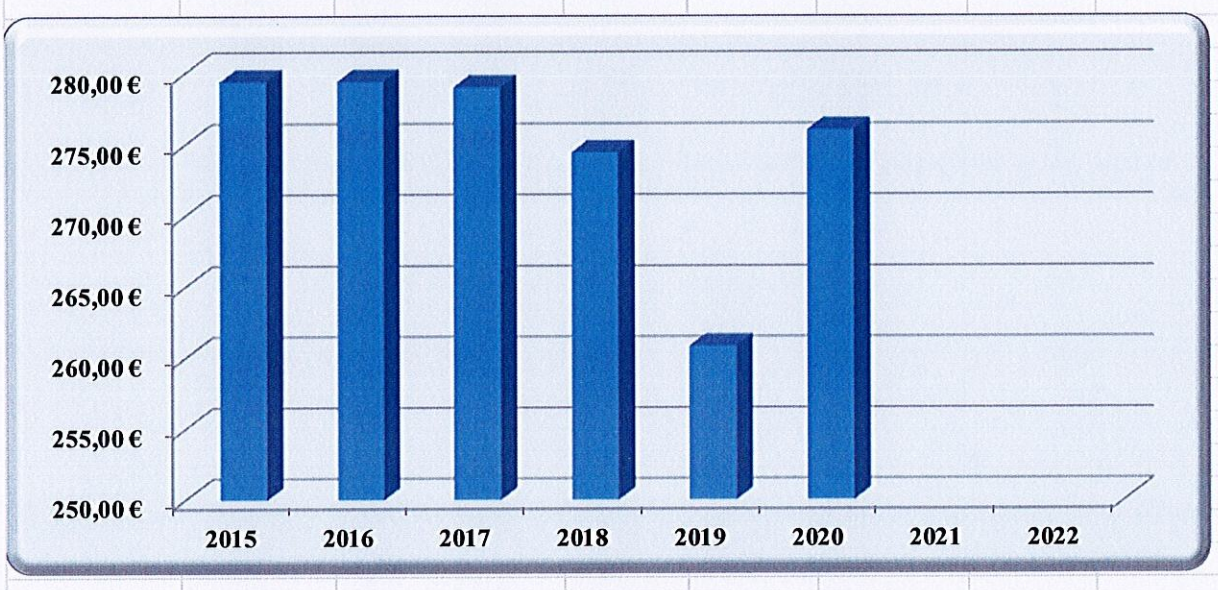


Facture type assainissement pour 120 m³ d'eau H.T.

	Quantité en m³	Prix unitaire m³ HT	Montant 120 m³ HT	Prix unitaire m³ HT	Montant 120 m³ HT	Variation
		2019		2020		
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES						
Collecte et traitement						
Part communale	120	0,6500	**78,00**	0,6500	**78,00**	0,00%
Part redevance SIETEUA	120	0,8000	**96,00**	0,8000	**96,00**	0,00%
Part redevance SA Bertrand collecte	90	0,3256	**29,30**	0,3294	**29,65**	
Part redevance SA Bertrand collecte	30	0,3877	**11,63**	0,3922	**11,77**	
Sous Total 'collecte et traitement'		2,1633	**214,94**	2,1716	**215,41**	0,22%
ORGANISMES PUBLICS						
Modernisation des réseaux de collecte	120	0,3000	**36,00**	0,1850	**22,20**	-38,33%
Sous Total 'organisme public'		0,3000	**36,00**	0,1850	**22,20**	-38,33%
Montant HT		2,4402	**250,94**	2,3566	**237,61**	-5,31%
Montant TVA à 10 %		0,2440	**25,09**	0,2357	**23,76**	-5,31%
Montant TTC		2,6842	**276,03**	2,5923	**261,37**	-5,31%

Prix m³ TTC	Prix m³ TTC	
276,0285	**2,1781**	-99,21%

Evolution facture type assainissement pour 120 m³ d'eau T.T.C.



Evolution K (renouvellement)

$$0{,}15 + 0{,}72 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0{,}13 \frac{ICHT\text{-}E}{ICHT\text{-}E_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}72 \frac{131{,}00}{127{,}20} + 0{,}13 \frac{116{,}60}{108{,}10}$$

$$0{,}15 + 0{,}72 \times 1{,}03 + 0{,}13 \times 1{,}08$$

$$0{,}15 + 0{,}74 + 0{,}14$$

K4 = 1,0317

Dernière valeur connue au 01/11/N-1

ICHT-E	=	116,60	1-juin-19
FSD2	=	131,00	1-sept.-19

ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14
FSD2	=	127,20	1-avr.-14

Dotation de départ	14 327,00 €	TOTAL
	5 836,88 €	Collecte EU etr Unitaire
	8 490,13 €	P.R.
Dotation 2020	14 781,62 €	TOTAL
	6 022,09 €	Collecte EU etr Unitaire
	8 759,53 €	P.R.

Evolution de la rémunération du Délégataire K1

Eaux usées

$$0{,}15 + 0{,}52 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}08 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o} + 0{,}05 \left(\frac{351107}{351107_o} \times \frac{35111403}{35111403_o} \times \frac{010534766}{010534766_0} \right) + 0{,}20 \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}52 \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}08 \frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}05 \left(\frac{138{,}20}{126{,}50} \times \frac{122{,}10}{121{,}20} \times \frac{101{,}00}{92{,}80} \right) + 0{,}20 \frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}52 \times 1{,}07 + 0{,}08 \times 1{,}04 + 0{,}05 \times (1{,}09 \times 1{,}01 \times 1{,}09) + 0{,}20 \times 1{,}03$$

$$0{,}15 + 0{,}56 + 0{,}08 + 0{,}06 + 0{,}21$$

K1 = 1,0540

Dernière valeur connue au 01/10/N-1

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19
TP10a	=	110,80	1-juin-19
010534766	=	101,00	1-juin-19
FSD2	=	131,10	1-août-19
ICHT-E $_0$	=	108,10	1-avr.-14
TP10a $_0$	=	107,00	1-sept.-14
010534766 $_0$	=	92,80	1-févr.-18
FSD2 $_0$	=	127,20	1-févr.-18
351107	=	138,20	1-janv.-16
351107 $_0$	=	126,50	1-févr.-18
35111403	=	122,10	1-janv.-18
35111403 $_0$	=	121,20	1-janv.-16

Tarif EU au 1er Janvier 2020

0,3320 € de 0 à 90 m^3

0,3952 € au-delà de 90 m^3

Tarif EU au 1er janvier 2015

0,3150 € de 0 à 90 m^3

0,3750 € au-delà de 90 m^3

Supprimé en Janvier 2016

Supprimé en Janvier 2018

Transit des effluents

GURGY

Tarif au 1er janvier 2015

1 000,00 € par an

Tarif au 1er janvier 2020

1 053,98 € par an

AUXERRE

Tarif au 1er janvier 2015

740,00 € par an

Tarif au 1er janvier 2020

779,95 € par an

PERRIGNY

Tarif au 1er janvier 2015

300,00 € par an

Tarif au 1er janvier 2020

316,19 € par an

Transit des effluents via le réseau de la commune de MONETEAU forfait annuel

Evolution de la rémunération du Délégataire K2

Eaux pluviales

$$0{,}15 + 0{,}67 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}13 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o} + 0{,}05 \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}67 \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}13 \frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}05 \frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}67 \times 1{,}0675 + 0{,}13 \times 1{,}0355 + 0{,}05 \times 1{,}0307$$

$$0{,}15 + 0{,}7152 + 0{,}1346 + 0{,}0515$$

$$= 1{,}0514$$

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19	
TP10a	=	110,80	1-juin-19	
FSD2	=	131,10	1-août-19	Tarif EP au 1er janvier 2020 (6 mois)
				6 285,59 €
ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14	
TP10a	=	107,00	1-avr.-14	
FSD2	=	127,20	1-avr.-14	Tarif EP au 1er janvier 2015 (6 mois)
				5 978,33 €

Bordereau des prix K4

$$0{,}15 + 0{,}50 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}35 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}35 \frac{110{,}80}{107{,}00}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \; 1{,}07 + 0{,}35 \; 1{,}04$$

$$0{,}15 + 0{,}53 + 0{,}36$$

K4 = 1,0462

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19
TP10a	=	110,80	1-juin-19

ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14
TP10a	=	107,00	1-avr.-14

Renouvellement Electro

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Poires de niveau	5	*PR Gué de la Baume*	1000 €

Total **1000.00 €**

Renouvellement TP

Type	Lieu	Montant H.T.
Réparation sur avaloir	*Rte d'Auxerre*	241.46 €
Fourniture 15 tampons		4256,88 €
Réparation d'un regard	*Rue des Marronniers*	241.37 €
Réparation sur avaloir	*Rue du Grand Hémond*	241.46 €
Réparation sur avaloir	*Rue d'Athènes*	241.46 €
Réparation sur avaloir	*Sougères*	241.46 €

Total **5464.09 €**

Total renouvellement **6464.09 €**

Evolution fond de renouvellement PR

BASE	8 935,75 €

	Montant Révalué	Montant avec report N-1	Renouvellement réalisé	Différence	majoré au :		S_N
2015	8 935,75 €	8 935,75 €	6 133,00 €	- 2 802,75 €	- 2 802,75 €	31-déc.-15	- 2 802,75 €
2016	8 740,05 €	11 542,80 €	8 851,00 €	- 2 691,80 €	- 2 691,80 €	31-déc.-16	- 2 691,80 €
2017	8 488,96 €	11 180,76 €	6 056,64 €	- 5 124,12 €	- 5 124,12 €	31-déc.-17	- 5 124,12 €
2018	8 821,37 €	12 958,37 €	1 750,00 €	- 11 208,37 €	- 11 208,37 €	31-déc.-18	- 11 208,37 €
2019	8 759,53 €	19 967,90 €	1 000,00 €	- 18 967,90 €	- 18 967,90 €	31-déc.-19	- 18 967,90 €
2020							
2021							
2022							

Evolution fond de renouvellement Travaux Réseaux

Prévisionnel	5 836,88 €

	Montant Révalué	Montant avec report N-1	Renouvellement réalisé	Différence	majoré au :		S_N
2015	5 836,88 €	5 836,88 €	5 503,91 €	- 332,97 €	- 332,97 €	31-déc.-15	- 332,97 €
2016	5 709,05 €	6 042,02 €	5 732,34 €	- 309,68 €	- 309,68 €	31-déc.-16	- 309,68 €
2017	5 720,14 €	6 029,82 €	5 416,20 €	- 613,62 €	- 613,62 €	31-déc.-17	- 613,62 €
2018	5 762,17 €	6 375,79 €	6 777,07 €	401,28 €	401,28 €	31-déc.-18	401,28 €
2019	6 022,09 €	5 620,81 €	5 464,09 €	- 156,72 €	- 156,72 €	31-déc.-19	- 156,72 €
2020							
2021							
2022							

Indicateurs de performance :

Indicateurs descriptifs des services			
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	4 122	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	3	unité
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	L.D.E.	tMS
D 204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	2.1781	€/m^3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35	points
P 203 .3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 204 .3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	L.D.E.	%
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0.084	nb/100 km
P 253.2	Taux moyens de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0	%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	L.D.E.	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	???	an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	8.33	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Glossaire:

Amont : Partie du cours d'eau située entre la source et le point considéré.

Assainissement : Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement

Assainissement autonome : L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

Assainissement collectif : C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

Auto surveillance : Suivi des rejets (débits, concentrations) d'un établissement ou du fonctionnement d'un système d'assainissement par l'établissement lui-même ou par le ou les gestionnaires du système d'assainissement. Les modalités de ce suivi sont fixées, pour les stations d'épuration collectives, par l'arrêté du 22 décembre 1994.

Bassin de décantation : En séjournant un temps dans ce bassin, l'eau chargée en polluants, issue d'un processus industriel, ou de la récupération des eaux de ruissellement, va se débarrasser de ses impuretés en les laissant se déposer au fond du bassin.

Bassin d'orage : Bassin de retenue destiné à stocker provisoirement l'excédent d'eau amené par une pluie dans le réseau d'égout. Ultérieurement, à petit débit cette eau sera emmenée vers la station d'épuration pour y être traitée.

Biodégradable : Un produit est dit biodégradable si, une fois consommé, il peut être décomposé par des organismes vivants. Notion importante : capacité de l'écosystème à absorber les produits biodégradables limitée, risque d'engorgement (exemple : eutrophisation).
La biodégradation se traduit par une simplification progressive de la structure chimique d'un composé organique de formule Cx Hy Oz Nt Pu avec la minéralisation du carbone (sous forme de dioxyde de carbone) et l'obtention de métabolites de faible poids moléculaire, disponible alors pour la synthèse de constituants cellulaires.
Intérêt et signification : La biodégradabilité est un des paramètres les plus importants pour caractériser l'impact d'un produit organique sur l'environnement. Elle est liée à l'aptitude et à la vitesse de disparition du produit en milieu biologique naturel.

Clapet antiretour : Dispositif mécanique qui empêche la circulation de l'eau dans le sens inverse.

Collecteur : Egout qui reçoit les eaux usées des particuliers.

Convention de déversement : Document contractuel multipartite (entreprise, collectivité, délégataire…) de droit privé qui définit les droits et les devoirs de chacun. C'est un partenariat. Chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

Curage : Rétablissement du cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelle.

D.B.O.5 (Demande Biochimique d'Oxygène sur 5 jours) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques dans une eau, avec le concours des micro-organismes se développant dans le milieu, dans des conditions données.

D.C.O. (Demande Chimique d'Oxygène) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire pour l'oxydation d'eaux contenant des substances réductrices.

Débit : En hydrométrie, quantité d'eau écoulée par unité de temps. Les débits « horaires », « journaliers », « mensuels » sont les moyennes des débits observés respectivement pendant une heure, un jour, un mois. L'expression « débit moyen journalier » peut donc être considérée comme un pléonasme (un débit est toujours moyen) et les hydrologues tendent de plus en plus à réserver l'adjectif « moyen » aux variables calculées sur plusieurs années. Suivant l'importance, les débits sont exprimés en m^3/s ou en l/s.

Débit moyen : L'usage veut que l'on réserve l'adjectif moyen aux débits calculés sur plusieurs années (on peut également parler de débit moyen interannuel). Ainsi le « débit moyen mensuel de mai » est la moyenne de tous les débits mensuels connus pour le mois de mai. Pour le débit moyen annuel, on parle souvent de module (interannuel).

Décantation : Séparation des matières solides (plus lourdes que l'eau) qui se déposent au fond, par effet de gravité.

Dégrilleur : Appareil pour retenir les particules grossières et arrêter les corps flottants, dès la prise d'eau de surface. L'appareil est constitué de grilles, bandes mobiles, disques ou tambours rotatifs.

Déversoir (d'orage) : En cas de pluies importantes le déversoir a pour mission de limiter l'arrivée d'eau de pluie sur la station d'épuration des eaux usées. Une partie des eaux repartiront donc sans traitement vers le milieu naturel, sauf s'il y a un bassin d'orage pour les accueillir.

Eaux usées (eaux résiduaires) : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

Effluent : Ensemble des produits polluants qui s'écoulent dans les eaux. Ils contiennent des matières en suspension, des matières organiques oxydables, des nitrates ou des sulfates.

Egout : Canalisation souterraine qui permet de véhiculer les eaux usées et les eaux pluviales.

Epuration : Purifier l'eau, la débarrasser de ses polluants.

Exutoire : Point le plus bas d'un réseau hydraulique ou hydrographique par où passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin.

Graisse : Substance lipidique onctueuse fondant entre 25 et 50°C.

Infiltration : Rejet d'eaux usées prétraitées ou traitées vers le sous-sol sans objectif agricole. Exemple: infiltrations dans un puits, d'infiltration par tranchée ou par épandage souterrain. Passage lent d'un liquide à travers un corps solide.

Lagunage : Traitement biochimique : stockage de l'eau résiduaire durant le temps nécessaire à la production de la dégradation de la matière organique par bactéries hétérotrophes. Les lagunes sont constituées de plans d'eau peu profonds, en général au nombre de trois. L'apport d'oxygène naturel, par échange avec l'atmosphère ou par photosynthèse des algues de surface, peut être complété exceptionnellement par des aérateurs pour stimuler l'activité biologique et diminuer les surfaces.

Maître d'œuvre : Concepteur de l'ouvrage ou directeur des travaux.

Maître d'ouvrage : Propriétaire et financeur de l'ouvrage.

Nappe Phréatique : Nappe d'eau souterraine, créée par l'infiltration des eaux de pluie ou les lits souterrains des rivières. Les roches poreuses et les sables qui constituent le sol assurent une filtration naturelle à l'eau qui est donc en général de très bonne qualité. La nappe d'eau est dite libre, lorsqu'elle est directement alimentée par les précipitations qui s'infiltrent depuis la surface du sol. Au contraire, elle est dite captive, lorsqu'une couche de terrains imperméables (argiles) la sépare de la surface.

Niveau de rejet : Dans les autorisations administratives délivrées pour autoriser des rejets polluants dans le milieu naturel sont précisés les différents paramètres à respecter

Pollution accidentelle : Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

Pollution bactériologique : Impact négatif d'un rejet contenant des germes bactériens d'origine intestinale.

Pollution diffuse : Pollution des eaux du non pas à des rejets ponctuels et identifiables, mais à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entraînement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruissellent.

Pollution dispersée : Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concerné est important.

Pollution domestique : Impact négatif d'un rejet contenant des matières polluantes d'origine domestique (activité des ménages).

Pollution : Dégradation naturelle ou du fait de l'action de l'homme de l'aptitude de l'eau à un emploi déterminé. Définition donnée par des experts européens réunis à Genève en 1961 : " un cours d'eau est considéré comme étant pollué lorsque la composition ou l'état de ses eaux sont, directement ou indirectement, modifiés du fait de l'action de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel, ou à certaines d'entre elles ".

Programme d'assainissement : Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.

Redevance : Une redevance est, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, définie comme une somme demandée aux usagers d'un service public en vue de couvrir les charges de ce service. En ce sens la "redevance pollution" perçue par les Agences de l'eau ne correspondant pas à un service rendu ne peut donc être considérée comme une redevance mais comme un impôt.

Refoulement (Poste de... ou de Relevage) : Ouvrage constitué d'une bâche et de pompes, pour remonter l'eau

Regard : Ouverture, accès constitué d'un réceptacle visitable.

Rejets : Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

Rendement : Mesure de l'efficacité d'un procédé.

Réservoir : Bassin où l'on garde de l'eau en réserve. Il peut être en hauteur, ou souterrain.

Schéma d'assainissement : Ensemble des plans et textes qui décrivent l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations).

Système d'assainissement : Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées : c'est-à-dire les eaux issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Annexes :

TRAVAUX SNATP

Facturé
Travaux programmés
Acompte OK, attente des travaux
Sans suite

HUISSIER

DATE	REF	N°	Nom	rue	CP	Ville	Travaux
28/05/19	MON0519	0927	ALLILAIRE	2 Impasse des Cerisiers	89470	MONETEAU	EU

Suivi du curage sur réseaux

MONETEAU

Date	Lieu exact	Intervenant	URGENCE								PREVENTIF									PR	CAS	DO	Commentaires
			EU			EP			Unitaire		EU		EP		Unitaire		ITV		Avaloir				
			Br	Canalisation		Avaloir	Canalisation		Canalisation		ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	Nb				
			Nb	ml	Diam	Nb	ml	Diam	ml	Diam													
09/01/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
05/02/2019	Rue de Madrid	Girault																	9				
	Rue du Luxenbourg																		2				
	Rue de Bruxelle																		7				
	Rue de L'europe																		15				
08/02/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
08/02/2019	Rue de Dublin	Girault																	2				
	Rue de la Baum																		1				
	Rue de Rome																		7				
	Rue d'athene																		2				
	Rue de londres																		10				
	Avenue de Paris																		31				
15/02/2019	Rue des miosotis	Ravaut E		25	200																		
20/02/2019	Rue des isles	Girault S																	14				
	Rue des cailloux																		20				
25/02/2019	Rue des ormes	Girault S																	4				
	rue de la mouille																		6				
	rue des saules																		4				
	rue courtise robin																		8				
	fêtes dieux																		10				
	rue de la liberté																		5				
	rue myosotis																		10				
	rue des lilas																		11				
	rue des marinier																		6				
	rue du puit																		8				
28/02/2019	rue brochet	Girault S																	4				
	rue fernand py																		17				
	rue de sommeville																		9				
	rue du château																		7				
	rue de la passerelle																		5				
	rue des caillottes																		10				
	rue des isles																		7				
	rue saint exupery																		9				
07/03/2019	rue saint exupery	Girault S																	14				
	rue louis blériot																		6				
	rue des chataigniers																		3				
	rue de la veillerie																		12				
	rue bicetre																		3				
	rue saint laurent																		14				
	rue de bretagne																		6				
11/03/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
18/03/2019	Monéteau	Girault Pheiffer																	11				
19/03/2019	Rue de L'europe	Girault Pheiffer		5	200																		
21/03/2019	Rue de la chapelle	Girault Pheiffer																	7				
	Rue d'auxerre	Girault Pheiffer																	31				
	Rue de Seignelay	Girault Pheiffer																	13				
12/03/2019	Avenue de la seiglée	Roth Georges		2	200																		
14/03/2019	Rue Marcel Pagnol	Charreau																	3				
	Rue thureau du bar																		7				
	rue alexandre dumas																		7				
	rue des écoles																		3				
	rue de bourgognes																		5				
	rue d'auvergne																		4				
	rue de la plaine des isles																		11				
	rue des marroniers																		7				
	rue du moulin																		10				
25/03/2019	rue d'auxerre	Girault Pheiffer																	28				
	rue du moulin																		6				
04/04/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
03/05/2019	Route d'auxerre	Hidée F Charreau N		5	200																		
07/05/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
09/05/2019	Rue du terrier blanc	Hidée F Charreau N		5	200																		
10/05/2019	Rue de la Seiglée	Hidée F Charreau N		10	200																		

Suivi du curage sur réseaux

21/05/2019	Rue de la Seiglée	Dubois C										400	200										
06/06/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
20/06/2019		Hennoque T																					Dératisation
24/06/2019	Rue de la fêtes dieu	Girault												475	300								
	Allée du tacot													155	500								
	rue des lilas													205	400								
05/07/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
09/08/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
16/08/2019	PR Rue des prés	Thelliez																					Remise en service PR
16/08/2019	Rue de Verdun	Hennoque T																					Sur Tampon EU et EP dératisation SD 50
27/08/2019	PR Mariniers, Yonne 1	Dubois Dubesset																		2			Pompage et nettoyage PR
03/09/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
20/09/2019	Impasse des guenelles, Route de Chemilly	Steimer Bizard		120	200																		Débouchage réseau EU
30/09/2019	Impasse des guenelles, Route de Chemilly	Girault S										410	200										
	Rue de Paris											330	200										
01/10/2019	Rue de Rome	Girault S										530	250										
	Rue de bonn											150	200										
02/10/2019	Rue des prés hauts	Girault S										600	200										
	Rue de la liberté											250	200										
	Rue des Roses											250	200										
03/10/2019	Rue des roses	Girault S												150	300								
	rue des chataigniers													250	160								
	Rue du moulin													730	170								
	Rue des vignes													160	200								
07/10/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
22/10/2019	Allée retrocédé	Dubois		50	100																		
28/10/2019	9 rue du bicetre	Girault Moreira	1	5	100																		
31/10/2019	16 rue picasso	Dubois Ravaut	1	25	100																		
04/11/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
18/11/2019	55 Rue de Verdun	Hennoque T																					Dératisation
21/11/2019	2 Route d'Auxerre	Girault S	1	15	100																		
28/11/2019	Rue du grand Hemont + rue st exupery	Girault										910	200										
03/12/2019	Rue de Gurgy	Girault										820	300										
03/12/2019	Poste de relevage	Dubois																					Contrôle bon fonnctionnement PR et relève d'index
04/12/2019	Rue du grand Hemont	Girault																					
	Rue Saint quentin																						
	Avenue Carron																						
	Rue Collette																						
	Rue Romain Rolland																						
06/12/2019	Rue de la seiglée	Girault S																					
	Rue Marie Noel																						
	Avenue de la garennes																						
	Rue de Franche conté																						
06/12/2019	CTM	Hennoque T																					Dératisation SD 50 piste de lavage
	Rue des Alouettes																						SD 50
	Rue des rouges Gorges																						SD 50
	Rue des mesange																						SD 50
	Rue des Hirondelles																						SD 50
20/12/2019	rue de la mouille	Charreau																					
	rue de la liberté																						
	Rue des lilas																						
	rue des myosotis																						
	rue des mariniers																						
	Rue de la fêtes dieu																						
	rue de la cour robin																						
27/12/2019	Rue de la chapelle	Girault																					
30/12/2019	Rue fernand py et rue de sommeville	Dubois																					
31/12/2019	rue de rome	Girault																					
	rue de paris																						
	Rue du Luxenbourg																						
	Rue de Bruxelle																						
	Rue de Dublin																						

RECAPITULATIF CONFORMITES

Non Conforme	Non Contrôlé, retours de courrier ou annulé	Contrôle CONFORME suite raccordement
Conforme	Contrôle impossible	

Année	Date Rapport	Date de saisie	N° de fiche	N° de rue	Rue	Ville	Nom	Prénom	Conforme			Non-conforme			Profondeur boîte					
									EU	EP	Unitaire	EU	EP	Unitaire	EU	Chute	EP	Chute	Unitaire	Chute
19	08/10/18	09/01/19	9645	12	Rue de Chemilly	MONETEAU	GORGET	Christianne	x											
19	15/10/18	10/01/19	9646	10	Rue des Guenelles	MONETEAU	VIEILLE	Roland	x				x		1,14					
19	15/10/18	10/01/19	9647	18	Rue des Guenelles	MONETEAU	BLANDIN	Monqiue				x	x							
19	30/01/19	30/01/19	9659	3	Rue des Mésanges	MONETEAU	NICOLAS	Benjamin				x	x							
19	30/01/19	30/01/19	9660	8	Avenue de Saint Quentin	MONETEAU	TORTEAU	Jean-Pierre/Josia	x	x										
19	20/02/19	21/02/19	9672	13	Rue des Isles	MONETEAU	BENOUNA	Aicha	x	x										
19	05/03/19	18/03/19	9679	11	Rue du Courtis Robin	MONETEAU	GUILLETAT	Jean-Pierre	x						1,15					
19	20/03/19	20/03/19	9692	1	Avenue de Saint Quentin	MONETEAU	BERTHELOT		x				x							
19	07/03/19	19/03/19	9693	14	Rue des Isles	MONETEAU	GARRAUT	Lucette	x	x					1,38		1,46			
19	22/03/19	22/03/19	9694	20	Rue Fernand Py	MONETEAU	ALBANDEA	Thibault	x						1,45					
19	26/03/19	27/03/19	9697	4	Allée des Hortensias	MONETEAU	TORCHEBOEUF		x	x					0,60					
19	26/03/19	27/03/19	9699	45	Avenue de Saint Quentin	MONETEAU	FOURNEAU	Denis et Martine	x	x						0,15	0,75			
19	26/03/19	04/04/19	9700	10	Rue de Seignelay	MONETEAU	Consorts DUCHATELET		x	x					0,45		0,55			
19	18/04/19	24/04/19	9726	44	Route d'Auxerre	MONETEAU	HAGE	Benjamin	x	x										
19	24/04/19	24/04/19	9728	12	Rue des Myosotis	MONETEAU	ROBIN	Daniel				x				0,65				
19	14/05/19		9741	17	Rue de la Passerelle	MONETEAU	CEDOLIN	Mickaël												
19	16/05/19	24/05/19	9744	1	Rue du Grand Hemont	MONETEAU	SCI ST PATRICK		x	x					1,25					
19	21/05/19	23/05/19	9751	18	Rue Fernand Py	MONETEAU	PECHENOT	Joannick	x											
19	21/05/19	23/05/19	9752	18	Rue Fernand Py	MONETEAU	Succession ROUX		x											
19	11/06/19	24/06/19	9768	3	Rue de Paris	MONETEAU	KIEN	Ayna Marie Aniqu	x											
19	12/06/19	24/06/19	9770	3	Rue de Paris - Appt 1er étage	MONETEAU	KIEN	Ayna Marie Aniqu	x											
19	12/06/19	24/06/19	9771	3	Rue de Paris - Appt RDC Droite	MONETEAU	KIEN	Ayna Marie Aniqu	x											
19	17/06/19	17/06/19	9777	45	rue des Alouettes	MONETEAU	VITEAU	Francis	x	x						0,40		0,30		
19	08/07/19	19/07/19	9793	8	Rue d'Auxerre	MONETEAU	BRUYERE	Colette	x	x					1,00					
19	12/07/19	15/07/19	9806	7	Rue des Lilas	MONETEAU	PERRIER	Dominique	x						1,15					
19	19/07/19	24/07/19	9816	21	Rue de l'Ermitage	MONETEAU	HEINEN	Pierre	indéterminé											
19	19/08/19	06/09/19	9824	8	Rue des Isles	MONETEAU	FRAIKIN		x						1,92					
19	03/09/19	05/09/19	9840	2	Rue des Vignes - PIEN	MONETEAU	CHAPRON	Corinne	x	x					1,10		0,34			
19	11/09/19	12/09/19	9847	43	Rue d'Auxerre	MONETEAU	CHOUX	Raymond				x	x		0,92					
19	19/09/19	19/09/19	9851	19	Rue de l'Abreuvoir	MONETEAU	COCHERIL	Gérard	x	x					0,94		0,79			
19	23/09/19		9853	13	Rue de la Passerelle - SOMMEVILLE	MONETEAU	ARRAR	Jili												
19	14/10/19	16/10/19	9873	25	Rue des Ormes	MONETEAU	MALLARD	Yves	x	x					1,82					
19	08/11/19	08/11/19	9888	29	Avenue de la Garenne	MONETEAU	GAUFFILLET		Habitation Raccordée											
19	29/11/19	13/12/19	9897	7 B	Rue de la Fête Dieu	MONETEAU	RUFFINI	Didier	x	x					1,06			0,25		
19	05/12/19	20/12/19	9907	15	Rue de Verdun - Lot. La Garenne	MONETEAU	DE LA IGLESIA	Aurea	x	x										
19	11/12/19	11/12/19	9910	1	Rue de Sommeville	MONETEAU	PLOTON	Josiane et Pierre		x		x			0,88		0,87			
19	11/12/19	13/12/19	9914	10	Rue d'Auxerre	MONETEAU	FICHOT	Antoine	x	x								0,25		

Ville de PERRIGNY

Rapport Annuel Délégataire

Année 2019.

Service de l'assainissement

SOMMAIRE :

Synthèse de l'année
- 1.1 Les Chiffres Clés 3
- 1.2 L'essentiel de l'année 3

L'exécution du service
- 2.1 Le contrat 4
- 2.2 Le patrimoine du service 4
- 2.3 L'organisation de la société 4 à 6

Bilan d'exploitation technique
- 3.1 Système de collecte 7
- 3.2 Branchements 7
- 3.3 Travaux 7
- 3.4 Etudes de conformité 7
- 3.5 Curage 8
- 3.6 Interventions curatives 8
- 3.7 Dératisation 9
- 3.8 Inspection vidéo 9
- 3.9 Convention de déversement 9
- 3.10 Système d'information géographique (SIG) 9
- 3.11 Postes de refoulement 9 à 11

Pistes d'amélioration et remarques 12

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
- 4.1 Le CARE 13
- 4.2 Comptes d'exploitations détaillés (EU-EP) 14 à 21

Les indicateurs 22

Glossaire 23 à 25

Annexes : 26
- **Annexe 1** 27 à 28
- **Annexe 2** 29 à 30
- **Annexe 3** 31 à 32
- **Annexe 4** 33 à 34

Synthèse de l'année

1.1 Les Chiffres Clés

2 433 ml de curage.

2 interventions d'urgence (avaloirs et boîtes de branchement).

261 avaloirs curés sur l'année.

0 ml d'inspection vidéo.

6 enquêtes de conformité.

621 clients facturés au service de l'assainissement.

1.9408 € TTC/m^3 pour la part assainissement.

1.71 % de taux d'impayés.

1.2 L'essentiel de l'année

Suivi du Système d'Information Géographique (S.I.G.).

Continuité du diagnostic des réseaux via les inspections vidéo.

Campagne de curage préventif

L'exécution du service

2.1 Le contrat

La gestion du service a été confiée à notre société par contrat de type affermage en date du 1er JANVIER 2015 pour une durée de 8 ans.

Dans ce cadre, la société BERTRAND assure les prestations suivantes :

- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et les réparations (inférieures à 10 ml) des canalisations destinées à la collecte des effluents ;
- ✓ l'entretien, les réparations et le contrôle de la conformité des branchements au réseau public ;
- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement du matériel des postes de refoulement ;
- ✓ la mise en place d'un système d'information géographique des réseaux de collecte ;
- ✓ la dératisation.

2.2 Le patrimoine du service

La S.A.S. BERTRAND assure la continuité du service d'assainissement pour les habitants de la commune de PERRIGNY.

Afin d'assurer cette fonctionnalité, le patrimoine du service est doté de :

- ⇨ 19 710 ml de canalisation reparti en :
  - ✓ - réseaux unitaires 1 880 ml
  - ✓ - réseaux eaux usées 9 330 ml
  - ✓ - réseaux eaux pluviales 8 500 ml
- ⇨ 1 poste de relèvement
- ⇨ 190 grilles et avaloirs
- ⇨ 1 chambre à sable
- ⇨ 2 bassins d'orage

Nombre de points de rejet vers le milieu naturel par type d'ouvrage :

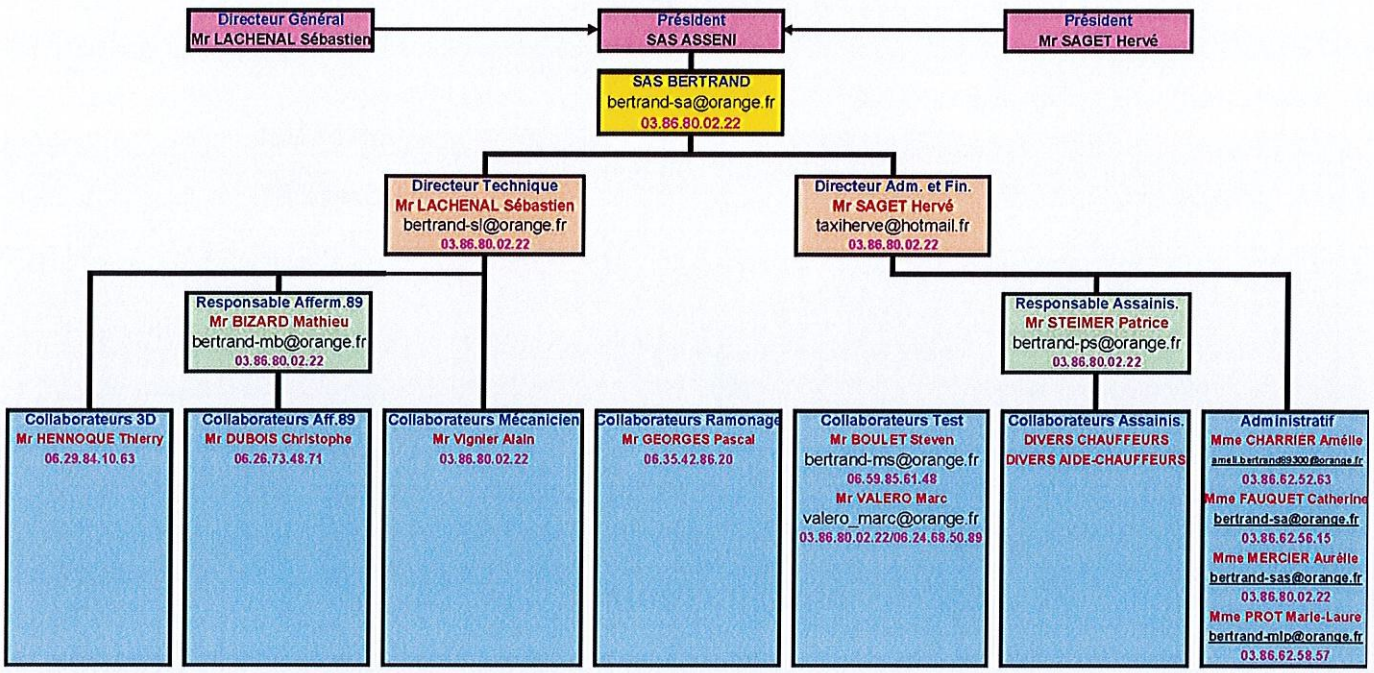
- ⇨ 1 déversoir d'orage inférieur à 2 000 éq/hab

2.3 *L'organisation de la société*

⇨ Le siège et le département DSP

SAS BERTRAND

ORGANIGRAMME AU 31/03/2019



⇨ Gestion locale :

Gestion du contrat agence de JOIGNY :

6 rue Robert Petit
89300 JOIGNY
Tel : 03.86.80.02.22 - Fax : 03.86.62.11.92
E-Mail : bertrand-dsp@wanadoo.fr

Accueil de la clientèle :

Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30

⇨ Astreinte :

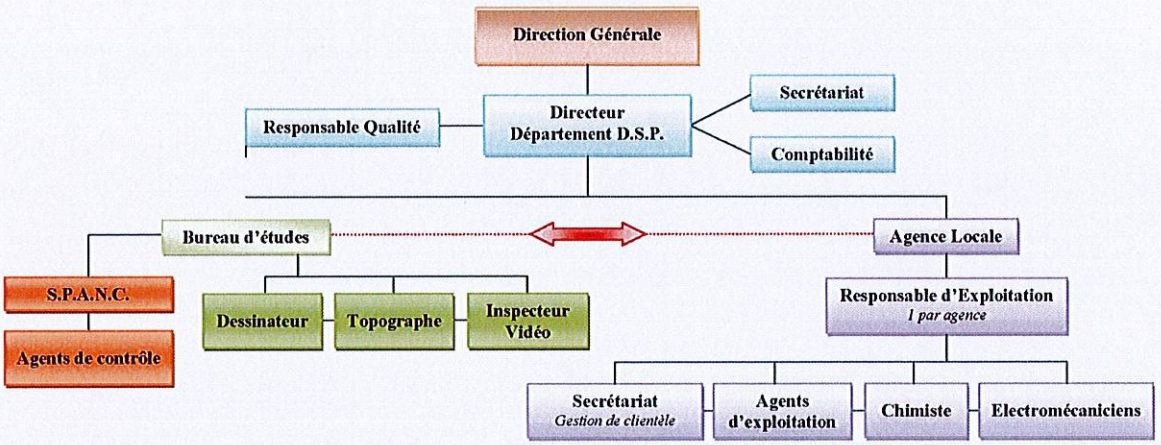
La gestion de l'eau et de l'assainissement d'une commune nécessite un service d'astreinte organisé, dont les compétences sont reconnues pour traiter les urgences de l'exploitation. Notre société maîtrise cette mission depuis bon nombre d'années.

Elle met à disposition de l'exploitation, son service d'astreinte assuré 24/24, samedi, dimanche et jours fériés.

En cas d'anomalie ou d'incident, ses véhicules équipés en matériel d'intervention permettent à nos agents disposant de téléphones portables d'être aussitôt prévenus et d'intervenir quelle que soit l'heure et dans les meilleurs délais.

⇨ Organisation du département :

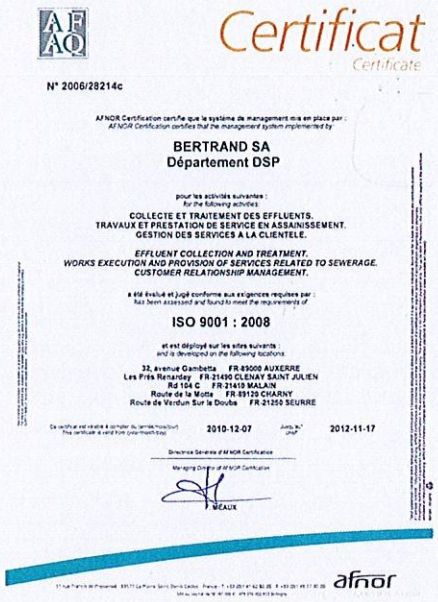
Organigramme Département Délégation Service Public



⇨ Moyens supplémentaires :

En cas de besoins supplémentaires tant humains que matériels, une mutualisation est mise en place au niveau de nos agences pour un détachement rapide et efficace sur le terrain.

⇨ Certification ISO 9001 (version 2008) :



AFAQ

Certificat
Certificate

N° 2006/28214c

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by

BERTRAND SA
Département DSP

pour les activités suivantes :
For the following activities

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS.
TRAVAUX ET PRESTATION DE SERVICE EN ASSAINISSEMENT.
GESTION DES SERVICES A LA CLIENTELE.

EFFLUENT COLLECTION AND TREATMENT.
WORKS EXECUTION AND PROVISION OF SERVICES RELATED TO SEWERAGE.
CUSTOMER RELATIONSHIP MANAGEMENT.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
Has been assessed and found to meet the requirements of

ISO 9001 : 2008

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations

32, avenue Gambetta FR-89000 AUXERRE
Les Prés Renardey FR-21490 CLENAY SAINT JULIEN
Rd 104 C FR-21410 MALAIN
Route de la Motte FR-89120 CHARNY
Route de Verdun Sur la Douba FR-21250 SEURRE

2010-12-07 2012-11-17

Directrice Générale d'AFNOR Certification

BEAUX

afnor

La qualité du service du département DSP est garantie via la certification ISO 9001 (version 2008).

Bilan d'exploitation technique

3.1 Système de collecte.

Ouvrages	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EU	9 330 ml	9 330 ml	9 330 ml	9 330 ml	9 330 ml			
EP	8 500 ml	8 500 ml	8 500 ml	8 500 ml	8 500 ml			
Unitaire	1 880 ml	1 880 ml	1 880 ml	1 880 ml	1 880 ml			
Avaloirs	190 U	190 U	190 U	190 U	190 U			

TOTAL (ml) : 19 610

Les linéaires dans ce tableau sont l'évolution de ceux transmis en début de contrat.

3.2 Branchements.

Nouveaux	Nb EU - Unitaire	Nb EP
2015	0	0
2016	0	0
2017	0	0
2018	3	3
2019	0	0
2020		
2021		
2022		

Le tableau ci-dessus n'intègre pas les nouveaux branchements créés dans le cadre des travaux neufs de type remplacement ou extension ville.

Détail des branchements en **annexe 1**

3.3 Travaux.

Aucune opération de réparation ou de création n'ont été réalisées sur les réseaux de collecte.

Le tableau joint en annexe 2 détaille ces travaux.

3.4 Etudes de conformité.

6 enquêtes de conformité ont été réalisées, dont 3 Non Conforme.

Toutes les conformités et non-conformités sont transmises en Mairie avec pour chaque non-conformité :

- ✓ le certificat ;
- ✓ une estimation des travaux à réaliser (public et privé) ;
- ✓ un schéma des installations existantes et à créer.

Les enquêtes de conformité réalisées à la demande d'un notaire sont transmises directement à ce dernier avec copie.
Le tableau récapitulatif joint en **annexe 3** fait apparaître :

- ✓ - le numéro de la fiche ;
- ✓ - le numéro dans la rue ;
- ✓ - le nom de la rue ;
- ✓ - la commune ;
- ✓ - le nom du propriétaire de l'immeuble ;
- ✓ - le bilan du contrôle par type de rejet ;

3.5 *Curage.*

Réseaux

Type	Objectif	2019
EU	1 100 ml	1 136 ml
EP	550 ml	877 ml
Unitaire	200 ml	420 ml
TOTAL	**1 850 ml**	**2 433 ml**

Le tableau joint en annexe 4 détaille l'ensemble des interventions de curage réalisé sur cet exercice.

Avaloirs

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Réalisé	51 U	109 U	210 U	221 U	261 U		

Chambre à sable

La chambre à sable a été curée 2 fois.
Nous insistons sur l'aspect préventif afin d'éviter tout risque de débordement à cet endroit.

Bassin d'orage

L'entretien des espaces verts a été réalisé.

3.6 *Interventions curatives.*

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Avaloirs	2 U	0 U	0 U	0 U	0 U			
Brch/cana	1 U	2 U	1 U	1 U	1 U			
Moyenne/mois	**0,25 U**	**0,16 U**	**0,08 U**	**0,08 U**	**0,08 U**			

Le tableau joint en annexe 4 détaille les interventions réalisées sur cet exercice.

3.7 *Dératisation.*

La dératisation est réalisée en continu par les équipes de curage ainsi qu'un technicien.

3.8 Inspection vidéo.

Pas d'inspection vidéo réalisée sur cet exercice.

3.9 Convention de déversement.

Aucune convention de déversement signée en 2019.

3.10 S.I.G.

Le SIG est terminé. En effet, la totalité des relevés est réalisée et la saisie est également terminée.

3.11 Postes de refoulement.

Bilan énergétique

Nom	Energie
Les Petits Bois	15 156 Kwa
	15 156 Kwa

Les relevés EDF sont réalisés en fin de mois sur l'ensemble des postes.

Renouvellement

Matériel électromécanique

Poire de niveau PR les petits Bois (x3)
Sofrel S530

Détecteurs de niveau ou sondes

Nom	Détecteurs	Sondes
Les Petits Bois	*3*	

Il n'y a pas eu d'interruption de service au niveau des postes de relèvement pendant sur cet exercice.

Réhabilitation

Sans objet durant cet exercice.



Opérations de maintenance

Les postes de relèvement sont curés en moyenne 4 fois par an, exception faite pour les postes Gué de la Baume et Les Mariniers dont le curage est effectué plus souvent.
Les poires de niveau et les sondes sont vérifiées et nettoyées régulièrement, celles-ci sont remplacées en cas d'anomalies ou préventivement
Réparations et améliorations diverses (modification du câblage d'armoire afin de permettre de commander les pompes à distance, mise en place de clapets, de contacteurs, de batteries...)
Petites fournitures
Nous utilisons une quantité importante de petites fournitures pour l'entretien des postes :

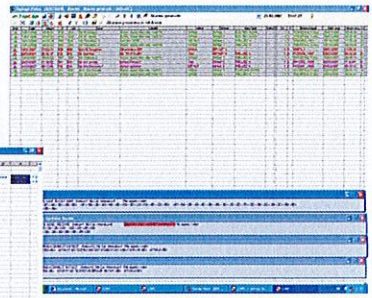
- ✓ fusibles ;
- ✓ contacteurs ;
- ✓ relais ;
- ✓ thermiques ;
- ✓ voyants de contrôle ;
- ✓ câbles électriques ;
- ✓ chaînes ;
- ✓ manilles ;
- ✓ boites de dérivation ;
- ✓ dominos ;
- ✓ graisse ;
- ✓ …

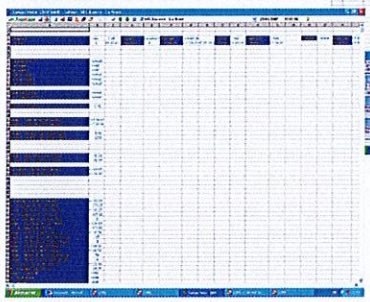
L'ensemble des opérations de maintenance est consigné.

Télésurveillance

La surveillance des postes de refoulement est réalisée à l'aide du logiciel TOPKAPI, qui nous permet de notifier les alarmes aux opérateurs d'astreinte et de palier aux dysfonctionnements.

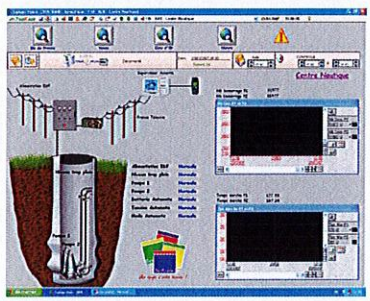
Nom	Type d'automate
Les Petits Bois	*S 530*





Conformités électriques

Un rapport de vérification de chaque installation électrique est établi par le Cabinet des Epris
Ces visites se sont déroulées en octobre 2018.
Il résulte de ces contrôles que toutes les armoires sont conformes aux normes et en parfait état de fonctionnement.



Pistes d'amélioration et remarques

Pistes d'amélioration des réseaux

- ✓ Le maillage du réseau unitaire entraîne de fortes mises en charge de ce dernier et de ce fait un afflux d'eau au poste de relèvement des Petits Bois.
- ✓ Lors de gros orages, le poste est saturé jusqu'à son niveau trop plein.
- ✓ La mise en séparatif de ces rues serait à envisager afin de limiter cela et renvoyer les eaux pluviales directement dans le rue de Baulches.
- ✓ La création du réseau incombe à la collectivité.

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE)

4.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

	2018	*2019*	*Ecart en %*
PRODUITS	**31 558,25 €**	**35 041,21 €**	**11,04%**
Exploitation du service	17 604,15 €	19 820,07 €	
Collectivités et autres organismes publics	13 954,10 €	15 221,14 €	
Travaux attribués à titre exclusif			
CHARGES	**34 367,58 €**	**39 387,44 €**	**14,61%**
Personnel	9 001,57 €	10 217,74 €	
Energie électrique	2 358,42 €	1 999,86 €	
Evacuation boues et sous produits	325,12 €	403,67 €	
Produits de traitement			
Analyses et contrôles divers			
Sous-traitance, matières et fournitures	1 396,54 €	1 252,28 €	
Impôts locaux, taxes			
Autres dépenses d'exploitation, dont :			
• *Télécommunication, postes et télégestion*	603,81 €	701,11 €	
• *Engins et véhicules*	909,37 €	1 273,86 €	
• *Informatique*	150,00 €	150,00 €	
• *Assurances*	450,00 €	468,63 €	
• *Locaux*	- €	- €	
• *Autres*	2 758,16 €	3 027,25 €	
Frais de contrôle			
Contribution des services centraux et de recherche	455,00 €	455,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	13 954,10 €	15 221,14 €	
Charges relatives aux renouvellements			
• *Pour garantie de continuité du service*	608,00 €	3 242,70 €	
Charges relatives aux investissements	375,00 €	375,00 €	
Charges relatives aux investissements du domaine privé			
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement			
Impayés	1 022,49 €	599,20 €	
RESULTAT avant IMPÔT	**- 2 809,33 €**	**- 4 346,23 €**	**54,71%**
RESULTAT	**- 2 809,33 €**	**- 4 346,23 €**	**54,71%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

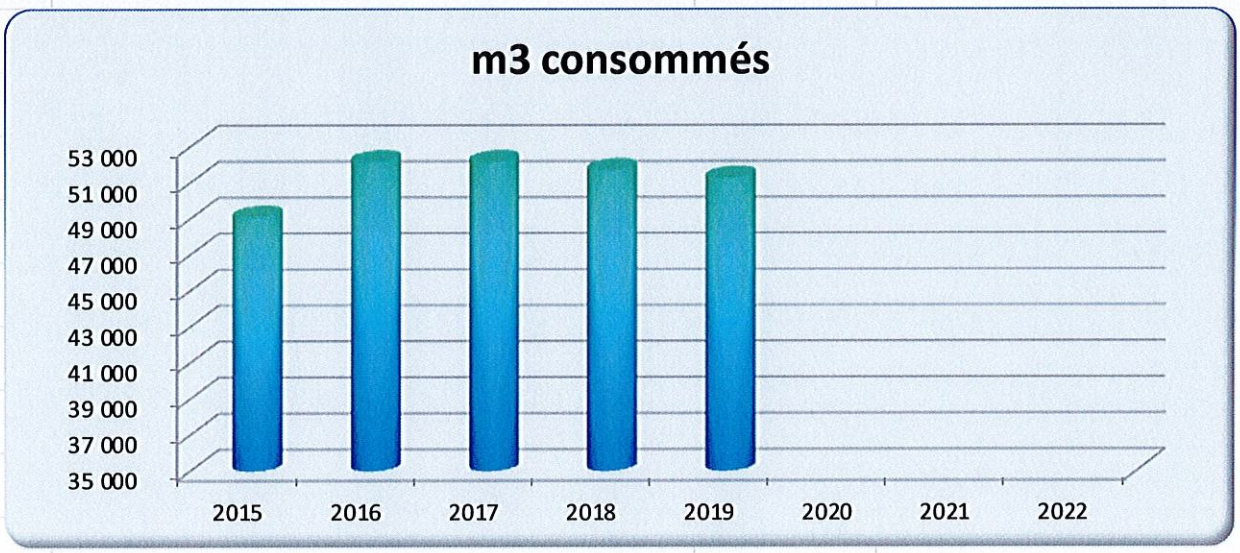
Détail des produits

	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**34 803,19 €**	**38 378,57 €**	**10,27%**
Exploitation du service	20 849,09 €	23 157,43 €	**11,07%**
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	17 604,15 €	19 820,07 €	
· *Pluvial*	3 244,94 €	3 337,36 €	
· *Prime épuration*			
Collectivités et autres organismes publics	13 954,10 €	15 221,14 €	**9,08%**
· *Part Collectivité*	13 954,10 €	15 221,14 €	
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	13 954,10 €	15 221,14 €	
· *Part modernisation des réseaux*			
Travaux attribués à titre exclusif			
Produits accessoires			

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Evolution m^3

	2018	2019	Ecart en %
Collectivité	51 680 m3	51 248 m3	**-0,84%**
Société BERTRAND	51 680 m3	51 248 m3	**-0,84%**



Facture type assainissement pour 120 m³ d'eau H.T.

	Quantité en m³	Prix unitaire m³ HT	Montant 120 m³ HT	Prix unitaire m³ HT	Montant 120 m³ HT	Variation
		2018		2019		
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES						
Collecte et traitement						
Part communale	120	0,2700	**32,40**	0,2700	**32,40**	0,00%
Part redevance SIETEUA	120	0,8370	**100,44**	0,8370	**100,44**	0,00%
Part redevance SA Bertrand collecte	120	0,3433	**41,20**	0,3574	**42,89**	
Sous Total 'collecte et traitement'		1,4503	**174,04**	1,4644	**175,73**	0,97%
ORGANISMES PUBLICS						
Modernisation des réseaux de collecte	120	0,3000	**36,00**	0,3000	**36,00**	0,00%
Sous Total 'organisme public'		0,3000	**36,00**	0,3000	**36,00**	0,00%
Montant HT		1,7503	**210,04**	1,7644	**211,73**	0,81%
Montant TVA à 10 %		0,1750	**21,00**	0,1764	**21,17**	0,81%
Montant TTC		1,9253	**231,04**	1,9408	**232,90**	0,81%

Prix m³ TTC	Prix m³ TTC	
1,9253	**1,9408**	0,81%

Le prix unitaire du SIETEUA est celui de 2018 car nous n'avons pas la donnée SUEZ

Evolution de la rémunération du Délégataire K1

Eaux usées

$$0{,}15 + 0{,}43 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_0} + 0{,}04 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_0} + 0{,}06 \left(\frac{351107}{351107_0} \times \frac{35111403}{35111403_0} \times \frac{010534766}{010534766_0} \right) + 0{,}32 \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_0}$$

$$0{,}15 + 0{,}43 \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}04 \frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}06 \left(\frac{138{,}20}{126{,}50} \times \frac{122{,}10}{121{,}20} \times \frac{101{,}00}{92{,}80} \right) + 0{,}32 \frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}43 \; 1{,}07 + 0{,}04 \; 1{,}04 + 0{,}06 \left(1{,}09 \times 1{,}01 \times 1{,}09 \right) + 0{,}32 \; 1{,}03$$

$$0{,}15 + 0{,}46 + 0{,}04 + 0{,}07 + 0{,}33$$

K1 = 1,0521

Dernière valeur connue au 01/10/N-1

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19	Tarif EU au 1er Janvier 2020
TP10a	=	110,80	1-juin-19	0,3585 €
010534766	=	101,00	1-juin-19	
FSD2	=	131,10	1-août-19	
ICHT-E $_0$	=	108,10	1-avr.-14	Tarif EU au 1er janvier 2015
TP10a $_0$	=	107,00	1-sept.-14	0,3407 €
010534766$_0$	=	92,80	1-févr.-18	
FSD2 $_0$	=	127,20	1-avr.-14	
35111403	=	122,10	1-déc.-18	Supprimé en Janvier 2018
35111403 $_0$	=	121,20	1-janv.-16	
351107	=	138,20	1-janv.-16	Supprimé en Janvier 2016
351107 $_0$	=	126,50	1-avr.-14	

Evolution de la rémunération du Délégataire K2

Eaux pluviales

$$0{,}15 + 0{,}59 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}22 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o} + 0{,}04 \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}59 \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}18 \frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}04 \frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}59 \quad 1{,}07 \quad + 0{,}18 \quad 1{,}04 \quad + 0{,}04 \quad 1{,}03$$

$$0{,}15 + \quad 0{,}63 \quad + \quad 0{,}19 \quad + \quad 0{,}04$$

K2 = 1,0075

ICHT- =	115,40	1-mars-19	
TP10a =	110,80	1-juin-19	
FSD2 =	131,10	1-août-19	Tarif EP au 1er Janvier 2020 (6 mois)
			1 694,85 €
ICHT- =	108,10	1-avr.-14	
TP10a =	107,00	1-avr.-14	
FSD2 =	127,20	1-avr.-14	Tarif EP au 1er janvier 2015 (6 mois)
			1 682,30 €

Bordereau des prix K3

$$0{,}15 + 0{,}50 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}35 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}35 \frac{110{,}80}{107{,}00}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \; 1{,}07 + 0{,}35 \; 1{,}04$$

$$0{,}15 + 0{,}53 + 0{,}36$$

K3 = 1,0462

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19
TP10a	=	110,80	1-juin-19

ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14
TP10a	=	107,00	1-avr.-14

Evolution K (renouvellement)

$$0{,}15 + 0{,}72 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0{,}13 \frac{ICHT\text{-}E}{ICHT\text{-}E_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}72 \frac{131{,}00}{127{,}20} + 0{,}13 \frac{116{,}60}{108{,}10}$$

$$0{,}15 + 0{,}72 \; 1{,}03 + 0{,}13 \; 1{,}08$$

$$0{,}15 + 0{,}74 + 0{,}14$$

K = 1,0317

Dernière valeur connue au 01/11/N-1

ICHT-E	=	**116,60**	**1-juin-19**
FSD2		**131,00**	**1-sept.-19**

ICHT-E	**108,10**	**1-avr.-14**
FSD2	**127,20**	**1-avr.-14**

Dotation de départ	**2 034,75 €**	**TOTAL**
	650,00 €	Collecte EU et Unitaire
	1 384,75 €	P.R.
Dotation 2020	**2 099,32 €**	**TOTAL**
	670,63 €	Collecte EU etr Unitaire
	1 428,69 €	P.R.

Renouvellement Electro

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Poire de niveau	3	*PR Petit Bois*	608 €
SOFREL S530	1	*PR Petit Bois*	2643.70 €

Total 3242.70 €

Renouvellement TP

Type	Lieu	Montant H.T.

Total €

Total renouvellement 3242.70 €

Evolution fond de renouvellement

Prévisionnel	2 034,75 €

	Evolution	Renouvellement	Différence	Solde majoré au :		S N
2015	2034,75 €	2 371,30 €	- 336,55 €	- 336,55 €	31-déc.-15	
2016	2 024,37 €	2277,88 €	- 253,51 €	- 590,06 €	31-déc.-16	
2017	2008,70 €	938,49 €	1070,21 €	480,15 €	31-déc.-17	
2018	2096,60 €	608,00 €	1488,60 €	1968,75 €	31-déc.-18	
2019	2099,32 €	3242.70 €	- 1143.38 €	825,37 €	31-déc-19	
2020						
2021						
2022						
2023						

Indicateurs de performance :

Indicateurs descriptifs des services			
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	1 252	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	unité
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	L.D.E.	tMS
D 204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	1,9408	€/m^3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35	points
P 203 .3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 204 .3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	L.D.E.	%
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0.012	nb/100 km
P 253.2	Taux moyens de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0	%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	L.D.E.	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	???	an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1.71	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Glossaire:

Amont : Partie du cours d'eau située entre la source et le point considéré.

Assainissement : Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement

Assainissement autonome : L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

Assainissement collectif : C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

Auto surveillance : Suivi des rejets (débits, concentrations) d'un établissement ou du fonctionnement d'un système d'assainissement par l'établissement lui-même ou par le ou les gestionnaires du système d'assainissement. Les modalités de ce suivi sont fixées, pour les stations d'épuration collectives, par l'arrêté du 22 décembre 1994.

Bassin de décantation : En séjournant un temps dans ce bassin, l'eau chargée en polluants, issue d'un processus industriel, ou de la récupération des eaux de ruissellement, va se débarrasser de ses impuretés en les laissant se déposer au fond du bassin.

Bassin d'orage : Bassin de retenue destiné à stocker provisoirement l'excédent d'eau amené par une pluie dans le réseau d'égout. Ultérieurement, à petit débit cette eau sera emmenée vers la station d'épuration pour y être traitée.

Biodégradable : Un produit est dit biodégradable si, une fois consommé, il peut être décomposé par des organismes vivants. Notion importante : capacité de l'écosystème à absorber les produits biodégradables limitée, risque d'engorgement (exemple : eutrophisation).
La biodégradation se traduit par une simplification progressive de la structure chimique d'un composé organique de formule Cx Hy Oz Nt Pu avec la minéralisation du carbone (sous forme de dioxyde de carbone) et l'obtention de métabolites de faible poids moléculaire, disponible alors pour la synthèse de constituants cellulaires.
Intérêt et signification : La biodégradabilité est un des paramètres les plus importants pour caractériser l'impact d'un produit organique sur l'environnement. Elle est liée à l'aptitude et à la vitesse de disparition du produit en milieu biologique naturel.

Clapet antiretour : Dispositif mécanique qui empêche la circulation de l'eau dans le sens inverse.

Collecteur : Egout qui reçoit les eaux usées des particuliers.

Convention de déversement : Document contractuel multipartite (entreprise, collectivité, délégataire…) de droit privé qui définit les droits et les devoirs de chacun. C'est un partenariat. Chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

Curage : Rétablissement du cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelle.

D.B.O.5 (Demande Biochimique d'Oxygène sur 5 jours) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques dans une eau, avec le concours des micro-organismes se développant dans le milieu, dans des conditions données.

D.C.O. (Demande Chimique d'Oxygène) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire pour l'oxydation d'eaux contenant des substances réductrices.

Débit : En hydrométrie, quantité d'eau écoulée par unité de temps. Les débits « horaires », « journaliers », « mensuels » sont les moyennes des débits observés respectivement pendant une heure, un jour, un mois. L'expression « débit moyen journalier » peut donc être considérée comme un pléonasme (un débit est toujours moyen) et les hydrologues tendent de plus en plus à réserver l'adjectif « moyen » aux variables calculées sur plusieurs années. Suivant l'importance, les débits sont exprimés en m^3/s ou en l/s.

Débit moyen : L'usage veut que l'on réserve l'adjectif moyen aux débits calculés sur plusieurs années (on peut également parler de débit moyen interannuel). Ainsi le « débit moyen mensuel de mai » est la moyenne de tous les débits mensuels connus pour le mois de mai. Pour le débit moyen annuel, on parle souvent de module (interannuel).

Décantation : Séparation des matières solides (plus lourdes que l'eau) qui se déposent au fond, par effet de gravité.

Dégrilleur : Appareil pour retenir les particules grossières et arrêter les corps flottants, dès la prise d'eau de surface. L'appareil est constitué de grilles, bandes mobiles, disques ou tambours rotatifs.

Déversoir (d'orage) : En cas de pluies importantes le déversoir a pour mission de limiter l'arrivée d'eau de pluie sur la station d'épuration des eaux usées. Une partie des eaux repartiront donc sans traitement vers le milieu naturel, sauf s'il y a un bassin d'orage pour les accueillir.

Eaux usées (eaux résiduaires) : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

Effluent : Ensemble des produits polluants qui s'écoulent dans les eaux. Ils contiennent des matières en suspension, des matières organiques oxydables, des nitrates ou des sulfates.

Egout : Canalisation souterraine qui permet de véhiculer les eaux usées et les eaux pluviales.

Epuration : Purifier l'eau, la débarrasser de ses polluants.

Exutoire : Point le plus bas d'un réseau hydraulique ou hydrographique par où passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin.

Graisse : Substance lipidique onctueuse fondant entre 25 et 50°C.

Infiltration : Rejet d'eaux usées prétraitées ou traitées vers le sous-sol sans objectif agricole. Exemple: infiltrations dans un puits, d'infiltration par tranchée ou par épandage souterrain. Passage lent d'un liquide à travers un corps solide.

Lagunage : Traitement biochimique : stockage de l'eau résiduaire durant le temps nécessaire à la production de la dégradation de la matière organique par bactéries hétérotrophes. Les lagunes sont constituées de plans d'eau peu profonds, en général au nombre de trois. L'apport d'oxygène naturel, par échange avec l'atmosphère ou par photosynthèse des algues de surface, peut être complété exceptionnellement par des aérateurs pour stimuler l'activité biologique et diminuer les surfaces.

Maître d'œuvre : Concepteur de l'ouvrage ou directeur des travaux.

Maître d'ouvrage : Propriétaire et financeur de l'ouvrage.

Nappe Phréatique : Nappe d'eau souterraine, créée par l'infiltration des eaux de pluie ou les lits souterrains des rivières. Les roches poreuses et les sables qui constituent le sol assurent une filtration naturelle à l'eau qui est donc en général de très bonne qualité. La nappe d'eau est dite libre, lorsqu'elle est directement alimentée par les précipitations qui s'infiltrent depuis la surface du sol. Au contraire, elle est dite captive, lorsqu'une couche de terrains imperméables (argiles) la sépare de la surface.

Niveau de rejet : Dans les autorisations administratives délivrées pour autoriser des rejets polluants dans le milieu naturel sont précisés les différents paramètres à respecter

Pollution accidentelle : Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

Pollution bactériologique : Impact négatif d'un rejet contenant des germes bactériens d'origine intestinale.

Pollution diffuse : Pollution des eaux du non pas à des rejets ponctuels et identifiables, mais à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entraînement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruissellent.

Pollution dispersée : Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concerné est important.

Pollution domestique : Impact négatif d'un rejet contenant des matières polluantes d'origine domestique (activité des ménages).

Pollution : Dégradation naturelle ou du fait de l'action de l'homme de l'aptitude de l'eau à un emploi déterminé. Définition donnée par des experts européens réunis à Genève en 1961 : " un cours d'eau est considéré comme étant pollué lorsque la composition ou l'état de ses eaux sont, directement ou indirectement, modifiés du fait de l'action de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel, ou à certaines d'entre elles ".

Programme d'assainissement : Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.

Redevance : Une redevance est, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, définie comme une somme demandée aux usagers d'un service public en vue de couvrir les charges de ce service. En ce sens la "redevance pollution" perçue par les Agences de l'eau ne correspondant pas à un service rendu ne peut donc être considérée comme une redevance mais comme un impôt.

Refoulement (Poste de... ou de Relevage) : Ouvrage constitué d'une bâche et de pompes, pour remonter l'eau

Regard : Ouverture, accès constitué d'un réceptacle visitable.

Rejets : Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

Rendement : Mesure de l'efficacité d'un procédé.

Réservoir : Bassin où l'on garde de l'eau en réserve. Il peut être en hauteur, ou souterrain.

Schéma d'assainissement : Ensemble des plans et textes qui décrivent l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations).

Système d'assainissement : Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées : c'est-à-dire les eaux issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Annexes :

- ***Annexe 1 : Travaux et Réparation.***
- ***Annexe 2 : Etude de conformité.***
- ***Annexe 3 : Récapitulatif interventions.***
- ***Annexe 4 : Récapitulatif ITV .***

Bertrand

Une équipe à votre service!

ANNEXE 1

- ***Travaux de branchement.***

SANS OBJET.



ANNEXE 2

- ***Travaux et Réparation.***

DOTATION TRAVAUX 2019 - GURGY

Date	Désignation	Adresse	Origine de la demande
07/08/2019	Mise en place d'un joint sur 3 tampon qui claque	Rue du gué	M.Satre
13/09/2019	Réparation Tampon	Rue du guai	



ANNEXE 3

- ***Etude de conformité.***

RECAPITULATIF CONFORMITES

Non Conforme	on Contrôlé, retours de courrier ou annu	INFORME suite raccordement	
Conforme	Contrôle impossible		

Année	Date Rapport	Date de saisie	N° de fiche	N° de rue	Rue	Ville	Nom	Prénom	Conforme			Non-conforme			Profondeur boîte					
									EU	EP	Unitaire	EU	EP	Unitaire	EU	Chute	EP	Chute	Unitaire	Chute
19	20/02/19	21/02/19	9673	4	Rue des Acacias	PERRIGNY	Succession HANNEQUIN		x											
19	14/03/19	18/03/19	9686	3	Allée des Prés	PERRIGNY	CRETTE	Lionel		x		x								
19	20/03/19	20/03/19	9691	19	Rue de l'Eglise	PERRIGNY	BOURGES					x	x							
19	04/06/19	13/06/19	9762	1	Allée Fleurie	PERRIGNY	DARSAU	Janine		x		x								
19	13/06/19	13/06/19	9772	1	Rue des Forterres	PERRIGNY	ZIMMERLI		x	x										
19	04/11/19	04/11/19	9883	36	Grande Rue	PERRIGNY	ROUMIEUX	Nabila				x								

Bertrand

Une équipe à votre service!

ANNEXE 4

- ***Récapitulatif interventions.***

Suivi du curage sur réseaux

PERRIGNY

Date	Lieu exact	Intervenant	URGENCE								PREVENTIF							PR	CAS	DO	COMMENTAIRE
			EU			EP			Unitaire		EU		EP		Unitaire		Avaloir				
			Branche	Canalisation		Avaloir	Canalisation		Canalisation		Canalisation		Canalisation		Canalisation		Nb				
			Nb	ml	Diam	Nb	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam					
04/01/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
06/02/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
04/03/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
08/03/2019	16 Rue des saules	Girault Dubesset	1	3	125																
15/03/2019	Rue des forterres																4				
	rue des accacias																8				
	rue des tilleuils																6				
	rue des saules																3				
	rue des pommerelles																6				
	rue des genets																4				
	rue des charmilles																3				
	rue de la cour																8				
	allée des égoutier																2				
	rue de la forge																2				
	rue de l'église																8				
08/04/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
10/04/2019	Rue des rossier																3				
	Rue du village																10				
	Allée de fleurie																1				
03/05/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
07/06/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
28/06/2019	Rue de la cour	Dubois Dubesset																			Contrôle réseau EU RAS
05/07/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
16/07/2019	Rue des crots	Girault Bonneau		40	300																
23/07/2019	Grand Rue	Girault													200	300					
	Rue de la forge														100	200					
	Allée Fleurie														120	200					
09/08/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
13/08/2019	Rue des vendanges	Girault											394	300							
	Rue des vignes												188	300							
	Rue de la taille												115	300							
	Rue du cellier												180	300							
15/08/2019	Rue des vendanges	Girault									313	150									
	Rue des sarmant										203	150									
	Rue du pressoir										219	150									
	Allée du Taste du Vin										103	150									
	rue de la grappe										298	150									
03/09/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
07/10/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
04/11/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
18/11/2019	Rue du village	Ravaut															10				
	Allée de fleurie																3				
	Les groseillliers																15				
27/11/2019	Grand rue	Bezet															15				
28/11/2019	Grand rue	Ravaut Dubois															12				
	rue de la grappe	Ravaut Dubois															9				
	Rue des pessiaux																11				
	rue des tilleuils																6				
	Rue des rossier																4				
03/12/2019	Poste de relevage	Hetroy M																1			Contrôles PR et relevé d'index
04/12/2019	Rue de la cote de breande	Dubesset															5				
	Rue du freau																1				
	Rue des vignes																4				
	Rue de la taille																4				
	Rue du cellier																9				
	Rue des vignerons																5				
	Rue des sarments																5				
	rue des accacias																8				
	Rue de l'eglise																4				
	Allée des églantier																1				
	Rue des bas de bréandes																14				
	Rue de la coulemines																5				
	Rue des forterres																8				
	Rue des saules																3				
	Allée pommerelles																7				
	rue des charmilles																5				
	rue des genets																5				
	Rue de la cour																8				
	Rue du pressoir																6				
	Place de la motte																1				

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2019
(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU VAL DE BAULCHE



Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.4 Les évolutions réglementaires 11
1.5 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La relation clientèle 16
2.3 L'inventaire du patrimoine 18
2.3.1 Le système d'assainissement 18
2.3.2 Les biens de retour 18

3 | Qualité du service 23

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 25
3.1.1 La pluviométrie 25
3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement 25
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 27
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 27
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 29
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 32
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 33
3.3 Le bilan clientèle 36
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 36
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 37
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 37
3.3.4 L'encaissement et le recouvrement 38
3.3.5 Les dégrèvements pour fuite 39
3.3.6 Le prix du service de l'assainissement 39

4 | Comptes de la délégation 41

4.1 Le CARE 43
4.1.1 Le CARE 43
4.1.2 Le détail des produits 45
4.2 Les reversements 46
4.2.1 Les reversements à la collectivité 46
4.3 La situation des biens et des immobilisations 47
4.3.1 La situation sur les installations 47
4.4 Les investissements contractuels 48
4.4.1 Le renouvellement 48

5 | Votre délégataire 49

5.1 Notre organisation 51
5.1.1 La Région 51

6 | Glossaire 57

7 | Annexes 65

7.1 Synthèse réglementaire 67
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 80

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

2019

La conformité sur le système de traitement des eaux usées :

L'arrêté du 21 juillet 2015 impose la réalisation d'au moins 12 bilans d'auto-surveillance. Au cours de l'année 2018, 12 bilans ont été réalisés et tous respectent les concentrations de rejet réglementaires, toutefois nous avons plusieurs dépassements sur le rendement épuratoire. Les eaux claires parasites drainées par le réseau entrainent une charge hydraulique importante et expliquent les mauvais rendements.

Suite à une expertise technique des installations de traitement des eaux usées par l'Agence de l'Eau Seine Normandie du 29 mai 2017, nous avons procédé au cours de l'année 2019 à la mise en place d'une lame déversant dans le canal de comptage A2 sur le point de déversoir en tête de traitement.

L'évacuation des boues produites par le système de traitement des eaux usées :

En 2019, une période d'épandage a eu lieu au cours de laquelle seulement **180 m**^{3} de boues ont été évacuées soit environ **50.5** tonnes de matières sèches (dont chaux et polymère).

En effet, SUEZ préconise la réalisation d'un nouveau plan d'épandage car certains agriculteurs ne souhaitent plus recevoir de boues et la commune de Charbuy a pris un arrêté pour interdire l'épandage de boues urbaines autres que celles produites par ces propres systèmes de traitement. Dans cette situation, l'intégralité de la production de boues annuelle n'a pu être évacuée. Un reliquat estimé à 200 tonnes de boues brutes est stocké sur l'aire de stockage prévu à cet effet.

Liste des faits marquants sur le système de traitement :

- ✓ Renouvellement de la pompe doseuse de polymère
- ✓ Renouvellement de la pompe doseuse de chlorure ferrique
- ✓ Renouvellement du compresseur en sortie de table de traitement

Liste des faits marquants sur le système de collecte :

- ✓ RAS

Réhabilitation de la chambre à sable en amont du système de traitement des eaux usées :

Les travaux de réhabilitation de la chambre à sable en amont du système de traitement des eaux usées ont débuté en octobre 2019 par l'entreprise GOSSIAUX et vont se poursuivre début 2020. A la demande du Président du Syndicat Intercommunal du Val de Baulche, SUEZ a mis en place une dérivation des effluents pour que l'entreprise puisse exécuter les travaux.

1.2 Les chiffres clés



1 863 clients assainissement collectif

188 824 m³ d'eau assujettis





4,5 km de réseau total d'assainissement

1,38458 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³



1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie " Présentation du service \ Le contrat"
  - L'estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (1), le nombre d'abonnements, l'évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - Les linéaires de réseau de collecte des eaux usées de type unitaire (1) et séparatif (1) sont détaillés dans la partie "La présentation du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les réseaux"
  - Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1) est répertorié dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est présentée dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de traitement \ L'exploitation des ouvrages de traitement"
- La tarification du service de l'assainissement et les recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Le prix du service de l'assainissement"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1) figure dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) est présenté dans la partie "La qualité du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour / L'analyse du patrimoine".
  - Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers, le nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage et l'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - Le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif et le taux de conformité des dispositifs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

associés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ L'assainissement non collectif"

- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007							
Thème	**Indicateur**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	-	-	4 138	4 128	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	1 879	1 840	1 876	1 863	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	4,5	4,5	4,5	4,5	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	98,42	47,01	50,49	24,16	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	-	1,45608	1,36335	1,38458	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	63	73	73	87	Valeur de 0 à 120	B
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	-	0	1	0	Nombre	A

1.4 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE

COMMANDE PUBLIQUE

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1er avril 2019
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000€HT
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités
- Réforme des procédures civiles d'exécution

VERS UNE NOUVELLE REGLEMENTATION POUR LA VALORISATION AGRICOLE DES BOUES DE STATIONS D'EPURATION

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi n°2020-105 du 10 février 2020) annonce une évolution prochaine de la réglementation qui encadre la valorisation agricole des boues de stations d'épuration.

L'article 86 impose en effet une révision des référentiels réglementaires sur l'innocuité environnementale et sanitaire applicables aux boues d'épuration en vue de leur usage au sol, avant le 1er juillet 2021. De plus, les conditions dans lesquelles les boues et les digestats peuvent être compostés seront déterminées par voie réglementaire.

1.5 Les perspectives

2020

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

A partir du 1er janvier 2020, suite à la loi NOTRE, la compétence assainissement est portée par la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Le système de collecte des eaux usées :

Les volumes entrants à la station d'épuration sont très variables, selon la pluviométrie, démontrant l'entrée d'eaux parasites.

Il est indispensable de poursuivre la démarche de mise en séparatif des eaux pluviales et des eaux usées sur la commune de Saint Georges sur Baulche.

Réhabilitation de la chambre à sable en amont du système de traitement des eaux usées :

Les travaux débutés en 2019 par l'entreprise GOSSIAUX se poursuivront en 2020. SUEZ se tiendra à disposition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois pour lui apporter son aide technique et sa connaissance du réseau de collecte.

Le système de traitement des eaux usées :

Dans le cadre du plan de renouvellement, SUEZ prévoit en 2020 de procéder aux remplacements des équipements suivants :

- ⇨ Motoréducteur de la vis de chaulage qui est vieillissante et bruyante
- ⇨ L'équipement de télégestion afin de pouvoir passer à un mode de transmission en 3G.

Equilibre financier du contrat :

Nous vous proposerons un avenant au contrat pour inclure les nouvelles règlementations :

- Construire sans détruire
- Hamon Brottes
- Warsmann

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/10/2016	30/09/2024	Affermage

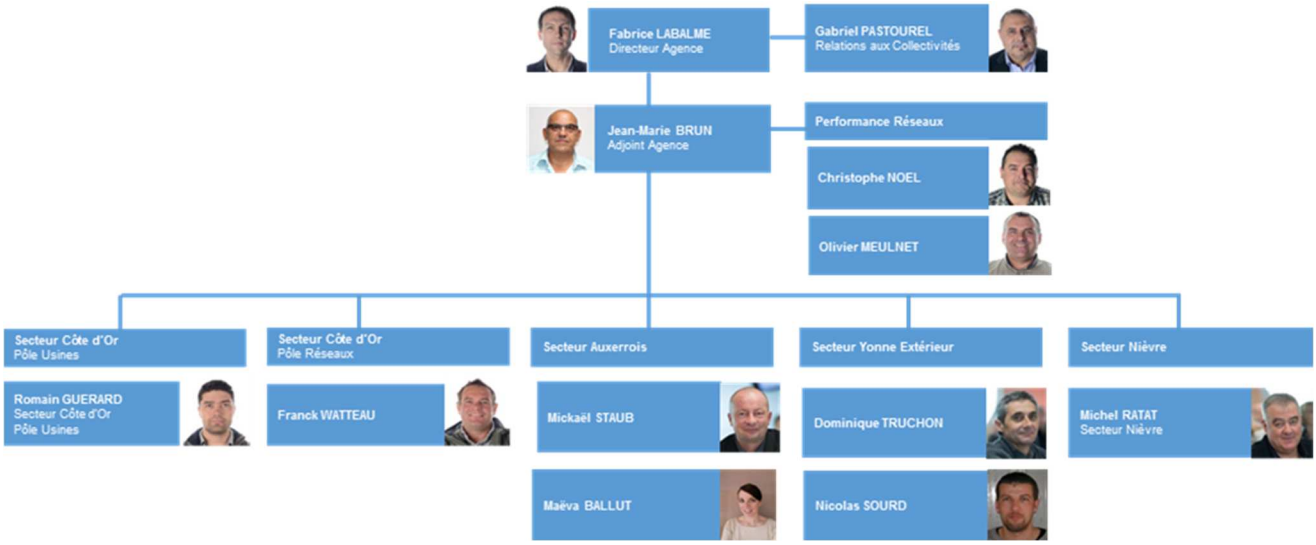
Les communes faisant partie du contrat sont les suivantes :

- Saint-Georges-sur-Baulches
- Villefargeau

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence BOURGOGNE :



Votre interlocuteur privilégié est Mickaël STAUB (06.82.93.54.44).

2.2.2 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Client basé à Dijon répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV).

La formation permanente de nos conseillers client permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 123 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE le lundi, mardi, jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45, le mercredi de 13h45 à 16h45 et le vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h15

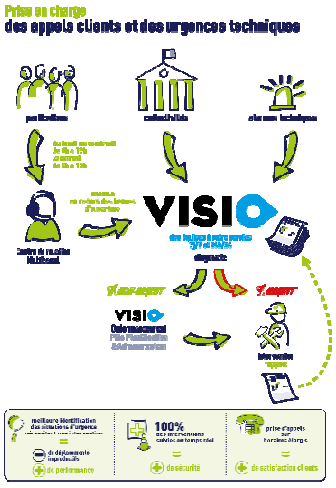
Levée du Canal du Nivernais – 58340 CERCY LA TOUR le lundi et jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.



2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

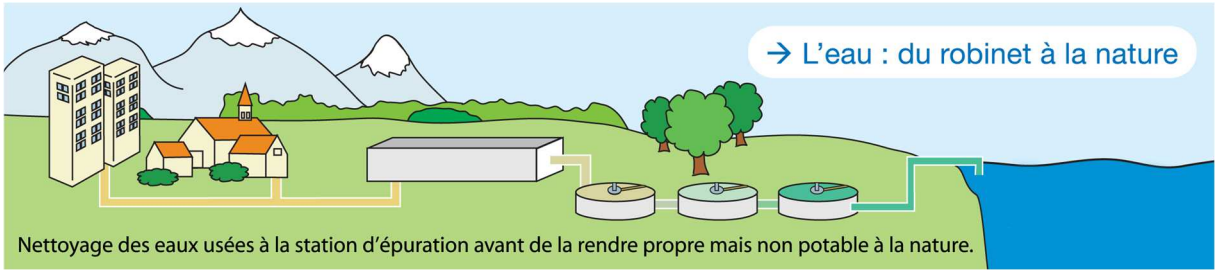
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de types séparatifs :

- un réseau qualifié de « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements de raccordement distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type et par commune (ml)		
Commune	**Désignation**	**2019**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	482,7
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	42,1
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	2 578,8
VILLEFARGEAU	Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	1 392,1
Linéaire total (ml)		**4 495,7**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)					
Réseau	**Ecoulement**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Polyéthylène**	**Total**
Eaux usées	Gravitaire	79	446	-	525
Eaux usées	Refoulement	-	-	3 971	3 971
Total		**79**	**446**	**3 971**	**4 496**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux	
Motif	**ml EU**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	4 496
Régularisations de plans	0
Situation actuelle	**4 496**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
Commune	**Désignation**	**2019**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Branchements publics eaux usées	1 468
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Regards réseau	7
VILLEFARGEAU	Branchements publics eaux usées	385

- **LES POINTS DE REJET AU MILIEU NATUREL**

Les points de rejets au milieu naturel sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des rejets au milieu naturel	
Commune	**Site**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO STEP St Georges de Baulches
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO STEP St Georges de Baulches 1

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	2008	13	m³/h
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	2003	40	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	2007	4 000

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

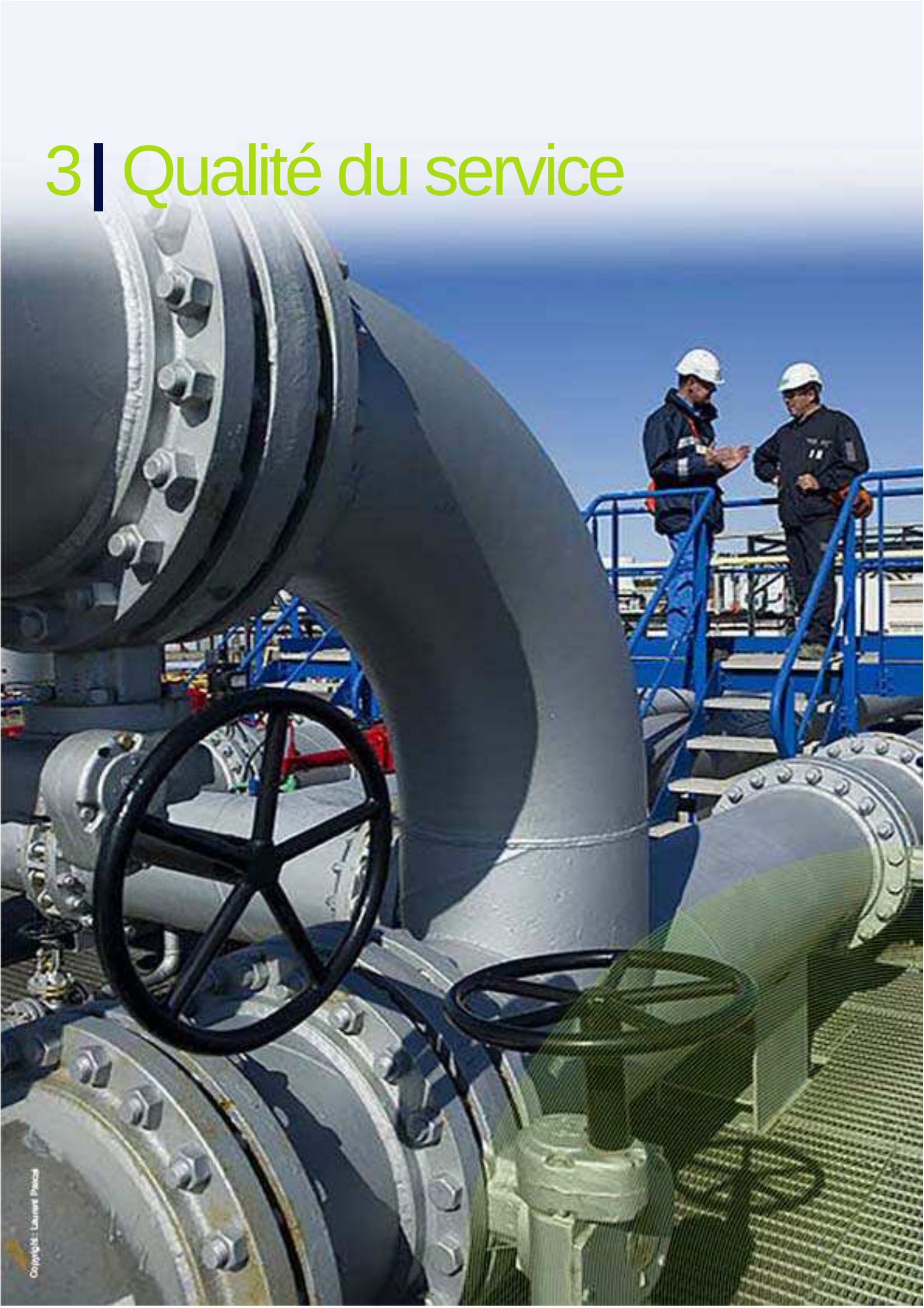
Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	12
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	10

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	42
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**87**

3 | Qualité du service



3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)					
Finalité	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Pluviométrie (mm)	721,1	741,1	664,6	622,5	-6,33 %

3.1.2 L'exploitation des postes de relèvement

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	4 414	3 322	4 146	2 439	- 41,2%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	22 776	19 975	22 328	17 595	- 21,2%
Total		27 190	23 297	26 474	20 034	- 24,3%

Les variations importantes des consommations des « petits sites » (tarifs bleus) sont souvent dues à l'irrégularité des relèves par le gestionnaire du réseau.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Fonctionnement des postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	12	-
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	12	-
Total		24	-

Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement			
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Date intervention**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Equipement électrique des postes de relèvement	21/05/2019
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Equipement électrique des postes de relèvement	21/05/2019

Conformément à la réglementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédant passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

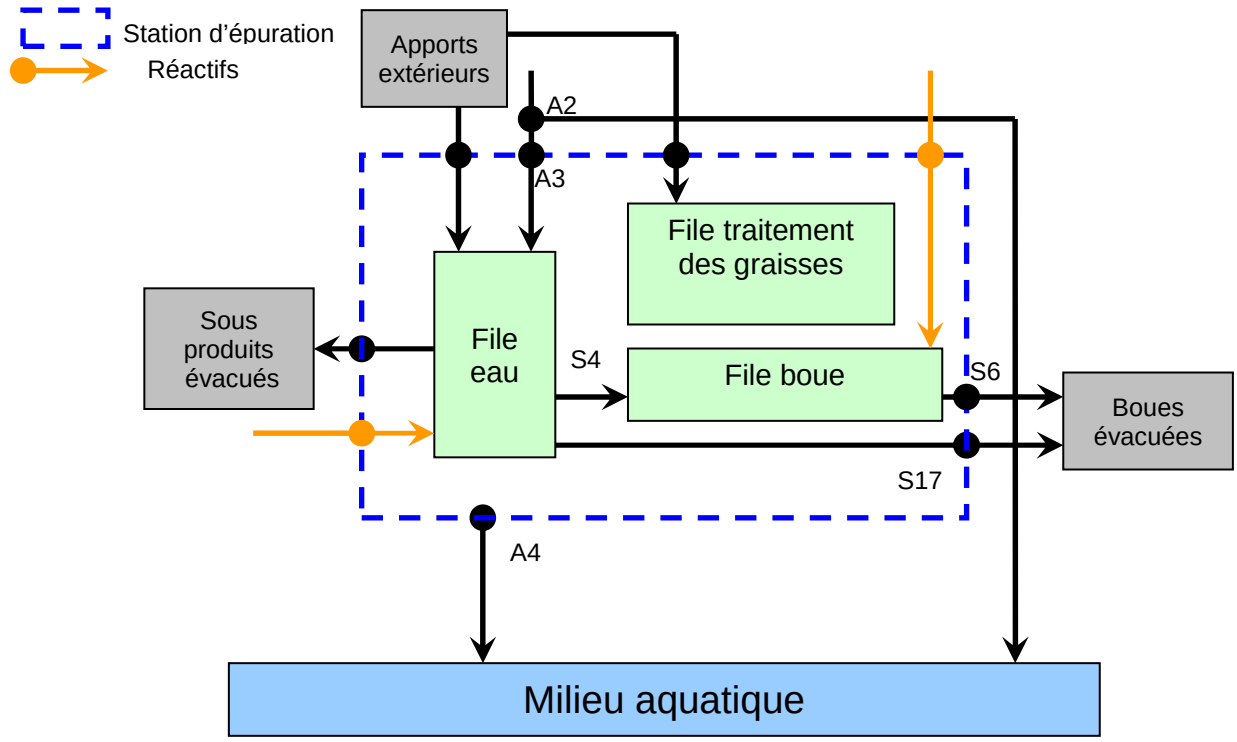
Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements								
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	4	-	1	1	0,00%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	17	4	14	8	-42,86%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	1	7	1	-85,71%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PR Route de Lindry - MONTMERCY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	43	28	47	29	-38,30%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2	-	1	0	-100,00%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	20	6	6	7	16,67%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	1	2	1	-50,00%
VILLEFARGEAU	PR de VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	44	40	71	52	-26,76%

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

EXEMPLE D'UN SCHEMA TYPE D'UN SYSTEME DE TRAITEMENT



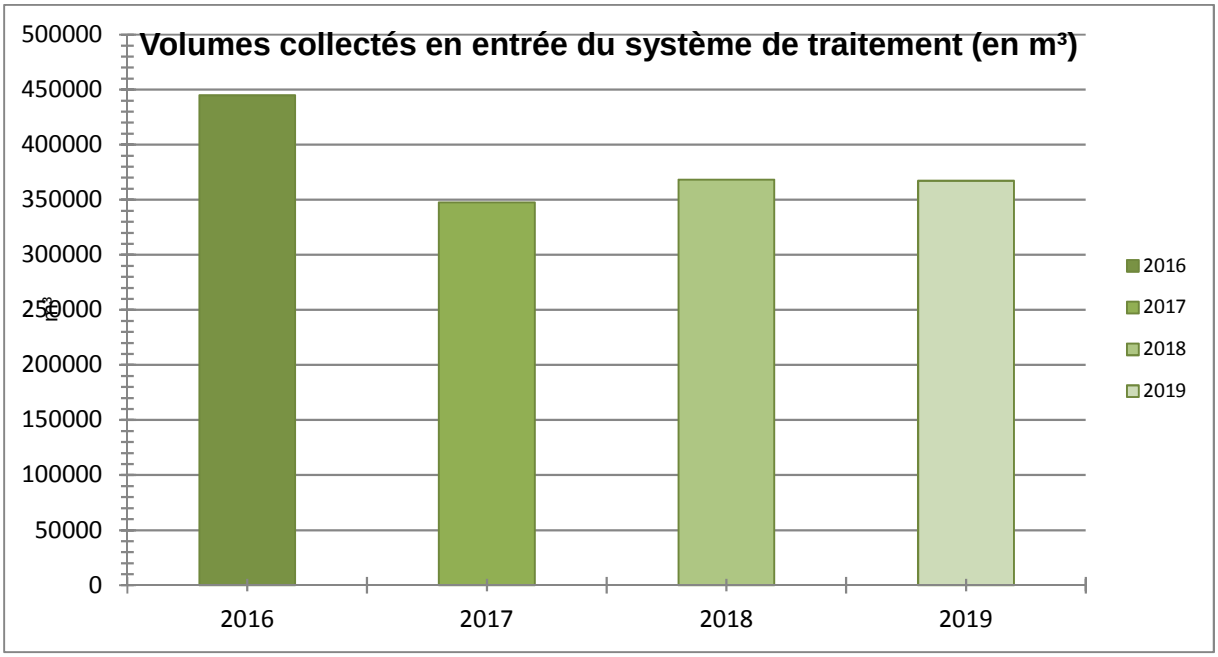
Typologie des points logiques « SANDRE » au niveau du système de traitement :

A2 : Déversoirs en tête de station (S16)
A3 : Entrée des eaux usées en provenance du système de collecte sur la station (S1)
A4 : Les sorties d'eaux usées traitées qui sont rejetées dans le milieu naturel (S2)
S4 : Boues extraites de la file eau avant traitement sur la file boue
S6 : Boues évacuées après traitement sur la filière boue de la station
S17 : Boues extraites et évacuées sans traitement
Sous-produits évacués : Huiles/graisses (S9), Sable (S10) et refus de dégrillage (S11) produits et évacués sans traitement
Apports extérieurs : Boues (S5), Huiles/graisses (S7), matières de vidanges (S12) et produits de curage (S13) ne provenant pas de la station

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

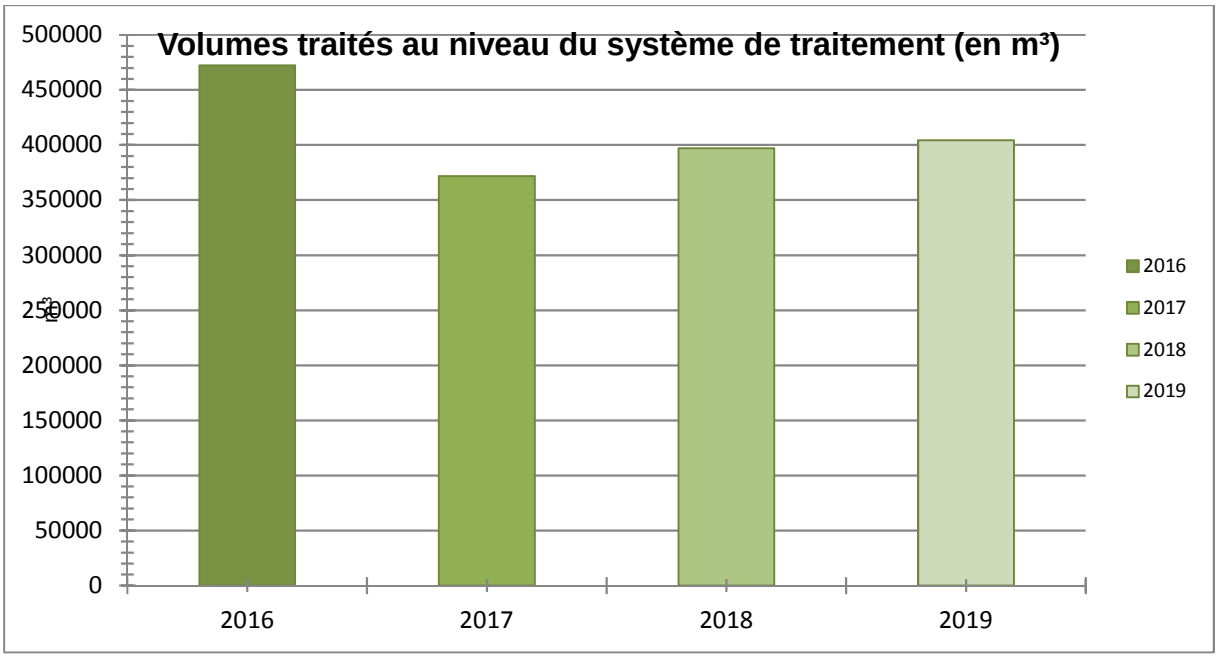
Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	444 836	347 559	368 298	367 188	- 0,3%
Total		444 836	347 559	368 298	367 188	- 0,3%



- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	472 400	371 823	396 987	404 341	1,9%
Total		472 400	371 823	396 987	404 341	1,9%



3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

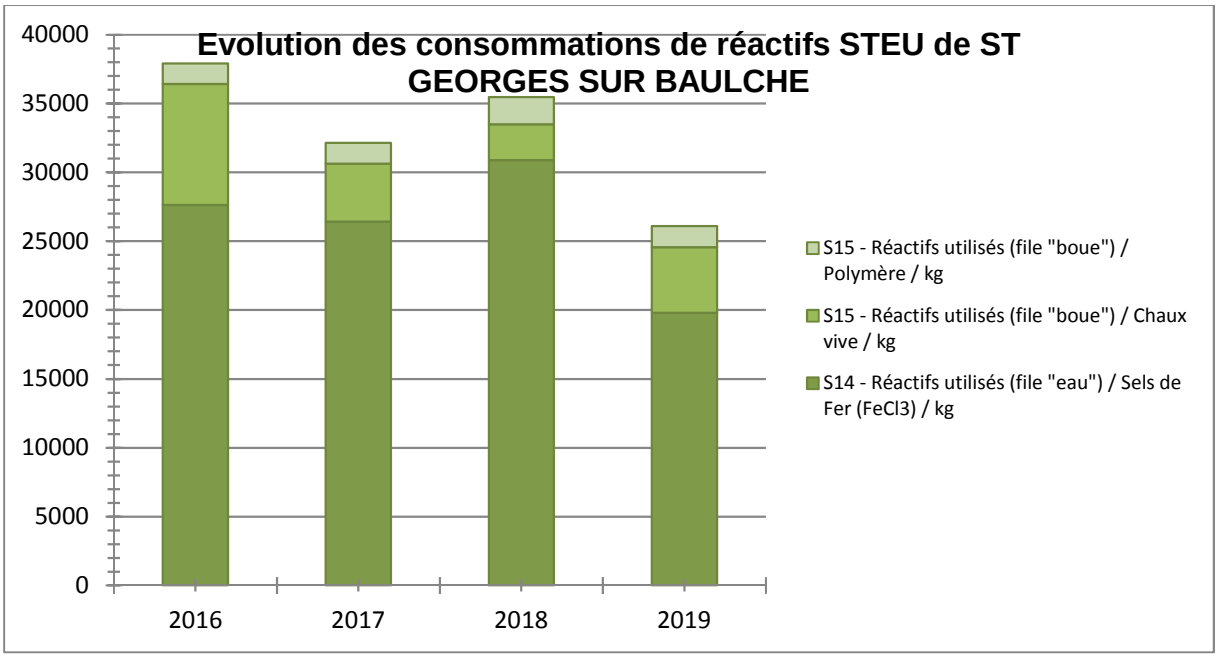
Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)					
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
DBO5	143,5	143,3	178,1	170,2	- 4,4%
DCO	420	404,4	436,1	444,6	2,0%
MeS	248,1	211,9	212,5	200,5	- 5,6%
NG	46,8	51,6	60,1	52,7	- 12,3%
Pt	4,6	5,2	6	6,1	0,8%

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative de la consommation d'eau potable et non potable ainsi que celle des réactifs utilisés dans le cadre de l'exploitation des stations de traitement.

Consommation de réactifs							
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Nature**	**Unité**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	27 644	26 417	30 892	19 796	- 35,9%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	8 780	4 226	2 598,85	4 761	83,2%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	1 500	1 500	1 975	1 550	- 21,5%
Consommation Eau	Eau Potable	M³	-	2 750	2 374	332	-86,0



- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

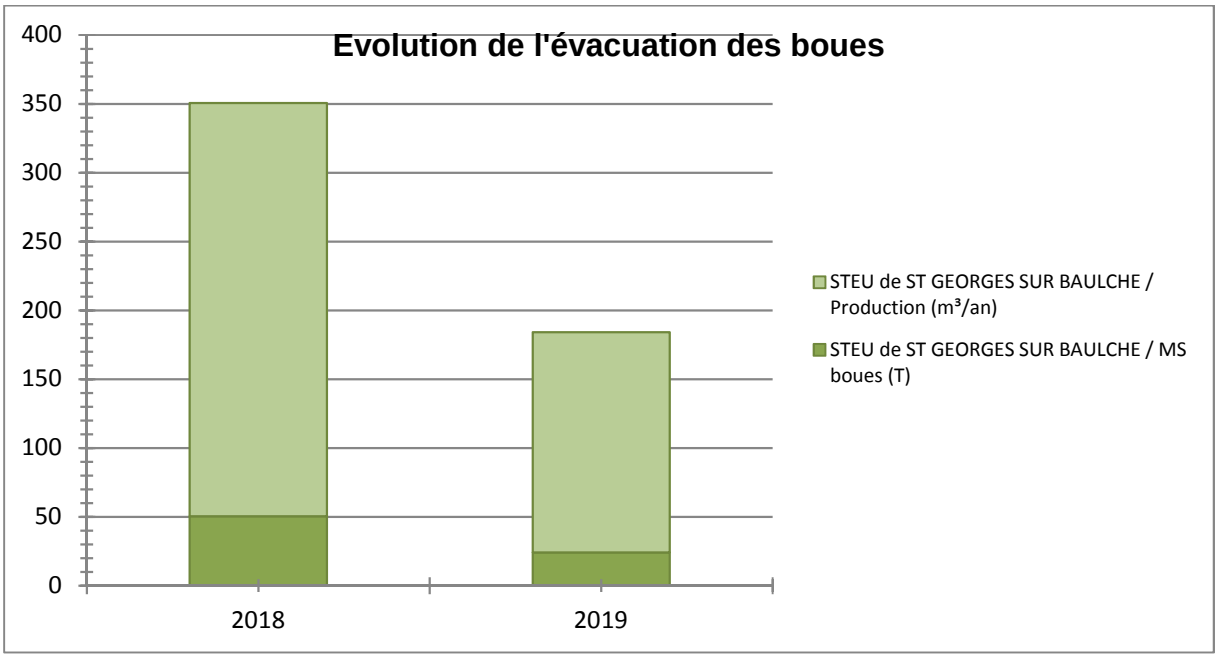
Production des boues					
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	98,4	47	58,4	87,6	50,1%
Production (m³/an)	405	234	4 856	6 480	33,4%
Siccité moyenne (%)	1,4	2,2	1,3	1,2	- 8,5%

Le débitmètre électromagnétique permettant de suivre la production de boues a été installé en 2018. Les années précédentes le volume de boues n'était pas représentatif et de ce fait nous estimions le volume de boues produites à l'aide du volume de boues évacuées.

L'évacuation de boues

La quantité de boue évacuée est détaillée dans le tableau suivant.

Evacuation des boues							
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Nature**	**Filière**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	98 415	47 010	50 490	24 160	- 52,1%
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m³/an)	Epandage	405	234	300	160	- 46,7%



Seulement la moitié des boues produites en 2019 ont été évacuées en épandage agricole. En effet, peu de parcelles du plan d'épandage en vigueur étaient disponibles et ce facteur a été limitant pour l'évacuation des boues.

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

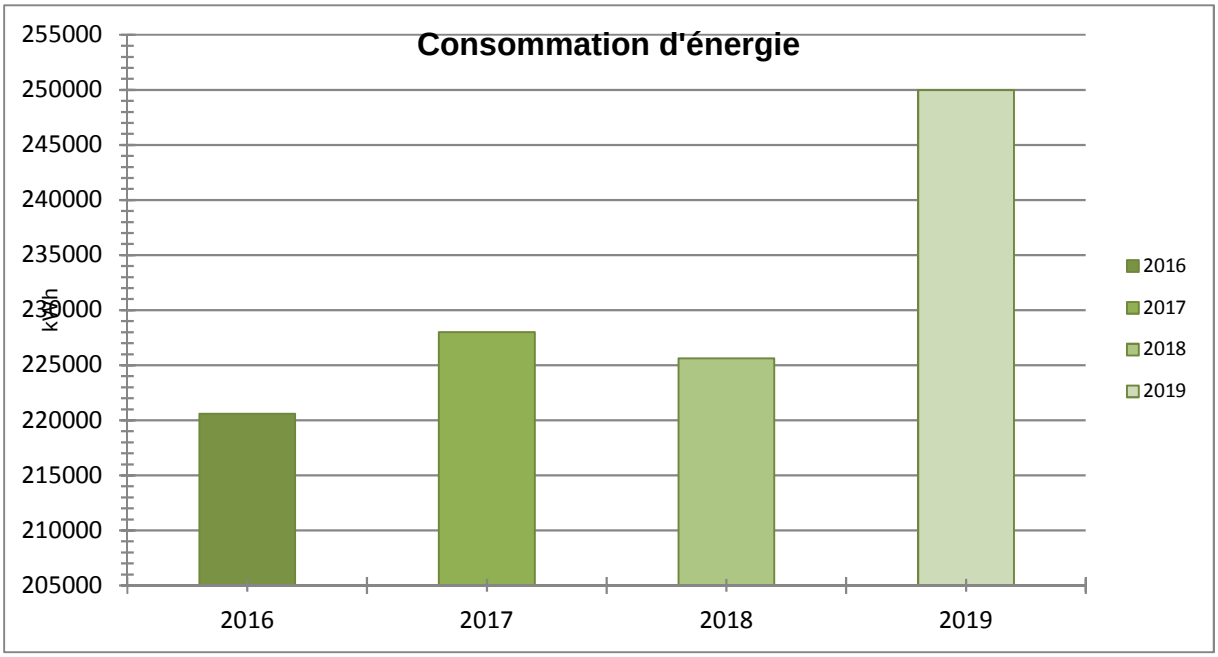
Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous produits évacués							
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Nature**	**Filière**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	6 600	6 600	7 600	5 400	- 28,9%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	8,35	8,25	10	6,75	- 32,5%

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	220 600	228 008	225 619	249 976	10,8%
Total		220 600	228 008	225 619	249 976	10,8%



3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

Les interventions réalisées sur les stations d'épuration sont détaillées dans le tableau suivant.

Les Interventions sur les stations d'épuration								
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Astreinte sur usine	Total	9	10	5	4	-20,00%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	99	123	106	79	-25,47%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	3	4	6	6	0,00%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Tache d'exploitation sur usine	Total	334	198	345	374	8,41%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration			
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Date intervention**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Equipement électrique des STEP	21/05/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Moyen de levage des STEP	27/05/2019

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'auto-surveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, dont certains points comme la conformité du système de collecte ont été précisés dans la note du 7 septembre 2015. En février 2017 l'administration a diffusé un commentaire technique dont la partie 2 est consacrée à l'autosurveillance des systèmes d'assainissement collectifs.

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Op.	Conc. Moy. Annuelle	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Flux Moy. Annuel	Flux Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Op.	Rdt. Moy. Annuel	Rdt. Rédhib.	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DBO5	240	15			50						ET	96				AR1 - 2019
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	DCO	360	50			250						ET	93				AR1 - 2019
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	MeS	360	20			85						ET	96				AR1 - 2019
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	NG	60	15									ET	88				AR1 - 2019
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Normal	Pt	16	1									ET	96				AR1 - 2019

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Taux de conformité**
AR1 - 2019	DBO5	12	12	12	100,0%
AR1 - 2019	DCO	12	12	12	100,0%
AR1 - 2019	MeS	12	12	12	100,0%
AR1 - 2019	NG	4	4	2	100,0%
AR1 - 2019	Pt	4	4	4	100,0%

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre									
STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	**Paramètres**	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rendement moyen (%)**	**Nombre de dépassements**	**Nombre de dépassements tolérés**	**Rédhibitoires**	**Conformité**
AR1 - 2019	DBO5	170,2	6,91	8,08	95	4	2	0	Non
AR1 - 2019	DCO	444,57	25,15	29,42	93	4	2	0	Non
AR1 - 2019	MeS	200,52	8,95	10,47	95	3	2	0	Non
AR1 - 2019	NG	52,68	3,99	4,08	93	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	Pt	6,09	0,34	0,39	94	4	1	0	Non

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.

Conformité annuelle globale					
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE	Oui	Oui	Oui	Non

3.3 Le bilan clientèle

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.
Depuis 2014, le détail des clients est disponible par commune.

Le nombre de clients assainissement collectif					
Désignation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 830	1 788	1 796	1 778	- 1,0%
Collectivités	24	24	31	26	- 16,1%
Professionnels	25	28	49	59	20,4%
Total	1 879	1 840	1 876	1 863	- 0,7%

Le nombre de clients assainissement collectif					
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 453	1 434	1 429	1 414	- 1,0%
Collectivités	15	15	22	17	- 22,7%
Professionnels	21	24	46	50	8,7%
Total	1 489	1 473	1 497	1 481	- 1,1%

VILLEFARGEAU	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	377	354	367	364	- 0,8%
Collectivités	9	9	9	9	0,0%
Professionnels	4	4	3	9	200,0%
Total	390	367	379	382	0,8%

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement					
Type volume	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	175 475	183 826	184 186,4	188 824	2,5%

Volumes assujettis à l'assainissement					
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	140 897	148 877	147 442,9	153 511	4,1%

VILLEFARGEAU	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	34 578	34 949	36 743,5	35 313	- 3,9%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	197	0
Facturation	67	46
Règlement/Encaissement	88	13
Prestation et travaux	74	0
Information	541	-
Technique assainissement	7	7
Total	974	66

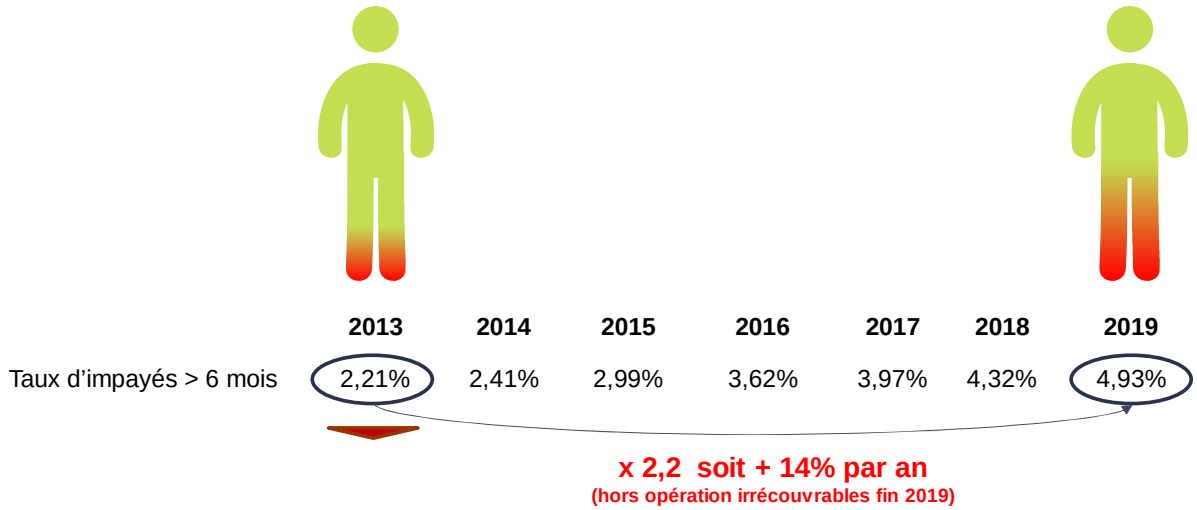
3.3.4 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables.

Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Créances irrécouvrables (€)	128	2 221,99	1 635,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,05	0,82	1 540,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,2	1,39	15,8%

3.3.5 Les dégrèvements pour fuite

Les dégrèvements			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	6	15	150,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	6	23	283,3%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	1	0	- 100,0%
Volumes dégrévés (m^3)	10 318	10 602	2,8%

3.3.6 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2020**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	41,49
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,91292
Taux de la partie fixe du service (%)	27,47%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,38458
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,25867

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	40,72	41,49	1,9%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,6801	0,6929	1,9%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,22	0,22	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,1239	0,1259	1,6%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,01797	1,03717	1,9%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			**151,04**		**166,15**
ABONNEMENT					
Part SUEZ Traitement SIVB du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	41,49	41,49	10,0	
CONSOMMATION					
Part SUEZ Traitement SIVB du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,6929	83,15	10,0	
Part Intercommunale S.I.V.B du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,22	26,40	10,0	
TOTAL HT			151,04		
MONTANT TVA (10.0 %)			15,11		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					166,15
Net à payer					166,15 €

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure".

4.1.1 Le CARE

A - SYNDICAT DU VAL DE BAULCHE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	**252 626**	**246 166**	**-2,6%**
Exploitation du service	198 683	204 984	
Collectivités et autres organismes publics	53 943	41 181	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	
Produits accessoires	0	1	
CHARGES	**247 899**	**255 939**	**3,2%**
Personnel	89 051	87 729	
Energie électrique	20 845	21 932	
Produits de traitement	8 393	4 997	
Analyses	1 504	1 107	
Sous-traitance, matières et fournitures	19 580	38 907	
Impôts locaux et taxes	2 522	2 229	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	24 144	26 315	
• télécommunication, postes et télégestion	1 537	1 713	
• engins et véhicules	8 098	6 485	
• informatique	9 565	10 528	
• assurance	463	830	
• locaux	2 236	2 213	
Contribution des services centraux et recherche	6 353	6 765	
Collectivités et autres organismes publics	53 943	41 181	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	11 060	11 226	
• fonds contractuel	4 787	4 859	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	4 716	4 787	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	1 657	1 495	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	-656	2 411	
Résultat avant impôt	**4 727**	**-9 773**	
Apurement des déficits antérieurs	4 727	0	
RESULTAT	**0**	**-9 773**	**-**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

A - SYNDICAT DU VAL DE BAULCHE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**252 626**	**246 166**	**-2,6%**
Exploitation du service	198 683	204 984	3,2%
• Partie fixe	75 387	76 974	
• Partie proportionnelle	123 296	128 010	
Collectivités et autres organismes publics	53 943	41 181	-23,7%
• Part Collectivité	53 943	41 181	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	0,0%
•	0	0	
Produits accessoires	0	1	-
• Autres produits accessoires	0	1	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€)**
Période contractuelle	15/04/2019	21 455,4
Période contractuelle	15/10/2019	20 472,47
		41 927,87

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité.

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Nous avons réalisé les travaux de renouvellement nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément à nos obligations contractuelles, sur les installations suivantes :

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-POMPE DOSEUSE POLYMERE	997,54
ST GEORGES SUR BAULCHES-STEU de ST GEORGES SUR BAULCHE-RVT-COMPRESSEUR EXTRACTEUR BOUES	784,34
-	1 781,88

4.4 Les investissements contractuels

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	1 781,88
Réseaux	0
Total	1 781,88

- **LA COMPTABILISATION DU RENOUVELLEMENT DANS LE CARE**

Dépenses comptabilisées dans l'année par type d'obligation contractuelle	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Garantie de continuité de service	0
Programme contractuel de renouvellement	784,34
Fonds contractuel de renouvellement	997,54
Total	1 781,88

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)				
Opération	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Renouvellement	16 079,65	14 846,8	8 092,76	1 781,88

5 | Votre délégataire

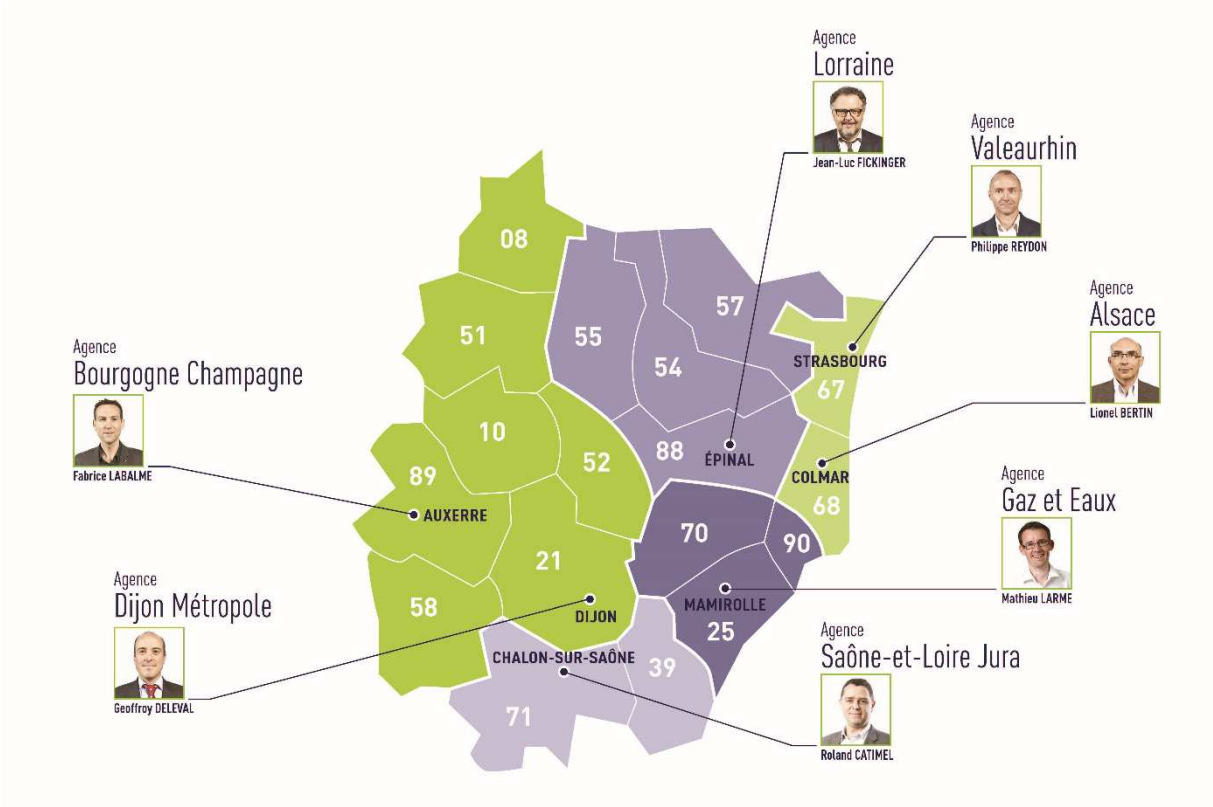


5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

La Région Est

La Région Est pour l'activité eau de SUEZ regroupe les régions administratives Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté. 1200 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau. Le siège est basé à Dijon.
Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients : **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole, Bourgogne Champagne Ardenne.





Directeur Région Est	MARC BONNIEUX
Périmètre géographique	Grand Est Bourgogne - Franche-Comté
Population couverte (Eau et Assainissement)	4 200 000 habitants
Implantation	Le siège est basé à Dijon. Le territoire compte plus de 30 sites d'embauche, sur 18 départements
Clients Eau potable *Clients Assainissement* *Contrats DSP* *Contrats PS*	1 200 000 818 000 436 657
Installations : *Usines Eau* *STEP* *Postes de relevage* *Linéaires réseaux Eau + Assainissement*	 398 usines 436 STEP 1 646 26 638 km
Collaborateurs	1 200

Principaux partenaires de la Région Est :



- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Auxerre
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (Eau)
- Communauté d'agglomération de Colmar



Les métiers de l'activité concernent **le petit cycle de l'eau,** activité historique de l'entreprise :
PRODUIRE de l'eau et protéger la ressource ;
DISTRIBUER l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs ;
COLLECTER ET ASSAINIR les eaux usées pour les rendre propre à la nature.

Spécialiste du grand cycle de l'eau dans la Région Est, SUEZ participe activement à la révolution de la ressource et du digital en intégrant un large panel de compétences avec des projets de références :

VALORISER ET PRESERVER LA RESSOURCE



Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- Boues et jus de choucroute transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- Projet Biovalsan : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France a transformé le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- 74 % des besoins en chaleur des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- A Chenôve, où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- A la piscine des Grésilles de Dijon ou au Centre Nautique de Chalon-sur-Saône, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins



« Eau verte à Dijon » :

Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eau verte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m³ d'eau potable par an.

INNOVER

Pour rendre la ville plus intelligente :

- **Accompagner Dijon métropole vers la Métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protections adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'économie mixte à opération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

Surveillance des qualités des eaux de baignade à Dijon

SUEZ effectue pour le compte de la Ville de Dijon la surveillance active de la qualité des eaux de baignade de la plage du lac Kir de Dijon durant la saison estivale. Grâce à une surveillance en temps réel de la pluviométrie et des analyses effectuées sur place dans son laboratoire technique de Dijon, SUEZ évalue quotidiennement la qualité de l'eau de baignade et transmet ses résultats à la Ville de Dijon qui prend la décision d'ouverture de la baignade au grand public.

Surveiller en continu la qualité des rejets d'une Station d'épuration

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITES

Exploitation de la baignade naturelle Beaune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beaune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beaune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.



Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale.

ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

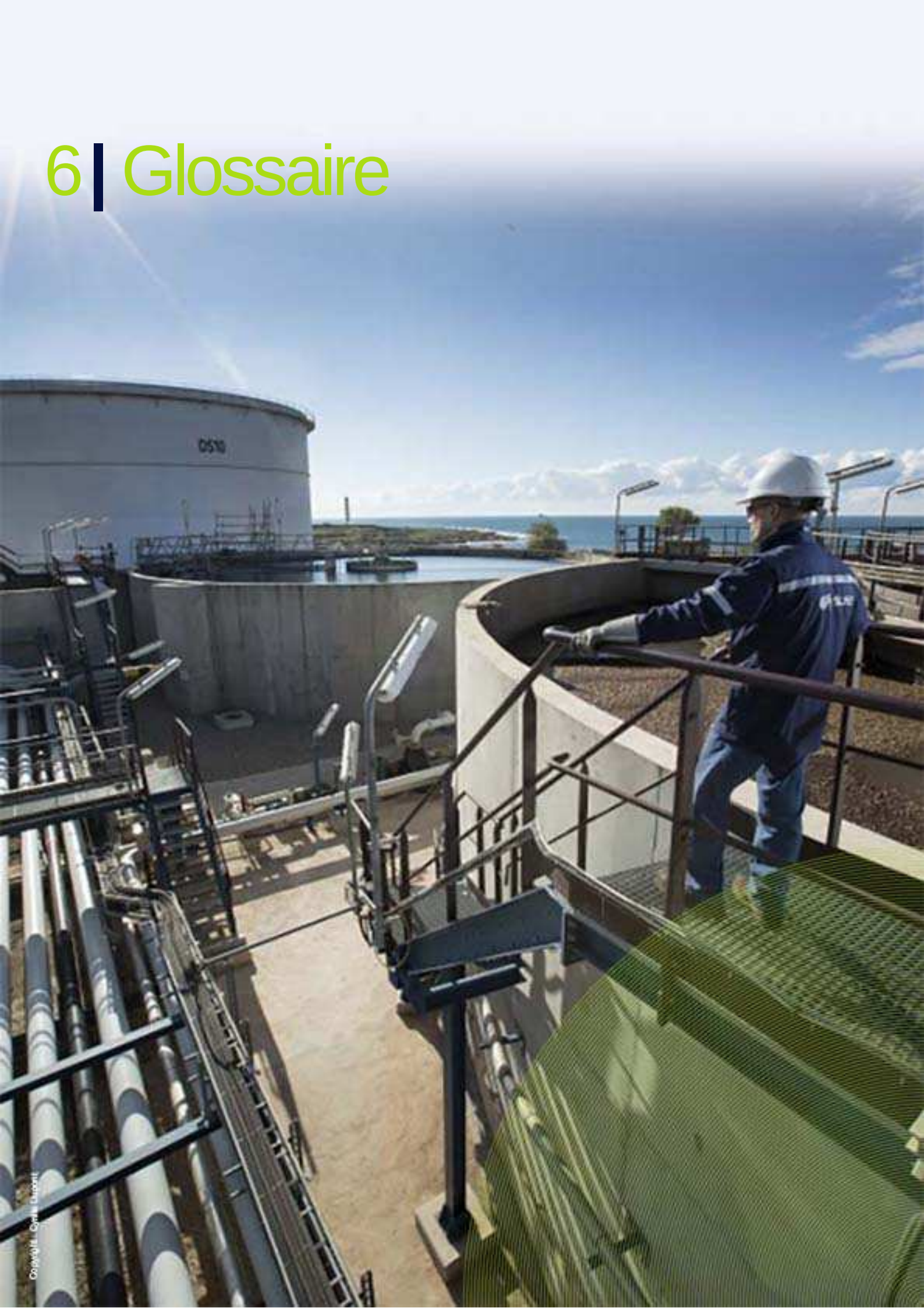
- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim ou à Beaune sur le site des Etangs d'Or.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Idée Alsace, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ FACE VOSGES : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.

- ✓ La démarche Bien vivre dans son logement : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maitrisant sa consommation.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.
- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.
- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).
- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.
- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.
- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.
- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.
- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.
- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.
- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.
- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).
- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.
- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).
- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.
- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.
- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.
- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3
- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).
- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.
- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).

Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "déssableur" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).
- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).
- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).
- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains
- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.
- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).
- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.
- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.
- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.
- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).
- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.
- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.
- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.
- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.
- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage
- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.
  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100
- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plan des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
- **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
  - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**

Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.
Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé
- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.
  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000
- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100
- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20
- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.
  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire
- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

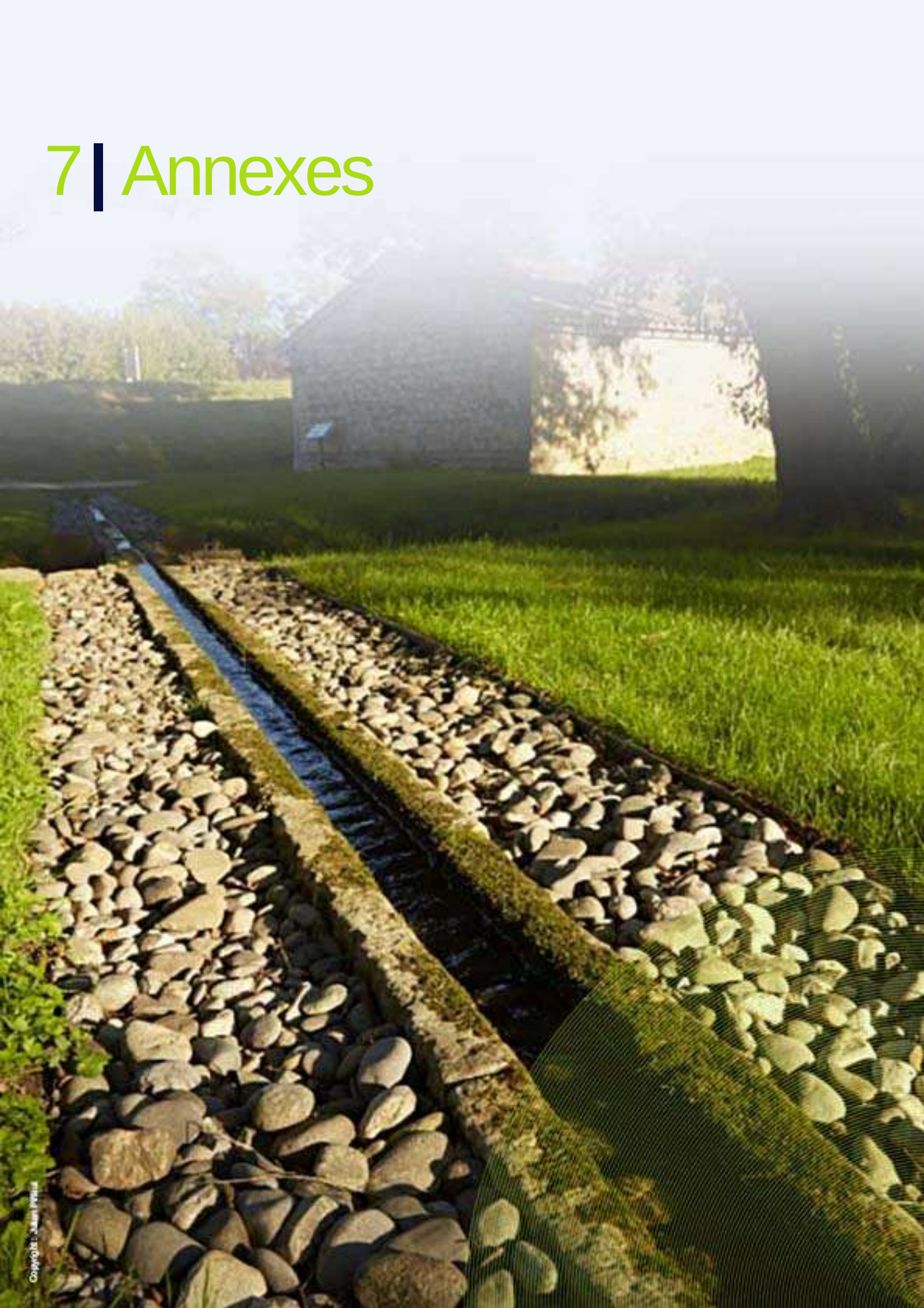
  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.
- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 | Annexes



7.1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1er avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1er janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.
  Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics

Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique
Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1er janvier 2020, 214 000 € HT.

Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Affacturage inversé dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturage inversé dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA*

mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.
L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux
La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.* »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique
Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :
- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :
- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME
Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.
Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public
Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.
Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires –

Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1). Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1er de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1er juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018*

relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026 ».
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement
Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.
Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.
La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie
- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats
De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1er janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.
L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.
Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale
Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Ces mesures peuvent inclure :
- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,

- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements

Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales (entrée en vigueur le lendemain de sa publication).

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités

Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.

La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RPGD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.

Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales).

Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national

Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement

Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;
Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte

DERU et délimitation des zones sensibles
L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.
Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive
Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.
En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.
Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau
- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;
Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».
Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins
Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.
Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale
En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.

La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.
Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.
Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation
Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.
Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.
Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.
Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.
Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110
Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation…), nécessaires au rapportage auprès de la commission européenne, conformément à la

directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier

La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.

Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs

Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.

Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.

Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme

Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme, issu de l'article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).
Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.
Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante
Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

1° Immeubles bâtis ;

2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;

3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;

4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;

5° Aéronefs ;

6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 *(Décr. nº 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1er oct. 2018)*
I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:
1º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;
2º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;
3º Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;
4º Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2º de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.
II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1ère instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc…) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084
http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent

l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

– A compter des Care réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.

– Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Eléments affectés sur une base technique

– Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

– Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

– La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses

prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée

entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 3,14%.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du

contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels (‘charges relatives aux investissements du domaine privé’) :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.
Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d’IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions réseau et clientèle
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions usine
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Nb d'heures MO Média des interventions réseau
Affectation charges SIG	Linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
Ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers



Prêts pour la révolution de la ressource

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2019

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

VENOY



Copyright : Thierry Duvivier

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.4 Les évolutions réglementaires 11
1.5 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La relation clientèle 16
2.3 L'inventaire du patrimoine 18
2.3.1 Le système d'assainissement 18
2.3.2 Les biens de retour 18

3 | Qualité du service 23

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 25
3.1.1 La pluviométrie 25
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 25
3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement 27
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 30
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 30
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 31
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 34
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 35
3.3 Le bilan clientèle 38
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 38
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 38
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 38
3.3.4 L'encaissement et le recouvrement 39
3.3.5 Les dégrèvements pour fuite 39
3.3.6 Le prix du service de l'assainissement 39

4 | Comptes de la délégation 41

4.1 Le CARE 43
4.1.1 Le CARE 43
4.1.2 Le détail des produits 45
4.2 Les reversements 46
4.2.1 Les reversements à la collectivité 46
4.3 Les investissements contractuels 47
4.3.1 Le renouvellement 47

5 | Votre délégataire 49

5.1 Notre organisation 52
5.1.1 La Région 52

6 | Glossaire 57

7 | Annexes 65

7.1 Synthèse réglementaire 67
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 80

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

2019

Délégation de Service Public :

En 2019, la collectivité a renouvelé sa confiance envers SUEZ qui a été désignée délégataire du service public dédié à la collecte et au traitement des eaux usées suite à l'appel d'offre lancé en 2018. Ce nouveau contrat a débuté le 1er Juillet 2019

Le système de traitement des eaux usées :

- ✓ Lors des deux bilans 24h réalisés dans le cadre de l'autosurveillance, les résultats épuratoires respectaient les prescriptions réglementaires.
- ✓ L'évacuation des boues des deux lagunes de sédimentation a été réalisée en août 2019 conformément au plan d'épandage en vigueur ; 234 m³ de boues brutes ont été épandues soit près de 12 tonnes de matières sèches.
- ✓ En 2018, la Collectivité a lancé un marché de construction d'un nouveau système de traitement des eaux usées et a choisi un groupement d'entreprise pour la réalisation de ce projet. Les travaux ont débuté en 2019.

Le système de collecte des eaux usées :

Le diagnostic assainissement concernant le système de collecte des eaux usées et pluviales ainsi que le système de traitement, s'est achevé en 2018.

SUEZ s'est tenu à la disposition de la collectivité pour l'assister dans cette démarche.

La Collectivité a lancé un marché de renouvellement de certaines parties du réseau ainsi que du chemisage. Ces travaux ont été réalisé en 2019.

1.2 Les chiffres clés



499 clients assainissement collectif

43 780 m³ d'eau assujettis





11,9 km de réseau total d'assainissement

1 635 ml de réseau inspecté





709,11 ml de réseau curé

2,44083 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³



1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie " Présentation du service \ Le contrat"
  - L'estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (1), le nombre d'abonnements, l'évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - Les linéaires de réseau de collecte des eaux usées de type unitaire (1) et séparatif (1) sont détaillés dans la partie "La présentation du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les réseaux"
  - Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1) est répertorié dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est présentée dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de traitement \ L'exploitation des ouvrages de traitement"
- La tarification du service de l'assainissement et les recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Le prix du service de l'assainissement"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1) figure dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) est présenté dans la partie "La qualité du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour / L'analyse du patrimoine".
  - Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers, le nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage et l'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - Le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif et le taux de conformité des dispositifs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

associés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ L'assainissement non collectif"

- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2016	2017	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	-	-	1 214	1 212	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	491	495	498	499	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	11,94	11,94	11,94	11,94	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	10,49	18,56	12,96	11,82	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	-	2,25775	2,27538	2,44083	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	15	15	80	86	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	-	0	0	0	Nombre	A

1.4 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE

COMMANDE PUBLIQUE

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1er avril 2019
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000€HT
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités
- Réforme des procédures civiles d'exécution

VERS UNE NOUVELLE REGLEMENTATION POUR LA VALORISATION AGRICOLE DES BOUES DE STATIONS D'EPURATION

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi n°2020-105 du 10 février 2020) annonce une évolution prochaine de la réglementation qui encadre la valorisation agricole des boues de stations d'épuration.

L'article 86 impose en effet une révision des référentiels réglementaires sur l'innocuité environnementale et sanitaire applicables aux boues d'épuration en vue de leur usage au sol, avant le 1er juillet 2021. De plus, les conditions dans lesquelles les boues et les digestats peuvent être compostés seront déterminées par voie réglementaire.

1.5 Les perspectives

2020

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

A partir du 1er janvier 2020, la compétence de la gestion de l'assainissement de l'eau pluviale sur le traitement et le système de collecte passera à la Communauté de l'agglomération de l'Auxerrois.

Amélioration du réseau :

Le PR Autoroute ne dispose pas de sonde de niveau et de télégestion en mettant un suivi des alarmes à distance.
SUEZ se tiendra à la disposition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois afin de de lui proposer l'installation de cet équipement sur ce poste de relèvement.

Travaux à prévoir :

SUEZ se tient à la disposition de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois afin de l'assister dans sa démarche de maitrise d'œuvre pour la construction de deux nouveaux systèmes de traitement des eau usées, l'un en remplacement du système de traitement actuel situé sur le hameau de Soleine et l'autre sur le hameau de Montallery.

Les travaux du système de traitement de Soleine doivent se terminer au deuxième semestre 2020. SUEZ pourra accompagner le maitre d'œuvre pour le démantèlement de l'ancienne station et la mise en route de la nouvelle auprès d'HYDREA.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

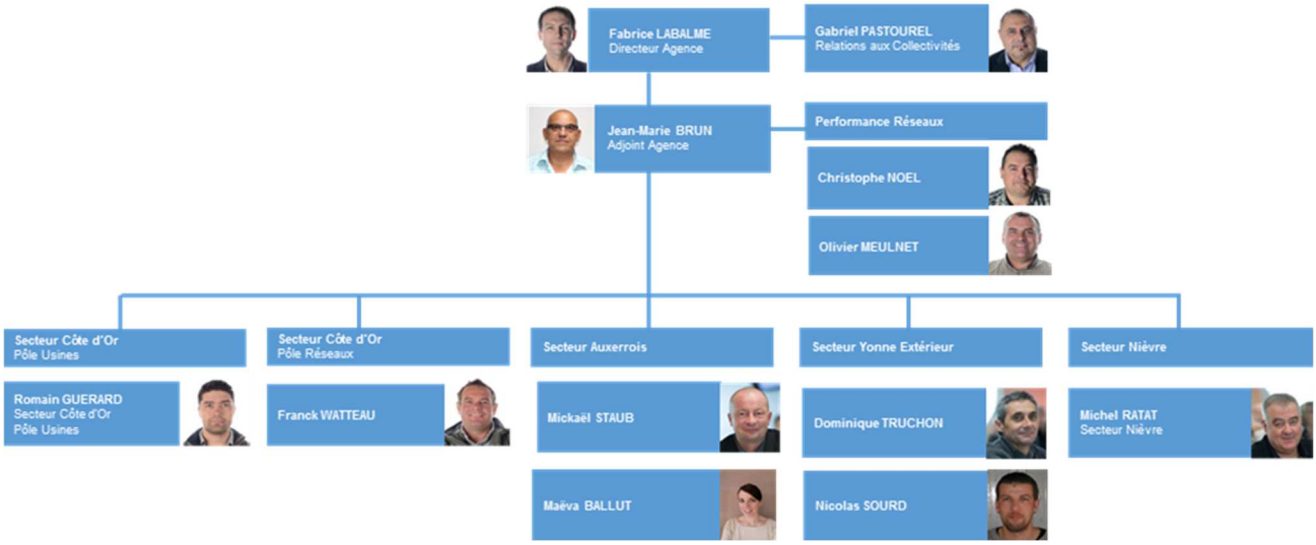
Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2019	30/06/2031	Affermage

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence BOURGOGNE :



Votre interlocuteur privilégié est Mickaël STAUB (06.82.93.54.44).

2.2.2 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Client basé à Dijon répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV).

La formation permanente de nos conseillers client permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 123 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE le lundi, mardi, jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45, le mercredi de 13h45 à 16h45 et le vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h15

Levée du Canal du Nivernais – 58340 CERCY LA TOUR le lundi et jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.



2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

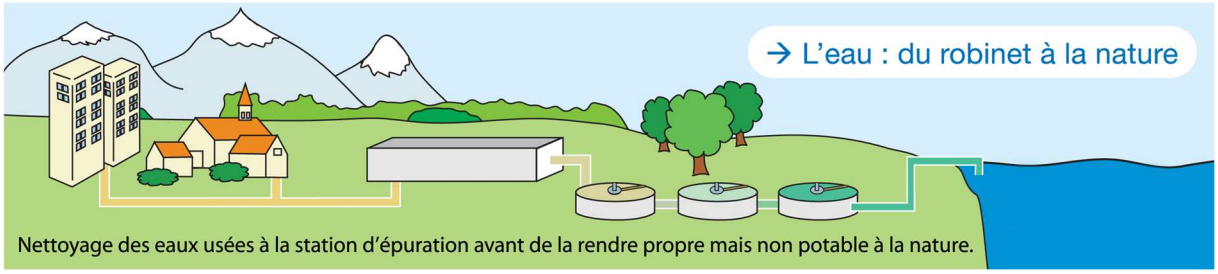
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de types séparatifs :

- un réseau qualifié de « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements de raccordement distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	11 212	11 213	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	730	730	0,0%
Linéaire total (ml)	**11 942**	**11 943**	**0,0%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)										
Réseau	**Ecoulement**	**Acier**	**Amiante ciment**	**Béton**	**Ciment**	**Fonte - Grès**	**PVC, PE, PP**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
Eaux usées	Gravitaire	-	10 977	-	-	-	234	-		**11 212**
Eaux usées	Refoulement	-	616	-	-	-	114	-		**730**
Total		**-**	**11 594**	**-**	**-**	**-**	**348**	**-**		**11 942**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	-	11 942	-
Régularisations de plans	0	30	0
Situation actuelle	**0**	**11 943**	**0**
Linéaire de canalisation déposé	-	29	-

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Branchements publics eaux usées	508	500	- 1,6%

Inventaire des principaux accessoires du réseau			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Ouvrages de prétraitement réseau	2	2	0,0%
Regards réseau	208	208	0,0%
Vannes	2	2	0,0%

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	2013	10	m³/h
VENOY	PR Egriselles - VENOY	1982	30	m³/h
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	1982	50	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
VENOY	STEU de VENOY	1980	1 000

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

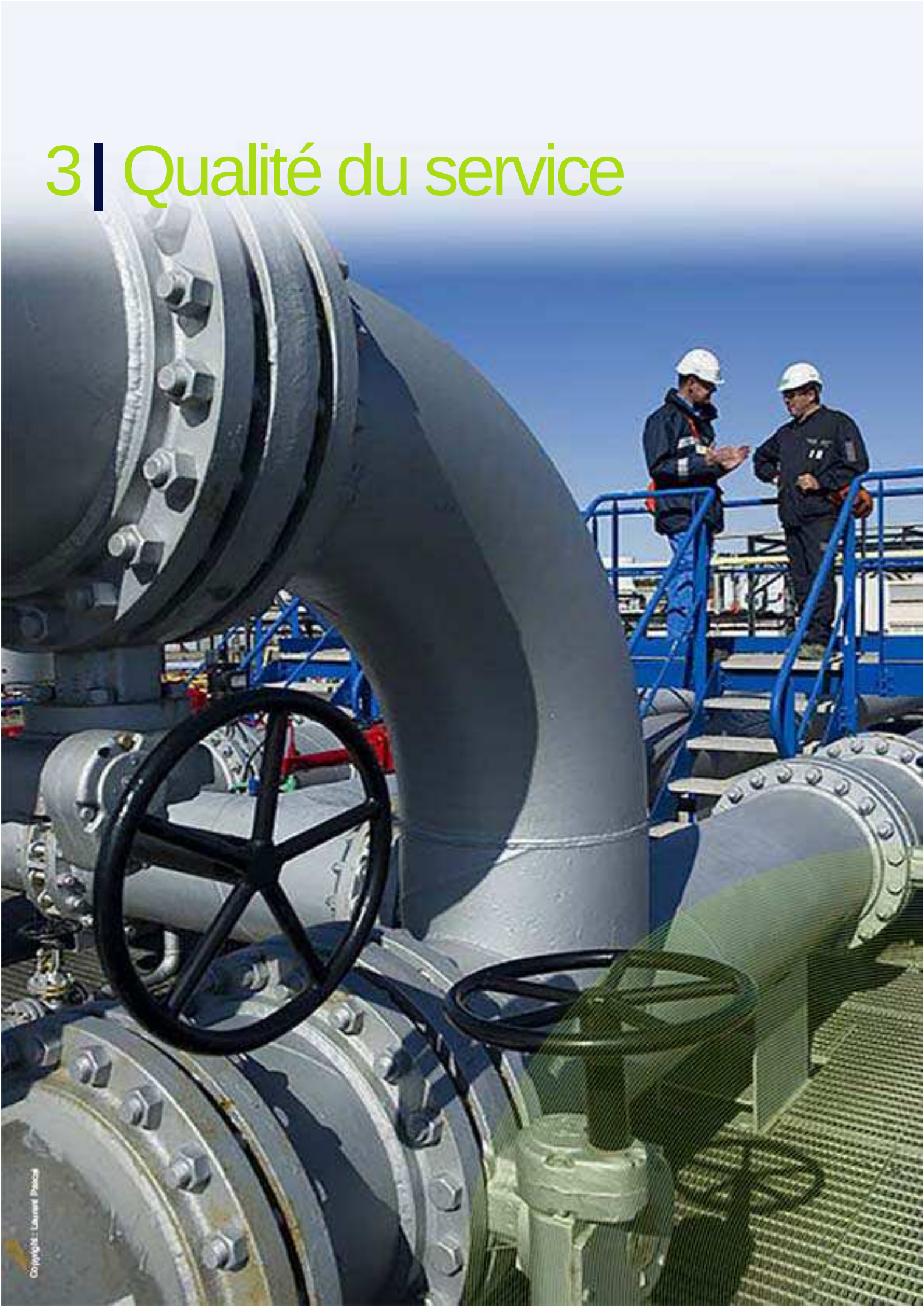
Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des

collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	4
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	14
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	28
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	13
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	43
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**86**

3 | Qualité du service



3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)					
Finalité	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Pluviométrie (mm)	721,1	741,1	664,6	622,5	-6,3 %

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

La surveillance du réseau s'effectue via des inspections. On en distingue plusieurs types :
- l'inspection télévisée (ITV) consiste à observer in situ l'aspect intérieur des collecteurs non visitables, à l'aide d'une caméra motorisée qui avance le long des collecteurs,
- l'inspection rapide avec un vidéopériscope (IVP) permet d'effectuer des prises de vue de l'intérieur des collecteurs et des branchements à partir d'un regard de visite afin d'évaluer l'état structurel et le niveau d'encrassement,
- l'inspection pédestre des collecteurs visitables

Inspections réseau					
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	5 058	1 349	1 869	1 635	- 12,5%
dont ITV (ml)	4 266	0	80	0	- 100,0%
dont pédestre (ml)	792	1 349	1 789	1 635	- 8,6%
Linéaire total inspecté (ml)	5 058	1 349	1 869	1 635	- 12,5%
Visites Annuelles : Nombre de regards ouverts	223	188	47	42	- 10,6%

Le contrôle des collecteurs et des ouvrages de réseau est réalisé :
- par inspection visuelle en ce qui concerne les collecteurs visitables,
- par inspection télévisuelle en ce qui concerne les collecteurs non visitables,
- à l'occasion des campagnes de curage et de dératisation en ce qui concerne les regards de visite et les bouches d'égout.

Ces contrôles permettent de préparer les campagnes de curage et de valider leur efficacité, d'observer l'état des ouvrages et de détecter des fonctionnements anormaux du réseau (exemple : arrivée d'eaux claires parasites).



- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	4 595,4	864,51	1 108,99	709,11	- 36,1%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	4 595,4	864,51	1 108,99	709,11	- 36,1%
Taux de curage préventif (%)	38,5%	7,2%	9,3%	5,9%	- 36,1%

Curage préventif (Ouvrages)					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Ouvrages de prétraitement	15	24	27	26	- 3,7%

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	0	3	1	- 66,7%
Désobstructions sur branchements	5	1	3	0	- 100,0%

Désobstructions					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,08	0	0,25	0,08	- 66,7%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0,01	0	0,01	0	- 100,0%

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	10	19	12	18	50,0%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	7	11	1	0	- 100,0%
Nombre d'enquêtes sur branchement	3	0	0	1	0,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	20	30	13	19	46,2%

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau	
Désignation	2019
Les interventions sur le réseau	-

3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	-	189	444	76	- 82,9%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	4 099	2 859	3 359	2 806	- 16,5%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	2 770	3 066	3 722	3 733	0,3%
Total		6 869	6 114	7 525	6 615	- 12,1%

Les variations importantes des consommations des « petits sites » (tarifs bleus) sont souvent dues à l'irrégularité des relèves par le gestionnaire du réseau.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est détaillée dans le tableau ci-après.

Rappel réglementation :

> « La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. **Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans** par le chef d'établissement **si le rapport précédent ne présente aucune observation** ou **si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification**. Le chef d'établissement informe l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des éléments prouvant qu'il n'y a pas de non-conformité ou que les non-conformités ont été levées. Cet envoi doit comprendre, le cas échéant, l'avis des membres du CHSCT ou des délégués du personnel ».

Fonctionnement des postes de relèvement		
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	12
VENOY	PR Egriselles - VENOY	12
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	12
Total		36

Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement			
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Date intervention**
VENOY	PR Egriselles - VENOY	Equipement électrique des postes de relèvement	13/05/2019

Conformément à la réglementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédant passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

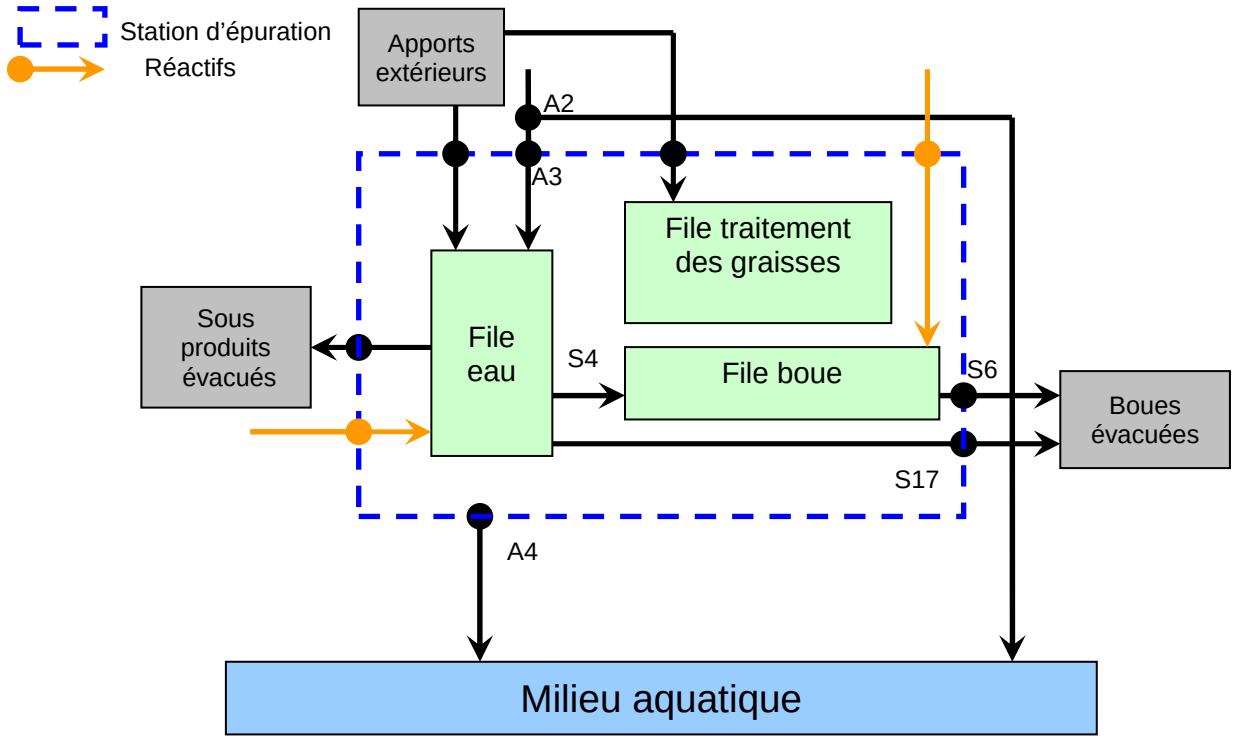
Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements								
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VENOY	PR Autoroute - VENOY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4	3	1	0	-100,00%
VENOY	PR Autoroute - VENOY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	1	1	0	-100,00%
VENOY	PR Autoroute - VENOY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	38	30	48	31	-35,42%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	-	1	0	-100,00%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	6	2	4	0	-100,00%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	1	0	1	0,00%
VENOY	PR Egriselles - VENOY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	40	30	48	36	-25,00%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	-	0	0	0,00%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	10	3	2	1	-50,00%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	-	1	0	-100,00%
VENOY	PR la Chapelle - VENOY	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	40	31	48	37	-22,92%

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

EXEMPLE D'UN SCHEMA TYPE D'UN SYSTEME DE TRAITEMENT



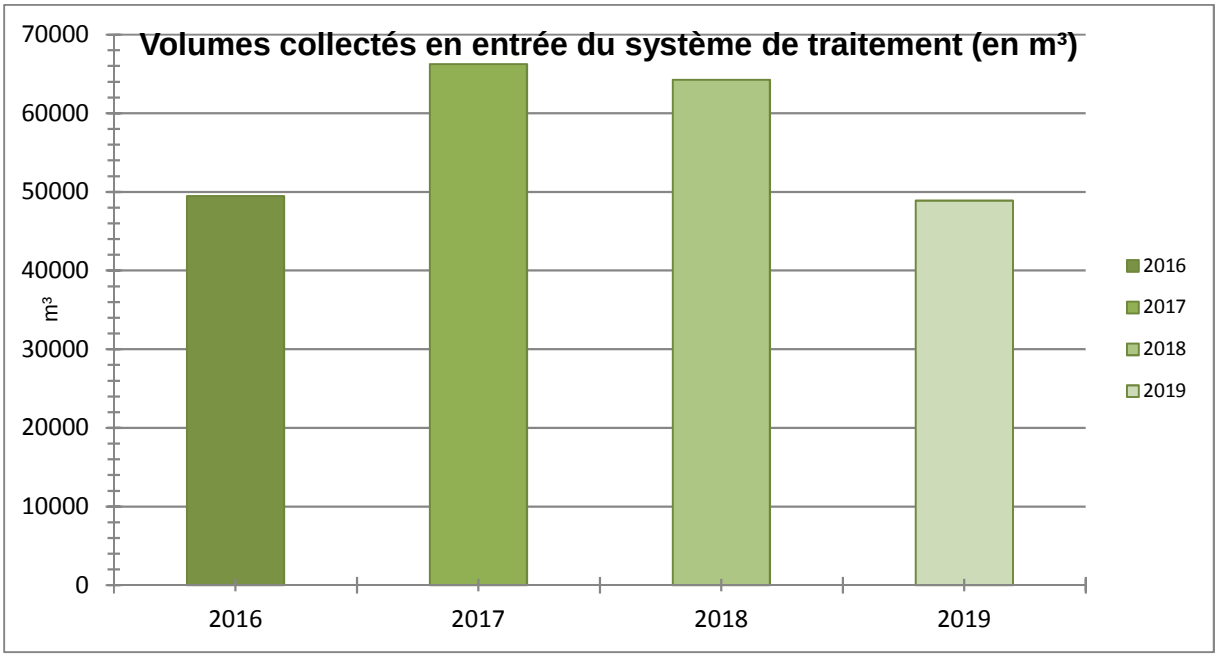
Typologie des points logiques « SANDRE » au niveau du système de traitement :

A2 : Déversoirs en tête de station (S16)
A3 : Entrée des eaux usées en provenance du système de collecte sur la station (S1)
A4 : Les sorties d'eaux usées traitées qui sont rejetées dans le milieu naturel (S2)
S4 : Boues extraites de la file eau avant traitement sur la file boue
S6 : Boues évacuées après traitement sur la filière boue de la station
S17 : Boues extraites et évacuées sans traitement
Sous-produits évacués : Huiles/graisses (S9), Sable (S10) et refus de dégrillage (S11) produits et évacués sans traitement
Apports extérieurs : Boues (S5), Huiles/graisses (S7), matières de vidanges (S12) et produits de curage (S13) ne provenant pas de la station

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	49 458	66 248	64 240	48 892	- 23,9%
Total		49 458	66 248	64 240	48 892	- 23,9%



La taille du système de traitement étant de 1000 EH, la règlementation ne demande pas la mise en place d'équipement d'autosurveillance fixe. Il nous est donc impossible de transmettre de transmettre le volume traité annuellement.
Nous faisons donc une estimation du volume collectés et du volume d'eau traité en utilisant le volume moyen enregistré lors des bilans d'autosurveillance est de 176 m³/j.

- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	49 458	66 248	64 240	48 892	- 23,9%
Total		49 458	66 248	64 240	48 892	- 23,9%

3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

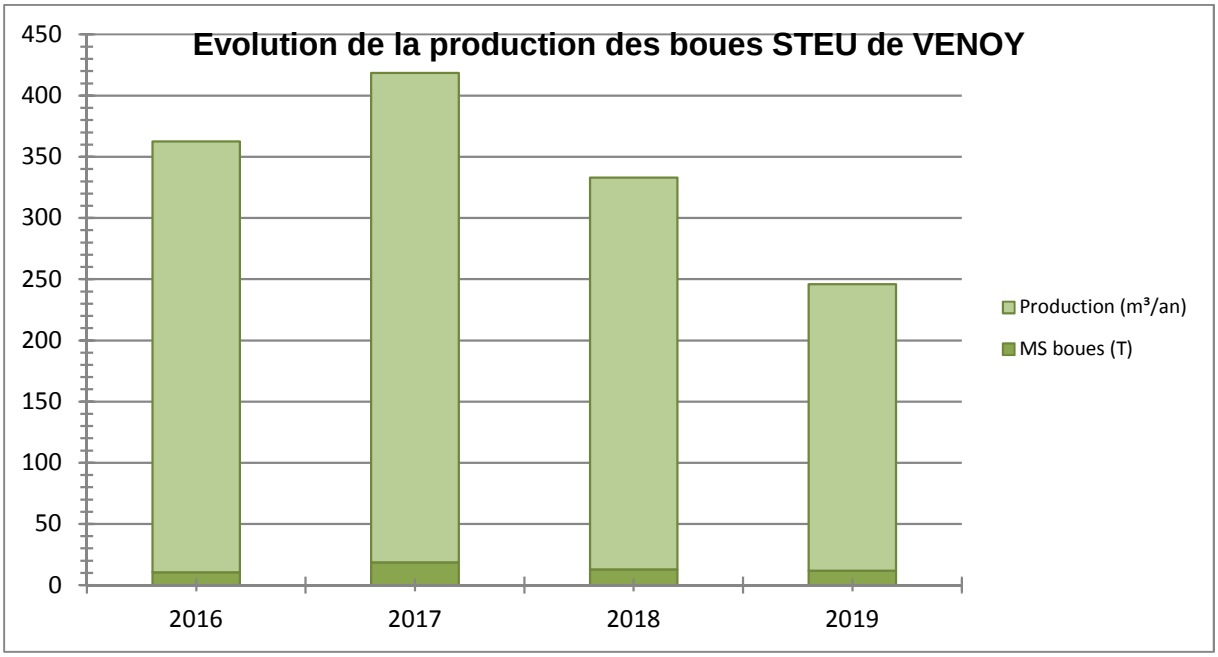
Charges entrantes (kg/j)					
STEU de VENOY	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
DBO5	27,4	48,9	75,7	56,1	- 25,9%
DCO	89,4	125,8	405,6	126	- 69,0%
MeS	37,1	68,1	153,7	52	- 66,2%
NG	9,8	12,6	16,7	11,4	- 32,0%
NTK	9,7	12,5	16,7	11,4	- 32,0%
Pt	1,1	1,4	3,4	1,3	- 62,8%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

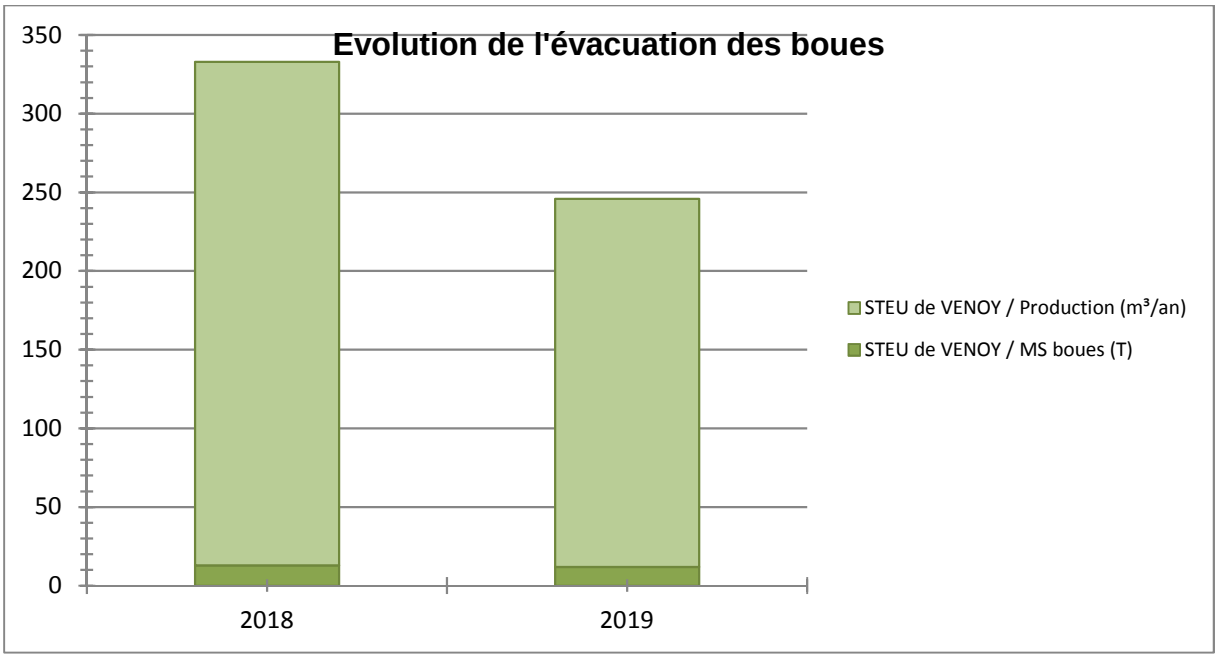
Production des boues					
STEU de VENOY	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	10,5	18,6	13	11,8	- 8,9%
Production (m³/an)	352	400	320	234	- 26,9%



L'évacuation de boues

La quantité de boue évacuée est détaillée dans le tableau suivant.

Evacuation des boues							
STEU de VENOY	**Nature**	**Filière**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	10 490	18 560	12 960	11 817	- 8,8%
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m³/an)	Epandage	352	400	320	234	- 26,9%



- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

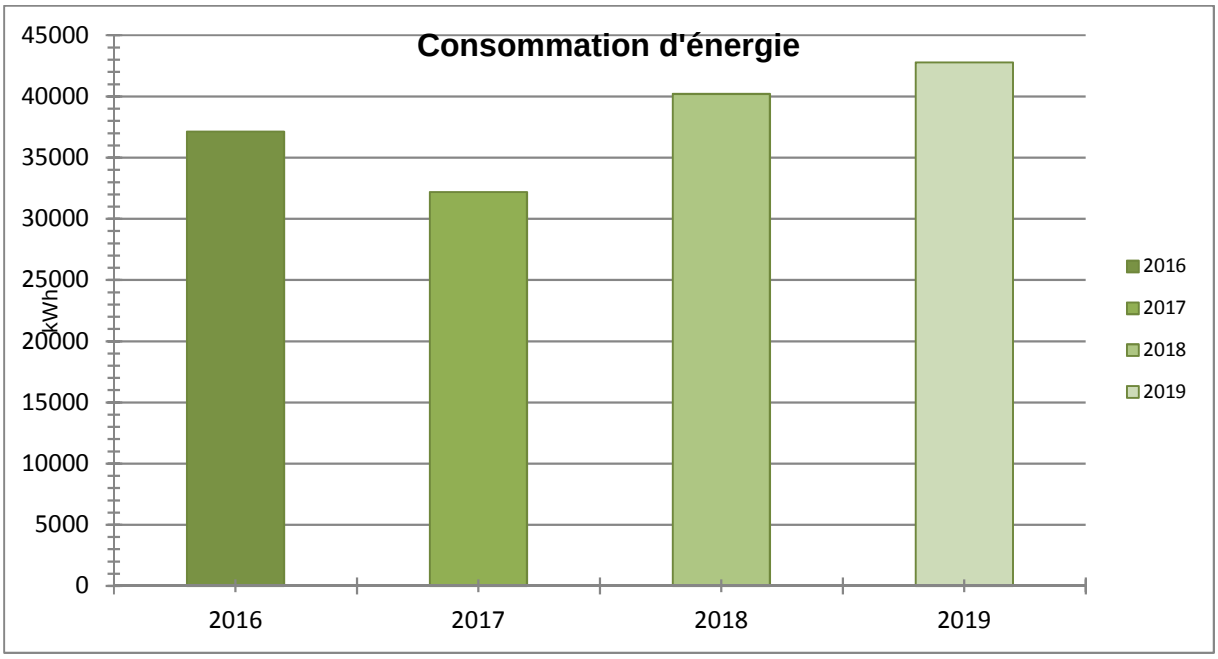
Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous produits évacués							
STEU de VENOY	**Nature**	**Filière**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	4 320	5 400	8 280	10 080	21,7%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	4	5	8	10	25,0%

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	37 127	32 184	40 207	42 792	6,4%
Total		37 127	32 184	40 207	42 792	6,4%



3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

Les interventions réalisées sur les stations d'épuration sont détaillées dans le tableau suivant.

Les Interventions sur les stations d'épuration								
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VENOY	STEU de VENOY	Astreinte sur usine	Total	-	2	0	0	0,00%
VENOY	STEU de VENOY	Tache de maintenance sur usine	Corrective	9	9	7	5	-28,57%
VENOY	STEU de VENOY	Tache de maintenance sur usine	Préventive	3	-	1	1	0,00%
VENOY	STEU de VENOY	Tache d'exploitation sur usine	Total	256	125	271	273	0,74%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration			
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Date intervention**
VENOY	STEU de VENOY	Equipement électrique des STEP	13/05/2019

La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification. Le chef d'établissement informe l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des éléments prouvant qu'il n'y a pas de non-conformité ou que les non-conformités ont été levées. Cet envoi doit comprendre, le cas échéant, l'avis d'es membres du CHSCT ou des délégués du personnel ».

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'auto-surveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, dont certains points comme la conformité du système de collecte ont été précisés dans la note du 7 septembre 2015. En février 2017 l'administration a diffusé un commentaire technique dont la partie 2 est consacrée à l'autosurveillance des systèmes d'assainissement collectifs.

Synthèse de l'arrêté																		
Site	**Nom de la période de l'autorisation de rejet**	**Paramètre**	**Charge Réf (kg/j)**	**Conc. Moy. Jour. (mg/l)**	**Op.**	**Conc. Moy. Annuelle**	**Conc. Rédhib.**	**Op.**	**Flux Moy. Jour**	**Op.**	**Flux Moy. Annuel**	**Flux Rédhib.**	**Op.**	**Rdt. Moy. Jour (%)**	**Op.**	**Rdt. Moy. Annuel**	**Rdt. Rédhib.**	**Nom de l'autorisation de rejet**
STEU de VENOY	Normal	NG																AR1 - 2019
STEU de VENOY	Normal	NTK																AR1 - 2019
STEU de VENOY	Normal	Pt																AR1 - 2019
STEU de VENOY	Normal	DBO5		35			70						OU	60				AR1 - 2019
STEU de VENOY	Normal	DCO		200			400						OU	60				AR1 - 2019
STEU de VENOY	Normal	MeS					85						OU	50				AR1 - 2019

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU de VENOY	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Taux de conformité**
AR1 - 2019	DBO5	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	DCO	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	MeS	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	NG	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	NTK	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	Pt	2	2	2	100,0%

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre									
STEU de VENOY	**Paramètres**	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rendement moyen (%)**	**Nombre de dépassements**	**Nombre de dépassements tolérés**	**Rédhibitoires**	**Conformité**
AR1 - 2019	DBO5	56,05	12	1,17	98	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	DCO	125,95	69	6,76	94	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	MeS	51,98	45	4,41	87	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	NG	11,37	11,2	1,1	88	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	NTK	11,37	9,1	0,89	90	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	Pt	1,25	7,2	0,7	35	0	0	0	Oui

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.

Conformité annuelle globale					
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
VENOY	STEU de VENOY	Oui	Oui	Oui	Oui

3.3 Le bilan clientèle

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif					
Désignation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	486	490	491	488	- 0,6%
Collectivités	3	3	1	2	100,0%
Professionnels	2	2	6	9	50,0%
Total	491	495	498	499	0,2%

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement					
Type volume	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m^3)	40 787	43 791	44 604	43 780	- 1,8%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	67	0
Facturation	25	22
Règlement/Encaissement	32	1
Prestation et travaux	31	0
Information	343	-
Technique assainissement	1	1
Total	499	24

3.3.4 L'encaissement et le recouvrement

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Créances irrécouvrables (€)	500,01	3 288,77	557,7%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,47	4,34	823,4%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,23	1,26	2,4%

3.3.5 Les dégrèvements pour fuite

Les dégrèvements			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	4	2	- 50,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	3	- 25,0%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	0	0	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	941	621	- 34,0%

3.3.6 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m³, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2020**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	54,49
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,57983
Taux de la partie fixe du service (%)	22,33%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,44083
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,21892

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	29,01	36,49	25,8%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,7918	0,7298	- 7,8%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	-	18	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,85	0,85	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte) Contrat	0,185	0,185	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,2068	0,2219	7,3%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,23219	1,01366	- 17,7%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			244.07		268.48
ABONNEMENT					
PF Part SUEZ Eaux France du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	36,49	36,49	10,0	
PF Part de la Commune du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	18,00	18,00	10,0	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,7298	87,58	10,0	
Part de la commune du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,85	102,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,20		24,42
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Modernisation des reseaux du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,1850	22,20	10,0	
TOTAL HT			266,27		
MONTANT TVA (10.0 %)			26,63		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					292,90
Net à payer					292,90 €

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure".

4.1.1 Le CARE

VENOY Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2018	2019
PRODUITS		**46 977**
Exploitation du service		30 762
Collectivités et autres organismes publics		16 215
Travaux attribués à titre exclusif		0
Produits accessoires		0
CHARGES		**67 659**
Personnel		27 755
Energie électrique		3 004
Achats d'eau		0
Achats de prestations assainissement		0
Produits de traitement		0
Analyses		394
Sous-traitance, matières et fournitures		6 074
Impôts locaux et taxes		374
Autres dépenses d'exploitation, dont :		7 076
• télécommunication, postes et télégestion		323
• engins et véhicules		2 087
• informatique		2 664
• assurance		125
• locaux		592
Frais de contrôle		0
Ristournes et redevances contractuelles		0
Contribution des services centraux et recherche		1 015
Collectivités et autres organismes publics		16 215
Charges relatives aux renouvellements		
• pour garantie de continuité du service		0
• programme contractuel		1 465
• fonds contractuel		4 063
Charges relatives aux investissements		
• programme contractuel		0
• fonds contractuel		0
• annuités d'emprunt de la collectivité prises en charge		0
• investissements incorporels		0
Charges relatives aux compteurs du domaine privé		0
Charges relatives aux investissements du domaine privé		224
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		0
Rémunération du besoin en fonds de roulement		0
Résultat avant impôt		**-20 682**
RESULTAT		**-20 682**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

VENOY Assainissement

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019
TOTAL		**46 977**
Exploitation du service		30 762
• Partie fixe		13 398
• Partie proportionnelle		17 364
Collectivités et autres organismes publics		16 215
• Part Collectivité		12 095
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte		4 120
Travaux attribués à titre exclusif		0
•		0
Produits accessoires		0

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€)**
Période contractuelle	30/11/2019	22 902,13
Période contractuelle	31/01/2019	1 340,13
Période contractuelle	31/05/2019	16 755,84
Période contractuelle	31/07/2019	1 856,53
		42 854,63

4.3 Les investissements contractuels

4.3.1 Le renouvellement

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)				
Opération	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Renouvellement	0	0	0	0

5 | Votre délégataire



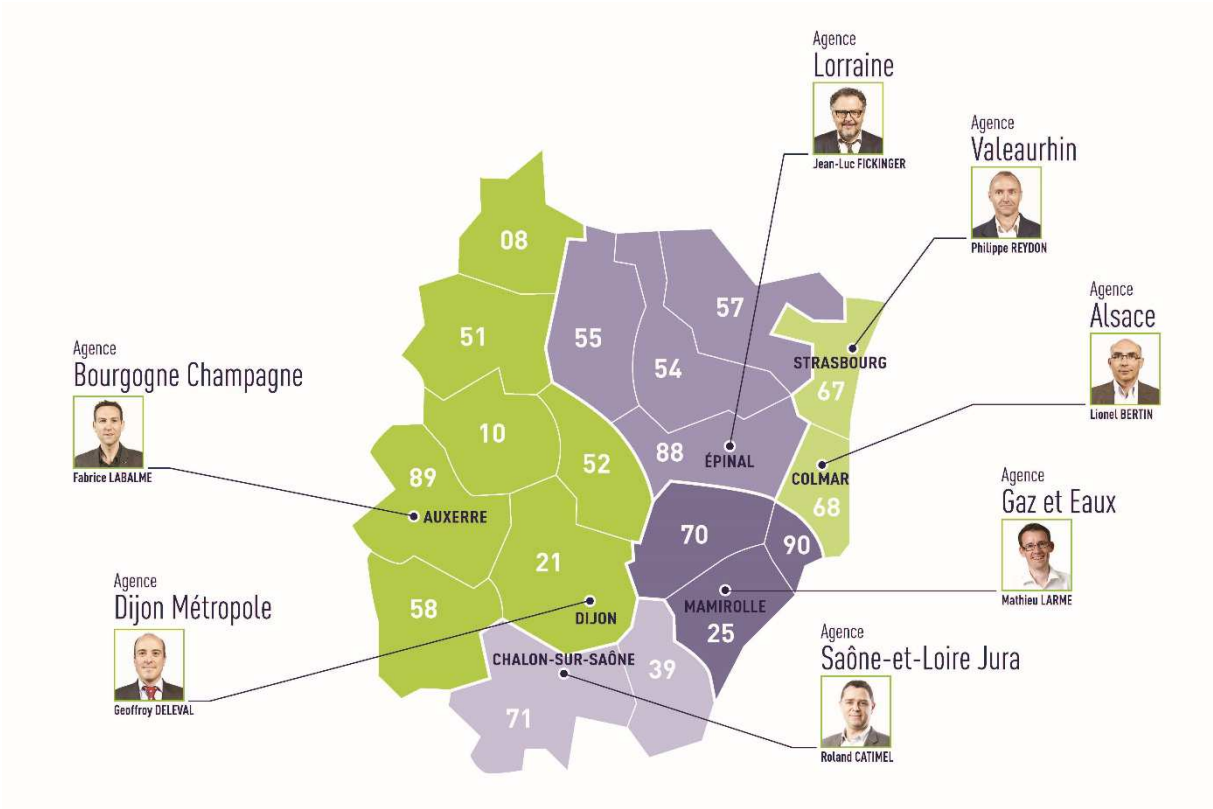
Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

La Région Est

La Région Est pour l'activité eau de SUEZ regroupe les régions administratives Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté. 1200 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau. Le siège est basé à Dijon.
Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients : **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole, Bourgogne Champagne Ardenne.





Directeur Région Est	MARC BONNIEUX
Périmètre géographique	Grand Est Bourgogne - Franche-Comté
Population couverte (Eau et Assainissement)	4 200 000 habitants
Implantation	Le siège est basé à Dijon. Le territoire compte plus de 30 sites d'embauche, sur 18 départements
Clients Eau potable *Clients Assainissement* *Contrats DSP* *Contrats PS*	1 200 000 818 000 436 657
Installations : *Usines Eau* *STEP* *Postes de relevage* *Linéaires réseaux Eau + Assainissement*	 398 usines 436 STEP 1 646 26 638 km
Collaborateurs	1 200

Principaux partenaires de la Région Est :



- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Auxerre
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (Eau)
- Communauté d'agglomération de Colmar



Les métiers de l'activité concernent **le petit cycle de l'eau,** activité historique de l'entreprise :
PRODUIRE de l'eau et protéger la ressource ;
DISTRIBUER l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs ;
COLLECTER ET ASSAINIR les eaux usées pour les rendre propre à la nature.

Spécialiste du grand cycle de l'eau dans la Région Est, SUEZ participe activement à la révolution de la ressource et du digital en intégrant un large panel de compétences avec des projets de références :

VALORISER ET PRESERVER LA RESSOURCE



Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- Boues et jus de choucroute transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- Projet Biovalsan : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France a transformé le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- 74 % des besoins en chaleur des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- A Chenôve, où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- A la piscine des Grésilles de Dijon ou au Centre Nautique de Chalon-sur-Saône, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

« Eau verte à Dijon » :



Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eau verte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m³ d'eau potable par an.

INNOVER

Pour rendre la ville plus intelligente :

- **Accompagner Dijon métropole vers la Métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protections adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'économie mixte à opération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

Surveillance des qualités des eaux de baignade à Dijon

SUEZ effectue pour le compte de la Ville de Dijon la surveillance active de la qualité des eaux de baignade de la plage du lac Kir de Dijon durant la saison estivale. Grâce à une surveillance en temps réel de la pluviométrie et des analyses effectuées sur place dans son laboratoire technique de Dijon, SUEZ évalue quotidiennement la qualité de l'eau de baignade et transmet ses résultats à la Ville de Dijon qui prend la décision d'ouverture de la baignade au grand public.

Surveiller en continu la qualité des rejets d'une Station d'épuration

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITES

Exploitation de la baignade naturelle Beaune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beaune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beaune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.



Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale.

ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

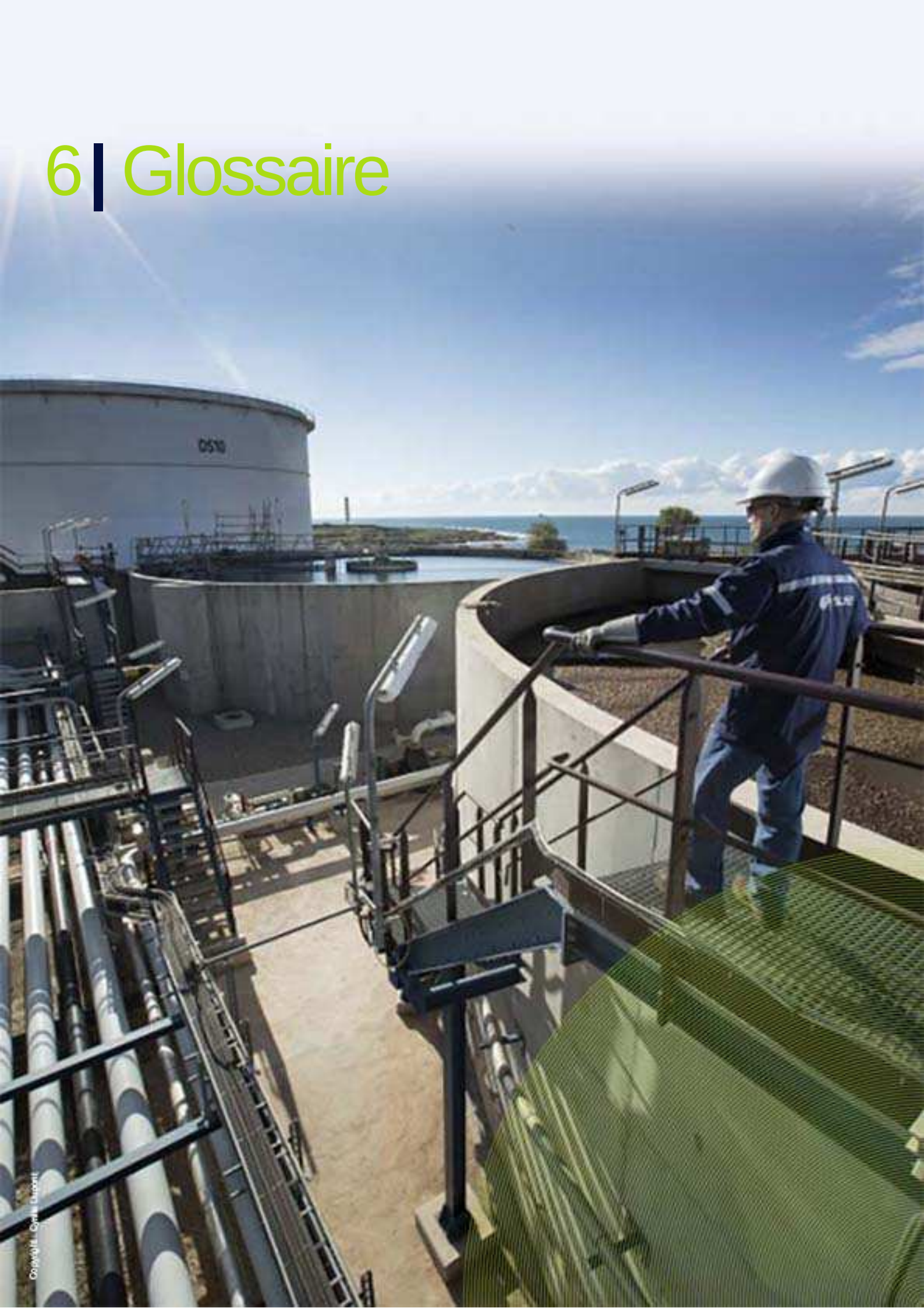
- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim ou à Beaune sur le site des Etangs d'Or.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Idée Alsace, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ FACE VOSGES : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.

- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ La démarche Bien vivre dans son logement : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maitrisant sa consommation.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.
- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.
- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).
- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.
- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.
- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.
- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.
- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.
- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.
- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.
- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).
- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.
- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).
- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.
- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.
- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.
- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3
- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).
- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.
- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).

Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "déssableur" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).
- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).
- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).
- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains
- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.
- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).
- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.
- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.
- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.
- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).
- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.
- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.
- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.
- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.
- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage
- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.
  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100
- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plan des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
- **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
  - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**

Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.
Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé
- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.
  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000
- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100
- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20
- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.
  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire
- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

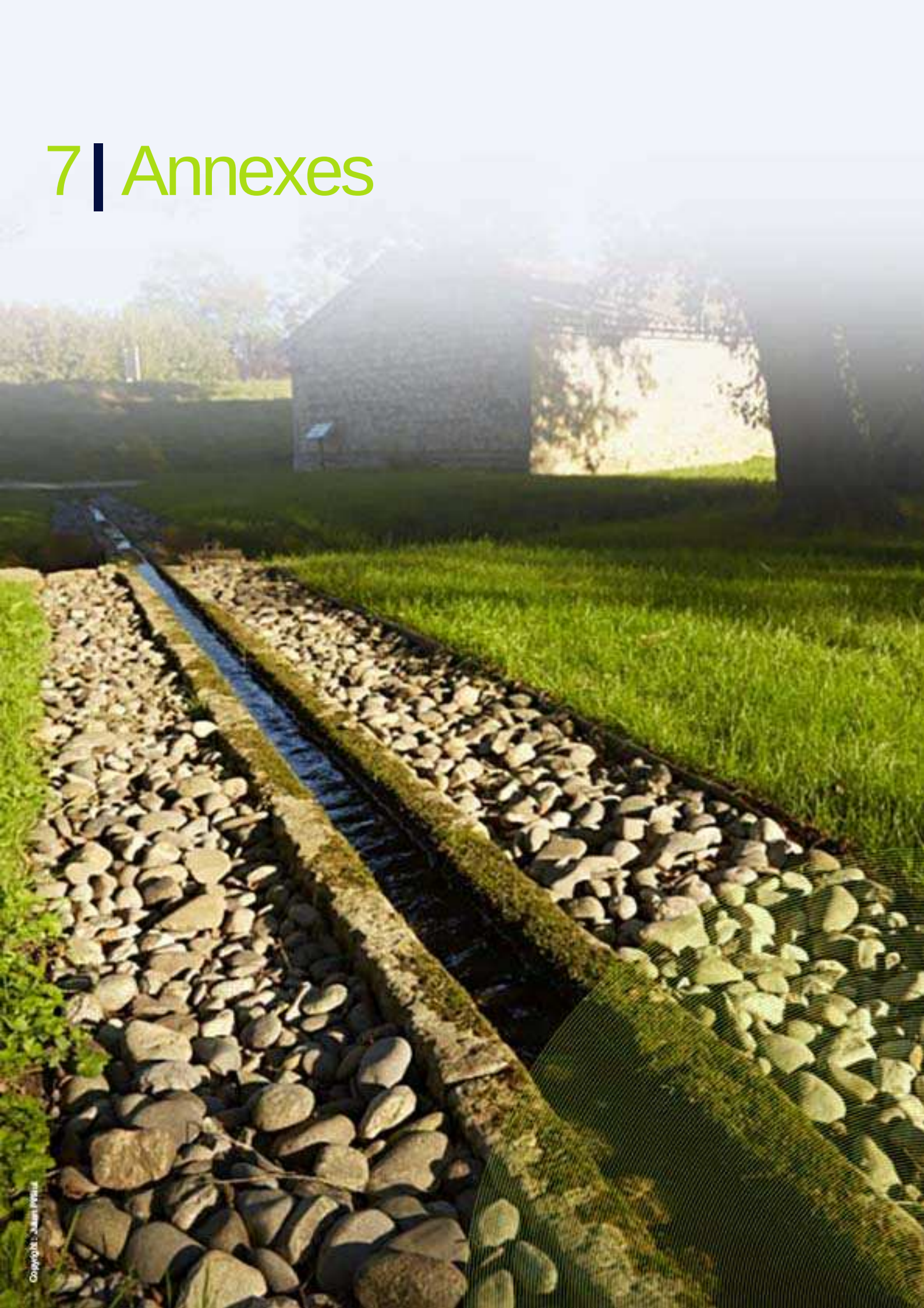
  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.
- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 | Annexes



7.1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1er avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1er janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.
  Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics

Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique
Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1er janvier 2020, 214 000 € HT.

Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Affacturage inversé dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturage inversé dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA*

mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.
L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux
La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.* »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique
Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :
- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :
- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME
Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.
Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public
Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.
Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires –

Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1). Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1er de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1er juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018*

relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026 ».
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement
Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.
Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.
La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie
- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats
De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1er janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.
L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.
Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale
Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Ces mesures peuvent inclure :
- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,

- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements

Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales (entrée en vigueur le lendemain de sa publication).

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités

Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.

La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RPGD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.

Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales).

Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national

Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement

Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;

Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte

DERU et délimitation des zones sensibles

L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.

Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive

Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.

En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.

Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau

- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;
Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».
Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins
Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.
Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale
En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.

La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.
Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.
Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation
Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.
Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.
Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.
Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.
Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110
Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation…), nécessaires au rapportage auprès de la commission européenne, conformément à la

directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier

La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.

Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs

Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.

Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.

Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme

Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme, issu de l'article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).
Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.
Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante
Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

1° Immeubles bâtis ;

2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;

3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;

4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;

5° Aéronefs ;

6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 *(Décr. nº 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1er oct. 2018)*
I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:
1º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;
2º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;
3º Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;
4º Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2º de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.
II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1ère instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc…) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084
http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent

l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

– A compter des Care réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.

– Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Eléments affectés sur une base technique

– Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

– Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

– La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses

prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée

entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 3,14%.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du

contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels (‘charges relatives aux investissements du domaine privé’) :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.
Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d’IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions réseau et clientèle
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions usine
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Nb d'heures MO Média des interventions réseau
Affectation charges SIG	Linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
Ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers



Prêts pour la révolution de la ressource

Ville d'Appoigny

Rapport Annuel Délégataire

Année 2019.

Service de l'assainissement

SOMMAIRE :

Synthèse de l'année

1.1 Les Chiffres Clés 3
1.2 L'essentiel de l'année 3

L'exécution du service

2.1 Le contrat 4
2.2 Le patrimoine du service 4
2.3 L'organisation de la société 5

Bilan d'exploitation technique

3.1 Système de collecte 7
3.2 Branchements 8
3.3 Travaux 8
3.4 Etudes de conformité 8
3.5 Curage 9
3.6 Interventions curatives 10
3.7 Dératisation 10
3.8 Inspection vidéo 11
3.9 Convention de déversement 11
3.10 Système d'information géographique (SIG) 11
3.11 Postes de refoulement 12

Pistes d'amélioration et remarques 16

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation

4.1 Le CARE 18
4.2 Comptes d'exploitations détaillés (EU-EP) 19

Les indicateurs 20

Glossaire 21

Annexes 24

Synthèse de l'année

1.1 Les Chiffres Clés

3 348 ml de curage.

2 interventions d'urgence (avaloirs et boîtes de branchement).

725 avaloirs curés sur l'année.

0 ml d'inspection vidéo.

35 enquêtes de conformité.

1666 clients facturés au service de l'assainissement.

2.2971 € TTC/m^3 pour la part assainissement.

4.49 % de taux d'impayés.

1.2 L'essentiel de l'année

Suivi du Système d'Information Géographique (S.I.G.).

Continuité du diagnostic des réseaux via les inspections vidéo.

Campagne de curage préventif

L'exécution du service

2.1 Le contrat

La gestion du service a été confiée à notre société par contrat de type affermage en date du 1er JANVIER 2015 pour une durée de 8 ans.

Dans ce cadre, la société BERTRAND assure les prestations suivantes :

- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et les réparations (inférieures à 10 ml) des canalisations destinées à la collecte des effluents ;
- ✓ l'entretien, les réparations et le contrôle de la conformité des branchements au réseau public ;
- ✓ la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement du matériel des postes de refoulement ;
- ✓ la mise en place d'un système d'information géographique des réseaux de collecte ;
- ✓ la dératisation.

2.2 Le patrimoine du service

La S.A.S. BERTRAND assure la continuité du service d'assainissement pour les habitants de la commune d'Appoigny.

Afin d'assurer cette fonctionnalité, le patrimoine du service est doté de :

⇨ 44 130 ml de canalisation reparti en :

- ✓ - réseaux unitaires 7 365 ml
- ✓ - réseaux eaux usées 20 060 ml
- ✓ - réseaux eaux pluviales 17 750 ml

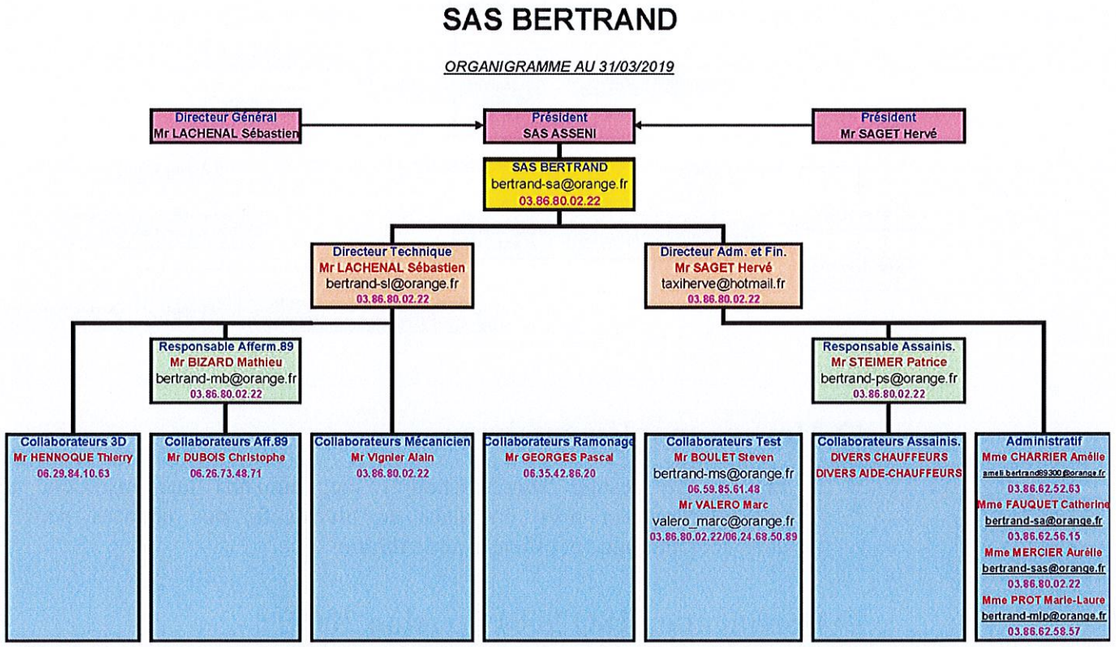
⇨ 9 postes de relèvement.
⇨ 354 grilles et avaloirs.
⇨ 2 chambres à sable.

Nombre de points de rejet vers le milieu naturel par type d'ouvrage :

⇨ 5 déversoirs d'orage inférieur à 2 000 éq/hab.

2.3 *L'organisation de la société*

⇨ Le siège et le département DSP



⇨ Gestion locale :

Gestion du contrat agence de JOIGNY :

6 rue Robert Petit
89300 JOIGNY
Tel : 03.86.80.02.22 - Fax : 03.86.62.11.92
E-Mail : bertrand-dsp@wanadoo.fr

Accueil de la clientèle :

Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et 13h30 à 17h30

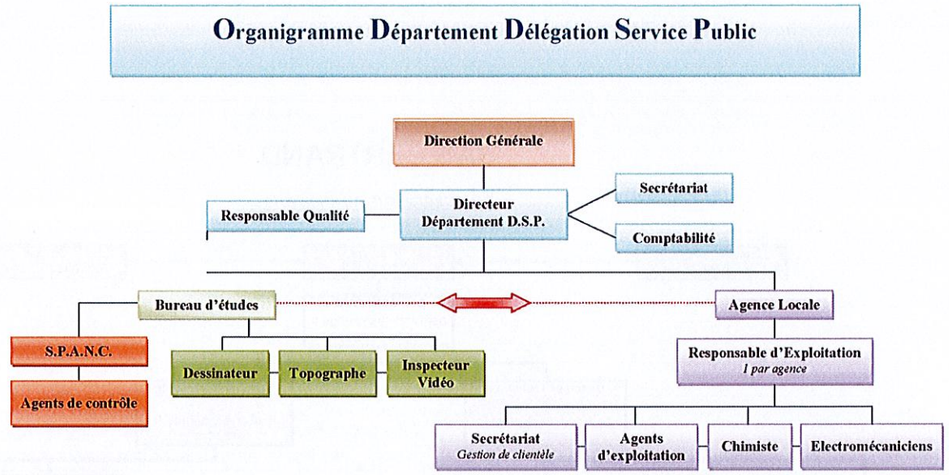
⇨ Astreinte :

La gestion de l'eau et de l'assainissement d'une commune nécessite un service d'astreinte organisé, dont les compétences sont reconnues pour traiter les urgences de l'exploitation. Notre société maîtrise cette mission depuis bon nombre d'années.

Elle met à disposition de l'exploitation, son service d'astreinte assuré 24/24, samedi, dimanche et jours fériés.

En cas d'anomalie ou d'incident, ses véhicules équipés en matériel d'intervention permettent à nos agents disposant de téléphones portables d'être aussitôt prévenus et d'intervenir quelle que soit l'heure et dans les meilleurs délais.

⇨ Organisation du département :



⇨ Moyens supplémentaires :

En cas de besoins supplémentaires tant humains que matériels, une mutualisation est mise en place au niveau de nos agences pour un détachement rapide et efficace sur le terrain.

⇨ Certification ISO 9001 (version 2008) :



afaq AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2006/28214.8

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by

ETS BERTRAND & FILS SAS

pour les activités suivantes :
for the following activities

COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS. TRAVAUX ET PRESTATION DE SERVICE EN ASSAINISSEMENT. GESTION DES SERVICES A LA CLIENTELE.

EFFLUENT COLLECTION AND TREATMENT. WORKS EXECUTION AND PROVISION OF SERVICES RELATED TO SEWERAGE. CUSTOMER RELATIONSHIP MANAGEMENT.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of

ISO 9001 : 2008

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations

6 RUE ROBERT PETIT FR-89300 JOIGNY
Route de Verdun Sur le Doubs FR-21250 SEURRE
Les Pres Renardey FR-21490 CLENAY SAINT JULIEN
Route de la Motte FR-89120 CHARNY
Chevannes FR-89240 Chevannes
Rd 104 C FR-21410 MALAIN

Ce certificat est valable à compter du / *This certificate is valid from (year/month/day)* **2018-03-17** Arrête le / *Until* **2018-09-14**

Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

F. LEBEUGLE

Fichier n° GPC 0...
du 2018-03-...

La qualité du service du département DSP est garantie via la certification ISO 9001 (version 2008).

Bilan d'exploitation technique

3.1 Système de collecte.

Ouvrages	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
EU	19 015 ml	19 015 ml	19 015 ml	19 015 ml	20 060 ml			
EP	17 750 ml	17 750 ml	17 750 ml	17 750 ml	17 750 ml			
Unitaire	7 365 ml	7 365 ml	7 365 ml	7 365 ml	7 365 ml			
Avaloirs	354 U	354 U	354 U	354 U	354 U			

TOTAL (ml) : 44 130.

Les linéaires dans ce tableau sont l'évolution de ceux transmis en début de contrat.

3.2 Branchements.

Nouveaux	Nb EU - Unitaire	Nb EP
2015	4	0
2016	6	0
2017	3	1
2018	3	2
2019	4	1
2020		
2021		
2022		

Le tableau ci-dessus n'intègre pas les nouveaux branchements créés dans le cadre des travaux neufs de type remplacement ou extension ville.

Détail des branchements en **annexe 1**

3.3 Travaux.

2 opérations de réparation ou de création ont été réalisées sur les réseaux de collecte.

Le tableau joint en annexe 2 détaille ces travaux.

3.4 Etudes de conformité.

35 enquêtes de conformité ont été réalisées, dont 4 Non Conforme.

Toutes les conformités et non-conformités sont transmises en Mairie avec pour chaque non-conformité :

- ✓ le certificat ;
- ✓ une estimation des travaux à réaliser (public et privé) ;
- ✓ un schéma des installations existantes et à créer.

Les enquêtes de conformité réalisées à la demande d'un notaire sont transmises directement à ce dernier avec copie.
Le tableau récapitulatif joint en **annexe 3** fait apparaître :

- ✓ - le numéro de la fiche ;
- ✓ - le numéro dans la rue ;
- ✓ - le nom de la rue ;
- ✓ - la commune ;
- ✓ - le nom du propriétaire de l'immeuble ;
- ✓ - le bilan du contrôle par type de rejet ;

3.5 Curage.

Réseaux

Type	Objectif	2018
EU	1 600 ml	1 605 ml
EP	1 500 ml	503 ml
Unitaire	850 ml	1 240 ml
TOTAL	**3 950 ml**	**3 348 ml**

Le tableau joint en annexe 4 détaille l'ensemble des interventions de curage réalisé sur cet exercice.

Avaloirs

Année	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Réalisé	318 U	346 U	404 U	451 U	725 U		

Chambre à sable

La chambre à sable a été curée 2 fois.
Nous insistons sur l'aspect préventif afin d'éviter tout risque de débordement à cet endroit.

Bassin d'orage

Sans objet.

3.6 Interventions curatives.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Avaloirs	0 U	0 U	0 U	0 U	0 U			
Brch/cana	4 U	4 U	3 U	3 U	2 U			
Moyenne/mois	**0,33 U**	**0,33 U**	**0,25 U**	**0,25 U**	**0,16 U**			

Le tableau joint en annexe 4 détaille les interventions réalisées sur cet exercice.

3.7 Dératisation.

La dératisation est réalisée en continu par les équipes de curage ainsi qu'un technicien.

3.8 Inspection vidéo.

0 ml d'inspection vidéo on était réalisé.

3.9 Convention de déversement.

Aucune convention de déversement signée en 2019.

3.10 S.I.G.

Le SIG est terminé. En effet, la totalité des relevés est réalisée et la saisie est également terminée.

3.11 Postes de refoulement.

Bilan énergétique

Nom	Energie
Les Bries	7 911 kw
Rue du Stade	504 kw
Rue de Régennes	1 019 kw
Le Clos du Près	253 kw
Chemin des Ruelles	124 kw
Rue de la Chapelle	479 kw
Rue de L'Europe	78 kw
Les Sureaux	268 kw
Allée des pervenches	314 kw
Total	10 950 kw

Les relevés EDF sont réalisés en fin de mois sur l'ensemble des postes.

Renouvellement

Télésurveillance

RAS.

Matériel électromécanique et TP

Voir détail dans compte rendu renouvellement

Détecteurs de niveau ou sondes

Nom	Détecteurs	Sondes
Voir liste compte rendu financier		

Il n'y a pas eu d'interruption de service au niveau des postes de relèvement pendant sur cet exercice.

Réhabilitation

PR Les Bries.

Renouvellement Electro

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Contacteur de commande	2	*PR les Bries*	440,40 €
Relais thermo-sonde	2	*PR les Bries*	660,27 €
Refection PR ensemble barre de guidage	2	*PR les Bries*	683,00 €
Remplacement disjoncteur différentiel	1	*PR Clos du Près*	591,01 €
Poire de niveau	1	*PR Clos du Près*	200,00 €
Poire de niveau	2	*Pr Chemin des Ruelles*	400,00 €
Poire de niveau	3	*PR les Bries*	600,00 €
		Total	**3 574,68 €**

Renouvellement TP

Type	Lieu	Montant H.T.
Remplacement plaque suite vol	*Rue d'en Bas Les Bries*	246,45 €
Remplacement plaque cassée	*Chemin Pougy*	804,03 €
	Total	**1 050,48 €**
	Total renouvellement	**4 625,16 €**

Evolution fond de renouvellement

	Prévisionnel	7 429,43 €			
	Evolution	**Renouvellement**	**Différence**	**Solde majoré au :**	
2015		5 382,38 €	2 047,05 €	2 047,05 €	31-déc.-15
2016	7 391,54 €	8 232,23 €	- 840,69 €	- 1 206,36 €	31-déc.-16
2017	7 371,20 €	12 947,90 €	- 5 576,70 €	- 6 783,06 €	31-déc.-17
2018	7 382,88 €	5 837,32 €	1 545,56 €	- 5 237,50 €	31-déc.-18
2019	7 659,47 €	4 625,16 €	3 034,31 €	- 2 203,19 €	31-déc.-19
2020					
2021					
2022					
2023					

Opérations de maintenance

Les postes de relèvement sont curés en moyenne 4 fois par an, exception faite pour le poste des Bries dont le curage est effectué plus souvent.
Les poires de niveau et les sondes sont vérifiées et nettoyées régulièrement, celles-ci sont remplacées en cas d'anomalies ou préventivement
Réparations et améliorations diverses (modification du câblage d'armoire afin de permettre de commander les pompes à distance, mise en place de clapets, de contacteurs, de batteries...)
Petites fournitures



Nous utilisons une quantité importante de petites fournitures pour l'entretien des postes :

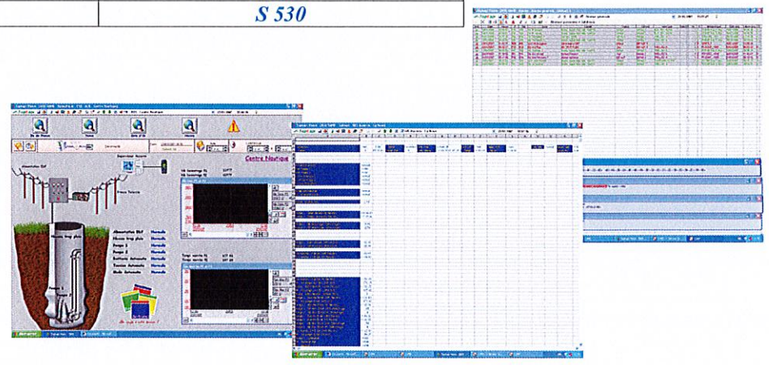
- ✓ fusibles ;
- ✓ contacteurs ;
- ✓ relais ;
- ✓ thermiques ;
- ✓ voyants de contrôle ;
- ✓ câbles électriques ;
- ✓ chaînes ;
- ✓ manilles ;
- ✓ boites de dérivation ;
- ✓ dominos ;
- ✓ graisse ;
- ✓ …

L'ensemble des opérations de maintenance est consigné.

Télésurveillance

La surveillance des postes de refoulement est réalisée à l'aide du logiciel TOPKAPI, qui nous permet de notifier les alarmes aux opérateurs d'astreinte et de palier aux dysfonctionnements.

Nom	Type d'automate
Les Bries	*S 530*
Rue du Stade	*S 550*
Rue de Régennes	*S 530*



Conformités électriques

Un rapport de vérification de chaque installation électrique est établi par le Cabinet des Epris
Ces visites se sont déroulées en Novembre 2018.
Il résulte de ces contrôles que toutes les armoires sont conformes aux normes et en parfait état de fonctionnement.

Pistes d'amélioration et remarques

Pistes d'amélioration des réseaux.

Mauvais états des réseaux unitaires sur le centre-ville.
Arrivé d'eau de couleur et odeur non domestique sur le PR chemin des Ruelles.
Apport des graisses importante par Laguillaumie qui entraine des problèmes d'odeur désagréable jusqu'à la rue de l'Abreuvoir.

↳Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE)

4.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

	2018	*2019*	*Ecart en %*
PRODUITS	**243 059,54 €**	**266 282,63 €**	**9,55%**
Exploitation du service	75 701,20 €	81 287,74 €	
Collectivités et autres organismes publics	167 358,34 €	184 994,89 €	
Travaux attribués à titre exclusif			
CHARGES	**248 629,24 €**	**267 506,12 €**	**7,59%**
Personnel	43 888,14 €	46 325,87 €	
Energie électrique	1 893,52 €	2 365,27 €	
Evacuation boues et sous produits	801,21 €	1 102,38 €	
Produits de traitement			
Analyses et contrôles divers			
Sous-traitance, matières et fournitures	1 255,97 €	1 497,32 €	
Impôts locaux, taxes			
Autres dépenses d'exploitation, dont :			
• *Télécommunication, postes et télégestion*	1 822,56 €	1 986,85 €	
• *Engins et véhicules*	3 658,42 €	4 457,46 €	
• *Informatique*	675,00 €	675,00 €	
• *Assurances*	1 045,31 €	1 204,56 €	
• *Locaux*			
• *Autres*	3 345,29 €	4 215,27 €	
Frais de contrôle	1 250,00 €	1 250,00 €	
Contribution des services centraux et de recherche	850,00 €	850,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	167 358,34 €	184 994,89 €	
Charges relatives aux renouvellements			
• *Pour garantie de continuité du service*	5 837,32 €	4 625,16 €	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé			
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement			
Impayés	14 948,16 €	11 956,09 €	
RESULTAT avant IMPÔT	**- 5 569,70 €**	**- 1 223,49 €**	**-78,03%**
RESULTAT (calcul normatif)	**- 5 569,70 €**	**- 1 223,49 €**	**-78,03%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

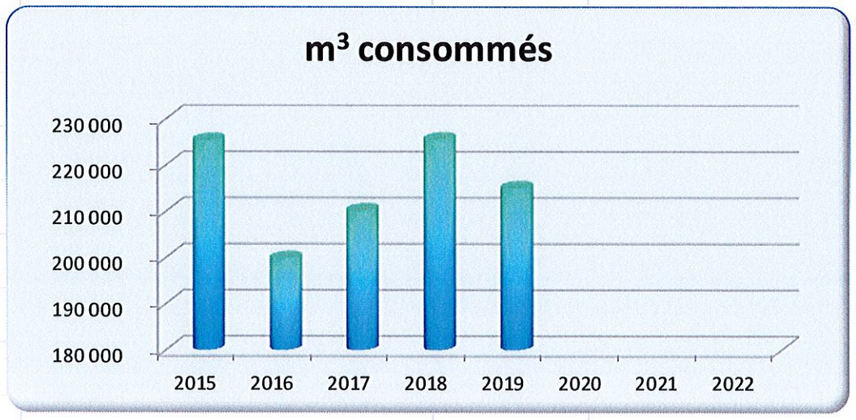
Détail des produits

	2018	*2018*	*Ecart en %*
TOTAL	**253 276,12 €**	**276 693,45 €**	**9,25%**
Exploitation du service	85 917,78 €	91 698,56 €	**6,73%**
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	75 701,20 €	81 287,74 €	
· *Pluvial*	10 216,58 €	10 410,82 €	
· *Prime épuration*			
Collectivités et autres organismes publics	167 358,34 €	184 994,89 €	**10,54%**
· *Part Collectivité*	167 358,34 €	184 994,89 €	
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	167 358,34 €	184 994,89 €	
· *Part modernisation des réseaux*			
Travaux attribués à titre exclusif			
Produits accessoires			

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Evolution m^3

	2018	*2019*	*Ecart en %*
Collectivité	225 510 m3	215 046 m3	**-4,64%**
Société BERTRAND	225 466 m3	215 007 m3	**-4,64%**



Volume **120 m³**

Type de client: particulier (compteur diam 15)

Type de facturation : semestrielle

Échéance : Janvier - Juillet

Service de l'assainissement

	Quantité en m3	Prix unitaire m3 HT 2019	**Montant 120m³ HT** 2019	Prix unitaire m3 HT 2020	**Montant 120m³ HT** 2020	**Variation**
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES						
Collecte et traitement						
Part communale	120	0,7600	**91,20**	0,8000	**96,00**	5,26%
Part redevance SIETEUA	120	0,8000	**96,00**	0,8000	**96,00**	0,00%
Part redevance SAS Bertrand collecte	120	0,3433	**41,20**	0,3508	**42,10**	2,18%
Sous Total 'collecte et traitement'		1,9033	**228,40**	1,9508	**234,10**	2,50%
ORGANISMES PUBLICS						
Modernisation des réseaux de collecte	120	0,1850	**22,20**	0,3000	**36,00**	62,16%
Sous Total 'organisme public'		0,1850	**22,20**	0,3000	**36,00**	62,16%
Montant HT		2,0883	**250,60**	2,2508	**270,10**	7,78%
Montant TVA à 10 %		0,2088	**25,06**	0,2251	**27,01**	7,78%
Montant TTC		2,2971	**275,66**	2,4759	**297,11**	7,78%

		Prix m3 TTC		**Prix m3 TTC**	
		2,2971		**2,4759**	7,78%
Part Assainissement					
	part fixe	**0,00**		**0,00**	
	part variable	**228,40**		**234,10**	2,50%
	%Part fixe	**0,00%**		**0,00%**	

Renouvellement Electro

Type	Nb	Lieu	Montant H.T.
Contacteur de commande	2	*PR les Bries*	440,40 €
Relais thermo-sonde	2	*PR les Bries*	660,27 €
Refection PR ensemble barre de guidage	2	*PR les Bries*	683,00 €
Remplacement disjoncteur différentiel	1	*PR Clos du Près*	591,01 €
Poire de niveau	1	*PR Clos du Près*	200,00 €
Poire de niveau	2	*Pr Chemin des Ruelles*	400,00 €
Poire de niveau	3	*PR les Bries*	600,00 €
		Total	**3 574,68 €**

Renouvellement TP

Type	Lieu	Montant H.T.
Remplacement plaque suite vol	*Rue d'en Bas Les Bries*	246,45 €
Remplacement plaque cassée	*Chemin Pougy*	804,03 €
	Total	**1 050,48 €**
	Total renouvellement	**4 625,16 €**

Evolution fond de renouvellement

Prévisionnel	**7 429,43 €**

	Evolution	Renouvellement	Différence	Solde majoré au :	
2015		5 382,38 €	2 047,05 €	2 047,05 €	31-déc.-15
2016	7 391,54 €	8 232,23 €	- 840,69 €	- 1 206,36 €	31-déc.-16
2017	7 371,20 €	12 947,90 €	- 5 576,70 €	- 6 783,06 €	31-déc.-17
2018	7 382,88 €	5 837,32 €	1 545,56 €	- 5 237,50 €	31-déc.-18
2019	7 659,47 €	4 625,16 €	3 034,31 €	- 2 203,19 €	31-déc.-19
2020					
2021					
2022					
2023					

Appoigny

Evolution de la rémunération du Délégataire K1

E.U.

$$0{,}15 + 0{,}55\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_0} + 0{,}14\,\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_0} + 0{,}02\,\frac{351107}{351107_0} \times \frac{35111403}{35111403_0} \times \frac{010534766}{010534766_0} + 0{,}14\,\frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_0}$$

$$0{,}15 + 0{,}55\,\frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}14\,\frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}02\,\frac{138{,}20}{126{,}50} \times \frac{122{,}10}{121{,}20} \times \frac{101{,}00}{92{,}80} + 0{,}14\,\frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}55 \times 1{,}07 + 0{,}14 \times 1{,}04 + 0{,}02 \times 1{,}09 \times 1{,}01 \times 1{,}09 + 0{,}14 \times 1{,}03$$

$$0{,}15 + 0{,}59 + 0{,}14 + 0{,}02 + 0{,}14$$

K1 = 1,0504

Dernière valeur connue au 01/10/N-1

ICHT-E	=	115,40	1-mars-2019	Tarif EU au 1er Janvier 2020
TP10a	=	110,80	1-juin-2019	0,3508 €
010534766	=	101,00	1-juin-2019	
FSD2	=	131,10	1-août-2019	
ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14	Tarif EU au 1er janvier 2015
TP10a	=	107,00	1-sept.-14	0,3340 €
351107_0	=	126,50	1-avr.-14	
FSD2	=	127,20	1-avr.-14	
010534766_0	=	92,80	1-févr.-18	
35111403_0	=	121,20	1-janv.-16	
35111403	=	122,10	1-janv.-18	Supprimé en Janvier 2018
351107	=	138,20	1-janv.-16	Supprimé en Janvier 2016

Evolution de la rémunération du Délégataire K2

E.P.

$$0{,}15 + 0{,}70\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}09\,\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o} + 0{,}06\,\frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}70\,\frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}09\,\frac{110{,}80}{107{,}00} + 0{,}06\,\frac{131{,}10}{127{,}20}$$

$$0{,}15 + 0{,}70 \times 1{,}07 + 0{,}09 \times 1{,}04 + 0{,}06 \times 1{,}03$$

$$0{,}15 + 0{,}75 + 0{,}09 + 0{,}06$$

K2 = 1,0523

Dernière valeur connue au 01/10/N-1

ICHT-E	=	115,40	1-mars-19	Tarif EP au 1er Janvier 2020
TP10a	=	110,80	1-juin-19	5 346,86 €
FSD2	=	131,10	1-août-19	
				Tarif EP au 1er janvier 2015 (6 mois)
ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14	5 081,08 €
TP10a	=	107,00	1-sept.-14	
FSD2	=	127,20	1-avr.-14	

Bordereau des prix K3

$$0{,}15 + 0{,}50 + \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}35 + \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 + \frac{115{,}40}{108{,}10} + 0{,}35 + \frac{110{,}80}{107{,}00}$$

0,15 + 0,50 x 1,07 + 0,35 x 1,04

0,15 + 0,53 + 0,36

K3 = 1,0462

ICHT-E = 115,40 1-mars-19

TP10a = 110,80 1-juin-19

ICHT-E = 108,10 1-avr.-14

TP10a = 107,00 1-sept.-14

Appoigny

Renouvellement K4

$$0{,}15 + 0{,}50 \frac{FSD2}{FSD2_o} + 0{,}35 \frac{ICHT\text{-}E}{ICHT\text{-}E_o}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \frac{131{,}00}{127{,}20} + 0{,}35 \frac{116{,}60}{108{,}10}$$

$$0{,}15 + 0{,}50 \times 1{,}03 + 0{,}35 \times 1{,}08$$

$$0{,}15 + 0{,}51 + 0{,}38$$

K4 = 1,0425

Dernière valeur connue au 01/11/N-1

ICHT-E	=	116,60	1-juin-19
FSD2	=	131,00	1-sept.-19
ICHT-E	=	108,10	1-avr.-14
FSD2	=	127,20	1-avr.-14

Dotation de départ	7 429,43 €	TOTAL
	1 045,00 €	Collecte EU etr Unitaire
	6 384,43 €	P.R.
Dotation 2020	7 744,87 €	TOTAL
	1 089,37 €	Collecte EU etr Unitaire
	6 655,50 €	P.R.

Indicateurs de performance :

Indicateurs descriptifs des services			
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	3 163	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	unité
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	L.D.E.	tMS
D 204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	2.2971	€/m^3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35	points
P 203 .3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 204 .3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	L.D.E.	%
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	L.D.E.	%
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0.012	nb/100 km
P 253.2	Taux moyens de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	0	%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	L.D.E.	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	80	unité
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	???	an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	4.49	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Glossaire:

Amont : Partie du cours d'eau située entre la source et le point considéré.

Assainissement : Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement

Assainissement autonome : L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.

Assainissement collectif : C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.

Auto surveillance : Suivi des rejets (débits, concentrations) d'un établissement ou du fonctionnement d'un système d'assainissement par l'établissement lui-même ou par le ou les gestionnaires du système d'assainissement. Les modalités de ce suivi sont fixées, pour les stations d'épuration collectives, par l'arrêté du 22 décembre 1994.

Bassin de décantation : En séjournant un temps dans ce bassin, l'eau chargée en polluants, issue d'un processus industriel, ou de la récupération des eaux de ruissellement, va se débarrasser de ses impuretés en les laissant se déposer au fond du bassin.

Bassin d'orage : Bassin de retenue destiné à stocker provisoirement l'excédent d'eau amené par une pluie dans le réseau d'égout. Ultérieurement, à petit débit cette eau sera emmenée vers la station d'épuration pour y être traitée.

Biodégradable : Un produit est dit biodégradable si, une fois consommé, il peut être décomposé par des organismes vivants. Notion importante : capacité de l'écosystème à absorber les produits biodégradables limitée, risque d'engorgement (exemple : eutrophisation).
La biodégradation se traduit par une simplification progressive de la structure chimique d'un composé organique de formule Cx Hy Oz Nt Pu avec la minéralisation du carbone (sous forme de dioxyde de carbone) et l'obtention de métabolites de faible poids moléculaire, disponible alors pour la synthèse de constituants cellulaires.
Intérêt et signification : La biodégradabilité est un des paramètres les plus importants pour caractériser l'impact d'un produit organique sur l'environnement. Elle est liée à l'aptitude et à la vitesse de disparition du produit en milieu biologique naturel.

Clapet antiretour : Dispositif mécanique qui empêche la circulation de l'eau dans le sens inverse.

Collecteur : Egout qui reçoit les eaux usées des particuliers.

Convention de déversement : Document contractuel multipartite (entreprise, collectivité, délégataire…) de droit privé qui définit les droits et les devoirs de chacun. C'est un partenariat. Chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

Curage : Rétablissement du cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelle.

D.B.O.5 (Demande Biochimique d'Oxygène sur 5 jours) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques dans une eau, avec le concours des micro-organismes se développant dans le milieu, dans des conditions données.

D.C.O. (Demande Chimique d'Oxygène) : Expression de la quantité d'oxygène nécessaire pour l'oxydation d'eaux contenant des substances réductrices.

Débit : En hydrométrie, quantité d'eau écoulée par unité de temps. Les débits « horaires », « journaliers », « mensuels » sont les moyennes des débits observés respectivement pendant une heure, un jour, un mois. L'expression « débit moyen journalier » peut donc être considérée comme un pléonasme (un débit est toujours moyen) et les hydrologues tendent de plus en plus à réserver l'adjectif « moyen » aux variables calculées sur plusieurs années. Suivant l'importance, les débits sont exprimés en m^3/s ou en l/s.

Débit moyen : L'usage veut que l'on réserve l'adjectif moyen aux débits calculés sur plusieurs années (on peut également parler de débit moyen interannuel). Ainsi le « débit moyen mensuel de mai » est la moyenne de tous les débits mensuels connus pour le mois de mai. Pour le débit moyen annuel, on parle souvent de module (interannuel).

Décantation : Séparation des matières solides (plus lourdes que l'eau) qui se déposent au fond, par effet de gravité.

Dégrilleur : Appareil pour retenir les particules grossières et arrêter les corps flottants, dès la prise d'eau de surface. L'appareil est constitué de grilles, bandes mobiles, disques ou tambours rotatifs.

Déversoir (d'orage) : En cas de pluies importantes le déversoir a pour mission de limiter l'arrivée d'eau de pluie sur la station d'épuration des eaux usées. Une partie des eaux repartiront donc sans traitement vers le milieu naturel, sauf s'il y a un bassin d'orage pour les accueillir.

Eaux usées (eaux résiduaires) : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

Effluent : Ensemble des produits polluants qui s'écoulent dans les eaux. Ils contiennent des matières en suspension, des matières organiques oxydables, des nitrates ou des sulfates.

Egout : Canalisation souterraine qui permet de véhiculer les eaux usées et les eaux pluviales.

Epuration : Purifier l'eau, la débarrasser de ses polluants.

Exutoire : Point le plus bas d'un réseau hydraulique ou hydrographique par où passent toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin.

Graisse : Substance lipidique onctueuse fondant entre 25 et 50°C.

Infiltration : Rejet d'eaux usées prétraitées ou traitées vers le sous-sol sans objectif agricole. Exemple: infiltrations dans un puits, d'infiltration par tranchée ou par épandage souterrain. Passage lent d'un liquide à travers un corps solide.

Lagunage : Traitement biochimique : stockage de l'eau résiduaire durant le temps nécessaire à la production de la dégradation de la matière organique par bactéries hétérotrophes. Les lagunes sont constituées de plans d'eau peu profonds, en général au nombre de trois. L'apport d'oxygène naturel, par échange avec l'atmosphère ou par photosynthèse des algues de surface, peut être complété exceptionnellement par des aérateurs pour stimuler l'activité biologique et diminuer les surfaces.

Maître d'œuvre : Concepteur de l'ouvrage ou directeur des travaux.

Maître d'ouvrage : Propriétaire et financeur de l'ouvrage.

Nappe Phréatique : Nappe d'eau souterraine, créée par l'infiltration des eaux de pluie ou les lits souterrains des rivières. Les roches poreuses et les sables qui constituent le sol assurent une filtration naturelle à l'eau qui est donc en général de très bonne qualité. La nappe d'eau est dite libre, lorsqu'elle est directement alimentée par les précipitations qui s'infiltrent depuis la surface du sol. Au contraire, elle est dite captive, lorsqu'une couche de terrains imperméables (argiles) la sépare de la surface.

Niveau de rejet : Dans les autorisations administratives délivrées pour autoriser des rejets polluants dans le milieu naturel sont précisés les différents paramètres à respecter

Pollution accidentelle : Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.

Pollution bactériologique : Impact négatif d'un rejet contenant des germes bactériens d'origine intestinale.

Pollution diffuse : Pollution des eaux du non pas à des rejets ponctuels et identifiables, mais à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entraînement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruissellent.

Pollution dispersée : Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concerné est important.

Pollution domestique : Impact négatif d'un rejet contenant des matières polluantes d'origine domestique (activité des ménages).

Pollution : Dégradation naturelle ou du fait de l'action de l'homme de l'aptitude de l'eau à un emploi déterminé. Définition donnée par des experts européens réunis à Genève en 1961 : " un cours d'eau est considéré comme étant pollué lorsque la composition ou l'état de ses eaux sont, directement ou indirectement, modifiés du fait de l'action de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel, ou à certaines d'entre elles ".

Programme d'assainissement : Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.

Redevance : Une redevance est, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, définie comme une somme demandée aux usagers d'un service public en vue de couvrir les charges de ce service. En ce sens la "redevance pollution" perçue par les Agences de l'eau ne correspondant pas à un service rendu ne peut donc être considérée comme une redevance mais comme un impôt.

Refoulement (Poste de... ou de Relevage) : Ouvrage constitué d'une bâche et de pompes, pour remonter l'eau

Regard : Ouverture, accès constitué d'un réceptacle visitable.

Rejets : Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.

Rendement : Mesure de l'efficacité d'un procédé.

Réservoir : Bassin où l'on garde de l'eau en réserve. Il peut être en hauteur, ou souterrain.

Schéma d'assainissement : Ensemble des plans et textes qui décrivent l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations).

Système d'assainissement : Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées : c'est-à-dire les eaux issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.

Annexes 1

TRAVAUX SNATP

Facturé
Travaux programmés
Acompte OK, attente des travaux
Sans suite

HUISSIER

DATE	REF	N°	Nom	rue	CP	Ville	Travaux
03/01/19	APP0119	0917	SCHULTZ	38 Route de Chichery	89380	APPOIGNY	EU
05/03/19	APP0319	0921	BOTTE	Rue de la Chapelle - Les Bries	89380	APPOIGNY	EU
08/03/19	APP0319	0922	SAS LEFEVRE	Chemin des Ruelles	89380	APPOIGNY	EU
21/03/19	APP0319	0923	SPRINGA	1 Chemin de la Bailly	89380	APPOIGNY	EU

Suivi du curage sur réseaux

APPOIGNY

Date	Lieu exact	Intervenant	URGENCE								PREVENTIF							CS	PR	Commentaire
			EU			EP			Unitaire		EU		EP		Unitaire		Avaloir			
			Branche	Canalisation		Avaloir	Canalisation		Canalisation		Canalisation		Canalisation		Canalisation		Nb			
			Nb	ml	Diam	Nb	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam	ml	Diam				
04/01/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
07/01/2019	Av Marie Noel	Bezet Charreau															11			
	Av Romain Rolland																6			
	Allée des tourelles																2			
	Allée des bergeronnettes																2			
	Av Colette																8			
	Av restif de la bretonne																12			
	Rue des Alouettes																3			
	Rue des pinsons																1			
	Rue des Mesanges																4			
	Chemin de la Boillie																2			
	Rue de la croix charbonniere																6			
08/01/2019	Rue Rimbeouf																10			
	Ruelle Beklin																8			
	Rue George Guijot																5			
	Rue des vosges																7			
	Route des gorge																7			
	Grand Rue																4			
	Vielle Route de Branche																12			
	Ruelle Gaillard																4			
	Rue du fer à cheval																6			
	Rue fourrache																6			
	Rue du four à ban																3			
	Rue huet Humbert																4			
	Grand Rue																4			
	Rue du quinat																16			
	route de chichery																12			
	rue du pavillion																11			
	ruelle gaillard																2			
09/01/2019	Rue de la mothe taffourneau																2			
	rue fosse au anglais																7			
	Rue du tour des fossés																6			
	rue egenoise																2			
	rue du clos du prés																1			
	rue de la libération																5			
	Rue du jardin																2			
	rue de la mothe bridard																13			
	chemin de pougy																7			
	voie des lys																8			
	rue du docteur henrie merlot																3			
	rue madame colleret																1			
	rue du professeur																6			
	route de joigny																9			
	route des bries																9			
	rue des borgera																9			
	route de perrigny																4			
	chemin de la vaux																3			
10/01/2019	rue des giraul																6			
	rue de la chapelle																10			
	rue du fourneau																10			
	rue de l'ecole																7			
	rue d'en bas																18			
	rue du fossé du bas																14			
	D606																34			
	Rue des fauvettes																1			
	Ruelle Boucault																4			
	Impasse de l'arche																5			
	Impasse de perrigny																4			
	Rue de la croix Maitremont																2			
	Rue de colombier																4			
30/01/2019	PR Clos du Prés,stade,Regennes,Ruelles	Ravaut Dubesset																	4	Pompage et nettoyage PR
06/02/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
27/02/2019	Rue des Gorges	Hennoque T																		Dératisation SD50
	Grand Rue																			
	Georges Guyot																			
04/03/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
08/04/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
17/04/2019	Rue Rimboeuf et rue de la croix charbonniere	Hennoque T																		Dératisation SD50
03/05/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
11/05/2019	Route de Branche + Ruelle Gaillard	Girault S													770	300				
07/06/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
12/06/2019	PR rue du stade	Dubois Dubesset																	1	Débouchage Pompe lingette
19/06/2019	Foyer, croix charbonniére, ecole	Hennoque T																		Dératisation SD50
25/06/2019	Rue des acassia	Girault S	1	10	120															
05/07/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
09/07/2019	Rue de la mothe taffourneau	Dubois Dubesset Girault									200	200								Débouchage réseau + curage
17/07/2019	Nettoyage PR	Girault S																	3	Nettoyage pompage PR
09/08/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
03/09/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
08/09/2019	Rue de la Motte Bridare	Dubois C									250	160								Point Noir
09/09/2018	Rue des pinsons,rue des fauvettes, Av Marie Noel	Girault S									700	200								
09/09/2019	angle rue de la croix maitremont et rue fourrache	Hennoque T													50	300				Dératisation SD50 + curage
09/09/2019	PR Clos du prés,les Bries, le stade	Girault S																	3	Nettoyage pompage PR
11/09/2019	route de chichery	Girault S													420	300				
13/09/2019	Rue de l'europe	Girault S									220	200								
	Rue des sureaux	Girault S									130	200								
	Allée des pervenche	Girault S									105	200								
07/10/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
26/10/2019	7 rue des pinson	Girault S	1	30	150															
04/11/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
18/11/2019	Rue de la planchette	Hennoque T																		Dératisation
25/11/2019	Rue de la fosse aux anglais, rue de la fontaine a oudot	Girault S											503	300						
03/12/2019	PR	Hetroy M																	9	Contrôles PR et relevé d'index
05/12/2019	Allée des bergeronnettes	Charreau N															2			
	Avenue Collette																8			
	Rue des mésange																4			
	Avenue Marie Noël																12			
	Avenue restif de la bretonne																12			
	Avenue Romain Rolland																8			
	Rue Rimbeuf																10			
06/12/2019	Rue du quinot	Charreau N															16			
	Ruelle Gaillard																5			
	Rue du four a ban																3			
	Rue du fer à cheval																7			
	Grand Rue																4			
	route de chichery																5			
10/12/2019	Rue Gorges	Lescot M															13			
	Route des Breande																12			
	Rue des Allouette																4			
	Rue des Pinson																1			
	Rue du tour des fossés																6			
	route de chichery																12			
	chemin de pougy																7			
10/12/2019	Poste de relevage	Girault S																	7	Pompage et nettoyage des postes de relevage
12/12/2019	Rue des tourterelles	Lescot M															2			
	Rue des Hirondelles																1			
	Avenue Max Pol Fouchet																4			
	Grand Rue																4			
	rue du pavillion																11			
	Route des Bries																9			
	Chemin des Ruelles																26			
	Rue Guenoy																6			
	Rue de l'europe																13			
	Rue de la croix de maitremont																5			
	Route de Charbuy																8			
18/12/2019	Rue george Guyot	Moreira F															5			
	Ruelle Berlin																8			
	rue des vosves																7			
	Rue fourrache																6			
	Rue huet Humbert																4			
	rue gaillard																2			
	Rue de la mothe taffourneau																2			
	rue de la fosse aux anglais																7			
	rue de la libération																5			
19/12/2019	Rue de la croix charbonniere	Moreira F															6			
	rue des egeoires																2			
	rue du clos du prés																1			
	Rue du jardin																2			
	rue de la mothe bridard																13			
	voie des lys																8			
	rue henri marlot																3			
	rue madame colleret																1			
	route de joigny																9			

RECAPITULATIF CONFORMITES

Non Conforme	Non Contrôlé, retours de courrier ou annulé	Contrôle CONFORME suite raccordement
Conforme	Contrôle impossible	

Année	Date Rapport	Date de saisie	N° de fiche	N° de rue	Rue	Ville	Nom	Prénom	Conforme			Non-conforme			Profondeur boîte					
									EU	EP	Unitaire	EU	EP	Unitaire	EU	Chute	EP	Chute	Unitaire	Chute
19	08/01/19	08/01/19	9640	23	Rue du Docteur Henry Marlot	APPOIGNY	GASTEL	Frédéric	x	x					0,95					
19	28/01/19	28/01/19	9654	12	Rue de la Croix Charbonnière - Logmt 16	APPOIGNY	DOMANYS		x							0,60	0,93			
19	28/01/19	28/01/19	9655	9	Rue du Colombier - Logmt 19	APPOIGNY	DOMANYS		x						1,42		1,17			
19	13/02/19		9668	140	Route de Paris	APPOIGNY	CIOCAN													
19	04/03/19	05/03/19	9676	9	Rue des Bergerats - Les Bries	APPOIGNY	BOURGEOIS	Patrice		x		x			0,75		0,95			
19	15/03/19	18/03/19	9683	16	Route des Gorges	APPOIGNY	GUYARD	David	x						1,90					
19	22/03/19	22/03/19	9695	6	Rue du Sentier	APPOIGNY	NESTERENKO	Junius			x								1,25	
19	29/03/19	29/03/19	9702	6 Bis	Rue d'En Bas - Les Bries	APPOIGNY	DELORME	Virginie	x	x					0,72					
19	04/04/19	04/04/19	9713	14	Rue Croix de Maitre Mont	APPOIGNY	TRABACH	Daniel				x								
19	18/04/19	19/04/19	9723	8	Rue Chatel Bourgeois	APPOIGNY	ORTEMANN	Carmen			x									
19	18/04/19	19/04/19	9725	4	Rue de la Croix Charbonnière - Logt n°8	APPOIGNY	DOMANYS		x	x						0,23	0,90			
19	26/04/19	29/04/19	9732	13	Rue de Fourrache	APPOIGNY	LE LEUCH				x								0,62	
19	13/05/19	14/05/19	9739	17 Bis	Rue des Bergerats	APPOIGNY	LAGRANGE	Emmanuel	x	x					1,58			0,50		
19	17/05/19		9748	1	Chemin des Ruelles	APPOIGNY	SCI LIZO 1	SPANC et non raccordable												
19	21/05/19	03/06/19	9753	18	Rue du Professeur Mocquot	APPOIGNY	GASTEL	Jacques et Béatr	x							0,50 et 0,90				
19	24/05/19	24/05/19	9759	47	Avenue Marie Noël	APPOIGNY	ROY	Laurent	x						1,90					
19	05/06/19	05/06/19	9763	20	Rue de la Chapelle - Les Bries	APPOIGNY	RIVIERE	Francois	x						1,10					
19	25/06/19	25/06/19	9786	43	Rue du Quinat	APPOIGNY	BLANCHON	Damien	x	x										
19	10/07/19	10/07/19	9803	23	Route d'Auxerre	APPOIGNY	DROUIN	Edwige	x						2,75					
19	17/07/19	17/07/19	9810	11	Impasse de la Motte Bridard	APPOIGNY	SCI DU COUSIN		x	x					0,45					
19	18/07/19	24/07/19	9812	10	Rue du Colombier - Logement 18	APPOIGNY	DOMANYS		x	x						0,10	0,85			
19	29/08/19	06/09/19	9834	24	Rue de l'Abreuvoir - Logt 2	APPOIGNY	DOMANYS	Jessica	x						1,10					
19	02/09/19	02/09/19	9838	6	Impasse de l'Arche - Les Bries	APPOIGNY	FERRASSE - GOISOT	Orianne	x	x						0,70		0,50		
19	09/09/19	10/09/19	9845	8	Rue du Fer à Cheval	APPOIGNY	BARNS	Graham				x								
19	24/09/19		9854	9 Bis	Ruye de la Fontaine à Oudot	APPOIGNY	THILLEZ													
19	24/09/19	24/09/20	9855	5	Rue du Stade	APPOIGNY	GHERARDI	Didier	x	x					1,18					
19	24/09/19		9856	1	Rue du Stade	APPOIGNY	GHERARDI	Eliane												
19	24/09/19	24/09/19	9853	6	Rue de la Fontaine à Oudot	APPOIGNY	LAMBERT	Nicolas	x	x					0,84					
19	02/10/19	02/10/19	9865	7 Bis	Rue du Stade	APPOIGNY	MACHAVOINE	Gilbert	x	x					1,75					
19	02/10/19	02/10/19	9866	7	Rue du Stade	APPOIGNY	MACHAVOINE	Gilbert	x	x					1,40					
19	02/10/19	02/10/19	9869	9	Rue du Stade	APPOIGNY	SIMON	Michèle				x	x		1,55					
19	04/10/19	04/10/19	9870	3	Rue du Stade	APPOIGNY	GHERARDI	Danielle	x	x					0,82					
19	03/10/19	03/10/19	9871	3	Rue de la Fontaine à Oudot	APPOIGNY	TITON	Gérard	x	x					2,00					
19	17/10/19	17/10/19	9874	11	Route de Branches	APPOIGNY	LAMBERT	Isabelle			x									
19	28/10/19	30/10/19	9880	5	Rue de la Fontaine à Oudot	APPOIGNY	VANESME	Audrey	x				x		1,75					
19	04/11/19	04/11/19	9884	7	Rue de la Fontaine à Oudot	APPOIGNY	CHAPRON	Reine				x	x		1,50					
19	04/12/19		9906	9	Rue de la Fontaine à Oudot	APPOIGNY	BONNIERE													
19	18/12/19	18/12/19	9917	24	Route de Branches	APPOIGNY	FREPPEL	Christophe				x								

Bertrand

Une équipe à votre service !

Chevannes

Rapport Annuel du Délégataire Assainissement 2019





afaq ISO 9001 Qualité AFNOR CERTIFICATION

Commune de CHEVANNES

SOMMAIRE

L'exécution du service

Le contrat : **Page 02**

Le Délégataire :

- *L'organisation de la Société ;* **Page 03**
- *L'organisation du Département ;* **Page 03**
- *Gestion locale ;* **Page 04**
- *L'astreinte ;* **Page 04**
- *Certification ;* **Page 05**
- *Charte qualité.* **Page 06**

Synthèse de l'année

- *L'essentiel de l'année ;* **Page 07**
- *Les chiffres clés ;* **Page 07**

Bilan d'exploitation technique

- *Patrimoine ;* **Page 08**
- *Traitement des eaux usées ;* **Page 09**
- *Postes de relèvement ;* **Page 12**
- *Les réseaux ;* **Page 13**
- *Indicateurs de performance.* **Page 16**

Bilan d'exploitation financier

- *Méthode de calcul ;* **Page 18**
- *Modalités d'établissement du CARE ;* **Page 18**
- *Commentaires des rubriques de charges ;* **Page 19**
- *Le CARE.*

Glossaire

- **Page 26**

Annexes

Page 29

L'exécution du service

Le contrat :

La gestion du service a été confiée à la société BERTRAND par contrat de type Affermage en date du 1er janvier 2013 pour une durée de 12 ans.

Dans ce cadre, la société BERTRAND assure les prestations suivantes :

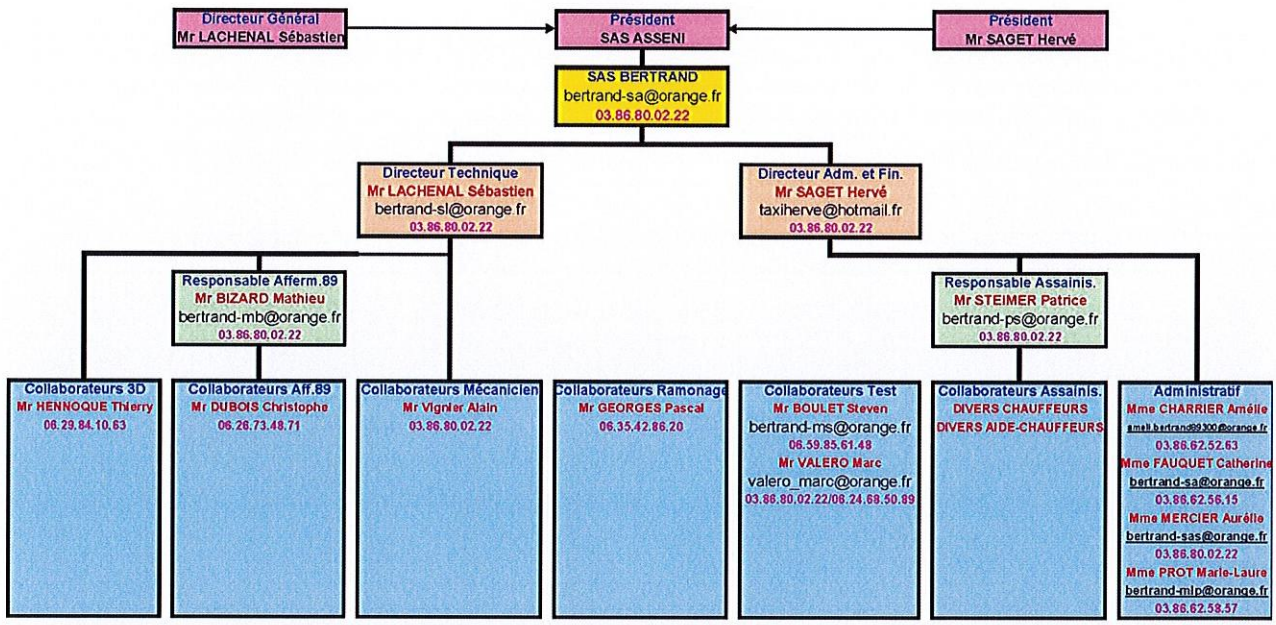
- ✓ *le pilotage de la station d'épuration ainsi que l'entretien ;*
- ✓ *la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement du matériel des postes de refoulement ;*
- ✓ *le suivi analytique des effluents ;*
- ✓ *le suivi des boues ;*
- ✓ *la surveillance, le fonctionnement, l'entretien et les réparations des canalisations destinées à la collecte des effluents ;*
- ✓ *l'entretien, les réparations et le contrôle de la conformité des branchements au réseau public.*

Le délégataire :

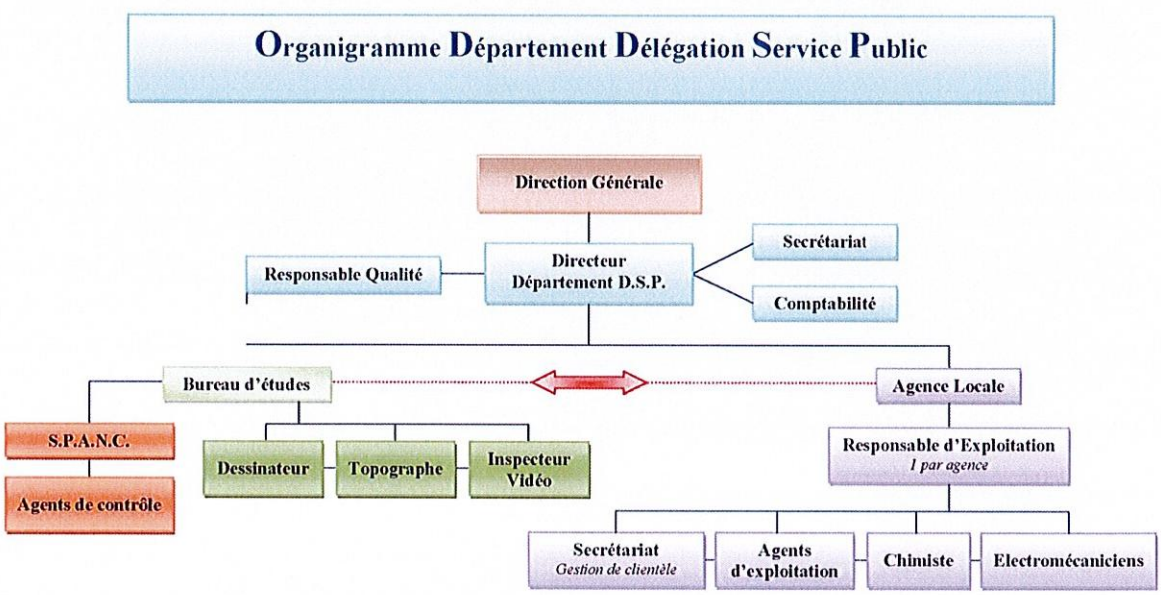
L'organisation de la Société

SAS BERTRAND

ORGANIGRAMME AU 31/03/2019



L'organisation du Département :



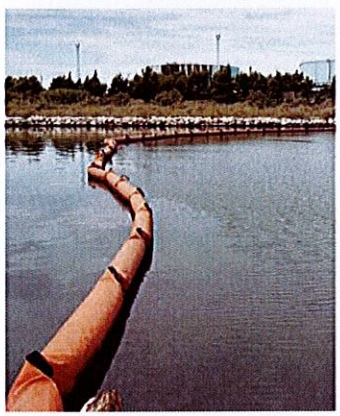
Gestion locale :

Agence de JOIGNY :
29B route de Chamvres.
89300 JOIGNY.
Tel : 03.86.80.02.22 - Fax : 03.86.62.11.92

L'astreinte :



La gestion de l'eau et de l'assainissement d'une commune nécessite un service d'astreinte organisé, dont les compétences sont reconnues pour traiter les urgences de l'exploitation. Notre société maîtrise cette mission depuis bon nombre d'années.
Elle met à disposition de l'exploitation, son service d'astreinte assuré 24/24, samedis, dimanches et jours fériés.
En cas d'anomalie ou d'incident, ses véhicules équipés en matériel d'intervention permettent à nos agents disposant de téléphones portables d'être aussitôt prévenus et d'intervenir quelle que soit l'heure et dans les meilleurs délais



En cas d'incident majeur, une cellule de crise locale est mobilisée. Elle est structurée autour d'un coordonateur, composée de responsables techniques et de communication. Elle a pour mission de mobiliser les moyens nécessaires, d'animer la coordination avec les services d'urgence et de gérer la communication externe (auprès des clients ou des médias) en concertation avec les représentants de la Collectivité.

La certification :



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2006/28214.9

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

BERTRAND SAS

pour les activités suivantes :
for the following activities

RÉALISATION DE PRESTATIONS EN GESTION DÉLÉGUÉE DE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT :
- COLLECTE POUR LES COMMUNES DE GURGY, MONETEAU, APPOIGNY ET PERRIGNY
- EXPLOITATION DE STEP (STATION D'ÉPURATION) : COLLECTE ET TRAITEMENT DES EFFLUENTS
- GESTION DES SERVICES ASSOCIÉS POUR LA CLIENTÈLE (FACTURATION ET SUIVI DES CONTRATS).

DELEGATED MANAGEMENT OF PUBLIC SEWERAGE SERVICES:
- COLLECTION FOR THE TOWNS OF GURGY, MONETEAU, APPOIGNY AND PERRIGNY
- OPERATION OF WATER-TREATMENT PLANTS: EFFLUENT COLLECTION AND TREATMENT
- MANAGEMENT OF RELATED SERVICES FOR CUSTOMERS (INVOICING AND CONTRACT FOLLOW-UP).

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of

ISO 9001 : 2008

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations

8 rue Robert Petit FR-89300 JOIGNY
LES PRES RENARDEY RD 104 C FR-21410 MALAIN
Les Près Renardey FR-21490 CLENAY SAINT JULIEN
Promenade des Prairies FR-9240 CHEVANNES
Route de la Mothe FR-89120 CHARNY OREE DE PUISAYE
Route de Fontenouille FR-45220 DOUCHY - MONTCORBON

Ce certificat est valable à compter du (jj-mm-aaaa)
This certificate is valid from (dd-mm-yyyy)
2017-03-31
Jusqu'au
Until
2018-09-14

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

afnor CERTIFICATION

Le département DSP garantit la qualité de son service via la certification ISO 9001 (version 2015).

La Station d'épuration de CHEVANNES est certifié ISO 9001 depuis 2015.

La charte qualité :

Charte Qualité

La satisfaction, la fidélisation ainsi que le développement de notre clientèle découlent du comportement de chacun d'entre nous. En effet, à différents échelons hiérarchiques, l'ensemble de notre personnel se trouve être en première ligne, tant dans l'exécution des opérations prévues que dans les services que nous réalisons ou les conseils que nous promulguons.

Afin de développer notre image en matière de Qualité, il appartient à chacun d'entre nous d'avoir l'éthique suivante :

Respect de nos engagements :

- ✓ ***Maintenance préventive***
  Planification des opérations entre le Responsable d'Exploitation et l'interlocuteur de la collectivité.
- ✓ ***Respect des délais d'intervention lors d'opérations curatives***
  Réactivité et planification de ces opérations ponctuelles et inopinées entre le Responsable d'Exploitation et les agents de terrain.
- ✓ ***Communication***
  Informer régulièrement l'interlocuteur de la collectivité des travaux réalisés.
  Répondre aux différentes questions ou interrogations émanant, soit de l'interlocuteur de la collectivité, soit d'une personne lambda.
- ✓ ***Une démarche comportementale irréprochable***
  Ponctualité, correction, sens de l'écoute, amabilité, tenue correcte et pouvoir répondre à toutes questions inhérentes à notre mission.
- ✓ ***Respect strict de la réglementation***
  Application du plan d'hygiène et sécurité en vigueur et des règles propres à notre métier.
- ✓ ***Développement durable***
  Respect de la qualité de vie tant sur le milieu environnemental, en causant le moindre de nuisance possible dans la réalisation de notre travail, que sur l'épanouissement du personnel dans son cadre de travail.
- ✓ ***Performance de nos prestations***
  Application des normes et méthodologies en vigueur pour l'exécution de notre mission.
  Evolution permanente des matériels utilisés.
  Evolution, du niveau ou du domaine de compétences du personnel, en planifiant régulièrement des formations.

Synthèse de l'année

Les chiffres clés :

85241 m³ facturés

303.07 € HT pour 120 m³



20 200 ml de réseaux

1058 clients facturés

1 désobstructions des réseaux ou branchements

Bilan d'exploitation technique

Patrimoine :

Station d'épuration :

Lieu :	***ORGY***
Date de mise en service :	***2003***
Capacité nominale :	***2 500 eq/hab***
Charge nominale en débit :	***500 m^3/j***
Charge nominale en DBO_5 :	***150 kg/j***
Nature de l'effluent :	***domestique séparatif***
Filière boue :	***lits de roseaux***
Télésurveillance :	***OUI (Sofrel)***
Milieu récepteur :	***Ru de Baulches***

Postes de relèvement :

Nom de l'ouvrage	*Commune*
PR Chamaille	*CHEVANNES*
PR Ribourdin	*CHEVANNES*
PR La Biche	*CHEVANNES*
PR La Villotte	*CHEVANNES*
PR Serein	*CHEVANNES*
PR Orgy	*CHEVANNES*
PR Maulny	*CHEVANNES*
PR Porte d'en Haut	*CHEVANNES*

Réseaux :

Répartition fin 2014	
Type	*Longueur (ml)*
E.U.	***20 200***

Branchements :

A la fin de l'année 2017 le nombre de branchements actifs est : 1058.

Traitement des eaux usées :

Fréquence des analyses :

Paramètres	Entrée	Sortie	Boues évacuées
Débit	365	365	volume
DBO_5	12	12	
DCO	12	12	
MES	12	12	
NTK	4	4	
$N\text{-}NH_4$	4	4	
$N\text{-}NO_2$	4	4	
$N\text{-}NO_3$	4	4	
Pt	4	4	
pH	12	12	
Potassium			2
Métaux			2

En janvier de chaque année le calendrier prévisionnel des bilans est envoyé pour validation à la Police de l'eau, à l'Agence de l'eau et au SATESE son mandataire.

Fonctionnement de l'épuration :

Volumes en m^3 :									
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Reçus	185 023	144 750	143 645	186 482	127 632	165 362	149 212		
Epurés	185 023	144 750	143 645	186 482	127 632	165 362	149 212		
By passés	0	0	0	0	0	0	0		

Normes de rejet :

Références : Section 4.02 de l'arrêté préfectoral du 04 avril 2001, N° PREF-DCLD-2001-0235

Paramètres	Concentrations maximales (mg/L)	Rendements (%)
Charge DBO_5 (Kg/j)	25	70
Charge DCO (Kg/j)	125	75
Charge MES (Kg/j)	35	90
Charge NGl (Kg/j)	15	70
Charge Pt (Kg/j)	2	80

Rendement épuratoire :

Débits sur la station :

Débit (m^3/j)	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*
Minimum	*234*	*237*	*103*	*227*	*210*	*211*	*136*		
Maximum	*1 512*	*1 204*	*1385*	*1238*	*1066*	*1359*	*1194*		
Moyenne	*507*	*397*	*394*	*510*	*350*	*453*	*409*		

Charges en entrée et sortie de station d'épuration :

Paramètres	*Charges moyennes en entrée de station (mg/l)*	*Charges moyennes en sortie de station (mg/l)*	*Rendement de la station (%)*
Charge DBO_5 (mg/l)	*209.25*	*3.4*	*98*
Charge DCO (mg/l)	*551.25*	*34.7*	*94*
Charge MES (mg/l)	*321*	*5.4*	*98*
Charge NGL (mg/l)	*64.89*	*7.4*	*89*
Charge NtK (mg/l)	*64.75*	*3.7*	*94*
Charge N-NH_4 (mg/l)	*46.25*	*1.9*	*96*
Charge Pt (mg/l)	*7.93*	*1.1*	*86*

Rendements de station d'épuration :

Paramètres	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*
DBO_5	*94*	*96*	*99*	*97*	*98*	*98*	*98*		
DCO	*85*	*89*	*94*	*93*	*95*	*92*	*94*		
MES	*94*	*92*	*99*	*97*	*97*	*97*	*98*		
NGL	*70*	*88*	*94*	*77*	*82*	*87*	*89*		
NtK	*84*	*92*	*96*	*80*	*86*	*93*	*94*		
N-NH_4	*92*	*95*	*95*	*76*	*84*	*94*	*96*		
Pt	*66*	*67*	*92*	*87*	*87*	*81*	*86*		

12 bilans réalisés cette année.

Annexe faisant ressortir les moyennes.

Consommation d'énergie :

	2013	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*	*2018*	*2020*	*2021*
KW/h	*110 070*	*102 233*	*94 511*	*109 983*	*98 341*	*99 709*	*102 230*		

Produits de traitement :

Produits de traitement en m^3 :

Produit :	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*	*2019*	*2020*	*2021*
Chlorure ferrique	*10*	*11*	*15*	*15*	*17*	*15*	*14*		

Boues et sous-produits :

Sous-produits *(en kilogrammes) :*									
Nature	***2013***	***2014***	***2015***	***2016***	***2017***	***2018***	***2019***	***2020***	***2021***
Refus dégrillage	*2 600*	*2 300*	*2 400*	*2 500*	*2 650*	*3 000*	*2 850*		
Sables	*100*	*100*	*110*	*115*	*275*	*100*	*120*		

Les refus de dégrillage et les sables sont évacués en filiaire.

Production de boues *(en tonnes de matières sèches) :*									
Filière évacuation	***2013***	***2014***	***2015***	***2016***	***2017***	***2018***	***2019***	***2020***	***2021***
Epandage	*36*	*27.6*	*25.8*	*26.1*	*16.9*	*0*	*11.8*		

Plan d'épandage N° 89-2008-00033 du 18 juillet 2008

Données afférentes à la gestion des boues en annexe 2

Principales interventions curatives :

Sans Objet

Pour mémoire :

Evacuation des boues des lits de séchage pour épandage en Juillet 2019.

Renouvellement :

RENOUVELLEMENT STEP

Solde n-1	288,84 €
Dotation annuelle	3 501,61 €
Prévisionnel	3 790,45 €

INTERVENTION	Dépense	Solde
Remplacement arbre et roulements dégrilleur	2 154,87 €	1 635,58 €
Remplacement carte électronique GF préleveurs entrée et sortie	1 634,72 €	0,86 €
Remplacement bloc charbon clarificateur	508,24 €	-507,38 €
Remplacement poires de niveau poste toute eaux	495 €	-1 002,38 €
	Report 2019	-1 002,38 €

Postes de relèvement :

Consommation d'énergie (KW/h) :

Nom de l'ouvrage	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PR Chamaille	423	769	1 122	1 091	1 917	1 582	1 873	
PR Ribourdin	2 135	3 230	2 327	2 412	2 357	2 381	2 396	
PR La Biche	1 207	4 230	4 481	4 521	5 298	4 814	5 438	
PR La Villotte	5 150	5 256	6 447	6 327	3 879	4 574	7 129	
PR Serein	3 718	2 506	3 724	3 571	3 797	3 661	6 224	
PR Orgy	440	192	303	285	311	307	330	
PR Maulny	10 451	9 924	9 502	9 623	9 649	9 629	9 071	
PR Porte d'en Haut	3 004	3 640	2 526	2 758	2 934	2 673	2 747	
TOTAL	26 528	29 747	28 432	30 588	30 142	29 621	35 208	

Equipement :

Nom de l'ouvrage	Type d'équipement
PR Ribourdin	Compresseur
PR La Villotte	Injecteur chlorure ferrique
PR Orgy	Compresseur
PR Maulny	Compresseur

Pas de consommation de chlorure ferrique (jamais mis en service).

Renouvellement :

RENOUVELLEMENT PR

Solde n-1	-4 657,31 €
Dotation annuelle	5 354,87 €
Prévisionnel	697,56 €

INTERVENTION	Dépense	Solde
Remise en état bobinage et garniture pompe 2 PR Maulny	4 012,36 €	-3 314,80 €
Remplacement 1 pompe PR La Villotte	2 421,67 €	-5 736,47 €
Remplacement 1 carte Com et parafoudre SOFREL La Biche	473,00 €	-6 209,47 €
Démarreur P1 PR Prte d'en Haut	351 €	-6 560,36 €
Remplacement 1 sonde de niveau PR Porte d'en Haut	726 €	-7 286,72 €
	Report 2019	-7 286,72 €

Les réseaux :

Curage préventif :

Le principe utilisé est un curage hydrodynamique à haute pression effectué par des véhicules à recirculation d'eau.

Linéaires curés (en mètres) :									
Type de réseau	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Eau usées	1 756	18 444	3 987	4 396	7 545	7 702	6 451		
Eaux pluviales	1 480	195	0	50	30	0	130		

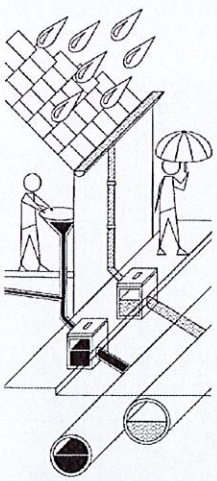
Les zones critiques (chemin du Tacot, Champclos, Vignottes) ont été curées 2 fois dans l'année et le chemin des Prairies 3 fois, comme stipulé dans le marché (non comptabilisées dans le tableau ci-dessous).

Désobstructions :

Désobstructions sur canalisations ou branchements :									
Sur :	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Canalisations	8	3	2	1	1	2	0		
Branchements	8	1	0	0	4	1	1		

		Branchement	Canalisation
11/10/2019	9 Rue porte d'en haut	1 U	

Contrôles de branchement :



Les enquêtes de conformité réalisées à la demande d'un notaire sont transmises directement à celui-ci.

L'enquête fait apparaître :

- ✓ *le numéro de la fiche ;*
- ✓ *le numéro dans la rue ;*
- ✓ *le nom de la rue ;*
- ✓ *la commune ;*
- ✓ *le nom de la personne propriétaire de l'immeuble contrôlé ;*
- ✓ *le bilan du contrôle par type de rejet ;*
- ✓ *la profondeur de la boîte de branchement ;*
- ✓ *la hauteur de chute, le cas échéant ;*
- ✓ *l'origine de la demande (notaires, autres).*

Enquêtes de conformité (en unités) :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Conforme	18	30	10	5	20	85	25		
Non conformes	2	3	0	3	2	2	1		
Non réalisables	0	4	4	0	0	1	3		
TOTAL	20	37	14	8	22	87	29		

Contrôles du non collectif :

Sans objet.

Travaux réalisés par le délégataire :

Branchements (en unités) :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Neufs	8	0	1	1	1	5	1		
Réhabilités	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL	8	0	0	1	1	5	1		

Travaux réalisés par la collectivité :

- ✓ *Sans objet.*

Perspectives d'avenir :

✓ *Programme de travaux à établir selon l'étude diagnostic réalisée et la campagne d'inspection télévisée.*

Indicateurs de performance :

Indicateurs descriptifs des services			
D 201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	2 150	hab
D 202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	unité
D 203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	27,6	tMS
D 204.0	Prix TTC du service au m^3 pour 120 m^3	2.78	€/m^3
Indicateurs de performance			
P 201.0	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	97	%
P 202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	35	points
P 203 .3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	100	%
P 204 .3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	100	%
P 205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	98	%
P 206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	%
P 207.0	Montant des abondants de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	€/m^3
P 251.1	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	0	nb/1 000 hab
P 252.2	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau	0,7	nb/100 km
P 253.2	Taux moyens de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	1	%
P 254.3	Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel pris en application de la police de l'eau	100	%
P 255.3	Indice de connaissance des rejets en milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	100	%
P 256.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	???	an
P 257.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3.58	%
P 258.1	Taux de réclamations	0	nb/1 000 hab

Bilan d'exploitation financier

Méthode de calcul :

Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) ci-joint est établi en application des dispositions de l'article 2 de la loi du 8 août 1995 qui dispose de l'obligation pour le délégataire de service public de publier un rapport annuel destiné à informer le délégant sur les comptes, la qualité de service et l'exécution du service délégué.

Sa présentation est conforme aux dispositions de la circulaire n°740 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau et tient compte des recommandations émises par le Comité « Secteur public » de l'ordre des experts comptables dans ses deux ouvrages que sont « Le rapport annuel du délégataire de service public » et l'eau et l'assainissement, déclinaison sectorielle du rapport annuel du délégataire de service public, collection « Maîtrise de la gestion locale ».
A cette circulaire s'est ajoutée celle du 31 janvier 2006, en application du décret n° 2005-236 du 14 mars 2005. Les chiffres de l'année en cours y sont indiqués, ceux de l'année précédente y seront rappelés. La variation constatée (en pourcentage) entre l'année en cours et l'année précédente sera alors systématiquement indiquée.

Cette annexe au Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation a pour objet d'expliquer les modalités d'établissement de la partie financière du rapport annuel et de ses composantes.

Modalités d'établissement du CARE :

Le CARE regroupe, par nature, l'ensemble des produits et des charges imputables au contrat de délégation de service public permettant de déterminer l'économie du contrat.

***Produits**, la rubrique comprend :*

Exploitation du service : le montant total, hors TVA, des produits d'exploitation (part fermière) se rapportant à l'exercice.
Collectivités et autres organismes publics : le montant total, hors TVA, des produits collectés pour le compte de la Collectivité ainsi que les diverses taxes et redevances perçues pour le compte des organismes publics.
Travaux attribués à titre exclusif : le montant total, hors TVA, des travaux réalisés dans le cadre du contrat, par application d'un bordereau de prix annexé à ce contrat.
Produits et accessoires : le montant total, hors TVA, facturé, conformément aux dispositions du contrat de délégation, aux clients abonnés au service, dans le cadre de prestations ponctuelles.

***Charges**, les charges relatives au contrat, reprises dans le CARE, conformément à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006 peuvent être classifiées de la manière suivante :*

Des charges directement affectées au contrat : il s'agit essentiellement des charges du Secteur, ainsi que celles des services mutualisés du Service.

Elles comprennent :

- ✓ *Des charges directes faisant l'objet d'une comptabilisation immédiate sur le contrat.*

- ✓ *Des charges réparties dont une quote-part est imputée au contrat en fonction de clés de répartition techniques, différentes selon la nature des charges afin de tenir compte de la clé économiquement la mieux adaptée (gestion technique, gestion clientèle, engins et véhicules, ...).*

La gestion technique (ingénieurs et techniciens d'exploitation, chimistes, logiciels techniques, télégestion, cartographie, ...) est répartie sur chaque contrat en fonction du Chiffre d'Affaires du contrat par rapport au Chiffre d'Affaire du Département DSP.

La gestion clientèle (frais de personnel du service clientèle, plate forme téléphonique, frais de facturation, frais d'affranchissement, frais de relance, ...) est imputée sur chaque contrat proportionnellement au nombre de clients du contrat.

Les frais « engins et véhicules » sont imputés sur chaque contrat du Département DSP proportionnellement au coût de personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du Département DSP.

- ✓ *Des charges réparties entre les contrats : ces charges sont réparties au prorata de la Valeur Ajoutée Analytique (VAA) du contrat. Il s'agit notamment :*
  - ➢ *Des frais de centre et de secteurs représentant des frais d'encadrement du contrat répartis par nature de charge ;*
  - ➢ *Des frais de structure centraux représentant la contribution du contrat aux services Centraux et à la Recherche.*

Des charges économiques calculées : il s'agit de charges (investissements réalisés par le délégataire) dont les paiements sont effectués à une périodicité différente de l'exercice. Afin de faire ressortir de façon régulière l'économie du contrat, ces charges sont lissées sur toute la durée de celui-ci.

Commentaires des rubriques de charges :

1. Personnel :

Cette rubrique correspond au coût du personnel de la société, incluant les salaires et charges sociales et les frais annexes de personnel (frais de déplacement, vêtements de travail et de sécurité, plan d'épargne entreprise, ...) ainsi qu'au coût du personnel intérimaire intervenant sur le contrat.

L'imputation des frais de personnel d'exploitation est réalisée sur la base de fiche de travail. Cela intègre également une quote-part d'encadrement, de personnel technique et clientèle.

2. Energie électrique :

Cette rubrique comprend la fourniture d'énergie électrique exclusivement dédiée au fonctionnement des installations du service.

3. Achats d'eau :

Contrat d'eau : cette rubrique comprend les achats d'eau en gros auprès d'un tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour la fourniture d'eau potable dans le cadre du contrat.

Contrat d'assainissement : cette rubrique comprend les achats de prestations de traitement en gros auprès de tiers ou auprès d'autres contrats gérés par l'entreprise effectués exclusivement pour le traitement des effluents collectés dans le cadre du contrat.

4. Produits de traitement :

Cette rubrique comprend exclusivement les produits entrant dans le process de production.

Cette rubrique comprend les analyses réglementaires DDASS et celles réalisées par le Délégataire dans le cadre de son autocontrôle.

5. Sous-traitance, Matières et Fournitures :

Cette rubrique comprend :

- ✓ *Sous-traitance : les prestations de sous-traitance comprenant les interventions d'entreprises extérieures (terrassement, espaces verts, cartographie, contrôle des installations électriques, ...).*
- ✓ *Matières et Fournitures : ce poste comprend :*
  - ➢ *La charge relative au remplacement de compteurs qui ne sont pas la propriété de l'entreprise.*
  - ➢ *La location de courte durée de matériel sans chauffeur.*
  - ➢ *Les fournitures nécessaires à l'entretien et à la réparation du réseau.*
  - ➢ *Les fournitures nécessaires à l'entretien du matériel électromécanique.*
  - ➢ *Le matériel de sécurité.*
  - ➢ *Les consommables divers.*

6. Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles :

Cette rubrique comprend :

- ✓ *La taxe professionnelle ;*
- ✓ *La taxe foncière ;*
- ✓ *Les redevances d'occupation du domaine public.*

7. Autres dépenses d'exploitation :

- ✓ *Télécommunications, poste et télégestion : ce poste comprend les frais de lignes téléphoniques dont ceux relatifs à la télésurveillance ainsi que les dépenses d'affranchissement (hors facturation).*
- ✓ *Engins et véhicules : les charges relatives aux matériels composant cette section sont les suivantes : amortissement, location longue durée des véhicules, consommation de carburant, entretien et réparations, assurances.*
- ✓ *Le total des charges de la section 'Engins et véhicules' fait l'objet d'une imputation sur chacun des contrats du département DSP proportionnellement au coût du personnel d'exploitation du contrat par rapport au coût total du personnel d'exploitation du département DSP.*
- ✓ *Informatique : ce poste comprend les frais liés au matériel et logiciels des personnels intervenant sur le contrat. Il comprend également les frais liés aux logiciels métier nécessaires à la réalisation du contrat ainsi que les frais de facturation :*
- ✓ *TOPKAPI, logiciel de télésurveillance.*
  - ➢ *AGUA, logiciel de facturation clientèle.*
  - ➢ *GEOMAP, logiciel de SIG.*
  - ➢ *AUTOCAD-MAP, logiciel de cartographie.*
  - ➢ *COVADIS, logiciel de modélisation.*
- ✓ *Assurances : ce poste comprend :*
  - ➢ *La prime d'assurance responsabilité civile relative au contrat. Cette assurance a pour objet de garantir les tiers des dommages matériels, corporels et incorporels dont la responsabilité incomberait au Délégataire.*
  - ➢ *Les primes dommages ouvrage.*
  - ➢ *Les autres primes particulières d'assurance s'il y a lieu.*
  - ➢ *Les franchises appliquées en cas de sinistre.*
- ✓ *Locaux : ce poste comprend les charges relatives à l'utilisation des locaux.*
- ✓ *Divers : autres charges.*

8. Frais de contrôle :

Ces frais concernent le contrôle contractuel du service, lorsque sa charge incombe au Délégataire.

9. Contribution aux Services Centraux et Recherche :

Une quote-part de frais de structure est imputée sur chaque contrat.

10. Collectivités et autres organismes publics :

Ce poste comprend :

- ✓ *La part communale, intercommunale ou syndicale.*
- ✓ *Les taxes*
- ✓ *Les redevances*

11. Charges relatives aux Renouvellements :

- ✓ *Garantie pour la continuité du service : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le Délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le Délégataire se doit de les assumer à ses frais sans que cela puisse donner lieu à un ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle. Il s'agit d'un lissage des charges sur la durée du contrat. Il est à noter que la méthode de calcul de ce lissage a été améliorée conformément au décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 et au rapport de l'Ordre des Experts Comptables.*
- ✓ *La méthode intègre les charges prévisionnelles selon un calcul fondé sur l'évaluation des risques à couvrir jusqu'à la fin du contrat. Le calcul intègre également les charges effectivement constatées depuis le début du contrat. Ce calcul sera réactualisé chaque année pour tenir compte de l'évolution du patrimoine et des charges réellement constatées depuis le début du contrat.*
- ✓ *Programme contractuel de renouvellement : cette rubrique correspond aux engagements contractuels du Délégataire, sur un programme prédéterminé de travaux. Il s'agit généralement d'un lissage économique sur la durée du contrat.*
- ✓ *Compte (ou fonds contractuels) de renouvellement : le Délégataire est tenu de prélever régulièrement sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans la mesure où l'obligation de Délégataire au titre d'un exercice donné est strictement égale à la dotation au compte (ou fonds contractuels), c'est le montant de cette dotation qui doit figurer sur le CARE. Pour un même contrat, plusieurs de ces notions peuvent exister.*

12. Charges relatives aux investissements :

Elles comprennent les différents types d'obligation existant au contrat :

- ✓ *Programme contractuel d'investissements.*
- ✓ *Fonds contractuels d'investissements.*
- ✓ *Annuité d'emprunts de la Collectivité prise en charge par le Délégataire.*
- ✓ *Investissements incorporels.*

Les montants engagés par le Délégataire au titre des investissements réalisés sur le contrat font l'objet d'un amortissement financier présenté sur le CARE sous forme d'une annuité constante.

Les charges relatives au remboursement d'annuités d'emprunts contractés par la Collectivité et que le Délégataire s'est engagé à rembourser font l'objet d'un calcul actuariel consistant à ramener chaque annuité en investissement début de période et à définir le montant de l'annuité constante sur toute la durée du contrat permettant d'obtenir une Valeur Actuelle Nette (VAN) égale à zéro.

13. Charges relatives aux investissements du domaine privé :

Le montant de cette rubrique comprend l'amortissement du matériel, du gros outillage et des compteurs propriété de l'entreprise affectés au contrat ainsi que les frais financiers relatifs au financement de ces immobilisations calculés sur la base de la valeur nette comptable moyenne de celles-ci.

14. Perte sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement :

Ce poste comprend :

- ✓ *Les annulations de créances incluant notamment celles au titre du Fond de Solidarité Logement (FSL Eau).*
- ✓ *Les provisions pour créances douteuses.*
- ✓ *Les frais d'actes et de contentieux.*

RESULTAT AVANT IMPOT

Il s'agit de la différence entre les produits et les charges.

IMPOT SUR LES SOCIETES

Cet impôt ne s'applique que pour les contrats ayant un Résultat avant impôt bénéficiaire. Le taux d'impôt sur ces sociétés appliqué au résultat est de 33.33 %.

RESULTAT

Il s'agit du résultat restant après un éventuel impôt sur les sociétés.

Le CARE :

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

	2018	*2019*	*Ecart*
PRODUITS	**188 483,06 €**	**215 455,14 €**	**14,31%**
Exploitation du service	89 876,53 €	104 282,10 €	
Collectivités et autres organismes publics	98 606,53 €	111 173,04 €	
Travaux attribués à titre exclusif			
CHARGES	**198 539,84 €**	**217 309,76 €**	**9,45%**
Personnel	24 008,91 €	25 698,75 €	
Energie électrique	31 453,77 €	33 002,29 €	
Evacuation boues et sous-produits	2 633,69 €	1 787,35 €	
Produits de traitement	2 164,22 €	2 787,98 €	
Analyses et contrôles divers	3 897,98 €	3 976,42 €	
Sous-traitance, matières et fournitures	1 689,47 €	2 018,37 €	
Impôts locaux, taxes	456,62 €	489,34 €	
Autres dépenses d'exploitation, dont :			
• *Télécommunication, postes et télégestion*	2 001,39 €	2 111,02 €	
• *Engins et véhicules*	2 203,43 €	3 796,27 €	
• *Informatique*			
• *Assurances*	1 796,84 €	1 812,87 €	
• *Locaux*			
• *Autres*	3 987,56 €	5 281,23 €	
Frais de contrôle	1 901,68 €	2 008,47 €	
Contribution des services centraux et de recherche	875,00 €	875,00 €	
Collectivités et autres organismes publics	98 606,53 €	111 173,04 €	
Charges relatives aux renouvellements			
• *Pour garantie de continuité du service*	13 134,95 €	12 777,42 €	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé			
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux de recouvrement			
Impayés	7 727,80 €	7 713,94 €	
RESULTAT avant IMPÔT	**- 10 056,78 €**	**- 1 854,62 €**	**-81,56%**
RESULTAT	**- 10 056,78 €**	**- 1 854,62 €**	**-81,56%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Compte annuel de résultat de l'exploitation année 2019

(en application du décret du 2005-236 du 14 mars 2005)

Détail des produits

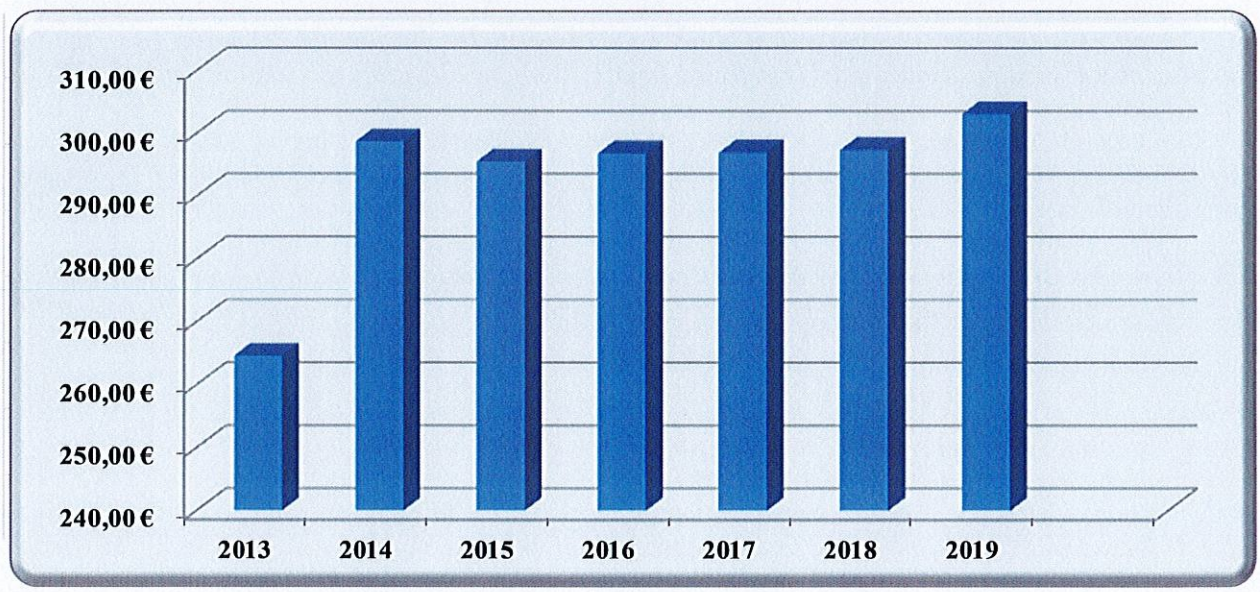
	2018	*2019*	*Ecart en %*
TOTAL	**188 483,06 €**	**215 455,14 €**	**14,31%**
Exploitation du service	89 876,53 €	104 282,10 €	**16,03%**
· *Part fixe*	30 918,42 €	36 141,28 €	
· *Part proportionnelle*	58 958,11 €	68 140,82 €	
· *Pluvial*			
· *Redevance transport des effluents*			
Collectivités et autres organismes publics	98 606,53 €	111 173,04 €	**12,74%**
· *Part Collectivité*	98 606,53 €	111 173,04 €	
· *Part fixe*			
· *Part proportionnelle*	98 606,53 €	111 173,04 €	
· *Part modernisation des réseaux*			
Travaux attribués à titre exclusif			
Produits accessoires			

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Facture type assainissement pour 120 m³ d'eau H.T.

	2018		2019		Ecart
TOTAL GENERAL H.T.		**297,37 €**		**303,07 €**	**1,92%**
	P.U	*TOTAL*	*P.U*	*TOTAL*	
Exploitation du service					
· *Part fixe*	32,58 €	32,58 €	34,16 €	34,16 €	
· *Part proportionnelle*	0,7066 €	84,79 €	0,7409 €	88,91 €	
Collectivités et autres organismes publics					
· *Part fixe Collectivité*	- €	- €	- €	- €	
· *Part proportionnelle Collectivité*	1,2000 €	144,00 €	1,2000 €	144,00 €	
· *Part modernisation des réseaux*	0,300 €	36,00 €	0,300 €	36,00 €	
	TVA 10 %	29,74 €		30,31 €	
	TOTAL TTC	**327,11 €**		**333,37 €**	

Evolution facture type assainissement pour 120 m³ d'eau T.T.C.



Glossaire

Amont : *Partie du cours d'eau situé entre la source et le point considéré.*

Assainissement : *Ensemble des techniques de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales d'une agglomération (assainissement collectif), d'un site industriel (voir établissement classé), ou d'une parcelle privée (assainissement autonome) avant leur rejet dans le milieu naturel. L'élimination des boues issues des dispositifs de traitement fait partie de l'assainissement.*

Assainissement autonome : *L'assainissement autonome est d'abord défini par opposition à l'assainissement collectif. Il s'agit de l'ensemble des filières de traitement qui permettent d'éliminer les eaux usées d'une habitation individuelle, unifamiliale, en principe sur la parcelle portant l'habitation, sans transport des eaux usées. Une extension concerne le traitement des eaux usées de quelques habitations voisines sur un terrain privé. Il s'agit toujours d'assainissement autonome mais groupé. En revanche un groupement qui comporte un petit réseau de collecte et un dispositif de traitement (épandage, massif filtrant, etc.) sur terrain communal est considéré comme un assainissement collectif.*

Assainissement collectif : *C'est le mode d'assainissement constitué par un réseau public de collecte et de transport des eaux usées vers un ouvrage d'épuration.*

Auto-surveillance : *Suivi des rejets (débits, concentrations) d'un établissement ou du fonctionnement d'un système d'assainissement par l'établissement lui-même ou par le ou les gestionnaires du système d'assainissement. Les modalités de ce suivi sont fixées, pour les stations d'épuration collectives, par l'arrêté du 22 décembre 1994.*
Bassin de décantation : En séjournant un temps dans ce bassin, l'eau chargée en polluants, issue d'un processus industriels, ou de la récupération des eaux de ruissellement, va se débarrasser de ses impuretés en les laissant se déposer au fond du bassin.

Bassin d'orage : *Bassin de retenue destiné à stocker provisoirement l'excédent d'eau amené par une pluie dans le réseau d'égout. Ultérieurement, à petit débit cette eau sera emmenée vers la station d'épuration pour y être traitée.*

Biodégradable : *Un produit est dit biodégradable si, une fois consommé, il peut être décomposé par des organismes vivants. Notion importante : capacité de l'écosystème à absorber les produits biodégradables limitée, risque d'engorgement (exemple : eutrophisation).*
La biodégradation se traduit par une simplification progressive de la structure chimique d'un composé organique de formule Cx Hy Oz Nt Pu avec la minéralisation du carbone (sous forme de dioxyde de carbone) et l'obtention de métabolites de faible poids moléculaire, disponible alors pour la synthèse de constituants cellulaires.
Intérêt et signification : La biodégradabilité est un des paramètres les plus importants pour caractériser l'impact d'un produit organique sur l'environnement. Elle est liée à l'aptitude et à la vitesse de disparition du produit en milieu biologique naturel.

Clapet anti-retour : *Dispositif mécanique qui empêche la circulation de l'eau dans le sens inverse.*

Collecteur : *Egout qui reçoit les eaux usées des particuliers.*

Convention de déversement : *Document contractuel multipartite (entreprise, collectivité, délégataire...) de droit privé qui définit les droits et les devoirs de chacun. C'est un partenariat.*
Chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

Curage : *Rétablissement du cours d'eau dans sa largeur et profondeur naturelle.*

D.B.O.$_5$ (Demande Biochimique d'Oxygène sur 5 jours) : *Expression de la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques dans une eau, avec le concours des micro-organismes se développant dans le milieu, dans des conditions données.*

D.C.O. (Demande Chimique d'Oxygène) : *Expression de la quantité d'oxygène nécessaire pour l'oxydation d'eaux contenant des substances réductrices.*
Débit : En hydrométrie, quantité d'eau écoulée par unité de temps. Les débits « horaires », « journaliers », « mensuels » sont les moyennes des débits observés respectivement pendant une heure, un jour, un mois. L'expression « débit moyen journalier » peut donc être considérée comme un pléonasme (un débit est toujours moyen) et les hydrologues tendent de plus en plus à réserver l'adjectif « moyen » aux variables calculées sur plusieurs années. Suivant l'importance, les débits sont exprimés en m³/s ou en l/s.

Débit moyen : *L'usage veut que l'on réserve l'adjectif moyen aux débits calculés sur plusieurs années (on peut également parler de débit moyen interannuel). Ainsi le « débit moyen mensuel de mai » est la moyenne de tous les débits mensuels connus pour le mois de mai. Pour le débit moyen annuel, on parle souvent de module (interannuel).*

Décantation : *Séparation des matières solides (plus lourdes que l'eau) qui se déposent au fond, par effet de gravité.*

Dégrilleur : *Appareil pour retenir les particules grossières et arrêter les corps flottants, dès la prise d'eau de surface. L'appareil est constitué de grilles, bandes mobiles, disques ou tambours rotatifs.*

Déversoir (d'orage) : *En cas de pluies importantes le déversoir a pour mission de limiter l'arrivée d'eau de pluie sur la station d'épuration des eaux usées. Une partie des eaux repartiront donc sans traitement vers le milieu naturel, sauf si il y a un bassin d'orage pour les accueillir.*
Eaux usées (eaux résiduaires) : Eaux ayant été utilisées par l'homme. On distingue généralement les eaux usées d'origine domestique, industrielle ou agricole. Ces eaux sont rejetées dans le milieu naturel directement ou par l'intermédiaire de système de collecte avec ou sans traitement.

Effluent : *Ensemble des produits polluants qui s'écoulent dans les eaux. Ils contiennent des matières en suspension, des matières organiques oxydables, des nitrates ou des sulfates.*

Egout : *Canalisation souterraine qui permet de véhiculer les eaux usées et les eaux pluviales.*

Epuration : *Purifier l'eau, la débarrasser de ses polluants.*

Exutoire : *Point le plus bas d'un réseau hydraulique ou hydrographique par où passe toutes les eaux de ruissellement drainées par le bassin.*

Graisse : *Substance lipidique onctueuse fondant entre 25 et 50°C.*

Infiltration : *Rejet d'eaux usées prétraitées ou traitées vers le sous-sol sans objectif agricole. Exemple : infiltration dans un puits d'infiltration, par tranchée ou par épandage souterrain. Passage lent d'un liquide à travers un corps solide.*

Lagunage : *Traitement biochimique : stockage de l'eau résiduaire durant le temps nécessaire à la production de la dégradation de la matière organique par bactéries hétérotrophes. Les lagunes sont constituées de plans d'eau peu profonds, en général au nombre de trois. L'apport d'oxygène naturel, par échange avec l'atmosphère ou par photosynthèse des algues de surface, peut être complété exceptionnellement par des aérateurs pour stimuler l'activité biologique et diminuer les surfaces.*

Maître d'œuvre : *Concepteur de l'ouvrage ou directeur des travaux.*

Maître d'ouvrage : *Propriétaire et financeur de l'ouvrage.*

Nappe phréatique : *Nappe d'eau souterraine, créée par l'infiltration des eaux de pluie ou les lits souterrains des rivières. Les roches poreuses et les sables qui constituent le sol assurent une filtration naturelle à l'eau qui est donc en général de très bonne qualité. La nappe d'eau est dite libre, lorsqu'elle est directement alimentée par*

les précipitations qui s'infiltrent depuis la surface du sol. Au contraire, elle est dite captive, lorsqu'une couche de terrains imperméables (argiles) la sépare de la surface.
Niveau de rejet : Dans les autorisations administratives délivrées pour autoriser des rejets polluants dans le milieu naturel sont précisés les différents paramètres à respecter

Pollution : *Dégradation naturelle ou du fait de l'action de l'homme de l'aptitude de l'eau à un emploi déterminé. Définition donnée par des experts européens réunis à Genève en 1961 : " un cours d'eau est considéré comme étant pollué lorsque la composition ou l'état de ses eaux sont, directement ou indirectement, modifiés du fait de l'action de l'homme dans une mesure telle que celles-ci se prêtent moins facilement à toutes les utilisations auxquelles elles pourraient servir à leur état naturel, ou à certaines d'entre elles ".*

Pollution accidentelle : *Pollution caractérisée par l'imprévisibilité sur : le moment de l'accident, le lieu de l'accident, le type de polluant, la quantité déversée, les circonstances de l'accident, les conséquences de l'accident. Cette forme de pollution se distingue des pollutions chroniques.*

Pollution bactériologique *: Impact négatif d'un rejet contenant des germes bactériens d'origine intestinale.*

Pollution diffuse : *Pollution des eaux due non pas à des rejets ponctuels et identifiables, mais à des rejets issus de toute la surface d'un territoire et transmis aux milieux aquatiques de façon indirecte, par ou à travers le sol, sous l'influence de la force d'entraînement des eaux en provenance des précipitations ou des irrigations. Les pratiques agricoles sur la surface cultivée peuvent être à l'origine de pollutions diffuses par entraînement de produits polluants dans les eaux qui percolent ou ruissellent.*

Pollution dispersée : *Ensemble des pollutions provenant de plusieurs ou de nombreux sites ponctuels. Elle est d'autant plus préjudiciable que le nombre de sites concernés est important.*

Pollution domestique *: Impact négatif d'un rejet contenant des matières polluantes d'origine domestique (activité des ménages).*

Programme d'assainissement : *Selon le décret de 3 juin 1994 relatif aux eaux résiduaires urbaines, programme qui doit être élaboré par chaque commune dont le territoire est compris en totalité ou en partie dans une agglomération produisant une charge brute de pollution organique supérieure à 120 kilogrammes par jour. Ce programme comporte un diagnostic du système d'assainissement existant et l'indication des objectifs et des moyens à mettre en place en vertu des objectifs de réduction des flux de substances polluantes et des obligations fixées dans le décret précité.*

Redevance : *Une redevance est, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, définie comme une somme demandée aux usagers d'un service public en vue de couvrir les charges de ce service. En ce sens la "redevance pollution" perçue par les Agences de l'eau ne correspondant pas à un service rendu ne peut donc être considérée comme une redevance mais comme un impôt.*

Refoulement (Poste de... ou de Relevage) : *Ouvrage constitué d'une bâche et de pompes, pour remonter l'eau.*

Regard : *Ouverture, accès constitué d'un réceptacle visitable.*

Rejets : *Action de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de mer une ou des substances quelconques. Ces rejets peuvent être d'origine industrielle, domestique (collectivité urbaine,...), agricole (élevages,...). Ils peuvent être ponctuels ou diffus.*

Rendement : *Mesure de l'efficacité d'un procédé.*

Réservoir : *Bassin ou l'on garde de l'eau en réserve. Il peut être en hauteur, ou souterrain.*

Schéma d'assainissement : *Ensemble des plans et textes qui décrivent l'organisation physique des équipements d'assainissement d'une collectivité (réseaux et stations).*

Système d'assainissement : *Ensemble des équipements de collecte et de traitement des eaux usées : c'est-à-dire les eaux issues des réseaux des collectivités auxquels peuvent être raccordées des industries ou des installations agricoles.*

Annexes

Annexe 1 : ***Bilan d'exploitation de la station***

Annexe 2 : ***Suivi agronomique***

Annexe 3: ***Réactualisation des prix***

Annexe 4 : ***Suivi Technique***

Réactualisation CHEVANNES

$$K = P \times \left(0{,}15 + 0{,}45 \times \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_0} + 0{,}07 \times \left(\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_0} \times \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_0} \right) 0{,}16 \times \left(\frac{351107}{351107_o} \times \frac{35111403}{35111403_0} \times \frac{010534766}{010534766_o} \right) 0{,}17 \times \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_0} \right)$$

$$K = P \times \left(0{,}15 + 0{,}45 \times \frac{116{,}60}{107{,}90} + 0{,}07 \times \left(\frac{135{,}90}{133{,}30} \times \frac{111{,}30}{106{,}50} \right) 0{,}16 \times \left(\frac{138{,}20}{114{,}10} \times \frac{122{,}10}{121{,}20} \times \frac{101{,}00}{92{,}80} \right) 0{,}17 \times \frac{131{,}00}{125{,}50} \right)$$

$$K = P \times \left(0{,}15 + 0{,}45 \times 1{,}08 + 0{,}07 \times \left(1{,}02 \times 1{,}05 \right) 0{,}16 \times \left(1{,}21 \times 1{,}01 \times 1{,}09 \right) 0{,}17 \times 1{,}04 \right)$$

$$K = P \times \left(0{,}15 + 0{,}49 + 0{,}07 + 0{,}21 + 0{,}18 \right)$$

$$K = P \times 1{,}101$$

Dernière valeur connue au 15/11/N-1

ICHT-E	=	116,60	juin-19	
TP10a	=	111,30	août-19	
010534766	=	101,00	juin-19	
FSD2	=	131,00	sept.-19	
$TP10a_0$	=	106,50	oct.-14	
$ICHT\text{-}E_0$	=	107,90	juin-12	
$FSD2_0$	=	125,50	juin-12	
010534766_o	=	92,80	févr.-18	
TP10a	=	135,90	oct.-14	Terminé en Oct 2014
$TP10a_0$	=	133,30	juin-12	
351107	=	138,20	déc.-16	Terminé en Janvier 2016
351107_o	=	114,10	juin-12	
35111403	=	122,10	déc.-18	Terminé en Janvier 2018
35111403_o	=	121,20	janv.-16	

Tarifs au 1er janvier 2020

Part fixe :	35,23 €
Part variable :	0,7640 €

Tarifs au 1er janvier 2013

Part fixe :	32,00 €
Part variable :	0,6940 €

Réactualisation Prix TP CHEVANNES

$$P_n = P_0 \times \left(0{,}15 + 0{,}85 \left(\frac{135{,}90}{133{,}30} \times \frac{111{,}30}{106{,}50} \right) \right)$$

$$P_n = P_0 \times \left(0{,}15 + 0{,}85 \left(1{,}02 \times 1{,}05 \right) \right)$$

$$P_n = P_0 \times \left(0{,}15 + 0{,}91 \right)$$

$$\boxed{P_n = P_0 \times 1{,}056}$$

Dernière valeur connue au 01/01/N

TP10a	=	111,30	sept.-19	
$TP10a_0$	=	106,50	oct.-14	
TP10a	=	135,90	oct.-14	Terminé en Oct 2014
$TP10a_0$	=	133,30	juin-12	

Département : 89

Chevannes (Chevannes)

Bilan annuel des concentrations flux en sortie et rendements du système de traitement (avec prise en compte du DO (A2))

Débit de référence (m3/j)	500	PC 95 (m3/j)	855
Période	2019		

Concentrations, flux en sortie et rendements (1) (prise en compte partiellement DO en tête de step (A2))

Mois	Pluvio cumulée en mm	Informations	Pluvio mm/j	Vol. rejeté par DO (m3)	Vol. rejeté par le by-pass (m3)	Débit. jour.traité m³ /j (A3)	MES			DCO			DBO5			NG			NK			N-NH4			PT		
							Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J
Janvier		Moyenne (1)		0		364	5,0	97	4	30,0	91	23	3,0	97	2	4,6	91	3,5	1,7	97	1,3	0,6	98	0,5	0,3	94	0,3
		Valeur extrême (2)		0		801	5,0	97	4	30,0	91	23	3,0	97	2	4,6	91	3,5	1,7	97	1,3	0,6	98	0,5	0,3	94	0,3
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Février		Moyenne		0		431	5,0	99	2	37,0	97	16	3,0	99	1	11,2	89	4,8	9,3	90	4,0	7,0	90	3,0	0,3	98	0,1
		Valeur extrême		0		742	5,0	99	2	37,0	97	16	3,0	99	1	11,2	89	4,8	9,3	90	4,0	7,0	90	3,0	0,3	98	0,1
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mars		Moyenne		0		365	10,0	98	6	30,0	96	17	3,0	99	2	7,0	91	3,9	1,5	98	0,8	0,0	100	0,0	0,7	93	0,4
		Valeur extrême		0		688	10,0	98	6	30,0	96	17	3,0	99	2	7,0	91	3,9	1,5	98	0,8	0,0	100	0,0	0,7	93	0,4
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avril		Moyenne		0		642	5,0	99	3	49,0	93	31	3,0	99	2	5,8	94	3,7	4,7	95	3,0	2,0	97	1,3	0,5	94	0,3
		Valeur extrême		0		948	5,0	99	3	49,0	93	31	3,0	99	2	5,8	94	3,7	4,7	95	3,0	2,0	97	1,3	0,5	94	0,3
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mai		Moyenne		0		365	5,0	93	1	30,0	91	8	3,0	98	1	3,7	95	0,9	1,7	98	0,4	0,1	100	0,0	0,9	85	0,2
		Valeur extrême		0		888	5,0	93	1	30,0	91	8	3,0	98	1	3,7	95	0,9	1,7	98	0,4	0,1	100	0,0	0,9	85	0,2
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Juin		Moyenne		0		254	8,0	98	2	30,0	95	7	5,0	97	1	7,9	83	2,0	6,5	86	1,6	0,0	100	0,0	0,7	91	0,2
		Valeur extrême		0		334	8,0	98	2	30,0	95	7	5,0	97	1	7,9	83	2,0	6,5	86	1,6	0,0	100	0,0	0,7	91	0,2
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Juillet		Moyenne		0		239	18,0	43	3	70,0	44	12	12,0	67	2	24,1	49	4,1	24,0	50	4,1	20,0	52	3,4	5,8	-19	1,0
		Valeur extrême		0		320	18,0	43	3	70,0	44	12	12,0	67	2	24,1	49	4,1	24,0	50	4,1	20,0	52	3,4	5,8	-19	1,0
		Nb de dépassement					0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Août		Moyenne		0		246	2,0	99	1	30,0	93	8	3,0	98	1	3,6	95	0,9	3,2	95	0,8	1,9	97	0,5	1,1	91	0,3
		Valeur extrême		0		284	2,0	99	1	30,0	93	8	3,0	98	1	3,6	95	0,9	3,2	95	0,8	1,9	97	0,5	1,1	91	0,3
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Septembre		Moyenne		0		296	2,0	100	1	39,0	96	10	3,0	99	1	5,4	94	1,4	2,3	98	0,6	1,0	98	0,3	2,0	82	0,5
		Valeur extrême		0		376	2,0	100	1	39,0	96	10	3,0	99	1	5,4	94	1,4	2,3	98	0,6	1,0	98	0,3	2,0	82	0,5
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Octobre		Moyenne		0		395	5,0	99	2	30,0	96	10	3,0	99	1	11,1	87	3,8	1,5	98	0,5	0,2	100	0,1	2,6	71	0,9
		Valeur extrême		0		1107	5,0	99	2	30,0	96	10	3,0	99	1	11,1	87	3,8	1,5	98	0,5	0,2	100	0,1	2,6	71	0,9
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Novembre		Moyenne		0		543	2,0	99	1	30,0	90	22	3,0	97	2	4,4	91	3,2	1,2	98	0,9	0,2	99	0,1	1,4	74	1,0
		Valeur extrême		0		868	2,0	99	1	30,0	90	22	3,0	97	2	4,4	91	3,2	1,2	98	0,9	0,2	99	0,1	1,4	74	1,0
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Décembre		Moyenne		0		772	5,0	98	3	30,0	89	16	3,0	98	2	11,8	67	6,2	1,8	95	0,9	1,4	94	0,7	1,2	72	0,6
		Valeur extrême		0		1194	5,0	98	3	30,0	89	16	3,0	98	2	11,8	67	6,2	1,8	95	0,9	1,4	94	0,7	1,2	72	0,6
		Nb de dépassement					0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
Nombre de dépassements							0	1	0	0	1	0	0	1	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	2	4	0
MOYENNE (1)				0		409	5,4	98	2	34,7	94	15	3,4	98	1	7,4	89	3,2	3,7	94	1,6	1,9	96	0,8	1,1	86	0,5
MAXIMUM				0		1194	18,0	100	6	70,0	97	31	12,0	99	2	24,1	95	6,2	24,0	98	4,1	20,0	100	3,4	5,8	98	1,0
MINIMUM				0		136	2,0	43	1	30,0	44	7	3,0	67	1	3,6	49	0,9	1,2	50	0,4	0,0	52	0,0	0,3	-19	0,1
TOTAL ANNUEL				0		149212																					

Valeurs limites de rejet	MES			DCO			DBO5			NG			NK			N-NH4			PT		
	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J
Période générale	35	90	0	125	75	0	25	70	0	15	70	0							2	80	0

Valeurs rédibitoires	MES			DCO			DBO5			NG			NK			N-NH4			PT		
	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J	Conc. mg/l	Rend.	Flux kg/J
Période générale	0			0			0														
0																					
0																					

(1) : les moyennes sont pour les volumes et les débits des moyennes arithmétiques et pour les autre paramètres calculés à partir des flux (cf circulaire jugement de la conformité),
(2) : les valeurs extrêmes sont les valeurs maximales pour tous les paramètres, pour les débits, pour les volumes, les valeurs extrêmes pour le rendements sont les valeurs minimales



Présenté par

VALTERRA
matières organiques

52-56 rue Carvès
92120 Montrouge
Tel : 01 46 56 66 91
Fax : 01 46 56 66 92

Contact : M. HERBERT Cédric
Mme PATE Margaux

Affaire n°30521 – Octobre 2019

SOMMAIRE

1. AVANT PROPOS 4
2. LE GISEMENT DE BOUE CONSIDERE 5
2.1. ORIGINE ACTUELLE DES EFFLUENTS 5
2.2. FILIERE DE TRAITEMENT DES BOUES 5
2.3. FILIERE DE TRAITEMENT DES EAUX 5
3. LES BOUES 6
3.1. ASPECT QUANTITATIF 6
3.2. ASPECT QUALITATIF 7
3.2.1. Le programme d'analyse des boues 7
3.2.1. Les Valeurs Agronomiques (VA) 8
3.2.2. Les Eléments Traces Métalliques (ETM) 10
3.2.3. Evolution des teneurs en ETM 2013-2019 11
3.2.4. Evolution des teneurs en CTO 2013-2019 12
4. L'ANNEE D'EPANDAGE 2019 13
4.1. DEROULEMENT DU CHANTIER 13
4.1.1. Le faucardage des bassins 13
4.1.2. L'opération de curage 14
4.1.3. Transport des boues 15
4.1.4. L'épandage des boues 16
4.2. PRESTATAIRE D'EPANDAGE 16
4.3. SYNTHESE DU CAHIER D'EPANDAGE 16
4.4. DATE D'EPANDAGE ET RESPECT DE LA DIRECTIVE NITRATE 17
4.5. APPORTS EN ELEMENTS FERTILISANTS 18
4.6. APPORTS EN ELEMENTS TRACES METALLIQUES 19
4.7. APPORTS EN COMPOSES TRACES ORGANIQUES 19
4.8. FLUX DES ETM ET DES CTO 20
4.9. RESPECT DES CLASSES D'APTITUDES DES SOLS 20
5. RESULTATS ET COMMENTAIRES DES ANALYSES DE SOL 21
5.1. PROGRAMME D'ANALYSE 21
5.2. RESULTAT DES ANALYSES DE SOL 21
5.3. ANALYSES DE SOLS DES POINTS DE REFERENCES 22
6. LISITE DES INTERVENANTS - CONTACTS 23
7. CONCLUSION 24

1. AVANT PROPOS

Le rapport de suivi agronomique a pour objet de faire le bilan des épandages des boues produites par la station d'épuration de Chevannes. Il répond aux exigences de l'Arrêté du 8/01/1998.

L'étude préalable à l'épandage des boues réalisée en Novembre 2014, nous rappelle les points suivants :

Capacité nominale	**2 500 EH**
Surface du périmètre	**78,04 ha apte à l'épandage**
Production 2019	**112 t de Produit Brut**
Surface d'épandage 2019	**16,73 ha**

3. LES BOUES

3.1. ASPECT QUANTITATIF

ANNEE	Parcelles	Volume épandu (en t de PB)	Siccité (en %)	Production (en t de MS)
2019	DEL-014	72 t de PB	10,50%	7,6 t de MS
	DEL-016	40 t de PB	10,50%	4,2 t de MS
TOTAL		112 t de PB	10,50 %	11,8 t de MS

ANNEE	Bassins	Volume épandu (en t de PB)	Siccité (en %)	Production (en t de MS)
2013	5 et 6	138 t de PB	13,88 %	19,2 t de MS
2014	2 et 7	143 t de PB	19,30%	27,6 t de MS
2015	3 et 4	148 t de PB	17,27%	25,6 t de MS
2016	1 et 8	128 t de PB	20,37%	26,1 t de MS
2017	5 et 6	106 t de PB	15,90%	16,9 t de MS
2019	2	112 t de PB	10,50%	11,8 t de MS
MOYENNE		147 t de PB	15,57 %	22,9 t de MS

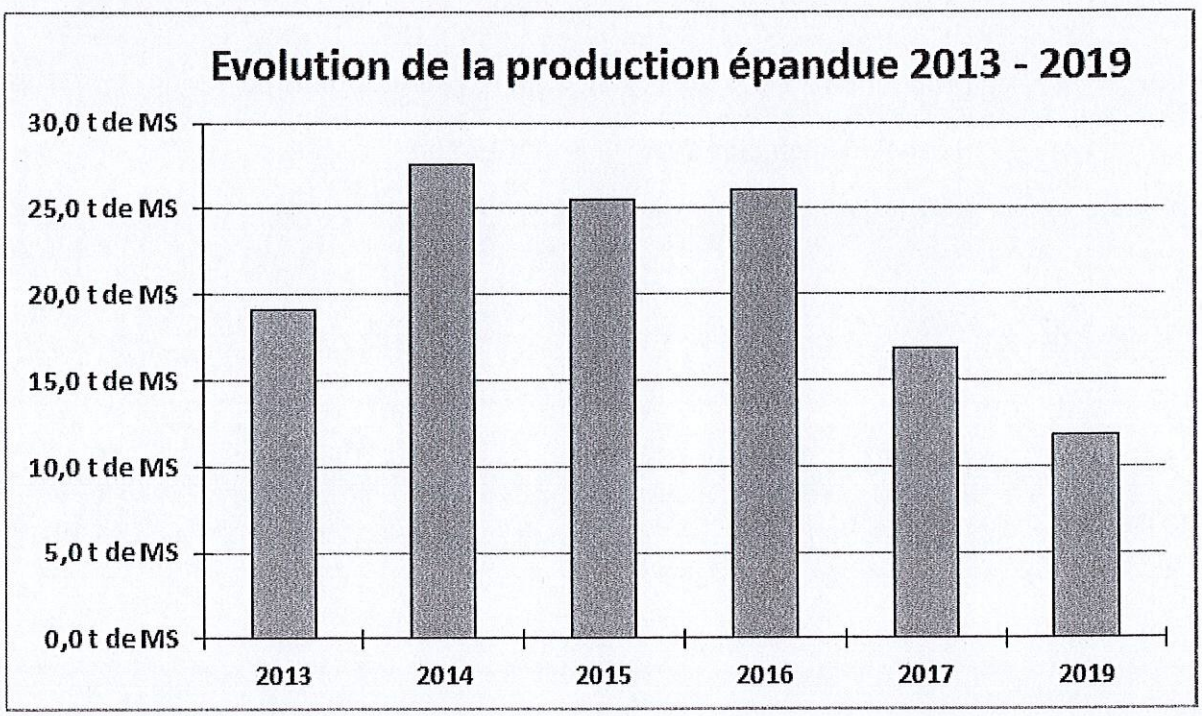


Tableau 1 : Historique de la production de boues épandue 2013-2019

Commentaires :
Le volume épandu en 2019 est de 112 tonnes de Produit Brut (PB) soit 11,8 t de MS en tenant compte de la valeur moyenne de siccité obtenue lors du prélèvement pendant les épandages. On remarque que la production de boues en t de MS est plus faible depuis 2017 en raison de la faible siccité des boues.
Il était prévu de curer les bassins n°1 et 2. Cependant, lors du chantier la siccité des boues du bassin n°1 semblait plus faible que celles du bassin n°2. La décision prise a été de ne pas prendre de risque et de curer un seul bassin en 2019.

3.2.1. LES VALEURS AGRONOMIQUES (VA)

3.2.1.1. L'année 2019

		STATION D'EPURATION DE CHEVANNES				
		2019			Moyenne	Valeur retenue pour 2019
		BASSIN 1	BASSIN 2	BASSIN 2		
M.S.		19,50%	11,40%	10,50%	13,80%	10,50%
pH		8,3	8,3		8,30	8,30
C/N		7,3	5,5		6,40	6,40
Carbone Organique		32,10%	34,90%		33,50%	33,50%
Matière Organique		58,30%	64,60%		61,45%	61,45%
Azote total	N	4,43%	6,36%		5,40%	5,40%
Acide phosphorique	P2O5	6,76%	6,98%		6,87%	6,87%
Potasse	K2O	0,15%	0,14%		0,15%	0,15%
Magnésie	MgO	0,28%	0,36%		0,32%	0,32%
Chaux	CaO	4,69%	4,53%		4,61%	4,61%

Tableau 3 : Valeurs Agronomiques de 2019

Pour l'année d'épandage, les teneurs en éléments fertilisants sont :

- Assez faible pour la matière sèche,
- Moyenne en azote, en chaux et en phosphore,
- Faible en potasse et magnésie.

Nous prendrons pour les estimations agronomiques :

- 10,50 % de MS pour les parcelles DEL-014 et DEL-016. La Matière Sèche retenue correspond à la valeur obtenue pendant les épandages,
- 5,40 % d'azote pour les deux parcelles,
- 6,87 % de phosphore pour les deux parcelles,
- 4,61 % de chaux pour les deux parcelles.

Cf. Annexe 1 : Analyses de boues

3.2.2. LES ELEMENTS TRACES METALLIQUES (ETM)

en mg/kg de M.S.		STATION D'EPURATION DE CHEVANNES				
		2019		Moyenne 2019	Valeur limite	% par rapport à la limite
		BASSIN 1	BASSIN 2			
Cadmium	Cd	0,87	1,13	1,00	10	10,00
Chrome	Cr	46,60	22,40	34,50	1000	3,45
Cuivre	Cu	690,00	696,00	693,00	1000	69,30
Mercure	Hg	1,20	0,65	0,93	10	9,25
Nickel	Ni	28,90	22,20	25,55	200	12,78
Plomb	Pb	26,70	23,60	25,15	800	3,14
Zinc	Zn	747,00	700,00	723,50	3000	24,12
Cr + Cu + Ni + Zn	CCNZ	1513,00	1441,00	1477,00	4000	36,93

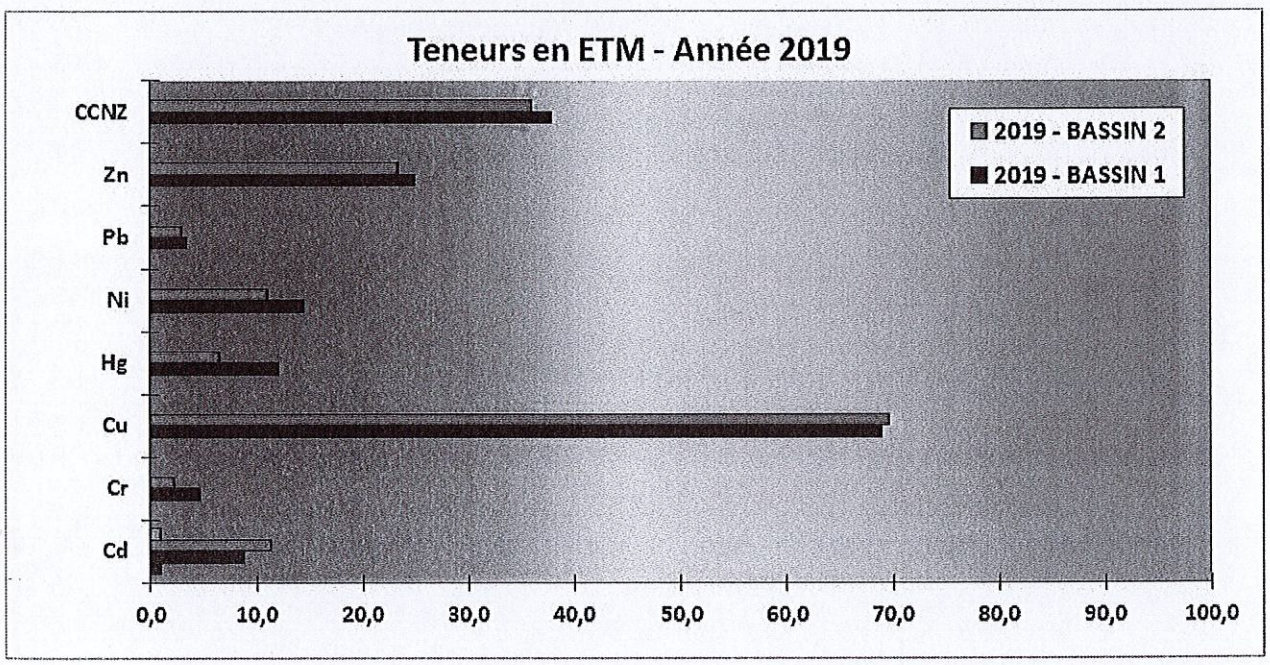


Tableau 5 : Eléments Traces Métalliques en 2019

Les résultats présentés dans le tableau et le graphique ci-dessus nous indiquent que les boues comportent des teneurs en micropolluants métalliques qui sont inférieures à la norme fixée dans l'arrêté du 8 Janvier 1998 (norme d'acceptabilité des teneurs en micropolluants métalliques pour l'épandage de boues urbaines sur des terres agricoles).

On constate que les teneurs en Cuivre sont élevées.
Les boues sont valorisables en agriculture.

Cf. Annexe 1 : Analyses de boues

3.2.4. EVOLUTION DES TENEURS EN CTO 2013-2019

Aucune analyse des Composés Traces Organiques n'a été réalisée cette année car le programme d'analyses réglementaire n'oblige pas à réaliser ce type d'analyse pour une production de boues inférieure à 32 t de MS.

Composés Traces Organiques (mg/kg de M.S.)	7 PCB	Fluoranthène	Benzo(b)fluoranthène	Benzo(a)pyrène
Année 2013	0,03	0,61	0,34	0,30
Année 2014	0,05	0,50	0,28	0,24
Année 2015	0,07	0,60	0,37	0,24
Année 2016	0,03	0,29	0,25	0,13
Année 2017	0,02	0,36	0,30	0,17
Année 2018	0,07	0,61	0,38	0,22
Moyenne 2013-2018	0,04	0,49	0,32	0,21
Norme d'acceptabilité (arrêté du 8/01/98): prairie	0,8	4,0	2,5	1,5
% par rapport à la limite	5,3	12,3	12,7	14,3

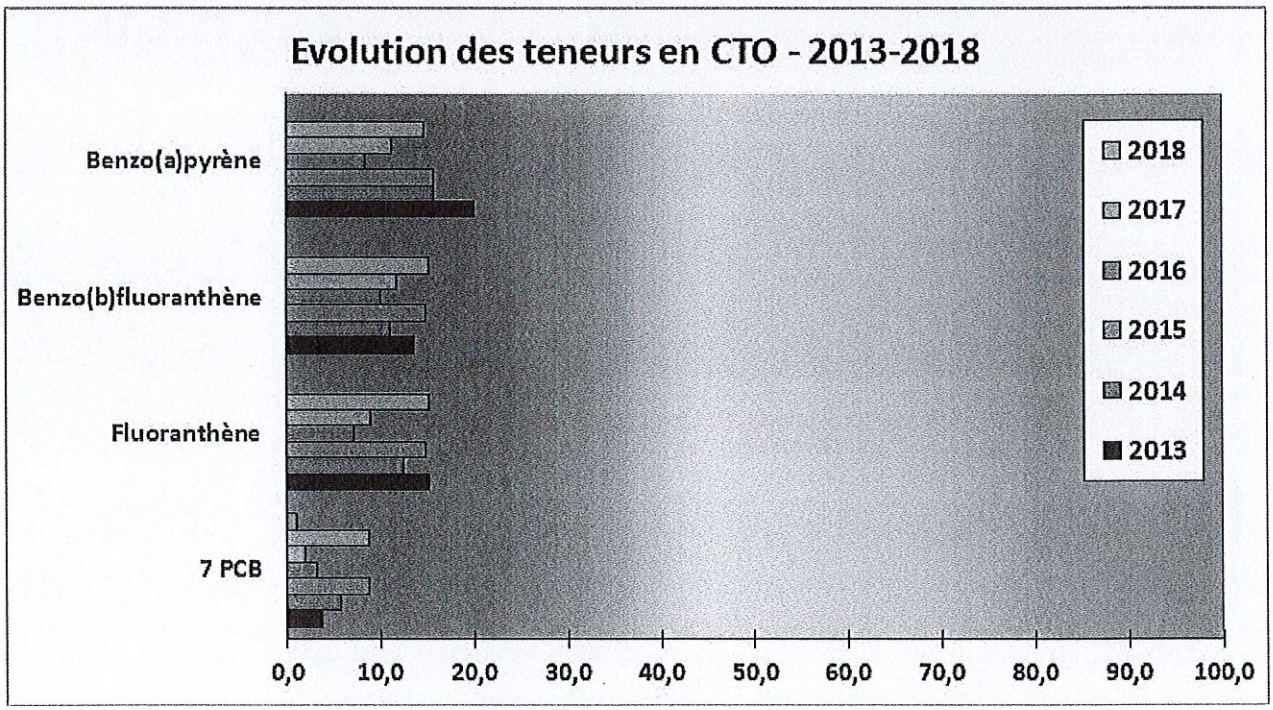
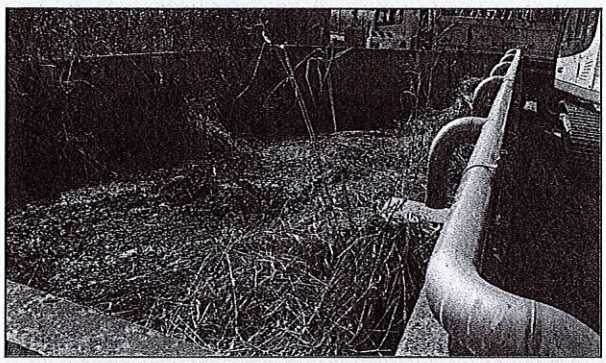


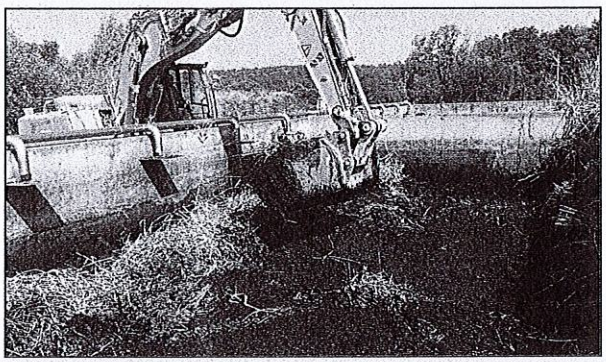
Tableau 8 : Evolution des teneurs en CTO 2013-2018

Le tableau et le graphique ci-dessus montrent qu'entre 2013 et 2018, les teneurs en CTO dans les boues sont faibles et stables pour l'ensemble des paramètres.

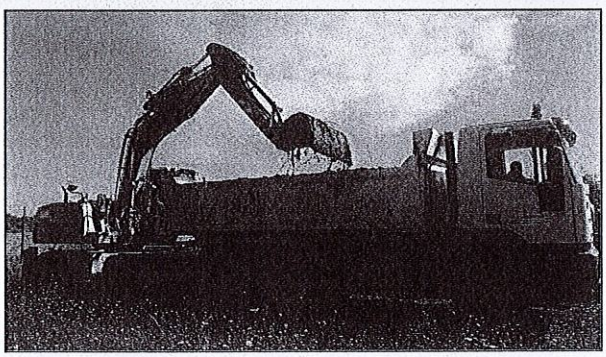
4.1.2. L'OPERATION DE CURAGE

Le curage du bassin n°2 a été réalisé à l'aide d'une pelle mécanique à chenilles afin de limiter la détérioration des sols autour des bassins. Les boues sont chargées dans des camions de transport étanches jusqu'aux parcelles définies dans le Planning Prévisionnel d'Epandage (PPE) selon les volumes estimés.
Cette année seulement le bassin n°2 a été curé. Le curage du bassin n°1 n'a pas été réalisé car la siccité des boues était trop faible.









4.1.4. L'EPANDAGE DES BOUES

Tous les épandages ont été réalisés avec un Terra Gator et un chargeur.

Les boues sont reprises par un chargeur et alimente le Terra Gator en boues présentent sur chaque parcelle.

Le Terra Gator est un engin spécialisé pour l'épandage de produit solide et liquide. Ce matériel étanche est équipé d'un système GPS, et permet d'épandre un produit de manière homogène et d'avoir une dose d'épandage précise à 0,1 t de PB/ha.
Ce matériel permet en plus de peser tous les passages puisqu'une bascule équipe le Terra Gator.

Les deux parcelles ont été épandues le lendemain.

L'opération d'épandage a été réalisée dans de bonnes conditions climatiques.

Le volume total de boues curées, transportées et épandues s'élève à 112 tonnes de Produit Brut (PB), soit 11,76 tonnes de Matière Sèche (MS).

4.2. PRESTATAIRE D'EPANDAGE

Le curage, le transport et l'épandage des boues ont été réalisés par deux sociétés locales.

4.3. SYNTHESE DU CAHIER D'EPANDAGE

Les cahiers d'épandage sont tenus par :

☐ L'exploitant de la station
☒ Le prestataire de l'épandage
☒ Le prestataire du suivi agronomique

Période d'épandage	Nom de l'agriculteur	N° de la parcelle	Zone Vulnérable	Surface totale de la parcelle (en ha)	Surface épandable (en ha)	Surface épandue (en ha)	Volume épendu (en t de PB)	Dose d'apport (en t de PB/ha)	Dose d'apport (en t de MS/ha)	Culture avant épandage	Culture après épandage
27 Juillet 2019	M. DELOINCE	DEL-014	OUI	12,68	12,68	12,68	72 t de PB	5,68 t de PB/ha	0,60 t de MS/ha	BLE	ORGE D'HIVER
		DEL-016	OUI	4,05	4,05	4,05 ha	40 t de PB	9,88 t de PB/ha	1,04 t de MS/ha		
Total	1 agriculteur	2 parcelles	OUI	16,73 ha	16,73 ha	16,73 ha	112 t de PB	6,69 t de PB/ha			

Tableau 9 : Cahier d'épandage en 2019

112 t de boues pâteuses ont été épandues sur le périmètre d'épandage de la station d'épuration. Ces données sont issues des relevés du cahier d'épandage.

L'épandage a été réalisé chez 1 agriculteur sur une superficie de 16,73 hectares. La localisation des parcelles épandues figure sur le plan en annexe.

Cf. Annexe 2 : Localisation des parcelles épandues

4.5. APPORTS EN ELEMENTS FERTILISANTS

L'apport en éléments fertilisants par les boues est le suivant :

Agriculteur	Parcelle	Culture après épandage	APPORTS EN ELEMENTS FERTILISANTS PAR LES BOUES (en kg/ha)			
			NTK	P2O5	K2O	CaO
M. DELOINCE	DEL-014	ORGE D'HIVER	32	41	1	27
	DEL-016		56	71	2	48

La fraction assimilable en première année est la suivante :

Agriculteur	Parcelle	Culture après épandage	APPORTS EN ELEMENTS FERTILISANTS PAR LES BOUES (en kg/ha)			
			NT 40%	P2O5 70%	K2O	CaO
M. DELOINCE	DEL-014	ORGE D'HIVER	13	29	1	27
	DEL-016		22	50	2	48

Compte tenu des C/N faibles des boues et en référence aux travaux de l'ADEME (la valeur azotée des boues résiduaires des stations d'épuration urbaines et la valeur phosphatée des boues résiduaires des stations d'épuration urbaines), nous prendrons une disponibilité de 40 % pour l'azote et 70 % pour le phosphore, soit un apport moyen de :

- **18 unités d'azote,**
- **39 unités de phosphore,**
- **1 unité de potasse,**
- **38 unités de chaux.**

De plus, afin d'ajuster l'apport d'azote, deux reliquats seront effectués sur les parcelles épandues.

4.8. FLUX DES ETM ET DES CTO

La parcelle DEL-014 et DEL-016 ont été épandues en 2013 et 2014. Les tableaux en annexe 3 montrent les apports réalisés en tonne de Matières Sèches (MS), en Eléments Traces Métalliques (ETM), en Composés Traces Organiques (CTO), et le flux d'ETM et de CTO par rapport à la réglementation.
Les apports réalisés sont faibles et respectent la réglementation.

Cf. Annexe 3 : Suivi pluriannuel des épandages de boues sur 10 ans
Cf. Annexe 4 : Flux des apports

4.9. RESPECT DES CLASSES D'APTITUDES DES SOLS

Ce sont les parcelles DEL-014 et DEL-016 qui ont été épandues pour l'année 2019.
L'épandage est conforme au planning prévisionnel.

Nom de l'agriculteur	N° de parcelle	Surface épandue	Bonne aptitude à l'épandage	Aptitude moyenne à l'épandage	Aptitude nulle à l'épandage
			Classe 2	Classe 1	Classe 0
M. DELOINCE	DEL-014	12,68 ha	0,00 ha	12,68 ha	0,00 ha
	DEL-016	4,05 ha	0,00 ha	4,05 ha	0,00 ha
Répartion de la superficie épandue		16,73 ha	0,00 ha	16,73 ha	0,00 ha

Tableau 12 : Aptitude des sols à l'épandage

L'épandage a été effectué sur des parcelles comportant des sols de moyennes aptitudes à l'épandage soit au total 16,73 hectares.

5.3. ANALYSES DE SOLS DES POINTS DE REFERENCES

D'après le tableau de suivi des analyses ETM des points de références, aucune analyse n'était à réaliser pour l'année 2019.

Les prochaines analyses seront à réaliser en 2022.

Cf. Annexe 7 : Suivi pluriannuel des analyses de sols

7. CONCLUSION

L'analyse des prélèvements de boues nous indique des teneurs moyennes en azote, phosphore et en chaux. La teneur en matière sèche est assez faible avec une teneur retenue de 10,50 %.

Les déterminations en Eléments Traces Métalliques (ETM) et en Composés Traces Organiques (CTO) font ressortir des teneurs inférieures à la norme fixée dans l'arrêté du 8 Janvier 1998 (norme d'acceptabilité des teneurs en métaux et en composés organiques pour l'épandage de boues urbaines sur des terres agricoles).

Les boues sont aptes à la valorisation agricole.

Il était prévu de curer les bassins n°1 et 2. Cependant, lors du chantier, la siccité des boues du bassin n°1 semblait plus faible que celles du bassin n°2. La décision prise a été de ne pas prendre de risque de transporter des boues pâteuses à liquide et de curer un seul bassin en 2019.

A travers l'analyse des données concernant l'épandage, nous pouvons observer une production de 112 t de boues pâteuses soit 11,76 t de MS.

La superficie épandue représente 16,73 hectares.

Pour le programme d'analyse de boue, l'année 2020 se déroulera en année de routine,

- soit selon une production de boues inférieure à 32 t de MS/an :

- **2 analyses de la valeur agronomique,**
- **2 analyses des teneurs en Eléments Traces Métalliques,**
- **0 analyses des teneurs en Composés Traces Organiques.**

- soit selon une production de boues comprise entre 32 t et 160 t de MS/an :

- **4 analyses de la valeur agronomique,**
- **2 analyses des teneurs en Eléments Traces Métalliques,**
- **2 analyses des teneurs en Composés Traces Organiques.**

Les teneurs en Cuivre sont élevées dans les boues. Il est impératif de rechercher l'origine de telles teneurs dans le réseau.
Si les valeurs dépassent la limite réglementaire, les boues ne pourront pas être valorisées en agricultures, elles devront être détruites.

ANNEXE 1 Analyses de boues

SADEF
Agronomie et Environnement

En partenariat avec VALTERRA matières organiques

Rapport d'analyses
BOUES

VALTERRA MATIERES ORGANIQUES

Antenne 89 - ZAC des Vauguillettes
1 Boulevard des Noyers - Pompons

89100 SENS

Exploitation

CHEVANNES

89240 CHEVANNES

Dossier : LAB19-14113 **Numéro Labo. : D-07701-19**

Date de prélèvement : 01/07/2019
Date de réception : 03/07/2019 **Date début analyses** : 03/07/2019
Date fin analyses : 15/07/2019 **Date d'édition** : 15/07/2019

Echantillon

Type échantillon : Boues

Référence Commande : 30521
Réf. échantillon :
793-30521-CHEVANNES - B1 / . VMOCG.386.1 / VA89S.VMOCG.386.1

Oligos et Eléments traces	Résultats		Unités	Conformité (C : Conforme, NC : Non Conforme)	Valeur Limite
• Cadmium (Cd)	Arrêté du 08 janvier 1998	0.87 C	mg/Kg		10
• Chrome (Cr)	Arrêté du 08 janvier 1998	46.6 C	mg/Kg		1000
• Cuivre (Cu)	Arrêté du 08 janvier 1998	690 C	mg/Kg		1000
• Mercure (Hg)	Arrêté du 08 janvier 1998	1.2 C	mg/Kg		10
• Nickel (Ni)	Arrêté du 08 janvier 1998	28.9 C	mg/Kg		200
• Plomb (Pb)	Arrêté du 08 janvier 1998	26.7 C	mg/Kg		800
• Zinc (Zn)	Arrêté du 08 janvier 1998	747 C	mg/Kg		3000
Cu + Cr + Ni + Zn	Arrêté du 08 janvier 1998	1513 C	mg/Kg		4000

Texte ayant servi de base à la déclaration de conformité : Arrêté du 08 janvier 1998 relatif à l'épandage des boues de STEP - modalité GENERAL.
La conformité, donnée sans prise en compte des incertitudes sur les résultats, ne porte que sur les analyses demandées.
L'accréditation ne couvre que les déclarations de conformité concernant un essai ou un ensemble d'essais eux-mêmes couverts par l'accréditation.
En cas d' avis et d'interprétations, ceux-ci sont hors champ d'accréditation.

*** : Analyses SADEF réalisées sous accréditation.**

L'accréditation de la section Laboratoire du COFRAC atteste de la compétence technique des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, essais identifiés par une étoile (*). Ce rapport d'analyse concerne seulement l'échantillon soumis aux analyses. Ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du laboratoire d'essai. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisé que sous sa forme intégrale.

SADEF
Agronomie et Environnement

En partenariat avec VALTERRA matières organiques

Rapport d'analyses
BOUES

VALTERRA MATIERES ORGANIQUES

Antenne 89 - ZAC des Vauguillettes
1 Boulevard des Noyers - Pompons

89100 SENS

Exploitation

CHEVANNES

89240 CHEVANNES

Dossier : LAB19-14112 Numéro Labo. : D-07700-19

Echantillon

Type échantillon : Boues

Référence Commande : 30521

Réf. échantillon :
792-30521-CHEVANNES - B2 / . VMOCG.386.2 / VA89S.VMOCG.386.2

Date de prélèvement	: 01/07/2019		
Date de réception	: 03/07/2019	Date début analyses	: 03/07/2019
Date fin analyses	: 22/07/2019	Date d'édition	: 22/07/2019

Oligos et Eléments traces		Résultats		Unités	Conformité (C : Conforme — NC : Non Conforme)	Valeur Limite
• Cadmium (Cd)	Arrêté du 03 janvier 1998	1.13	C	mg/Kg		10
• Chrome (Cr)	Arrêté du 03 janvier 1998	22.4	C	mg/Kg		1000
• Cuivre (Cu)	Arrêté du 03 janvier 1998	696	C	mg/Kg		1000
• Mercure (Hg)	Arrêté du 03 janvier 1998	0.65	C	mg/Kg		10
• Nickel (Ni)	Arrêté du 03 janvier 1998	22.2	C	mg/Kg		200
• Plomb (Pb)	Arrêté du 03 janvier 1998	23.6	C	mg/Kg		800
• Zinc (Zn)	Arrêté du 03 janvier 1998	700	C	mg/Kg		3000
Cu + Cr + Ni + Zn	Arrêté du 03 janvier 1998	1441	C	mg/Kg		4000

Texte ayant servi de base à la déclaration de conformité : Arrêté du 08 janvier 1998 relatif à l'épandage des boues de STEP - modalité GENERAL.
La conformité, donnée sans prise en compte des incertitudes sur les résultats, ne porte que sur les analyses demandées.
L'accréditation ne couvre que les déclarations de conformité concernant un essai ou un ensemble d'essais eux-mêmes couverts par l'accréditation.
En cas d' avis et d'interprétations, ceux-ci sont hors champ d'accréditation.

*** : Analyses SADEF réalisées sous accréditation.**

L'accréditation de la section Laboratoire du COFRAC atteste de la compétence technique des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, essais identifiés par une étoile (*). Ce rapport d'analyse concerne seulement l'échantillon soumis aux analyses. Ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du laboratoire d'essai. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisé que sous sa forme intégrale.

ANNEXE 2 Localisation des parcelles épandues

ANNEXE 3 Suivi pluriannuel des épandages sur 10 ans

ANNEXE 4 Flux des apports

FLUX DES APPORTS - PARCELLE DEL-016

PARCELLE DEL-016 - Partie commune 2013 - 2014 - 2019

ANNEE	Agriculteur	Parcelle	Dose d'apport (en t de PB/ha)	Dose d'apport (en t de MS/ha)	Flux apporté (en kg/ha)			
					7 PCB	Fluoranthène	Benzo(b)fluoranthène	Benzo(a)pyrène
2013	M. DELOINCE	DEL-016	8,3	1,15	0,00003	0,00069	0,00039	0,00034
2014	M. DELOINCE	DEL-016	8,5	1,64	0,00007	0,00082	0,00045	0,00039
2019	M. DELOINCE	DEL-016	9,9	1,04	0,00004	0,00051	0,00033	0,00022
				3,83				
SOMME DES APPORTS en kg/ha					0,00015	0,00203	0,00117	0,00095

Flux cumulé sur 10 ans (en kg/ha)	Culture	0,0120	0,0750	0,0400	0,0300
	FLUX en %	1,24%	2,70%	2,93%	**3,17%**

ANNEXE 5 Analyses de sol

SADEF
Agronomie et Environnement

Conseil de Fumure

	ORGE D'HIVER
Objectifs de rendement	65 q/ha
Devenir des résidus	ENFOUIS
Apport organique	

	P2O5	K2O	MgO	CaO
Exportations	50	45	15	5
Fixation à l'entretien	10	0	0	0
Lessivage	0	20	20	840
Fumure d'entretien	60	65	35	845
Majoration - Minoration	0	-35	-20	-845
Besoins annuels *restant à apporter en unités par hectare*	60	30	15	0

Commentaires

MATIERE ORGANIQUE:
Maintenez votre taux avec un amendement potentiellement riche en humus stable (Lignine/ cellulose). La dose de produit dépend des pertes annuelles estimées.

Ce rapport d'analyse concerne seulement l'échantillon soumis aux analyses. Ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du laboratoire d'essai. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisé que sous sa forme intégrale.

SADEF
Agronomie et Environnement

Conseil de Fumure

	ORGE D'HIVER
Objectifs de rendement	65 q/ha
Devenir des résidus	ENFOUIS
Apport organique	

	P2O5	K2O	MgO	CaO
Exportations	50	45	15	5
Fixation à l'entretien	10	0	0	0
Lessivage	0	20	20	840
Fumure d'entretien	60	65	35	845
Majoration - Minoration	-30	-35	-20	-845
Besoins annuels *(restant à apporter en unités par hectare)*	30	30	15	0

Commentaires

MATIERE ORGANIQUE:
Maintenez votre taux avec un amendement potentiellement riche en humus stable (Lignine/ cellulose). La dose de produit dépend des pertes annuelles estimées.

Ce rapport d'analyse concerne seulement l'échantillon soumis aux analyses. Ce rapport ne doit pas être reproduit sans l'approbation du laboratoire d'essai. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisé que sous sa forme intégrale.

ANNEXE 6 Conseils de fertilisation

FICHE BILAN AZOTE ET PHOSPHORE

Méthode des bilans sur céréales, colza... Fiche méthode ITCF

Année N			
Exploitants	M. DELOINCE		
N° Parcelle	DEL-016		
Surface	4,05 ha		
Précèdent cultural	BLE TENDRE - 70 q - Pailles ramassées		
Culture	ORGE D'HIVER - 65 q - Pailles enfouies		

Besoins		Azote	Phosphore	Potasse
Culture	***Rdt (q)***	65	*Analyse de sol 2019*	*Analyse de sol 2019*
	Coeff.	2,5		
	Variété	-		
Pf : Besoins de la culture		**163**	60	65
Rf : Azote restant après récolte		**15**	SOL RICHE EN P	SOL RICHE EN K Minoration -35
Sol		Sol léger		
Total besoin (kg N/ha)		**178**	**60**	**20**

Apports		Azote	Phosphore	Potasse
XA : Apports organiques	***Totaux***	56	71	2
	Coeff.	40%	70%	100%
Xa : Effet direct apports organiques		**22**	**50**	**2**
Pi : Quantité d'N à l'ouverture		**15**		
Ri : Quantité d'N minéral à l'ouverture		**-**		
		10		
Mh : Minéralisation de l'humus		**Argilo calcaire superfivciel**		
		10		
Mhp : effet prairie		**0**		
Mr : Résidus de culture précédent		**0**		
Mrci : Culture intermédiaire		**0**		
Nirr : Irrigation		**0**		

Total apports ORGANIQUE (kg N/ha)	57	60	30
Besoins - Apports (kg N/ha)	-120	0	10
	Plafond minéral en ZV : 120 kg/ha		
Conseil en fertilisation	**APPORT DE 120 UNITES DE N**	**IMPASSE EN P**	**APPORT DE 10 UNITES DE K**

Année N+1			
Apports	Azote	Phosphore	Potasse
Apports organiques			
Arrière effet	11	21	0
Total apports	11	21	0

Année N+2			
Apports			
Apports organiques			
Arrière effet	0	0	0
Total apports	0	0	0

ANNEXE 7 Suivi pluriannuel des analyses de sol

TRAVAUX SNATP

Facturé
Travaux programmés
Acompte OK, attente des travaux
Sans suite

HUISSIER

DATE	REF	N°	Nom	rue	CP	Ville	Travaux
12/02/19	CHE0219	0926	BEHR	Rue de la Terre aux Moines	89240	CHEVANNES	EU

Suivi du curage sur réseaux

CHEVANNES

Date	Lieu exact	Intervenant	URGENCE								PREVENTIF							PR	CS	DO	Commentaire
			EU			*EP*			*Unitaire*		*EU*		*EP*		*Unitaire*		Avaloir				
			Branche	Canalisation		Avaloir	Canalisation		Canalisation		Canalisation		Canalisation		Canalisation		Autre				
			Nb	ml	Ø	Nb	ml	Ø	ml	Ø	ml	Ø	ml	Ø	ml	Ø					
04/01/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
06/02/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
14/02/2019	PR	Girault S																8			Pompage et nettoyage
04/03/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
19/03/2019	Rue du puit du fours Orgie	Girault S															1				
	Route de baulches																1				
	Rue Georges Brassens																3				
	Chemin du château												50	200			1				
08/04/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
09/04/2019	Maison des Associations	Dubois C											30	300							
17/04/2019	Rue des vignottes, champs clos	Girault S									900	200									Point noir
03/05/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
21/05/2019	7 rue porte d'en haut	Dubois C											50	150							
22/05/2019	Route de tuillerie	Dubois C									730	200									
23/05/2019	Rue porte d'en haut	Dubois C									840	200									
24/05/2019	Rue de Ribourdin, rte du bouiloup, chemin du lavoir	Dubois C									720	200									
07/06/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
10/06/2019	La Villotte	Dubois C									480	200									
	Rue de la Villotte	Dubois C									350	200									
11/06/2019	Rue de la gare, rue du puit du four	Dubois C									950	200									
12/06/2019	Rue des glycines	Dubois C									250	200									
	Rue de la liberté	Dubois C									530	200									
14/02/2019	PR	Girault S																8			Pompage et nettoyage
05/07/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
18/07/2019	Rue de la tour	Dubois C									350	200									
	Chemin des Boulats	Dubois C									340	200									
	Promenade des prairie	Dubois C									740	200									Point noir
29/07/2019	rue de laborde	Dubois C									911	200									
25/06/2019	PR	Girault S																8			Pompage et nettoyage
09/07/2019	14 rue des mésanges	Girault S											10	300							
09/08/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
27/08/2019	PR la Biche, Porte d'en Haut, Serein, La Villotte	Dubois C																4			Pompage et nettoyage PR
03/09/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
07/10/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
11/10/2019	9 Rue de porte d'en haut	Girault S	1	30	120																
04/11/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
12/11/2019	Rue des vignottes, champs clos	Girault S									900	200									Point noir
15/11/2019	promenade des prairies	Girault S									950	200									Point noir
27/11/2019	Promenade des prairie	Girault S									800	200									Point noir
03/12/2019	Poste de relevage	Hetroy M																8			
30/12/2019	STEP	Bezet																			Dératisation

RECAPITULATIF CONFORMITES

Non Conforme	Non Contrôlé, retours de courrier ou annulé	Contrôle CONFORME suite raccordement
Conforme	Contrôle impossible	

Année	Date Rapport	Date de saisie	N° de fiche	N° de rue	Rue	Ville	Nom	Prénom	Conforme			Non-conforme			Profondeur boîte					
									EU	EP	Unitaire	EU	EP	Unitaire	EU	Chute	EP	Chute	Unitaire	Chute
19	21/01/19	21/02/19	9650	33	Rue du Moulin - La Villotte	CHEVANNES	BELIN		x						0,75					
19	21/01/19	21/01/19	9651	1	Rue du puits du four - ORGY	CHEVANNES	JEAN	Sébastien	x						1,00		0,45			
19	21/01/19	21/01/19	9652		Rue du puits du four - ORGY	CHEVANNES	JEAN	Sébastien	x	x					1,15					
19	28/01/19	28/01/19	9657	2	Impasse des Hirondelles - Logmt 19	CHEVANNES	DOMANYS		x	x										
19	28/01/19	28/01/19	9658	8	Rue de la Gare - ORGY	CHEVANNES	KONS	Jacques	x	x					1,60					
19	29/01/19	30/01/19	9662	15	Rue Georges Brassens	CHEVANNES	BALLUT	Cédric	x	x					1,55		1,63			
19	15/03/19	18/03/19	9684	59	Rue Georges Brassens - Lotismt WATTEAU	CHEVANNES	HOCQUART	Patrick		x		x			1,40		1,65			
19	18/03/19	18/03/19	9689	22bis	Rue du Puits du Four	CHEVANNES	PERREAULT	Jezeble	x	x					1,25					
19	26/03/19	27/03/19	9698	12	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	BOSONETTI		x	x					0,65					
19	01/04/19		9703	15	Promenade des Prairies - ORGY	CHEVANNES	BERNARD													
19	10/04/19	11/04/19	9718	16 A	Rue de Baulche	CHEVANNES	PESANT		x	x						0,40				
19	10/04/19	10/04/19	9719	7	Rue de la Liberté - ORGY	CHEVANNES	FRANCOIS	Sandra	x	x					0,90					
19	30/04/19	29/04/19	9724	11	Rue de la Vilotte - ORGY	CHEVANNES	BASS		x	x					1,13					
19	26/04/19	29/04/19	9731	5A	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	CRETTE	Brigitte	indéterminé						0,93					
19	29/04/19	29/04/19	9733	24	Rue de Baulches	CHEVANNES	GUILLOTON	Marie-Noël	x	x					1,57		0,68			
19	03/05/19	14/05/19	9735	16	Rue des Mésanges	CHEVANNES	DE AGUIAR		x	x										
19	03/05/19		9736	10	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	DE AGUIAR													
19	21/05/19	21/05/19	9749	22	Rue de Baulches	CHEVANNES	LAGOUTTE	Marie	x	x					1,37					
19	27/05/19	27/05/19	9758	10	Chemin de Beaulieu	CHEVANNES	BOSONETTI	Christian	x	x						0,25				
19	27/05/19	27/05/19	9760	2 Bis	Rue de la Source	CHEVANNES	VOLPOET	Carole	x	x					0,80					
19	11/06/19	11/06/19	9767		Lot. 52 Domaine Antoine WATTEAU	CHEVANNES	LICHTLE	Franck	x	x					0,93		0,95			
19	02/07/19	02/07/19	9792		Rue Georges Brassens-Rue Jacques Brel - Lot33 - Résidence Watteau	CHEVANNES	LANGENSELD	David	x	x					1,10		1,15			
19	05/07/19	05/07/19	9800	23	Porte d'En Haut	CHEVANNES	LACROIX	Elisabeth	x	x					0,97					
19	18/07/19	24/07/19	9811	3	Impasse des Hirondelles - Logement n°14	CHEVANNES	DOMANYS		x	x										
19	28/08/19	28/08/19	9832	10	Rue Georges Brassens	CHEVANNES	CHATELIER - FOURNIER		x	x						0,25	0,90			
19	30/09/19	30/09/19	9862	14	Rue de Laborde - SEREIN	CHEVANNES	ERGO		x	x					1,30					
19	17/10/19	17/10/19	9875	23	Rue du Presbytère	CHEVANNES	PATIN	Aurélie	x	x						0,85				
19	02/12/19	05/12/19	9898	22	Rue de la Tour - SEREIN	CHEVANNES	EXCOFFIER	Georges	x	x					0,60		0,40			
19	18/12/19	18/12/19	9918	3	Rue des Vignottes - SEREIN	CHEVANNES	Succession CHARRIER	Maryse	x	x					1,33					

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2019

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

VILLEFARGEAU



Copyright : Thierry Duvivier

SUEZ

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.4 Les évolutions réglementaires 11
1.5 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La relation clientèle 16
2.3 L'inventaire du patrimoine 18
2.3.1 Le système d'assainissement 18
2.3.2 Les biens de retour 18

3 | Qualité du service 23

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 24
3.1.1 La pluviométrie 24
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 24
3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement 26
3.2 Le bilan clientèle 28
3.2.1 Le nombre de clients assainissement collectif 28
3.2.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 28
3.2.3 Les principaux motifs de dossiers clients 28
3.2.4 L'encaissement et le recouvrement 29
3.2.5 Les dégrèvements pour fuite 30
3.2.6 Le prix du service de l'assainissement 30

4 | Comptes de la délégation 33

4.1 Le CARE 35
4.1.1 Le CARE 36
4.1.2 Le détail des produits 37
4.2 Les reversements 38
4.2.1 Les reversements à la collectivité 38

5 | Votre délégataire 39

5.1 Notre organisation 42
5.1.1 La Région 42

6 | Glossaire 47

7 | Annexes 55

7.1 Synthèse réglementaire 57
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 70

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

2019

Le système de collecte :

Sur la commune de Villefargeau, au niveau du lotissement du Manoir, des bouchages réguliers ont été constatés. SUEZ a réalisé un passage caméra, et noté que le réseau est en mauvais état sur la partie basse.

Liste des faits marquants sur le système de collecte des eaux :

- ✓ Aucun évènement marquant n'a eu lieu au cours de l'année sur le réseau d'assainissement.
- ✓ Aucun évènement marquant n'a eu lieu au cours de l'année sur le réseau d'eau pluvial.

1.2 Les chiffres clés



382 clients assainissement collectif

35 402 m³ d'eau assujettis





16 km de réseau total d'assainissement

1 350,9 ml de réseau inspecté





929,98 ml de réseau curé

1 désobstruction de réseau





1,64342 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie " Présentation du service \ Le contrat"
  - L'estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (1), le nombre d'abonnements, l'évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - Les linéaires de réseau de collecte des eaux usées de type unitaire (1) et séparatif (1) sont détaillés dans la partie "La présentation du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les réseaux"
  - Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1) est répertorié dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est présentée dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de traitement \ L'exploitation des ouvrages de traitement"
- La tarification du service de l'assainissement et les recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Le prix du service de l'assainissement"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1) figure dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) est présenté dans la partie "La qualité du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour / L'analyse du patrimoine".
  - Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers, le nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage et l'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - Le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif et le taux de conformité des dispositifs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

associés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ L'assainissement non collectif"

- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	**Indicateur**	**2018**	**2019**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	861	868	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	380	382	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	7,65	7,65	km	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,6343	1,64342	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	15	71	Valeur de 0 à 120	B
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	0	0	Nombre	A

1.4 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE

COMMANDE PUBLIQUE

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1er avril 2019
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000€HT
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités
- Réforme des procédures civiles d'exécution

VERS UNE NOUVELLE REGLEMENTATION POUR LA VALORISATION AGRICOLE DES BOUES DE STATIONS D'EPURATION

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi n°2020-105 du 10 février 2020) annonce une évolution prochaine de la réglementation qui encadre la valorisation agricole des boues de stations d'épuration.

L'article 86 impose en effet une révision des référentiels réglementaires sur l'innocuité environnementale et sanitaire applicables aux boues d'épuration en vue de leur usage au sol, avant le 1er juillet 2021. De plus, les conditions dans lesquelles les boues et les digestats peuvent être compostés seront déterminées par voie réglementaire.

1.5 Les perspectives

2020

Amélioration du système de collecte :

- ✓ Le système de collecte des eaux usées de la commune de Villefargeau est de type séparatif. Dans cette optique, il serait judicieux de mener des campagnes de contrôles des raccordements d'eaux usées de manière à garantir la séparation des eaux pluviales et des eaux usées en partie privative. Ces enquêtes de conformités peuvent être réalisées selon la méthode de test à la fumée ou encore en suivi des eaux usées avec de la fluorescéine. SUEZ Eau France se tient à votre disposition pour vous assister dans cette éventuelle démarche.

- ✓ Le poste de relèvement des Chailleux ne possède pas de sonde de niveau. Le suivi quotidien du niveau d'un poste de relèvement permet d'anticiper les dysfonctionnements sur les pompes de relèvement. SUEZ Eau France se tient à votre disposition pour vous assister dans cette éventuelle démarche.

- ✓ Suite aux différentes interventions sur le réseau de collectes, nous avons constaté un réseau détérioré qui nécessiterait une réhabilitation au niveau du lotissement du Manoir.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

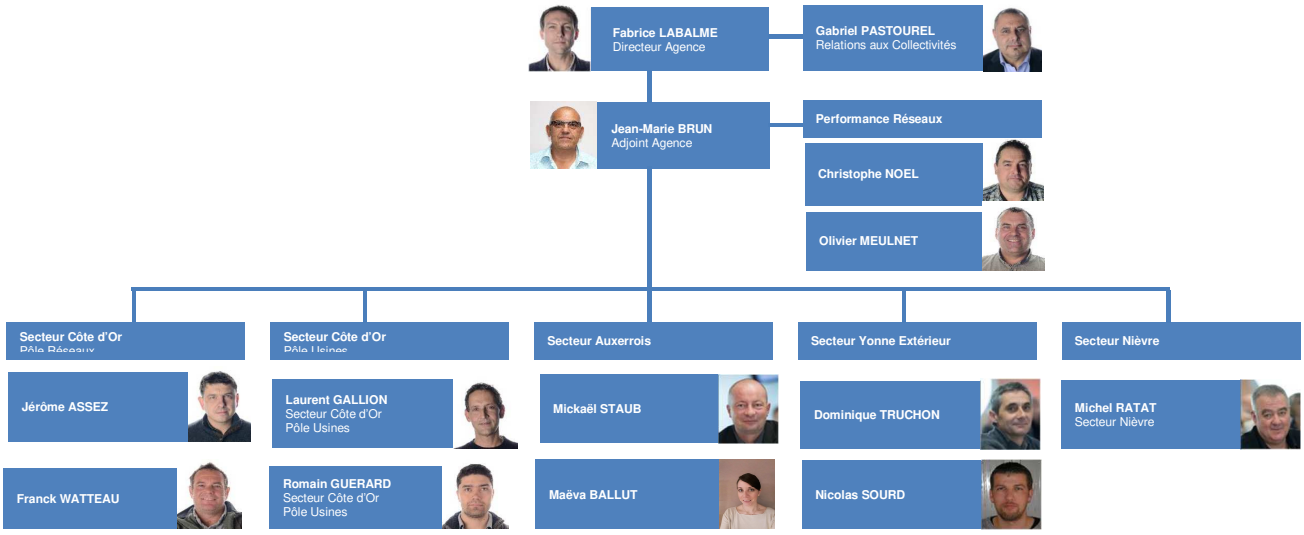
Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/04/2012	31/03/2024	Affermage
Avenant n°01	01/04/2014	31/03/2024	Modification de la formule de révision de la part pluviale
Avenant n°02	10/12/2015	31/03/2024	Prise en compte de la réforme "Construire sans Détruire"

Le traitement des eaux usées collectées dans le cadre de ce contrat est réalisé par la STEU de Saint Georges sur Baulche.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence BOURGOGNE :



Votre interlocuteur privilégié est Mickaël STAUB (06.82.93.54.44).

2.2.2 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Client basé à Dijon répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV).

La formation permanente de nos conseillers client permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 123 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**



74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE le lundi, mardi, jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45, le mercredi de 13h45 à 16h45 et le vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h15

Levée du Canal du Nivernais – 58340 CERCY LA TOUR le lundi et jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

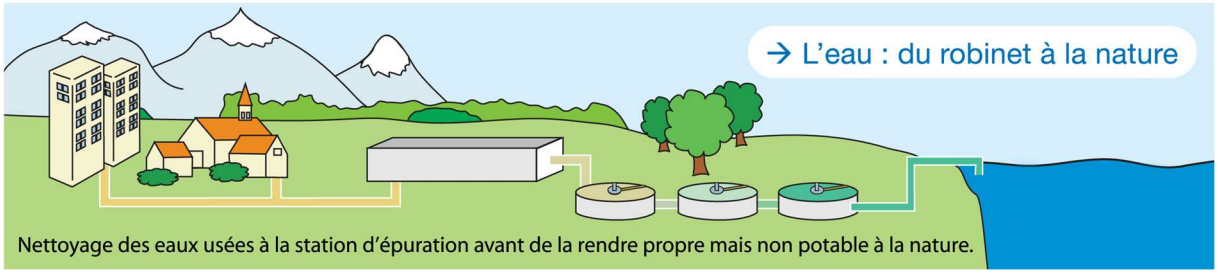
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de types séparatifs :

- un réseau qualifié de « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements de raccordement distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	8 356	8 356	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	7 165	7 165	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	486	486	0,0%
Linéaire total (ml)	**16 007**	**16 007**	**0,0%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)							
Réseau	**Ecoulement**	**Amiante ciment**	**Béton**	**Fonte - Grès**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Eaux pluviales	Gravitaire	2 023	2 401	-	2 312	1 620	**8 356**
Eaux usées	Gravitaire	3 973	132	1 148	1 867	45	**7 165**
Eaux usées	Refoulement	-	-	-	195	291	**486**
Total		**5 996**	**2 534**	**1 148**	**4 374**	**1 955**	**16 007**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux		
Motif	**ml EP**	**ml EU**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	8 356	7 651
Situation actuelle	**8 356**	**7 651**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
Commune	**Désignation**	**2019**
VILLEFARGEAU	Avaloirs	202
VILLEFARGEAU	Branchements publics eaux usées	385
VILLEFARGEAU	Ouvrages de prétraitement réseau	2
VILLEFARGEAU	Regards réseau	309

- **LE TRAITEMENT SUR LE RESEAU**

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
VILLEFARGEAU	Bassin Orage des Chailleux - VILLEFARGEAU	2008

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	2005	15	m³/h
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	2008	10	m³/h

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

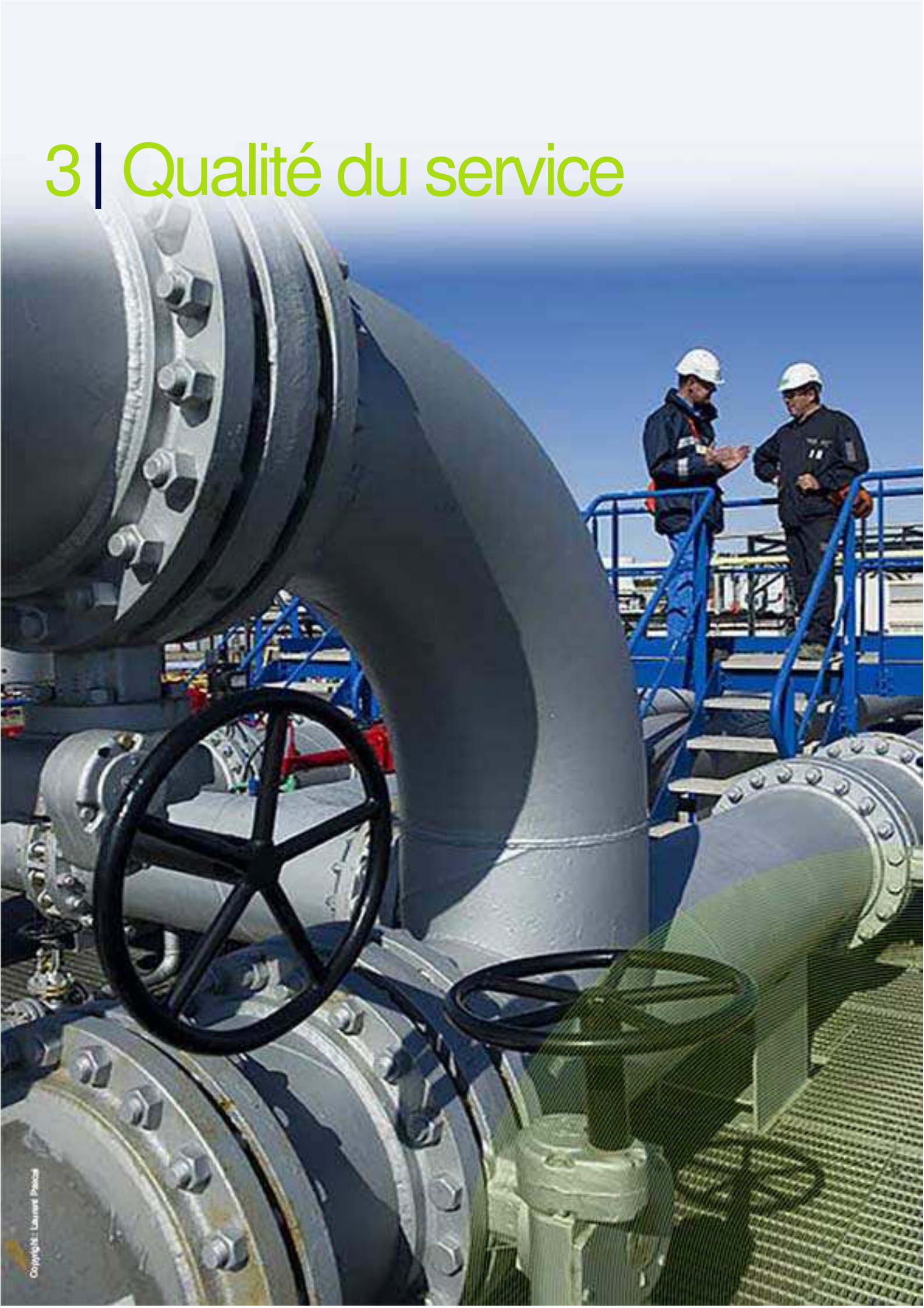
Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	3
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	13
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	26
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	30
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**71**

3 | Qualité du service



3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)				
Finalité	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Pluviométrie (mm)	741,1	664,6	626,3	-5,76 %

Source Info Climat

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

Inspections réseau					
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	1 541	1 174	1 531	1 351	- 11,8%
dont ITV (ml)	-	-	-	125	0,0%
dont pédestre (ml)	1 541	1 174	1 531	1 226	- 19,9%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales inspecté (ml)	553	0	906	0	- 100,0%
dont pédestre (ml)	553	-	906	0	- 100,0%
Linéaire de réseau Unitaire inspecté (ml)	0	0	0	0	0,0%
Linéaire total inspecté (ml)	2 093	1 174	2 437	1 351	- 44,6%
dont ITV (ml)	0	0	0	125	0,0%
dont pédestre (ml)	2 093	1 174	2 437	1 226	- 49,7%
Visites Annuelles : Nombre de regards ouverts	98	23	22	18	- 18,2%

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	547,6	360,72	838	929,98	11,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	646,42	360,72	838	929,98	11,0%
Taux de curage préventif (%)	4,0%	2,3%	5,2%	5,8%	11,0%

Curage préventif (Ouvrages)					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Avaloirs	183	122	188	202	7,4%

Les plans de curage sont réalisés à l'issue des visites d'inspection visuelles qui permettent de déterminer les besoins pour l'année en cours.

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions				
	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	1	1	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	-	2	0	- 100,0%
Désobstructions sur avaloirs	1	0	0	0,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,06	0,06	0,06	0,0%

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement			
	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	3	4	33,3%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	0	0	0,0%
Nombre d'enquêtes sur branchement	2	2	0,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	5	6	20,0%

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau	
Désignation	**2019**
Les interventions sur le réseau	0

3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	316	435	507	311	- 38,7%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	784	938	945	769	- 18,6%
Total		1 100	1 373	1 452	1 080	- 25,6%

Les variations importantes des consommations des « petits sites » (tarifs bleus) sont souvent dues à l'irrégularité des relèves par le gestionnaire du réseau.

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Fonctionnement des postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	5	0
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	6	0
Total		11	0

Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Equipement électrique des postes de relèvement		21/05/2019

Conformément à la réglementation les installations électriques n'ayant pas fait l'objet de remarque lors du contrôle précédant passent à une fréquence de contrôle tous les deux ans.

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements								
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2	-	9	1	-88,89%
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	1	3	1	-66,67%
VILLEFARGEAU	PR de Montmercy - VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	39	30	47	32	-31,91%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	5	-	0	0	0,00%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	11	-	3	0	-100,00%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	-	1	0	-100,00%
VILLEFARGEAU	PR des Chailleux - VILLEFARGEAU	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	43	31	47	33	-29,79%

3.2 Le bilan clientèle

3.2.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif					
Désignation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	377	360	367	364	- 0,8%
Collectivités	9	9	9	9	0,0%
Professionnels	4	5	4	9	125,0%
Total	390	374	380	382	0,5%

3.2.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement					
Type volume	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	34 578	35 425,3	37 465	35 402	- 5,5%

3.2.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	42	0
Facturation	17	11
Règlement/Encaissement	22	2
Prestation et travaux	9	0
Information	126	-
Technique assainissement	3	3
Total	219	16

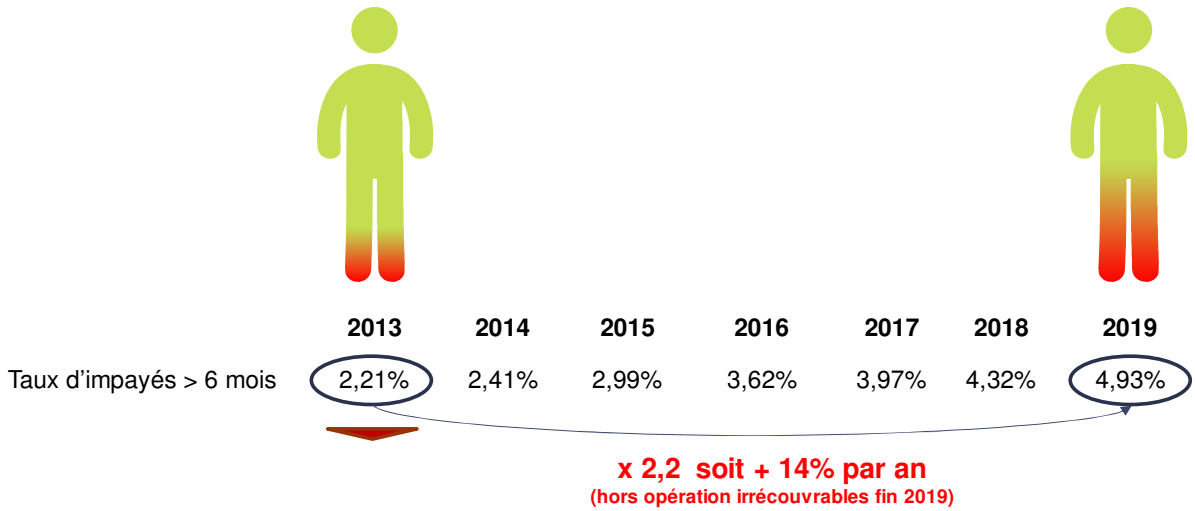
3.2.4 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables.

Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Créances irrécouvrables (€)	483,88	3 575,84	639,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,86	5,31	517,4%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,3	0,34	- 85,2%

3.2.5 Les dégrèvements pour fuite

Les dégrèvements			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	2	5	150,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	2	6	200,0%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	0	0	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	2 312	3 655	58,1%

3.2.6 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m³, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2020**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	8,56
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,23767
Taux de la partie fixe du service (%)	5,45%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,64342
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,494

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	8,39	8,56	2,0%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,3308	0,3377	2,1%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,9	0,9	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte) Contrat	0,185	0,185	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,1486	0,1494	0,6%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,07521	1,09748	2,1%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			157,08		172,79
ABONNEMENT					
part SUEZ Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	8,56	8,56	10,0	
CONSOMMATION					
part SUEZ Eau France				0,0	
T1 du 01/01/2020 au 31/12/2020	50 m³	0,2866	14,33	10,0	
T2 du 01/01/2020 au 31/12/2020	70 m³	0,3742	26,19	10,0	
Part Communale du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,90	108,00	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,20		24,42
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Modernisation réseaux collecte du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,1850	22,20	10,0	
TOTAL HT			179,28		
MONTANT TVA (10.0 %)			17,93		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					197,21
Net à payer					197,21 €

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure".

4.1.1 Le CARE

A - VILLEFARGEAU

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	**59 879**	**67 938**	**13,5%**
Exploitation du service	24 283	31 735	
Collectivités et autres organismes publics	35 641	35 928	
Travaux attribués à titre exclusif	0	145	
Produits accessoires	-45	130	
CHARGES	**56 099**	**63 417**	**13,0%**
Personnel	11 206	15 030	
Energie électrique	1 146	1 163	
Sous-traitance, matières et fournitures	1 317	2 799	
Impôts locaux et taxes	358	354	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	3 926	5 119	
• télécommunication, postes et télégestion	579	626	
• engins et véhicules	1 012	1 122	
• informatique	1 638	2 078	
• assurance	67	130	
• locaux	279	375	
Contribution des services centraux et recherche	775	1 052	
Collectivités et autres organismes publics	35 641	35 928	
Charges relatives aux renouvellements			
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	1 392	1 422	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	239	233	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	101	318	
Résultat avant impôt	**3 780**	**4 521**	**19,6%**
Apurement des déficits antérieurs	3 780	2 485	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	679	
RESULTAT	**0**	**1 358**	**-**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

A - VILLEFARGEAU

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**59 879**	**67 938**	**13,5%**
Exploitation du service	24 283	31 735	30,7%
• Partie fixe	3 114	3 297	
• Partie proportionnelle	11 921	11 436	
• Pluvial	9 249	17 002	
Collectivités et autres organismes publics	35 641	35 928	0,8%
• Part Collectivité	26 745	30 090	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	8 895	5 838	
Travaux attribués à titre exclusif	0	145	-
• Branchements	0	145	
Produits accessoires	-45	130	
• Autres produits accessoires	-45	130	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€)**
Période contractuelle	30/11/2019	14 555,99
Période contractuelle	31/01/2019	1 048,04
Période contractuelle	31/05/2019	13 979,19
Période contractuelle	31/07/2019	1 602,74
		31 185,96

5 | Votre délégataire



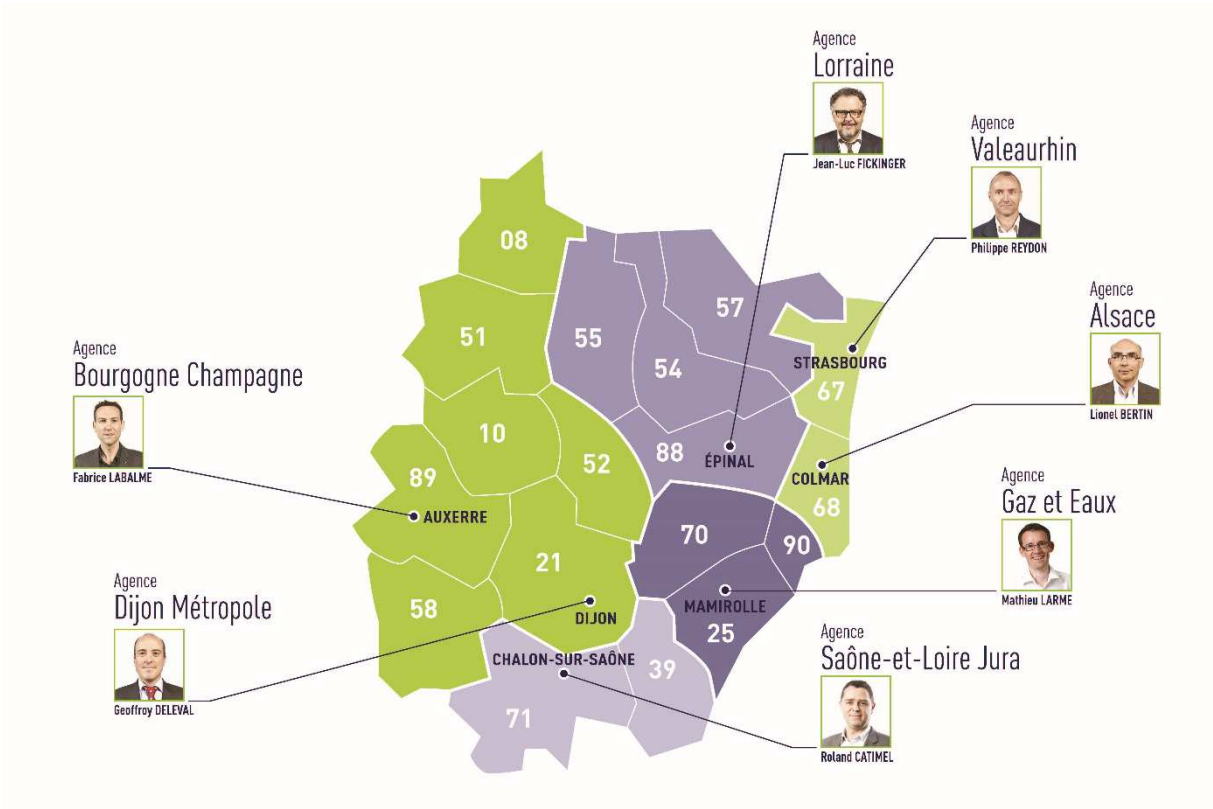
Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

La Région Est

La Région Est pour l'activité eau de SUEZ regroupe les régions administratives Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté. 1200 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau. Le siège est basé à Dijon.
Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients : **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole, Bourgogne Champagne Ardenne.





Directeur Région Est	MARC BONNIEUX
Périmètre géographique	Grand Est Bourgogne - Franche-Comté
Population couverte (Eau et Assainissement)	4 200 000 habitants
Implantation	Le siège est basé à Dijon. Le territoire compte plus de 30 sites d'embauche, sur 18 départements
Clients Eau potable *Clients Assainissement* *Contrats DSP* *Contrats PS*	1 200 000 818 000 436 657
Installations : *Usines Eau* *STEP* *Postes de relevage* *Linéaires réseaux Eau + Assainissement*	 398 usines 436 STEP 1 646 26 638 km
Collaborateurs	1 200

Principaux partenaires de la Région Est :



- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Auxerre
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (Eau)
- Communauté d'agglomération de Colmar



Les métiers de l'activité concernent **le petit cycle de l'eau,** activité historique de l'entreprise :
PRODUIRE de l'eau et protéger la ressource ;
DISTRIBUER l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs ;
COLLECTER ET ASSAINIR les eaux usées pour les rendre propre à la nature.

Spécialiste du grand cycle de l'eau dans la Région Est, SUEZ participe activement à la révolution de la ressource et du digital en intégrant un large panel de compétences avec des projets de références :

VALORISER ET PRESERVER LA RESSOURCE



Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- Boues et jus de choucroute transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- Projet Biovalsan : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France a transformé le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- 74 % des besoins en chaleur des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- A Chenôve, où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- A la piscine des Grésilles de Dijon ou au Centre Nautique de Chalon-sur-Saône, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins



« Eau verte à Dijon » :

Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eau verte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m³ d'eau potable par an.

INNOVER

Pour rendre la ville plus intelligente :

- **Accompagner Dijon métropole vers la Métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protections adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'économie mixte à opération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

Surveillance des qualités des eaux de baignade à Dijon

SUEZ effectue pour le compte de la Ville de Dijon la surveillance active de la qualité des eaux de baignade de la plage du lac Kir de Dijon durant la saison estivale. Grâce à une surveillance en temps réel de la pluviométrie et des analyses effectuées sur place dans son laboratoire technique de Dijon, SUEZ évalue quotidiennement la qualité de l'eau de baignade et transmet ses résultats à la Ville de Dijon qui prend la décision d'ouverture de la baignade au grand public.

Surveiller en continu la qualité des rejets d'une Station d'épuration

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITES

Exploitation de la baignade naturelle Beaune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beaune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beaune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.



Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale.

ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

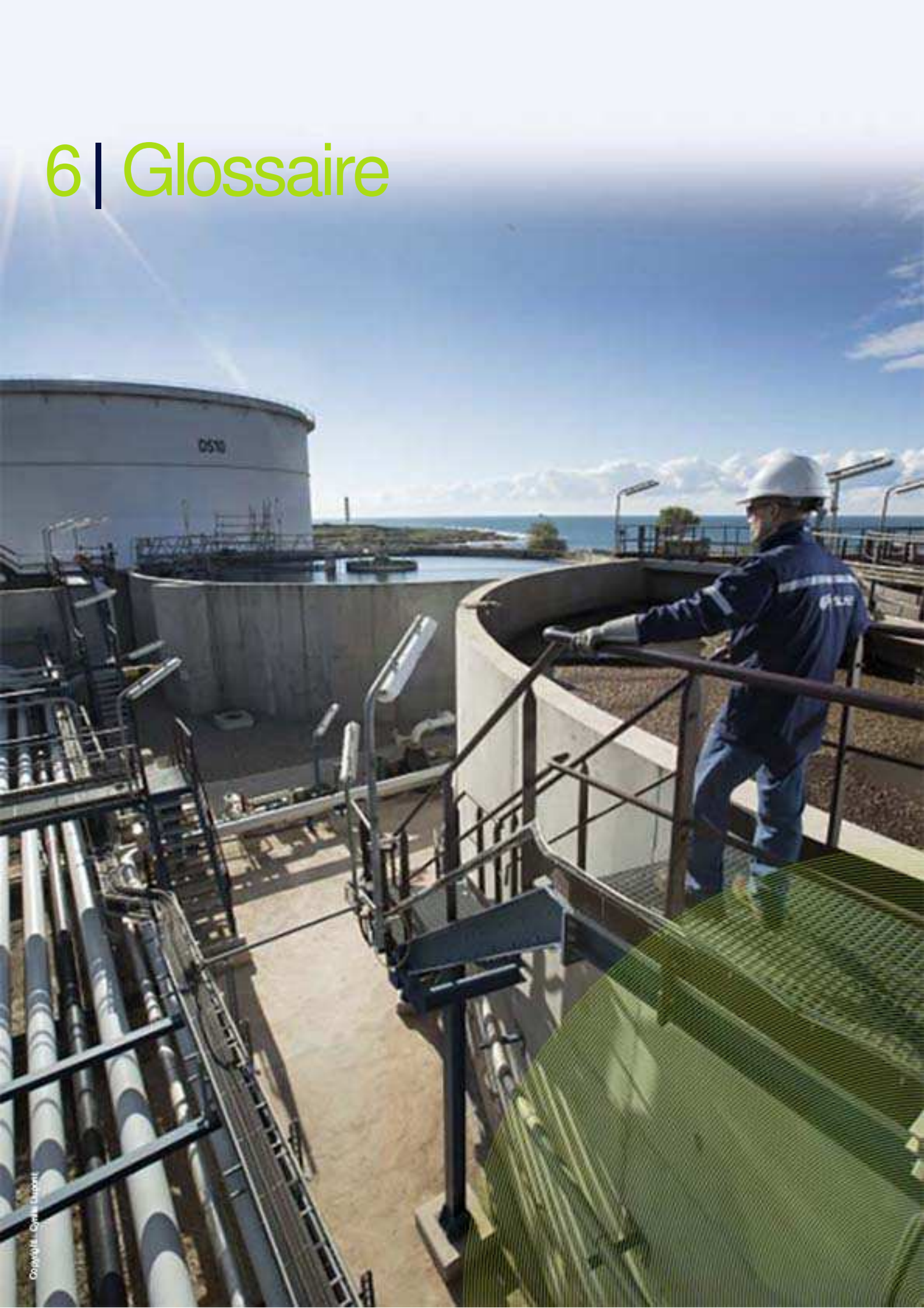
- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim ou à Beaune sur le site des Etangs d'Or.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Idée Alsace, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ FACE VOSGES : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.

- ✓ La démarche Bien vivre dans son logement : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maitrisant sa consommation.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.
- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.
- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).
- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.
- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.
- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.
- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.
- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.
- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.
- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.
- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).
- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.
- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).
- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.
- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.
- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.
- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3
- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).
- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.
- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).

Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "déssableur" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).
- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).
- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).
- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains
- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.
- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).
- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.
- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.
- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.
- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).
- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.
- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.
- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.
- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.
- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage
- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.
  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100
- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plan des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
- **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
  - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**

Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.
Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé
- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.
  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000
- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100
- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20
- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.
  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire
- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

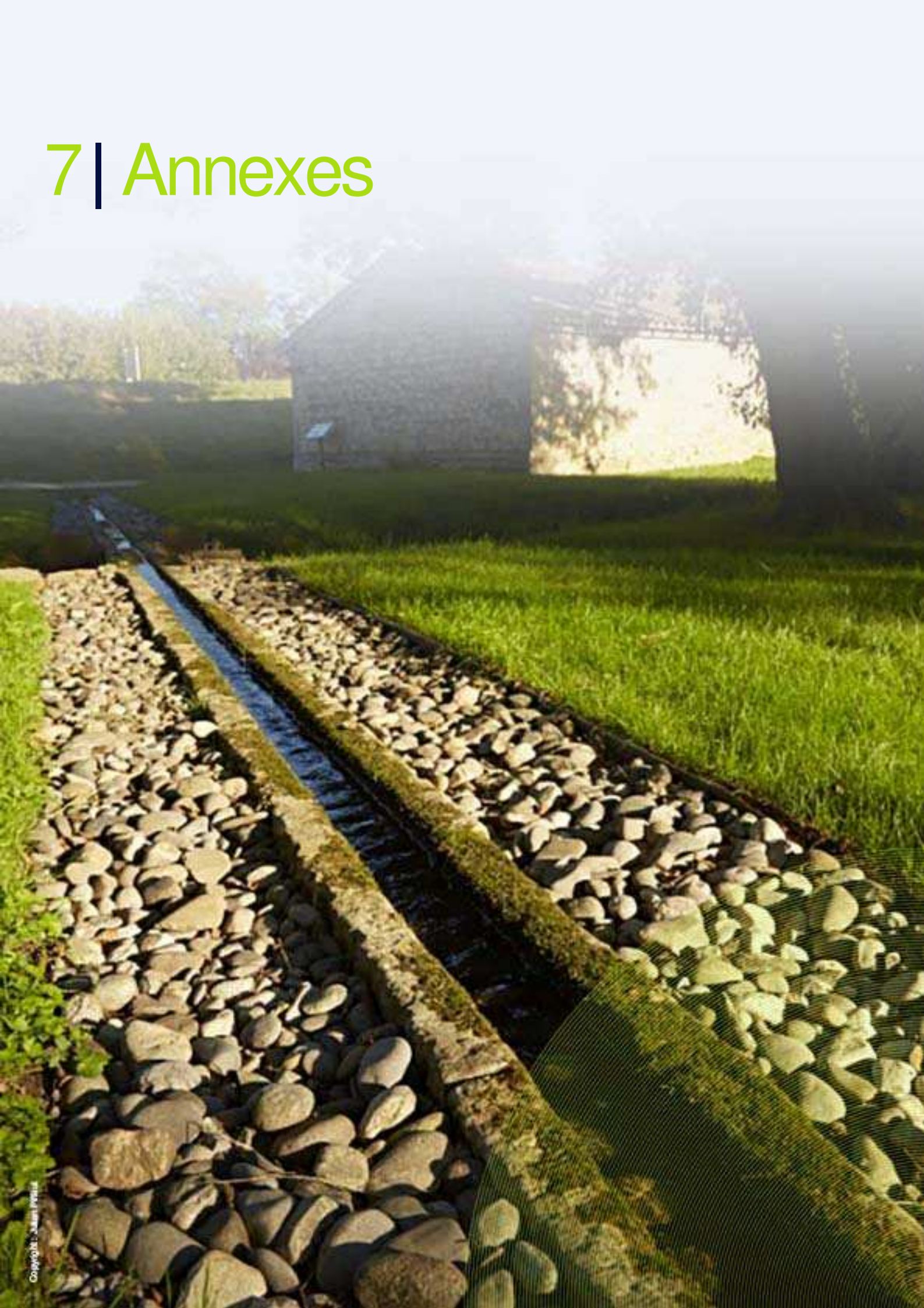
  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.
- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 | Annexes



7.1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1er avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1er janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.

Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics
Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique

Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1er janvier 2020, 214 000 € HT.

Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Affacturage inversé dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturage inversé dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.*

L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux
La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.* »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique
Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :
- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :
- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME
Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.
Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public
Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.
Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires – Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1). Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1er de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1er juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert*

des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026 ».
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement
Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.
Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.
La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie
- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats
De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1er janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.
L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.
Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale
Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Ces mesures peuvent inclure :
- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,
- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements
Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.
Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales (entrée en vigueur le lendemain de sa publication).
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités
Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.
La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RPGD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.
Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales).
Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019
https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national
Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.
Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement
Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;

Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte

DERU et délimitation des zones sensibles
L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.
Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive
Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.
En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.
Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau
- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;
Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».
Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins
Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.
Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale
En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.
La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs

territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.
Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.

Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation
Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.
Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.
Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.

Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.

Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110
Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation…), nécessaires au rapportage auprès de la commission européenne, conformément à la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier
La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.
Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs
Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.
Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.
Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme
Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme, issu de l'article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).
Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.
Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante
Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

1° Immeubles bâtis ;

2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;

3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;

4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;

5° Aéronefs ;

6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 *(Décr. nº 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1er oct. 2018)*
I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:
1º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;
2º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;
3º Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;
4º Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2º de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.
II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1ère instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc…) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084
http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en

compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.

– Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Eléments affectés sur une base technique

– Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

– Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

– La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 3,14%.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.
Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions réseau et clientèle
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions usine
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Nb d'heures MO Média des interventions réseau
Affectation charges SIG	Linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
Ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers



Prêts pour la révolution de la ressource

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2019

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

CHAMPS-SUR-YONNE



Copyright : Thierry Duvivier

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.4 Les évolutions réglementaires 11
1.5 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La relation clientèle 16
2.3 L'inventaire du patrimoine 18
2.3.1 Le système d'assainissement 18
2.3.2 Les biens de retour 18

3 | Qualité du service 23

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 25
3.1.1 La pluviométrie 25
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 25
3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement 28
3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement 32
3.2.1 Le fonctionnement hydraulique 32
3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement 34
M3 35
3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration 38
3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement 39
3.3 Le bilan clientèle 42
3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif 42
3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 42
3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients 42
3.3.4 L'encaissement et le recouvrement 43
3.3.5 Le fonds de solidarité 44
3.3.6 Les dégrèvements pour fuite 44
3.3.7 Le prix du service de l'assainissement 45

4 | Comptes de la délégation 47

4.1 Le CARE 49
4.1.1 Le CARE 49
4.1.2 Le détail des produits 51
4.2 Les reversements 52
4.2.1 Les reversements à la collectivité 52
4.3 La situation des biens et des immobilisations 53
4.3.1 La situation sur les installations 53
4.4 Les investissements contractuels 54
4.4.1 Le renouvellement 54

5 | Votre délégataire 55

5.1 Notre organisation 57
5.1.1 La Région 57

6 | Glossaire 63

7 | Annexes 71

7.1 Synthèse réglementaire 73
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 86

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

2019

Poste de relèvement :

En 2019, SUEZ a procédé au renouvellement de la pompe de refoulement n°1 sur le poste de relèvement Quai Saint Louis qui était défectueuse.

Qualité du rejet et des boues :

L'intégralité des boues produites au cours de l'année a pu être épandue dans de bonnes conditions, conformément au plan d'épandage en vigueur. 150 m^3 ont été épandues sur les terres agricoles de Monsieur RICHARD en juillet 2019 soit 32,7 tonnes de matières sèches (comprenant de la chaux et du polymère). Le chargement et le transport des boues a été réalisé par la société S.J.A Meyer en tracteur avec benne étanche et l'épandage a été effectué par la société E.T.A HORTON Sylvain.

Mise à jour du plan d'épandage :

Le parcellaire de l'exploitant agricole ayant évolué au cours des dernières années, une mise à jour des parcelles inscrites dans le plan d'épandage a été initiée fin 2019 afin de pouvoir correspondre avec les pratiques culturales de Monsieur RICHARD.

Eaux claires parasites :

Lors d'épisodes météorologiques et lorsque l'Yonne est en crue, des eaux claires parasites sont toujours drainées par le réseau de collecte des eaux usées, ce qui entraine une surcharge hydraulique importante sur le système de traitement durant ces périodes.

La commune de Champs sur Yonne a déjà menée des opérations de renouvellement de réseau et re chemisage de certains tronçons, mais ces efforts sont à poursuivre.

1.2 Les chiffres clés



733 clients assainissement collectif

65 512 m³ d'eau assujettis





16,6 km de réseau total d'assainissement

1 152,4 ml de réseau inspecté





1 667,6 ml de réseau curé

1 désobstruction de réseau





3 désobstructions de branchement

2,68917 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³



1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie " Présentation du service \ Le contrat"
  - L'estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (1), le nombre d'abonnements, l'évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - Les linéaires de réseau de collecte des eaux usées de type unitaire (1) et séparatif (1) sont détaillés dans la partie "La présentation du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les réseaux"
  - Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1) est répertorié dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est présentée dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de traitement \ L'exploitation des ouvrages de traitement"
- La tarification du service de l'assainissement et les recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Le prix du service de l'assainissement"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1) figure dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) est présenté dans la partie "La qualité du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour / L'analyse du patrimoine".
  - Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers, le nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage et l'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - Le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif et le taux de conformité des dispositifs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

associés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ L'assainissement non collectif"

- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007							
Thème	**Indicateur**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	-	-	1 546	1 517	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	767	748	737	733	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type unitaire (1)	0,16	0,16	0,16	0,17	km	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	12,31	12,3	12,3	12,3	km	A
Caractéristique technique	D203.0 - Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	21,72	40,59	32,94	32,72	TMS	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	-	2,44358	2,64765	2,68917	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	15	15	15	70	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P206.3 - Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100	100	100	100	%	A
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	-	0	1	1	Nombre	A

1.4 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE

COMMANDE PUBLIQUE

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1er avril 2019
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000€HT
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités
- Réforme des procédures civiles d'exécution

VERS UNE NOUVELLE REGLEMENTATION POUR LA VALORISATION AGRICOLE DES BOUES DE STATIONS D'EPURATION

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi n°2020-105 du 10 février 2020) annonce une évolution prochaine de la réglementation qui encadre la valorisation agricole des boues de stations d'épuration.

L'article 86 impose en effet une révision des référentiels réglementaires sur l'innocuité environnementale et sanitaire applicables aux boues d'épuration en vue de leur usage au sol, avant le 1er juillet 2021. De plus, les conditions dans lesquelles les boues et les digestats peuvent être compostés seront déterminées par voie réglementaire.

1.5 Les perspectives

2020

Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois :

Au 1er juin 2020, la compétence assainissement revient à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois suite à la Loi NOTRE.

Mise à jour du plan d'épandage :

La mise à jour du plan d'épandage des boues du système de traitement de Champs sur Yonne se poursuivra en 2020.

Amélioration du système de collecte des eaux usées :

SUEZ alerte la collectivité sur la nécessité de pomper et de nettoyer les puisards à fréquence régulière. En effet ; contractuellement nous vous devons 44 nettoyages de puisards par an sur les 109 puisards existants sur la commune.

Il parait nécessaire d'entretenir l'intégralité des puisards tous les ans. SUEZ se tient à votre disposition pour intégrer cette mission dans le contrat de délégation de service public d'assainissement.

Amélioration du système de traitement des eaux usées :

SUEZ informe que des améliorations doivent être mises en œuvre sur l'installation de traitement de manière à pouvoir exploiter les ouvrages en sécurité.

- ✓ Installation d'une ventilation mécanique au niveau de l'aire de stockage des boues. En effet, lors de la période d'épandage, le chargement des boues nécessite l'intervention d'un homme au sein même de l'aire de stockage, dans un espace confiné, dans lequel le dégagement de gaz est important dû à la fermentation des boues. Une ventilation mécanique permettrait d'atténuer le risque d'exposition à ces gaz.
- ✓ La création d'une plateforme et d'une ligne de vis au niveau du tamis rotatif car la partie en amont du tamis nécessite pour son nettoyage de monter en équilibre sur la canalisation.
- ✓ Le renouvellement de la pompe à eau industrielle qui est génératrice de dysfonctionnement régulier.
- ✓ Le système de télégestion du poste de relèvement de Petit Vaux afin de pouvoir transmettre les données en 3G.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

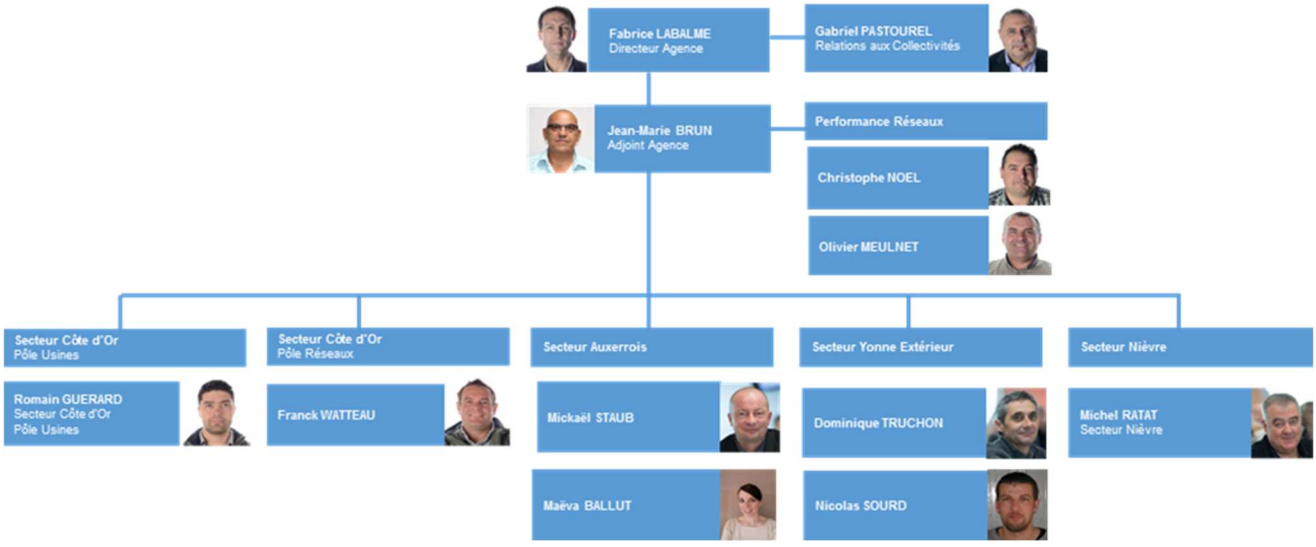
Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/04/2011	31/03/2023	Affermage
Avenant n°01	25/07/2013	31/03/2023	Intégration de nouveaux ouvrages (PR)
Avenant n°02	12/11/2015	31/03/2023	Prise en compte de la réforme "Construire sans Détruire"
Avenant n°03	16/03/2018	31/03/2023	Intégration du poste de relèvement de La Chalifarde, réalisation de 90 contrôles de branchements par an sur les 5 années restantes du contrat

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence BOURGOGNE :



Votre interlocuteur privilégié est Mickaël STAUB (06.82.93.54.44).

2.2.2 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Client basé à Dijon répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV).

La formation permanente de nos conseillers client permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 123 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE le lundi, mardi, jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45, le mercredi de 13h45 à 16h45 et le vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h15

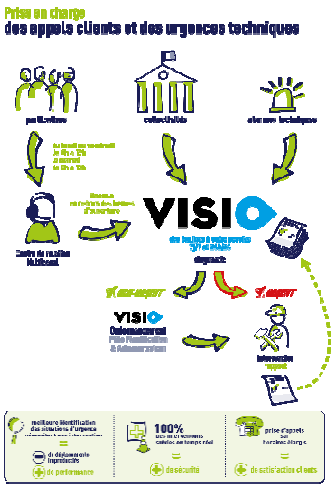
Levée du Canal du Nivernais – 58340 CERCY LA TOUR le lundi et jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.



2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

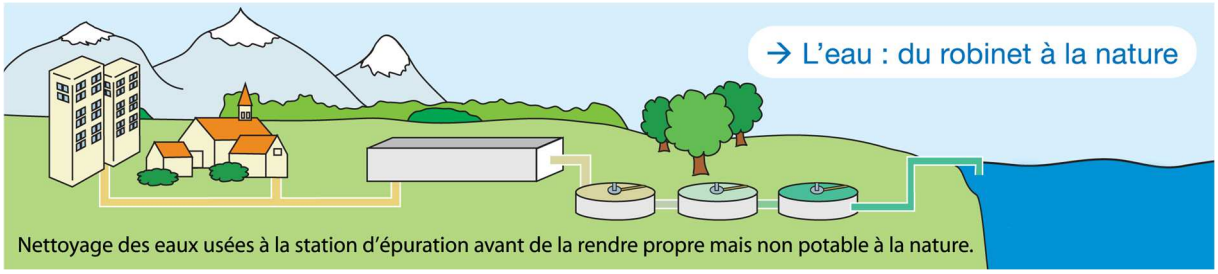
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de types séparatifs :

- un réseau qualifié de « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements de raccordement distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	4 033	4 033	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	10 724	10 725	0,0%
Linéaire de réseau unitaire hors refoulement (ml)	163	174	7,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales en refoulement (ml)	40	40	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées en refoulement (ml)	1 580	1 579	0,0%
Linéaire de réseau en trop-plein (ml)	12	0	- 100,0%
Linéaire total (ml)	**16 551**	**16 551**	**0,0%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)						
Réseau	**Ecoulement**	**Amiante ciment**	**Béton**	**PVC, PE, PP**	**Inconnu**	**Total**
Eaux pluviales	Gravitaire	-	-	601	3 432	**4 033**
Eaux pluviales	Refoulement	-	-	-	40	**40**
Eaux usées	Gravitaire	316	40	8 832	1 536	**10 725**
Eaux usées	Refoulement	-	-	1 558	22	**1 579**
Unitaire	Gravitaire	-	-	-	174	**174**
Total		**316**	**40**	**10 991**	**5 205**	**16 551**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	4 073	12 316	163
Régularisations de plans	0	- 12	12
Situation actuelle	**4 073**	**12 304**	**174**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
Commune	**Désignation**	**2019**
CHAMPS-SUR-YONNE	Avaloirs	238
CHAMPS-SUR-YONNE	Branchements publics eaux usées	741
CHAMPS-SUR-YONNE	Regards réseau	313
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Avaloirs	1
CHAMPS-SUR-YONNE	Puisards	109

- **LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les postes de relèvement disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	2006	36	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	2008	10	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	2005	15	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	2006	16	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE		30	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	1973	36	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	2013	10	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR SQUARE SAINT LOUIS (Doublon)	2013	10	m³/h
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	2006	36	m³/h

- **LES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les installations de traitement des effluents et des boues disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des usines de traitement des eaux et des boues			
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de traitement (Eq. hab)**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	2006	1 900

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

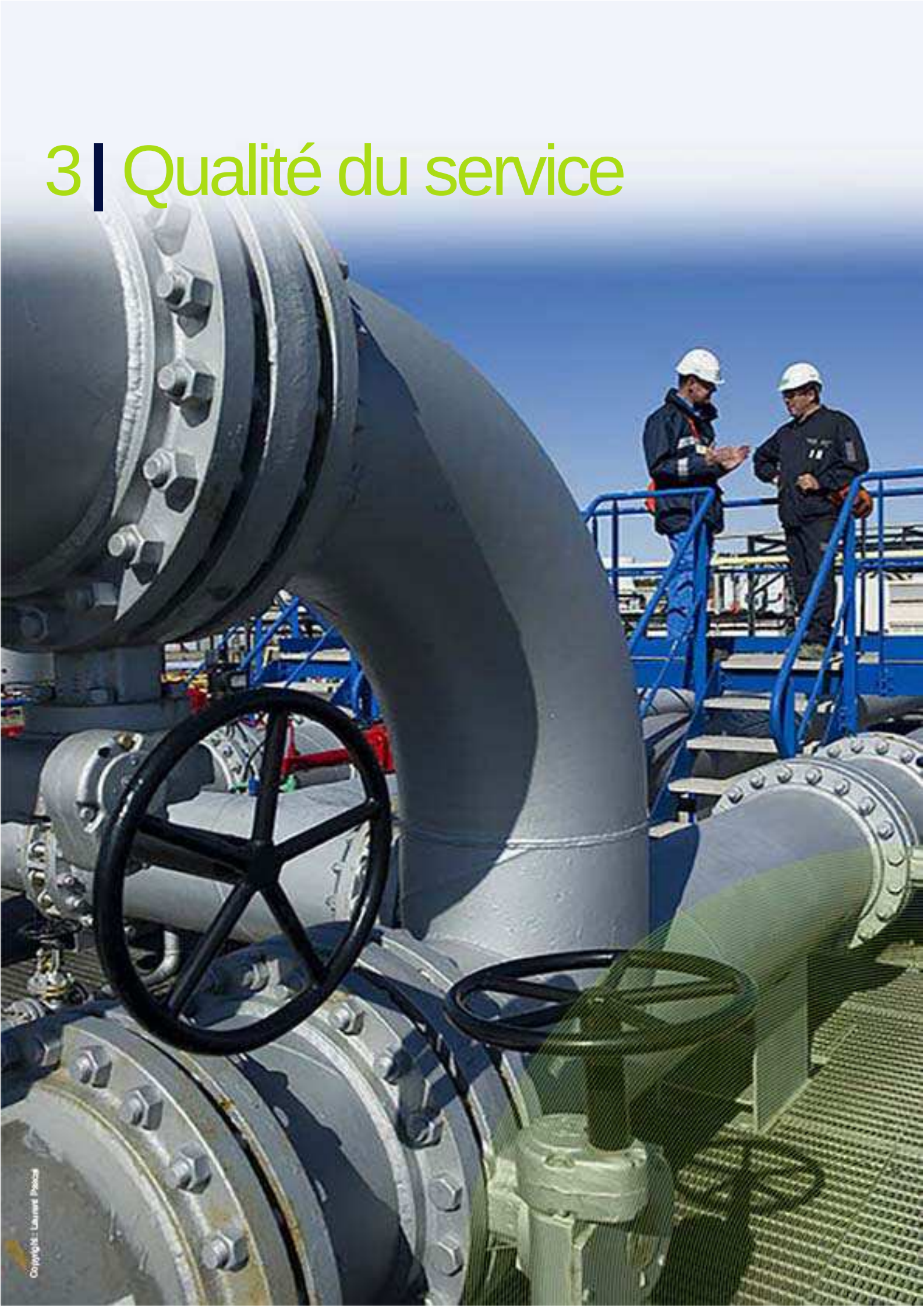
Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	0
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	25
Partie C : Autres éléments de	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	0

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
connaissance et de gestion des réseaux		
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	30
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**70**

3 | Qualité du service



3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)					
Finalité	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Pluviométrie (mm)	721,1	741,1	664,6	622,3	-6,3 %

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

Inspections réseau						
	2015	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées inspecté (ml)	0	2 418	837	2 468	1 152	- 53,3%
dont ITV (ml)	-	-	35	-	-	0,0%
dont pédestre (ml)	-	2 418	802	2 468	1 152	- 53,3%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales inspecté (ml)	0	542	0	45	0	- 100,0%
dont pédestre (ml)	-	542	-	45	0	- 100,0%
Linéaire de réseau Unitaire inspecté (ml)	0	0	0	0	0	0,0%
Linéaire total inspecté (ml)	0	2 960	837	2 513	1 152	- 54,1%
dont ITV (ml)	0	0	35	0	0	0,0%
dont pédestre (ml)	0	2 960	802	2 513	1 152	- 54,1%
Visites Annuelles : Nombre de regards ouverts	-	85	87	17	28	64,7%

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau			
	2018	2019	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	0	97,34	0,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	2 219,04	1 570,26	- 29,2%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	2 219,04	1 667,6	- 24,9%
Taux de curage préventif (%)	13,4%	10,1%	- 24,9%

Curage préventif (Ouvrages)			
	2018	2019	N/N-1 (%)
Avaloirs	218	162	- 25,7%

Curage préventif (Ouvrages)			
	2018	2019	N/N-1 (%)
Puisards	61	59	-3,39%

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions				
	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	4	0	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	2	1	3	200,0%
Désobstructions sur avaloirs	-	0	0	0,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0,24	0	0,06	0,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	201,6%

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement				
	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	7	12	8	- 33,3%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	22	52	63	21,2%
Nombre d'enquêtes sur branchement	3	4	3	- 25,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	32	68	74	8,8%

- **LES REPARATIONS**

Les réparations effectuées sur les canalisations, branchements et ouvrages sont détaillées dans le tableau suivant.

Les réparations (canalisation, branchements, ouvrages)				
Groupe	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de branchements réparés	1	1	0	- 100,0%
Nombre de canalisations réparées	-	0	0	0,0%
Nombre d'ouvrages réparés	-	0	0	0,0%

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau	
Désignation	2019
Les interventions sur le réseau	1

3.1.3 L'exploitation des postes de relèvement

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des postes de relèvement exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des postes de relèvement (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	-	-	698	3 399	387,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	2 175	477	2 085	511	- 75,5%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	842	151	612	323	- 47,2%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	12 950	4 136	2 757	1 814	- 34,2%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	931	378	535	353	- 34,0%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	4 638	2 194	2 871	2 249	- 21,7%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR SQUARE SAINT LOUIS (Doublon)	1 257	225	2 573	366	- 85,8%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	24 042	18 063	18 282	15 704	- 14,1%
Total		46 835	25 624	30 413	24 719	- 18,7%

- **LES INTERVENTIONS SUR LES POSTES DE RELEVEMENT**

Les interventions de curage (et de débouchage) sur les postes de relèvement

Le nombre d'interventions sur les postes de relèvement sont détaillées dans le tableau suivant.

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est détaillée dans le tableau ci-après.

Rappel réglementation :

> « La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. **Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans** par le chef d'établissement **si le rapport précédent ne présente aucune observation** ou **si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification**. Le chef d'établissement informe l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des éléments prouvant qu'il n'y a pas de non-conformité ou que les non-conformités ont été levées. Cet envoi doit comprendre, le cas échéant, l'avis des membres du CHSCT ou des délégués du personnel ».

Fonctionnement des postes de relèvement			
Commune	**Libellé du poste**	**Nombre de curages**	**Nombre de débouchages**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	36	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	12	1
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	12	8
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	12	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	12	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	12	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	12	-
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	12	-
Total		120	9

Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires sur les postes de relèvement			
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Date intervention**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	26/09/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	Equipement électrique des postes de relèvement	31/05/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	31/05/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	31/05/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	31/05/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des postes de relèvement	31/05/2019

Les autres tâches d'exploitation et de maintenance sur les postes de relèvement

Les autres interventions sur les postes de relèvements							
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	1	0	-100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2	12	5	-58,33%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	6	1	-83,33%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Chalifarde - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	21	72	59	-18,06%

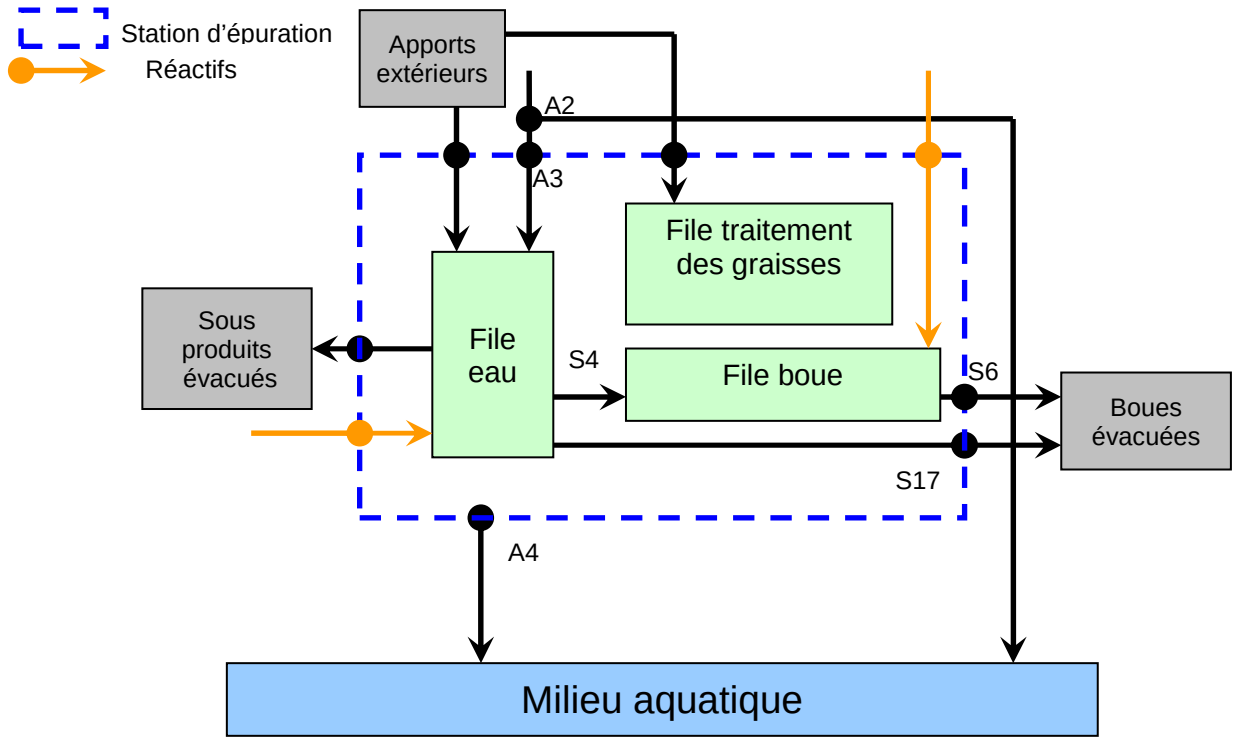
Les autres interventions sur les postes de relèvements							
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	2	4	0	-100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	2	21	13	-38,10%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	5	1	-80,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR des Acacias - CHAMPS	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	31	45	31	-31,11%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	19	12	27	125,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	7	1	-85,71%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR La Croix Bersan - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	39	57	54	-5,26%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	1	0	-100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	-	9	5	-44,44%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	2	1	-50,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Petit Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	30	45	30	-33,33%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	0	0	0,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	-	0	3	0,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	3	0	-100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Pont de Vaux - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	31	45	30	-33,33%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	0	0	0,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	4	7	6	-14,29%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	-	3	0	-100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Quai Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	31	44	36	-18,18%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	-	3	0	-100,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	0	1	0,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	20	34	25	-26,47%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR SQUARE SAINT LOUIS (Doublon)	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	-	0	0	0,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche d'astreinte des postes de relèvement	Total	-	1	0	-100,00%

Les autres interventions sur les postes de relèvements							
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Corrective	1	7	4	-42,86%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tâche de maintenance des postes de relèvement	Préventive	1	6	1	-83,33%
CHAMPS-SUR-YONNE	PR Toussac - CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation des postes de relèvement	Total	33	44	30	-31,82%

3.2 Le bilan d'exploitation du système de traitement

3.2.1 Le fonctionnement hydraulique

EXEMPLE D'UN SCHEMA TYPE D'UN SYSTEME DE TRAITEMENT



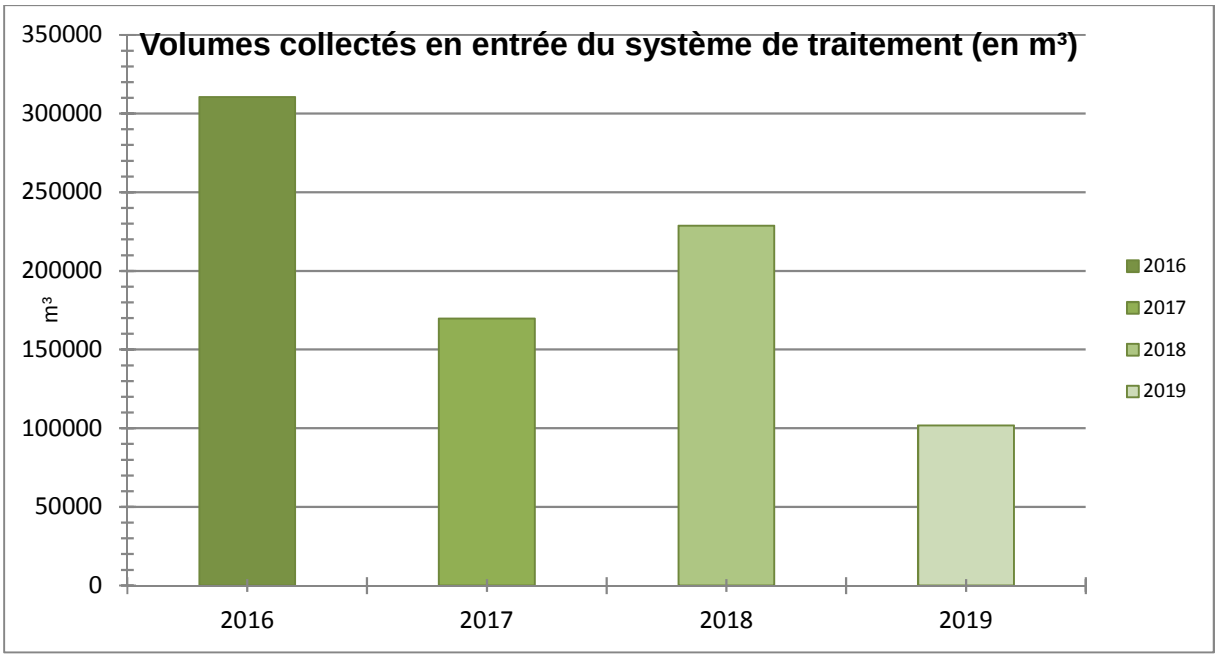
Typologie des points logiques « SANDRE » au niveau du système de traitement :

A2 : Déversoirs en tête de station (S16)
A3 : Entrée des eaux usées en provenance du système de collecte sur la station (S1)
A4 : Les sorties d'eaux usées traitées qui sont rejetées dans le milieu naturel (S2)
S4 : Boues extraites de la file eau avant traitement sur la file boue
S6 : Boues évacuées après traitement sur la filière boue de la station
S17 : Boues extraites et évacuées sans traitement
Sous-produits évacués : Huiles/graisses (S9), Sable (S10) et refus de dégrillage (S11) produits et évacués sans traitement
Apports extérieurs : Boues (S5), Huiles/graisses (S7), matières de vidanges (S12) et produits de curage (S13) ne provenant pas de la station

- **LES VOLUMES REÇUS EN ENTREE DU SYSTEME DE TRAITEMENT (A3)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes collectés en entrée du système de traitement.

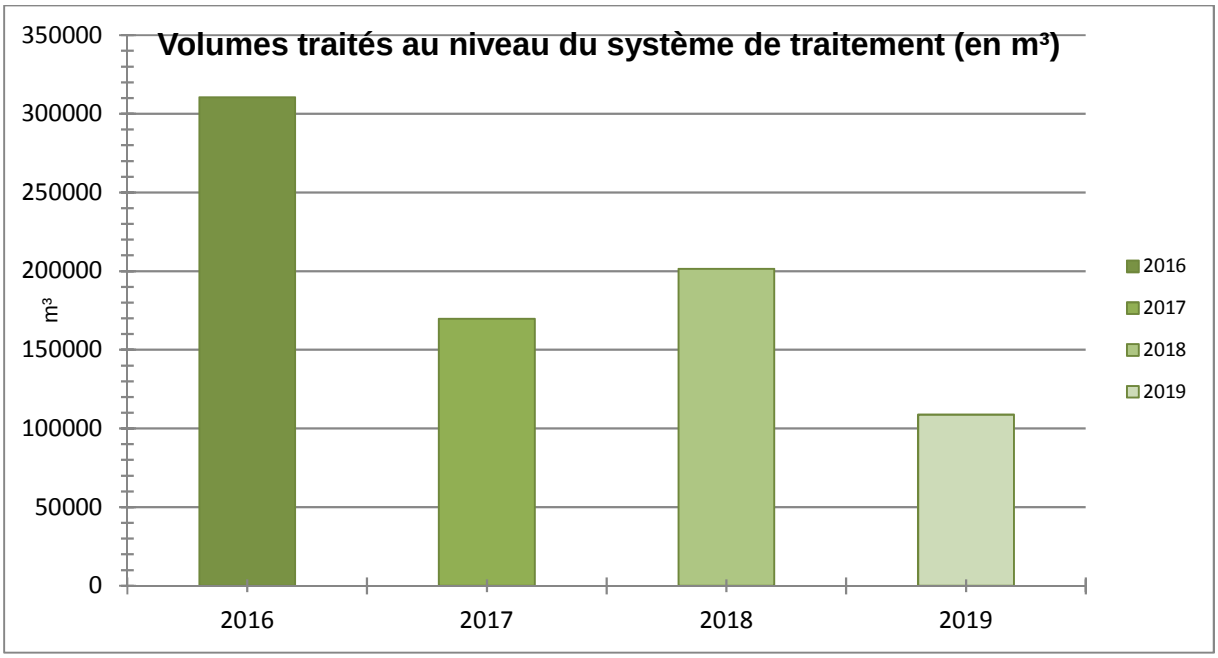
Volumes collectés en entrée de système de traitement (en m³)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	310 563	169 725	228 673	101 835	- 55,5%



- **LES VOLUMES TRAITES (A4)**

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes traités et rejetés au milieu naturel.

Volumes traités (en m³)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	310 563	169 725	201 480	108 770	- 46,0%



3.2.2 L'exploitation des ouvrages de traitement

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions sur le réseau de collecte et les ouvrages de traitement, les charges et concentrations entrantes au niveau des stations de traitement, les apports extérieurs, les consommations de réactifs et d'énergie, …

- **LES CHARGES ENTRANTES**

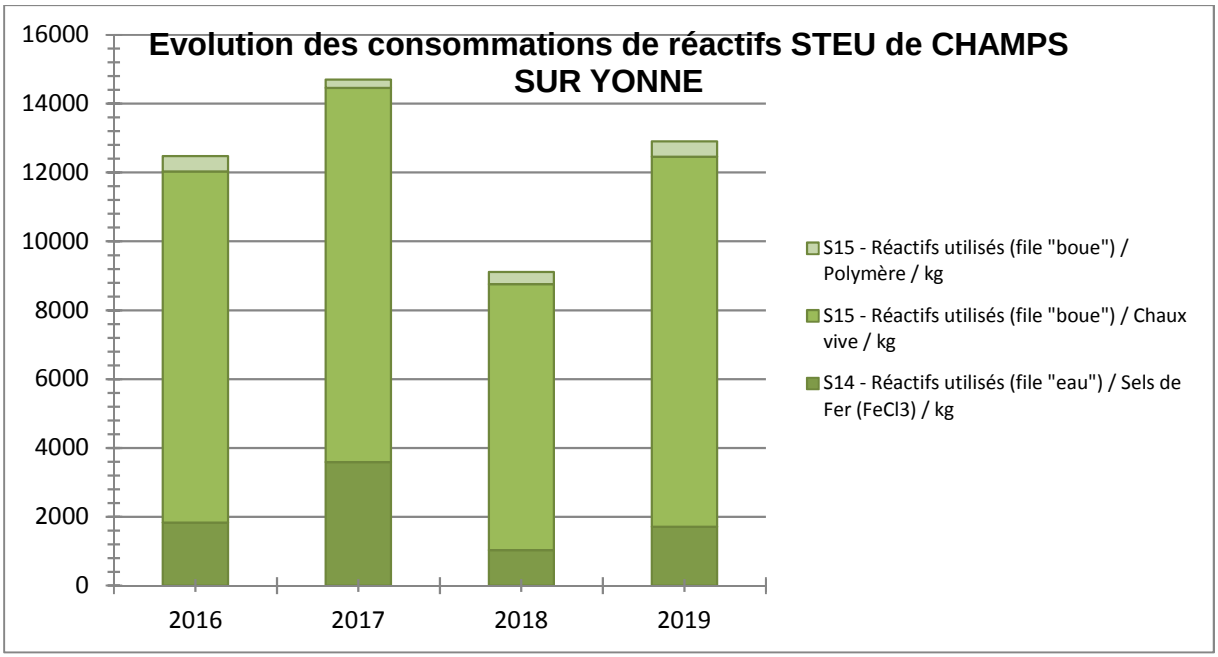
Le tableau suivant détaille l'évolution des concentrations et charges en entrée de station.

Charges entrantes (kg/j)					
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
DBO5	34,9	40,7	64	69,7	8,9%
DCO	123	127,5	151,9	172,7	13,7%
MeS	57,6	87,2	72,6	68,9	- 5,2%
NG	16	15,7	19,7	21,6	9,3%
NTK	14,4	13,9	17,7	21,6	22,0%
Pt	1,5	1,6	1,9	2,3	23,3%

- **LES CONSOMMATIONS DE REACTIFS**

Le tableau suivant permet de mesurer l'évolution quantitative de la consommation d'eau potable et non potable ainsi que celle des réactifs utilisés dans le cadre de l'exploitation des stations de traitement.

Consommation de réactifs							
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**Nature**	**Unité**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S14 - Réactifs utilisés (file "eau")	Sels de Fer (FeCl3)	kg	1 831	3 589	1 030	1 710	66,0%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Chaux vive	kg	10 197	10 866	7 731	10 748	39,0%
S15 - Réactifs utilisés (file "boue")	Polymère	kg	451	250	355	450	26,8%



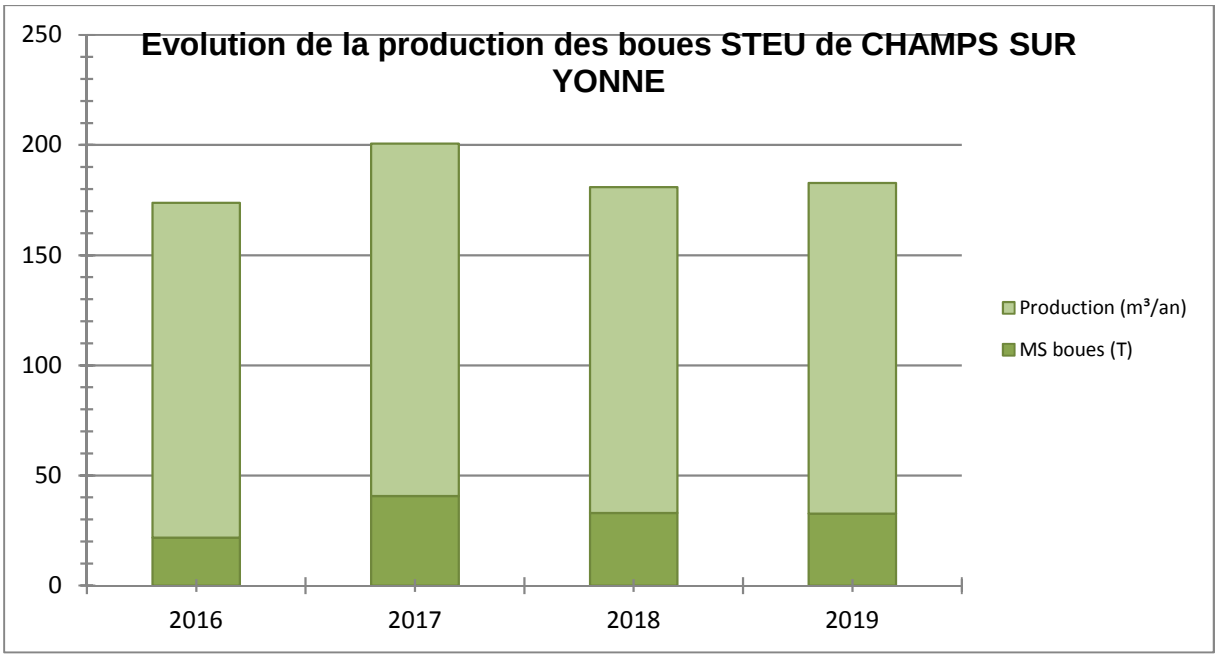
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Nature	Unité	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Consommation d'eau	Eau Potable	M3	148	118	118	79	-33,05%

- **LA FILIERE BOUE**

La production de boues

Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des boues produites en station d'épuration.

Production des boues					
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
MS boues (T)	21,7	40,6	32,9	32,7	- 0,6%
Production (m³/an)	152	160	148	150	1,4%

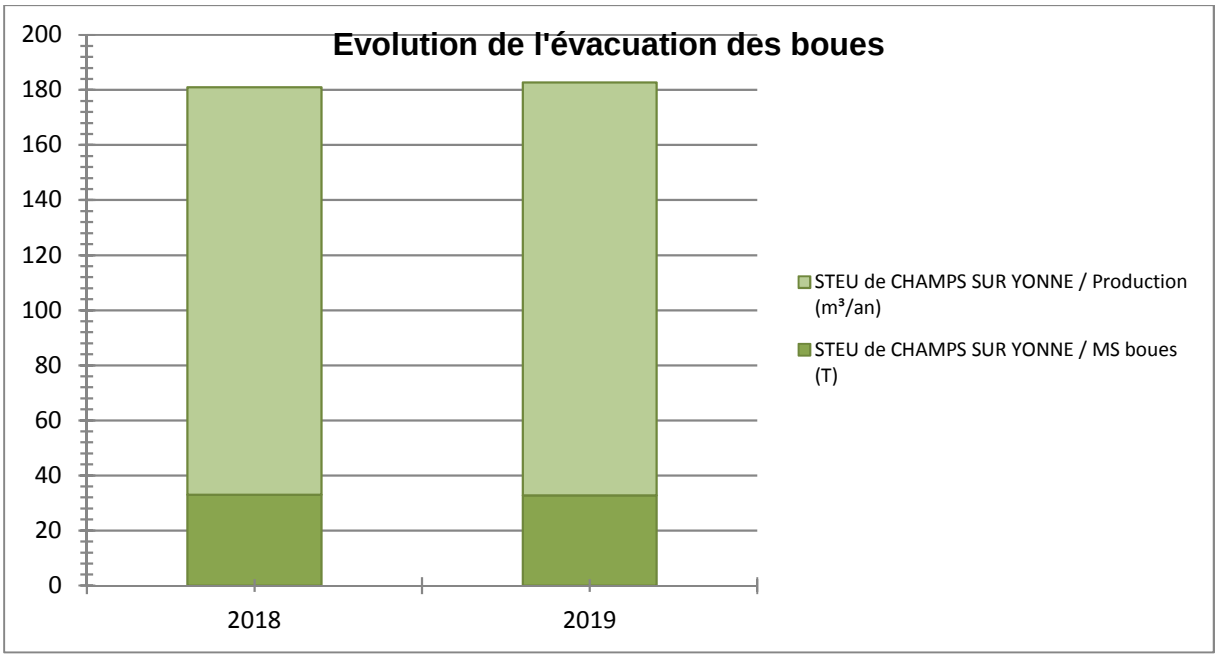


Le système de traitement des eaux usées ne possédant pas de débitmètre au niveau de l'extraction des boues de la filière eau, il est difficile d'estimer la quantité de boues produites avant traitement.
De ce fait, nous utilisons la quantité de boues évacuées pour estimer la quantité de boues produites.

L'évacuation de boues

La quantité de boue évacuée est détaillée dans le tableau suivant.

Evacuation des boues							
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**Nature**	**Filière**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S6 - Boues évacuées après traitement	MS boues (kg)	Epandage	21 720	40 592	32 935	32 715	- 0,7%
S6 - Boues évacuées après traitement	Production (m³/an)	Epandage	152	160	148	150	1,4%



Les valeurs indiquées comprennent l'ajout de réactifs (chaux et polymère).

- **LES SOUS-PRODUITS DE TRAITEMENT**

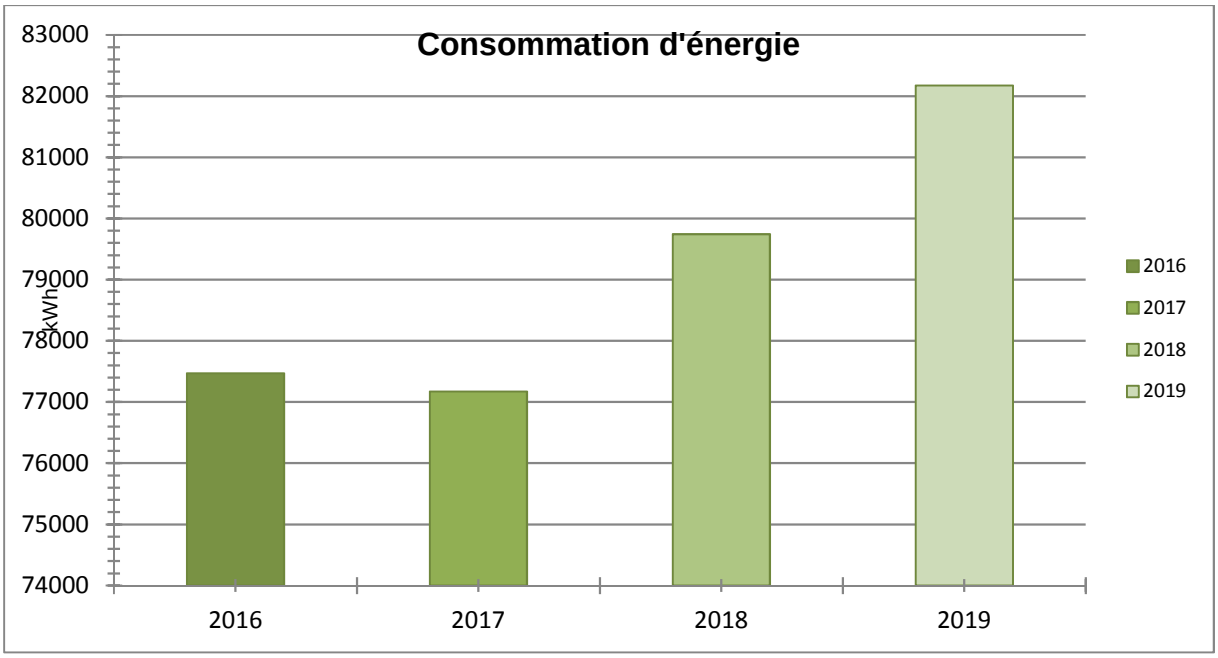
Le tableau suivant détaille les principales caractéristiques des sous-produits évacués.

Bilan sous produits évacués							
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**Nature**	**Filière**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
S11 - Refus de dégrillage produit	Poids (kg)	ISDND	7 560	8 280	12 280	8 800	- 28,3%
S11 - Refus de dégrillage produit	Volume (m³)	ISDND	9,45	10,35	15,35	11	- 28,3%

- **LA CONSOMMATION ELECTRIQUE**

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation électrique facturée des stations d'épuration (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	77 471	77 171	79 743	82 173	3,0%
Total		77 471	77 171	79 743	82 173	3,0%



3.2.3 Les interventions sur les stations d'épuration

- **LES TACHES D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE**

Les interventions réalisées sur les stations d'épuration sont détaillées dans le tableau suivant.

Les Interventions sur les stations d'épuration								
Commune	**Site**	**Type ITV**	**Groupe**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Astreinte sur usine	Total	5	5	6	7	16,67%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Tache de maintenance sur usine	Corrective	42	27	33	28	-15,15%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Tache de maintenance sur usine	Préventive	15	1	4	12	200,00%
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Tache d'exploitation sur usine	Total	315	176	336	348	3,57%

- **LES CONTROLES REGLEMENTAIRES**

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Rappel réglementation :

> « La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. **Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans** par le chef d'établissement **si le rapport précédent ne présente aucune observation** ou **si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de**

vérification. Le chef d'établissement informe l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des éléments prouvant qu'il n'y a pas de non-conformité ou que les non-conformités ont été levées. Cet envoi doit comprendre, le cas échéant, l'avis des membres du CHSCT ou des délégués du personnel ».

Les contrôles réglementaires sur les stations d'épuration				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Disconnecteur des STEP	Disconnecteur	02/01/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Equipement électrique des STEP		31/05/2019
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Moyen de levage des STEP	treuil + potence	27/05/2019

3.2.4 La conformité des rejets du système de traitement

- **L'ARRETE PREFECTORAL**

Le principal texte réglementaire régissant l'auto-surveillance est l'arrêté du 21 juillet 2015, dont certains points comme la conformité du système de collecte ont été précisés dans la note du 7 septembre 2015. En février 2017 l'administration a diffusé un commentaire technique dont la partie 2 est consacrée à l'autosurveillance des systèmes d'assainissement collectifs.

Synthèse de l'arrêté

Site	Nom de la période de l'autorisation de rejet	Paramètre	Charge Réf (kg/j)	Conc. Moy. Jour. (mg/l)	Op.	Conc. Moy. Annuelle	Conc. Rédhib.	Op.	Flux Moy. Jour	Op.	Flux Moy. Annuel	Flux Rédhib.	Op.	Rdt. Moy. Jour (%)	Op.	Rdt. Moy. Annuel	Rdt. Rédhib.	Nom de l'autorisation de rejet
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	NG																AR1 - 2019
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	DBO5	114	30			70						ET	60				AR1 - 2019
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	DCO	171	90			400						ET	60				AR1 - 2019
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	MeS	171	30			85						ET	50				AR1 - 2019
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	NTK	28.5	40														AR1 - 2019
STEU de CHAMPS SUR YONNE	Normal	Pt	7.6	4														AR1 - 2019

- **LA CONFORMITE DES FREQUENCES D'ANALYSE**

Le respect du nombre d'analyses retenues par rapport au nombre prévu par l'arrêté est synthétisé dans le tableau suivant :

Conformité du planning d'analyses					
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**Paramètres**	**A réaliser**	**Réalisées**	**Retenues**	**Taux de conformité**
AR1 - 2019	DBO5	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	DCO	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	MeS	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	NG	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	NTK	2	2	2	100,0%
AR1 - 2019	Pt	2	2	2	100,0%

- **LA CONFORMITE PAR PARAMETRE**

Le détail par paramètre apparaît sur le tableau suivant :

Conformité par paramètre									
STEU de CHAMPS SUR YONNE	**Paramètres**	**Flux moy. Entrée (kg/j)**	**Conc. moy. Sortie (mg/l)**	**Flux moy. Sortie (kg/j)**	**Rendement moyen (%)**	**Nombre de dépassements**	**Nombre de dépassements tolérés**	**Rédhibitoires**	**Conformité**
AR1 - 2019	DBO5	69,65	3	0,54	81	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	DCO	172,67	23	4,12	96	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	MeS	68,86	3	0,54	99	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	NG	21,55	4,37	0,78	94	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	NTK	21,55	3,8	0,68	95	0	0	0	Oui
AR1 - 2019	Pt	2,33	1,6	0,29	79	0	0	0	Oui

- **LA CONFORMITE ANNUELLE GLOBALE**

Une station est dite conforme si et seulement si elle est globalement conforme sur l'ensemble de ses paramètres.

Conformité annuelle globale					
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
CHAMPS-SUR-YONNE	STEU de CHAMPS SUR YONNE	Oui	Oui	Oui	Oui

3.3 Le bilan clientèle

3.3.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif					
Désignation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	735	712	702	681	- 3,0%
Collectivités	8	4	8	8	0,0%
Professionnels	24	32	27	44	63,0%
Total	767	748	737	733	- 0,5%

3.3.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement					
Type volume	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	68 193	70 184,8	68 514,4	65 512	- 4,4%

3.3.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	98	0
Facturation	24	21
Règlement/Encaissement	42	5
Prestation et travaux	19	0
Information	193	-
Technique assainissement	1	1
Total	377	27

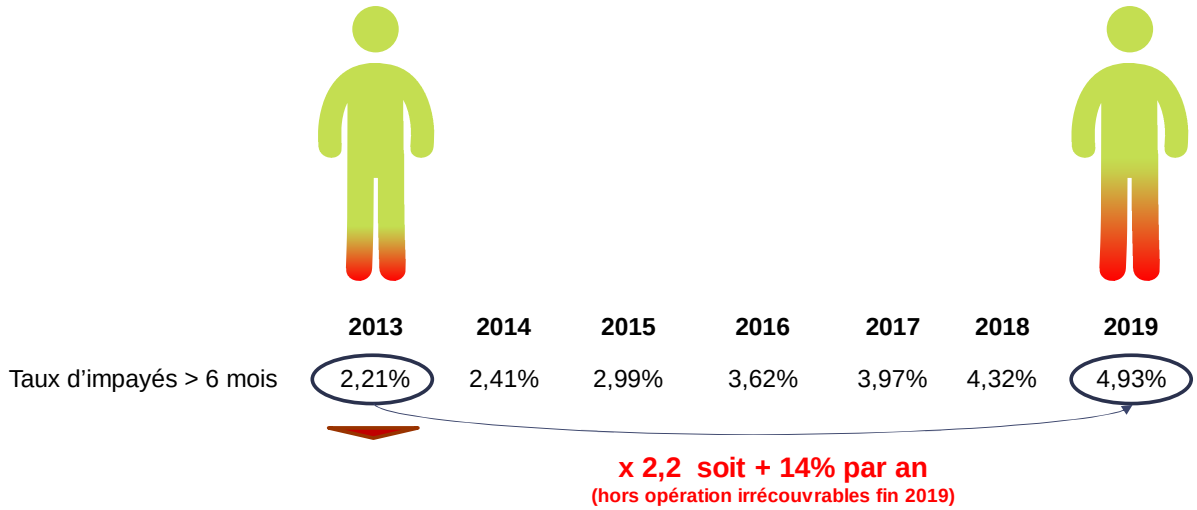
3.3.4 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables

sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables.

Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Créances irrécouvrables (€)	1 133,9	4 716,48	316,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,59	2,38	303,4%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,71	2,55	49,1%

3.3.5 Le fonds de solidarité

Le fonds de solidarité	
Désignation	**2019**
Nombre de dossiers FSL	1
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	1

3.3.6 Les dégrèvements pour fuite

Les dégrèvements			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	7	2	- 71,4%
Nombres de demandes de dégrèvement	7	6	- 14,3%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	0	0	0,0%
Volumes dégrévés (m³)	2 483	314	- 87,4%

3.3.7 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2020**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	107,78
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,3615
Taux de la partie fixe du service (%)	39,75%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,68917
Prix HT au m³ pour 120 m³	2,44467

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	62,21	63,78	2,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,9769	1,0015	2,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	44	44	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,36	0,36	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte) Contrat	0,185	0,185	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,2407	0,2445	1,6%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,14127	1,16999	2,5%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			271,16		298,28
ABONNEMENT					
part SUEZ Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	63,78	63,78	10,0	
Part Communale du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	44,00	44,00	10,0	
CONSOMMATION					
part SUEZ Eau France				0,0	
T1 du 01/01/2020 au 31/12/2020	50 m³	0,9251	46,26	10,0	
T2 du 01/01/2020 au 31/12/2020	70 m³	1,0560	73,92	10,0	
Part Communale du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,36	43,20	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,20		24,42
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Modernisation réseaux collecte du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,1850	22,20	10,0	
TOTAL HT			293,36		
MONTANT TVA (10.0 %)			29,34		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					322,70
Net à payer					322,70 €

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure".

4.1.1 Le CARE

A - CHAMPS SUR YONNE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	**187 754**	**185 509**	**-1,2%**
Exploitation du service	110 177	118 355	
Collectivités et autres organismes publics	72 976	67 009	
Travaux attribués à titre exclusif	4 605	145	
Produits accessoires	-4	0	
CHARGES	**185 222**	**173 894**	**-6,1%**
Personnel	56 917	46 776	
Energie électrique	11 801	12 013	
Produits de traitement	2 805	3 085	
Analyses	508	507	
Sous-traitance, matières et fournitures	14 993	20 025	
Impôts locaux et taxes	1 436	1 267	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	14 733	13 744	
• télécommunication, postes et télégestion	895	921	
• engins et véhicules	5 139	3 385	
• informatique	5 699	5 458	
• assurance	261	480	
• locaux	1 362	1 168	
Contribution des services centraux et recherche	3 670	3 911	
Collectivités et autres organismes publics	72 976	67 009	
Charges relatives aux renouvellements			
• programme contractuel	2 414	2 450	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé	935	864	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 034	2 243	
Résultat avant impôt	**2 532**	**11 615**	
Apurement des déficits antérieurs	2 532	11 615	
RESULTAT	**0**	**0**	**0,0%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

A - CHAMPS SUR YONNE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**187 754**	**185 509**	**-1,2%**
Exploitation du service	110 177	118 355	7,4%
• Partie fixe	42 384	46 368	
• Partie proportionnelle	58 506	63 973	
• Pluvial	9 287	7 433	
• Autres produits (incendie, matières de vidange...)	0	582	
Collectivités et autres organismes publics	72 976	67 009	-8,2%
• Part Collectivité	57 061	55 467	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	15 915	11 542	
Travaux attribués à titre exclusif	4 605	145	-96,9%
• Branchements	4 605	145	
Produits accessoires	-4	0	100,0%
• Autres produits accessoires	-4	0	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€)**
Période contractuelle	30/06/2019	24 795,24
Période contractuelle	31/01/2019	2 879,93
Période contractuelle	31/07/2019	2 568,83
Période contractuelle	31/12/2019	26 120,99
		56 364,99

4.3 La situation des biens et des immobilisations

4.3.1 La situation sur les installations

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Renouvellement sur les installations	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Sans-commune-PR Square Saint Louis - CHAMPS SUR YONNE-RVT-POMPE 1	1 395,16
CHAMPS SUR YONNE-STEU de CHAMPS SUR YONNE-RVT-Support grattoir dégrilleur TR500	734,39
-	2 129,55

4.4 Les investissements contractuels

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	2 129,55
Réseaux	0
Total	2 129,55

- **LA COMPTABILISATION DU RENOUVELLEMENT DANS LE CARE**

Dépenses comptabilisées dans l'année par type d'obligation contractuelle	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Garantie de continuité de service	0
Programme contractuel de renouvellement	2 129,55
Total	2 129,55

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)				
Opération	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Renouvellement	5 465,9	0	0	2 129,55

5 | Votre délégataire

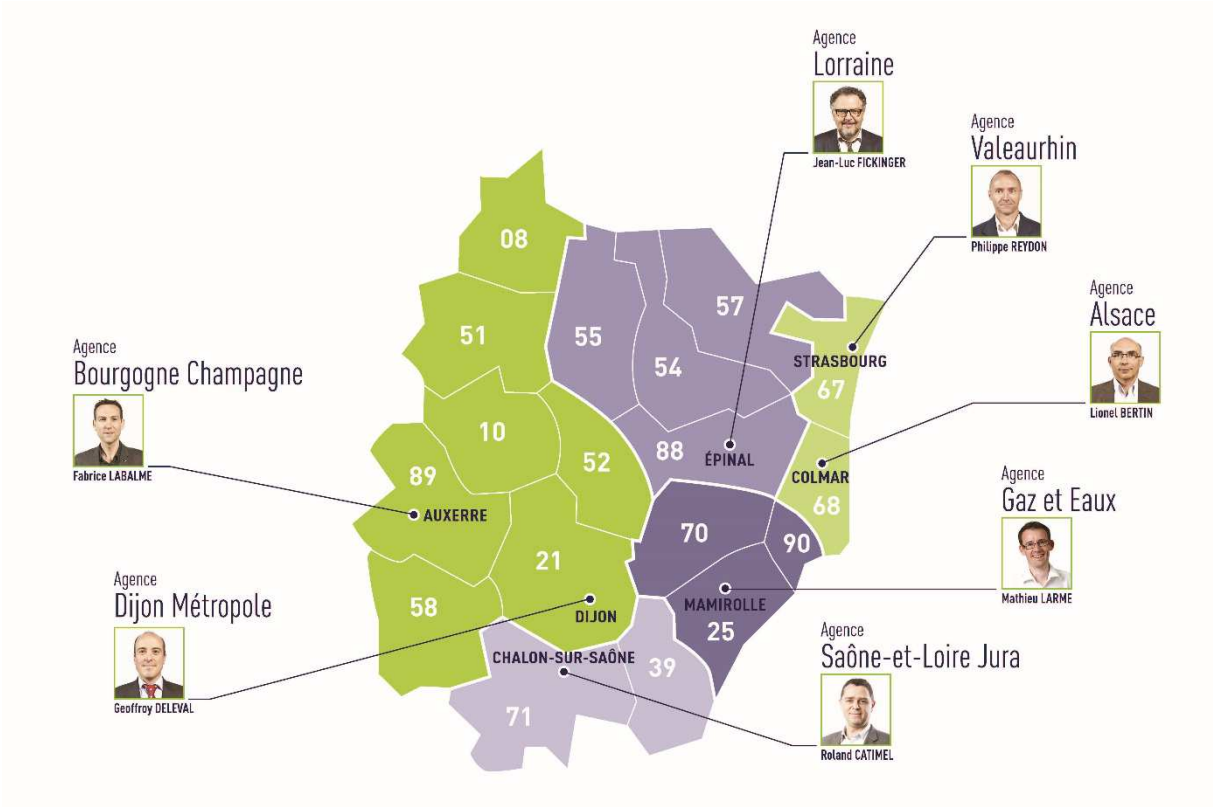


5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

La Région Est

La Région Est pour l'activité eau de SUEZ regroupe les régions administratives Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté. 1200 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau. Le siège est basé à Dijon.
Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients : **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole, Bourgogne Champagne Ardenne.





Directeur Région Est	MARC BONNIEUX
Périmètre géographique	Grand Est Bourgogne - Franche-Comté
Population couverte (Eau et Assainissement)	4 200 000 habitants
Implantation	Le siège est basé à Dijon. Le territoire compte plus de 30 sites d'embauche, sur 18 départements
Clients Eau potable *Clients Assainissement* *Contrats DSP* *Contrats PS*	1 200 000 818 000 436 657
Installations : *Usines Eau* *STEP* *Postes de relevage* *Linéaires réseaux Eau + Assainissement*	 398 usines 436 STEP 1 646 26 638 km
Collaborateurs	1 200

Principaux partenaires de la Région Est :



- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Auxerre
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (Eau)
- Communauté d'agglomération de Colmar



Les métiers de l'activité concernent **le petit cycle de l'eau,** activité historique de l'entreprise :
PRODUIRE de l'eau et protéger la ressource ;
DISTRIBUER l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs ;
COLLECTER ET ASSAINIR les eaux usées pour les rendre propre à la nature.

Spécialiste du grand cycle de l'eau dans la Région Est, SUEZ participe activement à la révolution de la ressource et du digital en intégrant un large panel de compétences avec des projets de références :

VALORISER ET PRESERVER LA RESSOURCE



Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- Boues et jus de choucroute transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- Projet Biovalsan : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France a transformé le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- 74 % des besoins en chaleur des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- A Chenôve, où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- A la piscine des Grésilles de Dijon ou au Centre Nautique de Chalon-sur-Saône, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins



« Eau verte à Dijon » :

Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eau verte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m³ d'eau potable par an.

INNOVER

Pour rendre la ville plus intelligente :

- **Accompagner Dijon métropole vers la Métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protections adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'économie mixte à opération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

Surveillance des qualités des eaux de baignade à Dijon

SUEZ effectue pour le compte de la Ville de Dijon la surveillance active de la qualité des eaux de baignade de la plage du lac Kir de Dijon durant la saison estivale. Grâce à une surveillance en temps réel de la pluviométrie et des analyses effectuées sur place dans son laboratoire technique de Dijon, SUEZ évalue quotidiennement la qualité de l'eau de baignade et transmet ses résultats à la Ville de Dijon qui prend la décision d'ouverture de la baignade au grand public.

Surveiller en continu la qualité des rejets d'une Station d'épuration

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITES

Exploitation de la baignade naturelle Beaune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beaune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beaune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.



Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale.

ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

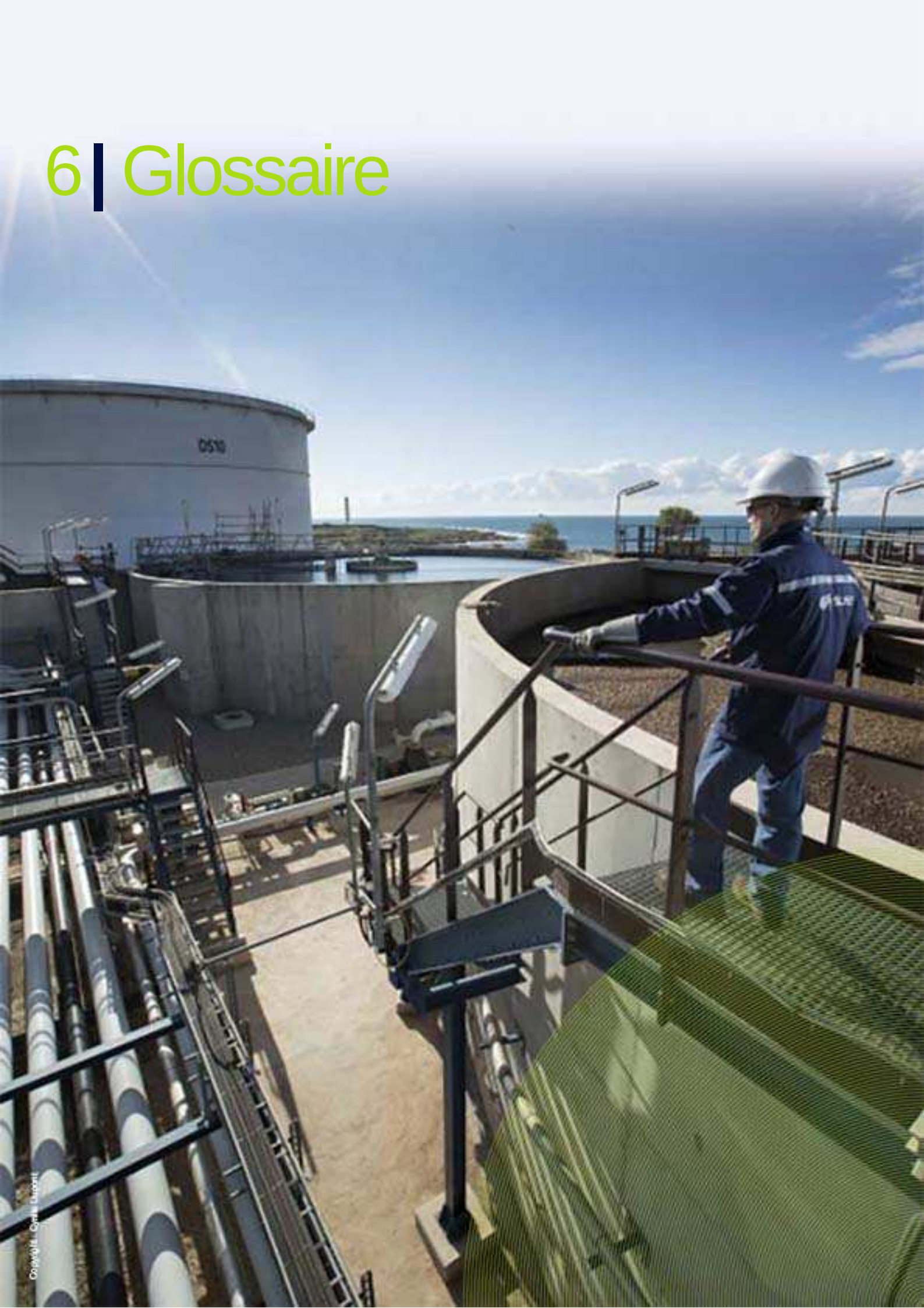
- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim ou à Beaune sur le site des Etangs d'Or.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Idée Alsace, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ FACE VOSGES : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.

- ✓ La démarche Bien vivre dans son logement : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maitrisant sa consommation.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.
- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.
- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).
- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.
- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.
- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.
- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.
- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.
- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.
- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.
- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).
- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.
- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).
- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.
- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.
- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.
- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3
- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).
- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.
- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).

Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "déssableur" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).
- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).
- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).
- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains
- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.
- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).
- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.
- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.
- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.
- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).
- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.
- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.
- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.
- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.
- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage
- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.
  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100
- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plan des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
- **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
  - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**

Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.
Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé
- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.
  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000
- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100
- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20
- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.
  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire
- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

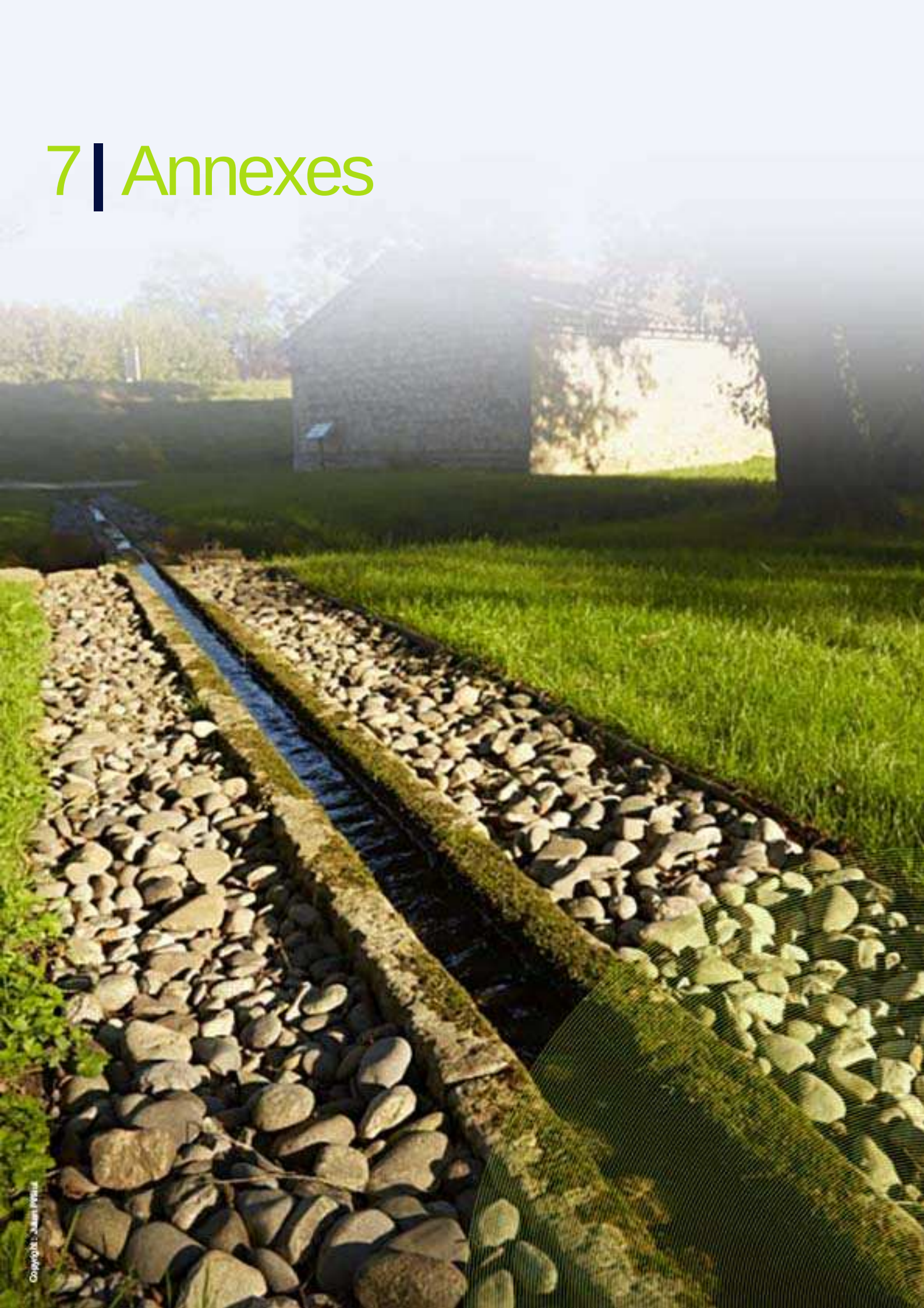
  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.
- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 | Annexes



7.1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1er avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1er janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.
  Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics

Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique
Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1er janvier 2020, 214 000 € HT.

Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Affacturage inversé dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturage inversé dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA*

mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.
L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux
La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.* »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique
Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :
- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :
- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME
Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.
Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public
Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.
Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires –

Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1). Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1er de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1er juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018*

relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026 ».
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement
Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.
Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.
La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie
- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats
De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1er janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.
L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.
Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale
Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Ces mesures peuvent inclure :
- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,

- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements

Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.

Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales (entrée en vigueur le lendemain de sa publication).

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités

Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.

La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RPGD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.

Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales).

Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national

Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.

Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement

Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;

Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte

DERU et délimitation des zones sensibles

L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.

Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive

Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine

Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.

En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.

Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau

- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;
Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».
Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins
Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.
Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale
En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.

La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.
Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.
Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation
Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.
Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.
Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.
Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.
Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110
Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation…), nécessaires au rapportage auprès de la commission européenne, conformément à la

directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier

La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.

Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs

Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.

Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.

Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme

Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme, issu de l'article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).
Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.
Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante
Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

1° Immeubles bâtis ;

2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;

3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;

4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;

5° Aéronefs ;

6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 *(Décr. nº 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1er oct. 2018)*
I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:
1º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;
2º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;
3º Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;
4º Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2º de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.
II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1ère instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc…) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084
http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent

l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

– A compter des Care réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.

– Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Eléments affectés sur une base technique

– Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

– Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

– La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses

prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée

entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 3,14%.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du

contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels (‘charges relatives aux investissements du domaine privé’) :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.
Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d’IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions réseau et clientèle
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions usine
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Nb d'heures MO Média des interventions réseau
Affectation charges SIG	Linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
Ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers

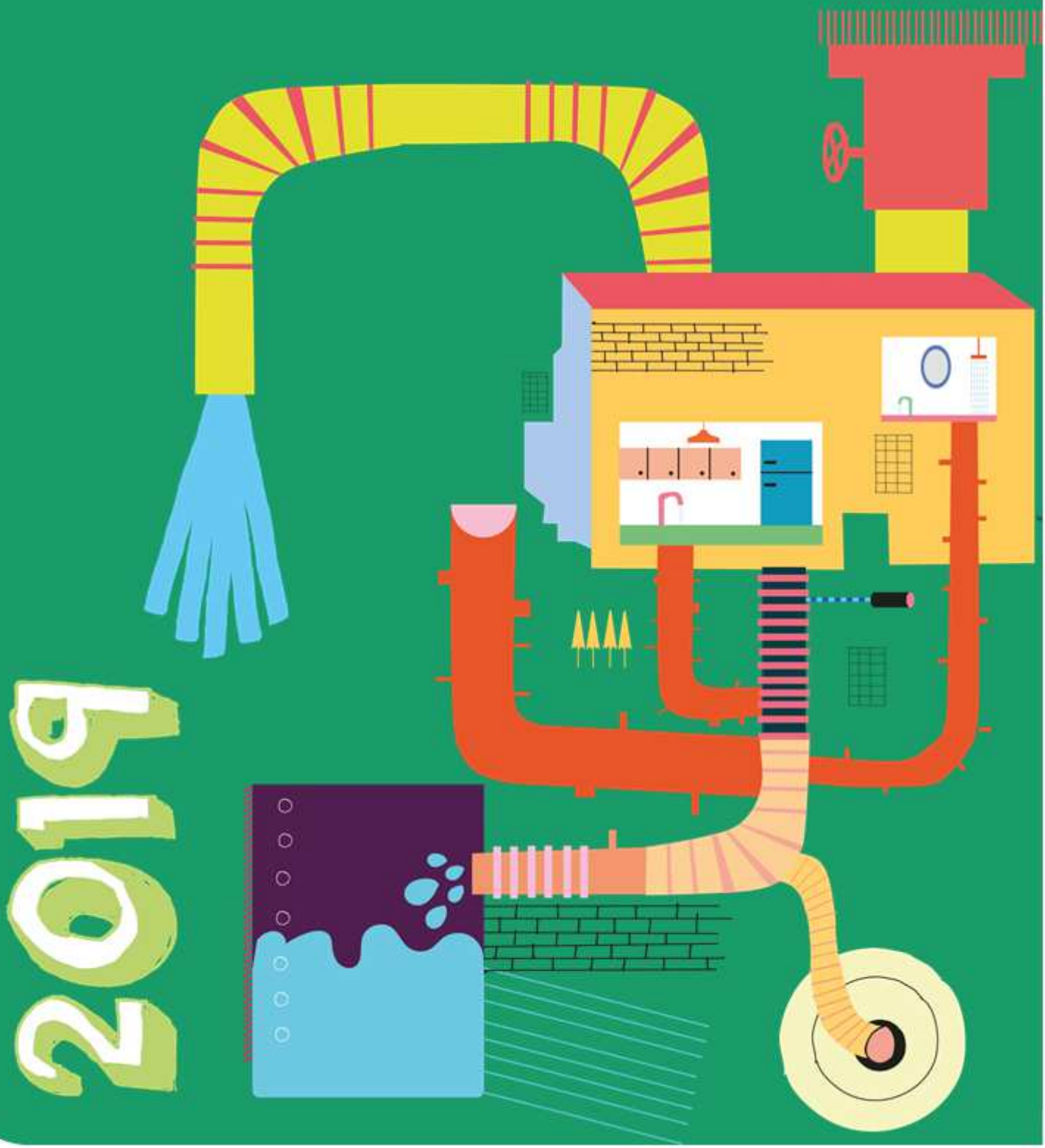


Prêts pour la révolution de la ressource

VEOLIA

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

CA de l'Auxerrois_Ville d'Auxerre



2019

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Gestion du document	**Auteur**	**Date**
Validation	MOMPIOU Déborah THOUVIOT Cécile VIGNIER Sébastien	15/05/2020

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2019

Monsieur le Maire,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au cœur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE 7
1.1. Un dispositif à votre service 8
1.2. Présentation du Contrat 11
1.3. Les chiffres clés 12
1.4. L'essentiel de l'année 2019 13
1.5. Les indicateurs réglementaires 2019 17
1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019 19
1.7. Le prix du service public de l'assainissement 21
2. LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION 23
2.1. Les consommateurs et l'assiette de la redevance 24
2.2. La satisfaction des consommateurs 25
2.3. Données économiques 26
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE 27
3.1. L'inventaire des installations 28
3.2. L'inventaire des réseaux 30
3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine 31
3.4. Gestion du patrimoine 33
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE 37
4.1. La maintenance du patrimoine 38
4.2. L'efficacité de la collecte 47
4.3. L'efficacité du traitement ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.4. L'efficacité environnementale 52
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE 53
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 54
5.2. Situation des biens 57
5.3. Les investissements et le renouvellement 58
5.4. Les engagements à incidence financière 60
6. ANNEXES 63
6.1. La facture 120m3 64
6.2. Les données consommateurs par commune 65
6.3. Le synoptique du réseau 66
6.4. Le bilan détaillé par usine ..... **Erreur ! Signet non défini.**
6.5. L'assainissement non collectif ..... **Erreur ! Signet non défini.**
6.6. Le bilan énergétique du patrimoine 68
6.7. Les engagements spécifiques au service ..... **Erreur ! Signet non défini.**
6.8. Annexes financières 72
6.9. Reconnaissance et certification de service 82
6.10. Actualité réglementaire 2019 85
6.11. Glossaire 89
6.12. Attestations d'assurances 113

1. L’essentiel de l’année



1.1. Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

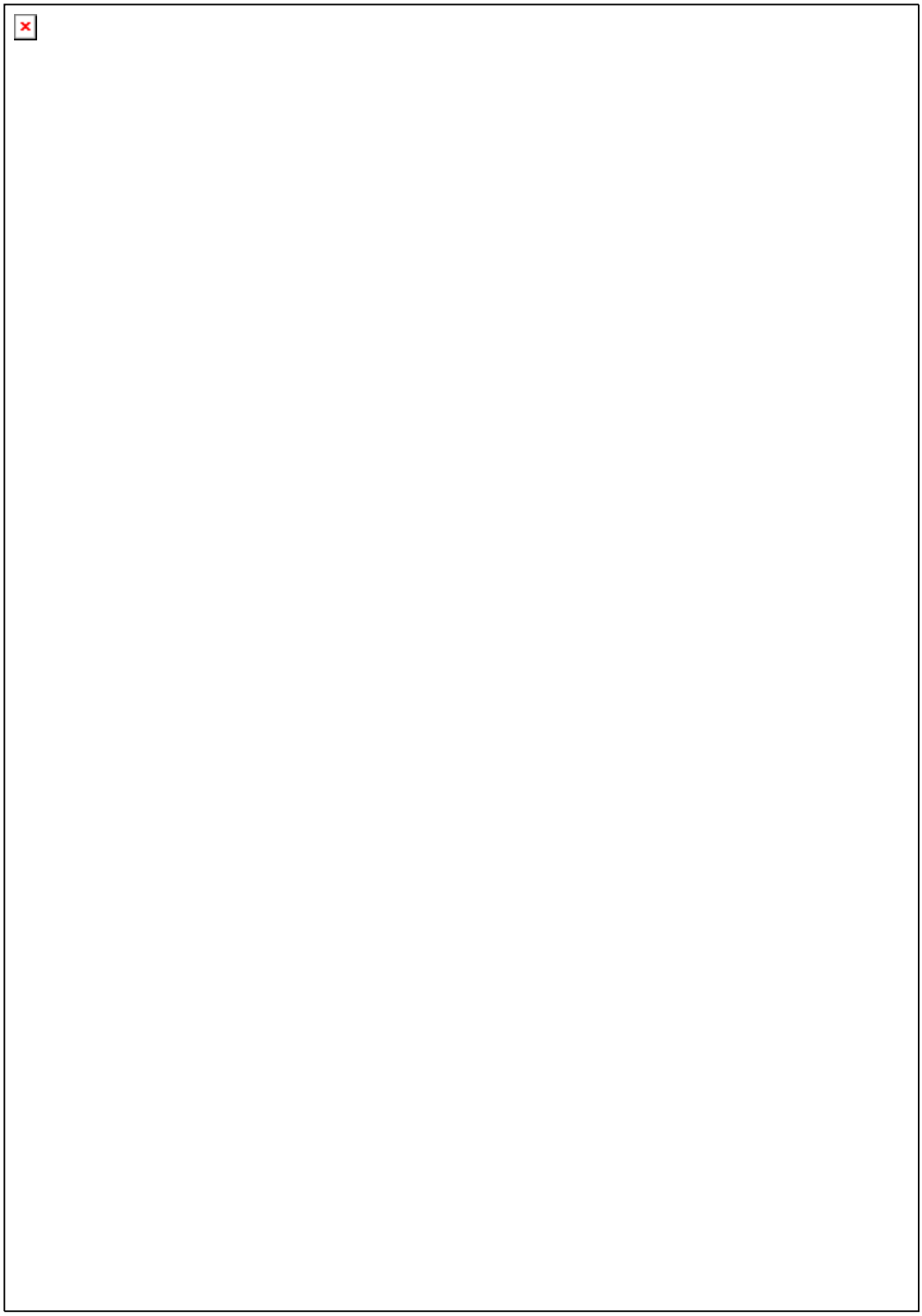
20 avenue Champleroy
89000 AUXERRE
Mardi de 8h à 12h
Vendredi de 14h à 16h30



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE



THIERRY CHANUSSOT
Directeur de Territoire
thierry.chanussot@veolia.com
06 03 80 57 34

8 route de Lyon
89200 Avallon



NICOLAS GAUVRIT
Directeur
des Opérations
nicolas.gauvrit@veolia.com
06 14 61 96 25



SEVERINE GAUVRIT
Responsable
Consommateurs
severine.gauvrit@veolia.com
06 14 08 14 59

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



CECILE THOUVIOT
Auxerre
cecile.thouviot@veolia.com
06 20 96 92 39



MAXIME SAUVAGE
Villeroy
maxime.sauvage@veolia.com
06 01 07 21 39



MATTHIEU DE RANCOURT
Châtillon/Seine
mathieu.de-rancourt@veolia.com
06 18 27 15 57



JEAN-FRANCOIS CHOUARD
Avallon
jean-francois.chouard@veolia.com
06 18 39 71 25

Contact consommateurs
09 69 32 34 58
eau.veolia.fr

Territoire Nord Bourgogne
8 route de Lyon
89 200 Avallon
03 86 34 94 61

Siège de la Région Centre-Est
2-4 avenue des Canuts
69120 VAULX-EN-VELIN
04 26 20 61 00

www.veolia.fr
www.veolia.com
www.fondation.veolia.com

Insign 2018 © Veolia - iStockphoto

1.2. Présentation du Contrat

Données clés

- **Délégataire** : VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- **Périmètre du service** : AUXERRE
- **Numéro du contrat** : B7431
- **Nature du contrat** : Affermage
- **Date de début du contrat** : 01/01/2015
- **Date de fin du contrat** : 31/12/2022
- **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
déversement effluent	MONETEAU	Convention déversement réciproque Monéteau
déversement effluent	PERRIGNY	Convention de déversement Perrigny

- **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	01/01/2019	Modifications contractuelles
1	12/04/2018	Modifications contractuelles

1.3. Les chiffres clés

Chiffres clés



36 804
Nombre d'habitants desservis



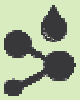
18 911
Nombre d'abonnés (clients)



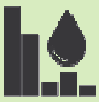
Nombre d'installations de dépollution



Capacité de dépollution (EH)



296
Longueur de réseau (km)



Volume traité (m^3)

1.4. L'essentiel de l'année 2019

1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

L'année 2019 a été marquée par plusieurs évènements :

Suite à l'avenant N°1, les améliorations de mise en sécurité des ouvrages ont été réalisées sur les postes de relèvement suivants :

- Jean MOREAU
- Léon SERPOLET
- La Noue
- Batardeau
- Ile aux Plaisirs
- Centre Nautique
- RN6
- Gorges rouges
- Ocrerie

POSTE DE RELEVAGE RN6

Comme l'an passé, ce poste a été plusieurs fois détérioré en 2019 par des riverains réalisant des raccordements frauduleux sur le branchement électrique de l'installation. EDF est intervenu à plusieurs reprises pour remplacement du disjoncteur et la consommation électrique a fortement augmenté.

INSUFFISANCES

BASSIN DE CHAINETTE

> Les mesures de débits transitant ne sont pas fiables. Suite à l'expertise de la société Nivus, fournisseur des équipements, 5 sondes de mesure Ultrason ont été installées afin de remplacer les mesures des sondes de hauteur existantes. Les difficultés d'accès aux sondes, notamment la sonde canal nord, n'a pas encore permis de fiabiliser la mesure sur ce point.

> Les déversements des regards DO C et DO C' constatées lors de fort épisodes pluvieux en cas de fermetures des vannes hydrauliques n'ont pas été expliquées par l'étude Safège d'août 2015. Le bureau d'étude préconise la mise en place d'un équipement permettant de réduire la vitesse du flux d'écoulement vers le milieu naturel. L'installation de cet ouvrage est prévu en 2020 pas la collectivité. Cet ouvrage n'a pas pour objectif de limiter le nombre de déversement au milieu naturel.

> L'ouvrage ne respecte pas son arrêté préfectoral d'autorisation limitant à 12 par an le nombre de déversements au milieu naturel. Effectivement, la vidange du bassin étant fortement contrainte par le

niveau dans le collecteur de rive, le remplissage de celui-ci est fortement limité et ne permet donc pas la captation de toutes les eaux de pluies du bassin versant. A noter : le bassin est dimensionné pour les pluies mensuelles et non exceptionnelles et n'a donc pas d'obligation pour les pluies supérieures. Il est précisé que la vidange doit être faite dans les 24h. Les travaux réalisés par la collectivité rue Denfert Rochereau et porte de Paris devraient permettre une réduction des déversements.

> En 2017, une étude concernant l'optimisation du fonctionnement du bassin a été réalisée. Celle-ci a montré que la mise en place des variateurs de fréquences sur les pompes de vidanges du bassin a suffisamment écrêté le pic de débit pour que la vidange du bassin n'ait plus d'impact sur le fonctionnement du bassin d'orage en tête de la station d'épuration du SIETEUA à Appoigny. Toutefois, la performance énergétique de l'installation est dégradée par ce mode de fonctionnement.

MISE EN CHARGE DU RESEAU ROUTE DE VAUX :

Ce bassin versant est fortement impacté par les infiltrations d'Eaux Claires Parasites provenant des branchements particuliers et des regards en domaine public. Le diagnostic permanent GESCIRA a permis d'estimer à plus de 1 200 m3/j le volume d'ECP transitant par le poste de relevage de la Noue. L'apport le plus important constaté provient du stade de l'Abbé Deschamps.

L'élimination de ces ECP est indispensable au bon fonctionnement du système d'assainissement et permettra de diminuer significativement le nombre de déversements au milieu naturel du DO J situé directement en aval. L'élimination de ces ECP permettra également d'abaisser le niveau dans le collecteur de rive et donc de faciliter la vidange du bassin d'orage des Chainettes.

1.4.2. PROPOSITIONS D'AMELIORATION

LIEU OU OUVRAGE	INSUFFISANCES ET PRECONISATIONS
PR Batardeau	• Suite au travaux d'aménagement des quais et la mise en place d'un garde corps conforme à la réglementation, il est nécessaire d'étudier la possibilité de déplacement de l'armoire électrique au plus près du poste afin de garantir la sécurité des interventions.
PR Centre nautique	• Sa configuration interne (présence d'une passerelle intermédiaire) génère des contraintes d'exploitation importantes. • Remplacement des pompes préconisé.
PR AUXERREXPO	• Sa configuration interne (présence d'une passerelle intermédiaire) génère des contraintes d'exploitation importantes. A noter que l'alimentation électrique du poste est régulièrement utilisée illégalement par les gens du voyages
PR RN6	• Remplacement de la canalisation refoulement des pompes. • Les canalisations de refoulement des pompes ont nécessité une réparation en 2017 et seront à renouveler en 2020. • A noter que l'alimentation électrique du poste est régulièrement utilisée illégalement par les gens du voyages. De ce fait, l'armoire électrique est détériorée par les branchements illicites réguliers.
PR plaine de l'Yonne	• Ce poste est à l'arrêt depuis le démarrage du contrat le 01/01/2015. Les équipements sont présents dans l'installation.
PR Rozanoff	• Ce poste présente un état globalement correct. • Remplacement barre de guidage et pompes. • Ce poste présente une absence de protection collective de type grille anti chute.
DO J	• Cet ouvrage a été équipé d'une mesure de hauteur de type ultrason permettant d'estimer à la fois le volume de temps sec transitant dans l'ouvrage et les volumes déversés au milieu naturel comme le demande la réglementation. • Cet ouvrage ne respecte pas le critère de conformité du réseau pour un nombre de deversement annuel inférieur à 20 jours de déversement car il est fortement impacté par les Eaux Claires Parasites provenant du bassin versant de la noue. • Un prélèvement a été réalisé en 2019 pour estimer la quantité de polution deversée à ce point. • Les travaux de mise en séparatif réalisés par la collectivité devrait permettre de limiter les déversements à ce point.
Débitmètre Aval	• Cet équipement présente de nombreuses défaillances. Il est envisagé de remplacer le capteur par un système moins fragile.

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

1. Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. De nouvelles règles sont ainsi appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration. Celles-ci sont explicitées dans le paragraphe « L'efficacité du traitement » de ce document.
   De même, dans la continuité de la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté du 21 juillet 2015, les diagnostics permanents pour les agglomérations de plus de 10 000 EH sont à mettre en place à partir du 31/12/2020. Le diagnostic permanent est une démarche d'amélioration continue qui vise à éclairer la compréhension du fonctionnement global du système d'assainissement et d'aider à orienter les programmes d'investissement et d'exploitation. Les objectifs et les indicateurs associés à cette démarche sont à fixer en fonction des enjeux propres à chaque service d'assainissement.

2. Retour au sol des boues d'épuration.
   Deux évolutions législatives et réglementaires majeures portant sur le retour au sol des boues d'épuration ont marqué le début de l'année 2020.
   La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire comporte diverses dispositions sur les boues d'épuration. En conséquence, le Gouvernement a jusqu'au 1er juillet 2021 pour revoir les référentiels réglementaires, sanitaires et environnementaux, applicables aux boues d'épuration (seules ou en mélanges, brutes ou transformées) en vue de leur retour au sol pour leur valorisation agricole. Cette disposition vise à intégrer les connaissances scientifiques les plus récentes dans ces référentiels.
   Dans une instruction adressée aux Préfets en date du 2 avril 2020, le Gouvernement a suspendu l'épandage des boues produites par les stations d'épuration n'ayant pas fait l'objet d'une étape de traitement ayant garanti leur complète hygiénisation, et extraites depuis le début de l'épidémie Covid-19, dont la date est fixée département par département. Cette suspension constitue une mesure de précaution ; elle fait suite à l'avis de l'ANSES consécutif à la saisine n° 2020-SA-0043.
   Cette instruction a eu pour effet d'interrompre la campagne d'épandage de printemps des boues non-hygiénisées alors que, sur certaines stations d'épuration, les capacités de stockage des boues étaient proches de la saturation nécessitant alors la recherche de solutions "alternatives".

1.5. Les indicateurs réglementaires 2019

Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	**36 569**	**36 804**
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)		
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Délégataire	**t MS**	**t MS**
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m³ TTC	Délégataire	**1,32 €uro/m³**	**1.32 €uro/m³**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	**%**	**%**
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Délégataire (2)	**120**	**120**
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	**A la charge de la Police de l'eau**	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Délégataire	**%**	**%**
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Délégataire	**0,00 u/1000 habitants**	**0,00 u/1000 habitants**
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Délégataire	**0,55 u/100 km**	**0,54 u/100 km**
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	**%**	**%**
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Délégataire	**%**	**%**
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	**100**	**100**
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**2.77 %**	**(3) %**
[P258.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**0,00 u/1000 abonnés**	**0,00 u/1000 abonnés**

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini
(3) : nous ne pouvons fournir qu'un chiffre cumulé de plusieurs années. Le montant des impayés s'élève à 77 963€. Ce cumul est arrêté au 15/02/2019(date de reversement SUEZ).

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Service public de l'assainissement non collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
[D301.0]	Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif	Collectivité	**0**	**0**
[D302.0]	Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
[P301.3]	Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif	Délégataire		

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport
(*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)*	Délégataire	%	%
LA GESTION DU PATRIMOINE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	6 903	6 903
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	2 816	2 816
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	28	20
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	182 398 ml	183 635 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	16	16
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire		
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	EH	EH
COLLECTE DES EAUX USEES		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	69	55
	Longueur de canalisation curée	Délégataire	33 566 ml	35 190 ml
LA DEPOLLUTION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	m^3	m^3
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	kg/j	kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	EH	EH
	Volume traité	Délégataire	m^3	m^3
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	t	t
	Masse de sables évacués	Délégataire	t	t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	m^3	m^3
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Nombre de communes desservies	Délégataire	1	1
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	18 825	18 911
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	18 825	18 911
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire		
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	2 020 217 m^3	1 967 189 m^3
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	2 020 217 m^3	1 967 189 m^3
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	m^3	m^3

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

** la conformité réglementaire des rejets (directive européenne) n'est à présent plus évaluée (voir paragraphe « L'efficacité du traitement »)*

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique d'entreprise**	**Mesure statistique d'entreprise**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**84 %**	**87 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire		
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire		
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**

1.7. Le prix du service public de l'assainissement

LA FACTURE 120 M^3

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m^3 représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de AUXERRE l'évolution du prix du service d'assainissement par m^3 **[D102.0]** et pour 120 m^3, au 1er janvier est la suivante :

AUXERRE **Prix du service de l'assainissement collectif**	Volume	Prix Au 01/01/2020	Montant Au 01/01/2019	Montant Au 01/01/2020	N/N-1
Part délégataire			**32,46**	**33.18**	**1,02 %**
Consommation	120	0,0000	32,46	33.18	
Part communale			**88,96**	**88.96**	**0,0 %**
Consommation	120	0,0000	88,96	88.96	
Organismes publics			**22,20**	**22.20**	**0,0 %**
Modernisation du réseau de collecte	120	0,0000	22,20	22.20	
Total € HT			**143,62**	**144.34**	**1,0 %**
TVA			14,36	14.43	**1,0 %**
Total TTC			**157,98**	**158.77**	**1,0 %**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**1,32**	**1.32**	**0,0 %**

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m^3 pour la commune de AUXERRE

Les factures type sont présentées en annexe.

2. Les consommateurs et leur consommation

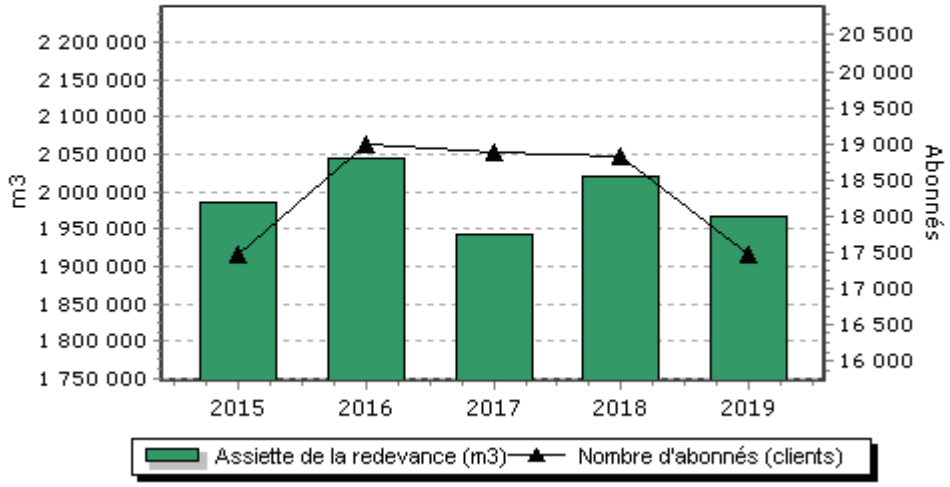


2.1. Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre d'abonnés (clients) desservis	**17 485**	**18 998**	**18 882**	**18 825**	**18 911**	**0.5%**
Abonnés sur le périmètre du service		19 005	18 882	18 825	18 911	0.5%
Assiette de la redevance (m3)	**1 986 876**	**2 043 819**	**1 941 745**	**2 020 217**	**1 967 189**	**-2,6%**
Effluent collecté sur le périmètre du service	1 986 876	2 043 819	1 941 745	2 020 217	1 967 189	-2,6%

Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

→ *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client		16	1	3	30	900,0%
Nombre annuel de demandes d'abonnement		1	0	0	0	0%
Taux de mutation		0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0%

2.2. La satisfaction des consommateurs

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : être attentionné, cela commence toujours par être à l'écoute de ce que l'on a à nous dire, de ce que l'on pense de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,…
- la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2019 sont :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Satisfaction globale	85	88	85	84	87	+3
La continuité de service	94	96	94	93	95	+2
Le niveau de prix facturé	56	52	57	53	61	+8
La qualité du service client offert aux abonnés	87	82	82	77	81	+4
Le traitement des nouveaux abonnements	91	90	91	81	90	+9
L'information délivrée aux abonnés	80	79	73	68	70	+2

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

→ *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

2.3. Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2019 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

Nous ne pouvons fournir qu'un chiffre cumulé de plusieurs années. Le montant des impayés s'élève à 77 963€. Ce cumul est arrêté au 15/02/2019 (date de reversement SUEZ).

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

3. Le patrimoine de votre service



3.1. L’inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

→ ***Les installations et postes de relèvement/refoulement***

Type de point	Code du point (identifiant)	Type de réseau	Nom du point	Commune de localisation	Maître d'ouvrage
(2)	*(14)*	*(15)*	*(3)*	*(4)*	*(5)*
TP	TP1AUXER0	EU	quai du Batardeau	AUXERRE	Ville d'Auxerre
TP	TP2AUXER0	EU	Les Gorges Rouges	AUXERRE	Ville d'Auxerre
TP	TP3AUXER0	UN	CIGA (rue des Dumonts)	AUXERRE	Ville d'Auxerre
TP	TP4AUXER0	EU	CHAMPLYS	AUXERRE	Ville d'Auxerre

→ *Ouvrages de déversement en milieu naturel*

Type de point	Code du point (identifiant)	Type de réseau	Nom du point	Commune de localisation	Maître d'ouvrage
(2)	*(14)*	*(15)*	*(3)*	*(4)*	*(5)*
DO	DO1AUXER2	UN	Boulevard de la Chainette	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO2AUXER0	UN	Place du Coche d'Eau	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO3AUXER0	UN	Rue Leboeuf	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO4AUXER0	UN	Quai de la république / Poterne	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO5AUXER0	UN	rue Saint Pèlerin	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO6AUXER0	UN	rue Max Qantin	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO7AUXER1	UN	Prévention Routière / Place Achille Ribain	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO8AUXER1	UN	Bassin de la Chainette	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO9AUXER0	UN	rue Ranthaulme	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO10AUXER0	UN	Coulée Verte	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO11AUXER0	UN	Boulevard Lafayette	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO12AUXER0	UN	rue du Clos	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO13AUXER0	UN	rue Louis Richard/Gérot	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO14AUXER0	UN	Boulevard Vaulabelle/rue puits des Dames	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO15AUXER0	UN	rue des Pêcheurs	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO16AUXER0	UN	rue Louis Richard/Gérot	AUXERRE	Ville d'Auxerre
DO	DO17AUXER0	UN	rue Paul Doumer	AUXERRE	Ville d'Auxerre

3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de collecte,
- des équipements du réseau,
- des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les canalisations, branchements et équipements*

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	308,5	302,3	292,3	293,9	295,9	0,7%
Canalisations eaux usées (ml)	108 784	105 843	106 034	106 859	108 384	1,4%
dont gravitaires (ml)	104 435	101 494	101 685	102 510	103 976	1,4%
dont refoulement (ml)	4 349	4 349	4 349	4 349	4 408	1,4%
Canalisations unitaires (ml)	75 985	75 985	76 026	75 539	75 251	-0,4%
dont gravitaires (ml)	75 985	75 985	76 026	75 539	75 251	-0,4%
Canalisations eaux pluviales (ml)	123 690	120 424	110 247	111 535	112 273	0,7%
dont gravitaires (ml)	123 690	120 424	110 247	111 535	112 273	0,7%
Branchements						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires		6 871	6 884	6 903	6 903	0,0%
Nombre de branchements eaux pluviales		2 803	2 807	2 816	2 816	0,0%
Ouvrages annexes						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	5 125	5 125	5 125	5 125	5 125	0,0%
Nombre de déversoirs d'orage	37	37	37	37	37	0,0%

3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments…, constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX [P253.2]

Pour l'année 2019, le taux moyen de renouvellement des réseaux **[P253.2]** est de %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2015	2016	2017	2018	2019
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	184 769	181 828	182 060	182 398	183 635
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	0	0	0

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice **[P202.2]** pour l'année 2019 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2015	2016	2017	2018	2019
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	30	120	120	120	120

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	**Partie A : Plan des réseaux (15 points)**		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		97,27 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
	Total Parties A et B	**45**	**45**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	15
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	10
VP262	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
	Total:	**120**	**120**

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ ***Les installations***

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
BO CHAINETTE		
TRANSMETTEURS	Renouvellement	Compte
PR LA NOUE		
TUYAUTERIES	Renouvellement	Compte
PR RN6		
POMPE N01	Renouvellement	Compte
POMPE N02	Renouvellement	Compte

→ ***Les réseaux et branchements***

BRANCHEMENTS RENOUVELÉS

DATE	ADRESSE	COMMUNE	DETAIL
26/04/2019	Rue Marcelin Berthelot	89000 Auxerre	Renouvellement branchement + pose boite
04/06/2019	Rue de la Plaine Saint-Martin	89000 Auxerre	Inversion branchement

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
BRANCHEMENTS ASSAINISSEMENT	2	Compte
TAMPONS DE REGARD	27	Compte

3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ *Les installations*

Travaux réalisés par le délégataire :

Sans Objet.

Travaux réalisés par la Collectivité :

Sans Objet.

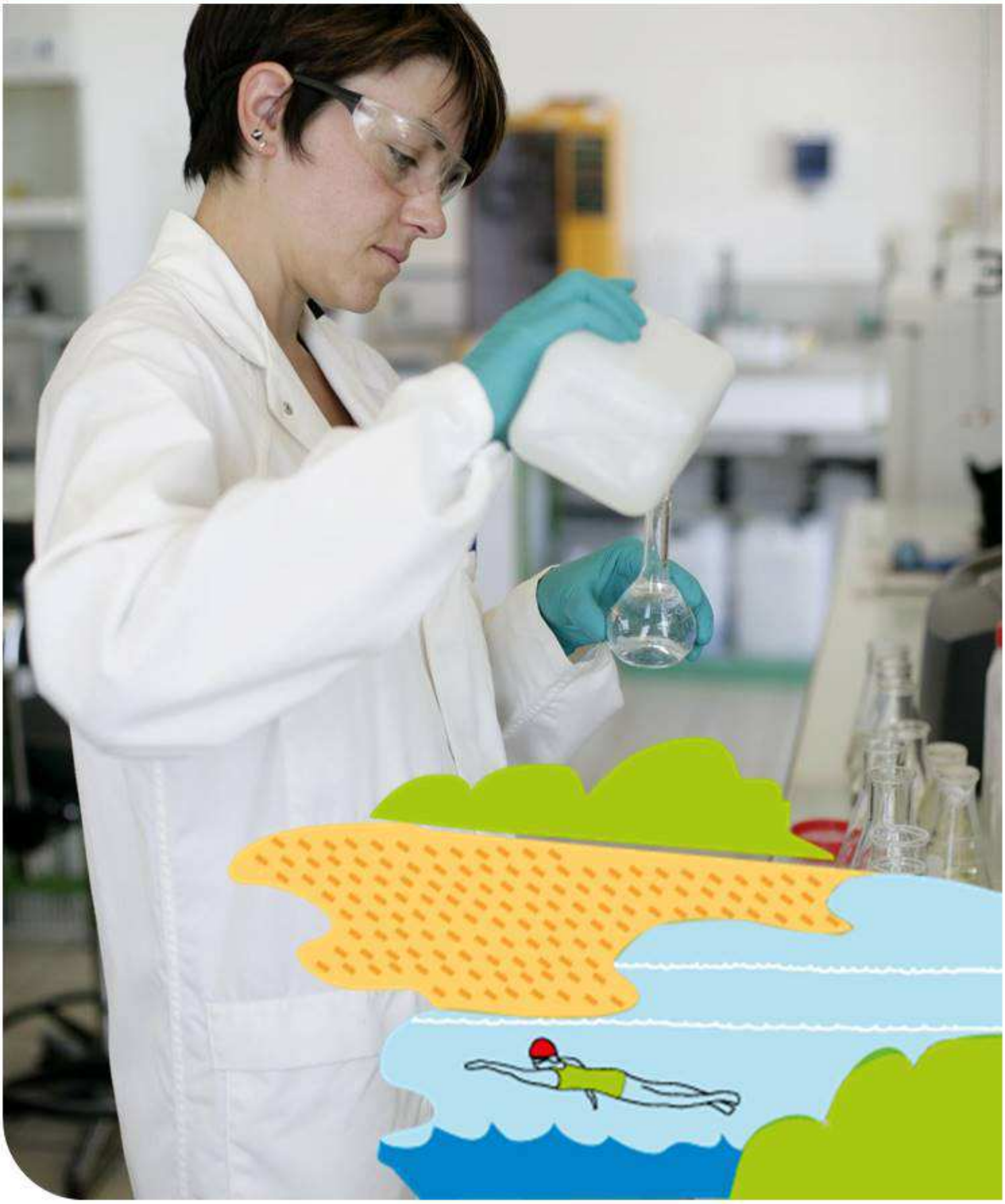
→ *Les réseaux et branchements*

Les principales opérations réalisées par le délégataire figurent au tableau suivant :

BRANCHEMENTS NEUFS 2019

DATE	ADRESSE	COMMUNE	NATURE
07/02/2019	Rue des Prés Barreaux	89000 Auxerre	EU - EP
06/02/2019	Rue Pierre Reckel	89000 Auxerre	EU
04/02/2019 05/02/2019	Rue Louis Richard	89000 Auxerre	EU
06/03/2019 - 07/03/2019	Rue des grands Boivins	89000 Auxerre	EU
08/03/2019 - 11/03/2019	Rue Anatole France	89000 Auxerre	EU
29/04/2019	Rue d'Eckmühl	89000 Auxerre	EU
10/05/2019	Rue Louis Blériot	89000 Auxerre	EP
17/06/2019 - 18/06/2019	Allée Heurtebise	89000 Auxerre	EU
04/06/2019 au 12/06/2019	Rue des Caillottes	89000 Auxerre	EU - EP
19/06/2019	Rue des Cassoirs	89000 Auxerre	EU
04/06/2019 - 05/06/2019	Avenue de Saint-Georges	89000 Auxerre	EU - EP
06/06/2019 - 07/06/2019	Rue du Clos	89000 Auxerre	EU
23/07/2019 au 26/07/2019	Avenue d'Egriselles	89000 Auxerre	EP
22/07/2019 - 23/07/2019	Rue Lambaréné	89000 Auxerre	EP
29/07/2019 au 31/07/2019	Rue du Halage	89000 Auxerre	EU
23/07/2019 au 26/07/2019	Allée Bahia	89000 Auxerre	EU
10/07/2019 - 11/07/2019 - 12/07/2019	Rue de Perrigny - CHESNEZ	89000 Auxerre	EU - EP
26/08/2019	Rue des Rouges Gorges	89000 Auxerre	EU
05/11/2019 - 06/11/2019	Avenue Docteur Calmette	89000 Auxerre	EU
15/11/2019	Rue Guette Soleil	89000 Auxerre	EU

4. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service



4.1. La maintenance du patrimoine

On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

→ ***Les réseaux et branchements***

SUIVI ALLO MAIRIE 2019

Date de demande	Adresse	Ville	Motif	Commentaire
03/01/2019	Rue de Sougères	89000 Auxerre	Mauvaise odeur	RAS
09/01/2019	Rond-point bd de Verdun	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir remplacé
10/01/2019	Avenue Jean Mermoz	89000 Auxerre	Tampons affaissés	Ne nous concerne pas
07/01/2019	Rue des Pres Barreaux	89000 Auxerre	Tampons boîtes à resceller	2 tampons boîtes rescellées
04/01/2019	Rue Renan	89000 Auxerre	Tampon boite descellé	tampon boite remplacé
17/01/2019	Rue de Laborde	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
21/01/2019	Avenue Delacroix - dalle Sainte Geneviève	89000 Auxerre	Siphon bouché	Ne nous concerne pas
21/01/2019	Rue du Pont	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
18/01/2019	Rue de Sparre	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
03/01/2019	Rue Robert Rimbert	89000 Auxerre	Avaloir bouché	2 avaloirs nettoyés par SNAVEB
24/01/2019	Derrière salle Vaulabelle	89000 Auxerre	Avaloir bouché	Ne nous concerne pas
23/01/2019	Avenue pierre de Courtenay	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
23/01/2019	Rue Germain Besnard	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
29/01/2019	Bd du 11 Novembre	89000 Auxerre	Tampon qui claque	Ne nous concerne pas
31/01/2019	Rue Marcelin Berthelot	89000 Auxerre	Branchement bouché	ITV collecteur à faire
04/02/2019	Parking gymnase AJA - Avenue Yver	89000 Auxerre	Réseau bouché	réseau débouché par SNAVEB
01/02/2019	Magasin Coco - 5 Rue Fécauderie	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
04/02/2019	Rue Condorcet	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
29/01/2019	Allée des acacias	89000 Auxerre	Avaloirs bouchés	2 avaloirs nettoyés par SNAVEB
31/01/2019	Parking du collège Albert Camus	89000 Auxerre	Caniveau grille bouchée	caniveau nettoyé par SNAVEB
11/02/2019	Rue Saint-Germain	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
15/02/2019	Allée Jacques Brel	89000 Auxerre	Réseau EU bouché	RAS
15/02/2019	Avenue Hoche	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB (racines)
18/02/2019	Bd de Verdun	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir à resceller
18/02/2019	Allée Lavoisier	89000 Auxerre	Grille bouché (odeurs)	adresse non trouvée
11/02/2019	Rue des Conches	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
14/02/2019	Avenue Haussmann	89000 Auxerre	Inondé par la chaussée	problème de voirie
21/02/2019	Rue du huit mai 1945	89000 Auxerre	Branchement bouché	RAS domaine public - Passage ITV
28/02/2019	Rue Victor Martin	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
05/03/2019	Avenue Denfert Rochereau	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
06/03/2019	Rue des Vendanges	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement bouché domaine privé
11/03/2019	Rue Cochois	89000 Auxerre	Avaloir bouché par du verre	RAS

06/03/2019	Rue de l'Etang Sainte-Vigile	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
13/03/2019	Rue Aristide Briand	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
12/03/2019	Rue Denis Larabit	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir + caniveau grille nettoyés par SNAVEB
11/03/2019	Allée Branly	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir + caniveau grille nettoyés par SNAVEB
07/03/2019	Angle Rue pasteur et Rue du 14 Juillet	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
14/03/2019	Préfecture Rue Cochois	89000 Auxerre	Avaloir bouché	grille bouchée domaine privé
14/03/2019	Rue Carpeaux	89000 Auxerre	Avaloir bouché	branchement habitation nettoyé par SNAVEB
19/03/2019	Allée des 3 manteaux	89000 Auxerre	Plaque descellée	plaque rescellée
19/03/2019	Rue d'autric	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir rescellé
22/03/2019	Rue sous murs	89000 Auxerre	Branchement bouché	RAS domaine public
21/03/2019	Rue du Pont	89000 Auxerre	Branchement bouché	RAS domaine public
28/03/2019	Boulevard Davout	89000 Auxerre	Plaque descellée	plaque rescellée
28/03/2019	Avenue Jean Jaurès	89000 Auxerre	Branchement bouché	RAS domaine public
02/04/2019	Rue du Carré pâtissier	89000 Auxerre	Avaloirs bouchés	2 avaloirs nettoyés par SNAVEB
05/04/2019	Rue Louis Renault	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
09/04/2019	Rue Fécauderie	89000 Auxerre	Avaloir bouché	RAS domaine public
10/04/2019	Avenue fontaine ste Marguerite / gendarmerie	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir rescellé
16/04/2019	Rue Monge	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir rescellé
19/04/2019	Place de Normandie	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB (lingettes)
25/04/2019	Rue de Bretagne	89000 Auxerre	Regard bouché	RAS domaine public
23/04/2019	Allée Heurtebise	89000 Auxerre	Grille bouchée	avaloir nettoyé par SNAVEB boulevard montois
30/04/2019	Avenue delacroix	89000 Auxerre	Siphon bouché dalle Sainte-Geneviève	Ne nous concerne pas
30/04/2019	Rue Renan	89000 Auxerre	Tampon descellé	tampon à resceller
25/04/2019	Avenue Lattre de Tassigny	89000 Auxerre	Avaloirs bouchés	tous les avaloirs nettoyés par SNAVEB
03/05/2019	Tour de l'Horloge	89000 Auxerre	Grille qui dépasse	RAS - fontaine à eau
06/05/2019	Rue Carpeaux	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB + pose boite
09/05/2019	Rue des Caillottes	89000 Auxerre	Avaloir bouché	RAS
09/05/2019	Avenue Haussmann	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé + clapet vérifié
09/05/2019	Dalle du phare	89000 Auxerre	Avaloir bouché	dalle du phare ne nous concerne pas
13/05/2019	Allée des palmes	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB (dépôt calcaire)
20/05/2019	Bd du 11 Novembre	89000 Auxerre	Avaloir descellé	grille changée
16/05/2019	Rue des Senons	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB

21/05/2019	Rue des Boutilliers	89000 Auxerre	Regard détérioré	RAS sur le domaine public
22/05/2019	Allée Champraisin	89000 Auxerre	Eau stagne devant l'entrée	RAS
24/05/2019	Rue des Capucines	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir domaine privé OAH
24/05/2019	Rue des Montardoins	89000 Auxerre	Plaque regard cassée	plaque à changer - chambre à sable
24/05/2019	Rue Pierre Larousse	89000 Auxerre	Plaque bruyante	RAS
27/05/2019	Avenue de la Puisaye	89000 Auxerre	Avaloir bouché	2 avaloirs nettoyés par SNAVEB
29/05/2019	Quai de la Marine	89000 Auxerre	Plaque cassée	ne nous concerne pas
31/05/2019	Rue de l'Ocrerie	89000 Auxerre	Hydrocarbure dans l'yonne	RAS domaine public - passage chez AUTOPOLE Ras
13/06/2019	Maison de quartier des rosoirs	89000 Auxerre	Avaloir bouché	ne nous concerne pas
12/06/2019	Rue des migraines	89000 Auxerre	Avaloir cassé - pneu crevé	RAS
12/06/2019	Place Achille Ribain	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir à resceller
11/06/2019	Quai du batardeau	89000 Auxerre	Avaloirs bouchés	tous les avaloirs nettoyés par SNAVEB
05/06/2019	Place Saint-Mamert / Rue martineau	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
14/06/2019	Bd du 11 novembre / Rue des moreaux	89000 Auxerre	Plaque qui claque	ne nous concerne pas
14/06/2019	Bd du 11 novembre / Rue des moreaux	89000 Auxerre	Plaque qui claque	ne nous concerne pas
17/06/2019	Entrée des Eclaireurs de france	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir à resceller
21/06/2019	Rue de picardie	89000 Auxerre	Tampons qui claquent	RAS
26/06/2019	Chemin de bouffaut	89000 Auxerre	Branchement bouché	RAS - branchement bouché domaine privé
28/06/2019	Parking de la Chaînette	89000 Auxerre	Problème de plaque sur le parking	RAS
28/06/2019	Allée Vincent d'Indy	89000 Auxerre	Branchement qui refoule	RAS domaine public
01/07/2019	Chemin de fontenottes	89000 Auxerre	Problème d'odeurs	RAS domaine public
01/07/2019	Rue des migraines	89000 Auxerre	Avaloir descellé	RAS domaine public
09/07/2019	Angle foch / vauban	89000 Auxerre	Avaloir descellé	avaloir rescellé
11/07/2019	Ruelle des boucheries	89000 Auxerre	Problème d'odeurs	RAS domaine public
15/07/2019	Rue ferdinand de lesseps	89000 Auxerre	Branchement bouché	RAS domaine public - bouché domaine privé
15/07/2019	Rue Leon Serpolet	89000 Auxerre	2 tampons avaloirs manquants	2 tampons d'avaloirs remplacés
22/07/2019	Rue louis Richard	89000 Auxerre	Boite de branchement cassée	tampon boite remplacé
23/07/2019	Boulevard vauban	89000 Auxerre	Avaloirs bouchés	3 avaloirs nettoyés par SNAVEB
22/07/2019	Rue du Clos	89000 Auxerre	Avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
29/07/2019	Rue victor claude	89000 Auxerre	Caniveau descellé	ne nous concerne pas
29/07/2019	Rue philibert roux	89000 Auxerre	Tampon manquant	tampon à changer sur boite de branchement
30/07/2019	Angle Rue joubert Rue des	89000 Auxerre	Tampon descellé	pavé chaussée descellé - ne

	boucheries			nous concerne pas
16/08/2019	Avenue d'Egriselles	89000 Auxerre	Branchement bouché	problème domaine privé
14/08/2019	Angle 11 novembre / Avenue bobillot	89000 Auxerre	Tampon qui claque	ne nous concerne pas
06/08/2019	Rue de la Faïencerie	89000 Auxerre	Tampon qui claque	tampon recalé
14/08/2019	Avenue jean mermoz	89000 Auxerre	Branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
14/08/2019	Avenue Pierre de Courtenay	89000 Auxerre	Avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
14/08/2019	Avenue pierre Larousse	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
14/08/2019	Rue saint germain	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
16/08/2019	Maison de quartier - boulevard montois	89000 Auxerre	avaloir descellé	avaloir à resceller
21/08/2019	Avenue de la turgotine	89000 Auxerre	mauvaise odeur	RAS - mauvais branchement en amont EU dans EP
27/08/2019	Allée Barbara	89000 Auxerre	grille cassée	caniveau cassé - ne nous concerne pas
02/09/2019	Rue d'Aquitaine	89000 Auxerre	plaques qui claquent	3 avaloirs recalés
30/08/2019	Rue Sutil	89000 Auxerre	affaissement sur trottoir	RAS - ne nous concerne pas
28/08/2019	Impasse des Collinets	89000 Auxerre	grille bouchée	grille nettoyée par SNAVEB
11/09/2019	Parking FJT	89000 Auxerre	avaloir bouché	ne nous concerne pas
11/09/2019	Rue Saint-Germain	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
10/09/2019	Avenue d'Egriselles	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB + réseau EU débouché
10/09/2019	Rue Girard de Cailleux	89000 Auxerre	branchement bouché	branchement nettoyé par SNAVEB
24/09/2019	Passage didier daurat	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	2 caniveaux grille nettoyés
27/09/2019	Dalle du phare	89000 Auxerre	siphon bouché	ne nous concerne pas
27/09/2019	Rue gabriel brottier	89000 Auxerre	branchement bouché	branchement débouché par le particulier lui même
25/09/2019	Rue camille desmoulins	89000 Auxerre	boite de branchement descellée	boite de branchement rescellée
01/10/2019	Avenue haussmann	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	1 avaloir nettoyé
01/10/2019	Rue du Pont	89000 Auxerre	avaloir descellé	avaloir rescellé
02/10/2019	Avenue Haussmann	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé
03/10/2019	Ruelle Kiehlmann	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé
01/10/2019	Avenue des brichères / Rue du 24 août	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	4 avaloirs nettoyés par SNAVEB
03/10/2019	Rue des images	89000 Auxerre	avaloir bouché	Le collecteur EU a été nettoyé par SNAVEB
02/10/2019	Rue de bourgogne	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
01/10/2019	Boulevard de la marne / bd de Verdun	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	2 avaloirs nettoyés par SNAVEB
04/10/2019	Rue de l'ile aux plaisirs	89000 Auxerre	mousse blanche exutoire dans l'yonne	rejet peinture travaux OAH Rue du general Laperine
07/10/2019	Avenue d'Egriselles	89000 Auxerre	avaloir bouché	RAS
14/10/2019	Rue Louis Richard	89000 Auxerre	branchement bouché	RAS - problème domaine

				privé
10/10/2019	Avenue Victor Hugo	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
15/10/2019	parking gare / Rue Paul Doumer	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé
15/10/2019	Place de l'hôtel de ville	89000 Auxerre	avaloirs bouchés devant magasin le comptoir des cotonniers	RAS - avaloirs avec clapet
15/10/2019	Avenue Victor Hugo	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
16/10/2019	Rue Georges Brassens	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir dans noue - ne nous concerne pas
01/10/2019	Rue des Chaumonts	89000 Auxerre	branchement bouché	branchement bouché en domaine privé
16/10/2019	Place Laurent Bard	89000 Auxerre	problème d'odeur	RAS
21/10/2019	Rue de Bourgogne	89000 Auxerre	problème d'odeur	RAS - réseau unitaire
22/10/2019	Rue de la Noue	89000 Auxerre	branchement EU bouché	2 branchements cassés - à réparer
21/10/2019	Avenue yver	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	4 avaloirs nettoyés par SNAVEB
21/10/2019	Chemin des boussicats	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	2 avaloirs + 1 caniveau grille nettoyés par SNAVEB
28/10/2019	Rue du pont	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
04/11/2019	Place Degas	89000 Auxerre	avaloir bouché	collecteur unitaire nettoyé par SNAVEB
04/11/2019	17 Avenue Denfert Rochereau	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
04/11/2019	Avenue yver	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	RAS - feuilles sur trottoir
07/11/2019	Rue Saint-Germain / Rue du lycée JACAM	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
05/11/2019	Avenue Pierre de Courtenay	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
04/11/2019	Rue de Paris / Rue du grand Caire	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	3 avaloirs nettoyés par SNAVEB
12/11/2019	Avenue Joffre / Avenue de Saint-Georges	89000 Auxerre	avaloir bouché	RAS - feuilles sur trottoir
07/11/2019	Avenue pasteur / Rue du 14 juillet	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
20/11/2019	Angle Rue des moreaux / Rue dunand	89000 Auxerre	avaloir cassé	1 avaloir changé
20/11/2019	Quai de la république	89000 Auxerre	tampon cassé	1 tampon remplacé
22/11/2019	Rue Aristide Briand	89000 Auxerre	branchement bouché	problème domaine privé
15/11/2019	Rue Germain Benard	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par SNAVEB
25/11/2019	Rue de Bourgogne	89000 Auxerre	branchement bouché	branchement bouché domaine privé
27/11/2019	Avenue Ingres	89000 Auxerre	effondrement sur trottoir	avaloir réparé
27/11/2019	Angle Allée Perthuis / Rue louis braille	89000 Auxerre	avaloir bouché	1 avaloir nettoyé par nos soins
21/10/2019	Contre Allée vauban et 11 novembre	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	tous les avaloirs nettoyés par SNAVEB

05/12/2019	Allée de la Colemine	89000 Auxerre	regard qui refoule	problème AEP
06/12/2019	Angle Rue Cochois et 4 septembre	89000 Auxerre	avaloir bouché	RAS
05/12/2019	Place de l'hôtel de ville	89000 Auxerre	boîtes de branchement bouchés	2 boîtes de branchement nettoyées par SNAVEB
09/12/2019	Avenue de la turgotine / pépinière	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	avaloirs sur puisards - RAS
09/12/2019	Avenue Robert Schuman	89000 Auxerre	avaloir descellé	avaloir rescellé
11/12/2019	Angle chemin de Bequillys / Rue Renaitour	89000 Auxerre	avaloir bouché	RAS - avaloir sur noue
16/12/2019	Rue Bourneil	89000 Auxerre	branchement bouché	problème domaine public
16/12/2019	Allée des palmes - bat 15	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
16/12/2019	Avenue pasteur	89000 Auxerre	problème d'odeur	RAS
20/12/2019	Avenue Denfert Rochereau	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
18/12/2019	Rue du lycée Jacques Amyot	89000 Auxerre	branchement bouché	branchement cassé
17/12/2019	Angle Rue Bobillot / Rue Victor Hugo	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
17/12/2019	Rue de Paris	89000 Auxerre	tampon descellé	tampon rescellé
10/12/2019	Dalle du phare	89000 Auxerre	avaloir bouché	ne nous concerne pas
11/12/2019	Avenue Denfert Rochereau	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
24/12/2019	Rue des charrons	89000 Auxerre	feuilles et boues devant chez elle	RAS
26/12/2019	Avenue Jean Jaures	89000 Auxerre	avaloir bouché	branchement assainissement nettoyé par SNAVEB
26/12/2019	Rue d'Egleny	89000 Auxerre	avaloir bouché	avaloir nettoyé par SNAVEB
27/12/2019	Rue de Chablis	89000 Auxerre	écoulement d'eaux pluviales sur la chaussée	bassin d'orage qui déborde
09/12/2019	Bd du 11 Novembre	89000 Auxerre	tampons qui claquent	chaussée déformée
17/12/2019	Rue de Paris	89000 Auxerre	gouttière qui fuit dans la cave	reprise gouttière en gargouille
23/12/2019	Rond-point de Jonches	89000 Auxerre	avaloirs bouchés	avaloirs nettoyés par SNAVEB

→ *L'auscultation du réseau de collecte*

Ci-dessous un tableau présentant les inspections télévisées des canalisations :

Interventions d'inspection et de contrôle	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1**
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	7 461	3 636	7 230	9 629	3 825	-60,3%
Tests à l'eau (ml)	754	716	803	635	576	-9,3%

→ *Le curage*

Le plan de curage préventif :

Interventions de curage préventif	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre d'interventions sur réseau	5 899	5 826	5 951	5 797	5 973	3,0%
sur accessoires	5 899	5 826	5 951	5 797	5 973	3,0%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	5 880	5 809	5 932	5 780	5 973	3,3%
sur dessableurs	19	17	19	17	0	-100,0%
Longueur de canalisation curée (ml)	29 511	30 061	32 872	33 566	35 190	4,8%

Les désobstructions curatives :

Interventions curatives	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de désobstructions sur réseau	192	202	239	230	149	-35,2%
sur branchements	42	39	63	39	31	-20,5%
sur canalisations	59	37	29	30	24	-20,0%
sur accessoires	91	126	147	161	94	-41,6%
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	91	126	147	161	94	-41,6%
sur dessableurs	0	0	0	0	18	100,0%

En 2019, le taux de curage curatif sur branchements et canalisations est de **3,15 / 1000 abonnés.**

→ *Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]*

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre total de points concernés sur le réseau		1	1	1	1	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	184 769	181 828	182 060	182 398	183 635	0,7%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km		0,55	0,55	0,55	0,54	-1,8%

4.2. L'efficacité de la collecte

4.2.1. LA MAITRISE DES ENTRANTS

→ *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- garantir les performances du système de traitement,
- garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS…) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, …),
- l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ *Le bilan 2019 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)*

Le tableau ci-dessous présente le nombre total de conventions et d'arrêtés d'autorisation de déversement établis au 31/12 de l'année :

CSD/ASD Auxerre				date de signature
laboratoire MACORS	rue Plaine de l'isle	89000	AUXERRE	3/28/2017
EDF	45, avenue des clairions	89000	AUXERRE	5/6/2014
blanchisserie interhospitalière	10, rue des caillottes	89000	AUXERRE	3/20/2017
EASYDIS	ZI plaine des isle	89000	AUXERRE	6/22/2009
MOUVEX	2, rue des cailottes	89000	AUXERRE	5/30/2013
ZODIAC ACTUATION SYSTÈME	41-47, rue guynemer	89000	AUXERRE	4/4/2017
SUEZ Yonne Metaux	22 avenue Jean Mermoz	89000	AUXERRE	6/7/2017
FRUEHAUF	24-28, avenue jean Mermoz	89000	AUXERRE	9/18/2012
Groupe Auvergne Aeronautique	3, rue des freres lumieres	89000	AUXERRE	5/16/2014
Baudoin Thillien	11, rue Rozanoff	89000	AUXERRE	6/1/2017
Garage Debuquoy	20, boulevard Vaulabelle	89000	AUXERRE	6/1/2011
Nomblot freres	rue Bronislaw geremek	89000	AUXERRE	2/3/2011
SM2A	15, rue plaine des isles	89000	AUXERRE	6/1/2014
Mac Do		89000	AUXERRE	janv.-12
MAISON D'ARRET	13 avenue charles de Gaulle	89000	AUXERRE	11/6/2014
Centre hospitalier	2, boulevard de verdun	89000	AUXERRE	9/19/2014
Polyclinique	avenue fontaine ste marguerite	89000	AUXERRE	7/1/2013
Bourgogne SALAISON	45, avenue Jean Mermoz	89000	AUXERRE	3/1/2017
Les Rapides de Bourgogne (Tonnerre)	3, Rue des Fontenottes	89000	AUXERRE	3/20/2017
Géant Casino	avenue haussman	89000	AUXERRE	1/24/2018
BMW	rue louise Weiss	89000	AUXERRE	12/19/2017
Lavage Auxerrois	rte de perrigny	89000	AUXERRE	10/19/2018
Amplitude auto (Ford)	avenue haussman	89000	AUXERRE	10/19/2018
la Boucherie des Pieds de Rats	7, rue Rozanoff	89000	AUXERRE	8/5/2018
Lavage Center	33 avenue Charles de Gaulle	89000	AUXERRE	en cours
SARL PAIRET	6 avenue de Saint Georges	89000	AUXERRE	en cours

→ *La conformité des branchements domestiques*

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

Contrôle des branchements neufs	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de contrôles effectués	22	8	13	14	45	221,4%
Nombre de non-conformités identifiées	0	1	0	1	0	-100,0%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice	0	1	1	2	2	0,0%

Contrôle des branchements lors de cessions d'immeubles	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de contrôles effectués	305	321	651	524	499	-4,8%
Nombre de non-conformités identifiées	53	65	86	119	133	11,8%
Nombre cumulé de non-conformités en fin d'exercice	53	118	204	323	456	41,2%

	Contrôles réalisés			
	Vente	Campagne	Total	Non conforme
janv.-19	43	15	58	20
févr.-19	29	26	55	13
mars-19	39	36	75	13
avr.-19	43	16	59	11
mai-19	38	17	55	12
juin-19	37	3	40	9
juil.-19	48	3	51	8
août-19	44	1	45	10
sept.-19	43	0	43	8
oct.-19	47	5	52	17
nov.-19	45	0	45	6
déc.-19	43	0	43	6

4.2.2. LA MAITRISE DES DEVERSEMENTS EN MILIEU NATUREL

→ *La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]*

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifié :

Nombre de points de rejet	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de déversoirs d'orage	37	37	37	37	17
Nombre de trop-pleins de postes de relèvement/refoulement	2	2	4	4	3

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » **[P255.3]** (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2015	2016	2017	2018	2019
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte			100	100	100

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	**Barème**	**Valeur ICR**
Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	10
Total Partie A	**100**	**10**
Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	10
Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	10
Total:	**120**	**120**

→ *La conformité de la collecte [P203.3]*

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

Pluviométrie :

Hauteur de pluie totale (mm)	2017	2018	2019
DO Auxerre Bassin la Chainette	573	571	592
DO Auxerre C Bd la Chainette	573	571	592
DO Auxerre J Sécurité routière	573	571	592
Moyenne	**573**	**515**	**592**

Bilan global des déversements :

Volumes totaux déversés (par temps sec et par temps de pluie) (en m3) :

Point de déversement	2017	2018	2019
DO Auxerre Bassin la Chainette	47 076	7 325	13 381
DO Auxerre C Bd la Chainette	25 295	11 664	108 657
DO Auxerre D Place Coche d'Eau	17 710	12 695	2 770
DO Auxerre J Sécurité routière	33 197	213 792	14 941
PR Auxerre Ciga			0
PR Auxerre Gorges rouges			0
Tous	**123 279**	**245 476**	**139 749**

Charges totales déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

Point de déversement	2017	2018	2019
DO Auxerre Bassin la Chainette	2 629	335	1 312
DO Auxerre C Bd la Chainette	1 966	604	5 282
DO Auxerre D Place Coche d'Eau	311	233	357
DO Auxerre J Sécurité routière		10 018	824
Tous	**4 906**	**11 191**	**7 776**

4.3. L'efficacité environnementale

4.3.1. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**143 220**	**166 782**	**106 283**	**127 716**	**105 859**	**-17,1%**
Postes de relèvement et refoulement	86 041	98 404	74 161	96 039	73 516	-23,5%
Autres installations assainissement	57 179	68 378	32 122	31 677	32 343	2,1%
Energie consommée facturée (kWh)	**126 788**	**175 449**	**123 095**	**75 528**	**131 311**	**73,9%**
Postes de relèvement et refoulement	84 372	104 717	76 504	46 425	100 842	117,2%
Autres installations assainissement	42 416	70 732	46 591	29 103	30 469	4,7%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.3.2. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Le choix du réactif est établi afin :

- d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

5. Le rapport financier du service



5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2019
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: B7431 - AUXERRE **Assainissement**

LIBELLE	2018	2019	Ecart %
PRODUITS	**1 982 884**	**1 926 390**	**-2.85 %**
Exploitation du service	692 571	708 908	
Collectivités et autres organismes publics	1 284 671	1 223 124	
Produits accessoires	5 642	- 5 642	
CHARGES	**2 068 065**	**1 973 580**	**-4.57 %**
Personnel	300 326	251 059	
Energie électrique	14 650	18 087	
Produits de traitement	0	159	
Analyses	1 346	4 125	
Sous-traitance, matièreset fournitures	302 177	293 980	
Impôts locaux et taxes	21 763	19 484	
Autres dépenses d'exploitation	63 399	79 251	
télécommunications, poste et telegestion	*8 758*	*5 485*	
engins et véhicules	*21 541*	*18 586*	
informatique	*24 432*	*24 380*	
assurances	*4 103*	*7 193*	
locaux	*22 164*	*24 894*	
autres	*- 17 600*	*- 1 288*	
Frais de contrôle	30 615	21 659	
Redevances contractuelles	0	9 638	
Contribution des services centraux et recherche	16 655	12 282	
Collectivités et autres organismes publics	1 284 671	1 223 124	
Charges relatives aux renouvellements	27 582	29 381	
fonds contractuel (renouvellements)	*27 582*	*29 381*	
Charges relatives aux investissements	4 879	11 351	
programme contractuel (investissements)	*4 879*	*11 351*	
RESULTAT AVANT IMPOT	**- 85 181**	**- 47 190**	**44.60 %**
RESULTAT	**- 85 181**	**- 47 189**	**44.60 %**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 3/23/2020

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

Etat détaillé des produits (1)
Année 2019

Collectivité: B7431 - AUXERRE **Assainissement**

LIBELLE	2018	2019	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	531 056	543 726	2.39 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*531 056*	*543 726*	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	161 515	165 182	2.27 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*161 515*	*165 182*	
Exploitation du service	**692 571**	**708 908**	**2.36 %**
Produits : part de la collectivité contractante	1 284 671	1 223 124	-4.79 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*1 284 671*	*1 223 124*	
Collectivités et autres organismes publics	**1 284 671**	**1 223 124**	**-4.79 %**
Produits accessoires	**5 642**	**- 5 642**	**NS**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

3/23/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Les principales évolutions des produits et des charges sont les suivantes :

5.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

ETAT D'IMPUTATION AU COMPTE DE RENOUVELLEMENT

travaux exécutés et réceptionnés en 2019

contrat : Auxerre (Assainissement) article 38.2

CHANTIER	LIBELLE	DEBIT	CREDIT	SOLDE
	SOLDE AU 31/12/2018	**8 222,44**		
	DOTATION ANNUELLE 2019 (impact AVT 2)		**29 381,32**	
	BRANCHEMENTS ASSAINISSEMENT MIL.: 2	5 975,42		
	PR RN6 POMPE N01	2 006,03		
	PR RN6 POMPE N02	2 017,58		
	27 TAMPONS DE REGARD	5 483,62		
	TRANSMETTEURS	3 695,29		
	TUYAUTERIES	3 374,94		
	TOTAL DES CHANTIERS 2019	**22 552,89**		
	INTERETS SUR LE SOLDE 2018*	**318,21**		
	TOTAL GENERAL AU 31/12/2019	**31 093,54**	**29 381,32**	**- 1 712,22**

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ *Régularisations de TVA*

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, …) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante …).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….
- concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6. Annexes



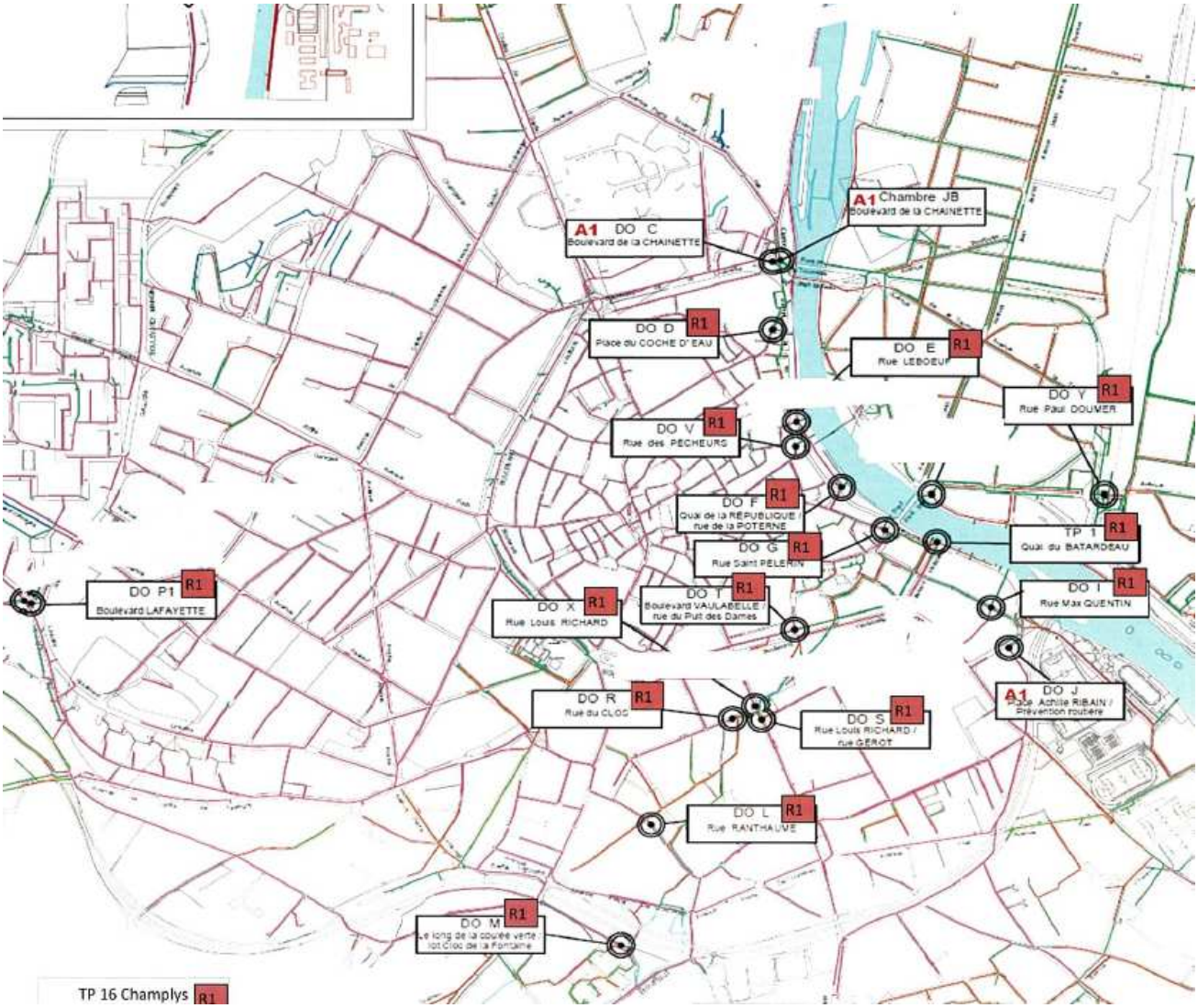
6.1. La facture 120m3

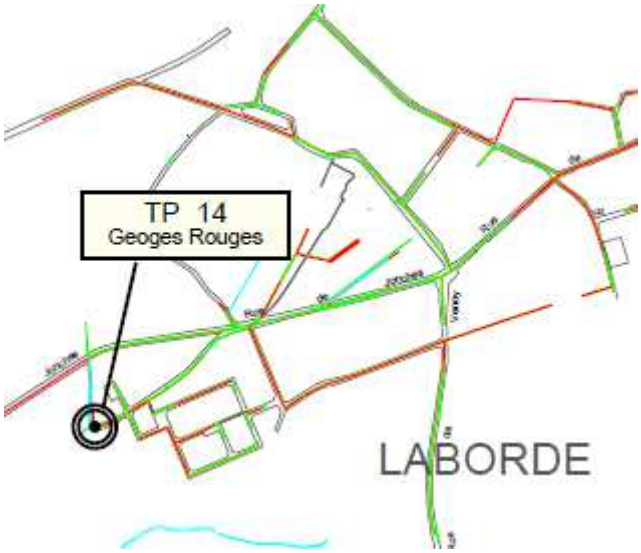
AUXERRE Prix du service de l'assainissement collectif	Volume	Prix Au 01/01/2020	Montant Au 01/01/2019	Montant Au 01/01/2020	N/N-1
Part délégataire			**32,46**	**33.18**	**1,02 %**
Consommation	120	0,0000	32,46	33.18	
Part communale			**88,96**	**88.96**	**0,0 %**
Consommation	120	0,0000	88,96	88.96	
Organismes publics			**22,20**	**22.20**	**0,0 %**
Modernisation du réseau de collecte	120	0,0000	22,20	22.20	
Total € HT			**143,62**	**144.34**	**1,0 %**
TVA			14,36	14.43	**1,0 %**
Total TTC			**157,98**	**158.77**	**1,0 %**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**1,32**	**1.32**	**0,0 %**

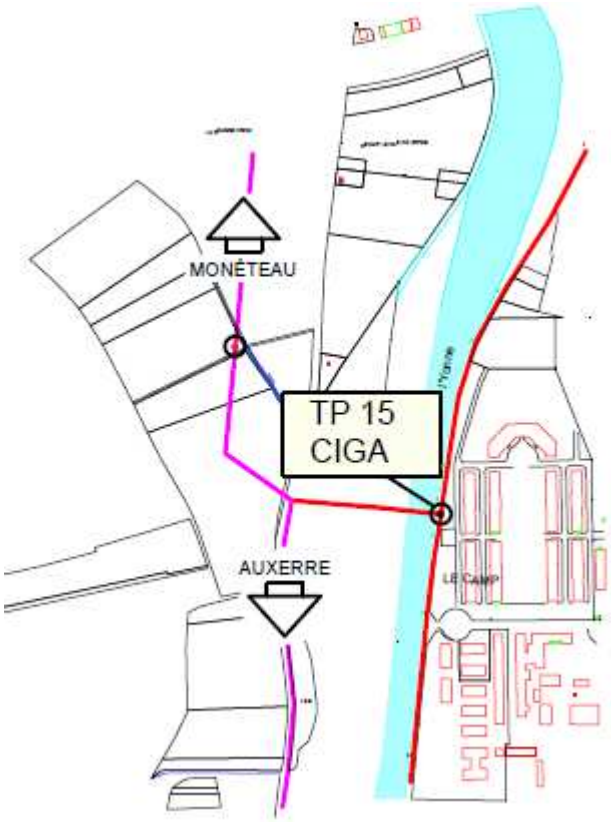
6.2. Les données consommateurs par commune

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
AUXERRE						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	37 158	36 862	36 836	36 569	36 804	0,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis		19 005	18 889	18 825	18 911	0,5%
Assiette de la redevance (m3)	1 986 876	1 741 908		2 020 217	1 967 189	-2,6%

6.3. Le synoptique du réseau




TP 14
Geoges Rouges
LABORDE


MONÉTEAU
TP 15
CIGA
AUXERRE

6.4. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Poste de relèvement

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
CHAMPLY						
Energie facturée consommée (kWh)					1 496	
PR Auxerre Batardeau						
Energie relevée consommée (kWh)	852	968	823	831	739	-11,1%
Energie facturée consommée (kWh)	773	927	890	780	823	5,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	297	366	374	371	445	19,9%
Volume pompé (m3)	2 864	2 643	2 202	2 238	1 662	-25,7%
Temps de fonctionnement (h)	360	335	273	273	201	-26,4%
PR Auxerre Bourdillats						
Energie relevée consommée (kWh)	224	260	292	395	436	10,4%
Energie facturée consommée (kWh)	200	247	324	386	414	7,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	99	72	78	72	78	8,3%
Volume pompé (m3)	2 274	3 600	3 723	5 489	5 583	1,7%
Temps de fonctionnement (h)	151	240	245	363	397	9,4%
PR Auxerre Centre nautique						
Energie relevée consommée (kWh)	3 204	3 403	2 941	3 016	6 697	122,0%
Energie facturée consommée (kWh)	3 260	2 820	2 941	2 823	4 457	57,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	53		63	67	47	-29,9%
Volume pompé (m3)	60 144		46 416	44 888	141 528	215,3%
Temps de fonctionnement (h)	368		289	278	846	204,3%
PR Auxerre Ciga						
Energie relevée consommée (kWh)			10 357	12 533	8 049	-35,8%
Energie facturée consommée (kWh)		16 183	10 448	12 539	8 047	-35,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)			91			
Volume pompé (m3)	149 332		113 394			
Temps de fonctionnement (h)	931		695			
PR Auxerre expo						
Energie relevée consommée (kWh)	491	1 069	327	406	413	1,7%
Energie facturée consommée (kWh)	476	1 148	100	408	372	-8,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	394		450	342	298	-12,9%
Volume pompé (m3)	1 246		727	1 186	1 387	16,9%
Temps de fonctionnement (h)	76		44	71	83	16,9%
PR Auxerre Gorges rouges						
Energie relevée consommée (kWh)	1 347	1 541	1 261	1 245	1 289	3,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 212	1 450	1 362	1 088	1 100	1,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	295	174	160	184	168	-8,7%
Volume pompé (m3)	4 567	8 865	7 903	6 761	7 672	13,5%
Temps de fonctionnement (h)	199	387	349	371	421	13,5%
PR Auxerre Ile aux Plaisirs						
Energie relevée consommée (kWh)	1 310	1 872	1 816	2 120	444	-79,1%
Energie facturée consommée (kWh)	1 424	2 039	1 112	2 293	-13	-100,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	171		195	112	213	90,2%
Volume pompé (m3)	7 668		9 300	18 904	2 084	-89,0%
Temps de fonctionnement (h)	700		850	1 456	154	-89,4%
PR Auxerre Jean Moreau						
Energie relevée consommée (kWh)	38 832	38 336	20 455	20 300	20 557	1,3%
Energie facturée consommée (kWh)	28 965	57 823	28 234	10 702	15 589	45,7%

Consommation spécifique (Wh/m3)	186	364	157	187	212	13,4%
Volume pompé (m3)	208 893	105 228	130 577	108 342	97 191	-10,3%
Temps de fonctionnement (h)	2 733	1 074	2 037	1 500	1 453	-3,1%
PR Auxerre La Noue						
Energie relevée consommée (kWh)	20 565	25 981	17 864	28 963	16 640	-42,5%
Energie facturée consommée (kWh)	19 799	-239	8 573	5 740	53 961	840,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	38	59	111	99	109	10,1%
Volume pompé (m3)	545 400	441 205	160 226	292 048	152 729	-47,7%
Temps de fonctionnement (h)	9 573	12 606	8 309	13 864	7 766	-44,0%
PR Auxerre Léon Serpolet						
Energie relevée consommée (kWh)	10 860	11 985	9 814	12 836	10 657	-17,0%
Energie facturée consommée (kWh)	10 252	24 859	18 098	-8 185	9 300	-213,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	52	52	50	53	56	5,7%
Volume pompé (m3)	209 998	229 892	194 615	241 628	190 555	-21,1%
Temps de fonctionnement (h)	2 670	1 529	2 449	3 040	2 433	-20,0%
PR Auxerre Ocrerie						
Energie relevée consommée (kWh)	321	419	457	321	369	15,0%
Energie facturée consommée (kWh)	321	339	375	560	241	-57,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	146	124	73	117	127	8,5%
Volume pompé (m3)	2 192	3 366	6 247	2 741	2 910	6,2%
Temps de fonctionnement (h)	170	280	452	222	213	-4,1%
PR Auxerre Pied de Rat Rozanof						
Energie relevée consommée (kWh)	1 476	952	847	1 621	732	-54,8%
Energie facturée consommée (kWh)	1 492	820	751	1 005	614	-38,9%
Consommation spécifique (Wh/m3)	50	85	106	185	118	-36,2%
Volume pompé (m3)	29 667	11 209	7 966	8 783	6 212	-29,3%
Temps de fonctionnement (h)	834	315	224	247	175	-29,1%
PR Auxerre Plaine de l'Yonne						
Energie relevée consommée (kWh)	0					
Volume pompé (m3)	0					
PR Auxerre RN6						
Energie relevée consommée (kWh)	2 195	6 054	2 970	6 836	3 112	-54,5%
Energie facturée consommée (kWh)	1 915	3 224	1 769	8 030	2 171	-73,0%
Consommation spécifique (Wh/m3)	44		94	269	80	-70,3%
Volume pompé (m3)	49 658		31 621	25 369	39 005	53,8%
Temps de fonctionnement (h)	684		413	329	493	49,8%
PR Auxerre Sougères						
Energie relevée consommée (kWh)	4 364	5 564	3 937	4 616	3 382	-26,7%
Energie facturée consommée (kWh)	14 283	-6 923	1 527	8 256	2 270	-72,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	236	211	260	284	325	14,4%
Volume pompé (m3)	18 498	26 427	15 154	16 272	10 407	-36,0%
Temps de fonctionnement (h)	839	1 200	689	852	545	-36,0%

Autres installations assainissement

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
BO Auxerre La Chainette						
Energie relevée consommée (kWh)	57 179	68 378	32 122	31 677	32 343	2,1%
Energie facturée consommée (kWh)	42 416	70 732	46 503	29 103	30 469	4,7%
DO Auxerre Avenue Guynemer						
Energie facturée consommée (kWh)		0	88			
DO Auxerre Avenue Haussmann						
Energie facturée consommée (kWh)		0	0			
DO Auxerre Bassin la Chainette						
Energie facturée consommée (kWh)		0	0			
DO Auxerre Lattre de Tassigny						
Energie facturée consommée (kWh)		0	0			

6.5. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21eme siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice , une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts d'avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante . Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre , les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations

d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais

aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la

redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructur ation) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque

contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes donc).

A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2019 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2020.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

Cyril CHASSAGNARD
Directeur Régional – Centre-Est

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à l'un des Co-Commissaires aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.6. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la collecte et le traitement des eaux usées, la production et la distribution d'eau potable et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.4 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS	572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / *List of certified locations on the following pages*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* 2018-11-11 Jusqu'au *until* 2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69287.5

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2018-11-10** Jusqu'au *Until* **2021-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org allows in real time that the company is certified. Accréditation COFRAC n°4-0501, Certification de Systèmes de Management, Portée disponible sur www.cofrac.fr
COFRAC accreditation n°4-0501, Management Systems Certification, Scope available on www.cofrac.fr
AFAQ est une marque déposée - AFAQ is a registered trademark - CERTIF 0000.7.113.2014

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org



Certificat
Certificate

N° 2015/69286.5 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2018-11-10** **Jusqu'au** *Until* **2021-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probationary value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.7. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

➔ *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

➔ *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

➔ *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite “loi PACTE” modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

➔ *ICPE / IOTA / Evaluation environnementale*

L’arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l’emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d’autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

➔ *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1er octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s’inscrit dans le cadre du repérage de l’amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

➔ *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d’application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l’Autorisation d’Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l’arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l’AIPR par l'employeur.

L’arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l’Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

➔ *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret

mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».

- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.
- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

Service public de l'assainissement

➔ *Facture d'eau et d'assainissement*

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixée par VNF est applicable à l'exercice 2019.

➔ *Economie circulaire, production de biogaz et raccordement*

Deux arrêtés et un décret ont précisés les conditions technico-économiques de raccordement des installations de production de biogaz au réseau de transport et de distribution du gaz naturel.

- L'arrêté du 10 janvier 2019 (JO du 12 janvier 2019) précise le niveau de prise en charge des coûts de raccordement aux réseaux de transport de gaz naturel des installations de production de biogaz, en application de l'article L. 452-1 du code de l'énergie. Les coûts de raccordement s'entendent des coûts du branchement et des coûts du poste d'injection. Le taux de prise en charge est le même que celui applicable au raccordement aux réseaux de distribution, qui avait été fixé par l'arrêté du 30 novembre 2017.
- Le décret 2019-665 du 28 juin 2019 définit les conditions et limites permettant de s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements de renforcement des réseaux de gaz nécessaires pour permettre l'injection de biogaz dans les réseaux et précise les modalités de répartition du coût de ces investissements entre les gestionnaires des réseaux et les producteurs de biogaz.
- Un arrêté également en date du 28 juin 2019 (JO du 29 juin) vient préciser les paramètres utilisés pour s'assurer de la pertinence technico-économique des investissements de renforcement des réseaux de gaz nécessaires à l'injection de biogaz dans les réseaux.

➔ *Installations d'incinération des déchets*

Prise dans le cadre de la Directive européenne dite « IED » (directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles), la Décision d'Exécution 2019/2010 de la Commission Européenne du 12 novembre 2019 (publiée le 3 décembre 2019) établit les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets. Ces conclusions résultent de la révision du document de référence sur les MTD applicables à ce secteur qui datait d'août 2006. Ces conclusions sur les MTD servent de références contraignantes pour la fixation des valeurs limites d'émission (VLE) applicables aux installations concernées.

La mise en conformité des installations avec les nouvelles dispositions doit être assurée dans un délai de quatre ans à compter de la publication.

➔ *Expérimentation d'une méthode d'analyse de la DBO*

L'arrêté du 25 septembre 2019 (JO du 4 octobre 2019) modifie l'arrêté du 10 août 2017 relatif à l'expérimentation d'une méthode de détermination de la demande biochimique en oxygène (DBO) par mesure fluorimétrique de la respiration bactérienne dans les stations de traitement des eaux usées urbaines. Ce nouvel arrêté prolonge de deux ans la durée initialement prévue de l'expérimentation et étend celle-ci à toute la France.

➔ *Equipements sous pression*

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression, Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Assainissement, Biodiversité et Qualité des milieux

➔ *Zones vulnérables et zones sensibles*

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.

6.8. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Assiette de la redevance d'assainissement :

Volume total facturé aux usagers du service.

Arrêté d'autorisation de déversement :

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

Bilans disponibles :

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

Capacité épuratoire :

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m^3/jour) ou en équivalent-habitants.

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit

sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Conformité réglementaire des rejets :

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

DBO5 :

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

DCO :

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « *Agenda 21* ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Equivalent-habitant :

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution…).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Matières sèches (boues de dépollution) :

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

MES :

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Réseau de collecte des eaux usées :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

Station d'épuration (ou usine de dépollution) :

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'usager ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

Taux d'impayés [P257.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux de réclamations [P258.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

Jour	Mois	Secteur	Noms des rues	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE ITV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Remarque	Déchets pompés (T) (attention 1m3=1,7T)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI				
4	janv	Garage moto	Avenue Jean Mermoz	150								Suite au débouchage	2
7	janv		Contre allée du boulevard du 11 novembre			80				200	20	Suite au débouchage	
8	janv		Rue de la Plaine St Martin	255								Fin du curage demandé par Stéphane	
	janv		Avenue de la Turgotine	205						200			
9	janv		Avenue de la Turgotine	250						200		Fin du curage demandé par Stéphane	
11	janv		Rue des Isles	103									
	janv		Rue des Dumonts	862									
11	janv	La Tour Coulon	Allée du Bois de la Duchesse	204,81	222								
	janv		La Voie Communale	326,21	325,9							Chemin rural impraticcable pour les camions, curage impossible	
14	janv		Rue de Chablis	458,36	290					150/600			
	janv		Route d'Augy	371	341					200/600			
14	janv	Centre ville	Rue de la Banque			58				200/300			
	janv		Rue de Paris		43	608				200/300			
	janv		Rue d'Orbandelle			138				200/300			
	janv		Rue Michelet			328				200/300			
21	janv	Centre ville	Place Saint Etienne	50		170							0,5
	janv		Rue de la Cité Romaine		5	27							
	janv		Place de la Préfecture		15	62							
22	janv	Laborde	Chemin des Buissonneaux	47	24								
	janv		Rue des Prés Barreaux	211	437								
23	janv	Laborde	Rue Neuve	1598	225								
25	janv	Rive Droite	Avenue d'Egriselles	576	587								
25	janv	Jonches	Rue des Ecoles	326							30		
28	janv		Rue Robert Rimbert	984	1071								
5	fév	Jonches	Rue des Ecoles		352								0,5
13	fév		rue des Monts d'Or	122	65								
13	fév		rue du Château d'eau	390,85	402,47								1
14	fév		rue des Monts d'Or	115	92								
14	fév		rue du Château d'eau	100	100								
	fév		rue du Thureau	102,12	99,5								
26	fév		Rue Louis Blériot		205							A la demande de Stéphane	
26	fév		Place Saint Pierre			51,75						A la demande de Stéphane	1
27	fév		Plaine de l'Yonne	650	575								2
28	fév		Plaine de l'Yonne		130								
28	fév		Entre rue des Caillottes et allée Henri Farmann	100						200			
	fév		Route de Monéteau		762,61					200/400			1

Jour	Mois	Secteur	Noms des rues	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE ITV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Remarque	Déchets pompés (T) (attention 1m3=1,7T)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI				
1	mars		Route de Monéteau	228									
11	mars		Rue du Gabon	222,27	73,62								1,5
	mars		Rue du Professeur Schweitzer	268,55	277,55								
14	mars		Rue des Rouges Gorges	440						200			
14	mars		6 Rue Carpeaux			56							
15	mars		rue de la Chapelle	187	198								
	mars		rue des Rouges Gorges	56	493								
15	mars		Avenue de la Puisaye	357						160	20	Réseau chargé en sable avec peu de pente, prévoir le curage de cette rue au minimum 2 fois par an	2
15	mars	34	Rue Jean Mermoz	187						150		Suite au débouchage, présence de graisse	
20	mars		allée de Creusis	65	72								
	mars		Allée de Tastevin	50	49								1
	mars		Avenue de Vaux Profonde	101	115								
	mars		Rue du Chardonnay	66	78							Présence importante de lingettes aux N°3 et 5	
22	mars		Rue du Pinot	314	309								
26	mars		Rue de Laborde	150	200								
28	mars		Rue de Laborde (fin)	148	240								
	mars	50	Avenue Jean Jaurès	100								Suite au débouchage, réseau très sale	
	mars		Rue des Chaumonts	163	140								
	mars		Rue de Lambaréné	140	200								
29	mars		Rue Lambaréné	340	180								
1	avril		rue du Bas de Jonche	153									
2	avril		rue du Bas de Jonche		68					300		reste du réseau EP impossible car en charge, au même niveau que l'Yonne (157ml)	1
	avril		Boulevard Galliéni						125	200/300			
	avril		Rue Berault						56	150			
2	avril		Avenue Yver				250			125/250			
3	avril		rue Victor Martin						30	500x700			1,3
	avril		Chemin de Bréandes						87,32	300			
	avril		rue Rouget de l'Isle						208,58	500			
3	avril		rue Cadet Roussel						42	400			1
	avril		Rue Girard						69	300			
	avril		Rue Marie Carles						42	300			
	avril		Rue de la Fraternité						44	500x500			
	avril		Rue Soufflot						51	300/500			
4	avril		rue Rouget de l'Isle						200	500			0,5
4	avril		Rue Soufflot						90	500/600	80		1
5	avril		Route de Chablis					372		300/500/600			1
	avril		Route de Chablis	183						200			
9	avril		Route de Chablis				130			150			
10	avril		Rue de Chablis				329						
	avril		Rue du Pont					30					
11	avril		Rue Rouget de l'Isle						320	500			0,5
12	avril		Rue Redditch	195	74,58							réseau EU bouché par du mortier et du goudron	

Jour	Mois	Secteur	Noms des rues	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE ITV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Remarque	Déchets pompés (T) (attention 1m3=1,7T)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI				
15	avril		Rue Rouget de l'Isle						114	400/500			
20	avril	9	Allée des Palmes	50,5						200		Suite au débouchage, présence de graisse	
23	avril		rue Magellan		90					300			
24	avril		Rue de Bougainville	160						150/200		Suite au débouchage	
25	avril		Rue de la Libération	106	104								
14	mai		Rue Sainte Nitasse	175						200	30		3
15	mai		Rue Sainte Nitasse	164,6	290								1
15	mai		Rue Redditch		102								0,5
15	mai		Rue des Vignes	102	102							arrêt du curage entre le 6 et 8 rue des Vignes	
27	mai		Rue des Vignes	369,14	194,62								2
29	mai		rue de la Roue	124,5	110,65								0,5
11	juin		Allée du Bois de la Duchesse	204,5	214,5								
20	juin		rue Victor Martin				30						
27	juin		Rue de Savoie				50			200		A la demande de Stéphane	
1	juil		Rue de Bretagne	140						200		Suite au débouchage en astreinte	0,5
	juil		Avenue Yver	48						200			
3	juil		Avenue Yver + Impasse	240						200			
19	juil		Quai de la Marine									8 troncons inspectés avec l'hydrozoom	
	juil		Rue de l'Etang St Vigile									1 regard inspecté avec l'hydrozoom	
1	sep		Rue du Coteau	150	180								
19	sep		Rue des Mésanges	950						200			
4	oct		Rue des Images	241						150			0,5
	oct		Rue du Général Laperrine	140						150			
29	oct		Rue du Général Laperrine		93,51					300/400			1
	oct		Rue des Images		282,06					300/400/500			
	oct		Allée Christophe Colomb	160	100					150/300			
31	oct		allée de la Source	87	95					160/300			2
	oct		rue du Clos de la Fontaine	170						160/300			
	oct		rue du Moulin de bouffaut	80	100					160/300			
	oct		allée Boursaudière	60	55					160/300			
	oct		allée de la Fontaine Saint Amâtre	240	240					160/300			
4	nov		Rue Basse Moquette			275				300			0,74
	nov		Avenue de la Puisaye	358						160			
	nov		Rue Gustave Cotteau			153				300			
7	nov		Rue Bourneil			235				300			0,5
	nov		Rue de la Prévoyance			125				300			
	nov		Rue Jules Moreau			108				300			
12	nov		Rue du Clos	76,9						200		A la demande de Stéphane	0,5
	nov		Rue Louis Richard	29,4						200		A la demande de Stéphane	
	nov		Rue Gérôt	45,39						200		A la demande de Stéphane	
	nov		Rue Arago + Rue Anatole France			470				200/300			
	nov		Rue Vieillard			154				400			

Jour	Mois	Secteur	Noms des rues	CURAGE PREVENTIF (ml)			CURAGE ITV (ml)			DN (mm)	Encrassement (%)	Remarque	Déchets pompés (T) (attention 1m3=1,7T)
				EU	EP	UNI	EU	EP	UNI				
13	nov		Boulevard de Verdun			46,5				200			1,5
	nov		Allée Gay Lussac			101				300			
	nov		Allée Lavoisier			145,5				400			
	nov		Allée Branly			152,7				400			
	nov		Allée Niepce			66,8				400			
	nov		Allée Daguerre			55,4				600			
	nov		Avenue Champleroy			817							
	nov		Avenue du 4ème Régiment d'Infanterie			195							
21	nov		Avenue de Champleroy			310				500			0,5
	nov		Rue Colette			130				150			
22	nov		Rue Pierre Roland			100							0,5
	nov		Rue Théodore de Beze			250							
25	nov		Place Fernand Clas			80							
	nov		Rue Théodore de Beze			40							
26	nov		Rue du Dauphiné			45							
27	nov		Chemin de Bouffaut			206,18				300/400		Encrassement à 20 et 30 % Arrêt du curage au N°95	1,5
29	nov		Chemin de Bouffaut			216,92				400			0,5
10	déc		Rue des Prés Coulon	130						200		Entre Rue de Laborde et Av de la Tournelle - Rue du Mont Brenn inaccessible sauf par la Place St Nicolas mais les plots en fer doivent être retirés	
12	déc			50						150			
13	déc		Place Saint Nicolas	60	60					150/300			

ANNEXE 2 : OPERATIONS CURATIVES 2019

JOUR	ADRESSE	EU (U)			EP (U)				Unitaire (U)				COMMENTAIRES
		Branch	Collecteur	Regard	Branch	Collecteur	Regard	Avaloirs	Branch	Collecteur	Regard	Avaloirs	
02/01/2019	Rue d'Austerlitz				1								
03/01/2019	Rue des Migraines							1					Présence de graisse et de sacs poubelle
04/01/2019	Avenue Jean Mermoz		1										Curage sur 150ml Ø200
07/01/2019	Contre allée du boulevard du 11 novembre									1			
17/01/2019	Rue Robert Rimbert - Jonches							2					
17/01/2019	Angle rue de Brazza et rue de Laborde	1											Débouchage et pompage
22/01/2019	Avenue Jean Mermoz		1										
22/01/2019	Rue du Pont							1					
23/01/2019	Rue Germain Bernard	1											Nettoyage du branchement
23/01/2019	Rue du Docteur Schweitzer	1											Débouchage du branchement par le regard
23/01/2019	Angle Rue Paul Doumer et Rue de Laborde							1					
25/01/2019	Allée Heurtebise		1										
28/01/2019	Place des Roitelets							1					Débouchage et curage de l'avaloir sur 5 ml
28/01/2019	Route de Vaux à l'angle Rue de Provence							1					Remplis de béton
29/01/2019	Boulevard de la Marne dans le Rond-Point							1					Présence de terre à environ 70%
30/01/2019	Allée des Accacias							2					1 rempli de gravats
31/01/2019	Boulevard de Verdun							3					3 avaloirs bouchés (terre, canettes, bouteilles)
01/02/2019	Rue Fécauderie	1											Débouchage
1/02/2019	Parking collège Albert Camus				1			1					Dégorgement 1 avaloir + curage 1 grille de caniveau sur 4 ml
04/02/2019	Avenue Yver		1										Dégorgement réseau EU DN 300
	Rue des Condorcet							1					Dégorgement 1 avaloir
07/02/2019	Angle avenue Denfert Rochereau et rue de Fleurus							1					Dégorgement 1 avaloir
08/02/2019	Rue Louis Braille	1											
11/02/2019	Rue Saint Germain							1					
	Angle rue des Conches et rue Jean Moulin							2					

	Chemin d'accès à la STEP de Vaux		1										
	Angle de rue de Valmy et rue Denfert Rochereau							1					
15/02/2019	Avenue Hoche	1											Débouchage/curage sur 30 ml
22/02/2019	Avenue Jean Mermoz			1									Pompage/nettoyage d'un regard (lingettes)
27/02/2019	Rue Thomas Ancel	1											Débouchage d'un avaloir sur environ 5 ml, branchement EU rempli de boues et de lingettes
28/02/2019	Rue Victor Martin		1										Dégorgement réseau EU de la boite de branchement vers le réseau
04/03/2019	Rue Guynemer							2					Débouchage sur 2 avaloirs
	Avenue Jean Mermoz		1	1									Dégorgement du réseau EU Ø200 sur 50 ml + pompage et nettoyage du regard amont
05/03/2019	Rue Cochois							1					Avaloir rempli de morceaux de verre
05/03/2019	Rue du Colonnel Rozannof							1					Bouché par de la terre
05/03/2019	Chemin de Halage		1	1									Pompage regard (sable + lingettes) + curage du regard jusqu'à la station
06/03/2019	Avenue Denfert Rochereau	1	1										Débouchage branchement EU Ø150 sur 20 ml + curage collecteur sur 30ml
	Avenue Denfert Rochereau							1					
08/03/2019	Rue de l'Etang Saint Vigile							1					
	Square du Lycée Jacques Amyot							1					
11/03/2019	Rue du 14 Juillet au carrefour de la rue Pasteur							1					
	Angle de la rue du Puit Guérin et de la contre-allée du Bld Vaulabelle							1					
12/03/2019	Avenue de la Puisaye		1										Dégorgement réseau
13/03/2019	Allée de Branly							2					
	Rue Aristide Briand face Jeux Jeannot							1					
	Rue Denis Larabite face Cinéma							2					
14/03/2019	Rue Carpeaux								1	1			Hydrocurage réseau unitaire sur 56 ml + branchement particulier

													sur 10 ml avec accès dans le sous-sol très difficile
14/03/2019	Avenue de Rodin	1											Débouchage non concluant, présence de racines dans le branchement
15/03/2019	Rue Max Blondat							2					
15/03/2019	Rue Jean Mermoz		1										Sortie astreinte, écoulement ok
19/03/2019	Avenue de Rodin									1			Hydrocurage + découpe racines sur 30 ml dn 250
20/03/2019	Rond-point de la Fontaine Sainte Marguerite							1					
25/03/2019	Rue Jean Mermoz		1										Débouchage réseau EU
28/03/2019	Avenue Jean Jaurès		1										Débouchage du réseau
02/04/2019	Rue du Carré Pâtissier							2					
05/04/2019	Rue Louis Renault		1										Dégorgement + curage amont/aval sur 15 ml
10/04/2019	Contre-allée du boulevard de la Chainette angle rue Marie Carle							2					Terre + gravats
19/04/2019	Place de Normandie		1										Dégorgement boite de branchement EU (beaucoup de lingettes)
20/04/2019	Allée des Palmes		1										Dégorgement EU DN 200 (présence de graisse. ITV à prévoir.
24/04/2019	Rue de Bougainville		1										
25/04/2019	Boulevard Montois							1					
	Avenue Denfert Rochereau							2					
29/04/2019	Avenue Jean Mermoz			1									Débouchage du réseau EU
2/05/2019	Avenue Denfert Rochereau							3					
	Impasse Louis Braille							1					
03/05/2019	Avenue Denfert Rochereau							1					
06/05/2019	Rue Carpeaux	1											
09/05/2019	Rue du Pont angle rue joubert							1					
	Rue du pont angle rue millot							1					
	Route de Toucy							1					
11/05/2019	Rue du 24 Août	1											Dégorgement en astreinte
14/05/2019	rue des Palmes							1					Bouché par du béton et des racines
17/05/2019	Rue des Senons							1					

29/05/2019	Avenue Jean Mermoz			1									
07/06/2019	Place Saint Mamert, en bas de la Rue Martineau des Chenez							1					
12/06/2019	Quai du Batardeau					1							Débouchage/curage EP DN 300 PVC sur 10 ml
26/06/2019	Avenue Jean Mermoz			1									
	Allée Heurtebise	1											Dégorgement + curage
28/06/2019	Rue de Lorette							1					Bouché par de la laitance
30/06/2019	Rue de Bretagne		1										Sortie astreinte, prévoir curage de la rue compléte + Avenue Yver (encr 30%)
08/07/2019	Route de Sougères à Laborde							1					Grilles remplie de cailloux
12/07/2019	Contre Allée boulevard Vaulabelle							1					Bouché à 100% par des racines
15/07/2019	Rue du Belvédère							1					Débouchage/curage sur 5 ml : graisse et lauriers
22/07/2019	Avenue Jean Mermoz			1									Fond du regard cassé, information transmise depuis février 2019
25/07/2019	Contre Allée du Boulevard Vauban							2					Bouchés par du ciment
06/082019	Avenue Jean Mermoz, regard devant YAMAHA		1										Débouchage du réseau EU - rempli de lingettes. Curage sur 60 ml environ
06/08/2019	Rue Etienne Dolet	1											Sur astreinte : débouchage EU + Curage branchement DN 150 sur 10 ml
07/08/2019	Avenue Charles de Gaulle							5					
08/08/2019	Avenue de la Tournelle							2					Nettoyage de 2 accodrains
	Avenue Jean Mermoz, regard devant YAMAHA			1									Débouchage
	Avenue Pierre de Courtenay							1					
	Avenue Pierre Larousse							1					
	Entre Avenue Vauban et Avenue Foch							1					
13/08/2019	Avenue Jean Jaurès		1										Débouchage réseau EU (suspicion de 2 casses : cailloux, graviers)
	Avenue Jean Mermoz		1										Débouchage et curage sur 10 ml réseau EU DN 200
25/08/2019	Rue Camille Desmoulins	1											
27/08/2019	Avenue Jean Mermoz			1									Pompage/nettoyage du regard
02/09/2019	Impasse des Colinets							1					

06/09/2019	Rue de la Chainette										1		Dégorgement du DO
10/09/2019	Avenue d'Egriselles		1										Débouchage
10/09/2019	Rue Gérard de Cailleux	1											Dégorgement de la boite de branchement vers le collecteur. Présence de racines et de cailloux.
11/09/2019	Avenue d'Egriselles		1										Débouchage réseau EU
11/09/2019	Rue Saint-Germain							1					Cheminée descend jusqu'en bas et bloque l'écoulement
12/09/2019	Rue de Champagne	1	1		1	1							Dégorgement EU + EP par les boites + curage des réseaux EU + EP sur 50ml mais sans succés, dégorgement par le "T" de curage situé, sans succès. Création d'une trappe de visite au niveau du coude à 90° pour dégorgement et rétablissement de l'écoulement (présence de calcaire et très peu de pente), à la charge du client la création d'un regard pour conserver l'ouverture créer - Attention, les EP sont raccordés aux EU
20/09/2019	Avenue Jean Mermoz		1	1									Fond du regard cassé et réseau qui s'effondre
26/09/2019	Rue Dumont d'Urville					1		1					Pompage/nettoyage 1 boite de branchement EP + débouchage du collecteur au regard de visite
01/10/2019	Rue de l'Ile aux plaisirs	1	1										Extraction de racines et d'un morceau de PVC au niveau de la boite, nettoyage branchement + réseau (prévoir ITV)
01/10/2019	Rue Gabriel Brottier	1	1										Curage sur 50 ml dn 150
03/10/2019	Angle rue du 24 Août et rue Haute Mocquette							2					Présence de laitance
	Rue de Bourgogne							1					
	Avenue Denfert Rochereau et Angle rue des Migraines							1					
	Avenue Victor Hugo angle rue Jules Massot							1					Présence de laitance

04/10/2019	Avenue Jean Mermoz		1	1									Dégorgement du réseau sur 50 ml + pompage du regard
04/10/2019	Rue des Images		1										Dégorgement collecteur EU + curage du tronçon
05/10/2019	Place St Germain / Boulevard de la Chainette	1	1										Dégorgement par le vide sanitaire, bloque à 10m + présence de cailloux et de sable (suspicion de casse au niveau du tuyau) - Ecoulement faible
10/10/2019	Avenue Victor Hugo							1					Débouchage
11/10/2019	Rue du Thureau - Jonches				1								Pompage 1 boite EP + hydrocurage du branchement sur 3 ml (sable, cailloux)
15/10/2019	Boulevard de la Chainette							1					Présence importante de concassé ; canalisation sans doute cassée mais écoulement ok
16/10/2019	Avene Victor Hugo au carrefour Avenue Hoche							1					
	Avenue Haussmann							1					Pas d'exutoire (puisard)
22/10/2019	Rue de la Noue	1											Débouchage impossible (réseau cassé)
23/10/2019	Rue de la Noue	1		1									Pompage/nettoyage regard + boite de branchement
	Chemin des Boussicats rampe Sainte Geneviève											2	Pompage/nettoyage 2 avaloirs
24/10/2019	Rue de la Noue	1											Pompage boite de branchement
	Avenue Jean Mermoz, garage YAMAHA			1									Pompage du regard
04/11/2019	Rue Denfert Rochereau											1	
05/11/2019	Avenue Eugène Delacroix									1			Débouchage du réseau non réalisable, la tête bloque. Intervention prévu le 06.11 pour pompage du réseau et nouvel essai
06/11/2019	Avenue Eugène Delacroix									1			Débouchage réussi, suspicion d'un regard borgne car accès très difficile. ITV à prévoir
07/11/2019	Rue du Clos angle ruelle du Clos											1	
	Rue Gérot angle rue Louis Richard		1										Dégorgement réseau EU Ø 200
07/11/2019	Avenue Pierre de Courtenay											1	

08/11/2019	Angle Rue Jacques Amyot et Rue St Germain						1						
	Rue du Pont						1						
13/11/2019	Avenue Denfert Rochereau							1					
	Angle rue du 14 juillet et Rue Pasteur							1					
18/11/2019	Rue Germain Benard							1					
	Avenue Yver vers le PR							3					
26/11/2019	Contre allée du 11 novembre							1					Fond rempli de béton, cassé à la barre à mine
06/12/2019	Place de l'Hôtel de Ville				2								Boites remplies de terre à 100%, rétablissement de l'écoulement partiel, prévoir un pompage et nettoyage des boites + branchements avec 26T
09/12/2019	Place de l'Hôtel de Ville				2								Pompage/nettoyage des 2 boites de branchement
10/12/2019	Avenue Jean Mermoz devant Yamaha			1									
11/12/2019	Rue du Lycée Jacques Amyot								1				Débouchage impossible, suspicion de casse. Branchement en piquage longueur 3,50 ml environ, prévoir ITV
12/12/2019	Rue du Lycée Jacques Amyot	1											Curage sur 1,50 ml avant ITV
12/12/2019	Avenue Denfert Rochereau							2					
13/12/2019	Place Saint-Nicolas		1				1						Curage en urgence
19/12/2019	Rue du Lycée Jacques Amyot	1											Pompage et nettoyage de la boite de branchement. Branchement cassé à 1,50 ml de la boite
20/12/2019	Avenue Denfert Rochereau							1					
	Allée des Palmes							2					
21/12/2019	Avenue Victor Hugo				1			1					Intervention d'astreinte
26/12/2019	Place Saint Germain							2					
	Avenue Jean Jaurès	1	1										Dégorgement et curage sur 10 ml
27/12/2019	Rue d'Egleny							1					
31/12/2019	Rue Max Quantin									1	1		Dégorgement et curage sur 190ml Ø600

ANNEXE 3 - LISTE DES ITV 2019

DATE	ADRESSE	COMMUNE	TYPE DE RESEAU	LONGUEUR	LINEAIRE PREVU
14/02/2019	Ruelle des boucheries	89000 Auxerre	Unitaire	47,7	
15/02/2019	Rue Michelet (partie basse)	89000 Auxerre	Unitaire	141,9	
12/02/2019	Rue Breguet	89000 Auxerre	EP	188,6	
12/02/2019	Rue Bleriot	89000 Auxerre	EP	180,8	
14/02/2019	Place Saint-Pierre	89000 Auxerre	Unitaire	20,5	
19/02/2019	Rue Millaux	89000 Auxerre	Unitaire	58,2	
20/02/2019	Rue de l'Etang Sainte-Virgile	89000 Auxerre	Unitaire	104,8	
13/02/2019	Place des Véens	89000 Auxerre	Unitaire	178,7	
14/02/2019	Rue Jehan Regnier	89000 Auxerre	Unitaire	21,9	
21/02/2019	Rue de Wagram	89000 Auxerre	Unitaire	106,3	
04/2019	Rue Marcelin Berthelot	89000 Auxerre	Unitaire	76,0	
04/2019	Allée de la Bahia	89000 Auxerre	EP	20,9	
04/2019	Rue Lacurne de Ste Pallaye	89000 Auxerre	Unitaire	3,3	
04/2019	Rue de Chablis	89000 Auxerre	EU	317,7	
04/2019	Traversée entre allée donnant sur Courbet et Boulevard Gallièni	89000 Auxerre	Unitaire	94,8	
04/2019	Traversée entre Impasse Guinois et rue de la Fraternité	89000 Auxerre	Unitaire	37,1	
04/2019	Rue Girard	89000 Auxerre	Unitaire	102,6	103,1
04/2019	Rue Marie Carles	89000 Auxerre	Unitaire	34,5	42,0
04/2019	Rue de Chablis	89000 Auxerre	EP	440,7	
04/2019	Rue Soufflot	89000 Auxerre	Unitaire	133,8	91,6
04/2019	Rue Victor Martin	89000 Auxerre	Unitaire	30,1	62,0
04/2019	Ruelle Piton	89000 Auxerre	EP	45,3	
04/2019	Chemin des Bréandes	89000 Auxerre	Unitaire	70,8	
06/2019	Place Saint Pierre	89000 Auxerre		62,2	51,6
06/2019	Rue Saint Eusèbe	89000 Auxerre	Unitaire	39,2	32,7
06/2019	Rue Cadet Roussel	89000 Auxerre	Unitaire	43,6	92,1
06/2019	Rue de la Tour Gaillarde	89000 Auxerre	Unitaire	10,5	31,0
06/2019	Rue des Carrières	89000 Auxerre	Unitaire	529,5	555,2
06/2019	Allée d'Artois	89000 Auxerre	EU	216,4	
06/2019	Rue de Savoie	89000 Auxerre	EU	180,2	
06/2019	Allée de Lorraine	89000 Auxerre	EU	286,3	
06/2019	Rue rouget de l'isle	89000 Auxerre	Unitaire		800,0

ANNEXE 4 – SUIVI DES CREATIONS BOITES DE BRANCHEMENT SUR BRANCHEMENT EXISTANT - 2019

DATE	ADRESSE	COMMUNE	TYPE DE RESEAU	COMMENTAIRE
09/05/2019	Rue Carpeaux	89000 Auxerre	EU	
09/05/2019	Avenue de Saint-Georges	89000 Auxerre	EU	
31/07/2019	Rue du Halage	89000 Auxerre	EU	
03/10/2019	Avenue de Saint-Georges	89000 Auxerre	EU	

ANNEXE 5 : LISTE DES ALARMES 2019

INSTALLATION	EQUIPEMENT	TOTAL
BO_CHAINETTES	DEF_Automate_Defaut_C_Eana_1	35
	DEF_Automate_Defaut_C_Eana_2	4
	DEF_Defaut_Desodo	1
	DEF_Defaut_General_Hydraulique_Sud	4
	DEF_Defaut_Hydraulique_Nord	2
	DEF_Defaut_Hydraulique_Sud	4
	DEF_Defaut_Pompe_1	4
	DEF_Defaut_Pompe_2	4
	DEF_Defaut_Pompe_a_Boue	4
	Def_General_Intrusion_Locaux	2
	DEF_Niveau_Huile_Hydraulique_Nord	2
	DEF_Niveau_Huile_Hydraulique_Sud	2
	DEF_Onduleur	1
	DEF_Preleveur_Nord	1
	DEF_Preleveur_Sud	1
	DEF_Temperature_Hydraulique_Nord	1
	DEF_Temperature_Hydraulique_Sud	1
	DEF_TRANSMISSION	6
PR_AUXERREXPO	DEF_TRANSMISSION	19
	EDF_Auxerrexpo	3
	Trop_Plein_Auxerrexpo	1
PR_BATARDEAU	Bache_Debordement	2
	DEF_TRANSMISSION	4
	Pompe_1_Thermique	1
	Pompe_2_Thermique	1
	PR_Defaut_secteur	1
PR_BOURDILLATS	Bache_Debordement	1
	Def_general_ppe	2
	DEF_TRANSMISSION	5
	Pompe_1_Thermique	2
	Pompe_2_Thermique	2
PR_CENTRE_NAUTIQUE	DEF_TRANSMISSION	38
PR_CIGA	DEF_TRANSMISSION	5
	Pompe_1_Thermique	6
	PR_Defaut_secteur	2
PR_GORGES_ROUGES	Bache_Debordement	2
	DEF_TRANSMISSION	24
PR_ILE_AUX_PLAISIRS	DEBORD_ET_NTH	10
	Def_2_pompes	2
	Def_alim_secteur	3
	Def_pompe_1	2
	Def_pompe_2	5
	Depassement_archivage_80_	26
PR_JEAN_MOREAU	Alimentation_EDF	1
	Controle_Pompe_2	3
	Controle_Pompe_3	2

	DEF_TRANSMISSION	14
PR_LA_NOUE	Controle_Pompe_1	5
	Controle_Pompe_2	7
	DEF_TRANSMISSION	4
	Niveau_Trop_plein	17
PR_LEON_SERPOLET	DEF_TRANSMISSION	22
	Trop_plein_Bache	1
PR_OCRERIE	Bache_Debordement	8
	DEF_TRANSMISSION	1
	PR_Defaut_secteur	1
PR_PIED_DE_RAT	DEBORD_ET_NTH	2
	Def_alim_secteur	4
	Def_interrogation_Lerne	4
	Def_pompe_1	1
	Def_pompe_2	3
	Depassement_archivage_80_	1
PR_RN6	Bache_Debordement	1
	Def_interrogation_Lerne	7
	Pompe_1_Thermique	3
	Pompe_2_Thermique	2
	PR_Alimentation_PL	14
	PR_Defaut_secteur	7
PR_RUE_DES_CHAMPLYS	2_pompes_en_defaut	2
	Bache_Debordement	1
	Def_interrogation_Lerne	6
	Defaut_secteur_alarme	2
	Pompe_1_Thermique	2
	Pompe_2_Thermique	3
	PR_Alimentation_PL	2
PR_SOUGERES	Def_alim_secteur	2
	Depassement_archivage_80_	5
Total général		**408**

ANNEXE 7 – SUIVI DES SOUS-PRODUITS DE CURAGE 2019

	Nb de dépotage	Total (en tonne) par site de dépotage
SIETEUA	25	180,28
Aire de Paillage - brienon	24	156
SMF ORMOY	1	5,92
Yonne Recyclage - VENOY	1	0
TOTAL	50	342,2

N° OT	date	nature du déchet	provenance	Quantité		centre de traitement	Commentaire
56721982	31/01/19	sable	avaloir	9	T	Aire de Paillage - brienon	
5667130/5672	31/01/19	sable	avaloir	8,88	T	SIETEUA	
567219821	16/01/19	sable	PR + pied de pompe	6	T	Aire de Paillage - brienon	
567219822	17/01/19	graisses	PR	6	T	Aire de Paillage - brienon	
568233813	12/02/19	boues	PR	6,08	T	SIETEUA	
5682338	28/02/19	sables	avaloir	7,48	T	SIETEUA	
568534512	12/03/19	sables	PR	7,82	T	SIETEUA	
568534517	13/03/19	sables	PR	7,28	T	SIETEUA	
56853453	28/03/19	eaux souillée non hydro	séparateurs	6	T	Aire de Paillage - brienon	
568534529	29/03/19	hydrocarbure	séparateurs	5,92	T	SMF ORMOY	
568534533	01/03/19	sables	avaloir	7,5	T	SIETEUA	
569066723	01/04/19	sables	avaloir	9,3	T	SIETEUA	
569966711	09/04/19	sables	PR	4,92	T	SIETEUA	
569066715	16/04/19	sables	dessableur sud	8,44	T	SIETEUA	
569066713	10/04/19	sables	PR	3	T	Aire de Paillage - brienon	
569066722	19/04/19	sables	dessableur nord	8	T	Aire de Paillage - brienon	
569345708	14/05/19	sables	PR	6,2	T	SIETEUA	
5693457	01/05/19	sable	avaloir	8,5	T	SIETEUA	
569345702	09/05/19	sables	PR	4	T	Aire de Paillage - brienon	
5696560	01/06/19	sable	avaloir	6	T	Aire de Paillage - brienon	
569656012	18/06/19	sables	PR	4,78	T	SIETEUA	
569656013	19/06/19	sables	PR	7,64	T	SIETEUA	
5701761	23/07/19	sables	avaloirs	6,8	T	SIETEUA	
570176114	16/07/19	boues	PR	10	T	Aire de Paillage - brienon	
5704441	16/08/19	sables	avaloirs	6	T	Aire de Paillage - brienon	
570444108	06/08/19	boues	PR	5,24	T	SIETEUA	
5710651	sept. 2019	sables	avaloirs	4	T	Aire de Paillage - brienon	
571065123	18/09/19	boues	PR	8	T	Aire de Paillage - brienon	SIETEUA - fosses pleines
5710651	09/09/19	boues	PR RN6	5	T	Aire de Paillage - brienon	
571065124	18/09/19	sable	Chambre à sable	4	T	Aire de Paillage - brienon	SIETEUA - fosses pleines
5710651	17/09/19	sable	Chambre à sable	5	T	Aire de Paillage - brienon	SIETEUA - fosses pleines
571065120	16/09/19	sable	Chambre à sable	8	T	Aire de Paillage - brienon	SIETEUA - fosses pleines
571065118	13/09/19	sable	Chambre à sable	8	T	Aire de Paillage - brienon	
5710651	12/09/19	sable	Chambre à sable	8,64	T	SIETEUA	
571065114	11/09/19	sable	Chambre à sable	5,24	T	SIETEUA	
5710651	10/09/19	sable	Chambre à sable	8,64	T	SIETEUA	
571065109	09/09/19	sable	Chambre à sable	7,1	T	SIETEUA	
5710651	06/09/19	sable	Chambre à sable	8	T	Aire de Paillage - brienon	
571065106	05/09/19	sable	Chambre à sable	6,1	T	SIETEUA	
571065105	04/09/19	sable	Chambre à sable	8	T	Aire de Paillage - brienon	refus step SIETEUA
5710651	03/09/19	sable	Chambre à sable	14,78	T	SIETEUA	
571404914	16/10/19	boues	PR	10	T	Aire de Paillage - brienon	SIETEUA - en panne
5711404912	15/10/19	boues	PR	6	T	Aire de Paillage - brienon	
22/10	22/10/19	boues	PR	8	T	Aire de Paillage - brienon	
571404915	21/10/19	sable	Chambre à sable	4	T	Aire de Paillage - brienon	
571404925	01/10/19	sables	avaloirs	10,44	T	SIETEUA	
5718522.04	06/11/19	boues	PR	2	T	SIETEUA	
571852216	20/11/19	boues	PR	4,62	T	SIETEUA	
5721593	17/12/19	boues	PR	5,86	T	SIETEUA	
5721593	18/12/19	boues	PR	6	T	Aire de Paillage - brienon	

Prestations

mois / curage préventif	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation	fichier de détail des prestations
réseau unitaire	1 471 ml	52 ml	56 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	0 ml	1 579 ml	7 000 ml	23%	Fichier Suivi activité Curage
réseau séparatif eaux usées	6 977 ml	1 550 ml	3 586 ml	848 ml	935 ml	205 ml	428 ml	0 ml	1 100 ml	1 178 ml	510 ml	240 ml	17 556 ml	15 000 ml	117%	
réseau séparatif eaux pluviales	3 590 ml	6 720 ml	2 625 ml	337 ml	799 ml	215 ml	0 ml	0 ml	180 ml	966 ml	4 478 ml	60 ml	19 969 ml	8 000 ml	250%	
Chambres à Sables									18				18	16	113%	
Avaloirs													0			
centre ville	46	23	23	46	23	23	207	184	46	46	46	23	736	36*23	89%	
hors centre ville	1373	243	434	176	161	134	523	346	509	333	381	6	4 619	5102	91%	
curage des séparateurs			5										5	1*5	100%	
Curage des bassins pluviaux													0	2*?		
Entretien poste de relevement	5	5	10	5	4	10	5	3	8	8	4	10	77	79	97%	
Entretien DO													0			
Supérieur à 2 000 EH													0	12 *nb DO		
Inférieur à 2 000 EH										1			1	1 *nb DO		
Curage Bassin d'orage													0			
Bassin de la chainette	1	0	1	3	0	1	1	0	0	2	1	0	10	12		
autre													0	5		
Inspections Visuelles													0			
campagnes nocturnes													0	3		
Inspections télévisées	0	1049,4	0	1127,6	0	1367,9	0	0	0	0			3 545	7 000 ml	51%	
Bilans débit- Pollution													0	2	0%	
Test à la fumée													0			
test au Colorant																

Bilan des Enquetes de controles de Conformités des Branchements

	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation	fichier de détail des prestations
vente	43	29	39	43	38	37	48	44	43	47	45	43	621	650	96%	Portail Technique VEOLIA
campagne	15	26	36	16	17	3	3	1	0	5	0	0				
	58	55	75	59	55	40	51	45	43	52	45	43				

Nombre de réparation effectuée

	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation	fichier de détail des prestations
canalisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			Portail Technique VEOLIA
branchement	5	0	1	1	1	0	0	2	0	4	0	0	14			
regard/grille	1	0	5	2	3	1	1	5	0	7	3	2	30			
Travaux réalisés (Brt Neuf)	0	3	1	1	1	5	5	1	0	0	2	0	19			

Nombre de boites de branchement Crées

	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation	fichier de détail des prestations
Eaux Usées	0	0	0	0	2	0	2	0	0	1	0	0	5	8		
Eaux Pluviales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10		

		0													
Renouvellement													Budget		
													0		
Données Relatives à l'exploitation															
	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	cumul annuel	objectif annuel	% de réalisation	fichier de détail des prestations
Sous produit	29,88	13,56	34,52	33,66	18,7	18,42	16,8	11,24	108,5	38,44	6,62	11,86	342,2			
Réclamation	15	12	16	11	16	12	12	12	9	24	15	22	176			
dont intervention curage	21	16	31	12	13	6	5	17	14	26	15	24	200			
Fiche Incident	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Données Relatives à l'Autosurveillance															
	jan	fev	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	cumul annuel			fichier de détail des prestations
Nb bilan analytique réalisé	0	0	0	1	1	0	1	2	1	2	1	3	12	12		
Volume collecté (débitmètre aval)													0			Portail Technique VEOLIA
Volumes déversés																
DO > 600 KG DBO5	44 m3	83 m3	157 m3	24 m3	23 090 m3	3 292 m3	2 998 m3	10 129 m3	3 081 m3	54 261 m3	2 719 m3	8 776 m3	108 655 m3			
120 kg DBO5 > DO > 600 kg DBO5	368 m3	63 m3	569 m3	595 m3	2 610 m3	482 m3	3 389 m3	6 694 m3	652 m3	7 372 m3	1 705 m3	3 822 m3	28 321 m3			
DO < 120 kg DBO5																
nb de deversement																
DO > 600 KG DBO5	1	1	3	1	5	3	1	1	1	3	4	4	28			
120 kg DBO5 > DO > 600 kg DBO5	6	3	8	5	9	9	2	2	3	11	10	13	81			
DO < 120 kg DBO5	8	4	6	3	6	9	2	3	6	16	23	22	108			
Temps de deversement																
DO > 600 KG DBO5	0:10:00	0:20:00	2:15:00	0:05:00	5:50:00	1:15:00	0:35:00	1:15:00	0:40:00	7:55:00	1:45:00	6:35:00	28:40:00			
120 kg DBO5 > DO > 600 kg DBO5	04:40	1:05:00	5:30:00	06:00	16:40	3:40:00	3:10:00	2:37:00	3:10:00	21:40:00	12:20:00	42:52:00	123:24:00			
DO < 120 kg DBO5	8:11:00	0:40:00	12:08:00	1:06:00	4:00:00	7:26:00	3:37:00	4:38:00	5:12:13	39:23:00	54:05:00	158:26:16	298:52:29			

6.9. Attestations d'assurances

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue la Boétie
75008 PARIS

est garantie par les polices Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes Immatérielles consécutives et Frais et Pertes annexes de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4, Ireland**, et d'autre part un excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR et XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.009.090, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 393 227 354

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaires et notamment pour le compte de*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie, Explosions, Foudre, Bris de machines, Dommages électriques, Fumées, Dégâts des eaux, Tempêtes, Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant), Accumulation de neige sur les toitures, Vandalisme, Émeutes, Mouvements populaires, Malveillance, Chocs de véhicules terrestres, Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux, Vol, Evènements naturels, Catastrophes Naturelles en France (art. L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France (art. L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33, 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 - 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55
311 248 637 R.C.S. NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

Allianz Risks Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance – Risques Environnementaux

Nous soussignons **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société,

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boetie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation de ses assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues : **10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur / For the insurer

Signature autorisée / Authorised signatory :

Allianz

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Attestation d'Assurance

Nous soussignés **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour ceux de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boetie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL002184I20** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber sans réserves de ses activités

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par sinistre
Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle			
Tous dommages confondus corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et formant la limite des engagements de l'assureur quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période d'assurance du 01/01/2019 au 31/12/2019

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 01/01/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur / The insurer :

Signature autorisée / Authorised signatory :

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526	
Pour tout renseignement contacter : **SMA SA Grands Comptes Entreprises** **8 rue Louis Armand CS 71201** **75738 Paris Cedex 15** **Tél. : 01.40.59.70.00** **Fax : 01.40.59.70.57**	**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX** **21, rue La Boétie** **75008 PARIS**

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
    - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
    - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
    - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
    - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
    - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
    - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMA COURTAGE

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement « et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1][3], ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2][3],
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3],
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass' innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P
(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr
(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com
SMA

SMA COURTAGE

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	**En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD: Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	**Marché d'entreprise** 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.001 / 2 85834
N°SIREN : 572 025 526

Pour tout renseignement contacter :
Site de gestion
SMA SA Grands Comptes Entreprises
8 rue Louis Armand – CS 71201
75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00
Fax: 01.40.59.70.57

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie

75008 PARIS

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2020
Valable à compter du 01/01/2020 jusqu'au 31/12/2020

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

SMA COURTAGE

- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement « et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com
SMA

Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,

- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,

- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :

  - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
  - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
  - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
  - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
  - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

  Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.

- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,

- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

Nature des garanties	**Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés**
Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances.	**Marché d'entreprise :** 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Sauf marchés relatifs à :
	- **construction d'éoliennes :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **réseaux de chaleur :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **cuves et réservoirs :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **installations photovoltaïques :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **réseaux enterrés :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
Garantie dommages en répercussion	**Tous marchés confondus :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

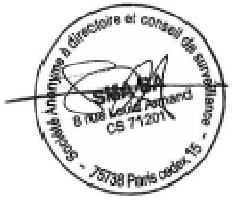
www.sma-courtage.com

Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
Le 20 décembre 2019

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

Ressourcer le monde

Crédits photos : © GettyImages

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

service de l'assainissement

Rapport annuel du délégataire 2019

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE



Copyright : Thierry Duvivier

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.4 Les évolutions réglementaires 11
1.5 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La relation clientèle 16
2.3 L'inventaire du patrimoine 18
2.3.1 Le système d'assainissement 18
2.3.2 Les biens de retour 18

3 | Qualité du service 23

3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte 24
3.1.1 La pluviométrie 24
3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte 24
3.2 Le bilan clientèle 27
3.2.1 Le nombre de clients assainissement collectif 27
3.2.2 Les volumes assujettis à l'assainissement 27
3.2.3 Les principaux motifs de dossiers clients 27
3.2.4 L'encaissement et le recouvrement 28
3.2.5 Le fonds de solidarité 29
3.2.6 Les dégrèvements pour fuite 30
3.2.7 Le prix du service de l'assainissement 30

4 | Comptes de la délégation 33

4.1 Le CARE 35
4.1.1 Le CARE 36
4.1.2 Le détail des produits 37
4.2 Les reversements 38
4.2.1 Les reversements à la collectivité 38

5 | Votre délégataire 41

5.1 Notre organisation 44
5.1.1 La Région 44

6 | Glossaire 51

7 | Annexes 59

7.1 Synthèse réglementaire 61
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 74

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

2019

Diagnostic assainissement :

Un diagnostic du réseau assainissement de la commune de Saint Georges est en cours de réalisation, les conclusions sont attendues afin de savoir quels travaux peuvent être engagés pour mieux gérer les eaux usées et limiter les départs vers le milieu récepteur.

Une majeure partie du réseau de Saint Georges sur Baulche est de type unitaire et draine une grosse quantité d'eaux météorologiques.

Aucun équipement en place ne permet de mesurer ou d'estimer la charge hydraulique et/ou la charge polluante, le diagnostic assainissement permettra de définir quels sont les déversoirs d'orage à équiper. Les points de déversements au milieu récepteur pour lesquels le diagnostic assainissement aura constaté une charge polluante en DBO5 supérieure à 120 kg/j devront être équiper.

Chambre à sable :

SUEZ s'est tenu à disposition de la commune de Saint Georges sur Baulche pour l'assister dans les travaux menés sur la réhabilitation de la chambre à sable en amont de la STEU. Celle-ci a été renouvelée pour augmenter sa capacité, les travaux ont débuté en octobre 2019 et se poursuivront sur le début d'année 2020.

1.2 Les chiffres clés



1 474 clients assainissement collectif

153 535 m³ d'eau assujettis





48,5 km de réseau total d'assainissement

6 452,7 ml de réseau inspecté





6 323 ml de réseau curé

1 désobstruction de branchement





1,08783 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie " Présentation du service \ Le contrat"
  - L'estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (1), le nombre d'abonnements, l'évaluation du nombre d'habitants desservis par le service public d'assainissement non collectif sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - Les linéaires de réseau de collecte des eaux usées de type unitaire (1) et séparatif (1) sont détaillés dans la partie "La présentation du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les réseaux"
  - Le nombre d'autorisations de déversements d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (1) est répertorié dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - La quantité de boues issues des ouvrages d'épuration est présentée dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de traitement \ L'exploitation des ouvrages de traitement"
- La tarification du service de l'assainissement et les recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Le prix du service de l'assainissement"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Le taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (1) figure dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle \ Les statistiques clients"
  - L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) est présenté dans la partie "La qualité du service \ L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour / L'analyse du patrimoine".
  - Le taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers, le nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage et l'indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (1) sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan d'exploitation du système de collecte \ La conformité du système de collecte"
  - Le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - L'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif et le taux de conformité des dispositifs

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

associés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ L'assainissement non collectif"

- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Pour chaque donnée et indicateur nous avons indiqué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007							
Thème	**Indicateur**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D201.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaires ou séparatif (1)	-	-	3 265	3 244	Nombre	B
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	1 489	1 484	1 490	1 474	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.199 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type unitaire (1)	19,69	19,67	19,68	20,01	km	A
Caractéristique technique	VP.200 - Linéaire de réseaux de collecte des eaux usées de type séparatif (1)	10,97	11,15	11,8	12,57	km	A
Tarification	D204.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	-	1,13475	1,08325	1,08783	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P202.2B - Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	15	15	15	70	Valeur de 0 à 120	B
Actions de solidarité et de coopération	P207.0 - Montant des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0,0002	0	€/m³	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	-	0	1	0	Nombre	A

1.4 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE

COMMANDE PUBLIQUE

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1er avril 2019
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000€HT
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités
- Réforme des procédures civiles d'exécution

VERS UNE NOUVELLE REGLEMENTATION POUR LA VALORISATION AGRICOLE DES BOUES DE STATIONS D'EPURATION

La loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi n°2020-105 du 10 février 2020) annonce une évolution prochaine de la réglementation qui encadre la valorisation agricole des boues de stations d'épuration.

L'article 86 impose en effet une révision des référentiels réglementaires sur l'innocuité environnementale et sanitaire applicables aux boues d'épuration en vue de leur usage au sol, avant le 1er juillet 2021. De plus, les conditions dans lesquelles les boues et les digestats peuvent être compostés seront déterminées par voie réglementaire.

1.5 Les perspectives

2020

Amélioration du système de collecte :

SUEZ rappelle à la collectivité que l'arrêté du 21 juillet 2015 stipule l'obligation suivante : les déversoirs d'orage dont la charge organique peut dépasser 120 kg de DBO5 par jour, doivent être équipés d'un système de mesure permettant de suivre les volumes ainsi que les charges de pollution déversées au milieu par le système de collecte.

Diagnostic du système d'assainissement :

La démarche engagée par la Collectivité se poursuivra en 2020.
SUEZ se tiendra à la disposition du bureau d'étude afin de lui fournir les informations et les accès nécessaires au bon déroulement du projet.
Suite aux conclusions, SUEZ proposera à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, ayant repris la compétence de maitre d'œuvre au 1er janvier 2020, des devis pour l'installation d'équipement de mesure de débit sur les déversoirs d'orage conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.

Travaux à prévoir sur le réseau de collecte :

Lors de gros évènements pluvieux, un tampon de réseau se lève sur le réseau bas de Saint Georges (Rue des Champs Casselins). Le réseau dans ce secteur semble donc sous dimensionner en l'état actuel.
SUEZ accompagnera la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois dans ces démarches pour améliorer la collecte des effluents sur ce point noir du réseau.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

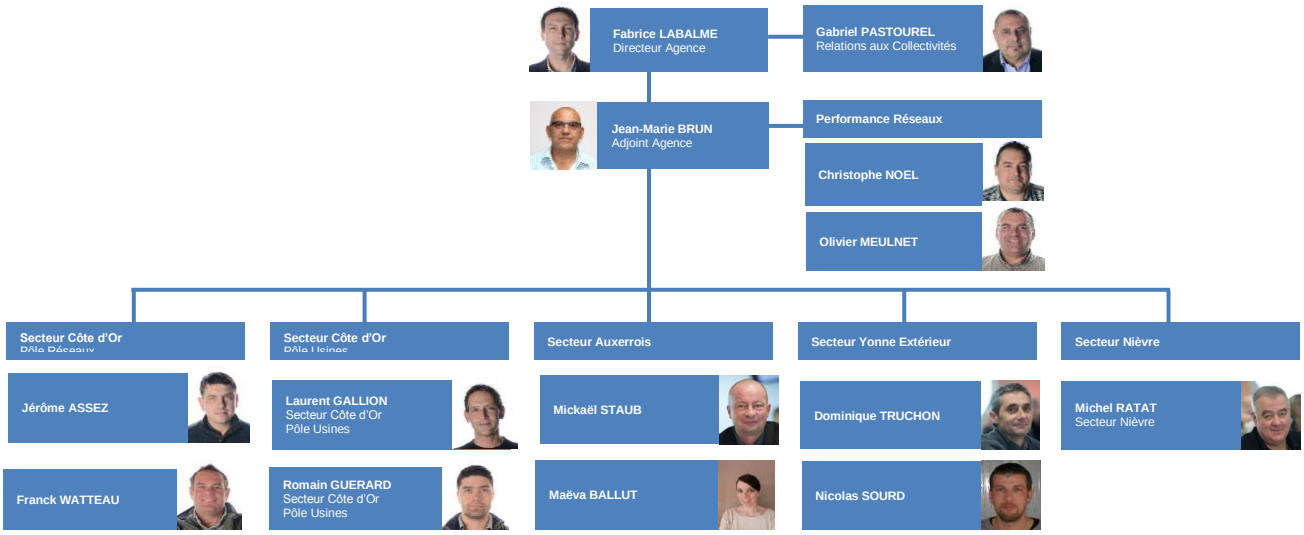
Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/10/2013	30/09/2023	Affermage
Avenant n°01	09/11/2017	30/09/2023	Mise en oeuvre de la réforme de la réglementation visant la prévention des dommages causés aux réseaux lors de travaux.

Le traitement des eaux usées collectées dans le cadre de ce contrat est réalisé par la STEU de Saint Georges sur Baulche.

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence BOURGOGNE :



Votre interlocuteur privilégié est Mickaël STAUB (06.82.93.54.44).

2.2.2 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Client basé à Dijon répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV).

La formation permanente de nos conseillers client permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 123 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE le lundi, mardi, jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45, le mercredi de 13h45 à 16h45 et le vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h15

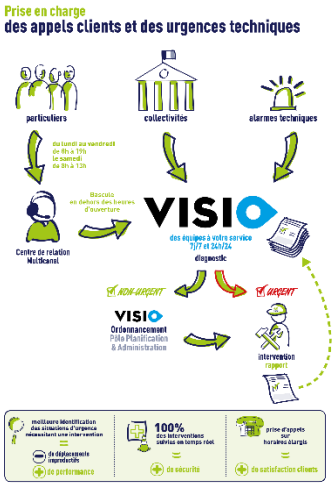
Levée du Canal du Nivernais – 58340 CERCY LA TOUR le lundi et jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.



2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

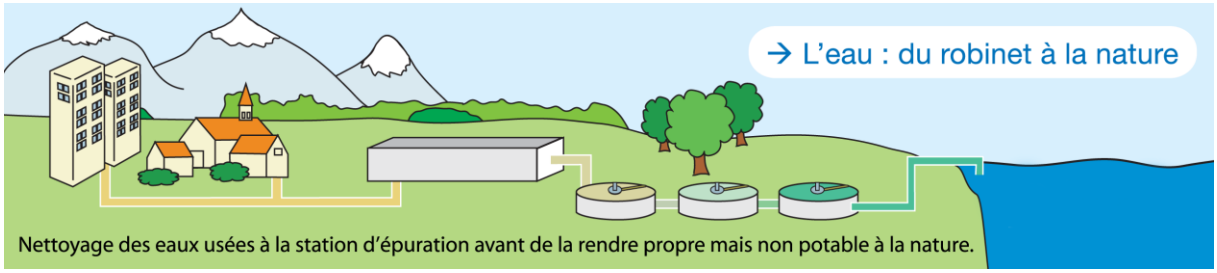
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau. Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué,
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'assainissement



Dans un système d'assainissement, on distingue les réseaux de type unitaire et les réseaux de types séparatifs :

- un réseau qualifié de « unitaire » est conçu pour véhiculer à la fois les eaux usées (EU) et les eaux pluviales (EP). Par temps de pluie, le débit dans les collecteurs augmente fortement, gonflé par la venue d'eau de ruissellement.
- Dans le cas d'un réseau de type séparatif, les eaux usées sont raccordées à un collecteur d'eaux usées. Les eaux pluviales sont évacuées dans un collecteur d'eaux pluviales. Il y a donc deux réseaux distincts qui ne doivent pas avoir d'interconnexion. Chaque habitation est munie de deux branchements de raccordement distincts.

Les réseaux de transport (ou de transfert) sont des réseaux constitués de canalisations généralement de diamètres supérieurs à ceux des réseaux de collecte, qui peuvent être en charge ou à écoulement libre. Les réseaux de transport ont pour objectif l'acheminement de l'effluent collecté par le réseau de collecte jusqu'à un réseau en aval ou à la station de traitement des eaux usées.

2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de l'affermage, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés ou réalisés par l'exploitant.

- **LES RESEAUX PAR TYPE**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par type (séparatif ou unitaire) exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Répartition du linéaire de canalisation par type (ml)			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales hors refoulement (ml)	15 915	15 896	- 0,1%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées hors refoulement (ml)	11 800	12 567	6,5%
Linéaire de réseau unitaire hors refoulement (ml)	19 677	20 011	1,7%
Linéaire total (ml)	**47 392**	**48 474**	**2,3%**

- **LES RESEAUX PAR MATERIAU ET NATURE**

Répartition du linéaire de canalisation par nature et matériau (ml)										
Réseau	**Ecoulement**	**Acier**	**Amiante ciment**	**Béton**	**Ciment**	**Fonte - Grès**	**PVC, PE, PP**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
Eaux pluviales	Gravitaire	-	8 946	604	-	-	1 562	-	4 784	**15 896**
Eaux usées	Gravitaire	-	4 064	-	-	3 850	3 262	-	1 391	**12 567**
Unitaire	Gravitaire	-	16 872	77	-	891	185	-	1 986	**20 011**
Total		**-**	**29 883**	**680**	**-**	**4 741**	**5 009**	**-**	**8 162**	**48 474**

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Suivi des évolutions sur l'année d'exercice - Réseaux			
Motif	**ml EP**	**ml EU**	**ml Unitaire**
Linéaire total de réseau de l'année précédente	15 915	12 067	19 677
Régularisations de plans	- 19	500	334
Situation actuelle	**15 896**	**12 567**	**20 011**

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU ET LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune		
Commune	**Désignation**	**2019**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Avaloirs	601
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Branchements publics eaux usées	1 468
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Ouvrages de prétraitement réseau	4
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Regards réseau	1 049

- **LES POINTS DE REJET AU MILIEU NATUREL**

Les points de rejets au milieu naturel sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des rejets au milieu naturel	
Commune	**Site**
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue de la Paix
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue de l'Europe
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Avenue des Ardilles
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO carrefour Bd de Guillaumée - Rue de l'égalité
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Chemin champs plateaux - Les saucis
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO chemin rural de la Guillaumée
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO de la Guillaumée - intersection Montboulon
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rte de Chevannes
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue de Picardie
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue des Vergers - intersection route de Chevannes
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO Rue du bon pain
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	DO STEU Amont

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie A : Plan des réseaux	VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau (oui : 10 points / non : 0 point)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.251 - Mise à jour annuelle du plan des réseaux à partir d'une procédure formalisée (oui : 5 points / non : 0 point)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.252 et VP.254 avec VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.254 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.252, VP.253 et VP.254)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (0 à 5 points)	2
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.255 - Connaissance de 50% de la date ou période de pose des tronçons identifiés (0 à 15 points)	13
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	25
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie (0 à 15 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.257 - Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage,...) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.258 - Inventaire mis à jour annuellement des équipements électromécaniques sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (10 points)	10
Partie C : Autres	VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (10 points)	0

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées		
Partie	**Descriptif**	**2019**
éléments de connaissance et de gestion des réseaux		
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement,...) pour chaque tronçon de réseau (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	30
TOTAL (indicateur P202.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées**	**70**

3 | Qualité du service



3.1 Le bilan d'exploitation du système de collecte

Cette partie détaille des aspects tels que les interventions réalisées sur nos ouvrages de collecte (collecteurs, déversoirs d'orage, postes de relèvement, …) : curage, désobstructions, inspections télévisées, … Elle présente également le bilan des consommations électriques.

3.1.1 La pluviométrie

Le tableau suivant détaille l'évolution de la pluviométrie observée en précipitations annuelles. La pluviométrie a un impact important sur les volumes collectés et épurés et peut expliquer certains faits d'exploitation tels que les déversements.

- **LA PLUVIOMETRIE ANNUELLE**

Pluviométrie annuelle (mm)					
Finalité	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Pluviométrie (mm)	721,1	741,1	664,6	622,5	-10,32 %

3.1.2 L'exploitation des réseaux de collecte

- **LA SURVEILLANCE DU RESEAU**

Inspections réseau					
	2016	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau inspecté en inspection télévisée (ml)	35	0	0	6 000	0,0%
Linéaire de réseau inspecté en pédestre (ml)	2 269	1 942	3 486	453	- 87,0%
Linéaire total inspecté (ml)	2 303	1 942	3 486	6 453	85,1%
Visites Annuelles : Nombre de regards ouverts	0	44	32	70	118,8%

Dans le cadre du diagnostic assainissement réalisé par le Bureau d'Etude BIOS, 6000 mL de réseau ont été inspecté de façon à connaître l'état du réseau.
Au préalable les tronçons de réseau ont été curé.

- **LE CURAGE**

Le tableau suivant détaille les opérations de curage réalisées sur les canalisations et certains ouvrages réseau (avaloirs, dessableurs).

Curage préventif Réseau					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Linéaire de réseau séparatif Eaux Pluviales curé (ml)	197	-	233,96	0	- 100,0%
Linéaire de réseau séparatif Eaux Usées curé (ml)	410	808,11	915,97	6 323	590,3%
Linéaire de réseau unitaire curé (ml)	936,42	1 167,63	420,67	0	- 100,0%
Linéaire total de réseau curé en préventif (ml)	1 543,42	1 975,74	1 570,6	6 323	302,6%
Taux de curage préventif (%)	3,3%	4,2%	3,3%	13,0%	293,6%

Curage préventif (Ouvrages)					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Avaloirs	248	198	423	492	16,3%
Ouvrages de prétraitement	6	6	12	6	- 50,0%

Les plans de curage sont réalisés à l'issue des visites d'inspection visuelles qui permettent de déterminer les besoins pour l'année en cours.

- **LES DESOBSTRUCTIONS**

Les opérations de désobstructions sont des opérations réalisées sur le réseau, les branchements et les avaloirs pour rétablir le bon écoulement des eaux usées. Les tableaux suivants détaillent ces opérations.

Désobstructions					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Désobstructions sur réseaux	-	-	0	1	0,0%
Désobstructions sur branchements	1	2	3	1	- 66,7%
Désobstructions sur avaloirs	2	-	0	1	0,0%
Taux d'obstructions sur réseau (nb d'obstruction réseau+ouvrage/km de réseau)	0	0	0	0,02	0,0%
Taux d'obstructions sur branchements (nb d'obstructions/nb clients Asst)	0	0	0	0	- 66,3%

- **LES ENQUETES DE CONFORMITE BRANCHEMENTS**

Les enquêtes de conformité des branchements sont réalisées afin de vérifier le raccordement des habitations aux réseaux d'assainissement. On distingue les enquêtes de conformité pour vente et celles hors vente (dans le cadre contractuel). Les tableaux suivants présentent le nombre d'enquêtes réalisées.

Enquête/contrôle de branchement					
	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de contrôle raccordement pour vente	23	29	31	35	12,9%
Nombre de contrôles raccordement hors vente	2	2	1	0	- 100,0%
Nombre d'enquêtes sur branchement	7	6	4	2	- 50,0%
Total enquêtes et contrôles branchements	32	37	36	37	2,8%

- **LES REPARATIONS**

Les réparations effectuées sur les canalisations, branchements et ouvrages sont détaillées dans le tableau suivant.

Les réparations (canalisation, branchements, ouvrages)				
Groupe	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Nombre de branchements réparés	-	2	0	- 100,0%
Nombre de canalisations réparées	1	0	1	0,0%
Nombre d'ouvrages réparés	1	0	0	0,0%

- **LES INTERVENTIONS EN ASTREINTE**

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de collecte ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	2018	2019	Variation N/N-1
Les interventions sur le réseau	0	0	0,0%

3.2 Le bilan clientèle

3.2.1 Le nombre de clients assainissement collectif

Le nombre de clients assainissement collectif est détaillé dans le tableau suivant.

Le nombre de clients assainissement collectif				
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	1 444	1 422	1 408	- 1,0%
Collectivités	16	22	17	- 22,7%
Professionnels	24	46	49	6,5%
Total	1 484	1 490	1 474	- 1,1%

3.2.2 Les volumes assujettis à l'assainissement

Le tableau suivant présente l'évolution des volumes d'eau consommés assujettis à la redevance assainissement.

Volumes assujettis à l'assainissement				
Type volume	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes assujettis (m³)	146 656,1	151 807	153 535	1,1%

3.2.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	155	0
Facturation	50	35
Règlement/Encaissement	66	11
Prestation et travaux	65	0
Information	415	-
Technique assainissement	4	4
Total	755	50

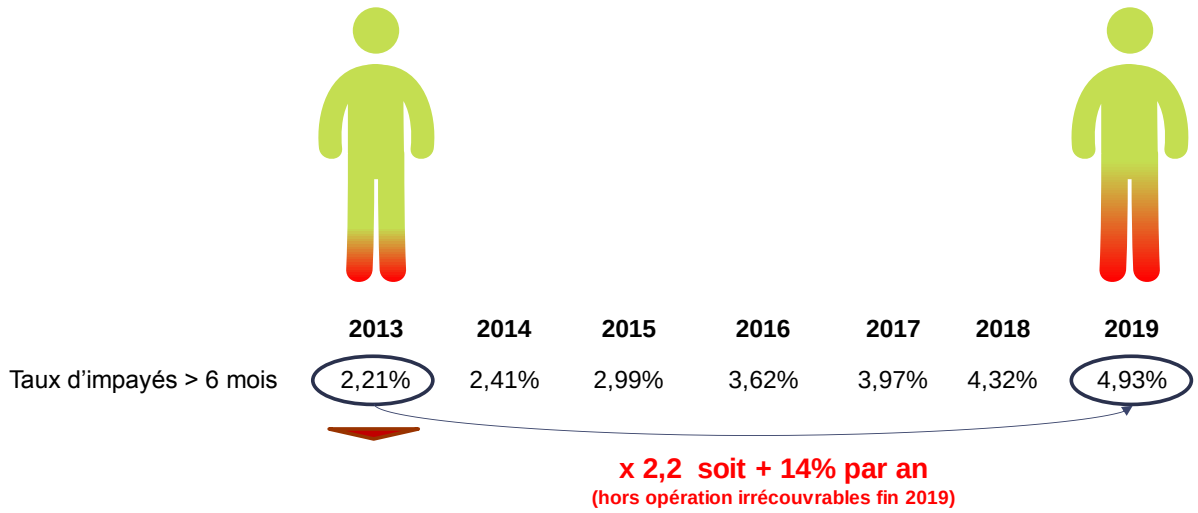
3.2.4 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables.

Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Créances irrécouvrables (€)	66,08	2 909,7	4 303,3%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,04	1,62	3 950,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,15	1,79	55,7%

3.2.5 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	1	0	- 100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	1	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	31,02	0	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	28,2	0	- 100,0%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	0	0	0,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	0	0,0%
Montant du dégrèvement social (€ HT)	0	0	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	28,2	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0002	0	- 100,0%

3.2.6 Les dégrèvements pour fuite

Les dégrèvements			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	4	10	150,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	4	17	325,0%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	1	0	- 100,0%
Volumes dégrévés (m³)	8 006	6 947	- 13,2%

3.2.7 Le prix du service de l'assainissement

Le système tarifaire de la redevance assainissement comprend une part fixe, ainsi qu'un prix au m^3, appliqué au volume d'eau consommé.

- **LE TARIF**

Le tarif	
Détail prix assainissement	**01/01/2020**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	11,11
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,71133
Taux de la partie fixe du service (%)	11,52%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,08783
Prix HT au m³ pour 120 m³	0,98892

- **LA REPARTITION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Les composantes du prix de l'assainissement				
Dénomination	**Détail prix assainissement**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	10,95	11,11	1,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,1885	0,1913	1,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,52	0,52	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (modernisation des réseaux de collecte) Contrat	0,185	0,185	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0985	0,0989	0,4%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'ASSAINISSEMENT**

Evolution des révisions de la tarification				
Réseau	**Désignation**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Eau usée	Coefficient d'indexation eaux usées	1,04261	1,05818	1,5%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	Taux TVA	Montant € TTC
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES			96,47		106,12
ABONNEMENT					
part SUEZ Eau France collecte du 01/01/2020 au 31/12/2020	1	11,11	11,11	10,0	
CONSOMMATION					
part SUEZ Eau France du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,1913	22,96	10,0	
Part Communale du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,52	62,40	10,0	
ORGANISMES PUBLICS			22,20		24,42
AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE					
Modernisation réseaux collecte du 01/01/2020 au 31/12/2020	120 m³	0,1850	22,20	10,0	
TOTAL HT			118,67		
MONTANT TVA (10.0 %)			11,87		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					130,54
Net à payer					130,54 €

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure".

4.1.1 Le CARE

A - ST GEORGES SUR BAULCHE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	**173 746**	**199 691**	**14,9%**
Exploitation du service	53 420	66 013	
Collectivités et autres organismes publics	115 278	106 210	
Travaux attribués à titre exclusif	5 049	27 468	
Produits accessoires	0	0	
CHARGES	**181 209**	**181 133**	**0,0%**
Personnel	34 140	31 040	
Energie électrique	0	0	
Produits de traitement	474	0	
Analyses	150	0	
Sous-traitance, matières et fournitures	14 182	23 087	
Impôts locaux et taxes	684	1 010	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	11 117	12 408	
• télécommunication, postes et télégestion	581	761	
• engins et véhicules	3 310	2 437	
• informatique	5 429	5 923	
• assurance	122	434	
• locaux	746	911	
Contribution des services centraux et recherche	1 870	3 085	
Collectivités et autres organismes publics	115 278	106 210	
Charges relatives aux renouvellements			
• fonds contractuel	3 124	3 171	
Charges relatives aux investissements			
Charges relatives aux investissements du domaine privé	435	682	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	-245	441	
Résultat avant impôt	**-7 463**	**18 558**	
Apurement des déficits antérieurs	0	18 558	
RESULTAT	**-7 463**	**0**	**100,0%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

A - ST GEORGES SUR BAULCHE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**173 746**	**199 691**	**14,9%**
Exploitation du service	53 420	66 013	23,6%
• Partie fixe	16 204	16 387	
• Partie proportionnelle	27 715	28 735	
• Pluvial	9 500	19 000	
• Autres produits (incendie, matières de vidange...)	0	1 891	
Collectivités et autres organismes publics	115 278	106 210	-7,9%
• Part Collectivité	78 921	78 529	
• Redevance pour modernisation des réseaux de collecte	36 357	27 681	
Travaux attribués à titre exclusif	5 049	27 468	
• Branchements	5 049	27 468	
Produits accessoires	0	0	0,0%
• Autres produits accessoires	0	0	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité		
Période	**Date du reversement**	**Montant (€)**
Période contractuelle	30/04/2019	35 422,97
Période contractuelle	31/10/2019	40 682,2
		76 105,17

5 | Votre délégataire

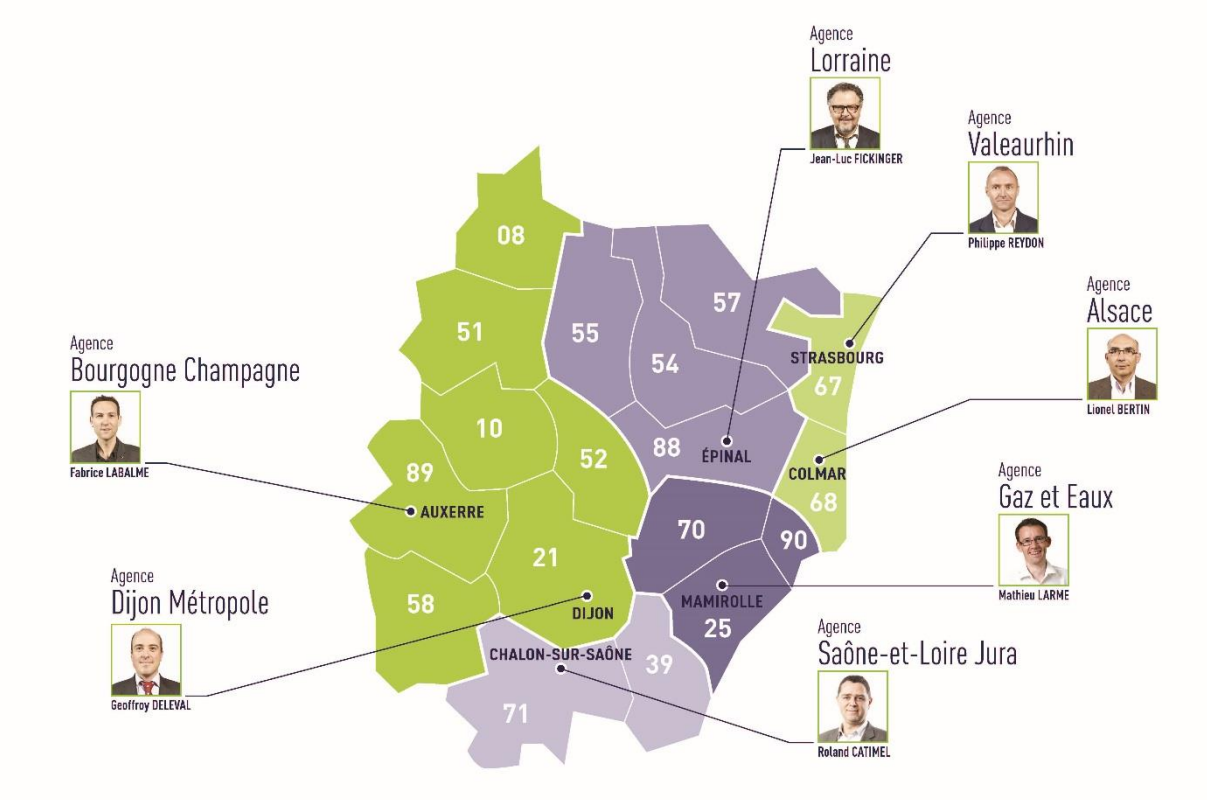


5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

La Région Est

La Région Est pour l'activité eau de SUEZ regroupe les régions administratives Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté. 1200 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau. Le siège est basé à Dijon.
Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients : **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole, Bourgogne Champagne Ardenne.





Directeur Région Est	MARC BONNIEUX
Périmètre géographique	Grand Est Bourgogne - Franche-Comté
Population couverte (Eau et Assainissement)	4 200 000 habitants
Implantation	Le siège est basé à Dijon. Le territoire compte plus de 30 sites d'embauche, sur 18 départements
Clients Eau potable *Clients Assainissement* *Contrats DSP* *Contrats PS*	1 200 000 818 000 436 657
Installations : *Usines Eau* *STEP* *Postes de relevage* *Linéaires réseaux Eau + Assainissement*	 398 usines 436 STEP 1 646 26 638 km
Collaborateurs	1 200

Principaux partenaires de la Région Est :



- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Auxerre
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (Eau)
- Communauté d'agglomération de Colmar



Les métiers de l'activité concernent **le petit cycle de l'eau,** activité historique de l'entreprise :
PRODUIRE de l'eau et protéger la ressource ;
DISTRIBUER l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs ;
COLLECTER ET ASSAINIR les eaux usées pour les rendre propre à la nature.

Spécialiste du grand cycle de l'eau dans la Région Est, SUEZ participe activement à la révolution de la ressource et du digital en intégrant un large panel de compétences avec des projets de références :

VALORISER ET PRESERVER LA RESSOURCE



Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- Boues et jus de choucroute transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- Projet Biovalsan : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France a transformé le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- 74 % des besoins en chaleur des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- A Chenôve, où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- A la piscine des Grésilles de Dijon ou au Centre Nautique de Chalon-sur-Saône, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins

« Eau verte à Dijon » :



Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eau verte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m³ d'eau potable par an.

INNOVER

Pour rendre la ville plus intelligente :

- **Accompagner Dijon métropole vers la Métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protections adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'économie mixte à opération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

Surveillance des qualités des eaux de baignade à Dijon

SUEZ effectue pour le compte de la Ville de Dijon la surveillance active de la qualité des eaux de baignade de la plage du lac Kir de Dijon durant la saison estivale. Grâce à une surveillance en temps réel de la pluviométrie et des analyses effectuées sur place dans son laboratoire technique de Dijon, SUEZ évalue quotidiennement la qualité de l'eau de baignade et transmet ses résultats à la Ville de Dijon qui prend la décision d'ouverture de la baignade au grand public.

Surveiller en continu la qualité des rejets d'une Station d'épuration

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITES

Exploitation de la baignade naturelle Beaune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beaune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beaune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.



Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale.

ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim ou à Beaune sur le site des Etangs d'Or.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Idée Alsace, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ FACE VOSGES : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.

- ✓ La démarche Bien vivre dans son logement : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maitrisant sa consommation.
- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.
- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.
- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné ou l'installation d'assainissement autonome).
- **Assainissement non collectif (ANC) ou autonome**
  L'assainissement non collectif est parfois appelé autonome ou individuel. Il désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.
- **Assainissement collectif**
  L'assainissement collectif est le mode d'assainissement qui regroupe les infrastructures publiques de collecte (branchements), transport (collecteurs) et traitement centralisé (stations d'épuration et ouvrages de prétraitement physique). Les effluents sont collectés et transportés à l'échelle d'une ou de plusieurs collectivités ou quartiers.
- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.
- **Avaloir**
  Ouverture destinée à recueillir les eaux de ruissellement et à les évacuer à l'égout.

B

- **Branchement assainissement**
  Canalisation ou raccordement, en général enterré, destiné à véhiculer les eaux usées et/ou les eaux pluviales depuis l'origine (point d'entrée) jusqu'au collecteur (d'après le paragraphe 3.6 de la NF EN 752-1).

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.
- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.
- **Collecteur**
  Canalisation ou tout autre ouvrage habituellement enterré, destiné à véhiculer des eaux usées et/ou des eaux pluviales (d'après la NF EN 752-1).
- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.
- **Commission départementale Solidarité Eau**
  Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.
- **Curage**
  Opération de nettoyage ou de désobstruction d'un collecteur, avec extraction de matières, incluant l'utilisation de la haute pression. Il peut être **préventif** (avant problème) ou **curatif** (pour résoudre le problème).

D

- **DBO5**
  Demande Biologique/Biochimique en oxygène pour 5 jours. La DBO est la quantité d'oxygène nécessaire aux micro-organismes présents dans un milieu pour oxyder (dégrader) les substances organiques contenues dans un échantillon d'eau maintenu à 20° C et dans l'obscurité, pendant 5 jours.
- **DCO**
  Demande chimique en oxygène : indicateur de pollution correspondant à la quantité d'oxygène consommée pour oxyder les matières biodégradables et non biodégradables.
- **Désobstruction**
  Opération de débouchage d'un collecteur, par curage ou par chasse.

E

- **Eaux pluviales**
  Eaux provenant des précipitations, qui ne se sont pas infiltrées dans le sol et qui sont recueillies dans le réseau d'assainissement directement depuis le sol ou depuis les surfaces extérieures des bâtiments (d'après la NF EN 752-1).
- **Eaux résiduaires ou eaux usées**
  Eaux modifiées par l'usage qui en a été fait et rejetées dans un réseau d'évacuation ou d'assainissement ou vers des ouvrages d'assainissement autonome.
- **Eaux usées domestiques**
  Eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bain, toilettes et installations similaires, en résumé provenant des usages domestiques dans une maison (NF EN 752-1).
- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'en effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).
- **Enquête de conformité**
  Une enquête de conformité, permet d'établir un diagnostic vérifiant que :
  - les eaux usées d'une habitation sont directement raccordées au réseau public d'eaux usées (sans fosse, ni rétention).
  - les eaux pluviales de l'habitation sont gérées sur la parcelle ou exceptionnellement raccordées au réseau public d'eaux pluviales.
- **Equivalent-habitant (EqHab)**
  L'équivalent-habitant est une unité de mesure permettant de quantifier la charge brute de pollution organique, 1 EqHab= 60 g de DBO5.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Inspection télévisée**
  L'inspection télévisée (à l'aide de caméra vidéo) des canalisations est utilisée pour la détection de fuites, des obstructions et la vérification enregistrée de l'état du conduit. Le passage de la caméra vidéo dans les canalisations se fait par poussée manuelle, jusqu'à une longueur suffisante pour une inspection totale des canalisations.
  L'écran visualise l'état du conduit. La distance parcourue par le câble et le détecteur par signal acoustique localise très précisément l'endroit de l'anomalie. En cas d'intervention nécessaire, les travaux de démolition sont limités à la zone concernée, ce qui amène des économies très substantielles du coût d'intervention.
- **ISDND**
  Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (correspondant à l'ancienne dénomination CET de classe 2).

M

- **MES**
  Matières en suspension : quantité de matière récupérée par filtration sur tamis, elle caractérise la pollution particulaire ou non dissoute.
- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **NK**
  Azote Kjeldahl : quantité d'azote présente dans un effluent sous forme ammoniacale (NH4) et organique, mais n'incluant pas les formes nitrates (NO3) ou nitrite (NO2). Il ne s'agit pas de l'azote total (global) exprimé en :

  NGL = NK + NO2 + NO3
- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).
- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

O

- **Ouvrage assainissement**
  Ouvrage connecté au réseau d'assainissement et permettant la captation ou le stockage des eaux usées ou pluviales : avaloirs, grilles, déversoirs d'orage, déshuileurs, dessableurs.
- **Ouvrages de prétraitement**
  Le prétraitement a pour objectif d'éliminer les éléments les plus grossiers, susceptibles de gêner les traitements ultérieurs et d'endommager les équipements. Il s'agit des déchets volumineux (dégrillage), des sables et graviers (dessablage), des graisses et huiles (dégraissage et déshuilage).

Au cours du **dégrillage**, les eaux usées passent au travers d'une grille dont les barreaux, plus ou moins espacés, retiennent les matières les plus volumineuses. Ces éléments sont ensuite éliminés avec les ordures ménagères.
Le **dessablage** débarrasse les eaux usées des sables et des graisses par sédimentation. L'écoulement de l'eau à une vitesse réduite dans un bassin appelé "déssableur" entraîne leur dépôt au fond de l'ouvrage. Ces particules sont ensuite aspirées par une pompe. Les sables récupérés sont essorés, puis lavés avant d'être soit envoyés en décharge, soit réutilisés, selon la qualité du lavage.
Le **dégraissage** vise à éliminer la présence de graisses dans les eaux usées, graisses qui peuvent gêner l'efficacité des traitements biologiques intervenant ensuite. Le dégraissage s'effectue par flottation. L'injection d'air au fond de l'ouvrage permet la remontée en surface des corps gras. Les graisses sont raclées à la surface, puis stockées avant d'être éliminées (mise en décharge ou incinération). Elles peuvent aussi faire l'objet d'un traitement biologique spécifique au sein de la station d'épuration.

P

- **pH**
  potentiel Hydrogène : mesure l'acidité d'une eau (pH inférieur à 7).
- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).
- **Prétraitement**
  Premiers procédés de traitement de l'eau sur une usine pour éliminer les éléments grossiers les plus faciles à retenir (dégrillage, tamisage, dessablage, …).
- **P total**
  Phosphore total provenant essentiellement des lessives dans les effluents sanitaires urbains
- **PO_4**
  Phosphate : forme oxydée dissoute du phosphore.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.
- **Réseau de collecte des eaux pluviales**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire les eaux de pluie jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué des avaloirs, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau de collecte des eaux usées**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.
- **Réseau séparatif**
  Le système séparatif consiste à affecter un réseau à l'évacuation des eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) et avec des réserves, certains effluents industriels. On parle dans ce cas de réseau Eaux Usées (EU). L'évacuation de toutes les eaux de toitures, de chaussées, de ruissellement et de drainage est assurée par un autre réseau que l'on appelle le réseau Eaux Pluviales (EP).
- **Réseau unitaire**
  Dans ce cas, un seul réseau collecte dans la même canalisation les eaux pluviales EP et les eaux usées EU.
- **Réseau de rejet industriel**
  Réseau de collecte des émissions de substances d'origine industrielle dans l'eau.
- **Réseau de trop-plein**
  C'est un réseau de collecte secondaire des eaux pluviales qui est utilisé en cas de forte pluie. Il permet de procéder à un délestage, c'est-à-dire à un déversement du trop plein d'eaux usées dans le milieu naturel.

S

- **Service**
  Au sens du présent document, on entend par "service" le périmètre confié par l'autorité organisatrice à un opérateur unique. Les missions assurées peuvent être pour un service d'eau potable la production, le transfert et la distribution et pour un service d'assainissement la collecte, le transport, la dépollution et le cas échéant l'assainissement non collectif. A ces missions s'ajoute en général la gestion des abonnés.
- **Station de traitement des eaux usées (ou station d'épuration ou usine de dépollution)**
  Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).
- **Système d'assainissement**
  Un système d'assainissement est composé d'un système de collecte et d'un système de traitement. Il comprend donc l'ensemble des ouvrages destinés à collecter, transporter et traiter les eaux usées et les eaux pluviales.
- **Système de collecte**
  Le système de collecte désigne le réseau de canalisations qui recueille et achemine les eaux usées et pluviales depuis la partie publique des branchements particuliers, ceux-ci compris, jusqu'aux points de rejets dans le milieu naturel ou dans le système de traitement (stations d'épuration). Il comprend les déversoirs d'orage, les ouvrages de rétention et de traitement des eaux de surverse situés sur ce réseau.

T

- **Traitement des boues**
  Ensemble des procédés destinés à rendre les boues des stations d'épuration conformes aux normes environnementales, aux réglementations sur l'utilisation des sols ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Ces traitements ne réduisent pas seulement le volume des résidus, mais stabilisent et transforment également ces derniers en composants acceptables sur le plan environnemental et en produits dérivés utiles. Le traitement tertiaire inclut par exemple le conditionnement chimique, la désinfection, la filtration sous pression, la filtration à vide, la centrifugation et l'incinération. Il est possible de classer le traitement des eaux usées et le traitement des boues dans des catégories différentes, à savoir le traitement secondaire pour les eaux usées et le traitement tertiaire pour les boues d'épuration.
- **Traitement des eaux usées**
  Ensembles des procédés visant à rendre les eaux usées conformes aux normes environnementales en vigueur ou aux autres normes de qualité applicables en matière de recyclage ou de réutilisation. On distingue habituellement le traitement primaire, secondaire et tertiaire. Pour calculer le volume total des eaux usées traitées, il convient de ne tenir compte que du type de traitement le plus poussé auquel ces eaux ont été soumises.

V

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard…).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'assainissement collectif sont au nombre de 17, dont 4 indicateurs descriptifs. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis le niveau de la desserte jusqu'à la performance de l'ensemble du système de traitement des eaux usées, en passant par la qualité du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, de la collecte des eaux usées à leur dépollution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social. Chaque indicateur est défini par une fiche détaillée, fournissant toutes les explications sur ses modalités de calcul et sur son interprétation et ses limites.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (code D201.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.
- **Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées (code D202.0)**
  Cet indicateur recense le nombre d'autorisations de rejets d'effluents non domestiques dans le réseau délivrées par la collectivité qui gère le service d'assainissement.
- **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration (code D203.0)**
  Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

  Formule = somme des tonnages total des boues évacuées par ouvrage
- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D204.0)**
  Le prix au m3 est calculé pour une consommation annuelle de 120 m3 (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de la nature et de la sensibilité du milieu récepteur, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement.
  Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transport, dépollution) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau et, le cas échéant, celle des Voies Navigables de France (rejet en rivière), ainsi que la TVA.
  Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

2. Indicateurs de performance

- **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées (code P201.1)**
  Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.
  Formule = nombre d'abonnés/nombre potentiel d'abonnés de la zone relevant de l'assainissement collectifx100
- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées (code P202.2B)**
  Cet indicateur évalue, sur une échelle de **0 à 120**, à la fois :
  - le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
  - l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuel du service d'assainissement collectif. Le plan des réseaux est considéré comme complet s'il couvre au moins 95 % du linéaire estimé du réseau de desserte ou s'il couvre 95 % des branchements ou abonnés du service.

  Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plan des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- **10 points** : existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...) et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement.
- **5 points** : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises.

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- **10 points** acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - **existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées.
  - **la procédure de mise à jour du plan des réseaux** est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **de 0 à 15 points supplémentaires** : l'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux.

Partie C : informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

- **10 points supplémentaires** : le plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée.
- **de 1 à 5 points supplémentaires** : lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux.
- **10 points supplémentaires** : localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, …).
- **10 points supplémentaires** : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.
- **10 points supplémentaires** : le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ; (seuls les services ayant la mission collecte sont concernés par cet item).
- **10 points supplémentaires** : l'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...).
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite.
- **10 points supplémentaires** : mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans).

- **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P203.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P204.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales des ouvrages pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (code P205.3)**

  Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions règlementaires issues de la directive européenne ERU.

  Formule = moyenne de la conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales pondérée par la charge entrante en DBO5 de chaque ouvrage
- **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (code P206.3)**

Cet indicateur mesure en pourcentage, la part des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.
Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.
Formule = quantité des boues admises par une filière conforme/tonnage total des boues évacuées

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P207.0)**
  Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
  Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/volume facturé
- **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (code P251.1)**
  Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis.
  Formule = nombre d'inondations dans les locaux de l'usager/nombre d'habitants desservisx1000
- **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau (code P252.2)**
  L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).
  Formule = nombre de points noirs/linéaire de réseau hors branchementsx100
- **Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées (code P253.2)**
  Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'assainissement collectif par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
  Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20
- **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (code P254.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.
  Formule = nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire conformes/nombre de bilans sur 24 heures réalisés dans le cadre de l'autosurveillance réglementaire
- **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (code P255.3)**
  Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution, …).

  L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux.

  A – Éléments communs à tous les types de réseaux (points accordés si existant)
  - **20 points** : identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement…).
  - **10 points** : évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés).
  - **20 points** : réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement.
  - **30 points** : réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement.
  - **10 points** : connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur.

  B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (points accordés si A = 80)
  - **10 points** : évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total.

  C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes (points accordés si existant si A=80)
  - **10 points** : mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage.
- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P257.0)**
  Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

7 | Annexes



7.1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1er avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1er janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.

Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe
Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics
Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique

Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1er janvier 2020, 214 000 € HT.

Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).
- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Affacturage inversé dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturage inversé dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.*

L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux
La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.* »
Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique
Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :
- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :
- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME
Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.
Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public
Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.
Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires – Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :

- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1). Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1er de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1er juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert*

des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026 ».
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement
Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.
Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.
La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie
- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats
De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1er janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.
L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.
Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale
Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Ces mesures peuvent inclure :
- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,
- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :

- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements
Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.
Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales (entrée en vigueur le lendemain de sa publication).
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités
Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.
La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RPGD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.
Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales).
Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019
https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national
Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.
Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement
Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;

Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte

DERU et délimitation des zones sensibles
L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.
Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive
Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.
En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.
Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau
- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;
Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».
Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins
Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole
Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.
Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale
En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.
La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs

territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.
Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.

Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation
Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.
Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.
Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.

Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.

Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110
Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation…), nécessaires au rapportage auprès de la commission européenne, conformément à la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.

Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier
La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.
Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs
Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.
Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.
Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme
Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme, issu de l'article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme

Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).
Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.
Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante
Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

1° Immeubles bâtis ;

2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;

3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;

4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;

5° Aéronefs ;

6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 *(Décr. nº 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1er oct. 2018)*
I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:
1º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;
2º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;
3º Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;
4º Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2º de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.
II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice*. L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1ère instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc…) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile
https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084
http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.

- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :

    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en

compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.

– Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Eléments affectés sur une base technique

– Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

– Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

– Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

– Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

– La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 3,14%.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.
Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions réseau et clientèle
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions usine
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Nb d'heures MO Média des interventions réseau
Affectation charges SIG	Linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
Ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers



Prêts pour la révolution de la ressource

communauté
de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

STATION D'EPURATION D'APPOIGNY

DÉPOTAGES ET TRAITEMENT DES MATIÈRES DE CURAGE, DES MATIÈRES DE VIDANGE ET DES GRAISSES

PROJET DE REGLEMENT

Table des matières

Chapitre I - Objet du document et définitions préalables....3
Chapitre II - Conditions Générales d'admission....3
Article 1.1 Lieu de réception....3
Article 1.2 Conditions générales d'accès....4
Article 1.3 Demande préalable d'autorisation de dépotage....4
• Article 1.3.1 Personnes morales demandant à venir dépoter de manière régulière....4
• Article 1.3.2 Personnes physiques ou morales demandant à venir dépoter de manière exceptionnelle....5
• Article 1.3.3 Personnes physiques ou morales demandant à venir dépoter un produit non admissible au sens du chapitre III 5
Chapitre III - Définition des produits admissibles....5
Article 2.1 Conditions générales et critères....5
Article 2.2 Type de produit admissible....5
Article 2.3 Qualité des produits admissibles....5
Article 2.4 Quantités admissibles....6
Article 2.5. Provenance des produits....6
Article 2.6 Bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement....6
Chapitre IV – Contrôles et conditions de refus....6
Article 3.1 Contrôles....6
Article 3.2 Conditions de refus d'un dépotage, de suspension ou de retrait d'autorisation....7
Chapitre V - Fonctionnement....7
Article 4.1 Heures d'ouverture....7
Article 4.2 Accès au site de dépotage....7
Article 4.3 Utilisation du bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement....7
Article 4.4 Conditions de sécurité d'accès au site et de dépotage....8
Article 4.5 Installations....8
Chapitre VI – Tarification et facturation....8
Article 5.1 Tarification....8
Article 5.2 Facturation....9
Chapitre VII - Obligations réciproques....9
Article 6.1 Obligations de l’entreprise....9
Article 6.2 Obligations de l’exploitant :....9
Annexes....10
Annexe 1 : Modèle de bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement....10
Annexe 2 : Procédure d'acceptation des dépotages....10
Annexe 3 : Plan d'accès....10
Annexe 4 : Protocole sécurité "chargement – déchargement"....10
Annexe 5 : Modèle bon de pesée pour la facturation....10
Annexe 6 : Autorisation exceptionnelle de dépotage....10

Chapitre I - Objet du document et définitions préalables

Le présent document a pour objet de fixer les règles d'acceptation et de traitement des matières de vidange, des matières de curage et des graisses extérieures à la station d'épuration d'Appoigny.

Le prestataire d'assainissement, communément appelé vidangeur, est une entreprise ayant fait une déclaration en préfecture pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets est désigné ci après par «l'entreprise».

Le protocole de sécurité "chargement-déchargement" (arrêté du 26/04/96) est un document qui défini les règles de coordination et de prévention (évaluation des risques, mesures de prévention et de sécurité). Il est établi et signé par les deux parties et l'exploitant.

Chapitre II - Conditions Générales d'admission

Article 2.1 Lieu de réception

L'unité de dépollution est la station de traitement des eaux usées d'Appoigny.

Elle est exploitée par un prestataire pour le compte de la Communauté de l'Auxerrois, propriétaire des ouvrages.

Les coordonnées postales sont les suivantes :

Adresse maître d'ouvrage :

Communauté de l'Auxerrois

6 bis, Place du Maréchal Leclerc BP 58

89 010 Auxerre cedex

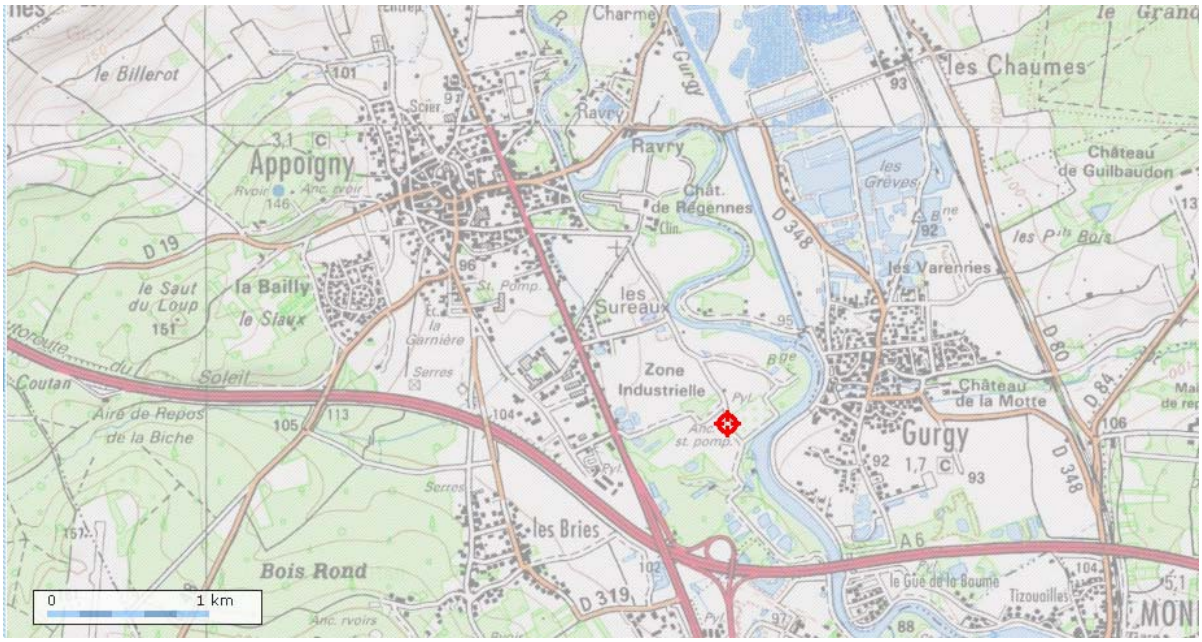
Adresse de la STEP :

Station de traitement des eaux usées

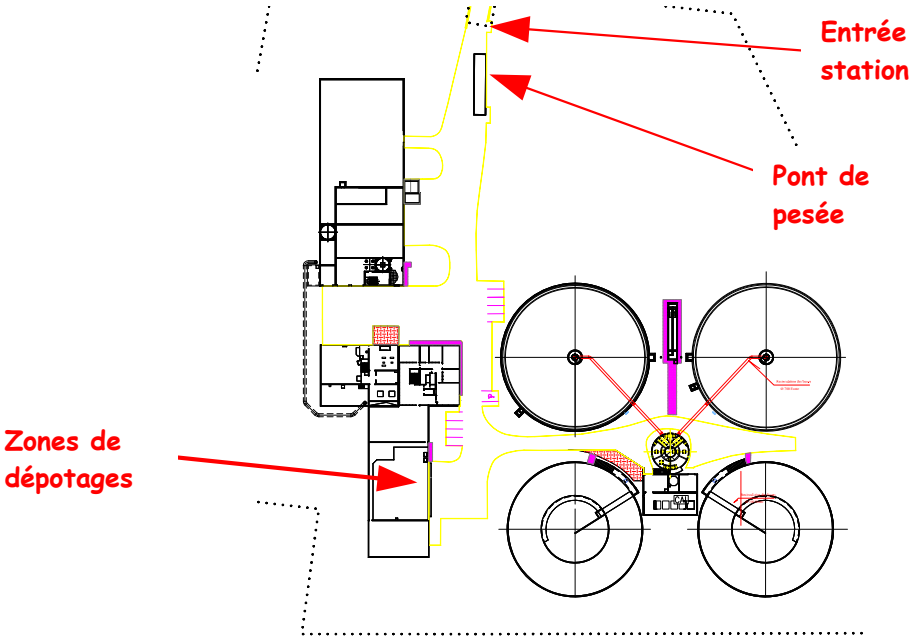
La Fontaine Thévenot

89380 APPOIGNY

Le plan suivant indique l'emplacement de l'unité de traitement



Le plan ci-dessus indique l'emplacement des points de dépotages :



Conformément à la réglementation en vigueur, le rejet en tout autre point de la station, des autres ouvrages de traitement ou du réseau d'assainissement est interdit.

Article 2.2 Conditions générales d'accès

Toute personne physique ou morale souhaitant accéder au site de dépotage doit être autorisée.

Elle s'engage à respecter ses obligations telles que définies dans le présent règlement.

Article 2.3 Demande préalable d'autorisation de dépotage

Trois cas de figures peuvent se présenter :

- Personnes morales demandant à venir dépoter, de manière régulière, des produits admissibles tels que définis au chapitre III
- Personnes physiques ou morales demandant à venir dépoter des produits de manière ponctuelle, voire occasionnelle
- Personnes physiques ou morales demandant à venir dépoter un produit non admissible, c'est à dire un produit ne respectant pas une au moins des conditions définies au chapitre III

• Article 2.3.1 Personnes morales demandant à venir dépoter de manière régulière

Toute personne morale souhaitant dépoter de façon régulière des sous-produits liquides de l'assainissement sur la station devra faire une demande préalable d'autorisation de dépotage.

La demande préalable d'autorisation de dépotage devra être réalisée par écrit à :

Monsieur Le Président de la Communauté de l'Auxerrois

6 bis, place du Mal Leclerc – BP 58

89 010 Auxerre cédex

Si la demande d'autorisation est acceptée, elle sera formalisée par la signature d'une convention entre le demandeur et le maître d'ouvrage.

- Article 2.3.2 Personnes physiques ou morales demandant à venir dépoter de manière exceptionnelle

Toute personne physique ou morale (vidangeur, particuliers, etc.) souhaitant dépoter des produits de manière exceptionnelle s'adressera directement à l'exploitant de la station afin d'obtenir une autorisation exceptionnelle.

Cette demande doit s'adresser au responsable du site, via le modèle en annexe 6.

Cette autorisation exceptionnelle, si elle est accordée, définira les conditions d'acceptation du produit, en respectant les conditions définies dans le présent règlement.

- Article 2.3.3 Personnes physiques ou morales demandant à venir dépoter un produit non admissible au sens du chapitre III

Aucun produit non admissible au sens du chapitre III ne sera admis sur la station.

Chapitre III - Définition des produits admissibles

Article 3.1 Conditions générales et critères

Le produit admissible ne devra pas contenir de substances, notamment susceptibles :

- De porter atteinte au bon fonctionnement et à la bonne conservation des filières de traitement et des sous produits de la station (toxiques ou inhibiteurs à l'épuration)
- De causer des dommages aux installations (génie civil, tuyauterie, matériels tournant)
- De porter atteinte à la sécurité et à la santé du personnel du service
- De dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz, Des liquides ou des vapeurs toxiques.
- De contenir des métaux lourds,
- De nuire à la qualité des boues d'épuration.

Leur acceptabilité est ensuite définie en fonction :

- du type de produit
- de la qualité
- de la quantité
- de la présence d'un bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement

Article 3.2 Type de produit admissible

Les types de produits admis sont :

- Matières de vidange : fosse étanche, fosse septique, fosse toutes eaux, curage de puisard et boues liquide de station d'épuration (sous restrictions et prescriptions particulières),
- Matières de curage : canalisations eaux usées, chambres à sables de réseaux et balayeuses (sous restrictions et prescriptions particulières),
- Graisse : bacs à graisse individuels ou d'établissements de restauration ou alimentaire.

Les produits d'origine industriels seront autorisés sous couverts qu'ils le soient par convention spéciale de déversement signée par la Communauté de l'Auxerrois.

Les boues liquides de petite station d'épuration devront elles aussi faire l'objet de convention spécifique d'acceptation.

Article 3.3 Qualité des produits admissibles

	Matière de vidange	Matière de Curage	Graisse
Ph	5,5 à 8,5		5,5 à 9

MES	<600 mg/l		
DBO5	< 800 mg/l		
DCO	<2g/l		<2g/l
Azote	<150 mg/l		
Phosphore	< 50 mg/l		
Granulométrie		< 80 mm	
Métaux lourds (somme)		<10 mg/l	

Article 3.4 Quantités admissibles

Les volumes journaliers admis en station pour l'ensemble des signataires sont de :

- 44 T de matières de vidange
- 15 T de matières de curage
- 10 T de graisse (avec un débit maximum de dépotage de 25m3/h. En cas de dépassement du débit, la vanne sera fermée automatiquement pour protéger les équipements)

L'exploitant pourra accepter un volume plus important sous couvert que les charges maximales admissibles suivantes soient respectées :

- matières de vidange : 263 Kg/j de DBO5 et 877 Kg/j de DCO
- matières de curage : 103 Kg/j de DBO5 et 308 Kg/j de DCO

Il se réserve également le droit de refuser le dépotage s'il s'avère que le quotat de dépotage est atteint ou si les matières sont de nature à endommager les ouvrages ou nuire à la qualité du traitement.

Article 3.5. Provenance des produits

Il sera admis à la station les matières collectées dans le périmètre de la Communauté de l'Auxerrois.

L'exploitant veillera à ce que les matières acceptées à la station proviennent de ces communes.

A titre exceptionnel, il pourra éventuellement être admis des matières d'autres communes sous couvert que la capacité de la station le permette et soit spécifié par convention spéciale de déversement.

Article 3.6 Bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement

Un produit n'est admissible que s'il est accompagné d'un bordereau d'identification et de suivi des sous-produits liquides de l'assainissement, dûment rempli par le producteur et le prestataire d'assainissement acheminant le produit.

Un bordereau est spécifique à un produit et à son origine de pompage, de ce fait un seul dépotage peut faire l'objet de plusieurs bordereaux s'il y a regroupement de plusieurs produits ou clients dans la même citerne.

L'exploitant veillera à ce que les volumes indiqués dans le bordereau de suivi des déchets correspondent aux volumes dépotés par l'entreprise.

Un exemple de bordereau est fourni en **annexe 1.**

Chapitre IV – Contrôles et conditions de refus

Article 4.1 Contrôles

L'entreprise doit respecter la procédure de dépotage détaillée en **annexe 2.**

L'exploitant prélève un échantillon de 2 litres sur chaque camion pour analyse.

Article 4.2 Conditions de refus d'un dépotage, de suspension ou de retrait d'autorisation

L'exploitant de la station a toute liberté de refuser un produit sur le site de dépotage, sans avis préalable, dans les cas suivants :

Du fait du produit :

- Produit ne répondant pas aux caractéristiques des produits admissibles détaillées dans le chapitre III ou n'ayant pas fait l'objet de demande d'autorisation exceptionnelle,
- Déclaration erronée sur le bordereau de suivi et d'identification des sous-produits liquides de l'assainissement,

Du fait de la station :

- Quotat de dépotage atteint,
- Dysfonctionnement ou saturation,
- Encombrement du site ne permettant pas la circulation normale.

En cas de constat de dysfonctionnement ou de dégradation du site de dépotage et de mise en évidence du lien avec le dépotage effectué par le prestataire (prises d'échantillon au cours du dépotage), l'exploitant se retournera contre l'entreprise.

- Avertissements puis éventuelle suspension temporaire de l'autorisation de dépotage de l'entreprise,
- Poursuites judiciaires
- Pénalités financières

Refus de traitement

Si l'exploitant constate la non-conformité du produit après dépotage dans une fosse permettant d'isoler le produit, le pompage, le nettoyage et la décontamination de la fosse entière devra être pris en charge par l'entreprise dans les meilleurs délais.

Chapitre V - Fonctionnement

Article 5.1 Heures d'ouverture

Les dépotages ne pourront avoir lieu que du lundi au vendredi de 8h30 à 11h00 et de 14h à 16h00 sauf vendredi après midi et jours fériés.

Aucun dépotage ne sera autorisé en dehors de ces horaires.

Article 5.2 Accès au site de dépotage

Le présent règlement autorise l'accès au site de dépotage **après avoir pris contact avec l'exploitant pour connaître ses disponibilités**.

L'accès aux ouvrages de dépotage ne peut se faire qu'après validation des bordereaux de suivi des déchets par l'exploitant.

L'accès à la salle de dépotage est alors possible seul après lecture du même badge que celui de la pesée.

L'entreprise est réputée connaître la procédure de dépotage présenté en annexe 2 et les consignes de sécurité de l'**annexe 4**. Il ne saura être toléré aucun écart à ces protocoles.

Article 5.3 Utilisation du bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement

Le bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement sera établi en 4 exemplaires (4 volets du carnet à souche).

L'identification du producteur doit être précise car il est rappelé qu'il sera admis en priorité les matières provenant du périmètre de compétence de la Communauté de l'Auxerrois. En tout état de cause, la provenance exclusive de matières extérieures aux communes de l'auxerrois pourront être refusées sans justification.

Rappelons que :

- le volet n°1 est conservé par le producteur lors de la prise en charge de son produit par le prestataire d'assainissement
- le volet n°2 est conservé par l'unité de traitement ayant accepté le sous produit
- le volet n°3 est retourné au producteur après traitement
- le volet n°4 est conservé par le prestataire d'assainissement

Conformément à la procédure d'acceptation des sous-produits liquides de l'assainissement, les bordereaux d'identification et de suivi correspondant aux produits à dépoter seront remis par le prestataire d'assainissement à l'entrée du site.

L'entreprise est chargée de l'envoi du volet 3 du bordereau au producteur après prise en charge par la station du produit.

Article 5.4 Conditions de sécurité d'accès au site et de dépotage

Les conditions de sécurité d'accès au site et de dépotage sont détaillées dans le protocole de sécurité « chargement-déchargement » de l'**annexe 4**

Ce protocole fait partie intégrante de la convention et doit être accepté sans modification de la part de l'entreprise.

Article 5.5 Installations

Le chauffeur s'engage à laisser le site de dépotage propre et de respecter le matériel mis à sa disposition. Le sol doit être exempt de toute saleté liée aux dépotages, à ce titre le chauffeur sera chargé de nettoyer derrière lui. Si un nettoyage est effectué par l'exploitant du au dépotage, le temps passé à nettoyer sera facturer à l'entreprise.

- Le chauffeur n'aura pas la possibilité de nettoyer sa cuve sur site,
- Le chauffeur n'aura pas la possibilité de remplir en eau sa réserve sur site.

Chapitre VI – Tarification et facturation

Article 6.1 Tarification

Les quantités dépotées sont mesurées par pesée.

Les tarifs sont définis par délibération.

Le mode de tarification est le suivant :

- Pour les titulaires d'une convention de dépotage : une part fixe mensuelle permettant de palier aux frais administratifs et d'investissement ou, pour les dépotages exceptionnels, une majoration des prix de 20% de la part variable définie ci-après.
- Une part variable en fonction de la quantité de matière dépotée.

Les prix sont présentés dans la convention de dépotage ou l'autorisation exceptionnelle de dépotage.

Article 6.2 Facturation

La facture sera établie mensuellement par la Communauté de l'Auxerrois.

L'entreprise recevra alors un titre de recette de la trésorerie, à payer à réception au nom du trésor public.

Chapitre VII - Obligations réciproques

Article 7.1 Obligations de l'entreprise

Conformément à la réglementation, l'entreprise doit pouvoir présenter à tout moment le récépissé de la Préfecture de sa déclaration pour l'exercice de l'activité de transport par route de déchets.

L'entreprise autorisée à accéder au site de dépotage conformément aux articles I, II et III, doit appliquer le présent règlement, respecter le cas échéant la convention établie avec la Communauté de l'Auxerrois et le protocole de sécurité.

Elle doit également respecter la procédure d'acceptation des produits dépotés.

De plus, l'entreprise est tenue d'assumer la responsabilité des problèmes que lui-même ou ses représentants pourraient occasionner sur la station (dysfonctionnement du procédé, dégradation du matériel, …). A ce titre elle devra prendre les assurances nécessaires à la couverture de tous les frais liés à ces problèmes.

Article 7.2 Obligations de l'exploitant :

Sous réserve que le produit soit admissible au sens du chapitre III, et dans les limites des conditions définies à l'article 3.2, l'exploitant en assurera le traitement.

De plus, il est tenu de veiller à ce que le prestataire d'assainissement dispose des moyens matériels pour effectuer son dépotage dans les conditions décrites dans le présent règlement.

En cas d'arrêt prolongé du service de traitement des sous produits de l'assainissement, l'exploitant s'engage à informer au plus tôt les entreprises conventionnées de l'impossibilité de recevoir les produits, des éventuelles filières alternatives et des délais de reprise du service.

L'exploitant s'engage à informer les entreprises conventionnées de la réactualisation des tarifs dans les meilleurs délais après la délibération.

L'exploitant est chargé de respecter les différents protocoles et de les faire respecter.

Annexes

Annexe 1 : Modèle de bordereau d'identification et de suivi des sous produits liquides de l'assainissement

Annexe 2 : Procédure d'acceptation des dépotages

Annexe 3 : Plan d'accès

Annexe 4 : Protocole sécurité "chargement – déchargement"

Annexe 5 : Modèle bon de pesée pour la facturation

Annexe 6 : Autorisation exceptionnelle de dépotage

ANNEXE 1 : BORDEREAU DE SUIVI DES DÉCHETS

Utiliser le Cerfa 12571*01 et son annexe 1 en cas de multiples provenance

ANNEXE 2 : PROCEDURE D'ACCEPTATION DES DEPOTAGES

1- Le véhicule doit se faire connaître via l'interphone devant le portail et attendre l'autorisation d'accès au site.

2- Le véhicule est pesé à charge. La lecture du badge correspondant au type de matière à dépoter (en cas d'erreur, le dépotage ne pourra pas se faire) est obligatoire.

3- Attendre le feu VERT avant de circuler du pont de pesée

4- Le chauffeur doit se présenter au bureau de l'exploitant pour la vérification des bordereaux de suivis.

5- L'exploitant vérifie les bordereaux de suivis : lieu de production, type de matières, quantité. Il autorise ou non le dépotage, signe et garde un exemplaire du bordereau suivi.

6- Le chauffeur peut alors se rendre devant la porte de la matière qu'il a à dépoter (cf annexe 4), badger et se rendre à l'aire de dépotage.

7- L'exploitant est chargé de prélever un échantillon.

8- La procédure de dépotage peut alors se faire suivant les règles de l'annexe 4.

9- En sortant, le chauffeur pèse le camion à vide. La lecture du badge ayant servi au dépotage est obligatoire. Cette pesée donne lieu à l'impression d'un ticket que le chauffeur doit remettre à son entreprise comme justificatif.

ANNEXE 3 : PLAN D'ACCES A LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES A APPOIGNY

Vers Sens



Emplacement de la Station

Vers Auxerre

Depuis Auxerre :

Prendre la 1ère à droite en entrant dans Appoigny (suivre les panneaux « station d'épuration »)

Depuis Sens – Joigny – Migennes :

Traverser Appoigny.
A la sortie de la commune suivre les panneaux



accès station d'épuration
suivre A6

Au rond point, faire le tour et suivre la direction Sens pour retourner sur Appoigny

Prendre la 1ère à droite en entrant dans Appoigny (suivre les panneaux « station d'épuration »)

ANNEXE 4 : PROCEDURE SECURITE « CHARGEMENT – DECHARGEMENT »

1- Généralités

Le protocole de sécurité est un document écrit, établi entre l'entreprise d'accueil et le transporteur. Il comporte toutes les indications et informations découlant de l'analyse préalable des risques liés à l'opération.

Ce protocole est établi conformément à l'Arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R. 237-1 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure.

Il a pour but de prévenir les risques d'accidents liés aux opérations de chargement et de déchargement. Le terme « opération de chargement et déchargement » est définit comme étant toute activité concourant à la mise en place sur, ou dans un engin de transport, ou à l'enlèvement de celui-ci, de produits, fonds, valeur, matériels, déchets, objets ou matériaux de quelque nature que ce soit.

Les signataires de la convention de dépotage et l'exploitant s'engagent à respecter scrupuleusement ce protocole.

2- l'organisation

L'accueil est effectué par l'Exploitant pendant les horaires autorisés pour le dépotage, à savoir : 8h30/11h00 et 14h/16h00 du lundi au vendredi sauf vendredi après midi et jours fériés. Il ne sera nullement accepté d'entreprise en dehors de ces horaires.

La langue parlée et écrite est le français.

Les formalités d'accueil sont les suivantes :

- présentation au bureau avec les bordereaux de suivi des déchets,
- convention signée (la liste des conventions signées avec les entreprises sera disponible au bureau de l'exploitant, il n'est pas nécessaire d'en présenter une copie). Si une entreprise extérieure n'a pas de convention signée, il lui sera obligé de signer le présent protocole et le règlement de dépotage.

Secours : il n'y a pas de bornes d'appel dans le local de dépotage. Un téléphone « fixe » est disponible dans la salle de supervision à l'étage du bâtiment d'exploitation.



N° européen : 112 depuis un fixe ou un mobile
Samu : 15
Pompier : 18
Gendarmerie : 17

Le plan de secours de la zone est implanté dans le local. Les sorties de secours sont balisées par un panneau lumineux du type



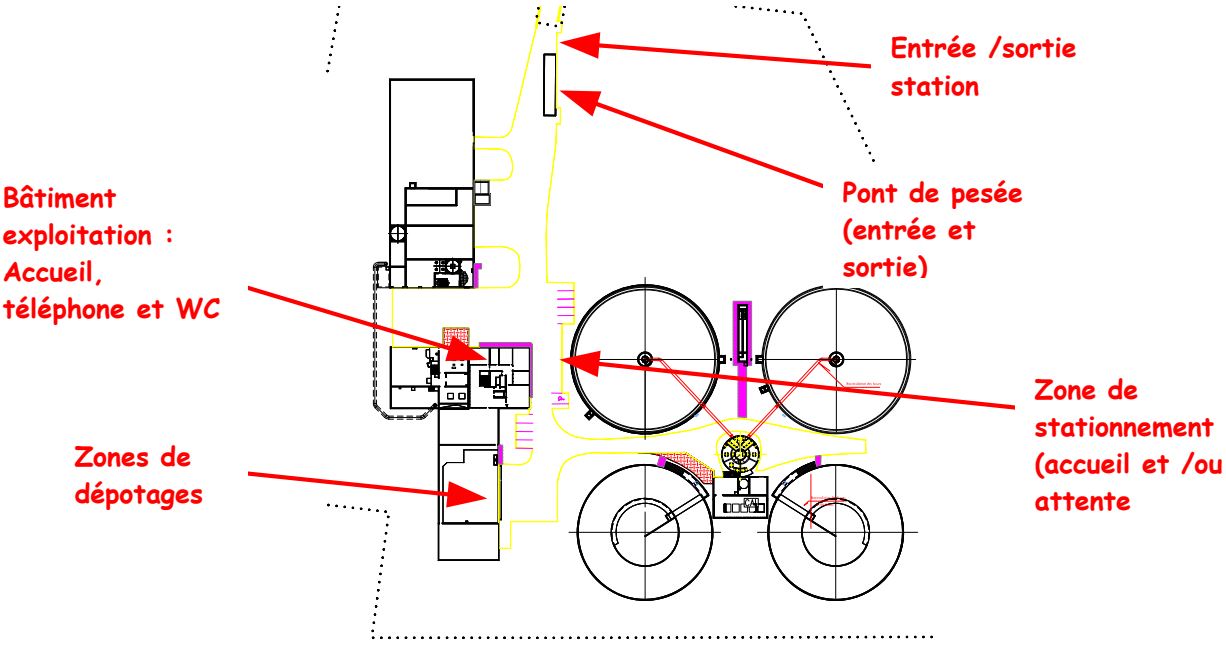
Issue de secours

Une trousse de premier secours est disponible sur le site.

3- Le site

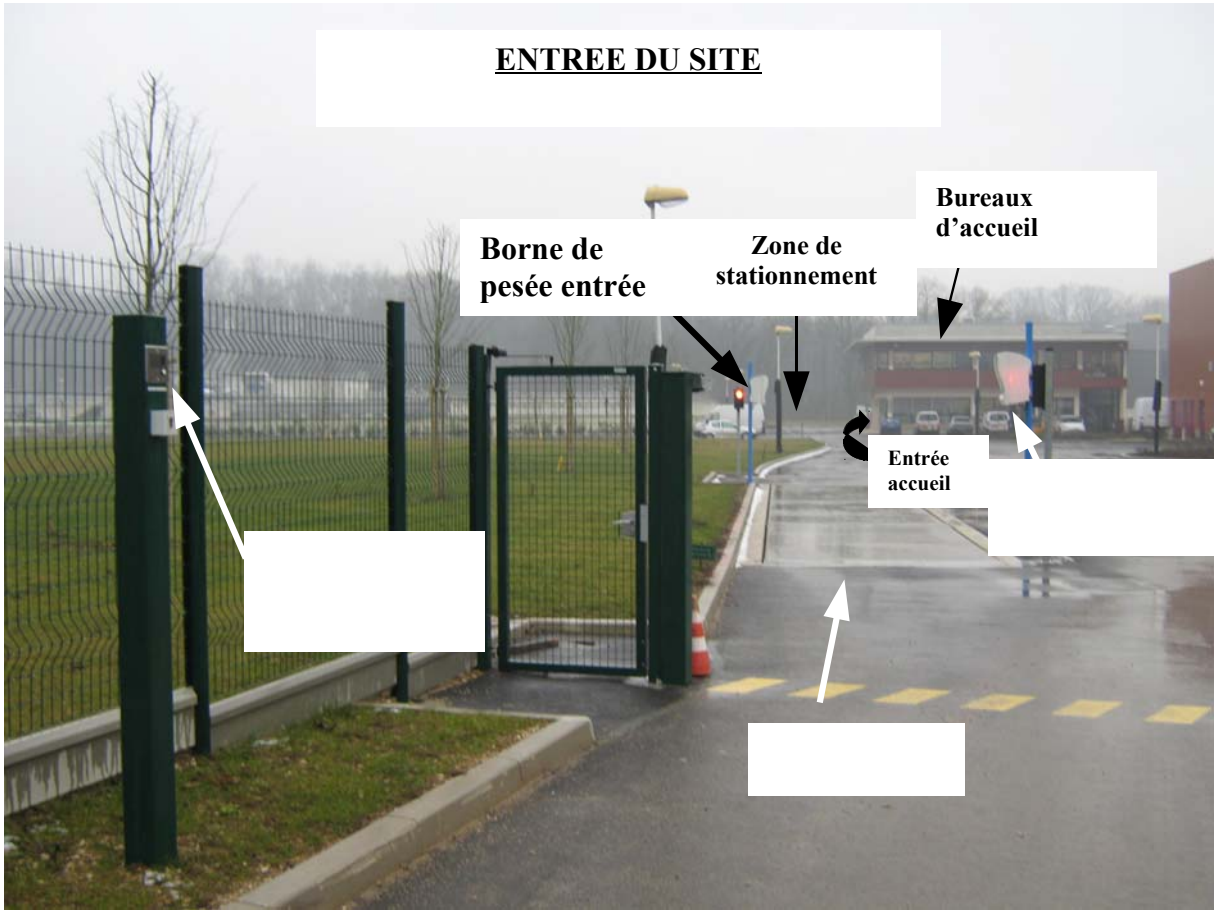
Le plan d'accès au site est fourni en annexe 3 du règlement de dépotage.

Le plan de circulation à l'intérieur du site est le suivant :



Les chauffeurs sont priés de respecter les règles de circulation fixées par la signalisation du site. La vitesse de circulation est limitée à 25Km/h. Le stationnement n'est autorisé que dans la zone devant le bâtiment d'exploitation dans la limite du temps d'accueil et d'attente.

Les chauffeurs ne sont pas autorisés à errer sur le site et à pénétrer dans d'autres locaux ou bâtiments que celui des zones de dépotage et du bâtiment d'exploitation (pour l'accueil et les sanitaires uniquement)





4- Les consignes générales de sécurité

Le port des EPI suivant est obligatoire à l'intérieur (sauf bâtiment administratif d'exploitation) comme à l'extérieur des bâtiments :



Le port des EPI suivants est obligatoire pendant les dépotages :



Il est strictement interdit de fumer dans TOUS les locaux de la station.



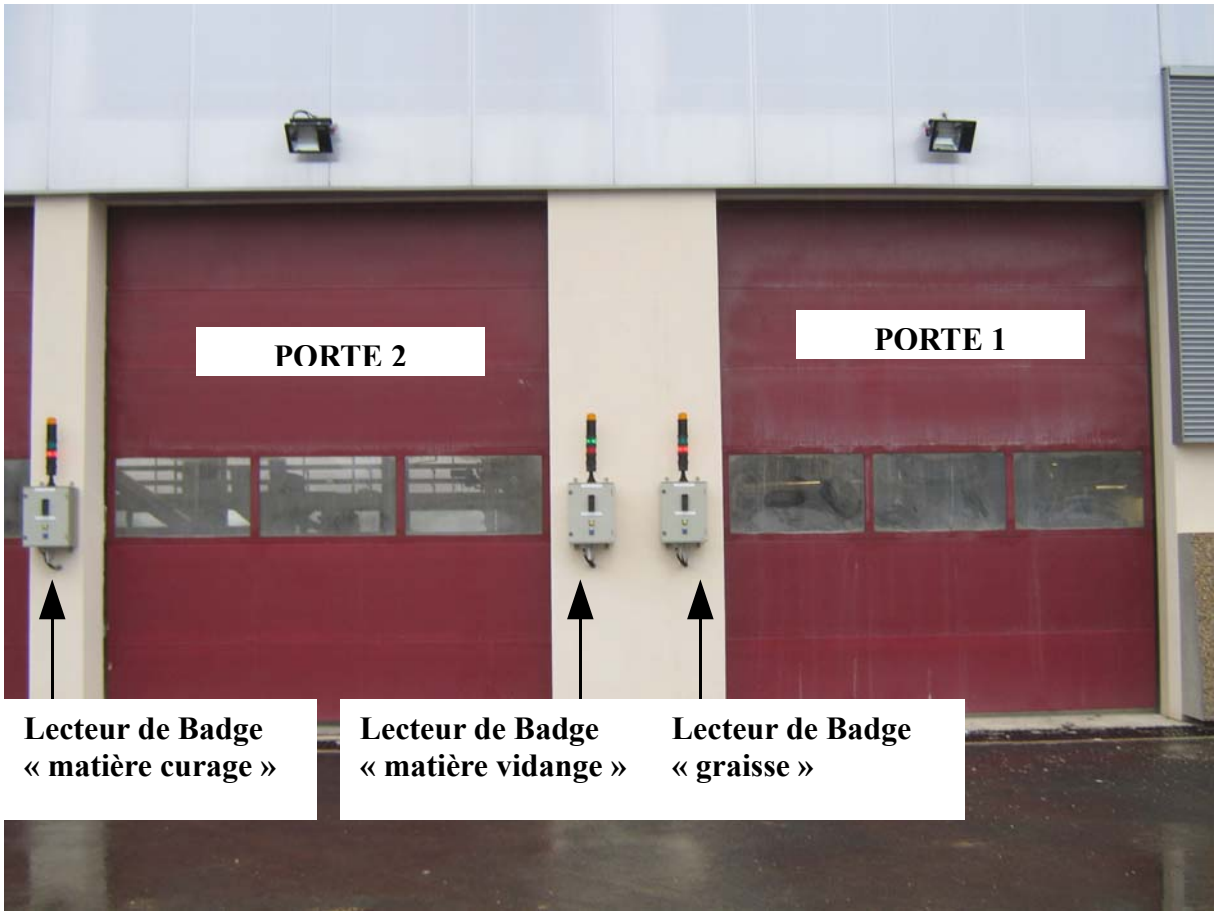
5- zones de dépotages

Le site comprend 2 zones de dépotage :

- porte 1 : dépotage des matières de vidange et des graisses
- porte 2 : dépotage des matières de curage de réseau

Le chauffeur badge au lecteur correspondant aux matières à dépoter, le même que lors de la pesée, selon les indications suivantes, et rappelées au besoin par l'exploitant lors de l'accueil :

- porte 1 lecteur droit : graisses
- porte 1 lecteur gauche : matières de vidange
- porte 2 lecteur gauche : matières de curage



Il est rappeler que

- les véhicules doivent entrer en marche arrière,
- les dépotages s'effectuent porte fermée,
- les véhicules doivent utiliser obligatoirement l'extracteur de fumée mis à leur disposition pendant les dépotages. Cet extracteur est à brancher sur la sortie d'échappement du véhicule,
- les intervenants doivent utiliser les EPI présentés précédemment,
- les intervenants doivent laisser les lieux propres.

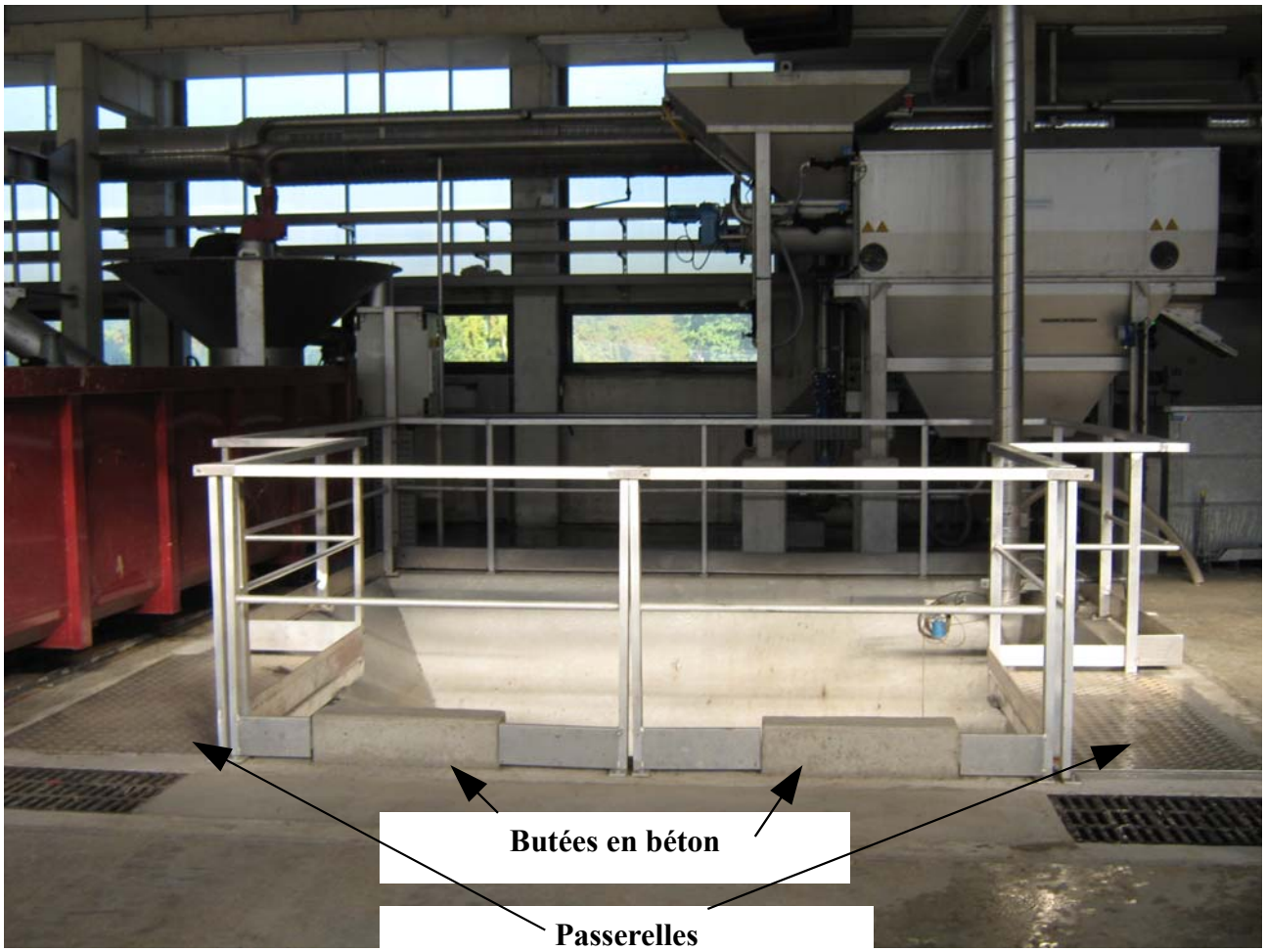
6- Risques liés au dépotages et procédures obligatoires

Les risques inhérents aux dépotages sont multiples :

- risque de chute dans la fosse de matière de curage,
- risque d'éclaboussure des matières de vidange et des graisses,
- risque de chute sur le sol s'il est sale.

6.1- dépotage des matières de curage

La fosse de dépotage des matières de curage est enterrée mais non couverte. Le dépotage s'effectue par vidange au dessus de la fosse. Des passerelles sont disposées de chaque côté de la fosse pour permettre la manipulation des vannes en toute sécurité.



PROCEDURE DE DEPOTAGE :

1. amenée du camion en marche arrière devant la porte n°2,
2. badgage sur le lecteur correspondant aux matières à dépoter (voir ci-dessus) à l'entrée permettant l'ouverture de la porte,
3. le camion recule au plus jusqu'à la butée en béton,
4. mise en place de l'extracteur de fumée,
5. fermeture de la porte via le bouton vert « début dépotage » situé sur le boîtier à droite de la porte sectionnelle,
6. le chauffeur procède au dépotage par ouverture de sa cuve. Pour les camions non munies de systèmes automatisé ou pour accéder au système de purge, des passerelles sont insatllées de chaque coté de la fosse,
7. après dépotage, ouverture de la porte via le bouton rouge « fin de dépotage » situé sur le boîtier à droite de la porte correspondant aux matières dépotées,
8. enlèvement de l'extracteur de fumée,
9. le camion sort de la zone,
10. le chauffeur ferme la porte derrière lui via le boîtier extérieur en maintenant appuyé sur « fermeture porte » jusqu'à la descente totale de la porte.

CONSIGNES DE SECURITE :

Il est strictement interdit :

- de rester dans la zone de recul du camion,

- de marcher, manutentionner, effectuer un quelconque travail derrière le camion pendant le dépotage,
- d'effectuer la manœuvre de dépotage sans avoir brancher le tuyau sur le système de dépotage,
- de laisser les lieux sale après le dépotage.

EN CAS D'INCIDENT :
Appeler le Responsable de site

6.2- dépotage des matières de vidange et des graisses

Les fosses sont enterrées. Le dépotage s'effectue au moyen de « raccord pompier » de diamètre 110 mm.



Matière de vidange



Graisse

PROCEDURE DE DEPOTAGE :

1. amenée du camion en marche arrière devant la porte n°1,
2. badgage sur le lecteur correspondant aux matières à dépoter (voir ci-dessus) à l'entrée permettant l'ouverture de la porte,
3. le camion recule jusqu'à la zone de dépotage,
4. mise en place de l'extracteur de fumée,
5. fermeture de la porte via le bouton vert « début dépotage » situé sur le boîtier à droite de la porte sectionnelle correspondant aux matières à dépoter (en cas d'erreur le dépotage ne pourra pas avoir lieu),
6. le chauffeur procède au dépotage ⚠ le débit de dépotage des graisses est limité à 20m3/h,
7. ouverture de la porte via le bouton rouge « fin de dépotage » situé sur le boîtier à droite de la porte correspondant aux matières dépotées,
8. enlèvement de l'extracteur de fumée,
9. le camion sort de la zone,
10. le chauffeur ferme la porte derrière lui via le boîtier extérieur en maintenant appuyé sur « fermeture porte » jusqu'à la descente totale de la porte.

CONSIGNES DE SECURITE :
Il est strictement interdit :

- de rester dans la zone de recul du camion,
- de marcher, manutentionner, effectuer un quelconque travail derrière le camion pendant le dépotage,
- d'effectuer la manœuvre de dépotage sans avoir brancher le tuyau sur le système de dépotage,
- d'effectuer une manipulation sur le système de dépotage autre que le branchement du tuyau,
- de laisser les lieux sale après le dépotage.

EN CAS D'INCIDENT :
Appeler le Responsable de site

ANNEXE 5 : MODELE DE BON TOTALISATEUR DE PESEE POUR LA FACTURATION

Totalisation par Client et par Produit

du 12/02/2010 au 12/02/2010

Pour le Client : SIETEUA -

Client			Produit				Total
Date sortie	Heure sortie	N° Pesée sortie	Immatriculation	Badge	P2	P1.PT	Poids Net
<SIETEUA>			<GRAISSE>				
Client inconnu			**Produit inconnu**				
12/02/2010	10:41	9000114	VÉHICULE EXEM0		8000	9000	1000 kg
			TOTAL Produit inconnu - code				**1000 kg**
			<MAT.VIDANG>				
			Produit inconnu				
12/02/2010	10:40	9000112	VÉHICULE EXEM0		8000	10000	2000 kg
			TOTAL Produit inconnu - code				**2000 kg**
			<MD CURAGE>				
			Produit inconnu				
12/02/2010	10:42	9000116	VÉHICULE EXEM0		7000	11000	4000 kg
			TOTAL Produit inconnu - code				**4000 kg**
TOTAL Client inconnu - code <SIETEUA>							**7000 kg**
TOTAL GENERAL							**7000 kg**

ANNEXE 6 : AUTORISATION EXCEPTIONNELLE DE DEPOTAGE

Je soussigné ……..
…….

Adresse :……..

……
…

Tel : …… Fax : ……. Mail : …….

Agissant pour le compte de :

- l'entreprise …….
- en mon nom personnel

Après avoir pris connaissance du règlement de dépotage et après vérification du/des bordereau(x) de suivi des déchets est autorisé à dépoter:

☐ Des matières de vidanges pour un poids de ……..
☐ Des matières de curage pour un poids de …….
☐ Des graisses pour un poids de ……..

J'ai bien noté que les tarifs majorés de dépotage sont les suivants :

- matière de vidanges : 12 €/T
- matière de curage : 58 €/T
- graisse : 86 €/T

Fait à Appoigny, le ……
Signature précédée de la mention « lu et approuvé »

Communauté de l'Auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2019

Propos introductifs

En 2019, les faits marquants du service public d'eau potable sont les suivants :

Pérennisation du réseau :

- 6,9 km de conduites renouvelées
- réhabilitation de l'étanchéité des dômes du réservoir de Saint Siméon
- mise en place de télégestion et d'analyseur de chlore (coulangeois)
- Sécurisation de la distribution :
- Début de l'interconnexion du réseau de Chitry au réseau principal (5km de conduites posées)
- Réception des travaux pour la réalimentation de la nappe alluviale du captage de la Plaine du Saulce

Préservation de la ressource :

- Élaboration d'une charte locale
- Début de l'itinérance de l'exposition sur l'eau

Suivi des contrats de délégation de service :

- Réalisation d'un audit

Stratégie du service :

- Début du schéma directeur

1- Caractérisation technique du service

1.1 Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau :

Communal **Intercommunal**

•Nom de la collectivité : Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois (CA)

•Caractéristique: Établissement public de coopération intercommunale

•Compétence du service :

	Oui	**Non**
Production	X	
Protection du point de prélèvement	X	
Traitement	X	
Transfert	X	
Stockage	X	
Distribution	X	

•Territoire desservi:

- ✓ Appoigny ; Augy ; Auxerre ; Bleigny le Carreau ; Branches ; Champs sur Yonne ; Charbuy ; Chevannes ; Chitry le Fort ; Coulanges la Vineuse ; Escamps, Escolives Saint Camille, Gurgy ; Gy l'Evêque ; Irancy ; Jussy ; Lindry ; Monéteau ; Montigny la Resle ; Perrigny ; Quenne ; Saint Bris le Vineux ; Saint Georges sur Baulches ; Vallan ; Venoy ; Villefargeau ; Villeneuve Saint Salves ; Vincelles, Vincelottes.

•Existence d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux : Oui

•Existence d'un schéma de distribution : Oui

•Existence d'un règlement de service : Oui

Il existe deux règlements de service en fonction des gestionnaires.

Cas particulier d'Escamps :

Le conseil communautaire dans sa délibération n°223 en date du 9 novembre 2017 a confié l'exercice de la compétence eau potable sur la commune d'Escamps à la « Fédération des Eaux Puisaye Forterre » dans le cadre d'une représentation substitution.

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en délégation de service:

- Délégation de service public sur les communes d'Appoigny, Augy, Auxerre, Bleigny le Carreau, Branches, Champs sur Yonne, Charbuy, Chevannes, Coulanges la Vineuse, Escolives Sainte Camille, Gurgy, Gy l'Evêque ; Irancy, Jussy, Lindry, Monéteau, Montigny la Resle, Perrigny, Quenne, Saint Bris le Vineux, Saint Georges sur Baulches, Vallan, Venoy, Villefargeau, Villeneuve Saint Salves ; Vincelles ; Vincelottes :

- Nature du contrat :
  - Nom du délégataire : Suez Eaux France
  - Date de début de contrat : 26 octobre 2012
  - Date de fin de contrat initial : 26 octobre 2022
  - Nombre d'avenants et nature des avenants : 7
    - Avenant n°1 : intégration de la commune de Champs sur Yonne
    - Avenant n°2 : Interconnexion du réseau de Lindry au réseau principal
    - Avenant n°3 : mise à jour du bordereau des prix et du règlement de service
    - Avenant n°4 : Réforme de la réglementation visant à prévenir les dommages causés aux réseaux lors des travaux
    - Avenant n°5 : mise en sommeil du captage de la Potrade
    - Avenant n°6 : intégration de la commune de Charbuy
    - Avenant n°7 : intégration des communes de Coulanges la Vineuse, Escolives Sainte Camille, Gy L'Evêque, Irancy, Jussy, Vincelles, Vincelottes au 1er janvier 2018
    - Avenant n°8 : financement du surcoût de la réalimentation de la nappe alluviale du captage de la plaine du Saulce
    - Avenant n°9 : Interconnexion avec le réseau de Chitry le Fort
  - Nature exacte de la mission du délégataire :
    - Le droit exclusif pour le fermier d'assurer le service public de la production, du traitement, du transport, du stockage et de la distribution de l'eau potable aux usagers à l'intérieur du périmètre d'affermage,
    - L'exploitation par le fermier de la totalité des installations de distribution d'eau potable qui lui sont remises,
    - Le droit pour le fermier de percevoir auprès des abonnés du service de distribution d'eau potable les tarifs correspondants aux prestations qu'il leur fournit.

- Délégation de service public sur la commune de Chitry le Fort :

- Nature du contrat :
  - Nom du délégataire : Véolia
  - Date de début de contrat : 1er Avril 2005
  - Date de fin de contrat initial : 31 Mars 2024
  - Date effective de fin de contrat: 31 Mars 2024
  - Nombre d'avenants et nature des avenants : 1
    - Avenant n°1 : transfert du contrat de la commune à la Communauté de l'Auxerrois au 1er Janvier 2006
    - Avenant n°2 : interconnexion avec le réseau principal
  - Nature exacte de la mission du délégataire :
    - Le délégataire, responsable du fonctionnement du service le gère conformément au contrat d'affermage. Il a droit aux rémunérations fixées au chapitre IV du contrat en contrepartie de ses obligations. Il exploite le service à ses risques et périls.

NB : Les rapports relatifs au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice 2019 établis par les délégataires sont consultables à la Communauté de l'Auxerrois.

1.3 Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée. La population est la suivante :

Au 01/01/2020

Périmètre du contrat de Suez Eau France (population de la communauté, hors celles des communes d'Escamps et de Chitry le Fort) : 68 910

Périmètre du contrat de Véolia (population de Chitry le Fort): 362

1.4 Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

Commune	Abonnés domestiques	Abonnés non domestiques	Total abonnés
Appoigny	1634	28	1662
Augy	510	11	521
Auxerre	16797	245	17042
Bleigny le Carreau	140	3	143
Branches	210	1	211
Champs sur Yonne	797	8	805
Charbuy	886	2	888
Chevannes	1035	22	1057
Chitry le Fort	239	0	239
Coulanges la Vineuse	447	0	447
Escolives sainte Camille	354	0	354
Gurgy	807	7	814
Gy l'Evêque	242	0	242
Irancy	264	0	264
Jussy	220	0	220
Lindry	614	0	614
Monéteau	2016	43	2059
Montigny la Resle	301	7	308
Perrigny	619	8	627
Quenne	226	1	227
Saint Bris le Vineux	589	29	618
Saint Georges sur Baulche	1504	29	1533
Vallan	357	6	363
Venoy	811	9	820
Villefargeau	486	14	500
Villeneuve Saint salves	130	4	134
Vincelles	524	0	524
Vincelottes	226	0	226
Total	32985	477	33462

1.5 Eaux brutes

1.5.1 Prélèvement sur les ressources en eau

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.
Les données correspondent aux années civiles.

Ressource et implantation	Volume prélevé durant l'exercice en m³							Ecart en % (N/N-1)
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	
Ressources gérées par Suez Eaus France								
Plaine du Saulce - Escolives Sainte Camille	1 756 500	1 883 100	1 894 517	2372170	2287239	2369983	2819617	18,97
Plaine des Isles - Auxerre et de Monéteau	610 880	325 810	168 030	0	18880	38540	6910	-82,07
les Boisseaux - Monéteau	2 642 870	2 792 649	3 041 726	3076098	3254429	3026672	3003589	-0,76
La Potrade - Champs sur Yonne	80 108	0	0	0	0	0	0	
Le Petit Riot - Perrigny	20 612	330	0	474	0	1935	2763	42,79
Saint Bris le Vineux	137 280	103 227	109 136	86199	108149	118 085	99 002	-16,16
Puits des Prés du Moulin - St Georges/Baulche	155 393	162 968	165 147	180285	58548	0	0	
Puits de l'Etangs - Escolives Sainte Camille						41845	37692	-9,92
Puits de Coulanges - Escolives Ste camille						147488	178820	21,24
Puits du Parc - Vincelottes						21520	18599	-13,57
Les Vernats - Jussy/Escolives						28498	21637	-24,08
Sauvegenou - Vincelles						141674	105855	-25,28
Source du Groix - Coulanges la Vineuse						18 994	0	-100,00
Total	**5 403 643**	**5 268 084**	**5 378 556**	**5 715 226**	**5 727 245**	**5 955 234**	**6 294 484**	5,70
Ressources gérées par Véolia								
Talloué - commune de Chitry le Fort	25 125	22 561	30 818	22150	22246	22610	23613	4,44
Total	**25 125**	**22 561**	**30 818**	**22 150**	**22 246**	**22 610**	**23 613**	4,44
Total général	**5 428 768**	**5 290 645**	**5 409 374**	**5 737 376**	**5 749 491**	**5 977 844**	**6 318 097**	5,69

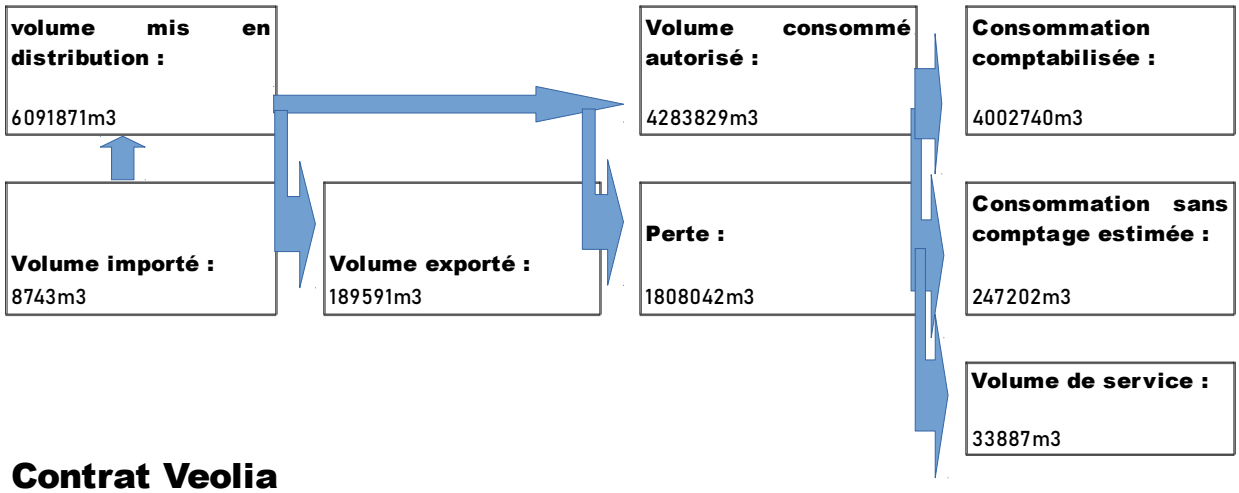
NB : Les données correspondent aux années civiles

1.5.2 Achats d'eaux brutes : Sans objet.

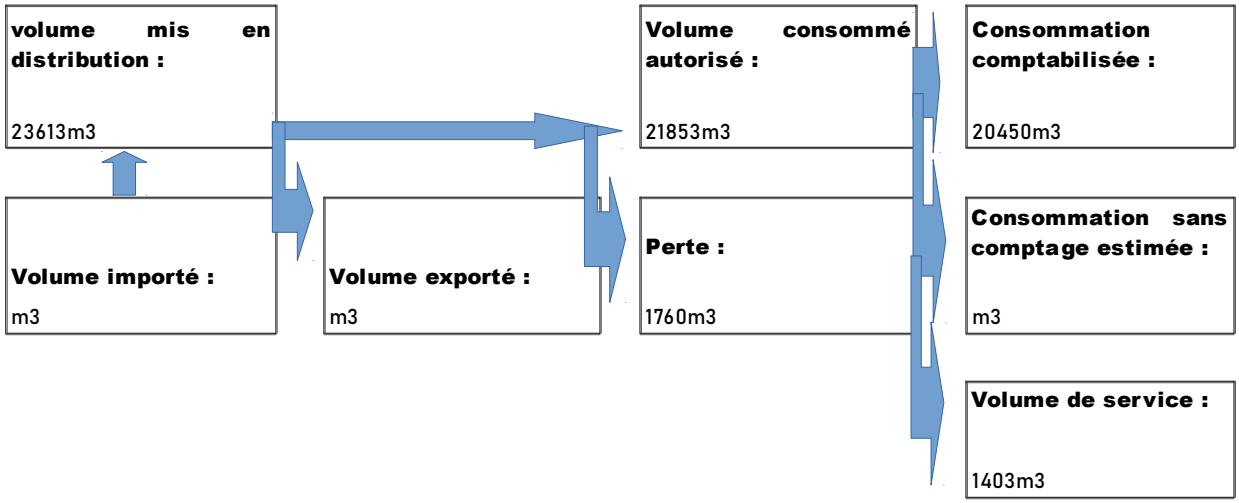
1.6 Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable pour l'exercice en cours (pendant la période de relève):

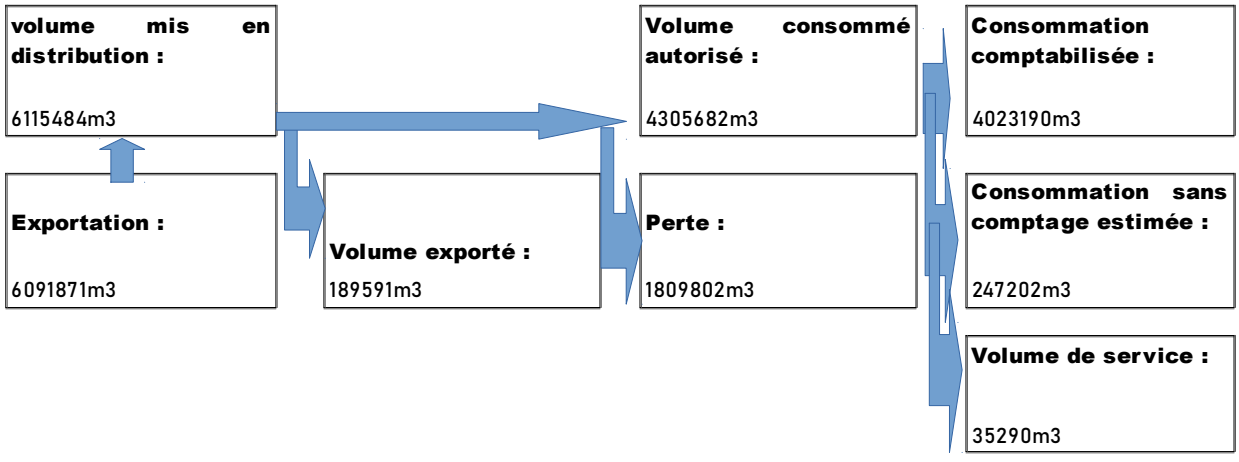
Contrat Suez Eau France



Contrat Veolia



Réseau communautaire



NB :

- Les consommations comptabilisés résultent du relevés des compteurs chez les abonnés et autres usagers équipés de compteurs (particulier, industriels, services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendies avec compteurs,…),
- Les consommations sans comptage estimés sont ceux consommés par les usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux bornes manœuvres de pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement,
- Les volumes de service du réseau sont estimés et ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges /lavage/désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.
- Les volumes consommés autorisés sont la somme des consommations comptabilisés, des consommations sans comptage estimés et des volumes de service.

1.6.2 Evolution des différents volumes

Contrat Suez Eaux France	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart
Volumes produits (V1)	5 463 350	5 226 302	5 213 409	5 436 500	5 666 587	6 013 541	6 091 871	1,30
Volumes importés (V2)	76 697	29 960	9 500	6 648	6 825	6 841	8 743	27,80
Volumes exportés (V3)	82 164	60 703	67 267	66 074	62 840	222 067	189 591	-14,62
Volumes mis en distribution (V4)	5 457 883	5 195 559	5 155 642	5 377 074	5 610 572	5 798 315	5 911 023	1,94
Volumes perdus (V5)	1 533 814	1 189 508	1 131 008	1 309 593	1 341 651	1 466 036	1 627 194	10,99
Volumes consommés autorisés (V6)	3 921 541	4 006 051	4 024 634	4 067 481	4 268 921	4 332 279	4 283 829	-1,12
Consommations comptabilisées (V7)	3 770 253	3 860 827	3 857 280	3 895 706	4 098 313	4 238 622	4 002 740	-5,57
Consommations sans comptage estimées (V8)	123 191	119 375	143 149	149 896	147 202	70 871	247 202	248,81
Volume de service (V9)	30 625	25 849	24 205	21 879	23 406	22 786	33 887	48,72

Contrat Véolia	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart %
Volumes produits (V1)	25 125	22 561	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613	4,44
Volumes importés (V2)	0	0	0	0	0	0	0	
Volumes exportés (V3)	0	0	0	0	0	0	0	
Volumes mis en distribution (V4)	25 125	22 561	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613	4,44
Volumes perdus (V5)	6 732	1 129	8 406	1 668	2 251	3 064	1 760	-42,56
Volumes consommés autorisés (V6)	18 592	21 432	22 406	20 482	19 995	19 546	21 853	11,80
Consommations comptabilisées (V7)	17 693	20 732	19 106	19 682	18 352	18 170	20 450	12,55
Consommations sans comptage estimées (V8)	100	100	100	100	0	0	0	
Volume de service (V9)	600	600	3 200	700	1 643	1 376	1 403	1,96

Volumes globaux du réseau	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart %
Volumes produits (V1)	5 488 475	5 248 863	5 244 221	5 458 650	5 688 833	6 036 151	6 115 484	1,31
Volumes importés (V2)	76 697	29 960	9 500	6 648	6 825	6 841	8 743	27,80
Volumes exportés (V3)	82 164	60 703	67 267	66 074	62 840	222 067	189 591	-14,62
Volumes mis en distribution (V4)	5 483 008	5 218 120	5 186 454	5 399 224	5 632 818	5 820 925	5 934 636	1,95
Volumes perdus (V5)	1 540 546	1 190 637	1 139 414	1 311 261	1 343 902	1 469 100	1 628 954	10,88
Volumes consommés autorisés (V6)	3 940 133	4 027 483	4 047 040	4 087 963	4 288 916	4 351 825	4 305 682	-1,06
Consommations comptabilisées (V7)	3 787 946	3 881 559	3 876 386	3 915 388	4 116 665	4 256 792	4 023 190	-5,49
Consommations sans comptage estimées (V8)	123 291	119 475	143 249	149 996	147 202	70 871	247 202	248,81
Volume de service (V9)	31 225	26 449	27 405	22 579	25 049	24 162	35 290	46,06

Production :

Il n'existe pas de station de traitement, à l'exception d'une unité de décarbonatation située au puits du Moulin.
La potabilité de l'eau est assurée par l'injection de chlore gazeux ou javel au niveau des captages et/ou dans le réseau.

Les volumes produits correspondent aux volumes prélevés.

La définition de protection est définie à l'article 3.4.

Achats d'eaux traitées

Pour l'alimentation de la commune de Lindry, la société Suez Eaux France importe de l'eau auprès de la Fédération des Eaux de Puisaye Forterre:

1.7 Linéaire de réseaux de desserte (hors branchement)

Linéaire de conduite (km)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	631,33	637,5	637,678	638,829	676,772	718,164	721,96	0,53
Contrat Véolia	5,294	5,294	5,296	5,296	5,296	5,194	5,191	-0,06
Linéaire de conduite global (km)	636,624	642,794	642,974	644,125	682,068	723,358	727,151	0,52

2 Tarification de l’eau et recettes du service

2.1 Modalités de tarification

La facture d'eau comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et inclut une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables sont les suivants :

		Tarifs au 1er janvier			
		2018	**2019**	**2020**	**variation (%)**
Communauté de l'Auxerrois					
Part proportionnelle (€HT/m3)	sans tranche	0,6403	0,8600	0,9200	6,98
Suez Eaux France					
Part fixe (€ HT/an) en fonction Ø compteur (mm)	10 à 15	31,12	31,61	32,26	2,05
	20,00	40,66	41,30	42,15	2,05
	25 à 30	136,05	138,17	141,01	2,05
	40	156,13	158,56	161,82	2,05
	50 et 60	306,73	311,52	317,91	2,05
	80	407,13	413,48	421,98	2,05
	100	638,06	648,01	661,32	2,05
	150	708,34	719,39	734,16	2,05
	au-delà de 150	808,75	821,36	838,23	2,05
Part proportionelle (€ HT/m3)					
	de 0 à 15	0,1171	0,1189	0,1213	2,05
	de 16 à 90	0,3894	0,3954	0,4036	2,05
	de 91 à 120	0,5279	0,5362	0,5472	2,05
	au-delà de 120	0,7670	0,7789	0,7949	2,05
Véolia					
Part fixe (€ HT/an)		37,50	38,50	39,17	1,74
Part proportionelle (€ HT/m3)		0,8414	0,8535	0,8690	1,82
Etat					
Taxe sur la valeur ajoutée (%)		5,50	5,50	5,50	0,00
Agence de l'eau					
Préservation des ressources - Suez		0,0700	0,0700	0,0700	0,00
Préservation des ressources - Véolia		0,0755	0,0937	0,0937	0,00
Lutte contre la pollution domestique – Véolia		0,4200	0,4200	0,3800	-9,52
Lutte contre la pollution domestique – Suez		0,420	0,380	0,380	0,00

Les tarifs des prestations complémentaires principales sont les suivants :

Au 1er janvier	2018	2019	2020	Variation (%)
Suez Eaux France				
Frais d'accès au service	40,16	40,79	41,63	2,05
Pénalités pour retard de paiement "lettre simple"	15,06	15,30	15,61	2,05
Frais d'impayés (TIP, chèque, prélèvement)	8,03	8,16	8,33	2,05
Location prise d'eau portative	35,14	35,69	36,42	2,05
Caution location prise d'eau portative	150,60	152,95	156,09	2,05
Frais d'accès au service sans déplacement	40,16	40,79	41,63	2,05
Frais d'accès au service avec déplacement (demande du client, vérification d'index,..)	60,24	61,18	62,44	2,05
Forfait journalier en cas d'impossibilité d'accéder à l'installation pour contrôler ou remplacer le compteur et/ou le dispositif de télé relève	15,06	15,30	15,61	2,05
Pénalité en cas dégradation du compteur ou de son dispositif de télé relevé	1 506,05	1 529,54	1 560,95	2,05
Forfait d'intervention pour travaux minimes y compris frais de déplacement	47,19	47,93	48,91	2,05
Dépose d'un compteur de diamètre 15 mm ou 20 mm	47,19	47,93	48,91	2,05
Duplicata de facture	6,02	6,12	6,24	2,05

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes

- **Pour la part de la Communauté de l'Auxerrois :**

N°délibération	Date du vote	Date d'effet	Montant de la surtaxe
13	03/02/2010	15/02/2010	0,4098 €
11	31/03/2011	11/04/2011	0,4255 €
9	02/02/2012	09/02/2012	0,4605 €
125	13/12/2012	01/01/2013	0,4720 €
99	12/12/2013	01/01/2014	0,4885 €
142	18/12/2014	01/01/2015	0,5227 €
200	14/12/2015	01/01/2016	0,5593 €
155	15/12/2016	01/01/2017	0,5984 €
2017-266	12/12/2017	01/01/2018	0,6403 €
2018-90	21/06/2018	01/07/2018	0,8000 €
2018-184	20/12/2018	01/01/2019	0,8600 €
2019-196	16/12/2019	02/01/2020	0,9200 €

L'évolution progressive annuelle de la surtaxe est destinée à augmenter les capacités d'investissement, notamment pour améliorer le taux de renouvellement des canalisations et pour réhabiliter les ouvrages de stockage.

- **Pour la part des délégataires :**
  - **Contrat avec Suez Eaux France :** Délibération n°80 du 20 Septembre 2012 effective à compter du 1er Octobre 2012 autorisant la signature du contrat de délégation visé en préfecture le 26 Octobre 2012. Le contrat fixe l'évolution de la rémunération du fermier.
  - **Contrat avec Véolia :** Délibération du 21 Décembre 2004 effective à compter du 24 Décembre 2004 autorisant la signature du contrat de délégation visé en préfecture le 25 Mars 2005. Le contrat fixe l'évolution de la rémunération du fermier.

La facture type de 120m3

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence annuelle et la facturation est effectuée avec une fréquence semestrielle dans le cadre des contrats d'affermage .

Facture 120 m³ au 1er janvier			2019		2020		Ecart (%)
		Quantité	Prix	Montant	Prix	Montant	
Part de la Communauté de l'Auxerrois							
Part proportionnelle		120	0,8600	103,20	0,92	110,40	6,98
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant à la Communauté de l'Auxerrois				103,20		110,40	6,98
Part du délégataire Suez Eaux France							
Part fixe	abonnement DN10 ou 15 mm	1	31,60	31,60	32,26	32,26	2,09
Part proportionnelle	Tranche 1 : de 0 à 15 m³	15	0,1189	1,78	0,1213	1,82	2,05
	Tranche 2 : de 16 à 90 m³	75	0,3954	29,66	0,4036	30,27	2,07
	Tranche 3 : de 91 à 120 m³	30	0,5362	16,09	0,5472	16,42	2,05
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant au délégataire				79,12	0,92	80,77	2,07
Taxe et redevance							
Redevance pour prélèvement de la ressource (AESN)		120	0,0700	8,40	0,0700	8,40	0,00
Redevance pour pollution domestique (AESN)		120	0,3800	45,60	0,3800	45,60	0,00
Taxe sur la valeur ajoutée 5,5%)				13,00		13,48	3,74
Montant des taxes et redevances pour 120m3				67,00		67,48	0,73
Prix toutes taxes comprises pour 120 m³				249,32		258,65	3,74
Prix toutes taxes comprises au m³				2,08		2,16	3,74

Facture 120 m³ au 1er janvier			2019		2020		Ecart (%)
		Quantité	Prix	Montant	Prix	Montant	
Part de la Communauté de l'Auxerrois							
Part proportionnelle		120	0,8600	103,20	0,9200	110,4	6,98
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant à la Communauté de l'Auxerrois				103,20		110,4	6,98
Part du délégataire Véolia							
Part fixe	abonnement DN10 ou 15 mm	1	38,50	38,50	39,17	39,17	1,74
Part proportionnelle	pas de tranche	120	0,8535	102,42	0,8690	104,28	1,82
Montant hors taxe de la facture de 120m3 revenant au délégataire				140,92		143,45	1,80
Taxe et redevance							
Redevance pour prélèvement de la ressource (AESN)		120	0,0700	8,40	0,0937	11,24	33,86
Redevance pour pollution domestique (AESN)		120	0,3800	45,60	0,3800	45,60	0,00
Taxe sur la valeur ajoutée 5,5%)				16,40		17,09	4,22
Montant des taxes et redevances pour 120m3				70,40		73,93	5,02
Prix toutes taxes comprises pour 120 m³				314,52		327,78	4,22
Prix toutes taxes comprises au m³				2,62		2,73	4,22

Evolution du prix m³ €TTC	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Contrat Suez Eaux France	1,75	1,78	1,82	1,86	1,9	1,88	2,08	2,16
Contrat Véolia	2,17	2,2	2,26	2,28	2,34	2,42	2,69	2,73

2.3 Recettes

Recette de fonctionnement de la Communauté de l'Auxerrois

Recettes réelles (€)		2017	2018	2019	Variation%
70	**Vente produits fabriqués, services, marchandises**	**2 094 123,33**	**2 453 065,52**	**3 185 300,29**	**29,85**
70111	Vente d'eau aux abonnés		163 507,97		
70121	Contre-valeur taxe sur les consommations d'eau	2 059 935,28	2 285 781,11	3 182 910,10	
70128	Surtaxe				
7083	Locations diverses	2 297,37	2 343,32	2 390,19	
7084	Mise à disposition de personnel facturée	31 890,68	1 433,12		
74	**Subvention d'exploitation**	**150 318,00**	**32 929,00**	**362 080,00**	**999,58**
748	Autres subventions d'exploitation	150 318,00	32 929,00	362 080,00	
75	**Autres produits de gestion courantes**	**7,00**	**1 471,22**	**8,83**	**-99,40**
7588	Autres produits divers de gestion courante	7,00	1 471,22	8,83	
	Total des recettes réelles	**2 244 448,33**	**2 487 465,74**	**3 547 389,12**	**42,61**

Produits et charges des contrats d'affermage

Compte annuel de résultat contrat Véolia (€)	2016	2017	2018	2019
Produits	**47 933**	**44 678**	**47 101**	**58 519**
Exploitation du service	***26 038***	***23 754***	***24 314***	***27 608***
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	25 640	23 642	24 154	26975
dont variation de la part estimée sur consommations	398	112	160	633
Collectivités et et autres organisme publics	***20 687***	***19 374***	***21 863***	***29 327***
Part Communauté de l'Auxerrois	11 170	10 644	12 770	18 290
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	10 661	10 312	11 929	16831
dont variation de la part estimée sur consommations	509	332	841	1459
Redevance prélèvement (AESN)	1 036	1 258	1 598	2 061
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	997	1 147	1 465	1947
dont variation de la part estimée sur consommations	39	111	133	114
Redevance pour pollution d'origine domestique (AESN)	8 481	7 472	7 495	8 976
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	8 242	7 405	7 461	8723
dont variation de la part estimée sur consommations	239	67	34	253
Produits accessoires	***1 208***	***1 550***	***924***	***1 584***
Charges	**36 381**	**48 418**	**51 983**	**68 251**
Personnel	***10 142***	***9 327***	***10 684***	15189
Energie électrique	***-13 832***	***1 282***	***1 083***	1405
Combustibles	***0***	***0***	***0***	0
Produits de traitement	***180***	***125***	***107***	88
Analyses	***1 778***	***2 612***	***2 580***	2580
Sous-traitance, matières et fournitures	***5 287***	***5 136***	***6 347***	7268
Impôts locaux et axes	***1 459***	***1 442***	***1 630***	1654
Autres dépenses d'exploitation, dont :	***3 155***	***2 705***	***1 842***	***5 056***
télécommunication , postes et télégestion	763	780	384	472
engins et véhicules	1 203	754	1 079	2554
informatique	992	971	915	1092
assurance	-13	365	153	317
locaux	1 030	1 012	535	1027
autres	-820	-1 177	-1 224	-406
Contributions des services centraux et recherche	***1 098***	***947***	***945***	***880***
Collectivités et autres organismes publics	***20 686***	***19 375***	***21 864***	***29328***
Charges relatives aux renouvellements	***2 810***	***2 838***	***2 812***	***2 773***
pour garantie de continuité du service	2 810	2 838	2 812	2773
Charges relative aux investissements	***506***	***514***	***523***	***530***
programme contractuel (investissements)	39	40	41	41
investissements incorporels	467	474	482	489
Charges relatives aux compteursdu domaine privé	***2 936***	***1 507***	***1 314***	***1336***
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrements	***176***	***608***	***252***	***164***
Résultat avant impôt	11 552	-3 740	-4 882	-9 732
Impôt sur les sociétés	3 849	0	0	0
Résultat	7 703	-3 740	-4 882	-9 732

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

eau seine NORMANDIE

NOTE D'INFORMATION

Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose au **maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la note établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.

Édition avril 2020
CHIFFRES 2019

L'agence de l'eau vous informe



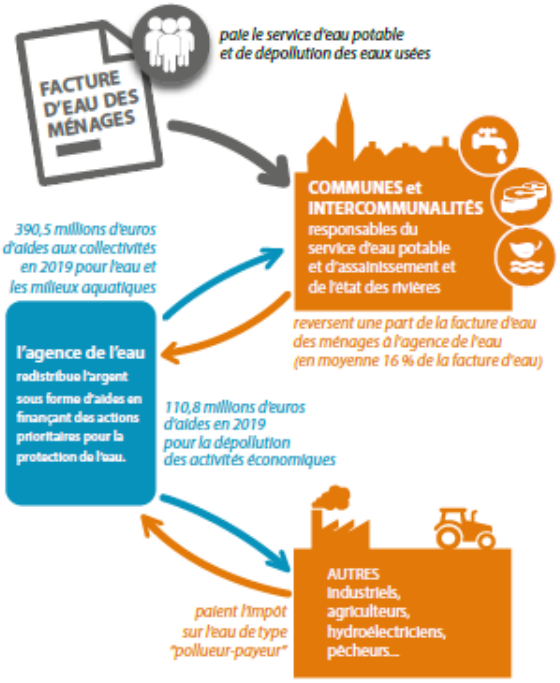
LE SAVIEZ-VOUS ?

Le prix de l'eau moyen (eau potable et assainissement) sur le bassin est estimé à 4,26 €/m³ TTC en 2018 *(source SISPEA/Agence de l'eau)*. Cela équivaut à 511 € par an ou 42,6 € par mois par ménage. La part perçue par l'agence de l'eau pour le financement d'actions de dépollution représente en moyenne 16 % du montant de la facture d'eau.

Les composantes de la facture d'eau sont :

- la facturation du service de distribution d'eau potable (abonnement, consommation) ;
- la facturation du service de collecte et de traitement des eaux usées ;
- les redevances de l'agence de l'eau ;
- la contribution aux autres organismes publics (VNF) ;
- la TVA.

Pour obtenir une information précise sur votre collectivité, rendez-vous sur www.services.eaufrance.fr



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières…

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

Suivez l'actualité de l'agence de l'eau Seine-Normandie : eau-seine-normandie.fr

En 2019, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau s'est élevé à plus de 695 millions d'euros dont plus de 624 millions en provenance de la facture d'eau.

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2019 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Seine-Normandie

0,09 € de redevance de pollution payé par les éleveurs concernés

2,80 € de redevance de pollution payés par les industriels *(y compris réseaux de collecte)* et les activités économiques concernés

77,92 € de redevance de pollution domestique payés par les abonnés *(y compris réseaux de collecte)*

5,45 € de redevance de pollutions diffuses payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits



0,12 € de redevance pour la protection du milieu aquatique payé par les usagers concernés *(pêcheurs)*

0,43 € de redevance de prélèvement payé par les irrigants

1,31 € de redevance de prélèvement payé par les activités économiques

11,88 € de redevance de prélèvement payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2019 ?

(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2019) - source agence de l'eau Seine-Normandie

3,28 € aux acteurs économiques pour la dépollution industrielle

51,85 € aux collectivités pour l'épuration et la gestion des eaux de pluie, *dont 39,70 € pour la solidarité envers les communes rurales*

18,36 € pour lutter contre les pollutions diffuses et protéger les captages



9,30 € aux collectivités rurales et urbaines pour l'amélioration de la qualité du service d'eau potable,

1,08 € pour la gestion quantitative et les économies d'eau

10,16 € principalement aux collectivités pour la préservation de la qualité et la richesse des milieux aquatiques

5,97 € pour l'animation des politiques de l'eau, la sensibilisation aux enjeux de l'eau et la solidarité internationale

ACTIONS AIDÉES
PAR L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE EN 2019

L'année 2019 marque le lancement du 11e programme d'action de l'agence de l'eau Seine-Normandie et de son contrat d'objectif et de performance 2019-2024 signé avec l'État. Des indicateurs annuels permettent de mesurer et suivre les efforts des maîtres d'ouvrage et de l'agence de l'eau en faveur des ressources en eau et des milieux aquatiques.

EN 2019...

NOMBRE DE CONTRATS « EAU & CLIMAT » SIGNÉS AVEC LES MAÎTRES D'OUVRAGE
14

NOMBRE DE PROJETS POUR GÉRER ET RÉDUIRE LES EAUX PLUVIALES À LA SOURCE (DÉSIMPERMÉABILISATION DES RUES, PARKING ...)
57

NOMBRE DE CAPTAGES PRIORITAIRES AIDÉS
325 SUR 377

NOMBRE DE KM DE RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT CRÉÉS OU MODERNISÉS
355

NOMBRE DE KM DE COURS D'EAU RESTAURÉS
603

NOMBRE D'HECTARES DE ZONES HUMIDES ENTRETENUS, RESTAURÉS OU ACQUIS
3 363

NOMBRE DE STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES AIDÉES QUI RÉPONDENT AUX OBJECTIFS DU SDAGE
58

MASSE EN KG DE SUBSTANCES DANGEREUSES ÉLIMINÉE PAR LES ACTIVITÉES ÉCONOMIQUES
944

ADAPTER LES TERRITOIRES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les Assises nationales de l'eau organisées par le ministère de la Transition écologique et solidaire de novembre 2018 à juin 2019, dédiées notamment à l'enjeu de l'adaptation des territoires et des écosystèmes au changement climatique, ont dégagé des solutions concrètes avec trois objectifs prioritaires :

- protéger les captages d'eau potable pour garantir une eau de qualité ;
- économiser et mieux partager l'eau pour préserver la ressource ;
- préserver nos rivières et nos milieux humides.

Le programme « Eau & Climat 2019-2024 » de l'agence de l'eau intègre les conclusions des Assises nationales de l'eau.

Les contrats « Eau & Climat » : une nouveauté

Le programme « Eau & climat 2019-2024 » de l'agence de l'eau encourage les maîtres d'ouvrage à adapter leurs pratiques aux impacts du changement climatique, notamment à travers les contrats « Eau & Climat ».
Le premier signé en mai 2019 avec la communauté de communes de Coutances mer et bocages vise la réduction des pollutions bactériologiques sur la zone littorale et l'amélioration de la qualité physico-chimique de l'eau à l'intérieur des terres. Les mesures prévues s'élèvent à 15 millions d'euros.

L'ÉTAT DES LIEUX CONSTITUE UN POINT DE DÉPART EN POSANT UN DIAGNOSTIC SUR LE BASSIN



L'état des lieux du bassin Seine-Normandie est réalisé périodiquement afin d'identifier les progrès accomplis et les efforts à poursuivre vers le bon état des eaux en 2027.

Il établit l'état des milieux aquatiques et littoraux :

- 32 % des cours d'eau sont en bon état écologique et 43 % en état écologique moyen ;
- 30 % des eaux souterraines sont en bon état chimique ;
- 13 masses d'eau littorales sur 19 sont en bon état écologique.

L'état des lieux 2019 souligne des progrès depuis les six dernières années. Ainsi, sur le bassin Seine-Normandie, malgré l'augmentation de la population, le nombre de masses d'eau en "bon état écologique" a augmenté de 8 % entre 2013 et 2018.
Ces progrès sont le fruit de l'implication de tous pour réduire les pressions produites par l'activité humaine (pollutions, prélèvements de l'eau, modifications physiques des cours d'eau ou du littoral).

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT
eau seine NORMANDIE

VOS INTERLOCUTEURS

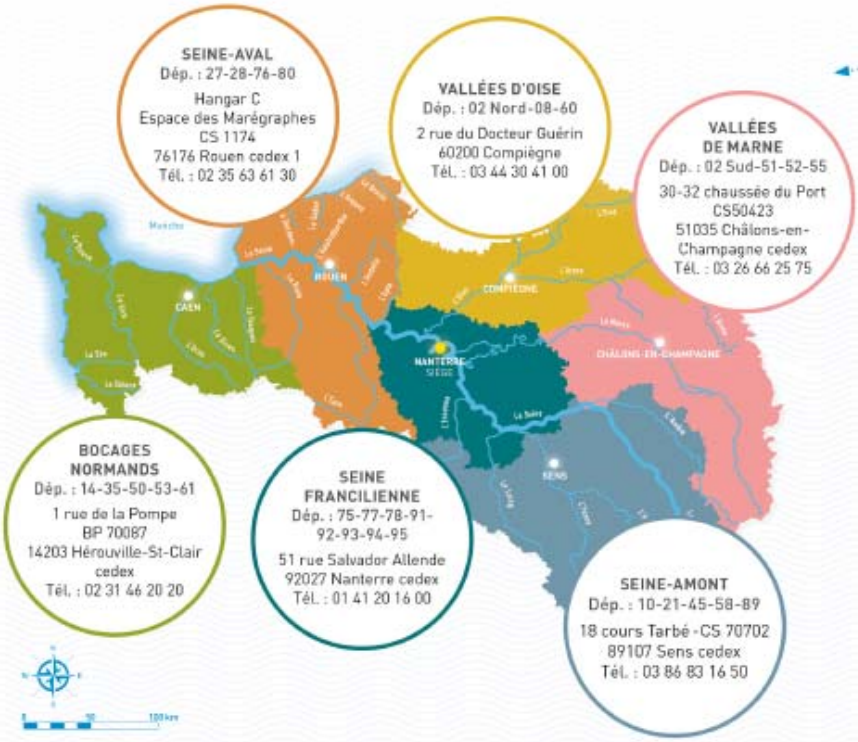
SIÈGE

51, rue Salvador Allende
92027 Nanterre Cedex
Tél. : 01 41 20 16 00
seinenormandie.communication@aesn.fr

DIRECTIONS TERRITORIALES

L'organisation de l'agence de l'eau par directions territoriales favorise une intervention adaptée aux besoins spécifiques de chaque territoire.





SEINE-AVAL
Dép. : 27-28-76-80
Hangar C
Espace des Marégraphes
CS 1174
76176 Rouen cedex 1
Tél. : 02 35 63 61 30

VALLÉES D'OISE
Dép. : 02 Nord-08-60
2 rue du Docteur Guérin
60200 Compiègne
Tél. : 03 44 30 41 00

VALLÉES DE MARNE
Dép. : 02 Sud-51-52-55
30-32 chaussée du Port
CS50423
51035 Châlons-en-Champagne cedex
Tél. : 03 26 66 25 75

BOCAGES NORMANDS
Dép. : 14-35-50-53-61
1 rue de la Pompe
BP 70087
14203 Hérouville-St-Clair cedex
Tél. : 02 31 46 20 20

SEINE FRANCILIENNE
Dép. : 75-77-78-91-92-93-94-95
51 rue Salvador Allende
92027 Nanterre cedex
Tél. : 01 41 20 16 00

SEINE-AMONT
Dép. : 10-21-45-58-89
18 cours Tarbé - CS 70702
89107 Sens cedex
Tél. : 03 86 83 16 50

L'agence de l'eau Seine-Normandie

Du Morvan à la Normandie

Le bassin Seine-Normandie couvre près de 100 000 km², soit 18 % du territoire national métropolitain correspondant au bassin de la Seine, de ses affluents et aux bassins côtiers normands. Il concerne 6 régions et 28 départements pour tout ou partie, 8 138 communes et 18,3 millions d'habitants.
L'estuaire de la Seine reçoit les rejets de 30 % de la population française et de 25 % de l'industrie nationale. 68 % de l'eau potable provient des nappes souterraines, le reste provenant des fleuves et des rivières.
5 100 captages produisent par an 1 400 millions de m³ d'eau et 2 775 stations d'épuration traitent les eaux usées de plus de 16,5 millions d'habitants.

LE COMITÉ DE BASSIN SEINE-NORMANDIE

assemblée de 185 membres où sont représentés les collectivités, les usagers de l'eau (agriculteurs, industriels, consommateurs, pêcheurs, associations de protection de l'environnement...) et l'État, ce « parlement de l'eau » définit les grandes orientations de la politique de l'eau sur le bassin.

L'AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

met en œuvre la politique de l'eau du bassin en finançant les projets des acteurs locaux, grâce à des redevances perçues auprès de l'ensemble des usagers. Ces projets contribuent à améliorer la qualité des ressources en eau, des rivières et des milieux aquatiques.

ENSEMBLE DONNONS VIE À L'EAU
Agence de l'eau

RESTONS CONNECTÉS SUR eau-seine-normandie.fr /dseine_normandie

Réalisation : AELB-DIC • Avril 2020 • Impression : Dupli Print - Imprimé sur papier PEFC™ • Crédits photos : agence de l'eau Rhin-Meuse - Bruno Isoto - Michel Loup - Jean-Louis Aubert • Application : AERMAC

L'EAU A QUELQUE CHOSE À VOUS DIRE...
Découvrez la campagne de communication des agences de l'eau
EN IMMERSION
enimmersion-eau.fr

3 Indicateurs de performance

3.1 Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)

Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence Régionale de la Santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique.

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante:

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non conforme à une limite de qualité.

Contrat d'affermage Suez Eaux France

Contrôle sanitaire	2016	2017	2018	2019
Taux de conformité microbiologique (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements	174	158	206	195
Nombre de prélèvements non conformes	0			0
Taux de conformité physico-chimique (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	98,65 %	98,48 %	100,00 %	98,94 %
Nombre de prélèvements	74	66	88	94
Nombre de prélèvements non conformes	1	1	0	1

Commune	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil haut
Coulanges la Vineuse	Hors référence	25/02/19	Coulanges la Vineuse réservoir	Turbidité	0,87	NTU	≤0,5	
Escolives Sainte Camille	Hors référence	13/03/19	Refoulement Plaine du Saulce 1	Equilibre Calco-carbonique	3	Sans objet	≤2	≥1
Escolives Sainte Camille	Hors référence	13/09/19	Sortie station traitement puits de coulanges	Equilibre Calco-carbonique	3	Sans objet	≤2	≥1
Escolives Sainte Camille	Hors référence	10/09/19	Refoulement Plaine du Saulce 1	Equilibre Calco-carbonique	3	Sans objet	≤2	≥1
Escolives Sainte Camille	Hors référence	10/09/19	Sortie station traitement puits l'Etang	Equilibre Calco-carbonique	4	Sans objet	≤2	≥1
Irancy	Hors référence	16/10/19	Ira,ncy sortie station	Equilibre Calco-carbonique	4	Sans objet	≤2	≥1
Monéteau	Hors référence	15/05/19	Refoulement Boisseaux3 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	3	Sans objet	≤2	≥1
Monéteau	Hors référence	30/072019	Refoulement Boisseaux 1 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	4	Sans objet	≤2	≥1
Monéteau	Hors référence	09/09/19	Refoulement Boisseaux 3 local des pompes	Equilibre Calco-carbonique	3	Sans objet	≤2	≥1

L'équilibre calco-carbonique est le reflet de la minéralisation de l'eau. Il ne comporte pas de limite de qualité, mais seulement une référence de qualité. Ce paramètre n'est pas variable dans le temps. Les valeurs qui apparaissent hors référence ne sont pas représentatives du caractère équilibré que présente

habituellement l'eau.

La valeur de l'équilibre calco-carbonique étant basé sur un calcul qui repose, entre autres, sur la mesure du pH sur le terrain, elle est très sensible à des dérives de l'appareil de mesure utilisé par le préleveur.

Contrat d'affermage Véolia

Contrôle sanitaire	2016	2017	2018	2019
Taux de conformité microbiologique (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Nombre de prélèvements	6	6	6	6
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0
Taux de conformité physico-chimique (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	25,00 %	55,56 %	50,00 %	55,56 %
Nombre de prélèvements	8	9	8	9
Nombre de prélèvements non conformes	6	4	4	4

Paramètres	Mini	Maxi	Nombre de non conformité contrôle sanitaire	Nombre de non conformité surveillance délégataire	Nombre d'analyses contrôles sanitaire	Nombre d'analyses surveillance délégataire	Valeur du seuil et unité
Dimétachlore ESA	0,131	0,131	1	0	1	0	0,1µg/l
Dimétachlore CGA 369873	0	0,306	4	0	4	3	0,1µg/l
ESA métazachlore	0,084	0,3	3	3	4	4	0,1µg/l
Nitrates	41	67,6	0	2	4	2	50mg/l
OXA métazachlore	0	0,12	0	1	4	4	0,1µg/l
Pesticides totaux	0,189	0,735	1	0	1	4	0,5µg/l

Pour remédier à la mauvaise qualité de l'eau du captage de Talloué alimentant la commune de Chitry le Fort une interconnexion au réseau principal a été réalisée au 1er trimestre 2020.

3.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2)

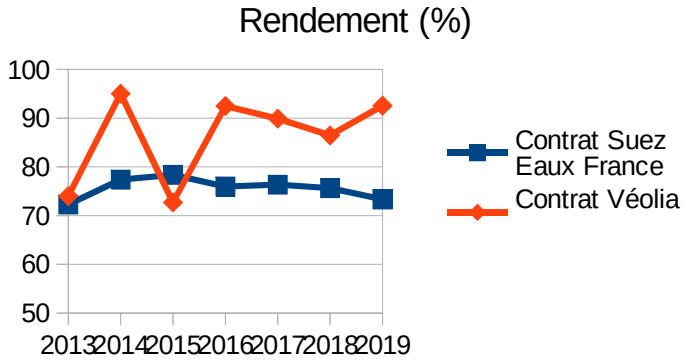
Code VP		Barème	Suez	Véolia
Plan des réseaux (15 points)				
10 points	●VP 236 existence d'un plan des réseaux…	10 points	10	10
5 points	● VP 237 définition d'une procédure de mise à jour des réseaux…	5 points	5	5
Total partie A			15	15
Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la parte A)				
Combinaisons des variables VP238, VP 239 et VP 240	● Existence d'un inventaire des réseaux avec mention , pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précisions des informations cartographiques - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire , catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres	10 points	10	10
VP 239	● Pourcentage du linéaire du réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres	5 points	5	5
VP 241	● Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15 points	13	15
Total parties B			28	30
Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour les parties A et B)				
10 points	● VP 242 localisation des ouvrages annexes…	10 points	10	10
10 points	● VP 243 mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques….	10 points	10	10
10 points	●VP 244 localisation des branchements …	10 points	0	0
10 points	● VP 245 document mentionnant pour chaque branchement les caractéristiques des compteurs…	10 points	10	10
10 points	●VP 246 document identifiant les secteurs où ont été réalisées les recherche de fuites…	10 points	10	10
10 points	● VP 247 maintien à jour d'un document mentionnant les interventions des autres interventions…	10 points	10	10
10 points	● VP 248 existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement de canalisation…	10 points	10	0
5 points	● VP 249 existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux…	5 points	5	0
Total partie C			65	50
Total		**120**	**108**	**95**

3.3. Indicateur de performance du réseau

3.3.1 Rendement du réseau de distribution

Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommé ou vendu à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution

Rendement (V3+V6)/(V1+V2)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	72,27	77,37	78,35	75,94	76,35	75,65	73,33	-3,07
Contrat Véolia	74,00	95,00	72,72	92,47	89,88	86,45	92,55	7,05
Rendement global du réseau	**72,28**	**77,45**	**78,31**	**76,01**	**76,40**	**75,69**	**73,40**	**-3,02**



Rendement de réseau par type de secteur						
Secteurs ruraux	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Branches	87,6	84,2	83,2	80,7	90,06	80,98
Sougères sur Sinotte	71,8	67,7	70,3	74,6	87,59	91,03
Bleigny le Carreau	74,3	72	71,2	73,4	59,81	59,45
Vallan	62,1	64,6	47	65,6	60,5	82,05
Vaux	62,8	79,2	63,6	72	71,86	78,07
Lindry	81,4	62,5	64	61,1	87,41	81,87
Charbuy				70,6	87,34	85,66
Secteur coulangeois					61,9	63,12
Secteurs semi urbain	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Appoigny	84,8	95,1	84,8	84,9	77,17	68,02
Gurgy	96,4	73,4	78,9	75,3	77,21	80,24
Chevannes	77	70,1	71,8	73	76,1	77,58
Venoy-Laborde-Montallery	89	88,5	86	86,5	88,12	73,02
Saint Georges sur Baulche - Villef	90,4	94	90,7	91,5	63,5	76,09
Augy	53,2	83,6	76,2	70,2	89,63	83,81
Perrigny	75,2	71,1	72,6	68,8	85,94	87,94
Rive droite - Plaine des Isles	84,5	89,5	74	81,6	88,98	75,6
Saint Bris le Vineux	58,6	75,3	72	71	55,58	61,16
Champs sur Yonne	51,9	63,6	64,5	65,7	71,72	68,78
Secteur urbain	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**
Monéteau	87,8	83,9	83,4	81,7	81,06	74,98
ZAC Saint Siméon	98,6	98,1	97,6	90,5	86,48	76,39
Rive Gauche	92,7	91,8	90	90,1	68,61	71,56

Rendement de réseau	Objectif contrat (Suez)	2018	2019
Rural	70	74	74,97
Semi urbain	75	77	73,86
Urbain	80	71	72,27

3.3.2 Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

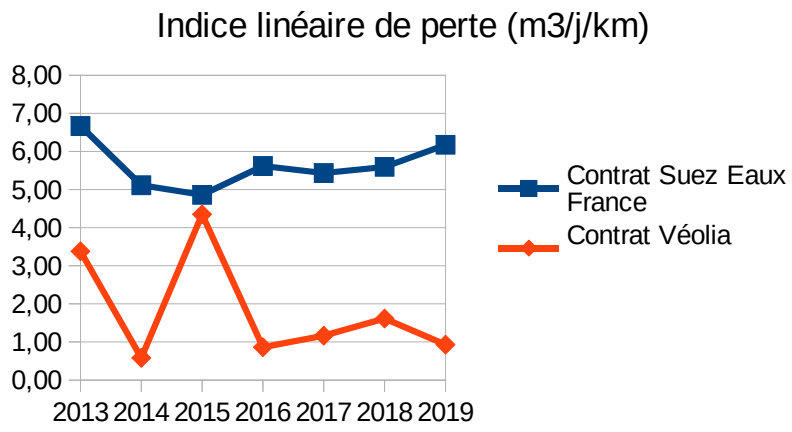
Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

Indice linéaire des volumes non comptés (V4-V7)/(365*lin.rés.)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	7,32	5,74	5,58	6,35	6,12	5,95	7,24	21,71
Contrat Véolia	3,85	0,95	6,06	1,28	2,01	2,34	1,67	-28,72
Indice linéaire des volumes non comptés global du réseau	**7,29**	**5,70**	**5,58**	**6,31**	**6,09**	**5,92**	**7,20**	21,57

3.3.3 Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

Indice linéaire de perte (V4-V6)/(lin.Rés*365)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Ecart %
Contrat Suez Eaux France	6,67	5,11	4,86	5,62	5,43	5,59	6,17	10,41
Contrat Véolia	3,38	0,58	4,35	0,86	1,16	1,62	0,93	-42,53
Indice linéaire de perte global du réseau	**6,64**	**5,07**	**4,86**	**5,58**	**5,40**	**5,56**	**6,14**	10,30



3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé

Exercice	2015	2016	2017	2018	2019	Total linéaire ren.5 ans	Linéaire de réseau en 2019	Taux en %
Linéaire renouvelé en km par Suez Eaux France	0,729	0,101	1,093	0,330	0,433	2,686		
Linéaire renouvelé en km par la Communauté de l'Auxerrois	4,087	1,502	3,362	4,795	6,476	20,222	**728,58**	**0,63**
Total	**4,816**	**1,603**	**4,455**	**5,125**	**6,909**	**22,908**		

NB : Le contrat d'affermage de Véolia ne prévoit pas de travaux de renouvellement de conduite.

Renouvellement de conduite en 2019				
Commune	**Rue /lieu**	**Diamètre**	**Matériau**	**Linéaire (m)**
Travaux réalisés dans le cadre du contrat d'af. Passé avec Suez Eaux France				
Auxerre	Route de vaux / RCA	100	fonte	144
Auxerre	Rue C. Lepères / Place Surugue	100	fonte	109
Auxerre	Rue du Temple / Place Surugue	200	fonte	83
Auxerre	Rue du Temple / Place Surugue	150	fonte	70
Auxerre	Rue Paul Bert / Place Surugue	150	fonte	27
Total				**433**
Travaux réalisés par la CA (inclus travaux de renforcement ou de déplacement)				
Chevannes	chemin pentu	60	fonte	160
Quenne	rue de la Salle	150	fonte	265
Quenne	rue du Lavoir	150	fonte	130
Quenne	voie Impériale	100	fonte	210
Venoy	route d'Auxerre	125/80	fonte	355
Venoy	rue du Transformateur	150	fonte	330
Gurgy	rue du Gué	100	fonte	360
Gurgy	rue Fontaine Lison	125	fonte	215
Gurgy	rue des Jardins	100/60	fonte	191
Gurgy	rue du Saulcis	60	fonte	72
Vallan	route Nationale	125/100/60	fonte	825
Vallan	ruelle de Beau	125	fonte	55
Vallan	rue de l'Abreuvoir	125	fonte	75
Vallan	rue des Ballets	100	fonte	260
Venoy	rue des Champs Brisions	100/80	fonte	180
Venoy	rue des 2 Chapelles	100/80	fonte	160
Branches	Grande Rue	150	fonte	1200
Branches	rue de la Grange aux Dimes	125	fonte	165
Branches	route de Villemer	125/60	fonte	350
Branches	route de Guerchy	60	fonte	115
Monéteau	rue de l'Ermitage	80/90	fonte/PEHD	565
Coulanges	rue des Dames	60	fonte	238
Total				**6476**
Total des conduites renouvelées				**6909**
Extension de conduites réalisée par la Communauté de l'Auxerrois en 2019				
Commune	**Rue /lieu**	**Diamètre**	**Matériau**	**Linéaire (m)**
Venoy	route de Curly	63	PEHD	190

3.4 Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

00%	Aucune action de protection
20%	Études environnementales et hydrogéologiques en cours
40%	Avis de l'hydrogéologue rendu
50%	Dossier déposé en préfecture
60%	Arrêté préfectoral
80%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)
100%	Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Ressource et implantation	**Nature de la ressource**	**Arrêté préfectoral**	**Indice de protection**	**Commentaires**
Plaine du Saulce - Escolives Sainte Camille	souterraine	Arrêté n°PREF-DCPP-SE-2016-0423 du 26 septembre 2016 (5 110 000 m3/an)	60	Réalimentation de la nappe alluviale finalisée en2019 (solution/ nitrates)
Plaine des Isles - Auxerre et de Monéteau	souterraine	Arrêté du 24 mars 1981 –périmètres de protection	80	Captage à l'arrêt (pollution) – étude en cours sur son devenir
les Boisseaux - Monéteau	souterraine	Arrêté n°PREF-DCPP-SE-2016-0062 du 4 mai 2016 (3 650 000 m3/an)	80	
La Potrade - Champs sur Yonne	souterraine	Arrêté préfectoral 95/00158 - Prélèvement maximum : 30 m³/h ou 700 m³/j	80	Captage à l'arrêt (pollution)
Le Petit Riot - Perrigny	souterraine	Arrêté préfectoral du 23 janvier 1975 – périmètre de protection	80	Captage à l'arrêt (nécessite de réhabiliter le réservoir le au captage)
Saint Bris le Vineux	souterraine	Arrêté préfectoral du 25 mai 1981 - périmètre de protection	80	
Puits des Prés du Moulin - St Georges/Baulche	souterraine	Arrêté préfectoral en date du 15 Avril 1987 - 50 m³/h	80	Captage à l'arrêt en 2019 (pollution) – remise en route en 2020
Puits de l'Etangs - Escolives Sainte Camille	souterraine	Arrêté préfectoral 91-065 en date du 19 février 1991 -	60	Obligation de réaliser des fossés bétonnés de part et d'autre de la RN6
Puits de Coulanges - Escolives Ste Camille	souterraine	Arrêté n°94/01072 du 17 novembre 1994 -30m3/h	60	Obligation de réaliser des fossés bétonnés de part et d'autre de la RN6
Puits du Parc - Vincelottes	souterraine	Arrêté préfectoral en date du 3 novembre 1994 - 20m^3/h	60	Révision des Périmètres de protection sous 5 ans non réalisé
Les Vernats - Jussy/Escolives	souterraine	Arrêté préfectoral n°PREF-SCPPAT-BE-2018-0056 du 6 avril 2018- 10m^3/h	60	Acquisition foncière en cours
Sauvegenou - Vincelles	souterraine	Arrêté DDA81-12 du 2 février 1981 - 20m^3/h	80	
Source du Groix - Coulanges la Vineuse		Arrêté préfectoral n°85-73 du 16 avril 1985	0	Arrêté caduc (non -respect d'acquisition foncière)
Talloué - commune de Chitry le Fort	souterraine	Arrêté n°PREF-DCPP-SE-2016-0687 du 28 novembre 2016 (29 000 m3/an)	60	Arrêt du captage fin 2019 (mise en demeure suite à une pollution – réalisation d'une interconnexion)

Indicateurs supplémentaires concernant les seules collectivités disposant d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)

Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1)

Une interruption de service non-programmée est une coupure d'eau pour laquelle les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24 heures à l'avance, exception faite des coupures chez un abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ou pour non-paiement des factures.

$$\text{taux d'occurence des interruptions de service non programmées} = \frac{\text{nombre d'interruptions de service non programmées}}{\text{nombre d'abonnés du service}} * 1000$$

	2016	2017	2018	2019
Contrat Suez Eau France	1,52	2,18	1,14	0,81
Contrat Véolia	16,67	4,7	8,4	8,37

Délai maximal d'ouverture des branchements (D151.0 et P152.1)

Dans son règlement, le service s'engage à fournir l'eau dans un délai de 1 jour ouvré après réception d'une demande d'ouverture de branchement, dans la mesure où celle-ci émane d'un abonné doté d'un branchement fonctionnel (préexistant ou neuf).

$$\text{taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements} = \frac{\text{nombre d'ouvertures de branchements ayant respecté le délai}}{\text{nombre total d'ouvertures de branchements}} * 100$$

Contrat d'affermage avec Suez Eaux France

	2016	2017	2018	2019
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini dans le règlement de service	2 jours	1 jour	1 jour	1 jour
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini dans le règlement de service	100 %	93,22 %	92,85 %	97,62%

Contrat d'affermage avec Véolia

	2016	2017	2018	2019
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini dans le règlement de service	1 jour	1 jour	1 jour	1 jour
Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini dans le règlement de service	100 %	100 %	100 %	100%

Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	2016	2017	2018	2019
Encours de la dette (€)	1347680	2113306	1462106	1257562
Épargne brut annuel (€)	1027416	1692727	2205563	2716194
Durée d'extinction de la Dette	1,31	1,25	0,66	0,46

Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur la vente d'eau potable proprement dite. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2019 est comptabilisée, quel que soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

Taux d'impayés %	2016	2017	2018	2019
Contrat Suez Eaux France	3,18	2,27	2,62	2,25
Contrat Véolia	1,41	0,74	0,1	0,18

Taux de réclamations (P155.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

	2016	2017	2018	2019
Contrat Suez eau France	10,82	11,39	8,92	9,12
Contrat Véolia	0	0	0	0

4 Financement des investissements

4.1 Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Branchements	en Pb	hors Pb	Total	% branchement en Pb
Appoigny	40	1709	**1749**	2,3%
Augy	2	543	**545**	0,4%
Auxerre	1677	11274	**12951**	12,9%
Bleigny le Carreau	0	151	**151**	0,0%
Branches	0	221	**221**	0,0%
Champs sur Yonne	21	809	**830**	2,5%
Charbuy	0	900	**900**	0,0%
Chevannes	42	981	**1023**	4,1%
Chitry le Fort	95	169	**264**	36,0%
Coulanges la Vineuse	0	484	**484**	0,0%
Escolives Sainte Camille	4	382	**386**	1,0%
Gurgy	0	841	**841**	0,0%
Gy l'Evêque	1	251	**252**	0,4%
Irancy	0	282	**282**	0,0%
Jussy	0	232	**232**	0,0%
Lindry	17	612	**629**	2,7%
Monéteau	28	1960	**1988**	1,4%
Montigny la Resles	26	301	**327**	8,0%
Perrigny	22	640	**662**	3,3%
Quenne	0	245	**245**	0,0%
Saint Bris le Vineux	0	674	**674**	0,0%
Saint Georges sur Baulches	3	1556	**1559**	0,2%
Vallan	17	361	**378**	4,5%
Venoy	15	825	**840**	1,8%
Villefargeau	18	495	**513**	3,5%
Villeneuve Saint Salves	3	140	**143**	2,1%
Vincelles	0	544	**544**	0,0%
Vincelottes	1	240	**241**	0,4%
Totaux	**2031**	**27822**	**29854**	6,8%

	2107	2018	2019	Evolution %
Nombre de branchement en pb	2315	2087	2031	-2,68

4.2 Montants financiers

Montants consacrés aux investissements par la Communauté de l'Auxerrois

Dépenses d''équipements (€TTC)		2017	2018	2019
20	**Immobilisations Incorporelles**			
2031	Frais d'études	44 292,35	138 651,36	51 572,30
21	**Immobilisations Incorporelles**			
2111	Terrains nus	14 944,67	312 833,53	330,00
21531	Installations à caractère spécifique réseaux d'adduction d'eau	17 075,07	34 866,93	7 137,79
23	**Immobilisations en cours**			
2313	Constructions	26 718,81	162 587,11	81 868,36
2315	Installations, matériels et outillage techniques	1 096 265,74	1 747 154,40	2 569 484,02
	Total des dépenses d'équipement	**1 199 296,64**	**2 396 093,33**	**2 710 392,47**

Montants consacrés aux investissements par les fermiers

4.3 Etat de la dette du service

Tableau de bord au 31/12/2019

Tableau Prévisionnel

Emprunts

xercice	Encours Début	Tirage	Amortissement	Remb. Avec Flux	Remb. sans Flux	Intérêts	Frais	Annuité	Encours Fin
2019	1 462 106,22	0,00	204 544,43	0,00	0,00	60 655,38	0,00	265 199,81	1 257 561,79
2020	1 257 561,79	0,00	207 325,55	0,00	0,00	52 462,31	0,00	259 787,86	1 050 236,24
2021	1 050 236,24	0,00	208 487,60	0,00	0,00	43 822,13	0,00	252 309,73	841 748,64
2022	841 748,64	0,00	215 269,20	0,00	0,00	141 037,07	0,00	356 306,27	626 479,44
2023	626 479,44	0,00	177 180,87	0,00	0,00	26 099,64	0,00	203 280,51	449 298,57
2024	449 298,57	0,00	134 725,66	0,00	0,00	18 461,00	0,00	153 186,66	314 572,91
2025	314 572,91	0,00	140 090,07	0,00	0,00	12 124,50	0,00	152 214,57	174 482,84
2026	174 482,84	0,00	44 761,78	0,00	0,00	5 504,70	0,00	50 266,48	129 721,06
2027	129 721,06	0,00	46 512,56	0,00	0,00	3 753,92	0,00	50 266,48	83 208,50
2028	83 208,50	0,00	48 346,30	0,00	0,00	1 920,18	0,00	50 266,48	34 862,20
2029	34 862,20	0,00	7 747,40	0,00	0,00	0,00	0,00	7 747,40	27 114,80
2030	27 114,80	0,00	7 747,40	0,00	0,00	0,00	0,00	7 747,40	19 367,40
2031	19 367,40	0,00	7 747,40	0,00	0,00	0,00	0,00	7 747,40	11 620,00
2032	11 620,00	0,00	7 747,40	0,00	0,00	0,00	0,00	7 747,40	3 872,60
2033	3 872,60	0,00	3 872,60	0,00	0,00	0,00	0,00	3 872,60	0,00
		0,00	1 462 106,22	0,00	0,00	365 840,83	0,00	1 827 947,05	

4.4 Amortissement

28	Amortissements des immobilisations	2017	2 018	2 019
281351	Amortissements des immobilisations corporelles bâtiments d'exploitation	59523,69	56 434,58	60857,58
281531	Amortissements des installations techniques, matériel et outil réseaux d'adduction d'eau	619215,90	620 076,93	637640,98
	Immobilisations reçues au titre de mise à disposition			
281728	Autres terrains	4407,58		
2817311	Bâtiments d'exploitation		48 990,79	
2817351	Bâtiments d'exploitation	6000,23	2 874,00	2874
2817531	Réseau d'adduction d'eau		18 710,43	6421
2817561	Service de distribution d'eau	93988,64	54 067,73	54067,73
	Total	**783136,04**	**801 154,46**	**761 861,29**

4.5 Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service – Communauté de l'Auxerrois

4.5.1 La politique de préservation des ressources en eau

- Lancement d'une étude d'évaluation du programme pluriannuel « contrat global pour l'eau Yonne moyenne 2016-2018 », en prévision du futur contrat territorial eau et climat
- Etude de conception / réalisation pour une exposition itinérante sur l'eau, et installation à partir de novembre dans deux communes (Branches et Escamps)
- Co-construction de la charte locale pour l'eau, en partenariat avec l'association pour la qualité de l'eau potable et l'appui méthodologique de la chambre d'agriculture de l'Yonne
- Programme d'action pour la préservation des ressources en eau (PACTE) : soutien financier de la culture du chanvre sans pesticides, sur le territoire communautaire, en partenariat avec la coopérative Seine-Yonne et l'association pour la qualité de l'eau potable
- Animation agricole :
  - Co-financement de 2 postes d'animation à l'association pour la qualité de l'eau potable
  - Co-financement de 1/2 poste à Bio Bourgogne
- Paiement pour services environnementaux : réponse à l'appel à manifestation d'intérêt de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et dépôt de candidature pour couvrir les AAC de la plaine du Saulce, de la plaine des Isles et des Boisseaux ;

En parallèle, la Communauté s'appuie sur différents leviers permettant d'induire des changements de pratiques des agriculteurs, notamment au travers des outils fonciers, de la valorisation des productions d'origine agricole et de diversification (étude d'opportunité – faisabilité pour une légumerie-conserverie). Elle élargit également le champ de réflexion à l'alimentation et la place de l'agriculture dans l'espace péri-urbain, en adhérant à l'association Terres en Villes.

4.5.2 Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice – Communauté de l'Auxerrois

Dans sa délibération n°2019 021 du 14 mars 2019 le Conseil communautaire a décidé le programme de travaux suivant :

- Les travaux en tranches optionnelles liés aux inscriptions budgétaires non affermis en 2018 :
  - Coulanges la Vineuse : renouvellement du réseau et des branchements rue des dames 2ème tranche,
  - Monéteau : sécurisation de l'alimentation de Piens et Sougère.
- Le renouvellement ou l'extension du réseau d'eau potable :
  - Appoigny : Renouvellement et renforcement du réseau rue d'en Bas pour la sécurisation de l'alimentation en eau de la ZAE. Et du hameau des Bries.
  - Auxerre : Extension rue Aristide Bruant liée à une demande d'urbanisme,
  - Monéteau : Raccordement complexe rue de la passerelle par forage,
  - Saint Bris le Vineux : Extension de réseau ZA Champs Galottes liée à une demande d'urbanisme,
  - Saint Georges sur Baulches : Extension du réseau en tranchée ouverte dans le lotissement de la Vierge de Celle (travaux inscrit en 2017 reporté),

- Villefargeau : Renouvellement et déplacement du réseau du Bois l'Abbé pour régulariser une servitude,
- Vincelles : Extension de réseau à la Pointe des Bruandes pour favoriser la protection de la ressource.

- La sécurisation des sites de production et de stockage d'eau potable transférés :
  - Sécurisation des capots et accès, pose d'alarme anti intrusion et remplacement de serrures à Charbuy, Coulanges la Vineuse, Escolives Ste Camille, Gy l'évêque, Irancy, Jussy, captage de la Plaine du Saulce, Vincelles, Vincelottes,
- Le diagnostic des réservoirs transférés du Coulangeois et de Charbuy,
- Le recrutement d'un maitre d'œuvre pour les études préparatoires à la réhabilitation du réservoir de Jonches envisagée pour 2020,

5 Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1 Abandon de créances ou versements à un fonds de solidarité (p109.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créances à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

	2016	2017	2018	2019
Contrat Suez eau France	4206	2374	1530	1607
Contrat Véolia	0	0	0	0

5.2 Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)

Aucune opération de coopération décentralisée n'est en cours.

6 consommation d'énergie

Contrat Suez		2015	2016	2017	2018	2019	Delta %
Pompage	Plaine Du Saulce	833 780 kwh	923 105 kwh	900 985 kwh	1 003 163 kwh	983 182 kwh	-2 %
	Boisseaux	1 165 253 kwh	1 194 167 kwh	1 238 985 kwh	1 211 133 kwh	1 182 538 kwh	-2 %
	Plaine Des Iles	49 950 kwh	9 175 kwh	9 507 kwh	13 960 kwh	7 709 kwh	-45 %
	Escollives				11 025 kwh	21 512 kwh	95 %
	Coulanges				44 040 kwh	132 913 kwh	202 %
	Irancy				16 943 kwh	16 440 kwh	-3 %
	Jussy				3 397 kwh	4 946 kwh	46 %
	Vincelles				33 427 kwh	45 268 kwh	35 %
	St Bris	80 332 kwh	69 815 kwh	92 382 kwh	80 286 kwh	85 578 kwh	7 %
	Perrigny	3 183 kwh	3 395 kwh	2 895 kwh	3 416 kwh	3 745 kwh	10 %
	Augy	2 016 kwh	517 kwh	1 389 kwh	973 kwh	1 043 kwh	7 %
	Charbuy			149 383 kwh	132 751 kwh	130 952 kwh	-1 %
Réservoirs	St Simeon	401 136 kwh	414 841 kwh	446 856 kwh	339 721 kwh	314 316 kwh	-7 %
	Bas Moreau	135 395 kwh	116 739 kwh	123 920 kwh	302 696 kwh	309 972 kwh	2 %
	Jonches	170 632 kwh	173 898 kwh	180 489 kwh	199 564 kwh	198 677 kwh	0 %
	Egriselles	44 718 kwh	36 245 kwh	29 411 kwh	47 516 kwh	42 511 kwh	-11 %
	Appoigny	7 425 kwh	8 244 kwh	7 692 kwh	5 509 kwh	9 974 kwh	81 %
	Chantemerle	3 011 kwh	2 649 kwh	2 772 kwh	3 445 kwh	2 673 kwh	-22 %
	Vaux bas	1 173 kwh	1 500 kwh	2 928 kwh	1 350 kwh	1 213 kwh	-10 %
	Bleigny	880 kwh	-45 kwh	30 kwh	231 kwh	726 kwh	214 %
	Serein	14 249 kwh	12 589 kwh	12 692 kwh	14 131 kwh	11 932 kwh	-16 %
	Haut St Georges	242 kwh	105 kwh	101 kwh	95 kwh	102 kwh	7 %
	Météo	16 kwh	35 kwh	22 kwh	18 kwh	17 kwh	-6 %
	Chevannes	3 kwh	31 kwh	-10 kwh	176 kwh	75 kwh	-57 %
	Branches	42 kwh	80 kwh	89 kwh	78 kwh	102 kwh	31 %
	St Bris	3 243 kwh	3 948 kwh	4 063 kwh	3 994 kwh	3 994 kwh	0 %
	Lindry		1 804 kwh	-1 449 kwh	209 kwh	109 kwh	-48 %
	Coulanges reprise				6 678 kwh	8 959 kwh	34 %
	Coulanges bas				20 407 kwh	42 870 kwh	110 %
	Pien	16 584 kwh	26 905 kwh	23 825 kwh	3 165 kwh	791 kwh	-75 %
	La Biche	5 228 kwh	12 864 kwh	11 997 kwh	15 409 kwh	12 184 kwh	-21 %
Surpresseurs	Piedalloues	20 177 kwh	20 440 kwh	20 206 kwh	19 851 kwh	31 235 kw	57 %
	Zac St Siméon	-42 562 kwh	17 128 kwh	16 451 kwh	16 032 kwh	20 762 kw	30 %
	Zup Ste Genevieve	35 569 kwh	27 216 kwh	40 150 kwh	39 866 kwh	32 190 kw	-19 %
	Reprise Lindry (Bruyères)	45 268 kwh	36 504 kwh	38 907 kwh	32 392 kwh	29 918 kw	-8 %
	Autoroute	36 295 kwh	25 302 kwh	183 265 kwh	33 236 kwh	42 536 kw	28 %
	Villefargeau	28 990 kwh	27 587 kwh	36 443 kwh	30 214 kwh	28 973 kw	-4 %
	Branches	7 761 kwh	6 562 kwh	7 720 kwh	7 932 kwh	9 290 kw	17 %
	Malevilles	284 kwh	258 kwh	1 971 kwh	55 kwh	233 kw	324 %
	Les Bries	3 329 kwh	732 kwh	2 669 kwh	1 596 kwh	1 658 kw	4 %
	Vallan	4 235 kwh	3 999 kwh	6 117 kwh	5 941 kwh	5 794 kw	-2 %
	Moneteau	14 474 kwh	14 972 kwh	16 168 kwh	12 878 kwh	13 883 kw	8 %
	Les Soleines	2 878 kwh	283 kwh	171 kwh	1 240 kwh	2 173 kw	75 %
	Les Vauviers	2 259 kwh	1 148 kwh	1 835 kwh	3 472 kwh	2 830 kw	-18 %
	St Bris	4 144 kwh	3 179 kwh	3 890 kwh	3 952 kwh	3 861 kw	-2 %
	Jussy				3 397 kwh	4 446 kw	31 %
	Hameau du coteau	5 826 kwh	4 267 kwh	6 707 kwh	5 027 kwh	5 650 kw	12 %
Divers	Robert Rimbert	17 kwh			10 kwh	10 kwh	0 %
	Chloration Augy	514 kwh	3 478 kwh	3 842 kwh	4 055 kwh	2 895 kwh	-29 %
	Chloration Chevannes	224 kwh	-195 kwh	1 kwh	8 kwh	10 kwh	25 %
	Alerte polution Boisseaux				419 kwh	1 365 kwh	226 %
	Réalim PDS					1 781 kwh	0 %
Consommation total		3 108 173 kwh	3 205 466 kwh	3 627 467 kwh	3 740 479 kwh	3 818 516 kwh	**2,1%**

Contrat Véolia		2015	2016	2017	2018	2019	Delta %
Pompage	Talloué	4 484 kwh	4 547 kwh	3 978 kwh	4 359 kwh	3 637 kwh	-17 %
Surpresseur		4 814 kwh	6 051 kwh	3 372 kwh	4 272 kwh	8 107 kwh	90 %
Consommation total		9 298 kwh	10 598 kwh	7 350 kwh	8 631 kwh	11 744 kwh	36 %

Consommation en énergie du réseau	3 117 471 kwh	3 216 064 kwh	3 634 817 kwh	3 749 110 kwh	3 830 260 kwh	2 %
Consommations comptabilisées (V7)	3 876 386m3	3 915 388m3	4 116 665m3	4 256 792m3	4 023 190m3	-5 %
Ratio Energie/volume	0,80kwh/m3	0,82kwh/m3	0,88kwh/m3	0,88kwh/m3	0,95kwh/m3	8 %

6 Tableau récapitulatif des indicateurs

	Suez Eau France	2017	2018	2019	
	Indicateurs descriptifs du service				
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	66206	70169	68910	unité
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	1,88	2,077	2,16	€TTC/m³
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1	1	1	jour
	Indicateurs de performance				
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100	100	100	%
102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	98,51	100	98,9	%
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	120	108	108	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	76,35	75,65	73,33	%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	6,1	5,95	7,24	m³/jour/km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	5,46	5,59	6,17	m³/jour/km
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau				
	Captage de la Plaine du Saulce		80	80	%
	Captage de la plaine des Isles		80	80	%
	Captage des Boisseaux		80	80	%
	Captage de la Potrade		80	80	%
	Captage du Petit Riot		80	80	%
	Captage de Saint-Bris		80	80	%
	Puits de l'Etangs		60	60	%
	Puits de Coulanges		60	60	%
	Puits du Parc		60	60	%
	Puits des Vernats		60	60	%
	Puits de Sauvegenou		80	80	%
	Source du Groix		0	0	%
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	2,18	1,14	0,81	%°
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	93,22	92,85	97,62	%
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,27	2,62	2,25	%
P155.1	Taux de réclamations	11,39	8,92	9,12	u/1000 abonnés
	Actions de solidarité et de coopération				
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0,0006	0,0004	0,0004	€/m3facturé

	Véolia	2017	2018	2019	
	Indicateurs descriptifs du service				
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	365	365	363	unité
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3	2,42	2,69	2,73	€TTC/m³
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1	1	1	jour
	Indicateurs de performance				
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées	100	100	100	%

	réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie				
102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	55,6	50	55,6	%
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	95	95	95	
P104.3	Rendement du réseau de distribution	89,9	86,45	92,6	%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	2,01	2,34	1,67	m³/jour/km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	1,16	1,62	0,93	m³/jour/km
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau				
	Captage de Talloué	60	60	60	
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	4,17	8,4	8,37	
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	100	%
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,74	0.10	0,18	%
P155.1	Taux de réclamations	0	0	0	%
	Actions de solidarité et de coopération				
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité	0	0	0	u/1000 abonnés

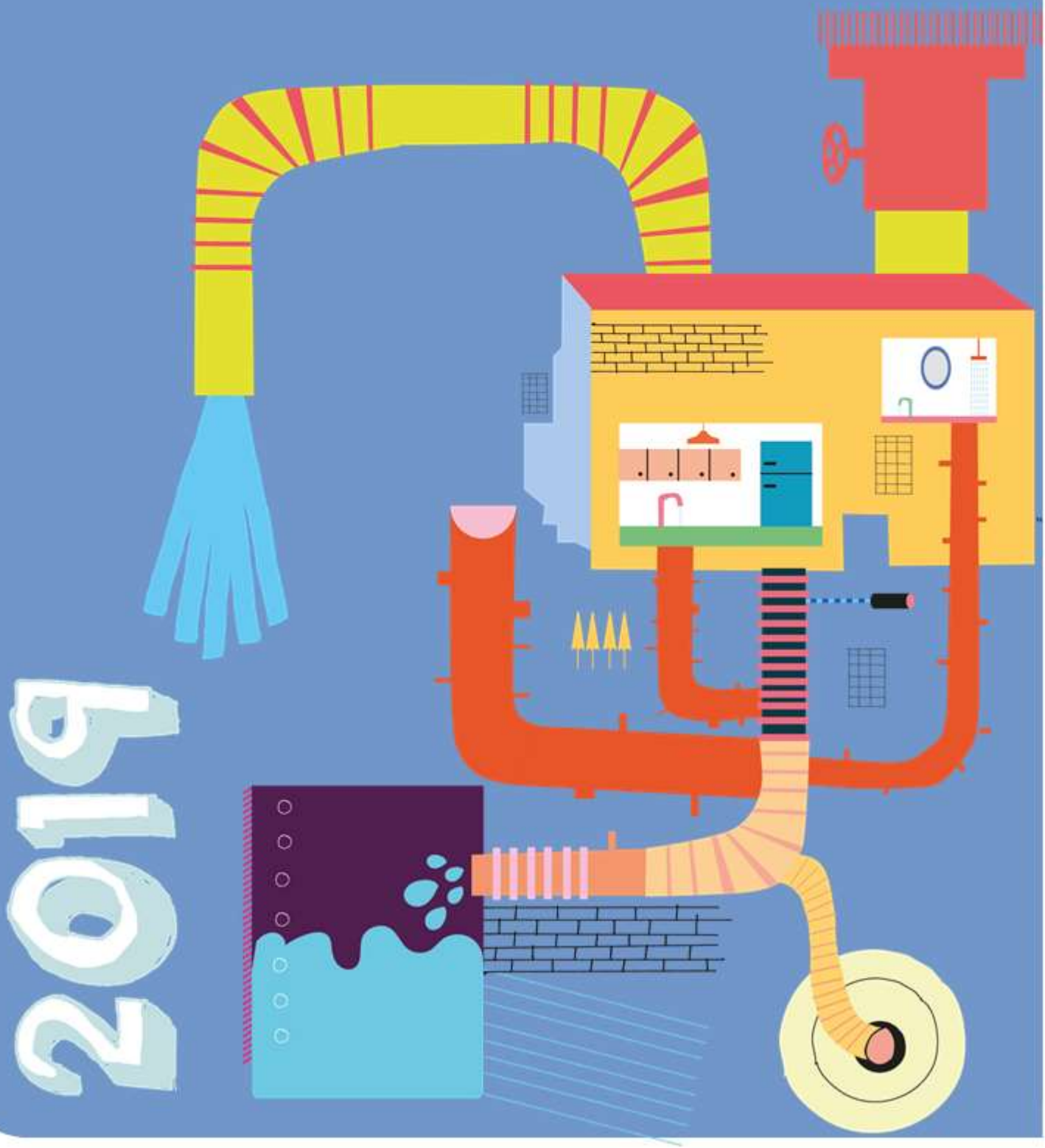
	Communauté de l'auxerrois	**2017**	**2018**	**2019**	
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,52	0,48	0,63	%
P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	1,25	0,66	0,46	Année

Pour retourner à la
délibération, cliquez ici

VEOLIA

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE

Communauté de l'Agglomération de l'Auxerrois
Commune de Chitry le Fort



2019

REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Gestion du document	**Auteur**	**Date**
Validé	MOMPIOU Déborah CHOUARD Jean-François VIGNIER Sébastien	29/05/2020

L'édito



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2019

Monsieur le Président,

Je suis heureux de vous adresser le Rapport Annuel du Délégataire qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau ou de l'assainissement de l'année 2019.

J'ai pleinement conscience que, dans ce contexte d'épidémie de Covid-19, la dynamique dans laquelle nous étions il y a encore quelques mois peut paraître lointaine. Cependant les défis que nous avons relevés ensemble, ceux auxquels nous faisons face aujourd'hui sont riches d'enseignements. La résilience fait partie de nos métiers, et c'est ensemble que nous trouverons les solutions pour répondre aux défis à venir, à commencer par la nécessaire relance économique, qui devrait être une occasion d'accélérer la transformation écologique et sanitaire, plus que jamais vitale.

A travers les différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, présentes dans ce Rapport, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes se mobilisent 24h/24 auprès de vous.

A l'heure du combat contre l'épidémie de Covid-19, l'eau est une ressource plus précieuse que jamais. Dans cette période inédite, l'accès à l'eau est indispensable pour faire barrière au virus, et les Français ont plus que jamais conscience de l'importance de la préserver.

L'Eau est le « marqueur du changement climatique ». La sécheresse de l'été 2019 et les inondations de l'automne l'ont confirmé. Aux inquiétudes mesurables des concitoyens liées à ce changement climatique s'ajoutent celles portant sur la qualité de l'eau distribuée et la présence des nouveaux polluants dans les milieux aquatiques.

Pour répondre à ces enjeux, Veolia s'est engagé avec volontarisme pour relever les défis patrimoniaux, technologiques et sociaux des services d'eau et d'assainissement, au coeur des Assises de l'Eau. Avec l'ensemble de la profession, au sein de la FP2E, nous avons défini les actions clés sur lesquelles nous nous proposons d'avancer pour améliorer toujours davantage le service apporté aux consommateurs.

Plus particulièrement, Veolia a rassemblé cette année dans un Livre Blanc des initiatives innovantes susceptibles de vous inspirer pour positionner vos territoires à la pointe de la transformation écologique.

Les femmes et les hommes de Veolia Eau France, représentés par notre Directeur de Territoire sont à vos côtés pour vous permettre de répondre aux défis d'aujourd'hui et d'anticiper ceux, nombreux, à venir.

Soyez certain de leur engagement pour co-construire avec vous les solutions les plus adaptées à votre service d'eau ou d'assainissement.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France

Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE 9
1.1. Un dispositif à votre service 10
1.2. Présentation du contrat 13
1.3. Les chiffres clés 14
1.4. L'essentiel de l'année 2019 15
1.5. Les indicateurs réglementaires 2019 20
1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019 21
1.7. Le prix du service public de l'eau 23
2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION 25
2.1. Les consommateurs abonnés du service 27
2.2. La satisfaction des consommateurs 28
2.3. Données économiques 30
3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE 33
3.1. L'inventaire des installations 34
3.2. L'inventaire des réseaux 35
3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine 37
3.4. Gestion du patrimoine 39
4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE 41
4.1. La qualité de l'eau 42
4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau 45
4.3. La maintenance du patrimoine 51
4.4. L'efficacité environnementale 53
5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE 55
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) 56
5.2. Situation des biens 60
5.3. Les investissements et le renouvellement 61
5.4. Les engagements à incidence financière 62
6. ANNEXES 65
6.1. La facture 120 m^3 66
6.2. Les données consommateurs par commune 67
6.3. Le synoptique du réseau 68
6.4. La qualité de l'eau 69
6.5. Le bilan énergétique du patrimoine 75
6.6. Annexes financières 76
6.7. Reconnaissance et certification de service 86
6.8. Actualité réglementaire 2019 89
6.9. Glossaire 93
6.10. Attestations d'assurances 100

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE



1.1. Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

8 Route de Lyon
89200 AVALLON
Lundi – Mercredi – Vendredi de 14h à 17h



TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



NOTRE ÉQUIPE AU SERVICE DU TERRITOIRE



THIERRY CHANUSSOT
Directeur de Territoire
thierry.chanussot@veolia.com
06 03 80 57 34

8 route de Lyon
89200 Avallon

MANAGERS DE SERVICE LOCAL



CECILE THOUVIOT
Auxerre
cecile.thouviot@veolia.com
06 20 96 92 39



MAXIME SAUVAGE
Villeroy
maxime.sauvage@veolia.com
06 01 07 21 39



NICOLAS GAUVRIT
Directeur
des Opérations
nicolas.gauvrit@veolia.com
06 14 61 96 25



MATTHIEU DE RANCOURT
Châtillon/Seine
mathieu.de-rancourt@veolia.com
06 18 27 15 57



JEAN-FRANCOIS CHOUARD
Avallon
jean-francois.chouard@veolia.com
06 18 39 71 25



SEVERINE GAUVRIT
Responsable
Consommateurs
severine.gauvrit@veolia.com
06 14 08 14 59

Contact consommateurs
09 69 32 34 58
eau.veolia.fr

Territoire Nord Bourgogne
8 route de Lyon
89 200 Avallon
03 86 34 94 61

Siège de la Région Centre-Est
2-4 avenue des Canuts
69120 VAULX-EN-VELIN
04 26 20 61 00

www.veolia.fr
www.veolia.com
www.fondation.veolia.com

Image 2018 © Veolia - iStockphoto.

1.2. Présentation du contrat

Données clés

- **Délégataire** : VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
- **Périmètre du service** : CHITRY
- **Numéro du contrat** : B8750
- **Nature du contrat** : Affermage
- **Date de début du contrat** : 01/04/2005
- **Date de fin du contrat** : 31/03/2024
- **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	01/01/2006	Transfert de la compétence eau potable de la Commune de Chitry le Fort à la C.A. de l'Auxerrois

1.3. Les chiffres clés

Chiffres clés

363 Nombre d'habitants desservis	**239** Nombre d'abonnés (clients)	**1** Nombre d'installations de production
1 Nombre de réservoirs	**9** Longueur de réseau (km)	**5** Longueur de canalisation de distribution (hors branchement) (km)
92,6 Rendement de réseau (%)	**138** Consommation moyenne (l/hab/j)	**100,0** Taux de conformité microbiologique (%)

1.4. L'essentiel de l'année 2019

1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

Un arrêté de DUP a été rédigé par l'ARS fin 2014 limitant le prélèvement à 13m3/H et 225m3/j au niveau du puits de Talloué et en interdisant l'utilisation de la source de Boué.

Le projet de réalisation d'une interconnexion avec Quenne a débuté fin 2019 et la station sera mise en service en 2020.

PERFORMANCE DU RESEAU DE DISTRIBUTION

Le rendement en 2019 est de 92.6 %, il est en hausse par rapport à 2018.

4 fuites ont été réparées en 2019.

NOMBRE DE BRANCHEMENTS PLOMB IDENTIFIES A CE JOUR : 95

Potentiel de dissolution : moyen selon étude du 27 décembre 2002.

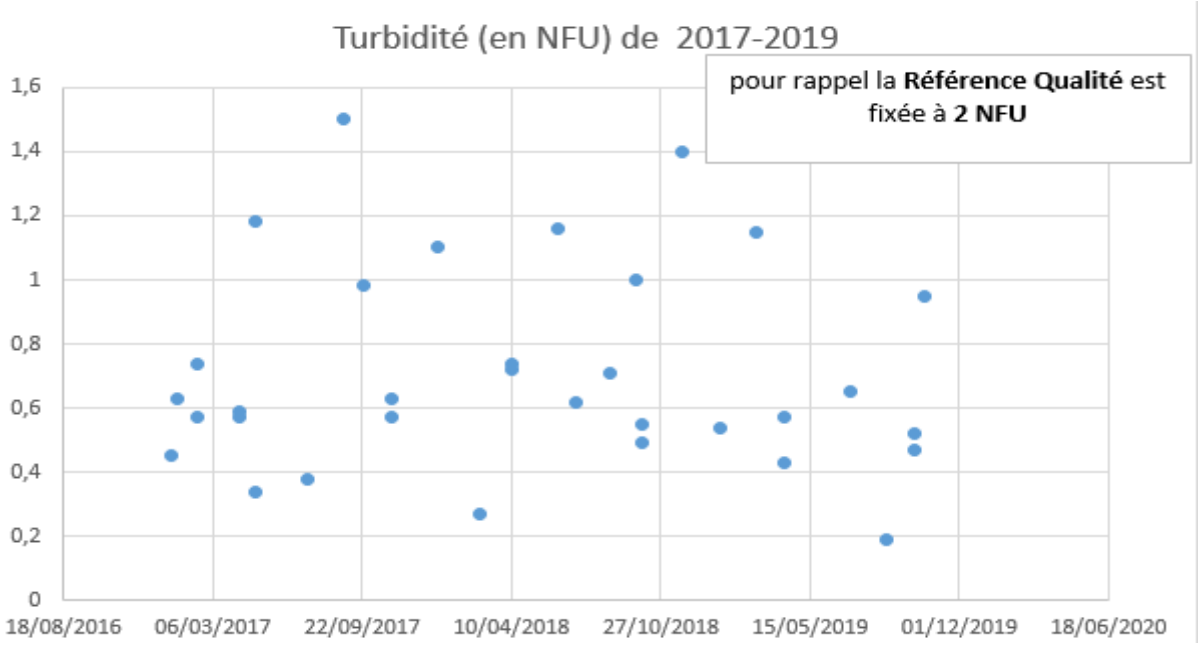
QUALITE DE L'EAU

Bactériologie : l'eau distribuée est de très bonne qualité avec 100% de conformité sur les analyses réalisées en 2019.

Cf. Fiche ARS

Turbidité : la réglementation a évolué depuis le 25/12/2008. Les ressources de la Commune de Chitry le Fort sont concernées. En effet, pour toutes les unités de production présentant périodiquement une turbidité supérieure à 2 NFU, la ressource est considérée comme **influençable** par les autorités sanitaires. La limite de qualité devient 1 NFU et la référence de qualité 0,5 NFU. En zone de distribution, la référence de qualité de 2 NFU est conservée.

En distribution, tous les prélèvements sont conformes, avec une turbidité variant de 0.19 à 1.5NTU.

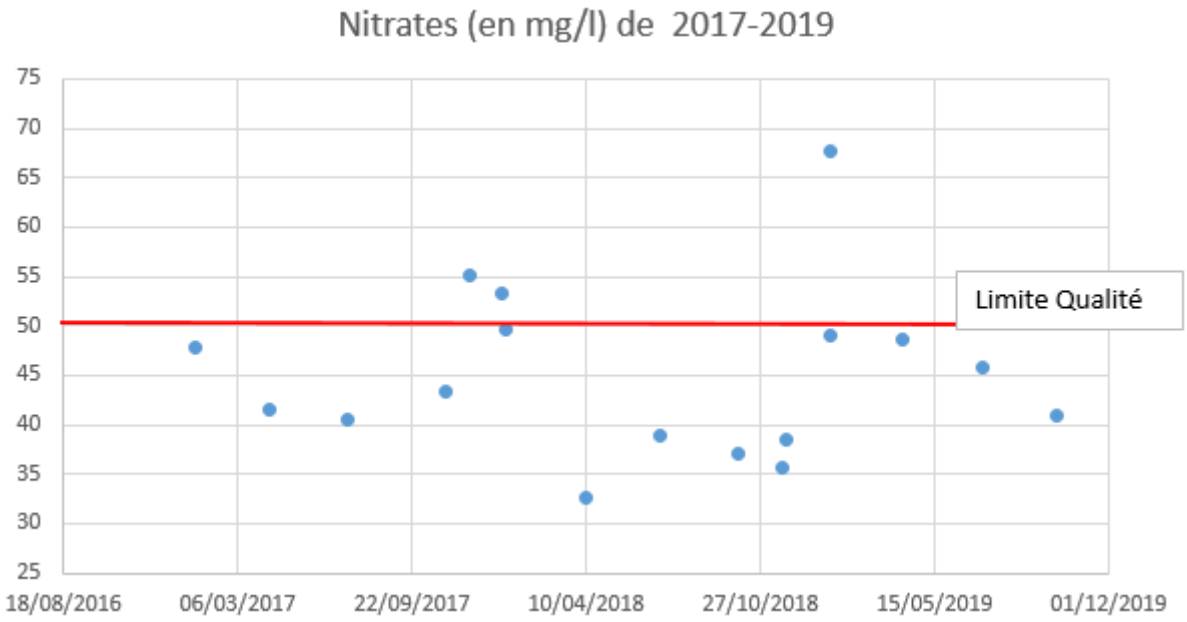


Nitrates : La concentration moyenne sur l'année 2019 est de 46mg/l.

Des dépassements de la Limite de Qualité ont été constatés lors des Auto-Contrôles VE :

- le 14 janvier, avec une concentration de 67.6 mg/l.
- le 2 décembre, avec une concentration de 61mg/l.

Ces dépassements sont directement liés aux fortes pluies constatées sur ces périodes.



Une étude du bassin d'alimentation a été réalisée en 2010 et terminée début 2011.

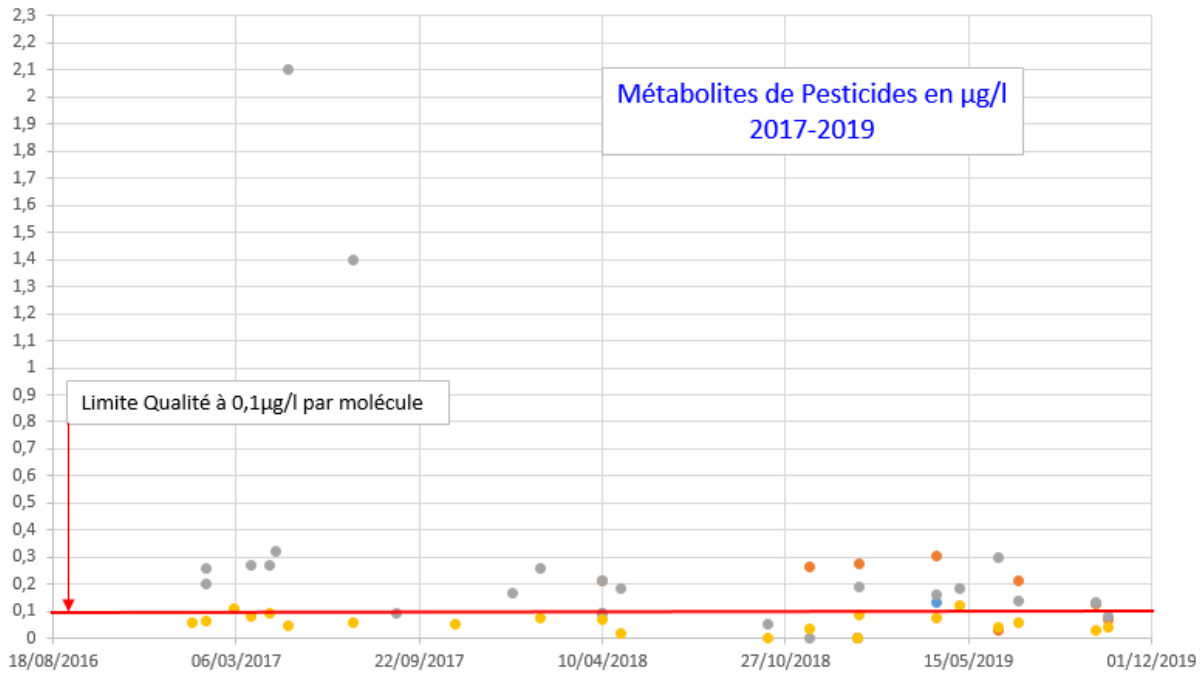
Un analyseur de nitrates et un turbidimètre ont été installés au pompage. La liaison avec le Sofrel a été réalisée fin 2015.

Dureté : dureté moyenne (TH) est de 28°F. L'eau est dite dure, elle est calcaire.

Pesticides :
" L'arrêté du 24 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 engendre la recherche de nouvelles molécules pesticides conséquences de l'avancée des connaissances sur ces produits et sous-produits mais aussi des techniques d'analyses. Parmi ces molécules, l'ARS recherche notamment les molécules mères de Métazachlore/Métolachlore/Alachlore/Acétochlore/Dimétachlore ainsi que leurs sous-produits appelés Métabolites ».
Les premières analyses de ces pesticides ont mis en évidence leur présence à des concentrations supérieures à la Limite Qualité de 0.1µg/l.

Depuis 2017, le contrôle sanitaire met en évidence la présence de plusieurs de ces métabolites.
En 2018, l'ESA Métazachlore et le CGA Dimétachlore avait engendré des Non-Conformités à 3 reprises.
Sur 2019, ce sont les métabolites du Métazachlore et du Dimétachlore qui ont été retrouvés à des concentrations supérieures à la Limite Qualité par molécule individuelle.

Ci-dessous, un graphe reprenant les Non-Conformité liées à la recherche de ces métabolites depuis 2017 :
------- ESA Métazachlore
------- OXA Métazachlore
------- CGA Dimétachlore 3698763
------- CGA Dimétachlore 354742



Aussi pour revenir aux limites de qualité prévues par le code de la santé publique, les pistes d'un mélange, d'une interconnexion, d'un changement de ressource, voire de l'installation d'une unité de traitement ont été envisagées.
L'interconnexion a été retenue et une réunion s'est tenue fin janvier 2019 sur le sujet.

ETAT DU PATRIMOINE DE LA COLLECTIVITE

- **Branchements** : l'élimination des branchements plomb doit être poursuivie. Le renouvellement des branchements est à la charge exclusive de la Collectivité.
- **Canalisations** : le renouvellement des canalisations vétustes devra être envisagé en parallèle du renouvellement des branchements plomb.

  Suite aux travaux réalisés par la Collectivité, les plans de récolement doivent être transmis à Veolia Eau pour la mise à jour des plans.
- **Usine de traitement** : Une interconnexion avec Quenne sera réalisée pour résoudre les problèmes de qualité et de qualité de la ressource.
- **Ressource** : une étude du bassin d'alimentation a été réalisée.
- **Périmètres de protection** : à réaliser.

EVOLUTIONS CONTRACTUELLES

Le contrat d'affermage arrive à échéance le 31 mars 2024.

Un projet d'avenant relatif à l'intégration de nouveaux périmètres, a été remis le 18 décembre 2019.

1.4.2. PROPOSITIONS D'AMELIORATION

LIEU / OUVRAGE	INSUFFISANCES	PRECONISATIONS POUR L'ANNEE A VENIR
STATION DE POMPAGE	Débit insuffisant	Le débit de la source est faible en période de vendanges. Le risque de manque d'eau est assez important. La réalisation de la nouvelle station de reprise permettra de ne plus être dans ce cas.
RESERVOIR		Le réservoir est difficile à nettoyer car le fond présente une contre-pente importante. Les vannes d'isolement sont en mauvais état et il n'y a pas de possibilité de by-pass pour le nettoyage. Un arrêt d'eau est obligatoire.
TOUTES LES INSTALLATIONS TELESURVEILLEES	Evolutions des réseaux de télécommunication	D'ici 2020, le réseau analogique Orange va s'arrêter, engendrant ainsi l'arrêt de la maintenance sur les réseaux. Les équipements actuellement en place pour la communication entre les différents réservoirs et la station de pompage devront donc être remplacés.

LIEU / OUVRAGE	INSUFFISANCES	PRECONISATIONS POUR L'ANNEE A VENIR
BRANCHEMENTS PLOMB	95 branchements plomb ont été recensés.	L'élimination des branchements plomb devra être réalisée.
DE LA GRANDE RUE DE L'EGLISE A ROUTE DE SAINT BRIS	Conduite en mauvais état	Renforcement à prévoir.

EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

En décembre 2019, les instances européennes (Conseil, Commission et Parlement) ont annoncé avoir abouti à un accord provisoire concernant la révision de la Directive Européenne sur l'Eau Potable de 1998. Cet accord en vue d'une nouvelle Directive est soumis à l'approbation du Parlement et du Conseil avant publication officielle, puis, transcription en droit français sous un délai de 2 ans. Aussi, les grandes lignes de cette nouvelle Directive se précisent progressivement. Nos équipes se tiennent à votre disposition pour vous les présenter plus complètement et évaluer leurs conséquences pour votre service.

1.5. Les indicateurs réglementaires 2019

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	**365**	**363**
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	**2,60 €uro/m³**	**2,67 €uro/m³**
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	**1 j**	**1 j**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	**50,0 %**	**55,6 %**
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	**95**	**95**
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	**86,5 %**	**92,6 %**
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	**2,34 m³/jour/km**	**1,67 m³/jour/km**
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	**1,62 m³/jour/km**	**0,93 m³/jour/km**
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	**0,00 %**	**0,00 %**
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	**50 %**	**50 %**
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**0**	**0**
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	**8,40 u/1000 abonnés**	**8,37 u/1000 abonnés**
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	**100,00 %**	**100,00 %**
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**0,10 %**	**0,18 %**
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**0,00 u/1000 abonnés**	**0,00 u/1000 abonnés**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

1.6. Autres chiffres clés de l'année 2019

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	**22 610 m³**	**23 613 m³**
VP.059	Volume produit	Délégataire	**22 610 m³**	**23 613 m³**
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**m³**	**m³**
	Volume mis en distribution (m³)	Délégataire	**22 610 m³**	**23 613 m³**
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	**1 376 m³**	**1 403 m³**
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	**19 546 m³**	**21 853 m³**
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	**2**	**5**
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Nombre d'installations de production	Délégataire	**2**	**2**
	Capacité totale de production	Délégataire	**240 m³/j**	**240 m³/j**
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**1**	**1**
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**485m³**	**485 m³**
	Longueur de réseau	Délégataire	**9 km**	**9 km**
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	**5 km**	**5 km**
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	**0 ml**	**0 ml**
	Nombre de branchements	Délégataire	**264**	**264**
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	**130**	**130**
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	**0**	**0**
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	**0**	**0**
	Nombre de compteurs	Délégataire	**269**	**265**
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	**2**	**22**
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
	Nombre de communes	Délégataire	**1**	**1**
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**238**	**239**
	- Abonnés domestiques	Délégataire	**238**	**239**
	- Abonnés non domestiques	Délégataire		
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire		
	Volume vendu	Délégataire	**17 774 m³**	**20 795 m³**
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	**17 774 m³**	**20 795 m³**
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	**m³**	**m³**
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**m³**	**m³**
	Consommation moyenne	Délégataire	**124 l/hab/j**	**138 l/hab/j**
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	**73 m³/abo/an**	**83 m³/abo/an**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2018	VALEUR 2019
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique sur le périmètre du service**	**Mesure statistique sur le périmètre du service**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**84 %**	**87 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	**Oui**	**Oui**
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	**Oui**	**Oui**
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2018**	**VALEUR 2019**
Energie relevée consommée	Délégataire	**9 564 kWh**	**9 363 kWh**

1.7. Le prix du service public de l'eau

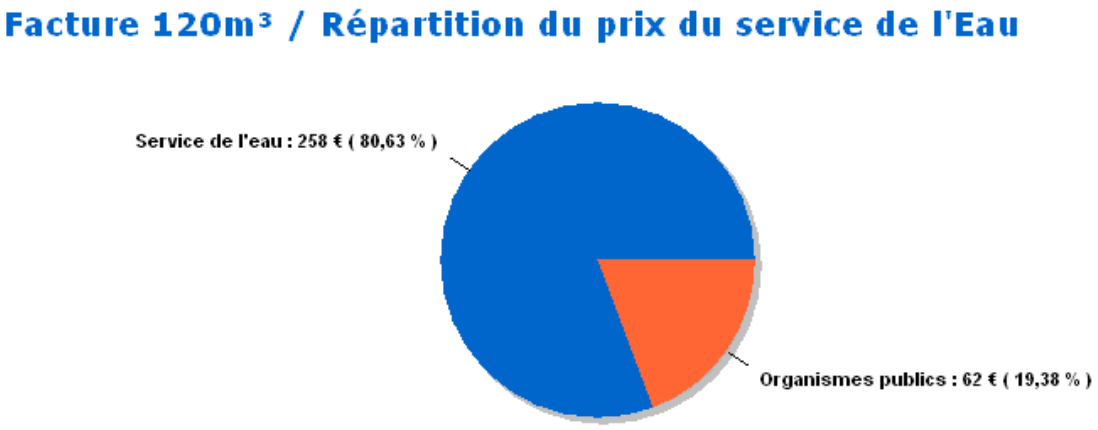
LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de CHITRY, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1er janvier, est la suivante :

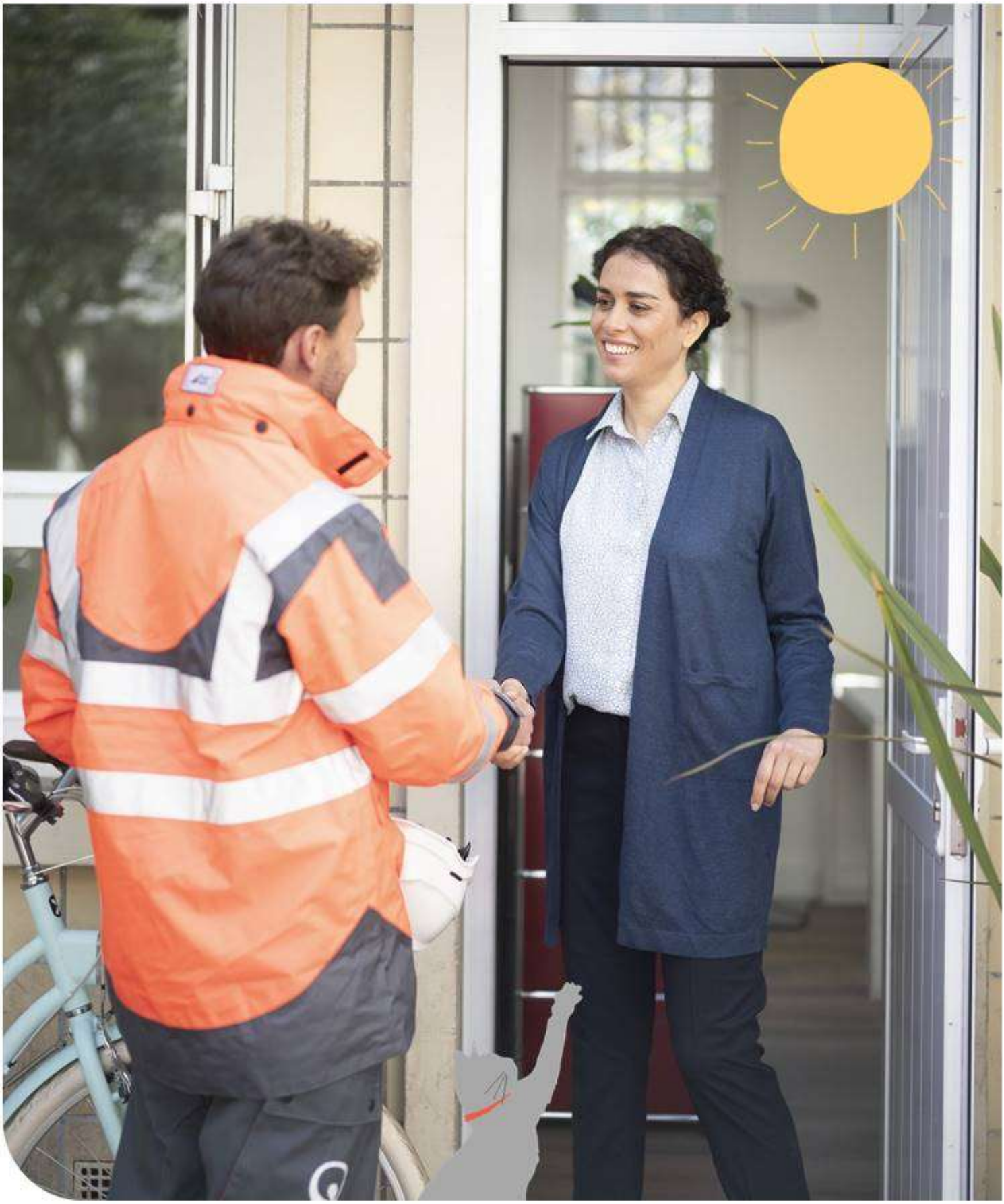
CHITRY **Prix du service de l'eau potable**	Volume	Prix Au 01/01/2020	Montant Au 01/01/2019	Montant Au 01/01/2020	N/N-1
Part délégataire			**140,92**	**143,45**	**1,80%**
Abonnement			38,50	39,17	1,74%
Consommation	120	0,8690	102,42	104,28	1,82%
Part syndicale			**93,01**	**103,20**	**10,96%**
Consommation	120	0,8600	93,01	103,20	10,96%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0937**	**11,24**	**11,24**	**0,00%**
Organismes publics			**50,40**	**45,60**	**-9,52%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	50,40	45,60	-9,52%
Total € HT			**295,57**	**303,49**	**2,68%**
TVA			16,26	16,69	2,64%
Total TTC			**311,83**	**320,18**	**2,68%**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**2,60**	**2,67**	2,69%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de CHITRY :



Les factures type sont présentées en annexe.

2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



2.1. Les consommateurs abonnés du service

→ *Le nombre d'abonnés*

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	**241**	**240**	**240**	**238**	**239**	**0,4%**
domestiques ou assimilés	241	240	240	238	239	0,4%

→ *Les principaux indicateurs de la relation consommateurs*

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	16	40	15	10	56	460,0%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	17	17	13	9	20	122,2%
Taux de clients mensualisés	16,5 %	17,4 %	20,3 %	21,8 %	22,6 %	3,7%
Taux de mutation	7,2 %	7,2 %	5,5 %	3,9 %	8,5 %	117,9%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

2.2. La satisfaction des consommateurs

Veolia place les consommateurs de services d'eau et d'assainissement au cœur de son action.

Veolia s'engage à prendre autant soin d'eux que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : être attentionné, cela commence toujours par être à l'écoute de ce que l'on a à nous dire, de ce que l'on pense de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2019 sont :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Satisfaction globale	85	88	85	84	87	+3
La continuité de service	94	96	94	93	95	+2
La qualité de l'eau distribuée	77	81	77	81	80	-1
Le niveau de prix facturé	56	52	57	53	61	+8
La qualité du service client offert aux abonnés	87	82	82	77	81	+4
Le traitement des nouveaux abonnements	91	90	91	81	90	+9
L'information délivrée aux abonnés	80	79	73	68	70	+2



Composition de votre eau !

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



→ *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs du territoire au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

2.3. Données économiques

→ *Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]*

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2019 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'impayés	**0,64 %**	**1,41 %**	**0,74 %**	**0,10 %**	**0,18 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	407	659	360	44	85
Montant facturé N - 1 en € TTC	63 628	46 819	48 882	45 918	48 052

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

→ *Les interruptions non-programmées du service public de l'eau*

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2019, ce taux pour votre service est de 8,37/ 1000 abonnés.

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	**16,60**	**16,67**	**4,17**	**8,40**	**8,37**
Nombre d'interruptions de service	4	4	1	2	2
Nombre d'abonnés (clients)	241	240	240	238	239

→ *Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]*

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau

- Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2019, le montant des abandons de créance s'élevait à 0 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	0	0	0	0	0
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Volume vendu selon le décret (m3)	19 191	19 813	17 687	17 774	20 795

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	0	0	1	0	0
Nombre de dossiers de dégrèvements acceptés	0	0	0	0	0

3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



3.1. L’inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de production	Capacité de production (m3/j)
POMPAGE CHITRY LE FORT	240
Capacité totale	**240**

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Réservoir La Voie de St Cyr	485
Capacité totale	**485**

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)
SURPRESSION RTE DE COURGIS	7

3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de distribution,
- des équipements du réseau,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage*

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	9,1	9,1	9,1	9,0	9,0	0,0%
Longueur d'adduction (ml)	478	478	478	478	477	-0,2%
Longueur de distribution (ml)	8 614	8 614	8 614	8 512	8 509	-0,0%
dont canalisations	5 296	5 296	5 296	5 194	5 191	-0,1%
dont branchements	3 318	3 318	3 318	3 318	3 318	0,0%
Equipements						
Nombre d'appareils publics	4	4	4	4	4	0,0%
dont poteaux d'incendie	4	4	4	4	4	0,0%
dont bouches d'incendie	0	0	0	0	0	0%
dont puisards d'incendie	0	0	0	0	0	0%
dont bouches de lavage	0	0	0	0	0	0%
dont bornes fontaine	0	0	0	0	0	0%
dont bouches d'arrosage	0	0	0	0	0	0%
Branchements						
Nombre de branchements	264	264	264	264	264	0,0%

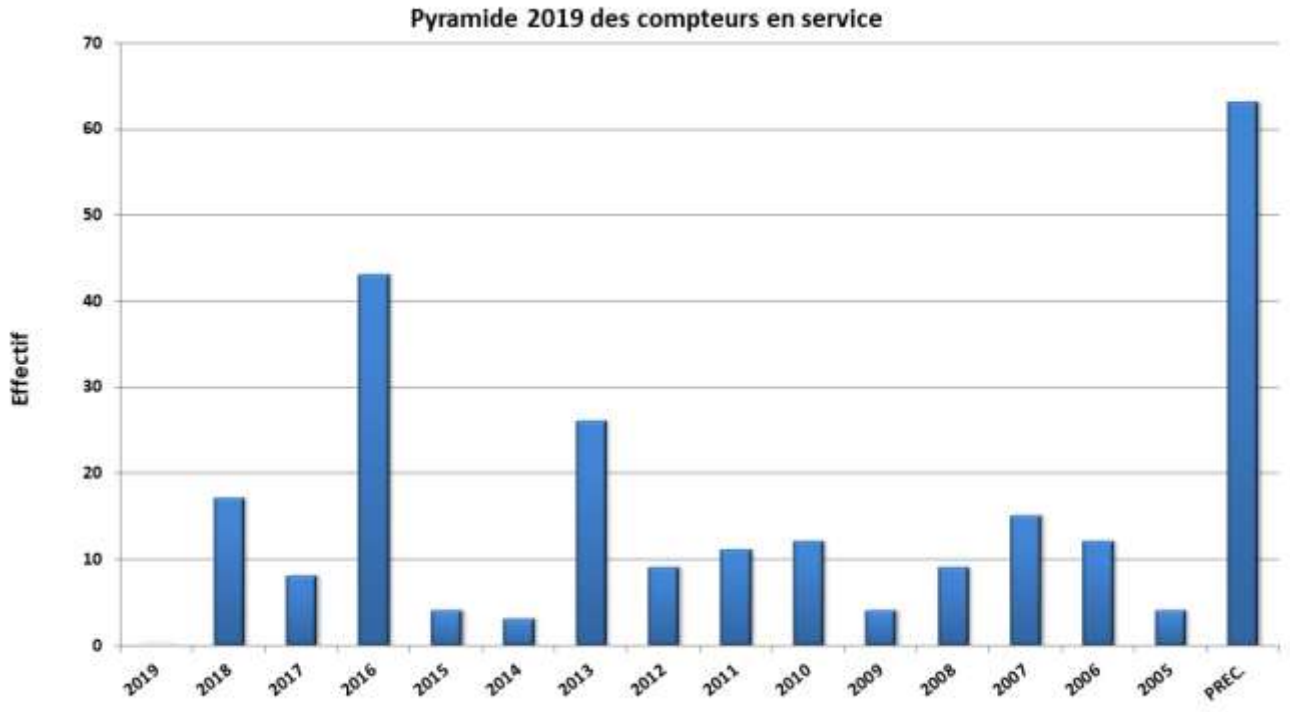
	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1	Qualification
Compteurs							
Nombre de compteurs	262	267	267	269	265	-1,5%	Bien de reprise
dont sur abonnements en service	240	241	239	241	241	0,0%	
dont sur abonnements résiliés sans successeur	22	26	28	28	24	-14,3%	

	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
Longueur totale tous DN (ml)	**477**	**5 191**	**5 668**
DN 50 (mm)		913	913
DN 60 (mm)		460	460
DN 63 (mm)		739	739
DN 80 (mm)	477	371	848
DN 90 (mm)		388	388
DN 100 (mm)		479	479
DN 110 (mm)		1 569	1 569
DN 150 (mm)		215	215
DN indéterminé (mm)		57	57

→ *Les compteurs*

Compteurs (*)	Nombre	Qualification
Nombre de compteurs propriété de la société	265	Bien de reprise

(*) compteurs installés sur branchements d'abonnés, à l'exclusion des compteurs de sectorisation



3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2015	2016	2017	2018	2019
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	5 296	5 296	5 296	5 194	5 191
Longueur renouvelée totale (ml)		0	0	0	0
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.
Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2019 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2015	2016	2017	2018	2019
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	95	95	95	95	95

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
Code VP	**Partie A : Plan des réseaux (15 points)**		
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	**Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		98,99 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
	Total Parties A et B	**45**	**45**
Code VP	**Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)**		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	0
	Total:	**120**	**95**

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2019 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

3.4. Gestion du patrimoine

3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
SURPRESSEUR LE BOURG/CIMETIERE		
POMPE 2 14/F3247	Renouvellement	Cté de service

→ *Les compteurs*

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1er décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de compteurs	262	267	267	269	265	-1,5%
Nombre de compteurs remplacés	1	36	13	2	22	1 000,0%
Taux de compteurs remplacés	0,4	13,5	4,9	0,7	8,3	1 085,7%

→ *Les réseaux*

Sans Objet.

→ *Les branchements*

Renouvellement des branchements plomb	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de branchements	264	264	264	264	264	0,0%
dont branchements plomb au 31 décembre (*)	130	130	130	130	95***	0,0%
% de branchements plomb restant au 31 décembre	49%	49%	49%	49%	49%	0,0%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	0	0	0	0	0	0%
% de branchements plomb supprimés	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0%

(*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur
(**) par le Délégataire et par la Collectivité
(***) dernier recensenment

3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

→ *Les installations*

Travaux réalisés par le délégataire :

Sans Objet.

Travaux réalisés par la Collectivité :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois a démarré les travaux d'in terconnexion avec la Commune de Quenne fin 2019. Elle sera en service au 1er semestre 2020 et permettra de ne plus avoir de problèmes de qualité (Nitrates, pesticides) et de quantité d'eau. Les abonnés auront une eau conforme à la réglementation

4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



4.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation…).

4.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire
Microbiologique	36	9
Physico-chimique	522	37

4.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Dimétachlore ESA	0,131	0,131	1	0	1	0	0,1 µg/L
Diméthachlore CGA 369873	0	0,306	4	0	4	3	0,1 µg/L
ESA metazachlore	0,084	0,3	3	3	4	4	0,1 µg/l
Nitrates	41	67,6	0	2	4	2	50 mg/l
OXA metazachlore	0	0,12	0	1	4	4	0,1 µg/l
Pesticides totaux	0,189	0,735	1	0	1	4	0,5 µg/l

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4	4	1	0	1	0	2 Qualitatif

→ *Composition de l'eau du robinet*

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	101	101	1	mg/l	Sans objet
Chlorures	8,50	8,60	2	mg/l	250
Fluorures	120	120	1	µg/l	1500
Magnésium	2,70	2,70	1	mg/l	Sans objet
Nitrates	41	67,60	6	mg/l	50
Pesticides totaux	0,19	0,74	5	µg/l	0,5
Potassium	0,60	0,60	1	mg/l	Sans objet
Sodium	3,40	3,40	1	mg/l	200
Sulfates	19,30	33	2	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	27,28	29,25	2	°F	Sans objet

4.1.3. L'EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'EAU

→ *Historique des données du contrôle officiel (ARS)*

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

	2015	2016	2017	2018	2019
Paramètres microbiologiques					
Taux de conformité microbiologique	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	6	6	6	6	6
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	0	0
Nombre total de prélèvements	6	6	6	6	6
Paramètres physico–chimique					
Taux de conformité physico-chimique	**80,00 %**	**25,00 %**	**55,56 %**	**50,00 %**	**55,56 %**
Nombre de prélèvements conformes	4	2	5	4	5
Nombre de prélèvements non conformes	1	6	4	4	4
Nombre total de prélèvements	5	8	9	8	9

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Chlorure de Vinyle Monomère*

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2019, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

Situation sur votre service :

Au titre de l'adaptation de l'autosurveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre CVM (Chlorure de Vinyle Monomère) au cours de l'année 2019. A ce jour, toutes les analyses réalisées par Veolia ou l'ARS se sont révélées conformes.

4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

→ *Le volume prélevé*

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
POMPAGE CHITRY LE FORT	13	25

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

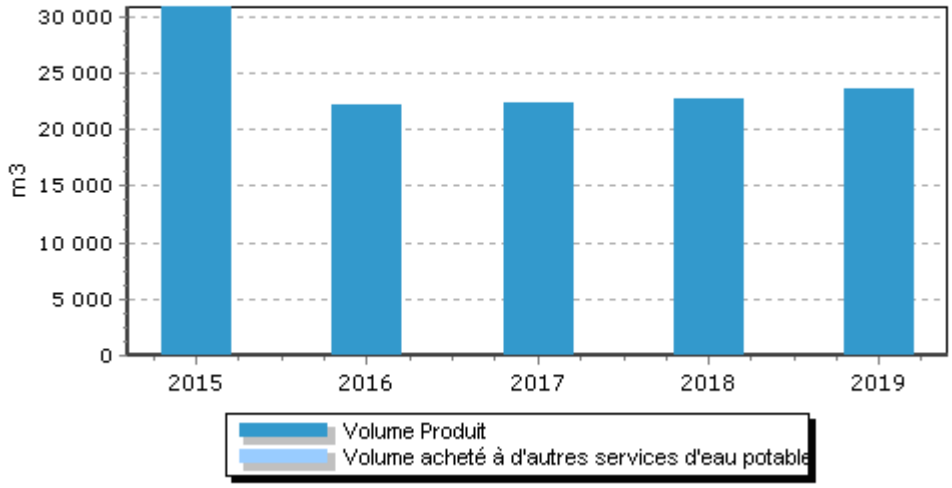
	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**30 812**	**22 150**	**22 246**	**22 610**	**23 613**	**4,4%**
Volume prélevé par ressource (m3)						
POMPAGE CHITRY LE FORT	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613	4,4%
SOURCE DE BOUE	0	0	0	0	0	0%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)						
Eau souterraine non influencée	12 325	8 860	8 898	9 044	9 446	4,4%
Eau souterraine influencée	18 487	13 290	13 348	13 566	14 167	4,4%

→ *Le volume produit et mis en distribution*

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**30 812**	**22 150**	**22 246**	**22 610**	**23 613**	**4,4%**
Besoin des usines		0	0	0	0	0%
Volume produit (m3)	**30 812**	**22 150**	**22 246**	**22 610**	**23 613**	**4,4%**
Volume mis en distribution (m3)	**30 812**	**22 150**	**22 246**	**22 610**	**23 613**	**4,4%**

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable

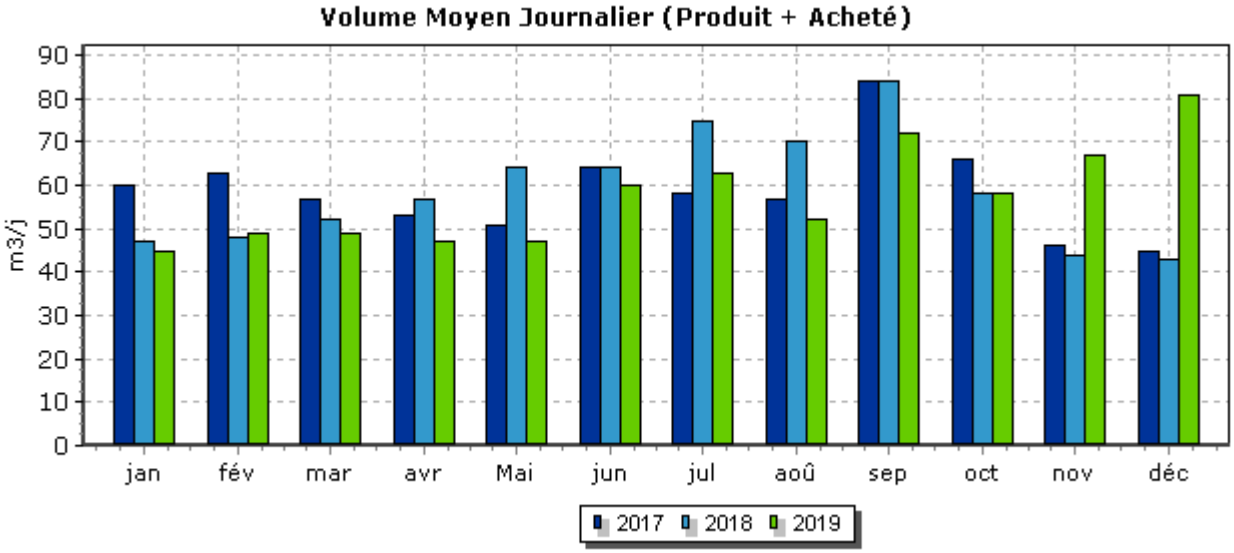


Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

→ *Bilan mensuel*

Le volume introduit et mis en distribution moyen par mois :

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Volume moyen journalier produit (m3/j)	45	49	49	47	47	60	63	52	72	58	67	81
Total (m3/j)	**45**	**49**	**49**	**47**	**47**	**60**	**63**	**52**	**72**	**58**	**67**	**81**



4.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

→ *Le volume vendu*

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	**19 191**	**19 813**	**17 687**	**17 774**	**20 795**	**17,0%**
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	**19 191**	**19 813**	**17 687**	**17 774**	**20 795**	**17,0%**
domestique ou assimilé	19 191	19 813	17 687	17 774	20 795	17,0%

Le volume vendu par typologie de clients est détaillé comme suit :

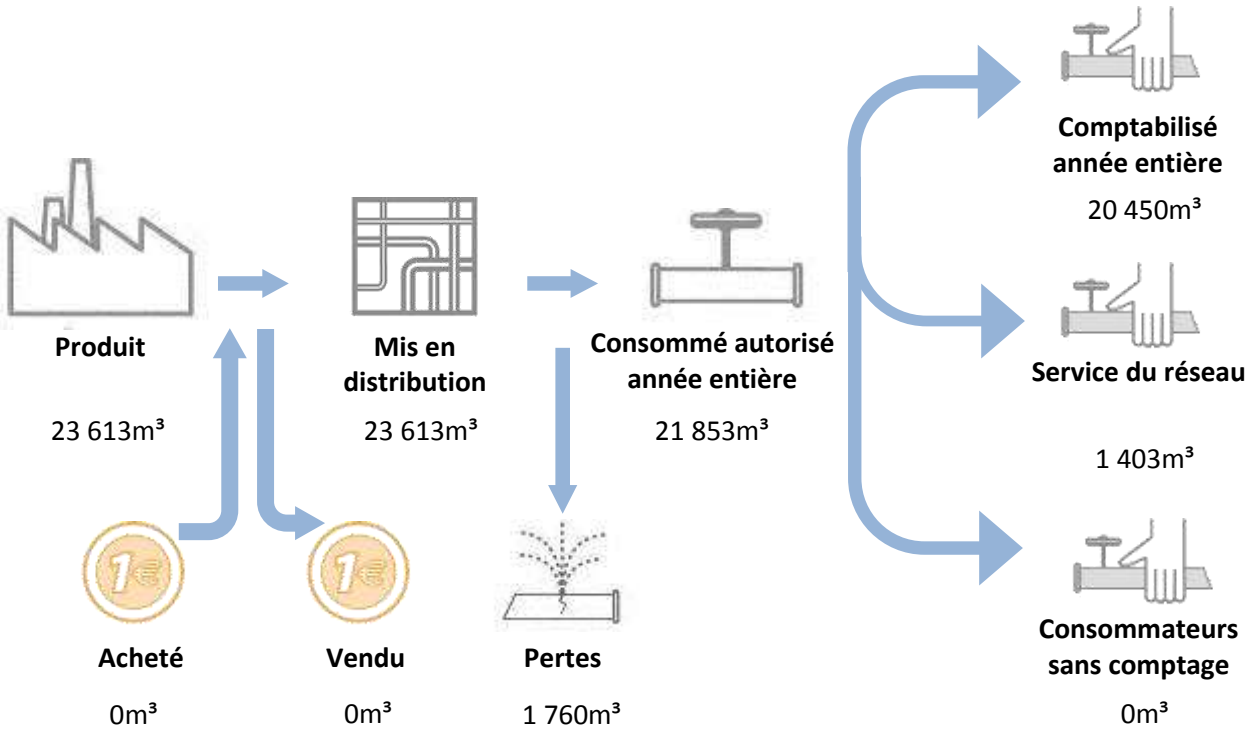
	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Volume vendu (m3)	**19 191**	**19 813**	**17 687**	**17 774**	**20 795**	**17,0%**
dont clients individuels	18 367	19 166	16 368	16 074	18 446	14,8%
dont clients domestiques SRU		0				
dont clients industriels		0				
dont clients collectifs		0				
dont irrigations agricoles		0	1 115	1 304	1 686	29,3%
dont bâtiments communaux	732	637	197	385	636	65,2%
dont appareils publics	92	10	7	11	27	145,5%

→ *Le volume consommé*

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, …) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,…). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	19 368	19 628	18 201	18 120	20 338	12,2%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	**19 106**	**19 682**	**18 352**	**18 170**	**20 450**	**12,5%**
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	370	365	362	364	363	-0,3%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	100	100				
Volume de service du réseau (m3)	3 200	700	1 643	1 376	1 403	2,0%
Volume consommé autorisé (m3)	**22 668**	**20 428**	**19 844**	**19 496**	**21 741**	**11,5%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	**22 406**	**20 482**	**19 995**	**19 546**	**21 853**	**11,8%**

→ *Synthèse des flux de volumes*



4.2.3. LA MAITRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2019 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m^3/j/km)	ILVNC (m^3/j/km)	ILC (m^3/j/km)
2019	92,6	67,31	0,93	1,67	11,53

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m^3/j/km)): (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

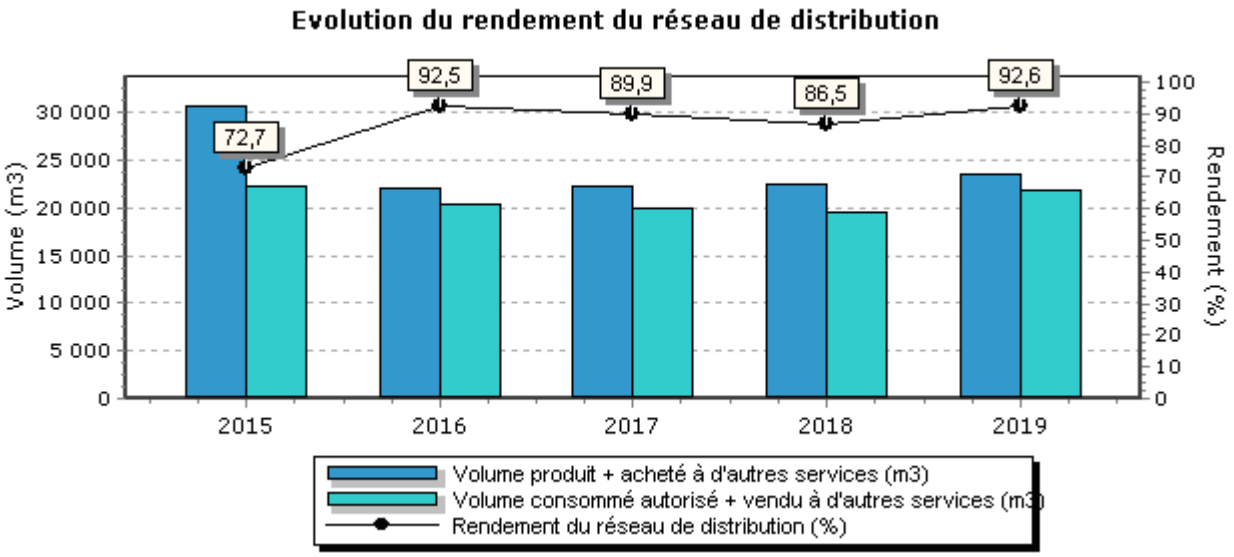
ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m^3/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m^3/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	**72,7 %**	**92,5 %**	**89,9 %**	**86,5 %**	**92,6 %**	**7,1%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	22 406	20 482	19 995	19 546	21 853	11,8%
Volume produit (m3) C	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613	4,4%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2019 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2019.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2015	2016	2017	2018	2019
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**6,06**	**1,27**	**2,01**	**2,34**	**1,67**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	19 106	19 682	18 352	18 170	20 450
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	5 296	5 296	5 296	5 194	5 191

	2015	2016	2017	2018	2019
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**4,35**	**0,86**	**1,16**	**1,62**	**0,93**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	22 406	20 482	19 995	19 546	21 853
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	5 296	5 296	5 296	5 194	5 191

4.3. La maintenance du patrimoine

On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.

La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

→ ***Les installations***

INTERVENTION	VOLUME (M3)	DATE D'INTERVENTION
LAVAGE RES LE BOURG	485	/

Les nettoyages annuels étaient programmés en septembre 2019 mais suite à la période de sécheresse, nous avons décidé de ne pas les faire pour économiser l'eau. Ils sont programmés en début d'année 2020.

Les taux de chlore ont été suivis afin de s'assurer qu'il n'y ait pas de problème bactériologique.

4.3.2. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

REPARATIONS DE FUITES

DATE	ADRESSE	COMMUNE	NOMBRE	EQUIPEMENT
31/05/2019	RUELLE PIGNONS	Chitry-le-Fort	1	Branchement
06/06/2019	RUELLE PIGNONS	Chitry-le-Fort	1	Conduite
21/10/2019	RUE DE LA FONTAINE	Chitry-le-Fort	1	Branchement
09/12/2019	GRANDE RUE	Chitry-le-Fort	1	Branchement

4.3.3. LES RECHERCHES DE FUITES

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	3	0	3	2	1	-50,0%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,6	0,0	0,6	0,4	0,2	-50,0%
Nombre de fuites sur branchement	3	1	2	0	3	100%
Nombre de fuites pour 100 branchements	1,1	0,4	0,8	0,0	1,1	100%
Nombre de fuites sur compteur	3	0	2	0	1	100%
Nombre de fuites sur équipement	1	0	0	0	0	0%
Nombre de fuites sur autre support	0	0	0	0	0	0%
Nombre de fuites réparées	10	1	7	2	5	150,0%

4.4. L'efficacité environnementale

4.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2015	2016	2017	2018	2019
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	**50 %**	**50 %**	**50 %**	**50 %**	**50 %**

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2015	2016	2017	2018	2019
POMPAGE CHITRY LE FORT	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %

4.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**12 886**	**9 765**	**9 684**	**9 564**	**9 363**	**-2,1%**
Surpresseur	7 845	5 647	5 540	5 467	5 330	-2,5%
Installation de production	5 041	4 118	4 144	4 097	4 033	-1,6%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- réduire les quantités de réactifs à utiliser.

- 240kg de Javel.

4.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

→ *La valorisation des déchets liés au service*



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles…), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène…), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes…).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

→ *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX — Version Finale

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2019
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: B8750 - CHITRY-LE-FORT — Eau

LIBELLE	2018	2019	Ecart %
PRODUITS	**47 102**	**58 520**	**24.24 %**
Exploitation du service	24 314	27 609	
Collectivités et autres organismes publics	21 864	29 328	
Produits accessoires	924	1 584	
CHARGES	**51 986**	**68 249**	**31.28 %**
Personnel	10 684	15 189	
Energie électrique	1 083	1 405	
Produits de traitement	107	88	
Analyses	2 580	2 580	
Sous-traitance, matièreset fournitures	6 347	7 268	
Impôts locaux et taxes	1 630	1 654	
Autres dépenses d'exploitation	1 847	5 055	
télécommunications, poste et telegestion	*384*	*472*	
engins et véhicules	*1 079*	*2 554*	
informatique	*915*	*1 092*	
assurances	*153*	*317*	
locaux	*535*	*1 027*	
autres	*- 1 224*	*- 406*	
Contribution des services centraux et recherche	945	880	
Collectivités et autres organismes publics	21 864	29 328	
Charges relatives aux renouvellements	2 812	2 773	
pour garantie de continuité du service	*2 812*	*2 773*	
Charges relatives aux investissements	522	530	
programme contractuel (investissements)	*41*	*41*	
investissements incorporels	*482*	*489*	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	1 314	1 336	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	252	164	
RESULTAT AVANT IMPOT	**- 4 885**	**- 9 729**	**NS**
RESULTAT	**- 4 885**	**- 9 730**	**NS**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 — 3/23/2020

Le déficit de ce contrat est récurrent. Il témoigne du décalage entre les prestations réalisées et la rémunération du délégataire. Une baisse forte des volumes vendus par rapport aux hypothèses initiaux du contrat expliquent en partie ce déficit.

→ *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2019

Collectivité: B8750 - CHITRY-LE-FORT **Eau**

LIBELLE	2018	2019	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	24 314	27 609	13.55 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*24 154*	*26 975*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*160*	*633*	
Exploitation du service	**24 314**	**27 609**	**13.55 %**
Produits : part de la collectivité contractante	12 770	18 290	43.23 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*11 929*	*16 831*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*841*	*1 459*	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	1 599	2 062	28.96 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*1 465*	*1 947*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*133*	*114*	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	7 495	8 975	19.75 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)	*7 461*	*8 723*	
dont variation de la part estimée sur consommations	*34*	*253*	
Collectivités et autres organismes publics	**21 864**	**29 328**	**34.14 %**
Produits accessoires	**924**	**1 584**	**NS**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

3/23/20

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

INFORMATION COMPLEMENTAIRE

La rubrique « Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » du CARE inclus dans le présent rapport annuel reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances dans le contexte réglementaire actuel.

L'amélioration des systèmes d'information et des processus de gestion de Veolia Eau permet de fournir à compter de 2019 une information complémentaire importante compte tenu des limites évoquées ci-dessus.

A ce jour, et en application du principe de prudence, les créances de plus d'un an à la clôture de l'exercice font l'objet d'une provision pour dépréciation dans les comptes sociaux de la Société. Cette provision (qui a pour seule vocation de constater « en temps réel » mais de manière estimative le coût des impayés) est reprise soit lorsque la créance est définitivement admise en irrécouvrable, soit si la créance est encaissée (la provision devenant alors sans objet).

Cette provision est calculée sur l'ensemble du stock de créances d'exploitation de plus d'un an de la Société, à hauteur de la part des produits qui lui revient (en excluant les produits facturés pour le compte des Collectivités et autres organismes) par application d'un taux moyen de produits propres uniforme pour toute la Société.

Cette provision comptable peut être ventilée entre les différents contrats de la Société en appliquant aux impayés de plus d'un an attachés à chaque contrat le taux moyen de produits propres ci-dessus.

Le chiffre ainsi obtenu pour 2019 pour le contrat ressort à : **119 €**

5.2. Situation des biens

→ *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

→ *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

→ *Programme contractuel d'investissement*

Sans Objet.

→ *Programme contractuel de renouvellement*

Sans Objet.

→ *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

Nature des biens	2019
Equipements (€)	1 317,05

Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

Sans Objet.

5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

→ *Régularisations de TVA*

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[1], deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[2] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

→ *Biens de retour*

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

→ *Biens de reprise*

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

→ *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

[1] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[2] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

→ *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

→ *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

→ *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.
Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[3] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

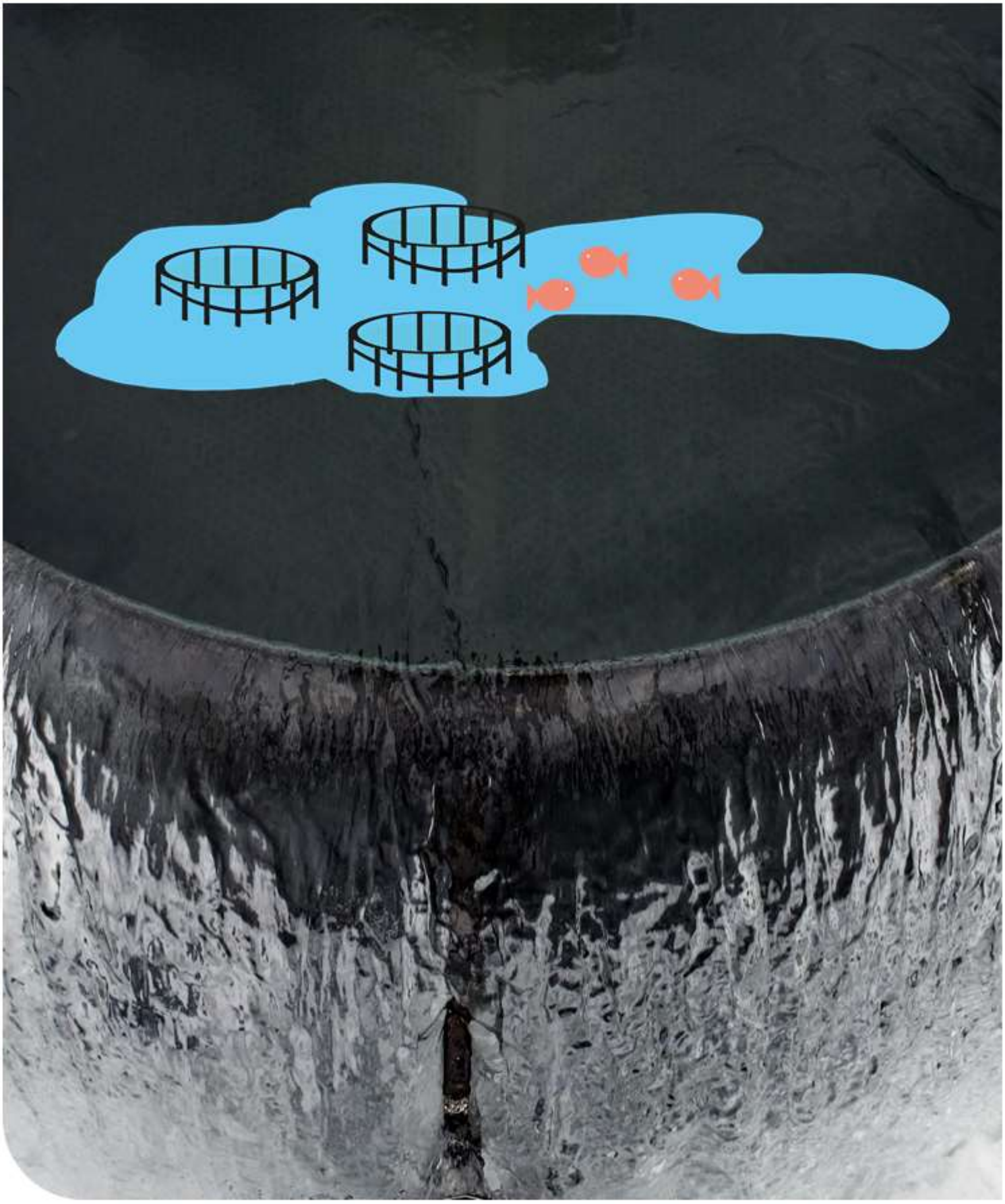
→ *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….,
- concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[3] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

6. ANNEXES



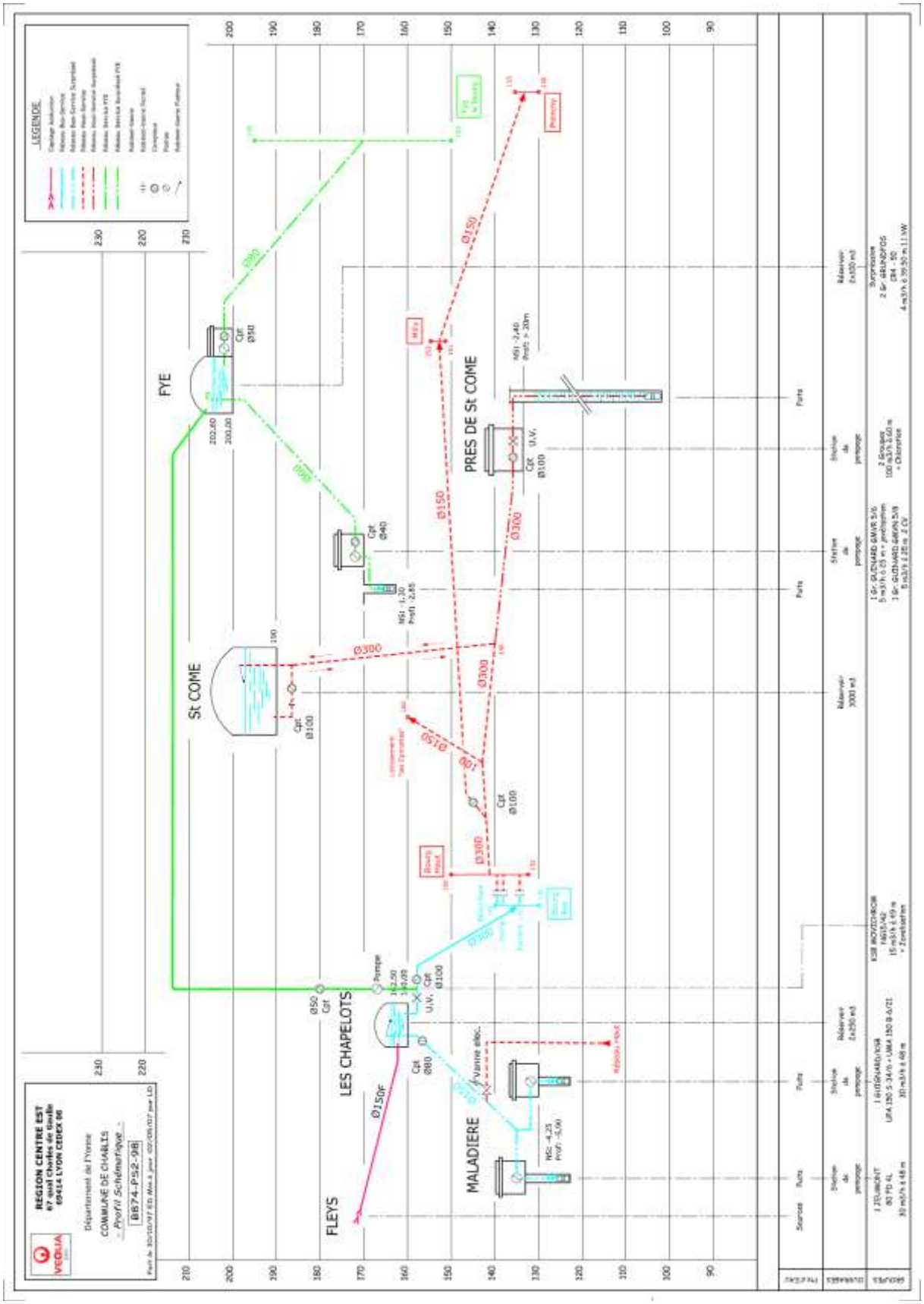
6.1. La facture 120 m³

CHITRY	m³	Prix au 01/01/2020	Montant au 01/01/2019	Montant au 01/01/2020	N/N-1
Production et distribution de l'eau			**245,17**	**257,89**	**5,19%**
Part délégataire			**140,92**	**143,45**	**1,80%**
Abonnement			38,50	39,17	1,74%
Consommation	120	0,8690	102,42	104,28	1,82%
Part syndicale			**93,01**	**103,20**	**10,96%**
Consommation	120	0,8600	93,01	103,20	10,96%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0937**	**11,24**	**11,24**	**0,00%**
Organismes publics et TVA			**66,66**	**62,29**	**-6,56%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	50,40	45,60	-9,52%
TVA			16,26	16,69	2,64%
TOTAL € TTC			**311,83**	**320,18**	**2,68%**

6.2. Les données consommateurs par commune

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
CHITRY						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	374	371	367	365	363	-0,5%
Nombre d'abonnés (clients)	241	240	240	238	239	0,4%
Volume vendu (m3)	19 368	19 813	17 687	17 774	20 795	17,0%

6.3. Le synoptique du réseau



6.4. La qualité de l'eau

6.4.1. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

→ *Conformité des prélèvements*

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	6	6	3	3	9	9
Physico-chimie	9	5	5	1	14	6

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	55,6 %	20,0 %	42,9 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ *Conformité des paramètres analytiques*

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité[4] :

[4] Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	**Conformité aux limites / Respect des Références**	**Nb total de résultats d'analyses**	**Conformité aux limites / Respect des Références**
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	12	12	4	4
Physico-chimique	378	369	26	20
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	24	24	5	5
Physico-chimique	62	61	11	11
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	83			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.4.2. NOMBRE DE RESULTATS ET CONFORMITE DES ANALYSES SUR L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUE PAR ENTITES RESEAU

UP - Surpresseur Chitry

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	2	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		2	3	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	3	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	3	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	3	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	3	n/100ml	= 0
Dimétachlore ESA	0.131	0.131	0.131	1	µg/L	<= 0.1
Diméthachlore CGA 369873	0	0.107	0.306	5	µg/L	<= 0.1
Dichlorobenzène-1,2	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorobenzène-1,3	0	0	0	1	µg/l	
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	9.4	9.4	9.4	1	mg/l CO2	
CO2 libre calculé	39.17	39.17	39.17	1	mg/l	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	4		4	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	259	259	259	1	mg/l	
pH d'équilibre (à T pH insitu)	7.47	7.47	7.47	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.49	7.56	7.63	2	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Hydrotimétrique	27.28	28.265	29.25	2	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	2	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	2	Qualitatif	
Turbidité	0.47	0.52	0.57	2	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.95	0.95	0.95	1	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	11.4	12.3	13.2	2	°C	<= 25
Fer total	17	17	17	1	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	101	101	101	1	mg/l	
Chlorures	8.5	8.55	8.6	2	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	529	564.5	600	2	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	2.7	2.7	2.7	1	mg/l	
Potassium	0.6	0.6	0.6	1	mg/l	
Sodium	3.4	3.4	3.4	1	mg/l	<= 200
Sulfates	19.3	26.15	33	2	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.5	0.533	0.6	3	mg/l C	<= 2
Désethylterbuméton	0	0.015	0.037	4	µg/l	<= 0.1
Ammonium	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Nitrates	41	54.575	67.6	4	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0.82	0.895	0.97	2	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	2	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0.034	0.034	0.034	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0	0	0	1	mg/l	<= 0.7

Bore	11	11	11	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Fluorures	120	120	120	1	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromochlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Dichloroéthylène-1,1	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 cis	0	0	0	1	µg/l	
Dichloroéthylène-1,2 trans	0	0	0	1	µg/l	
Dichlorométhane	0	0	0	1	µg/l	
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachlorure de carbone	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,1	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthane-1,1,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
ESA metazachlore	0.084	0.165	0.3	6	µg/l	<= 0.1
OXA metazachlore	0	0.052	0.12	6	µg/l	<= 0.1
Oxadixyl	0	0.012	0.047	4	µg/l	<= 0.1
Pesticides totaux	0.189	0.365	0.735	5	µg/l	<= 0.5
PCB 101	0	0	0	1	µg/l	
PCB 105	0	0	0	1	µg/l	
PCB 114	0	0	0	1	µg/l	
PCB 118	0	0	0	1	µg/l	
PCB 123	0	0	0	1	µg/l	
PCB 125	0	0	0	1	µg/l	
PCB 126	0	0	0	1	µg/l	
PCB 128	0	0	0	1	µg/l	
PCB 138	0	0	0	1	µg/l	
PCB 149	0	0	0	1	µg/l	
PCB 153	0	0	0	1	µg/l	
PCB 156	0	0	0	1	µg/l	
PCB 157	0	0	0	1	µg/l	
PCB 167	0	0	0	1	µg/l	
PCB 169	0	0	0	1	µg/l	
PCB 170	0	0	0	1	µg/l	
PCB 18	0	0	0	1	µg/l	
PCB 180	0	0	0	1	µg/l	
PCB 189	0	0	0	1	µg/l	
PCB 194	0	0	0	1	µg/l	
PCB 209	0	0	0	1	µg/l	
PCB 28	0	0	0	1	µg/l	
PCB 31	0	0	0	1	µg/l	
PCB 35	0	0	0	1	µg/l	
PCB 44	0	0	0	1	µg/l	

PCB 52	0	0	0	1	µg/l	
PCB 54	0	0	0	1	µg/l	
PCB 77	0	0	0	1	µg/l	
PCB 81	0	0	0	1	µg/l	
Phosphate de tributyle	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
PolychloroBiphéniles	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.25	0.303	0.36	3	mg/l	
Chlore total	0.31	0.39	0.47	2	mg/l	
Acide salicylique	0	0	0	1	ng/l	
Bromates	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Bromoforme	1.7	1.7	1.7	1	µg/l	
Chloroforme	1.9	1.9	1.9	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	4.6	4.6	4.6	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	3.4	3.4	3.4	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	11.6	11.6	11.6	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Ethylbenzène	0	0	0	1	µg/l	
Orthoxylène	0	0	0	1	µg/l	
Toluène	0	0	0	1	µg/l	

ZD - CHITRY

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		1	4	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		0	4	n/ml	
Bactéries Coliforme /Colilert	0		0	2	Qualitatif	= 0
Bactéries Coliformes	0		0	4	n/100ml	= 0
E.Coli /Colilert	0		0	2	Qualitatif	= 0
E.Coli /100ml	0		0	4	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	4	n/100ml	= 0
Diméthachlore CGA 369873	0.212	0.245	0.277	2	µg/L	<= 0.1
pH à température de l'eau	7.3	7.45	7.6	2	Unité pH	[6,5 - 9]
pH mesuré au labo	7.57	7.643	7.76	4	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Couleur	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 15
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	3	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	4	Qualitatif	
Turbidité	0.43	0.535	0.65	4	NFU	<= 2
Turbidité Terrain	0.19	0.67	1.15	2	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	8.8	13.05	18.9	6	°C	<= 25
Fer total	16	16	16	1	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	510	548.75	575	4	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0	0	4	mg/l	<= 0.1
Nitrates	45.7	47.35	49	2	mg/l	<= 50
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Chrome total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Cuivre	0.017	0.017	0.017	1	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	1	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
ESA metazachlore	0.134	0.148	0.162	2	µg/l	<= 0.1
OXA metazachlore	0.061	0.075	0.089	2	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0.12	0.263	0.62	6	mg/l	
Chlore total	0.18	0.393	0.83	4	mg/l	

6.5. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

Installation de production

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
POMPAGE CHITRY LE FORT						
Energie relevée consommée (kWh)	5 041	4 118	4 144	4 097	4 033	-1,6%
Energie facturée consommée (kWh)	4 484	4 547	3 978	4 359	3 637	-16,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	164	186	186	181	171	-5,5%
Volume produit refoulé (m3)	30 812	22 150	22 246	22 610	23 613	4,4%

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2015	2016	2017	2018	2019	N/N-1
SURPRESSION RTE DE COURGIS						
Energie relevée consommée (kWh)	7 845	5 647	5 540	5 467	5 330	-2,5%
Energie facturée consommée (kWh)	4 814	6 051	3 372	4 272	8 107	89,8%
Consommation spécifique (Wh/m3)	258	257	259	255	255	0,0%
Volume pompé (m3)	30 369	21 945	21 387	21 437	20 869	-2,6%

6.6. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*

Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2019 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Centre-Est de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21eme siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, construite depuis 2018 selon une logique « gLocale » dans le cadre du projet d'entreprise « Osons 20/20 », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elle assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Comme évoqué précédemment, Veolia Eau a mis en œuvre à compter de 2018 une nouvelle organisation plus adaptée aux enjeux du secteur. Quelques actions complémentaires ont eu lieu en 2019 pour achever ce déploiement et, à ce titre, des coûts de restructuration, par nature exceptionnels, ont été engendrés et repartis entre les contrats de la Société.

1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice , une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts d'avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante . Les dégrèvements comptabilisés (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

2.1. Charges exclusivement imputables au contrat

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (qui a alors absorbé la Contribution au Service Public de l'Electricité) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électrointensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants.

Ces régularisations sont enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif. A ce titre , les CARE présentés au titre de 2019 peuvent comprendre des remboursements obtenus au titre de consommations

d'électricité survenues en 2016, 2017 et 2018. Ces régularisations sont imputées au contrat selon les points de livraison de l'électricité consommée.

2.1.2. Charges calculées

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais

aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la

redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunt contractées par la Collectivité, le montant des annuités peut varier pendant la durée du contrat ; la charge correspondante est déterminée selon un calcul actuariel permettant de lisser cette charge sur cette durée.

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2019 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises de plus de 250 M€ de CA (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%, mais aussi sans tenir compte des taux de base plus faibles applicables à de plus petites sociétés ou encore à la première tranche de bénéfice imposable .

2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. Principe de répartition

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructur ation) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateur de terrain tout en professionalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement, centre d'appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales:

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités.
- La plateforme RC 360 qui gère les flux mails, courriers, appels téléphonique des consommateurs.

Le coût de ces plateformes intègre à l'origine différentes composantes : des coûts de personnel, des loyers, de la sous traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes répartie sur chaque

contrat est en revanche regroupée pour être enregistrée sur la seule ligne « sous traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes donc).

A noter toutefois que dans le contexte de poursuite de la montée en puissance de cette nouvelle organisation et des contraintes associées, le coût de ces plateformes a été réparti de la façon suivante : comme en 2018, une pré répartition du coût des plateformes vers les Territoires a été effectuée en tenant compte de l'organisation antérieure et sur la base de la valeur ajoutée simplifiée de 2018. La répartition entre les contrats s'est ensuite effectuée selon la clef de la valeur ajoutée simplifiée 2019 tel qu'exposé au paragraphe 2.2.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. Prise en compte des frais centraux

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

2.3. Autres charges

2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2019 au titre de l'exercice 2018.

2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2019 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2020.

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

Cyril CHASSAGNARD
Directeur Régional – Centre-Est

→ *Avis des commissaires aux comptes*

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

6.7. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.4 Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2011

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS	572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / *List of certified locations on the following pages*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* 2018-11-11 Jusqu'au *until* 2021-08-20

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2018-11-10** Jusqu'au *Until* **2021-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi et donne accès à la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at www.afnor.org allows to read online that the company is certified. Accréditation COFRAC n°4-0001, Certification de Systèmes de Management, Portée disponible sur www.cofrac.fr
COFRAC accreditation n°4-0001, Management System Certification, Scope available on www.cofrac.fr
AFNOR est une marque déposée - AFNOR is a registered trademark. CER01172007/172014

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION



Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2018-11-10** Jusqu'au *Until* **2021-11-09**

Franck LEBEUGLE
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

6.8. Actualité réglementaire 2019

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

Services publics locaux

➔ *Loi Engagement et Proximité et transfert de compétences*

La loi 2019-1461 du 27 décembre 2019, complétée par une note ministérielle d'information du 29 décembre 2019, modifie certaines modalités de transfert des compétences « eau » et « assainissement » introduites par la loi NOTRe du mois d'août 2015. Ces modifications portent essentiellement sur deux éléments du dispositif :

- L'exercice de la "minorité de blocage" prévu par la loi 2018-702 du 3 août 2018 permettant dans certaines conditions un report au 1er janvier 2026 du transfert obligatoire des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, qui prenait fin initialement au 1er juillet 2019 a été repoussé au 1er janvier 2020.
- Un mécanisme à la carte de "délégation de compétence" est instauré par la loi. Une communauté de communes ou une communauté d'agglomération peut déléguer par convention à l'une de ses communes membres, tout ou partie, de sa compétence eau potable, assainissement ou gestion des eaux pluviales urbaines. En cas de demande de délégation par une commune, le conseil communautaire dispose d'un délai de 3 mois pour statuer et doit motiver tout refus éventuel. Le contenu de la convention est fixé par la loi.

Enfin, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement et de gestion des eaux pluviales urbaines, inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté d'agglomérations ou communauté de communes, dits "syndicats infracommunautaires" et existant au 1er janvier 2019, sont maintenus pendant une durée de 6 mois suivant la prise de compétence de la communauté d'agglomération ou communauté de communes.

➔ *Commande publique*

Une série de 23 arrêtés et 5 avis sont parus en date du 22 mars 2019 portant diverses modifications mineures du code de la commande publique. Bon nombre de ces dispositions concerne le déroulement formel d'une procédure, notamment, l'accès aux documents de la consultation, les modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde ou encore l'envoi d'un accusé de réception électronique.

Le 30 octobre 2019 la Commission Européenne a modifié les seuils applicables aux concessions et aux marchés publics de fournitures, services et travaux qui sont passés respectivement de 5 548 000€ à 5 350 000€ et de 443 000€ à 428 000€.

En fin d'année, le décret 2019-1344 du 12 décembre 2019 a porté à effet du 1er janvier 2020 de 25 000€ à 40 000€ le seuil à compter duquel les acheteurs publics doivent procéder à une mise en concurrence des marchés publics et contrats de concessions.

De même le décret 2019-1375 du 17 décembre 2019 a porté de 209 000€ à 214 000€ le montant des marchés publics devant être présentés au contrôle de légalité, et ceci pour les marchés dont la procédure a été lancée à compter du 2 janvier 2020.

➔ *Facturation électronique*

La loi 2019-486 du 22 mai 2019 dite "loi PACTE" modifie quelques dispositions du code de la commande publique mais aussi du code de la consommation principalement en matière de traçabilité de la facturation électronique. Un décret 2019-748 du 18 juillet 2019 apporte des précisions complémentaires.

➔ *ICPE /IOTA / Evaluation environnementale*

L'arrêté du 28 mars 2019 (JO du 14 juin 2019) fixe le nouveau formulaire de demande d'autorisation environnementale. Ce formulaire (CERFA n° 15964*01) a été publié plus de deux ans après l'entrée en vigueur du dispositif. Dans le document Cerfa, on notera notamment :

- l'emploi de l'acronyme AIOT (activités, installations, ouvrages ou travaux), résultant de la volonté de regrouper les ICPE et les IOTA ;
- dans le cadre de la nature de l'objet de la demande, la distinction entre le nouveau projet d'AIOT et l'extension/modification substantielle.

Le décret n° 2029-1352 du 12 décembre 2019 simplifie la procédure d'instruction des demandes d'autorisation environnementale notamment sur la dématérialisation des dossiers de demande d'autorisation et la suppression de certaines consultations jusqu'ici obligatoires.

➔ *Amiante*

Un arrêté interministériel en date du 1er octobre 2019 (JO du 20 octobre 2019) définit les compétences des laboratoires pour procéder aux analyses des échantillons de matériaux et de produits susceptibles de contenir de l'amiante. Cet arrêté s'inscrit dans le cadre du repérage de l'amiante avant travaux qui rend obligatoire le recours à des laboratoires, accrédités par le Comité français d'accréditation (Cofrac), pour analyser les prélèvements réalisés par les opérateurs réalisant le repérage de l'amiante.

➔ *Travaux à proximité des réseaux*

Une décision du 2 décembre 2019 (JO du 8 décembre 2019) porte approbation des mises à jour du fascicule 1 « dispositions générales » et du fascicule 3 « formulaires et autres documents pratiques » du guide d'application de la réglementation anti-endommagement. Cette mise à jour du guide technique d'application fait suite aux évolutions réglementaires intervenues fin 2018.

Dans la continuité des évolutions réglementaires intervenues fin 2018, trois arrêtés sont venus préciser les conditions de délivrance de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR). Deux arrêtés du 15 janvier 2019 (JO du 28 février 2019) et l'arrêté du 29 avril 2019 (JO du 25 juillet 2019) fixent la liste des compétences et diplômes professionnels délivrés par les ministres chargés de l'éducation et de l'enseignement supérieur permettant la délivrance de l'AIPR par l'employeur.

L'arrêté du 5 novembre 2019 (JO du 24 novembre 2019) fixe, pour l'année 2019, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

➔ *Prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes*

La prévention des maladies vectorielles transmises par les insectes est une préoccupation croissante des autorités de santé.

- Le décret 2019-258 du 29 mars 2019 précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance et d'intervention autour des nouvelles implantations de moustiques et des cas suspects confiées aux agences régionales de santé pour prévenir les épidémies de maladies vectorielles, ainsi que d'autres mesures de prévention et d'information. Au titre des mesures de prévention, ce décret mentionne l'article L2213-31 du Code Général des Collectivités Territoriales qui permet au maire de prescrire aux propriétaires de terrains bâtis ou non bâtis, les mesures nécessaires pour lutter, contre l'insalubrité que constitue le développement des insectes vecteurs dans les zones urbanisées. Les zones de stagnation de l'eau y sont identifiées comme des « points à risque ».
- Un premier arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) inscrit la totalité des 101 départements français sur la liste des départements où est constatée l'existence de conditions entraînant le

développement ou un risque de développement d'arboviroses transmises par les moustiques et constituant une menace pour la santé de la population.

- Un second arrêté du 23 juillet 2019 (JO du 28 juillet 2019) précise les modalités de mise en œuvre des missions de surveillance entomologique (c-à-d, des insectes), d'intervention autour des détections et de prospection, de traitement et travaux autour des lieux fréquentés par les cas humains de maladies transmises par les moustiques vecteurs.

Service public de l'eau

➔ *Facture d'eau et d'assainissement*

Le décret 2019-1356 du 13 décembre 2019 modifie la taxe perçue jusque-là par Voies Navigables de France (VNF) auprès des titulaires d'ouvrages hydrauliques pour la prise d'eau en une redevance de prise et de rejet d'eau. Cette redevance est dorénavant due tant pour le prélèvement que pour l'évacuation des volumes d'eau. Une contre-valeur de la redevance sera répercutée sur chaque abonné des services d'eau et maintenant d'assainissement. Cette redevance dont le montant sera fixé par VNF est applicable à l'exercice 2019.

➔ *Captages d'eau potable*

L'article 61 de la loi 2019-774 du 24 juillet 2019 (JO du 26 juillet 2019) relative à l'organisation et à la transformation du système de santé introduit une disposition visant à simplifier la procédure d'instauration et de renouvellement des périmètres de protection des captages d'eau potable. Cet article prévoit d'instaurer un unique périmètre de protection immédiate pour les captages d'eau d'origine souterraine à faible débit, à savoir, moins de 100 m3 par jour. Les modalités d'établissement de ce périmètre feront l'objet d'un arrêté ministériel. Lorsque les résultats d'analyse de la qualité de l'eau ne satisferont pas aux critères de qualité établis par cet arrêté, un périmètre de protection rapprochée, voire éloignée, pourront être dans ce cas instaurés.

➔ *Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)*

Méthodes d'analyse et conditions d'agrément des laboratoires

L'arrêté du 11 janvier 2019 (JO du 23 janvier 2019) modifie les arrêtés du 5 juillet 2016 (relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux) et l'arrêté du 19 octobre 2017 (relatif aux méthodes d'analyse utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux)**.** Cet arrêté vise à harmoniser les conditions d'agrément pour les prélèvements et les analyses des eaux minérales naturelles avec celles des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de loisirs. Les normes mentionnées dans l'arrêté du 5 juillet 2016 sont précisées dans un avis publié également au JO du 23 janvier 2019. Cet avis a fait l'objet de deux mises à jour à fin 2019.

Gestion des non-conformités dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/46, en date du 27 février 2019 (mise en ligne le 17 avril 2019) précise le rôle des ARS dans le déploiement progressif d'un dispositif de surveillance des signaux sanitaires mettant en évidence de façon automatique des cas groupés de gastro-entérites aiguës médicalisées en lien avec une origine hydrique plausible. Cette méthode a été développée par Santé Publique de France.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2019/142, du 21 juin 2019 (mise en ligne le 16 septembre 2019) définit les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH). Cette instruction s'inscrit dans la perspective de la révision de la Directive Européenne sur l'eau potable et deux précédents avis de l'ANSES de 2012 et 2018 qui préconisaient de prioriser la présence éventuelle de Chrome VI (ou chrome hexavalent), que la limite de qualité en chrome total dans l'eau soit ou non dépassée.

➔ *Equipements sous pression*

Par une décision mise en ligne le 28 février 2019, la Direction Générale de la Prévention des Risques approuve le guide relatif aux « Inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement », établi par l'Association pour la qualité des appareils à pression, Ce guide encadre l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Biodiversité et Qualité des milieux

➔ *Substances dans les milieux*

L'arrêté du 29 novembre 2019 (JO du 10 décembre 2019) établit la liste des substances définies à l'article L. 213-10-8 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses. Cette redevance prélevée par les agences de l'eau s'applique aux produits phytopharmaceutiques et aux semences traitées au moyen de ces produits. L'arrêté du 29 novembre 2019 classe les substances contenues dans les produits phytopharmaceutiques figurant dans chacune des catégories soumises à cette redevance.

L'arrêté du 27 décembre 2019 (JO du 29 décembre 2019) précise les mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques et modifie l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime. Notamment, cet arrêté modifie les règles d'application des produits phytopharmaceutiques à proximité immédiate des cours d'eau (considérée comme des « zones de non-traitement »), telles qu'elles étaient fixées par l'arrêté du 4 mai 2017.

➔ *Surveillance des milieux aquatiques*

Evaluation des masses d'eau

La note technique de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité à destination des Préfets coordonnateurs de bassin du 19 décembre 2019 abroge la circulaire du 23 octobre 2012 relative à l'application de l'arrêté du 17 décembre 2008 et de ses annexes qui établissent les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

Zones vulnérables et zones sensibles

Deux arrêtés du 20 février 2019 publiés respectivement aux JO du 23 et 27 février 2019 précisent les actions renforcées à mettre en œuvre dans les zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ainsi que le contenu du bilan, réalisé par le préfet de région, de la mise en œuvre du dispositif qui réduit la pression d'épandage d'azote de toutes origines de chaque exploitation ou élevage en cas de dépassement de la valeur de référence dans le cadre du dispositif de surveillance de l'azote.

Dans une note technique du 6 juin 2019 (mise en ligne le 10 juin 2019) à destination des Préfets coordonnateurs de bassin, de région et de département, le ministère de la Transition écologique et solidaire incite à la mise à jour rapide des zones sensibles à l'eutrophisation, où le traitement des stations d'épuration doit être renforcé pour limiter les rejets de phosphore et d'azote dans le milieu. Il précise également certaines modalités de calendrier ainsi que les principes à retenir pour le classement de ces zones.

6.9. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m^3/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de

service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m^3/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m^3/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action ;
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- 50 % : dossier déposé en préfecture;
- 60 % : arrêté préfectoral ;

- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m^3/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m^3/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics …

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012–97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

Objectif Rdt Grenelle 2 = Min (A + 0,2 ILC ; 85)

Avec :

- Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ILC : Indice Linéaire de Consommation (m^3/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm^3/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage…) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

Réseau de : CAA, réseau de CHITRY
Exploité par : VEOLIA EAU - CENTRE BOURGOGNE

Direction de la Santé Publique
Département de l'Yonne
Unité territoriale Santé-environnement
Tel : 08 08 807 107

L'origine de l'eau

Votre commune est alimentée en eau potable par le PUITS DU VAU DU PUITS, non protégé par déclaration d'utilité publique.

LE CONTRÔLE SANITAIRE

Le contrôle sanitaire réglementaire des eaux d'alimentation est exercé par l'Agence Régionale de Santé par convention avec le Préfet.
Les prélèvements sont effectués sur les captages, les stations de traitement et en distribution.

INDICATIONS POUR VOTRE CONSOMMATION

La teneur en fluor étant inférieure à 0,5 milligramme par litre, un apport en fluor est recommandé pour la prévention de la carie dentaire. Demandez conseil à votre médecin traitant ou à votre dentiste.



Lorsque l'eau a séjourné plusieurs heures dans les canalisations ou quelques jours, laissez couler l'eau avant de la consommer.



Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il n'alimente que le réseau d'eau chaude.
Faites le entretenir régulièrement.

Les résultats analytiques détaillés peuvent être consultés à la mairie de votre commune.

Pour plus de renseignements

Voir coordonnées sur la facture

RÉSULTATS D'ANALYSES 2019

BACTÉRIOLOGIE
Recherche de bactéries dont la présence dans l'eau révèle une contamination survenue soit au niveau de la ressource, soit en cours de transport.
très bonne qualité

DURETÉ (ou TH)
Elle représente la quantité de calcium et de magnésium présente dans l'eau qui est liée à la nature géologique des sols, elle est sans incidence pour la santé.
La dureté s'élève à **28 degrés français.**
Il s'agit d'une eau dure.

PESTICIDES
Substances chimiques utilisées pour protéger les récoltes ou pour désherber. La teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l pour chaque molécule.
Maxi mesuré : **0,26 µg/l en ESA Métazachlore- Non conforme**

NITRATES
L'excès de Nitrates dans les eaux est le plus souvent lié à la fertilisation des cultures ou à l'épandage d'effluents d'élevage. La teneur à ne pas dépasser est fixée à 50 mg/l
La teneur moyenne s'élève à **46 mg/l (max : 49 mg/l)**

pH
Si le pH est supérieur à 7 et la dureté élevée l'eau peut entartrer les canalisations. Si le pH est inférieur à 7 l'eau favorise la dissolution des métaux des canalisations et robinets.
Le pH est en moyenne de : **7,6**

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE
Il est conseillé de ne pas consommer une eau trouble.

CONCLUSIONS

Bactériologie : très bonne qualité.

Physico-chimie : En raison de la présence de pesticides, l'eau ne devait pas être consommée par les femmes enceintes et les nourrissons de moins de 6 mois.

6.10.Attestations d'assurances

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707 , dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX

agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue la Boétie
75008 PARIS

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2019/FR/PDBI/001** par **CODEVE Insurance Company DAC, Elm Park, Merrion Road, Dublin 4 , Ireland** ; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **XFR0065675PR et XFR0066375PR** émises par **AXA CORPORATE SOLUTIONS ASSURANCE**, Société Anonyme de droit Français, régie par le Code des Assurances, au capital de EUR 190.069.080, dont le siège social est situé 61 rue Mstislav Rostropovitch 75832 Paris Cedex 17, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 399 227 354.

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

> Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2020** jusqu'au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 27/12/2019

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33, 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 - 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55
311 248 637 R.C.S NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218520** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT :

Engagement annuel maximum de l'Assureur, toutes garanties confondues :	**10 000 000 EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'Assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période de la police du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2020 au 31/12/2020 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 12/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

Allianz

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218420** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par sinistre
Responsabilité Civile Après-Livraison, Après Réception et Responsabilité Civile Professionnelle			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période d'assurance du 01/01/2020 au 31/12/2020

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 05/11/2019

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

Allianz

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526	
Pour tout renseignement contacter : **SMA SA Grands Comptes Entreprises** **8 rue Louis Armand CS 71201** **75738 Paris Cedex 15** **Tél. : 01.40.59.70.00** **Fax : 01.40.59.70.57**	**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX** **21, rue La Boétie** **75008 PARIS**

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
    - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
    - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
    - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
    - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
    - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
    - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

SMA COURTAGE

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement « et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1][3], ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2][3],
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3],
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P
(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr
(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	**En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation: Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD: Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	**Marché d'entreprise** 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 20/12/2019

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :

N° souscripteur : F18746E
N° contrat : 1351.001 / 2 85834
N°SIREN : 572 025 526

Pour tout renseignement contacter :
Site de gestion
SMA SA Grands Comptes Entreprises
8 rue Louis Armand - CS 71201
75738 PARIS CEDEX 15
Tél : 01.40.59.70.00
Fax: 01.40.59.70.57

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

CONTRAT D'ASSURANCE RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES NON SOUMIS

Attestation d'assurance 2020

Valable à compter du 01/01/2020 jusqu'au 31/12/2020

SMA SA certifie que l'assuré désigné ci-dessus est bénéficiaire d'un contrat POLICE ASSURANCE CONSTRUCTION, numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA pour le compte de l'ensemble de ses filiales garantissant, à ce jour, les activités suivantes :

Entreprise générale tous corps d'état, contractant général ou maître d'œuvre dans tous domaines d'activité et notamment dans le domaine des services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :

- Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
- Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
- Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, …)
- Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
- Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
- Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,
- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

SMA COURTAGE

- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement « et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.
- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Ce contrat garantit

- du fait des activités professionnelles mentionnées ci-avant,
- pour une participation à des opérations de construction d'un ouvrage non soumis à l'obligation d'assurance,
- lorsque l'opération n'excède pas 30.000.000 € HT (travaux et honoraires compris), ou que le marché de l'assuré n'excède pas pour les ouvrages suivants :
  - Réseaux de chaleur : 3 000 000 € HT
  - Eoliennes : 3 000 000 € HT y compris honoraires pour la part concernant l'infrastructure
  - Installations photovoltaïques (au sol et sur un ouvrage non soumis) : 3 000 000 € HT
  - Cuves et réservoirs : 3 000 000 € HT
  - Réseaux enterrés : 10 000 000 € HT

  Au-delà de ces montants, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de SMA SA, un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera fait application d'une règle proportionnelle selon l'article L.121-5 du Code des assurances.
- pour des travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publié par un organisme reconnue par la profession,
- pour des travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date.

les conséquences des responsabilités énumérées ci-dessous :

Nature des garanties	Montant des garanties : sans pouvoir excéder 10 000 000 € par année d'assurance pour l'ensemble des garanties et des assurés
Garantie de responsabilité civile décennale relative aux ouvrages listés à l'article L.243-1-1-I du Code des assurances.	**Marché d'entreprise :** 5 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Marché de maître d'œuvre : 2 000 000 € par sinistre dans un montant annuel épuisable de 10 000 000 € HT
	Sauf marchés relatifs à :
	- **construction d'éoliennes :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **réseaux de chaleur :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **cuves et réservoirs :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **installations photovoltaïques :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
	- **réseaux enterrés :** 1 000 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an
Garantie dommages en répercussion	**Tous marchés confondus :** 500 000 € par sinistre et 2 000 000 € par an

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com

Tous travaux, ouvrages ou opérations de construction ne répondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet, sur demande spéciale de l'assuré, d'une garantie spécifique, soit par contrat, soit par avenant.

La présente attestation ne peut pas engager SMA SA au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
Le 20 décembre 2019

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

Ressourcer le monde

Crédits photos : © Gettyimages

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2019

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'AUXERROIS



Copyright : Antoine Meyssonnier

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 10
1.3 Les indicateurs de performance 11
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 12
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 13
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 13
1.4 Les évolutions réglementaires 14
1.5 Les perspectives 15

2 | Présentation du service 19

2.1 Le contrat 21
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 22
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 22
2.2.2 La relation clientèle 22
2.3 L'inventaire du patrimoine 24
2.3.1 Le système d'eau potable 24
2.3.2 Les biens de retour 24

3 | Qualité du service 49

3.1 Le bilan hydraulique 51
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 51
3.1.2 Les volumes prélevés 51
3.1.3 Les volumes d'eau potable importés et exportés 52
3.1.4 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 52
3.1.5 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 52
3.1.6 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 53
3.1.7 L'ILC et rendement grenelle 2 56
3.2 La qualité de l'eau 57
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 57
3.2.2 Le plan vigipirate 57
3.2.3 La ressource 58
3.2.4 La production 59
3.2.5 La distribution 61
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 61
3.3 Le bilan d'exploitation 62
3.3.1 La consommation électrique 62
3.3.2 La consommation de produits de traitement 64
3.3.3 Les contrôles réglementaires 64
3.3.4 Le nettoyage des réservoirs 67
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 69
3.3.6 La recherche des fuites 70
3.3.7 Les interventions en astreinte 70
3.4 Le bilan clientèle 71
3.4.1 Le nombre d'abonnements 71
3.4.2 Les volumes vendus 75
3.4.3 Les principaux motifs de dossiers clients 80
3.4.4 L'activité de gestion clients 81
3.4.5 La relation clients 81
3.4.6 L'encaissement et le recouvrement 85
3.4.7 Le fonds de solidarité 87
3.4.8 Les dégrèvements 88
3.4.9 Le prix du service de l'eau potable 88

4 | Comptes de la délégation 91

4.1 Le CARE 93
4.1.1 Le CARE 94
4.1.2 Le détail des produits 95
4.2 Les reversements 96
4.2.1 Les reversements à la collectivité 96
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 96
4.3 La situation des biens et des immobilisations 98
4.3.1 La situation sur les installations 98
4.3.2 La situation sur les compteurs 99

5 | Votre délégataire 101

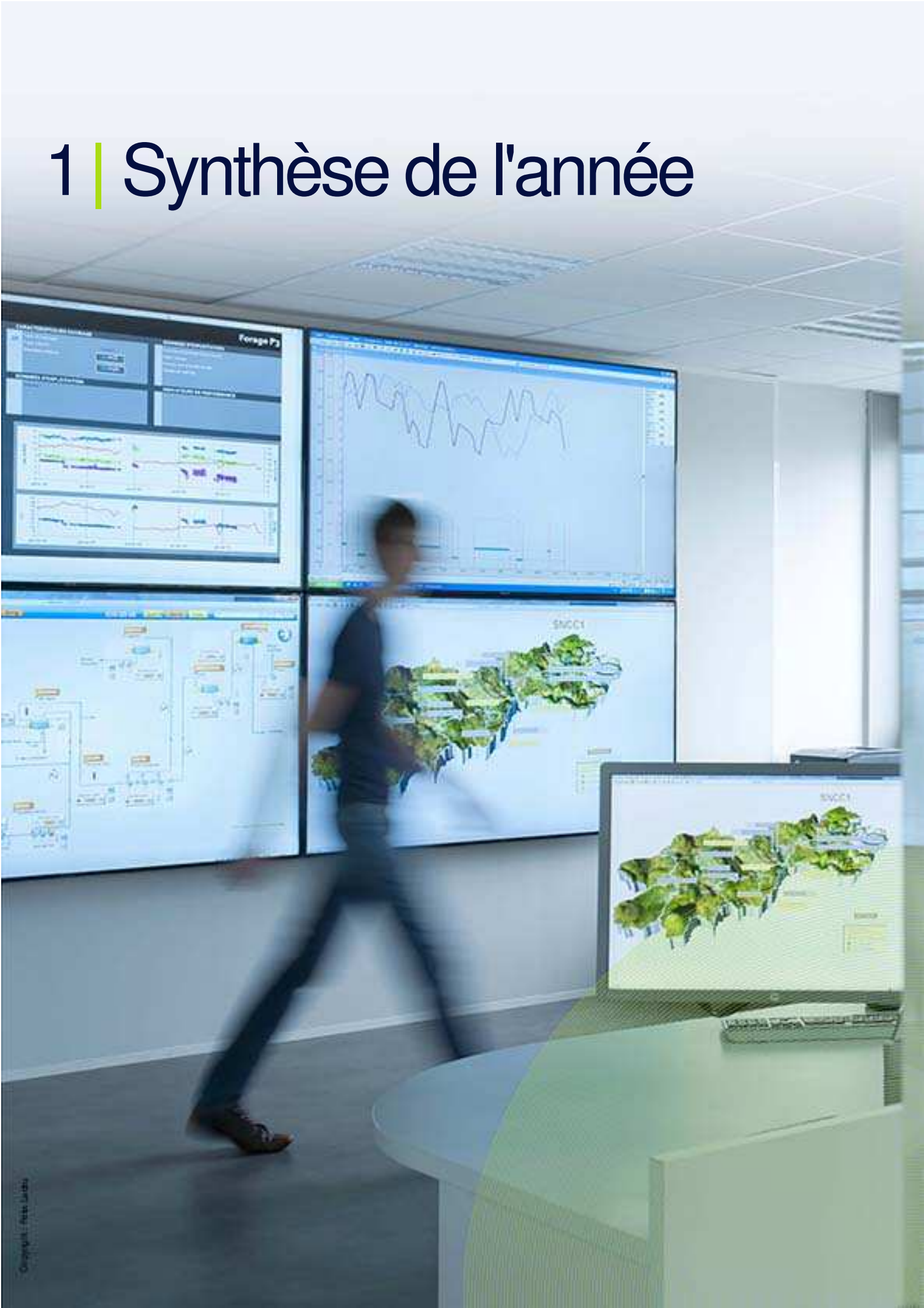
5.1 Notre organisation 104
5.1.1 La Région 104

6 | Glossaire 111

7 | Annexes 121

7.1 Synthèse réglementaire 123
7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE 133

1 | Synthèse de l'année



1.1 L'essentiel de l'année

2019

Evolution de périmètre :

Avenant 9 :

- Intégration au périmètre du contrat de la surveillance de la source de Groie à Coulanges la Vineuse
- Des nouveaux équipements mis en place sur les communes du Coulangeois en 2018 et 2019.
- Des équipements électromécaniques du forage P4 des Boisseaux et de la station de surveillance et d'alerte de la qualité de l'eau (truitomètre) installée dans le bâtiment des VNF ;

Réalimentation de nappe de la plaine du Saulce :

- Station de pompage et instrumentation : 100 m3/h à 25 m de HMT
- Canalisation de refoulement PVC diamètre 200 mm, longueur 990 ml.

Ressources et production d'eau potable :

- Ressource de la Plaine du Saulce, Escolives et Coulanges la Vineuse : le taux de nitrates n'a jamais dépassé la limite de qualité de 50 mg/l ni la limite contractuelle de 46 mg/l en 2019.

Par contre aux mois d'Avril et Mai 2019, un taux de nitrate supérieur à 50 mg/l a été mesuré sur le captage d'Irancy. Un suivi renforcé a donc été mis en place avec une analyse hebdomadaire et une restriction aux femmes enceintes et nourrissons a été imposée par l'ARS. Des bouteilles d'eau ont été mises à disposition dans la commune d'Irancy.

- Captage des Boisseaux : SUEZ Eau France a réalisé les travaux d'équipements du quatrième forage en 2017, réceptionnés en 2018. Cependant les tests de pompage effectués ont démontré que la productivité de l'ouvrage n'est pas conforme à celle prévue par l'étude hydrogéologique réalisée en 2012. Nous pensons nécessaire de procéder dans un premier temps à un test de pompage de l'ouvrage en solo (afin de s'affranchir de « l'effet de nappe ») avant d'envisager une expertise hydrogéologique et des actions correctives si nécessaire. Toutefois, compte-tenu de la tension sur les productions en 2019 (nécessité de maintenir le champ captant en production) il a été techniquement impossible de réaliser ce test. De plus, il est à noter que l'eau produite sur cet ouvrage présente une turbidité élevée.
- En 2019, la Communauté a engagé des travaux sur les nouveaux sites du Coulangeois avec mise en place de télégestions et d'analyseurs de chlore. SUEZ a assisté la Communauté pour la définition et le suivi de ces opérations.
- Travaux d'interconnexion entre Quenne et Chitry : La Communauté a engagé des travaux pour la réalisation d'une relance de Quenne vers Chitry afin d'améliorer la qualité de l'eau sur cette commune. SUEZ a assisté la Communauté pour la définition et le suivi de ces opérations.
- Travaux de la réalimentation de la nappe de la Plaine du Saulce. SUEZ a réalisé cette opération début août 2019 pour une réception avec la Communauté en octobre 2019. La première mise en service a été effectuée le 31 décembre 2019.
- En 2019, la Communauté a engagé des travaux de réhabilitation des cuves au réservoir de Saint-Siméon. SUEZ a assisté la Communauté pour suivi de ces opérations.

Audit de mi-contrat :

Un audit de mi- contrat a été réalisé par le bureau d'étude COGITE mandaté par la Communauté. SUEZ a accompagné l'auditeur pendant 5 jours pour la visite des sites et a fourni les éléments techniques, patrimoniaux et financiers demandés au fur et à mesure de l'avancement.

Les conclusions de l'audit n'ont pas fait l'objet à ce jour de remarques particulières sur la qualité du service rendu.

Schéma directeur :

Le schéma directeur qui a commencé en 2018 s'est poursuivi en 2019, SUEZ a accompagné la Communauté de l'Auxerrois dans cette démarche et se tient à disposition pour l'assister à finaliser l'étude en 2020.

Qualité de l'eau :

- La qualité de l'eau a été conforme aux normes en vigueur sur les paramètres microbiologiques tout au long de l'année.
- Au cours de l'année 2018, des traces de métabolites de pesticides (CGA 369873, ESA Métazachlore, ESA Métolachore…) ont été détectées sur les ouvrages de production des Boisseaux P1 et P2, de la Plaine du Saulce P1 et P2, de Vincelles et Coulanges la Vineuse.

En 2019, l'ANSES a statué sur le caractère non pertinent de ces métabolites de pesticides.

De ce fait, ils ne représentent pas une limite de qualité par paramètre.

Cependant au vu de la fragilité des ressources et à la demande de la Communauté, SUEZ a proposé une étude prospective de mise place de système de traitement, cette étude a été présentée à travers l'avenant 8.

SUEZ se tient à votre disposition pour définir une nouvelle stratégie concernant cette problématique en lien avec l'audit technique effectué en 2019 sur le traitement de la qualité de l'eau potable.

Les pompages de la Plaine des Isles, Charbuy et Perrigny ont été maintenus à l'arrêt au cours de l'année 2019 car la présence de pesticides rendant l'eau non conforme à la consommation a contraint l'ARS à interdire la distribution d'eau provenant de ces ressources.

Rendement de réseau :

Pour l'année 2019 le rendement global s'établit à 73.3 % sur l'ensemble du périmètre et à 63.1% sur les 7 communes du Coulangeois.

Cette baisse de rendement est essentiellement liée à une baisse importante des volumes facturés qui s'établissent à 3.90 M de m^3 contre 4.16 M de m^3 en 2018 soit moins 6.25%. Nous enregistrons également une baisse relative des volumes exportés, ce qui agit également en faveur d'une baisse du rendement. Les autres paramètres de calcul du rendement n'ayant que peu évolué dans le même temps.

En parallèle, l'été 2019 particulièrement chaud et sec a contribué à l'émergence de nombreuses fuites sur des canalisations de gros diamètre (Delacroix, Thureau, Tuilerie, rue de la Tour à Saint Georges) qui ont impacté fortement le rendement de réseau. Il en est de même pour les incendies et les pertes en eau sur les poteaux, liées aux incivilités lors de cette période.

Travaux sur le réseau :

- En accord avec la Communauté de l'Auxerrois, il n'y a pas eu de campagne de renouvellement de branchements plombs. Cependant, des branchements plombs ont été renouvelés dans le cadre de travaux réalisés suite à des fuites, nous comptabilisons 37 renouvellements de branchement plomb.
- Renouvellement de conduites à Auxerre :
    - Route de Vaux (Vers le Rugby Club Auxerrois)
    - Place Surugue comprenant Rue Charles Lepère, Rue du Temple et Rue Paul Bert

- Mise en place de la réalimentation de la plaine du Saulce à Escolives Sainte Camille : 990 ml de réseau en PVC diamètre 200 mm

- Les réparations de canalisations ont évolué entre 2018 et 2019 passant de 123 à 162 interventions.
- Renouvellement de branchements : 445 unités dans le cadre du marché travaux de renouvellement et dans le cadre des investissements.
- Plusieurs réparations importantes ont été effectués sur l'année 2019 :
  - Rue des Tuileries à Auxerre (Diamètre 350 Fonte Grise)
  - Avenue Delacroix à Auxerre (Diamètre 300 Fonte Grise)
  - Rue de la Tour à Saint Georges (Diamètre 125 Fonte Grise)
  - Rue du Thureau à Saint Georges (Diamètre 300 Fonte)

Ces casses de conduite ont engendré des sinistres importants (chez le particulier ou sur la voirie). La continuité du service a été assurée lors de ces travaux. A l'analyse des éléments réparés, nous constatons une déstructuration des conduites liée à l'âge et à la nature des réseaux.

Nous appelons la communauté à soutenir le renouvellement patrimonial à partir des éléments définis en commun dans le cadre de l'étude "ANTICIPER" transmise en 2018.

Des opérations de renouvellement ont été menées sur plusieurs communes du territoire dans le cadre du Marché travaux de 2018 :

- Chevannes, 160 m chemin du Pentu
- Venoy, 355 m route d'Auxerre, 330 m rue du Transformateur, 180 m rue des Champs Brison et 190 m Rue des 2 Chapelles
- Quenne, 265 m rue de la Salle, 130 m rue du Lavoir et 210 m voie Impériale
- Vallan, 876 m route Nationale, 55 m ruelle Beau, 340 m rue de l'abreuvoir et rue des Ballets
- Branches, 2010 m rue de la Grange, route de Villemer, route de Guerchy et Grande Rue

Economie du contrat :

Malgré les efforts de productivité et la hausse des recettes, les charges du service ne sont pas couvertes par les recettes et l'équilibre économique du contrat n'est pas assuré.

Plusieurs raisons expliquent ce déséquilibre :

- L'évolution à la hausse du nombre d'abonnés n'est pas conforme aux hypothèses contractuelles envisagées.
- L'assiette des volumes facturés reste inférieure aux perspectives d'évolution là aussi envisagées et ce malgré l'intégration de la commune de Champs sur Yonne en 2013, de Charbuy en 2017 et des 7 communes du Coulangeois en 2018.
- La stagnation des tarifs du délégataire avec l'application dans la formule d'actualisation d'un facteur de productivité de 1% par an depuis le début du contrat, les parts (fixe et variable) n'ont pas évolué et ce malgré l'inflation et la hausse des charges directes.
- La forte augmentation de la tarification de l'énergie de l'ordre de 20% non répercutée par le coefficient d'actualisation.
- La hausse des créances irrécouvrables et des contentieux.

1.2 Les chiffres clés



33 223 clients desservis

3 909 993 m³ d'eau facturée





5 911 023 m³ mis en distribution sur le réseau d'eau potable dans l'année

73,3 % de rendement du réseau de distribution





722 km de réseau de distribution d'eau potable

100 % de conformité sur les analyses bactériologiques





98,9 % de conformité sur les analyses physico-chimiques

705 120 ml de réseau ayant fait l'objet d'une recherche de fuite





2,1625 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnements ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m³ sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
  - Le délai et le taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, le taux de réclamation, l'existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues ainsi que les taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité
(2) : producteur de l'information = Police de l'Eau.

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2016	2017	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	64 419	65 854	70 169	68 910	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnements	30 856	31 173	33 396	33 223	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	647,1	673,8	718	722	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	-	1,87523	2,07785	2,1625	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	98,6	98,5	100	98,9	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	75,89	76,35	75,65	73,33	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	115	120	108	108	Valeur de 0 à 120	B
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	6,35	6,15	5,95	7,24	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	5,63	5,46	5,59	6,17	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	38	64	36	33	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0011	0,0006	0,0004	0,0004	Euros par m³ facturés	A

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Thème	Indicateur	2016	2017	2018	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	1,52	2,18	1,14	0,81	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	2	1	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	93,22	92,85	97,62	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	10,82	11,39	8,92	9,12	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3,18	2,27	2,62	2,25	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	158	171	230	-	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	9,1	8,1	6,6	6,5	%	A

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Thème	Indicateur	2019	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

1.4 Les évolutions réglementaires

ACTUALITE MARQUANTE

COMMANDE PUBLIQUE

- Entrée en vigueur du code de la commande publique le 1er avril 2019
- Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000€HT
- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

- Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes
- Faculté pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération de déléguer par convention leurs compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre
- Pérennisation de la tarification sociale et encadrement des modalités de son financement par les collectivités
- Réforme des procédures civiles d'exécution

1.5 Les perspectives

2020

Extension du périmètre contractuel :

- La Communauté de l'Auxerrois a demandé à SUEZ l'intégration de la commune d'Escamps pour le deuxième semestre 2020.
- La Communauté de L'Auxerrois va intégrer au périmètre contractuel l'interconnexion des réseaux des communes de Chitry et de Quenne et la relance pour l'alimentation en eau de la commune de Chitry.

Ressources en eau :

- **Captage de la Plaine du Saulce :**

  La réalimentation de nappe de la Plaine du Saulce via la gravière source est en service depuis le 31 Décembre 2019, cette première période de fonctionnement demande un temps de calage du modèle hydraulique et l'acquisition de données nécessaires au bon fonctionnement du système.

  SUEZ ne manquera pas de vous tenir informé de l'évolution du calage et des résultats attendus lors des comités de pilotage de l'année 2020.

- **Captage des Boisseaux :**

  Il est indispensable de prévoir des investigations poussées sur le forage P4 récemment équipé. Ceci afin de vérifier sa productivité et la qualité de l'eau produite.

  Suez se tient à votre disposition pour effectuer les tests nécessaires en 2020.

- **Captage de la Plaine des Isles :**

  Ce captage est toujours à l'arrêt depuis fin 2016 pour des problématiques de qualité.

  Depuis la mise à l'arrêt du captage et de l'accélérateur de mélange avec les Boisseaux, l'eau de ce dernier continue de transiter dans la conduite pour alimenter gravitairement le Réservoir de Jonches. Elle ne bénéficie donc plus de la chloration du pompage arrêté ; il est préconisé de créer une relance de chlore pour garantir un taux suffisant dans l'eau en provenance des Boisseaux par l'intermédiaire du Réservoir de Saint-Siméon.

  Ce point sera abordé lors des comités de pilotage en 2020.

Qualité de l'eau :

La qualité de l'eau prélevée sur les différentes zones de pompage nécessite toujours une surveillance accrue. La Communauté a entrepris depuis plusieurs années des démarches préventives sur ce sujet.

Les non-conformités en Nitrates, l'émergence des molécules issues des pesticides et leurs métabolites font que la qualité de l'eau est un sujet majeur sur le territoire de la Communauté de l'Auxerrois.

SUEZ se tient à la disposition de la Communauté de l'Auxerrois pour continuer à l'accompagner dans sa démarche environnementale et dans la recherche de solution visant à garantir une conformité totale de la qualité de l'eau potable.

Nous pouvons estimer à ce jour que nous n'avons plus de marge de manœuvre sur la productivité des champs captant. La qualité de l'eau est devenue le facteur limitant de l'exploitation des ressources de la Communauté de l'Auxerrois.

Production et stockage :

- **Sécurité des sites :**

La Communauté va poursuivre son programme de travaux de sécurisation des sites (marché en cours) sur les communes du Coulangeois en 2020.

- **Réhabilitation des réservoirs :**

La Communauté poursuivra son programme de réhabilitation des ouvrages par l'engagement ou la poursuite des travaux préconisés lors des diagnostics effectués en 2013.

SUEZ va mettre en place des modifications pour l'amélioration des vidanges des cuves du réservoir de Chantemerle en concertation avec la Communauté de l'Auxerrois.

La Communauté et SUEZ vont poursuivre leur réflexion pour la réalisation du nettoyage du réservoir 1000 m^3 de Coulanges la Vineuse.

Comme convenu avec la Communauté de l'Auxerrois, SUEZ va réaliser un By-pass de l'alimentation des pompes du surpresseur de Saint-Bris-le-Vineux pour éviter les coupures et les baisse de pression pendant le lavage de la bâche.

- **Schéma directeur :**

Le schéma directeur eau potable qui a commencé en 2019 va se poursuivre sur 2020, SUEZ assistera la Communauté de l'Auxerrois dans cette démarche et apportera son expertise et ses conseils techniques pour fiabiliser et optimiser la sectorisation en installant des nouveaux débitmètres. A cet effet, une modélisation hydraulique a été réalisée et transmise à la Communauté de l'Auxerrois.

Distribution :

Interconnexion de Saint-Bris-le-Vineux :

- La Communauté a décidé de suspendre ce projet d'interconnexion qui donc ne sera pas réalisé dans le cadre du contrat.

Interaction entre les réseaux d'assainissement et les réseaux d'eau potable :

- Des interventions nous ont permis de constater que le réseau d'eau potable passe dans les ouvrages d'assainissement sur certains secteurs. Il semble opportun de procéder à l'avenir à des investigations poussées sur ces réseaux afin de corriger ces désordres pouvant être source de disfonctionnement pour les deux parties.

Rendement de réseau :

- L'amélioration du rendement de réseaux passe par le renforcement de la sectorisation. A cet effet, SUEZ a produit fin 2019 une étude concernant le développement de la sectorisation sur le territoire de la Communauté. Ce projet a été pris en compte dans la mise à jour du schéma directeur en cours.
- La Communauté a engagé des actions pour renouveler en 2020 les conduites de transport sur l'avenue Delacroix et rue de la Tuilerie.
- La réduction des pertes en eau passe aussi par le renforcement des actions pour réduire les vols d'eau sur poteaux d'incendie (mis en place de détecteur de prise, renforcement des pénalités pour les contrevenants…).

Branchements en plomb :

- Une campagne de 200 branchements plombs est prévue pour 2020. Les quartiers des Boussicats et de Saint Julien – Saint-Amâtre de la ville d'Auxerre sont concernés.

Renouvellement de canalisations :

- Nous continuerons à accompagner la Communauté dans le choix des tronçons de canalisation à renouveler en priorité. Un renouvellement patrimonial des canalisations les plus fuyardes de l'ordre de 2 à 3% par an du réseau est nécessaire pour maintenir un patrimoine enterré de qualité et limiter les pertes en eau.
- A noter que la Communauté de l'Auxerrois poursuivra en 2020 les travaux de renouvellement de canalisations, initiés dans le cadre des marchés de travaux 2018 et 2019. Ces travaux concerneront les communes de Bleigny le Carreau, Montigny la Resle, Augy, Champs sur Yonne, Chevannes, Auxerre, Saint Georges sur Baulche et Appoigny.
- A la demande de la Communauté, SUEZ renouvellera en 2020 la canalisation diamètre 350 qui traverse le boulevard Gallieni en provenance de la rue du docteur Calmette ainsi que la reprise des branchements rue Louis Braille pour procéder à l'abandon de la conduite en diamètre 60.

Renouvellement des branchements hors plomb :

- Nous constatons que les fuites sur branchements concernent plus particulièrement les branchements en matériau PE noir. En parallèle du renouvellement des branchements plomb, il apparait nécessaire d'orienter également le renouvellement vers des branchements d'autres natures.
- Suez suggère à la Communauté de prévoir la mise en place du regard compteur en limite du domaine public lors de ces renouvellements et des marchés travaux.

Capacité d'alimentation en eau :

- L'arrêt du captage de la Plaine des Isles depuis fin 2016 a fortement réduit la capacité de production sur la communauté d'agglomération. Cette situation induit des tensions sur l'alimentation en eau notamment pendant les périodes de forte consommation.
- D'autre part, les maillages de réseaux ne permettent pas d'alimenter séparément tous les secteurs à partir des deux champs captant des Boisseaux et de la Plaine du Saulce.
- De façon très générale, l'alimentation en eau potable de la communauté est assurée mais n'est pas sécurisée en l'état actuel des choses.

2 | Présentation du service



2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/10/2012	30/09/2022	Affermage
Avenant n°01	19/02/2013	30/09/2022	Intégration de la commune de Champs sur Yonne.
Avenant n°02	11/04/2013	30/09/2022	Interconnexion Lindry.
Avenant n°03	14/10/2013	30/09/2022	Mise à jour du bordereau des prix et du règlement de service
Avenant n°04	23/02/2015	30/09/2022	Prise en compte de la réglementation "Construire Sans Détruire" et modification du PRC
Avenant n°05	20/10/2015	30/09/2022	Mise en sommeil du captage de la Potrade
Avenant n°06	01/01/2017	30/09/2022	Intégration de la commune de Charbuy
Avenant n°07	01/01/2018	30/09/2022	Intégration des communes de Coulanges la Vineuse, Escolives Sainte Camille, Gy l'Evêque, Irancy, Jussy, Vincelles et Vincelottes. Objectif de rendement : 70 % et ILP : 3,40 m³/j/km
Avenant n°08	01/07/2019	30/09/2022	Décrire les aménagements nécessaires à la bonne réalisation des travaux de réalimentation de la nappe de la Plaine de Saulce, définir les modalités de prise en charge des tvx complémentaires (fonds de tvx)

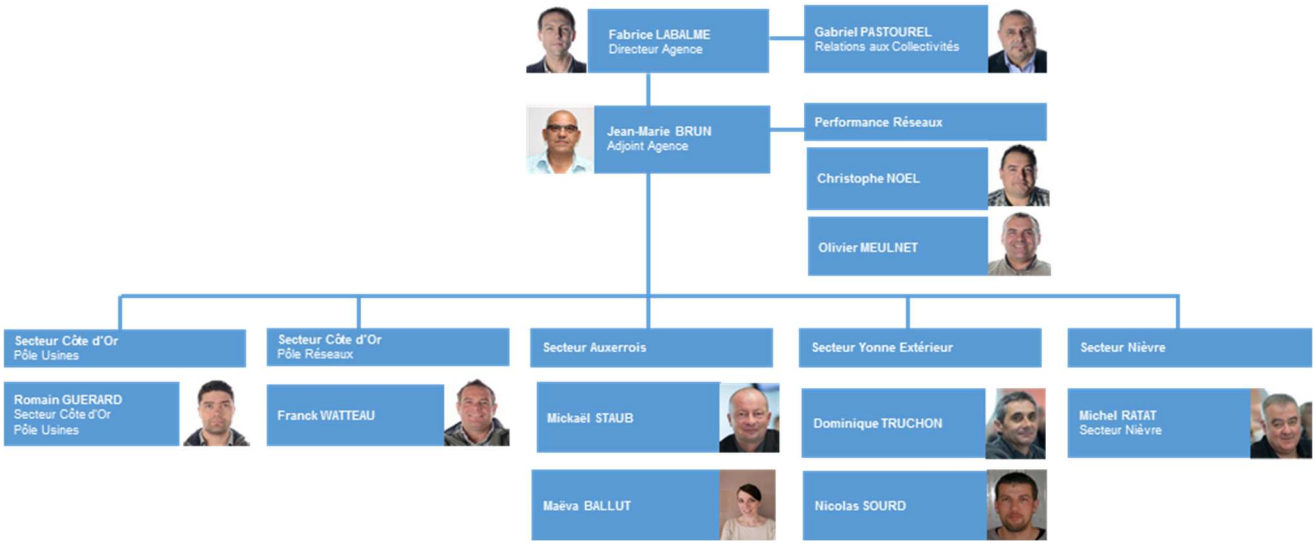
Les communes faisant partie du contrat sont les suivantes :

- APPOIGNY
- AUGY
- AUXERRE
- BLEIGNY-LE-CARREAU
- BRANCHES
- CHAMPS-SUR-YONNE
- CHARBUY
- CHEVANNES
- COULANGES-LA-VINEUSE
- ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE
- GURGY
- GY-L'EVEQUE
- IRANCY
- JUSSY
- LINDRY
- MONETEAU
- MONTIGNY-LA-RESLE
- PERRIGNY
- QUENNE
- SAINT-BRIS-LE-VINEUX
- SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHES
- VALLAN
- VENOY
- VILLEFARGEAU
- VILLENEUVE-SAINT-SALVES
- VINCELLES
- VINCELOTTES

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

L'organigramme ci-dessous vous présente vos interlocuteurs de l'Agence BOURGOGNE :



Votre interlocuteur privilégié est Jean-Marie BRUN (06.31.14.35.76).

2.2.2 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Au service des clients, 60 heures par semaine, du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures, les conseillers du Centre de Relation Client basé à Dijon répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de RDV).

La formation permanente de nos conseillers client permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXE

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 123 APPEL NON SURTAXE

- **L'ACCUEIL PHYSIQUE DES CLIENTS**

74 Rue Guynemer – 89000 AUXERRE le lundi, mardi et jeudi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h45, le mercredi de 13h45 à 16h45 et le vendredi de 8h45 à 11h45 et de 13h45 à 16h15

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.
- Débouchage de branchements d'assainissement …

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

2.3 L'inventaire du patrimoine

Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

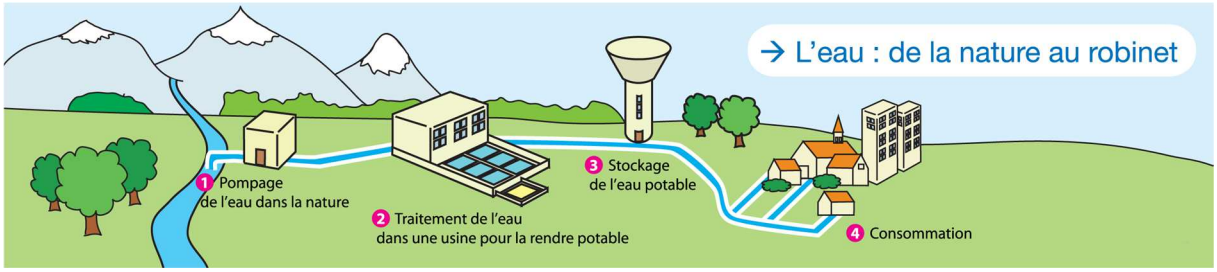
Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de desserte, et notamment les canalisations et accessoires de réseau acheminant l'eau potable jusqu'aux points de raccordement des branchements ou des appareils publics (bornes d'incendie, d'arrosage ou de nettoyage). Les variations du patrimoine exploité sont explicitées.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement

Commune	Site	Année de mise en service	Capacité de production	Unité
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	1968	670	m³/j
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	1958	7 440	m³/j
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	1968	1 060	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE		600	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	1950		m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	1977	14 000	m³/j

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	1960	1 290	m³/j
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES		360	m³/j
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1968	10 000	m³/j
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY - CA	1971	400	m³/j
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	1950		m³/j
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	1950		m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoirs disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Volume utile**	**Unité**
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	1984	1 000	m³
AUGY	Reservoir d'AUGY	1978	600	m³
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	1965	3 000	m³
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	1975	300	m³
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	1976	300	m³
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	1966	75	m³
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	1980	800	m³
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	1980	250	m³
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	1968	700	m³
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	2006	500	m³
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	1980	100	m³
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	2004	300	m³
GY-L'EVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	1950		m³
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	1968	100	m³
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	1981	1 000	m³
LINDRY	Reservoir de LINDRY		150	m³
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX		500	m³
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	1953	3 070	m³
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	1964	4 570	m³
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	1950	500	m³

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	1992	4	m³/h
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	1995	200	m³/h
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Iles - AUXERRE	2009	150	m³/h
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	1910	150	m³/h
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	1953	60	m³/h
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	1987	10	m³/h
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	1966	18	m³/h
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	1978	72	m³/h
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	2014	30	m³/h
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	1994	5	m³/h
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	1978	72	m³/h
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	2007	20	m³/h
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	1989	28	m³/h
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES		6	m³/h
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	1980	30	m³/h
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage réalimentation de nappe Plaine du Saulce	2019		m³/h
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	1950		m³/h
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	1955		m³/h
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	1955	25	m³/h
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	1961	5	m³/h
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	1964	16	m³/h
PERRIGNY	Réservoir surpresseur PERRIGNY - PERRIGNY		30	m³/h
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	1987	30	m³/h
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	1977	23	m³/h
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	1977	50	m³/h
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	1987	5	m³/h
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	1969	30	m³/h
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	2007	35	m³/h
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	2014	30	m³/h

- **LES TRAITEMENTS ET CONTROLES DE QUALITE D'EAU SUR LE RESEAU**

Pour assurer et maintenir une bonne qualité d'eau sur l'ensemble du réseau de distribution, les installations de traitement sur le réseau disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de traitement sur réseau		
Commune	**Site**	**Année de mise en service**
AUGY	Chloration AUGY	2014
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	2014

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)								
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	8 539	3 226	-	5 019	463	-	502	17 748
50-99 mm	184 709	4 634	43	113 553	1 581	-	626	305 146
100-199 mm	189 338	4 148	9 866	86 639	34	-	652	290 677
200-299 mm	51 831	166	8 837	2 470	201	-	-	63 505
300-499 mm	27 145	-	-	-	308	73	-	27 526
500-700 mm	10 337	-	-	-	211	-	-	10 548
Inconnu	2 709	-	-	1 546	-	-	11 495	15 750
Total	474 609	12 173	18 746	209 228	2 797	73	13 275	730 901

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond au delta en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations

Motif	ml
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	718 182
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	3 822
Linéaire de canalisation déposé	679
Renouvellements dépose	601
Renouvellements pose	521
Régularisations de plans	9 656
Situation actuelle	730 901

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat exception fait pour les prélocalisateurs dont le nombre représente les prélocalisateurs (fixes et mobiles) **utilisés** en cours d'année dans le cadre des campagnes de recherche de fuite.

Inventaire des principaux accessoires du réseau

Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	46	46	57	69	21,1%
Détendeurs / Stabilisateurs	35	36	41	40	- 2,4%
Equipements de mesure de type compteur	8	8	12	20	66,7%
Equipements de mesure de type pression	2	2	2	3	50,0%
Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	401	401	544	148	- 72,8%
Régulateurs débit	17	17	19	19	0,0%
Vannes	3 645	3 649	3 906	3 937	0,8%
Vidanges, purges, ventouses	1 104	1 101	1 177	1 184	0,6%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune

APPOIGNY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	3	3	3	3	0,0%
APPOIGNY	Equipements de mesure de type compteur	1	1	2	2	0,0%
APPOIGNY	Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	24	24	41	-	- 100,0%

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune

APPOIGNY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Régulateurs débit	2	2	2	2	0,0%
APPOIGNY	Vannes	241	241	241	241	0,0%
APPOIGNY	Vidanges, purges, ventouses	73	73	73	72	- 1,4%

AUGY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
AUGY	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1	1	0,0%
AUGY	Vannes	67	66	67	69	3,0%
AUGY	Vidanges, purges, ventouses	6	5	5	5	0,0%

AUXERRE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
AUXERRE	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	19	19	21	25	19,0%
AUXERRE	Détendeurs / Stabilisateurs	15	15	15	15	0,0%
AUXERRE	Equipements de mesure de type compteur	1	1	1	1	0,0%
AUXERRE	Equipements de mesure de type pression	2	2	2	3	50,0%
AUXERRE	Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	369	369	495	148	- 70,1%
AUXERRE	Régulateurs débit	7	7	8	8	0,0%
AUXERRE	Vannes	1 717	1 718	1 718	1 723	0,3%
AUXERRE	Vidanges, purges, ventouses	301	301	300	303	1,0%

BLEIGNY-LE-CARREAU	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
BLEIGNY-LE-CARREAU	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1	1	0,0%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1	1	0,0%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Vannes	25	26	28	28	0,0%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Vidanges, purges, ventouses	16	17	17	17	0,0%

BRANCHES	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
BRANCHES	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1	1	0,0%
BRANCHES	Vannes	20	20	20	20	0,0%
BRANCHES	Vidanges, purges, ventouses	14	14	14	14	0,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
CHAMPS-SUR-YONNE	Vannes	71	70	72	72	0,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
CHAMPS-SUR-YONNE	Vidanges, purges, ventouses	45	44	44	44	0,0%

CHARBUY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
CHARBUY	Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1	1	0,0%
CHARBUY	Equipements de mesure de type compteur	1	1	1	2	100,0%
CHARBUY	Vannes	110	110	110	111	0,9%
CHARBUY	Vidanges, purges, ventouses	50	50	50	50	0,0%

CHEVANNES	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
CHEVANNES	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1	3	200,0%
CHEVANNES	Détendeurs / Stabilisateurs	8	8	8	8	0,0%
CHEVANNES	Régulateurs débit	2	2	2	2	0,0%
CHEVANNES	Vannes	130	130	131	131	0,0%
CHEVANNES	Vidanges, purges, ventouses	41	41	41	41	0,0%

COULANGES-LA-VINEUSE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
COULANGES-LA-VINEUSE	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	-	-	-	1	0,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	Régulateurs débit	0	0	1	1	0,0%
COULANGES-LA-VINEUSE	Vannes	0	0	64	68	6,3%
COULANGES-LA-VINEUSE	Vidanges, purges, ventouses	0	0	4	4	0,0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	0	0	7	8	14,3%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Détendeurs / Stabilisateurs	0	0	5	4	- 20,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Equipements de mesure de type compteur	0	0	1	2	100,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Vannes	0	0	61	76	24,6%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Vidanges, purges, ventouses	0	0	12	14	16,7%

GURGY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
GURGY	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2	2	2	0,0%
GURGY	Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	8	8	8	-	- 100,0%
GURGY	Vannes	99	99	99	100	1,0%
GURGY	Vidanges, purges, ventouses	76	76	77	77	0,0%

GY-L'EVÊQUE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
GY-L'EVÊQUE	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	-	-	-	1	0,0%
GY-L'EVÊQUE	Equipements de mesure de type compteur	0	0	1	2	100,0%
GY-L'EVÊQUE	Vannes	0	0	3	3	0,0%
GY-L'EVÊQUE	Vidanges, purges, ventouses	0	0	2	3	50,0%

IRANCY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
IRANCY	Vannes	0	0	9	9	0,0%
IRANCY	Vidanges, purges, ventouses	0	0	7	7	0,0%

JUSSY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
JUSSY	Vannes	0	0	31	32	3,2%
JUSSY	Vidanges, purges, ventouses	0	0	6	6	0,0%

LINDRY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
LINDRY	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	1	1	1	1	0,0%
LINDRY	Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1	1	0,0%
LINDRY	Vannes	79	79	81	81	0,0%
LINDRY	Vidanges, purges, ventouses	63	63	63	63	0,0%

MONÉTEAU	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
MONÉTEAU	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	2	2	2	3	50,0%
MONÉTEAU	Equipements de mesure de type compteur	2	2	2	3	50,0%
MONÉTEAU	Régulateurs débit	2	2	2	2	0,0%
MONÉTEAU	Vannes	271	271	272	272	0,0%
MONÉTEAU	Vidanges, purges, ventouses	122	122	121	121	0,0%

MONTIGNY-LA-RESLE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
MONTIGNY-LA-RESLE	Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1	1	0,0%
MONTIGNY-LA-RESLE	Vannes	59	59	59	59	0,0%
MONTIGNY-LA-RESLE	Vidanges, purges, ventouses	32	32	32	32	0,0%

PERRIGNY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
PERRIGNY	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4	4	4	0,0%
PERRIGNY	Détendeurs / Stabilisateurs	1	2	2	2	0,0%
PERRIGNY	Equipements de mesure de type compteur	1	1	1	1	0,0%
PERRIGNY	Vannes	82	83	83	84	1,2%
PERRIGNY	Vidanges, purges, ventouses	21	22	22	22	0,0%

QUENNE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
QUENNE	Vannes	27	27	27	27	0,0%
QUENNE	Vidanges, purges, ventouses	19	19	19	19	0,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	-	-	-	2	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Détendeurs / Stabilisateurs	2	2	2	2	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Vannes	83	86	87	87	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Vidanges, purges, ventouses	16	16	17	17	0,0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4	5	5	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Equipements de mesure de type compteur	1	1	2	2	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Régulateurs débit	1	1	1	1	0,0%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Vannes	240	240	240	241	0,4%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Vidanges, purges, ventouses	59	59	59	60	1,7%

VALLAN	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VALLAN	Equipements de mesure de type compteur	1	1	1	1	0,0%
VALLAN	Régulateurs débit	1	1	1	1	0,0%
VALLAN	Vannes	54	54	54	54	0,0%
VALLAN	Vidanges, purges, ventouses	14	14	14	14	0,0%

VENOY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VENOY	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	4	4	5	5	0,0%
VENOY	Détendeurs / Stabilisateurs	4	4	4	4	0,0%
VENOY	Vannes	157	157	161	161	0,0%

VENOY	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VENOY	Vidanges, purges, ventouses	77	74	79	79	0,0%

VILLEFARGEAU	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VILLEFARGEAU	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	3	3	3	3	0,0%
VILLEFARGEAU	Détendeurs / Stabilisateurs	1	1	1	1	0,0%
VILLEFARGEAU	Régulateurs débit	2	2	2	2	0,0%
VILLEFARGEAU	Vannes	94	94	94	94	0,0%
VILLEFARGEAU	Vidanges, purges, ventouses	45	45	45	45	0,0%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Vannes	19	19	19	19	0,0%
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Vidanges, purges, ventouses	14	14	14	14	0,0%

VINCELLES	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VINCELLES	Equipements de mesure de type compteur	-	-	-	1	0,0%
VINCELLES	Vannes	0	0	49	49	0,0%
VINCELLES	Vidanges, purges, ventouses	0	0	30	30	0,0%

VINCELOTTES	Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
VINCELOTTES	Equipements de mesure de type compteur	-	-	-	1	0,0%
VINCELOTTES	Vannes	0	0	26	26	0,0%
VINCELOTTES	Vidanges, purges, ventouses	0	0	10	10	0,0%

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Pourcentage de branchements en plomb restant						
Type branchement	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	2 332	2 357	2 185	1 957	1 937	- 1,0%
Hors plomb avant compteur	24 292	23 659	24 443	27 481	27 653	0,6%
Branchement eau potable total	26 624	26 016	26 812	29 438	29 590	0,5%
% de branchements en plomb restant	8,8%	9,1%	8,1%	6,6%	6,5%	- 1,5%

Pourcentage de branchements en plomb restant				
APPOIGNY	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	41	41	40	- 2,4%
Hors plomb avant compteur	1 683	1 694	1 709	0,9%
Branchement eau potable total	1 725	1 735	1 749	0,8%
% de branchements en plomb restant	2,4%	2,4%	2,3%	- 3,2%

AUGY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	2	2	2	0,0%
Hors plomb avant compteur	541	543	543	0,0%
Branchement eau potable total	543	545	545	0,0%
% de branchements en plomb restant	0,4%	0,4%	0,4%	0,0%

AUXERRE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	1 928	1 698	1 677	- 1,2%
Hors plomb avant compteur	10 741	11 213	11 274	0,5%
Branchement eau potable total	12 818	12 911	12 951	0,3%
% de branchements en plomb restant	15%	13,2%	12,9%	- 1,5%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	148	152	151	- 0,7%
Branchement eau potable total	148	152	151	- 0,7%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

BRANCHES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	218	220	221	0,5%
Branchement eau potable total	218	220	221	0,5%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

CHAMPS-SUR-YONNE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	20	20	21	5,0%
Hors plomb avant compteur	782	802	809	0,9%

CHAMPS-SUR-YONNE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchement eau potable total	817	822	830	1,0%
% de branchements en plomb restant	2,4%	2,4%	2,5%	4,0%

CHARBUY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	868	891	900	1,0%
Branchement eau potable total	868	891	900	1,0%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

CHEVANNES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	44	44	42	- 4,5%
Hors plomb avant compteur	951	969	981	1,2%
Branchement eau potable total	1 000	1 013	1 023	1,0%
% de branchements en plomb restant	4,4%	4,3%	4,1%	- 5,5%

COULANGES-LA-VINEUSE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	-	488	484	- 0,8%
Branchement eau potable total	-	488	484	- 0,8%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	2	4	100,0%
Hors plomb avant compteur	-	381	382	0,3%
Branchement eau potable total	-	383	386	0,8%
% de branchements en plomb restant	0%	0,5%	1%	98,4%

GURGY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	1	1	0	- 100,0%
Hors plomb avant compteur	827	836	841	0,6%
Branchement eau potable total	828	837	841	0,5%
% de branchements en plomb restant	0,1%	0,1%	0%	- 100,0%

GY-L'EVÊQUE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	0	1	0,0%
Hors plomb avant compteur	-	252	251	- 0,4%
Branchement eau potable total	-	252	252	0,0%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0,4%	0,0%

IRANCY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	-	280	282	0,7%
Branchement eau potable total	-	280	282	0,7%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

JUSSY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	-	235	232	- 1,3%
Branchement eau potable total	-	235	232	- 1,3%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

LINDRY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	16	16	17	6,3%
Hors plomb avant compteur	607	611	612	0,2%
Branchement eau potable total	623	627	629	0,3%
% de branchements en plomb restant	2,6%	2,6%	2,7%	5,9%

MONÉTEAU	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	29	29	28	- 3,4%
Hors plomb avant compteur	1 933	1 956	1 960	0,2%
Branchement eau potable total	1 963	1 985	1 988	0,2%
% de branchements en plomb restant	1,5%	1,5%	1,4%	- 3,6%

MONTIGNY-LA-RESLE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	25	25	26	4,0%
Hors plomb avant compteur	291	302	301	- 0,3%
Branchement eau potable total	325	327	327	0,0%

MONTIGNY-LA-RESLE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
% de branchements en plomb restant	7,7%	7,6%	8%	4,0%

PERRIGNY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	21	21	22	4,8%
Hors plomb avant compteur	626	640	640	0,0%
Branchement eau potable total	648	661	662	0,2%
% de branchements en plomb restant	3,2%	3,2%	3,3%	4,6%

QUENNE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	244	244	245	0,4%
Branchement eau potable total	244	244	245	0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	1	1	0	- 100,0%
Hors plomb avant compteur	664	669	674	0,7%
Branchement eau potable total	666	670	674	0,6%
% de branchements en plomb restant	0,2%	0,1%	0%	- 100,0%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	2	2	3	50,0%
Hors plomb avant compteur	1 536	1 549	1 556	0,5%
Branchement eau potable total	1 539	1 551	1 559	0,5%
% de branchements en plomb restant	0,1%	0,1%	0,2%	49,2%

VALLAN	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	19	19	17	- 10,5%
Hors plomb avant compteur	352	357	361	1,1%
Branchement eau potable total	372	376	378	0,5%
% de branchements en plomb restant	5,1%	5,1%	4,5%	- 11,0%

VENOY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	15	15	15	0,0%
Hors plomb avant compteur	809	817	825	1,0%
Branchement eau potable total	824	832	840	1,0%
% de branchements en plomb restant	1,8%	1,8%	1,8%	- 1,0%

VILLEFARGEAU	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	18	18	18	0,0%
Hors plomb avant compteur	486	493	495	0,4%
Branchement eau potable total	504	511	513	0,4%
% de branchements en plomb restant	3,6%	3,5%	3,5%	- 0,4%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	3	3	3	0,0%
Hors plomb avant compteur	136	140	140	0,0%
Branchement eau potable total	139	143	143	0,0%
% de branchements en plomb restant	2,2%	2,1%	2,1%	0,0%

VINCELLES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	-	507	544	7,3%
Branchement eau potable total	-	507	544	7,3%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0%	0,0%

VINCELOTTES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchements en plomb avant compteur	-	0	1	0,0%
Hors plomb avant compteur	-	240	240	0,0%
Branchement eau potable total	-	240	241	0,4%
% de branchements en plomb restant	0%	0%	0,4%	0,0%

Les branchements		
APPOIGNY	**Matériau branchement avant compteur**	**2019**
APPOIGNY	Acier fer noir galvanisé	37
APPOIGNY	Cuivre	6
APPOIGNY	Fonte	32
APPOIGNY	Inconnu	17
APPOIGNY	PE bandes bleues	1 527
APPOIGNY	PE noir ou autres	46
APPOIGNY	Plomb réhabilité	1
APPOIGNY	PVC	41
APPOIGNY	Visités mais indétectables	2

AUGY	Matériau branchement avant compteur	2019
AUGY	Acier fer noir galvanisé	9
AUGY	Fonte	17
AUGY	Inconnu	19
AUGY	PE bandes bleues	434
AUGY	PE noir ou autres	22
AUGY	PVC	42

AUXERRE	Matériau branchement avant compteur	2019
AUXERRE	Acier fer noir galvanisé	482
AUXERRE	Amiante ciment	2
AUXERRE	Cuivre	155
AUXERRE	Fonte	235
AUXERRE	Inconnu	252
AUXERRE	PE bandes bleues	9 573
AUXERRE	PE noir ou autres	257
AUXERRE	Plomb réhabilité	110
AUXERRE	PVC	199
AUXERRE	Visités mais indétectables	9

BLEIGNY-LE-CARREAU	Matériau branchement avant compteur	2019
BLEIGNY-LE-CARREAU	Acier fer noir galvanisé	1
BLEIGNY-LE-CARREAU	Fonte	11
BLEIGNY-LE-CARREAU	Inconnu	5
BLEIGNY-LE-CARREAU	PE bandes bleues	130
BLEIGNY-LE-CARREAU	PE noir ou autres	4

BRANCHES	Matériau branchement avant compteur	2019
BRANCHES	Acier fer noir galvanisé	1
BRANCHES	Inconnu	3
BRANCHES	PE bandes bleues	189
BRANCHES	PE noir ou autres	3
BRANCHES	PVC	25
BRANCHES	Visités mais indétectables	0

CHAMPS-SUR-YONNE	Matériau branchement avant compteur	2019
CHAMPS-SUR-YONNE	Acier fer noir galvanisé	1
CHAMPS-SUR-YONNE	Fonte	9
CHAMPS-SUR-YONNE	Inconnu	16
CHAMPS-SUR-YONNE	PE bandes bleues	673
CHAMPS-SUR-YONNE	PE noir ou autres	25
CHAMPS-SUR-YONNE	Plomb réhabilité	14
CHAMPS-SUR-YONNE	PVC	70
CHAMPS-SUR-YONNE	Visités mais indétectables	1

CHARBUY	Matériau branchement avant compteur	2019
CHARBUY	Cuivre	1
CHARBUY	Inconnu	832
CHARBUY	PE bandes bleues	42
CHARBUY	PE noir ou autres	10
CHARBUY	PVC	11
CHARBUY	Visités mais indétectables	4

CHEVANNES	Matériau branchement avant compteur	2019
CHEVANNES	Acier fer noir galvanisé	1
CHEVANNES	Fonte	10
CHEVANNES	Inconnu	17
CHEVANNES	PE bandes bleues	823
CHEVANNES	PE noir ou autres	25
CHEVANNES	Plomb réhabilité	4
CHEVANNES	PVC	99
CHEVANNES	Visités mais indétectables	2

COULANGES-LA-VINEUSE	Matériau branchement avant compteur	2019
COULANGES-LA-VINEUSE	Fonte	0
COULANGES-LA-VINEUSE	Inconnu	430
COULANGES-LA-VINEUSE	PE bandes bleues	43
COULANGES-LA-VINEUSE	PE noir ou autres	11

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Matériau branchement avant compteur	2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Cuivre	2
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Inconnu	358
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PE bandes bleues	17
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PE noir ou autres	3
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	PVC	2

GURGY	Matériau branchement avant compteur	2019
GURGY	Acier fer noir galvanisé	33
GURGY	Fonte	36
GURGY	Inconnu	7
GURGY	PE bandes bleues	729
GURGY	PE noir ou autres	31
GURGY	PVC	4
GURGY	Visités mais indétectables	1

GY-L'EVÊQUE	Matériau branchement avant compteur	2019
GY-L'EVÊQUE	Inconnu	247
GY-L'EVÊQUE	PE bandes bleues	3
GY-L'EVÊQUE	PE noir ou autres	1

IRANCY	Matériau branchement avant compteur	2019
IRANCY	Inconnu	274
IRANCY	PE bandes bleues	7
IRANCY	Visités mais indétectables	1

JUSSY	Matériau branchement avant compteur	2019
JUSSY	Inconnu	229
JUSSY	PE bandes bleues	2
JUSSY	PE noir ou autres	1

LINDRY	Matériau branchement avant compteur	2019
LINDRY	Inconnu	26
LINDRY	PE bandes bleues	385
LINDRY	PE noir ou autres	15
LINDRY	Plomb réhabilité	1
LINDRY	PVC	182
LINDRY	Visités mais indétectables	3

MONÉTEAU	Matériau branchement avant compteur	2019
MONÉTEAU	Acier fer noir galvanisé	42
MONÉTEAU	Fonte	107
MONÉTEAU	Inconnu	42
MONÉTEAU	PE bandes bleues	1 650
MONÉTEAU	PE noir ou autres	55
MONÉTEAU	Plomb réhabilité	1
MONÉTEAU	PVC	59
MONÉTEAU	Visités mais indétectables	4

MONTIGNY-LA-RESLE	Matériau branchement avant compteur	2019
MONTIGNY-LA-RESLE	Acier fer noir galvanisé	13
MONTIGNY-LA-RESLE	Cuivre	1
MONTIGNY-LA-RESLE	Fonte	12
MONTIGNY-LA-RESLE	Inconnu	2
MONTIGNY-LA-RESLE	PE bandes bleues	253
MONTIGNY-LA-RESLE	PE noir ou autres	11
MONTIGNY-LA-RESLE	Plomb réhabilité	8
MONTIGNY-LA-RESLE	Visités mais indétectables	1

PERRIGNY	Matériau branchement avant compteur	2019
PERRIGNY	Cuivre	3
PERRIGNY	Inconnu	35
PERRIGNY	PE bandes bleues	516
PERRIGNY	PE noir ou autres	62
PERRIGNY	PVC	21
PERRIGNY	Visités mais indétectables	3

QUENNE	Matériau branchement avant compteur	2019
QUENNE	Acier fer noir galvanisé	46
QUENNE	Fonte	28
QUENNE	Inconnu	1
QUENNE	PE bandes bleues	167
QUENNE	PE noir ou autres	2
QUENNE	Visités mais indétectables	1

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Matériau branchement avant compteur	2019
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Acier fer noir galvanisé	2
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Cuivre	13
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Fonte	3
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Inconnu	18
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	PE bandes bleues	335
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	PE noir ou autres	66
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Plomb réhabilité	1

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Matériau branchement avant compteur	2019
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	PVC	234
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Visités mais indétectables	2

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Matériau branchement avant compteur	2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Acier fer noir galvanisé	1
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Cuivre	1
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Fonte	13
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Inconnu	31
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PE bandes bleues	1 438
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PE noir ou autres	63
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	PVC	8
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Visités mais indétectables	1

VALLAN	Matériau branchement avant compteur	2019
VALLAN	Acier fer noir galvanisé	0
VALLAN	Cuivre	1
VALLAN	Inconnu	6
VALLAN	PE bandes bleues	345
VALLAN	PE noir ou autres	7
VALLAN	PVC	2

VENOY	Matériau branchement avant compteur	2019
VENOY	Acier fer noir galvanisé	59
VENOY	Fonte	49
VENOY	Inconnu	12
VENOY	PE bandes bleues	668
VENOY	PE noir ou autres	22
VENOY	PVC	12
VENOY	Visités mais indétectables	3

VILLEFARGEAU	Matériau branchement avant compteur	2019
VILLEFARGEAU	Acier fer noir galvanisé	1
VILLEFARGEAU	Cuivre	1

VILLEFARGEAU	Matériau branchement avant compteur	2019
VILLEFARGEAU	Inconnu	9
VILLEFARGEAU	PE bandes bleues	465
VILLEFARGEAU	PE noir ou autres	12
VILLEFARGEAU	PVC	3
VILLEFARGEAU	Visités mais indétectables	4

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Matériau branchement avant compteur	2019
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Fonte	1
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Inconnu	2
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	PE bandes bleues	127
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	PE noir ou autres	6
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	PVC	2
VILLENEUVE-SAINT-SALVES	Visités mais indétectables	2

VINCELLES	Matériau branchement avant compteur	2019
VINCELLES	Inconnu	536
VINCELLES	PE bandes bleues	6
VINCELLES	PE noir ou autres	2

VINCELOTTES	Matériau branchement avant compteur	2019
VINCELOTTES	Inconnu	239

Les branchements

Type branchement	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Branchement eau potable total	26 016	26 812	29 438	29 590	0,5%

- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranches de diamètres et tranches d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice :

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	0	2 462	212	39	2 713
Eau froide	B 5 - 9 ans	0	5 921	391	72	6 384
Eau froide	C 10 - 14 ans	0	4 475	293	30	4 798
Eau froide	D 15 - 19 ans	0	10 548	230	40	10 818
Eau froide	E 20 - 25 ans	0	9 752	150	17	9 919
Eau froide	F > 25 ans	0	480	82	12	574
Eau froide	Inconnu	10	1 540	0	7	1 557
Incendie	A 0 - 4 ans	0	0	3	10	13
Incendie	B 5 - 9 ans	0	3	6	46	55
Incendie	C 10 - 14 ans	0	0	3	11	14
Incendie	D 15 - 19 ans	0	2	6	7	15
Incendie	E 20 - 25 ans	0	0	1	15	16
Incendie	F > 25 ans	0	0	0	12	12
Incendie	Inconnu	0	3	0	3	6
Total		10	35 186	1 377	321	36 894

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement impose de nouvelles obligations en matière de description des réseaux d'eaux usées à travers l'Indice de connaissance de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice de connaissance doit atteindre la note minimale de 40/45. La cotation minimale repose avant tout sur le descriptif détaillé de 50% du linéaire, d'une part pour le diamètre et le matériau et, d'autre part, sur l'âge ou la date de pose des canalisations (cf. Arrêté du 2 déc. 2013).

Le détail de la notation de l'indice de connaissance de gestion patrimoniale du contrat est donné ci-après.

Si votre indice de connaissance patrimoniale est inférieur à 40, un plan d'actions doit être établi pour enrichir la connaissance du patrimoine sur la nature, le diamètre et la date de pose ou l'âge des collecteurs. Votre plan d'action doit vous amener à obtenir un taux de connaissance de 80% sur chacun des critères. Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	13
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	28
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2019**
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**108**

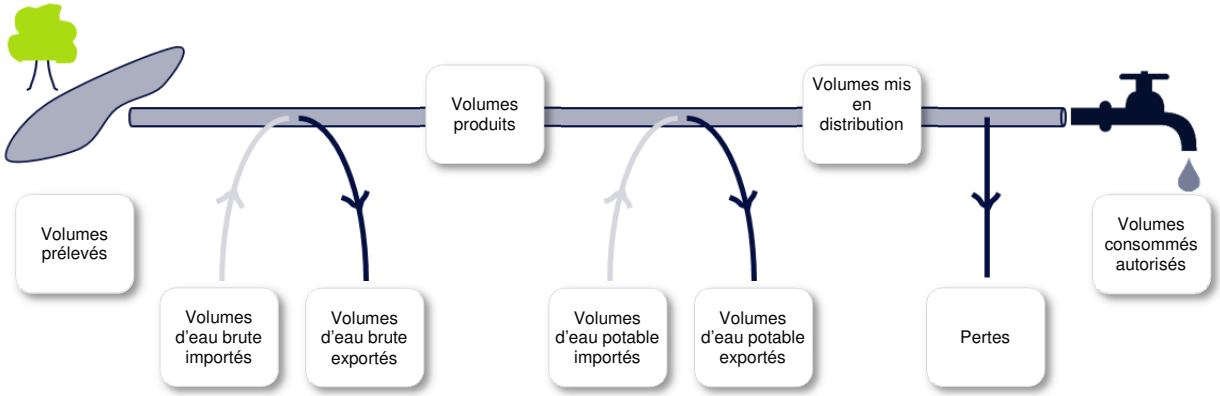
3 | Qualité du service



3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable



3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes d'eau brute prélevés (m³)

Commune	Site	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Total des volumes prélevés		5 534 941	5 668 697	5 936 240	6 294 484	6,0%

Volumes d'eau brute prélevés (m³)

Commune	Site	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	18 880	38 540	6 910	- 82,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	-	147 488	178 820	21,2%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	-	28 498	21 637	- 24,1%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	2 287 239	2 369 983	2 819 617	19,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	108 149	118 085	99 002	- 16,2%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	-	41 845	37 692	- 9,9%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	3 254 429	3 026 672	3 003 589	- 0,8%
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY - CA	0	1 935	2 763	42,8%
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	-	141 674	105 855	- 25,3%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	-	21 520	18 599	- 13,6%
Total des volumes prélevés		5 668 697	5 936 240	6 294 484	6,0%

3.1.3 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)						
Site	**Désignation**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
	Total volumes eau potable importés (B)	6 700	6 915	25 775	8 738	- 66,1%
	Total volumes eau potable exportés (C)	51 561	49 565	241 001	190 380	- 21,0%

3.1.4 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

Comme expliqué dans le paragraphe précédent, et de façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont également été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution sur période de relève (m³)					
Désignation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A) = (A') - (A'')	5 436 500	5 666 587	6 013 541	6 091 871	1,3%
dont volumes eau brute prélevés (A')	5 436 500	5 666 587	6 013 541	6 091 871	1,3%
dont volumes de service production (A'')	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable importés (B)	6 648	6 825	6 841	8 743	27,8%
Total volumes eau potable exportés (C)	66 074	62 840	222 067	189 591	- 14,6%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	5 377 074	5 610 572	5 798 315	5 911 023	1,9%

3.1.5 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimation ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage des abonnés. Ces volumes relevés correspondent aux volumes facturés (incluant les volumes exonérés) et aux volumes dégrevés.
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectuées conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)					
Désignation	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	3 895 706	4 098 313	4 238 622	4 002 740	- 5,6%
- dont Volumes facturés (E')	3 895 706	4 019 266	4 168 903	3 909 993	- 6,2%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	79 047	69 719	92 747	33,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	146 896	147 202	70 871	247 202	248,8%
Volumes de service du réseau (G)	21 879	23 406	22 786	33 887	48,7%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	4 064 481	4 268 921	4 332 279	4 283 829	- 1,1%

3.1.6 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

L'indice linéaire de pertes en réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m³/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites
- de la politique de renouvellement du réseau
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m³/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution. Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les pertes d'eau potable en réseau, ici comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ces pertes en réseau se décomposent en :

- Pertes réelles : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- Pertes apparentes : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement aux pertes d'eau potables en réseau, les volumes non comptés, ici comptabilisés sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le rendement de réseau, ici comptabilisé sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours, est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommée avec autorisation sur le périmètre

du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)

Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	5 377 074	5 610 572	5 798 315	5 911 023	1,9%
Volumes comptabilisés (E)	3 895 706	4 098 313	4 238 622	4 002 740	- 5,6%
Volumes consommés autorisés (H)	4 064 481	4 268 921	4 332 279	4 283 829	- 1,1%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	1 312 593	1 341 651	1 466 036	1 627 194	11,0%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	1 481 368	1 512 259	1 559 693	1 908 283	22,3%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	638,829	673,772	718	721,96	0,6%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	365	0,0%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	5,63	5,46	5,59	6,17	10,4%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	6,35	6,15	5,95	7,24	21,7%

Rendement de réseau (%)

Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	4 064 481	4 268 921	4 332 279	4 283 829	- 1,1%
Volumes eau potable exportés (C)	66 074	62 840	222 067	189 591	- 14,6%
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	5 436 500	5 666 587	6 013 541	6 091 871	1,3%
dont volumes eau brute prélevés (A')	5 436 500	5 666 587	6 013 541	6 091 871	1,3%
dont volumes de service production (A'')	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable importés (B)	6 648	6 825	6 841	8 743	27,8%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	75,89	76,35	75,65	73,33	- 3,1%

Rendement de réseau (%) du secteur Coulangeois

Désignation	2019
Volumes consommés autorisés (H)	172 934
Volumes eau potable exportés (C)	124 085
Volumes eau potable produits (A)=(A') - (A'')	320 914
dont volumes eau brute prélevés (A')	320 914
dont volumes de service production (A'')	0
Volumes eau potable importés (B)	77 145
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	63.12 %

Les volumes d'eau produits correspondent aux captages d'Escolives, Irancy, Coulanges la Vineuse (forage et source du Groie), Vincelles et Jussy.

Les volumes d'eau importés correspondent aux imports depuis la plaine du Saulce par Escolives (station de pompage, bourg et cour barrée) et Jussy.

Les exports correspondent aux ventes en gros sur Migé (sens positif et négatif) et Val de Mercy.

Les rendements de réseaux par secteur :

Rendement de réseau (%) par secteur		
Désignation	**Nature**	**2019**
Branches	Rural	80.98%
Sougères	Rural	91.03%
Bleigny	Rural	59.45%
Vallan	Rural	82.05%
Vaux	Rural	78.07%
Lindry	Rural	81.87%
Charbuy	Rural	85.66%
Appoigny	Semi urbain	68.02%
Gurgy	Semi urbain	80.24%
Chevannes	Semi urbain	77.58%
Venoy Laborde Montallery	Semi urbain	73.02%
St Georges Villefargeau	Semi urbain	76.09%
Augy	Semi urbain	83.81%
Perrigny	Semi urbain	87.94%
Rive droite	Semi urbain	75.6%
St Bris le Vineux	Semi urbain	61.16%
Champs sur Yonne	Semi urbain	68.78%
Monéteau	Urbain	74.98%
ZAC St Siméon	Urbain	76.39%
Rive gauche	Urbain	71.56%

Rendement de réseau (%) par nature	
Désignation	**2019**
Rural	74.97%
Semi urbain	73.86%
Urbain	72.27%

3.1.7 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau

Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	4 064 481	4 268 921	4 332 279	4 283 829	- 1,1%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	638,8	673,8	718	722	0,6%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	17,7	17,6	17,4	17	- 2,3%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	75	75	80	80	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	68,54	68,52	68,48	68,4	- 0,1%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	75,89	76,35	75,65	73,33	- 3,1%

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,

- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

La révision des dispositifs anti-intrusion et des dispositifs de chloration a été lancée et conduira potentiellement l'exploitant à faire des propositions d'améliorations.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

La Collectivité est alimentée par 2 ressources principales :

- Plaine du Saulce à Escolives Ste Camille
- Les Boisseaux à Monéteau

Il y a également des ressources : Toutefois, des ressources plus spécifiques peuvent être Et spécifiquement pour les communes de Saint Bris le Vineux et Charbuy :

- Le Puits des Prés du Moulin alimente la station de traitement de Charbuy
- Château du Saulce alimente le pompage de Saint Bris le Vineux
- La source de Groies alimente le réservoir de Coulanges la Vineuse (hors périmètre d'affermage)
- Le puits de Coulanges qui alimente le pompage de Coulanges la Vineuse
- La Fontaine ronde alimente le pompage de Jussy
- Sauvagenoux alimente le pompage de Vincelles
- L'étang alimente le pompage d'Escolives sainte Camille
- Le Puits du Parc alimente le pompage d'Irancy.

Ces eaux sont désinfectées par chloration dans les stations de pompage.

Sur les réseaux les plus longs, des équipements de chloration intermédiaire assurent le maintien des taux de chlore nécessaires à la distribution d'eau de qualité.

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivantes :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	9	0	100,0%	27	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	9	0	100,0%	2 455	0	100,0%
Surveillance	Physico-chimique	19	0	100,0%	19	0	100,0%

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de l'autocontrôle du délégataire sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivantes :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	43	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	61	9	85,2%	0	100,0%	25	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	217	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	6 082	9	99,9%	0	100,0%	404	0	100,0%	0	100,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et en autocontrôle du délégataire sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
COULANGES-LA-VINEUSE	Contrôle sanitaire	Hors référence	25/02/2019	COULANGES LA VINEUSE-RESERVOIR	TURBIDITE	0.8700	NTU	<=.5	
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Hors référence	13/03/2019	REFT PLAINE DU SAULCE 1	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3.0000	sans objet	<=2	>=1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Hors référence	13/03/2019	SORTIE STATION PUITS COULANGE	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3.0000	sans objet	<=2	>=1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Hors référence	10/09/2019	REFT PLAINE DU SAULCE 1	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3.0000	sans objet	<=2	>=1
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Hors référence	10/09/2019	SORTIE STATION TRAITEMENT L ETANG	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	4.0000	sans objet	<=2	>=1
IRANCY	Contrôle sanitaire	Hors référence	16/10/2019	IRANCY SORTIE STATION	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	4.0000	sans objet	<=2	>=1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Hors référence	14/05/2019	REFOULEMENT BOISSEAUX 3 - LOCAL DES POMPES	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3.0000	sans objet	<=2	>=1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Hors référence	30/07/2019	REFOULEMENT BOISSEAUX 1 - LOCAL DES POMPES	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	4.0000	sans objet	<=2	>=1
MONÉTEAU	Contrôle sanitaire	Hors référence	09/09/2019	REFOULEMENT BOISSEAUX 3 - LOCAL DES POMPES	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3.0000	sans objet	<=2	>=1

L'équilibre calco-carbonique est le reflet de la minéralisation de l'eau. Il ne comporte pas de limite de qualité, mais seulement une référence de qualité. Ce paramètre n'est pas variable dans le temps. Les valeurs qui apparaissent hors référence ne sont pas représentatives du caractère équilibré que présente habituellement l'eau.

La valeur de l'équilibre calco-carbonique étant basée sur un calcul qui repose, entre autres, sur la mesure du pH sur le terrain, elle est très sensible à des dérives de l'appareil de mesure utilisé par le préleveur.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	152	1	99,3%	0	100,0%	1	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	164	0	100,0%	1	99,4%	8	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	762	1	99,9%	0	100,0%	6	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	1 868	0	100,0%	1	99,9%	58	0	100,0%	0	100,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Contrôle sanitaire	Non conforme	24/12/2019	CENTRE BOURG	NITRATES	53.6000	mg/litre	<=50	
QUENNE	Contrôle sanitaire	Hors référence	28/08/2019	CENTRE QUENNE	COLIFORMES "TOTAUX" à 36°	1.0000	nombre/100 ml	=0	

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007

	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	195	0	100%
Physico-chimique	94	1	98,9%

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille des aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)

Commune	Site	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	8 244	7 962	5 509	9 174	66,5%
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	732	2 669	1 596	1 557	- 2,4%
AUGY	Chloration AUGY	3 478	3 842	4 055	2 895	- 28,6%
AUGY	Pompage d'AUGY (hors service)	517	1 389	973	1 043	7,2%
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	1 023	17 715	15 702	-	- 100,0%
AUXERRE	Chloration route de Chevannes - AUXERRE	- 195	1	8	0	- 100,0%
AUXERRE	Cptr Robert Rimbert 350 - AUXERRE	235	- 144	20	0	- 100,0%
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	9 175	9 507	13 960	7 709	- 44,8%
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	2 649	2 772	3 445	2 673	- 22,4%
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	116 739	123 920	302 696	309 972	2,4%
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	173 898	180 489	199 564	198 677	- 0,4%
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	1 500	2 928	1 350	1 213	- 10,1%
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	27 216	40 150	39 869	32 187	- 19,3%
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	20 440	20 206	19 851	31 235	57,3%
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	1 148	1 835	3 472	2 830	- 18,5%
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	4 267	6 707	5 027	5 650	12,4%
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	17 128	16 451	16 032	20 762	29,5%
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	- 45	60	231	726	214,3%
BRANCHES	Accelerateur de BRANCHES	6 562	7 720	7 932	9 290	17,1%
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	80	89	78	102	30,8%
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	-	1 460	4 128	6 885	66,8%
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	-	149 383	132 751	130 952	- 1,4%
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	31	- 10	176	75	- 57,4%
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	12 589	12 692	14 131	11 932	- 15,6%

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)						
Commune	**Site**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	12 864	11 997	15 410	12 183	- 20,9%
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	-	-	6 678	8 959	34,2%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	-	-	44 040	132 913	201,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	-	-	3 397	4 946	45,6%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	923 105	900 985	1 003 263	983 181	- 2,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	69 815	92 382	80 286	85 578	6,6%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	-	-	11 025	21 512	95,1%
FLEURY-LA-VALLÉE	Vanne de Ponceau	-	718	548	529	- 3,5%
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	-	-	7 238	4 644	- 35,8%
LINDRY	Reservoir de LINDRY	1 804	- 1 449	207	109	- 47,3%
MONÉTEAU	Alerte pollution Boisseau - MONETEAU	-	-	419	1 303	211,0%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	1 194 167	1 238 985	1 211 133	1 182 538	- 2,4%
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	26 905	23 825	3 165	3 262	3,1%
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	14 972	16 168	12 878	13 883	7,8%
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	258	1 971	56	332	492,9%
PERRIGNY	Pompage de PERRIGNY - CA	3 395	2 895	-	-	0,0%
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	414 841	446 856	339 721	314 316	- 7,5%
PERRIGNY	Réservoir surpresseur PERRIGNY - PERRIGNY	3 395	2 895	3 416	3 745	9,6%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	3 948	4 063	3 994	3 994	0,0%
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	3 179	3 890	3 952	3 861	- 2,3%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	105	101	96	102	6,3%
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	35	22	18	17	- 5,6%
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	3 999	6 117	5 942	5 793	- 2,5%
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	36 245	29 911	47 516	42 511	- 10,5%
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	283	171	1 240	2 173	75,2%
VENOY	Surpresseur de l'Autoroute - VENOY	25 302	183 265	33 236	42 536	28,0%
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	27 587	36 443	30 214	28 973	- 4,1%
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	36 504	38 907	32 393	29 917	- 7,6%
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	-	-	33 427	45 268	35,4%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	-	-	16 943	16 440	- 3,0%

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)						
Commune	Site	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Total		3 210 949	3 650 363	3 744 407	3 783 057	1,0%

3.3.2 La consommation de produits de traitement

Les consommations en produits de traitement des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation de produits de traitement							
Commune	Site	Réactifs	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	313	372	399	391	- 2,0%
AUGY	Chloration AUGY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	394	371	429	373	- 13,1%
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Chlore (kg)	-	-	84	56	- 33,3%
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	113	0	- 100,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Chlore (kg)	-	-	56	98	75,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	412	716	73,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Chlore (kg)	1 323	1 274	1 323	1 519	14,8%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Chlore (kg)	60	56	56	70	25,0%
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	242	315	30,2%
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Chlore (kg)	1 862	1 764	1 715	1 813	5,7%
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	343	486	401	344	- 14,2%
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Chlore (kg)	30	42	14	42	200,0%
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	472	529	290	428	47,6%
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	175	229	30,9%
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Chlore (kg)	-	-	98	49	- 50,0%
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	Javel (hypochlorite de soude) (L)	-	-	119,5	116	- 2,9%

3.3.3 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Rappel réglementation :

« La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. **Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans** par le chef d'établissement **si le rapport précédent ne présente aucune observation** ou **si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification**. Le chef d'établissement informe l'inspecteur du travail par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée des éléments prouvant qu'il n'y a pas de non-conformité ou que les non-conformités ont été levées. Cet envoi doit comprendre, le cas échéant, l'avis des membres du CHSCT ou des délégués du personnel ».

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	Equipement électrique		20/05/2019
APPOIGNY	Surpresseur des Bries - APPOIGNY	Equipement électrique		17/05/2019
AUXERRE	Accelerateur de Chantemerle - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	24/05/2019
AUXERRE	Accelerateur Plaine des Iles - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	15/05/2019
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Equipement électrique		15/05/2019
AUXERRE	Pompage Plaine des Isles - AUXERRE	Extincteur		22/10/2019
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	Equipement électrique		17/05/2019
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	Equipement électrique		17/05/2019
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	Equipement électrique		15/05/2019
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	Equipement électrique		17/05/2019
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	Equipement électrique		24/05/2019
AUXERRE	Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE	Extincteur		22/10/2019
AUXERRE	Surpresseur des Vauviers - AUXERRE	Equipement électrique		24/05/2019
AUXERRE	Surpresseur Hameau du Coteau - AUXERRE	Equipement électrique		13/05/2019
AUXERRE	Surpresseur ZAC Saint Simeon - AUXERRE	Equipement électrique		21/05/2019
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	Equipement électrique		13/05/2019
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	Equipement électrique		20/05/2019
CHARBUY	Reservoir de CHARBUY	Equipement électrique		20/05/2019
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	Equipement électrique		21/05/2019
CHEVANNES	Reservoir de CHEVANNES	Equipement électrique		23/05/2019
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	Equipement électrique	armoire générale BT	23/05/2019
COULANGES-LA-VINEUSE	Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique		23/05/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Equipement électrique		23/05/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Extincteur	Centrale détection fuite de chlore	02/10/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de COULANGES LA VINEUSE	Extincteur	Centrale détection fuite de chlore	03/04/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de JUSSY	Equipement électrique	armoire générale BT	26/09/2019

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Equipement électrique		24/05/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de la Plaine du Saulce - ESCOLIVES	Extincteur		22/10/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique		23/05/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Pompage d'ESCOLIVES	Equipement électrique		23/05/2019
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	Extincteur		22/10/2019
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	Equipement électrique	Armoire électrique	24/05/2019
LINDRY	Reservoir de LINDRY	Equipement électrique		20/05/2019
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Equipement électrique		16/05/2019
MONÉTEAU	Pompage des Boisseaux - MONETEAU	Extincteur		22/10/2019
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	16/05/2019
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	Equipement électrique		13/05/2019
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	Equipement électrique	armoire générale BT	21/05/2019
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Simeon - AUXERRE	Extincteur	extincteur	22/10/2019
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Reservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique		23/05/2019
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Surpresseur SAINT BRIS LE VINEUX	Equipement électrique		23/05/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	Equipement électrique		21/05/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Meteo - AUXERRE	Equipement électrique		21/05/2019
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	Equipement électrique		23/05/2019
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	Equipement électrique		13/05/2019
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	Equipement électrique		13/05/2019
VILLEFARGEAU	Accelerateur de VILLEFARGEAU	Equipement électrique	armoire générale BT	21/05/2019
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	Equipement électrique		20/05/2019
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Cellule fuite de chlore	02/10/2019
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Detecteur	Cellule fuite de chlore	04/04/2019
VINCELLES	Pompage de VINCELLES	Equipement électrique	armoire générale BT	26/09/2019
VINCELOTTES	Pompage d'IRANCY	Equipement électrique	Armoire électrique	26/09/2019

3.3.4 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs

Commune	Site	Date intervention
APPOIGNY	Réservoir APPOIGNY	21/11/2019
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	28/11/2019
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	13/09/2019
AUXERRE	Réservoir de Chantemerle - AUXERRE	13/09/2019
AUXERRE	Réservoir de Laborde - AUXERRE	28/08/2019
AUXERRE	Réservoir des Pommes Rouges - AUXERRE	26/09/2019
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	16/09/2019
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	16/09/2019
AUXERRE	Réservoir et surpresseur des Bas Moreaux - AUXERRE	07/10/2019
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	23/05/2019
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	26/11/2019
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	12/12/2019
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	12/12/2019
AUXERRE	Réservoir relance de Jonches - AUXERRE	12/12/2019
AUXERRE	Réservoir relance Vaux Bas - AUXERRE	22/05/2019
AUXERRE	Réservoir surpresseur ZUP Sainte Geneviève - AUXERRE	23/05/2019
AUXERRE	Réservoir Vaux Haut - AUXERRE	20/12/2019
BLEIGNY-LE-CARREAU	Réservoir de BLEIGNY LE CARREAU	26/11/2019
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	18/01/2019
BRANCHES	Réservoir de BRANCHES	12/06/2019
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	28/08/2019
CHARBUY	Réservoir de CHARBUY	28/08/2019
CHARBUY	Station de traitement de CHARBUY	15/01/2019
CHEVANNES	Réservoir de CHEVANNES	06/06/2019
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	07/10/2019
CHEVANNES	Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES	12/06/2019
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	15/01/2019

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
CHEVANNES	Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES	22/05/2019
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	13/06/2019
COULANGES-LA-VINEUSE	Réservoir haut de COULANGES LA VINEUSE	05/06/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	15/01/2019
ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	Réservoir d'ESCOLIVES	15/01/2019
GY-L'EVÊQUE	Réservoir de GY-L'EVEQUE	21/05/2019
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	20/05/2019
IRANCY	Réservoir d'IRANCY	24/05/2019
JUSSY	Réservoir de CHAMPS SUR YONNE	12/12/2019
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	22/05/2020
JUSSY	Surpresseur réservoir de JUSSY	12/06/2019
LINDRY	Réservoir de LINDRY	12/09/2019
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	11/06/2019
MONÉTEAU	Réservoir et surpresseur de Pien - MONETEAU	12/12/2019
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	18/01/2019
MONÉTEAU	Réservoir relance de MONETEAU	29/08/2019
MONTIGNY-LA-RESLE	Réservoir surpresseur de Malville - MONTIGNY LA RESLE	12/09/2019
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	30/08/2019
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	30/08/2019
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	27/09/2019
PERRIGNY	Réservoir relance de Saint Siméon - AUXERRE	12/09/2019
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	22/05/2019
SAINT-BRIS-LE-VINEUX	Réservoir de SAINT BRIS LE VINEUX	24/05/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	23/05/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	30/08/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Haut Saint Georges - AUXERRE	30/08/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	25/10/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	25/10/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	07/10/2019
SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	Réservoir Météo - AUXERRE	21/11/2019
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	21/05/2019
VALLAN	Réservoir surpresseur de VALLAN	12/06/2019

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
VENOY	Réservoir relance d'Egriselles - VENOY	10/12/2019
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	21/05/2019
VENOY	Réservoir surpresseur Les Soleines - VENOY	21/05/2019
VILLEFARGEAU	Relance des Bruyeres - VILLEFARGEAU	29/08/2019
VINCELOTTES	Réservoir de VINCELOTTES	13/06/2019

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution		
Indicateur	**Type d'intervention**	**2019**
Accessoires	créés	2
Accessoires	renouvelés	14
Accessoires	supprimés	3
Appareils de fontainerie	créés	4
Appareils de fontainerie	déplacés	1
Appareils de fontainerie	renouvelés	18
Appareils de fontainerie	réparés	8
Appareils de fontainerie	supprimés	5
Appareils de fontainerie	vérifiés	21
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	0
Branchements	créés	80
Branchements	modifiés	17
Branchements	renouvelés	415
Branchements	supprimés	5
Compteurs	déposés	15
Compteurs	étalonnés ou normalisés	1
Compteurs	posés	132
Compteurs	remplacés	533
Devis métrés	réalisés	198
Enquêtes	Clientèle	982

Les interventions sur le réseau de distribution		
Indicateur	**Type d'intervention**	**2019**
Fermetures d'eau	à la demande du client	25
Fermetures d'eau	autres	4
Eléments de réseau	mis à niveau	39
Remise en eau	sur le réseau	132
Réparations	fuite sur accessoire réseau	25
Réparations	fuite sur branchement	131
Réparations	fuite sur réseau de distribution	178
Autres		2 949
Total actes		5 937

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite au cours de l'exercice :

La recherche des fuites			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Linéaire de réseau ausculté (ml)	359 001	705 120	96,4%

3.3.7 Les interventions en astreinte

Parmi les nombreuses interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution ou sur les installations, certaines sont effectuées en dehors des heures ouvrées habituelles. Les tableaux ci-après détaillent les interventions réalisées en astreinte :

Les interventions en astreinte sur le réseau			
Désignation	**2018**	**2019**	**Variation N/N-1**
Les interventions sur le réseau	154	157	1,9%

Les interventions en astreinte sur les usines			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Astreinte	90	111	23,3%

3.4 Le bilan clientèle

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre d'abonnements

Le nombre d'abonnement, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Nombre d'abonnés

Désignation	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	29 649	30 674	32 926	32 746	- 0,5%
Autres abonnements	1 207	499	470	477	1,5%
Total	30 856	31 173	33 396	33 223	- 0,5%

Nombre d'abonnés

APPOIGNY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 628	1 629	1 632	1 634	0,1%
Autres abonnements	71	31	31	28	- 9,7%
Total	1 699	1 660	1 663	1 662	- 0,1%

AUGY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	506	509	507	510	0,6%
Autres abonnements	20	13	11	11	0,0%
Total	526	522	518	521	0,6%

AUXERRE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	16 966	17 038	16 928	16 797	- 0,8%
Autres abonnements	655	241	236	245	3,8%
Total	17 621	17 279	17 164	17 042	- 0,7%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	143	141	140	140	0,0%
Autres abonnements	6	3	3	3	0,0%
Total	149	144	143	143	0,0%

BRANCHES	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	207	209	208	210	1,0%
Autres abonnements	3	2	2	1	- 50,0%
Total	210	211	210	211	0,5%

CHAMPS-SUR-YONNE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	808	811	803	797	- 0,7%
Autres abonnements	29	7	7	8	14,3%
Total	837	818	810	805	- 0,6%

CHARBUY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	847	885	886	0,1%
Autres abonnements	-	21	2	2	0,0%
Total	-	868	887	888	0,1%

CHEVANNES	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 014	1 031	1 038	1 035	- 0,3%
Autres abonnements	44	22	22	22	0,0%
Total	1 058	1 053	1 060	1 057	- 0,3%

COULANGES-LA-VINEUSE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	476	447	- 6,1%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	476	447	- 6,1%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	362	354	- 2,2%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	362	354	- 2,2%

GURGY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	804	809	802	807	0,6%
Autres abonnements	21	7	7	7	0,0%
Total	825	816	809	814	0,6%

GY-L'EVÊQUE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	244	242	- 0,8%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	244	242	- 0,8%

IRANCY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	274	264	- 3,6%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	274	264	- 3,6%

JUSSY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	224	220	- 1,8%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	224	220	- 1,8%

LINDRY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	609	612	617	614	- 0,5%
Autres abonnements	10	0	0	0	0,0%
Total	619	612	617	614	- 0,5%

MONÉTEAU	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 987	2 032	2 020	2 016	- 0,2%
Autres abonnements	91	40	40	43	7,5%
Total	2 078	2 072	2 060	2 059	0,0%

MONTIGNY-LA-RESLE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	298	298	301	301	0,0%
Autres abonnements	24	7	7	7	0,0%
Total	322	305	308	308	0,0%

PERRIGNY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	599	610	619	619	0,0%
Autres abonnements	9	8	8	8	0,0%

PERRIGNY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Total	608	618	627	627	0,0%

QUENNE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	226	232	230	226	- 1,7%
Autres abonnements	7	1	1	1	0,0%
Total	233	233	231	227	- 1,7%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	581	584	584	589	0,9%
Autres abonnements	54	29	29	29	0,0%
Total	635	613	613	618	0,8%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	1 510	1 513	1 520	1 504	- 1,1%
Autres abonnements	90	31	30	29	- 3,3%
Total	1 600	1 544	1 550	1 533	- 1,1%

VALLAN	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	361	357	356	357	0,3%
Autres abonnements	18	7	5	6	20,0%
Total	379	364	361	363	0,6%

VENOY	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	796	806	808	811	0,4%
Autres abonnements	21	9	9	9	0,0%
Total	817	815	817	820	0,4%

VILLEFARGEAU	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	481	479	484	486	0,4%
Autres abonnements	27	14	14	14	0,0%
Total	508	493	498	500	0,4%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	125	127	127	130	2,4%
Autres abonnements	7	6	6	4	- 33,3%
Total	132	133	133	134	0,8%

VINCELLES	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	503	524	4,2%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	503	524	4,2%

VINCELOTTES	2016	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	-	-	234	226	- 3,4%
Autres abonnements	-	-	0	0	0,0%
Total	-	-	234	226	- 3,4%

3.4.2 Les volumes vendus

Les volumes vendus correspondent aux volumes facturés sur l'année civile. En conséquence, les variations des volumes facturés ne sont pas entièrement imputables à une baisse ou une augmentation de la consommation, mais peuvent être en partie liées à des décalages de relève d'une année sur l'autre.
Pour pouvoir analyser les volumes consommés, il est nécessaire de comparer les volumes annuels de relève à relève, cela est présenté dans le tableau des rendements de réseaux.

Volumes vendus (m³)				
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	2 488 992	2 533 649	2 606 780	2,9%
Volumes vendus aux collectivités	190 533	205 304	154 353	- 24,8%
Volumes vendus aux professionnels	997 320	1 055 509	1 116 321	5,8%
Total des volumes facturés	3 676 844	3 794 462	3 877 454	2,2%

Volumes vendus (m³)				
APPOIGNY	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	125 352	124 736	117 720	- 5,6%
Volumes vendus aux collectivités	15 315	3 528	2 960	- 16,1%
Volumes vendus aux professionnels	119 833	126 260	130 450	3,3%
Total des volumes facturés	260 500	254 524	251 130	- 1,3%

AUGY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	62 406	38 422	37 252	- 3,0%
Volumes vendus aux collectivités	1 141	645	316	- 51,0%
Volumes vendus aux professionnels	5 477	3 079	4 612	49,8%
Total des volumes facturés	69 024	42 146	42 180	0,1%

AUXERRE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	1 346 845	1 315 150	1 307 210	- 0,6%
Volumes vendus aux collectivités	142 175	163 570	110 403	- 32,5%
Volumes vendus aux professionnels	648 929	662 003	652 952	- 1,4%
Total des volumes facturés	2 137 948	2 140 722	2 070 565	- 3,3%

BLEIGNY-LE-CARREAU	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	11 629	11 877	10 990	- 7,5%
Volumes vendus aux collectivités	173	336	642	91,1%
Volumes vendus aux professionnels	428	301	446	48,2%
Total des volumes facturés	12 230	12 514	12 078	- 3,5%

BRANCHES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	18 752	17 760	16 941	- 4,6%
Volumes vendus aux collectivités	216	119	217	82,4%
Volumes vendus aux professionnels	495	2 450	3 409	39,1%
Total des volumes facturés	19 463	20 329	20 567	1,2%

CHAMPS-SUR-YONNE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	63 454	65 688	50 150	- 23,7%
Volumes vendus aux collectivités	342	2 163	1 788	- 17,3%
Volumes vendus aux professionnels	12 908	14 020	17 638	25,8%
Total des volumes facturés	76 704	81 871	69 576	- 15,0%

CHARBUY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	56 105	79 495	75 926	- 4,5%
Volumes vendus aux collectivités	1 063	2 404	1 769	- 26,4%
Volumes vendus aux professionnels	5 738	7 299	7 559	3,6%

CHARBUY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Total des volumes facturés	62 906	89 198	85 254	- 4,4%

CHEVANNES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	84 567	86 649	85 416	- 1,4%
Volumes vendus aux collectivités	5 705	2 594	5 569	114,7%
Volumes vendus aux professionnels	8 190	8 368	6 992	- 16,4%
Total des volumes facturés	98 462	97 611	97 977	0,4%

COULANGES-LA-VINEUSE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	12 818	40 916	219,2%
Volumes vendus aux collectivités	-	672	415	- 38,2%
Volumes vendus aux professionnels	-	4 485	15 862	253,7%
Total des volumes facturés	-	17 975	57 193	218,2%

ESCOLIVES-SAINTE-CAMILLE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	12 923	41 384	220,2%
Volumes vendus aux collectivités	-	0	621	0,0%
Volumes vendus aux professionnels	-	961	3 670	281,9%
Total des volumes facturés	-	13 884	45 675	229,0%

GURGY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	55 082	67 509	60 074	- 11,0%
Volumes vendus aux collectivités	2 116	5 186	111	- 97,9%
Volumes vendus aux professionnels	3 868	3 903	6 177	58,3%
Total des volumes facturés	61 066	76 598	66 362	- 13,4%

GY-L'EVÊQUE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	7 599	20 534	170,2%
Volumes vendus aux collectivités	-	251	582	131,9%
Volumes vendus aux professionnels	-	536	1 508	181,3%
Total des volumes facturés	-	8 386	22 624	169,8%

IRANCY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	8 261	17 312	109,6%
Volumes vendus aux collectivités	-	0	117	0,0%
Volumes vendus aux professionnels	-	734	5 130	598,9%
Total des volumes facturés	-	8 995	22 559	150,8%

JUSSY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	7 832	25 439	224,8%
Volumes vendus aux collectivités	-	101	57	- 43,6%
Volumes vendus aux professionnels	-	0	347	0,0%
Total des volumes facturés	-	7 933	25 843	225,8%

LINDRY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	57 447	57 847	55 325	- 4,4%
Volumes vendus aux collectivités	942	938	934	- 0,4%
Volumes vendus aux professionnels	11	1 252	2 624	109,6%
Total des volumes facturés	58 400	60 037	58 883	- 1,9%

MONÉTEAU	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	165 081	163 553	147 227	- 10,0%
Volumes vendus aux collectivités	8 526	6 292	6 672	6,0%
Volumes vendus aux professionnels	78 736	76 891	90 955	18,3%
Total des volumes facturés	252 343	246 736	244 854	- 0,8%

MONTIGNY-LA-RESLE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	24 976	27 595	22 959	- 16,8%
Volumes vendus aux collectivités	589	680	629	- 7,5%
Volumes vendus aux professionnels	5 071	6 191	9 517	53,7%
Total des volumes facturés	30 637	34 466	33 105	- 3,9%

PERRIGNY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	51 098	51 953	49 169	- 5,4%
Volumes vendus aux collectivités	618	378	476	25,9%
Volumes vendus aux professionnels	20 716	33 689	33 413	- 0,8%

PERRIGNY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Total des volumes facturés	72 432	86 020	83 058	- 3,4%

QUENNE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	19 298	17 993	22 013	22,3%
Volumes vendus aux collectivités	38	62	104	67,7%
Volumes vendus aux professionnels	34	22	343	1 459,1%
Total des volumes facturés	19 370	18 077	22 460	24,2%

SAINT-BRIS-LE-VINEUX	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	43 552	45 259	40 831	- 9,8%
Volumes vendus aux collectivités	1 789	1 933	1 980	2,4%
Volumes vendus aux professionnels	11 457	14 085	18 596	32,0%
Total des volumes facturés	56 798	61 277	61 407	0,2%

SAINT-GEORGES-SUR-BAULCHE	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	143 632	142 128	143 061	0,7%
Volumes vendus aux collectivités	6 759	8 219	12 743	55,0%
Volumes vendus aux professionnels	28 870	25 972	35 512	36,7%
Total des volumes facturés	179 261	176 319	191 316	8,5%

VALLAN	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	26 428	26 014	26 679	2,6%
Volumes vendus aux collectivités	233	259	118	- 54,4%
Volumes vendus aux professionnels	937	1 095	1 106	1,0%
Total des volumes facturés	27 598	27 368	27 903	2,0%

VENOY	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	74 995	69 800	68 227	- 2,3%
Volumes vendus aux collectivités	1 963	4 059	1 623	- 60,0%
Volumes vendus aux professionnels	39 306	51 879	40 929	- 21,1%
Total des volumes facturés	116 264	125 738	110 779	- 11,9%

VILLEFARGEAU	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	44 766	42 498	41 576	- 2,2%
Volumes vendus aux collectivités	696	700	706	0,9%
Volumes vendus aux professionnels	6 052	9 066	14 873	64,1%
Total des volumes facturés	51 514	52 264	57 155	9,4%

VILLENEUVE-SAINT-SALVES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	13 528	12 457	10 545	- 15,4%
Volumes vendus aux collectivités	133	134	125	- 6,9%
Volumes vendus aux professionnels	264	281	2 174	673,7%
Total des volumes facturés	13 925	12 873	12 844	- 0,2%

VINCELLES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	13 970	52 373	274,9%
Volumes vendus aux collectivités	-	0	2 342	0,0%
Volumes vendus aux professionnels	-	687	7 464	986,5%
Total des volumes facturés	-	14 657	62 179	324,2%

VINCELOTTES	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	-	5 863	19 531	233,1%
Volumes vendus aux collectivités	-	81	334	312,3%
Volumes vendus aux professionnels	-	0	2 063	0,0%
Total des volumes facturés	-	5 944	21 928	268,9%

3.4.3 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	4 116	2
Facturation	1 176	1 033
Règlement/Encaissement	1 975	259
Prestation et travaux	369	0
Information	8 991	-

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Dépose d'index	1 016	0
Technique eau	775	743
Total	18 418	2 037

3.4.4 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle, ou via notre site internet.

Au 31 décembre 2019, 46,71 % clients paient leurs factures à l'aide de la mensualisation.

Activité de gestion				
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	28 229	29 118	29 126	0,0%
Nombre d'abonnés mensualisés	14 709	15 364	16 325	6,3%
Nombre d'abonnés prélevés	4 151	4 697	4 825	2,7%
Nombre d'échéanciers	741	636	699	9,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	88 957	66 559	69 392	4,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	3 983	4 305	5 414	25,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	1 898	1 663	1 666	0,2%
Nombre total de factures comptabilisées	94 838	72 527	76 472	5,4%

3.4.5 La relation clients

Notre objectif commun est de garantir une approche professionnelle et une relation de confiance.

- **RELEVE DES COMPTEURS**

SUEZ Eau France déploie sur le terrain des équipes d'agents dédiés **exclusivement** au relevé des compteurs.

Les missions essentielles des agents effectuant la relève des compteurs, sont :

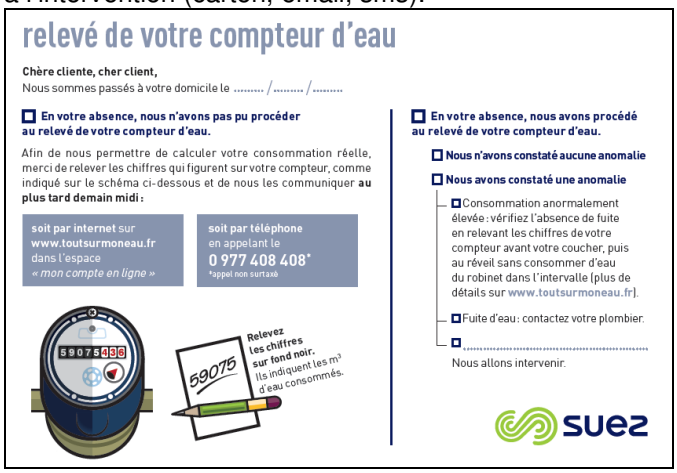
- la remontée pertinente d'index,
- le diagnostic de dysfonctionnements constatés,
- l'enrichissement la base de données d'informations de terrain (géolocalisation, situation de danger, plombage du compteur, etc.)



copyright : Thierry Duvivier

- une réponse adaptée aux questions des clients.

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'une information en amont (affichage en mairie et l'envoi d'un courrier et/ou d'un SMS d'informations aux clients 48h avant le passage du releveur) et d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, email, sms).


relevé de votre compteur d'eau

Chère cliente, cher client,
Nous sommes passés à votre domicile le ...../...../.....

☐ En votre absence, nous n'avons pas pu procéder au relevé de votre compteur d'eau.

Afin de nous permettre de calculer votre consommation réelle, merci de relever les chiffres qui figurent sur votre compteur, comme indiqué sur le schéma ci-dessous et de nous les communiquer au plus tard demain midi :

soit par internet sur www.toutsurmoneau.fr dans l'espace « mon compte en ligne »

soit par téléphone en appelant le 0 977 408 408* *appel non surtaxé

Relevez les chiffres sur fond noir. Ils indiquent les m³ d'eau consommés.

☐ En votre absence, nous avons procédé au relevé de votre compteur d'eau.

☐ Nous n'avons constaté aucune anomalie
☐ Nous avons constaté une anomalie
☐ Consommation anormalement élevée : vérifiez l'absence de fuite en relevant les chiffres de votre compteur avant votre coucher, puis au réveil sans consommer d'eau du robinet dans l'intervalle (plus de détails sur www.toutsurmoneau.fr).
☐ Fuite d'eau : contactez votre plombier.
☐ .....
Nous allons intervenir.

suez

ou


relevé de votre compteur d'eau

Chère cliente, cher client,
Nous sommes passés à votre domicile le ...../...../.....

☐ En votre absence, nous n'avons pas pu procéder au relevé de votre compteur d'eau.

Afin de nous permettre de calculer votre consommation réelle, merci de relever les chiffres qui figurent sur votre compteur, comme indiqué sur le schéma ci-dessous et de nous les communiquer au plus tard demain midi :

soit par mail en envoyant la photo de votre compteur à xxxxxxxxxxx @suez.com

soit par internet sur www.toutsurmoneau.fr dans l'espace « mon compte en ligne »

soit par téléphone en appelant le 0 977 408 408 * *appel non surtaxé

Relevez les chiffres sur fond noir. Ils indiquent les m³ d'eau consommés.

☐ En votre absence, nous avons procédé au relevé de votre compteur d'eau.

☐ Nous n'avons constaté aucune anomalie
☐ Nous avons constaté une anomalie
☐ Consommation anormalement élevée : vérifiez l'absence de fuite en relevant les chiffres de votre compteur avant votre coucher, puis au réveil sans consommer d'eau du robinet dans l'intervalle (plus de détails sur www.toutsurmoneau.fr).
☐ Fuite d'eau : contactez votre plombier.
☐ .....
Nous allons intervenir.

suez


compte rendu d'intervention

Chère cliente, cher client,
Nous sommes passés à votre domicile le ...../...../..... pour :

☐ Poser votre compteur
☐ Ouvrir votre branchement
☐ Relever votre compteur
☐ Poser ou maintenir le système de télérelève de votre compteur
☐ Fermer votre branchement suite à votre demande
☐ Retirer votre compteur
☐ Remplacer votre compteur
INDEX ANCIEN COMPTEUR
INDEX NOUVEAU COMPTEUR
☐ Autre :
RÉFÉRENCE CLIENT

☐ Nous n'avons pas constaté d'anomalie
☐ Nous avons constaté une anomalie
☐ Vous n'êtes pas abonné(e) à nos services. Merci de bien vouloir nous contacter sous 48 h pour régulariser votre situation.
☐ Il y a une fuite d'eau. Nous vous conseillons d'appeler votre plombier.
☐ Nous n'avons pas pu intervenir
.....
Merci de nous contacter pour prendre rendez-vous.

vous pouvez nous contacter du lundi au vendredi de 8 h à 19 h et le samedi de 8 h à 13 h au 0 977 408 408* *appel non surtaxé

suez

- **<u>UNE POLITIQUE ACTIVE DE COMMUNICATION</u>**

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant). Emission et mise à disposition de la facture d'eau
   b. Actions sur le compteur : relève, changement
   c. Echanges avec les équipes techniques : confirmation de RDV avec un technicien

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux), tchat, courrier, réseaux sociaux.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique) ou en chattant avec un conseiller clientèle.
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…













> Un livret d'accueil pour les nouveaux clients (remarque : pour les marques locales il s'agit d'un encart facture R/V personnalisé avec la marque locale et non d'un livret)



Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,
- Un livret comprenant des informations sur les services en ligne (compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.



copyright : Business Roll Agency

> Magazines Eau Services

Eau Services, le magazine de SUEZ Eau France qui présente les solutions nouvelles à tous les acteurs du territoire : collectivités, entreprises, agriculteurs …

Diffusé dans une version papier deux fois par an, il est complété par un supplément technique pour chaque numéro, des numéros spéciaux et des newsletters digitales.

Une étude de lectorat mené en novembre 2017 a montré que Eau Service est un magazine :



- **97% Facile à comprendre**
- **97% Délivre une information en laquelle on peut avoir confiance**
- **93% Informe sur les aspects du service de l'eau et de l'assainissement**
- **83% Donne une meilleure connaissance de l'offre SUEZ au service de votre territoire**
- **83% Constitue un lien régulier avec SUEZ**

Newsletters Eau Services

Janvier 2019 – Quelle est la perception des français de l'eau et de son service en 2018 ?
Février 2019 – Comment inspecter 100% des réseaux d'assainissement ?
Mars 2019 – Comment faciliter la collecte des bouteilles et flacons plastiques en France ?
Avril 2019 – La collecte et la valorisation des déchets occasionnels, un enjeu pour les collectivités en milieu rural ou urbain
Mai 2019 – Qualité de l'air : micro-algues et innovation au service des collectivités locales te des citoyens
Juin 2019 – Concilier développement économique et préservation du littoral : découvrez le dispositif de revalorisation environnementale et économique du littoral marseillais
Juillet 2019 – Garantir une bonne qualité des eaux de baignade, un enjeu sanitaire, environnemental et économique.
Septembre 2019 – L'open data est mort, vive les plateformes de données
Octobre 2019 – REUT : golf du Cap d'Agde arrosé par les eaux usées traitées
Novembre 2019 – Devenir acteur d'une nouvelle agriculture, plus verte, utilisant du phosphore issu des eaux usées
Décembre 2019 – Du nouveau dans l'air : lutter contre les nuisances olfactives d'un site industriel ou la pollution atmosphérique en ville

Retrouvez également tous les articles du magazine Eau Services sur la plateforme TSM https://eau.toutsurmesservices.fr/

La relation clients

Désignation	2017	2018	2019	N/N-1 (%)
Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui	-
Taux de prise d'appel au CRC	77,5	90	88,6	- 1,6%
Satisfaction Post Contact	6,9	7,2	7,7	7,1%
Pourcentage de clients satisfaits	66	69	80,1	16,1%
Nombre de réclamations écrites FP2E	355	298	303	1,7%
Nombre de dossiers arrivée client traités dans les délais sans pose compteur	1 650	987	2 909	194,7%
Nombre d'arrivées clients dans la période	1 770	1 063	2 980	180,3%
Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini par le service (jour)	1	1	1	0,0%
Taux de respect du délai d'ouverture maximal	93,2	92,9	97,6	5,1%
Taux de réclamation FP2E (nombre/1000 abonnés)	11,4	8,9	9,1	2,2%

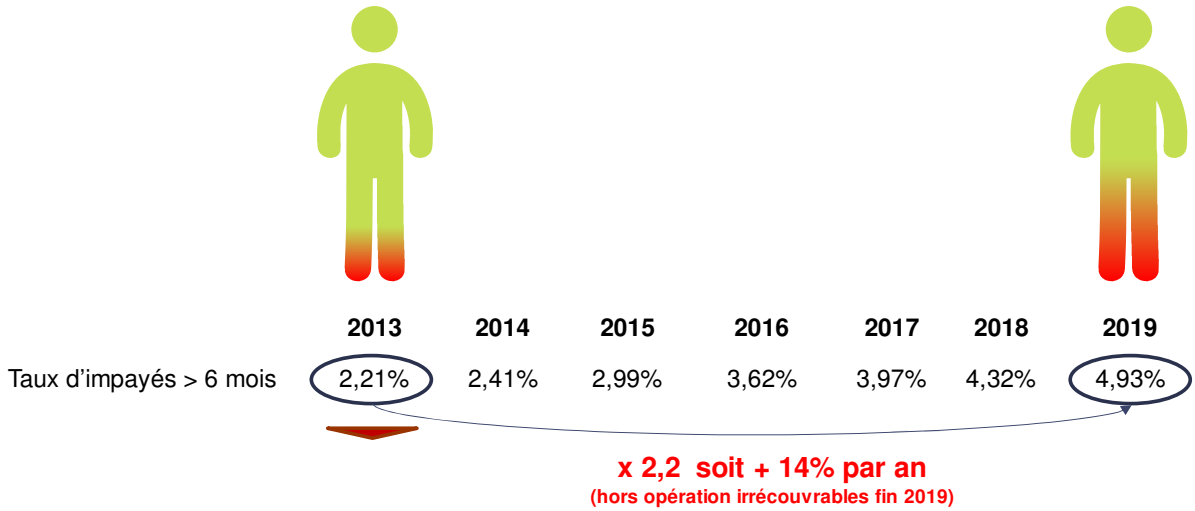
3.4.6 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Depuis 2013, marquée notamment par la promulgation de la loi Brottes, le taux d'impayés clients (eau, assainissement, travaux), défini comme le ratio des créances de plus de 6 mois rapportées au chiffre d'affaires glissant des 12 derniers mois, n'a cessé de progresser.



Pour endiguer cette tendance, Suez a adapté en permanence les compétences et le dimensionnement de ses équipes en charge du recouvrement afin de piloter des plans de relance structurés en 3 phases une fois la période d'exigibilité des factures dépassée :

Recouvrement amiable :

- avis par mails, SMS ou courriers gradués en fonction du temps,
- relances téléphoniques systématiques avant passage à la phase suivante

Recouvrement précontentieux

- recouvrement terrain en cas de relance téléphonique infructueuse,
- recours à des cabinets d'huissiers locaux ou à des sociétés spécialisées de recouvrement

Recouvrement contentieux

- avis de poursuite en cas de recouvrement terrain infructueux,
- transmission des créances à un cabinet de recouvrement et/ou à un huissier
- procédure judiciaire individuelle ou collective (assignation, mesures exécutoires le cas échéant)

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Le niveau atteint par ces « irrécouvrables » étant devenu trop élevé, la Direction Financière, avec l'accord des Commissaires aux Comptes, a décidé de procéder fin 2019 à un passage en pertes d'une part importante de ce stock d'irrécouvrables.

Cette opération explique le retour à un niveau d'impayés national de 3,93% alors qu'il aurait été de 4,93% sans cela.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Créances irrécouvrables (€)	66 548,43	236 829,81	255,9%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,82	2,69	228,0%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	2,62	2,25	- 14,1%

3.4.7 Le fonds de solidarité

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.
Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	36	33	- 8,3%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	36	23	- 36,1%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	1 614,36	1 696,01	5,1%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	1 530,14	1 607,48	5,1%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	977	1 048,33	7,3%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	0	0,0%
Montant du dégrèvement social (€ HT)	0	0	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	1 530,14	1 607,48	5,1%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0004	0,0004	2,2%

3.4.8 Les dégrèvements

Les dégrèvements			
Désignation	**2018**	**2019**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	61	122	100,0%
Nombres de demandes de dégrèvement	61	210	244,3%
Nombres de demandes non couvertes contractuellement	3	2	- 33,3%
Volumes dégrévés (m³)	69 719	92 747	33,0%

3.4.9 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :
- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- l'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public et de la TVA,
- l'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe variable selon le diamètre du compteur d'eau et un prix au m³.

- **LE TARIF**

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	31,61	32,26	2,1%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	1,2561	1,3244	5,4%
Taux de la partie fixe du service (%)	17,34%	16,87%	- 2,7%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	2,07785	2,1559	3,8%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,96952	2,04323	3,7%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	31,61	32,26	2,1%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,3961	0,4044	2,1%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,86	0,92	7,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,38	0,38	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,07	0,07	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,1083	0,1127	4,0%

- **L'EVOLUTION DU TARIF DE L'EAU**

Evolution des révisions de la tarification			
Désignation	**01/01/2019**	**01/01/2020**	**N/N-1 (%)**
Coefficient d'indexation	1,01969	1,04063	2,1%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

DISTRIBUTION DE L'EAU	M3	Prix unitaire au 01/01/2020	Prix annuel P
Part du délégataire			
Abonnement annuel		**32,26**	32,26
Consommation	15	**0,12134**	1,82
	75	**0,404**	30,27
	30	**0,547**	16,41
Part de la Collectivité			
Abonnement annuel			0,00
Consommation	120	**0,9200**	110,40
Organismes publics			
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	120	**0,0700**	8,40
Redevance Pollution domestique (Agence de l'eau)	120	**0,3800**	45,60
Sous total "eau" hors TVA en euros			**245,16**
TVA à 5,5 %			13,48
Total 120 m3 TTC en euros			**258,65**
Soit le m3 TTC en euros			**2,155**
Prix au litre €/l			**0,0022**
Répartition du prix de l'eau pour 120 m3 en partie			**VARIABLE**
Part du délégataire			48,50
Part de la Collectivité			110,40
TOTAL HT du PRIX DU SERVICE			**158,90**
% de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD)			

4 | Comptes de la délégation



4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

4.1.1 Le CARE

E - COMMUNAUTE AUXERROISE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2018	2019	Ecart en %
PRODUITS	**7 773 371**	**8 406 451**	**8,1%**
Exploitation du service	3 267 813	3 393 883	
Collectivités et autres organismes publics	4 268 203	4 754 611	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	
Produits accessoires	237 355	257 957	
CHARGES	**7 919 445**	**8 622 898**	**8,9%**
Personnel	1 378 783	1 427 372	
Energie électrique	260 403	322 285	
Achats d'eau	19 715	9 574	
Produits de traitement	8 795	14 076	
Analyses	32 086	27 972	
Sous-traitance, matières et fournitures	296 481	320 960	
Impôts locaux et taxes	125 901	124 067	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	624 655	655 181	
• télécommunication, postes et télégestion	39 873	43 951	
• engins et véhicules	157 851	120 971	
• informatique	288 368	316 288	
• assurance	8 432	14 787	
• locaux	42 269	41 954	
Ristournes et redevances contractuelles	608	400	
Contribution des services centraux et recherche	112 087	119 667	
Collectivités et autres organismes publics	4 268 203	4 754 611	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	14 807	12 250	
• programme contractuel	375 941	381 580	
• fonds contractuel	173 078	175 674	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	170 720	173 719	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	30 189	26 636	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	26 992	76 874	
Résultat avant impôt	**-146 074**	**-216 447**	**-48,2%**
RESULTAT	**-146 074**	**-216 447**	**-48,2%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.2 Le détail des produits

E - COMMUNAUTE AUXERROISE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2019

Détail des produits

en €uros	2018	2019	Ecart en %
TOTAL	**7 773 371**	**8 406 451**	**8,1%**
Exploitation du service	3 267 813	3 393 883	3,9%
• Partie fixe	1 171 154	1 243 806	
• Partie proportionnelle	2 042 048	2 069 716	
• Cession d'eau	54 611	80 360	
Collectivités et autres organismes publics	4 268 203	4 754 611	11,4%
• Part Collectivité	2 561 008	3 214 902	
• Redevance prélèvement	281 427	261 549	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	1 425 769	1 278 160	
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	0,0%
Produits accessoires	237 355	257 957	8,7%
• Facturation et recouvrement de la redevance assainissement	76 328	78 002	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	18 656	37 406	
• Autres produits accessoires	142 372	142 549	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Les reversements à la collectivité

Période	Date du reversement	Montant (€)
Période contractuelle	15/02/2019	765 312,02
Période contractuelle	15/05/2019	755 550,53
Période contractuelle	15/08/2019	807 762,26
Période contractuelle	15/11/2019	839 055,46
		3 167 680,27

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Les reversements de TVA

N° Attestation	Date de réception	Date transmission service des Impôts	Date reversement collectivité	Montant TVA (€)
2018-13	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	147 818,62
2018-14	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	1 136,6
2018-15	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	205 802,02
2018-16	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	7 808,63
2018-17	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	704,79
2018-18	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	948,06
2018-19	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	178 988,48
2018-20	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	7 852,05
2018-21	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	57 221,86
2018-22	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	1 817,8
2018-23	15/02/2019	08/03/2019	01/06/2019	26 233,07
2019-01	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	34 495,18
2019-02	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	26 977,73
2019-03	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	15 069,16
2019-04	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	342,76

Les reversements de TVA				
N° Attestation	**Date de réception**	**Date transmission service des Impôts**	**Date reversement collectivité**	**Montant TVA (€)**
2019-05	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	215,52
2019-06	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	6 378,94
2019-07	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	431,76
2019-08	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	890
2019-09	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	10 296,79
2019-10	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	133 364,58
2019-11	07/08/2019	04/09/2019	13/11/2019	6 690,76
REGUL 2018-13 A 2018-23	28/06/2019	05/07/2019	03/09/2019	- 397 619,6

4.3 La situation des biens et des immobilisations

4.3.1 La situation sur les installations

Projet de PV de réception des travaux de renouvellement

suez	**PROCES-VERBAL DE RECEPTION DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT Année 7**	**Région Est** Agence Bourgogne

Contrat : **DSP Communauté de l'auxerrois**

RENOUVELLEMENT DE CANALISATIONS AVEC BRANCHEMENTS
RENOUVELLEMENT DE BRANCHEMENTS EN PLOMB
RENOUVELLEMENT ÉLECTROMÉCANIQUE
PROGRAMME CONTRACTUEL 7ème ANNÉE

Date des travaux : 30/09/2019

Nature de l'investissement	Désignation des travaux	Montant
PTR	MONETEAU-Réservoir relance de MONETEAU-RVT-Pompe doseuse	1 349,31
	CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Débitmètre AESN	1 088,86
	COULANGES LA VINEUSE-Reprise et réservoir bas de COULANGES LA VINEUSE-RVT-Pompe de reprise n°2	1 059,81
	ESCOLIVES STE CAMILLE-Pompage de la Plaine du Saulce-RVT-Analyseur de	1 091,06
	VALLAN-Réservoir surpresseur de VALLAN-RVT-data logger	888,27
	CHEVANNES-Réservoir et surpresseur de Serein - CHEVANNES-RVT-Télétransmission S550	1 267,37
	ESCOLIVES STE CAMILLE-Réservoir d'ESCOLIVES-RVT-hf box	1 198,42
	AUXERRE-Borne magnétique d'Appoigny-RVT-carte électronique	2 158,31
	AUXERRE-Borne magnétique de Vaux (cimetière)-RVT-carte électronique	2 158,31
	CHEVANNES-Réservoir relance de la Biche - CHEVANNES-RVT-télétransmission S550	1 270,14
	CHARBUY-Reservoir de CHARBUY-RVT-Cloture	1 142,02
	CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Hydro stab	1 234,37
	RP Production - Total HT	**15 906,25**
Production_RNP et Gros Entretien	AUXERRE-Surpresseur des Piedalloues - AUXERRE-RVT-Cloture	2 654,59
	CHARBUY-Station de traitement de CHARBUY-RVT-Ballon anti bélier	2 099,41
	AUXERRE-Réservoir relance de Jonches - AUXERRE-RVT-Analyseur de chlore	3 979,44
	RNP Production - Total HT	**8 733,44**
Canalisations, branchements et	AUXERRE--RVT-Canalisation Route de VAUX	40 549,00
	AUXERRE--RVT-Canalisation Place SURUGUE	199 302,00
	AUXERRE-Réalimentation de la nappe Plaine du Saulce	335 770,00
	Fonds Canalisations - Total HT	**575 621,00**
Branchements plomb (en nombre de branchements)		
	Branchements Plomb - Nombre total	**0**

Renouvellement de conduite en 2019 dans le cadre du contrat d'affermage :				
Commune	Rue/Lieu	Diamètre	Matériau	Linéaire (m)
Auxerre	Route de Vaux / RCA	100	Fonte	144 m
Auxerre	Rue Charles Lepère / Place Surugue	100	Fonte	109 m
Auxerre	Rue du Temple / Place Surugue	200	Fonte	83 m
Auxerre	Rue du Temple / Place Surugue	150	Fonte	70 m
Auxerre	Rue Paul Bert / Place Surugue	150	Fonte	27 m
Extension de conduite en 2019 dans le cadre du contrat d'affermage :				
Commune	Rue/Lieu	Diamètre	Matériau	Linéaire (m)
Escolives Sainte Camille	Plaine du Saulce	200	PVC	990
Escolives Sainte Camille	Plaine du Saulce	63	PVC	240

4.3.2 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Cette année, nous avons procédé aux contrôles statistiques prévus par cet arrêté. Ce processus a été géré au travers de l'application CONSTAT pour la gestion des Lots, le tirage au sort, la constitution des carnets métrologiques, la restitution des résultats de laboratoire et la mise à jour automatique des carnets métrologiques. Les résultats obtenus confirment la conformité du parc géré vis-à-vis de la réglementation en vigueur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)	
Diamètre	**2019**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	1,4%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	501
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	35196
20 à 40 mm remplacés (%)	1,5%
- 20 à 40 mm remplacés	20
- 20 à 40 mm Total	1377
> 40 mm remplacés (%)	1,2%
- > 40 mm remplacés	4
- > 40 mm Total	321
Age moyen du parc compteur	17,2

5 | Votre délégataire



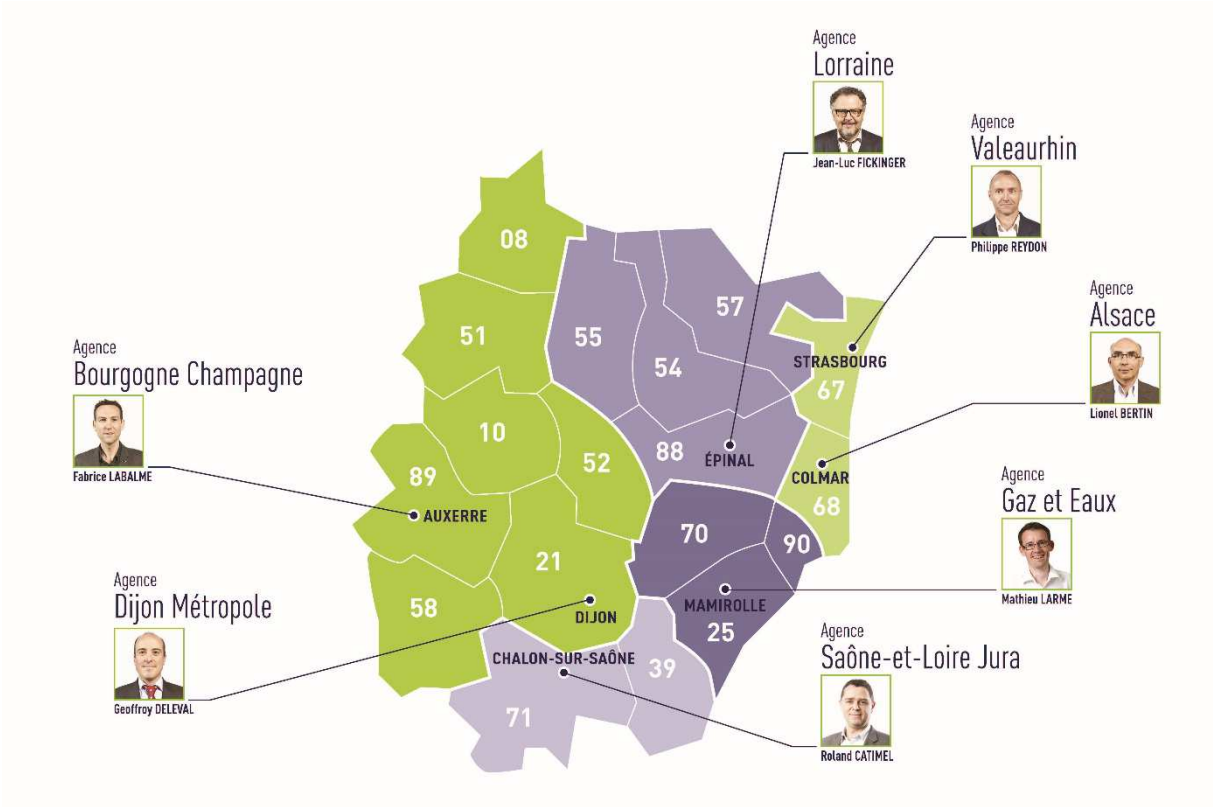
Cette partie décrit notre organisation ainsi que les moyens humains et matériels que nous mettons en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

La Région Est

La Région Est pour l'activité eau de SUEZ regroupe les régions administratives Grand Est et Bourgogne - Franche-Comté. 1200 collaborateurs travaillent chaque jour à la préservation des ressources en eau. Le siège est basé à Dijon.
Son organisation assure une grande proximité vis-à-vis des clients : **7 Agences territoriales** sont ainsi en charge de la gestion des contrats : Lorraine, Valeaurhin, Alsace, Gaz & Eaux, Saône & Loire Jura, Dijon Métropole, Bourgogne Champagne Ardenne.





Directeur Région Est	MARC BONNIEUX
Périmètre géographique	Grand Est Bourgogne - Franche-Comté
Population couverte (Eau et Assainissement)	4 200 000 habitants
Implantation	Le siège est basé à Dijon. Le territoire compte plus de 30 sites d'embauche, sur 18 départements
Clients Eau potable *Clients Assainissement* *Contrats DSP* *Contrats PS*	1 200 000 818 000 436 657
Installations : *Usines Eau* *STEP* *Postes de relevage* *Linéaires réseaux Eau + Assainissement*	 398 usines 436 STEP 1 646 26 638 km
Collaborateurs	1 200

Principaux partenaires de la Région Est :



- Dijon métropole
- Eurométropole de Strasbourg
- SIVOM de Mulhouse
- Grand Chalon
- Communauté urbaine du Grand Nancy
- Auxerre
- Dole
- Épinal
- St-Dié-des-Vosges
- Syndicat intercommunal des Eaux de la Haute-Loue (Eau)
- Communauté d'agglomération de Colmar



Les métiers de l'activité concernent **le petit cycle de l'eau,** activité historique de l'entreprise :
PRODUIRE de l'eau et protéger la ressource ;
DISTRIBUER l'eau et proposer des services innovants adaptés aux besoins des consommateurs ;
COLLECTER ET ASSAINIR les eaux usées pour les rendre propre à la nature.

Spécialiste du grand cycle de l'eau dans la Région Est, SUEZ participe activement à la révolution de la ressource et du digital en intégrant un large panel de compétences avec des projets de références :

VALORISER ET PRESERVER LA RESSOURCE



Valoriser les boues en énergie pour la ville :

- Boues et jus de choucroute transformés en biogaz à la station d'épuration de Meistratzheim.
- Projet Biovalsan : la station d'épuration de Strasbourg a été la première en France a transformé le biogaz produit à partir des eaux usées en biométhane. Ce gaz vert est réinjecté dans le réseau de distribution et représente l'équivalent de ce que consomment 5000 logements BBC en 1 an.

Utiliser l'énergie des eaux usées pour chauffer la ville et les piscines :

3 degrés bleu eau chaude, degrés bleu chaleur

- 74 % des besoins en chaleur des 108 logements sociaux de l'ancienne Caserne Lefèbvre à Mulhouse sont couverts par la chaleur des eaux usées introduites dans les circuits de chauffage.
- A Chenôve, où les 13 500 m² des entrepôts du Tramway de Dijon sont chauffés à plus de 50% grâce à la chaleur des eaux usées
- A la piscine des Grésilles de Dijon ou au Centre Nautique de Chalon-sur-Saône, où le système « Degrés Bleu Eau Chaud » permet de chauffer et de régler indépendamment la température des petits et grands bassins



« Eau verte à Dijon » :

Depuis 2012, Dijon métropole et SUEZ récupèrent les eaux issues du drainage d'un parking du centre-ville, qui partaient jusqu'alors à l'égout. Grâce à ce procédé, nommé « Eau verte », l'eau sert à arroser les pelouses des 15 km du parcours du tramway et également au lavage des rames, des quais, de la voirie et des bus. Elle alimente également les canaux d'irrigation du jardin de l'Arquebuse. De quoi permettre au Dijon métropole d'économiser près de 100 000 m³ d'eau potable par an.

INNOVER

Pour rendre la ville plus intelligente :

- **Accompagner Dijon métropole vers la Métropole Intelligente,** en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum et Capgemini, en réalisant et en gérant un poste de pilotage connecté des équipements de l'espace public.
- **130 000** compteurs intelligents sur l'ensemble de notre territoire
- **2 centres de pilotage VISIO,** à Dijon et à Thann, regroupant différents services, savoir-faire, technologies numériques et pilotant en temps réel les services d'eau ou d'assainissement du grand cycle de l'eau de la ville.
- **85 systèmes experts Aquadvanced,** permettant à nos clients de surveiller en temps réel le réseau d'eau potable
- **2 systèmes experts WELLWATCH,** permettant de suivre tous les forages de Dijon et Creutzwald afin de détecter des surconsommations et ainsi alerter l'exploitant pour optimiser la performance énergétique des forages.
- **1 AVICRUE**, mis en œuvre pour la première fois en mars 2014 sur la rivière de l'Ouche, cet outil permet d'alerter automatiquement la Ville de Dijon par SMS et par mail de tous les risques d'inondation. Les services de la Ville peuvent alors mettre en œuvre les mesures de protections adaptées pour en réduire les impacts sur les biens et alerter les populations riveraines.

Innovation contractuelle : création des premières SEMOP en France

En janvier 2016, la ville de Dole a confié ses services d'eau et d'assainissement à **Doléa Eau** et **Doléa assainissement, premières SEMOP en France.** Ces 2 Sociétés d'économie mixte à opération unique sont détenues à 49% par la ville de Dole et à 51% par le Groupe SUEZ. Ce nouveau mode de gestion permet à la collectivité de piloter son service conjointement avec un opérateur privé.

PROTEGER LE MILIEU NATUREL

Surveillance des qualités des eaux de baignade à Dijon

SUEZ effectue pour le compte de la Ville de Dijon la surveillance active de la qualité des eaux de baignade de la plage du lac Kir de Dijon durant la saison estivale. Grâce à une surveillance en temps réel de la pluviométrie et des analyses effectuées sur place dans son laboratoire technique de Dijon, SUEZ évalue quotidiennement la qualité de l'eau de baignade et transmet ses résultats à la Ville de Dijon qui prend la décision d'ouverture de la baignade au grand public.

Surveiller en continu la qualité des rejets d'une Station d'épuration

DIVERSIFICATION DE NOS ACTIVITES

Exploitation de la baignade naturelle Beaune Côté Plage

La Communauté d'Agglomération Beaune Côte et Sud a confié à SUEZ pour 7 ans la gestion des sites des Etangs d'Or et de Beaune Côté Plage. Cette Délégation de Service Public innovante tend à développer l'éco-tourisme dans la région, à faire de la baignade naturelle de Montagny-lès-Beaune une référence nationale « Sports & Loisirs » de proximité. Un engagement qui s'appuie sur l'expertise de SUEZ quant à la gestion du grand cycle de l'eau notamment en ce qui concerne le développement durable des milieux naturels et la mise en valeur de la biodiversité, sans oublier le suivi de la qualité des eaux de baignade.



Gestion et aménagement du port de commerce de Givet

En janvier 2011, la Chambre de Commerce et d'Industrie des Ardennes, propriétaire du site, a confié la gestion du Port fluvial de Givet à la société Eau et Force, filiale de SUEZ. Eau et Force a pour ambition de faire du Port un exemple de gestion environnementale.

ÊTRE UN PARTENAIRE RESPONSABLE DU TERRITOIRE

De nombreux partenariats associatifs autour de la protection de la ressource :

- ✓ Lancement d'un programme pédagogique au « fil de l'Ehn » à la station d'épuration de Meistratzheim, avec l'ARIENA, la Maison de la Nature Bruche Piémont et Le SIVOM du Bassin de l'Ehn.
- ✓ Partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) pour favoriser le développement de la biodiversité sur la step de Wittelsheim ou à Beaune sur le site des Etangs d'Or.
- ✓ Ancrage territorial fort en tissant des liens avec de multiples associations alsaciennes fédérant un réseau d'entreprises engagées dans le développement durable : *Idée Alsace, le Labo des partenariats, start-up des territoires*.

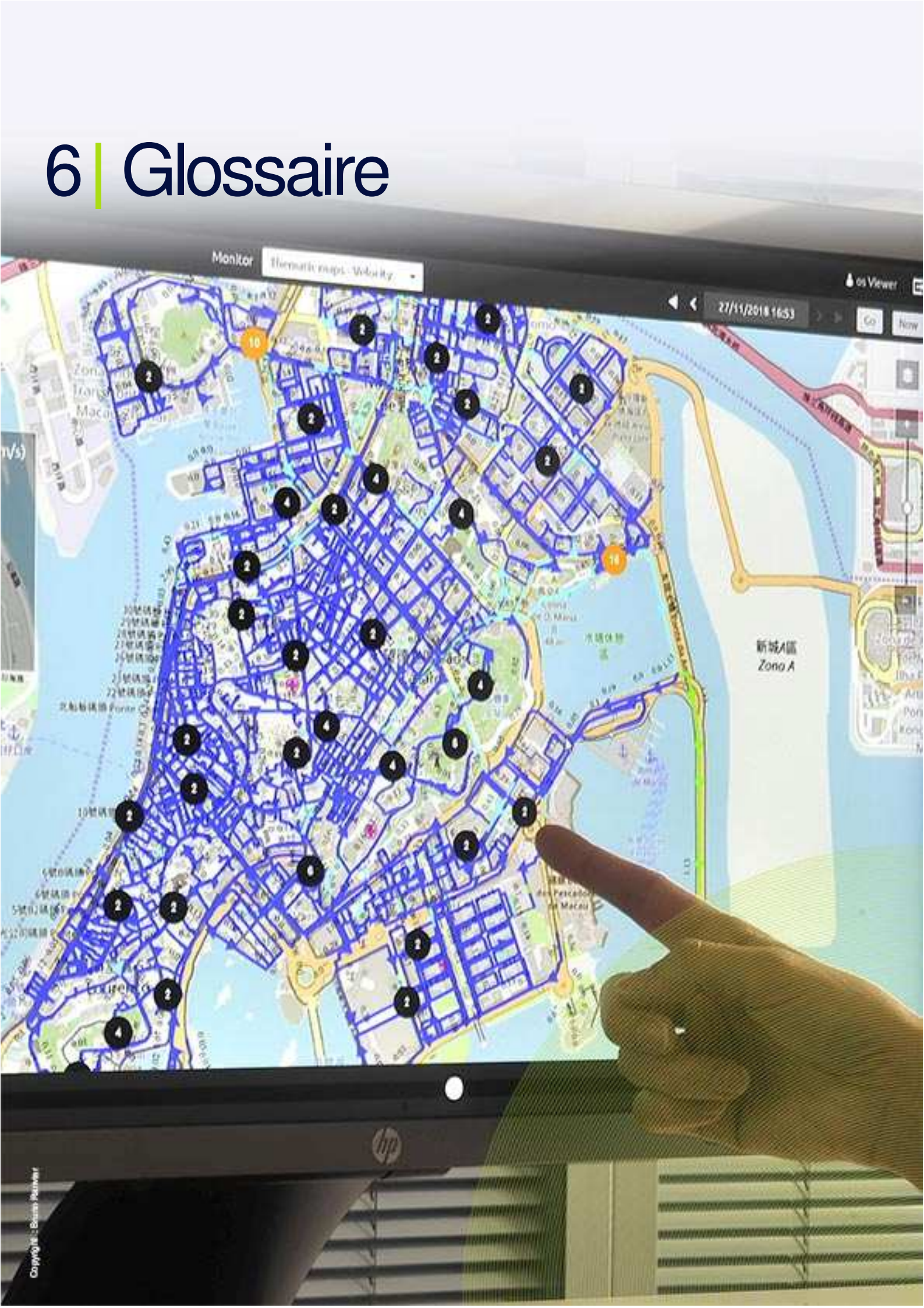
Une Entreprise socialement Responsable

- ✓ FACE VOSGES : Club d'entreprises, co-fondé en 2013 par SUEZ, qui lutte contre toute forme d'exclusion en s'appuyant sur la participation active des entreprises.
- ✓ Partenariats institutionnels : ENIL (Ecole Nationale d'Industrie Laitière) à Mamirolle et ENGEES de Strasbourg.
- ✓ Partenariat avec le Centre de réadaptation de Mulhouse : intégration des travailleurs handicapés, ateliers de simulations d'entretiens d'embauche, soutien à la formation et accueil de stagiaires ;
- ✓ Partenariats avec des organismes sociaux : conventions signées avec le CCAS et VOSGELIS (bailleur social).
- ✓ De multiples actions citoyennes et solidaires sont mises en place : Formation des travailleurs sociaux, ateliers éco-gestes pour les publics fragiles.
- ✓ PIMMS de Dijon : SUEZ est un membre fondateur du PIMMS de Dijon depuis 2000. Le *Point d'Information et de Médiation Multi-Services* est une association de médiation qui fait le lien entre les usagers et les entreprises privées ou les services publics.
- ✓ La démarche Bien vivre dans son logement : SUEZ a développé l'opération « Bien vivre dans son logement » en partenariat avec Dijon métropole, des bailleurs sociaux et les fournisseurs

d'énergie. L'objectif : aider les dijonnais à réduire leurs factures d'eau et d'énergie en maitrisant sa consommation.

- ✓ GRETA de Dole : SUEZ a créé une filière de formation unique en France sur les métiers de l'eau. Avec plus de 90 personnes diplômées depuis 2004, grâce à 6 salariés-enseignants et 20 tuteurs, SUEZ est engagé pour la formation et l'insertion, avec plus d'un diplômé sur trois qui a trouvé un emploi chez SUEZ.

6 | Glossaire



PRINCIPALES DÉFINITIONS

A

- **Abandon de créance**
  Réduction de sommes dues au fournisseur d'eau dans le cadre d'une mesure de Fond de Solidarité Logement.

- **Abonné (ou client)**
  Personne physique ou morale ayant souscrit un abonnement auprès de l'opérateur du service public de l'eau ou de l'assainissement. L'abonné est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, sur le même service, en des lieux géographiques distincts. Les abonnés peuvent être des particuliers, des syndicats de copropriété, des collectivités pour les besoins municipaux, des entreprises (services, industries), des agriculteurs (irrigation).
  L'abonné perd sa qualité d'abonné lorsque le service est stoppé, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé).

- **Abonné domestique ou assimilé**
  Les abonnés domestiques ou assimilés sont les abonnés qui sont redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution domestique. Pour ces abonnés, les redevances sont perçues par l'organisme chargé de l'encaissement des factures émises pour la fourniture du service puis reversées à l'agence de l'eau.

- **Abonnement**
  L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la gestion du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement autonome).

- **Accessoires**
  Organe connecté au réseau eau : purge, ventouse, vanne, clapet.

- **Appareil de fontainerie**
  Organe de distribution d'eau de type : poteau d'incendie, fontaine, borne de puisage, bouche d'incendie, bouche de lavage, bouche d'arrosage.

- **Autorité organisatrice**
  Personne publique (commune, EPCI, syndicat mixte) ayant la responsabilité de l'organisation du service public d'eau ou d'assainissement, qui désigne et contrôle son opérateur.

B

- **Branchement eau**
  Tuyau connecté à la canalisation publique et permettant la distribution d'eau. Il est caractérisé par son diamètre et son matériau.

C

- **Certification ISO 9001**
  Certification relative aux systèmes de gestion de la qualité de service et de la satisfaction client. Elle donne les exigences organisationnelles requises pour l'existence d'un système de gestion de la qualité.

- **Certification ISO 14001**
  Certification prescrivant les exigences relatives à un système de management environnemental (S.M.E.). Elle permet à un organisme de formuler une politique et des objectifs prenant en compte les exigences législatives et les informations relatives aux impacts environnementaux significatifs.

- **Clapet anti-retour**
  Équipement ne permettant la circulation de l'eau que dans un sens.

- **Conduite d'adduction**
  Conduite qui relie les ressources et les usines de traitement aux réservoirs et/ou zones de consommation, normalement sans branchements directs pour les consommateurs.

- **Conduite principale**
  Conduite maîtresse assurant le transport de l'eau dans une zone à alimenter (normalement sans branchements directs pour les consommateurs).

- **Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**
  Commission ayant vocation de permettre aux usagers des services publics d'obtenir des informations sur le fonctionnement effectif des services publics, d'être consultés sur certaines mesures relatives à leur organisation et émettre toute proposition utile en vue des adaptations qui pourraient apparaître nécessaires. Les compétences de ces CCSPL sont l'examen des rapports (RAD, RPQS, …) et les consultations obligatoires. Les communes de plus de 10 000 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants et les syndicats mixtes comportant au moins une commune de plus de 10 000 habitants doivent prévoir la création d'une CCSPL.

- **Commission départementale Solidarité Eau**

Commission qui octroie les aides financières (aides Fonds de Solidarité Logement) aux administrés.

- **Compteur**
  Compteur d'eau froide ou d'eau chaude, en comptage de tête ou en divisionnaire : c'est un dispositif de comptage qui est précédé d'un robinet et peut être équipé d'un clapet anti-retour. Il constitue la limite de responsabilité de l'entreprise et est caractérisé par son diamètre.

D

- **Débitmètre**
  Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide, liquide ou gazeux. Le débitmètre peut être utilisé soit pour faire de la sectorisation de réseau d'eau potable, soit pour mesurer précisément la consommation de gros abonnés (usines, hôpitaux).

- **Détendeur**
  Appareil qui, monté sur une installation de vapeur, d'eau ou de gaz, a pour rôle de maintenir constante la pression en aval, pour toute valeur supérieure de la pression en amont.

- **Disconnecteur**
  Appareil qui empêche les retours d'eau des parties privatives vers le réseau public de distribution d'eau potable. C'est un dispositif de sécurité pour protéger le réseau d'alimentation d'eau.

E

- **Échantillon**
  Un échantillon est la fraction d'un prélèvement qui est envoyé à un laboratoire afin d'effectuer des analyses. Il peut être constitué de plusieurs flacons (1 échantillon = n flacons pour faire p analyses sur q paramètres).

- **Émetteur**
  Système électronique connecté au compteur permettant la télérelève ou la radiorelève de son index.

H

- **Habitant**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire (habitant saisonnier) sur le territoire d'une collectivité.
- **Habitant desservi**
  Personne domiciliée de manière permanente ou temporaire sur le territoire d'une collectivité dans une zone où elle est soit raccordée soit raccordable aux installations du service public d'eau ou d'assainissement collectif, soit non raccordée avec dérogation. Dans le cas de l'assainissement non collectif, il s'agit d'une personne domiciliée sur une zone délimitée comme étant une zone couverte par un service d'assainissement non collectif.

I

- **Indice linéaire de perte (ILP)**
  ILP = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/longueur du réseau/365 jours.
  L'unité est en m3/km/j)

- **Indice linéaire de volumes non comptés (ILVNC)**
  ILVNC = (volume MED-volume comptabilisé)/longueur du réseau/365 ou 366
  ou (volume MED-volume consommé avec compteur "facturé ou gratuit")/longueur du réseau/365 ou 366. Il est différent de l'Indice Linéaire de Perte (ILP), car il intègre, en tant que pertes, les volumes sans comptage et les volumes de service du réseau, alors que l'ILP les décompte. Il est peu utilisé actuellement dans les contrats L'unité est en m3/km/j).

L

- **Linéaire de réseau de desserte**
  Longueur des canalisations de desserte en eau potable du périmètre affermé excluant le réseau de transport, mesurée depuis le point de sortie des unités de potabilisation, jusqu'aux points de raccordement des branchements ou points de livraison à d'autres services.

M

- **Montant des impayés au 31 Décembre de l'année N**
  Somme due et non recouvrée au 31 décembre de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1.

N

- **Nombre d'abonnements**
  Nombre d'abonnés desservis en eau c'est à dire les abonnés domestiques et assimilés et les autres abonnés (industriels, …).

- **Nombre d'habitants**
  Population INSEE desservie sur la base de la population des communes et de leur population totale majorée définie en application de l'article L. 2334-2 du code général des collectivités territoriales.

P

- **Perte apparente**
  Volume d'eau non facturé pour les raisons suivantes : vol d'eau, compteur bloqué ou à l'envers, pertes clientèle (fichier client pas à jour, gestion des inactifs, branchement neuf non créé en clientèle, …).

- **Perte réelle**
  Volume d'eau perdu sur conduite de transfert, de distribution, sur branchement et réservoir.

- **Poteau incendie**
  Il permet aux services de lutte contre l'incendie (pompiers) de puiser l'eau du réseau. On parle aussi de bouche incendie.

- **Prélèvement**
  Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons).

- **Prélocalisation**
  Après avoir sectorisé un réseau de distribution d'eau potable, la prélocalisation des fuites d'eau permet de repérer avec plus de précisions la zone du réseau où se situe la fuite. Généralement exécutée la nuit, la prélocalisation consiste à fermer successivement et à intervalle régulier les vannes de sectionnement du secteur d'étude et de vérifier au compteur situé à l'entrée de la zone de sectorisation le débit de nuit.

- **Purge**
  Placée au point bas du réseau de distribution d'eau potable elle permet la vidange des conduites.

R

- **Réclamation**
  Toute expression de mécontentement adressée à un organisme, concernant ses produits ou le processus même de traitement des réclamations, à laquelle une réponse ou une solution est explicitement ou implicitement attendue. L'ensemble des réclamations reçues par courrier, par téléphone, par internet, par fax ou lors d'une visite en agence.

- **Regard**
  Ouvrage compact permettant de loger le dispositif de comptage et d'y avoir accès.

- **Régulateur de débit**
  Soupape placée sur une conduite sous pression dont l'ouverture est limitée par un dispositif réglable, de manière à limiter le débit à une certaine valeur.

- **Rendement**
  Rendement = (volume consommé autorisé+volume vendu en gros)/(volume produit+volume acheté en gros)
  Ou = (volume consommé avec compteur (facturé ou gratuit)+volume consommateur sans comptage+volume de service réseau+volume vendu en gros)/(volume MED+volume vendu en gros)
  L'unité est en %.
  Remarque : ce rendement, dit "IDM", peut être calculé soit en année civile, soit sur la période de relève, rapportée à 365 jours.

- **Réseau de desserte**
  Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation ou branchements.

- **Réseau de distribution**
  Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

S

- **Stabilisateur d'écoulement**
  Le stabilisateur d'écoulement permet d'atténuer les perturbations hydrauliques liées à la présence d'un accident de canalisation (coude, vanne, réduction) en amont d'un compteur d'eau.

- **Stabilisateur de pression**
  Le régulateur de pression va maintenir une pression d'eau en aval constante suivant la valeur que l'on aura réglée. Cette pression ne variera pas quelque soit la consommation des abonnés. En revanche, la pression en amont du régulateur de pression va quant à elle varier.

V

- **Vanne**
  Une vanne est un dispositif qui sert à arrêter ou modifier le débit d'un fluide liquide en milieu libre (canal) ou en milieu fermé (canalisation).

- **Vidange**
  Action de vider un réservoir ou une canalisation de son contenu.

- **Ventouse**
  Accessoire de robinetterie que l'on retrouve sur les réseaux de distribution d'eau potable et qui permet, placée sur les point haut du réseau, de faire sortir ou entrer l'eau dans les canalisations lorsque celles-ci se vident ou se remplissent.

- **Volume comptabilisé - E**
  Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés et des autres usagers (services municipaux, fontaines avec compteurs, bornes incendie avec compteurs, …), qu'ils soient facturés ou non.

- **Volume consommé sans comptage (ou consommateurs sans comptage) - F**
  Le volume consommé sans comptage est l'estimation du volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation (essai de poteaux incendie, lavage voirie, espaces verts, fontaines sans compteur, chasse d'eau vers l'assainissement, manœuvre incendie).

- **Volume consommé autorisé - H**
  Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume consommé par les clients, du volume consommateurs sans comptage et du volume des eaux de service du réseau.

- **Volume exporté - C**
  Le volume exporté est le volume d'eau potable envoyé vers un service d'eau extérieur : vente d'eau en gros, export gratuit (vers contrat LDEF ou non).

- **Volume importé - B**
  Le volume importé est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).

- **Volume livré au réseau (VLAR)**
  Le volume livré au réseau est la somme du volume d'eau produit et du volume acheté en gros qui est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur : achat d'eau en gros, import gratuit (de contrat LDEF ou non).

- **Volume prélevé – A'**
  Le volume prélevé correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel.

- **Volume produit - A**
  Le volume produit correspond à l'eau prélevée dans le milieu naturel auquel on soustrait les besoins usine. Ils sont comptabilisés en sortie des stations de production.

- **Volume de service production – A''**
  Le volume de service production (ou besoins usine) correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins de la production.

- **Volume de service du réseau - G**
  Le volume de service de réseau correspond à l'estimation des volumes d'eau utilisés pour les besoins propres du service des eaux (nettoyage de réservoirs, désinfection après travaux, purge et lavage de conduite, surpresseurs et pissettes, analyseurs de chlore).

- **Volume mis en distribution (VMED)**
  Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).
- **Volume exporté en gros (ou vendus à d'autres services d'eau potable)**
  Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur.

- **Voirie**
  Zone de circulation, chaussée ou trottoir sur laquelle se trouvent des affleurants (bouche à clé, tampon, regard).

LES INDICATEURS DES SERVICES D'EAU POTABLE

Source : Observatoire National des services d'eau et d'assainissement

Les indicateurs du service de l'eau potable sont au nombre de 15, dont 3 indicateurs descriptifs et 12 indicateurs de performance. Ils couvrent tout le périmètre du service, depuis la protection des points de prélèvement jusqu'à la qualité de l'eau distribuée, en passant par la performance du service à l'usager. Ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service, du captage à la distribution, de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

1. Indicateurs descriptifs

- **Estimation du nombre d'habitants desservis (code D101.0)**
  Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès au réseau d'eau, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement.

- **Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (code D102.0)**
  Le prix au m³ est calculé pour une consommation annuelle de 120 m³ (référence INSEE). Fixé par les organismes publics, le prix dépend notamment de nature et de la qualité de la ressource en eau, des conditions géographiques, de la densité de population, du niveau de service choisi, de la politique de renouvellement du service, des investissements réalisés et de leur financement. Il intègre :
  - la rémunération du service : part collectivité et part délégataire

- les redevances/taxes
- le montant facture 120 m³

Formule = (montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant aux collectivités+montant HT de la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1 revenant au délégataire (facultatif)+montant total des taxes et redevances afférentes au service dans la facture 120m³ au 1er janvier de l'année N+1)/120

- **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai (code D151.0)**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquels le délai est respecté.

2. Indicateurs de performance

- **Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité (code P101.1 et P102.1)**

A. Pour ce qui concerne la microbiologie :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage de prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants ou produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.

Formule = (1-nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques non-conformes/nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques)x100

B. Pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques :

- pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/jour : pourcentage des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés par l'ARS aux fins d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire (l'opérateur les réalisant dans le cadre de sa surveillance lorsqu'elle se substitue en partie au contrôle sanitaire) jugés conformes selon la réglementation en vigueur.
- pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/jour : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques et, parmi ceux-ci, nombre de prélèvements non conformes.
- identification des paramètres physico-chimiques à l'origine de la non-conformité.

Formule = (1-nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques non-conformes/nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques)x100

- **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (code P103.2B)**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120, à la fois :

- le niveau de connaissance du réseau et des branchements.
- l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle du service d'eau potable.

Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plan des réseaux (partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C - 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : plan des réseaux (15 points)

- 10 points : existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures.
- 5 points : définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux).

Partie B : inventaire des réseaux (30 points)

- 10 points acquis si les deux conditions précédentes (partie A) sont remplies :
  - existence d'un inventaire des réseaux identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie ainsi que de la précision des informations cartographiques et pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution.
  - la procédure de mise à jour du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux.
- de 1 à 5 points supplémentaires : les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.
- de 0 à 15 points supplémentaires : l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50 %) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaires du linéaire total.

Partie C : autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)

- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux.
- 10 points supplémentaires : existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution.
- 10 points supplémentaires : le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (seuls les services ayant la mission distribution sont concernés par cet item).
- 10 points supplémentaires : un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.
- 10 points supplémentaires : maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement.
- 10 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans).
- 5 points supplémentaires : existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux.

- **Rendement du réseau de distribution (code P104.3)**

C'est le rapport entre le volume d'eau consommé par les usagers (particuliers, industriels) et le service public (pour la gestion du dispositif d'eau potable) et le volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution. Le rendement est exprimé en pourcentage.
Formule = (volume consommé autorisé+volume exporté)/(volume produit+volume importé)

- **Indice linéaire des volumes non comptés (code P105.3)**

L'indice linéaire des volumes non comptés évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage. L'indice est exprimé en m³/km/jour.
Formule = (volume mis en distribution-volume comptabilisé)/365/longueur de réseau (hors linéaires de branchements)

- **Indice linéaire de pertes en réseau (code P106.3)**

L'indice linéaire des pertes en réseau évalue, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements), les pertes par fuites sur le réseau de distribution. L'indice est exprimé en m³/km/jour.
Formule = (volume mis en distribution-volume consommé autorisé)/365/longueur de réseau de distribution (hors linéaires de branchements)

- **Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (code P107.2)**

Cet indicateur donne le pourcentage de renouvellement moyen annuel (calculé sur les 5 dernières années) du réseau d'eau potable par rapport à la longueur totale du réseau, hors branchements.
Formule = linéaire de réseau renouvelé au cours des cinq dernières années (quel que soit le financeur)/linéaire de réseau hors branchementsx20

- **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (code P108.3)**

Cet indicateur traduit l'avancement des démarches administratives et de terrain mises en œuvre pour protéger les points de captage. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- 0 % : aucune action
- 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours
- 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu
- 50 % : dossier déposé en préfecture
- 60 % : arrêté préfectoral
- 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)
- 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

Formule = moyenne pondérée de l'indice d'avancement de la protection de chaque ressource par le volume produit par la ressource

- **Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (code P109.0)**

Cet indicateur représente la part des abandons de créance à caractère social ou des versements à un fonds de solidarité, notamment au fonds de solidarité logement géré par les conseils généraux dans le cadre de l'aide aux personnes défavorisées.
Formule = somme des abandons de créances et versements à un fonds de solidarité (TVA exclue)/(volume comptabilisé domestique+volume comptabilisé non domestique (facultatif)

- **Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (code P151.1)**

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau impromptues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.
Formule = nombre d'interruptions de service non programmées/nombre d'abonnésx1000

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés (code P152.1)**

Cet indicateur évalue l'efficacité du service d'ouverture des branchements de nouveaux abonnés. Il s'applique aussi bien aux branchements neufs qu'aux branchements existants. Il donne le pourcentage d'ouvertures réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service d'eau potable (l'indicateur descriptif D151.0 rend compte de cet engagement).

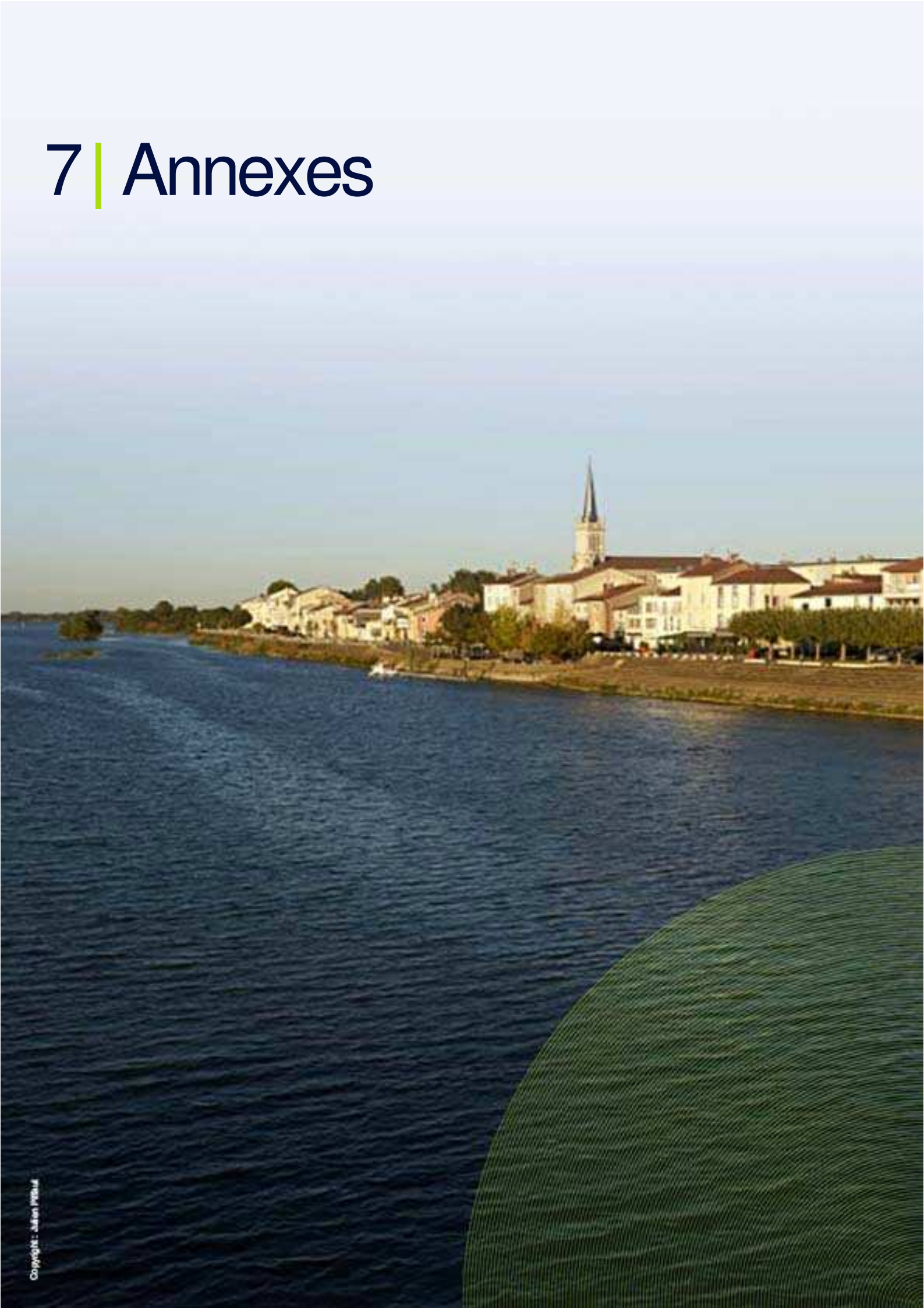
- **Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (code P154.0)**

Le taux d'impayés au 31 décembre de l'année N sur les factures d'eau de l'année N-1 exprimé comme le rapport des factures impayées sur le montant des factures d'eau émises par le service mesure l'efficacité des mesures de recouvrement.

- **Taux de réclamations (code P155.1)**

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.
Formule = (nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur+nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité (facultatif))/nombre d'abonnésx1000

7 | Annexes



7.1 Synthèse réglementaire

COMMANDE PUBLIQUE

Entrée en vigueur du code de la commande publique

Marchés publics

Les dispositions de l'ordonnance du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique s'appliquent aux marchés publics ainsi qu'aux contrats relevant de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Concessions

Les dispositions de l'ordonnance s'appliquent aux contrats de concession pour lesquels une consultation est engagée ou un avis de concession est envoyé à la publication à compter du 1er avril 2019.

Toutefois, les dispositions de ce code relatives à leur modification s'appliquent aux concessions conclues ou pour lesquels une procédure a été engagée avant le 1er avril 2016 (date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016).

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, article 20 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, article 16

Seuils de procédure formalisée

A compter du 1er janvier 2020 :

SEUILS APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS :	
POUVOIRS ADJUDICATEURS	
Fournitures et services :	
a) Autorités publiques centrales sauf dans les cas du c)	139 000 € HT
b) Autres pouvoirs adjudicateurs	214 000 € HT
c) Fournitures des autorités publiques centrales dans le domaine de la défense pour des produits autres que ceux figurant à l'annexe 4 de l'appendice I de l'offre de l'Union européenne au titre de l'Accord sur les marchés publics (2)	214 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
ENTITÉS ADJUDICATRICES	
Fournitures et services	428 000 € HT
Travaux	5 350 000 € HT
SEUIL APPLICABLE AUX CONTRATS DE CONCESSION : 5 350 000 € HT	

Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique JORF n°0286 du 10 décembre 2019, texte n° 53, NOR : ECOM1934008V

Seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics

Relève du seuil permettant aux acheteurs de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables, de 25 000 à 40 000 euros hors taxes, pour la passation des marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Protection des pièces couvertes par le secret des affaires devant le juge administratif

- Création d'un « référé en matière de secret des affaires » au sein du code de justice administrative (art. 557-3) : « *Lorsqu'il est saisi aux fins de prévenir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires, le juge des référés peut prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte. Il peut notamment ordonner l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R. 152-1 du code de commerce* ».
- Protection des pièces couvertes par le secret des affaires (CJA, art R. 611-30) : lorsqu'une partie produit une pièce ou une information dont elle refuse la transmission aux autres parties en invoquant la protection du secret des affaires, elle peut mettre en œuvre la procédure de soustraction de pièces au débat contradictoire prévue par l'article R. 412-2-1.

Décret n° 2019-1502 du 30 décembre 2019 portant application du titre III de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice et autres mesures relatives à la procédure contentieuse administrative

Annexes du code de la commande publique

Fixation de la liste des avis et arrêtés annexés au code de la commande publique, sous la forme d'un tableau (accompagné d'une grille de correspondance), au sein d'une annexe préliminaire :

Numéro de l'annexe	Nom de l'annexe

Annexe n° 1	Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique
Annexe n° 2	Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique
Annexe n° 3	Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques
Annexe n° 4	Arrêté fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique
Annexe n° 5	Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics
Annexe n° 6	Arrêté fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde
Annexe n° 7	Arrêté relatif aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs
Annexe n° 8	Arrêté relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique
Annexe n° 9	Arrêté fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics
Annexe n° 10	Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics
Annexe n° 11	Arrêté relatif aux modalités de prise en compte des incidences énergétiques et environnementales des véhicules à moteur dans la passation des marchés publics
Annexe n° 12	Arrêté relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique
Annexe n° 13	Arrêté fixant les modèles de garantie à première demande et de caution personnelle et solidaire
Annexe n° 14	Arrêté relatif au certificat de cessibilité des créances issues de marchés publics
Annexe n° 15	Arrêté relatif aux données essentielles dans la commande publique
Annexe n° 16	Arrêté relatif au fonctionnement et à la composition de l'observatoire économique de la commande publique
Annexe n° 17	Arrêté relatif au recensement économique de la commande publique
Annexe n° 18	Arrêté relatif aux comités consultatifs locaux de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics
Annexe n° 19	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des marchés publics et des accords-cadres de défense ou de sécurité
Annexe n° 20	Arrêté précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
Annexe n° 21	Arrêté fixant le modèle d'avis pour la passation des contrats de concession

Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande publique, NOR ECOM1830218A

Seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Les articles L. 2131-2, L. 3131-2 et L. 4141-2 du code général des collectivités territoriales soumettent les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics à l'obligation de transmission au contrôle de légalité.

Ces articles renvoient à un seuil « défini par décret » : lorsque le montant du marché est inférieur à ce seuil, l'acte n'est pas soumis au contrôle de légalité.

Ce seuil était fixé à 209 000 € HT depuis 2015.

Il est désormais défini en prenant comme seuil de référence celui qui s'applique aux marchés publics de fournitures et de services passés par les pouvoirs adjudicateurs autres que les autorités publiques centrales selon l'une des procédures formalisées au sens de l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, soit, au 1er janvier 2020, 214 000 € HT.

Décret n° 2019-1375 du 17 décembre 2019 relatif à la définition du seuil de présentation des marchés publics des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au contrôle de légalité

Actionnariat des entreprises publiques locales et compétences des collectivités territoriales

- Par une décision du 14 novembre 2018, le Conseil d'Etat a jugé qu'une collectivité ou un groupement de collectivités territoriales ne peut participer à une société publique locale qu'à condition de détenir l'ensemble des compétences définies par l'objet social de la société concernée, sauf exception dans le cas où l'objet social de la société s'inscrit dans le cadre d'une compétence que la commune n'exerce plus du fait de son transfert, après la création de la société, à un EPCI (CE, 14 novembre 2018, n° 405628, syndicat mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Mentionné dans les tables du recueil Lebon).

- Le législateur est revenu sur cette interprétation en précisant qu'une collectivité territoriale ou un groupement peut participer au capital d'une société d'économie mixte locale (« *La réalisation de l'objet de ces sociétés concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacune des collectivités territoriales et de chacun des groupements de collectivités territoriales qui en sont actionnaires* », CGCT, art. L. 1522-1, 3°) ou d'une société publique locale (« *Lorsque l'objet de ces sociétés inclut plusieurs activités, celles-ci doivent être complémentaires. La réalisation de cet objet concourt à l'exercice d'au moins une compétence de chacun des actionnaires* », CGCT, art. L. 1531-1) dès lors qu'il détient au moins l'une des compétences correspondant aux missions, et donc à l'objet social, de la société.
- La loi précise que ces dispositions s'appliquent aux sociétés constituées antérieurement à sa date de publication, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée.

Loi n° 2019-463 du 17 mai 2019 tendant à sécuriser l'actionnariat des entreprises publiques locales

Affacturage inversé dans les contrats de la commande publique

La loi « Pacte » vient définir et encadrer le recours à l'affacturage inversé dans les marchés publics : « *Les acheteurs mentionnés à l'article L. 1210-1 du code de la commande publique peuvent, avec l'accord du fournisseur, demander à un établissement de crédit, une société de financement ou un FIA mentionné à l'article L. 313-23 du code monétaire et financier d'assurer le paiement anticipé de certaines de ses factures.*
L'acquisition des créances par l'établissement de crédit, la société de financement ou le FIA s'opère par cession de créance ou subrogation conventionnelle. »

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Contrepartie financière aux modifications demandées par l'acheteur dans les marchés publics de travaux

La loi « Pacte » crée, au sein des dispositions du code de la commande publique relatives aux règles de modification des marchés publics en cours d'exécution, un nouvel article L. 2194-3 imposant à l'acheteur de prévoir une contrepartie financière aux modifications demandées dans les marchés publics de travaux selon lequel : « *Les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire d'un marché public de travaux qui sont nécessaires au bon achèvement de l'ouvrage et ont une incidence financière sur le marché public font l'objet d'une contrepartie permettant une juste rémunération du titulaire du contrat.* »

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Facturation électronique dans la commande publique

Insertion dans le code de la commande publique des principes selon lesquels :

- Les titulaires de marchés ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct et les titulaires de contrats de concession conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique.
- Ceux-ci acceptent les factures conformes à la « norme de facturation électronique » et transmises sous forme électronique par les titulaires de ces contrats.
- L'Etat met à disposition un portail public de facturation permettant le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

Loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises (PACTE)

Le décret du 18 juillet 2019 vient préciser les règles de la facturation électronique :

- Définition de la « norme européenne de facturation électronique » par renvoi à la décision de la Commission européenne du 16 octobre 2017 (Comm. UE, déc. (UE) 2017/1870, 16 oct. 2017).
- Liste les mentions essentielles devant figurer sur les factures électroniques.
- Portail public de facturation : un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au code, doit définir les modalités techniques selon lesquelles sont effectués le dépôt, la transmission et la réception des factures, afin d'en garantir une réception immédiate et intégrale et d'assurer la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.
- L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission, sous peine de rejet.

Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique

Montant des avances versées aux PME

Fixation d'un taux minimal (10% du montant initial TTC du marché) des avances versées aux PME pour les marchés passés par les acheteurs dont les dépenses de fonctionnement sont supérieures à 60 millions d'euros par an (établissements publics administratifs de l'Etat autres que les établissements publics de santé, collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics). Ce taux minimal reste de 20 % pour les marchés publics passés par l'Etat.
Applicable aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1er janvier 2020.

Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires auprès d'une entreprise privée titulaire d'un marché public ou d'un contrat de délégation de service public

Possibilité de détachement d'office de fonctionnaires lorsqu'une personne morale de droit public externalise la gestion de l'un de ses services par un marché public ou une délégation de service public à un prestataire privé ou à un organisme public gérant un SPIC.

Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique portant modification de l'article 15 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droit et obligations des fonctionnaires – Conditions d'application déterminées par décret en Conseil d'Etat (projet de décret à l'ordre du jour du Conseil commun de la fonction publique du 30 janvier 2020).

Appui des EPCI à leurs communes membres pour la passation et l'exécution de marchés publics

L'article 65 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a introduit dans le CGCT un nouvel article L. 5211-4-4 qui prévoit qu'un EPCI à fiscalité propre peut désormais se voir confier « la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation ou de l'exécution d'un ou de plusieurs marchés publics au nom et pour le compte » de ses communes membres réunies en groupement de commande.

Conditions de recours :
- Ce dispositif n'est applicable qu'aux seuls EPCI à fiscalité propre, à l'exclusion des syndicats ;
- Un groupement de commande doit être constitué entre des communes membres ou entre celles-ci et l'EPCI ;
- L'intervention de l'EPCI ne peut se faire que par convention et à titre gratuit ;
- Les statuts de l'EPCI doivent prévoir expressément cette possibilité ;
- L'EPCI peut passer et exécuter des marchés, pour le compte de communes membres dès lors qu'elles sont constituées en groupements de commande, indépendamment des compétences qui lui sont transférées.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

DSP : composition de la commission des groupements d'autorités concédantes

Les dispositions du CGCT relatives à la passation des délégations de service public sont complétées afin de tenir compte de la faculté pour les collectivités de constituer des groupements d'autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession (CCP, art. 3112-1).

Ainsi, lorsqu'un tel groupement est composé en majorité de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux, il est prévu l'institution d'« une commission chargée de remplir les fonctions » de la commission de l'article L. 1411-5 du CGCT, dont ces nouvelles dispositions encadrent la composition.

Il peut également être prévu, dans le cadre de la convention constitutive du groupement d'autorités concédantes, la commission compétente est celle du coordonnateur du groupement si celui-ci en est doté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Report du transfert obligatoire des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

Les articles 64 et 66 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République attribuent à titre obligatoire les compétences dans le domaine de l'eau et celui de l'assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération à compter du 1er janvier 2020.

Toutefois, l'article 1er de la loi du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre de ces compétences, a introduit un mécanisme de minorité de blocage ouvrant aux communes d'une communauté de communes qui n'exerçaient pas à la date de la publication de la loi, à titre optionnel ou facultatif, les compétences dans ces domaines ou dans l'un d'entre eux, la faculté de reporter le transfert obligatoire de la ou des compétences au 1er janvier 2026, si 25% des communes membres représentant 20% de la population intercommunale s'opposaient à l'un ou aux deux transferts avant le 1er juillet 2019. Cette possibilité de blocage a été étendue, par la même loi, aux cas où seule la compétence relative au service public d'assainissement non collectif aurait été transférée à la communauté de communes.

La loi du 27 décembre 2019 permet de faire jouer cette minorité de blocage pour les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les communautés de communes qui n'exerçaient pas au 5 août 2018 la compétence dans le domaine de l'eau ou de l'assainissement ou aucune de ces deux compétences ainsi qu'à celles ayant pris seulement une partie de la compétence eau ou de la compétence assainissement à cette date : « *Toutes les délibérations prises avant le 1er janvier 2020 dans les conditions requises au premier alinéa de l'article 1er de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes dans sa rédaction résultant de la présente loi ayant pour objet de s'opposer au transfert des compétences relatives à l'eau ou à l'assainissement, de l'une d'entre elles ou d'une partie d'entre elles ont pour effet de reporter le transfert de compétence au 1er janvier 2026* ».

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Délégation de l'exercice des compétences eau et assainissement

Les communautés de communes et les communautés d'agglomération peuvent déléguer, par convention, tout ou partie des compétences en matière d'eau, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines à l'une de leurs communes membres ou à un syndicat inclus en totalité dans leur périmètre.

Les compétences déléguées sont alors exercées au nom et pour le compte de la communauté de communes ou d'agglomération délégante.

La convention doit préciser la durée de la délégation et ses modalités d'exécution, définir les objectifs à atteindre en matière de qualité du service rendu et de pérennité des infrastructures ainsi que les modalités de contrôle de la communauté de communes ou d'agglomération délégante sur la collectivité délégataire. Elle doit préciser les moyens humains et financiers consacrés à l'exercice de la compétence déléguée.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Taux de perte en eau du réseau, transfert de compétence et de trésorerie
- Lors du transfert des compétences relatives à l'eau à un EPCI par une commune, celle-ci doit lui transmettre le schéma de distribution d'eau potable ainsi qu'un état financier de l'exercice de la compétence. Elle doit en outre répondre aux questions de l'EPCI à ce titre.
- Le transfert de compétence s'accompagne du transfert à l'EPCI du solde positif du budget annexe du service d'eau lorsque le schéma fait apparaître un taux de perte en eau supérieur au taux règlementaire, sauf disposition contraire prévue par convention, pouvant prévoir un transfert partiel de budget en fonction de l'état du réseau.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Sort des syndicats

De manière dérogatoire aux règles en vigueur, les syndicats compétents en matière d'eau, d'assainissement, de gestion des eaux pluviales urbaines ou dans l'une de ces matières, existant au 1er janvier 2019 et inclus en totalité dans le périmètre d'une communauté de communes exerçant à titre obligatoire ou facultatif ces compétences ou l'une d'entre elles, ou dans celui d'une communauté d'agglomération, sont maintenus jusqu'à six mois suivant la prise de compétence. Le syndicat exerce alors, sur son périmètre, ses attributions pour le compte de l'EPCI et lui rend compte de son activité.

L'EPCI peut, au cours de ces six mois, délibérer sur le principe d'une délégation de tout ou partie de ces compétences ou de l'une d'entre elles aux syndicats compétents, lesquels sont dans ce cas maintenus pour un an supplémentaire à compter de cette délibération.
Le syndicat est dissous ou voit ses compétences réduites si, à l'issue de ce délai d'un an, une convention de délégation n'a pas été conclue entre les parties et approuvée par leurs assemblées délibérantes, précisant la durée de la convention et ses modalités d'exécution.
Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Tarification sociale
Les services publics d'eau et d'assainissement sont autorisés à mettre en œuvre des mesures sociales visant à rendre effectif le droit d'accéder à l'eau potable et à l'assainissement dans des conditions économiquement acceptables par tous.
Ces mesures peuvent inclure :
- La définition de tarifs tenant compte de la composition ou des revenus du foyer,
- L'attribution d'une aide au paiement des factures d'eau,
- Une aide à l'accès à l'eau,
- Un accompagnement et des mesures favorisant les économies d'eau,
- La définition de tarifs incitatifs définis en fonction de la quantité d'eau consommée, la part incitative s'ajoutant à une part fixe déterminée selon les modalités de tarification classique.

Les règles de tarification prévoient ainsi que :
- La tarification de l'eau potable aux abonnés domestiques peut tenir compte du caractère indispensable de l'eau potable et de l'assainissement pour les abonnés en situation particulière de vulnérabilité en prévoyant un tarif progressif pouvant inclure une première tranche de consommation gratuite.
- La progressivité du tarif peut être modulée pour tenir compte des revenus et du nombre de personnes composant le foyer, le prix au mètre cube de la tranche de consommation supérieure ne pouvant toutefois excéder le double du prix moyen au mètre cube pour une consommation de référence fixée par arrêté.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

Assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements
Le décret ajuste les conditions d'exercice par les départements de l'assistance technique qu'ils fournissent à certaines communes et à leurs groupements ainsi que les conditions d'éligibilités de ces derniers. Il ajuste les champs d'intervention en matière d'assainissement, de protection de la ressource en eau et de restauration et d'entretien des milieux aquatiques, et précise les champs d'intervention en matière de voirie, d'aménagement et d'habitat. Enfin, il précise également les champs d'intervention en matière de prévention des inondations, en application de l'article 8 de la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations.
Décret n°2019-589 du 14 juin 2019 relatif à l'assistance technique fournie par les départements à certaines communes et à leurs groupements et modifiant des dispositions du code général des collectivités territoriales (entrée en vigueur le lendemain de sa publication).
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/6/14/TREL1823609D/jo/texte

RGPD : publication d'un guide destiné aux collectivités
Ce guide s'adresse aux communes de petite ou de moyenne taille, aux groupements intercommunaux qui ne disposent pas en interne des ressources dédiées. Ce guide sera envoyé à toutes les mairies de Métropole et d'Outre-Mer.
La CNIL rappelle que le respect des règles de protection des données est un facteur de transparence et de confiance à l'égard à la fois des administrés, mais aussi des agents. Dans ce guide, la CNIL explique les grands principes du RPGD, recense les bons réflexes à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un traitement de données personnelles et propose un plan d'action afin d'accompagner les collectivités dans leur mise en conformité.
Plusieurs fiches pratiques sont présentées sur la communication des documents administratifs, sur la mise en place de dispositifs vidéo et enfin sur la conciliation entre les durées de conservation et les archives. Par ailleurs, la CNIL a publié plusieurs fiches techniques dans un espace dédié aux collectivités (https://www.cnil.fr/fr/collectivites-territoriales).
Guide de sensibilisation au RGPD pour les collectivités locales, CNIL publié le 18 septembre 2019
https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/cnil-guide-collectivite-territoriale.pdf

RGPD : dernière étape de mise en conformité du droit national
Le décret n° 2019-536, publié le 30 mai 2019, stabilise le cadre juridique national relatif à la protection des données. Il marque enfin l'achèvement du processus d'adaptation du droit national au RGPD : sa publication permet l'entrée en vigueur de l'ensemble du nouveau cadre juridique de la protection des données personnelles. La loi dite « Informatique et Libertés » modifiée et son décret d'application, profondément remaniés, permettent dorénavant aux personnes comme aux organismes traitant des données d'appréhender de manière plus claire leurs droits et obligations en matière de protection des données à caractère personnel.
Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

ASSAINISSEMENT

Aire de grand passage et services publics eau et assainissement
Le décret détermine les règles relatives à l'aménagement, l'équipement, la gestion et l'usage, les modalités de calcul du droit d'usage et de la tarification des prestations fournies, ainsi que le règlement intérieur type des aires de grand passage. L'aire de grand passage comprend au moins : 5° Un dispositif de recueil des eaux usées ;
Décret n° 2019-171 du 5 mars 2019 relatif aux aires de grand passage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/3/5/2019-171/jo/texte

DERU et délimitation des zones sensibles
L'article 5.1 de la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (DERU) demande aux Etats membres de délimiter des zones sensibles à l'eutrophisation. L'article 5.6 de la directive prévoit que cette délimitation

soit révisée tous les 4 ans. La note abroge et remplace celle du 21 août 2014 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive.
Note technique du 6 juin 2019 relative à la révision des zones sensibles en application de la directive du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (DERU) et à la mise en œuvre des dispositions de l'article 5.4 de la directive
Texte non paru au JO

http://www.assainissement.developpementdurable.gouv.fr/documents/note_technique_zones_sensibles_2019.pdf

EAU POTABLE

Gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
Une limite de qualité sur le chrome total s'applique à un seuil de 50 µg/l. Or, une des formes du chrome, le chrome VI, est particulièrement toxique. Ainsi, suivant l'avis de l'ANSES, cette instruction prend en compte un seuil de gestion de 6 µg/l pour le chrome.
En cas de dépassement du seuil de 6 µg/l pour le chrome total, un second prélèvement sera effectué pour vérifier si le chrome VI dépasse ce seuil. Si c'est le cas, une restriction d'usage peut être décrétée, ainsi qu'un suivi renforcé.
Instruction no DGS/EA4/2019/142 du 21 juin 2019 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine
https://solidarites-sante.gouv.fr/fichiers/bo/2019/19-08/ste_20190008_0000_0056.pdf

Institution d'un droit de préemption pour la préservation des ressources en eau
- A la demande de la commune ou du groupement de communes compétent pour contribuer à la préservation de la ressource en eau, l'autorité administrative de l'Etat peut instituer un droit de préemption des surfaces agricoles sur un territoire délimité en tout ou partie dans l'aire d'alimentation de captages utilisés pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine. Ce droit de préemption a pour objectif de préserver la qualité de la ressource en eau dans laquelle est effectué le prélèvement.
- Les biens acquis sont intégrés dans le domaine privé de la collectivité territoriale ou de l'établissement public qui les a acquis. Ils ne peuvent être utilisés qu'en vue d'une exploitation agricole compatible avec l'objectif de préservation de la ressource en eau.
- Les biens acquis peuvent être cédés de gré à gré, ou concédés temporairement à des personnes publiques ou privées, à la condition que ces personnes les utilisent aux fins prescrites par un cahier des charges, qui prévoit les mesures nécessaires à la préservation de la ressource en eau et qui est annexé à l'acte de vente, de location ou de concession temporaire.

Loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique

AGENCES DE L'EAU : REDEVANCE ET PROGRAMME D'INTERVENTION

Arrêté du 13 mars 2019 encadrant le montant pluriannuel des dépenses du 11e programme d'intervention des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/13/TREL1904645A/jo/texte

Arrêté du 27 février 2019 relatif à la détermination du plafond annuel des taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2019
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/27/TREL1903563A/jo/texte

Arrêté du 11 février 2019 relatif à la contribution financière des agences de l'eau à l'Agence française pour la biodiversité et à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/11/TREL1903566A/jo/texte

Arrêté du 11 janvier 2019 portant modification de l'arrêté du 18 mai 2018 instituant les commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels des agences de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/1/11/TREK1904756A/jo/texte

REDEVANCES A VNF

Ce décret entre en vigueur le 31 -12-19, pour les nouveaux titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public et pour les titres d'occupation ou d'utilisation du domaine public en cours régissant les ouvrages de prise et de rejet d'eau à d'autres fins que la production hydroélectrique ;
Il détermine les modalités spécifiques applicables à la redevance domaniale à laquelle sont assujettis les titulaires de titres d'occupation et d'utilisation temporaire du domaine public qui implantent des ouvrages de prise et de rejet d'eau dans le réseau de voies navigables confié à Voies navigables de France, dénommée « redevance de prise et rejet d'eau ».
Décret n° 2019-1356 du 13 décembre 2019 relatif aux redevances de prise et de rejet d'eau dans le domaine public fluvial confié à Voies navigables de France
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039508596&dateTexte=&categorieLien=id

OUTILS DE PLANIFICATION ET D'ORGANISATION

Délimitation des bassins ou groupements de bassins
Arrêté du 12 juillet 2019 modifiant l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/7/12/TREL1902990A/jo/texte

PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUE

Protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole

Précision des conditions de mise en œuvre du dispositif de surveillance annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues. Modification de certaines modalités de déclaration des quantités d'azote par les personnes physiques ou morales détenant, cédant ou commercialisant à titre professionnel des fertilisants azotés dans les zones de surveillance. Description également de la méthodologie de calcul de la valeur de référence et de la marge d'incertitude mentionnées au III de l'article R. 211-81-1.

Arrêté du 20 février 2019 modifiant l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (entré en vigueur le lendemain de sa publication)

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/2/20/TREL1900339A/jo/texte

Les pouvoirs de l'AFB devenue Office français de biodiversité sont renforcés en matière pénale

En métropole comme outre-mer, les missions de l'OFB ont pour objectif la préservation, gestion et restauration de la biodiversité terrestre, aquatique et marine, ainsi que "la gestion équilibrée et durable" de la ressource en eau. Il contribue à l'exercice de la police administrative et judiciaire relative à l'eau, aux espaces naturels, aux espèces, à la chasse et à la pêche. Il est en charge de l'exercice de la police sanitaire en lien avec la faune sauvage. Au titre de sa mission de développement de la connaissance, de la recherche et de l'expertise il coordonnera les systèmes d'information sur la biodiversité, l'eau, les milieux aquatiques et marins et à fournir une expertise en matière de "gestion adaptative" de certaines espèces, autrement dit sur la manière d'adapter les prélèvements en fonction de leur état de conservation. Il apportera un appui à l'Etat, aux acteurs publics pour la mise en œuvre des politiques publiques de l'eau et de la biodiversité. Il conserve la gestion directe de certaines aires protégées, notamment les parcs naturels marins et certaines réserves nationales de chasse et de faune sauvage. Il assure un appui aux gestionnaires d'espaces naturels et aux parcs nationaux. Enfin, il a une mission de formation et d'accompagnement des citoyens et parties prenantes sur les enjeux de la biodiversité.

La loi renforce la police de l'environnement. Les inspecteurs de l'environnement, en particulier, pourront mener des enquêtes ordinaires en totalité, de la constatation de l'infraction jusqu'à l'orientation de poursuites une fois l'enquête achevée, sans qu'il y ait lieu de mobiliser les officiers de police judiciaire. Les prérogatives des agents de droit privé des réserves et du Conservatoire du littoral et des agents de développement des fédérations de chasse sont également étendues au constat d'infractions sur leurs territoires de compétences, en complémentarité avec les agents de l'OFB. Plusieurs mesures de police sont aussi renforcées : allongement de 2 à 3 ans de la peine pour les délits d'atteinte aux espèces et aux habitats protégés et les délits liés à un exercice illégal de la chasse ; création d'un nouveau délit et renforcement des sanctions administratives applicables en cas de non-respect des mesures prises par le préfet pour suspendre une installation ou ordonner la remise en état d'un site.

Le texte facilite la vidéosurveillance dans la lutte contre le dépôt sauvage de déchets. Il habilite le maire à intervenir plus rapidement en abaissant d'un mois à dix jours la durée de la période d'échanges contradictoires, précédant la possibilité de mettre en demeure le producteur de déchets concerné.

Loi 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038821234&categorieLien=id

Arrêté du 9 septembre 2019 relatif à la définition du bon état écologique des eaux marines et aux normes méthodologiques d'évaluation

Le présent arrêté définit le bon état écologique des eaux marines conformément à l'article R. 219-6 du code de l'environnement, tel que celles-ci conservent la diversité écologique et le dynamisme d'océans et de mers qui soient propres, en bon état sanitaire et productifs, et que l'utilisation du milieu marin soit durable, sauvegardant ainsi le potentiel de celui-ci aux fins des utilisations et activités des générations actuelles et à venir.

Il constitue le deuxième des cinq éléments des plans d'action pour le milieu marin, établis au titre de l'article L. 219-9 du code de l'environnement.

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039130954

Publication du schéma national des données sur le milieu marin en application de l'article R. 131-34 du code de l'environnement.

Ce schéma précise notamment : le périmètre des données entrant dans le système d'information sur le milieu marin et leur organisation en systèmes d'information métiers ; la composition du référentiel technique et ses modalités d'approbation ; la création de services en réseau, notamment un service d'accès aux données via le portail en ligne à l'adresse « milieumarinfrance.fr » et un service dédié à la mise en œuvre et au partage du référentiel technique (le service d'administration des référentiels marins, SAR) ; les principes de mise à disposition des informations ; la gouvernance du dispositif.

Arrêté du 8 juillet 2019 approuvant le schéma national des données sur le milieu marin

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000038880666

GEMAPI

Le décret définit les missions d'un établissement public territorial de bassin sur le territoire d'une collectivité non adhérente, spécifie le contenu des projets de statut des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau et précise les délais de consultation prévus dans la procédure de création des établissements publics territoriaux de bassin et des établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau. Ce décret caractérise également les dispositions à prendre lorsqu'un établissement public territorial de bassin ou un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau n'est plus conforme aux critères fixés par le présent décret.

Décret n° 2019-926 du 2 septembre 2019 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039025568&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE – INSTALLATIONS CLASSEES

ICPE : installation de combustion rubriques 2910 ou 3110

Le décret organise le recueil des données concernant les caractéristiques des installations de combustion (type et proportion de combustibles utilisés, secteur d'activité de l'installation, type d'installation…), nécessaires au rapportage auprès de la commission

européenne, conformément à la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, en particulier les articles 5, 6 et 9 et l'annexe I.
Décret n° 2018-1161 du 18 décembre 2018 modifiant le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement s'agissant des informations à fournir pour les installations de combustion moyennes
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037826354&dateTexte=&categorieLien=id

ICPE-IOTA : AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Autorisation environnementale : les dossiers pourront toujours être consultés sur format papier
La loi pour un Etat au service d'une société de confiance dite loi Essoc et son décret d'application du 24 décembre 2018 prévoit une expérimentation visant à remplacer l'enquête publique par une consultation en ligne sur les régions de Bretagne et de hauts de France. En dépit de cette expérimentation, la voie électronique ne sera pas le seul moyen de consultation : le public peut demander une communication du dossier sur papier dans les conditions définies par l'article D123.46.2 du code de l'environnement. Si le dossier est important en volume, une consultation sur place peut également être organisée.
Réponse ministérielle sous question Sénat 19 mars 2019

Publication du MODELE CERFA DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
Arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2019/3/28/TREP1916072A/jo/texte

Dossier de demande d'AE : simplification de procédure et correction d'erreurs
Le texte entre en vigueur au lendemain de sa publication ; toutefois, les dispositions du I et du II de l'article 8 s'appliquent aux demandes d'autorisation environnementale ou de dérogation présentées à compter du 1er janvier 2020.
Ce décret vise à simplifier le dispositif de l'autorisation environnementale au niveau réglementaire. A cette fin, il transforme notamment certaines consultations obligatoires en consultations facultatives, fluidifie la fin de la procédure d'autorisation environnementale et prévoit des possibilités de dématérialisation du dossier de demande d'autorisation environnementale. Enfin, il corrige diverses imperfections et erreurs matérielles.
Décret n° 2019-1352 du 12 décembre 2019 portant diverses dispositions de simplification de la procédure d'autorisation environnementale
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039507962&dateTexte=&categorieLien=id

URBANISME

Un décret utile pour préciser la loi ELAN concernant le contentieux de certains titres d'urbanisme
Ce décret a pour objet de préciser l'articulation du nouvel article L. 600-5-2 du code de l'urbanisme, issu de l'article 80 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 dite loi ELAN avec les articles R. 600-1 et R. 600-5 du même code : il précise, que :

- L'obligation de notifier le recours au titre de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme n'est pas applicable en cas de contestation d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation ; le recours contre un permis modificatif, une décision modificative ou une mesure de régularisation n'a donc pas à être notifié, à peine d'irrecevabilité, à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation.
- Le mécanisme de cristallisation automatique des moyens est applicable dans le cadre de recours formés à l'encontre d'un permis modificatif, d'une décision modificative ou d'une mesure de régularisation dans les conditions prévues par l'article L. 600-5-2. Cela implique que les parties ne peuvent plus invoquer des moyens nouveaux, passé un délai de deux mois à compter de la communication aux parties du premier mémoire en défense.

Décret 2019-303 du 10 avril 2019 pris pour l'application de l'article L600-5-2 du code de l'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2019/4/10/2019-303/jo/texte

Instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
Depuis la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, l'organe délibérant d'une commune ou d'un EPCI peut confier l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme des prestataires privés, sous la responsabilité de l'autorité de délivrance, qui conserve la compétence de signature des actes d'instruction et la liberté de ne pas suivre la proposition des prestataires (code de l'urbanisme, art. L. 423-1).
Le décret du 23 mai 2019 complète en conséquence l'article R. 423-15 de ce code en ajoutant ces prestataires à la liste des services pouvant être chargés des actes d'instruction des demandes de permis et des déclarations préalables.
Décret n° 2019-505 du 23 mai 2019 relatif à l'instruction par des prestataires privés des demandes d'autorisation d'urbanisme
https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000038501952&categorieLien=id

SECURITE DES INTERVENTIONS

Amiante
Le Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations établit que le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante, préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante. Les modalités de réalisation de ce repérage avant travaux de l'amiante seront précisées par arrêtés spécifiques à chaque secteur. Actuellement la parution de l'arrêté pour le domaine 2 est fixé à octobre 2020.

Article R4412-97

I. - Le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles par nature ou par destination, d'équipements, de matériels ou d'articles qui décide d'une opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante fait réaliser la recherche d'amiante mentionnée à l'article L. 4412-2 dans les conditions prévues par le présent paragraphe.

Ces risques, appréciés par la personne mentionnée à l'alinéa précédent, peuvent notamment résulter du fait que l'opération porte sur des immeubles, équipements, matériels ou articles construits ou fabriqués avant l'entrée en vigueur des dispositions du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante, pris en application du code du travail et du code de la consommation ou auxquels l'interdiction prévue par ce décret n'est pas applicable.

II. - La recherche d'amiante est assurée par un repérage préalable à l'opération, adapté à sa nature, à son périmètre et au niveau de risque qu'elle présente.

Les conditions dans lesquelles la mission de repérage est conduite, notamment s'agissant de ses modalités techniques et des méthodes d'analyse des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, sont précisées par arrêtés du ministre chargé du travail et, chacun en ce qui le concerne, des ministres chargés de la santé, de la construction, des transports et de la mer, pour les domaines d'activité suivants :

1° Immeubles bâtis ;

2° Autres immeubles tels que terrains, ouvrages de génie civil et infrastructures de transport ;

3° Matériels roulants ferroviaires et autres matériels roulants de transports ;

4° Navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes ;

5° Aéronefs ;

6° Installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.

III. - Les arrêtés mentionnés au II précisent à quelles conditions les documents de traçabilité et de cartographie disponibles ou les recherches d'amiantes effectuées en application des lois et règlements ou à l'initiative des intéressés sont regardés comme satisfaisant à l'obligation de repérage.

IV. - Dès lors qu'un repérage a été réalisé dans les conditions prévues au présent article, les opérations réalisées ultérieurement dans le même périmètre ne donnent pas lieu à un nouveau repérage sauf lorsque des circonstances de fait apparues postérieurement à celui-ci en font apparaître la nécessité ou lorsque la réglementation entrée en vigueur après sa réalisation le prescrit.

Art. R. 4412-97-3 *(Décr. nº 2017-899 du 9 mai 2017, en vigueur le 1er oct. 2018)*
I. — Lorsque, pour l'un des motifs suivants, la personne mentionnée au premier alinéa du I de l'article R. 4412-97 constate que le repérage ne peut être mis en œuvre, la sécurité des travailleurs est assurée dans les conditions prévues au II du présent article:
1º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant un risque grave pour la sécurité ou la salubrité publiques ou la protection de l'environnement;
2º En cas d'urgence liée à un sinistre présentant des risques graves pour les personnes et les biens auxquels il ne peut être paré dans des délais compatibles avec ceux requis pour la réalisation du repérage;
3º Lorsque l'opérateur de repérage estime qu'il est de nature à l'exposer à un risque excessif pour sa sécurité ou sa santé du fait des conditions techniques ou des circonstances dans lesquelles il devrait être réalisé;
4º Lorsque l'opération vise à réparer ou à assurer la maintenance corrective et qu'elle relève à la fois des interventions mentionnées au 2º de l'article R. 4412-94 et du premier niveau d'empoussièrement mentionné à l'article R. 4412-98.
II. — Dans les cas mentionnés au I, la protection individuelle et collective des travailleurs est assurée par des mesures prévues pour chaque domaine d'activité par les arrêtés mentionnés au II de l'article R. 4412-97 comme si la présence de l'amiante était avérée. Ces mesures sont définies par l'entreprise appelée à la réaliser l'opération, en fonction, d'une part, du niveau de risque qu'elle a préalablement évalué et notamment du niveau d'empoussièrement estimé mentionné à l'article R. 4412-98 et, d'autre part, des circonstances propres à l'opération projetée et en particulier du degré d'urgence que sa réalisation présente.

PROCEDURES CIVILES DEXECUTION

Un décret novateur en vue de diminuer le volume du contentieux civil

Ce décret est pris en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de *programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice.* L'objet du décret est de simplifier et d'harmoniser la procédure de 1ère instance dans son ensemble. Il a un impact sur les contentieux usagers.

- De nombreuses dispositions concernent le nouveau tribunal judiciaire nouvellement créé par cette loi, qui fusionne en une juridiction unique l'ancien Tribunal de grande instance et le Tribunal d'instance.
- Obligation dans certains contentieux de recourir au mode de règlement alternatif des litiges (médiation, conciliation etc…) avant toute action en justice notamment lorsque l'enjeu du litige est inférieur est inférieur à 5 000 euros sous peine d'irrecevabilité (art. 750-1 du Code de procédure civile ou CPC)
- L'exécution provisoire des décisions de première instance devient de droit : le nouvel article 514 du CPC prévoit que « *les décisions de première instance sont de droit exécutoires à titre provisoire à moins que la loi ou la décision rendue n'en dispose autrement* ».
- La représentation par avocat devient désormais la règle, aussi bien devant le Tribunal judiciaire (art. 760 du CPC) que devant le Tribunal de commerce (art. 853 du CPC), avec une exemption pour la plupart des litiges dont l'enjeu est inférieur à 10.000 euros.

Décret no 2019-1333 du 11 décembre 2019 réformant la procédure civile

https://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000039480084
http://www.justice.gouv.fr/justice-civile-11861/procedure-civile-au-1er-janvier-2020-documents-de-synthese-32852.html

7.2 Présentation des méthodes d'élaboration du CARE

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2019

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
    - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
    - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2019 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. La Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.

- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.

- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.

- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, ces produits seront fondés sur les volumes distribués et comptabilisés de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et non facturés. Celle-ci sera désormais prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation. Cette modification permettra de caler le chiffre d'affaires sur l'année comptable (365 jours), indépendamment de la période de facturation et de ses éventuelles fluctuations et donc d'avoir systématiquement un chiffre d'affaires qui correspond aux charges engagées sur la même période et ce, même si la facturation n'est pas encore intervenue sur la totalité de l'année civile comme lors des démarrages de nouveaux contrats.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.

- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.

- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.

- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

– Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,4% de leurs Produits (hors compte de tiers).

– La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

– La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.
L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.
La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux

dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

  La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) de 3,14%.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 3.14%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,39% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2019 +0.5%) soit 0,11% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.
Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 1,1 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 33,33%.

VI. ANNEXES

A1 - Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions réseau et clientèle
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO Média des interventions usine
Affectation des charges d'Engins spéciaux hydrocureuses	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Affectation des charges d'Engins spéciaux hors hydrocureurs	Nb d'heures MO Média des interventions réseau
Affectation charges SIG	Linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et assainissement
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable
Charges de télé-contrôle - Contrats eau et assainissement	Nb de sites télégérés
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)
Charges et produits branchements facturés eau	Nombre branchements neufs isolés eau
Charges facturation encaissement	Clients équivalents
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)
Charges relève compteurs	Nombre de relevés
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable
Charges relèvement eaux usées	Nombre de postes de relèvement
Charges réseau eaux usées	Longueur réseau assainissement (eaux usées + unitaire)
Charges eaux pluviales	Longueur réseau assainissement eaux pluviales (en km)
Charges épuration	Capacité de la station d'épuration
Charges et produits branchements facturés assainissement	Nombre branchements neufs isolés assainissement
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés
Charges branchements assainissement	Clients affermage assainissement
Autres produits affermages assainissement	Clients affermage assainissement

A2 - Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées ci-dessous.

Produits et Charges d'exploitation	Clé
Charges de structure travaux facturables	Produits travaux facturables
Ligne contribution des services centraux et recherche	CA total
Charges logistique	Sortie de stock
Charges achat	HA / Charges externes hors achats d'eau
Charges supports aux interventions / MO	Charges MO OPEX
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers



Prêts pour la révolution de la ressource

Pour retourner à la délibération,
cliquez ici

leo
vous transporte

RAPPORT D'ACTIVITE

2019



transdev
the mobility company

communauté
de l'auxerrois


Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Gare SNCF
1
Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Arquebuse
2
Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Stade Arbre Sec
4
Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Turgotine
2 DJF
Règlement Voyageurs
AVEC leo
TOUS LES CHEMINS PASSENT PAR
LA VALIDATION
PENSEZ-Y
TERMIN
Merci de resp
temps de paus
conducteurs ent
et le départ de
L'accès au v
s'effectue 2 mi
le départ. N
remercions
compré

Table des matières

Préambule 5

Le territoire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois 6

Transdev Auxerrois, filiale du groupe Transdev 7

Chiffres clés du réseau Leo en 2019 8

Partie 1 : Offre et usages 9

Chapitre 1 : Faits et chiffres du réseau par activité 10

1.1. Les lignes urbaines 11

1.2. Les lignes TAD et TPMR 12

1.3. Les lignes scolaires et périurbaines 12

1.4. Synthèse 15

Chapitre 2 : Lancement et usages des modes actifs 16

2.1. La mise en service des locations 17

2.2. Bilan des locations 17

Partie 2 : Bilan des recettes et de la politique commerciale 18

Chapitre 1 : Tarifs et recettes 19

1.1. La tarification des services Leo 20

1.2. Bilan des recettes transport urbain 21

1.3. Focus sur la vente à bord 23

1.4. Bilan des recettes des locations de vélos, VAE et trottinettes 24

Chapitre 2 : Information, communication et promotion des services 25

2.1. La Maison des Mobilités 26

2.2. Les canaux numériques 26

2.3. Les documents d'information 27

2.4. L'information voyageurs sur le réseau 27

2.5. Le réseau de distribution 28

2.6. Les opérations commerciales et de promotion du réseau en 2019 28

2.7. Etudes et enquêtes 30

Partie 3 : Vie de l'exploitation 31

Chapitre 1 : Incidents d'exploitation 32

Chapitre 2 : Parc et maintenance 35

Chapitre 3 : Gestion des ressources humaines 38

3.1. Effectifs au 31 décembre 2019 39

3.2. Organigramme 39
3.3. Bilan de la politique de formation du personnel et plan de formation 40
3.4. L'intéressement du personnel 40
3.5. Objet et résultats des NAO 2019 41
3.6. Accidents de travail significatifs survenus en 2019 42
Partie 4 : Qualité de service et sécurité dans les transports 43
Chapitre 1 : Qualité de service 44
1.1. Le suivi de la ponctualité 45
1.2. La démarche qualité Transdev : la labellisation FACE 46
1.3. Résultats des mesures internes 46
Chapitre 2 : Analyse et bilan des réclamations 47
Chapitre 3 : Lutte contre la fraude et les incivilités 49
3.1. Les chiffres de la fraude 50
3.2. Les chiffres des incivilités 51
3.3. Les actions menées pour lutter contre la fraude et les incivilités 52
Chapitre 4 : Améliorer la sécurité dans les transports 53
4.1. Les accidents 54
4.2. Bilan des « ¼ d'heure sécurité » 54
Partie 5 : Eléments financiers 55
5.1. Compte d'exploitation 2019 56
5.2. Calcul de la Contribution Financière Forfaitaire 57
5.3. Plans pluriannuels d'investissement, d'amortissements et dépenses de renouvellement 58
5.4. Commentaires relatifs aux résultats financiers 59
Partie 6 : conclusion et orientations de l'année 2020 60
Chapitre 1 : Présentation des ratios 61
Chapitre 2 : Bilan des opérations réalisées en 2019 63
Chapitre 3 : Programmation opérationnelle 2020 65
3.1. Les projets 66
3.2. Promotion des services et actions commerciales 66
3.3. Formation du personnel 66
Annexes A : administratives et financières 67
A1. Liste des opérations significatives confiées à des entreprises tierces 68
A2. Sous-traitance 69
A3. Attestations d'assurances (biens et responsabilité civile) 70
A4. Attestation de capacité professionnelle 73

A5. Inscription au registre des transports 74
A6. Evolution majeure affectant la situation du personnel 75
A7. Observations formulées par l'inspection du travail 76
A8. Bilan des prestations effectuées dans le cadre de l'assistance technique 77
A9. Comptes annuels 2019 78
A10. Copie de la liasse fiscale 79
A11. Etat des variations du patrimoine immobilier intervenus dans le cadre du contrat 80
A12. Inventaire des immobilisations 2019 81
A13. Bilan des activités réalisées pour le compte de tiers 82
Annexes B : techniques 83
B1. Entretien de la flotte de véhicule 84
B2. Liste des pannes ou interventions avec immobilisation > 3 jours 85
B3. Liste des courses non réalisées 86
B4. Kilométrage et consommation par véhicule 88
B5. Bilan des kilométrages réalisés dans l'année pour les services pour le compte de tiers 90
B6. Bilan des kilomètres TICPE (ex TIPP) 91
B7. Vidéo de promotion du réseau 92



Préambule

Le territoire de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois

La communauté d'agglomération de l'auxerrois regroupe 29 communes.



70 134 habitants

- Augy
- Auxerre
- Bleigny-le-Carreau
- Branches
- Champs-sur-Yonne
- Charbuy
- Chevannes
- Chitry
- Coulanges-la-Vineuse
- Escamps
- Escolives-Sainte-Camille
- Gurgy
- Gy-l'Évêque
- Irancy
- Jussy
- Lindry
- Monéteau
- Montigny-la-Resle
- Perrigny
- Quenne
- Saint-Bris-le-Vineux
- Saint-Georges-sur-Baulche
- Vallan
- Venoy
- Villefargeau
- Villeneuve-Saint-Salves
- Vincelles
- Vincelottes

Transdev Auxerrois, filiale du groupe Transdev

Transdev Auxerrois exploite pour le compte de la Communauté de l'agglomération de l'Auxerrois les transports collectifs urbains du réseau Leo. Les équipes de Transdev Auxerrois mettent, chaque jour, leurs compétences au service des usagers, avec pour objectif de satisfaire les besoins en mobilité du plus grand nombre.

transdev
the mobility company



Implanté dans 18 pays, sur 5 continents



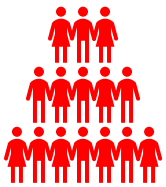
85 000 collaborateurs dans le monde

34 000 en France



17 modes de transports

42 272 véhicules exploités



11 millions de voyageurs transportés chaque jour

transdev
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

900 collaborateurs

Chiffres clés du réseau Leo en 2019



1 931 673

Voyageurs

1 589 989

Km commerciaux





1 090 661 €

Recettes TC

42 729

Voyageurs contrôlés

170

Locations de modes actifs

12 602 €

Recettes des locations

Partie 1 : Offre et usages





Chapitre 1 : Faits et chiffres du réseau par activité

1.1. Les lignes urbaines

Les lignes urbaines du réseau Leo sont ainsi structurées :

- Ligne 1 : ligne structurante, avec une fréquence de 15 minutes de 6h30 à 20h30 du lundi au vendredi en période scolaire et petites vacances scolaires, une fréquence de 30 minutes le samedi et pendant les grandes vacances scolaires et toutes les heures les dimanches et jours fériés (excepté le 1er mai) ;
- Ligne 2 : ligne forte, avec une fréquence de 20 minutes de 6h30 à 20h45 du lundi au vendredi en période scolaire et petites vacances scolaires, et une fréquence de 30 minutes de 6h30 à 21h le samedi et pendant les grandes vacances scolaires ;
- Ligne 2DJF : ligne 2 élargie à certains arrêts de la ligne 3, fonctionnant les dimanches et jours fériés hors 1er mai, toutes les 2 heures de 9h30 à 20h ;
- Ligne 3 : ligne forte, avec une fréquence de 30 minutes de 6h30 à 20h30 du lundi au samedi toute l'année ;
- Ligne 4 : ligne complémentaire, avec une fréquence de 40 minutes de 6h30 à 19h30 du lundi au vendredi en période scolaire et petites vacances scolaires, et une fréquence de 80 minutes le samedi et pendant les grandes vacances scolaires ;
- Ligne 5 : ligne complémentaire, avec une fréquence de 40 minutes de 7h à 19h30 du lundi au vendredi en période scolaire et petites vacances scolaires, et une fréquence de 80 minutes le samedi et pendant les grandes vacances scolaires ;
- Ligne 6 : ligne complémentaire, avec une fréquence de 40 minutes de 6h30 à 19h du lundi au vendredi en période scolaire et petites vacances scolaires, et une fréquence de 80 minutes le samedi et pendant les grandes vacances scolaires ;
- Ligne 7 : ligne complémentaire, avec une fréquence de 60 minutes de 7h à 18h30 du lundi au samedi, toute l'année ;
- Une navette de centre-ville, avec une fréquence de 15 minutes de 8h à 19h du lundi au samedi, toute l'année.

Au cours de l'année 2019, les lignes urbaines ont connu plusieurs évolutions :

A partir du 07 janvier 2019 :

- Ligne 4 : prolongation du terminus jusqu'à Jean Monnet ;
- Ligne 6 : desserte des hauts de Monéteau.

A partir du 04 mars 2019 :

- Ligne 3 : desserte de l'arrêt Egriselle par le haut de l'Avenue de la Résistance ;
- Ligne 7 : desserte de l'arrêt Polyclinique et Ste-Marguerite.

A partir du 03 juin 2019 :

- Ligne 4 : le terminus devient Carrières au lieu de Stade Arbre Sec ;
- Ligne 7 : l'arrêt Maire n'est plus desservi et est remplacé par l'arrêt Eglise Appoigny.

A partir du 02 septembre 2019 :

- Ligne 3 : desserte de l'arrêt Gambetta et la fréquence est portée à 30 min.
- Navettes centre-ville : desserte du parking voiture du PEM.

A partir du 10 septembre 2019 :

- Ligne 6D : mise en place d'un doublage aller/retour le matin.

Offre et usages des lignes urbaines					
Ligne	Nombre de voyageurs	Kilomètres commerciaux	Kilomètres HLP	V/K	Vitesse commerciale
1	366 517	172 340,40	27 746,93	2,13	15,53
2	445 562	133 428,80	14 557,89	3,34	17,08
3	220 003	203 292,22	9 248,39	1,08	17,52
4	111 239	91 782,23	12 337,55	1,21	18,43
5	106 981	97 005,14	10 781,40	1,10	19,52
6	119 939	123 104,70	16 809,38	0,97	23,10
7	80 321	131 343,51	17 790,65	0,61	25,13
2DJF	5 473	8 383,68	68,44	0,65	20,11
NCV	86 749	71 439,60	15 804,16	1,21	12,42
Total	1 542 784	1 032 120,28	125 144,79	1,49	-

1.2. Les lignes TAD et TPMR

Les lignes TAD et TPMR du réseau Leo sont ainsi structurées :

- Un service de Transport à la Demande, zonal, en rabattement vers 4 points d'arrêts d'Auxerre, à hauteur de 3 allers / retours du lundi au samedi toute l'année.

Offre et usages lignes TAD/TPMR			
Ligne	Nombre de voyageurs	Kilomètres commerciaux	Kilomètres HLP
TAD	7 286	-	-
TPMR	1 264	-	-
Total	8 550	130 216	24 890

En juillet 2019, l'organisation des courses à la demande a été modifiée, avec le remplacement du logiciel Titus par le logiciel Optycall, afin d'optimiser l'exploitation du service.

Par ailleurs, afin de contrer un biais du logiciel de billettique UBI qui enregistrait des courses non-déclenchées lorsqu'une course TAD n'était pas réservée, il a été décidé en concertation avec l'agglomération, d'affecter sur UBI les courses TAD sur la navette de centre-ville.

1.3. Les lignes scolaires et périurbaines

Les lignes scolaires et périurbaines du réseau Leo sont ainsi structurées :

- 5 lignes scolaires, avec un aller/retour par jour du lundi au vendredi en période scolaire ;
- 42 lignes périurbaines avec un aller/retour par jour du lundi au vendredi en période scolaire.

1.3.1. Les lignes scolaires

Au cours de l'année 2019, les lignes scolaires ont connu plusieurs évolutions :

A partir du 07 janvier 2019 :

- Ligne S3 : modification du terminus, de Monéteau Mairie à Les Chesnez Place.
- Ligne S2 : prolongation à l'arrêt Marne (Lycée Collège St Joseph).
- Ligne S4 : modification d'itinéraire, ne dessert plus Guenelle (autrefois Pôle Emploi) qui est remplacé par l'arrêt Jean Monnet.

A partir du 02 septembre 2019 :

- Ligne S5 : création de la S5 Weygand Collège Jean Bertin.

Offre et usages des lignes scolaires					
Ligne	Nombre de voyageurs	Kilomètres commerciaux	Kilomètres HLP	V/K	Vitesse commerciale
S1	18 636	1 907,43	1 906,08	9,77	15,07
S2	23 581	7 465,98	6 099,09	3,16	19,75
S3	179	1 425,04	2 766,96	0,13	24,78
S4	2 985	4 470,05	4 254,01	0,67	23,83
S5	4 123	180,78	1 419,92	22,81	19,65
Total	49 504	15 449,28	16 446,06	3,20	-

1.3.2. Les lignes périurbaines

Au cours de l'année 2019, les lignes périurbaines ont connu plusieurs évolutions :

A partir du 07 janvier 2019 :

- B1, B3, B8, C1 et C6 : ajout de l'arrêt Denfert suite à la fermeture du collège Bienvenu Martin.

A partir du 02 septembre 2019 :

- C7 : est devenue la ligne C6 suite à la fermeture du collège Bienvenu Martin ;
- B8 : dessert le collège Paul Bert suite à la fermeture du collège Bienvenu Martin ;
- B1 : arrêts Vallan et Bienvenu Martin supprimés ;
- B3 : modification des horaires arrêt Denfert suite à la fermeture du collège Bienvenu Martin ;
- B4 : modification d'horaires pour améliorer la correspondance au PEM ;
- C4 : modification d'horaires le matin et desserte de l'arrêt Rue du Pont ;
- E1 : fusion des horaires du mercredi midi ;
- C1 : suppression des arrêts Pien et Sougères (Monéteau).
- Suppression du quai n°14 au PEM.

Offre et usages des lignes périurbaines					
Ligne	Nombre de voyageurs	Kilomètres commerciaux	Kilomètres HLP	V/K	Vitesse commerciale
A01	9 167	5 449,60	3 591,60	1,68	39,00
A02	3 151	3 429,80	1 640,59	0,92	34,69
A03	7 520	825,20	1 648,20	9,11	7,35
A04	21 489	3 164,30	-	6,79	sous-traitant 1 : 16,4 sous-traitant 2 : 16,2
A05	4 873	355,25	774,18	13,72	9,13
A06	20 337	1 566,40	1 653,13	12,98	11,21
A07	207	334,25	350,49	0,62	11,46
A08	1 106	477,75	762,46	2,32	15,55
B01	17 301	12 889,78	10 972,52	1,34	27,48
B02	7 206	6 947,50	5 705,00	1,04	32,31
B03	8 892	6 386,60	6 821,46	1,39	23,50
B04	5 370	8 986,25	4 733,75	0,60	29,11
B05	7 632	6 842,50	4 491,87	1,12	26,88
B06	11 163	7 992,25	-	1,40	32,23
B07	10 537	5 784,80	-	1,82	30,51
B08	18 778	9 236,15	-	2,03	sous-traitant 1 : 19,41 sous-traitant 2 : 33,82
B09	21 316	9 406,25	-	2,27	27,57
C01	6 718	6 710,86	-	1,00	25,87
C02	7 694	3 009,13	-	2,56	14,13
C03	9 782	5 250,88	-	1,86	21,13
C04	11 119	4 526,20	6 422,43	2,46	26,49
C05	6 468	4 828,25	1 363,50	1,34	28,48
C06	8 020	5 340,20	3 946,39	1,50	20,44
D01	19 690	11 778,46	5 905,87	1,67	25,60
D02	13 975	7 270,00	5 564,76	1,92	22,64
E01	19 089	15 273,28	-	1,25	sous-traitant 1 : 27,24 sous-traitant 2 : 31,09
E02	8 696	5 021,24	5 300,60	1,73	19,09
E03	8 232	11 005,98	-	0,75	sous-traitant 1 : 36,04 sous-traitant 2 : 22,54
R01	1 751	1 232,50	4 118,80	1,42	9,93
R02	1 377	2 108,23	-	0,65	35,88
R03	773	2 777,70	1 984,49	0,28	32,83
R04	118	4 332,93	-	0,03	24,58
R05	2 917	5 358,00	4 135,88	0,54	32,25
R06	2 039	1 801,56	-	1,13	30,66
R07	778	3 309,27	-	0,24	35,21
R08	4	1 748,40	2 938,59	0,00	25,20
R09	4 158	6 622,12	4 194,90	0,63	30,34
R10	3 252	2 904,60	3 381,55	1,12	28,09
R11	4 820	1 381,33	2 648,63	3,49	13,73
R12	4 555	1 559,74	-	2,92	12,07
R13	5 359	2 985,25	-	1,80	21,17
R14	3 406	7 004,88	6 184,66	0,49	34,66
Total	330 835	215 215,62	101 236,30	1,54	-

1.4. Synthèse

Offre et usages par activité				
	Nombre de voyageurs	Kilomètres commerciaux	Kilomètres HLP	V/K
Lignes urbaines	1 542 784	1 032 120,28	125 144,79	1,49
Part dans le réseau	79,9%	74,1%		
Lignes scolaires	49 504	15 449,28	16 446,06	3,20
Part dans le réseau	2,6%	1,1%		
Lignes périurbaines	330 835	215 215,62	101 236,30	1,54
Part dans le réseau	17,1%	15,4%		
Lignes TAD/TPMR	8 550	130 216	24 890	0,07
Part dans le réseau	0,4%	9,3%		
Total	1 931 673	1 393 001	267 717	1,39
Total 2018	2 418 659	1 589 989,00	-	1,52
Evolution 2018/2019	-20,1%	-12,4%	-	-8,8%

En résumé, la fréquentation totale du réseau s'élève à 1 931 673 voyages, soit une baisse de 20% par rapport à 2018. Cette baisse s'explique par :

- Une nouvelle offre, dont les usagers étaient en cours d'appropriation en 2019 ;
- Une baisse de plus de 12% des kilomètres commerciaux ;
- Une nouvelle billettique, qui entraîne de fait des « pertes » de données le temps de la transition.

Les évolutions de l'offre de l'année 2019 feront l'objet d'un avenant qui sera signé en 2020.



Chapitre 2 : Lancement et usages des modes actifs

2.1. La mise en service des locations

Fin avril 2019, 15 trottinettes électriques, 60 vélos à assistance électrique et 25 vélos classiques étaient mis à la location.

Dès l'annonce de l'arrivée de ce nouveau service, les demandes ont explosé. Un système de réservation avait été mis en place courant avril, si bien que l'ensemble de la flotte de trottinettes et de vélos à assistance électrique était loué avant même le lancement du service. Une liste d'attente a ensuite été créée.



Les locations sont réalisées à la Maison des Mobilités, où un rendez-vous est pris avec le client pour établir le contrat de location. Une fois le contrat signé, le fonctionnement du service expliqué et l'état des lieux réalisé avec le client, celui-ci repart avec le véhicule.

L'engouement du public a été particulièrement remarqué sur les vélos à assistance électrique. En effet, cher à l'achat, leur location via Leo est particulièrement attractive. A noter qu'il est possible de réserver un vélo directement sur le site internet.

2.2. Bilan des locations

Il y a eu en 2019 24 locations de vélos classiques, 130 locations de vélos à assistance électrique et 16 locations de trottinettes. Au total, il y a eu, en 2019, 170 locations pour un total de 29 906 jours cumulés de location.

Bilan des locations 2019			
Durée de location	Vélo classique	VAE	Trottinette
1 semaine	4	24	0
1 mois	12	23	4
3 mois	6	17	4
6 mois	0	22	2
9 mois	0	1	1
1 an	2	43	5
Total	24	130	16

Partie 2 : Bilan des recettes et de la politique commerciale





Chapitre 1 : Tarifs et recettes

1.1. La tarification des services Leo

La tarification n'a pas évolué depuis septembre 2018 concernant les transports urbains.

Tarification transport urbain, septembre 2019	
Titre	*Prix TTC*
Ticket à l'unité (au sol)	1.30 €
Ticket à l'unité (à bord)	1.50 €
Carte 10 tickets	11.00 €
Carnet 10 tickets (CMU-C)	5.50 €
Ticket à l'unité (JDM)	1.00 €
Ticket collectif	0.60 €
Abonnement mensuel tarif réduit	15.00 €
Abonnement mensuel -26 ans	20.00 €
Abonnement mensuel tout public	30.00 €
Annuel Moins de 18 ans (hors TAD)	85.00 €
Abonnement annuel -26 ans	160.00 €
Abonnement annuel tout public	300.00 €
Carte billettique anonyme	1.00 €
Duplicata de carte billettique nominative	15.00 €

La tarification des locations de vélos, VAE et trottinettes n'a pas évolué depuis le lancement du service en avril 2019.

Tarification des locations des modes actifs, septembre 2019			
Tarif TTC	*Vélo classique*	*Trottinette électrique*	*Vélo à assistance électrique*
Offre découverte (1 semaine)	5 €	10 €	15 €
1 mois	10 €	20 €	25 €
1 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	5 €	15 €	15 €
3 mois	20 €	40 €	70 €
3 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	15 €	30 €	50 €
6 mois	40 €	70 €	125 €
6 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	30 €	50 €	90 €
9 mois	60 €	100 €	180 €
9 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	40 €	70 €	120 €
1 an	70 €	120 €	200 €
1 an réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	50 €	85 €	140 €
Location de siège bébé	3 €		

1.2. Bilan des recettes transport urbain

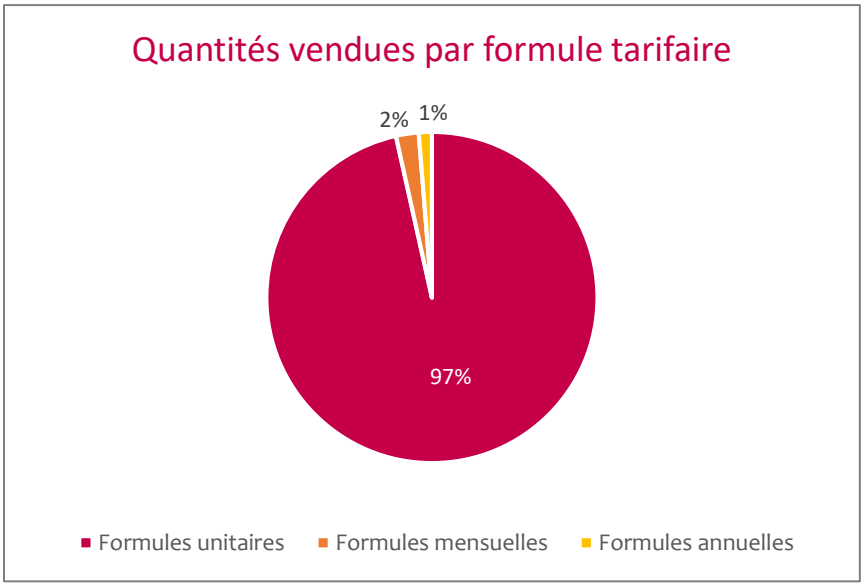
1.2.1. Quantités vendues

La comparaison entre les quantités vendues en 2018 et celles vendues en 2019 a été réalisée à titres équivalents, malgré une évolution notable de la gamme tarifaire au lancement du réseau Leo en septembre 2018.

La quantité de titres vendus en 2019 a progressé de 4% par rapport à 2018. Cette progression est particulièrement notable sur les abonnements mensuels et annuels tout public et -26 ans. En revanche, les quantités de vente des titres à tarifs réduits ont fortement diminué et s'explique par l'évolution des conditions d'accès à ces tarifications (fin de l'accès des personnes reconnues handicapées à plus de 80%).

Quantité de vente des principaux titres				
	Titres de transport	**2019**	**2018**	**Evolution**
Formules au Ticket	Ticket unité	317 707	305 592	3,96%
	Carnet de 10	10 181	12 925	-21,23%
	Carnet de 10 tarif réduit	1 290	2 386	-45,95%
	Pass 1 euro	5 282	4 969	6,30%
Formules Mensuelles	Abonnement mensuel -26 ans	2 371	1 868	26,89%
	Abonnement mensuel tout public	2 861	1 942	47,35%
	Abonnement mensuel tarif réduit	2 453	3 341	-26,58%
Formules Annuelles	Abonnement annuel -18 ans	3 865	3669	5,35%
	Abonnement annuel -26 ans	213	150	42,16%
	Abonnement annuel tout public	183	77	138,91%
	Total	**346 406**	**334 555**	**4%**

Comme souvent lors du passage à la billettique, on assiste à une baisse de la vente du carnet de 10, du fait d'une confiance limitée des clients en une carte sans contact, en comparaison aux titres papiers, d'où un report certain sur les titres unitaires vendus à bord, voire sur les abonnements.



On notera également les beaux résultats des formules annuelles qui restent faibles mais connaissent une explosion de leur vente.

Par ailleurs, les formules unitaires représentent 97% des titres vendus, notamment grâce à la vente à bord qui demeure prédominante sur le réseau Leo.

1.2.2. Recettes

Les recettes 2019 s'élèvent à 1 090 661 €. Elles ont progressé de 13,5% en 2019 par rapport à 2018. Au même titre que pour le calcul des quantités vendues, la comparaison entre les recettes 2018 et les recettes 2019 a été réalisée à titres équivalents.

L'objectif contractuel de 1 029 300 € est donc dépassé de 61 361 €. Conformément au contrat, 26 447 € ont donc été reversés à la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, au titre de l'intéressement commercial.

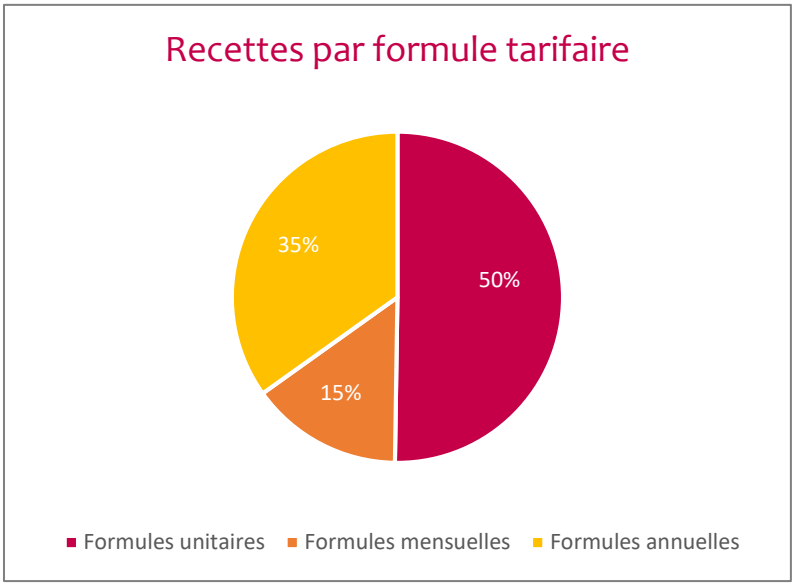
Recettes par titre				
	Titres de transport	**2019**	**2018**	**Evolution**
Formules au Ticket	Ticket unitaire vente à bord	476 560 €	383 329 €	24,3%
	Ticket unitaire vente au sol	729 €		
	Carnet de 10	111 989 €	133 110 €	-15,9%
	Carnet de 10 tarif réduit	7 095 €	13 947 €	-49,1%
	Pass 1 euro	5 282 €	4 969 €	6,3%
	M'Ticket	1 035 €	9 654 €	-89,3%
Formules Mensuelles	Abonnement mensuel -26 ans	47 417 €	39 841 €	19,0%
	Abonnement mensuel tout public	85 830 €	62 990 €	36,3%
	Abonnement mensuel tarif réduit	36 797 €	54 302 €	-32,2%
	Titre intermodal mensuel - 26 ans	1 194 €	704 €	69,5%
	Titre intermodal mensuel actif	7 377 €	1 601 €	360,6%
Formules Annuelles	Abonnement annuel -18 ans	328 539 €	299 232 €	9,8%
	Abonnement annuel -26 ans	34 118 €	25 543 €	33,6%
	Abonnement annuel tout public	54 962 €	24 616 €	123,3%
	Titre intermodal annuel - 26 ans	72 €		
	Titre intermodal annuel actif	547,2		
Autres	TPE VELO	95 €		
	BTCU	-2 192 €	2 596 €	
	Cartes Anonyme	2 283 €	143 €	1496,6%
	Total TTC	**1 199 727 €**	**1 056 578 €**	**13,5%**
	Total HT	**1 090 661 €**	**960 525 €**	**13,5%**

Trois faits marquants sont à noter sur 2019 :

- Au 1er janvier 2019, la nouvelle billettique UBI est opérationnelle. Tous les bus sont équipés de valideur et de tablette et les usagers ne peuvent plus acheter de titres en version papier. Les usagers qui en possédaient ont pu les échanger à la Maison des Mobilités. Un délai de tolérance a été accordé le temps de la transition de l'ancien vers le nouveau système billettique, afin que tous les usagers aient le temps de se rendre à la Maison des Mobilités pour créer une carte billettique anonyme ou nominative et que leurs titres en cours de validité soient crédités sur leur carte.
- L'arrêt du M-ticket en septembre ;
- La fusion au 1er novembre 2019 de deux dispositifs sociaux, la CMU-C et l'ACS, pour devenir la Complémentaire Santé Solidaire (CSS), avec une partie payante pour les anciens bénéficiaires de l'ACS, et une partie gratuite pour les anciens bénéficiaires de la

CMU-C. L'accès aux tarifications réduites du réseau Leo a donc dû être adapté, puisque le nouveau justificatif ne dissocie pas les bénéficiaires payants des bénéficiaires gratuits, or seuls les bénéficiaires de la CMU-C avaient accès aux tarifs réduits Leo. Avec la fusion de la CMU-C et l'ACS, il n'était donc plus possible de dissocier les bénéficiaires de l'un ou l'autre des dispositifs. L'accès aux tarifications réduites sur le réseau ont donc été élargi à l'ensemble des bénéficiaires de la CSS. Davantage de personnes bénéficient donc de tarifs réduits.

Par ailleurs, la boutique en ligne a enregistré 172 238€ de recettes sur l'ensemble de l'année 2019. L'achat de l'abonnement annuel -18 ans représente 137 785 des 172 238 € de recettes enregistrées, soit 80% des recettes totales de la boutique en ligne.

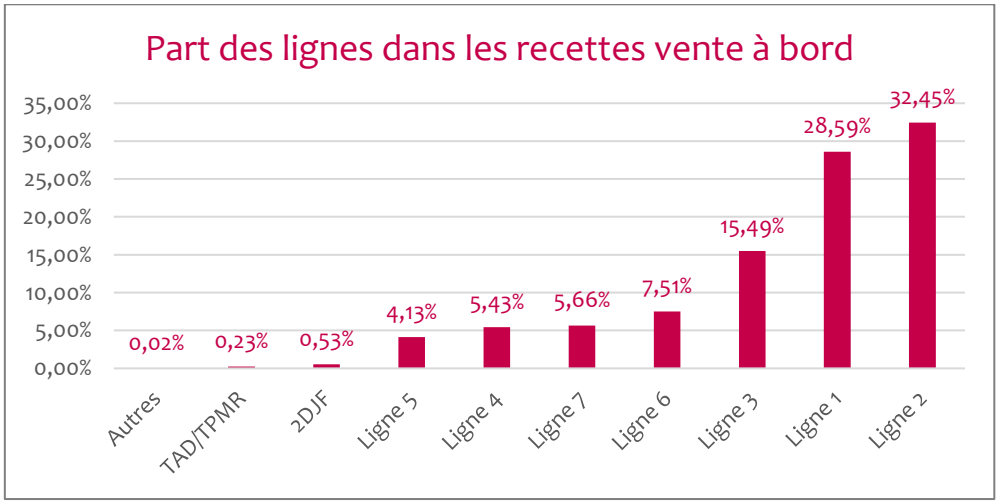


Enfin, si les formules unitaires représentent 97% des ventes, elles ne représentent que 50% des recettes. Les formules mensuelles représentent quant à elles 15% des recettes pour 2% des titres vendus. Enfin, les formules annuelles, qui représentent 2% des quantités vendues, représentent 35% des recettes.

Les usagers du réseau Leo sont donc ainsi décomposés : 50% d'occasionnels, et 50% de réguliers.

1.3. Focus sur la vente à bord

Les recettes des titres vendus à bord sont, pour 61% d'entre-elles, réalisées sur les lignes 1 et 2 du réseau. A elles-seules, les lignes urbaines représentent 99,76% des ventes à bord.



1.4. Bilan des recettes des locations de vélos, VAE et trottinettes

Du lancement du service au 31 décembre 2019, les locations de vélos, de vélos à assistance électrique et de trottinettes, ont généré 12 601, 76 € de recettes. A eux seuls, les vélos à assistance électrique ont généré 11 316,76 € des 12 601,76 €, soit près de 90% des recettes totales du service de location.

Bilan des recettes des locations 2019			
	Vélo classique	VAE	Trottinette
Recettes	385,01	11 316,76	899,99
Total	12 601,76		



Chapitre 2 : Information, communication et promotion des services

2.1. La Maison des Mobilités

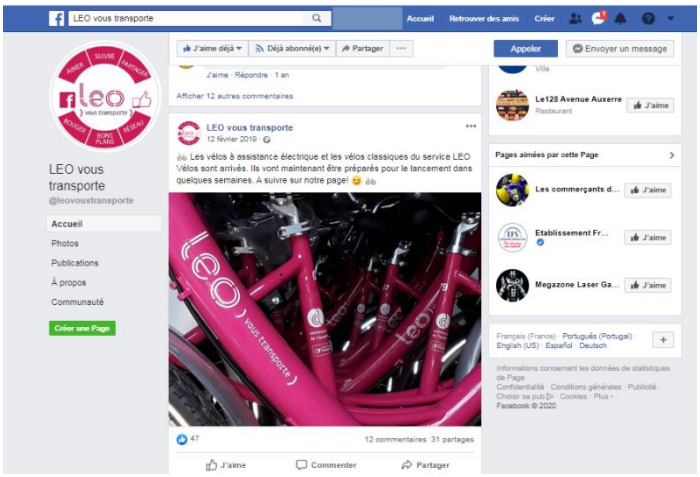
Inaugurée le 10 mai 2019 en présence de Guy Ferez, maire d'Auxerre et Président de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, d'Alain Staub, vice-président de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois en charge des transports, et de Brigitte Guichard, Directrice Régionale de Transdev Bourgogne-Franche-Comté, la nouvelle Maison des Mobilités est l'agence commerciale du réseau de transport et des locations de vélos, de vélos à assistance électrique et de trottinettes. Elle est un lieu d'information, de vente, et représente un lien unique avec les usagers. Deux conseillères titulaires se relaient pour assurer 70 heures d'ouverture chaque semaine, toute l'année.



Chaque mois, les agents de la Maison des Mobilités reçoivent près de 1 300 personnes, répondent à une quinzaine de mails (adresse *leovoustransporte@transdev.com*) et à plus de 360 appels téléphoniques.

2.2. Les canaux numériques

Le site internet du réseau Leo a évolué en 2019. Avant son intégration au site de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois, celui-ci avait enregistré, entre janvier et mai 2019, 98 027 visites. Désormais intégré au site de l'agglomération, le site internet permet d'informer les visiteurs sur l'actualité du réseau, les perturbations en cours, l'offre de service, les tarifs, les horaires… Les usagers peuvent également, via un lien, acheter directement leur titre via la boutique en ligne. Le site internet permet aussi de réserver un vélo, un VAE ou une trottinette.



La page Facebook enregistrait, au 31 décembre 2019, 1 732 abonnés. Cette page permet de communiquer de manière simple et rapide les informations en temps réel sur le réseau.

Une opération de communication interne sur les bicyclettes, vélos à assistance électrique et trottinettes a été tournée le vendredi 26 juillet. Cette vidéo est jointe au présent rapport annuel.

Enfin, l'ensemble des informations du réseau Leo (plan, horaires, arrêts, infos trafic) sont disponibles sur l'application Google Transit.

2.3. Les documents d'information



Le Guide des Mobilités est un document particulièrement apprécié des usagers. Distribué à la Maison des Mobilités, chez les dépositaires, dans les mairies et dans tous les lieux le demandant, on y retrouve l'ensemble des informations utiles pour emprunter le réseau Leo : liste des points de ventes, principaux points du règlement, les titres et les tarifs, les horaires et plans du réseau… Cette année y a été ajoutée la location de 2 roues (tarifs, condition d'utilisation…).

Pour la rentrée de septembre 2019, 5 000 exemplaires avaient été imprimés.

Le plan du réseau est quant à lui affiché à l'intérieur des bus, ainsi qu'à l'ensemble des arrêts, afin de permettre aux usagers une meilleure visibilité de l'ensemble des lignes du réseau Leo. Un plan de poche est également disponible.

2.4. L'information voyageurs sur le réseau



Un affichage clair, simple et uniformisé à l'ensemble des points d'arrêt du réseau Leo est disponible, et permet aux usagers d'accéder aux informations essentielles : plan du réseau, horaires des lignes desservies, règlement du réseau... Des informations ponctuelles y sont également affichées lorsqu'il y a des déviations ou divers événements relatifs à Leo.

Des campagnes de vérification de l'information voyageurs aux points d'arrêts sont régulièrement menées, et permettent de réactualiser les informations si nécessaire.

En plus de l'affichage aux points d'arrêt et des thermomètres de ligne affichés dans les bus, les véhicules sont équipés, pour leur majorité, d'écran dynamique d'information.

2.5. Le réseau de distribution

Les dépositaires peuvent réaliser deux types de vente :

- Vente et crédit de cartes anonymes ;
- Crédit d'abonnement ou de titres unitaires sur des cartes nominatives déjà créées.

Les dépositaires ne peuvent pas créer de cartes nominatives, cette action étant réservée à la Maison des Mobilités. Les dépositaires sont réapprovisionnés en carte anonyme à la demande.

Les dépositaires du réseau Leo sont les suivants :

- Carré d'As, Monéteau ;
- Cora, Monéteau ;
- Au Calumet, Auxerre ;
- Tabac des Rosoirs, Auxerre ;
- Tabac de l'Horloge, Auxerre ;
- Le Jacam, Auxerre ;
- Centre commercial Leclerc, Auxerre ;
- Mairie de Charbuy, Charbuy ;
- Mairie de Montigny-la-Resle, Montigny-la-Resle.

2.6. Les opérations commerciales et de promotion du réseau en 2019

Plusieurs opérations commerciales et/ou de promotion du réseau se sont tenues en 2019 :

- En route vers la 6ème, au printemps 2019 ;
- La semaine de la Mobilité, du 16 au 22 septembre ;
- L'opération *Black Friday* le 29 novembre.

Comme tous les ans, le réseau Leo a participé en 2019 à la semaine de la mobilité.

Les clients ont pu participer à un tirage au sort pour gagner 3 mois de location de vélo pour 1€.

Une urne était placée à la Maison des Mobilités, où un bulletin devait être rempli puis placé dans l'urne. Un tirage au sort a ensuite eu lieu. Les 3 gagnants ont profité de l'offre.

Sur le réseau de transport, le prix des tickets unitaires au sol était, lors de cette semaine dédiée à la Mobilité, de 1€. L'opération a généré 5 253 achats, contre 4 969 en 2028, soit une augmentation de 5,72%.



L'opération Black Friday s'est quant à elle tenue pour la première fois en 2019, le vendredi 29 novembre. Pour toutes les personnes non abonnées au réseau Leo, 2 mois d'essais (du 29 novembre au 31 janvier 2020) étaient offerts.

157 personnes ont bénéficié du dispositif, et ont réalisé 7 370 voyages avec le titre *Black Friday*, soit environ 50 voyages par personne. Parmi les 157 personnes ayant bénéficié de l'offre, 24% ont donné suite, soit 38 personnes, dont :

- 6 ont acheté un abonnement mensuel -26 ans ;
- 6 ont acheté un abonnement mensuel tout public ;
- 13 ont acheté un abonnement à tarif réduit ;
- 2 ont acheté un abonnement annuel -26 ans ;
- 2 ont acheté un abonnement annuel tout public ;
- 1 a acheté un abonnement -18 ans ;
- 4 ont acheté un carnet de 10 à tarif réduit ;
- 4 ont acheté un carnet de 10.



Au total, 30 des 38 personnes ont donné suite en achetant un abonnement.

L'opération En route vers la 6ème s'est quant à elle tenue du 09 mai au 02 juillet 2019.



17 classes de CM2 des écoles de l'agglomération ont pris part à l'opération.

Initiation à l'usage des transports en commun, présentation du réseau et distribution de goodies étaient au rendez-vous pour une journée pédagogique et conviviale.

Cette journée est particulièrement appréciée des élèves, et leur permet de se familiariser avec un mode de transport qu'ils vont pour la plupart utiliser dès leur entrée en 6ème.

2.7. Etudes et enquêtes

Dans l'objectif de répondre au mieux aux demandes des usagers, des études et analyses régulières de l'offre de transport sont réalisées, avec :

- Des études socio-démographiques du territoire ;
- Des analyses des fréquentations par ligne, par arrêt, en particulier grâce au système billettique UBI ;
- Une présence terrain régulière ;
- Des procédures de remontées clients optimisées, en particulier via la Maison des Mobilités.

L'offre ayant fortement évolué entre septembre 2018 et septembre 2019, aucune enquête satisfaction n'a été réalisée en 2019, afin de laisser le temps au réseau de vivre avant de l'enquêter et de réaliser un premier bilan.

Partie 3 : Vie de l'exploitation





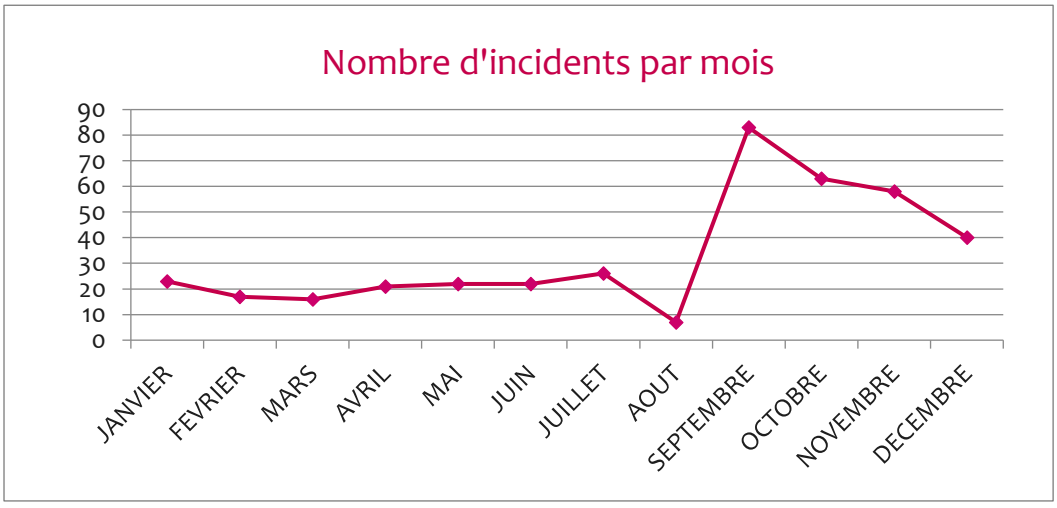
Chapitre 1 : Incidents d'exploitation

En 2019, Transdev Auxerrois a mis en place un logiciel permettant d'émettre des mains courantes en interne lors d'incidents d'exploitation : Jesi. Jesi permet de mieux répertorier les incidents, afin de les corriger et de mieux s'en prémunir.

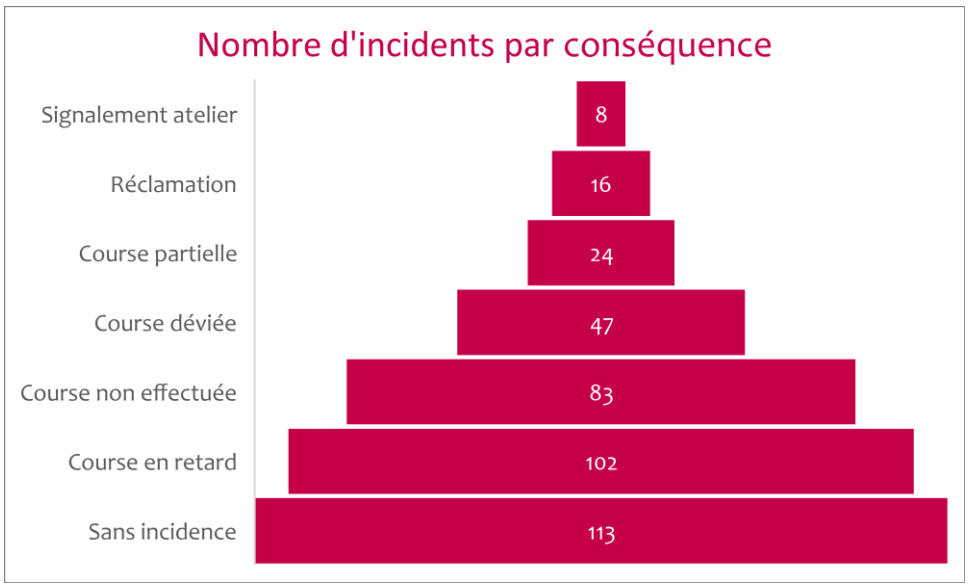
393 incidents Jesi ont été répertoriés en 2019. Les lignes 1, 2 et 3 sont celles ayant connu le plus d'incidents d'exploitation.

Nombre d'incident par ligne	
Ligne	Nombre d'incidents
L1	63
L2	65
L3	62
L4	21
L5	37
L6	45
L7	27
NCV	37
S1	5
S2	10
S3	4
S4	4
TAD	6
Autres	7
Total	393

Le mois de septembre, mois de rentrée scolaire, est par ailleurs le mois le plus impacté, avec plus de 80 incidents répertoriés. De plus, le deuxième semestre 2019 a connu deux fois plus d'incidents d'exploitation que le premier semestre.

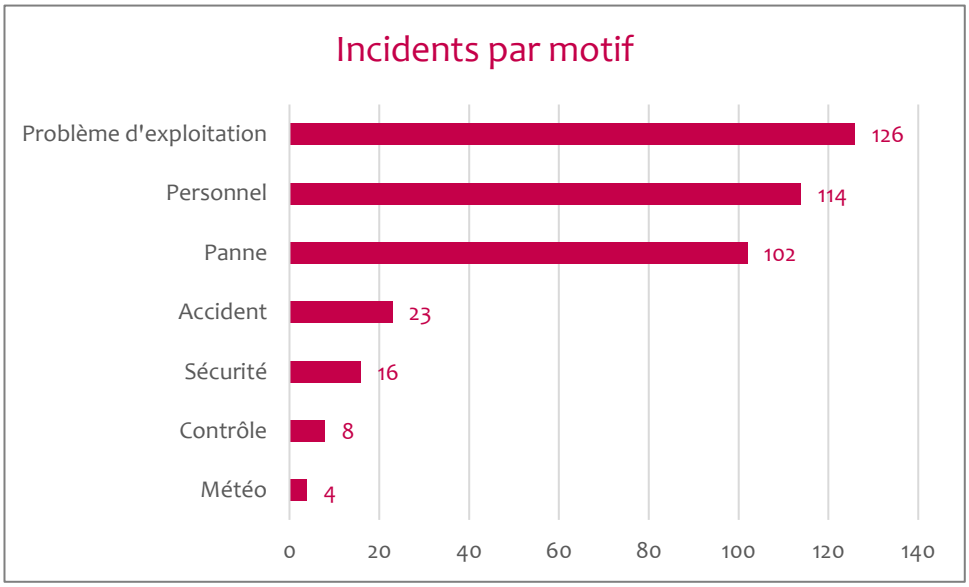


Sur les 393 incidents répertoriés, 113, soit 28%, n'ont eu aucune incidence sur le réseau, 102 ont eu pour conséquence un retard de course et 83 une course non effectuée.



Les problèmes d'exploitation et de personnel sont à l'origine de 61% des incidents d'exploitation de l'année. Le déploiement de la nouvelle billettique UBI a été une source de dysfonctionnement, notamment pour les conducteurs (non-déclenchement de course, incompréhensions diverses), à qui il a systématiquement été rappelé le fonctionnement du logiciel.

La météo est quant à elle à l'origine de seulement 4 incidents d'exploitation en 2019.





Chapitre 2 : Parc et maintenance

Au 31 décembre 2019, la flotte était composée de 32 véhicules dont :

- 21 mis à disposition par Transdev Auxerrois ;
- 11 mis à disposition par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois.

Inventaire B : biens mis à disposition par le délégataire							
N°	Immatriculation	Marque	Modèle	Type de véhicule	Date d'achat du véhicule	Date d'entrée dans le parc sur la durée du contrat	Date de sortie du parc sur la durée du contrat
A1	FD-469-FH	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	janv-19	21-janv.-19	31-août-23
A2	FD-575-FH	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	janv-19	21-janv.-19	31-août-23
A3	FD-700-FH	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	janv-19	21-janv.-19	31-août-23
A4	FD-628-FH	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	janv-19	21-janv.-19	31-août-23
A5	EZ-294-RM	Boloré	BlueBus	Minibus	août-18	10-août-18	31-août-23
A6	EZ-615-RM	Boloré	BlueBus	Minibus	août-18	10-août-18	31-août-23
A7	7483TM89	IRISBUS	CITELIS	Bus standard	nov-08	25-nov.-08	31-déc.-19
A8	1636TN89	IRISBUS	CITELIS	Bus standard	janv-09	09-janv.-09	31-déc.-19
A9	DC-402-ND	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	janv-14	28-janv.-14	31-août-23
A10	DN-600-YG	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr-15	10-févr.-15	31-août-23
A11	DP-933-ET	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr-15	20-févr.-15	31-août-23
A12	DP-395-EV	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr-15	20-févr.-15	31-août-23
A13	DP-087-EV	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr-15	20-févr.-15	31-août-23
A14	DP-232-EV	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr-15	20-févr.-15	31-août-23
A15	DP-304-HR	HEULIEZ	GX 137 L	Midibus	févr-15	25-févr.-15	31-août-23
A16	DP-453-HR	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr-15	25-févr.-15	31-août-23
A17	FE-363-CM	RENAULT	MASTER - TPMR	Véhicule léger	févr-19	26-févr.-19	31-août-23
A18	FE-811-CL	RENAULT	MASTER - TAD	Véhicule léger	févr-19	26-févr.-19	31-août-23
A19	FE-356-CL	RENAULT	MASTER - TAD	Véhicule léger	févr-19	26-févr.-19	31-août-23
A20	DS-606-MZ	INTEGRALIA	IN URBAN	Minibus	juin-15	01-sept.-18	31-août-23
A21	DS-640-MZ	INTEGRALIA	IN URBAN	Minibus	juin-15	01-sept.-18	31-août-23

Inventaire A : biens mis à disposition par l'autorité organisatrice							
N°	Immatriculation	Marque	Modèle	Type de véhicule	Date d'achat du véhicule	Date d'entrée dans le parc sur la durée du contrat	Date de sortie du parc sur la durée du contrat
A22	BS-234-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-déc.-19
A23	BS-285-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A24	BS-264-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-déc.-19
A25	BS-313-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A26	BS-303-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A27	BS-327-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A28	BS-340-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A29	BS-348-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A30	BS-356-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A31	BS-336-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil-11	28-juil.-11	31-août-23
A32	BT-069-JH	IVECO	DAILY	Minibus	août-11	31-août-11	31-août-23

L'âge moyen du parc est de 4,6 ans, pour un âge contractuel maximal fixé à 10 ans :

- Age moyen de 7,4 ans pour les véhicules mis à disposition par la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois ;
- Age moyen de 1,8 ans pour les véhicules mis à disposition par Transdev Auxerrois.

La flotte est ainsi affectée :

- 23 bus standards et 1 midibus affectés sur les lignes urbaines ;
- 2 midibus électriques sur la navette de centre-ville, et 1 midibus de réserve (thermique) ;
- 3 véhicules de 7 places dédiés au TAD et service TPMR, complété d'un midibus de réserve.



Chapitre 3 : Gestion des ressources humaines

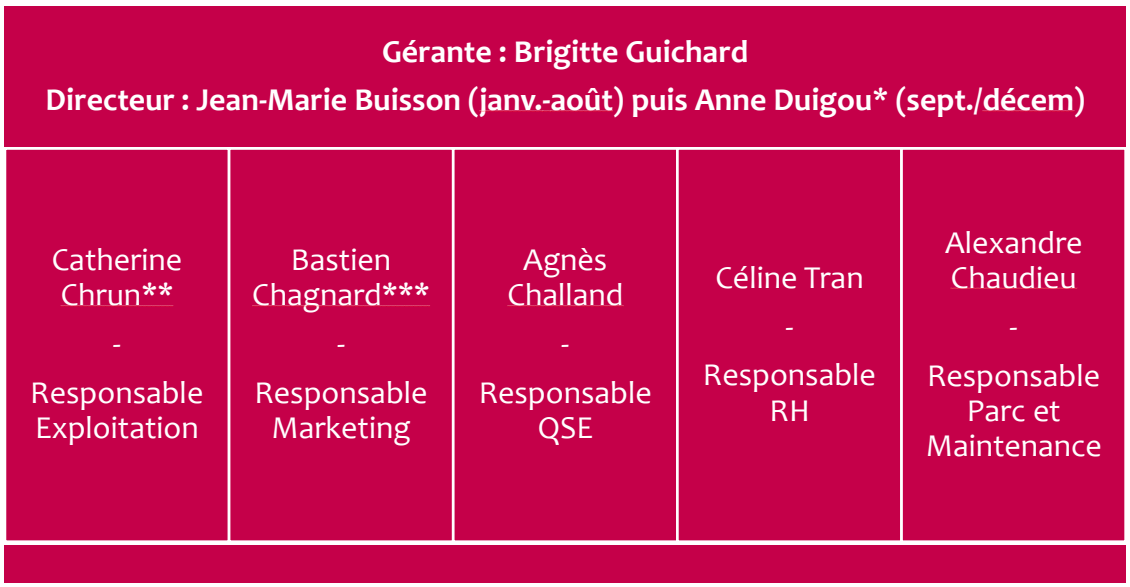
3.1. Effectifs au 31 décembre 2019

Au 31 décembre 2019, Transdev Auxerrois comptait dans ses effectifs 49 personnes, dont 43 salariés Transdev Auxerrois et 6 salariés mis à disposition par Transdev BFC Nord, conformément aux négociations lors de la mise en place de la DSP.

Effectifs au 31 décembre 2019						
Temps de travail	Personnel Transdev Auxerrois			Personnel mis à disposition		
	Temps complet			Temps partiel		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Ouvrier (Conduite)	28	7	35	0	0	0
Employé (Marketing)	1	2	3	0	0	0
Agent de maîtrise (Exploitation, Marketing, Qualité, RH)	3	2	5	2	2	4
Cadre (Exploitation, Maintenance)	0	0	0	1	1	2
Total	32	11	**43**	3	3	**6**

De plus, le groupe Transdev assure une assistance technique à Transdev Auxerrois via le pôle régional de Bourgogne-Franche-Comté, notamment en matière comptable, d'exploitation, marketing, et plus largement, dans l'ensemble des domaines de compétences de Transdev.

3.2. Organigramme



*Anne Duigou a quitté ses fonctions le en mars 2020, poste en cours de recrutement dont l'intérim est assuré par Brigitte Guichard, gérante de Transdev Auxerrois.

** Catherine Chrun a quitté ses fonctions en mars 2020, et a été remplacée par Daphnée Dupont.

*** Bastien Chagnard a quitté ses fonctions fin 2019, et a été remplacé par Florianne Ulrich.

3.3. Bilan de la politique de formation du personnel et plan de formation

Au titre de l'année 2019, 18 salariés ont été formés dont 14 hommes et 4 femmes. 9 sessions ont été réalisées représentant 313 heures de formation pour un coût total de 8 762€.

Entre janvier et décembre 2019, cinq salariés de Transdev Auxerrois ont bénéficié d'une semaine de Formation Continue Obligatoire. D'une durée totale de 35 heures, cette formation aborde, après un bilan de connaissances, les thèmes suivants :

- Perfectionnement à la conduite rationnelle et règles de sécurité (dans ce module, la prise en charge des personnes à mobilité réduite est abordée) ;
- Application des règlementations ;
- Santé, sécurité routière et sécurité environnementale ;
- Qualité de service et attitude commerciale.

Formations du personnel en 2019		
Module	Domaine	Nombre de salariés formés
Assermentation cycle 2	Exploitation	1
Cadre relatif à la fraude et à la sûreté dans les transports de voyageurs	Exploitation	2
Entretien professionnel	Management	1
Formation Continue Obligatoire (FCO)	Exploitation	5
FDS Graphillage	Exploitation	1
Gestion des conflits	Santé/sécurité au travail	1
Gestion Proloc et Locvélo	Marketing	6
SST Recyclage	Santé/sécurité au travail	1
TOTAL		**18**

3.4. L'intéressement du personnel

Par un accord d'intéressement qui définit des critères et des modalités de répartition entre les salariés, la direction de Transdev Auxerrois et les Instances Représentatives du Personnel ont souhaité affirmer leur volonté de rechercher et de mettre en place des moyens propres à développer l'intérêt des salariés à la marche de l'entreprise et à l'amélioration constante de la qualité de service qu'elle offre à sa clientèle.

Le montant global de la prime d'intéressement dépend de l'atteinte d'objectifs traduit en fonction d'indicateurs mesurant différents critères de qualité dans l'entreprise ; 5 éléments en sont constitutifs :

- La performance commerciale du réseau, mesurée à partir de l'évolution des recettes commerciales perçues par l'entreprise ;
- L'absentéisme, facteur de coûts et de dysfonctionnements, nuisant à l'ordonnancement des services et ainsi à la qualité de travail des collaborateurs ;
- La consommation de carburant qui mesure directement l'effort du personnel à l'économie des coûts d'approvisionnement et à la préservation mécanique des véhicules. Ce critère permet également une incitation à l'amélioration de l'environnement et participe ainsi au développement durable ;
- Les remarques qualité qui mesurent la contribution des salariés au respect des normes Qualité incluses dans la convention avec la Communauté de l'auxerrois ;
- Le taux de sinistralité qui mesure directement l'effort du personnel à l'économie des coûts de maintenance et à la préservation mécanique des véhicules.

Au titre de l'année 2019, les salariés de Transdev Auxerrois se sont vu répartir une enveloppe financière de 10 500 euros bruts correspondant aux résultats de l'année 2018.

3.5. Objet et résultats des NAO 2019

Dans le cadre de la négociation annuelle obligatoire prévue aux articles L. 2242-1 et suivants du Code du travail, la Direction a rencontré la Délégation Syndicale de Transdev Auxerrois au cours de trois réunions les 20 février, 19 mars et 2 avril 2019. Les thèmes suivants ont fait l'objet de négociation : les salaires effectifs, l'organisation du temps de travail, l'égalité professionnelle dans l'entreprise, l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés.

Les parties ont convenu des points suivants :

- Augmentation de la valeur du point au 1er janvier 2019 la portant à 8,99€ (+1,8%) ;
- Attribution d'un jour supplémentaire de congé payé par an pour les collaborateurs à temps complet ayant plus de 60 ans au 1er janvier de chaque année afin de prévenir la pénibilité au travail ;
- Augmentation de la part employeur de la mutuelle la portant à 42 € par mois (+9,35%) ;
- Augmentation de la « Prime de Dimanche et Jour Férié matin » la portant à 60 € à compter du 1er janvier 2019 (+42,86%) ;
- Réaffirmation d'assurer pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de traitement, de conditions de travail d'emploi et de rémunération entre les femmes et les hommes, ainsi qu'entre les temps complets et les temps partiels ;
- Réaffirmation du principe de non-discrimination à l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap.

3.6. Accidents de travail significatifs survenus en 2019

Trois accidents de travail significatifs et ayant été suivis de trois arrêts de travail ont été enregistrés en 2019, dont deux ayant pour cause la canicule de juin 2019 et un, l'agression d'un conducteur.

Accidents de travail significatifs, 2019			
Date	Evénement	Poste de travail	Conséquence
27/06/2019	Deux malaises (canicule, fortes chaleurs)	Conduite	Arrêt de travail d'une semaine pour les deux agents.
16/09/2019	Outrage et menace avec usage d'une barre de fer envers un agent chargé d'une mission de service public	Conduite	Dépôt de plainte suivi d'un arrêt de travail de plus de 60 jours.

Partie 4 : Qualité de service et sécurité dans les transports





Chapitre 1 : Qualité de service

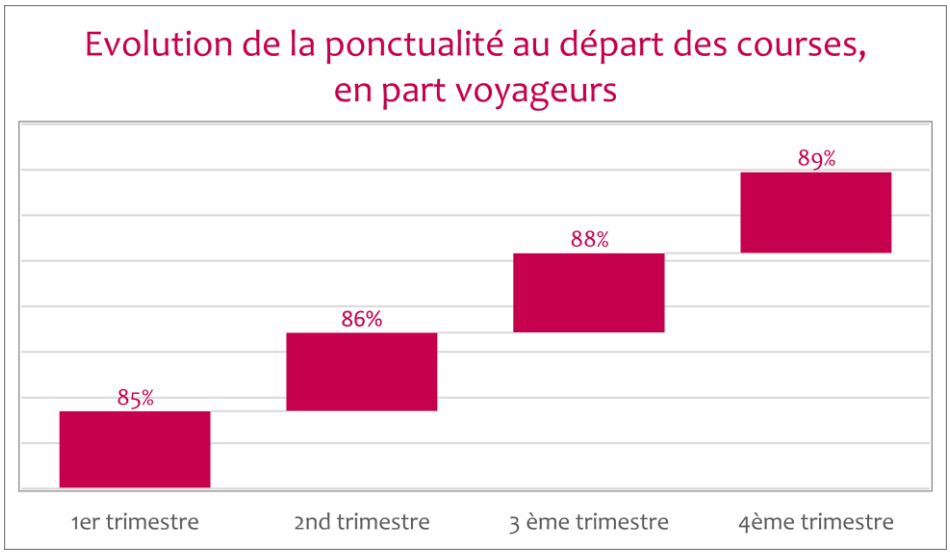
1.1. Le suivi de la ponctualité

Au titre de l'année 2019, 51 000 € de pénalités (dont 34 000 € comptabilisés sur les comptes 2019) ont été appliquées, liés à la ponctualité du réseau. Ces pénalités ont été contestées par Transdev Auxerrois mais déduites de la Contribution Forfaitaire Financière versée par le biais d'une compensation légale. Le débat s'articule autour de l'usage de l'outil UBI pour sanctionner un manque de pénalités des courses enregistrées en avance ou avec un retard supérieur de 10 minutes par rapport à l'horaire théorique.

Notre contrat DSP ne prévoit pas l'usage d'UBI pour l'application des pénalités et les analyses que nous avons menées sont la preuve que la robustesse de l'outil n'est pas dimensionnée pour être utilisé de cette manière. L'outil UBI n'est pas un Système d'Aides à l'Exploitation mais un système billettique. Il convient donc de l'utiliser ainsi pour une éventuelle méthode de calcul des ponctualités.

La plupart des dysfonctionnements relèvent d'une mauvaise activation de la course par le personnel de conduite, en pleine appropriation de l'outil, mais ne témoignent pas systématiquement de retards avérés (lorsque c'est le cas, une série de mesures correctives sont réalisées). Nos voyageurs sont exigeants et si de tels désordres d'exploitation se produisaient, le nombre de réclamations seraient plus importants. Par ailleurs, le nombre de non-conformités relevés entre février et juin 2019 peut paraître important en valeur absolue (205 courses concernées) mais est toute relative eu égard à la totalité de la production examinée, soit 0,29% pour 69 764 courses étudiées.

D'ailleurs, si l'on utilise une méthode tournée vers la billettique, le calcul de la part des voyages ayant été réalisés sur une course partie à l'heure (entre -1 et +5 minutes, ponctualité contractuelle), permet d'observer que sur l'ensemble de l'année 2019, 87% des voyages enregistrés se sont déroulés sur une course étant partie à l'heure. A ce propos, il est à noter, tel que le montre le graphique ci-dessous, les progrès constants en la matière sur l'année 2019, avec une progression de 4 points entre le 1er et le 4ème trimestre.



Il a été convenu début 2020 l'arrêt des pénalités ayant pour motif la ponctualité, afin de concevoir une procédure "ponctualité" validée conjointement et proposée à l'occasion d'un prochain avenant.

1.2. La démarche qualité Transdev : la labellisation FACE

F A C E est une labellisation interne au groupe Transdev, compatible avec les normes ISO et NF. Transdev a développé depuis 2010 dans les réseaux de transport collectif qu'il exploite, un programme de labellisation qualité, sécurité, environnement. FACE est une véritable démarche de progrès structurée en 3 étapes :







- Les fondamentaux qui s'assurent que les exigences réglementaires et les engagements contractuels sont respectés ;
- L'amélioration continue qui garantit la mise en place de plans d'actions dynamiques ;
- L'excellence qui incite à des actions prospectives et innovantes.

Bureau Véritas est ensuite chargé de l'audit des réseaux, il décerne les degrés du label F A C E correspondants aux niveaux atteints. Le Label F A C E est valable deux ans, au cours desquels un audit de suivi est réalisé chaque année.

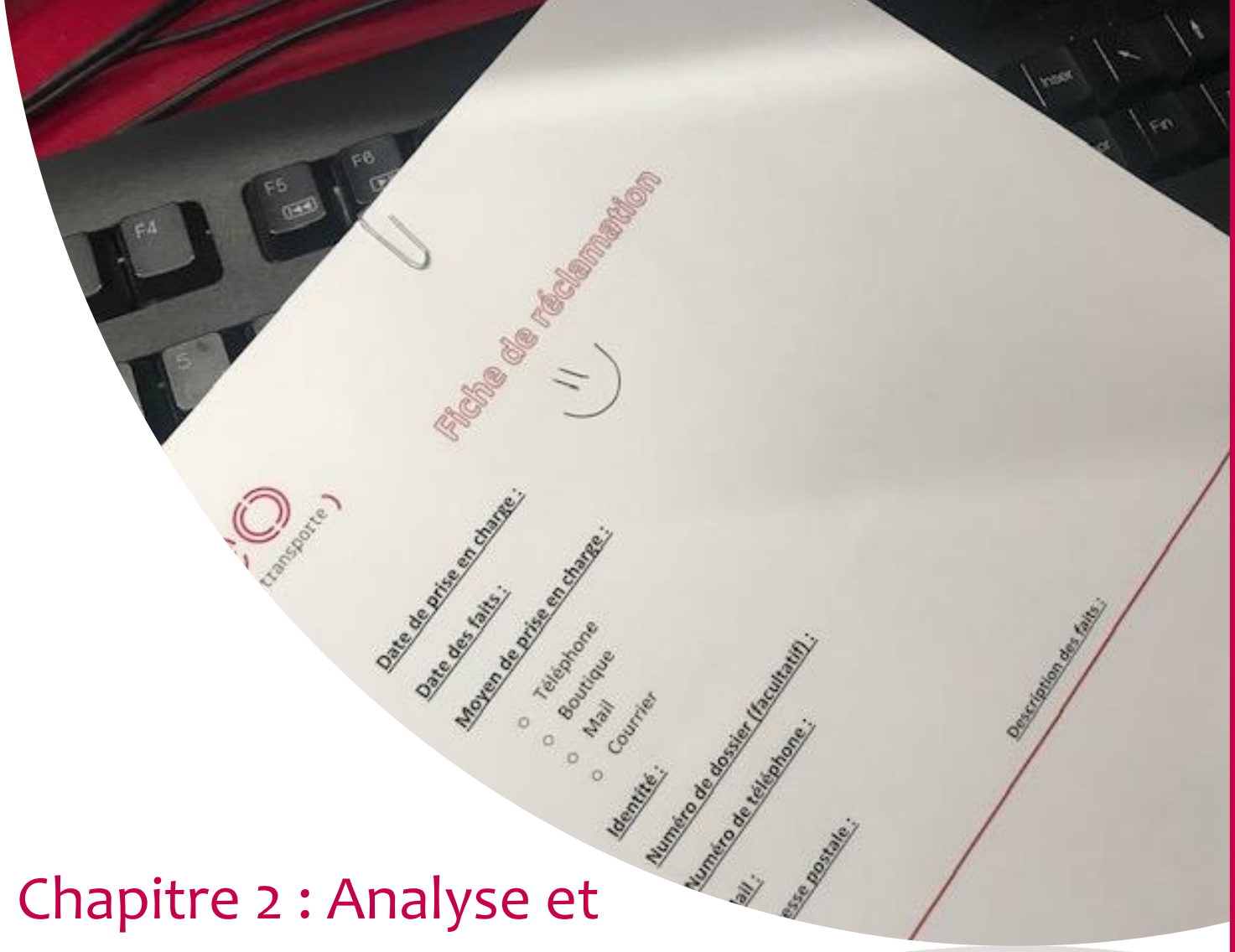
Ainsi, Transdev Auxerrois est labellisé F A C E depuis Janvier 2015 avec un renouvellement en janvier 2017 : Niveau Fondamentaux pour la sécurité et l'environnement et Amélioration Continue pour la Qualité.

1.3. Résultats des mesures internes

Les critères de suivi qualité sont les suivants :

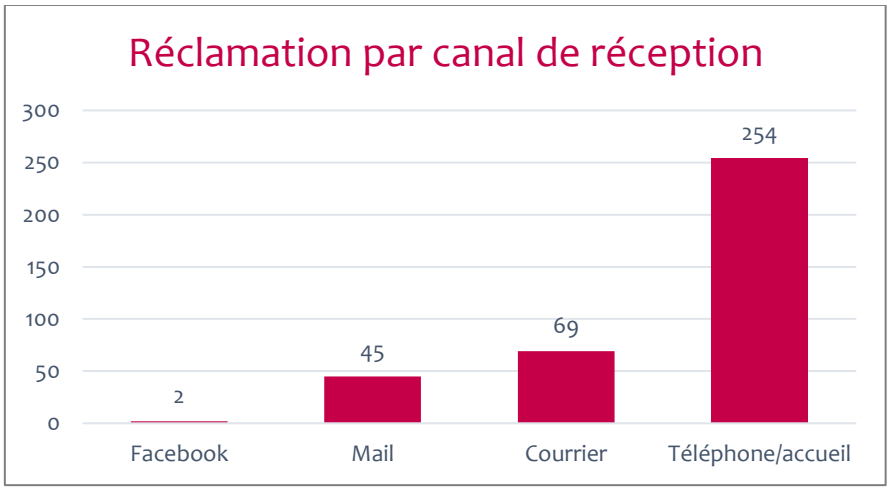
- La propreté des arrêts ;
- L'information aux points d'arrêt ;
- La ponctualité ;
- Approche du véhicule ;
- Accueil, attitude commerciale ;
- Information dans les véhicules ;
- Propreté des véhicules.

Les mesures internes sont effectuées par l'équipe de contrôleurs / vérificateurs. Ces derniers sont équipés de smartphones sur lesquels ils complètent les grilles de mesures reprenant les différents critères avec leurs indicateurs de suivi de qualité de service. En 2019, 104 mesures internes ont été pratiquées sur le terrain. Parmi ces 104 mesures, 90 se sont révélées conforme, et 24 non-conformes. Cependant, des actions correctives ont à chaque fois été mises en place afin d'assurer une qualité de service pérenne.

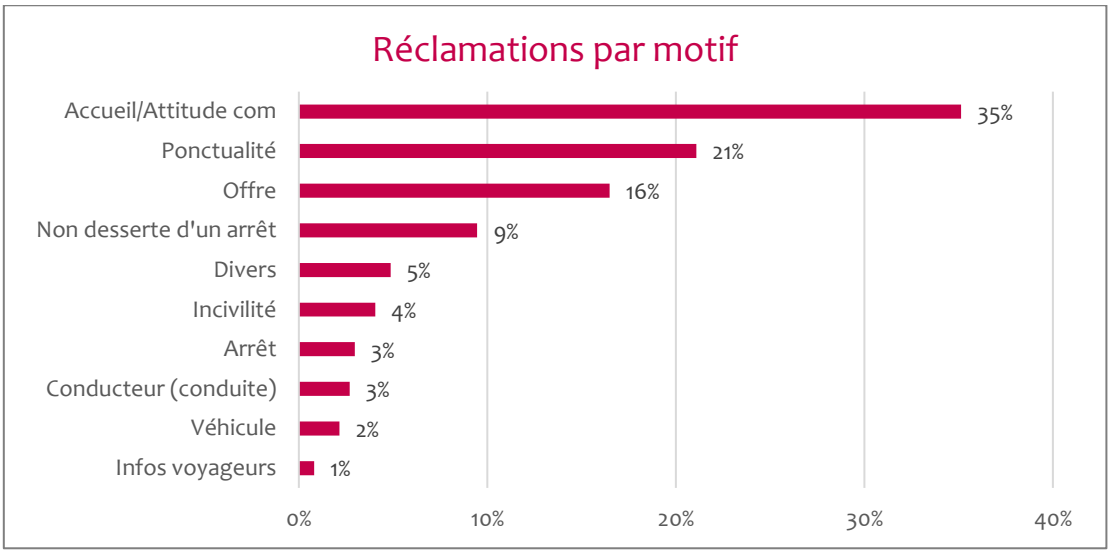


Chapitre 2 : Analyse et bilan des réclamations

En 2019, 370 réclamations ont été enregistrées. La Maison des Mobilités représente le principal canal de réception des réclamations des usagers, puisque 254 d'entre-elles, soit plus de 68%, y ont été réceptionnées. L'adresse mail et les courriers représentent le reste des canaux de réception (31%).



Les principaux motifs de réclamation concernent l'accueil, la ponctualité et l'offre. Concernant l'accueil et l'attitude commerciale, les conducteurs sont systématiquement reçus par leur responsable, et les règles relatives à l'attitude commerciale leurs sont rappelées. Si les faits se reproduisent, le conducteur est sanctionné et des suites disciplinaires peuvent être enclenchées. Une attention particulière à la ponctualité, qui représente 21% des réclamations, a été portée tout au long de l'année 2019. Des rappels réguliers à l'ensemble des conducteurs ont été faits et des contrôles réguliers ont été réalisés par les contrôleurs.



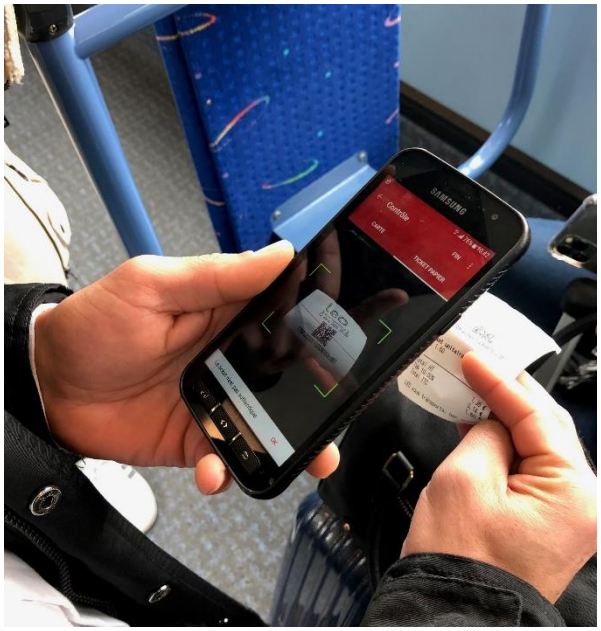
Par ailleurs, l'année 2019 est une année de changements sur le réseau Leo, avec de nombreuses modifications d'offre, d'horaires et de lignes, ce qui explique les 17% de réclamations à ce sujet.



Chapitre 3 : Lutte contre la fraude et les incivilités

3.1. Les chiffres de la fraude

La politique de lutte contre la fraude de Transdev Auxerrois est basée sur la sécurité, la prévention, l'information et la dissuasion de la fraude. L'équipe de contrôleurs vérificateurs est quotidiennement présente sur le terrain, pour effectuer des opérations de contrôle, mais aussi pour vérifier la bonne marche du service, assurer un rôle de médiation en cas de conflits et la sécurité sur le réseau.



42 729 voyageurs ont été contrôlés sur le réseau Leo en 2019, soit 11 288 de plus qu'en 2018. Sur les 42 729 contrôles, 39 469 ont été réalisés sur les lignes urbaines et scolaires, et 3 260 sur les lignes périurbaines. Le taux de contrôle s'élève à 2,32% sur l'ensemble du réseau, pour un taux de fraude de 0,03% (taux contractuel de 2% maximum).

Quatre amendes à 33 € (voyageur muni d'un titre de transport non valable ou non complété), 3 amendes à 49,50 € (absence de titre de transport) et 5 amendes à 174 € (perturbation du service, non-respect du personnel ou du matériel) ont été dressées en 2019, soit 12 au total (contre 0 en 2018).

Taux de contrôle et de fraude			
	Urbain	Périurbain	Total
Nombre de voyageurs contrôlés	39 469	3260	42 729
Dont visuel	33 147	3260	
Dont smartphone	6 642		
Fréquentation du réseau (sans NCV)	1 456 035	388 889	1 844 924
Taux de contrôle	2,71%	0,84%	2,32%
Taux de fraude constatée	0,02%	0,15%	0,03%
Nombre IF à 33 €	4	0	4
Nombre IF à 49,50 €	2	1	3
Nombre IF à 174 €	1	4	5
Total PV	7	5	12

Les lignes urbaines et scolaires représentent 92,3% des contrôles. Les lignes 1 et 2, les plus fréquentées, sont aussi les plus contrôlées. Elles représentent 68% des contrôles des lignes urbaines et scolaires.

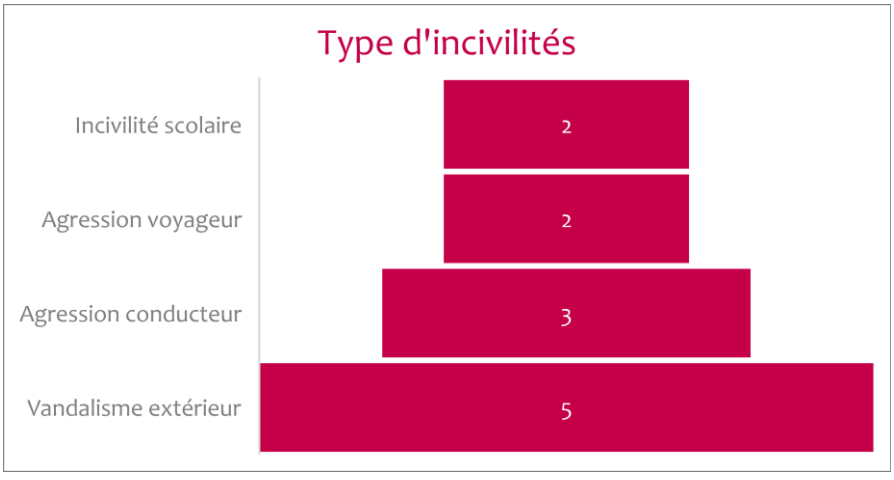
Nombre de contrôles par ligne urbaine et scolaire et par mois en 2019													
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Total
L1	2 384	818	641	1486	961	450	353	600	470	1 157	681	702	10 703
L2	769	1 370	1 943	1 245	1 586	874	528	670	2 328	1 478	2 037	1 407	16 235
L3	128	79	145	10	222	49	148	22	519	116	87	144	1 669
L4	305	248	239	103	356	93	97	44	4	282	90	121	1 982
L5	96	66	112	40	164	167	10	20	54	340	271	134	1 474
L6	117	114	392	79	115	64	25	11	22	205	64	31	1 239
L7	32	30	112	7	67	55	25	20	42	68	42	65	565
S1	195	200	373	229	356	352	0	0	453	249	361	339	3 107
S2	0	258	422	21	136	0	0	0	129	329	576	216	2 087
S4	0	0	16	11	0	0	0	0	39	0	0	25	91
S5									54	82	134	47	317
Total	4 026	3 183	4 395	3 231	3 963	2 104	1 186	1 387	4 114	4 306	4 343	3 231	39 469

3.2. Les chiffres des incivilités

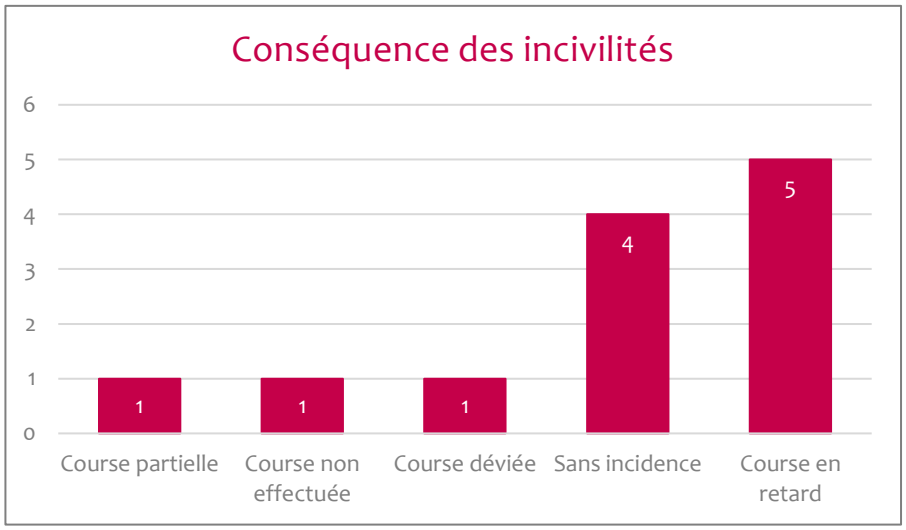
La majorité des incivilités sont concentrées sur les lignes 2 et 3 du réseau (7 sur 12). Les lignes scolaires 1 et 2 sont aussi concernées, avec des actes d'incivilités de la part d'élèves.

Nombre d'incivilités par ligne	
L2	5
L3	2
L5	1
S1	2
S2	2
Total	12

Parmi les 12 actes d'incivilité relevés en 2019, 5 concernent des actes de vandalismes extérieur au véhicule, et 3 des agressions de conducteurs. 2 concernent une agression de voyageurs.



5 des 12 actes relevés ont eu pour conséquence le retard d'une course, et 4 n'ont eu aucune incidence sur le réseau. 1 seule course n'a pas pu être effectuée en raison d'un acte d'incivilité.



3.3. Les actions menées pour lutter contre la fraude et les incivilités

En plus des opérations de contrôles classiques, diverses actions ont été menées en 2019 pour lutter contre la fraude et les incivilités en général :

- Renfort de la présence des contrôleurs vérificateurs sur le réseau ;
- Mise en place de moyens supplémentaires les midis et mercredis après-midi ;
- Elaboration d'un partenariat avec la Maison de quartier Rive Droite ;
- Opérations de contrôles mensuelles et grandes opérations de contrôles trimestrielles ;
- Accompagnement des conducteurs lors des dépôts de plainte et au tribunal ;
- Mise en place d'une main courante interne (Jesi) ;
- Rencontres avec les proviseurs des collèges Jean Bertin et Paul Bert ;
- Rencontres régulières avec la police municipale ;
- Formation régulière de l'équipe de contrôleur vérificateur et des conducteurs dans la gestion des conflits.

La mise en œuvre de ces actions a permis de faire baisser de façon significative les incivilités, notamment les caillassages



Chapitre 4 : Améliorer la sécurité dans les transports

4.1. Les accidents

14 accidents (contre 11 en 2018) ont été enregistrés en 2019. La responsabilité du conducteur a été engagée à 100% pour 7 d'entre-eux (2 en 2018), 50% pour l'un d'entre-eux (1 en 2018) et à 0% pour 6 d'entre-eux (8 en 2018).

4.2. Bilan des « ¼ d'heure sécurité »

Transdev Auxerrois organise régulièrement des ¼ Sécurité. Ce moment permet de favoriser l'échange par des outils participatifs et de faire réfléchir les collaborateurs sur des situations concrètes. Les règles de sécurité y sont bien sûr rappelées.

En 2019, les ateliers ont porté sur :

- La prévention relative au téléphone au volant, avec 4 ateliers qui ont réuni 24 participants ;
- La sécurité routière au travail, avec 2 ateliers qui ont réuni 24 participants ;
- Intervention qualité, sécurité, environnement lors de la Formation Continue Obligatoire, avec 3 interventions et 15 participants ;
- Sensibilisation qualité, sécurité, environnement, avec un atelier et un participant.

Au total, 10 ateliers se sont tenus en 2019, contre 8 en 2018.

Partie 5 : Eléments financiers



5.1. Compte d'exploitation 2019

Compte d'exploitation			*unité*	Réel 2019	Réel 2018 (09-12)	CEP 2019
Recettes d'exploitation			***K€HT***	**7 151,07**	**2 588,96**	**7 194,99**
	Recettes tarifaires		*K€HT*	1 090,66	330,26	1 029,30
	Recettes annexes		*K€HT*	0,00	0,00	0,00
	Contribution financière forfaitaire (CFF)		*K€HT*	5 987,22	2 240,60	6 094,62
	Recettes publicitaires		*K€HT*	48,00	16,00	55,50
	Recettes location de vélos		*K€HT*	12,60		7,81
	Autres recettes		*K€HT*	12,59	2,09	7,75
		Recettes Fraudes	*K€HT*	0,21		2,00
		Services Occasionnels	*K€HT*	0,00		2,89
		Divers	*K€HT*	12,38	2,09	2,86
Charges d'exploitation			***K€HT***	**7 151,07**	**2 588,96**	**7 194,99**
Charges directes transports			*K€HT*	**5 633,76**	**2 030,43**	**5 420,31**
	Personnel de conduite		*K€HT*	1 347,49	518,42	1 482,37
	Frais kilométriques		*K€HT*	490,11	176,81	356,85
	Entretien maintenance des véhicules (hors personnel)		*K€HT*	371,90	140,62	385,68
	Sous-traitance transports de voyageurs		*K€HT*	2 782,23	1 035,01	2 683,65
	Charges spécifiques au service vélos		*K€HT*	45,90	0,00	59,71
	Coût de mise à disposition du matériel roulant		*K€HT*	596,12	159,57	452,05
Autres charges d'exploitation			*K€HT*	**1 517,31**	**558,52**	**1 774,68**
	Personnel hors conduite		*K€HT*	606,14	186,25	615,26
	Charges relatives aux éléments fixes du réseau		*K€HT*	193,68	59,63	173,60
	Frais commerciaux et marketing		*K€HT*	33,49	110,92	115,31
	Frais généraux		*K€HT*	579,71	193,54	595,46
	Impôts et taxes		*K€HT*	124,95	13,96	121,72
	Marges et aléas		*K€HT*	-20,66	-5,78	153,32

5.2. Calcul de la Contribution Financière Forfaitaire

Contribution Forfaitaire et Financière (Art 32.1, valeur 09/2018)	
Facture mensuelle 1 [20112726]	507 885,25 €
Facture mensuelle 2 [20112758]	507 885,25 €
Facture mensuelle 3 [20112784]	507 885,25 €
Facture mensuelle 4 [20112818]	507 885,25 €
Facture mensuelle 5 [20112838]	507 885,25 €
Facture mensuelle 6 [20112993]	507 885,25 €
Facture mensuelle 7 [20112996]	507 885,25 €
Facture mensuelle 8 [20113021]	507 885,25 €
Facture mensuelle 9 [20113029]	507 885,25 €
Facture mensuelle 10 [20113074]	507 885,25 €
Facture mensuelle 11 [20113117]	507 885,25 €
Facture mensuelle 12 [20113144]	507 885,25 €
Sous-total	**6 094 623,00 €**
Autres éléments facturés	
Pénalités de retard - Art 44 DSP - Titre 34	-4 000,00 €
Pénalités de retard - Art 44 DSP - Titre 37	-10 000,00 €
Pénalités de retard - Art 44 DSP - Titre 47	-20 000,00 €
Sous-total	**-34 000,00 €**
Opérations de clôture comptabilisées au 31/12/2019	
Futur Avenant 1 - AAE modification de l'offre de transport applicable au 01/09/2019	-88 038,66 €
Futur Avenant 1 - FAE Intégration CICE suite disparition (Art 38.5) - Année 2019	74 239,89 €
Futur Avenant 1 - AAE - Suppression dans le PPI des Bornes Information Voyageurs (BIV) et des couts de fonctionnement liés - Année 2019	-14 981,45 €
Futur Avenant 1 - AAE - Suppression dans le PPI de l'extranet et des couts de fonctionnement liés - Années 2018 et 2019	-13 952,61 €
Futur Avenant 1 - AAE - Suppression dans le PPI de la refonte du site internet - Années 2018 et 2019	-20 629,71 €
Futur Avenant 1 - AAE - Suppression dans le PPI du boitiers on Board et des couts de fonctionnement liés - Années 2018 et 2019	-16 466,49 €
Futur Avenant 1 - AAE - Suppression dans le PPI du conducteur connecté - Années 2018 et 2019	-6 583,18 €
Futur Avenant 1 - AAE - Fourniture billeterie non engagée- Année 2019	-25 000,00 €
PCA Report charges d'exploitation sur l'exercice 2020 - Lémon	-26 666,67 €
AAE Intéressement commercial hors avenant 1	-26 446,92 €
AAE Intéressement commercial avenant 1 (modification de l'offre de transport applicable au 01/09/2019)	-10 502,62 €
Reprise PCA Retard démarrage vélos (2018)	27 240,83 €
Reprise PCA Retard de livraison véhicules neufs et lissage des couts sur la durée de la DSP (2018)	48 562,24 €
Reprise PCA Investissements et dépenses Informatiques (2018)	25 818,56 €
Sous-total	**-73 406,77 €**
Indexation de la Contribution Forfaitaire et Financière applicable au 01/01/2019	
Absence d'actualisation	0,00 €
Sous-total	**0,00 €**
Total CFF 2019 comptabilisée - Compte 740100	**5 987 216,23 €**

5.3. Plans pluriannuels d'investissement, d'amortissements et dépenses de renouvellement

Plan pluriannuel d'investissement en quantité	Catégorie de biens	*unité*	REEL 2018	CEP 2018	REEL 2019	CEP 2019
Renouvellement						
Matériel roulant						
Bus standard	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*nb*	*4,00*	*4,00*		
Midibus		*nb*				
Minibus	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*nb*	*2,00*	*2,00*		
Bus articulé		*nb*				
Autocar		*nb*				
Minicar		*nb*				
Véhicule léger		*nb*				
Autre véhicule		*nb*				

Plan pluriannuel d'investissement en montant		*unité*	REEL 2018	CEP 2018	REEL 2019	CEP 2019
Renouvellement						
Matériel roulant						
Bus standard	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*	*858,96*	*857,20*		
Midibus		*K€*				
Minibus	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*	*368,91*	*350,00*		
Bus articulé		*K€*				
Autocar		*K€*				
Minicar		*K€*				
Véhicule léger		*K€*				
Autre véhicule		*K€*				
Eléments fixes du réseau/Dépôts						
Borne dépôt électrique	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*	*5,82*	*5,20*		
Vélos et accessoires	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*	*3,00*	*125,94*	*76,93*	
Equipements Maison de la Mobilité	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*20,00*		
		K€				
		K€				
		K€				
Outils systèmes						
Boitiers on board	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*25,26*		
Matériels	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*3,60*	*5,24*	*8,00*
Refonte site internet + Opendata	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*62,67*		
SAE Hanover Navette CV	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*10,71*	*5,49*	
BIV	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*				*140,03*
Gestion SIV+2 Panneaux (gare routière)	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*				
Opticall	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*15,93*	*13,77*	
Conducteur connecté	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*20,00*	*0,69*	
Autres (Mticket,pub.données google,crystal…)	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*23,12*		

Amortissement des Investissements en montant		*unité*	REEL 2018	REEL 2019
Renouvellement				
Matériel roulant				
Bus standard	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
Midibus		*K€*		
Minibus	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
Bus articulé		*K€*		
Autocar		*K€*		
Minicar		*K€*		
Véhicule léger		*K€*		
Girouette GX337 & BlueBus		*K€*	*0,53*	6,62
Eléments fixes du réseau/Dépôts				
Borne dépôt électrique	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*	0,09	1,17
Vélos et accessoires	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		16,03
Equipements Maison de la Mobilité	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
		K€		
		K€		
		K€		
Outils systèmes				
Boitiers on board	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
Matériels	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*0,97*
Refonte site internet + Opendata	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
SAE Hanover Navette CV	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*1,24*
BIV	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
Gestion SIV+2 Panneaux (gare routière)	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		
Opticall	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*3,67*
Conducteur connecté	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		*0,08*
Autres (Mticket,pub.données google,crystal…)	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	*K€*		

5.4. Commentaires relatifs aux résultats financiers

Le résultat de cette 1ère année pleine du nouveau contrat de DSP est négatif : - 20.66 k€ contre un prévisionnel de + 153 k€.

Cette perte s'explique par un chiffre d'affaire inférieur (notamment recettes publicitaires et pénalités), des charges directes fortement en hausse (principalement coût de la masse salariale, sous-traitance et parc) et des charges de structures contenues.

Partie 6 : conclusion et orientations de l'année 2020





Chapitre 1 : Présentation des ratios

Le tableau ci-après présente les différents ratios du réseau Leo pour l'année 2019. Le nombre de voyages par kilomètres commerciaux s'élèvent, sur l'ensemble du réseau, à 1,39.

Ratios 2019	
V/K	1,39
Voyages / habitant	27,52
Km commerciaux / habitant	19,85
PKO (services urbains)	87 890 053
PKO (services TAD/TPMR	911 512
Recette unitaire par voyage	0,56
CFF / voyage	3,10
Charges d'exploitation / voyage	3,71
CFF / km commerciaux	4,30
Charges d'exploit. / km commerciaux	5,15
Charges d'exploitation / Recettes d'exploitation	1,01

A noter pour le calcul des ratios relatifs aux recettes, il s'agit des recettes HT.



Chapitre 2 : Bilan des opérations réalisées en 2019

L'année 2019 a représenté la première année pleine du nouveau réseau Leo. L'offre a commencé à se stabiliser et les usagers ont pu s'approprier leur nouveau réseau de transport. La gamme tarifaire demeure bien acceptée, et la Maison des Mobilités s'installe dans les esprits comme un lieu incontournable d'informations, d'échanges, de ventes et de conseils divers en mobilités.

Il s'agira, en 2020, de conforter le rôle que joue la Maison des Mobilités, et ses conseillères, en promouvant toujours davantage son existence et ses missions.

Les locations de vélos et trottinettes ont aussi conforté la Maison des Mobilités dans son rôle multimodale, au-delà du réseau de transport collectif.


L'YONNE RÉPUBLICAINE

À LA UNE | VIE LOCALE | SPORTS | LOISIRS | ÉCONOMIE

La Maison des mobilités d'Auxerre, comment ça marche ?

AUXERRE | VIE PRATIQUE - CONSOMMATION | ENVIRONNEMENT | TRANSPORT

Publié le 10/05/2019 à 20h08

Les salariés de la Maison des mobilités d'Auxerre accueillent les visiteurs, du lundi au samedi, de 10 à 18 heures.

Par ailleurs, les opérations commerciales de l'année 2019 ont été particulièrement bien suivies, et ont permis de mieux faire connaitre le réseau aux habitants de la Communauté d'agglomération de l'Auxerrois. Deux d'entre-elles ont connu un certain succès et seront à renouveler en 2020 :

- L'opération Pass à 1€ pendant la semaine de la Mobilité, où 5 253 titres ont été vendus ;
- L'opération *Black Friday*, avec 157 participants, 7 370 voyages générés et 38 titres vendus à la fin de l'opération, dont 30 abonnements.



Chapitre 3 : Programmation opérationnelle 2020

3.1. Les projets

Trois projets structurants sont prévus en 2020 :

- L'aboutissement du projet Hydrogène, avec l'arrivée en toute fin d'année 2020 des 5 véhicules hydrogènes et leurs mises en service sur le réseau ;
- La reprise en interne des réservations TAD, afin d'optimiser les prises des réservations ;
- La refonte de la démarche qualité de service, afin de la rendre plus globale et représentative de la vie du réseau et en intégrant une procédure ponctualité discutée conjointement avec la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois.

Par ailleurs, un avenant 2 au contrat sera signé, relatif au déploiement du projet Hydrogène.

Concernant les enquêtes, deux enquêtes sont prévues en 2020 :

- Enquête satisfaction, puisque l'offre sera stabilisée ;
- Enquête Fraude.

3.2. Promotion des services et actions commerciales

En 2020, il est prévu de reconduire les opérations commerciales à succès de 2019 :

- Pass à 1€ toute la semaine de la mobilité ;
- 2 mois d'essai offert dans le cadre de la journée Black Friday.

Le choix de la campagne annuelle s'est porté sur la promotion du remboursement employeur à 50%, obligation encore peu connue des usagers. Une prise de contact des principales entreprises locales est envisagée afin de faciliter les démarches des salariés, et une promotion grand public de l'existence du dispositif sera réalisée.

3.3. Formation du personnel

Pour l'année 2020, 39 salariés devraient être formés dont 28 hommes et 11 femmes sur 10 modules pour un coût prévisionnel de 19 390€. Dans le tableau ci-dessous, figure la liste des différents modules ainsi que le nombre de salariés formés au vu du plan prévisionnel de formation.

Module	Domaine	Nombre de salariés formés
Assermentation Module 1-2-3	Exploitation	2
Entretien ré-accueil	Management	1
Formation Continue Obligatoire (FCO)	Exploitation	6
FDS Canevas et Graphillage	Exploitation	1
Gestion des conflits	Santé/sécurité au travail	8
Gestes et postures	Santé/sécurité au travail	5
PEP - Manager de proximité	Management	1
Relation client	Marketing	5
SST Initial	Santé/sécurité au travail	2
SST Recyclage	Santé/sécurité au travail	8
	TOTAL	**39**

Annexes A : administratives et financières



A1. Liste des opérations significatives confiées à des entreprises tierces

NÉANT

A2. Sous-traitance

Transdev Auxerrois a signé trois contrats de sous-traitance, avec trois entreprises de transports locales : Cresson, St Marc et Transdev Bourgogne-Franche-Comté Nord.

Lignes sous-traitées			
Ligne	Sous-traitant	Ligne	Sous-traitant
A1	Transdev BFCN	C4	Cresson
A2	Transdev BFCN	C5	Transdev BFCN
A3	Transdev BFCN	C6	Transdev BFCN
A4	Transdev BFCN	D1	Transdev BFCN
A4	St Marc	D1 Bis	Transdev BFCN
A5	Transdev BFCN	D2	Transdev BFCN
A6	Transdev BFCN	D2 Bis	Transdev BFCN
A7	Transdev BFCN	E1	Transdev BFCN
A8	Transdev BFCN	E1 Ter	Cresson
B1	Transdev BFCN	E2	Transdev BFCN
B1 Bis	Transdev BFCN	E3	Transdev BFCN
B2	Transdev BFCN	E3	Cresson
B2 Bis	Transdev BFCN	R1	Transdev BFCN
B3	Transdev BFCN	R2	Cresson
B4	Transdev BFCN	R3	Transdev BFCN
B5	Transdev BFCN	R4	Cresson
B6	Cresson	R5	Transdev BFCN
B7	Cresson	R6	Cresson
B8	Transdev BFCN	R7	Cresson
B8.2	St Marc	R8	Transdev BFCN
B9.1	St Marc	R9	Transdev BFCN
B9.2	St Marc	R10	Transdev BFCN
C1	Cresson	R11	Transdev BFCN
C2	Cresson	R12	St Marc
C3	Cresson	R13	Cresson
C4	Transdev BFCN	R14	Transdev BFCN

Transdev Auxerrois s'engage à fournir sur demande de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, les contrats de sous-traitance signés.

A3. Attestations d'assurances (biens et responsabilité civile)

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, une société européenne domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2,D02 VK30, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), sa Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, TVA intracommunautaire n° FR 85 399 227 354, en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que :

TRANSDEV GROUP
Immeuble Crystal 3 Allée de Grenelle 92140 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX FRANCE

Agissant tant pour son compte que pour le compte de sa filiale:

TRANSDEV AUXERROIS - 10 place de l'hotel de ville 89000 AUXERRE FRANCE

est couverte par les polices Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **XFR0083081PR** et **XFR0083082PR.**

Ces polices garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location) y compris le matériel roulant bus et tramways, les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie - Explosions - Foudre - Bris de machines - Dommages électriques - Fumées - Dégâts des eaux - Tempêtes - Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant à l'exception du matériel roulant ferroviaire Light Rail et Heavy Rail) - Accumulation de la neige sur les toitures - Vandalisme - Emeutes - Mouvements populaires - Malveillance - Chocs de véhicules terrestres - Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux - Vol - Evènements naturels - Catastrophes Naturelles en France (art.L125-1 et suivants du code des Assurances) - Actes de Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances),

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **Du 01 Janvier 2020 au 31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

Cette attestation constitue une présomption d'assurance, elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit mais ne peut en aucun cas engager les assureurs en dehors des limites prévues par les clauses et conditions des polices en référence.

Fait sous le n°2020/XFR0083082PR/508063 , le 15/01/2020

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2, D02 VK30, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie).
XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, TVA intracommunautaire n° FR 85 399 227 354.
Administrateurs: P.R.Bradbrook (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slattery, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne

ATTESTATION D'ASSURANCE

XL Insurance Company SE, une société européenne domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2,D02 VK30, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), sa Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, TVA intracommunautaire n° FR 85 399 227 354, en sa qualité d'Apériteur ou de Société apéritrice, agissant tant pour son compte que pour celui des autres sociétés ayant la qualité d'Assureur du contrat d'assurance visé ci-dessous, atteste que :

TRANSDEV GROUP
Immeuble Crystal 3 Allée de Grenelle 92140 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX FRANCE

Agissant tant pour son compte que pour le compte de sa filiale:

TRANSDEV AUXERROIS - 3 rue des Fontenottes 89000 AUXERRE FRANCE

est couverte par les polices Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » portant les numéros **XFR0083081PR** et **XFR0083082PR.**

Ces polices garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location) y compris le matériel roulant bus et tramways, les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les évènements suivants :

Incendie - Explosions - Foudre - Bris de machines - Dommages électriques - Fumées - Dégâts des eaux - Tempêtes - Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant à l'exception du matériel roulant ferroviaire Light Rail et Heavy Rail) - Accumulation de la neige sur les toitures - Vandalisme - Emeutes - Mouvements populaires - Malveillance - Chocs de véhicules terrestres - Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux - Vol - Evènements naturels - Catastrophes Naturelles en France (art.L125-1 et suivants du code des Assurances) - Actes de Terrorisme et Attentats en France (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances),

et ce, aux clauses et conditions du contrat cité en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **Du 01 Janvier 2020 au 31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

Cette attestation constitue une présomption d'assurance, elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit mais ne peut en aucun cas engager les assureurs en dehors des limites prévues par les clauses et conditions des polices en référence.

Fait sous le n°2020/XFR0083082PR/508064 , le 15/01/2020

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France - Telephone: +33 1 56 92 80 00 axaxl.com
XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, Dublin 2, D02 VK30, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie).
XL Insurance Company SE, Succursale française : 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, TVA intracommunautaire n° FR 85 399 227 354.
Administrateurs: P.R.Bradbrook (UK), J.R.Harris (UK), B.R.P.Joseph (UK), Y.Slattery, P. Wilson (UK), D. Palici-Chehab (FR), J. O'Neill, H. Browne

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, AIG Europe SA, compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros, immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806) dont le siège social est sis 35 D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, dont la succursale AIG Europe SA pour la France est située Tour CB 21 - 16 Place de l'Iris, 92400 Courbevoie, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 838 136 463, atteste que par le contrat Automobile n° **0003001318 & 0003001319**, elle couvre notamment sa responsabilité civile automobile et le risque de tiers et passagers transportés de la société :

TRANSDEV GROUP
IMMEUBLE CRYSTAL
3 ALLEE DE GRENELLE
CS 20098
92442 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

TRANSDEV AUXERROIS
3 RUE DES FONTENOTTES
ZAC DES MIGNOTTES
89000 AUXERRE

Conformément à l'article L 211-1 du Code des Assurances, ce contrat, dans ses limites et conditions, garantit les risques énoncés ci-après :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE AUTOMOBILE

-Dommages Corporels : illimités
-Dommages Matériels : limités à **100 000 000 euros** par véhicule et par sinistre sauf pour :

- Les sinistres dus à un incendie ou une explosion : limités à **10 000 000 euros** par véhicule et par sinistre
- Les dommages d'atteinte à l'environnement et/ou de pollution : limités à **10 000 000 euros** par véhicule et par sinistre.

-Dommages Matériels contre aéronefs : limités à **1 500 000 euros** par véhicule et par sinistre.

DEFENSE RECOURS

Il est en outre précisé, que la Compagnie **AIG Europe SA**, renonce à tous recours contre les organismes ou administrations publics ou privés, dans la mesure ou l'assuré a renoncé contractuellement à tous recours contre ceux-ci.

Cette attestation est valable pour la période du **01 Janvier 2020** au **31 Décembre 2020** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation de la police en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par le contrat.

La présente attestation ne peut engager **AIG Europe SA** au-delà des termes, limites et franchises du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris LA DEFENSE, pour valoir ce que de droit,
le 06/12/2019 .
Pour AIG Europe SA.

AIG Europe SA
Compagnie d'assurance au capital de 47 176 225 euros,
immatriculée au Luxembourg (RCS n° B 218806).
Siège social : 35D Avenue J.F. Kennedy, L-1855, Luxembourg.

Succursale pour la France : Tour CB21-16 Place de l'Iris, 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 838 136 463 - Adresse Postale : Tour CB21 - 16 Place de l'Iris, 92040 Paris La Défense Cedex. Téléphone : +33 1.49.02.42.22 Facsimile : +33 1.49.02.44.04

Les données à caractère personnel qui nous sont transmises font l'objet d'un traitement automatisé destiné à assurer la bonne gestion de nos activités. Les personnes concernées peuvent exercer leur droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition, d'effacement ou de portabilité en nous contactant à l'adresse postale ci-dessous. Notre Politique de protection des données à caractère personnel est disponible sur notre site à l'adresse suivante : http://www.aigassurance.fr/protection-des-donnees-personnelles

A4. Attestation de capacité professionnelle

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA REGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Service Transports - Mobilités

AUTORISATION

d'exercer la profession de transport public routier au moyen de véhicules motorisés

Vu le décret n° 85-891 du 16 août 1985 modifié relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes, notamment ses articles 2, 5-1 à 8 et 11 ;

Vu le décret n° 2011-2045 du 28 décembre 2011 portant diverses dispositions relatives à l'accès à la profession de transporteur routier et à l'accès au marché du transport routier, notamment son article 8 ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2011 relatif à l'autorisation d'exercer la profession de transporteur public routier et aux modalités de la demande d'autorisation par les entreprises, notamment son article 9 ;

Vu la demande en date du 31/08/2016 présentée par l'entreprise AUXERROIS MOBILITES,

La préfète de la région BOURGOGNE-FRANCHE COMTÉ

AUTORISE

L'entreprise AUXERROIS MOBILITES

Domicile du siège social ou de l'établissement principal
3 RUE DES FONTENOTTES
89000 AUXERRE

N° SIREN 340353655

Qui satisfait aux exigences d'établissement, de capacité professionnelle, de capacité financière et d'honorabilité professionnelle requises par les articles 5-1 à 8 du décret du 16 août 1985 susvisé,

A exercer la profession de transporteur public routier de personnes au moyen de tous véhicules excédant quatre places, conducteur compris.

Fait à DIJON le 07/10/16

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

Pour la Préfète, par délégation,
pour le Directeur Régional, par subdélégation
le Chef du département régulation des transports

R. JANIAK

www.developpement-durable.gouv.fr

TEMIS , 17E rue Alain Savary, CS 31269, 25005 BESANCON CEDEX

A5. Inscription au registre des transports

La société Transdev Auxerrois est bien inscrite au registre des transports. Le justificatif peut être fourni sur demande.

A6. Evolution majeure affectant la situation du personnel

NÉANT

A7. Observations formulées par l'inspection du travail

NÉANT

A8. Bilan des prestations effectuées dans le cadre de l'assistance technique

NÉANT

A9. Comptes annuels 2019

Document joint.

A10. Copie de la liasse fiscale

Document joint.

A11. Etat des variations du patrimoine immobilier intervenus dans le cadre du contrat

NÉANT

A12. Inventaire des immobilisations 2019

Document joint.

A13. Bilan des activités réalisées pour le compte de tiers

NÉANT

Annexes B : techniques



B1. Entretien de la flotte de véhicule

Transdev Auxerrois s'engage à fournir sur demande de la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois, la liste des opérations d'entretien, de maintenance, de renouvellement et de modernisation réalisés en 2019 sur chaque véhicule.

Taux de passage aux mines, année 2019				
	Visites acceptées	En contre visite (sursis)	En contre visite (refus)	Total
Nombre de véhicules	27	11	0	38
Taux	71%	29%	0%	100%

B2. Liste des pannes ou interventions avec immobilisation > 3 jours

Immobilisations > 3 jours, année 2019			
Numéro de parc	Modèle de carrosserie	Type	Nombres de jours d'immobilisation
22	GX 337	Correctif (réparation courante)	4 jours
8	GX 327	Visite préventive	4 jours
5	GX 327	Visite préventive	5 jours
17	GX 327	Réparation suite preventif	5 jours

B3. Liste des courses non réalisées

Date	Heure	Ligne	Direction	Catégorie	Motif	Lieu
17/12/2019	07:25:00	2	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Arquebuse
06/12/2019	13:30:00	5	Arquebuse	PERSONNEL	Attitude conducteur	
06/12/2019	13:30:00	NCV	PEM	PERSONNEL	Retard prise de service	
04/12/2019	15:15:00	1	CC Les Clairions	EXPLOITATION	Course non ouverte	Gare SNCF
22/11/2019	12:30:00	NCV	PEM	PANNE	Panne véhicule	
18/11/2019	17:00:00	1	Gare SNCF	EXPLOITATION	Course non ouverte	CC Les Clairions
13/11/2019	15:30:00	1	Gare SNCF	EXPLOITATION	Gêne à la circulation	CC Les Clairions
08/11/2019	13:45:00	1	Gare SNCF	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
02/11/2019	16:05:00	5	Bréandes	EXPLOITATION	Gêne à la circulation	Arquebuse
31/10/2019	17:19:00	1	CC Les Clairions	EXPLOITATION	Retard	Gare SNCF
31/10/2019	12:30:00	1	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Gare SNCF
30/10/2019	08:23:00	4	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Carrières
26/10/2019	13:30:00	NCV	PEM	PERSONNEL	Retard sortie dépôt	
22/10/2019	20:05:00	1	CC Les Clairions	PERSONNEL	Absence imprévue	Arquebuse
21/10/2019	13:21:00	5	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	Bréandes
15/10/2019	10:55:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
14/10/2019	15:42:00	4	Carrières	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
10/10/2019	16:55:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
09/10/2019	07:55:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
08/10/2019	09:22:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
03/10/2019	14:02:00	5	Arquebuse	PERSONNEL	Retard sortie dépôt	Bréandes
03/10/2019	13:00:00	5	Arquebuse	EXPLOITATION	Course non ouverte	Bréandes
01/10/2019	18:36:00	1	CC Les Clairions	ACCIDENT	Accident corporel	Vaulabelle
01/10/2019	13:30:00	5	Arquebuse	EXPLOITATION	Gêne à la circulation	Bréandes
19/09/2019	06:30:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	
12/09/2019	09:05:00	2	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Arquebuse
12/09/2019	08:45:00	1	CC Les Clairions	CONTRÔLE	Contrôle clients	Gare SNCF
12/09/2019	07:44:00	NCV	PEM	EXPLOITATION	Course non ouverte	
11/09/2019	10:45:00	5	Bréandes	PANNE	Panne véhicule	Arquebuse
10/09/2019	12:45:00	2	CC Les Clairions	ACCIDENT	Accident corporel	Arquebuse
05/09/2019	12:40:00	2	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Verdun
04/09/2019	13:30:00	5	Arquebuse	PERSONNEL	Retard sortie dépôt	Bréandes
03/09/2019	13:30:00	1	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Gare SNCF
17/07/2019	19:22:00	4	Stade Arbre Sec	EXPLOITATION	Course non ouverte	CC Les Clairions
16/07/2019	09:45:00	1	Gare SNCF	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
12/07/2019	16:07:00	S4	Auxerre - Collège Albert Camus	PERSONNEL	Retard sortie dépôt	
05/07/2019	13:24:00	7	Auxerre Expo	PERSONNEL	Retard sortie dépôt	CC Appoigny
04/07/2019	11:29:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
01/07/2019	15:04:00	5	Arquebuse	PERSONNEL	Malade en ligne / AT	Arquebuse
27/06/2019	16:51:00	2	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Fourier
20/06/2019	17:25:00	2	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
04/06/2019	10:23:00	4	CC Les Clairions	EXPLOITATION	Course non ouverte	Stade Arbre Sec
25/05/2019	05:47:00	2	CC Les Clairions	PERSONNEL	Absence imprévue	
03/05/2019	13:52:00	2	CC Les Clairions	PANNE	Panne véhicule	Arquebuse
29/04/2019	13:58:00	2	Arquebuse	EXPLOITATION	Course non ouverte	CC Les Clairions
27/04/2019	10:13:00	7	CC Appoigny	EXPLOITATION	Course non ouverte	Auxerre Expo
24/04/2019	18:00:00	3	Turgotine	PANNE	Panne véhicule	Fontaine
20/04/2019	11:05:00	1	CC Les Clairions	EXPLOITATION	Retard	Gare SNCF
27/03/2019	11:15:00	1	Gare SNCF	EXPLOITATION	Retard	CC Les Clairions
18/03/2019	12:55:00	2	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	CC Les Clairions
13/03/2019	15:43:00	3	Turgotine	ACCIDENT	Accident matériel	Châtenoy
07/03/2019	10:45:00	2		EXPLOITATION	Course non ouverte	Hatin

25/02/2019	11:20:00	3	Fontaine	PANNE	Panne véhicule	Turgotine
04/02/2019	13:06:00	3	Turgotine	PANNE	Panne véhicule	Fontaine
31/01/2019	09:37:00	NCV	Porte de Paris	PANNE	Panne véhicule	
31/01/2019	07:45:00	NCV	Porte de Paris	PANNE	Panne véhicule	
31/01/2019	07:15:00	1	Gare SNCF	PANNE	Panne véhicule	
28/01/2019	14:45:00	1	CC Les Clairions	EXPLOITATION	Gêne à la circulation	
14/01/2019	10:30:00	5	Arquebuse	PANNE	Panne véhicule	
03/01/2019	17:55:00	2	CC Les Clairions	SECURITE	Vandalisme extèrieur	Fragonard

B4. Kilométrage et consommation par véhicule

Kilométrage et consommation par véhicule								
Immatriculation	Marque	Modèle	Kilomètres totaux	Consommation totale (litre)	Consommation moyenne (litre)	Famille	Produit	Moteur
EZ-294-RM	BLUEBUS	NAVETTE	33786	345,12	1,02	Minibus	GO	
EZ-615-RM	BLUEBUS	NAVETTE	32356	322,76	1	Minibus	GO	
BJ-038-RT	CITROEN	JUMPER	11897	1066,13	8,96	Midibus	GO	EURO 5
BK-873-WG	CITROEN	JUMPER	10234	941,04	9,2	Minibus	GO	EURO 5
DP-304-HR	HEULIEZ BUS	GX 137	62332	20225,63	32,45	Standard	GO	EURO 6
BS-234-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	31055	14973,49	48,22	Standard	GO	EURO 5
BS-285-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	56053	26723,48	47,68	Standard	GO	EURO 5
BS-264-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	56377	25030,58	44,4	Standard	GO	EURO 5
BS-313-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	42440	17431,26	41,07	Standard	GO	EURO 5
BS-303-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	49070	22742,41	46,35	Standard	GO	EURO 5
BS-327-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	52669	22702,56	43,1	Standard	GO	EURO 5
BS-340-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	50637	21517,64	42,49	Standard	GO	EURO 5
BS-348-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	49267	22386,65	45,44	Standard	GO	EURO 5
BS-356-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	44669	19338,59	43,29	Standard	GO	EURO 5
BS-336-DK	HEULIEZ BUS	GX 327	42781	15934,69	37,25	Standard	GO	EURO 5
DC-402-ND	HEULIEZ BUS	GX 327	44777	18970,29	42,37	Standard	GO	EEV
FD-469-FH	HEULIEZ BUS	GX 337	52168	21288,14	40,81	Standard	GO	EURO 6
FD-575-FH	HEULIEZ BUS	GX 337	50595	21064	41,63	Standard	GO	EURO 6
FD-700-FH	HEULIEZ BUS	GX 337	40982	16830,88	41,07	Standard	GO	EURO 6
FD-628-FH	HEULIEZ BUS	GX 337	44279	18515,07	41,81	Standard	GO	EURO 6
DP-933-ET	HEULIEZ BUS	GX 337	39530	17678,91	44,72	Standard	GO	EURO 6
DN-600-YG	HEULIEZ BUS	GX 337	31001	12976,67	41,86	Standard	GO	EURO 6
DP-087-EV	HEULIEZ BUS	GX 337	41075	16427,06	39,99	Standard	GO	EURO 6
DP-232-EV	HEULIEZ BUS	GX 337	37004	15647,2	42,29	Standard	GO	EURO 6
DP-395-EV	HEULIEZ BUS	GX 337	41684	16325,14	39,16	Standard	GO	EURO 6
DP-453-HR	HEULIEZ BUS	GX 337	38523	17357,02	45,06	Standard	GO	EURO 6
BV-496-XZ	IRISBUS	AGORA LINE	5322	2498,39	46,94	Standard	GO	EURO 3
7483TM89	IRISBUS	CITELIS	23622	9786,42	41,43	Standard	GO	EURO 4
1636TN89	IRISBUS	CITELIS	32046	13271,52	41,41	Standard	GO	EEV
BV-534-XZ	IRISBUS	CITELIS	2710	1139,18	42,04	Standard	GO	EURO 4
BT-069-JH	IVECO	DAILY	8658	1272,33	14,7	MIDIBUS	GO	EURO 5
FE-868-TB	IVECO	GX 327	2427	1232,33	50,78	Standard	GO	
DS-606-MZ	MERCEDES	SPRINTER	26832	4127,61	15,38	Midibus	GO	EURO 6
DS-640-MZ	MERCEDES	SPRINTER	20639	3257,15	15,78	Midibus	GO	EURO 6
FE-363-CM	RENAULT	MASTER	28078	2786,53	9,92	Minibus	GO	EURO 6
FE-811-CL	RENAULT	MASTER	27060	2952,75	10,91	Minibus	GO	EURO 6
FE-356-CL	RENAULT	MASTER	19025	2061,71	10,84	Minibus	GO	EURO 6

BH-730-EB	RENAULT	NOVENTIS	353	40,01	11,33	Minibus	GO	EURO 5
BP-058-GZ	VOLSWAGEN	CRAFTER	13039	1536,11	11,78	VL	GO	EURO 4

B5. Bilan des kilométrages réalisés dans l'année pour les services pour le compte de tiers

NÉANT

B6. Bilan des kilomètres TICPE (ex TIPP)

En 2019, Transdev Auxerrois a déclaré 1 121 224 kilomètres TICPE.

B7. Vidéo de promotion du réseau

Vidéo jointe.

leo
vous transporte

SYNTHESE DU RAPPORT D'ACTIVITE 2019



transdev
the mobility company

communauté
de l'auxerrois


Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Gare SNCF
1
Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Arquebuse
2
Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Stade Arbre Sec
4
Arrêt : CC Les Clairions
Destination : Turgotine
2 DJF
Règlement Voyageurs
AVEC leo
TOUS LES CHEMINS PASSENT PAR
LA VALIDATION
PENSEZ-Y
TERMIN
Merci de resp
temps de paus
conducteurs ent
et le départ de
L'accès au v
s'effectue 2 mi
le départ. N
remercions
compré

Chiffres clés du réseau Leo en 2019



1 931 673

Voyageurs

1 589 989

Km commerciaux





1 090 661 €

Recettes TC

42 729

Voyageurs contrôlés

170

Locations de modes actifs

12 602 €

Recettes des locations

1. Offre et usages

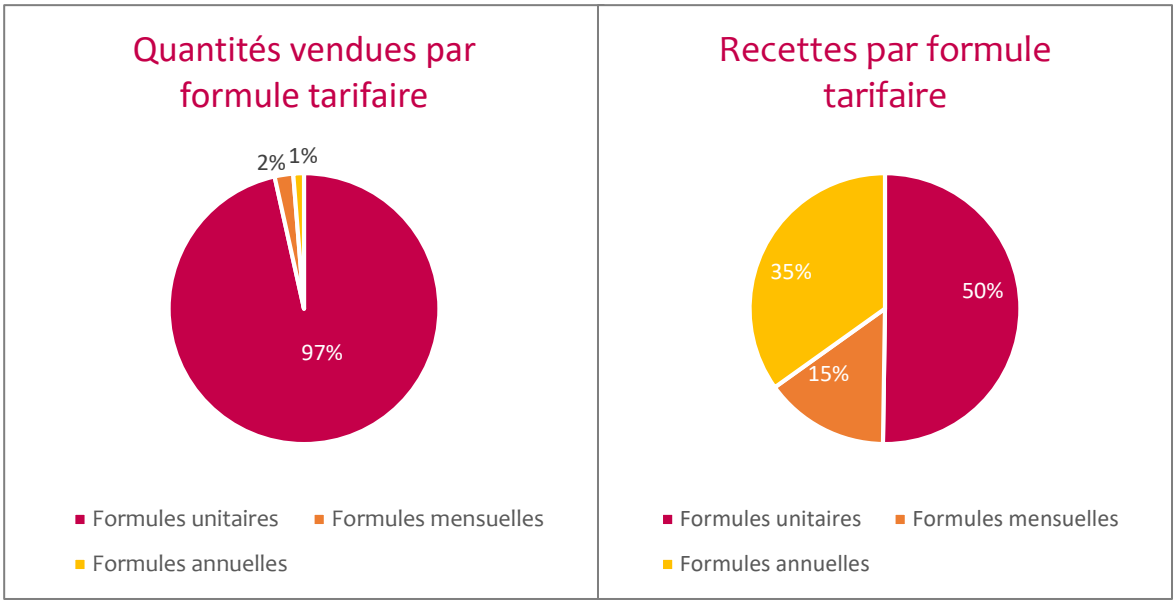
La fréquentation totale du réseau s'élève à 1 931 673 voyages sur l'ensemble de l'année 2019.

Offre et usages par activité				
	Nombre de voyageurs	Kilomètres commerciaux	Kilomètres HLP	V/K
Lignes urbaines	1 542 784	1 032 120,28	125 144,79	1,49
Part dans le réseau	79,9%	74,1%		
Lignes scolaires	49 504	15 449,28	16 446,06	3,20
Part dans le réseau	2,6%	1,1%		
Lignes périurbaines	330 835	215 215,62	101 236,30	1,54
Part dans le réseau	17,1%	15,4%		
Lignes TAD/TPMR	8 550	130 216	24 890	0,07
Part dans le réseau	0,4%	9,3%		
Total	1 931 673	1 393 001	267 717	1,39
Total 2018	2 418 659	1 589 989,00	-	1,52
Evolution 2018/2019	-20,1%	-12,4%	-	-8,8%

Concernant les locations de deux roues, 29 606 jours cumulés de location ont été enregistrés.

2. Tarifs et recettes

Les recettes s'élèvent à 1 690 661 € (HT). 97% des titres vendus sont des formules unitaires, représentant 50 % des recettes totales.



3. Ponctualité et fraude

La ponctualité en part voyageurs s'élève à 87% de fréquentations ponctuelles. Par ailleurs, 42 729 contrôles de titre ont été effectués.

GROUPE TRANSDEV

COMPTES ANNUELS

TRANSDEV AUXERROIS

SIREN: 340353655

ADRESSE: 3 rue des Fontenottes 89000 AUXERRE, 89000, AUXERRE

DATE DE CLOTURE : 31/12/2019

A - ETATS FINANCIERS

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	0	0	0	0
Fonds commercial (1)	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	640 983	289 549	351 435	17 256
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	***640 983***	***289 549***	***351 435***	***17 256***
Terrains	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel	5 487	5 487	0	0
Autres immobilisations corporelles	519 107	415 079	104 028	30 701
Immobilisations en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	6 885
TOTAL immobilisations corporelles	***524 594***	***420 566***	***104 028***	***37 586***
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	0	0	0	0
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	14 950	0	14 950	14 950
TOTAL immobilisations financières (2)	***14 950***	***0***	***14 950***	***14 950***
Total Actif Immobilisé (II)	***1 180 527***	***710 114***	***470 413***	***69 792***
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	***0***	***0***	***0***	***0***
Avances et acomptes versés sur commandes	27 804	0	27 804	14 157
Clients et comptes rattachés (3)	588 287	3 598	584 688	1 171 048
Autres créances (3)	1 592 834	0	1 592 834	1 263 552
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	***2 181 121***	***3 598***	***2 177 523***	***2 434 600***
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
(dont actions propres:)				
Disponibilités	9 200	0	9 200	3 960
TOTAL Disponibilités	***9 200***	***0***	***9 200***	***3 960***
Charges constatées d'avance (3)	10 529	0	10 529	10 140
Total Actif Circulant (III)	***2 228 655***	***3 598***	***2 225 057***	***2 462 857***
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		0	0
Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0
Total Général (I à VI)	***3 409 182***	***713 713***	***2 695 469***	***2 532 649***
Renvois (1)-Dont droit au bail			0	0
(2)- Dont immobilisations financiéres à - 1 an			0	0
(3)- Dont créances d'exploitation et charges constatées d'avance à +1 an			0	0

Bilan passif

BILAN-PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel	dont versé : 263 424	263 424	263 424
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		0	0
Ecarts de réévaluation	dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale		26 342	26 342
Réserves statutaires ou contractuelles		0	0
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours : 0	0	0
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes : 0	0	0
TOTAL Réserves		**26 342**	**26 342**
Report à nouveau		799 971	731 138
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		**-20 656**	**172 816**
Subventions d'investissement		0	0
Provisions réglementées		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		***1 069 081***	***1 193 720***
Produit des émissions de titres participatifs		0	0
Avances conditionnées		0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		***0***	***0***
Provisions pour risques		20 906	20 906
Provisions pour charges		18 879	15 451
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		***39 785***	***36 357***
Emprunts obligataires convertibles		0	0
Autres emprunts obligataires		0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		0	27 848
Emprunts et dettes financières divers	dont emprunts participatifs : 0	0	0
TOTAL Dettes financières		***0***	***27 848***
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		3 543	1 104
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		925 275	721 482
Dettes fiscales et sociales		172 287	207 111
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	31 536
Autres dettes		184 571	2 450
TOTAL Dettes d'exploitation		***1 285 675***	***963 682***
Produits constatés d'avance		300 929	311 043
TOTAL DETTES (1) (IV)		***1 586 603***	***1 302 572***
Ecart de conversion Passif (V)		0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		***2 695 469***	***2 532 649***
Renvois (1)-Dettes à +1 an		0	0
(1)- Dettes à - 1 an		1 586 603	1 302 572
- dont concours bancaires courants et soldes créditeurs des banques		0	27 848

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT			Exercice N			Exercice N-1
			France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises			0	0	0	0
Production vendue biens			0	0	0	0
Production vendue services			1 162 344	0	1 162 344	1 012 622
Chiffres d'affaires nets			***1 162 344***	***0***	***1 162 344***	***1 012 622***
Production stockée					0	0
Production immobilisée					0	0
Subventions d'exploitation					5 987 216	6 271 972
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges					116 730	124 316
Autres produits					10 013	51 100
		Total des produits d'exploitation (I)			***7 276 303***	***7 460 010***
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (marchandises)					0	0
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)					0	0
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)					0	0
Autres achats et charges externes (1)					5 304 806	5 400 341
Impôts, taxes et versements assimilés					149 439	150 435
Salaires et traitements					1 264 992	1 182 497
Charges sociales					425 878	454 358
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	-dotations aux amortissements			125 134	90 740
		-dotations aux provisions			0	0
	Sur actif circulant : dotations aux provisions				1 759	1 406
	Pour risques et charges : dotations aux provisions				7 822	20 906
Autres charges					14 910	18 631
		Total des charges d'exploitation (II)			***7 294 740***	***7 319 313***
RÉSULTAT D'EXPLOITATION					-18 437	140 697
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					0	0
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					0	0
Produits financiers de participations					0	0
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé					0	0
Autres Intérêts et produits assimilés (2)					844	2 366
Reprises sur provisions et transferts de charges					0	0
Différences positives de change					0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des produits financiers (V)			***844***	***2 366***
Dotations financières aux amortissements et provisions					0	0
Intérêts et charges assimilées (3)					0	0
Différences négatives de change					0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement					0	0
		Total des charges financières (VI)			***0***	***0***
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)					844	2 366
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)					-17 593	143 063

Compte de résultat suite

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	461 275
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
Total des produits exceptionnels (VII)	***0***	***461 275***
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 000	0
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	65	460 489
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	0
Total des charges exceptionnelles (VIII)	***3 065***	***460 489***
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	**-3 065**	**786**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-2	-28 967
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	***7 277 147***	***7 923 651***
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	***7 297 803***	***7 750 835***
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	***-20 656***	***172 816***
Renvois (1)-Dont redevancee crédit bail mobilier	0	3 493
(1)-Dont redevance crédit bail immobilier	0	0
(2)- Dont produits concernant les entreprises liées	8	0
(3)- Dont intérêts concernant les entreprises liées	0	0

B - ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1. ACTIVITE :

1.1. Contrat géré

Notre société gère les transports publics de voyageurs de la Communauté de l'Auxerrois dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP) d'une durée de 5 années dont le terme est au 31/08/2023.

1.2. Faits caractéristiques et évènements marquants de l'exercice

Par décision de l'assemblée générale en date du 1er juillet 2019, la société a décidé de remplacer sa dénomination sociale Auxerrois Mobilités par Transdev Auxerrois.

2. PRINCIPES COMPTABLES :

2.1.Principes généraux appliqués

Les comptes annuels sont établis conformément aux principes comptables français en vigueur.
Les comptes sont présentés en euros.

2.2. Durée de l'exercice comptable

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du " 01/01/2019 " au " 31/12/2019" .

2.3.Changements de méthodes comptables

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice. Le nouveau règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général est sans incidence significative sur les comptes de la société.

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement, les modes d'évaluation décrits ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

3.1. Immobilisations incorporelles

- Les logiciels informatiques sont amortis sur une durée comprise entre 1 et 3 ans.

3.2.Immobilisations corporelles

- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Ces derniers ne comprennent aucune quote-part de frais financiers ou de frais généraux.

- Approche par composants :
Au regard des analyses réalisées, le matériel de transport (autocars, autobus) est considéré comme un ensemble homogène ne nécessitant pas une ventilation par composants, hormis pour les batteries des bus électriques.

- Matériel neuf :
En application de la réglementation sur les actifs, les biens sont amortis sur leurs durées de vie économiques :

Matériel	Durée	Mode
Constructions	20 ans	linéaire
Agencements et installations	10 ans	linéaire
Matériel et outillage industriel	5 à 10 ans	linéaire
Matériel neuf d'exploitation (véhicules standards)	12 ans	linéaire
Matériel neuf électrique d'exploitation (véhicules standards)	12 ans	linéaire
Matériel neuf d'exploitation (à fort kilométrage)	8 ans	linéaire
Matériel d'exploitation (minibus)	6 ans	linéaire
Matériel neuf électrique d'exploitation (minibus)	5 ans	linéaire
Matériel d'exploitation (autres)	5 ans	linéaire
Véhicules de service	4 ans	linéaire
Batteries véhicules électriques standards	6 ans	linéaire
Batteries véhicules électriques (minibus)	5 ans	linéaire
Matériel informatique	3 à 5 ans	linéaire
Matériel de bureau	5 à 7ans	linéaire
Mobilier de bureau	5 à 10 ans	linéaire

La société a par ailleurs adopté sur le plan fiscal les modalités d'amortissement suivantes :

Matériel	Durée	Mode
Matériel neuf d'exploitation (véhicules standards)	10 ans	dégressif
Matériel neuf électrique d'exploitation (véhicules standards)	10 ans	dégressif
Matériel neuf d'exploitation (à fort kilométrage)	8 ans	dégressif
Matériel d'exploitation (minibus)	6 ans	dégressif
Matériel neuf électrique d'exploitation (minibus)	5 ans	dégressif
Matériel d'exploitation (autres)	5 ans	dégressif
Pour les autres immobilisations, les durées d'usage sont égales aux durées de vie économiques.		

=> La société pratique ainsi des amortissements dérogatoires correspondant au différentiel entre l'amortissement sur les durées économiques (comptables) et l'amortissement sur les durées d'usage (fiscales).

-Matériel d'occasion :
Le matériel d'exploitation acheté d'occasion est amorti linéairement sur les mêmes durées que les biens neufs, moins l'âge à la date d'achat, avec un minimum de 2 à 4 ans à savoir :

Matériel	Durée	Amt minimum
Matériel d'exploitation (véhicules standards)	12 ans	4 ans
Matériel d'exploitation (à fort kilométrage)	8 ans	2 ans
Matériel d'exploitation (minibus)	6 ans	2 ans
Matériel d'exploitation (autres)	5 ans	2 ans

3.3.Immobilisations financières

- Les « Autres Immobilisations financières » sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'entrée dans le patrimoine.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur vénale de l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable.

3.4.Stocks

Les stocks de matières comprennent principalement le carburant et les pièces de rechange des véhicules. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré. Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur vénale de l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable.

3.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

3.6. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

3.7. Information sur les capitaux propres

3.7.1. Amortissement

La société a adopté, sur le plan fiscal, l'amortissement sur les durées d'usage. Elle pratique ainsi des amortissements dérogatoires correspondant au différentiel entre l'amortissement sur les durées économiques et l'amortissement sur les durées d'usage fiscales.

3.7.2. Subventions d'investissement

Néant.

3.8. Information sur le compte de résultat

3.8.1. Amortissement

Néant.

3.8.2. Reprise des subventions d'investissement

Néant.

3.8.3. Contributions financières

Les contributions financières perçues dans le cadre du contrat d'exploitation sont comptabilisées dans un compte 74* subvention d'exploitation depuis l'exercice 2011.

4. AUTRES INFORMATIONS

4.1. Honoraires des commissaires aux comptes

En application du Décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, l'information relative aux honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans cette annexe car elle est fournie dans l'annexe aux comptes consolidés de Transdev Group.

4.2. Loyers Transdev Location de Véhicules

La société loue en longue durée du matériel de transport à la société Transdev Location de Véhicules (TLV). A fin 2019, la société opère un parc de 20 véhicules loués à TLV, pour une charge de loyer 2019 de 422 312 euros.

4.3. Engagement en matière de retraite

Hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements de retraite :

Age de cessation d'activité :

Cadres 64 ans
TAM 62 ans
Emp. / Ouv. 62 ans
Matelots / Officiers 55 ans

Taux de charges patronales : 42%
Taux annuel d'actualisation inflation comprise : 0.40%

Evaluation annuelle des salaires :

Cadres 1.00%
TAM 0.50%
Emp. / Ouv. 0.50%
Matelots / Officiers 0.50%

Taux annuel d'inflation : 1.50%

Les engagements relatifs aux contrats urbains sont évalués sur la durée du contrat.
Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités futures de fin de carrière ont été déterminés en fonction de l'âge et de l'ancienneté de chaque salarié par application d'une méthode tenant compte d'hypothèses d'évolution de salaires, d'espérance de vie et de taux de rotation du personnel, conformément aux principes retenus dans le groupe Transdev.

La charge de l'exercice de 7 822 Euros liée à ces indemnités a été provisionnée .

4.4. Engagements au titre des médailles du travail

Néant.

4.5. Engagements au titre du Droit Individuel à la Formation

La gestion des heures accumulées au titre du Droit Individuel à la Formation relève désormais de la Caisse des Dépôts et Consignations au titre du nouveau dispositif Compte Personnel de Formation créé par la loi du 5 mars 2014 et entré en vigueur à compter du 1er janvier 2015.
Avec ce nouveau dispositif, la société n'a plus aucun engagement ni risque de charges futures à prendre en compte.

4.6. Renseignements concernant les parties liées

En application du règlement de l'ANC et de l'article R.123-198 11 du Code de commerce, relatif aux parties liées, notre société déclare n'avoir aucune transaction concernée sur l'exercice 2019.

4.7. Remplacement du CICE par une baisse de charges sociales

Jusqu'au 31 décembre 2018, le CICE était comptabilisé au crédit du compte "impôt sur les sociétés(695*)" dans les comptes sociaux de notre société.

A compter du 1er janvier 2019, le CICE existant est supprimé pour être remplacé par une baisse de charges sociales.
L'impact du changement est désormais pris en compte dans le résultat d'exploitation et non plus en crédit d'impôt.

4.8. Gestion des coefficients de déduction de TVA :

La société réalise exclusivement des opérations dans le champ d'application de la TVA et taxables à la TVA. Les coefficients d'assujettissement et de taxation associés à l'ensemble des achats de biens et services sont respectivement de 1 et 1. Le coefficient d'admission est déterminé par référence aux dispositions légales.

4.9. Intégration fiscale

La société est entrée dans le groupe d'intégration fiscale Transdev Group à compter du 1er janvier 2012.

4.10. Consolidation

Les comptes de la société sont intégrés [globalement] dans les comptes consolidés de Transdev Group, société anonyme de droit français immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 521 477 851 dont le siège social est situé 3 allée de Grenelle – CS20098 92130 Issy-les-Moulineaux, eux-mêmes consolidés par intégration globale dans les comptes consolidés de la Caisse des Dépôts et consignations (Section générale) dont le siège social est situé au 56, rue de Lille - 75356 Paris 07 SP.
Les états financiers consolidés Transdev Group et Caisse des Dépôts et consignations (Section générale) sont disponibles aux adresses indiquées ci-dessus.

4.11. Taxe sur les salaires

La Société, ayant un rapport d'assujettissement de plus de 10% au titre de l'année précédente, est redevable de la taxe sur les salaires sur les salaires versés au cours de l'année 2019.

5. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

6. COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU BILAN

6.1. Etat de l'actif immobilisé

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations	
			Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		179 708	0	461 275
Terrains		0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		5 487	0	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	6 876	0	0
	Matériel de transport	405 072	0	82 423
	Matériel de bureau et mobilier informatique	5 044	0	19 693
	Emballages récupérables et divers	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0
Avances et acomptes		6 885	0	0
TOTAL (III)		***429 363***	***0***	***102 116***
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0
Autres participations		0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		14 950	0	0
TOTAL (IV)		***14 950***	***0***	***0***
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		***624 021***	***0***	***563 391***
Dont fusions,apports				

Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement (I)		0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	640 983	0
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions	0	0	0	0
Installations techniques, matériel et outillage industriels		0	0	5 487	0
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	0	0	6 876	0
	Matériel de transport	0	0	487 495	0
	Matériel de bureau et mobilier informatique	0	0	24 736	0
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours		0	0	0	0
Avances et acomptes		6 885	0	0	0
TOTAL (III)		***6 885***	***0***	***524 594***	***0***
Participations évaluées par mise en équivalence		0	0	0	0
Autres participations		0	0	0	0
Autres titres immobilisés		0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières		0	0	14 950	0
TOTAL (IV)		***0***	***0***	***14 950***	***0***
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		***6 885***	***0***	***1 180 527***	***0***
Dont: Fusions, Apports					

6.2. Etat des Amortissements

Cadre A	SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE				
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement	(I)	0	0	0	0
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(II)	162 452	127 097	0	289 549
Terrains		0	0	0	0
Constructions	Sur sol propre	0	0	0	0
	Sur sol d'autrui	0	0	0	0
	Installations générales, agencements	0	0	0	0
Installations techniques, matériels et outillages		5 487	0	0	5 487
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	1 142	1 171	0	2 313
	Matériel de transport	380 104	22 894	0	402 999
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	5 044	4 724	0	9 768
	Emballages récupérables et divers	0	0	0	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		***391 777***	***28 789***	***0***	***420 566***
TOTAL GENERAL (I + II + III)		***554 229***	***155 886***	***0***	***710 114***
Dont fusions, apports					

Cadre B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES						
Immos	DOTATIONS			REPRISES			Fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort fiscal exceptionnel	
Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :							
sol propre	0	0	0	0	0	0	0
sol autrui	0	0	0	0	0	0	0
install.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :							
Inst. techn.	0	0	0	0	0	0	0
Inst gén.	0	0	0	0	0	0	0
M.Transport	0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.	0	0	0	0	0	0	0
Emball.	0	0	0	0	0	0	0
CORPO.	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Acquis. de titres	0			0			0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

Cadre C	Charges réparties sur plusieurs exercices	Début de l'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler		0	0	0	0
Primes de remboursement des obligations		0	0	0	0

6.3. Etat des Provisions

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	***0***	***0***	***0***	***0***
Provisions pour litiges	20 906	0	0	20 906
Provisions pour garanties données aux clients	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	0	0	0
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	15 451	7 822	4 394	18 879
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
TOTAL (II)	***36 357***	***7 822***	***4 394***	***39 785***
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	0	0	0	0
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	0	0	0	0
Provisions sur autres immos financières	0	0	0	0
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	2 361	1 759	522	3 598
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	***2 361***	***1 759***	***522***	***3 598***
TOTAL GENERAL (I + II + III)	***38 718***	***9 581***	***4 916***	***43 383***
Dont dotations et reprises d'exploitation		9 581	4 916	
Dont dotations et reprises financières		0	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		0	0	
dépréciations des titres mis en équivalence				0
Dont fusions apports				

6.4. Etat des fonds de commerce et des malis de fusion

Néant.

Libellés	Montant Début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Diminutions de l'exercice	Virement de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Droits de Lignes de Transport (I)	**0**				**0**
Fonds de commerce à durée illimitée	0				0
Fonds commerciaux sur contrats	0				0
Fonds commerciaux sur contrats occasionnels	0				0
TOTAL Fonds de Commerce (II)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Malis techniques contrats	0				0
Malis techniques contrats occasionnels	0				0
TOTAL Malis techniques (III)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
TOTAL Immobilisations incorporelles (I + II + III)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Malis techniques sur terrains	0				0
Malis techniques sur constructions	0				0
Malis techniques sur véhicules	0				0
TOTAL immobilisations corporelles (IV)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Malis techniques sur participations (V)	**0**				**0**
TOTAL Général (I + II + III + IV + V)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

6.5. Etat des amortissements et des dépréciations sur fonds de commerce et malis de fusion

Néant.

Cadre A	Montant début Exercice		Augmentation de l'exercice		Virement de l'exercice	
FONDS DE COMMERCE ET MALIS TECHNIQUES DE FUSION	Amortissements	Dépréciations	Dotations Amortissements	Dotations Provisions	Amortissements	Dépréciations
Droits de Lignes de Transport (I)	***0***	***0***				
Fonds de commerce à durée illimitée		0				
Fonds commerciaux sur contrats	0	0				
Fonds commerciaux sur contrats occasionnels	0	0				
TOTAL Fonds de Commerce (II)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Malis techniques contrats	0	0				
Malis techniques contrats occasionnels	0	0				
TOTAL Malis techniques (III)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL Immobilisations incorporelles (I + II + III)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
Malis techniques sur terrains		0				
Malis techniques sur constructions	0	0				
Malis techniques sur véhicules	0	0				
TOTAL immobilisations corporelles (IV)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Malis techniques sur participations (V)		***0***				
TOTAL Cadre A (I + II + III + IV + V)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

Cadre B	Diminution de l'Exercice		Virement de l'exercice		Fin de l'exercice	
FONDS DE COMMERCE ET MALIS TECHNIQUES DE FUSION	Reprise sur Amortissements	Reprises sur Provisions	Amortissements	Dépréciations	Amortissements	Dépréciations
Droits de Lignes de Transport (I)					***0***	***0***
Fonds de commerce à durée illimitée						0
Fonds commerciaux sur contrats					0	0
Fonds commerciaux sur contrats occasionnels					0	0
TOTAL Fonds de Commerce (II)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Malis techniques contrats					0	0
Malis techniques contrats occasionnels					0	0
TOTAL Malis techniques (III)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
TOTAL Immobilisations incorporelles (I + II + III)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Malis techniques sur terrains						0
Malis techniques sur constructions					0	0
Malis techniques sur véhicules					0	0
TOTAL immobilisations corporelles (IV)	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Malis techniques sur participations (V)						**0**
TOTAL Cadre B (I + II + III + IV + V)	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***

6.6. Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations		0	0	0
Prêts		0	0	0
Autres immos financières		14 950	0	14 950
	TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE	***14 950***	***0***	***14 950***
Clients douteux ou litigieux		4 612	4 612	0
Autres créances		583 675	583 675	0
Créances représentatives de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rattachés		5 075	5 075	0
Securité sociale et autres organismes sociaux		540	540	0
Etat et autres collectivités	Impôts sur les bénéfices	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	117 778	117 778	0
	Autres impôts	0	0	0
	Etat - divers	48 148	48 148	0
Groupes et associés		1 407 510	1 407 510	0
Débiteurs divers		13 783	13 783	0
	TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT	***2 181 121***	***2 181 121***	***0***
Charges constatées d'avance		10 529	10 529	0
	TOTAL DES CREANCES	***2 206 600***	***2 191 650***	***14 950***
Prêts accordés en cours d'exercice		0		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consentis aux associés		0		

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine		0	0	0	0
Emprunts et dettes financières divers		0	0	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés		925 275	925 275	0	0
Personnel et comptes rattachés		67 383	67 383	0	0
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		94 008	94 008	0	0
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
	Taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	10 896	10 896	0	0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		0	0	0	0
Groupes et associés		0	0	0	0
Autres dettes		188 113	188 113	0	0
Dette représentative de titres empruntés		0	0	0	0
Produits constatés d'avance		300 929	300 929	0	0
	TOTAL DES DETTES	***1 586 603***	***1 586 603***	***0***	***0***
Emprunts souscrits en cours d'exercice		0	Emprunts auprès des associés personnes physiques		0
Emprunts remboursés en cours d'exercice		0			

6.7. Etat des Charges à payer et des produits à recevoir

6.7.1. Charges à payer

Charges à payer	Montant
Fourn.fact.non parv.	435 368
R. R. R. à établir	184 571
Provision CP RTT RC	33 558
Person. interes.	11 890
Person.autres c.à.p.	21 935
Chg social.CP RTT RC	14 698
Formation continue	3 642
Effort construction	5 507
Chg sociales / c.à.p	9 608
Taxe véhicules	818
Taxe s/les salaires	7 191
	0
	0
	0
	0
TOTAL	***728 785***

6.7.2. Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
R. R. R. non reçus	9 089
Clients Fact. à étab	74 240
IJSS	540
Pdts à recevoir TIPP	48 148
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
	0
TOTAL	***132 017***

6.8. Détail des Charges et des produits constatés d'avance

6.8.1.Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
SPRE	152	0	0
SACEM	237	0	0
MAVERICK Abonnement PROLOC	7 100	0	0
MAVERICK Abonnement LOCVELO	3 040	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	***10 529***	***0***	***0***

6.8.2.Produits constatés d'avance

Produits constatées d'avance	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Report de charges d'exploitation sur 2020	81 804	0	0
Abonnement titres annuels Boutique Bus	88 715	0	0
Abonnement titres annuels Caisse	130 409	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
	0	0	0
TOTAL	***300 929***	***0***	***0***

6.9. Composition du capital social

	Nombre	Valeur Nominale	Capital Social
Nombre d'actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	138 644	1,90	263 423,60
Augmentation du capital			
- Par augmentation du nombre d'actions/parts sociales			0
- Par augmentation de la valeur nominale			0
Réduction du capital			
- Par diminution du nombre d'actions/parts sociales			0
- Par diminution de la valeur nominale			
Actions/parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	**138 644**	**1,90**	**263 423,60**

6.10. Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Affectation du résultat N-1	Distribut. Dividendes	Restructuration du Capital	Attribution de subvention d'investissement	Variation des prov. rég. (B)	QP de subv virée au compte de résultat (A)	Résultat Exercice 31 décembre 2019 (Hors A et B)	Clôture
Capital social ou individuel	263 424								263 424
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	0								0
Ecarts de réévaluation	0								0
Réserve légale	26 342								26 342
Réserves statutaires ou contractuelles	0								0
Réserves réglementées	0								0
Autres réserves	0								0
Report à nouveau	731 138	172 816	-103 983						799 971
Résultat de l'exercice	172 816	-172 816						-20 656	-20 656
Subventions d'investissement	0								0
Provisions réglementées	0								0
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**1 193 720**	**0**	**-103 983**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-20 656**	**1 069 081**

7. COMPLEMENT D'INFORMATION RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

7.1. Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation du chiffre d'affaires	2019	2018
Répartition par secteur d'activité		
Prestation transport	1 103 263	961 180
Recettes publicitaires	48 000	48 000
Autres produits des activités annexes	11 081	3 441
Total chiffres d'affaires	1 162 344	1 012 622
Répartition par marché géographique		
Chiffres d'affaires nets-France	1 162 344	1 012 622
Chiffres d'affaires nets-Export	0	0
Total chiffres d'affaires	**1 162 344**	**1 012 622**

7.2. Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun

Néant.

Société	Quote-part 31/12/2019
GIE Connex LCB_quote part 31/12/2019	
XXXXXX	
XXXXXX	
TOTAL	0

7.3. Détail des transferts de charges

Transferts de charges	Montant
Transferts de charges d'exploitation	111 814
Transferts de charges financières	0
Transferts de charges exceptionnelles	0
TOTAL	***111 814***

7.4. Rémunérations allouées aux organes d'administration et de direction

Néant.

	Rémunérations allouées
Organes d'Administration et de direction	

7.5. détail des charges et produits exceptionnels

Libellé	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Pénalités de retard sur ligne	3 000	0
Divers (vol caisse)	65	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
	0	0
TOTAL	***3 065***	***0***

7.6 Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Impôts	Résultat courant après participation	Résultat exceptionnel	Total
Résultat comptable avant IS	-17 593	-3 065	-20 658
Base décalages temporaires et permanents	7 525		7 525
Autres imputations dont déficit antérieurs			0
Base calcul IS	-10 068	-3 065	-13 133
Base IS à 28%			0
Base IS à 33.33%			0
Base IS à 31%			0
IS théorique avant crédits d'impôts et autres imputations	0	0	0
IS avant crédits d'impôts et autres imputations: taux 28% et 33.33% / 31%			0
Autres contributions			0
Imputation crédits d'impôts	-2		-2
Régularisation IS antérieurs			0
Impôts sur les sociétés	-2	0	-2
Résultat comptable Net	***-17 591***	***-3 065***	***-20 656***

7.7. Situation fiscale latente ou différée

Libellé	31/12/2019	31/12/2018
Situation nette	1 069 081	1 193 720
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions réglementées	0	0
Subventions d'investissement	0	0
Ecart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Autres		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	**0**	**0**
Total passif d'impôt futur	**0**	**0**
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Participation des salariés		
Contribution sociale de solidarité (C3S)		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires	18 879	15 451
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer		
Ecart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Ecart de conversion Passif	0	0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	13 133	0
Autres décalages temporaires		
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	**32 012**	**15 451**
Total actif d'impôt futur	**8 269**	**3 991**
Situation nette corrigée de la fiscalité différée	**1 077 349**	**1 197 711**
Taux d'impôt sur les sociétés applicable	*25,83%*	*25,83%*

En adéquation avec la position retenue dans les comptes consolidés du groupe TRANSDEV, le taux d'imposition différé retenu dès 2019 est de 25.83%

8. AUTRES INFORMATIONS

8.1. Effectif moyen

	Effectif moyen salarié	
Effectif	2019	2018
Ingénieurs et Cadres		
Agents de maîtrise	5,00	4,92
Employés et techniciens	3,00	2,25
Ouvriers	35,75	35,25
Autres		0,58
TOTAL	***43,75***	***43,00***

8.2. Engagements Hors Bilan

8.2.1. Ventilation par échéance

Catégorie d'engagement	Total	<1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Engagements donnés (à detailler)				
Locations TLV	1 577 357	429 432	972 947	174 978
Autres locations mobilières	128 837	42 059	86 778	
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
A. Total engagements liés à l'exploitation	***1 706 194***	***471 491***	***1 059 725***	***174 978***
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
B. Total engagements liés au financement	***0***	***0***	***0***	***0***
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
C. Total autres engagements	***0***	***0***	***0***	***0***
Total des engagements donnés (A+B+C)	**1706194,35**	**471490,9**	**1059725,45**	**174978**
Engagements reçus (à detailler)				
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
	0			
Total des engagements reçus	**0**	**0**	**0**	**0**

8.2.2.Crédit-bail

Néant.

	31 décembre 2019
Valeur d'origine	
Amortissements : · Cumuls exercices antérieurs · Dotation de l'exercice	
Total Amortissements	**0**
Valeur Nette	
Redevances payées : · Cumuls des redevances sur exercices antérieurs · Redevance de l'exercices	
Total Redevances payées	**0**
Redevances restant à payer : · A 1 an au plus · A plus d'1 an et 5 ans au plus · A plus de 5 ans	
Total Redevances à payer	**0**

8.3.Liste des filiales et des participations

Filiales et participations	Quote-part du capital détenu en %	Capital social	Capitaux propres autres que le capital	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
				Brute	Nette					
A-Filiales (>= 50% du capital détenu par la société)										
Néant										
B-Participations (de10 à 50% du capital)										
Néant										
C. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises aux A.et B										
Néant										

(1)

BILAN - ACTIF

DGFiP N° 2050 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 0003 rue des Fontenottes 89000 AUXERRE — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 3 4 0 3 5 3 6 5 5 0 0 0 4 6 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 31/12/2019

				Brut 1		Amortissements, provisions 2	Net 3
		Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ*	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC		
		Frais de développement *	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF		AG		
		Fonds commercial (1)	AH		AI		
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	640 983,31	AK	289 548,52	351 434,79
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO		
		Constructions	AP		AQ		
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	5 487	AS	5 487	0
		Autres immobilisations corporelles	AT	519 106,71	AU	415 078,94	104 027,77
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières*	BH	14 950	BI		14 950
		TOTAL (II)	BJ	1 180 527,02	BK	710 114,46	470 412,56
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR		BS		
		Marchandises	BT		BU		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV	27 804,44	BW		27 804,44
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	588 286,62	BY	3 598,29	584 688,33
		Autres créances (3)	BZ	1 592 834,17	CA		1 592 834,17
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD		CE		
		Disponibilités	CF	9 200,39	CG		9 200,39
Comptes de régularisation		Charges constatées d'avance (3)*	CH	10 529,39	CI		10 529,39
		TOTAL (III)	CJ	2 228 655,01	CK	3 598,29	2 225 056,72
		Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
		Ecarts de conversion actif* (VI)	CN				
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	3 409 182,03	1A	713 712,75	2 695 469,28

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition**

DGFiP **N° 2051 2020**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 263 423,60)	DA	263 423,60
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	26 342,36
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	
	Report à nouveau	DH	799 970,80
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	-20 655,96
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	1 069 080,80
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	20 906,12
	Provisions pour charges	DQ	18 879
	TOTAL (III)	DR	39 785,12
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	0
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	3 542,77
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	925 274,68
	Dettes fiscales et sociales	DY	172 286,60
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA	184 570,51
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	300 928,80
	TOTAL (IV)	EC	1 586 603,36
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	2 695 469,28

RENVOIS			
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
	Dont — Ecart de réévaluation libre	1D	
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	1 586 603,36
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP N° 2052 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

			Exercice N			
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA / FB / FC				
	Production vendue : biens *	FD / FE / FF				
	Production vendue : services *	FG / FH / FI	1 162 344,09			1 162 344,09
	Chiffres d'affaires nets *	FJ / FK / FL	1 162 344,09			1 162 344,09
	Production stockée*	FM				
	Production immobilisée*	FN				
	Subventions d'exploitation	FO				5 987 216,23
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)	FP				116 729,57
	Autres produits (1) (11)	FQ				10 012,64
	Total des produits d'exploitation (2) (I)	FR				7 276 302,53
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*	FS				
	Variation de stock (marchandises)*	FT				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*	FU				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*	FV				
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*	FW				5 304 805,62
	Impôts, taxes et versements assimilés*	FX				149 439,13
	Salaires et traitements*	FY				1 264 991,67
	Charges sociales (10)	FZ				425 878,23
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations : – dotations aux amortissements*	GA				125 133,91
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations : – dotations aux provisions*	GB				
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*	GC				1 759,46
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions	GD				7 822
	Autres charges (12)	GE				14 909,65
	Total des charges d'exploitation (4) (II)	GF				7 294 739,67
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		GG				-18 437,14
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* (III)	GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré* (IV)	GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)	GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)	GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)	GL				844,01
	Reprises sur provisions et transferts de charges	GM				
	Différences positives de change	GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO				
	Total des produits financiers (V)	GP				844,01
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*	GQ				
	Intérêts et charges assimilées (6)	GR				
	Différences négatives de change	GS				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT				
	Total des charges financières (VI)	GU				
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)		GV				844,01
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)		GW				-17 593,13

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)**

DGFiP **N° 2053 2020**

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	3 000
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	65
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	3 065
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	-3 065
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	**(IX)**	HJ	
Impôts sur les bénéfices *	**(X)**	HK	-2,17
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	7 277 146,54
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	7 297 802,50
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	-20 655,96

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	7,57
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	111 813,51
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
	(Dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG–CRDS) **A5**		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	14 207,15

(13) Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives **A6** — obligatoires **A9** — Dont cotisations facultatives Madelin **A7** — Dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite **A8**

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Pénalités de retard sur ligne	3 000	
Divers (vol caisse)	65	

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

5

IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

CADRE A IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice 1		Augmentations: Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence 2		Augmentations: Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste 3	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I			CZ		D8		D9	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II			KD	179 708,31	KE		KF	461 275
CORPORELLES	Terrains			KG		KH		KI	
	Constructions — Sur sol propre	Dont Composants	L9	KJ		KK		KL	
	Constructions — Sur sol d'autrui	Dont Composants	M1	KM		KN		KO	
	Constructions — Installations générales, agencements et aménagements des constructions *	Dont Composants	M2	KP		KQ		KR	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	Dont Composants	M3	KS	5 487	KT		KU	0
	Autres immobilisations corporelles — Installations générales, agencements, aménagements divers *			KV	6 875,60	KW		KX	0
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport*			KY	405 071,57	KZ		LA	82 423,35
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et mobilier informatique			LB	5 043,56	LC		LD	19 692,63
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *			LE		LF		LG	
	Immobilisations corporelles en cours			LH		LI		LJ	
	Avances et acomptes			LK	6 885	LL		LM	0
	TOTAL III			LN	429 362,73	LO		LP	102 115,98
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence			8G		8M		8T	
	Autres participations			8U		8V		8W	
	Autres titres immobilisés			1P		1R		1S	
	Prêts et autres immobilisations financières			1T	14 950	1U		1V	0
	TOTAL IV			LQ	14 950	LR		LS	0
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				ØG	624 021,04	ØH		ØJ	563 390,98

CADRE B IMMOBILISATIONS		Diminutions: par virement de poste à poste 1		Diminutions: par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence 2		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice 3		Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence — Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice 4	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I	IN		CØ		DØ		D7	
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II	IO		LV		LW	640 983,31	1X	
CORPORELLES	Terrains	IP		LX		LY		LZ	
	Constructions — Sur sol propre	IQ		MA		MB		MC	
	Constructions — Sur sol d'autrui	IR		MD		ME		MF	
	Constructions — Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS		MG		MH		MI	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	IT		MJ		MK	5 487	ML	
	Autres immobilisations corporelles — Inst. gales., agencts, aménagements divers	IU		MM		MN	6 875,60	MO	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport	IV		MP		MQ	487 494,92	MR	
	Autres immobilisations corporelles — Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS		MT	24 736,19	MU	
	Autres immobilisations corporelles — Emballages récupérables et divers *	IX		MV		MW		MX	
	Immobilisations corporelles en cours	MY		MZ		NA		NB	
	Avances et acomptes	NC	6 885	ND		NE		NF	
	TOTAL III	IY	6 885	NG		NH	524 593,71	NI	
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	IZ		ØU		M7		ØW	
	Autres participations	IØ		ØX		ØY		ØZ	
	Autres titres immobilisés	I1		2B		2C		2D	
	Prêts et autres immobilisations financières	I2		2E		2F	14 950	2G	
	TOTAL IV	I3		NJ		NK	14 950	2H	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		I4	6 885	ØK		ØL	1 180 527,02	ØM	

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

6 **AMORTISSEMENTS** DGFiP **N° 2055 2020**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement	**TOTAL I**	CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles	**TOTAL II**	PE	162 451,95	PF	127 096,57	PG		PH	289 548,52
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	5 487	QA	0	QB		QC	5 487
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	QD	1 141,89	QE	1 170,98	QF		QG	2 312,87
	Matériel de transport	QH	380 104,48	QI	22 894,08	QJ		QK	402 998,56
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	5 043,56	QM	4 723,95	QN		QO	9 767,51
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	391 776,93	QV	28 789,01	QW		QX	420 565,94
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	554 228,88	ØP	155 885,58	ØQ		ØR	710 114,46

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables		DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements **TOTAL I**		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles **TOTAL II**		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Ins. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles	Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
	Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
	Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participation **TOTAL IV**		NL						NM						NO	
Total général (I+II+III+IV)		NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW		**Total général non ventilé (NS+NT+NU)**	NY		**Total général non ventilé (NW-NY)**	NZ								

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

7

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

DGFiP N° 2056 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS

Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I	3Z		TS		TT		TU	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges	4A	20 906,12	4B	0	4C		4D	20 906,12
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	15 451	4Y	7 822	4Z	4 394	5A	18 879
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V		5W		5X		5Y	
	TOTAL II	5Z	36 357,12	TV	7 822	TW	4 394	TX	39 785,12
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations – corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations – titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations – titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	sur immobilisations – autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	2 360,89	6U	1 759,46	6V	522,06	6W	3 598,29
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	2 360,89	TY	1 759,46	TZ	522,06	UA	3 598,29
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	38 718,01	UB	9 581,46	UC	4 916,06	UD	43 383,41
	Dont dotations et reprises – d'exploitation			UE	9 581,46	UF	4 916,06		
	Dont dotations et reprises – financières			UG		UH			
	Dont dotations et reprises – exceptionnelles			UJ		UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5e du C.G.I 10

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

CADRE A — ÉTAT DES CRÉANCES			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT	14 950	UV	0	UW	14 950
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	4 611,97		4 611,97		
	Autres créances clients	UX	583 674,65		583 674,65		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY	5 075,32		5 075,32		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	539,83		539,83		
	Etat et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM					
	Etat et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	117 778,39		117 778,39		
	Etat et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN	0		0		
	Etat et autres collectivités publiques — Divers	VP	48 148		48 148		
	Groupe et associés (2)	VC	1 407 509,58		1 407 509,58		
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	13 783,05		13 783,05		
Charges constatées d'avance		VS	10 529,39		10 529,39		
TOTAUX		VT	2 206 600,18	VU	2 191 650,18	VV	14 950
RENVOIS (1) Montant des	– Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	– Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ÉTAT DES DETTES			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	0	0		
	à plus d'1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	925 274,68	925 274,68		
Personnel et comptes rattachés		8C	67 383,14	67 383,14		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	94 007,74	94 007,74		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	0	0		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	10 895,72	10 895,72		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J				
Groupe et associés (2)		VI	0	0		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	188 113,28	188 113,28		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L	300 928,80	300 928,80		
TOTAUX		VY	1 586 603,36	VZ 1 586 603,36		
RENVOIS (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	
Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032		

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFiP N° 2058-A 2020

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS — Néant * — Exercice N, clos le : 31/12/2019

I. RÉINTÉGRATIONS

				BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE			WA	
Charges non admises en déduction du résultat fiscal	Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)						WB	0
	Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci–dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39–4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE	3 090	XE	4 933
	Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39–4 du C.G.I.)	WF		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	WG	1 843		
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option	RA		(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)	RB	)		
	Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WI	7 822	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067–BIS)	XX		XW	7 822
	Amendes et pénalités	WJ		Charges financières (art. 39–1–3° et 212 **bis**) *	XZ	0		
	Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*						XY	
	Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)						I7	-2
Quote–part	Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI	L7		K7	
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Moins-values nettes à long terme – imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						I8	
	Moins-values nettes à long terme – imposées au taux de 0 %						ZN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* – Plus–values nettes à court terme						WN	
	Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs* – Plus–values soumises au régime des fusions						WO	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)						XR	
Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *	Intérêts excédentaires (art. 39–1–3 et 212 du C.G.I.)	SU	0	Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW		WQ	0
	Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)	SX		Quote–part de 12 % des plus–values à taux zéro	M8			
	Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage						Y1	
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage						Y3	
						TOTAL I	WR	12 753

II. DÉDUCTIONS

				PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE			WS	20 656
	Quote–part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *						WT	
	Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058–B, cadre III)						WU	4 394
Régimes d'imposition particuliers et impositions différées	Plus-values nettes à long terme – imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)						WV	
	Plus-values nettes à long terme – imposées au taux de 0 %						WH	
	Plus-values nettes à long terme – imposées au taux de 19%						WP	
	Plus-values nettes à long terme – imputées sur les moins–values nettes à long terme antérieures						WW	
	Plus-values nettes à long terme – imputées sur les déficits antérieurs						XB	
	Autres plus–values imposées au taux de 19 %						I6	
	Fraction des plus–values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*						WZ	
	Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts : (Quote–part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation	2A				)	XA	
	Produits de participations inéligibles au régime des sociétés mères déductibles à hauteur de 99 % (art. 223 B du CGI)						ZX	
Mesures d'incitation	Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre–mer*.						ZY	
	Majoration d'amortissement*						XD	
Abattement sur le bénéfice et exonérations*	Reprise d'entreprises en difficultés (44 *septies*)	K9		Entreprises nouvelles 44 *sexies*	L2		L5	XF
	Pôle de compétitivité hors CICE (44 *undecies*)	L6		Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C)	K3		PA	
	Zone franche urbaine –TE (44 octies, octies A)	ØV		Bassin d'emploi à redynamiser (44 *duodecies*)	1F		XC	
	Bassin urbain à dynamiser (art 44 sexdecies)	PP		Zone de revitalisation rurale (art. 44 *quindecies*)	PC		PB	
	Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)						XS	
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	(Dont déduction exceptionnelle (art. 39*decies*)	X9		Dont déduction exceptionnelle simulateur de conduite	YH	)	XG	836
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 *decies* A)	YA		Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 *decies* C)	YC			
	Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 *decies* B)	YB		Dont déduction exceptionnelle pour investissement (art 39 *decies* D)	YD			
				Créance dégagée par le report en arrière de déficit	ZI			
	Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage						Y2	
						TOTAL II	XH	25 886

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :	bénéfice **(I moins II)**	XI	0		
	déficit **(II moins I)**			XJ	13 133
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*		ZL			
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*				XL	
RÉSULTAT FISCAL BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN		XO	13 133

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

ETAT ANNEXE à : 9 - DETERMINATION DU RESULTAT FISCAL

N° 2058-A
1 / 1

Désignation

TRANSDEV AUXERROIS

31/12/2019

II - DEDUCTIONS DIVERSES

Libellé	Exercice N Montant
INTERETS MORATOIRES CVAE	836

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

N° 2058 A*bis*
2020

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ COMME SI ELLE ÉTAIT IMPOSÉE SÉPARÉMENT

(À souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société : TRANSDEV AUXERROIS

N° SIRET : 34035365500046

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats : DGE IFU 6
0006 DGE rue Courtois
93505 PANTIN Cedex

Exercice du : 01/01/2019 au : 31/12/2019 Néant ☐ *

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

I - RÉINTÉGRATIONS	Bénéfice comptable de l'exercice (report de la ligne WA du 2058 A)	E 1	
Réintégrations (report des lignes WD à Y3 du 2058 A)		E 2	12 753
Réintégrations des charges financières selon l'article 212 *bis* du CGI		E 9	0
Réintégration de 4% du produit des participations concernées par le taux réduit de la quote-part de frais et charges mentionnée en ligne 2A du tableau 2058A		Z 7	
	TOTAL I	E 3	12 753
II - DÉDUCTIONS	Perte comptable de l'exercice (report de la ligne WS du 2058 A)	E 4	20 656
Déductions (report des lignes WT, WU,WZ et XA à Y2 du tableau 2058 A)		E 5	5 230
Plus-values nettes à long terme • imposées au taux de 19 %		E Y	
• imposées au taux de 15 %		E 6	
• imposées au taux de 0 %		E Z	
• imputées sur les moins-values nettes à long terme		E 7	
• imputées sur les déficits antérieurs		E 8	
• autres plus-values imposées au taux de 19 % (art. 210 E, 210 F (1), 238 *bis* JA, 208 C et 219-IV du CGI)		I 9	
III - RÉSULTAT FISCAL	TOTAL II	F 1	25 886
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables — Bénéfice (I-II)		F 2	0
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables — Déficit (II-I)		F 3	13 133
Déficit de l'exercice reporté en arrière *		F 4	
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (à détailler au cadre I du tableau n° 2058 B bis) *		F 6	
Résultat fiscal — Bénéfice		F 8	0
Résultat fiscal — Déficit		F 9	13 133

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice.

1) Le taux réduit d'impôt sur les sociétés s'applique aux cessions à titre onéreux réalisées à compter du 1er janvier 2012.

Cegid Group

10 **DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

DGFiP **N° 2058-B** 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

I. SUIVI DES DÉFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058–A)	K5	
Déficits reportables (différence K4–K5)	K6	
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	YJ	0
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1° bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	48 256

III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)	Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice	
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1° bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
Provision pour charges de retraite	8X	7 822	8Y	4 394
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
	9K		9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN	7 822	YO	4 394
	ligne WI		ligne WU	

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 *septies* du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.
(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

N° 2058 B*bis*
2020

ÉTAT DE SUIVI DES DÉFICITS ET AFFECTATION DES MOINS-VALUES À LONG TERME COMME SI LA SOCIÉTÉ ÉTAIT IMPOSÉE SÉPARÉMENT

(À souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société intégrée ou du groupe : TRANSDEV AUXERROIS

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats : DGE IFU 6
0006 DGE rue Courtois
93505 PANTIN Cedex

Exercice du : 01/01/2019 au : 31/12/2019 Néant ☐ *

Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de19%	
Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de15 %	
Rappel de la plus ou moins-value de l'exercice relevant du taux de 0 %	
Gains nets d'ensemble retirés de la cession d' éléments d'actif exclus du régime des plus ou moins-values à long terme (art. 219 I a sexies-0 du CGI)	

I - SUIVI DES DÉFICITS *

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	M5	
Déficits imputés	J9	
Déficits reportables	M6	
Déficits nés au titre de l'exercice	H8	13 133
Total des déficits restant à reporter	H9	13 133

(1) Report de la ligne H9 du tableau 2058 B*bis* déposé au titre de l'exercice précédent.

II - ÉLÉMENTS ASSUJETTIS AU RÉGIME FISCAL DES MOINS-VALUES À LONG TERME

Origine		Moins-values À 19 % ou à 15 %	Moins-values À 16,5 %	Moins-values À 19 % ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a sexies -0 et 219 I a sexies-0 bis du CGI) (1)	Imputations sur les plus-values à long terme à 19 % ou à 15 %	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter col : 2 + 3 + 4 - 5 - 6
1		2	3	4	5	6	7
Moins-values nettes N		0	0	(2) 0 (3) 0		0	0
Moins-values nettes à long terme subies au cours des 10 exercices antérieurs (montant restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N - 1			(2) (3)			
	N - 2			(2) (3)			
	N - 3			(2) (3)			
	N - 4			(2) (3)			
	N - 5			(2) (3)			
	N - 6			(2) (3)			
	N - 7			(2) (3)			
	N - 8			(2) (3)			
	N - 9			(2) (3)			
	N - 10			(2) (3)			

(1) L'article 219 I-a sexies-0 du CGI, admet sous conditions, l'imputation des moins-values antérieures sur cessions de certains titres exclus du régime du long terme pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 2006, dans certaines limites.

(2) Moins-values à long terme afférentes aux titres de SPI non cotées (article 219 I-a sexies-0 bis du CGI).

(3) Moins-values à long terme relevant de l'article 219 I-a sexies-0 du CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice groupe n° 2058-not-sd et la notice 2032-sd.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

(11) **TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS**

DGFiP N° 2058-C 2020

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

ORIGINES				AFFECTATIONS			
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC	731 137,78		Affectations aux réserves – Réserve légale	ZB	
				Affectations aux réserves – Autres réserves	ZD	
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD	172 816,02		Dividendes	ZE	103 983
Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions	ZF	
				Report à nouveau	ZG	799 970,80
TOTAL I	ØF	903 953,80		(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) **TOTAL II**	ZH	903 953,80

RENSEIGNEMENTS DIVERS — Exercice N :

ENGAGEMENTS	— Engagements de crédit–bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit–bail)	J7		YQ		
	— Engagements de crédit–bail immobilier			YR		
	— Effets portés à l'escompte et non échus			YS		
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	— Sous–traitance			YT	1 635 929,76	
	— Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois)	J8	553 984,67	XQ	696 161,91	
	— Personnel extérieur à l'entreprise			YU	1 367 681,25	
	— Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)			SS	21 455,16	
	— Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages			YV		
	— Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles)	ES	14 304	ST	1 583 577,54	
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052			ZJ	5 304 805,62	
IMPÔTS ET TAXES	— Taxe professionnelle *, CFE, CVAE			YW	16 190	
	— Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers)	ZS		9Z	133 249,13	
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052			YX	149 439,13	
T.V.A.	— Montant de la T.V.A. collectée			YY	127 445	
	— Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations			YZ	864 936,83	
DIVERS	— Montant brut des salaires *			ØB	1 223 732,64	
	— Montant de la plus–value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *			ØS		
	— Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *			ZK	1,32	%
	— Numéro du centre de gestion agréé *	XP		— **Filiales et participations:** (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI)	Si oui cocher 1 Sinon 0	ZR	0
	— Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 *bis* du CGI pour l'entreprise donatrice			RG		
	— Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217*octies*			RH		

REGIME DE GROUPE *								
Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	-13 133	Plus-values à 15%	JK	0	Plus-values à 0%	JL	0
			Plus-values à 19%	JM	0	Imputations	JC	0
Groupe : résultat d'ensemble.	JD		Plus-values à 15%	JN		Plus-values à 0%	JO	
			Plus-values à 19%	JP		Imputations	JF	
Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale	JH	2	N° SIRET de la société mère du groupe	JJ	52147785100054			

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058–NOT pour le régime de groupe).

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

N° 2058-ER 2020

ÉTAT DES RECTIFICATIONS APPORTÉES AU RÉSULTAT ET AUX PLUS ET MOINS-VALUES NETTES À LONG TERME POUR LA DÉTERMINATION DU RÉSULTAT D'ENSEMBLE

(À souscrire par la société mère au titre du résultat d'ensemble et pour chaque société membre concernée par ces rectifications.
Une copie de l'état établi par la société mère pour la société concernée est jointe à la déclaration de résultat de cette dernière société)

Cocher la case si la déclaration souscrite concerne la société mère (Résultat d'ensemble) ☐

Néant ☐ *

Dénomination de la société intégrée ou du groupe : SARL TRANSDEV AUXERROIS

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats : 6 DGE rue Courtois 93505 PANTIN Cedex

SIRET Société intégrée : 34035365500046 Exercice du : 01/01/2019 au : 31/12/2019

A - RÉSULTAT		Bénéfice et réintégrations		Déficit et déductions
Résultat à prendre en compte pour la détermination du résultat d'ensemble	CA		CB	13 133
Jetons de présence réintégrés pour la détermination du résultat d'ensemble (art. 223 B alinéa 4 du CGI)	CD			
Produits de participation n'ouvrant pas droit au régime mère-fille non retenus, à hauteur de 99% de leur montant, pour la détermination du résultat d'ensemble (art.223 B al. 3 du CGI)			CE	
Dotations complémentaires aux provisions pour dépréciation de créances ou pour risques non pris en compte pour la détermination du résultat d'ensemble et reprises correspondantes (art.223 B alinéa 3 du CGI)	CF		CG	
Abandons de créance et subventions directes et indirectes non retenus pour la détermination du résultat d'ensemble et reprises correspondantes (art. 223 B alinéa 5 du CGI dans sa version applicable aux exercices ouverts avant le 1er janvier 2019)	CH		CJ	
Dotations aux amortissements exceptionnels (art. 39 quinquies A 2 du CGI) pour des opérations intra-groupe	CK			
Déduction des investissements réalisés dans les DOM (art.217 undecies) pour des opérations intra-groupe	CL			
Résultat, plus et moins-values nettes soumises au taux de droit commun afférents à certaines cessions d'immobilisations et non retenus pour la détermination du résultat d'ensemble (art.223 F alinéa 1 du CGI)	CM		CN	
Quote-part de frais et charges relative aux plus et moins-values de cession de titres de participation non prise en compte pour la détermination du résultat d'ensemble (art.223 F alinéa 2 du CGI)			CO	
Dotations complémentaires aux provisions constituées sur des éléments d'actif ayant fait l'objet d'une cession relevant de l'article 223 F du CGI et reprises correspondantes	DU		DV	
Suppléments d'amortissements pratiqués par la société cessionnaire d'un bien amortissable à la suite d'une cession dont le résultat ou la plus ou moins-value n'a pas été retenu pour la détermination du résultat d'ensemble (art. 223 F alinéa 1 du CGI)	CP			
Résultat, plus et moins-values nettes soumises au taux de droit commun afférents à certaines cessions d'immobilisations qui n'ont pas été retenus pour la détermination du résultat d'ensemble (art. 223 F alinéa 3 du CGI) (1) (2)	CR		CS	
Quote-part de déficits relatifs aux suppléments d'amortissements provenant de la réévaluation d'immobilisations entre le 31-12-86 et la date d'entrée dans le groupe	CT			
Régularisation relative à la cession d'immobilisations réévaluées	CU			
Autres régularisations (à détailler)	CV		CW	
TOTAL	CX		CY	13 133
BÉNÉFICE (CX - CY) ou DÉFICIT (CY - CX)	CZ		DA	13 133

B - PLUS ET MOINS-VALUES NETTES À LONG TERME	Cessions d'immobilisations — Plus-values et réintégrations						Cessions d'immobilisations — Moins-values et déductions					
	Taux de 19 % (5)		Taux de 15 %		Taux de 0 % (4)		Taux de 19 % (5)		Taux de 15 %		Taux de 0 % (4)	
Plus et moins-values nettes à long terme retenues pour la détermination des plus et moins-values nettes d'ensemble	BT		B9		C1		A1		C2		C3	
Dotations complémentaires aux provisions constituées par une société du groupe et reprises correspondantes	BU		C4		C5		A2		C6		C7	
Résultat, plus et moins-values nettes soumis au taux des plus-values à long terme afférents à certaines cessions d'immobilisations et non retenus pour la détermination de la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble (art. 223 F alinéa 1 du CGI)	BV		C8		C9		A3		DI		DO	
Résultat, plus et moins-values nettes soumises au taux des plus-values à long terme afférents à certaines cessions d'immobilisations qui n'ont pas été retenus pour la détermination de la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble (art. 223 F alinéa 3 du CGI) (1)	BW		DQ		DY		A4		DZ		B8	
Dotations complémentaires aux provisions constituées sur des titres éligibles au régime des plus ou moins-values à long terme ayant fait l'objet d'une cession relevant de l'article 223 F du CGI et reprises correspondantes	BX		D1		D2		A5		D3		D4	
Régularisations relatives à la cession d'immobilisations réévaluées	BY		D5		D6		A6		D7		D8	
Autres régularisations (à détailler)	BZ		D9		EA		A7		EB		EC	
SOUS TOTAL	BS		ED		EE		A8		EF		EG	
TOTAL plus-values (BS - A8) ou moins-values (A8-BS) taux de 19 %	BR						A9					
TOTAL plus-values (ED - EF) ou moins-values (EF - ED) taux de 15 %			B7						B6			
TOTAL plus-values (3) (EE - EG) ou moins-values (EG - EE) taux de 0 %					B5						B4	

C - AUTRES PLUS-VALUES À 19 %		
Plus-values à 19% (art. 210 E, 210 F(6), 238 bisJA, 208 C et 219-IV du CGI)	B3	

(1) A réintégrer ou à déduire en cas de cession mentionnée au troisième alinéa de l'article 223 F du CGI.
(2) Y compris les amortissements irrégulièrement différés en contravention avec les dispositions de l'article 39 B du CGI.
(3) A l'exception, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006, de la quote part relative aux dividendes versés au cours du premier exercice d'appartenance au groupe de la société distributrice.
(4) Le taux de 0 % s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007.
(5) Le taux de 19 % concerne les sociétés à prépondérance immobilière (SPI) cotées pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.
(6) Le taux réduit d'impôts sur les sociétés s'applique aux cessions à titre onéreux réalisées à compter du 1erjanvier 2012.
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

RÉGIME FISCAL DES GROUPES DE SOCIÉTÉS

N° 2058 FC 2020

FICHE DE CALCUL DU PLAFONNEMENT DES RÉSULTATS ET DES PLUS-VALUES NETTES À LONG TERME POUR L'IMPUTATION DES DÉFICITS ET MOINS-VALUES ANTÉRIEURS A L'ENTRÉE DANS LE GROUPE

(À souscrire par chaque société du groupe)

Dénomination de la société : TRANSDEV AUXERROIS

N° SIRET : 34035365500046

Adresse du SIE où est déposée la déclaration de résultats : DGE IFU 6

Exercice du : 01/01/2019 au : 31/12/2019

Néant ☐ *

Plafonnement des plus-values nettes à long terme d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)		19 % (1)	15 %	0 %
Plus ou moins-values nettes à long terme déterminées par l'entreprise	1	0	0	0
Plus-values à long terme résultant de certaines cessions et non retenues pour la détermination de la plus ou moins-value nette à long terme d'ensemble y compris les plus-values de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	2			
Plus-values à long terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions de l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	3			
Moins-values à long terme résultant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	4			
Plus-values nettes à long terme utilisées pour l'imputation des déficits et moins-values nettes à long terme antérieurs : 1 - (2 + 3) + 4	5	0	0	0

Plafonnement du bénéfice d'imputation (Art. 223 I 4 du CGI)		
Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables (Bénéfice : 2058 A ligne XI) (ou déficit : 2058 A ligne XJ)	6	-13 133
Abandons de créances et subventions directes et indirectes	7	
Plus-values à court terme et résultats provenant de certaines cessions et non retenues pour la détermination du résultat d'ensemble y compris les résultats de transfert de titres de compte à compte dont le report d'imposition cesse du fait de la cession	8	
Plus-values à court terme provenant de cessions hors du groupe d'immobilisations non amortissables ayant fait l'objet d'un apport qui a bénéficié des dispositions de l'article 210 A du CGI à hauteur de la plus-value d'apport	9	
Plus-values sur immobilisations amortissables dégagées lors d'un apport qui a bénéficié du régime de l'article 210 A du CGI et qui sont réintégrées par la société bénéficiaire de cet apport	10	
Réévaluations libres	11	
Pertes provenant de cessions relevant de l'article 223 F du CGI	12	
Bénéfice utilisé pour l'imputation des déficits antérieurs : 6 - (7 + 8 + 9 + 10 + 11) + 12	13	-13 133

(1) pour les cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière cotées, pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

12 **DÉTERMINATION DES PLUS ET MOINS-VALUES** DGFiP **N° 2059-A** **2020**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS — Néant [X] *

A - DÉTERMINATION DE LA VALEUR RÉSIDUELLE

		Nature et date d'acquisition des éléments cédés* ①	Valeur d'origine* ②	Valeur nette réévaluée* ③	Amortissements pratiqués en franchise d'impôt ④	Autres amortissements* ⑤	Valeur résiduelle ⑥
I. Immobilisations*	1						
	2						
	3						
	4						
	5						
	6						
	7						
	8						
	9						
	10						
	11						
	12						

B - PLUS-VALUES, MOINS-VALUES

			Prix de vente ⑦	Montant global de la plus-value ou de la moins-value ⑧	Qualification fiscale des plus et moins-values réalisées* Court terme ⑨	Long terme ⑩ 19 %	Long terme ⑩ 15 % ou 12,8 %	Long terme ⑩ 0 %	Plus-values taxables à 19 % (1) ⑪
I. Immobilisations*	1								
	2								
	3								
	4								
	5								
	6								
	7								
	8								
	9								
	10								
	11								
	12								
II - Autres éléments	13	Fraction résiduelle de la provision spéciale de réévaluation afférente aux éléments cédés			+				
	14	Amortissements irrégulièrement différés se rapportant aux éléments cédés			+				
	15	Amortissements afférents aux éléments cédés mais exclus des charges déductibles par une disposition légale			+				
	16	Amortissements non pratiqués en comptabilité et correspondant à la déduction fiscale pour investissement, définie par les lois de 1966, 1968 et 1975, effectivement utilisée			+				
	17	Provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme devenues sans objet au cours de l'exercice							
	18	Dotations de l'exercice aux comptes de provisions pour dépréciation des titres relevant du régime des plus ou moins-values à long terme							
	19	Divers (détail à donner sur une note annexe) *							
		CADRE A : plus ou moins-value nette à court terme (total algébrique des lignes 1 à 19 de la colonne) ⑨							
		CADRE B : plus ou moins-value nette à long terme (total algébrique des lignes 1 à 19de la colonne) ⑩			**(A)**	**(B) (ventilation par taux)**			**(C)**
		CADRE C : autres plus-values taxables à 19 % ⑪							

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 208 C et 210 E du CGI.

(14) **SUIVI DES MOINS-VALUES A LONG TERME** DGFiP **N° 2059-C** **2020**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS Néant ☐ *

Rappel de la plus ou moins–value de l'exercice relevant du taux de 15 % ❶ ou 12,8 % ❷ .	0
Gains nets retirés de la cession de titres de sociétés à prépondérance immobilières non cotées exclus du régime du long terme (art. 219 I a *sexies*–0 bis du CGI) ❶ *.	
Gains nets retirés de la cession de certains titres dont le prix de revient est supérieur à 22,8 M€ (art. 219 I a *sexies*–0 du CGI) ❶ *.	

❶ Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés
❷ Entreprises soumises à l'impôt sur le revenu

I - SUIVI DES MOINS-VALUES DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LE REVENU

Origine ①		Moins-values à 12,8 % ②	Imputations sur les plus-values à long terme de l'exercice imposables à 12,8 % ③	Solde des moins-values à 12,8 % ④
Moins–values nettes	N			
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1			
	N-2			
	N-3			
	N-4			
	N-5			
	N-6			
	N-7			
	N-8			
	N-9			
	N-10			

II - SUIVI DES MOINS-VALUES À LONG TERME DES ENTREPRISES SOUMISES À L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS *

Origine ①		Moins-values			Imputations sur les plus-values à long terme	Imputations sur le résultat de l'exercice	Solde des moins-values à reporter
		À 19 %, 16,5 %(1) ou à 15 % ②	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies*–0 du CGI) ③	À 19% ou 15 % imputables sur le résultat de l'exercice (article 219 I a *sexies*–0 *bis* du CGI) ④	À 15 % Ou À 16,5 %(1) ⑤	⑥	col ⑦= ②+③+④−⑤−⑥ ⑦
Moins-values nettes	N	0	0	0		0	0
Moins-values nettes à long terme subies au cours des dix exercices antérieurs (montants restant à déduire à la clôture du dernier exercice)	N-1						
	N-2						
	N-3						
	N-4						
	N-5						
	N-6						
	N-7						
	N-8						
	N-9						
	N-10						

(1) Les plus–values et les moins–values à long terme afférentes aux titres de SPI cotées imposables à l'impôt sur les sociétés relèvent du taux de 16,5 % (article 219 I a du CGI), pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2007.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

16

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE

DGFiP N° 2059-E 2020

Désignation de l'entreprise : TRANSDEV AUXERROIS — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01/01/2019 et clos le : 31/12/2019 Durée en nombre de mois : 12

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel	YP	44
Dont apprentis	YF	0
Dont handicapés	YG	0
Effectifs affectés à l'activité artisanale	RL	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

I Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	OA	1 162 344
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges	OT	11 143
TOTAL 1	OX	1 173 487

II Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante (hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun)	OH	1 316
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues	OF	5 987 216
Variation positive des stocks	OD	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	105 495
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 2	OM	6 094 027

III Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	ON	
Variation négative des stocks	OQ	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances	OR	4 608 643,71
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	143 603
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	OZ	
Autres charges de gestion courante (hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun)	OW	14 909,65
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
Moins–values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante	OY	
TOTAL 3	OJ	4 767 156

IV Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3	OG	2 500 358

V Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330–CVAE pour multi–établissements et sur les formulaires n° 1329–AC et 1329–DEF). Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n°s 1329–AC et 1329–DEF)	SA	2 500 358

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono–établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330–CVAE–SD), veuillez compléter le cadre ci–dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330–CVAE–SD.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE	EV	☐		
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne OX, le cas échéant ajusté à 12 mois)			GX	
Effectifs au sens de la CVAE			EY	
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)			HX	
Période de référence	GY	/ /	GZ	/ /
Date de cessation			HR	/ /

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

17 **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL** DGFiP **N° 2059-F** **2020**

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)
N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1 / 1 **(1)**

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2019 N° SIRET 3 4 0 3 5 3 6 5 5 0 0 0 4 6

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE TRANSDEV AUXERROIS

ADRESSE (voie) 0003 rue des Fontenottes

CODE POSTAL 89000 VILLE AUXERRE

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	1	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	138 611
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SA Dénomination TRANSDEV

N° SIREN (si société établie en France) 542104377 % de détention 100,00 Nb de parts ou actions 138 644

Adresse : N° 3 Voie ALLEE DE GRENELLE

Code Postal 92442 Commune ISSY LES MOULINEAUX Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

Cegid Group

18

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFiP **N° 2059-G** **2020**

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

1 / 1 **(1)** Néant X *

N° de dépôt

EXERCICE CLOS LE 31/12/2019

N° SIRET 3 4 0 3 5 3 6 5 5 0 0 0 4 6

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE TRANSDEV AUXERROIS

ADRESSE (voie) 0003 rue des Fontenottes

CODE POSTAL 89000 VILLE AUXERRE

NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE P5

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

1er EXEMPLAIRE DESTINÉ A L'ADMINISTRATION

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

Situation plan d'amortissement Comptable

23/12/2019 15:33:19

Critères de sélection				
Société	De	173	à	173
Site Financier	De		à	zzzzzzzzzz
Code comptable	De		à	zzzzzzzzzz
Compte PCG	De		à	zzzzzzzzzz
Compte IFRS	De		à	zzzzzzzzzz
Type de détention	De	En propriété	à	En propriété
Bien comptable	De		à	zzzzzzzzzz
Plan		Comptable		
Situation		Exercice		
Bornes de dates	Du	01/01/2019	au	31/12/2019
Biens en cours		Non		
Biens actifs		Oui		
Sélection des biens entrés		Tous biens présents dans l'exercice/période		
Sélection des biens sortis		Biens sortis et biens non sortis		
Base, Cumul et VN à zéro pour biens sortis		Non		
Société		Ascendant		
Critère de classement 2		Site financier		
Critère de classement 3		Code comptable		
Référence Bien		Ascendant		
Critères de regroupement				
Société		Oui, avec saut de page		
Critère de classement 2		Oui, avec saut de page		
Critère de classement 3		Oui, sans saut de page		
Multi-langues		Oui		
Détail		Oui		

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Rééval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**208000**		**AUTRES IMMO. CORPORELLES**					
173_2015121401	CITYWAY MISE EN PLACE A	208000	86 719,60	86 719,60	0,00	0,00	0,00	86 719,60
03/07/2015 02/07/2018	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Code comptable	**208000**		**AUTRES IMMO. CORPORELLES**					
1			86 719,60	86 719,60	0,00	0,00	0,00	86 719,60
			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Code comptable	**208100**		**LOGICIELS ACQUIS**					
173_201506261	LOGICIEL WINCARB	208100	3 726,00	3 726,00	0,00	0,00	0,00	3 726,00
28/02/2015 27/02/2018	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2015122901	LOGICIEL CARTOGRAPHIE	208100	2 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
09/12/2015 30/08/2018	LP 2,73 0,366300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2016092301	DEPLOIEMENT LOGICIEL N/	208100	1 800,00	1 800,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
23/08/2016 28/08/2018	LP 2,02 0,495000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2018121901	LOGICIEL PROLOC&LOCVEI	208100	3 000,00	164,38	999,90	0,00	0,00	1 164,28
02/11/2018 01/11/2021	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 835,72
173_75200002	SITE WEB AGILIS	208100	3 885,28	3 885,28	0,00	0,00	0,00	3 885,28
11/02/2011 10/02/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200003	SITE WEB AGILIS	208100	3 316,07	3 316,07	0,00	0,00	0,00	3 316,07
11/02/2011 11/08/2013	LP 2,50 0,400000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence / Déb. amort.	Fin amort.	Désignation / Mode	Durée	Taux	Compte / Date sortie	Valeur Bilan / Val. résiduelle	Cumul Amort. début / Solde déprec.	Dotation Amort. / Dotation Except.	Dépréciation / Reprise dépréciation	Rep. dép./sortie / Réval. période	Cumul Amort. fin / Valeur Nette fin
Code comptable		**208100**			**LOGICIELS ACQUIS**						
173_75200039		LOGICIEL AGILIS-TAD			208100	25 180,00	25 180,00	0,00	0,00	0,00	25 180,00
23/06/2011	22/06/2014	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200041		PACK OFFICE PC BOUTIQUE			208100	486,36	486,36	0,00	0,00	0,00	486,36
28/07/2011	27/07/2014	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200079		HANOVER LOGICIEL QR CO			208100	2 500,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
22/11/2013	21/11/2016	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200080		HANOVER LOGICIEL HTV G2			208100	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
22/11/2013	21/11/2016	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**				**208100**	**LOGICIELS ACQUIS**					
10						50 893,71	48 058,09	999,90	0,00	0,00	49 057,99
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 835,72
Code comptable		**215100**			**INSTALLATIONS COMPLEXES SPEC.**						
173_2016122801		LAURIN ELECT BORNE EXT			215100	2 946,00	2 946,00	0,00	0,00	0,00	2 946,00
13/12/2016	31/08/2018	LP	1,72	0,581400		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**				**215100**	**INSTALLATIONS COMPLEXES SPEC.**					
1						2 946,00	2 946,00	0,00	0,00	0,00	2 946,00
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Code comptable		**215400**			**MATERIEL INDUSTRIEL**						

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**215400**		**MATERIEL INDUSTRIEL**					
173_75200066	3 POSTES MOBILES MOTOR	215400	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/02/2012	SA 0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200067	2 SERT POSTES MOBILE S	215400	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/02/2012	SA 0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200068	2 SERT POSTES PORTATIFS	215400	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/02/2012	SA 0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200069	SERT ANTENNE BOULE	215400	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/02/2012	SA 0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200070	RADIOCOMM. MOTOROLA	215400	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/02/2012	SA 0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200075	DATA HERTZ POSTE RADIO	215400	635,25	635,25	0,00	0,00	0,00	635,25
25/09/2013 28/08/2018	LP 4,93 0,202800		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200076	DATA HERTZ POSTE RADIO	215400	635,25	635,25	0,00	0,00	0,00	635,25
25/09/2013 28/08/2018	LP 4,93 0,202800		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200077	DATA HERTZ POSTE RADIO	215400	635,25	635,25	0,00	0,00	0,00	635,25
25/09/2013 28/08/2018	LP 4,93 0,202800		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200078	DATA HERTZ POSTE RADIO	215400	635,25	635,25	0,00	0,00	0,00	635,25
25/09/2013 28/08/2018	LP 4,93 0,202800		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence / Déb. amort.	Fin amort.	Désignation / Mode	Durée	Taux	Compte / Date sortie	Valeur Bilan / Val. résiduelle	Cumul Amort. début / Solde déprec.	Dotation Amort. / Dotation Except.	Dépréciation / Reprise dépréciation	Rep. dép./sortie / Réeval. période	Cumul Amort. fin / Valeur Nette fin
Total	**Code comptable**				**215400**	**MATERIEL INDUSTRIEL**					
9						2 541,00	2 541,00	0,00	0,00	0,00	2 541,00
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Code comptable					**217100**	**MATERIEL DE TRANSPORT BUS CARS**					
173_2018270811		MINI CAR BF-253-JF P94410			217100	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
23/01/2018	27/02/2018	LP	0,10	10,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2018270813		MINI CAR BH-730-EB P94412			217100	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
23/01/2018	27/02/2018	LP	0,10	10,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2018670812		MINI CAR BH-763-EB P94411			217100	1,00	1,00	0,00	0,00	0,00	1,00
23/01/2018	27/02/2018	LP	0,10	10,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**				**217100**	**MATERIEL DE TRANSPORT BUS CARS**					
3						3,00	3,00	0,00	0,00	0,00	3,00
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Code comptable					**217110**	**MATERIEL DE TRANSPORT VELOS**					
173_2019041104		60 VELOS ELECTRIQUES			217110	59 280,00	0,00	11 646,67	0,00	0,00	11 646,67
08/02/2019	29/08/2023	LP	4,56	0,219300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 633,33
173_2019041105		25 VELOS CLASSIQUES			217110	11 050,00	0,00	2 170,98	0,00	0,00	2 170,98
08/02/2019	29/08/2023	LP	4,56	0,219300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 879,02
173_2019051301		15 TROTINETTES ELECTRIQ			217110	6 604,95	0,00	1 213,01	0,00	0,00	1 213,01
06/03/2019	30/08/2023	LP	4,49	0,222700		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 391,94

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence / Déb. amort.	Fin amort.	Désignation / Mode	Durée	Taux	Compte / Date sortie	Valeur Bilan / Val. résiduelle	Cumul Amort. début / Solde déprec.	Dotation Amort. / Dotation Except.	Dépréciation / Reprise dépréciation	Rep. dép./sortie / Réeval. période	Cumul Amort. fin / Valeur Nette fin
Total	**Code comptable**				**217110**	**MATERIEL DE TRANSPORT VELOS**					
3						76 934,95	0,00	15 030,66	0,00	0,00	15 030,66
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 904,29
Code comptable					**217120**	**VEHICULES DE SERVICE**					
173_75200022		KANGOO 7855TE89			217120	3 997,54	3 997,54	0,00	0,00	0,00	3 997,54
11/02/2011	11/08/2013	LP	2,50	0,400000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200030		CITROEN C3			217120	5 769,23	5 769,23	0,00	0,00	0,00	5 769,23
18/02/2011	17/02/2013	LP	2,00	0,500000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**				**217120**	**VEHICULES DE SERVICE**					
2						9 766,77	9 766,77	0,00	0,00	0,00	9 766,77
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Code comptable					**217500**	**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_2015091801		GIROUETTE VH71630			217500	5 491,00	5 491,00	0,00	0,00	0,00	5 491,00
29/06/2015	01/09/2018	LP	3,18	0,314500		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2015091802		GIROUETTE VH71803			217500	5 491,00	5 491,00	0,00	0,00	0,00	5 491,00
29/06/2015	01/09/2018	LP	3,18	0,314500		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2015121402		COMMINTER SYSTEME WIFI			217500	16 250,00	16 250,00	0,00	0,00	0,00	16 250,00
09/12/2015	30/08/2018	LP	2,73	0,366300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2016122802		HANOVER GIROUETTES			217500	83 985,00	83 985,00	0,00	0,00	0,00	83 985,00
25/07/2016	29/08/2018	LP	2,10	0,476200		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_2016122803	HANOVER GIROUETTES LIC	217500	42 449,00	42 449,00	0,00	0,00	0,00	42 449,00
30/11/2016 29/08/2018	LP 1,75 0,571400		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2016122804	HANOVER GIROUETTES LIC	217500	3 240,00	3 240,00	0,00	0,00	0,00	3 240,00
30/11/2016 29/08/2018	LP 1,75 0,571400		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2016122805	HANOVER GIROUETTES LIC	217500	7 128,00	7 128,00	0,00	0,00	0,00	7 128,00
30/11/2016 29/08/2018	LP 1,75 0,571400		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2016122806	HANOVER GIROUETTES INS	217500	1 630,00	1 630,00	0,00	0,00	0,00	1 630,00
09/12/2016 30/08/2018	LP 1,73 0,578000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2019021301	RADIO DM4601 P97298 AB-8	217500	869,20	0,00	217,30	0,00	0,00	217,30
14/12/2018 13/12/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	651,90
173_2019021302	RADIO DM4601 P97299 AB-8	217500	869,20	0,00	217,30	0,00	0,00	217,30
14/12/2018 13/12/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	651,90
173_2019041101	GIROUETTES VPT002256	217500	1 250,00	0,00	269,69	0,00	0,00	269,69
20/02/2019 19/02/2023	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980,31
173_2019041102	GIROUETTES VPT002257	217500	1 250,00	0,00	269,69	0,00	0,00	269,69
20/02/2019 19/02/2023	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980,31
173_2019041103	GIROUETTES VPT002258	217500	1 250,00	0,00	269,69	0,00	0,00	269,69
20/02/2019 19/02/2023	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	980,31

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_75200007	EQUIPEMENT RADIOPHONI	217500	937,69	937,69	0,00	0,00	0,00	937,69
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200008	EQUIPEMENT RADIO	217500	223,96	223,96	0,00	0,00	0,00	223,96
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200009	EQUIPEMENT RADIO	217500	118,41	118,41	0,00	0,00	0,00	118,41
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200010	EQUIPEMENT RADIO	217500	118,41	118,41	0,00	0,00	0,00	118,41
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200011	EQUIPEMENT RADIO	217500	118,41	118,41	0,00	0,00	0,00	118,41
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200012	EQUIPEMENT RADIO	217500	123,81	123,81	0,00	0,00	0,00	123,81
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200013	EQUIPEMENT RADIO	217500	123,81	123,81	0,00	0,00	0,00	123,81
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200014	EQUIPEMENT RADIO	217500	123,81	123,81	0,00	0,00	0,00	123,81
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200015	EQUIPEMENT RADIO	217500	6 140,53	6 140,53	0,00	0,00	0,00	6 140,53
11/02/2011 10/02/2012	LP 1,00 1,000000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_75200016	GIROUETTE VEH91690	217500	3 920,80	3 920,80	0,00	0,00	0,00	3 920,80
11/02/2011 10/02/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200017	GIROUETTE VEH93566	217500	3 684,80	3 684,80	0,00	0,00	0,00	3 684,80
11/02/2011 10/02/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200018	GIROUETTE VEH 93525	217500	2 697,60	2 697,60	0,00	0,00	0,00	2 697,60
11/02/2011 10/02/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200019	GIROUETTE VEH 93566	217500	2 697,60	2 697,60	0,00	0,00	0,00	2 697,60
11/02/2011 10/02/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200020	EQUIPEMENT GIROUETTE 9	217500	4 334,36	4 334,36	0,00	0,00	0,00	4 334,36
11/02/2011 10/02/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200024	RADIO TELEPHONE 94410	217500	712,36	712,36	0,00	0,00	0,00	712,36
09/03/2011 08/03/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200025	RADIO TELEPHONE 94413	217500	712,36	712,36	0,00	0,00	0,00	712,36
09/03/2011 08/03/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200026	RADIO TELEPHONE 94414	217500	712,36	712,36	0,00	0,00	0,00	712,36
09/03/2011 08/03/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200027	RADIO TELEPHONE ?	217500	712,36	712,36	0,00	0,00	0,00	712,36
09/03/2011 08/03/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_75200028	RADIO TELEPHONE ?	217500	712,36	712,36	0,00	0,00	0,00	712,36
09/03/2011 08/03/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200029	RADIO TELEPHONE ?	217500	712,36	712,36	0,00	0,00	0,00	712,36
09/03/2011 08/03/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200038	MONTAGE RAMPE VEH 932	217500	14 550,00	14 550,00	0,00	0,00	0,00	14 550,00
23/07/2011 22/07/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200043	EQ GIROUETTES VEH. 9214	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200044	EQ GIROUETTES VEH. 9125	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200045	EQ GIROUETTES VEH. 9132	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200046	EQ GIROUETTES VEH. 9168	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200047	EQ GIROUETTES VEH. 9169	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200048	EQ GIROUETTES VEH. 9172	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_75200049	EQ GIROUETTES VEH. 9273	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200050	EQ GIROUETTES VEH. 9273	217500	6 688,00	6 688,00	0,00	0,00	0,00	6 688,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200051	EQ GIROUETTES VEH. 9324	217500	2 568,00	2 568,00	0,00	0,00	0,00	2 568,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200052	EQ GIROUETTES VEH. 9234	217500	2 568,00	2 568,00	0,00	0,00	0,00	2 568,00
29/09/2011 28/09/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200053	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200054	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200055	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200056	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200057	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_75200058	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200059	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200060	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200061	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200062	EQUIP. GIROUETTES VEH. 9	217500	7 085,00	7 085,00	0,00	0,00	0,00	7 085,00
18/05/2011 17/05/2016	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200063	GIROUETTE VEH. 91689	217500	2 707,81	2 707,81	0,00	0,00	0,00	2 707,81
07/02/2012 06/02/2017	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200064	GIROUETTE VEH. 91654	217500	3 167,69	3 167,69	0,00	0,00	0,00	3 167,69
07/02/2012 06/02/2017	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200065	GIROUETTE VEH. 91690	217500	3 167,69	3 167,69	0,00	0,00	0,00	3 167,69
07/02/2012 06/02/2017	LP 5,00 0,200000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200081	HANOVER MODEM ANTENN	217500	9 000,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
22/11/2013 21/11/2017	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**		**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**					
173_75200082	HANOVER EQUIPEMT GEOL	217500	2 576,00	2 576,00	0,00	0,00	0,00	2 576,00
22/11/2013 21/11/2017	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200083	HANOVER EQUIPEMT GEOL	217500	2 576,00	2 576,00	0,00	0,00	0,00	2 576,00
22/11/2013 21/11/2017	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200084	HANOVER EQUIPEMT GEOL	217500	2 576,00	2 576,00	0,00	0,00	0,00	2 576,00
22/11/2013 21/11/2017	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200085	ELEC STATION TRANSMETT	217500	3 600,00	3 600,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00
11/12/2014 29/08/2018	LP 3,72 0,268800		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200086	ELEC STATION BADGE SAN	217500	109,45	109,45	0,00	0,00	0,00	109,45
11/12/2014 29/08/2018	LP 3,72 0,268800		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_75200089	HANOVER VEH EZ-294-RM F	217500	3 542,00	264,44	885,50	0,00	0,00	1 149,94
14/09/2018 13/09/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 392,06
173_75200090	HANOVER VEH EZ-615-RM F	217500	3 542,00	264,44	885,50	0,00	0,00	1 149,94
14/09/2018 13/09/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 392,06
173_75200091	GIROUETTES VEH 4723-TW-	217500	4 425,00	224,28	1 106,25	0,00	0,00	1 330,53
19/10/2018 18/10/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 094,47
173_75200092	GIROUETTES VEH 5745-ST-	217500	4 425,00	224,28	1 106,25	0,00	0,00	1 330,53
19/10/2018 18/10/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 094,47

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence	Désignation	Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort. / Fin amort.	Mode / Durée / Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Réval. période	Valeur Nette fin
Code comptable	**217500**	**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**						
173_75200093	GIROUETTES VEH 5281-XP-217500		4 425,00	224,28	1 106,25	0,00	0,00	1 330,53
19/10/2018 18/10/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 094,47
173_75200094	GIROUETTES VEH 5280-XP-217500		6 120,00	310,19	1 530,00	0,00	0,00	1 840,19
19/10/2018 18/10/2022	LP 4,00 0,250000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 279,81
Total **Code comptable**	**217500**	**MATERIEL TRANSPORT ANNEXE**						
69			400 790,20	370 334,71	7 863,42	0,00	0,00	378 198,13
			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 592,07
Code comptable	**218100**	**INSTAL.GEN.AGENC.INSTAL.DIVERS**						
173_18112101	ARMOIRE AVEC 3 DISJONCT 218100		5 820,00	86,29	1 170,98	0,00	0,00	1 257,27
14/09/2018 01/09/2023	LP 4,97 0,201200		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 562,73
173_B2017121301	MODIF INSTALL ELECTRIQU 218100		1 055,60	1 055,60	0,00	0,00	0,00	1 055,60
12/12/2017 30/08/2018	LP 0,72 1,388900		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total **Code comptable**	**218100**	**INSTAL.GEN.AGENC.INSTAL.DIVERS**						
2			6 875,60	1 141,89	1 170,98	0,00	0,00	2 312,87
			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 562,73
Code comptable	**218300**	**MATERIEL DE BUREAU**						
173_75200040	PC MAGASIN AUXERRE 218300		709,50	709,50	0,00	0,00	0,00	709,50
21/06/2011 20/06/2014	LP 3,00 0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence / Déb. amort.	Fin amort.	Désignation / Mode	Durée	Taux	Compte / Date sortie	Valeur Bilan / Val. résiduelle	Cumul Amort. début / Solde déprec.	Dotation Amort. / Dotation Except.	Dépréciation / Reprise dépréciation	Rep. dép./sortie / Réeval. période	Cumul Amort. fin / Valeur Nette fin
Code comptable		**218300**			**MATERIEL DE BUREAU**						
173_75200072		COMPTEUSE TRIEUSE PIEC			218300	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/02/2012		SA	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**		**218300**		**MATERIEL DE BUREAU**						
2						709,50	709,50	0,00	0,00	0,00	709,50
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Code comptable		**218350**			**MATERIEL INFORMATIQUE**						
173_00001		BORNE TACTILE LIBRE SER			218350	685,00	0,00	83,82	0,00	0,00	83,82
20/08/2019	19/08/2022	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601,18
173_00002		TABLETTE SAMSUNG GALA			218350	2 375,00	0,00	275,43	0,00	0,00	275,43
27/08/2019	26/08/2022	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 099,57
173_00004		MISE EN PLACE SOCLE DE I			218350	13 770,00	0,00	3 672,50	0,00	0,00	3 672,50
01/09/2018	31/08/2023	RE	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 097,50
173_2016112201		IMPRIMANTE BADGE EVOLI			218350	940,10	940,10	0,00	0,00	0,00	940,10
07/09/2016	29/08/2018	LP	1,98	0,505100		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
173_2019072402		BORNE TACTILE CONDUCTI			218350	2 007,13	0,00	565,72	0,00	0,00	565,72
31/05/2019	01/07/2021	LP	2,09	0,478500		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 441,41
173_75200088		PC AM BB CZC4482Z2X ELIT			218350	322,96	322,96	0,00	0,00	0,00	322,96
12/01/2015	11/01/2018	LP	3,00	0,333300		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence / Déb. amort.	Fin amort.	Désignation / Mode	Durée	Taux	Compte / Date sortie	Valeur Bilan / Val. résiduelle	Cumul Amort. début / Solde déprec.	Dotation Amort. / Dotation Except.	Dépréciation / Reprise dépréciation	Rep. dép./sortie / Réeval. période	Cumul Amort. fin / Valeur Nette fin
Code comptable		**218350**			**MATERIEL INFORMATIQUE**						
173_B2017110901		ECRAN DE COMMUNICATIO			218350	1 906,00	1 906,00	0,00	0,00	0,00	1 906,00
30/09/2017	29/08/2018	LP	0,92	1,087000		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**		**218350**		**MATERIEL INFORMATIQUE**						
7						22 006,19	3 169,06	4 597,47	0,00	0,00	7 766,53
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 239,66
Code comptable		**218400**			**MOBILIER**						
173_2019072401		COFFRE FORT IGN CLE 78L			218400	855,50	0,00	126,48	0,00	0,00	126,48
14/05/2019	30/08/2023	LP	4,30	0,232600		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	729,02
173_75200037		ARMOIRE FORTE			218400	1 165,00	1 165,00	0,00	0,00	0,00	1 165,00
12/09/2011	30/08/2018	LP	6,97	0,143500		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Code comptable**		**218400**		**MOBILIER**						
2						2 020,50	1 165,00	126,48	0,00	0,00	1 291,48
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	729,02
Total	**Site financier**		**E173**		**S7520 - TRANSDEV AUXERROIS**						
111						662 207,02	526 554,62	29 788,91	0,00	0,00	556 343,53
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 863,49

Société : 173 S7520 - TRANSDEV AUXERROIS
Exercice : 01/01/2019 au 31/12/2019 Situation au 31/12/2019

Référence		Désignation			Compte	Valeur Bilan	Cumul Amort. début	Dotation Amort.	Dépréciation	Rep. dép./sortie	Cumul Amort. fin
Déb. amort.	Fin amort.	Mode	Durée	Taux	Date sortie	Val. résiduelle	Solde déprec.	Dotation Except.	Reprise dépréciation	Rééval. période	Valeur Nette fin
Total société	**173**	**S7520 - TRANSDEV AUXERROIS**									
111						662 207,02	526 554,62	29 788,91	0,00	0,00	556 343,53
						0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 863,49

communauté de l'auxerrois

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT DE PERSONNES ET DE LOCATION DE BICYCLETTES

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Avenant n°1

Vu le code de la commande publique article n° R 3135-8

Entre les soussignés :

La **Communauté de l'Auxerrois**, autorité organisatrice de la mobilité, dont le siège est situé 6 bis, place du Maréchal Leclerc, représentée par son Président Monsieur agissant en cette qualité, en exécution de la délibération n° en date du

Ci-après désignée **« Autorité organisatrice » ou le « déléguant »**
D'UNE PART,

ET

Transdev Auxerrois (anciennement nommée Auxerrois Mobilités), SARL au capital de 263 423,60 € dont le siège social est situé 3 rue des Fontenottes 89000 Auxerre, inscrite au registre du commerce d'Auxerre sous le numéro B 340 353 655 et représentée par Brigitte GUICHARD, agissant en qualité de Gérante.

Ci-après désigné **« TRANSDEV Auxerrois » ou le « délégataire »**
D'AUTRE PART,

Communauté de l'Auxerrois et le délégataire ensemble dénommés, « les parties ».

Préambule

Par délibération n°2018-088 en date du 21 juin 2018, la Communauté de l'Auxerrois a confié à TRANSDEV Auxerrois (anciennement nommé Auxerrois Mobilités) la gestion et l'exploitation des services publics de transport de personnes et de location de bicyclettes. Ce contrat de délégation de service public a été signé le 5 juillet 2018 pour une durée de cinq ans à compter du 1er septembre 2018.

Le présent avenant a pour objet d'intégrer, au contrat de délégation de service public :

- les ajustements techniques et financiers justifiés par des évolutions de l'offre, du patrimoine et des systèmes,
- les conséquences techniques et financières du report du projet hydrogène,
- la modification du régime fiscal,
- la mise à jour d'articles de la DSP et de certaines annexes.

SOMMAIRE

Partie 1 - Évolutions de l'offre, du patrimoine et des systèmes

Article 1 – Mise à disposition du système de transport intelligent
Article 2 – Modification de l'offre de transport
Article 3 – Divers ajustement de l'offre de service
Article 4 – Ajustement de la grille tarifaire
Article 5 – Evolution du plan pluriannuel d'investissement (PPI)

Partie 2 - Conséquences techniques et financières du projet hydrogène

Article 6 – Evolution du projet hydrogène

Partie 3 – Modification du régime fiscal du contrat

Article 7 – Présentation du cadre général de la DSP alternative
Article 8 : Répartition des résultats commerciaux
Article 9 : Collecte des recettes
Article 10 : TVA
Article 11 : Taxe sur les salaires

Partie 4 – Mises à jour d'articles de la convention et de certaines annexes

Article 12 : CICE
Article 13 : Les conséquences sur le Forfait de charges
Article 14 : Modification de la raison sociale du délégataire
Article 15 : Mise à jour des annexes de la DSP
Article 16 : Entrée en vigueur – Effet de l'avenant

ANNEXES

Annexe A – Programme pluriannuel d'investissement
Annexe B – Charte graphique
Annexe C-1 – Inventaire « A » biens mis à disposition par l'autorité délégante
Annexe C-2 – Inventaire « B » biens mis à disposition par le délégataire
Annexe C-3 – Inventaire « C » biens mis à disposition le sous-traitant
Annexe D – Consistance du service
Annexe E – Grille tarifaire
Annexe F – Compte d'exploitation prévisionnel
Annexe G – Garantie à première demande
Annexe H – Plan de communication détaillé et chiffré

Partie 1 - Évolutions de l'offre, du patrimoine et des systèmes

Article 1 – Mise à disposition du système de transport intelligent

1.1 - L'outil billettique

La Communauté de l'Auxerre a décidé de mettre en place des systèmes de transport intelligents en investissant dans un système billettique, un système d'aide à l'exploitation et à l'information voyageurs (SAEIV).

Ces investissements avaient été intégrés au plan pluriannuel d'investissement du délégataire mais ils ont été réalisés par la Communauté de l'Auxerrois. Il convient donc d'actualiser l'annexe A qui retrace le programme pluriannuel d'investissement.

Il convient donc de sortir du programme pluriannuel d'investissement du délégataire le coût d'investissement de cet équipement pour 140 026 € (dont 112 020,80 € d'amortissement).

La maintenance de l'équipement était de 14 498 € sur la durée du contrat.

L'économie sur le contrat est de 126 518,80 €.

Le déléguant met à disposition du délégataire ce système billettique, ainsi que son contrat de maintenance, permettant la validation des titres de transport des voyageurs, la vente en ligne de titres de transport ainsi que l'information temps réel du service dans le cadre de l'article 25 de la convention initiale
Il est précisé que le délégataire a la charge du renouvellement des consommables des imprimantes (papier et encre) et des cartes billettiques ainsi que les dépassements de frais de transactions de la boutique en ligne le cas-échéant (commission payante 0,089 € HT par transaction hors forfait).
L'inventaire « A -Biens mis à disposition par l'Autorité Organisatrice » est mis à jour (cf. annexe C-1 au présent avenant qui remplace l'annexe 2 du contrat initial).

1.2 - L'extranet

Le contrat de DSP prévoyait initialement que les données d'exploitation (données sur la fréquentation, le niveau de recettes, les incidences et les réclamations) devaient être téléchargées via un outil mis à la disposition de l'Autorité Organisatrice par le délégataire (outil extranet Cristal). Ces éléments seront désormais envoyés par mail.

L'acquisition de cet outil était inscrite dans le PPI du contrat pour un montant de 23 120 €. Il convient donc de le retirer. En conséquence, l'article 40.4 du contrat initial est supprimé.

Quant à la maintenance, elle avait été évaluée à 22 000 € sur la durée du contrat.

L'économie est donc de 45 120 €.

1.3 - Refonte du site Internet

Il était prévu que le délégataire fournisse un site Internet pour les usagers du réseau. Finalement, le déléguant fournit directement cette prestation dans le cadre de son site Internet.

Il convient de retirer ce poste de dépense du PPI pour 62 674 €.

La maintenance de cet outil était estimée à 41 250 € sur la durée du contrat.

L'économie est donc de 103 924 €.

=> L'impact financier sur le contrat est une moins-value de 275 562,81 €

Article 2 – Modification de l'offre de transport

2.1 - Au niveau des lignes régulières

Les premiers mois d'exploitation du nouveau réseau de transport en place depuis le 1er septembre 2018 ont permis aux parties d'identifier des pistes d'amélioration de l'offre de transport. Après avoir procédé aux études d'impact dans les conditions prévues aux articles 12 « Modification de la consistance ou des modalités d'exécution du service » et 23 « Missions d'étude et de conseil » du contrat, les parties ont décidé de mettre en place les modifications répondant aux problématiques suivantes :

- ajustements suite aux réclamations des usagers à la rentrée scolaire 2018 ;
- adaptations suite à la nouvelle carte scolaire 2019 (Bienvenu Martin) ;
- optimisations issues des comptages billettiques.

=> L'impact financier sur le contrat est de moins 590 875,97 € (réduction de l'offre de 700 187,47 € moins les recettes correspondantes de 109 311,50 €).

L'Annexe 1 au contrat de DSP sur la consistance des services est supprimée et remplacée par l'annexe D au présent avenant. Conformément à l'article 12.4 de la convention initiale, les variations kilométriques resteront comparées à l'offre kilométrique annuelle de la DSP hors incidence des avenants.

2.2 Au niveau du TAD

Les kilomètres réalisés en 2019 pour l'activité TAD/TPMR sont supérieurs au kilométrage plafond figurant à l'article 12.4.3. Aussi, il a été convenu une contribution complémentaire évalué à partir des Prix Kilométriques Annuels figurant à l'annexe 8.

La facturation des Kms supplémentaires TAD au titre de l'année 2019 fera l'objet d'une facturation distincte égale à 118 546,02 €.

=> La contribution complémentaire du TAD au titre de l'année 2019 s'élève à +118 546,02 €.

Article 3 – Divers ajustement de l'offre de service

Dans un souci de rationalisation des dépenses, les parties conviennent de supprimer des services annexes à l'exploitation, prévus initialement :
- le conducteur connecté : - 20 000 € que le délégataire déploie à ces frais ;
- le boitier « On Board » : - 67 701 € ;
- l'animation d'un laboratoire d'expérimentation des mobilités « LEMON » : -100 000 € ;- la fourniture en billetterie : - 55 000 € ;
- la baisse du budget lié à certaines opérations marketing : - 37 106,50 € (l'annexe 21 du contrat initial est remplacée par l'annexe H du présent avenant).

Soit une baisse des prestations de 279 807,50 € sur la durée du contrat.

En compensation de la suppression des boitiers de télédiagnostic « On Board », le poste Entretien maintenance des véhicules hors personnel du CEP augmente de **21 444,46 €.**

L'acquisition des outils conducteur connecté et boitier « on board » étaient prévus dans le PPI du contrat pour 48 197 €. Il convient donc de les retirer. Le PPI détaillé en annexe A du présent avenant est mis à jour.

L'annexe A du présent avenant vient se substituer à l'annexe 4 du contrat initial.

=> L'impact financier sur la contribution financière et forfaitaire est de moins - 258 363,54 €.

Article 4 – Ajustement de la grille tarifaire

L'article 20.2 du contrat initial est complété par les dispositions suivantes :

La grille tarifaire du service de transport de personnes doit être complétée afin d'intégrer les tarifs de carte billettique anonyme et le duplicata de carte billettique nominative.

En complément, il est intégré les tarifs pour le service de location de bicyclettes qui n'avaient pas été indiqués dans l'annexe 5 du contrat initial.

La nouvelle grille tarifaire figure en annexe E du présent avenant. Elle vient se substituer à l'annexe 5 du contrat initial.

Ces modifications n'amènent pas d'évolution des recettes prévisionnelles ; la mise en œuvre de ces dispositifs n'a donc pas d'impact financier sur la DSP.

Article 5 – Programme pluriannuel d'investissement (PPI)

Conformément aux articles 1 à 5, le PPI est modifié :

Pour rappel, ils concernent :
- la borne d'information voyageur : 140 026 €,
- Autres (applications informatiques dont l'extranet) : - 23 120 €,
- Refonte site Internet et open data : - 62 674 €,
- le boitier on board : -28 197 €
- le conducteur connecté : -20 000 €que le délégataire déploie à ses frais.

La description de ces évolutions sur le PPI est présentée en annexe A. Cette annexe remplace l'annexe 4 du contrat initial.

Partie 2 - Conséquences techniques et financières du projet hydrogène

Article 6 – Evolution du projet hydrogène

L'article 24-1 de la DSP prévoit que « *L'autorité organisatrice met à disposition en cours de contrat, selon une date estimée au 1er septembre 2019, des biens faisant l'objet d'une expérimentation hydrogène (véhicules, dépôt, carburant, etc.). Ces biens sont soumis à un régime dérogatoire, qui sera défini, avant déploiement* ».

Cet article 24-1 du contrat initial est modifié par les dispositions suivantes :

Compte tenu de la nature expérimentale de ce projet et de la complexité dans son montage avec notamment la création de la station de production hydrogène qui pourrait aussi servir à l'exploitation de train hydrogène par la région Bourgogne-Franche-Comté, la mise en service des bus hydrogène a été décalée au 1er janvier 2021 avec une mise à disposition des cinq bus hydrogène pour une phase de test à partir de décembre 2020.

Le Compte d'Exploitation prévisionnel – CEP – du délégataire a été construit sur la base d'une mise à disposition par la Communauté de l'Auxerrois de cinq bus hydrogène à compter du 1er septembre 2019

Il convient donc d'ajuster le CEP afin de tenir compte du décalage du calendrier qui va nécessiter la prise en compte de frais kilométriques (carburant, fourniture et pièces détachées) supplémentaires et des coûts de maintenance complémentaires pour les 4 bus traditionnels qui seront remplacés à terme par les véhicules hydrogènes.

Ce supplément de frais kilométriques et de coût de maintenance est évalué à 215 824,13 €.

Le décalage du projet hydrogène nécessite de prolonger l'utilisation de 4 véhicules :

- 2 bus mis à disposition par l'autorité délégante au délégataire devaient s'arrêter au 31 décembre 2019. Ils resteront affectés à la DSP jusqu'à la mise à disposition des véhicules hydrogène, sans modification des charges de maintenance du délégataire. L'annexe C-1 « inventaire A- Biens mis à disposition par le délégataire » du présent avenant vient remplacer l'annexe 2 du contrat initial afin de prolonger la mise à disposition d'un an ;
- 2 bus appartenant au délégataire, l'inventaire des biens mis à disposition par le délégataire doit donc être modifié. Cet inventaire « B » est présenté en annexe C-2 de l'avenant et se substitue à l'annexe 3 du contrat initial.

L'utilisation prolongée des 2 bus appartenant au délégataire entraînent des frais complémentaires pour 17 512,11 € correspondant à la mise à disposition des véhicules et à la maintenance exceptionnelle de ces derniers

Au regard de la vétusté des 2 bus mis à disposition par l'Autorité Délégante au Délégataire, les parties conviennent de financer pour moitié chacune la prise en charge financière d'une éventuelle opération de maintenance lourde (gros organes types boites à vitesse, moteur, embrayage, pont) après validation du devis par le délégant.

Il est précisé que compte tenu de la vétusté de ces véhicules prolongés pour 1 an, l'article 26.3 de la convention ne s'applique pas jusqu'à la mise à disposition des bus hydrogènes. Il ne saurait être appliqué des pénalités pour dépassement de cette contrainte d'âge.

=> L'impact financier sur la contribution financière et forfaitaire est de 233 336,24 € sur la durée du contrat.

Les parties conviennent de fixer ultérieurement par avenant les nouvelles adaptations à la DSP afin d'intégrer les bus hydrogène au contrat et les coûts qui y sont liés ou en cas de retard dans la mise en œuvre du projet fixé au 1er janvier 2021.

Partie 3 - Modification du régime financier et fiscal du contrat

Article 8 – Présentation du cadre général

Au regard de l'intérêt de la DSP alternative, il convient de faire évoluer à compter du 1er janvier 2021 le régime financier de la DSP en mettant en place le « schéma fiscal alternatif ».

L'adaptation du régime financier et fiscal a pour objectif de permettre à l'Autorité organisatrice de bénéficier de la qualité d'exploitant fiscal. Cette modification n'a pas pour objet de modifier la nature du contrat ou ses principales caractéristiques, en particulier la part du risque d'exploitation supporté par le délégataire qui reste identique.

A cette fin, les Parties conviennent que l'Autorité délégante devient propriétaire des recettes commerciales perçues à compter du 1er janvier 2021.

Le Délégataire percevra alors les recettes commerciales, au nom et pour le compte de l'Autorité organisatrice, dans le cadre d'un mandat d'encaissement.

Il est précisé que :

- Le Délégataire reste engagé sur le niveau de recettes défini contractuellement,
- Le délégataire reste engagé sur le niveau de charges défini contractuellement.

Article 9 : Modification du régime fiscal

A compter du 1er janvier 2021, le Contrat est modifié comme suit :

La référence à la CFF dans les documents contractuels est remplacée par la référence au "Forfait de charges" ou « FC »

Les alinéas suivants sont insérés dans l'article 32 du Contrat, avant l'article 32.1
"Le Délégataire assume le risque industriel et le risque commercial d'exploitation du service dans les conditions prévues par le présent contrat.

Le Délégataire s'engage pour les différentes années du contrat sur un niveau de charges d'exploitation et de recettes.

Le Délégataire perçoit une rémunération de la part de l'Autorité délégante dont le montant correspond à la différence entre :
le montant des charges sur lequel il s'est engagé pour exécuter l'ensemble des tâches qui lui sont dévolues dans les documents contractuels tel que le prévoit l'article 32 .1 du contrat, révisés selon la formule d'indexation fixée à l'article 33 du présent contrat ; et la répartition des excédents commerciaux, lié à sa gestion du risque commercial tel que défini à l'article 35 du contrat.
L'ensemble de cette rémunération est assujetti à la TVA.

Le Délégataire demeure engagé financièrement sur ce niveau de recettes par le jeu de la clause de participation aux résultats prévu à l'article 35.

Les recettes d'exploitation sont encaissées par le Délégataire, au nom et pour le compte de l'Autorité délégante, sur la base des tarifs arrêtés par celle-ci et lui sont reversées en transparence ».

L'article 32.1 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Compte tenu des charges importantes du service public de transports urbains de personnes, un forfait de charges est versé par l'Autorité organisatrice au Délégataire, afin de contribuer à l'équilibre financier du contrat, dans le respect des dispositions de l'article L. 2224-2 du Code général des collectivités territoriales et du Code des transports. À la prise d'effet du présent contrat, le Délégataire s'engage, sur la base des comptes prévisionnels joints en Annexe 8 pour chacune des années du contrat, sur le Forfait de charges suivant (exprimé en euros constants à la date de remise des offres, soit septembre 2018).

Du 01/09/2018 au 31/12/2020

Année N	2018	2019	2020	2021	2022	2023
CFF N € HT	2 359 331 €	6 094 623 €	6 174 148 €			

Du 01/01/2021 au 31/08/2023

Année N	2018	2019	2020	2021	2022	2023
FCN €HT				7 203 578 €	7 241 064 €	4 651 931 €

Le Forfait de Charges est ainsi fondé sur un engagement du Délégataire en termes de charges du service public.
Le Forfait tel que définit ci-dessus pour la durée du contrat, évolue, chaque année, par application de la formule d'indexation définie à l'article 32.2.

L'article 35 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le Délégataire s'engage sur un montant de recettes d'exploitation défini à l'annexe 8 de la DSP telle que modifiée par le présent avenant (annexe F « Compte d'exploitation prévisionnel, montant de l'engagement de recettes ») afin de déterminer le montant de sa rémunération. Le montant de l'engagement de recettes est défini HT.

Afin de dissocier les recettes tarifaires de chaque année, le tableau ci-dessous est retenu pour le calcul de l'intéressement commercial :

Du 01/09/2018 au 31/08/2023

	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	TOTAL
Recettes tarifaires	358 790	1 029 297	1 038 227	1 041 780	1 045 948	681 759	**5 195 801**
Avenant 1	-	-	-29 696	-29 879	-30 087	-19 649	**-109 312**
Recettes tarifaires mise à jour	358 790	1 029 297	1 008 531	1 011 901	1 015 861	662 109	**5 086 489**

A des fins de comparaison avec le cadrage de la DSP, les abonnements annuels qui sont payés en une seule fois sont lissées sur la durée d'utilisation des titres. Les recettes encaissées seront corrigées de ces titres annuels pour calculer l'intéressement commercial.

Le Délégataire assume le risque commercial dans les conditions suivantes :

Si le montant des recettes commerciales annuelles réellement perçu est supérieur de plus de 2% au montant des recettes commerciales prévisionnelles annuelles tel que figurant au compte d'exploitation prévisionnel (Annexe F), l'autorité organisatrice reverse au délégataire 50% du montant de recettes excédentaires.

Si le montant des recettes commerciales annuelles réellement perçu est supérieur de plus de 4 % au montant des recettes commerciales prévisionnelles annuelles telles que figurant au compte d'exploitation prévisionnel (Annexe F), l'autorité organisatrice reverse au délégataire 20% du montant des recettes excédant 4 % du montant des recettes prévisionnelles.

Toutefois l'autorité organisatrice peut décider que le Délégataire reçoive la différence par avenant, cette différence pouvant exclusivement être réinvestie dans l'amélioration du service.

De plus, si le montant des recettes commerciales annuelles réellement perçu est inférieur au montant des recettes commerciales prévisionnelles annuelles tel que figurant au compte d'exploitation prévisionnel (Annexe F), le délégataire reverse la différence à l'Autorité organisatrice. Cette disposition ne s'applique pas dans les cas de force majeure ou de modifications de l'offre en cours d'exercice pour des raisons exogènes au délégataire.

Les recettes commerciales s'entendent comme les recettes de trafic figurant au Compte d'exploitation prévisionnel actualisé figurant en (Annexe F).

Ce montant est arrêté par le Délégataire après la clôture des comptes de la convention et notifié à l'Autorité organisatrice dans le rapport annuel du Délégataire prévu à l'article 42 du contrat initial. Il est précisé que l'intéressement du Délégataire est taxable à TVA.

Les pénalités visant à compenser le préjudice subi par l'Autorité délégante ne sont pas taxables à la TVA.

Article 10 : Collecte des recettes

Le Délégataire est autorisé à percevoir et encaisser les recettes auprès des usagers au nom et pour le compte de l'Autorité Délégante, dans le cadre d'un mandat, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 11 : TVA

L'article 38 est modifié comme suit :

« Article 38.1 Principes généraux
Tous les impôts et taxes établis par l'Etat, le département, l'Autorité organisatrice ou une autre collectivité, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, sont à la charge du Délégataire y compris la taxe foncière.

Les charges contractuelles visés à l'article 31 sont réputées comprendre les impôts et taxes en vigueur à l'origine du contrat.
En outre, les véhicules effectuant le service ne sont pas assujettis aux droits de stationnement aux points de départ, terminus et aux arrêts en bordure des voies publiques. »

Création de l'*Article 38.2 TVA*

L'Autorité organisatrice est propriétaire des recettes d'exploitation perçues par le Délégataire sur les usagers du service public. Conformément à la documentation administrative publiée au BOFIP BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-20150204 §93, l'Autorité délégante a le statut d'exploitant du service public au sens fiscal du terme alors même que le présent contrat constitue une délégation de service public, du fait que la rémunération du Délégataire est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service et que le Délégataire supporte une part significative du risque d'exploitation.
Conformément aux dispositions de l'article 256 B du CGI, l'Autorité délégante sera redevable de plein droit de la TVA au titre des recettes perçues dans le cadre de son activité de transport public de voyageurs et pourra exercer ses droits à déduction de la TVA dans les conditions de droit commun.

Le *Délégataire est considéré fiscalement, comme un prestataire de services de la collectivité dont la rémunération est soumise à la TVA.* »

L'intitulé de l'article Article 38.2 Redressement fiscaux devient « *Article 38.3 Redressement fiscaux* » à la suite du dernier paragraphes est ajouté : « *Le Délégataire percevant les recettes au nom et pour le compte de l'Autorité délégante, le Délégataire et l'Autorité délégante s'informent, sans délai, de toute contestation par l'administration fiscale liée à l'exécution du présent contrat afin qu'ils examinent ensemble le bien-fondé de l'analyse de l'administration fiscale, les éléments d'information à produire et, le cas échéant, les voies de défense.* »

L'intitulé de l'article Article 38.3 CET devient « *Article 38.4 CET* », les termes de l'article restent inchangés.

L'intitulé de l'article Article 38.4 devient « *Article 38.5 Taxe sur les salaires* », l'article est supprimé et remplacé par : « *La rémunération du délégataire étant soumise à TVA à compter du 1er janvier 2021, le délégataire n'est pas redevable de la taxe sur les salaires au titre des années 2022 à 2024. La taxe sur les salaires 2021 liquidée en janvier 2022 est incluse dans le Compte d'Exploitation Prévisionnel. Le Délégataire fera toutes les diligences nécessaires auprès de l'administration pour obtenir l'application du Rapport d'assujettissement N pour déterminer sa taxe sur les salaires 2021. Cette tolérance étant soumise à l'accord préalable de l'administration si l'accord est obtenu la différence entre le montant de la taxe sur les salaires inclus dans le compte d'exploitation prévisionnel et celui réellement acquitté par le Délégataire sera remboursée à l'Autorité Organisatrice au plus tard en février 2022.* »

L'intitulé de l'article Article 38.5 devient « *Article 38.6 CICE* », les termes de l'article restent inchangés.

En sa qualité d'exploitant fiscal du service, l'Autorité délégante supportera tous les rappels d'impôts et taxes devenus exigibles en droits, pénalités et intérêts.

L'article 36.1 relatif au règlement de la contribution financière forfaitaire – CFF – est modifié. Ainsi la CFF est placée dans le champ de la TVA.

Année N	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	TOTAL
Suppression taxe sur les salaires	-	-	-	-	-98 252,85	-63 233,16	**-161 486,01**
Hausse de la CVAE	-	-	-	-	26 000,00	17 333,33	**43 333,33**
Impact financier sur la FCN	-	-	-	-	-72 252,85	-45 899,83	**-118 152,67**

=> L'impact financier sur la contribution financière et forfaitaire est réduite à -118 152,67 €

Partie 4 - Mises à jour d'articles de la convention et de certaines annexes

Article 12 : CICE

Les charges d'exploitation prévisionnelles étaient diminuées du montant annuel estimé du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) prévu par l'article 244 quater C du Code Général des Impôts en vigueur à la date de signature de la présente Convention.

A partir du 1er janvier 2019, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est supprimé et remplacé par un allègement des charges sociales employeurs.

En application de l'article 38.5 de la convention de délégation de service public, à compter du 1er janvier 2019, les charges prévisionnelles sont automatiquement augmentées du CICE initialement estimé, pour chaque année restant à courir jusqu'à l'expiration du contrat.

L'abaissement de 6 points des cotisations sociales d'assurance maladie sera automatiquement répercuté sur le Forfait de charges puisque les paramètres (coût du travail) des indices salaires de la clause d'indexation tiennent compte des charges patronales.

Du fait de la substitution législative du CICE par un mécanisme alternatif de baisse de charges d'exploitation (loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 (loi de finances pour 2018) qui se répercute dans la baisse des charges d'allocations familiales visées au compte d'exploitation prévisionnel de la Convention, il convient conformément à l'article 38.5 de la convention de redresser la CFF.

=> L'impact financier sur la contribution financière et forfaitaire est de 345 237,20 € sur la durée du contrat

Article 13 : Les conséquences sur le Forfait de charges

Les ajustements apportés sur le programme pluriannuel d'investissement (annexe A de l'avenant), sur le compte d'exploitation prévisionnel (annexe F du présent avenant) et sur les inventaires (annexes C-1 et C-2 de l'avenant) apportent des modifications sur le niveau de Forfait de Charges :

Le tableau de l'article 32.1 du contrat initial est donc modifié comme suit :

Du 01/09/2018 au 31/12/2020

Année N	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
CFF N € HT	2 359 331	6 094 623	6 174 148			
Avenant 1	-	-	-20 992			
CFF N €HT actualisée	2 359 331	6 094 623	6 153 156	-	-	-

Du 01/01/2021 au 31/08/2023

Année N	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023
FC N €HT				7 203 578	7 241 064	4 651 931
Avenant 1				-235 253	-310 005	-205 712
FC N €HT actualisé	-	-	-	6 968 325	6 931 059	4 446 219

Dans l'article 36.1, le premier paragraphe est substitué par « *Le Forfait de Charges (FC) annuel est versé par acomptes trimestriels, égaux chacun à 1/4 du montant total de l'exercice concerné.* ». La dénomination Contribution financière forfaitaire est remplacée par le terme Forfait de charge. Cette disposition s'appliquera à compter du 1er janvier 2021.

Article 14 : Modification de la raison sociale du délégataire

Pour renforcer l'image de Transdev et la qualité de service associée, il est décidé de regrouper les activités sous une marque unique Transdev Bourgogne-Franche-Comté. La dénomination sociale des filiales Transdev a donc changé afin qu'elles soient directement associées au Groupe Transdev. Ainsi lors de l'assemblée générale du 15 mai 2019, la société Auxerrois Mobilités est devenue TRANSDEV AUXERROIS.

L'article 5 ainsi que l'ensemble des articles du contrat initial reprenant le nom de la société « Auxerrois mobilités » sont modifiés afin d'intégrer le nouveau nom de la société dédiée : « Transdev Auxerrois »

Article 15 : Mise à jour des annexes du contrat initial

- 15.1 – Annexe 1 – CONSISTANCE DU SERVICE

La mise à jour tient compte des évolutions de l'offre. L'annexe D du présent avenant se substitue à l'annexe 1.

- 15.2 – Annexe 2 – INVENTAIRE « A » (Biens mis à disposition par l'autorité organisatrice)

La mise à jour tient compte des évolutions du service. L'annexe C-1 du présent avenant se substitue à l'annexe 2.

- 15.3 – Annexe 3 – INVENTAIRE « B » (Biens mis à disposition par le délégataire)

La mise à jour tient compte des évolutions du service. L'annexe C-2 du présent avenant se substitue à l'annexe 2.

- 15.4 – Annexe 4 – PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Au regard des ajustements opérés sur les éléments du PPI, l'annexe A du présent avenant vient se substituer à l'annexe 4.

- 15.5 – Annexe 5 – GRILLE TARIFAIRE

La mise à jour tient compte des évolutions du service conformément à l'article 4 du présent avenant. L'annexe E du présent avenant se substitue à l'annexe 5.

- 15.6 – Annexe 8 – COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Conformément aux dispositions de l'article 12 et aux évolutions de l'offre et du service, il convient

de mettre à jour l'annexe correspondante. L'annexe F du présent avenant se substitue à l'annexe 8.

- 15.6 – Annexe 9 – BILLETIQUE

L'annexe initiale est substituée par l'annexe I du présent avenant.

- 15.7 – Annexe 10 – SOUS TRAITANCE

Cette annexe 10 n'avait pas été complétée lors de la conclusion de la DSP. L'annexe C-3 « Inventaire C – Biens mis à disposition par les sous-traitants » vient se substituer à l'annexe 10.

- 15.8 – Annexe 12– SIGNALISATION DES ARRETS, LISTE DES ABRIS VOYAGEURS ET POINTS D'ARRETS

L'annexe 12 de la DSP est supprimée considérant que ces données sont très évolutives et qu'elles ne peuvent se régler par voie d'avenant.

- 15.9 – Annexe 13 – CHARTE GRAPHIQUE

L'annexe initiale est substituée par l'annexe B du présent avenant.

- 15.10 – Annexe 18 – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

L'annexe 18 de la DSP est substitué par l'annexe G du présent avenant.

- 15.11 – Annexe 20 – LISTE DES REVENDEURS DE TITRES DE TRANSPORTS

L'annexe 20 est supprimée car elle peut être modifiée à tout moment et n'a pas de valeur contractuelle.

- 15.12 – Annexe 21 – PLAN DE COMMUNICATION DETAILLE ET CHIFFRE

L'annexe 21 est remplacée par l'annexe H du présent avenant.

Article 16 : Entrée en vigueur – Effet de l'avenant

Le présent avenant entre en vigueur à la signature du présent avenant.

Toutes les autres clauses de la DSP non modifiées par le présent avenant restent applicables

Fait à Auxerre en deux exemplaires, le .

Pour l'Autorité Organisatrice	Pour le Délégataire
Le Président de la COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS	**La Gérante de TRANSDEV AUXERROIS**

ANNEXE A – PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

Plan pluriannuel d'investissement en quantité	Catégorie de biens	unité	Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3	Exercice 4	Exercice 5	Exercice 6	Total
Renouvellement									
Matériel roulant									
Bus standard	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	nb	*4,00*	*0,00*	*2,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	6,00
Midibus		nb							0,00
Minibus	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	nb	*2,00*						2,00
Bus articulé		nb							0,00
Autocar		nb							0,00
Minicar		nb							0,00
Véhicule léger		nb							0,00
Autre véhicule		nb							0,00
Eléments fixes du réseau/Dépôts									
		nb							0,00
		nb							0,00
Outils systèmes									
		nb							0,00
		nb							0,00
Acquisition									
Matériel roulant									
Bus standard		nb							0,00
Midibus		nb							0,00
Minibus		nb							0,00
Bus articulé		nb							0,00
Autocar		nb							0,00
Minicar		nb							0,00
Véhicule léger		nb							0,00
Autre véhicule		nb							0,00
Eléments fixes du réseau/Dépôts									
		nb							0,00
		nb							0,00
Outils systèmes									
		nb							0,00
		nb							0,00

Plan pluriannuel d'investissement en montant		unité	Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3	Exercice 4	Exercice 5	Exercice 6	Total
Renouvellement									
Matériel roulant									
Bus standard	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*857,20*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	857,20
Midibus		K€							0,00
Minibus	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*350,00*						350,00
Bus articulé		K€							0,00
Autocar		K€							0,00
Minicar		K€							0,00
Véhicule léger		K€							0,00
Autre véhicule		K€							0,00
Eléments fixes du réseau/Dépôts									
		K€							0,00
		K€							0,00
Outils systèmes									
		K€							0,00
		K€							0,00
Acquisition									
Matériel roulant									
Bus standard		K€							0,00
Midibus		K€							0,00
Minibus		K€							0,00
Bus articulé		K€							0,00
Autocar		K€							0,00
Minicar		K€							0,00
Véhicule léger		K€							0,00
Autre véhicule		K€							0,00
Eléments fixes du réseau/Dépôts									
Borne dépôt éclectrique	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*5*						5,20
Vélos et accessoires	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*126*						125,94
Equipements Maison de la Mobilité	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*20*						20,00
Outils systèmes									
Boitiers on board	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Matériels	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*3,60*	*8,00*	*2,40*	*3,40*	*2,40*	*0,50*	20,30
Refonte site internet + Opendata	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00
SAE Hanover Navette CV	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*10,71*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	10,71
BIV	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00
Gestion SIV+2 Panneaux (gare routière)	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00
Opticall	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*15,93*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	15,93
Conducteur connecté	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00
Autres (Mticket,pub.données google,crystal…)	*Biens de reprise acquis en cours de concession*	K€	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	0,00

ANNEXE B – CHARTE GRAPHIQUE



4août

Logotype

leo) vous transporte)

leo
) vous transporte)

6,7 mm
29 mm

9,6 mm
15 mm

Version horizontale

Version verticale

4août

Couleur



Pantone 7426

C 0 | M 100 | J 45 | N 12

R 208 | V 0 | B 78

4août

Typographie

La typographie « Miriam Libre » est gratuite et sera utilisée pour tous les supports de communication.

Miriam Libre

Regular

Bold

A B C D E F G H I
J K L M N O P Q R
S T U V W X Y Z
a b c d e f g h i j k l m
n o p q r s t u v w x y z
0 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Zone de protection

La zone de protection autour du logotype est destinée à protéger sa visibilité et sa lisibilité. Cette zone est égale à la largeur de l'arc de cercle extérieur de la lettre O du logo. Aucun élément graphique (logo, titre, objet, écriture, etc.) ne doit apparaître dans cet espace.



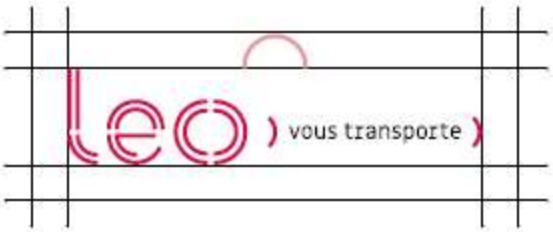
Zone de protection du logotype à respecter



4août

Zone de protection

La zone de protection autour du logotype est destinée à protéger sa visibilité et sa lisibilité. Cette zone est égale à la largeur de l'arc de cercle extérieur de la lettre O du logo. Aucun élément graphique (logo, titre, objet, écriture, etc.) ne doit apparaître dans cet espace.



Zone de protection du logotype à respecter



août

Adossement avec le logo de la Communauté de l'Auxerrois







août

Adossement avec le logo de la Communauté de l'Auxerrois







Exemple de courrier type A4



ANNEXE C-1
INVENTAIRE « A » BIENS MIS A DISPOSITION PAR L'AUTORITE DELEGUANTE

L'annexe 2 du contrat initial est remplacé.

- 14 véhicules détaillé ci-dessous :

	Descriptif du véhicule				Données comptables et financières												Données techniques								
N°	Immatriculation	Marque	Modèle	Type de véhicule	Date d'achat du véhicule	Date d'entrée dans le parc sur la durée du contrat	Date de sortie du parc sur la durée du contrat	Mise à disposition	Valeur d'achat	Valeur nette comptable à la date d'entrée	Valeur résiduelle à la date de sortie	Durée résiduelle d'amortissement à la date d'entrée	Taux de financement	Loyer annuel	Ré-emploi	Date de première mise en circulation	Nombre de places	Kilométrage du véhicule à la date d'entrée	Fonction (ligne/réserve)	Norme Euro	Air conditionné/ Réfrigéré	Girouette électronique, GPS, etc.	Type d'énegie (gazoil, GPL, electricité, etc)	Livrée	Accessibilité PMR
						01/09/2018	31/08/2023																		
					mm-aa	jj-mm-aa	jj-mm-aa		€	€	€	an	%	€	%	jj-mm-aa	nb	km							
Mis à disposition par l'Autorité Organisatrice														Loyer moyen sur la durée de la DSP											
A22	BS-234-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-déc.-20		45 058							28-juil.-11	90	345 810	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A23	BS-285-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-août-23		45 058							28-juil.-11	90	303 968	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A24	BS-264-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-déc.-20		45 058							28-juil.-11	90	346 697	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A25	BS-313-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-août-23		45 058							28-juil.-11	90	345 094	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A26	BS-303-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-août-23		45 058							28-juil.-11	90	355 293	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A27	BS-327-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-août-23		45 058							28-juil.-11	90	370 877	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A28	BS-340-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-déc.-19		45 058							28-juil.-11	90	357 298	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
	BS-340-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-janv.-20	31-août-23									28-juil.-11	90	387 790	Réserve	5	N	O	GO	CA	oui
A29	BS-348-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-août-23		45 058							28-juil.-11	90	387 790	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A30	BS-356-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-août-23		45 058							28-juil.-11	90	360 499	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A31	BS-336-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-sept.-18	31-déc.-19		45 058							28-juil.-11	90	398 450	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
	BS-336-DK	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	juil.-11	01-janv.-20	31-août-23									28-juil.-11	90	122 401	Réserve	5	N	O	GO	CA	oui
A32	BT-069-JH	IVECO	DAILY	Minibus	août-11	01-sept.-18	31-août-23		10 689							31-août-11	23	122 401	Ligne	5	N	O	GO	CA	oui
A33	Neuf	Hydrogène	Hydrogène	Bus standard	sept.-19	01-janv.-20	31-août-23									01-sept.-19	70	0	Ligne	H2	O	O	H2	CA	oui
A34	Neuf	Hydrogène	Hydrogène	Bus standard	sept.-19	01-janv.-20	31-août-23									01-sept.-19	70	0	Ligne	H2	O	O	H2	CA	oui
A35	Neuf	Hydrogène	Hydrogène	Bus standard	sept.-19	01-janv.-20	31-août-23									01-sept.-19	70	0	Ligne	H2	O	O	H2	CA	oui
A36	Neuf	Hydrogène	Hydrogène	Bus standard	sept.-19	01-janv.-20	31-août-23									01-sept.-19	70	0	Ligne	H2	O	O	H2	CA	oui
A37	Neuf	Hydrogène	Hydrogène	Bus standard	sept.-19	01-janv.-20	31-août-23									01-sept.-19	70	0	Réserve	H2	O	O	H2	CA	oui
A38	BJ-038-RT	CITROEN	JUMPER	Véhicule léger	mars-11	01-sept.-18	01-sept.-18		1							02-mars-11									
A39	BK-873-WG	CITROEN	JUMPER	Véhicule léger	mars-11	01-sept.-18	01-sept.-18		1							24-mars-11									
A40	BP-058-GZ	VOLKSWAGEN	CRAFTER	Véhicule léger	sept.-08	01-sept.-18	01-sept.-18		1							08-sept.-08									
A41																									
A42																									
A43																									
A44																									
A45																									
A46																									
A47																									
A48																									
A49																									

- 1 agence commerciale : la Maison des Mobilités au 10, Place de l’Hôtel de Ville ;

- matériels du système billettique et du SAEIV :

  75 Cartes Sim Orange,
  69 Tablette Galaxy Tab Active,
  32 Câbles d'alimentation Imprimante,
  2 Imprimante EVOLIS
  6 Smartphones Android XCOVER 4 de Samsung
  73 Autocollants personnalisés,
  75 Câble d'alimentation en Y long (smartphone et valideur),
  47 Lecteur RFID A,
  73 Socle Valideur,
  33 Support Imprimante,
  10 Support véhicule pour tablette (Cellularline),
  6 Clips ceinture,
  6 Coques de protection XCOVER 4,
  26 Dongle RS232 Bluetooth,
  33 Imprimante Bluetooth BIXOLON,
  26 Lecteur RFID A/B/B',
  62 Support tablette Brodit.

ANNEXE C-2
INVENTAIRE « B » BIENS MIS A DISPOSITION PAR LE DELEGATAIRE

	Descriptif du véhicule				Données comptables et financières												Données techniques								
N°	Immatriculation	Marque	Modèle	Type de véhicule	Date d'achat du véhicule	Date d'entrée dans le parc sur la durée du contrat	Date de sortie du parc sur la durée du contrat	Mise à disposition	Valeur d'achat	Valeur nette comptable à la date d'entrée	Valeur résiduelle à la date de sortie	Durée résiduelle d'amortissement à la date d'entrée	Taux de financement	Loyer annuel	Ré-emploi	Date de première mise en circulation	Nombre de places	Kilométrage du véhicule à la date d'entrée	Fonction (ligne/réserve)	Norme Euro	Air conditionné/Réfrigéré	Girouette électronique, GPS, etc.	Type d'énegie (gazoil, GPL, electricité, etc)	Livrée	Accessibilité PMR
					mm-aa	01/09/2018 jj-mm-aa	31/08/2023 jj-mm-aa		€	€	€	an	%	€	%	jj-mm-aa	nb	km							
Mis à disposition par le délégataire														Loyer moyen sur la durée de la DSP											
A1	Neuf			Bus standard	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	214 300		122 544			22 318		01-sept.-18	90	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A2	Neuf			Bus standard	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	214 300		122 544			22 318		01-sept.-18	90	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A3	Neuf			Bus standard	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	214 300		122 544			22 318		01-sept.-18	90	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A4	Neuf			Bus standard	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	214 300		122 544			22 318		01-sept.-18	90	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A5	Neuf	Boloré	BlueBus	Minibus	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	175 000		31 639			30 703		01-sept.-18	22	0	Ligne	6	O	O	Electrique	CA	oui
A6	Neuf	Boloré	BlueBus	Minibus	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	175 000		31 639			30 703		01-sept.-18	22	0	Ligne	6	O	O	Electrique	CA	oui
A7	7483TM89	IRISBUS	CITELIS	Bus standard	nov.-08	01-sept.-18	31-déc.-20	Crédit Bail / Location	207 689		-			3 803		25-nov.-08	90	424 391	Réserve	4	N	O	GO	CA	oui
A8	1636TN89	IRISBUS	CITELIS	Bus standard	janv.-09	01-sept.-18	31-déc.-20	Crédit Bail / Location	205 189		-			3 769		09-janv.-09	90	389 747	Réserve	EEV	N	O	GO	CA	oui
A9	DC-402-ND	HEULIEZ	GX 327	Bus standard	janv.-14	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	213 250		55 297			21 290		28-janv.-14	90	185 732	Ligne	EEV	N	O	GO	CA	oui
A10	DN-600-YG	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	233 880		58 470			23 327		10-févr.-15	90	160 134	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A11	DP-933-ET	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	233 880		58 470			23 327		20-févr.-15	90	170 348	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A12	DP-395-EV	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	233 880		58 470			23 327		20-févr.-15	90	165 116	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A13	DP-087-EV	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	233 880		58 470			23 327		20-févr.-15	90	159 091	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A14	DP-232-EV	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	233 880		58 470			23 327		20-févr.-15	90	172 396	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A15	DP-304-HR	HEULIEZ	GX 137 L	Midibus	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	222 040		48 849			22 515		25-févr.-15	70	156 578	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A16	DP-453-HR	HEULIEZ	GX 337	Bus standard	févr.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	233 880		58 470			23 327		25-févr.-15	90	179 509	Ligne	6	N	O	GO	CA	oui
A17	Neuf		TPMR	Véhicule léger	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	54 019		-			7 200		01-sept.-18	8	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A18	Neuf		TAD	Véhicule léger	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	54 019		-			7 200		01-sept.-18	8	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A19	Neuf		TAD	Véhicule léger	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	54 696		-			7 200		01-sept.-18	8	0	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A20	DS-606-MZ	INTEGRALIA	IN URBAN	Minibus	juin-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	107 853		1			10 410		19-juin-15	20	103 544	Ligne	6	O	O	GO	CA	oui
A21	DS-640-MZ	INTEGRALIA	IN URBAN	Minibus	juin-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	107 853		1			13 974		19-juin-15	20	105 226	Réserve	6	O	O	GO	CA	oui

ANNEXE C-3
INVENTAIRE « C » BIENS MIS A DISPOSITION PAR LES SOUS TRAITANT

	Descriptif du véhicule				Données comptables et financières											Données techniques							
N°	Immatriculation	Marque	Modèle	Type de véhicule	Date d'achat du véhicule	Date d'entrée dans le parc sur la durée du contrat	Date de sortie du parc sur la durée du contrat	Mise à disposition	Valeur d'achat	Valeur nette comptable à la date d'entrée	Valeur résiduelle à la date de sortie	Durée résiduelle d'amortissement à la date d'entrée	Taux de financement	Loyer annuel	Ré-emploi	Date de première mise en circulation	Nombre de places	Kilométrage du véhicule à la date d'entrée	Fonction (ligne/réserve)	Norme Euro	Air conditionné/Réfrigéré	Girouette électronique, GPS, etc.	Type d'énegie (gazoil, GPL, electricité, etc)	Livrée	Accessibilité PMR
					mm-aa	01/09/2018 jj-mm-aa	31/08/2023 jj-mm-aa		€	€	€	an	%	€	%	jj-mm-aa	nb	km							
Mis à disposition par des sous-traitants																									
B1	DP-064-XX	IVECO	CROSSWAY	Autocar	mars-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	150 000					14 440	0	18-mars-15	59		Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	Gazoil	néant - blanc	non
B2	DW-858-BR	IVECO	CROSSWAY	Autocar	sept.-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	150 000					14 440	0	28-sept.-15	65		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	Gazoil	néant - blanc	non
B3	BW-358-SX	IRISBUS	RECREO	Autocar	oct.-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	150 000					14 440	0	22-oct.-11	64		Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	Gazoil	néant - blanc	non
B4	DP-741-PD	IVECO	CROSSWAY	Autocar	mars-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						27 718	0,05	05-mars-15	63	115 413	Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B5	BT-905-EY	MAN CARRIER	STARTER	Autocar	août-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						21 713	0,05	26-août-11	63	231 074	Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	cresson	non
B6	BS-835-XS	MAN CARRIER	STARTER	Autocar	août-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						21 996	0,15	26-août-11	59	203 700	Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	cresson	non
B7	BS-644-MF	MAN CARRIER	STARTER	Autocar	août-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						21 713	0,1	05-août-11	59	220 870	Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	cresson	non
B8	EF-027-BD	MAN	LION'S INTERCITY	Autocar	sept.-16	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						24 520	0,15	07-sept.-16	59	76 000	Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B9	DP-303-PD	IVECO	CROSSWAY	Autocar	mars-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						27 718	0,1	05-mars-15	63	113 600	Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B10	DV-033-EX	IVECO	CROSSWAY	Autocar	août-15	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						27 569	0,15	25-août-15	63	66 000	Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B11	DZ-176-HR	MAN	LION'S INTERCITY	Autocar	févr.-16	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location							0,15	01-févr.-16	55	64 000	Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B12	BT-205-EZ	MAN CARRIER	STARTER	Autocar	août-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location						21 944	0,4	05-août-11	63	241 000	Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	cresson	non
B13	26118	IVECO	CROSSWAY	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		76 565			11 930	0	01-déc.-17	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B14	26115	IVECO	CROSSWAY	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		76 286			11 930	0	01-déc.-17	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B15	26116	IVECO	CROSSWAY	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		76 583			11 930	0	01-déc.-17	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B16	AC-520-YA	IRISBUS	RECREO	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	135 956		-			9 996	0	18-sept.-09	63		Ligne	EEV	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B17	BI1805187	IVECO	CROSSWAY	Autocar	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		88 749			11 930	0	01-sept.-18	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B18	BI1805190	IVECO	CROSSWAY	Autocar	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		88 749			11 930	0	01-sept.-18	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B19	26113	IVECO	CROSSWAY	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		76 583			11 930	0	01-déc.-17	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B20	BI1805192	IVECO	CROSSWAY	Autocar	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		88 749			11 930	0	01-sept.-18	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B21	26114	IVECO	CROSSWAY	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		76 583			11 930	0	01-déc.-17	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B22	AC-309-LS	IRISBUS	CROSSWAY	Autocar	août-09	01-sept.-18	31-août-23		175 249	16 036	-			-	0	19-août-09	61		Ligne	4	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B23	AB-620-WH	IRISBUS	CROSSWAY	Autocar	juil.-09	01-sept.-18	31-août-23		175 249	12 387	-			-	0	09-juil.-09	61		Ligne	4	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B24	AC-811-ZC	IRISBUS	CROSSWAY	Autocar	sept.-09	01-sept.-18	31-août-23		176 422	16 531	-			-	0	22-sept.-09	58		Ligne	4	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B25	BW-729-LL	IRISBUS	RECREO	Autocar	oct.-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	129 056		756			10 790	0	17-oct.-11	59		Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B26	BI1805191	IVECO	CROSSWAY	Autocar	sept.-18	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		88 749			11 930	0	01-sept.-18	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B27	AC-563-ZD	IRISBUS	RECREO	Autocar	sept.-09	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	135 956		-			10 960	0	22-sept.-09	63		Ligne	EEV	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B28	26117	IVECO	CROSSWAY	Autocar	déc.-17	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	131 000		76 583			11 930	0	01-déc.-17	63		Ligne	6	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B29	BW-378-LL	IRISBUS	RECREO	Autocar	oct.-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	129 056		756			10 790	0	17-oct.-11	59		Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B30	BW-037-LM	IRISBUS	RECREO	Autocar	oct.-11	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	129 056		756			10 790	0,5	17-oct.-11	59		Ligne	5	NON	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non
B31	EE-134-EJ	IVECO	CROSSWAY	Autocar	juil.-16	01-sept.-18	31-août-23	Crédit Bail / Location	169 327		63 873			16 942	0,5	26-juil.-16	59		Ligne	6	Conditionné	Oui avec SAEIV	gasoil	blanc	non

ANNEXE D – CONSISTANCE DU SERVICE

L'annexe 1 du contrat initial est remplacé.

- **Service public de transport de personnes**

✓ <u>Réseau urbain :</u>

- 1 navette de centre-ville toutes les 15 minutes de 8h à 19h du lundi au samedi,
- 1 ligne régulière toutes les 15 minutes de 6h à 21h du lundi au vendredi (toutes les 30 minutes le samedi et les grandes vacances et toutes les 1h de 9h à 21h les dimanches et jours fériés sauf 1er mai),
- 2 lignes régulières toutes les 20 minutes de 6h à 21h du lundi au vendredi (toutes les 30 minutes le samedi et les grandes vacances et toutes les 2h de 10h à 20h les dimanches et jours fériés sauf 1er mai),
- 3 lignes régulières toutes les 40 minutes de 6h à 19h du lundi au vendredi (toutes les 80 minutes le samedi et les grandes vacances),
- 1 ligne régulière toute les 1h de 6h à 19h du lundi au vendredi (toutes les 2h le samedi et les grandes vacances),
- 4 lignes scolaires avec un aller et un retour par jour du lundi au vendredi hors vacances scolaires.

✓ <u>Réseau périurbain :</u>

- 42 lignes scolaires avec un aller et un retour par jour du lundi au vendredi hors vacances scolaires,
- 1 service de transport à la demande, zonal en rabattement vers Auxerre avec 3 allers et 3 retours du lundi au samedi toute l'année ;

- **Service public de location de bicyclettes**

- 15 trottinettes électriques,
- 60 vélos à assistance électrique,
- 25 vélos classiques.

ANNEXE E – GRILLE TARIFAIRE

L'annexe 5 du contrat initial est remplacé :

Annexe 5.1 - Service de transport de personne

Titre	*Prix TTC*	*Prix HT*
Ticket à l'unité (au sol)	1.30 €	1.18 €
Carte 10 tickets	11.00 €	10.00 €
Abonnement mensuel	30.00 €	27.27 €
Abonnement annuel	300.00 €	272.73 €
Carnet 10 tickets (CMU-C)	5.50 €	5.00 €
Abonnement mensuel (CMU-C)	15.00 €	13.64 €
Annuel Moins de 18 ans (hors TAD)	85.00 €	77.27 €
Mensuel Moins de 26 ans	20.00 €	18.18 €
Annuel Moins de 26 ans	160.00 €	145.45 €
Ticket à l'unité (JDM)	1.00 €	0.91 €
Ticket collectif	0.60 €	0.55 €
Ticket à l'unité (à bord)	1.50 €	1.36 €
Carte billettique anonyme	1.00 €	0.91 €
Duplicata de carte billettique nominative	15.00 €	13.64 €

Annexe 5.2 – Service de location de bicyclettes

Tarif	*Vélo classique TTC*	*Vélo classique HT*	*Trottinette électrique TTC*	*Trottinette électrique HT*	*Vélo à assistance électrique TTC*	*Vélo à assistance électrique HT*
Offre découverte (1 semaine)	5 €	4.17 €	10 €	8.33 €	15 €	12.50 €
1 mois	10 €	8.33 €	20 €	16.67 €	25 €	20.83 €
1 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	5 €	4.17 €	15 €	12.50 €	15 €	12.50 €
3 mois	20 €	16.67 €	40 €	33.33 €	70 €	58.33 €
3 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	15 €	12.50 €	30 €	25 €	50 €	41.67 €
6 mois	40 €	33.33 €	70 €	58.33 €	125 €	104.17 €
6 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	30 €	25 €	50 €	41.67 €	90 €	75 €
9 mois	60 €	50 €	100 €	83.33 €	180 €	150 €
9 mois réduit (moins de 26 ans ou abonnés annuels)	40 €	33.33 €	70 €	58.33 €	120 €	100 €
1 an	70 €	58.33 €	120 €	100 €	200 €	166.67 €
1 an réduit (Moins de 26 ans ou abonnés annuels)	50 €	41.67 €	85 €	70.83 €	140 €	116.67 €
Location de siège bébé	3 € TTC					

ANNEXE F – COMPTE D EXPLOITATION PRÉVISIONNEL

L’annexe 8 du contrat initial est remplacé :

Compte d'exploitation previsionnel	*unité*	Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3	Exercice 4	Exercice 5	Exercice 6	Total	Moy.
Recettes d'exploitation	***K€HT***	**2 741,74**	**7 194,99**	**7 233,52**	**6 968,32**	**6 931,06**	**4 446,22**	**35 515,86**	**7 103,17**
Recettes tarifaires	*K€HT*	358,79	1 029,30	1 008,53	1 011,90	1 015,86	662,11	5 086,49	1 017,30
Recettes annexes	*K€HT*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A détailler	*K€HT*	0,00	0,00	0,00				0,00	0,00
A détailler	*K€HT*	0,00	0,00	0,00				0,00	0,00
A détailler	*K€HT*	0,00	0,00	0,00				0,00	0,00
Contribution financière forfaitaire (	*K€HT*	2 359,33	6 094,62	6 153,16	5 883,48	5 841,15	3 734,26	30 066,00	6 013,20
Recettes publicitaires	*K€HT*	18,50	55,50	55,50	55,50	55,50	37,00	277,50	55,50
Recettes location de vélos	*K€HT*	2,54	7,81	8,58	9,69	10,79	7,69	47,10	9,42
Autres recettes	*K€HT*	2,58	7,75	7,75	7,75	7,75	5,17	38,77	7,75
Recettes Fraudes	*K€HT*	0,67	2,00	2,00	2,00	2,00	1,33	10,00	2,00
Services Occasionnels	*K€HT*	0,96	2,89	2,89	2,89	2,89	1,93	14,47	2,89
Divers	*K€HT*	0,95	2,86	2,86	2,86	2,86	1,91	14,30	2,86
Charges d'exploitation	***K€HT***	**2 741,74**	**7 194,99**	**7 233,52**	**6 968,32**	**6 931,06**	**4 446,22**	**35 515,86**	**7 103,17**
Charges directes transports	*K€HT*	**2 025,96**	**5 420,31**	**5 478,45**	**5 205,67**	**5 242,56**	**3 315,86**	**26 688,81**	**5 337,76**
Personnel de conduite	*K€HT*	512,71	1 482,37	1 416,91	1 413,06	1 408,61	900,74	7 134,40	1 426,88
Frais kilométriques	*K€HT*	158,53	356,85	462,62	333,11	334,73	213,62	1 859,46	371,89
Entretien maintenance des véhic	*K€HT*	147,52	385,68	468,49	353,07	393,40	223,41	1 971,58	394,32
Sous-traitance transports de voy	*K€HT*	988,81	2 683,65	2 635,10	2 612,45	2 611,84	1 645,66	13 177,52	2 635,50
Charges spécifiques au service v	*K€HT*	27,24	59,71	57,61	54,21	54,21	39,25	292,22	58,44
Coût de mise à disposition du mc	*K€HT*	191,14	452,05	437,72	439,77	439,77	293,18	2 253,63	450,73
Autres charges d'exploitation	*K€HT*	**715,78**	**1 774,68**	**1 755,08**	**1 762,65**	**1 688,50**	**1 130,35**	**8 827,05**	**1 765,41**
Personnel hors conduite	*K€HT*	205,08	615,26	611,83	614,15	614,22	409,17	3 069,70	613,94
Charges relatives aux éléments f	*K€HT*	57,87	173,60	173,60	173,60	173,60	115,74	868,01	173,60
Frais commerciaux et marketing	*K€HT*	144,67	115,31	18,39	82,17	76,17	43,64	480,35	96,07
Frais généraux	*K€HT*	204,73	595,46	522,10	545,25	548,17	378,38	2 794,10	558,82
Impôts et taxes	*K€HT*	46,88	121,72	265,07	186,75	111,57	73,23	805,22	161,04
Marges et aléas	*K€HT*	56,56	153,32	164,08	160,74	164,77	110,20	809,66	161,93
Résultat avant IS	***K€HT***	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
								0 %	0 %

Montant de l'engagement de recettes (€ HT)

L'impact de l'avenant 1 sur les recettes tarifaires de l'année 2019 a été intégré dans les recettes tarifaires 2020

Afin de dissocier les recettes tarifaires de chaque année, le tableau ci-dessous est retenu pour le calcul de l'intéressement commercial

	Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3	Exercice 4	Exercice 5	Exercice 6	TOTAL
Recettes tarifaires	358 790	1 029 297	1 038 227	1 041 780	1 045 948	681 759	**5 195 801**
Avenant 1	-	-	-29 696	-29 879	-30 087	-19 649	**-109 312**
Recettes tarifaires actualisées	358 790	1 029 297	1 008 531	1 011 901	1 015 861	662 109	**5 086 489**

Les kilomètres

Les kilomètres commerciaux

Kilomètres commerciaux	unité	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Avenant 1	***km***	**510 945**	**1 392 366**	**1 347 034**	**1 337 991**	**1 348 632**	**862 839**	**6 799 808**
Avenant 1	dont km LR bus standard	355 261	978 174	928 276	926 941	931 023	602 150	4 721 826
	dont km LR minibus ou midibus	2 541	6 316	6 280	6 316	6 353	3 884	31 690
	dont km navette centre ville	23 052	71 705	71 896	71 660	72 133	47 537	357 982
	dont km TAD minibus	24 197	74 042	75 523	77 034	78 574	52 383	381 753
	dont LPU sous-traitées sans véhicule	105 894	262 129	265 059	256 040	260 550	156 886	1 306 558
Contrat initial	***km***	**508 221**	**1 411 951**	**1 423 150**	**1 412 857**	**1 426 299**	**903 981**	**7 086 458**
Contrat initial	dont km LR bus standard	354 483	1 003 091	1 006 675	1 004 317	1 011 136	645 005	5 024 706
	dont km LR minibus ou midibus	595	1 488	1 479	1 471	1 496	901	7 429
	dont km navette centre ville	23 052	68 478	68 704	68 478	68 930	45 426	343 068
	dont km TAD minibus	24 197	74 042	75 523	77 034	78 574	52 383	381 753
	dont LPU sous-traitées sans véhicule	105 894	264 853	270 769	261 557	266 163	160 266	1 329 502

ECART avenant 1	***GLOBAL***	**2 724**	**-19 585**	**-76 116**	**-74 865**	**-77 666**	**-41 142**	**-286 650**
	ecart sur lignes régulières - article 12.4.1	0,56 %	-1,46 %	-5,65 %	-5,60 %	-5,76 %	-4,83 %	-4,28 %
	ecart sur km global y compris TAD - art 33.1	0,54 %	-1,39 %	-5,35 %	-5,30 %	-5,45 %	-4,55 %	-4,05 %
	dont km LR bus standard	778	-24 916	-78 399	-77 376	-80 112	-42 855	-302 880
	dont km LR minibus ou midibus	1 946	4 829	4 801	4 846	4 857	2 983	24 261
	dont km navette centre ville	0	3 227	3 192	3 182	3 203	2 111	14 914
	dont km TAD minibus	0	0	0	0	0	0	0
	dont LPU sous-traitées sans véhicule	0	-2 724	-5 710	-5 517	-5 613	-3 380	-22 944

ANNEXE G – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE

L'annexe 18 du contrat initial est remplacé :

GARANTIE DE LA SOCIETE-MERE

Cet engagement est émis par **TRANSDEV SA**, société par action simplifiée au capital de 173.777.240 €, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 542 104 377, dont le siège social est situé 3 Allée de Grenelle, Immeuble CRYSTAL, 92130 Issy-Les-Moulineaux, représentée par Richard Dujardin, dûment habilité aux présentes

En faveur de :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois

Ci-après dénommée « **Le Bénéficiaire** »

ATTENDU QUE :

1. Par convention de délégation du service public (ci-après le « **Contrat** ») conclue pour une durée de 5 ans à compter du 1er septembre 2018 à zéro heure, le Bénéficiaire a confié la gestion et l'exploitation des services publics de transport de personnes et de location de bicyclettes sur le ressort territorial Communauté d'agglomération de l'Auxerrois à Auxerrois Mobilités (ci-après le « Délégataire »).

2. L'article 5 du Contrat prévoit que « *Le signataire Transdev SA s'engage en outre de façon irrévocable et inconditionnelle à demeurer parfaitement et entièrement solidaire des engagements qui incombent à la société dédiée Auxerrois Mobilités tout au long de l'exécution de la convention* »

3. Le présent engagement vise à définir les conditions dans lesquelles Le Garant, société mère du Délégataire, s'engage en faveur du bénéficiaire afin de garantir la bonne exécution des obligations souscrites.

1.- Engagement du Garant

En cas de défaillance du Délégataire, le Garant se porte caution solidaire, conformément aux articles 2288 et suivants du Code Civil, de l'exécution pleine et entière des obligations souscrites par le Délégataire en vertu du Contrat soit directement par voie de substitution soit indirectement par l'intermédiaire d'un tiers, dans les termes et conditions de celui-ci et sous le bénéfice de tous droits, moyens, exceptions ou réserves dont pourrait ou aurait pu bénéficier le Délégataire.

2. - Mise en jeu de la Garantie

En cas de défaillance du Délégataire telle que visée à l'article 1, sur demande écrite préalable notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par le Bénéficiaire au Garant et mentionnant les manquements du Délégataire, le Garant exécute ou prend toute mesure appropriée pour faire exécuter les obligations du Délégataire.
Il est expressément convenu que le présent engagement produira ses effets en toutes circonstances, y compris, et sans que ce qui suit ait un caractère limitatif, dans les cas de fusion, transformation ou

modification quelconque de l'actionnariat ou de la situation juridique du Garant, du Bénéficiaire ou du Délégataire.

3 – Obligations du Garant

Le Garant a le libre choix des moyens à mettre en œuvre pour exécuter sa garantie et peut, à son seul choix :

(i) soit faire le nécessaire pour que le Délégataire dispose des moyens lui permettant de satisfaire lui-même à ses obligations ;

(ii) soit assurer lui-même l'exécution du Contrat ;

Le Garant devra informer le Bénéficiaire par écrit des moyens mis en œuvre.

4.- Effets de la mise en jeu de la garantie

Les règlements et interventions du Garant sont libératoires pour le Délégataire qui ne peut plus se voir imputer de manquements pour des faits ou évènements auxquels le Garant a remédié.
Le Garant sera subrogé, à concurrence des montants décaissés en exécution de la présente garantie, dans les droits et actions du Bénéficiaire à l'égard du Délégataire.
Il sera subrogé, dans la même limite, aux droits et actions du Délégataire vis-à-vis du Bénéficiaire.

5. – Caractère accessoire de la Garantie

Il reste entendu qu'en aucune façon les responsabilités du Garant en cas de défaillance du Délégataire ne pourront excéder les responsabilités auxquelles le Délégataire s'est engagé dans le cadre du Contrat, et que le Garant disposera de l'ensemble des droits accordés au Délégataire en vertu du Contrat.

6. – Entrée en vigueur – Durée

Cette garantie entrera en vigueur à sa date de signature et expirera automatiquement à la date de fin normale ou anticipée du Contrat, et au plus tard le 31 aout 2023.
Passé cette date, la présente Garantie deviendra automatiquement caduque de sorte qu'aucune poursuite ne pourra plus être intentée contre le Garant au titre des présentes.

7. - Droit applicable et tribunal compétent

La Garantie est soumise au droit français. Tout litige relatif à la présente Garantie qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, sera tranché par le Tribunal compétent.

Fait à Issy les Moulineaux,
Le 8 septembre 2018

Le Garant
Transdev SA



Budget prévisionnel Projet Commercial - AO CA de l'Auxerrois (en € HT - constant)

Mise à jour : 09/04/2018

	Investissement 2018 (sept/déc.)	2018 Exercice 1	2019 Exercice 2	2020 Exercice 3	2021 Exercice 4	2022 Exercice 5	2023 Exercice 6
TOTAL CONNAISSANCE CLIENTS (études & enquêtes)	0	1 500	1 500	12 500	1 500	1 500	1 500
Enquête de satisfaction (réalisé par les élèves de l'IUT d'Auxerre)		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Enquête Fraude (1/an en lien avec l'AO)				11 000			
Atelier Mark&Ter' (Assistance Technique)				AT			
TOTAL DISTRIBUTION	0	2 500	1 000	1 000	1 000	1 000	500
Agence commerciale fixe : Maison de la Mobilité		2 500	1 000	1 000	1 000	1 000	500
TOTAL Marketing & Commercial	0	124 750	58 350	52 350	58 350	52 350	26 100
sous total - Information Voyageur Multimédia		non compris	non compris	non compris	non compris	non compris	non compris
à voir : en attente devis travaux							
sous total - Information Voyageur traditionnelle	0	39 150	24 150	19 650	24 150	19 650	5 750
Plan de réseau (frais de conception et d'impression en année 1, puis impression chaque année(et un m.à.j par an)	-	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	0
Fiches horaires par ligne (frais de conception et d'impression en année 1, puis impression ou m.à.j. + impression)	-						
Têtes de poteau (frais de conception et d'impression en année 1, puis une impression en CC)	-	5 000	500	500	500	500	0
Fonds de cadre abribus (frais de conception et d'impression en année 1)	-	0	3 000	0	3 000	0	3 000
Fonds poteau (frais de conception et d'impression en année 1, puis mà) + impression en CC) : renouvelé 1 fois	-	0	1 500	0	1 500	0	1 500
Guide des mobilités (frais de conception et d'impression en année 1, puis frais d'impression)	-	25 000	10 000	10 000	10 000	10 000	0
Signalétique dépositaire		150	150	150	150	150	0
Mise à jour information Maison de la Mobilité (affiches, vitrophanies,...)		2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	1 250
sous total - Publicité & Promotion du réseau	0	76 600	18 450	18 450	18 450	18 450	10 350
"Lancement réseau" (sept. 2018) : événement interne, animations festive, campagne de communication, inauguration agence, communiqué de presse, nouvelle découpe véhicules)		70 000					
Campagnes de communication et de promotion							
1 campagne annuel sur un thème majeur (affichage, radio, web, presse, à bord ou flanc de bus...)		3 750	7 500	7 500	7 500	7 500	3 750
Semaine de la Mobilité		1 750	1 750	1 750	1 750	1 750	0
Semaine du Développement Durable		0	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
LINEAUX INFO (e newsletter LINEAUX tous les deux mois)		100	200	200	200	200	100
Participation à la vie locale et partenariats locaux		1 000	2 000	2 000	2 000	2 000	1 000
Promotion du réseau dimanches et jours fériés		0	1 500	1 500	1 500	1 500	0
Promotion du réseau de transport à la demande		0	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Promotion des vélos en locations moyenne et longue durée		0	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
sous total - Actions commerciales récurrentes	0	9 000	14 250	14 250	14 250	14 250	10 000
Conquête							
Communication auprès des employeurs de l'Auxerrois		500	500	500	500	500	0
2 opérations PDG par an		0	1 500	1 500	1 500	1 500	750
En route vers la 6ème		0	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Kit rentrée scolaire (inclus flyers + affiches personnalisées par établissements)		0	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250
Ateliers mobilités & Gouthés TAD (Seniors, PMR...)		0	500	500	500	500	500
Découverte du réseau : Black Friday : 2 mois d'essai		3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	0
Fidélisation							
Campagne partenariats		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
Campagnes de mailing		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500
Communication Applications et services numériques		2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000
sous total - Fraude	0	0	1 500	0	1 500	0	0
Action Pédagogie "Incitation à la validation"		0	1 500	0	1 500	0	0
BUDGET "PROJET MARKETING & COMMERCIAL ANNUEL"	0	128 750	60 850	65 850	60 850	54 850	28 100

ANNEXE I – BILLETTIQUE

La Communauté met également à disposition du délégataire les prestations de fourniture, de maintenance et de service de son marché billettique telles que listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation	Unité	Quantité
Investissement back office & projet		
Droit d'accès au service 2Place	Forfaitaire	1
Ingéniérie & Droit d'accès au service 2Sms (Alerte sms)	Forfaitaire	
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Clock (IV mobile)	Forfaitaire	1
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Stop (Gestion point d'arrêt)	Forfaitaire	1
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Diag (Gestion véhicule)	Forfaitaire	
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Nav (Guidage)	Forfaitaire	
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Store (Boutique en ligne)	Forfaitaire	1
U-Store : Frais ouverture du compte PAYZEN (par compte bancaire associé)	Forfaitaire	1
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Biv (interface Borne d'information voyageur)	Forfaitaire	1
Ingéniérie & Droit d'accès au service U-Siv (interface Siv embarqué)	Forfaitaire	1
Ingéniérie & Droit d'accès au service TopoStudio (gestion de réseau)	Forfaitaire	
Gestion de projet	Forfaitaire	1
Prestation de création de réseau ou intégration d'une base externe d'usagers	Journalier	
Test et intégration de cartes provenant d'autres réseaux (par type de carte)	Unitaire	
Gestion des complexités, analyse direction technique : - Topologie de réseau - Multi réseaux - Données théoriques - Gamme Tarifaire - …	Journalier	
Gestion des complexités en déploiement : - Topologie de réseau - Multi réseaux - Données théoriques - Gamme Tarifaire - …	Journalier	
Investissement matériel (fourniture)		
Smartphone conducteur	Unitaire	
Coque de protection pour Smartphone conducteur	Unitaire	

Support véhicule pour Smartphone conducteur	Unitaire	
Batterie de rechange pour Smartphone	Unitaire	
Valideur standard de titre (technologie A)	Unitaire	41
Valideur standard de titre (technologie AB-B')	Unitaire	26
Socle de rechange pour valideur standard	Unitaire	
Valideur de titre hybride (Calypso + back office centric)	Unitaire	
Valideur de titre durci (technologie A)	Unitaire	
Valideur de titre durci (technologie AB-B')	Unitaire	
Valideur de titre hybride autonome (Calypso + back office centric + GPS/GPRS)	Unitaire	
Module de paiment sans contact EMV (close loop / open loop)	Unitaire	
Module de lecture QR code pour valideur	Unitaire	
Câble d'alimentation véhicule pour équipement conducteur et valideur	Unitaire	69
Câble rallonge pour smartphone conducteur	Unitaire	
Câble d'alimentation véhicule pour valideur porte arrière	Unitaire	
Imprimante d'édition à bord bluetooth	Unitaire	33
Support véhicule pour imprimante d'édition à bord bluetooth	Unitaire	33
Chargeur secteur de rechange pour imprimante d'édition à bord bluetooth	Unitaire	
Câble d'alimentation véhicule pour imprimante d'édition à bord bluetooth	Unitaire	33
Système embarqué - Equipement contrôleur et accessoires	Unitaire	6
Tablette tactile durcie	Unitaire	69
Support véhicule pour tablette tactile	Unitaire	69
Chargeur allume cigare 24V 3100mA	Unitaire	7
Câble d'alimentation pour allume cigare	Unitaire	7
Valideur agence	Unitaire	
Poste de vente (matériel, logiciel) avec encodeur de carte	Unitaire	2
Consommable Cartouche pour 200 impressions couleur pour Poste de vente	Unitaire	
Consommable 50 Cartouches de nettoyage pour Poste de vente	Unitaire	

Consommable 2 kits de nettoyage avancé pour Poste de vente			Unitaire	
Dongle Bluetooth interface Siv embarqué			Unitaire	26
Extension de garantie 1 an + Pick & Repair durant les 3 ans de garantie Sur Smartphone samsung (par Smartphone)			Unique	
Extension de garantie 1 an + Pick & Repair durant les 3 ans de garantie Sur Tablette samsung (par Tablette)			Unique	
Fourniture et offre de service autours des cartes de transport	**Techno**	**Qté / cde**		
Fourniture carte de type A Impression recto-verso quadri du fond de carte, vierge de personnalisation graphique	A	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		
		>= 5000		20000
"Fourniture carte Calypso Impression recto-verso quadri du fond de carte, vierge de personnalisation graphique Fourchette de prix fonction des éléments suivants : - technologie de la carte Calypso type B ou B', RFID seule, RFID + PUCE Contact, AMG, HOP-Link, ... - nombre de cartes (de 5000 à plus de 100.000 dans une commande) - logiciel d'interopérabilité à préformater sur la carte Un devis sera fait par Ubitransport pour chaque besoin exprimé selon les critères ci-dessus dans la fourchette mini/maxi : 1,67 à 3,21 €	B, B'	>= 5000	Unitaire	
Création BAT de fond de carte (Renouvellement BAT)	A,B, B'	/	Forfaitaire	
Initialisation de la chaine de production de l'encarteur	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		20000
Impression recto de personnalisation de carte chez l'encarteur	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		3698
		>= 5000		
Set-up de personnalisation électrique (préformatage + validation région)	B, B'	/	Forfaitaire	
Set-up TPV UBI suivant REFOCO Régional (SAM de fourniture client)	B, B'	/	Forfaitaire	
Personnalisation électrique de carte de type B ou B' avec ou sans AMC & OP-LINK	B, B'	>= 5000	Unitaire	
Paramétrage ZENIUS pour impression de personnalisation (Nominatif + Anonyme)	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		
		>= 5000		

Web to Print depuis le Cloud	A,B, B'	/	Unitaire	3698
Association de l'UID dans la fiche profil sur le Cloud	A,B, B'	/	Unitaire	3698
Création BAT de courrier d'accompagnement de carte	A,B, B'	/	Forfaitaire	1
Fourniture format A4 vierge + Fourniture enveloppe C5 vierge	A,B, B'	/	Unitaire	3698
Impression couleur du fond de page A4 recto + recto N/B laser de la personnalisation	A,B, B'	< 500	Unitaire	
		>= 500		3698
Fourniture étui plastique rigide	A,B, B'	/	Unitaire	
Mise sous pli automatique courrier d'accompagnement avec carte collée sur le courrier sans étui	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		3698
		>= 5000		
Affranchissement individuel j+4 sur Fr métropolitaine sans étui	A,B, B'	/	Unitaire	3698
Affranchissement par colis sur Fr métropolitaine sans étui	A,B, B'	/	Unitaire	
Affranchissement par colis des étuis de protection	A,B, B'	/	Unitaire	
Mise en Stock de carte intégrée de fourniture Ubi	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		
		>= 5000		
Mise en Stock de carte intégrée de fourniture externe	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		
		>= 5000		
Fourniture enveloppe C5 vierge double fenêtres + Mise sous pli manuelle de l'étui de protection + Affranchissement individuel j+4 courrier carte et étui	A,B, B'	=< 500	Unitaire	
		500<…<5000		
		>= 5000		
Formations				
Formation à l'installation des matériels agence			Journalier	1
Formation personnel exploitation et personnel d'agence			Journalier	1.5
Formation personnel de conduite			Journalier	5
Formation contrôleur			Journalier	0.5
Formation aux Options (2SMS, Notification, U-Clock, U-Stop, U-Diag, U-NAV, U-Store)			Journalier	0
Déplacements et frais				

Frais de déplacement éloigné	Unitaire	
Frais de port éloigné (hors octroi de mer et taxes additionnelles)	Unitaire	
Fonctionnement SaaS		
Hébergement 2Cloud et Mode SaaS 2Place	Annuel	1.00
Mode SaaS 2SMS (hors coût sms : 0,0684 € HT Métropole, 0,104 € HT outre-mer)	Annuel	
Mode SaaS U-SMS notification (hors coût sms : 0,0684 € HT Métropole, 0,104 € HT outre-mer)	Annuel	
Mode SaaS U-Clock	Annuel	1
Mode SaaS U-Stop	Annuel	1.00
Mode SaaS U-Diag	Annuel	
Mode SaaS U-Nav	Annuel	
Mode SaaS U-Store	Annuel	1.00
U-Store : abonnement PAYZEN (hors commission payzen 0,089 € HT / transaction)	Annuel	1.00
EMV : abonnement (hors commission bancaire)	Annuel	
Mode SaaS U-Biv	Annuel	1.00
Mode SaaS U-Siv	Annuel	1.00
Mode Saas TopoStudio	Annuel	
Maintenance matériel		
Maintenance matériel embarqué (calculateur, imprimante, valideur standard A..) (par ensemble)	Annuel	41
Maintenance matériel embarqué (calculateur, , imprimante, valideur standard AB-B'..) (par ensemble)	Annuel	26
Maintenance Valideur de titre hybride (Calypso + back office centric)	Annuel	
Maintenance Valideur de titre durci (technologie A)	Annuel	
Maintenance Valideur de titre durci (technologie AB-B')	Annuel	
Maintenance Valideur de titre hybride autonome (Calypso + back office centric + GPS/GPRS)	Annuel	
Maintenance Module de paiment sans contact EMV (close loop / open loop)	Annuel	
Maintenance Module de lecture QR code pour valideur	Annuel	
Maintenance poste de vente (par appareil)	Annuel	2
Maintenance valideur agence (par appareil)	Annuel	

Maintenance matériel embarqué (Dongle Bluetooth) (par appareil)			Annuel	26
Connectivité				
Liaison GPRS (par Smartphone ou Tablette) France métropolitaine			Annuel	75
Liaison GPRS (par Smartphone ou Tablette) France outre-mer			Annuel	
Complément Liaison GPRS options (par Smartphone ou Tablette)			Annuel	

REGIME INDEMNITAIRE – COMMUNAUTE DE L'AUXERROIS

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Préambule :

Le régime indemnitaire est attribué :
- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels relevant de l'article 136 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et occupant un emploi permanent au sein de la collectivité.

Les montants sont fixés pour un agent travaillant à temps complet et subiront un abattement en fonction du temps de travail.

Conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, pour les primes versées au titre de l'IFSE, l'ISS, la PSR , la règle ci dessous s'applique :

Les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :
- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce dispositif d'abattement ne s'applique pas au versement des primes versées au titre de l'article 2.

Article 1

I. L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE (indemnité de fonctions de sujétions et expertise) est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par les textes. L'IFSE mise en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement), les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire (GIPA) , les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, …), la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel, les prestations d'actions sociales, le complément de rémunération.

A. Cadre général de l'IFSE

Il est instauré au profit des cadres d'emplois visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) reposant sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emplois concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les niveaux d'encadrement.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.
Le régime indemnitaire versé au titre de l'ISFE est versé dans le respect des seuils et plafonds fixés par les différents décrets. Les agents bénéficiant d'un logement
pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de L'État.

B. Conditions de versement de l'IFSE :

L'IFSE fait l'objet d'un versement mensuel.
Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :
- en cas de changement de fonctions, changement de groupe de fonctions, avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions
- tous les 4 ans en l'absence de changement de fonction et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent
- en cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion, ou réussite à un concours.

Cadre d'emplois des administrateurs :

Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les administrateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS	49 980	8 820
Groupe 2	DGA	46 920	8 280
Groupe 3	Directeur	42 330	7 470

Cadre d'emplois des attachés territoriaux:

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de L'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Directeur	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Chef de service	25 500	14 320	4 500
Groupe 4	Coordonnateur Chef équipe Cadre spécialisé Sans encadrement	20 400	11 160	3 600

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

Cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux des éducateurs des APS, des animateurs territoriaux :

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux, les éducateurs des APS, les animateurs territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des conseillers socio-éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'État des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 pris en référence pour les conseillers territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	19 480	3 440
Groupe 2	Sans encadrement	15 300	2 700

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des assistants socio -éducatifs :

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 970	1 630
Groupe 2	Sans encadrement	10 560	1 440

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints administratifs, des ATSEM, des opérateurs des APS, des adjoints d'animation, des adjoints techniques, des agents de maîtrise:

Arrêté du 26 novembre 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs du ministère de la défense des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux, les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, les opérateurs des activités physiques et sportives, les adjoints territoriaux d'animation.

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux et les agents de maîtrise territoriaux.

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1 260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1 200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des adjoints du patrimoine :

Arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints territoriaux du patrimoine.

Groupeoupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maximal annuel CIA
Groupe 1	Encadrants	11 340	7 090	1260
Groupe 2	Sans encadrement	10 800	6 750	1200

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents des cadres d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadres d'emplois des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi CIA
Groupe 1	Encadrant	29 750	5 250
Groupe 2	Sans encadrement	27 200	4 800

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques :

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des assistants spécialisés, des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014

portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant annuel maximal CIA
Groupe 1	Encadrant	16 720	2280
Groupe 2	Sans encadrement	14 960	2040

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Cadre d'emplois des ingénieurs en chef :
Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA	57 120	42 840	10 800
Groupe 2	Directeur	49 981	37 490	8 820
Groupe 3	Chef de service	46 920	35 190	8 280
Groupe 4	Coordo avec encadrement	42 330	31 750	7 470

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1,2,3,4,5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des ingénieurs :

Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	DGS/DGA/Directeur	36 210	22 310	6 390
Groupe 2	Encadrant	32 130	17 205	5 670
Groupe 3	Sans encadrement	25 500	14 320	4 500

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

Cadre d'emplois des techniciens:

Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des contrôleur des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Groupe de fonctions	Emplois/Fonctions	Montant maxi IFSE	Montant maxi IFSE agent logé	Montant maxi CIA
Groupe 1	Chef de service	17 480	8 030	2 380
Groupe 2	Coordonnateur Chef d'équipe	16 015	7 220	2 185
Groupe 3	Sans encadrement	14 650	6 670	1 995

Les primes versées au titre de l'IFSE sont basées sur le grade et les missions. Les primes versées à ces titres sont détaillées dans les annexes 1, 2, 3, 4 et 5 de la présente délibération.

En cas de réalisation effective d'heures supplémentaires, l'ensemble des agents du cadre d'emplois peuvent être éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions définies par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002. Il est rappelé que la récupération des heures supplémentaires reste la solution privilégiée.

Prise en compte de l'absentéisme :

Pour les primes définies à l'article 1, versées au titre de l'IFSE conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, les fonctionnaires et agents contractuels bénéficient du maintien des primes et indemnités, dans les mêmes proportions que le traitement, en cas de :
- congés annuels,
- congés de maladie ordinaire,
- congés pour accident de service/accident du travail et maladie professionnelle,
- congé de maternité, paternité ou adoption.

Ce système d'abattement ne s'applique pas aux primes versées au titre de l'article 2.

Article 2

I. Cadre général du complément indemnitaire annuel et des primes de résultat liées à la façon de servir

Ces primes sont liées à l'engagement professionnel et à la manière de servir. Elles sont versées dans la limite des textes applicables aux agents titulaires, stagiaires et contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel, recrutés sur des emplois permanents ayant accompli au moins 6 mois de service au sein de la collectivité au cours de l'année n-1.

Le montant du CIA est versé selon la règle suivante :

- 1/3 du montant de la prime sera lié à l'absentéisme et abattu selon les règles ci dessous
- le montant annuel du CIA abattu après absentéisme sera lié à l'entretien annuel d'évaluation et abattu selon les règles définies en CTP

II. Dispositif d'abattement du CIA :

Sont exclus du dispositif d'abattement : les congés maternité, d'adoption ou paternité, les arrêts consécutifs aux accidents du travail et de trajet, les maladies professionnelles, les absences syndicales, les absences pour événements familiaux ou autres autorisations d'absence.

Pour la prise en compte des jours d'absence, le niveau de la retenue est le suivant :
- Aucun abattement jusqu'au 7 ème jour d'absence
- 50 % du 8ème au 28ème jour d'absence cumulé, soit un abattement de 50 % du tiers de la prime
- 100 % au-delà du 29ème jour d'absence cumulé, soit un abattement de 100 % du tiers de la prime

Il s'agit de jours calendaires cumulés. Le décompte s'effectue en fonction des arrêts de travail enregistrés sur l'année civile n-1.

III. Modalités de versement

Le CIA fait l'objet d'un versement en une seule fois au mois de juin et n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le montant est proratisé en fonction du temps de travail et de la période travaillée l'année n-1. En cas de temps partiel thérapeutique, le CIA sera proratisé au temps de présence.

Le montant de la prime lié à l'entretien d'évaluation est fonction de la valeur professionnelle dont a fait preuve l'agent. Il est déterminé tous les ans, pour l'année civile, après un entretien d'évaluation de l'année n-1 sur la base de 4 critères qui permettent de mesurer la valeur professionnelle de l'agent :

- Critère 1 : Résultats professionnels et réalisation des objectifs
- Critère 2 : Compétences professionnelles et techniques
- Critère 3 : Qualités relationnelles
- Critère 4 : Capacité d'encadrement

La prime sera versée au prorata du temps de travail et de la période effectués au cours de l'année civile N-1. Les agents absents pour toutes les raisons de santé (y compris AT MP) devront avoir fait valoir au moins 6 mois de présence sur l'année civile N-1 pour bénéficier du versement du CIA.

Les agents absents moins de 6 mois sur l'année civile N-1 et absents pour l'évaluation professionnelle devront pouvoir y répondre avant le 31 mars de l'année N. Dans le cas contraire, la prime ne sera pas versée. Le non versement de la prime en année N ne peut donner lieu à un cumul en N+1.

Les agents quittant l'établissement de façon anticipée devront satisfaire l'obligation d'évaluation professionnelle pour percevoir la prime liée à la façon de servir en solde de tout compte.

Article 3

Le président fixe individuellement les montants indemnitaires du personnel communautaire et peut discrétionnairement déroger aux taux et coefficients fixés dans la présente délibération par arrêté au regard notamment des fonctions occupées, de la manière de servir de l'agent, dans le respect des textes réglementant chacune des primes instituées par l'article 1.

Article 4

Les primes et indemnités sont versées aux fonctionnaires mensuellement sauf disposition expresse contenue dans la présente délibération.
Le versement est étendu aux agents non titulaires de droit public occupant un emploi permanent à condition que la durée de leur contrat soit supérieure à 6 mois.
Si le contrat est conclu pour une durée supérieure à 6 mois, le régime indemnitaire est versé dès le premier mois.
Le régime indemnitaire des agents non titulaires est celui correspondant au grade de référence prévu dans le contrat.

Article 5

Les montants des anciennes primes informatiques versées aux agents de la direction de l'informatique de la ville sont maintenus aux bénéficiaires au titre de l'avantage acquis.
De plus, conformément à l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984, les agents qui subissent une baisse de leur régime indemnitaire dans le cadre de la mise en place de nouvelles dispositions réglementaires, bénéficient à titre individuel du maintien du montant du régime indemnitaire dont ils bénéficiaient en applications des dispositions réglementaires antérieures.

Article 6

Les sujétions métiers :

Ainsi peuvent être versées dans le cadre de la modulation individuelle des primes instituées par l'article 1 et sous réserve des maximas fixés par les décrets réglementant chacune de ces primes.

Le montant du régime indemnitaire peut être majoré en fonction :
- des responsabilités exercées, telles que définies dans l'annexe 2 de la présente délibération. Cette prime est susceptible de concerner l'ensemble des agents,

toutes catégories confondues, dès lors qu'ils occupent un emploi correspondant à l'un des niveaux de responsabilité.

- du métier exercé tel que défini dans l'annexe 3 de la présente délibération. Cette prime est versée aux agents de catégorie C

- de la gestion d"une régie telle que définies dans l'annexe 4 de la présente délibération. La prime peut être attribuée aux agents qui assurent, en tant que titulaire, les fonctions de régisseur d'avances et/ou de recettes.

- de l'obligation d'assumer un coût financier pour l'entretien des tenues professionnelles qui sont mises à leur disposition telle que définie dans l'annexe 5 de la présente délibération. Les agents qui ouvrent droit à cette prise en charge continuent de percevoir la prime quand ils sont en congés, en récupération, en formation, en autorisation d'absence ou toute autre absence assimilée à un temps de travail effectif à l'exception des absences pour raison de santé.Toute absence pour raison de santé aura pour effet de réduire cette participation financière d'1/30ème par jour d'absence. Il peut également être procédé à la suspension de cette prime dans l'hypothèse où l'agent cesse d'entretenir sa tenue.

Les agents qui perçoivent en application de ces barèmes un montant inférieur à celui qu'ils percevaient précédemment conservent à titre personnel le niveau de leur indemnité actuelle tant qu'ils occupent leur poste actuel
Le versement de ces primes est mensuel, le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

Le directeur général des services fait l'objet d'une modulation individuelle de ses primes au regard de sa fonction et n'est pas pris en considération dans l'attribution de cette indemnité supplémentaire liée au niveau de responsabilité. A ce titre, la prime de responsabilité pour l'exercice des fonctions de directeur général des services est maintenue, dans les conditions prévues par le décret n°88-631 du 6 mai 1988.

Article 7

Les primes et indemnités seront revalorisées en fonction des textes en vigueur.

Article 8

Conformément à l'article L. 5111-7 du Code général des collectivités territoriales, les agents en poste à la communauté de l'auxerrois au 31/12/2018 conservent la

possibilité de percevoir les montants maximaux de leur régime indemnitaire et leurs avantages acquis, tel que défini par les délibérations suivantes :
- délibération n°7 du 23 juin 2010
- délibération n°57 du 21 juin 2012
- délibération n°2017-246 du 12 décembre 2017.

Cela concerne les montants des primes versées au titre de l'IFSE, de l 'ISS , de la PSR, du CIA et des primes de résultats liées à la façon de servir.

Les modalités et conditions de versement des primes de CIA et primes de résultats sont modifiées et seront versées conformément à l'article 2 de la présente délibération.

Article 9

Par exception à la limite fixée à l'article 88 précité, l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 permet le maintien des avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération lorsqu'ils ont été décidés par la collectivité avant l'entrée en vigueur de la loi, les modalités de versement devant respecter celles fixées dans la délibération initiale.

De ce fait, la prime de fin d'année est maintenue.

- Le complément est versé annuellement au mois de novembre au prorata du temps de travail hebdomadaire et de la période d'activité à tous les agents, titulaires ou non, en activité et effectuant au moins 10 h de travail hebdomadaire.
- Les agents susvisés ayant quitté la collectivité avant le mois de novembre percevront le complément de rémunération avec la dernière paye établie.
- Le montant individuel, non hiérarchisé, évolue automatiquement, chaque année, dans les mêmes proportions que la valeur du point de la fonction publique. Il s'élève à 914,64 € en 2018.

Article 10

Autres primes et indemnités :

Conformément aux délibérations n° 2017 –246 et n°2018-032, les indemnités d'astreinte et heures supplémentaires sont maintenues et étendues aux nouveaux services communautaires.

Sont également maintenues les indemnités horaires pour travail du dimanche et jours fériés,et les primes et indemnités de responsabilité des emplois administratifs de direction.

Sont éligibles au versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires le personnel communautaire dont le cadre d'emplois est éligible au versement de l'Indemnité Horaire pour Travaux Supplémentaire (IHTS) et étant amenés à réaliser une mission exceptionnelle. Est considérée comme mission exceptionnelle, toute activité liée à un événement exceptionnel et/ou non prévisible. La qualification du caractère exceptionnel de l'événement relève de la décision du Président.

Article 11

Le régime indemnitaire est composé de primes qui sont liées au grade, à l'emploi, aux fonctions ou aux sujétions. Son caractère facultatif le différencie d'autres éléments de la rémunération (traitement, indemnité de résidence, supplément familial de traitement, nouvelle bonification indiciaire), qui sont obligatoires et pour lesquels l'organe délibérant ne dispose d'aucun pouvoir de décision et d'aucune marge de manœuvre.

Le versement est gouverné par le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doit cependant être concilié avec le "principe de parité" posé par l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, aux termes duquel les régimes indemnitaires sont fixés "dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat".

Le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016 portant mise en œuvre de la mesure dite du transfert « primes points » prévoit un abattement sur les indemnités perçues par les fonctionnaires en position d'activité ou de détachement dans un cadre d'emploi ayant fait l'objet d'une revalorisation indiciaire visant à la modernisation des parcours professionnels, des carrières et des rémunérations et à l'avenir de la fonction publique.

Pour les agents recrutés à compter du 1er janvier 2019, dans un souci d'équité, la communauté de l'auxerrois souhaite appliquer la règle de l'abattement du régime indemnitaire des agents contractuels permanents bénéficiant d'une revalorisation indiciaire au titre du PPCR. Le montant de l'abattement des agents contractuels recrutés sur des postes permanents sera donc identique à celui des agents titulaires. Les montants sont fixés par le décret n° 2016-588 du 11 mai 2016.

Article 12

Activité accessoire :

Conformément à la loi du 13 juillet 1983 et au décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017, les fonctionnaires peuvent être autorisés à exercer à titre accessoire une activité auprès d'un organisme public, dès lors que cette activité est compatible avec leurs

fonctions, n'affecte pas l'exercice de leur activité principale et ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service.

La collectivité est amenée à recruter des agents publics en vue d'exercer une activité accessoire pour exercer des missions de formations, d'enseignement, accompagnement. Pour ces agents la rémunération sera fixée individuellement par arrêté.

L'annexe 1 de la délibération 2019-261 est modifiée et jointe à la présente délibération.
Les annexes 2,3,4,5 à la délibération 2019-261 sont inchangées.

Recrutement de vacataire :

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires. Pour pouvoir recruter un vacataire, les trois conditions suivantes doivent être réunies :
- recrutement pour exécuter un acte déterminé,
- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel
- rémunération attachée à l'acte.
Afin de répondre à des besoins en recrutement la collectivité a la possibilité de recruter des vacataires dont la rémunération sera fixée de façon individuelle.

Le décret 2020-182 du 27 février 2020 actualise les équivalences avec la fonction publique de l'État les
Différents cadres d'emplois de la fonction publique territoriale
Pour la définition des régimes indemnitaires servis aux agents territoriaux.

Pour procéder au recrutement d'agents
sur des cadres d'emplois inexistants à la communauté de l'auxerrois

TABLEAU DES MONTANTS ANNUELS DES PRIMES PAR GRADE POUR LES AGENTS RECRUTÉS À COMPTER DU 01/05/2020

FILIERE ADMINISTRATIVE

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie A		
Attaché HC	8 474,88	IFSE
Directeur	8154	IFSE
Attaché Principal	6292	IFSE
Attaché	5196	IFSE
Catégorie B		
Rédacteur principal 1ère classe	4173	IFSE
Rédacteur principal 2ème classe	3425	IFSE
Rédacteur	2921	IFSE
Catégorie C		
Adjoint administratif principal 1ere classe	1643	IFSE
Adjoint administratif principal 2ème classe	1532	IFSE
Adjoint administratif	1320	IFSE

FILIERE TECHNIQUE

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie A		
Ingénieur Général	13 918,56	IPF
Ingénieur en chef HC	13 438,56	IPF
Ingénieur en chef	12 958,56	IPF
Ingénieur HC	12 478,56	IFSE
Ingénieur Principal	11 998,56	IFSE
Ingénieur	7953	IFSE
Catégorie B		
Technicien pal 1ere classe	5 736	IFSE
Technicien pal 2ème classe	5 255,52	IFSE
Technicien	3606	IFSE
Catégorie C		
Agent de maîtrise pal	3 305,96	IFSE
Agent de maîtrise	3 130,28	IFSE
Adjoint technique pal 1ère classe	1643	IFSE
Adjoint technique pal 2ème classe	1532	IFSE
Adjoint technique	1320	IFSE

FILIERE CULTURELLE

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie A		
Attaché principal de conservation	6292	2900
Attaché de conservation	5196	2600
Catégorie B		
Assistant de conservation pal 1ere cl	4 173,00	IFSE
Assistant de conservation pal 2ème cl	3 425,00	IFSE
Assistant de conservation	2 921,00	IFSE

FILIERE MEDICO SOCIALE

Catégorie A		
	RI GRADE	NATURE RI
Conseiller socio éducatif sup	6292	IFSE
Conseiller socio éducatif	5196	IFSE
Assistant socio educatif pal	3741	IFSE
Assistant socio educatif	3173	IFSE

FILIERE ANIMATION

	RI GRADE	NATURE RI
Catégorie B		
Animateur pal 1ere cl	4173	IFSE
Animateur pal 2ème	3425	IFSE
Animateur	2921	IFSE
Catégorie C		
Adjoint d'animation pal 1ère cl	1 643,00	IFSE
Adjoint d'animation pal 2ème cl	1 532,00	IFSE
Adjoint d'animation	1 320,00	IFSE

FILIERE SPORTIVE

	RI VILLE	NATURE RI
Catégorie A		
Conseiller pal des APS	3 968	indemnité de sujétions des conseillers des APS
Conseiller des APS	3 968	indemnité de sujétions des conseillers des APS
Catégorie B		
Educateur des APS pal 1ere cl	4173	IFSE
Educateur des APS pal 2ème	3425	IFSE
Educateur des APS	2921	IFSE
Catégorie C		
Opérateur principal	1643	IFSE
Opérateur qualifié	1532	IFSE
Opérateur	1320	IFSE

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Etat du personnel CA / conseil communautaire 03/09/2020

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES	POSTES A L'EFFECTIF REGLEMENTAIRE 16/12/2019			POSTES OCCUPES au 30/07/2020			MODIFICATION DE L'EFFECTIF Suite aux avancements de grades et promotions internes et mouvements	
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	CREATIONS TEMPS COMPLETS	SUPPRESSIONS TEMPS COMPLETS
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)									
Directeur général des services	A	1		**1**	1		**1**		
Directeur général adjoint des services	A	1		**1**	1		**1**		
Directeur général des services techniques									
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n°84-53									
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)									
Directeur territorial	**A**	3		**3**	**2**		**2**		
Attaché hors classe	A	1		**1**	1		**1**		
Attaché principal	A	3		**3**	3		**3**		
Attaché	A	20		**20**	19		**19**		
Rédacteur principal 1ère classe	B	7		**7**	6		**6**		
Rédacteur principal 2ème classe	B	5		**5**	4		**4**	**2**	
Rédacteur	B	17		**17**	16		**16**	**3**	**1**
Adjoint administratif principal de 1ère classe	C	12		**12**	12		**12**	**3**	**1**
Adjoint administratif principal de 2ème classe	C	24	1	**25**	23	1	**24**	**1**	**2**
Adjoint administratif	C	23	2	**25**	20	2	**22**	**1**	**3**
TECHNIQUE (c)									
Ingénieur en chef	A								
Ingénieur en chef hors classe	A	1		**1**	1		**1**		
Ingénieur hors classe	A	1		**1**	1		**1**		
Ingénieur principal	A	8		**8**	7		7	**1**	
Ingénieur	A	15		**15**	12		**12**		**1**
Technicien principal 1ere classe	B	9		**9**	9		**9**	**1**	
Technicien principal 2ème classe	B	11		**11**	9		**9**	**1**	
Technicien territorial	B	21		**21**	18		**18**		**2**
Agent maîtrise principal	C	7		**7**	6		**6**	**1**	
Agent de maîtrise	C	11		**11**	11		**11**		**1**
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	45		**45**	42		**42**	**8**	**2**
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	99		**99**	91		**91**	**3**	**8**
Adjoint technique	C	92	2	**94**	90	2	**92**		**3**
MEDICO-SOCIALE (d)									
Psychologue classe normale	**A**								
Cadre de santé de 2ème classe	**A**								
Puéricultrice de classe supérieur	**A**								
Infirmier en soins généraux hors classe	**A**								
Infirmier en soins généraux de classe normale	**A**								
Éducateur principal de jeunes enfants	A								
Éducateur de jeunes enfants	A								
Conseiller socio éducatif	A	1		**1**	1		**1**		
Assistant socio-educatif principal 1 ere classe	A	1		**1**					**1**
Assistant socio-educatif principal 2 ème classe	A								
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	C								
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	C								
Agent spécialisé principal de 1ère classe des écoles maternelles	C								
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles maternelles	C								
SPORTIVE									
Conseiller principal APS	A								
Éducateur APS principal 1è classe	B	4		**4**	3		**3**		
Éducateur APS principal 2ème classe	B	1		**1**	1		**1**		
Éducateur APS	B	4		**4**	4		**4**		
CULTURELLE									
Directeur établissements territoriaux d'enseignement artistique 1ère catégorie	A								
Conservateur de bibliothèque	A								
Conservateur du patrimoine	A								
Bibliothécaire	A								
Attaché de conservation du patrimoine	A	2		**2**	2		**2**		
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A								
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A								
Assistant de conservation principal 1ère classe	B								
Assistant de conservation principal 2è classe	B								
Assistant de conservation	B								
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	B								
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	B								
Assistant d'enseignement artistique	B								
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C								
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	1		**1**	1		**1**		
Adjoint du patrimoine	C								
Professeur de dessin	A								
ANIMATION									
Animateur principal 1è classe	B								
Animateur principal 2è classe	B	1		**1**					
Animateur	B								
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C								
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	1		**1**	1		**1**		
Adjoint d'animation	C								
EMPLOIS NON CITES									
Collaborateur de cabinet	A		1	**1**			**0**		
TOTAL		**453**	**6**	**459**	**418**	**5**	**423**	**25**	**25**

Tableau des emplois permanents qui peuvent être occupés par des contractuels					
Emplois	Cadre d'emploi	Service	Temps de travail hebdomadaire	Indice de rémunération	Type de recrutement
Directeur du Pôle environnemental	Attaché (A)	ENERGIE/ENVIRONNEMENT	35h	545	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de mission PETR	Attaché (A)	CONTRÔLE DE GESTION	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Directeur Développement économique	Attaché (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35h	430	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Chargé de communication	Rédacteur (B)	COMMUNICATION	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Chargé de mission plateforme de rénovation énergétique et permis de louer	Attaché (A)	HABITAT	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Maître nageur sauveteur	Educateur des APS (B)	SNAS	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2

Technicien	Technicien (B)	TRANSPORTS-MOBILITES	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien contrats patrimoine	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Instructeur	Rédacteur (B)	DROIT DES SOLS	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Conducteur d'opération	Technicien principal (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	534	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Agent des points d'apport volontaires	Adjoint technique (C)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35h	326	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Responsable du service transport et mobilités	Ingénieur (A)	MOBILITE TRANSPORT	35h	440	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Technicien chauffage	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h	355	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Responsable de la commande publique	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h	430	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de protection des ressources en eau	Ingénieur (A)	ASSAINISSEMENT	35h	440	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargée de mission développement et gestion des parcs d'activités	Ingénieur (A)	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	35h	673	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°

Coordonnateur gestion et valorisation des déchets	Ingénieur (A)	COLLECTE ET VALORISATION DES DECHETS	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Maître nageur sauveteur	Educateur des APS	SNAS	35h	361	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien contrats patrimoine	Technicien (B)	OPTIMISATION DU PATRIMOINE	35h	349	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Directeur	Ingénieur chef cl excep (A)	DYNAMISME URBAIN	35h	890	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Conducteur d'opération	Ingénieur (A)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chef de service	Attaché (A)	COMMANDE PUBLIQUE	35h	388	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de mission	Attaché (A)	POLITIQUE DE LA VILLE	35h	450	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé des marchés publics	Rédacteur (B)	COMMANDE PUBLIQUE	35h	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Conducteur d'opération	Technicien (B)	ETUDES ET TRAVAUX	35h	415	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Responsable ERP et gestion des risques	Technicien principal (B)	SECURITE ET GESTION RISQUES	35h	436	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien informatique	Technicien principal (B)	@-SERVICES	35h	379	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Directeur	Ingénieur Principal (A)	PATRIMOINE BÂTI	35h	798	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Technicien informatique	Technicien (B)	@-SERVICES	35h	504	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2

Chargé de mission environnement	Ingénieur (A)	DÉVELOPPEMENT DURABLE	35H	411	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Technicien informatique DPO	Technicien (B)	DPO	35H	392	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Responsable mandatement budget recettes	Attaché (A)	FINANCES	35H	450	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé de mission SCOT	Attaché (A)	URBANISME	35h	410	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Chargé d'opération assainissement	Ingénieur (A)	DEVELOPPEMENT DURABLE	35H	478	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-3 2°
Dessinateur projeteur	Technicien (B)	URBANISME ET DYNAMISME DU TERRITOIRE	35H	392	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Adjoint service collecte	Agent de maîtrise (C)	COLLECTE ET VALORISATION DES DÉCHETS	35H	334	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Technicien informatique	Technicien principal (B)	@-SERVICES	35h	379	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
Responsable équipe projet	Technicien (B)	@-SERVICES	35H	343	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 3-2
DGS	Administrateur	DGS	35H	HEA	Loi n°84-53 du 26.01.1984, article 47

Convention de remboursement de frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois au profit du Syndicat Mixte Yonne Médian

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois représentée par son Président Monsieur Crescent MARAULT,

Sise 6 bis place Maréchal Leclerc – BP58

89010 Auxerre Cedex

D'une part

Et

Le Syndicat Mixte Yonne Médian représenté par son Président, Monsieur Pascal BARBERET,

Sise 6 bis place Maréchal Leclerc – BP58

89010 Auxerre Cedex

D'autre part,

Préambule

Par délibération n°2017-142 du 12 décembre 2017, la Communauté de l'Auxerrois a créé le Syndicat Mixte Yonne Médian et lui a transféré l'exercice de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI).

Le Syndicat Mixte Yonne Médian dispose depuis le 1er janvier 2020, de deux agents techniques, qui sont installés dans les locaux loués à la Ville d'Auxerre.

Le Syndicat Mixte Yonne Médian n'était pas assez structuré, à cette date, pour permettre une prise de poste effectif de ces deux agents sur le plan matériel.

La Communauté de l'Auxerrois disposant des moyens nécessaires, elle a fourni du matériel informatique et des fournitures administratives à ces deux agents du Syndicat Mixte Yonne Médian, indispensables pour leur travail.

La présente convention

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les montants et modalités de remboursement des frais engagés par la Communauté de l'Auxerrois pour l'installation de deux agents du Syndicat Mixte Yonne Médian.

Article 2 : Montant de remboursement

Les montants des dépenses supportées par la Communauté de l'Auxerrois sont les suivants :

A) Matériel informatique

Item	***Quantité***	***PU HT***	***PU TTC***	***Montant TTC***
Téléphone Fixe	2	*91,69*	*110,03*	*220,06*
Licence Téléphone	2	*23,89*	*28,67*	*57,34*
Portable SIG	2	*995,42*	*1 194,50*	*2 389,01*
Ecran	4	*122,00*	*146,40*	*585,60*
Réplicateur	2	*129,00*	*154,80*	*309,60*
Licence W10	2	*inclus dans le prix matériel*	*inclus dans le prix matériel*	*inclus dans le prix matériel*
Option Garantie 1	2	*inclus dans le prix matériel*	*inclus dans le prix matériel*	*inclus dans le prix matériel*

Pour un montant total de 3 561,61 euros TTC.

B) Fournitures administratives

Item	***Quantité***	***PU HT***	***Total HT***	***Total TTC***
Surligneur Orange	10	*0,44*	*4,41*	*5,29*
Marqueur Velleda Noir	4	*0,89*	*3,56*	*4,27*

Stylo bille pointe fine noir	4	*0,17*	*0,70*	*0,84*
Post-it 76x76	12	*0,13*	*1,51*	*1,81*
Post-it 76x127	12	*0,21*	*2,51*	*3,01*
Aimants ronds gros noir	2	*0,79*	*1,59*	*1,90*
Cahier A4 spirale petits carreaux 180p	2	*0,96*	*1,93*	*2,31*
Sous chemise Rose	25	*0,13*	*3,21*	*3,85*
Chemise cartonnée Jaune	20	*1,03*	*20,61*	*24,73*
Chemise à sangle Orange	20	*1,38*	*27,69*	*33,22*
Chemise à élastique + 3 rabats Noir	25	*1,06*	*26,50*	*31,80*

Pour un montal total de 113.05 euros TTC.

Article 3 : Modalités de remboursement

Le remboursement des dépenses supportées par la Communauté de l'Auxerrois soit 3674,66 euros TTC se fera par émision d'un titre de recettes au Syndicat Mixte Yonne Médian.

Article 4 : Attribution de juridiction

En cas de contestation relative à l’exécution ou à l’interprétation de la présente convention, il sera fait appel au Tribunal administratif de Dijon seul compétent pour statuer.

Les parties s’engagent à chercher à résoudre amiablement le litige avant toute saisine juridictionnelle.

Article 5 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée déterminée.
Son échéance est fixée au 31 décembre 2020.

Fait à Auxerre, le

Crescent MARAULT
Président de la CA de l'Auxerrois

Pascal BARBERET
Président du Syndicat Mixte Yonne Médian

Convention de groupement de commandes pour la fourniture de services de télécommunication entre la ville d'Auxerre et la Communauté d'agglomération de l'auxerrois

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

- La ville d'Auxerre, représentée par son Maire,

  Ci-après dénommée « La ville d'Auxerre » ;

  D'une part,

  et

- La Communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par son Président,

  Ci-après dénommée « La communauté d'agglomération de l'auxerrois » ;

  D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « Les membres du groupement ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Les membres du groupement susmentionnés souhaitent se regrouper pour la fourniture de services de télécommunication, en vue d'optimiser l'efficacité économique de leurs achats et rationaliser leurs coûts de gestion.

Pour ce faire, les parties conviennent de créer un groupement de commandes portant sur un ou plusieurs contrats de la commande publique destinés à satisfaire ce besoin.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes entre la ville d'Auxerre et la communauté d'agglomération de l'auxerrois conformément aux dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique.
Elle s'applique aux marchés, accords-cadres ou toutes autres catégories de contrats passés par les membres et qui porteront sur la fourniture de services de télécommunication.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

La convention définit les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de participation de ses membres.

Le groupement a pour objet de permettre la désignation commune de prestataires qui seront chargés de la fourniture de services de télécommunication répondant aux besoins des membres du groupement.

ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres de ce groupement de commandes sont la ville d'Auxerre et la communauté d'agglomération de l'auxerrois.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

3.1 Désignation du coordonnateur et rémunération

La ville d'Auxerre est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes.
Le coordonnateur assure les missions décrites ci-après à titre gratuit vis-à-vis des autres membres du groupement et prend à sa charge les frais de fonctionnement du groupement.

3.2 Répartition des missions

3.2.1 Missions du coordonnateur

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation à mettre en place dans le respect du Code de la commande publique ;
- Recenser les besoins des membres du groupement ;
- Élaborer les documents de la consultation ;
- Définir les critères qui serviront au jugement des candidatures et des offres ;
- Rédiger l'avis d'appel public à concurrence ;
- Procéder à la réception puis à l'analyse des candidatures et des offres ;
- Rédiger le rapport d'analyse ;
- Convoquer et réunir la commission compétente, le cas échéant ;
- Informer les candidats et les soumissionnaires des résultats de la mise en concurrence ;
- Signer et notifier le contrat au candidat retenu ;
- Passer les avenants éventuels ;
- Résilier le contrat conformément à ses stipulations ;
- Décider de reconduire ou non les contrats après avis des membres du groupement ;

Le coordonnateur est mandaté pour signer et notifier les contrats, le cas échéant, des avenants, des reconductions et des résiliations des marchés, au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Il est chargé de la gestion des procédures et reste compétent en cas d'infructuosité de la consultation pour mener à bien la suite de la procédure conformément à la réglementation des contrats publics.

3.2.2 Missions des membres du groupement

Au stade de la préparation :

- Communiquer au coordonnateur leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation ;
- Transmettre au coordonnateur la délibération approuvant l'adhésion au présent groupement de commandes et autorisant son représentant à signer les éventuels avenants à la convention de groupement ;
- Respecter le choix du(es) titulaire(s) des contrats correspondants à leurs besoins propres ;

Chaque membre s'engage sur le contrat à hauteur de ses attentes exprimées clairement et préalablement lors de la définition des besoins.

Au stade de l'exécution :

Chaque membre du groupement est autonome dans l'exécution du marché ou de l'accord cadre et ce dans le cadre des dispositions définies dans le marché.

Chaque membre s'engage à signaler au coordonnateur tout litige dans l'exécution du marché et à lui communiquer toutes informations ou pièces relatives aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché.
Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 4 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres du groupement est celle du coordonnateur, soit celle de la ville d'Auxerre.

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Le groupement est constitué une fois la présente convention signée et rendue exécutoire. La convention est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention ne s'applique pas aux marchés en cours d'exécution à la date de l'entrée en vigueur de la convention.

ARTICLE 6 : ADHÉSION ET RETRAIT

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes constitué par la présente convention doit faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant à la présente convention, par lequel le nouveau membre en accepte les conditions sans réserve. Ces avenants éventuels seront signés par le représentant de chaque membre qui se sera vu déléguer cette compétence par son assemblée délibérante.

Le nouvel adhérent ne peut bénéficier des conditions d'un contrat en cours. Toute nouvelle adhésion n'a d'effet que pour les consultations postérieures.

Le retrait est libre et constaté par une décision de l'assemblée délibérante compétente puis notifié aux autres membres du groupement. Le membre du groupement de commandes qui se retire demeure tenu par les engagements pris dans le cadre des contrats en cours.

ARTICLE 7 : MODIFICATION, RÉSILIATION

7.1 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention prendra la forme juridique d'avenants librement acceptés et dûment agréés par chacun des membres du groupement à travers son représentant.

7.2 Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment sur décision à l'unanimité des membres du groupement.

7.3 Résiliation d'un contrat

En cas de résiliation d'un contrat, le montant de l'indemnisation éventuelle sera divisé entre les membres du groupement, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le contrat.

ARTICLE 8 : ACTION EN JUSTICE

Le coordonnateur a le pouvoir d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.
En cas de litige relatif à la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas – 21000 Dijon.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable.

Fait à Auxerre, le

Pour la ville d'Auxerre,

ET

Pour la communauté d'agglomération de l'auxerrois,

Convention de groupement de commandes pour la fourniture de serrures électroniques entre la ville d'Auxerre, la Communauté d'agglomération de l'auxerrois et le Centre communal d'action sociale

Pour retourner à la délibération, cliquez ici

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- La ville d'Auxerre, représentée par son Maire,

  Ci-après dénommée « La ville d'Auxerre » ;

- La Communauté d'agglomération de l'auxerrois, représentée par son Président,

  Ci-après dénommée « La communauté d'agglomération de l'auxerrois » ;

- Le Centre communal d'action sociale de la ville d'Auxerre, représenté par sa Présidente,

  Ci-après dénommé « Le CCAS »

Ci-après dénommés ensemble « Les membres du groupement ».

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Les membres du groupement susmentionnés souhaitent se regrouper pour la fourniture de serrures électroniques, en vue d'optimiser l'efficacité économique de leurs achats et rationaliser leurs coûts de gestion.

Pour ce faire, les parties conviennent de créer un groupement de commandes portant sur un ou plusieurs contrats de la commande publique destinés à satisfaire ce besoin.

ARTICLE 1 : OBJET DU GROUPEMENT

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes entre la ville d'Auxerre, la communauté d'agglomération de l'auxerrois et le Centre communal d'action sociale conformément aux dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique.
Elle s'applique aux marchés, accords-cadres ou toutes autres catégories de contrats passés par les membres et qui porteront sur la fourniture de services de télécommunication.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas la personnalité morale.

La convention définit les modalités de fonctionnement du groupement et les conditions de participation de ses membres.

Le groupement a pour objet de permettre la désignation commune de prestataires qui seront chargés de la fourniture de serrures électroniques répondant aux besoins des membres du groupement.

ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres de ce groupement de commandes sont la ville d'Auxerre, la communauté d'agglomération de l'auxerrois et le centre communal d'action sociale de la ville d'Auxerre.

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

3.1 Désignation du coordonnateur et rémunération

La ville d'Auxerre est désignée comme coordonnateur du groupement de commandes.
Le coordonnateur assure les missions décrites ci-après à titre gratuit vis-à-vis des autres membres du groupement et prend à sa charge les frais de fonctionnement du groupement.

3.2 Répartition des missions

3.2.1 Missions du coordonnateur

- Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation à mettre en place

dans le respect du Code de la commande publique ;
- Recenser les besoins des membres du groupement ;
- Élaborer les documents de la consultation ;
- Définir les critères qui serviront au jugement des candidatures et des offres ;
- Rédiger l'avis d'appel public à concurrence ;
- Procéder à la réception puis à l'analyse des candidatures et des offres ;
- Rédiger le rapport d'analyse ;
- Convoquer et réunir la commission compétente, le cas échéant ;
- Informer les candidats et les soumissionnaires des résultats de la mise en concurrence ;
- Signer et notifier le contrat au candidat retenu ;
- Passer les avenants éventuels ;
- Résilier le contrat conformément à ses stipulations ;
- Décider de reconduire ou non les contrats après avis des membres du groupement ;

Le coordonnateur est mandaté pour signer et notifier les contrats, le cas échéant, des avenants, des reconductions et des résiliations des marchés, au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Il est chargé de la gestion des procédures et reste compétent en cas d'infructuosité de la consultation pour mener à bien la suite de la procédure conformément à la réglementation des contrats publics.

3.2.2 Missions des membres du groupement

Au stade de la préparation :

- Communiquer au coordonnateur leurs besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation ;
- Transmettre au coordonnateur la délibération approuvant l'adhésion au présent groupement de commandes et autorisant son représentant à signer les éventuels avenants à la convention de groupement ;
- Respecter le choix du(es) titulaire(s) des contrats correspondants à leurs besoins propres ;

Chaque membre s'engage sur le contrat à hauteur de ses attentes exprimées clairement et préalablement lors de la définition des besoins.

Au stade de l'exécution :

Chaque membre du groupement est autonome dans l'exécution du marché ou de l'accord cadre et ce dans le cadre des dispositions définies dans le marché.

Chaque membre s'engage à signaler au coordonnateur tout litige dans l'exécution du marché et à lui communiquer toutes informations ou pièces relatives aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché.
Le règlement des litiges relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 4 : COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La commission d'appel d'offres du groupement est celle du coordonnateur, soit celle de la ville d'Auxerre.

ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

Le groupement est constitué une fois la présente convention signée et rendue exécutoire. La

convention est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention ne s'applique pas aux marchés en cours d'exécution à la date de l'entrée en vigueur de la convention.

ARTICLE 6 : ADHÉSION ET RETRAIT

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes constitué par la présente convention doit faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant à la présente convention, par lequel le nouveau membre en accepte les conditions sans réserve. Ces avenants éventuels seront signés par le représentant de chaque membre qui se sera vu déléguer cette compétence par son assemblée délibérante.

Le nouvel adhérent ne peut bénéficier des conditions d'un contrat en cours. Toute nouvelle adhésion n'a d'effet que pour les consultations postérieures.

Le retrait est libre et constaté par une décision de l'assemblée délibérante compétente puis notifié aux autres membres du groupement. Le membre du groupement de commandes qui se retire demeure tenu par les engagements pris dans le cadre des contrats en cours.

ARTICLE 7 : MODIFICATION, RÉSILIATION

7.1 Modification de la convention

Toute modification de la présente convention prendra la forme juridique d'avenants librement acceptés et dûment agréés par chacun des membres du groupement à travers son représentant.

7.2 Résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée à tout moment sur décision à l'unanimité des membres du groupement.

7.3 Résiliation d'un contrat

En cas de résiliation d'un contrat, le montant de l'indemnisation éventuelle sera divisé entre les membres du groupement, pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le contrat.

ARTICLE 8 : ACTION EN JUSTICE

Le coordonnateur a le pouvoir d'ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement.
En cas de litige relatif à la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal administratif de Dijon, sis 22 rue d'Assas – 21000 Dijon.

Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable.

Fait à Auxerre, le

Pour la ville d'Auxerre,

Pour la communauté d'agglomération de l'auxerrois,

Pour le Centre communal d’action sociale de la ville d’Auxerre